

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 30/11/2018

N° : 2018/106

# **SOMMAIRE**

## **↳ Bureau de la Métropole**

Finances et administration générale	page 4
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 40
Emploi, formation professionnelle, insertion	page 103
Transports, déplacements et accessibilité	page 113
Urbanisme et aménagement	page 154
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 215
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 237
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 270
Mer, littoral et ports, protection et mise en valeur Des espaces maritimes et naturels	page 280
Voirie, espaces publics et grands équipements Métropolitains	page 282
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 292

## **↳ Conseil de la Métropole**

Finances et administration générale	page 308
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 499
Emploi, Formation professionnelle, insertion	page 513
Transports, déplacements et accessibilité	page 514
Urbanisme et aménagement	page 549
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 667
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 674
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 689
Mer, Littoral et Ports, protection de mise en valeur des espaces maritimes et naturels	page 718
Voirie, espaces publics et grands équipements Métropolitains	page 721
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 728

LES DELIBERATIONS

BUREAU DU 18 OCTOBRE 2018

---

**METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE**

**Bureau de la Métropole**

**18 OCTOBRE 2018**

---

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 19 octobre 2018 et ce, pour une durée d'un mois.



**ETAIENT PRESENTS :**

Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Sylvia BARTHELEMY - Roland BLUM - Martine CESARI - Gaby CHARROUX - Frédéric COLLART - Georges CRISTIANI - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Gérard GAZAY - Roland GIBERTI - Bernard JACQUIER - Didier KHELFA - Eric LE DISSÈS - Danielle MILON - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Henri PONS - Georges ROSSO - Michel ROUX - Martine VASSAL.

**ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :**

Mesdames et Messieurs :

Christophe AMALRIC représenté par Pascal MONTECOT - Patrick BORÉ représenté par Gérard GAZAY - Roland MOUREN représenté par Roland GIBERTI.

**ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :**

Mesdames et Messieurs :

François BERNARDINI - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Arlette FRUCTUS - Nicolas ISNARD - Maryse JOISSAINS MASINI - Richard MALLIÉ.

Madame la Présidente a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

\*\*\*\*\*

***Commission "Finances et  
Administration Générale"***

\*\*\*\*\*

**FAG 001-4256/18/BM**

■ **Approbation d'une convention de remboursement avec la commune de Ceyreste relative à la vente des caveaux du cimetière intercommunal  
MET 18/7519/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole a construit en 2011 un cimetière intercommunal sur la commune de Ceyreste comportant 258 caveaux et 62 cases de columbarium.

Au 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-2 du CGCT, la compétence en matière de création et de gestion des cimetières est soumise à la définition de son intérêt métropolitain qui a pour objet de distinguer ce qui relèvera de l'échelon métropolitain ou de l'échelon communal.

A ce titre, par délibération FAG 092-3111/17/CM du 14 décembre 2017, il a été décidé de ne pas déclarer d'intérêt métropolitain le cimetière de Ceyreste et de transférer cet équipement à la commune de Ceyreste à compter du 1er octobre 2018.

La Métropole ayant financé entièrement la construction de cet équipement, il a été convenu entre la Mairie de Ceyreste et la Métropole que cette dernière percevrait, à partir de la date de transfert, les recettes liées à la vente de caveaux. S'agissant des concessions, il a été convenu de reverser la moitié des recettes liées à l'attribution des concessions funéraires, jusqu'à épuisement du stock initial.

La convention prendra fin à l'épuisement du stock initial de caveaux et cases de columbarium.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 092-3111/17/CM du 14 décembre 2017 relative à la définition de l'intérêt métropolitain en matière de création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver une convention de remboursement relative à la vente des caveaux du cimetière de Ceyreste entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune afin d'en fixer les modalités.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de remboursement ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Ceyreste relative à la vente des caveaux et à l'attribution de concessions funéraires du cimetière intercommunal.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la présente convention.

#### **Article 3 :**

Les recettes correspondantes seront constatées par la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- Au budget principal de la Métropole pour la vente des caveaux - sous politique F230,

nature 7018, fonction 025, code gestion 026026.

- Au budget EST du Conseil de Territoire Marseille pour la vente des concessions – sous politique F210, Nature 70311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 002-4257/18/BM**

#### **■ Approbation d'une convention de remboursement avec la commune d'Ensuès-la-Redonne relative à la vente des caveaux du cimetière intercommunal MET 18/7523/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole a mis en service en 2008 un cimetière intercommunal sur la commune d'Ensuès-la-Redonne comportant 200 caveaux et 45 cases de columbarium.

Au 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-2 du CGCT, la compétence en matière de création et de gestion des cimetières est soumise à la définition de son intérêt métropolitain, qui a pour objet de distinguer ce qui relèvera de l'échelon métropolitain ou de l'échelon communal.

A ce titre, par délibération FAG 092-3111/17/CM du 14 décembre 2017, il a été décidé de ne pas déclarer d'intérêt métropolitain le cimetière d'Ensuès-la-Redonne et de transférer cet équipement à la commune d'Ensuès-la-Redonne à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2018.

La Métropole ayant financé entièrement la construction de cet équipement, il a été convenu entre la Mairie d'Ensuès-la-Redonne et la Métropole que cette dernière percevrait, à partir de la date de transfert, les recettes liées à la vente de caveaux. S'agissant des concessions, il a été convenu de reverser la moitié des recettes liées à l'attribution des concessions funéraires, jusqu'à épuisement du stock initial

La convention prendra fin à l'épuisement du stock initial de caveaux et cases de columbarium.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 092-3111/17/CM du 14 décembre 2017 relative à la définition de l'intérêt métropolitain en matière de création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires ;
- La délibération FAG 051-3070/17/CM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation des tarifs 2018 des concessions funéraires et caveaux du cimetière intercommunal d'Ensuès-la-Redonne.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Qu'il convient d'approuver une convention de remboursement relative à la vente des caveaux et à l'attribution de concessions funéraires du cimetière d'Ensuès-la-Redonne entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune afin d'en fixer les modalités.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de remboursement ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Ensuès-la-Redonne relative à la vente des caveaux et à l'attribution de concessions funéraires du cimetière intercommunal.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

#### **Article 3 :**

Les recettes correspondantes seront constatées par la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- Au budget principal de la Métropole pour la vente des caveaux - sous politique F230, nature 7018, fonction 025, code gestion 026026.
- Au budget EST du Conseil de Territoire Marseille pour la vente des concessions – sous politique F210, Nature 70311

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 003-4258/18/BM**

#### **■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association France Urbaine MET 18/8313/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Issue de la fusion de l'Association des Maires de Grandes Villes de France (AMGVF) et de l'Association des Communautés Urbaines de France (ACUF), l'association France Urbaine a pour but de représenter et défendre les intérêts des territoires urbains, et pour cela :

- renforce les liens entre les différents territoires urbains ;
- facilite les échanges d'information sur tous les sujets les concernant ;
- développe la réflexion, la coordination et la collaboration dans les domaines d'intérêt commun ;
- élabore des propositions communes dans ces domaines ;
- soutient ces propositions auprès de l'Etat, du Parlement, des autres collectivités et des organismes concernés afin de concourir à leur réalisation ;
- et mène des actions en commun avec ses partenaires.

Pour atteindre ses objectifs, l'association France Urbaine est notamment amenée à :

- proposer, réaliser ou coordonner des études ;
- et organiser des réunions d'information, conférences, colloques, forums, ou toute autre rencontre en lien avec son objet.

Cette association offre aux collectivités territoriales et

établissements publics de coopération intercommunale adhérents la possibilité de se regrouper au sein d'une structure unique permettant à la fois de répondre aux défis posés par le monde urbain, de développer les services proposés aux territoires et de mieux répondre aux enjeux auxquels ils sont confrontés, dans le respect de leur diversité, avec l'ambition de peser dans les débats locaux, nationaux et internationaux.

Par délibération n° FAG 044-1045/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'Association France Urbaine. Cette adhésion a par la suite été renouvelée en 2017 par délibération n° FAG 005-1895/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite à présent renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2018.

Le montant de la cotisation est fixé à 226 790 euros pour l'année 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 044-1045/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association France Urbaine ;
- La délibération n° FAG 005-1895/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association France Urbaine ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'association France Urbaine offre aux collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale adhérents la possibilité de se regrouper au sein d'une structure unique permettant à la fois de répondre aux défis posés par le monde urbain, de développer les services proposés aux territoires et de mieux répondre aux enjeux auxquels ils sont confrontés, dans le respect de leur diversité, avec l'ambition de peser dans les débats locaux, nationaux et internationaux ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à cette association en 2016 et renouvelé son adhésion en 2017 ;
- Qu'il convient de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association France Urbaine pour l'année 2018 ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association France Urbaine pour l'année 2018 ainsi que le paiement de la cotisation, d'un montant de 226 790 euros.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 011, nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 004-4259/18/BM**

**■ Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opération d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

**MET 18/8316/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de ses réunions des **2 juillet 2018 et 10 septembre 2018**, la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable s'est prononcée sur :

1) La recevabilité de 7 demandes d'indemnisation:

**Ont été déclarés recevables, et à ce titre ont fait l'objet d'une demande d'expertise judiciaire pour les périodes de travaux ci-après précisées, les dossiers suivants : Rue**

#### **Commission du 02 juillet 2018 :**

- BHNS AIX-2018/06/01 : SIMPLEMENT VIN du 08/11/2017 au 02/07/2018,
- PRD 2018/06/11 : MADURA du 06/02/2017 au 15/09/2017,
- PRD 2018/06/12 : ARMAND THIERY du 06/02/2017 au 31/10/2017,

#### **Commission du 10 septembre 2018 :**

- BHNS AIX-2018/08/02 : LEONARD PARLI du 10/01/2018 au 31/08/2018,
- BHNS AIX-2018/08/03 : SOCIETE NOUVELLE ON'COPIES du 08/11/2017 au 31/08/2018,
- BHNS AIX-2018/08/04 : LE CAPITOLE du 10/01/2018 au 31/08/2018,
- BHNS AIX-2018/08/05 : EUROPIA du 10/01/2018 au 31/08/2018,

2) Le montant des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants auxquels elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

#### **Commission du 10 septembre 2018 :**

#### **PARADIS**

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Proposition de la Commission
PRD-2018-03-06	ELENA MIRO / MIROGLIO France	54 Rue Paradis – 13006 Marseille	06/02/2017 au 06/11/2017	6 352,00€	3 811,00€
PRD-2018-04-07	MAISONS DU MONDE	54-56 Rue Paradis – 13006 Marseille	06/02/2017 au 06/11/2017	70 959,00€	42 575,00€
PRD-2018-04-08	SAOYA / VAREANE Bijouterie	1 Rue Paradis – 13001 Marseille	06/02/2017 au 06/11/2017	12 500,00€	7 500,00€
PRD-2018-05-09	MANFIELD	54 Rue Paradis – 13006 Marseille	06/02/2017 au 06/11/2017	37 826,00€	22 696,00€
PRD-2018-05-10	LOLETTA / SARL EVAJO	58 Rue Paradis – 13006 Marseille	06/02/2017 au 06/11/2017	25 600,00€	15 360,00€
<b>TOTAL</b>				<b>153 237,00€</b>	<b>91 942,00€</b>

<b>Montant des indemnisations déjà accordées</b>	<b>46 176,00 €</b>
<b>Total général PARADIS</b>	<b>138 118,00 €</b>



Par conséquent, il est proposé d'adopter l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité des 7 demandes d'indemnisations précitées, ainsi que les montants d'indemnisation retenus pour les 5 dossiers ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire de Marseille Provence en date du 24 juin 2016.
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité des 7 dossiers de demande d'indemnisation précités.

#### **Article 2 :**

Est approuvé l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'indemnisation des 5 dossiers précités pour un montant total de 91 942,00 euros.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer les protocoles d'accord transactionnels ci-annexés ainsi que tout acte nécessaire à la mise en œuvre de ces décisions.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C311 – Nature 65888 – Fonction 851 – Chapitre 65 – 4DIFRA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 005-4260/18/BM**

#### **■ Révision de l'abondement au profit de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence pour l'exercice 2018. Modification de la délibération n° FAG 003-2853/17/BM du 14 décembre 2017 MET 18/8059/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplification de la coopération intercommunale, tous les niveaux de collectivités locales, leurs établissements publics, les établissements publics de coopération intercommunale peuvent créer une régie à personnalité morale et autonomie financière, dénommée établissement public local selon les termes de l'article L.2221-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Par suite, le droit applicable aux régies a été profondément remanié par le décret n° 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du CGCT.

C'est dans ce cadre que par délibération n° 416/05 du 1<sup>er</sup> juillet 2005, Ouest Provence a créé une régie personnalisée à caractère industriel et commercial, dénommée Régie Culturelle Scènes et Cinés Ouest Provence, chargée de la gestion du spectacle vivant et du cinéma, à laquelle il a imposé des contraintes particulières de fonctionnement et d'exercice du service.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L.5218-1 du même Code.

Dans le cadre de la poursuite des activités de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, la Métropole impose à la régie une politique tarifaire adaptée qui se situe en deçà des prix normalement pratiqués en ce domaine.

Ces contraintes tarifaires sont appliquées pour les théâtres et festivals, les cinémas et les opérations et équipements liés aux musiques actuelles. En outre, le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence assure directement l'organisation d'un certain nombre de manifestations culturelles transversales, dont la maîtrise d'ouvrage est confiée à la régie et qui concourent à la structuration du territoire. Enfin, les moyens de la régie sont également mobilisés lors de l'utilisation par le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ou par les associations soutenues par l'intercommunalité, des équipements à vocation culturelle.

Ces contraintes génèrent un surcoût et un manque à gagner qui justifient alors la participation de la Métropole au budget de la régie, puisqu'au terme des dispositions de l'article L.2224-2 du CGCT : «il est interdit aux communes de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre des services publics visés à l'article L.2224-1. Toutefois, le Conseil municipal, peut décider une telle prise en charge, lorsque celle-ci est justifiée par l'une des raisons suivantes : lorsque les exigences du service public conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement (...). La décision du Conseil municipal, doit faire l'objet, à peine de nullité, d'une délibération motivée».

Ainsi, par délibération n° FAG 003-2853/17/BM du 14 décembre 2017, le Bureau de la Métropole avait attribué à cette régie, un abondement d'un montant de 5 430 000 euros (cinq millions quatre cent trente mille euros) pour l'exercice 2018.

Aujourd'hui, il convient d'ajuster l'abondement en faveur de la régie qui est ramené à 5 257 000 euros (cinq millions deux cent cinquante-sept mille euros) pour l'exercice 2018.

Cette dépense sera imputée au budget de la métropole 2018, chapitre 65, nature 657364.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au fonctionnement et à la simplicité de la coopération intercommunale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 portant Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-184 du 23 février 2001 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 003-2853/17/BM du 14 décembre 2017 du Bureau de la Métropole portant attribution d'un abondement de 5 430 000 euros au profit de la régie Scènes et Cinés Ouest Provence.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, afin de permettre l'accès du plus grand nombre au domaine de la culture à des conditions avantageuses, impose à la régie une politique tarifaire adaptée qui se situe en deçà des prix habituellement pratiqués en ce domaine ;

## Délibère

### Article 1 :

Est modifiée la délibération n° FAG 003-2853/17/BM du 14 décembre 2017 du Bureau de la Métropole portant attribution d'un abondement de 5 430 000 euros au profit de la régie Scènes et Cinés Ouest Provence, en raison des contraintes particulières de fonctionnement.

### Article 2 :

Est approuvée la révision de l'attribution d'un abondement à la Régie Culturelle Scènes et Cinés à un montant de 5 257 000 euros (cinq millions deux cent cinquante-sept mille euros) au titre de l'exercice 2018.

### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole 2018, chapitre 65, nature 657364.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 006-4261/18/BM**

### **■ Approbation d'une convention relative aux échanges de données géographiques avec la Société d'Assainissement Est Métropole MET 18/8402/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Société d'Assainissement Est Métropole (SAEM) est depuis le 9 décembre 2013 titulaire de la délégation de service public pour l'exploitation du service public pour l'assainissement Zone Est. Cette DSP recouvre les communes de Cassis, Ceyreste, La Ciotat et de Roquefort la Bédoule.

Les données territoriales géolocalisées sont à la fois la matière première et le support des études et travaux réalisés par la SAEM dans le cadre de ses missions menées pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de sa gestion quotidienne. Le contrat de délégation du service public contient un article 17 portant sur le SIG du délégataire et indique les attendus de la Métropole vis-à-vis de la SAEM en matière de données à mettre à disposition. En revanche, cet article ne comprend pas les échanges courants entre les deux entités.

La convention 14/1673 portant sur les échanges de données géographiques entre de la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SAEM exécutoire au 20

Novembre 2014 étant devenue caduque, il est proposé de la renouveler afin de pouvoir disposer d'informations stabilisées sur les mêmes sources.

La convention proposée au vote est établie pour une durée de trois ans.

Un comité de suivi est prévu. Il regroupera, a minima une fois par an, les services gestionnaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la SAEM, en vue de gérer techniquement les termes de cette convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SAEM de partager leurs données géographiques dans un souci d'amélioration de leurs connaissances respectives des réseaux et de leur environnement.
- Qu'il convient de signer une convention entre la Métropole et la SAEM, en vue de pouvoir utiliser ces données géographiques et procéder aux échanges réguliers de données géographiques numériques.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SAEM relative à la mise à disposition gratuite des données géographiques du réseau d'assainissement de sa compétence.

### Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 007-4262/18/BM**

#### **■ Approbation d'une convention relative aux échanges de données géographiques avec la Société d'Assainissement Ouest Métropole MET 18/8403/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La SAOM est en charge de de l'assainissement par délégation de service public N° 13220 signée le 27 novembre 2013 et faisant effet au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

La DSP couvre les Communes de Carry-le-Rouet, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gignac-la-Nerthe, Marignane, Le Rove, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins.

Les données territoriales géolocalisées sont à la fois la matière première et le support des études et travaux réalisés par la SAOM dans le cadre de ses missions menées pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de sa gestion quotidienne. Le contrat de délégation du service public contient un article 17 portant sur le SIG du délégataire et indique les attendus de la Métropole vis-à-vis de la SAOM en matière de données à mettre à disposition. En revanche, cet article ne comprend pas les échanges courants entre les deux entités.

La convention 14/1672 portant sur les échanges de données géographiques entre de la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SAEM exécutoire au 20 Novembre 2014 étant devenue caduque, il est proposé de la renouveler afin de pouvoir disposer d'informations stabilisées sur les mêmes sources.

La convention proposée au vote est établie pour une

durée de trois ans.

Un comité de suivi est prévu. Il regroupera, a minima une fois par an, les services gestionnaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la SAOM, en vue de gérer techniquement les termes de cette convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SAOM de partager leurs données géographiques dans un souci d'amélioration de leurs connaissances respectives des réseaux et de leur environnement.
- Qu'il convient de signer une convention entre la Métropole et la SAOM, en vue de pouvoir utiliser ces données géographiques et procéder aux échanges réguliers de données géographiques numériques.

#### **Délibère**

## **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SAOM relative à la mise à disposition gratuite des données géographiques du réseau d'assainissement de sa compétence.

## **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 008-4263/18/BM**

#### **■ Approbation d'une convention relative aux échanges de données géographiques avec la Société des Eaux Marseille Métropole MET 18/8404/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Société des Eaux Marseille-Métropole est depuis le 9 décembre 2013 titulaire de la délégation de service public de l'Eau. Cette DSP recouvre les communes d'Allauch, Cassis, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Ceyreste, Châteauneuf les Martigues, Gignac-la-Nerthe, Ensues la Redonne, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Roquefort la Bédoule, Saint-Victoret, Sausset les Pins, Septèmes les Vallons ainsi que la Zone Industrielle de la Commune de Gémenos.

Les données territoriales géolocalisées sont à la fois la matière première et le support des études et travaux réalisés par la SEMM dans le cadre de ses missions menées pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de sa gestion quotidienne. Le contrat de délégation du service public contient un article portant sur le SIG du délégataire et indique les attendus de la Métropole vis-à-vis de la SEMM en matière de données à mettre à disposition. En revanche, cet article ne comprend pas les échanges courants entre les deux entités.

La convention 14/1671 portant sur les échanges de données géographiques entre de la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SEMM exécutoire au 20 Novembre 2014 étant devenue caduque, il est proposé de la renouveler afin de pouvoir disposer d'informations stabilisées sur les mêmes sources.

La convention proposée au vote est établie pour une durée de trois ans.

Un comité de suivi est prévu. Il regroupera, a minima une fois par an, les services gestionnaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la SEMM, en vue de gérer techniquement les termes de cette convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SEMM de partager leurs données géographiques dans un souci d'amélioration de leurs connaissances respectives des réseaux et de leur environnement.
- Qu'il convient de signer une convention entre la Métropole et la SEMM, en vue de pouvoir utiliser ces données géographiques et procéder aux échanges réguliers de données géographiques numériques.

#### **Délibère**

## **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SEMM relative à la mise à disposition gratuite des données géographiques du réseau d'assainissement de sa compétence.

## **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 009-4264/18/BM**

#### **■ Approbation d'une convention relative aux échanges de données géographiques avec le Service d'Assainissement Marseille Métropole MET 18/8405/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Service d'Assainissement Marseille Métropole (SERAMM) est en charge pour le compte du Conseil de Territoire Marseille-Provence et depuis 2016, de la Métropole, de l'assainissement centre, par délégation de service public N°13219, signée le 27 novembre 2013 et faisant effet au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

La Délégation de Service Public couvre les communes de : Marseille, Allauch, Le Rove, Septèmes-les-Vallons, Carnoux et Gémenos ZI.

Les données territoriales géolocalisées sont à la fois la matière première et le support des études et travaux réalisés par le SERAMM dans le cadre de ses missions menées pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de sa gestion quotidienne. Le contrat de délégation du service public contient un article 17 portant sur le Système d'Information Géographique du délégataire et indique les attendus de la Métropole vis-à-vis du SERAMM en matière de données à mettre à disposition. En revanche, cet article ne comprend pas les échanges courants entre les deux entités.

La convention 14/1708 portant sur les échanges de données géographiques entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le SERAMM exécutoire au 24 Novembre 2014 étant devenue caduque, il est proposé de la renouveler afin de pouvoir disposer d'informations stabilisées sur les mêmes sources.

La convention proposée au vote est établie pour une durée de cinq ans renouvelable une fois.

Un comité de suivi est prévu. Il regroupera, a minima une fois par an, les services gestionnaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du SERAMM, en vue de gérer techniquement les termes de cette convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence et le SERAMM de partager leurs données géographiques dans un souci d'amélioration de leurs connaissances respectives des réseaux et de leur environnement.
- Qu'il convient de signer une convention entre la Métropole et le SERAMM, en vue de pouvoir utiliser ces données géographiques et procéder aux échanges réguliers de données géographiques numériques.

#### **Délibère**

## **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le SERAMM relative à la mise à disposition gratuite des données

géographiques du réseau d'assainissement de sa compétence.

## **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 010-4265/18/BM**

#### **■ Approbation d'une convention relative aux échanges de données géographiques communautaires avec Aix-Marseille Université MET 18/8471/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Laboratoire Population - Environnement - Développement (LPED) est une unité mixte de recherche française sous tutelle de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et de l'Université d'Aix-Marseille. Ce Laboratoire étudie les interrelations entre les dynamiques sociales, environnementales et de développement.

Plusieurs axes scientifiques du LPED portent depuis 2007 sur l'environnement urbain et le cadre de vie dans la Métropole Aix-Marseille-Provence avec plusieurs projets sur la nature en ville, l'évaluation des trames vertes urbaines, les requalifications environnementales des quartiers.

Le laboratoire travaille également sur les recompositions des espaces résidentiels marseillais, avec la question des perméabilités urbaines et du phénomène de fermeture dans les espaces résidentiels. Ces phénomènes modifient fortement les circulations quotidiennes et jouent un rôle de coupure dans l'espace urbain.

Plus largement, pour évaluer les impacts des transformations en cours sur l'urbanité, une recherche action est menée depuis 3 ans sur les espaces de vie des jeunes lycéens ainsi que sur leur évaluation du cadre de vie et leurs propositions d'aménagements urbains (*projet GRAPHITE, Géographie prospective des territoires urbains*). Cette étude est menée depuis 2015-2016 en partenariat avec la Région et avec le Rectorat, auprès de classes de lycées de la Métropole (Marseille, Aix, Gardanne, Vitrolles, Marignane). Au total 1300 élèves environ ont fait l'objet d'enquêtes dont les résultats sont géolocalisés..

Ces recherches s'appuient sur des enquêtes produisant des données scientifiques exclusives

intéressant la Ville de Marseille et la Métropole ; elles se fondent également sur des données de référence et des informations en provenance de la Ville de Marseille et de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En Février 2012, un recensement de l'ensemble des résidences fermées sur la Commune de Marseille a été engagé (plus de 1500) et actualisé en 2013. Une base de données urbaines Résidences fermées/Accès/Obstacles a été élaborée avec des relevés de terrain ; celle-ci a été mise en cohérence avec d'autres données SIG de référence.

Une première convention avait été signée en Mai 2014 (N°14/1352). Les échanges avec le LPED ayant été fructueux, son renouvellement constituerait un prolongement pertinent pour la Métropole. En outre, la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire ou co-proprétaire de certaines données que le LPED souhaiterait pouvoir utiliser.

C'est pourquoi, cette convention définit les modalités d'échanges gratuits de données géo-localisées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Université d'Aix-Marseille pour le compte du LPED.

Un comité de suivi de la présente convention regroupera, à minima une fois par an, les services gestionnaires de la Métropole Aix-Marseille Provence et les services compétents du LPED et autant que de besoin pour gérer techniquement les termes de cette convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'échanger des données géographiques avec l'Université d'Aix-Marseille et en particulier le Laboratoire Population - Environnement - Développement (LPED),

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure avec Aix-Marseille Université.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 011-4266/18/BM**

**■ Approbation de la participation d'Enedis à l'orthophotoplan 2018 de la Métropole Aix-Marseille Provence - Approbation d'une convention  
MET 18/8214/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Assemblée des communautés de France (AdCF), ENEDIS, l'Institut National de l'Information Géographique et forestière (IGN) ont signé le 24 juin 2015 le protocole d'accord national de déploiement d'un Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS).

Ce protocole est le volet cartographique du plan de prévention des endommagements des réseaux, dit aussi réforme « DT-DICT » dans le cadre des échanges entre gestionnaires et exploitants (classe A obligatoire au 1er janvier 2019) et permettant ainsi de localiser les réseaux sur un fond de plan de qualité.

« La constitution et la maintenance du PCRS relève de la responsabilité de l'autorité publique locale compétente dans le cadre d'une mutualisation entre les exploitants de réseaux et les collectivités. Afin de favoriser la mise en place du volet cartographique du plan de prévention des endommagements de réseaux lors de travaux, réforme dite « anti-endommagement

des réseaux » ou « DT-DICT », les signataires du présent protocole d'accord national s'engagent à l'échelon local à :

- Créer les conditions pour des accords locaux pour la constitution du PCRS ;....
- Appliquer le standard PCRS ;....
- Veiller à l'optimisation des coûts.... »

Pour répondre à ces engagements, ENEDIS recherche un maximum de partenaires pour mettre en place des B.D.U (Bases de Données Urbaines) soit en données vectorielles soit en données image et participer à des acquisitions massives permettant le recalage/géoréférencement de ses plans existants dans le but de ne plus gérer de fond de plan pour positionner ses réseaux.

En parallèle, pour disposer de données aériennes nécessaires à l'exercice de ses compétences (aménagement, urbanisme, habitat, transport...), La Métropole Aix-Marseille Provence a pour objectif de réaliser des prises de vue aériennes (P.V.A) tous les trois ans en alternance avec les prises de vue IGN.

La Métropole Aix-Marseille Provence prend en charge la gestion et la mise en place de la P.V.A avec son prestataire. Un vol d'essai a été réalisé pour tester différents taux de recouvrement et précision de pixels.

ENEDIS participe financièrement à cette P.V.A et bénéficiera en contrepartie et sous conditions des livrables des différentes données géographiques liées à la réalisation de l'orthophotoplan 2018 par la Métropole.

Il pourrait être élaboré les prémices d'une BDU (Banque de Données Urbaines vecteur ou image) multi-partenariale si tant est que d'autres opérateurs y soient prêts dans le cadre du PCRS.

En conséquence, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve le principe de la participation financière d'ENEDIS, pour la réalisation de l'orthophotoplan 2018.

Le montant estimé de l'orthophotoplan 2018 est de 585 000 euros TTC.

La participation financière forfaitaire d'ENEDIS est de 142 000 euros TTC

La recette en résultant sera constatée au budget principal de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**



- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de répondre aux directives relatives à l'anti-dommagement des réseaux
- La participation financière d'ENEDIS comme un élément important dans la production de l'orthophotoplan 2018 sur le territoire de la Métropole afin d'optimiser les coûts dans l'intérêt public

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la participation financière d'ENEDIS à la réalisation de l'orthophotoplan 2018 effectuée par la Métropole Aix-Marseille Provence sur son territoire d'un montant forfaitaire de 142 000 euros.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure avec ENEDIS.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

#### **Article 4 :**

Les recettes seront constatées au budget de la Métropole : Nature 70388 Fonction 020 Sous politique A240.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 012-4267/18/BM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative aux opérations de reconstruction de l'usine de potabilisation des Terres blanches, de démantèlement de bassins existants à la station d'épuration et de construction d'un bassin d'orage sur la commune de Bouc-Bel-Air  
MET 18/7934/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce ainsi, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Lorsque l'exercice de cette compétence était, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, réalisé par ces communes au moyen d'un contrat de délégation de service public, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe, assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement,

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de convention de Maîtrise d'ouvrage délégué ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé par délibération n° FAG 001-3517/18/BM du 22 mars 2018, une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée (MOD) avec la commune de Bouc-Bel-Air, fondée sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Le projet d'avenant dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour seul objet de modifier l'annexe financière et, plus précisément, le Plan de financement de l'opération de reconstruction de l'usine de potabilisation des Terres Blanches.

En effet, un repérage complémentaire a révélé la présence d'amiante classe 3 dans les enduits extérieurs ce qui nécessitait de modifier par avenant le marché initial de travaux passé par la Commune en tant que maître d'ouvrage délégué, par un avenant n°2, afin d'y ajouter des travaux de désamiantage de ces enduits.

Cette modification du marché a pour effet d'augmenter le coût des travaux d'un montant de 242.116€ TTC, cela implique donc de proposer un avenant n° 1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée.

La subvention du Département n'ayant pas été intégralement prise en compte dans le plan de financement initial prévu par la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, le montant de subvention disponible sera affecté à ces dépenses de travaux à

hauteur de 111.230€ et viendra en déduction de cette augmentation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 001-3517/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs aux compétences Eau et Assainissement et aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée à la commune de Bouc-Bel-Air pour l'opération de reconstruction de l'usine de potabilisation des Terres Blanches, pour l'opération de démantèlement de bassins existants à la station d'épuration et pour la construction d'un bassin d'orage.

#### **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 1 ci-annexé à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée à la commune de Bouc-Bel-Air.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Eau en délégation du Pays d'Aix et Aubagne, pour la section investissement, imputation comptable 21311 – dépenses.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 013-4268/18/BM**

■ **Approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Ventabren relative à l'opération d'extension des réseaux et d'assainissement dans le secteur RD10**  
**MET 18/7936/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce ainsi, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les

communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Lorsque l'exercice de cette compétence était, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, réalisé par ces communes au moyen d'un contrat de délégation de service public, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe, assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de convention de Maîtrise d'Ouvrage Délégué ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé par une délibération n° FAG 001-3517/18/BM du 22 mars 2018, une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO) avec la commune de Ventabren, fondée sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Le projet d'avenant dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour seul objet de modifier l'annexe financière à la convention de TTMO conclue avec la commune de Ventabren et, plus précisément, le plan de financement de l'opération d'extension des réseaux d'eau et d'assainissement dans le secteur RD10.

En effet, il a été constaté, d'une part que les travaux de réfection de voirie étaient plus importants que prévus, et d'autre part, que le nombre de raccordements au réseau était plus important que

prévu, ce qui nécessitait de passer un marché complémentaire de travaux et de maîtrise d'œuvre.

Ce marché complémentaire a pour effet d'augmenter le coût des travaux d'un montant de 427.844 € TTC et le coût de maîtrise d'œuvre de 5.772€ TTC, soit une augmentation totale d'un montant de 433.616€ TTC.

Toutefois, le montant réel du marché de travaux s'avérant moins élevé qu'initialement prévu, soit seulement 2.971.161€TTC au lieu de 3.348.684€ TTC, une moins value de 377.524€ TTC doit être prise en compte, et le montant de l'opération est augmenté globalement de seulement 56.093€ TTC.

La conclusion de l'avenant n° 1 à la convention de TTMO augmente le financement pris en charge par la Métropole au titre de cette opération puisque le solde du montant d'opération d'un montant de 56.093€ TTC, est financé par la commune de Ventabren et lui sera ultérieurement remboursé par la Métropole dans sa totalité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 001-3517/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs aux compétences Eau et Assainissement et aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage à la commune de Ventabren pour l'opération d'extension des réseaux d'eau et d'assainissement dans le secteur RD10.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Ventabren n°18/0336 tel qu'annexée à la présente.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant ainsi que tous les documents y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Eau en délégation du Pays d'Aix et Aubagne, pour la section investissement, imputation comptable 21311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 014-4269/18/BM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réhabilitation des réseaux d'eau, d'assainissement et de pluvial de l'avenue de Marseille avec la commune de Vitrolles  
MET 18/8050/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce ainsi, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Lorsque l'exercice de cette compétence était, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, réalisé par ces communes au moyen d'un contrat de délégation de service public, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application des conventions de Maîtrise d'ouvrage délégué ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération n° FAG 001-3517/18/BM du 22 mars 2018, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Vitrolles, fondée sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985

relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

L'avenant n°1, présenté dans ce rapport, a pour seul objet de modifier l'annexe financière à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage à la commune de Vitrolles pour l'opération de réhabilitation des réseaux d'eau, d'assainissement et du pluvial de l'avenue de Marseille.

En effet, à l'achèvement des travaux, il s'avère que le montant d'opération est légèrement plus élevé que prévu.

Cet avenant n°1 a pour effet d'augmenter le coût des travaux de 84.000€TTC (+4,8%) par rapport au montant initial de 1.755.496€. Le montant définitif de l'opération est donc de 1.839.496€TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 001-3517/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs aux compétences Eau et Assainissement et aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage à la commune de Vitrolles pour l'opération de réhabilitation des réseaux d'eau, d'assainissement et du pluvial de l'avenue de Marseille.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage à la commune de Vitrolles pour l'opération de réhabilitation des réseaux d'eau, d'assainissement et du pluvial de l'avenue de Marseille.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Eau en délégation du Pays d'Aix et Aubagne, pour la section investissement, imputation comptable 21311 – dépenses.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 015-4270/18/BM**

### **■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à l'opération d'extension, de réfection ou d'aménagement d'infrastructures d'eau potable avec la commune de Saint-Cannat MET 18/8051/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce ainsi, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par

l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Lorsque l'exercice de cette compétence était, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, réalisé par ces communes au moyen d'un contrat de délégation de service public, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement,

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application des conventions de Maîtrise d'ouvrage délégué ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé par une délibération n° FAG 017-3020/17/BM du 14 décembre 2017, une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée (MOD) avec la commune de Saint-Cannat, fondée sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

L'avenant n°1, présenté dans ce rapport, a pour seul objet de modifier l'annexe financière à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Saint-Cannat pour l'opération d'extension, de réfection ou d'aménagement d'infrastructures d'eau potable.

En effet, après réception des offres de marchés de travaux concernant l'opération présentée à l'annexe 3 (amélioration de la suppression, construction d'un local), il s'avère que le montant est plus élevé que prévu.

Cet avenant a pour effet d'augmenter le coût de l'opération présentée à l'annexe 3 (travaux et incidemment maîtrise d'œuvre) de 88.200 €TTC par rapport au montant initial de 142.800 €TTC (soit +62%). Le montant total définitif de l'opération présentée en annexe 3 se porte donc à 231.000 €TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 017-3020/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs aux compétences Eau et Assainissement et aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée (MOD) avec la commune de Saint-Cannat pour l'opération d'extension, de réfection ou d'aménagement d'infrastructure d'eau potable.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée avec la commune de Saint-Cannat pour l'opération d'extension, de réfection ou d'aménagement d'infrastructures d'eau potable.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Eau en délégation du Pays d'Aix et Aubagne, pour la section investissement, imputation comptable 21311 – dépenses.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 016-4271/18/BM**

#### **■ Approbation d'une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage au profit de SNCF Réseau pour la réalisation des déviations de réseaux d'eaux usées sur la commune de Gardanne MET 18/7932/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce ainsi, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Lorsque l'exercice de cette compétence était, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, réalisé par ces communes la Métropole doit, en principe, assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter la SNCF Réseau, à exécuter, à titre transitoire, la maîtrise d'ouvrage pour la déviation de réseaux d'eaux usées, chemin du Moulin du Fort, à Gardanne, afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'ouvrage, la SNCF assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées à l'article 2 et sur le plan intitulé « Projet MGA2-Secteur Bossy » et s'acquitte, d'une prise en charge intégrale, des dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci.

C'est dans ce cadre qu'il convient d'approuver une convention de maîtrise d'ouvrage avec la SNCF Réseau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la convention de maîtrise d'ouvrage avec la SNCF Réseau pour la déviation de réseau d'assainissement des eaux usées, chemin du Moulin du Fort, à Gardanne.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage ci-annexée avec la SNCF Réseau pour la déviation de réseau d'assainissement des eaux usées, chemin du Moulin du Fort, à Gardanne.

**Article 2 :**

Les opérations sont entièrement à la charge de SNCF Réseau.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette présente convention ainsi que tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.



**FAG 017-4272/18/BM**

**■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation par la commune de Salon-de-Provence d'équipements relatifs à la compétence Assainissement et Eaux Pluviales**

**MET 18/8258/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en

tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent Code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain

ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air ;

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent Code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

Concernant l'exercice de la compétence de l'assainissement pluvial, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 des conventions de gestion « Eau Pluviale » conclue avec les communes au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques habilitant les communes à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de l'assainissement des eaux pluviales, par leurs moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- **soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO)**, fondées sur les

dispositions du II de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme sera retenue pour habilitier les communes à poursuivre seules les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- **soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD)** fondées sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme est celle retenue pour habilitier les communes à poursuivre seules les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les Communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée concernant une Commune du Territoire du Pays Salonais comprenant 4 opérations au titre de la compétence Assainissement et Eaux pluviales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-11/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 8 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, ci-annexée, à conclure avec la Commune de Salon de Provence, portant sur les opérations suivantes :

**- Rue du Sergent Chef René Baudet :**

Les travaux concernent la séparation des réseaux Eaux Usées et Eaux Pluviales.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 53 692.01 € TTC

**- Rue Georges Borel :**

Les travaux concernent la création d'une antenne pluviale. Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour la part pluvial de cette opération à : 27 750.40 € TTC

**- Rue Ventouresco :**

Les travaux concernent la création d'une antenne pluviale. Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour la part pluvial de cette opération à : 34 681.19 € TTC

**- Avenue Jacques Chaban Delmas :**

Les travaux concernent la pose de caniveaux dans un fossé suite à des infiltrations chez un riverain. Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour la part pluviale de cette opération à : 23 452.20 € TTC

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout acte y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets de l'Etat Spécial du Territoire et au Budget annexe Assainissement 2018 et 2019 du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 018-4273/18/BM**

**■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation par la commune de Pélissanne d'équipements relatifs à la compétence Assainissement des Eaux Pluviales MET 18/8446/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;

b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;

c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent Code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air ;

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent Code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement ;

Concernant l'exercice de la compétence eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 des conventions de gestion « Eau Pluviale » conclue avec les communes

au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques habilitant les communes à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de l'assainissement des eaux pluviales, par leurs moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- **soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO)**, fondées sur les dispositions du II de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme sera retenue pour habilitier les communes à poursuivre seules les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- **soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD)** fondées sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme est celle retenue pour habilitier les communes à poursuivre seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les Communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée concernant une Commune du Territoire du Pays Salonais et une opération au titre de la compétence Assainissement des eaux pluviales.

La convention concernée est présentée dans le tableau récapitulatif joint en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-11/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 8 octobre 2018 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Pélissanne, portant sur les opérations suivantes :

- Rue Eugène Pelletan :

Les travaux concernent l'extension du réseau pluvial pour permettre de mieux évacuer les eaux de surface.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 110 184.00 € TTC.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal – Etat Spécial du Conseil de Territoire du Pays Salonais 2018 et 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 019-4274/18/BM**

**■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation par la commune de Saint Zacharie d'équipements relatifs à la compétence "Eau"  
MET 18/8251/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en

tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent Code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain

ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air ;

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent Code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

Concernant l'exercice de la compétence de l'assainissement pluvial, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 des conventions de gestion « Eau Pluviale » conclue avec les communes au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques habilitant les communes à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de l'assainissement des eaux pluviales, par leurs moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- **soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO)**, fondées sur les dispositions du II de l'article 2 de la loi du 12 juillet

1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme sera retenue pour habilitier les communes à poursuivre seules les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- **soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD)** fondées sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme est celle retenue pour habilitier les communes à poursuivre seules les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les Communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été interpellée par la commune de Saint Zacharie sur la nécessité d'engager des travaux d'adduction d'Eau Potable et de réfection de sa voirie sur son territoire sur le Boulevard de la Tomette afin de répondre aux attentes des usagers.

En effet, le réseau d'Adduction d'Eau Potable existant a connu plusieurs incidents en 2018 avec 3 fuites au cours du dernier trimestre qui ont paralysé un grand nombre d'abonnés pour leur alimentation d'eau potable. Suite à ces réparations ponctuelles, il a été mis en évidence que les dysfonctionnements étaient générés par la vétusté de la canalisation en fonte grise.

Les travaux concernent :

- le renouvellement de 340ml de fonte Ø250
- La mise en place des différentes antennes 20ml en Ø100 et 30ml en Ø150 pour le rétablissement du maillage des autres voies,
- la reprise des branchements et des maillages sur l'ancienne conduite.
- La création de vannes, robinets et de regards
- La réfection du revêtement de surface de la chaussée et des trottoirs

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion

d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation par la commune de Saint Zacharie d'équipements relatifs à la compétence « Eau »

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article 2 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Saint Zacharie du 24 septembre 2018 approuvant la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour cette opération de renouvellement de réseau d'Eau ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation par la commune de Saint Zacharie d'équipements relatifs à la compétence « Eau » ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage (TTMO) concernant l'opération « Bd de la Tomette » en matière d'Eau sur la commune de Saint Zacharie, ci-annexée.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et que tout document y afférent.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Eau délégation Pays Aix et Aubagne 2018 sur le compte d'investissement 21531 opération « Renouvellement canalisation Bd de la Tomette ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 020-4275/18/BM**

**■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation par la commune de La Bouilladisse d'équipements relatifs à la compétence "Eau Pluviale"**

#### **MET 18/8252/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues à l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les



communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent Code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social

; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air ;

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent Code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

Concernant l'exercice de la compétence de l'assainissement pluvial, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 des conventions de gestion « Eau Pluviale » conclues avec les communes au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques habilitant les communes à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de l'assainissement des eaux pluviales, par leurs moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- **soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO)**, fondées sur les dispositions du II de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme sera retenue pour habiliter les communes à poursuivre seules les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- **soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD)** fondées sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme est celle retenue pour habiliter les communes à poursuivre seules les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les Communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été interpellée par la commune de La Bouilladisse sur la nécessité

d'engager des travaux de rénovation du réseau pluvial souterrain et de réaménagement de la collecte des eaux de ruissellement qui impactent la réfection de la voirie sur son territoire sur le chemin des Gorguettes afin de répondre aux attentes des usagers.

Cette opération consiste en :

- La création d'un réseau structurant en Ø600 ainsi que la mise en place de 9 regards de visite
- La réalisation de 40ml d'antennes Ø400 pour le raccordement de 3 avaloirs
- La mise en place de caniveaux grilles et la reprise des différents raccordements existants

Il convient donc de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation par la commune de La Bouilladisse d'équipements relatifs à la compétence « Eau Pluviale ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article 2 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de La Bouilladisse approuvant la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour cette opération de renouvellement de réseau d'eau pluvial ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage « TTMO » relative à la réalisation par la commune de La Bouilladisse d'équipements relatifs à la compétence « Eau Pluviale » – Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage (TTMO) concernant l'opération « Chemin des Gorguettes tranche 2 » en matière d'Eaux Pluviales sur la commune de La Bouilladisse, ci-annexée.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits sont inscrits au budget supplémentaire 2018 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile au chapitre 45 opération n°4581184014 "Pluvial compétences transférées

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 021-4276/18/BM**

**■ Approbation de conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les communes d'équipements relatifs à la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie MET 18/8259/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de

modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;

b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;

c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent Code ;

### 3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

### 4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

### 5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

### 6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air ;

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent Code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

Concernant l'exercice de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 des conventions de gestion « Défense Extérieure Contre l'Incendie » conclue avec les communes au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques habilitant les communes à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de la Défense Extérieure Contre l'Incendie, par leurs moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- **soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO)**, fondées sur les dispositions du II de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme sera retenue pour habiliter les communes à poursuivre seules les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- **soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD)** fondées sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme est celle retenue pour habiliter les communes à poursuivre seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les Communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion de 3 nouvelles conventions de maîtrise d'ouvrage déléguées concernant 3 Communes du Territoire du Pays Salonais et 24 opérations au titre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 8 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, ci-annexée, à conclure avec la Commune de Berre l'Étang, portant sur les opérations suivantes :

**- Le remplacement de 9 poteaux incendie sur le territoire de la commune:**

Les travaux concernent le remplacement d'hydrant suite à divers dysfonctionnements. Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 39 999,53 € TTC.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Lamanon, portant sur l'opération suivante :

**- Création d'1 poteau incendie de la RD 17d, route d'Eyguières:**

Les travaux concernent la création d'un hydrant. Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 6 984,00 € TTC

**Article 3 :**

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Salon-de-Provence, portant sur les opérations suivantes :

**- Réalisation d'un maillage - situé place FABREYROUX :**

Les travaux concernent la réalisation d'un maillage. Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 6945,11 € TTC.

**- Le remplacement d'1 poteau incendie n°170 situé sur la RD 572 :**

Les travaux concernent le remplacement de cet hydrant après avoir été cassé. Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 3 567,78 € TTC.

**- Le remplacement du poteau incendie n°337 situé Chemin du Vieux Moulin :**

Les travaux concernent le remplacement de cet hydrant après avoir été cassé. Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 3 006,18 € TTC.

**- Le remplacement du poteau incendie n°380 situé Chemin de la Chapelle :**

Les travaux concernent le remplacement de cet hydrant après avoir été cassé. Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 3 414,35 € TTC.

**- Le remplacement d'1 poteau incendie n°80 situé sur le CD 572 :**

Les travaux concernent le remplacement de cet hydrant après avoir été cassé. Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 3 457,43 € TTC.

**- Le remplacement d'1 poteau incendie n°335 situé Allée Louis Blériot :**

Les travaux concernent le remplacement de cet hydrant après avoir été cassé. Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 3 428,99 € TTC.

**- Le remplacement du poteau incendie n°53 situé avenue de l'Europe :**

Les travaux concernent le remplacement de cet hydrant après avoir été cassé. Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 3 015,35 € TTC.

**- Le remplacement du poteau incendie n°369 situé rue des frères Jourdan :**

Les travaux concernent le remplacement de cet hydrant après avoir été cassé. Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 3 491,40 € TTC.

**- Le remplacement d'1 poteau incendie n°454 situé impasse de l'Espéradou :**

Les travaux concernent le remplacement de cet hydrant après avoir été dérobé. Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 2 240,18 € TTC.

**- Le remplacement de 5 poteaux incendie sur le territoire de la commune:**

Les travaux concernent le remplacement d'hydrant suite à divers dysfonctionnements. Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 17 500,02€ TTC.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions et tout acte y afférent.

**Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget investissement de l'Etat Spécial Territoire 2018 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 022-4277/18/BM**

**■ Attribution d'une subvention pour la mise en œuvre du programme POPSU Métropoles (Plate-forme d'Observation des Projets et Stratégies Urbaines) - Approbation d'une convention MET 18/8470/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Plate-forme d'Observation des Projets et Stratégies Urbaines - POPSU -, initiée par l'État, croise depuis 2004 les savoirs scientifiques et l'expertise opérationnelle pour mieux comprendre les enjeux et les évolutions associés aux villes et aux territoires. Elle capitalise, à des fins d'action, les connaissances établies sur les métropoles et en assure la diffusion auprès des différents publics visés.

Cofinancé par l'Etat et les Métropoles, le programme « POPSU métropoles », qui se déploiera de 2018 à 2020, s'inscrit dans la continuité des travaux menés au titre des programmes POPSU 1 et 2 qui ont donné lieu à la constitution d'un socle de connaissances permettant de mieux appréhender les processus de métropolisation. Quinze métropoles devraient y adhérer.

Sous l'intitulé commun « la Métropole et les autres », ce nouveau programme s'intéressera en particulier à la manière dont, après la loi MAPTAM, les métropoles assument leurs responsabilités territoriales et favorisent les interactions entre territoires. Il s'attachera également à analyser la manière dont les métropoles affrontent les défis qui participent à la transformation des sociétés contemporaines : capacité à lutter contre le réchauffement climatique, à être plus économe de leurs ressources, à augmenter leur rayonnement et leur attractivité sans accroître les

inégalités, à asseoir la robustesse du développement économique tout en soutenant l'expérimentation, à répondre aux exigences d'accueil des nouveaux venus par des politiques de logements adaptées, à organiser les modalités d'une solidarité avec les autres territoires. C'est ainsi que chaque Métropole devra définir des axes de recherche complémentaires.

La mise en œuvre du programme « POPSU Métropoles » sera guidée par 5 principes :

- des dispositifs locaux de veille/observation/analyse portés sur chacun des sites par une équipe de chercheurs et la collectivité métropolitaine de référence,
- l'association d'une thématique commune (porter attention aux relations entre les métropoles et les « autres », notamment petites villes et villes moyennes, territoires ruraux) et de thématiques ouvertes, définies en regard des questionnements propres à chacune des métropoles et arrêtées localement,
- l'expérimentation, à travers les plateformes locales, de nouveaux modes de relations entre élus, chercheurs et acteurs,
- une animation scientifique du programme à l'échelle nationale,
- l'adossement à une « chaire métropolitaine » associant sur chacun des sites de la plateforme d'observations une ou des formations en « urbanisme/aménagement » ; cette chaire pourra héberger des thèses, initier un cycle de conférences ou des ateliers coordonnés.

Il apparaît souhaitable d'associer la Métropole Aix-Marseille-Provence à ce programme de recherche. Cette démarche de réflexion urbaine pourra en effet lui permettre de disposer d'éléments susceptibles d'apporter un éclairage supplémentaire sur les enjeux métropolitains présents et à venir.

Bien que la subvention soit accordée au programme national POPSU, les chercheurs seront issus du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le thème de travail retenu en concertation avec la Métropole portera sur le « Grand Paysage comme Ressource(s) ».

Au titre de sa contribution la Métropole assurera le pilotage de la démarche au niveau local, l'accès des chercheurs aux données utiles ainsi que le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 50 000 € pour la durée du programme.

La Métropole est également susceptible de participer au financement de doctorants selon des modalités à définir, le cas échéant, dans le cadre d'une délibération complémentaire.

Les modalités du partenariat à intervenir dans le cadre du programme « Popsu Métropoles » doivent faire l'objet d'une convention entre la Métropole, l'État et le

Groupe d'Intérêt Public (GIP) Atelier international du Grand Paris qui pilotera et administrera ce programme au niveau national.

Au titre de la gouvernance nationale du programme, il est prévu :

- que la gouvernance sera assurée par un Conseil stratégique, composé d'élus locaux, ainsi que de représentants de l'Etat, de responsables de services des métropoles, de chercheurs et de personnalités qualifiées. Le programme dispose également d'une équipe permanente placée sous l'autorité de la directrice générale du GIP.
- la mise en place d'un comité des partenaires, au sein duquel la Métropole est invitée à désigner un représentant élu et un acteur référent au sein des services techniques.

Il est donc proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir le Groupe d'Intérêt Public POPSU à hauteur de 50 000 €.

Cette subvention s'appuiera sur une convention soumise à l'approbation du Bureau de Métropole définissant les modalités de participation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le programme « POPSU Métropoles » qui a pour objectif de constituer une plateforme d'observation ciblée sur le fonctionnement des métropoles est un apport

important pour la Métropole Aix-Marseille-Provence et le développement de son projet métropolitain.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 50 000 euros au Groupement d'Intérêt Public Atelier International du Grand Paris pour la mise en œuvre du programme « POPSU Métropoles ».

### **Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs, ci-annexée, conclue avec le Groupement d'Intérêt Public Atelier International du Grand Paris.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique B312 – Nature 65748 – Fonction 020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

## ***Commission "Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement Supérieur"***

\*\*\*\*\*

ECO 001-4278/18/BM

■ Approbation d'une convention d'application avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence pour la mise en œuvre d'actions visant à développer les 6 filières stratégiques et accompagner les projets économiques structurants métropolitains  
MET 18/8334/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP) et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP) ont signé une convention cadre le 09/02/17 visant à définir leurs priorités stratégiques communes en matière de développement économique, donnant lieu à une déclinaison en conventions opérationnelles dans les différents domaines d'intervention visés.

L'économie métropolitaine repose en grande partie sur la présence de 6 filières d'excellence en développement : Aéronautique/mécanique, Maritime/logistique, Santé, Industries numériques et créatives, Energie/environnement, Art de vivre/tourisme.

Ces 6 filières d'excellence sont d'une part adossées à des écosystèmes d'acteurs métropolitains organisés (Clusters, Pôles de compétitivité, ...) et d'autre part incarnées par des Projets Economiques Structurants Métropolitains (PESM).

Dans le cadre du plan d'actions de l'Agenda du Développement Économique adopté le 30/03/17, la Métropole a retenu comme Action 1 – Levier 1 « Mener à bien les grands projets au sein des filières prioritaires ».

La Mission « Filières et Grands Projets Métropolitains » de la CCIMP s'est fixée pour ambition de « Consolider nos atouts – filières et accélérer nos grands projets métropolitains pour faire d'Aix-Marseille-Provence un territoire champion ».

Un certain nombre de projets sont aujourd'hui susceptibles d'être qualifiés de Projets Economiques Structurants Métropolitains et font déjà consensus :

- Le Projet Henri Fabre (Filière Mécanique & Aéronautique)
- Le Pôle aéronautique d'Istres (Filière Mécanique & Aéronautique)
- Le Projet Piicto (Filière Environnement & Energie)
- Le Pôle de Cadarache (Iter, Cité des Energies, En'Durance Energies / Filière Environnement & Energie)
- Provence Grand Large – Eolien Offshore Flottant (Filière Environnement & Energie)
- Marseille Immunopole (Filière Santé)
- Technopôle de Château-Gombert 2030 (Filière Mécanique & Aéronautique et Numérique & Industries créatives)
- Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée (Filière Environnement)

Ces grands projets se caractérisent par un portage d'acteurs publics et/ou privés et un écosystème structuré, une offre de service dédiée et une spatialisation affichée, un positionnement marché clair et ambitieux et l'existence d'atouts métropolitains différenciant au niveau national et international.



Ces Projets participent fortement à la compétitivité et à l'attractivité du territoire et doivent être soutenus de manière prioritaire.

Fort de ce constat, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence ont décidé d'unir leurs efforts pour accélérer le développement économique du territoire métropolitain en mettant en place un programme d'actions conjointes et coordonnées visant à soutenir et développer les filières stratégiques et les projets économiques structurants.

La réalisation de ces opérations sera supervisée par un comité de suivi technique qui veillera au déploiement et au bon déroulement de ce programme d'actions détaillé en annexe de la convention.

Le plan d'actions fera l'objet d'une démarche d'évaluation continue. Il sera revu régulièrement et pourra faire l'objet d'ajustements ou de réorientations. Les participations financières des actions conduites feront l'objet de délibérations subséquentes.

Dans ce cadre, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la convention d'application 2018/2019, jointe en annexe, et découlant de la convention cadre du 9 février 2017, établie entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence, relative à la mise en place d'actions conjointes et coordonnées visant à développer les 6 filières stratégiques et les projets économiques structurants métropolitains.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant approbation de l'agenda du développement économique métropolitain.
- La délibération n°ECO 012-1558/17/BM du Bureau Métropolitain du 9 février 2017 portant approbation du principe de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence et de la convention cadre définissant les grandes lignes de leurs priorités communes.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir et développer les 6 filières stratégiques et d'accompagner les projets économiques structurants métropolitains qui participent fortement à la compétitivité et à l'attractivité du territoire

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention d'application, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence relative à la mise en place d'actions communes et coordonnées visant à développer les 6 filières stratégiques et à accompagner les projets économiques structurants métropolitains.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 002-4279/18/BM**

**■ Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au quatrième Salon des Entrepreneurs de Marseille les 9 et 10 octobre 2018 - Approbation d'une convention avec la Ville de Marseille et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence  
MET 18/7946/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique et d'aménagement de l'espace métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence met en œuvre une stratégie de développement économique qui s'appuie sur des actions de promotion. Parmi ces actions, la présence dans des salons économiques professionnels constitue un axe important qui permet de promouvoir l'image du territoire, de montrer les réalisations et les projets en cours et ainsi témoigner de son attractivité auprès des décideurs économiques.

Créé il y a 25 ans et organisé par le Groupe Les Echos, le Salon des Entrepreneurs (SDE) a été conçu comme lieu de formation, d'informations et d'échanges ayant pour vocation d'accompagner les porteurs de projets et les dirigeants de jeunes entreprises dans la création, la reprise et le développement d'une activité. Présent chaque année à Paris, Lyon et Nantes, le Groupe Les Echos a organisé la première édition marseillaise en 2015.

Les objectifs sont de créer un rendez-vous incontournable et pérenne entre les différents acteurs qui composent le tissu économique local et, dans un contexte économique difficile, d'encourager la croissance en accompagnant le développement des entreprises.

Ainsi, en 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de participer à la troisième édition du SDE organisé à Marseille, aux côtés de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence et la Ville de Marseille.

Cette édition 2017 a connu un réel succès avec 10 270 visiteurs, 120 stands présents dans quatre villages thématiques, 100 conférences/ateliers et 8 temps forts et débats d'actualités.

Aussi, pour cette 4<sup>ème</sup> édition 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence et la Ville de Marseille souhaitent à nouveau s'associer pour participer à cet événement, avec toujours pour ambition de valoriser leurs atouts, communiquer en matière de développement économique, rencontrer des porteurs de projets et plus largement renforcer l'activité économique et le développement des entreprises du territoire.

Pour ce faire, ces trois institutions partenaires réaliseront notamment un stand commun de 100 m<sup>2</sup> sur lequel l'offre et les atouts du territoire ainsi que les services proposés par chacune seront présentés aux visiteurs.

Le budget prévisionnel de cette participation commune au SDE 2018 s'élève à la somme de 50 000 euros. Il comprend les frais de conception et d'aménagement du stand ainsi que les prestations annexes permettant d'optimiser la participation des partenaires et le bon déroulement de l'action.

La Métropole sera le mandataire des partenaires pour l'organisation de cette participation commune et pour la réalisation du stand commun.

Chaque partenaire versera ainsi à la Métropole le montant de sa participation financière à l'organisation de cet événement.

Le plan de financement de la participation commune des partenaires au SDE 2018 est le suivant :

- CCI Marseille Provence :	20 000,00 euros
- Ville de Marseille :	10 000,00 euros
- Métropole AMP :	20 000,00 euros
TOTAL :	50 000, 00 euros

Le montant de la participation de la Métropole à ce salon s'élèvera donc à la somme de 20 000 euros.

Dans ce cadre, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence, jointe en annexe, relative à l'organisation d'un stand commun lors du Salon des Entrepreneurs les 9 et 10 octobre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite participer à l'édition 2018 du Salon des entrepreneurs dont l'un des objectifs est de créer un rendez-vous incontournable et pérenne entre les différents acteurs qui composent le tissu économique local ;
- Que la Métropole souhaite associer à cette participation la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence et la Ville de Marseille, avec pour ambition de valoriser leurs atouts, communiquer en matière de développement économique, rencontrer des porteurs de projets et plus largement renforcer l'activité économique et le développement des entreprises du territoire,

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la quatrième édition du Salon des Entrepreneurs Marseille les 9 et 10 octobre 2018.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention de partenariat, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, relative à l'organisation d'un stand commun lors du Salon des Entrepreneurs les 9 et 10 octobre 2018.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2018 de la Métropole : sous-politique B330 nature 6233 fonction 64

Les recettes correspondantes seront constatées au budget de la Métropole : sous-politique B330 natures 70875 (Ville de Marseille) et 70878 (autres partenaires), fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 003-4280/18/BM**

**■ Vente d'un terrain sur le parc d'activités de la Crau à Salon de Provence à la société Upperside -**

**Prorogation des délais de réitération par acte authentique et renonciation à la condition suspensive liée à l'obtention d'un permis de construire  
MET 18/8253/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le groupe Upperside est un acteur majeur dans le domaine des hautes technologies et particulièrement dans la fabrication additive pour des applications telles que l'aéronautique, l'aérospatial, la compétition automobile et les dispositifs médicaux.

Cette holding financière 100% française installée à Salon-de-Provence est experte dans le domaine de la santé, développe et commercialise une offre diversifiée : implantologie et médecine esthétique dentaire, imagerie numérique, prothèse dentaire, télémédecine, obstétrique, cosmétique, parfumerie. A cela s'ajoute une offre de services complémentaires tels que la formation et le financement pour les professionnels de santé.

Par délibération n° ECO 009-1373/16/CM du 15 décembre 2016, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la vente d'un terrain à la société Upperside, comprenant les lots D et E (15 000 m<sup>2</sup> et 18 656 m<sup>2</sup>) cadastrés DL 252 (issu de la DL 227) et DL 275 (issu de la DL 230), sur le Parc d'Activités de la Crau à Salon de Provence au prix unitaire de 38 euros HT le m<sup>2</sup>.

A cet effet, une promesse de vente sous seing privé a été signée le 27 avril 2017 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Veran Thevenet, moyennant le prix de 1 534 713,60 euros toutes taxes comprises.

Le projet consiste en la construction d'un bâtiment d'une surface au sol de 5 000 m<sup>2</sup>, comprenant 3 000 m<sup>2</sup> en atelier et 2 000 m<sup>2</sup> de bureaux.

Cette implantation permettra le transfert d'une centaine d'emplois et la création d'une trentaine.

Par courrier réceptionné le 13 juillet 2018, le groupe Upperside a sollicité auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence une prorogation de la validité de la promesse synallagmatique jusqu'au 31 décembre 2018 et la renonciation à la clause suspensive liée à l'obtention d'un permis de construire pour la construction d'un ensemble immobilier à usage industriel et de bureaux, utilisant la superficie maximale d'emprise au sol.

En effet, une restructuration du groupe Upperside entraîne un retard dans la détermination exacte du contenu du permis de construire et de sa finalité.

Tant que cette restructuration n'est pas achevée, la société se retrouve dans l'impossibilité de déterminer précisément la finalité de la construction.

La société Upperside étant toujours favorable à l'acquisition des lots précités sans attendre l'obtention du permis de construire, il conviendrait de proroger la validité de la promesse synallagmatique jusqu'au 31 décembre 2018 et de confirmer la volonté commune des parties de finaliser cette vente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole ECO 009-1373/16/CM du 15 décembre 2016 portant vente d'un terrain sur le parc d'activités de la Crau à Salon de Provence à la société Upperside ;
- La promesse de vente sous seing privé en date du 27 avril 2017 conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Veran Thevenet ;
- L'avis des services fiscaux de France Domaine du 17 octobre 2016 ;
- Le plan de cession ;
- Les plans de bornages ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 8 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La commune intention des parties de finaliser cette vente

Il est précisé que M. Philippe Veran ne prend pas part au vote, conformément à l'article L 2131-11 du CGCT.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la prorogation au 31 décembre 2018 de la réitération par acte authentique du compromis relatif aux lots D et E (15 000 m<sup>2</sup> et 18 656 m<sup>2</sup>) cadastrés DL 252 (issu de la DL 227) et DL 275 (issu de la DL 230), sur le Parc d'Activités de la Crau à Salon de Provence au profit de la société Upperside ou à toute autre société devant s'y substituer, au prix de 38 euros HT le m<sup>2</sup>.

**Article 2 :**

Est approuvée la renonciation à la condition suspensive liée à l'obtention d'un permis de construire pour la construction d'un ensemble immobilier à usage industriel et de bureaux, utilisant la superficie maximale d'emprise au sol.

**Article 3 :**

Toutes les autres clauses et conditions de la promesse synallagmatique non modifiées par la présente délibération demeurent inchangées et rigoureusement applicables.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document inhérent à ce dossier et à effectuer les formalités afférentes.

**Article 5 :**

Les frais d'actes seront à la charge exclusive de l'acquéreur.

**Article 6 :**

Les recettes résultant de cette vente seront inscrites au budget annexe des Zones d'Activités du Territoire du Pays Salonais – chapitre 70, nature 7015.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **ECO 004-24281/18/BM**

### **■ Vente d'un terrain sur la zone d'activités Euroflory à Berre l'Etang à la société Distri Cash MET 18/8250/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un dernier grand terrain de 42 707 m<sup>2</sup> environ (en attente du document d'arpentage) situé sur la ZAC Euroflory à Berre l'Etang.

Ce terrain, bordé au nord par des parcelles appartenant au Conseil Départemental, à l'est par la RN 113 et à l'Ouest par la D 21 F, est fortement contraint en termes d'accessibilité (inexistante et à créer) et d'un dénivelé important.

La SCI Goodman s'est positionnée la première sur une partie du terrain pour construire une extension du bâtiment Panzani dont ils sont propriétaires sur un terrain limitrophe. Elle a notamment accepté de réduire son projet à deux cellules logistiques, au lieu de trois initialement prévues, et de réduire l'emprise de ces deux dernières afin de permettre l'implantation du bâti projeté par Distri Cash, faute de quoi, aucun des deux projets ne pourraient aboutir. Ainsi, un protocole d'accord entre les sociétés Goodman et Distri Cash a été signé le 18 avril 2018 avec pour objectif de définir les termes et conditions de réalisation de leur projet respectif. Ce premier terrain a été commercialisé à un prix de vente de 40 € HT/m<sup>2</sup>.

La société Distri Cash se positionne sur le reliquat de ce terrain soit une parcelle d'environ 25 321 m<sup>2</sup> (sous réserve du document d'arpentage), à détacher du cadastre section CV n° 284, 130, 253, 258, 289, 281, 268, 288,456 afin de construire un ensemble d'entrepôts et bureaux d'environ 7 750 m<sup>2</sup>. Cette société, créée en 1991 à la Rochelle, déploie en France dix plateformes de distribution de pneumatiques et pièces détachées automobile. Cette activité évolue sans cesse depuis sa création et particulièrement ces cinq dernières années compte tenu du développement de la clientèle et de l'augmentation des ventes à l'export. Depuis août 2003, un de ces dix établissements est implanté dans la zone des Milles à Aix en Provence. Avec une croissance rapide et importante, ce site a besoin d'espace supplémentaire.

L'ouverture de ce site entraînera le transfert de 40 emplois et la création de 5 à 10 postes supplémentaires à court et moyen terme.

Pour la société Distri Cash, il est proposé de définir le prix de vente selon les observations suivantes :

- Réalisation de la voirie d'accès

En effet compte tenu de l'impossibilité de créer des accès directs sur les deux axes routiers, le terrain à acheter par DISTRI CASH n'est accessible que par une bande de terrain de 10 m de largeur représentant une surface de 2 237 m<sup>2</sup>. L'accessibilité, sans frais supplémentaires aux autres entreprises s'implantant sur la ZAC d'Euroflory, a été proposée jusqu'à présent. Faire supporter le coût de l'achat de cette bande et de la création de la voirie d'accès constituerait ainsi une rupture d'égalité entre acheteurs.

- L'achat d'une superficie non nécessaire au besoin initial pour l'implantation du projet

Le projet envisagé par Distri Cash comporte un bâtiment de 7 750 m<sup>2</sup> de surface au sol, qui vu le taux d'emprise au sol de 48% maximum prescrit au PLU nécessiterait donc une superficie de 16 146 m<sup>2</sup>. Or au vu de la configuration particulière du terrain, l'entreprise devra se positionner sur l'ensemble du reliquat de terrain soit 25 321 m<sup>2</sup> environ et donc 9 175 m<sup>2</sup> de plus par rapport à leurs besoins.

- Dénivelé très important avec le voisin Goodman nécessitant des travaux de soutènement.

France Domaine a été consulté concernant la valeur de la parcelle. Par avis du 6 juin 2018, le terrain a été estimé à 14,22 euros hors taxes le m<sup>2</sup>.

Du fait de toutes ces considérations, il est proposé un prix de vente de 16 euros hors taxes le m<sup>2</sup>.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au

Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'avis des services fiscaux de France Domaine du 6 juin 2018 ;
- Le plan de cession ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 8 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la vente d'un terrain d'environ 25 321 m<sup>2</sup> (sous réserve du document d'arpentage) à détacher du cadastre section CV n° 284, 130, 253, 258, 289, 281, 268, 288, 456 sur la ZAC d'Euroflory située à Berre l'Etang, à la société Distri Cash ou à toute autre société pouvant s'y substituer, au prix unitaire de 16 euros hors taxes le m<sup>2</sup>.

**Article 2 :**

Une indemnité d'immobilisation de 5% hors taxe du prix de vente sera versée à la signature du compromis de vente, sous forme d'avance non remboursable.

**Article 3 :**

Le permis de construire devra être déposé au plus tard fin avril 2019 et l'acte de vente signé au plus tard fin avril 2020 à défaut de quoi la Métropole Aix-Marseille-Provence se donnera le droit de commercialiser le terrain ou de signer avec un autre acquéreur si elle estime que les raisons invoquées par la société Distri Cash sont irrecevables.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à la réalisation et au suivi de ce dossier, à réaliser les formalités afférentes, et à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir.

**Article 5 :**

Les frais d'actes seront à la charge exclusive de l'acheteur.

**Article 6 :**

Les recettes résultant de cette vente seront inscrites au budget annexe des Zones d'Activités du Territoire du Pays Salonais – chapitre 70, nature 7015.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 005-4282/18/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Viabilisation du secteur Sud de la ZAC du Petit Arbois" à Aix-en-Provence  
MET 18/7978/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

***Descriptif de l'opération concernée :***

Le Domaine du Petit Arbois à Aix-en-Provence constitue le cœur du Technopôle de l'Arbois. Cet écosystème singulier vise à accueillir des laboratoires de recherche, centres d'enseignement supérieur, jeunes entreprises innovantes, outils de création d'entreprises innovantes (pépinière et pôles de compétitivité) qui œuvrent dans la performance environnementale et le développement durable.

L'opération consistera à viabiliser le secteur Sud de la ZAC du Petit Arbois actuellement partiellement aménagé et peu organisé, afin de pouvoir développer une nouvelle offre de locaux dédiés à l'innovation et à l'accueil d'entreprises. Ce secteur occupe un vaste ensemble de 5,5 hectares, il doit être en capacité d'accueillir dans les prochaines années une grande partie du potentiel de constructibilité résiduel de la ZAC : soit environ 13 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher, avec une mixité tant dans les formes urbaines que dans la programmation (laboratoires, bureaux, halles technologiques, etc...).

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 1 000 000 euros Hors Taxes, soit 1,2 M€ TTC.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Région Provence Alpes Côte d'Azur CRET 2018-2020	27,5 %	275 000 euros HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	72,5 %	725 000 euros HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- ☐ La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- ☐ La délibération du n° URB 019-3293/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le Contrat Régional d'Équilibre Territorial ;
- ☐ La délibération du Conseil de la Métropole du 18 octobre /2018 autorisant l'opération « Viabilisation secteur Sud de la ZAC du Petit Arbois ».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Viabilisation du secteur Sud de la ZAC du Petit Arbois à Aix-en-Provence », et de solliciter les subventions nécessaires.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'État, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires devront être inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous réserve de disponibilité.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 006-4283/18/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative au déploiement du réseau de protection incendie de la Zone d'Aménagement Concerté du Petit Arbois à Aix-en-Provence  
MET 18/7979/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Technopôle de l'Arbois a en charge la gestion et l'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté du Petit Arbois qui s'étend sur un périmètre de 75 ha, au sein d'un environnement naturel de grande qualité, sur le site d'un ancien sanatorium. Le site du Petit Arbois constitue un campus technologique qui accueille des laboratoires de recherche, des centres d'enseignement supérieur, des jeunes entreprises innovantes, des outils d'aide à la création d'entreprises (pépinière et pôles de compétitivité) qui

œuvrent dans la performance environnementale et le développement durable.

Situé en limite d'urbanisation, à l'interface directe avec les espaces naturels et forestiers du Massif de l'Arbois, le Domaine du Petit Arbois est particulièrement menacé par les feux de forêt. Les importants feux de ces dernières années ont épargné le site, le dernier épisode majeur datant de 1997. Ce dernier a pu être détourné de sa course et ainsi ne pas endommager les installations du Petit Arbois notamment grâce au réseau de brumisation installé dans les espaces forestiers sur un linéaire d'environ 1 600m.

La Direction du Technopôle a engagé en 2017 une étude avec le département « essais et recherche » de l'Entente pour la Forêt Méditerranéenne, afin d'étudier les pistes de renforcement et d'amélioration de ce dispositif de brumisation, qui présente actuellement des limites liées à son ancienneté et aux nouvelles technologies existantes.

Le projet vise donc à installer, à proximité immédiate des bâtiments et installations du Petit Arbois, des mâts équipés de systèmes d'aspersion d'une portée d'environ 30 mètres, permettant de créer un rideau d'eau homogène afin de protéger les équipements du site. Les équipements seront pilotés par un automate

programmé en fonction des différents scénarios de feux prédéfinis.

L'opération sera réalisée dans le cadre de l'autorisation de programme « pérennisation du patrimoine ».

Le Département des Bouches-du-Rhône, dans sa politique de soutien financier au territoire, peut ainsi être sollicité pour l'obtention d'une subvention visant « l'aide à l'amélioration des forêts communales et à la défense contre les incendies ».

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Département des Bouches-du-Rhône, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 220 000 euros Hors Taxes, soit 264 000 € TTC. Le taux de la subvention est compris entre 20 % et 60 % du coût hors taxes du projet, en fonction de l'intérêt du projet, de son volume financier, mais aussi de la population de la commune ou du groupement bénéficiaire, de son potentiel fiscal et de son effort fiscal.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône		
Métropole Aix-Marseille-Provence		220 000 €HT *

\* Le montant supporté par la Métropole sera diminué du montant de la subvention accordée par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône lorsque celui ci sera arrêté.

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- □ La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « déploiement du réseau de protection incendie de la ZAC du Petit Arbois à Aix-en-Provence », et de solliciter les subventions nécessaires.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi



qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix aux budgets 2018 et suivants - Opération DI9045TT – Nature : 23158 – Fonction : 61.

La recette correspondante sera inscrite au Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement au Chapitre 13 – Nature : 1323.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **ECO 007-4284/18/BM**

### **■ Approbation du contrat de bail commercial en état futur d'achèvement et rémunération des honoraires de commercialisation en faveur du développement de l'offre immobilière d'entreprises du Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée au sein du bâtiment RIFKIN MET 18/8622/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :  
Le Technopôle de l'Arbois bénéficiera au mois de mai prochain d'un nouveau bâtiment d'entreprises : le RIFKIN. Conçu par la société ARTEA, ce bâtiment de 3 489m<sup>2</sup> permettra de développer l'offre d'immobilier d'entreprises du Technopôle de l'Arbois arrivée à saturation.

La Métropole Aix-Marseille Provence souhaite réaliser au sein de ce bâtiment un nouvel Hôtel d'entreprises de 724,66m<sup>2</sup> et assurer l'extension de la pépinière #Cleantech sur une surface identique.

Ceci permettra de renforcer l'offre locative du Technopôle de l'Arbois et d'accueillir 15 à 20 nouvelles Start-up sur ce territoire.

La Métropole Aix-Marseille Provence louerait ainsi auprès de la Société AIX ARBOIS filiale du Groupe ARTEA les 2 premiers étages pour une surface de 1449,32m<sup>2</sup> pour un montant annuel 188 411,60€ H.T. et H.C., sur la base d'un loyer annuel de 130,00€ H.T. et H.C. par m<sup>2</sup>. A ce loyer s'ajouter 7 500,00€ H.T. et H.C., par an, pour 15 emplacements de parkings intérieurs, sur la base d'un loyer annuel de 500,00€ H.T. et H.C. par an.

Il convient par ailleurs de noter que lors de la première année de location, afin de permettre à la Direction du Technopôle de l'Arbois de commercialiser ces

espaces, un loyer négocié sera appliqué. Ce dernier sera de 130 438,84€ H.T. et H.C., par an auxquels s'ajoute les 7 500,00€ HT de parking ; soit 137 938,84€ H.T. et H.C.

Cette location fera l'objet d'un bail commercial en état de futur achèvement consenti pour une durée de 15 années entières et consécutives courant à compter de la date de prise d'effet.

En outre, ce bail a été négocié par un intermédiaire à savoir la société CBRE AGENCY, agissant en qualité de conseil en immobilier d'entreprise. Les honoraires de négociation sont à la charge du preneur correspondant à 10 % hors taxe du loyer annuel et hors charges, soit 19 591,16 euros HT payables à la signature du bail.

Aussi, le présent rapport passé en Bureau de la Métropole vise à approuver le contrat de bail commercial en état futur d'achèvement et la rémunération des honoraires de l'intermédiaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République .
- L'avis de la Commission Economique du 4 octobre 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018;

## **Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## **Délibère**

## **Article 1 :**

Est approuvé le bail commercial en l'état futur d'achèvement pour une durée de 15 ans entre la Société AIX ARBOIS filiale du Groupe ARTEA et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

## **Article 2 :**

Est approuvée la rémunération de l'intermédiaire du bâtiment RIFKIN, la société CBRE AGENCY dont les honoraires représentent 10% hors taxes du loyer annuel et hors charges, soit 19 591,16€ HT, payables à la signature du bail.

## **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisée à signer le bail et tous documents afférents.

## **Article 4:**

Les crédits nécessaires sont inscrits pour partie au budget 2019 sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, chapitre 011 fonction 61 natures 6132, 614 et 62268 et pour partie sur le budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 27 fonction 01 nature 275.

Les recettes seront constatées pour partie sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, chapitre 75 fonction 61 nature 752 et chapitre 70 fonction 61 nature 70878 et pour partie sur le budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 16 fonction 01 nature 165.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **ECO 008-4285/18/BM**

### **■ Zone d'activités de Plan de Campagne - Modification du programme des travaux du chemin des Rigons et approbation de la convention de financement des travaux d'aménagement du pont-rail avec la SNCF Réseau MET 18/7973/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la réhabilitation de la zone d'activités de Plan de Campagne, la Communauté du Pays d'Aix s'est engagée dans la mise à double sens du chemin des Rigons passant sous les ponts de l'autoroute A51 et de la voie ferrée, au Sud-Est de la zone (action n°8 du schéma directeur d'aménagement de Plan de Campagne). L'objectif de cet aménagement est triple :

- améliorer l'accessibilité des usagers et de la zone,

- améliorer la rapidité d'intervention des services de secours sur la zone ainsi que l'évacuation de la zone (plan ORSEC de l'Etat),
- rendre possible la mise en place d'une voie de bus à haut niveau de service (BHNS) jusqu'au futur pôle d'échanges.

## **Rappel du programme initial de l'opération du chemin des Rigons :**

Le 17 décembre 2015, le Conseil communautaire de la CPA approuvait par délibération n°2015\_A334 le programme prévisionnel du projet, ainsi que les modalités de financement.

L'objectif de cette opération est de créer un nouveau passage inférieur sous l'autoroute et la voie ferrée, au nord des ouvrages actuels, pour accueillir une nouvelle voie de circulation ouverte aux véhicules légers, aux bus et aux véhicules de secours et ce dans les deux sens. En effet, à ce jour seul le sens entrant sur la zone est possible, il n'existe pas de voirie pour pouvoir sortir de la zone sur ce secteur.

Ainsi, le programme de l'opération comprend :

- la création d'un pont sous l'autoroute A51 (ouverture de 10,15m et gabarit de 3,50m),
- la création d'un pont-rail sous la voie ferrée (ouverture de 10,15m et gabarit de 3,50m),
- l'aménagement d'une voirie nouvelle sous ces nouveaux ouvrages d'art, entre la RD543 et l'avenue du Barreau Nord-Sud, avec deux voies de circulation pour véhicules légers et une voie centrale réservée aux transports en commun et aux services de secours,
- la reprise de la voie existante pour la dédier exclusivement aux modes doux,
- la modification du bassin de rétention de l'A51,
- la reprise des réseaux, y compris l'implantation du collecteur pluvial prescrit par arrêté préfectoral du 11 avril 2011 (phase 4).

(voir plan en annexe)

Le coût de l'opération (études et travaux) était estimé à 6 700 000 € HT.

## **Modification du programme de l'opération du chemin des Rigons :**

A l'issue de l'étude de projet, *SNCF RESEAU*, qui est en charge des études du pont-rail, sollicite la Métropole pour modifier le coût prévisionnel de réalisation.

En effet, aujourd'hui l'estimation des travaux du pont ferroviaire présenté s'élève à 3,136M€ HT (valeur novembre 2016), au lieu des 1,2M€ HT présentés en étude de faisabilité.

Ce surcoût est justifié par :

- un pont allongé pour venir se raccorder à celui de l'autoroute,
- un pont rapproché de l'ouvrage ferroviaire existant et impliquant des modalités de réalisation plus complexes,
- la nécessité de reprendre les voies ferrées sur une distance plus importante,
- la nécessité d'augmenter les terrassements de la plate-forme de préfabrication,
- le chemin des Rigons devant rester ouvert aux circulations pendant toute la phase de réalisation de l'ouvrage. Cette donnée n'avait pas été prise en compte initialement et il en résulte la nécessité de sécuriser le chemin des Rigons par un blindage.
- le renforcement du suivi des travaux par les équipes d'exploitation de la SNCF.

Ainsi, le coût de l'opération du chemin des Rigons (comprenant le pont-rail, le pont autoroutier, la voirie, le bassin et les réseaux), compris Etudes et Travaux, est aujourd'hui porté à **8 995 000 € HT** (valeur novembre 2016).

Préalablement au lancement des travaux, il est nécessaire de passer une convention avec SNCF RESEAU pour leur permettre de réaliser l'ouvrage.

#### **Convention de financement des travaux du pont-rail :**

Cette convention a pour objet de définir :

- les caractéristiques de l'ouvrage à construire au droit des infrastructures ferroviaires,
- les conditions de réalisation des travaux ferroviaires et des travaux autoroutiers à proximité immédiate des voies ferrées,
- le délai et le calendrier prévisionnel de réalisation des travaux,
- l'assiette de financement, y compris le versement libératoire couvrant la maintenance ultérieure du pont-rail,
- le plan de financement, ainsi que les modalités d'appels de fonds.

2018	2019	2020	2021	TOTAL
500 000	673 000	2 541 500	195 500	3 910 000
			<i>+ versement libératoire prévisionnel de 469 200</i>	<i>4 379 200</i>

Le projet de convention est joint en annexe.

#### **Financement de l'opération du chemin des Rigons :**

#### **•Délais:**

Le planning prévisionnel de la création du pont-rail s'établit comme suit :

- Septembre 2019 – décembre 2019 : Installations de chantier
- Janvier 2020 – mars 2020 (semaines 2 à 12) : Préfabrication du portique et travaux sur ouvrages
- Semaines 13 et 14 : Finalisation
- Semaine 15 : Poussée du portique (avec coupure ferroviaire)
- Semaines 16 à 22 : Finitions
- 

#### **•Montant de la convention :**

SNCF RESEAU présente la convention de financement qui intègre le montant du programme des travaux du pont-rail (y compris études) qui s'élève à 3 493 841 €HT (3,136M€ de travaux et 367 k€ d'études).

SNCF RESEAU prévoit également dans sa convention de réalisation sa rémunération en tant que maître d'ouvrage, celle-ci est chiffrée à 125 766 €HT.

Par ailleurs, SNCF RESEAU présente sa convention en « euros courants », c'est-à-dire que l'évolution des prix et donc l'actualisation prévisionnelle du coût des travaux est directement intégrée dans la convention. L'évolution des conditions économiques est prévue avec un taux de 2 % par an jusqu'en 2020, puis de 4 % au-delà.

Ainsi, le coût prévisionnel actualisé à la fin des travaux s'élèverait à 3 910 000€HT.

Enfin, la SNCF ajoute un versement libératoire de 12 % des dépenses réelles pour assurer l'entretien ultérieur des ouvrages. Le versement pour cette opération s'élève à 469 200€HT courants.

#### **•Appels de fonds:**

L'échéancier prévisionnel des appels de fonds (exonérés de la TVA) de SNCF RESEAU auprès de la Métropole est le suivant (en € courants HT) :

Dans le cadre du PUP des Rigons, la Métropole a mis en place, par délibération du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, deux nouvelles autorisations de programme permettant de flécher les dépenses (AP n°2018-1) et les recettes (AP n°2018-3) de l'opération.

La convention de réalisation du pont-rail sera financée sur l'AP n°2018-1 dans le cadre du PUP qui dispose, pour l'année 2018, d'un montant disponible de 500.000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2005\_A141 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2005 adoptant le schéma directeur d'aménagement de Plan de Campagne ;
- La délibération n°2015\_A280 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant l'augmentation de l'AP n°2015/4 relative au chemin des Rigons pour un montant de 9 M € ;
- La délibération n°2015\_A334 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant le programme prévisionnel du projet de mise à double sens du chemin des Rigons ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant la création de deux autorisations de programme pour le PUP des Rigons : l'AP n°2018-1 de 13,7 M € pour les dépenses et l'AP n°2018-3 de 9,2 M € pour les recettes ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est validée la poursuite de l'opération avec la réalisation des travaux du pont-rail des Rigons, pour un montant de 3 910 000 €HT courants auxquels il faut ajouter 469 200 euros HT de versement libératoire.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention de financement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et SNCF RESEAU pour la réalisation des travaux du pont-rail des Rigons pour la création d'un pont cadre au PK 428+893 de la ligne Grenoble / Marseille sur la commune des Pennes-Mirabeau.

**Article 3 :**

Est approuvée la modification du programme de l'opération du chemin des Rigons au Sud-Est de la zone d'activités de Plan de Campagne pour un montant de 8 995 000 euros HT.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et les différentes pièces afférentes à ce dossier.

**Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal de la Métropole fractionné, et dans l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, au service 3C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 009-4286/18/BM**

**■ Approbation d'une convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques  
MET 18/7855/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En matière d'aides économiques, la loi n° 2015-991 du 7 août 2015, dite Loi Notre, a profondément modifié la répartition des compétences entre les différents échelons territoriaux et la mise en œuvre du

SRDEII repose notamment sur l'intervention complémentaire de la Région et des EPCI.

Ainsi, en matière d'aides aux entreprises, la Région est désormais seule compétente avec l'Etat pour définir les régimes d'aides et pour décider de l'octroi des aides aux entreprises en vertu de l'article L.1511-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En matière d'aides à l'immobilier d'entreprise, la situation est inversée. En effet, la Région n'est plus compétente de plein droit et doit conventionner avec la Métropole si elle souhaite participer au financement des dispositifs mis en place (L.1511-3 du CGCT).

Au vu de la législation et dans l'objectif de faciliter les financements conjoints, une convention cadre qui rappelle les objectifs communs poursuivis et détermine l'articulation des interventions respectives entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et les EPCI de son territoire a été approuvée par la Commission Permanente du Conseil Régional le 29 juin 2018.

Afin de participer au financement des aides aux entreprises de son territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui mène une politique de développement économique ambitieuse telle que définie à travers son Agenda du Développement économique élaboré en cohérence avec le SRDEII, souhaite s'inscrire dans le cadre de cette convention partenariale.

La Métropole visera dans tous ces rapports relatifs à une aide économique la convention-cadre ainsi que cette délibération, et transmettra à la Région avant le 30 mars de l'année n, les informations relatives aux aides et régimes d'aides qu'elle a éventuellement mis en œuvre pendant la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre de l'année n-1, en utilisant les supports proposés par la Région en lien avec les orientations des circulaires produites chaque année à cet effet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 09-011 du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau ;
- La délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017

portant approbation de l'Agenda du Développement Économique Métropolitain ;

- La délibération n°18-555 votée par la Commission Permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 approuvant la convention-type qui fixe les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et des Établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques (articles L.1511-2 et L.1511-3 du CGCT) ;
- L'information des Conseils de Territoires.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la loi n° 2015-991 du 7 août 2015, dite Loi Notre, a profondément modifié la répartition des compétences entre les différents échelons territoriaux et la mise en œuvre du SRDEII repose notamment sur l'intervention complémentaire de la Région et des EPCI, dont la Métropole.
- Que la Métropole entend mener ses interventions en matière économique en complémentarité avec la Région ;
- Qu'afin de faciliter les conventionnements relatifs à un tel partenariat, la Région a voté en date du 29 juin 2018 une convention-cadre définissant les modalités d'intervention ;
- Que la Métropole devra viser dans tous ces rapports relatifs à une aide économique la convention-cadre ainsi que cette délibération, et devra transmettre à la Région avant le 30 mars de l'année n, les informations relatives aux aides et régimes d'aides qu'elle a éventuellement mis en œuvre pendant la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre de l'année n-1, en utilisant les supports proposés par la Région en lien avec les orientations des circulaires produites chaque année à cet effet.
- Que la Région devra viser dans tous ces rapports relatifs à une aide à l'immobilier d'entreprises la convention-cadre ainsi que cette délibération, et devra transmettre à la Métropole avant le 30 mars de l'année n, les informations relatives à toutes ses aides à l'immobilier, versées en abondement du soutien métropolitain.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le principe d'une intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée fixant les conditions d'une intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 010-4287/18/BM**

#### **■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille Provence à l'association "Entreprises et Territoires d'Avenir" et paiement de la cotisation 2018 MET 18/7839/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Créée en 2003, la Fédération Nationale des Associations d'Entrepreneurs des Zones Urbaines Sensibles (FNAE-ZUS) est la structure nationale qui a pour objet de rassembler et de représenter les intérêts de tous les entrepreneurs et de toutes les associations de chefs d'entreprises œuvrant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. L'association a changé de dénomination le 19 septembre 2012, et se nomme désormais Entreprises et Territoires d'Avenir

Dans ce cadre, elle a pour mission notamment de promouvoir, développer l'esprit d'initiative et de création, ainsi que de favoriser les actions pour l'emploi et la formation qualifiante des résidents de ces quartiers.

Elle joue également le rôle d'interface avec les pouvoirs publics et a acquis une reconnaissance nationale en matière de quartiers prioritaires et est, à ce titre, associée à de nombreuses instances nationales tels que le CGET (Commissariat Général à l'Egalité des Territoires) l'ANRU (l'Agence Nationale de Renovation Urbaine), le Conseil Economique et

social et des partenaires institutionnels tels que la Caisse des Dépôts.

Depuis le mois de novembre 2008, la FNAE-ZUS anime également le «collectif national pour la défense des droits ZFU-TE» qu'elle a initié et qui regroupe des entrepreneurs, des élus locaux et nationaux, des salariés et des sympathisants des ZFU-TE.

Dans ce cadre, elle s'est, en 2011, très fortement mobilisée en rassemblant plus de 500 entreprises, une trentaine de collectivités territoriales et des parlementaires de toutes tendances pour obtenir la prorogation des ZFU-TE après le 31 décembre 2011. Puis en 2014 avec la rédaction d'un manifeste et en 2015, avec l'entrée en vigueur de nouvelles mesures au 1<sup>er</sup> janvier 2015 (réforme de la géographie prioritaire, refonte du dispositif ZFU-TE, soutien aux commerces et activités de proximité), par une réflexion commune et concertée sur ces territoires associant entrepreneurs et collectivités qu'elle continue d'exercer.

Ses actions pour 2016 et 2017 se sont caractérisées par des travaux auprès des Ministères concernés par les QPPV et les ZFU-TE, le maintien de diverses revendications relatives aux ZFU-TE et aux QPPV présentées dans un manifeste, ainsi qu'une veille juridique et politique à ces sujets

Sur cette lancée, cette association souhaite, pour 2018, poursuivre les actions déjà engagées en 2017, mais également organiser des réunions d'informations ou de travail avec les collectivités, préparer de futurs amendements des textes de lois soutenus par les parlementaires, ainsi que la production de nouvelles notes et d'un manifeste à destination des membres du Gouvernement.

L'expérience acquise lors du lobbying mis en place pour la prorogation du dispositif démontre, en effet, la nécessité de professionnaliser et renforcer la défense des intérêts conjoints des entreprises et des collectivités territoriales au sein du dispositif ZFU-TE et de maximiser le rôle de réseau entre les différents acteurs du territoire. L'objectif est de développer l'économie dans les territoires d'avenir et réussir leur interpénétration avec la ville.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération ECO 013-1559/17/BM du 9 février 2017 du Bureau de la Métropole portant renouvellement de l'adhésion à l'association Entreprises et Territoires d'Avenir.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'identité des objectifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de l'association Entreprises et Territoires d'Avenir en faveur des Zones Franches urbaines – Territoires Entrepreneurs et plus largement des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville
- La nécessité de se mobiliser à une échelle nationale et d'envergure pour la défense de ses territoires afin de maintenir une dynamique économique et d'emploi

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Entreprises et Territoires d'Avenir et le paiement de la cotisation 2018 d'un montant de 6 000 euros.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique B320 – Nature 6281 – Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 011-4288/18/BM**

**■ Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'animation du réseau IMED  
MET 18/7082/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du

Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Ingénierie Méditerranéenne pour l'Export et le Développement ci-après dénommée IMED est une association créée en 1988, dont l'objectif est de contribuer au développement des exportations des PME régionales à travers le dispositif du Volontariat International en Entreprises (V.I.E.) en s'appuyant sur un réseau de délégués commerciaux répartis au sein de 13 délégations permanentes. Les antennes mises à disposition des entreprises pour leur projet de développement international sont situées au Canada, Etats-Unis, Royaume Uni, Espagne, Maroc, Côte d'Ivoire, Afrique du Sud, Emirats Arabes Unis, Malaisie, Australie, Colombie, Allemagne et Japon.

Les missions :

Les actions de l'IMED reposent sur le double objet social de l'association :

- l'Assistance aux PME/PMI pour qu'elles développent leurs exportations en assurant une présence permanente à l'étranger et en leur mettant à disposition une ressource humaine via le dispositif Volontariat International en Entreprises ci-après dénommé V.I.E,

- La formation de jeunes diplômés en leur offrant une expérience professionnelle de deux ans à l'étranger sous la procédure du Volontariat International en Entreprises (V.I.E) et leur permettre une embauche à la suite.

L'IMED assure le portage complet du VIE : le recrutement et la formation des VIE, la gestion administrative et matérielle, la logistique de l'accueil (bureau, visas) ; le suivi et le reporting du travail des VIE.

Les V.I.E. se forment au sein des entreprises et ensuite réalisent dans le pays choisi des missions de développement international sur une période de 12 à 24 mois telles que des études de marché terrain, une prospection commerciale, la sélection de partenaire/distributeur ou agent, un suivi commercial de longue durée ou l'organisation de tournées commerciales...

Depuis 30 ans, l'IMED a assuré 1400 missions pour le compte de 634 entreprises. 117 VIE ont bénéficié de ce tremplin pour leur carrière à l'international. La plupart des VIE sont embauchés à l'issue de leur mission par une des entreprises leur ayant confié une mission.

Pour mener à bien ses missions, nombreux partenariats sont établis tels que Business France, Comité régional des CCEF, Club WTC Apex, CCI International et le Guichet de l'Export.

L'IMED propose de promouvoir le dispositif des V.I.E sous ces 3 déclinaisons : V.I.E. mutualisés, V.I.E. mutualisés en filière et V.I.E. à temps plein.

#### Résultats 2017 et objectifs 2018 :

##### Couverture internationale :

Trois nouveaux bureaux (Colombie, Allemagne et Japon) ont été ouverts en 2017.

##### Dispositif VIE :

V.I.E mutualisé : l'IMED est précurseur du dispositif de VIE à temps et coûts partagés en France

##### • Résultats 2017 :

- 16 VIE mutualisés
- 43 entreprises aidées
- 50 missions réalisées

##### • Objectifs 2018 : 16 VIE mutualisés

Les dépenses par grands postes s'élèveraient à:

263 000 euros :	Salaires et charges
130 500 euros :	Services extérieurs
99 000 euros :	Achats
1 127 00 euros	Autres services extérieurs
50 000 euros :	Autres (impôts, taxes, dotation...)

La part des salaires et charges s'élèverait à 15.8% du montant des dépenses (65.8 % en 2017).

Les recettes sont constituées par :

1 004 500 euros	Facturation Entreprises
660 000 euros	Subvention sollicitée à la Région Paca
5 000 euros	Subvention sollicitée à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Une subvention de 20.000 euros était reçue par le passé de la part du Conseil Départemental ; laquelle ne peut plus être allouée depuis l'exercice 2017. La subvention accordée par la Région est en forte hausse suite à la reconduction de l'expérimentation réussie sur les VIE à temps plein (660 000 euros sollicités en 2018 contre 287 500 euros en 2017).

La part de la facturation auprès des entreprises représente 60.2% du montant total des recettes (elle était de 69.5% en 2017).

Il est proposé au Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence d'attribuer au titre de l'année 2018 une subvention de 5.000 euros à l'association IMED.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

V.I.E à temps plein : Les VIE à temps plein en poste représentent à l'étranger des Ambassadeurs de la Région et de la Métropole.

Après l'expérimentation réussie menée sur 3 ans de 2015-2018 sur 26 VIE à temps plein, un nouveau programme plus ambitieux sur 3 ans à partir de 2018 avec la Région prévoit le portage de 66 à 99 VIE à temps plein sur 12 mois pour autant d'entreprises.

- Résultats 2017 : 16 VIE temps plein.
- Objectifs 2018 : 33 à 50 VIE temps plein.

#### Le budget prévisionnel

Le budget prévisionnel de l'IMED pour 2018 s'élève 1.669.500€ soit 21% de plus qu'en 2017 (1.372.250€)

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.
- L'avis de la commission de suivi et cohérence des subventions aux associations.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- L'intérêt de contribuer au développement des exportations des PME sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'un montant de 5.000 euros à l'association IMED au titre de l'année 2018.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal centralisé 2018 de la Métropole – chapitre 65 – article 65748 « subventions de fonctionnement aux



organismes de droit privé » - Fonction 61 - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 012-4289/18/BM**

#### **■ Approbation d'une convention avec la commune de Salon-de-Provence pour la réalisation de prestations spécifiques d'entretien des zones d'activité**

#### **MET 18/8255/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Aux termes de ses statuts et conformément à l'article L.5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), l'ex Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » était titulaire de la compétence « création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire qui sont d'intérêt communautaire ».

Dans ce cadre, par délibération n° 145/15 du 2 juillet 2015, le conseil communautaire de l'Agglopolo Provence avait défini, au titre de la compétence développement économique, l'intérêt communautaire des zones d'activité situées dans son périmètre.

Pour la commune de Salon de Provence, les zones d'activité listées ci-dessous ont été ainsi déclarées d'intérêt communautaire par ladite délibération :

LA CRAU 120 ha  
LA GANDONNE 44 ha  
LES ROQUASSIERS 4.2 ha  
LES BROQUETIERS 10 ha

L'Agglopolo Provence, fusionnée au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1<sup>er</sup> janvier 2016, ne disposant pas des moyens humains et matériels nécessaires à l'entretien de la voirie, des réseaux divers, des espaces verts et de l'éclairage public des trois premières zones d'activité précitées, deux conventions ont été conclues entre la commune de Salon de Provence et l'intercommunalité afin d'assurer l'entretien desdites zones.

En effet, le parc d'activité des Broquetiers, dans la mesure où aucune infrastructure ne nécessitait d'entretien était exclu du conventionnement.

La commune de Salon de Provence a souhaité mettre un terme à ces deux conventions dans les meilleurs délais et il a été convenu d'un commun accord de conclure une seule convention globale regroupant l'entretien des trois zones d'activité figurant ci-dessus.

Dans une logique d'économie, de continuité et d'efficacité, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente pour la « création, l'aménagement et la gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire et aéroportuaire » sur l'ensemble de son territoire, continue à bénéficier des prestations de la commune de Salon de Provence pour les 3 zones d'activités susmentionnées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 009-11/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil communautaire de l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » n° 014/05 du 01 février 2005 portant convention avec la commune de Salon-de-Provence pour la mise à disposition des services municipaux dans le cadre de l'entretien des deux zones d'activités de La Crau et de La Gandonne ;
- La délibération du Conseil communautaire de l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » n° 199/05 en date du 11 octobre 2005 portant Avenant n° 1 à la convention entre la Communauté d'Agglomération et la commune de Salon de Provence pour la mise à disposition des services municipaux pour l'entretien des deux parcs d'activités ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° ECO 007-758/16/BM en date du 19 septembre 2016 portant approbation d'une convention de mise à disposition des services municipaux pour l'entretien de la zone d'activités métropolitaine des Roquassiers sur la commune de Salon-de-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 8 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de services ci-annexée entre la commune de Salon de Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation de prestations spécifiques sur les zones d'activité de la Crau, la Gandonne et les Roquassiers.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 013-4290/18/BM**

**■ Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au fonctionnement de l'Association Maison Mode Méditerranée - Approbation d'une convention**

**MET 18/7166/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Maison Mode Méditerranée créée le 26 novembre 2010 résulte de l'absorption et de la fusion de la Cité Euroméditerranéenne de la Mode que Marseille Provence Métropole subventionnait et l'Institut Mode Méditerranée.

Elle regroupe dans un même lieu 3 Maisons indissociables : Maison de la Formation – Maison de la Création – Maison des Evénements Economiques

et Culturels. Elles ont pour objectif de positionner Marseille et la filière Mode-Habillement dans une stratégie Economique et Culturelle Méditerranéenne.

Cette association est présidée depuis 2014 par Matthieu Gamet, PDG de Kulte, marque incontournable dans l'univers du prêt à porter local et national.

Maison Mode Méditerranée a pour objet de promouvoir et de développer le secteur de la Mode, du Textile, de l'Habillement et de l'ensemble de ses industries et services connexes avec une vocation internationale et plus particulièrement à Marseille et dans les pays localisés autour de la Méditerranée.

Présentation de Maison Mode Méditerranée :

- Maison Mode Méditerranée, seule structure référente reconnue sur le plan régional, national et euro-méditerranéen auprès d'une filière d'excellence internationale qui génère un chiffre d'affaires d'un milliard d'euros et compte 19 000 emplois en région.
- Un Espace Mode Méditerranée de 1000m<sup>2</sup> en plein quartier d'affaire et de culture au coeur d'Euroméditerranée.
- Une pépinière régionale : 200 jeunes entreprises créatives de mode et d'accessoires avec un programme annuel : ateliers de formation, aide et accompagnement, coaching et conseil personnalisé, développement commercial sur le territoire et à l'international dans les salons professionnels...  
Depuis sa création, Maison Mode Méditerranée a révélé un panel de près de 1 300 jeunes entreprises de mode et d'accessoires et les a accompagnées dans leur développement pour en faire des success story à l'exemple de Sessùn, Jayko, Stéphanie Marin, Lsonge, Claverin...
- Maison Mode Méditerranée aide et accompagne les entreprises de mode émergentes au travers du concours Openmymed Prize ouvert à 19 pays euro-méditerranéens qui compte 91 lauréats depuis 2010.

La dimension internationale de ce prix tant par le Jury que par les partenaires, offre une visibilité euro-méditerranéenne à la Métropole et favorise la compétitivité du territoire. Il fait de Marseille le Hub de Mode en Méditerranée. Il permet aux jeunes entrepreneurs de bénéficier d'un accompagnement ciblé et d'accélérer leur développement. Maison Mode Méditerranée ouvre également un carnet d'adresses et des partenariats internationaux tels que Scoop Londres, Not Just a Label, Panorama Berlin, Who's Next Paris, Mad Bruxelles, The

Webster (Miami et New York), Tajima (Japon)...

- Depuis 2016, un Festival Openmymed qui a pour acteur principal Marseille, 2ème Ville de la Mode après Paris, positionne aussi la Métropole comme Capitale de la Mode pour l'Europe du Sud, face à Milan et Barcelone qui pourraient y prétendre également.
- Maison Mode Méditerranée a également initié une formation mode élitiste et unique en France en partenariat avec Aix-Marseille Université avec la création en 1996 de la Licence Professionnelle de Gestion et Développement des Produits de la Mode et en 2010 du Master 1&2 de Management des Métiers de la Mode et du Textile.
- Un espace événementiel : la M Galerie, 350 m² mis à disposition des étudiants, des jeunes créateurs et d'associations.
- Elle assure la visibilité au travers d'un réseau : Média web : 35 000 visiteurs uniques par mois (m-mmm.fr / passcreamode.com), et média print, radio, TV : plus de 245 parutions par an.

### Stratégie et Objectifs

La stratégie et la programmation de Maison Mode Méditerranée visent les mêmes objectifs et viennent renforcer la politique de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la filière des industries créatives.

Créer un espace euro-méditerranéen de la formation professionnelle afin de perfectionner les étudiants,

Déceler, former et transmettre les compétences nécessaires aux jeunes entreprises de mode installées sur le territoire de Marseille, sa Région et plus largement en Méditerranée,

Accompagner les jeunes entrepreneurs de mode dans leur développement à l'international,

Installer durablement tous les savoir-faire professionnels afin de contribuer au rayonnement et l'attractivité du territoire et à son économie.

Faire de Marseille et de sa Région la Métropole de Mode de l'Europe du Sud.

Programme d'actions prévisionnel 2018 :

En 2018, Maison Mode Méditerranée poursuit ses missions de formation des étudiants et jeunes entrepreneurs de mode, de culture et d'insertion.

### A. Action de formation des étudiants

Sous l'égide de ses administrateurs et de ses partenaires, Maison Mode Méditerranée complète la vision globale de cette filière universitaire, en lançant en 2018 la première Chaire Mode 3.0 qui abritera deux formations universitaires innovantes répondant aux nouvelles attentes des recruteurs et des travaux de Recherches donnant lieu à une conférence annuelle :

- ✓ 1 D.U Retail Excellence, niveau bac +2
- ✓ 1 D.E.S.U Fashion Craft and High Tech, niveau bac +3

### B. La Formation de jeunes créateurs entrepreneurs de mode

OpenMyMed Prize a acquis une notoriété internationale et fédère aujourd'hui une communauté de 91 créateurs dont le fil rouge est la Méditerranée, grâce au soutien de ses partenaires publics et privés, Maisons de Luxe, industriels, prescripteurs et médias.

Le Fashion Booster Campus, évènement déjà mis en place en 2017, est ciblé sur le duo essentiel Storytelling et business. Il accompagne les lauréats dans leur développement international en assurant la cohérence de leur image de marque à 360°. Il comprend la réalisation d'une plateforme de marque et d'une projection retail physique et communication digitale.

### C. Festival OpenMyMed :

Initié en 2016, le Festival OpenMyMed témoigne du foisonnement créatif issu de la Provence et de la Méditerranée en donnant chaque année une Carte Blanche à un de ses talents.

OpenMyMed est le rendez-vous grand public et médias, celui des leaders de notre profession, institutions, créateurs et industriels qui échangent et participent à un dialogue interculturel, économique.

OpenMyMed a rempli ses objectifs en 2016/2017 et a donné du sens aux missions de Maison Mode Méditerranée.

Le Festival OpenMyMed organisé par l'association, développe sa programmation en 2018 avec une exposition Carte Blanche Kocher (créatrice de sa marque Koché et Directrice Artistique de la Maison Lemarié propriété de Chanel) qui exprimera son univers créatif et sa vision de Marseille et de la Méditerranée et un défilé grand public.

### D. Congrès Intercolor :

Les congrès Intercolor organisés par l'association, se tiennent deux fois par an. Un congrès pour l'élaboration des tendances couleurs et une conférence plénière ouverte au grand public professionnel.

Pour son édition 2018, Intercolor choisit Marseille comme destination de son congrès.

Du 23 au 25 mai 2018, conférence grand public professionnel, congrès international...

**E. Insertion :**

En 2018, Maison Mode Méditerranée accompagnera les deux éditions de Skola (mars et septembre) et organisera une nouvelle édition de Job Mode en Provence sous forme de Job Dating (mars)

Les actions proposées par Maison Mode Méditerranée s'inscrivent dans les orientations de la Métropole.

Il est proposé au Bureau de la Métropole de participer à la réalisation de ces missions au titre de l'année 2018, en apportant une subvention de fonctionnement d'un montant de 100.000 euros à l'association Maison Mode Méditerranée.

Il est à noter que l'association a demandé 300.000 € de subvention de fonctionnement au titre de l'année 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la commission de cohérence et suivi des subventions aux associations;

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La cohérence avec la stratégie de développement économique de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le contrat de ville intercommunal, notamment son pilier « développement de l'activité et de l'emploi » ;
- La plus-value impulsée par la création et l'innovation, le développement des marchés par la communication et la mise en commun des ressources ;
- La contribution de l'initiative de Maison Mode Méditerranée de rassembler les professionnels de sept pays dans un partenariat opérationnel au maintien et développement de la filière Textile – Habillement, notamment sur le territoire métropolitain.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 100.000 euros à l'association Maison Mode Méditerranée au titre de l'année 2018.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'association Maison Mode Méditerranée.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal Métropole Centralisé 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence– chapitre 65 – article 65748 - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 014-4291/18/BM**

**■ Attribution d'une aide financière à la société Sarrazink Productions pour la production d'une œuvre cinématographique de longue durée - Approbation de conventions  
MET 18/8026/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Préalablement la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1<sup>er</sup> janvier 2016, le SAN Ouest Provence menait une politique de soutien en faveur des œuvres audiovisuelles et cinématographiques, et ce par l'attribution, après accord de la Région, d'aides financières aux sociétés de productions qui choisissaient son territoire comme lieu de tournage.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité poursuivre l'action initiée dans ce domaine par le SAN Ouest Provence en accordant, le cas échéant, une aide financière aux sociétés de productions cinématographiques qui envisagent de tourner leurs projets sur son territoire.

Ainsi, par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une intervention Métropolitaine, complémentaire de celle de la Région, en faveur des œuvres audiovisuelles et cinématographiques, par l'attribution de soutiens financiers aux sociétés de production audiovisuelles et cinématographiques ayant choisi le territoire métropolitain comme lieu de tournage.

En effet, en choisissant le territoire métropolitain, les sociétés de production contribuent à la promotion du territoire, que ce soit au niveau régional ou national. Diverses études menées au niveau national attestent en effet des considérables retombées économiques d'un tournage pour les territoires.

L'objectif recherché par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la mise en place du soutien à la production audiovisuelle et cinématographique consiste notamment à :

- dynamiser le secteur économique lié au tournage sur le territoire ;
- dynamiser le tourisme ;
- favoriser l'embauche de la population métropolitaine ;
- et valoriser l'identité du territoire métropolitain auprès des médias et de l'industrie du cinéma.

Concernant le cadre juridique et la procédure applicables, il convient de rappeler que l'intervention de la Métropole est conditionnée par l'intervention préalable de la Région.

Les aides versées à des sociétés de productions audiovisuelles et cinématographiques constituent en

effet des aides économiques au sens des dispositions de l'article L.1511-2 du CGCT.

Or, en application de ces dispositions, l'intervention de la Métropole ne peut être que complémentaire de celle de la Région, qui est la collectivité chef de file en la matière.

Ainsi, chaque aide attribuée à une société de production doit donc faire l'objet, d'une part, d'une convention avec la société bénéficiaire définissant les conditions et modalités du versement de l'aide accordée par la Métropole et d'autre part, dans l'attente d'une éventuelle convention-cadre entre la Région et la Métropole concernant les interventions économiques, d'une convention avec la Région définissant les conditions des financements mobilisés par chacune des parties.

Il est précisé que les aides qui sont accordées par la Métropole en complément des aides régionales s'inscrivent dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis.

Dans ce cadre, la société de production Sarrazink Productions a sollicité, par un courrier du 11 avril 2018 une aide financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la production du long-métrage intitulé « Terminal Sud » qui sera en partie tourné sur le territoire Istres-Ouest Provence.

Ce projet a obtenu l'aide de la Région qui par délibération n° 18-99 du 16 mars 2018 de la commission permanente du Conseil régional, a attribué à la société Sarrazink Productions une aide d'un montant de 100 000 euros.

Il est donc aujourd'hui proposé d'attribuer à la société Sarrazink Productions une aide financière d'un montant de 45 000 euros pour la production de ce long-métrage.

Il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole, et d'attribuer cette aide après commencement d'exécution de l'opération subventionnée, le film « Terminal Sud » étant actuellement en cours de tournage.

Par conséquent, il est également proposé d'approuver la convention entre la Région et la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant le soutien métropolitain attribué à la société Sarrazink Productions, en complément de l'aide régionale, pour la production d'une œuvre cinématographique de longue durée, ainsi que la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Sarrazink Productions relative à l'octroi d'une aide financière.

Le montant de l'aide attribuée à la société Sarrazink Productions sera imputé au budget de l'État spécial de

territoire Istres-Ouest Provence 2018, chapitre 65, nature 65748.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
  - La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
  - La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
  - La délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant adoption du Règlement Budgétaire et Financier ;
  - La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole portant approbation de l'Agenda du Développement Économique Métropolitain ;
  - La délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole portant approbation du principe d'une intervention Métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
  - La délibération n° 18-99 du 16 mars 2018 de la Commission permanente du Conseil Régional portant attribution d'une aide de 100 000 euros à la société de production Sarrazink Productions ;
  - La demande d'aide financière adressée par la société de production Sarrazink Productions à la Métropole Aix-Marseille-Provence le 11 avril 2018 ;
  - La délibération du 29 juin 2018 de la Commission permanente du Conseil régional approuvant la convention entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative au soutien métropolitain attribué à la société Sarrazink Productions, en complément de l'aide régionale, pour la production d'une œuvre cinématographique de longue durée ;
  - La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre la politique de soutien à la production audiovisuel et cinématographique initiée par le SAN Ouest Provence avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016 en accordant, le cas échéant, une aide financière aux sociétés de productions cinématographiques qui envisagent de tourner leurs projets sur son territoire ;
- Que l'intervention métropolitaine doit être complémentaire de celle de la Région en la matière ;
- Que la société de production Sarrazink Productions a sollicité une aide financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la production du long-métrage intitulé « Terminal Sud » qui sera en partie tourné sur le territoire Istres-Ouest Provence ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande ;
- Que pour ce projet, la société de production Sarrazink productions a obtenu une aide de la Région d'un montant de 100 000 euros ;
- Qu'il convient d'approuver la convention entre la Région et la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant le soutien métropolitain attribué à la société Sarrazink Productions, en complément de l'aide régionale, pour la production d'une œuvre cinématographique de longue durée, ainsi que la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Mezzanine Films relative à l'octroi d'une aide financière ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée d'une aide financière d'un montant de 45 000 euros à la société de production Sarrazink productions pour la production du film «Terminal Sud».

#### **Article 2 :**

Est dérogé à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole.

### **Article 3 :**

Est approuvée la convention, ci-annexée, entre la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant le soutien métropolitain attribué à la société Sarrazink Productions, en complément de l'aide régionale, pour la production d'une œuvre cinématographique de longue durée.

### **Article 4 :**

Est approuvée la convention, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Sarrazink Productions relative à l'octroi d'une aide financière pour la production du film «Terminal Sud ».

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ces conventions.

### **Article 6 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'État spécial de territoire Istres-Ouest Provence 2018, chapitre 65, nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ECO 015-4292/18/BM**

#### **■ Attribution d'une aide financière à la société Mezzanine Films pour la production d'une œuvre cinématographique de longue durée - Approbation de conventions MET 18/8031/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Préalablement la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1<sup>er</sup> janvier 2016, le SAN Ouest Provence menait une politique de soutien en faveur des œuvres audiovisuelles et cinématographiques, et ce par l'attribution, après accord de la Région, d'aides financières aux sociétés de productions qui choisissaient son territoire comme lieu de tournage.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité poursuivre l'action initiée dans ce domaine par le SAN Ouest Provence en accordant, le cas échéant, une aide financière aux sociétés de productions cinématographiques qui envisagent de tourner leurs projets sur son territoire.

Ainsi, par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une intervention Métropolitaine, complémentaire de celle de la Région, en faveur des œuvres audiovisuelles et cinématographiques, par l'attribution de soutiens financiers aux sociétés de production audiovisuelles et cinématographiques ayant choisi le territoire métropolitain comme lieu de tournage.

En effet, en choisissant le territoire métropolitain, les sociétés de production contribuent à la promotion du territoire, que ce soit au niveau régional ou national. Diverses études menées au niveau national attestent en effet des considérables retombées économiques d'un tournage pour les territoires.

L'objectif recherché par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la mise en place du soutien à la production audiovisuelle et cinématographique consiste notamment à :

- dynamiser le secteur économique lié au tournage sur le territoire ;
- dynamiser le tourisme ;
- favoriser l'embauche de la population métropolitaine ;
- et valoriser l'identité du territoire métropolitain auprès des médias et de l'industrie du cinéma.

Concernant le cadre juridique et la procédure applicables, il convient de rappeler que l'intervention de la Métropole est conditionnée par l'intervention préalable de la Région.

Les aides versées à des sociétés de productions audiovisuelles et cinématographiques constituent en effet des aides économiques au sens des dispositions de l'article L.1511-2 du CGCT.

Or, en application de ces dispositions, l'intervention de la Métropole ne peut être que complémentaire de celle de la Région, qui est la collectivité chef de file en la matière.

Ainsi, chaque aide attribuée à une société de production doit donc faire l'objet, d'une part, d'une convention avec la société bénéficiaire définissant les conditions et modalités du versement de l'aide accordée par la Métropole et d'autre part, dans l'attente d'une éventuelle convention-cadre entre la Région et la Métropole concernant les interventions économiques, d'une convention avec la Région définissant les conditions des financements mobilisés par chacune des parties.

Il est précisé que les aides qui sont accordées par la Métropole en complément des aides régionales s'inscrivent dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis.

Dans ce cadre, la société de production Mezzanine Films a sollicité, par un courrier du 18 avril 2018 une aide financière de la Métropole Aix-Marseille-

Provence pour la production du long-métrage intitulé « Douze mille » qui sera en partie tourné sur le territoire Istres-Ouest Provence.

Ce projet a obtenu l'aide de la Région qui par délibération n° 18-99 du 16 mars 2018 de la commission permanente du Conseil régional, a attribué à la société Mezzanine Films une aide d'un montant de 150 000 euros.

Il est donc aujourd'hui proposé d'attribuer à la société Mezzanine Films une aide financière d'un montant de 45 000 euros pour la production de ce long-métrage.

Il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole, et d'attribuer cette aide après commencement d'exécution de l'opération subventionnée, le film « Douze mille » étant actuellement en cours de tournage.

Par conséquent, il est également proposé d'approuver la convention entre la Région et la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant le soutien métropolitain attribué à la société Mezzanine Films, en complément de l'aide régionale, pour la production d'une œuvre cinématographique de longue durée, ainsi que la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Mezzanine Films relative à l'octroi d'une aide financière.

Le montant de l'aide attribuée à la société Mezzanine Films sera imputé au budget de l'Etat spécial de territoire Istres-Ouest Provence 2018, chapitre 65, nature 65748.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant

adoption du Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole portant approbation de l'Agenda du Développement Économique Métropolitain ;
- La délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole portant approbation du principe d'une intervention Métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
- La délibération n° 18-99 du 16 mars 2018 de la Commission permanente du Conseil régional portant attribution d'une aide de 150 000 euros à la société de production Mezzanine Films ;
- La demande d'aide financière adressée par la société de production Mezzanine Films à la Métropole Aix-Marseille-Provence le 18 avril 2018 ;
- La délibération du 29 juin 2018 de la Commission permanente du Conseil régional approuvant la convention entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative au soutien métropolitain attribué à la société Mezzanine Films, en complément de l'aide régionale, pour la production d'une œuvre cinématographique de longue durée ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 octobre 2018.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre la politique de soutien à la production audiovisuel et cinématographique initiée par le SAN Ouest Provence avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016 en accordant, le cas échéant, une aide financière aux sociétés de productions cinématographiques qui envisagent de tourner leurs projets sur son territoire ;
- Que l'intervention métropolitaine doit être complémentaire de celle de la Région en la matière ;
- Que la société de production Mezzanine Films a sollicité une aide financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la production du long-métrage intitulé « Douze mille » qui sera en partie tourné sur le territoire Istres-Ouest Provence ;



- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande ;
- Que pour ce projet, la société de production Mezzanine Films a obtenu une aide de la Région d'un montant de 150 000 euros ;
- Qu'il convient d'approuver la convention entre la Région et la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant le soutien métropolitain attribué à la société Mezzanine Films, en complément de l'aide régionale, pour la production d'une œuvre cinématographique de longue durée, ainsi que la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Mezzanine Films relative à l'octroi d'une aide financière.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est attribuée d'une aide financière d'un montant de 45 000 euros à la société de production Mezzanine Films pour la production du film « Douze mille ».

### **Article 2 :**

Est dérogé à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole.

### **Article 3 :**

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant le soutien métropolitain attribué à la société Mezzanine Films, en complément de l'aide régionale, pour la production d'une œuvre cinématographique de longue durée.

### **Article 4 :**

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Mezzanine Films relative à l'octroi d'une aide financière pour la production du film « Douze mille ».

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ces conventions.

### **Article 6 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'État spécial de territoire Istres-Ouest Provence 2018, chapitre 65, nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **ECO 016-4293/18/BM**

### **■ Attribution d'une aide financière à la société Big Bang Story pour la production d'une oeuvre audiovisuelle (série fiction) - Approbation de conventions MET 18/8172/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis plusieurs années, le Pays de Martigues s'est engagé dans le développement de la filière cinéma, audiovisuel et nouveaux médias.

Il est à ce jour doté de nombreux atouts qui participent à sa construction : un complexe structurant de 22 ha pouvant accueillir tous types de tournages en studio (Provence Studios installé à Martigues), un plateau de tournage en décors naturels (Camping Paradis), une académie de cascade (Provence Scénarios), un pôle scénaristique (Provence Scénarios) et une école supérieure du cinéma et de l'audiovisuel (Cinémagis Provence).

Il est également pourvu d'un tissu actif de PME spécialisées, notamment dans les métiers de l'image et du son, dans la location de matériel (stations de montage, décors, mobiliers, accessoires) et de prestations de services (production, post-production, post-synchronisation, motion capture, communication, sécurité, transport, prises de vue aériennes).

A l'instar d'Istres Ouest Provence, le Pays de Martigues souhaite conduire une politique de soutien en faveur des œuvres audiovisuelles et cinématographiques, et ce par l'attribution, après accord de la Région, d'aides financières aux sociétés de production qui choisiront son territoire comme lieu de tournage.

Par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une intervention Métropolitaine, complémentaire de celle de la Région, en faveur des œuvres audiovisuelles et cinématographiques, par l'attribution de soutiens financiers aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique ayant choisi le territoire métropolitain comme lieu de tournage.

En effet, en choisissant le territoire métropolitain, les sociétés de production contribuent à la promotion du territoire, que ce soit au niveau régional ou national. Diverses études menées au niveau national attestent en effet des considérables retombées économiques d'un tournage pour les territoires.

L'objectif recherché par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la mise en place du soutien à la production audiovisuelle et cinématographique consiste notamment à :

- dynamiser le secteur économique lié au tournage sur territoire ;
- dynamiser le tourisme ;
- favoriser l'embauche de la population métropolitaine ;
- et valoriser l'identité du territoire métropolitain auprès des médias et de l'industrie du cinéma.

Concernant le cadre juridique et la procédure applicables, il convient de rappeler que l'intervention de la Métropole est conditionnée par l'intervention préalable de la Région.

Les aides versées à des sociétés de production audiovisuelle et cinématographique constituent en effet des aides économiques au sens des dispositions de l'article L.1511-2 du CGCT.

Or, en application de ces dispositions, l'intervention de la Métropole ne peut être que complémentaire de celle de la région, qui est la collectivité chef de file en la matière.

Ainsi, chaque aide attribuée à une société de production doit donc faire l'objet, d'une part, d'une convention avec la société bénéficiaire définissant les conditions et modalités du versement de l'aide accordée par la Métropole et d'autre part, dans l'attente d'une éventuelle convention-cadre entre la Région et la Métropole concernant les interventions économiques, d'une convention avec la Région définissant les conditions des financements mobilisés par chacune des parties.

Il est précisé que les aides qui sont accordées par la Métropole en complément des aides régionales s'inscrivent dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis.

Dans ce cadre, la société de production Big Bang Story a sollicité, par un courrier du 24 mai 2018 une aide financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la production de la série de fiction télévisée intitulée « Léo Mattei, brigade des mineurs » qui sera en partie tournée sur le territoire du Pays de Martigues.

Ce projet a obtenu l'aide la Région qui par délibération n° 18-99 du 16 mars 2018 de la commission permanente du Conseil régional, a attribué à la société Big Bang Story une aide d'un montant de 80 000 euros.

Il est donc aujourd'hui proposé d'attribuer à la société Big Bang Story une aide financière d'un montant de 30 000 € pour la production de la série.

Il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par

délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole, et d'attribuer cette aide après commencement d'exécution de l'opération subventionnée, le tournage de la série « Léo Mattei, brigade des mineurs » ayant démarré.

Par conséquent, il est également proposé d'approuver la convention entre la Région et la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant le soutien métropolitain attribué à la société Big Bang Story, en complément de l'aide régionale, pour la production d'une œuvre audiovisuelle, ainsi que la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Big Bang Story relative à l'octroi d'une aide financière.

Le montant de l'aide attribuée à la société Big Bang Story sera imputé au budget de l'Etat spécial du territoire du Pays de Martigues 2018, opération 2018 610500.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole portant approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain ;
- La délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole portant approbation du principe d'une intervention Métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
- La délibération n° 18-99 du 16 mars 2018 de la Commission permanente du Conseil régional portant attribution d'une aide de 80 000 euros à la société de production Big Bang Story pour la production de la série télévisée intitulée « Léo Mattei, brigade des mineurs » ;

- La délibération du 29 juin 2018 de la Commission permanente du Conseil régional approuvant la convention entre la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative au soutien métropolitain attribué à la société Big Bang Story, en complément de l'aide régionale, pour la production d'une œuvre audiovisuelle (série de fiction) ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre la politique de soutien à la production audiovisuelle et cinématographique initiée par le SAN Ouest Provence avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016 en accordant, le cas échéant, une aide financière aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique qui envisagent de tourner leurs projets sur le territoire ;
- Que l'intervention métropolitaine doit être complémentaire de celle de la Région en la matière ;
- Que la société Big Bang Story a sollicité une aide financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la production de la série télévisée intitulée « Léo Mattei, brigade des mineurs » tournée en partie sur le territoire du Pays de Martigues ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande ;
- Que pour ce projet, la société Big Bang Story a obtenu une aide de la Région d'un montant de 80 000 € ;
- Qu'il convient d'approuver la convention entre la Région et la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant le soutien métropolitain attribué à la société Big Bang Story, en complément de l'aide régionale, pour la production d'une œuvre audiovisuelle (série de fiction), ainsi que la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Big Bang Story relative à l'octroi d'une aide financière.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une aide financière d'un montant de 30 000 euros à la société de production Big Bang Story.

#### **Article 2 :**

Est dérogé à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole.

#### **Article 3 :**

Est approuvée la convention ci- annexée entre la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant le soutien métropolitain attribué à la société Big Bang Story, en complément de l'aide régionale, pour la production d'une œuvre audiovisuelle (série de fiction).

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention ci- annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Big Bang Story relative à l'octroi d'une aide financière pour la production de la série télévisée intitulée « Léo Mattei, brigade des mineurs ».

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ces conventions et tout autre document y afférent.

#### **Article 6 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat spécial du territoire du Pays de Martigues 2018, opération n°2018610500 imputation 4581186105.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 017-4294/18/BM**

**■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Internationale des Parcs Scientifiques et paiement de la cotisation 2018  
MET 18/8358/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert est adhérent de l'Association Internationale des Parcs Scientifiques (IASP) fondée en 1984 par le Sénateur Laffitte.

Cette Association regroupe 373 membres dans 76 pays. L'objectif de l'IASP est d'animer le réseau international des parcs scientifiques et technopôles, de favoriser les échanges d'expériences entre les pays adhérents et d'encourager les partenariats entre les adhérents.

Au titre du pilotage du Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert, la Métropole Aix-Marseille-Provence adhère à l'IASP dont les travaux et le rayonnement contribuent à développer la notoriété du territoire au plan international dans le domaine du développement économique par l'innovation.

Il est donc proposé au Bureau de la Métropole de renouveler son adhésion à l'Association Internationale des Parcs Scientifiques (IASP) dont la cotisation s'élève à 1 800 € pour l'année 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 001-842/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Internationale des Parcs Scientifiques (IASP) et paiement de la cotisation 2016 ;
- La délibération ECO-023-1920/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Internationale des Parcs Scientifiques (IASP) et paiement de la cotisation 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il est important pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'adhérer à l'Association Internationale des Parcs Scientifiques (IASP) pour le rayonnement international du territoire en matière d'innovation

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Internationale des Parcs Scientifiques (IASP) ainsi que le paiement de la cotisation 2018 d'un montant de 1 800 euros.

##### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique B320 – Nature 6281 – Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 018-4295/18/BM**

##### **■ Attribution d'une subvention à la CCI Marseille-Provence pour l'organisation et l'accompagnement d'entreprises au Salon Viva Technology 2018 à Paris - Approbation d'une convention MET 18/8078/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Parmi les priorités fixées dans le cadre de son agenda du développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence place le potentiel d'innovation des entreprises au centre de sa stratégie de croissance. Avec le double objectif de soutenir le développement des startups innovantes de son territoire à l'échelle nationale et internationale et d'affirmer la richesse et l'attractivité de son écosystème d'innovation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité être présente au salon Viva Technology à Paris du 24 au 26 mai 2018.

#### **Présentation du salon Viva Technology**

VIVA TECHNOLOGY, événement co-organisée par Publicis Groupe et le groupe Les Echos, est devenu un rendez-vous incontournable dédié aux technologies et à l'économie numérique, dont l'objectif est de mettre en relation les grands groupes, les investisseurs, les startups et les acteurs de l'accompagnement de l'innovation présents dans les territoires.

Les organisateurs de VIVA TECHNOLOGY ciblent principalement trois catégories d'exposants :

- Les grands comptes : ils peuvent s'afficher sur une filière et valoriser des startups qu'ils ont recrutées de différentes façons (challenge, ...) ; parmi les acteurs présents cette année, SODEXO, AIR France, ORANGE (à noter que ce dernier a positionné son espace sur l'Afrique, en accueillant des startups issues de ce continent).
- Les startups : elles viennent promouvoir leurs innovations sous forme de démonstrations sur un espace qui leur est dédié.
- Les « territoires » : ils valorisent leur écosystème et/ou leurs entreprises, dans une démarche de « marketing territorial ».

Les organisateurs proposent aux exposants d'animer la notion de challenge avec l'objectif de recruter des startups sur des thématiques qu'ils définissent eux-mêmes (stratégie d'Open Innovation, recherche de projets à financer, ...) ; les startups présentes peuvent y participer. Les organisateurs annoncent cette année une centaine de challenges.

L'innovation en Afrique a été mise à l'honneur avec un focus sur le continent renforcé par la présence de 100 startups africaines, rassemblées au sein de l'espace « Afric@tech ».

Destiné principalement aux professionnels (startups, investisseurs et dirigeants d'entreprises), VIVA TECHNOLOGY 2018 a ouvert aussi ses portes aux étudiants, enseignants et a convié le grand public le temps d'une journée, le 26 mai uniquement.

L'accès à VIVA TECHNOLOGY est payant ; le montant de l'entrée varie selon le statut du visiteur (startup, entreprise, étudiant) et la date de commande du badge (plus la date est proche du salon, plus le coût est important).

### **Présence du territoire Aix Marseille Provence sur le salon VIVA TECHNOLOGY**

Cette première participation du territoire obéissait à une nécessité de positionnement guidée par deux objectifs :

## **1. Prospecter des entreprises et/ou des investisseurs**

Il s'agissait de « vendre » l'attractivité du territoire métropolitain auprès des grands comptes, des startups et des investisseurs en valorisant l'écosystème d'accompagnement de l'innovation en présentant les acteurs du territoire qui contribuent à accompagner l'innovation. Les accélérateurs publics / privés disposant d'un espace physique, leur permettant de valoriser leurs offres et ont pu se présenter dans le cadre d'un programme d'ateliers de 30mm animés sur l'espace métropolitain, dans une « agora » prévue à cet effet.

Parmi les dispositifs concernés par ces présentations :

- La « cité de l'innovation Aix Marseille »
- Les accélérateurs publics et privés (Marseille Innovation, PFactory, Net Angels,...)
- La nouvelle dynamique « Aix Marseille French Tech » (AMFT).

En assurant la promotion de l'écosystème d'accompagnement de l'innovation métropolitain, l'objectif est de cibler en particulier :

- Les grands comptes qui exposent dans le salon, avec « leurs » startups.
- Les prospects identifiés par Provence Promotion, invités à cette occasion à venir découvrir l'offre d'accompagnement de l'innovation et l'ensemble des acteurs qui y contribuent.

L'ensemble des acteurs (dont AMFT) a été mis à contribution pour faciliter ces contacts.

## **2. Accélérer le développement de startups en leur facilitant l'accès à de nouveaux marchés et/ou à des financements.**

Une partie de l'espace métropolitain a été réservé à la valorisation de startups métropolitaines. Sélectionnées dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt, ou par le biais des structures d'accélération publics / privées, les startups qui étaient tenues d'avoir leur siège social sur le territoire et commercialiser un produit et/ou un service innovant.

Les startups ont pu être présentes pendant toute ou partie de la durée du salon sur l'espace métropolitain (12 plots dédiés pour les startups sur l'espace métropolitain) et ont pu exploiter leur participation pour rencontrer les grands comptes et les investisseurs présents sur le salon, tout en illustrant la performance des structures d'accompagnement métropolitaines.

Un espace de 80 m<sup>2</sup>, aménagé proposant 16 plots de 4m<sup>2</sup> individuels, avec un espace de présentation

(notion « d'agora ») permettait de planifier des interventions d'acteurs métropolitains.

S'agissant de la location des stands, la Métropole Aix-Marseille Provence a opté, sous la marque « Aix-Marseille », pour un premier ancrage sur ce salon, incontournable pour l'écosystème métropolitain.

### **Mise en place d'un partenariat**

Pour leur première participation au Salon, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence ont souhaité s'associer dans le cadre d'un partenariat aux fins d'organiser au mieux l'accompagnement des entreprises sélectionnées au Salon et proposer un stand commun « Aix Marseille Provence ». La Ville de Marseille est aussi un partenaire du projet.

Le budget prévisionnel de cette participation commune au Salon VIVA TECHNOLOGY 2018 s'élève à la somme de 162 567,00 euros. La CCIMP étant le mandataire du partenariat, la Métropole lui versera le montant de sa participation financière.

Le plan de financement de la participation commune des partenaires au salon VIVA TECHNOLOGY 2018 est le suivant :

- CCI Marseille Provence :	17 567,00 euros
- Ville de Marseille :	50 000,00 euros
- Métropole AMP :	95 000,00 euros
TOTAL :	162 567,00 euros

Le montant de la participation de la Métropole s'élèvera donc à 95 000 €.

Dans ce cadre, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille Provence et le Chambre jointe en annexe relative à l'organisation et à l'accompagnement des entreprises au salon VIVA TECHNOLOGY 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 adoptant l'Agenda du Développement Economique ;
- La délibération n° ECO 012-1558/17/BM du 9 février 2017 fixant la convention cadre avec la CCIMP.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'ambition énoncée dans le cadre de l'Agenda du Développement Economique de la Métropole
- La convention cadre qui lie la Métropole et la CCIMP en termes d'objectifs et d'actions partagés
- L'intérêt de participer au VIVA TECHNOLOGY 2018 qui permet de soutenir le développement des startups innovantes de son territoire et d'affirmer la richesse et l'attractivité de l'écosystème

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCIMP.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2018 au budget centralisé de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Sous-politique B370- Chapitre 65 - Article 657381 – Fonction 61

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 019-4496/18/BM**

**■ Soutien aux projets de R&D collaboratifs retenus par le Fonds Unique Interministériel - Attribution d'une subvention à la société First Light basée en Pays d'Aix  
MET 18/7872/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

1. Rappel du cadre juridique de la subvention

Le Fonds Unique Interministériel (FUI) est un dispositif d'aide d'État dédié au financement de projets de Recherche et Développement collaboratifs, ayant pour objet de soutenir l'effort d'innovation et la coopération entre les différents acteurs (PME, grands groupes industriels, organismes de recherche et établissements de formation).

Labellisés par les Pôles de Compétitivité, les projets retenus à chacun des appels à projets visent la création de produits ou de services innovants qui puissent être commercialisés à moyen terme. Ils permettent aux entreprises d'acquérir des savoir-faire et de capter de nouveaux marchés. Dans de nombreux cas, les projets collaboratifs sont l'opportunité pour les PME et TPE de devenir des acteurs reconnus auprès des grands groupes.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré sur le principe d'attribution d'aides aux entreprises de son territoire qui participent à ces projets collaboratifs. À ce jour sont concernés notamment les territoires d'Aix et de Marseille. Les montants sont déterminés au vu de l'assiette du projet, de son intérêt stratégique pour l'entreprise et le territoire et des aides apportées par les autres partenaires institutionnels.

Le cofinancement de ces projets par l'EPCI s'inscrit désormais dans une convention-cadre avec la Région, chef de file pour ce type d'interventions économiques.

Les projets présentés pour financement au FUI font l'objet d'une expertise technique et financière par les services spécialisés des ministères concernés, en tenant compte des priorités de politique industrielle fixées au niveau national. Les avis techniques donnés par les différents experts sont accessibles aux collectivités, à travers un réseau extranet ouvert aux partenaires institutionnels.

Le projet proposé relève du 25ème appel à projets qui a abouti, à l'échelle nationale, sur 145 projets présentés, au financement de 43 nouveaux projets, pour un financement par l'État de 27 M€. Des cofinancements équivalents devraient être apportés par les collectivités territoriales et le FEDER.

2. Un projet de R&D sur le Territoire du Pays d'Aix

Le projet C-BLUE vise à créer une génération de caméra s'appuyant sur un composant EMCCD de grandes performances, partant du constat que l'imagerie biomédicale et l'imagerie pour la surveillance civile présentent actuellement des problématiques similaires pour l'acquisition d'images en environnement faible flux ou lorsque le champ couvre simultanément des parties très éclairées et plus sombres. En effet, les caméras disponibles actuellement ne permettent pas d'adresser en même temps une très grande dynamique, un grand nombre de pixels et une sensibilité extrême.

L'objectif de C-BLUE est de proposer un démonstrateur de système d'imagerie visible (caméra accompagnée du traitement d'image capable de valoriser les données récoltées) fonctionnant en environnement très faible flux, grande dynamique, grand champ et capable de changer la donne dans les domaines de la bio-imagerie et de la surveillance, le tout pour un coût maintenu en dessous des 20k€.

Le défi technologique réside dans l'intégration du composant, poussé au-delà d'une utilisation standard et très concentré en taille incluant des traitements de proximité importants. Ce projet de caméra est susceptible de rencontrer un grand succès dans les applications de surveillance des sites et d'observation embarquée.

Le porteur de ce projet est la société FIRST LIGHT IMAGING, basée dans les locaux de l'hôtel technologique de Meyreuil, et composée de 18 personnes. FIRST LIGHT IMAGING conçoit des caméras scientifiques pour le spectre visible et infrarouge. La société, créée en 2011, est issue de 3 Instituts de recherches du centre national de la recherche scientifique (CNRS) : le Laboratoire d'astrophysique de Marseille (LAM), l'Institut de planétologie et d'astrophysique de Grenoble (IPAG) et l'observatoire de Haute Provence (OHP). En janvier 2016, elle crée sa filiale américaine First Light Imaging Corp basée à San Francisco, Californie.

Dans le cadre du projet, la société sera chargée de la conception et de la production des caméras scientifiques (conception, R&D en électronique et refroidissement, intégration, calibrage, optimisation logiciel embarqué, démonstration, exploitation) et embauchera pour cela 3 ingénieurs sur le territoire et de 7 à 10 personnes dans un deuxième temps (Phases de production et de commercialisation). Le projet vient par ailleurs compléter la matrice de développement de la société dans le visible et lui permettra d'adresser des marchés de plus forts volumes en dehors de l'astronomie. L'augmentation de chiffre d'affaires attendu est de 3M€ à l'issue du projet

Il est proposé d'accorder à la société FIRST LIGHT IMAGING une subvention de 100.000 euros, soit

environ 9% d'une assiette financière totale de 1.280.819 euros.

# **TABEAU DE FINANCEMENT DU PROJET FUI 25 CBLUE**

25èmeAAP	Enseigne commerciale	Statut	Montant (€)	Montant FUI maximal financé par l'État	CR PACA		AMPM	CR Occitanie
					industrie	recherche		FEDER
<b>OPTITEC</b>								
<b>C-BLUE</b> co-labelisé Eurobiomed et SAFE	First Light Imaging .	PME	640.409,75 €	500.662,00 €	250.000,00 €		100.000,00 €	
	CNRS - DR12	laboratoire de recherche	163.798,38 €			163.798,00 €		
	EXAVISION	PME	250.286,69 €					250.286,00 €
	Photon Lines	PME	210.250,12 €					
	INSERM	laboratoire d'institut	124.684,99 €			124.684,00 €		

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° 2007\_A444 du Conseil communautaire de la CPA du 12 décembre 2007 relative à la mise en place d'un dispositif de cofinancement de projets R&D labellisés par les Pôles de compétitivité et retenus dans le cadre du Fonds Unique Interministériel ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN021-049/16 du Conseil Métropolitain du 7 avril 2016 approuvant le règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° ECO 019-1916/17/CM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017

approuvant la convention cadre avec la Région Provence-Alpes-Côte d'azur relative à l'abondement du Fonds Unique Interministériel ;

- La décision de l'État du 31 mai 2018 concernant la sélection de 43 projets de R&D collaboratifs au titre du 25ème appel à projets du Fonds Unique Interministériel ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention pour un montant total de 100.000 euros à une entreprise du Territoire du Pays d'Aix, au titre de sa participation à un projet de R&D collaboratif retenu par le Fonds Unique Interministériel :

- FUI AAP 25 – Projet C-BLUE – Pôle OPTITEC – Société FIRST LIGHT IMAGING – 100.000€

### **Article 2 :**

Est approuvée la convention bilatérale à signer avec l'entreprise susvisée telle qu'annexée à la présente délibération.



### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention bilatérale ainsi que tout document y afférent.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/2877.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ECO 020-4497/18/BM**

#### **■ Attribution d'une aide financière à la société Transdev Méditerranée pour son programme de recherche et développement "Navettes de transport hydrides solaires Sunseaworker" - Etude de faisabilité - Approbation d'une convention MET 18/8108/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est dotée de compétences très étendues en matière économique affichant comme ambition de devenir l'un des territoires les plus compétitifs. Pour ce faire, la Métropole a engagé sa propre stratégie de développement économique afin de répondre aux besoins des entreprises et des acteurs locaux de son vaste territoire autour de 6 filières d'excellence dont le «Maritime et la Logistique» et l'«Energie et Environnement».

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'entreprise Transdev Méditerranée dans le cofinancement de l'étude de faisabilité pour les navettes hydrides solaires de transports de passagers.

Transdev Méditerranée, SAS (Société à Actions Simplifiées) créée en 2004 qui compte aujourd'hui 33 salariés est une filiale de Transdev (société anonyme à Conseil d'administration détenue par la Caisse des dépôts et consignations et Veolia Environnement). Transdev Méditerranée conçoit, met en œuvre et exploite des dispositifs qui combinent tous les modes de déplacement.

Le groupe met au service des autorités organisatrices des transports et des passagers de nouvelles solutions numériques, technologiques, énergétiques dans un contexte de mutation des usages et de transformation profonde de la mobilité.

Transdev Méditerranée attache une grande importance à innover pour fournir une gamme la plus complète possible de services et de solutions de

mobilité, qui anticipent et répondent aux attentes de la société (facilité d'utilisation, respect de l'environnement, équité, ...) et, investit donc dans des programmes de recherche et développement. Transdev Méditerranée expérimente et exploite un éventail de solutions de transport moins polluantes par le renouvellement du parc de véhicules thermiques et la réduction de la consommation et des émissions à travers les véhicules hybrides ou tout électriques et la mise en service de flottes « zéro émission ».

Ainsi, la mutation des demandes de solutions d'éco mobilité littorale en France et dans le monde, nécessite une forte adaptation de l'outil industriel régional. Les chantiers navals régionaux qui couvraient jusqu'à présent 67 % de la demande avec des solutions traditionnelles, ne couvriront plus que 6% de la nouvelle demande des collectivités, notamment en matière de sauvegarde de l'environnement (Données UITP). Il est donc indispensable de constituer une filière plus intégrée entre l'étude, la construction et l'exploitation. Cette filière régionale permettra de conserver et de pérenniser l'emploi autour de la construction navale en renforçant le tissu industriel existant, mais aussi de développer l'emploi en accédant à de nouveaux marchés hors de la Région. Cette filière est également en corrélation avec les travaux menés par la Métropole sur la filière des gaz verts (GNV et Hydrogène).

Transdev et son partenaire technique Turgis et Gaillard, lancent une étude de faisabilité qui constitue la première étape d'une démarche conduisant à la fourniture de solutions d'éco mobilité littorale innovantes et respectueuses de l'environnement, parfaitement adaptées à la demande locale mais aussi créatrices d'emplois locaux.

Cette étude de faisabilité permettra de transposer les innovations réalisées sur les navires solaires SunSeaRider (médaille d'or du concours Lépine européen en 2013 détenue par le Directeur technique de Turgis et Gaillard) à des navires de plus grande taille, de 50 à 80 passagers, via une optimisation :

- production,
- stockage,
- consommation,
- flux énergétiques,
- conditions d'exploitation.

Cette démarche contribuera en outre à procéder à une étude de marché et d'industrialisation.

Ce projet présente de réelles ambitions de qualification technique et opérationnelle d'un transport de passagers très faiblement impactant, et parfaitement adapté aux conditions de transport littoral de notre région.

L'objectif final est de développer une filière régionale autour de la conception, la fabrication et la mise en

œuvre de navettes maritimes électro-solaires pour le transport de passagers.

L'étude de faisabilité s'élève à 122 000 euros et s'étendra du 1<sup>er</sup> octobre 2018 au 30 mai 2019.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

DEPENSES					RESSOURCES	
Principaux postes de dépenses	Montant en €	Cochez la case, préciser le taux de TVA			Source de financement	Montant en €
		HT	HTR*	Taux		
<b>FONCTIONNEMENT</b>					Etat	
Directement et exclusivement liées au projet (Sous-traitance):	62 000	X		20%	Conseil Régional	27 200
Dépenses de personnel (salaires chargés) (105 jours et 410 €/j)	43 000	NA				
Déplacements, communication, formation, ...	17 000	X		20%	ADEME	31 000
					Subvention européenne (FEDER...)	
<b>INVESTISSEMENTS</b>					Autres organismes publics (METROPOLE)	27 200
Directement et exclusivement liées au projet :	NEANT				Fonds propres (autofinancement)	36 600
Achat matériel informatique, de comptage, ...	NEANT				Emprunts	
					Crédit-bail	
					Recettes générées (produits de l'action)	
					Autres (partenaire privé...)	
<b>TOTAL</b>	<b>122 000</b>				<b>TOTAL</b>	<b>122 000</b>

L'ADEME et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ont décidé d'accorder 31 000 euros et 27 200 euros de subvention soit respectivement 25 % et 22 % de l'assiette financière globale.

Compte tenu des perspectives de développement d'une filière régionale de conception et fabrication de navires hybrides solaires, il paraît souhaitable de soutenir cette opération.

Enfin, la présente demande s'inscrit dans la réglementation européenne et plus particulièrement le régime cadre exempté n° SA.40391 d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26

juin 2014. Conformément à cette réglementation, les collectivités territoriales infra-régionales n'étant pas

chef de file en matière d'aides aux entreprises (à l'exception des aides à l'immobilier), doivent, si elles souhaitent intervenir, signer au préalable une convention avec la Région.

La Région a élaboré un projet de convention type avec la volonté de fournir à ses partenaires une possibilité pour intervenir, en matière d'aides économiques aux entreprises, en appui et dans le respect des orientations et priorités du SRDEII. Ce projet de convention a été voté par la Commission permanente du Conseil régional le 29 juin 2018.

Dans ce contexte, il est proposé d'attribuer une aide financière de 27 200 euros à la société Transdev Méditerranée pour la mise en œuvre de son programme de recherche et développement 2018-2019 sous réserve de l'approbation par le Bureau de la Métropole de la convention type Région / Métropole précitée.

Dans ce cadre, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera au total à 27 200 euros, représentant 22 % du budget prévisionnel 2018 de 122 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 1511-2 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le régime cadre exempté n° SA.40391 d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;
- La délibération n° HN 009-11/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° ECO 001-1175/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole portant approbation de l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération n° ECO 002-1776/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole approuvant le SRDEII ;
- La délibération n° 18-555 du 29 juin 2018 de la Commission permanente du Conseil Régional ;

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que l'intérêt est de développer des programmes de recherche et développement dans la fabrication de navires solaires à haut niveau de performance ;

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une aide financière à la société Transdev Méditerranée d'un montant de 27 200 euros au titre de son programme de recherche et développement.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole 2018 chapitre 65 nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 021-4498/18/BM**

#### **■ Attribution d'une subvention à l'association Medinsoft pour l'animation de la filière numérique, contribution au programme d'animation Aix-Marseille French Tech et organisation des 3 jours de l'intelligence collective - Approbation d'une convention MET 18/8111/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le territoire d'Aix-Marseille-Provence avec une économie numérique forte de 44 000 emplois et de 7 000 entreprises générant un chiffre d'affaires de 8 milliards d'euros, constitue un écosystème de rayonnement mondial. Territoire créatif, Aix-Marseille-Provence est présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur du numérique avec de nombreux acteurs industriels qui se positionnent de la fabrication des cartes à puces à la production de jeux vidéos, en passant par l'e-commerce, l'e-tourisme, les logiciels ou les applicatifs à destinations du mobile...

Créé en 2003, et comptant plus de 160 membres, Medinsoft est un des principaux réseaux de professionnel de l'industrie numérique sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Résolument ancrée au cœur d'un secteur stratégique pour le développement innovant du territoire, Medinsoft met son dynamisme au service de ses adhérents afin de leur proposer des rencontres périodiques, des participations sur des salons professionnels à dimension nationale et internationale, de nombreuses actions de communication, de formation et de partage de bonnes pratiques.

Medinsoft s'adresse à l'ensemble des composantes de l'économie numérique, et plus précisément les

éditeurs et intégrateurs de logiciels, les sociétés de conseil et de service, les fournisseurs d'infrastructures, ...

Medinsoft est membre du Syntec numérique et fédère sur le territoire les entreprises de la filière « logiciels et services » et leur propose des actions spécifiques au profit de leur développement.

Doté d'une commission e-économie et d'une autre, emploi formation, en charge du Forum Medinjob et du portail Medinjob, Medinsoft se pose comme l'acteur associatif de référence dans ces domaines réunissant en son sein datacenters, fournisseurs de solutions, web agencies, e-commerçants, et l'ensemble des structures de formations initiale ou continues, privées comme publiques, ... .

C'est donc tout naturellement que Medinsoft s'est impliqué dans la candidature Aix-Marseille French Tech de la future Métropole Aix-Marseille-Provence, avant d'être nommé coordinateur du label Aix-Marseille French Tech décerné par le gouvernement en novembre 2014. Medinsoft a opéré l'animation du label Aix-Marseille French Tech de son origine jusqu'à mars 2018 où un renouvellement de gouvernance a été mis en place suite à un Appel à Manifestation d'Intérêt.

Aujourd'hui Medinsoft, en tant que cluster des éditeurs de logiciels et plus généralement des entreprises spécialisées dans le numérique, continue sa mission d'animation et de développement de la filière et collabore au programme d'actions et d'animations d'Aix-Marseille French Tech.

Les objectifs généraux de Medinsoft sont les suivants ;

- Mettre en commun et croiser les compétences pluridisciplinaires des membres,
- Créer des synergies, pour devenir plus efficaces, et améliorer globalement les potentiels d'offres numériques de chacun,
- Réaliser des opérations collectives de promotion de la filière, en mutualisant les coûts,
- Profiter des connaissances et des contacts de chaque membre pour développer un réseau d'influences,
- Gagner ensemble des projets importants et fédérateurs faisant appel aux connaissances particulières de tout ou partie des membres,
- Créer un réseau d'entreprises aux compétences diverses mais avec un projet d'entreprise commun : développer son business, gagner de nouveaux marchés et élargir son champ d'activité par addition de compétences,
- Contribuer par ses animations et actions à la transformation digitale des entreprises,

- Contribuer à l'animation territoriale de la filière numérique et du programme d'actions et d'animations Aix-Marseille French Tech.

A ce titre, Medinsoft sollicite le soutien de la Métropole Aix-Marseille Provence au titre du programme d'actions suivant :

- Organisation de 3 sessions d'afterworks thématiques d'avril à décembre 2018 réunissant les acteurs d'un secteur d'activité au contact d'experts du numérique pour réfléchir collectivement et les éclairer sur les leviers de transformation digitale de leur organisation et de leur filière
- Organisation de Commissions thématiques constituées d'expert du numérique pour faire émerger des stratégies de transformation digitale liées aux champs d'actions des collectivités comme des entreprises et délivrer des recommandations stratégiques et opérationnelles au service du collectif
- Organisation des 3 jours de l'Intelligence collective articulé autour de trois événements en octobre 2018 :
  - le forum Medinjob dédié à l'emploi dans la filière numérique au Pôle Media de la belle de Mai,
  - le Salon des Entrepreneurs au Parc Chanot de Marseille,
  - Le Financial IT Day Méditerranée dédié au financement des entreprises technologiques et des startups du numérique.
- Organisation du Grand Opening Aix-Marseille French Tech et du salon « Why digital » dédié aux opportunités du développement digital pour les entreprises le 20 septembre à La Vieille Charité à Marseille

Pour les actions menées au titre de la fédération et de l'animation de la filière numérique, logiciels et services, le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille Provence s'élèvera à 40.000 euros. L'association Medinsoft a déposé deux dossiers de demande de subvention auprès de la Métropole :

- Un dossier de soutien à la gouvernance au titre de l'animation du label French Tech intégrant la poursuite des actions dédiées à l'animation de la filière digitale (Afterworks thématiques, Commissions thématiques, Grand Opening, Salon « why digital » pour 190 000 euros,
- Un dossier au titre de l'organisation des 3 jours de l'intelligence collective pour 15 000 euros.

Par délibération du Bureau de la Métropole le 22 mai 2018, 47 500 euros ont déjà été attribués à Medinsoft au titre de la gouvernance Aix-Marseille French Tech du 1<sup>er</sup> trimestre 2018.

Il est proposé au vote un soutien de 40 000 euros au titre des actions décrites, décomposé comme suit :

- 15 000 euros au titre du soutien de l'action pour l'organisation des 3 jours de l'intelligence collective représentant 13,63 % d'un budget prévisionnel de l'action de 110 000 euros,
- 25 000 euros au titre du soutien à la gouvernance du cluster Medinsoft représentant 3,12 % d'un budget prévisionnel global de 800 000 euros.

Ce soutien financier est pris en charge intégralement sur le Budget Métropolitain Centralisé.

Il convient de préciser qu'il est dérogé à l'article 12.2 du RBF dans la mesure où il s'agit de soutenir l'association pour des actions en partie menées entre le 1<sup>er</sup> avril 2018 et le 20 septembre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération n°ECO 005-2871/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 ;
- La délibération N° ECO 001-3671/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 soutenant les actions de Medinsoft au titre de l'animation du label French Tech au titre du 1<sup>er</sup> trimestre 2018

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir l'association Medinsoft au titre de sa gouvernance et de ses actions au service du développement de la filière numérique du territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée à l'association Medinsoft une subvention totale de 40 000 euros, dont 15 000 euros au titre de l'action « 3 jours de l'intelligence collective » et 25 000 euros au titre de sa participation à l'animation de la filière numérique du territoire au côté d'Aix-Marseille French Tech.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée à conclure avec l'association Medinsoft.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget centralisé métropolitain 2018, sous-politique B370 chapitre 65 - nature 65748 - fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 022-4299/18/BM**

**■ Attribution d'une subvention à l'association IMAGO Production pour soutenir l'évènement "Creative Digital Week Marseille Provence" - Approbation d'une convention MET 18/7830/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Filière Cinéma et Audiovisuel connaît un important dynamisme sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille Provence. Avec 500 tournages annuels rien qu'à Marseille, ce territoire est le second lieu de tournage en France après Paris. Cette filière représente un potentiel important en termes de retombées économiques, touristiques et d'emploi, et

constitue un élément d'attractivité qui doit désormais être structuré et promu à l'échelon métropolitain pour en maximiser les retombées.

Si les atouts de la Métropole sont nombreux pour développer cette filière, il demeure difficile de développer une filière sans un événement professionnel structurant qui permettrait d'attirer des professionnels nationaux et étrangers, de fédérer l'écosystème local et de positionner définitivement le territoire comme un hub de créativité propice au croisement entre l'industrie audiovisuelle et le numérique.

L'agenda du développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence pose le cadre du renforcement et de la structuration de cette filière. La tenue de grands événements sur le territoire est l'un des volets de la mise en lumière de cette filière.

Le projet Creative Digital Week Marseille Provence est un ensemble d'événements autour de la série digitale, du e-cinéma, du storytelling et des médias interactifs qui se tiendra chaque année sur une semaine au moins d'octobre à Marseille.

Une compétition de e-cinema, des conférences interactives à travers la création du 1<sup>er</sup> Digital production Summit et les Streamy Awards, oscars du web seront créés afin d'acquérir une forte popularité parmi les créateurs, les producteurs et diffuseurs.

Cet événement devrait être un terrain propice aux productions innovantes et aux idées créatives. Plus de 20 nationalités, une quinzaine de plateformes de diffusion et chaîne TV ainsi que le meilleur des youtubers seront présents sur cette semaine.

Au total, cette semaine dédiée à l'audiovisuel et au numérique a comme ambition d'accueillir 1 500 professionnels dont la moitié seront étrangers.

Pour mener à bien l'organisation de la Creative Digital Week Marseille Provence qui se déroulera sur le Centre-Ville de Marseille pour la diffusion de films et séries originales, sur le Théâtre de la Joliette pour les ateliers et le Palais du Pharo pour les rencontres d'affaires et l'événement phare de Networking du 15 au 20 octobre 2018, il est proposé de participer financièrement à hauteur de 22 000 euros pour soutenir l'action de IMAGO Production.

Il convient que la Métropole se prononce sur cette participation financière et approuve la convention afférente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'agenda de développement économique de la Métropole approuvé le 30 mars 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt pour la Métropole de renforcer la filière cinéma-audiovisuelle
- L'intérêt pour la Métropole d'accueillir sur son territoire des grands événements économiques et professionnels
- Le caractère international de la Creative Digital Week

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 22 000 euros à l'association IMAGO Production pour l'organisation de la Creative Digital Week Marseille Provence.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée conclue avec l'association IMAGO Production.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ou tout document afférent.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique B330 – Nature 65748 – Fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 023-4300/18/BM**

**■ Organisation et accompagnement d'entreprises au Consumer Electronic Show (CES) 2019 de Las Vegas - Approbation d'une convention de partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence et la Ville de Marseille  
MET 18/8496/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Parmi les priorités fixées dans le cadre de son agenda du développement économique, la Métropole Aix-Marseille Provence place le potentiel d'innovation des entreprises au centre de sa stratégie de croissance.

Avec le double objectif de soutenir le développement des startups innovantes de son territoire à l'échelle nationale et internationale et d'affirmer la richesse et l'attractivité de son écosystème d'innovation, la Métropole Aix-Marseille Provence souhaite être présente au Consumer Electronic Show (CES) à Las Vegas du 08 au 11 janvier 2019.

#### **Présentation du Consumer Electronic Show (CES)**

C'est le rendez-vous incontournable du début d'année dans le monde des nouvelles technologies. Le Consumer Electronic Show, CES, qui se déroule chaque année à Las Vegas au début du mois de janvier lance la nouvelle année dans le secteur.

Au cours des dernières années, ce salon vieux de plus de 50 ans, a changé à marche forcée. Les grands groupes, autrefois rois, se font un peu plus discrets. En face, les start-ups, qui occupent un lieu à part dans la ville du Nevada, montent en puissance.

Elles sont de plus en plus nombreuses à se rendre sur place pour présenter leurs innovations aux nombreux investisseurs, acheteurs, analystes et journalistes présents.

Les organisateurs attendent plus de 170 000 visiteurs et plus de 4 000 exposants de 150 pays qui présenteront drones, voitures, télévisions, smartphones et divers gadgets électroniques. Start-ups comme multinationales vont tenter d'impressionner avec des produits intelligents.

En 2018, les entreprises françaises sont arrivées en force au salon de Las Vegas. La délégation French Tech a débarqué forte de 365 entreprises et structures exposantes, dont 274 start-ups. Elle représente la deuxième délégation mondiale derrière les États-Unis présents avec 280 start-ups.

#### **Présence du territoire Aix-Marseille-Provence au CES**

Le territoire d'Aix-Marseille-Provence avec une économie numérique forte de 11 200 entreprises, 49 000 emplois et générant plus de 8 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel, constitue un écosystème de rayonnement mondial. Territoire créatif, Aix-Marseille-Provence est présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur du numérique et répartit son activité sur cinq secteurs clefs : e-tourisme et e-commerce, big data, transmédia, technologies sans contact et smart city.

Après l'édition 2015, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence ont décidé de copiloter une participation active au CES en permettant à des startups du territoire (20 en 2018) d'être présentes au salon dans le but de trouver des financeurs, des clients ou des distributeurs. Cette démarche associe les autres acteurs de l'écosystème que sont notamment Aix Marseille French Tech, Provence Promotion ainsi que l'ensemble des pépinières, incubateurs et lieux technologiques du territoire également présents au CES.

Le dynamisme et les innovations des startups d'Aix-Marseille French Tech ont permis en 2018 à 5 entreprises du territoire d'être distinguées par un Prix de l'Innovation décerné par les organisateurs du salon. Ces distinctions sont porteuses pour les startups de contacts commerciaux et de retombées notables pour le développement de leurs projets et de leurs process de financement (levée de fonds, prise de participations, accords commerciaux....).

Au-delà du bénéfice direct pour les entreprises exposantes, la visibilité d'Aix-Marseille French Tech et de ses startups contribuent à la renommée internationale et à l'attractivité du territoire.

Pour la gouvernance de la French Tech, comme pour les entreprises, la présence sur le salon est également un outil de veille technologique et d'intelligence économique par la concentration de projets innovants qu'elle offre aux visiteurs comme aux exposants du CES.

De plus, l'édition 2019 sera placée sous le signe de la coordination régionale. En effet, la Région et la Métropole seront rassemblées sur un même espace au sein du Pavillon France, sous l'égide de Business France.

#### **Mise en place d'un partenariat**

Pour leur 4<sup>e</sup> participation au Salon, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence ont souhaité s'associer dans le cadre d'un partenariat aux fins d'organiser au mieux leur participation commune à ce salon et l'accompagnement des entreprises sélectionnées. La Ville de Marseille est aussi un partenaire du projet. Il est néanmoins précisé qu'une convention de partenariat spécifique sera conclue entre la Chambre

de Commerce et d'Industrie Marseille Provence et la Ville de Marseille pour cet évènement.

Le budget prévisionnel de cette participation commune au Consumer Electronic Show 2019 s'élève à 192 800,00 euros. La CCIMP sera le mandataire des partenaires pour l'organisation de cette participation commune au CES. La Métropole lui versera ainsi le montant de sa participation financière.

Le plan de financement de la participation commune des partenaires au CES 2019 est le suivant :

- Contributions start-ups	16 000,00 euros
- CCI Marseille Provence :	27 300,00 euros
- Ville de Marseille :	20 000,00 euros
- Métropole AMP :	<u>129 500,00 euros</u>
TOTAL :	192 800,00 euros

Le montant de la participation de la Métropole s'élèvera donc à 129 500 €.

Les frais de mission des personnels (déplacement, repas et hébergement) seront à la charge respective de chacun des partenaires.

Dans ce cadre, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence jointe en annexe relative à leur participation commune et à l'accompagnement d'entreprises au Consumer Electronic Show 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 012-1558/17/BM du 9 février 2017 du Bureau de la Métropole portant approbation du principe de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et

d'Industrie Marseille Provence et approbation d'une convention cadre ;

- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole adoptant l'Agenda du Développement Economique métropolitain.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'ambition énoncée dans le cadre de l'Agenda du Développement Economique de la Métropole ;
- La convention cadre qui lie la Métropole et la CCIMP en termes d'objectifs et d'actions partagés ;
- L'intérêt de participer au CES 2019 qui permet de soutenir le développement des startups innovantes de son territoire et d'affirmer la richesse et l'attractivité de l'écosystème d'innovation du territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence.

**Article 2 :**

Madame La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ladite convention et tout document afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2018 au budget centralisé de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Sous-politique B370- Chapitre 65 – Nature 657381 – Fonction 61

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 024-4301/18/BM**

**■ Attribution d'une subvention complémentaire à l'association Provence Promotion dans le cadre du programme Industry'Nov - Approbation d'une convention  
MET 18/8495/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du



Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors du Conseil de la Métropole du 28 juin dernier, la délibération n° ECO 003-3888/18/BM a attribué une subvention de 1 250 000€ à l'association Provence Promotion pour son programme de travail 2018.

Cependant, l'association Provence Promotion a engagé des dépenses exceptionnelles relatives à l'appel à Manifestation d'Intérêt Provence Industry'Nov,

Le travail a été lancé en 2015, dans le cadre de la convention de revitalisation volontaire du site de TOTAL La Mède. TOTAL associe alors tous les acteurs économiques (industriels, institutions, professionnels...) à un groupe de travail bio-raffinage qui vise à identifier les activités économiques susceptibles d'être développées autour de la future bio-raffinerie.

Provence-Promotion est associée dès le départ à cette réflexion et a proposé plusieurs axes de réflexions :

- D'une part, élargir les réflexions, à toute activité qui relève de l'économie circulaire et ainsi d'aller au-delà des seules problématiques liées au bio-raffinage. D'autre part, qualifier toute l'offre territoriale industrielle existante autour de l'Etang de Berre pour la rendre plus visible
- Enfin, envisager des actions de promotion concertées avec tous les acteurs industriels du territoire

C'est ainsi que les participants et notamment les propriétaires (industriels et GPMM) ont mesuré l'intérêt de porter les atouts du territoire au travers d'une opération concertée, de grande ampleur.

A l'issue de la dernière réunion en juin 2017, le GT bio raffinage est à l'unanimité remplacé par un GT « Action AMI » composé de la Métropole Aix-Marseille-Provence (placé sous son autorité), Total Développement Régional, Kem One, Lyondell Basell, le GPMM, le Conseil Régional PACA, Novachim, Provence Promotion, Piicto.

C'est donc à l'initiative de la Métropole, que Provence Promotion s'est vu confier cette mission et a mis en œuvre des actions, qui ont pris de l'ampleur et qui ont suscité des dépenses non prévues au plan d'action.

En effet, dans le cadre d'un groupe de travail restreint, toujours en lien étroit avec la Métropole, Provence Promotion a participé activement à :

- La création des outils de communication (site web, plaquettes...)
- La création des outils nécessaires au lancement de l'AMI, à la rédaction et la traduction de contenu

- La définition d'une stratégie de communication et d'un plan média
- L'élaboration du process d'identification et d'accompagnement des prospects
- L'élaboration d'un plan de prospection concerté (participation aux salons professionnels, ciblage de prospects et prescripteurs)
- Des actions de sensibilisations auprès d'un public cible d'étudiants

Il est donc proposé au Bureau de la Métropole d'approuver l'octroi d'une subvention complémentaire d'un montant de 50 000€ liée à l'action spécifique détaillée ci-dessus et la convention afférente au profit de l'association Provence Promotion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° ECO 003-3888/18/BM du 28 juin 2018 portant attribution d'une subvention à l'association Provence Promotion pour l'exercice 2018 d'un montant de 1 250 000 euros.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention complémentaire de 50 000 euros à l'association Provence Promotion.

## **Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée conclue avec l'association Provence Promotion.

## **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

## **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - sous politique B330 – nature 6574 – fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ECO 025-4302/18/BM**

#### **■ Renouveau de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Via Marseille Fos et paiement de la cotisation 2018 MET 18/8527/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° ECO 008-2321/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'association Via Marseille Fos. L'action engagée par cette association permettant de contribuer à rendre la Métropole attractive en termes de prestations, d'opérations engagées et d'opportunités d'implantations logistiques et industrielles, cette dernière souhaite renouveler son adhésion pour l'année 2018.

Pour rappel, Via Marseille-Fos a succédé en 2011 à l'association Marseille Europort, créée en 1993 au lendemain de la réforme du statut des dockers pour coordonner la mise en œuvre de la promotion concertée de la place portuaire de Marseille Fos vers ses clients, en améliorant l'image du port pour relancer son activité après une longue période de conflits sociaux.

A la suite de la réforme des ports français en 2011, Marseille Europort a fait peau neuve en devenant Via Marseille-Fos pour marquer le renouveau de la communauté portuaire de Marseille Fos et faire connaître les progrès et les performances indéniables intervenus en terme d'organisation, de productivité ou de fiabilité.

L'association porte donc aujourd'hui une volonté de cohésion bien au-delà de l'ensemble des

acteurs portuaires, ce qui n'a pas d'équivalent dans les autres ports français.

## **Objectifs généraux de l'association**

L'association a défini des objectifs généraux comme :

- Faire émerger au sein de la communauté portuaire une dynamique commerciale s'appuyant sur une offre de services de qualité, fiable et compétitive, dans le but de conquérir de nouveaux marchés,
- Replacer le port de Marseille Fos dans la compétitivité internationale pour toutes catégories de marchandises,
- Fédérer les services et les compétences des professionnels de sa communauté portuaire pour apporter des solutions efficaces aux clients de Marseille Fos.

## **Les objectifs 2018 de Via Marseille-Fos**

- Poursuite de la reconquête de l'hinterland Rhône-Saône- Suisse
- Démarche par filières (conventionnel, fruits & légumes, vrac solides, pétrochimie)
- Développement d'un maillage territorial
- Renforcement de notre positionnement de Hub Euro-méditerranéen

## **Organisation de Via Marseille-Fos**

L'Association est administrée par un Conseil d'Administration composé de 15 membres comme suit :

- Le Président de la CCIMP, le Président du Directoire du GPMM et le Président de l'UMF sont membres de droit,
- 3 représentants désignés par chacun des membres fondateurs,
- Un collège composé d'au plus de 3 représentants des membres adhérents, un membre adhérent ne pouvant disposer que d'un siège.

## **Les intérêts croisés Métropole / Via Marseille Fos**

Les actions de Via Marseille Fos s'intègrent tout à fait dans la stratégie économique métropolitaine à plusieurs niveaux :

- D'une part, le développement du port et de toutes les activités connexes (logistique, smartport, etc...) constituent une des six filières clés du développement économique de la Métropole ;
- De plus, les actions de Via Marseille Fos viennent conforter les démarches d'attractivité et de promotion à l'international développées par la Métropole en lien notamment avec

Provence Promotion et Euromed, dans l'objectif de renforcer le 1<sup>er</sup> pôle économique du sud de la France ;

- Enfin, Via Marseille Fos développe de nombreuses actions tournées vers les marchés de la Méditerranée qui concourent à renforcer le positionnement de la Métropole comme capitale euro-méditerranéenne ;
- On peut d'ailleurs noter que Via Marseille Fos a proposé à l'équipe de promotion de la Métropole de participer à ses côtés à certaines présentations à l'étranger.

Pour l'année 2018, le montant de la cotisation est de 2 500 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 008-2321/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Via Marseille Fos, participation au programme de travail 2017 et paiement de la cotisation.

**Oùï le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que l'action engagée par l'association Via Marseille Fos permet de contribuer à rendre attractive la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de prestations, d'opérations engagées et d'opportunités d'implantations logistiques et industrielles ;
- Qu'il convient de renouveler l'adhésion de la Métropole à l'association Via Marseille Fos et d'approuver le montant de la cotisation 2018 afférente à ce renouvellement d'adhésion.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Via Marseille Fos pour l'année 2018 et le paiement de la cotisation correspondante d'un montant de 2 500 euros ;

##### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - sous politique B330 – nature 6281 – fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 026-4303/18/BM**

##### **■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'Association "Accélérateur M" - Approbation d'une convention MET 18/8095/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Parmi les priorités de son agenda du développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence place le potentiel d'innovation des entreprises au centre de sa stratégie de croissance.

En appui de leviers comme son tissu académique, scientifique, et entrepreneurial, elle dispose d'atouts pour déployer sa stratégie d'innovation sur des filières clés identifiées et soutenues par un écosystème structuré, opérationnel et ancré dans les lieux d'innovation du territoire métropolitain.

La création par l'Etat du label French Tech a mis exergue ces atouts qui ont permis au territoire Aix-Marseille-Provence de faire partie des premiers

territoires labellisés par l'Etat, et qui fait d'Aix-Marseille French Tech un des leaders du mouvement national.

A ce titre, le cahier des charges de la French Tech demande aux Métropoles de créer des lieux totémiques, incarnant le mouvement et créant du lien entre ses acteurs, son écosystème et la politique d'attractivité et de développement de leur territoire d'origine.

Déjà engagé à Aix-en-Provence au soutien de The Camp, campus d'innovation à vocation sociétale, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité créer un lieu d'ancrage pour la French Tech, au cœur de sa Ville-Centre, Marseille, spécialisé dans l'accompagnement de filières d'excellence comme le Maritime, les Industries Créatives et la modernisation urbaine méditerranéenne. Ce projet est reconnu et soutenu par l'Etat dans le cadre du Pacte Etat-Métropole.

De son côté, fort de son positionnement d'excellence, Aix-Marseille Université a choisi de placer l'innovation et la valorisation de la recherche issue de ses unités de recherche au cœur de sa stratégie et d'en faire un des 3 piliers fondamentaux de son intervention, avec l'enseignement supérieur et la recherche, au service du développement du territoire métropolitain en pleine recomposition. Dans cet objectif partagé, Aix-Marseille Université portait un projet de création d'un lieu ressources de ses stratégies de développement. Dans cet objectif partagé, Aix-Marseille Université portait un projet de création d'un lieu ressources de ses stratégies de développement.

Du fait de ces préoccupations et ambitions communes, les deux institutions ont acté de réunir leurs énergies et leurs potentiels au cœur d'un projet commun : la Cité de l'Innovation et des Savoirs Aix-Marseille (CISAM).

Cette Cité de l'Innovation et des Savoirs Aix-Marseille vient matérialiser un leadership métropolitain en termes d'incubation, de transfert de technologie, d'accélération de start-up et d'attractivité internationale. Dans une logique de mixité et de fertilisation croisée avec le monde économique, elle accueille dès sa création deux partenaires privés à rayonnement mondial qui y implantent leur centre d'innovation.

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Cité de l'Innovation et des Savoirs Aix-Marseille doit venir proposer une offre de nature à créer des synergies entre les innovations des start-up, les démarches des grands groupes et ETI et les politiques publiques de développement économique qu'elle porte. Pour le territoire, elle doit constituer :

- Un point d'entrée sur les dispositifs d'innovation, de création et d'accélération de start-up à rayonnement international

- Un centre de diffusion de l'innovation auprès des partenaires du territoire métropolitain
- Un lieu de diffusion, d'échanges et de fertilisation croisée entre acteurs publics et privés

Pour mener à bien cette mission, dans sa position de chef de file du développement économique métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est associée aux collectivités, réseaux consulaires et associations structurantes du développement économique innovant au sein d'une association dénommée « Accélérateur M ».

Cette association, créée le 11 septembre 2018, a pour objectif de déployer, de façon collégiale au cœur de la Cité de l'Innovation et des Savoirs Aix-Marseille des programmes d'accélération thématiques pour les start-up et une offre d'Open Innovation orientée vers la collaboration productive entre grands groupes, ETI et start-up.

Elle a également pour objet :

- De faire connaître la richesse de l'écosystème métropolitain au niveau national et à l'international sur des filières d'excellence du territoire,
- Attirer des start-up sur le territoire, et accélérer la croissance des start-up locales sur ces filières d'excellence,
- Mettre en réseau les grandes entreprises, les start-up accélérées, le monde de la recherche pour créer de la valeur sur le territoire.

L'Association nouvellement créée atteindra ses objectifs en mettant en œuvre tous les moyens susceptibles de concourir à la réalisation de son objet et notamment les moyens suivants :

- L'embauche d'un(e) directeur/directrice afin de gérer et développer l'organisation, l'offre de services et la commercialisation de l'offre de services de l'Accélérateur M,
- La vente de prestations de services auprès d'entreprises, en lien avec l'objet de l'association (prestations de mise en réseau, d'open innovation, d'accès facilité aux ressources du territoire, d'accompagnement croisé, etc),
- L'organisation d'un programme d'accélération à destination de start-up,
- L'organisation d'événements et de manifestations diverses, le cas échéant la mise en place de publications, débats, conférences,
- La mise en œuvre de toute action judiciaire ou extrajudiciaire utile à l'accomplissement de son objet,
- Plus généralement, tous moyens de communication et de promotion utiles et

nécessaires à la réalisation de l'objet, ou susceptibles d'y contribuer.

Afin d'être opérationnel au cours du dernier trimestre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence, propose de financer le démarrage opérationnel de l'Association « Accélérateur M » par l'attribution d'une subvention de fonctionnement lui permettant d'en assurer la mise en place et les premières actions opérationnelles, dont notamment l'implantation sur site, le recrutement d'un futur directeur, l'organisation et le développement commercial de son offre de services.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation de l'Association « Accélérateur M » du 11 septembre 2018 au 31 décembre 2018, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 100 000 euros, représentant 100 % du budget prévisionnel 2018 proratisé sur 4 mois.

Ce soutien financier sera pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 006-28/06/18 CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 validant la participation de la Métropole Aix-Marseille Provence à la gouvernance de l'association « Accélérateur M » en cours de constitution.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt et la volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir le fonctionnement de l'Association « Accélérateur M ».

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement de 100 000 euros à l'Association « Accélérateur M » au titre de l'année 2018.

##### **Article 2 :**

Est approuvée la convention financière avec l'Association « Accélérateur M » ci-annexée relative à l'attribution de la subvention.

##### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2018 au budget centralisé de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Sous-politique B370- Chapitre 65 - Article 657487 – Fonction 61

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 027-4304/18/BM**

##### **■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille Provence à l'Association des Villes Universitaires de France et paiement de la cotisation 2018 MET 18/7899/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La création en 2011 d'Aix-Marseille Université par fusion des trois universités qui officiaient jusqu'à présent (Université de Provence, Université de la Méditerranée et Université Paul-Cézanne) a permis de donner à la dimension académique de notre territoire une visibilité et une envergure internationale.

Aix-Marseille Université est composée de 130 structures de recherche, 117 unités de recherche et 13 structures fédératives en lien avec les plus grands organismes de recherche (CNRS, INSERM, IRD, INRA, CEA).

L'Association des Villes Universitaires de France, présidée par Catherine Vautrin, également Présidente de Grand Reims, a pour objectif de confronter les pratiques et mutualiser les initiatives des politiques

publiques de soutien à la recherche, à l'enseignement supérieur et à la vie étudiante.

L'AVUF, association d'élus et de techniciens (70 villes et intercommunalités), organise régulièrement des colloques et séminaires sur les six thèmes suivants :

- Valorisation de la recherche et développement économique
- Campus et université dans la ville
- Europe et relations internationales
- Universités et cartes territoriales
- Vie de l'étudiant
- Métropolisation

C'est pourquoi, afin de bénéficier du partage d'expériences sur l'organisation de la recherche et de l'enseignement supérieur au sein de grands territoires à l'échelle nationale et internationale, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à l'Association des Villes Universitaires de France.

Le montant de la cotisation au titre de l'année 2018 pour les agglomérations de plus de 100.000 habitants est de 1 500 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération ECO 021-1948/17/BM du 18 mai 2017 portant renouvellement de l'adhésion à l'association AVUF.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La pertinence pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de pouvoir confronter sa vision et son expérience sur l'organisation de

l'Enseignement Supérieur et la Recherche à celles d'autres grands territoire nationaux et internationaux,

- L'importance de créer du réseau dans ce domaine,
- La nécessité d'effectuer une veille sur les grandes thématiques liées.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Villes Universitaires de France (AVUF) et le paiement de la cotisation 2018 d'un montant de 1 500 euros.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Sous Politique B360 – Nature 6281

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 028-4305/18/BM**

**■ Attribution de subventions à Aix-Marseille Université pour l'organisation de manifestations et de colloques - Approbation d'une convention MET 18/8416/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Suite à la signature de la convention cadre de partenariat entre Aix-Marseille Université et la Métropole, il est proposé de soutenir des manifestations et actions qui valorisent du travail des équipes universitaires et de recherche afin d'accroître la notoriété scientifique et développer le caractère innovant du territoire. La Métropole Aix-Marseille-Provence apporte une aide financière limitée complémentaire des autres financeurs.

Aussi, il est proposé de valider le soutien financier aux manifestations et actions portées par Aix-Marseille Université avec une incidence financière totale de 56 700€, comme suit :

- 5 000€ pour l'aide à la mise en place de l'événement « *Guichet unique à destination des étudiants internationaux* du territoire », du 27 août au 5 octobre 2018, organisé par la Direction des Relations Internationales, DRI.

- 1 200€ pour l'aide à la mise en place de quatre expositions photographiques sur le thème « *Galerie*

*itinérante 2018* », du 4 octobre au 7 décembre 2018, organisée par l'Institut Universitaire Professionnalisé Administration des Institutions Culturelles, IUP AIC.

- 1 000€ pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « *Les problèmes d'accessibilité* », du 24 au 26 septembre 2018, organisé par le Laboratoire d'Informatique et des Systèmes, LIS.

- 3 000€ pour l'aide à l'organisation de l'École Doctorale des Juristes Méditerranéens sur le thème « Droit et civilisation en Méditerranée : vers une culture juridique commune ? », du 3 au 5 octobre 2018, organisée par la Fédération De Recherche Droits, Pouvoirs et Sociétés.

- 1 000€ pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « Médiation de la littérature moderne américaine : le rôle des big magazines, 1880-1960 », du 4 au 5 octobre 2018, organisé par le Laboratoire d'Études et de Recherche sur le Monde Anglophone, LERMA.

- 500€ pour l'aide à l'organisation de la manifestation « Erasmus day », le 12 octobre 2018, organisée par la Faculté de Pharmacie.

- 1 000€ pour l'aide à l'organisation du colloque international sur le thème « Questions ouvertes sur la conversion et le transport de l'énergie dans les systèmes quantiques nanométriques », du 15 au 16 novembre 2018, organisé par l'Institut des matériaux électroniques Nanosciences de Provence, IM2NP.

- 13 000€ pour l'aide à l'organisation de la manifestation sur le thème « Forum emploi stages 2018 », le 17 novembre 2018, organisé par le Service Universitaire d'Insertion et d'Orientation, SUIO.

- 12 000€ pour l'aide à l'organisation de la manifestation « Semaine AMU Entreprises 2018 », du 19 au 22 novembre 2018, organisée par la Direction Partenariat avec le Monde Socioéconomique.

- 6 000€ pour attribution de « deux bourses d'études de 3 000€ chacune à deux étudiants de l'Université de Tübingen inscrits à la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille Université », de 1 septembre 2018 au 30 juin 2019, organisées par le Centre d'Études et de Recherches Internationales et Communautaires, CERIC.

- 3 000€ pour l'aide à l'organisation d'un stage étudiants Mission Synergie sur le thème « Finalisation du document communal sur les risques majeurs, DICRIM, de la Métropole Aix-Marseille Provence », du 1 septembre au 31 décembre 2018, organisé par le Magistère Journalisme et Communication des Organisations, JCO.

- 10 000€ pour l'aide à la mise en place d'un projet d'étude étudiants sous forme d'ateliers sur le thème « Marketing territorial : attachement affectif et cognitif à la Ville d'Aix-en-Provence », du 1 septembre 2018 au 30 août 2019, organisé par l'Institut d'Administration des Entreprises, IAE.

Tableau récapitulatif des subventions accordées pour les manifestations/colloques :

Organisateur	Manifestation / Colloque	Date	Subventions N-1 et N-2	Subvention demandée	Budget prévisionnel co financeurs	Montant proposé
La DRI, Direction des Relations Internationales  GU 2018.00959	« <i>Guichet unique à destination des étudiants internationaux</i> du territoire », sur le campus aixois Schuman et sur le campus marseillais St Charles	Du 27 août au 5 octobre 2018	N-1 : 0€ N-2 : 0€	5 000€	20 300€ Co financeurs : 1 000€ Ministère 10 000€ Ville de Marseille 4 300€ AMU	5 000€ Soit 24, 6% du budget prévisionnel
L'IUP AIC, Institut Universitaire Professionnalisé Administration des Institutions Culturelles  GU 2018.00961	« <i>Galerie itinérante 2018</i> », sur l'Espace Van Gogh d'Arles, les campus aixois et marseillais	Du 4 octobre au 7 décembre 2018	N-1 : 1 200€ N-2 : 1 200€	1 200€	27 000€ Co financeurs : 10 000€ CR PACA 500€ CD 13 3 000€ communauté Agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette 3 000€ DRAC PACA 1 000€ AMU 1 500€ Faculté d'Économie et de Gestion 6 500€ sponsors 300€ ressources propres IUP AIC	1 200€ Soit 4, 4% du budget prévisionnel
Le LIS, Laboratoire d'Informatique et des Systèmes  GU 2018.00919	« <i>Les problèmes d'accessibilité</i> », à Marseille campus Saint Charles	Du 24 au 26 septembre 2018	N-1 : 0€ N-2 : 0€	1 000€	13 800€ Co financeurs : 1 000€ CD 13 1 000€ Ville de Marseille 8 300€ droits inscription 1 500€ CNRS 1 000€ AMU	1 000€ Soit 7, 2% du budget prévisionnel



La Fédération De Recherche Droits, Pouvoirs et Sociétés  GU 2018.00948	« <i>Droit et civilisation en Méditerranée : vers une culture juridique commune ?</i> », sur le campus aixois de la Faculté de Droit et de Science Politique.	Du 3 au 5 octobre 2018	N-1 : 0€ N-2 : 0€	3 000€	22 484€ Co financeurs : 14 000€ Agence Universitaire de Francophonie 3 000€ centre d'excellence Jean Monnet 2 484€ ressources propres FDR droits pouvoirs et sociétés	3 000€ Soit 13, 3% du budget prévisionnel
Le LERMA, Laboratoire d'Études et de Recherche sur le Monde Anglophone  GU 2018.00925	« <i>Médiation de la littérature moderne américaine : le rôle des big magazines, 1880-1960</i> », à Aix-en-Provence, sur le campus ALLSH, Maison de la Recherche	Du 4 au 5 octobre 2018	N-1 : 3 000€ N-2 : 5 000€	1 000€	5 512€ Co financeurs : 800€ droits inscription 300€ Université de Picardie 595€ SHARP USA 1 000€ Institut des Amériques 1 000€ UFR 817€ ressources propres LERMA	1 000€ Soit 18, 1% du budget prévisionnel
La Faculté de Pharmacie.  GU 2018.00944	« <i>Erasmus day</i> », sur le campus marseillais de la Faculté de Pharmacie.	Le 12 octobre 2018	N-1 : 0€ N-2 : 0€	800€ Soit 31, 4% du budget prévisionnel	2 550€ Co financeurs : 500€ CR PACA 500€ CNRS 400€ AMU 350€ sponsors	500€ Soit 19, 6% du budget prévisionnel
L'IM2NP, Institut des matériaux électroniques Nanosciences de Provence  GU 2018.00920	« <i>Questions ouvertes sur la conversion et le transport de l'énergie dans les systèmes quantiques nanométriques</i> », à Marseille sur le campus de la FRUMAM	Du 15 au 16 novembre 2018	N-1 : 0€ N-2 : 0€	1 000€	4 300€ Co financeurs : 800€ Ville de Marseille 1 000€ CNRS 1 000€ AMU 500€ ressources propres IM2NP	1 000€ Soit 23, 2% du budget prévisionnel
Le SUIO, Service Universitaire d'Insertion et d'Orientation	« Forum emploi stages 2018 », à Marseille, Palais de la Bourse	Le 17 novembre 2018	N-1 : 13 000€ N-2 : 0€	13 000€	26 500€ Co financeurs : 4 000€ taxe apprentissage 5 000€ droits inscription stands 4 500€ AMU	13 000€ Soit 49% du budget prévisionnel
La Direction Partenariat avec le Monde Socioéconomique.  GU 2018.00942	« <i>Semaine AMU Entreprises 2018</i> », sur les campus aixois le 19 novembre et marseillais du 20 au 22 novembre 2018	Du 19 au 22 novembre 2018	N-1 : 12 000€ N-2 : 10 000€	12 000€	57 601€ Co financeurs : 15 000€ CD 13 3 000€ Ville de Marseille 27 601€ AMU	12 000€ Soit 20, 8% du budget prévisionnel
Le CERIC, Centre d'Études et de Recherches Internationales et Communautaires  GU 2018.00958	« <i>Deux bourses d'études de 3 000€ chacune à deux étudiants de l'Université de Tübingen inscrits à la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille Université</i> », sur le campus aixois de la Faculté de Droit et de	Du 1 septembre 2018 au 30 juin 2019	N-1 : 6 000€ N-2 : 6 000€	6 000€	6 000€	6 000€ Soit 100% du budget prévisionnel

	Science Politique					
Le Magistère JCO, Journalisme et Communication des Organisations GU 2018.00900	« Finalisation du document communal sur les risques majeurs, DICRIM, de la Métropole Aix-Marseille Provence », sur le campus aixois de la Faculté de Droit et de Science Politique	Du 1 septembre au 31 décembre 2018	N-1 : 3 000€ N-2 : 3 000€	3 000€	41 000€ Co financeurs : 32 000€ FDSP 6 000€ ressources propres JCO	3 000€ Soit 7, 3% du budget prévisionnel
L'IAE, Institut d'Administration des Entreprises	« Marketing territorial : attachement affectif et cognitif à la Ville d'Aix-en-Provence », sur le campus aixois de l'IAE	Du 1 septembre 2018 au 30 août 2019	N-1 : 10 000€ N-2 : 10 000€	10 000€	23 659€ Co financeurs : 13 659€ ressources propres IAE	10 000€ Soit 42, 3% du budget prévisionnel

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention de 56 700€ à Aix-Marseille Université pour l'organisation des manifestations et colloques et, par dérogation au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole avec effet rétroactif pour les manifestations qui se sont tenues avant le présent Bureau.

Les subventions concernant la DRI, l'IUP AIC, le LIS, la FDSP, le LERMA, la Faculté de Pharmacie, L'IM2NP, la Direction Partenariat avec le Monde Socioéconomique, le CERIC, le JCO seront prises sur les crédits 2018 de l'État Spécial du Territoire du CT2 soit 33 700€.

Les subventions concernant l'IAE et le SUIO seront prises sur les crédits 2018 du budget de la Métropole soit 23 000€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- La délibération n°ECO 007-2442/17/BM du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence approuvant la convention cadre entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Aix-Marseille Université, signée le 15 décembre 2017.
- L'avis de la Commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'apporter un soutien aux organismes publics d'enseignement supérieur et de recherche et, notamment, à Aix-Marseille Université et à ses étudiants.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont attribuées des subventions au profit d'Aix-Marseille Université pour l'aide à l'organisation de manifestations et colloques pour un montant total de 56 700 euros.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec Aix-Marseille Université.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 sur l'État Spécial du Territoire du CT2 -ligne 23 – 657382 et au budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous politique B360 – chapitre 65 – nature 65738.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 029-4306/18/BM**

##### **■ Attribution d'une subvention à l'Institut de Recherche en Sciences pour l'Environnement et de l'Agriculture - Approbation d'une convention. MET 18/8417/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Il est proposé de soutenir l'atelier d'échanges sur le thème « interfaces habitat-incendie », le 6 décembre 2018, organisé par l'Institut de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture, IRSTEA, manifestation qui valorise le travail des équipes de recherche.

Afin d'accroître la notoriété scientifique et développer le caractère innovant du territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence apporte une aide financière limitée complémentaire des autres financeurs.

L'IRSTEA, anciennement CEMAGREF, est soutenu par notre institution depuis 2008.

L'objectif de cet atelier, mis en place dans le cadre du programme inter-Carnot WUI-NET (International Network on Wildland Urban Interface), est de permettre la pré-constitution d'un réseau international sur les interfaces habitat-forêt. Le réseau sera activé et étendu au niveau mondial à l'occasion de la conférence internationale de l'IRSTEA prévue 2019.

Les thèmes abordés traiteront entre autres de l'érosion des sols après incendie et incidences sur l'aménagement des interfaces habitat-forêt, la gestion du combustible d'interface ornemental et spontané.

100 participants et 10 intervenants sont attendus à cette occasion, dont les représentants d'équipes de recherche européennes impliquées sur le sujet ainsi que les principaux acteurs nationaux et européens de la gestion du risque d'incendie de forêt et de la lutte anti-incendie.

Aussi, il est proposé de valider le soutien financier à cet événement porté par l'IRSTEA pour une subvention de 1 000€.

Organisateur	Manifestation / Colloque	Date	Subventions N-1 et N-2	Subvention demandée	Budget prévisionnel co financeurs	Montant proposé
L'IRSTEA, Institut de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture  GU 2018.00968	« interfaces habitat-incendie », à Aix-en-Provence Technopole de l'Arbois	Le 6 décembre 2018	N-1 : 0€ N-2 : 0€	1 000€	3 000€ Co financeurs : 2 000€ ressources propres IRSTEA	1 000€ Soit 33.4% du budget prévisionnel

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'apporter un soutien aux organismes publics d'enseignement supérieur et de recherche et, notamment, à l'IRSTEA, Établissement Public à caractère Scientifique et Technologique.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention au profit de l'IRSTEA pour l'aide à l'organisation d'un atelier d'échanges pour un montant total de 1 000 euros.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec l'IRSTEA.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 sur l'État Spécial du Territoire du CT2 -ligne 23 – 657382.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 030-4307/18/BM**

**■ Attribution de subventions au CROUS pour l'organisation d'actions visant à améliorer la vie étudiante - Approbation d'une convention  
MET 18/8418/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa mission statutaire d'amélioration de la vie étudiante, le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires, CROUS, d'Aix-Marseille Avignon, met en œuvre chaque année un certain nombre d'actions visant à sauvegarder et à améliorer les conditions d'existence et le quotidien des étudiants de l'académie.

Pour l'année universitaire 2018/2019, le CROUS souhaite poursuivre les actions engagées les années précédentes qui porteront sur les thèmes suivants :

- Étudiants référents en résidences universitaires, avec accueil individualisé des nouveaux étudiants pour faciliter leur intégration.  
Ce dispositif s'inscrit dans la thématique de l'amélioration de l'accueil des étudiants primo-arrivants dont les étudiants internationaux et de la vie quotidienne de l'ensemble des étudiants au sein de leur résidence à travers différentes actions d'accueil, d'informations, d'animation et de prévention.  
Ce dispositif inclut les résidents référents recrutés à la rentrée pour 2 mois dans les 7 cités universitaires d'Aix-en-Provence et de Marseille et les résidents référents recrutés pour toute l'année dans les résidences de Cuques, des Gazelles et de Luminy.
- Guichet Unique pour l'aide à la recherche de logement, démarches administratives ou toute autre information à l'étudiant primo arrivant.
- Ce guichet unique a pris différentes formes depuis sa création en fonction des besoins et des partenariats. Ces guichets intègrent différents services offerts aux étudiants, tels que l'aide à la recherche de logement, l'aide aux démarches administratives et l'accès à toute information utile à un étudiant...

- Alimentation et santé pour les étudiants d'aujourd'hui et les familles de demain.  
En 2017, le CROUS a servi 2 400 000 repas dans ses structures de restauration. L'intervention du CROUS prend plusieurs formes pour inciter la population étudiante à fréquenter davantage les restaurants universitaires, expliquer comment mettre en pratique les repères de consommation correspondant à une bonne alimentation, réaliser des actions de communication sur cette thématique, mettre en place des actions de formation à l'accompagnement des personnels de cuisine afin de mieux transmettre les informations auprès des étudiants, réaliser des enquêtes de satisfaction....

- Bienvenue chez moi, Bienvenue dans ma cuisine.  
Ce projet vise à intégrer les étudiants notamment étrangers et combattre le sentiment d'isolement dont ils peuvent être victimes. Ce projet veut être un moment de rencontres, de partage, convivialité, ouverture d'esprit, ouverture sur le monde, sur la différence...Chaque mois, les étudiants pourront continuer à découvrir dans leurs cités universitaires la culture d'un continent à travers la cuisine et les arts. Les actions pourront être de type, exposition de photos, soirées en cité, projection de films étrangers, cours de cuisine et se dérouleront dans les cuisines collectives et espaces de vie commune des cités universitaires

Plan de financement des actions :

#### Plan de financement

	Estimation	REGION	Métropole	Ville de Marseille	Ressources CROUS
		Demandé pour 2018-19	Demandé pour 2018-19	Demandé pour 2018-19	
Résidents Référents	65 000€		5 000€	4 000 €	56 000 €
Guichet unique	25 000€		3 000€	1 300 €	20 700 €
Alimentation et Santé	30 000€	16 000€	2 000€	1 500 €	10 500 €
Bienvenue chez moi /Dans ma Cuisine	20 000€		2 000€	700 €	17 300 €
TOTAL	140 000€	16 000€	12 000€	7 500€	104 500 €

Organisateur	Manifestation / Colloque	Date	Subventions N-1 et N-2	Subvention demandée	Budget prévisionnel co financeurs	Montant proposé
Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires, CROUS, d'Aix-Marseille Avignon  GU_000983	« Partenariat 2018/2019 »	Année universitaire 2018/2019	N-1 : 12 000 € N-2 : 8 500 €	12 000€	140 000€ Co financeurs : 16 000€ Région PACA 7 500€ Ville de Marseille 104 500€ Ressources propres CROUS	12 000€ Soit 8,6% du budget prévisionnel

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention de 12 000€ au CROUS pour la mise en place de ces 4 actions visant à améliorer la vie étudiante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'avis de la Commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'apporter un soutien au CROUS et à ses actions en faveur de l'amélioration des conditions de vie des étudiants.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont attribuées des subventions au profit du Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires, CROUS, d'Aix-Marseille Avignon pour l'aide à la mise en place de quatre actions visant à améliorer la vie étudiante pour un montant total de 12 000euros.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires, CROUS, d'Aix-Marseille Avignon.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 sur l'État Spécial du Territoire du CT2 -ligne 23 – 657382.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 031-4308/18/BM**

**■ Attribution de subventions à la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour l'organisation d'événements scientifiques et de colloques - Approbation d'une convention  
MET 18/8426/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le CNRS et la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) partenaires d'une stratégie scientifique, concourent à la valorisation et au transfert des recherches en sciences. L'objectif étant de renforcer la visibilité et le rayonnement international de la recherche en consolidant ses secteurs d'excellence et en créant les conditions favorables à l'émergence de nouvelles thématiques.

Les grands domaines d'excellence de ce partenariat sont l'énergie, les sciences de l'environnement et de l'Univers, les sciences de la vie et de la santé, les sciences et technologies avancées et les sciences humaines et sociales.

Dans ce cadre, il est proposé de poursuivre l'action de soutien de la Métropole à ces événements.

Dans le cadre de cette mission, la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) organise cinq événements :

- Northern skies Cosmics Flows du 18 au 21 septembre 2018
- 13th Franco-Italian Meeting on B Physics du 1<sup>er</sup> au 3 octobre 2018
- Fête de la Science de l'Arbois le 11 octobre 2018
- International consortium LISA du 5 au 7 novembre 2018
- Connaissances négatives du 21 au 23 novembre 2018

### 1 Northern skies Cosmic Flows du 18 au 21 septembre 2018

Cet évènement organisé par le Laboratoire d'Astronomie de Marseille (LAM, UMR 7326) constitue un point focal sur la dynamique des galaxies et plus particulièrement de la matière noire. L'objectif est de permettre la cartographie de la dynamique et la distribution de la matière noire et de favoriser les échanges et collaborations entre scientifiques français et espagnols notamment sur les nouvelles technologies de spectrographes développées par le LAM et des partenaires industriels de la région (Winlight System basé à Aix en Provence) Le colloque s'adresse à un large public de spécialistes et de chercheurs et d'étudiants.

### 2 13th Franco-Italian Meeting on B Physics du 1er au 3 octobre 2018

Cet évènement organisé par le Centre de Physique des Particules de Marseille (CPPM, UMR 7346) est un colloque qui rassemble une soixantaine de physiciens impliqués dans des études expérimentales et / ou théoriques sur la physique des mésons B et, plus généralement, sur les derniers résultats et les problèmes urgents liés à la physique des saveurs. La réunion offre des opportunités et du temps pour les discussions informelles entre les participants, visant à favoriser les interactions entre eux, en particulier entre les théoriciens et les expérimentateurs.

L'objectif est de permettre aux chercheurs de présenter leurs travaux sur la physique des saveurs. À cette occasion seront réunis 90 participants et 60 intervenants avec une dimension internationale (Italie et Suisse). Cette rencontre est particulièrement opportune, compte tenu de l'abondance continue de nouvelles mesures par les expériences du Centre Européen de Recherche Nucléaire (CERN).

### 3 Fête de la Science de l'Arbois le 11 octobre 2018

Cet évènement organisé chaque année par le Centre Européen de Recherche et d'Enseignement en Géosciences de l'Environnement (CEREGE, UMR 7330) est une opération « phare » de l'évènement national

- journées du 21 au 23 novembre 2018

annuel de la Fête de la Science et aura lieu cette année sur le site du Technopole de l'Arbois.

La thématique du village des Sciences de l'Arbois 2018 est l'environnement et mobilisera un grand nombre de scientifiques avec un accueil personnalisé des scolaires. Les objectifs de cette édition sont l'éveil des scolaires aux problématiques de l'environnement, l'éveil à la démarche scientifique en proposant des ateliers ludiques au contact direct des chercheurs, le lien entre la science et l'innovation via le Technopole de l'Arbois.

Près de 300 personnes sont mobilisées et près de 1000 personnes attendues lors de cette journée qui aura lieu le 11 octobre 2018.

### 4 International consortium LISA du 5 au 7 novembre 2018

La mission LISA regroupe 3 satellites en orbites héliocentriques constituant une formation quasi-équilatérale et permettant, sans corrections orbitales, de mesurer avec une grande précision les ondes gravitationnelles. Ainsi, la mission LISA permettra de mesurer l'étirement et la compression de l'espace-temps et ainsi de mieux comprendre les événements cosmiques les plus violents de l'Univers.

Le Laboratoire d'Astronomie de Marseille (LAM, UMR 7326) avec la collaboration du laboratoire du Centre de Physiques et de Particules de Marseille (CPPM) organise un évènement international au Palais du Pharo constituant un moyen d'échange entre tous les scientifiques et ingénieurs Européens et Américains dans la perspective de faire avancer la définition scientifique et technique de la Mission LISA. Il est prévu près de 200 participants et la présence de grandes institutions étrangères (Italie, Espagne, Royaume Uni, Pays Bas, Allemagne, Etats Unis) dans le domaine du spatial dont les plus emblématiques comme la NASA (National Aeronautics and Space Administration) ou l'ESA (European Space Agency).

### 5 Connaissance négatives du 21 au 23 novembre 2018

- Cet évènement organisé par le Centre Gilles Gaston Granger (CGGG, UMR 7304) est un colloque international traitant de la négativité dans la philosophie du XX et XXIème siècles. Cet évènement aura lieu autour de 3 demi-

Les budgets de financement des huit évènements se présentent de la façon suivante:

- Subvention CNRS	600€
- Ville de Marseille	3 000€
- Métropole Aix-Marseille-Provence	3 500€
<b>Total</b>	<b>7 100€</b>

• **Northern skies Cosmic Flows du 18 au 21 septembre 2018 :**

• **13th Franco-Italian Meeting on B Physics du 1er au 3 octobre 2018**

- Droits d'inscriptions	5 000€
- Fonds propre CPPM	1 500€
- Ville de Marseille	3 000€
- Métropole d'Aix-Marseille-Provence	3 000€
<b>Total</b>	<b>12 500€</b>

• **Fête de la Science de l'Arbois le 11 octobre 2018**

- Labex OT-Med	3 240€
- Labex SERENADE	3 240€
- Dons, sponsors	200€
- CNRS communication	2 000€
- Métropole Aix-Marseille-Provence	7 500€
<b>Total</b>	<b>16 180€</b>

• **International consortium LISA du 5 au 7 novembre 2018**

- Droits d'inscription	18 060€
- Subvention CNES	20 000€
- Métropole Aix-Marseille-Provence	3 000€
<b>Total</b>	<b>41 060€</b>

• **Connaissance négatives du 21 au 23 novembre 2018**

- Droits d'inscriptions	780€
- Subvention AMU, CNRS, BQR SERENADE	3 660€
- Conseil Départemental 13	1 500€
- Métropole Aix-Marseille-Provence	1 500€
<b>Total</b>	<b>7 440€</b>

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention d'un montant de 18 500 euros à la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour l'organisation de ces évènements et par dérogation au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole avec effet rétroactif pour les manifestations qui se sont tenues avant le présent Bureau :

Northern skies Cosmic Flows du 18 au 21 septembre 2018	3 500€	49% du budget prévisionnel
13th Franco-Italian Meeting on B Physics du 1er au 3 octobre 2018	3 000€	24% du budget prévisionnel
Fête de la Science de l'Arbois le 11 octobre 2018	7 500€	46% du budget prévisionnel
International consortium LISA du 5 au 7 novembre 2018	3 000€	7% du budget prévisionnel
Connaissances négatives du 21 au 23 novembre 2018	1 500€	20% du budget prévisionnel



et d'approuver la convention y afférente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'avis de la Commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt des projets et des colloques portés par la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) en matière de promotion de l'activité et de la culture scientifiques et de valorisation des travaux de recherche.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont attribuées des subventions pour un montant total de 18 500 euros à la Délégation Provence Corse Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour l'organisation des colloques scientifiques suivants :

1. Northern skies Cosmic Flows du 18 au 21 septembre 2018
2. 13th Franco-Italian Meeting on B Physics du 1er au 3 octobre 2018
3. Fête de la Science de l'Arbois le 11 octobre 2018
4. International consortium LISA du 5 au 7 novembre 2018
5. Connaissances négatives du 21 au 23 novembre 2018

**Article 2 :**

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS).

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous politique B360 – chapitre 65 – nature 65738.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 032-4309/18/BM**

**■ Renouvellement d'adhésion à l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe et paiement de la cotisation 2018  
MET 18/8377/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE) est une association nationale, créée en 1951, qui regroupe aujourd'hui près de 1 200 collectivités territoriales (Régions, Départements, Métropoles, Villes, Communes et leurs groupements).

Elle est la section française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE), organisation européenne, qui rassemble plus de 150.000 collectivités territoriales en Europe. L'AFCCRE est par ailleurs membre de l'organisation mondiale de collectivités territoriales, Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), fondée lors du Congrès de Paris en mai 2004.

Les activités de l'AFCCRE s'articulent autour de deux grandes missions :

- La représentation et le lobbying territorial aux niveaux national, européen et international,
- Le conseil et l'accompagnement des collectivités territoriales dans le suivi des dossiers européens et internationaux et la mise en œuvre des politiques européennes au niveau local.

Les collectivités territoriales membres de l'AFCCRE acquittent une cotisation annuelle, calculée au prorata de leur population et selon un barème fixé par le Comité Directeur de l'association.

La Métropole Aix-Marseille-Provence compte 8 communes membres de l'AFCCRE : Marseille (membre fondateur en 1951), Plan-de-Cuques, Lançon Provence, La Roque d'Anthéron, Gémenos, Coudoux, Berre l'Etang et Aubagne.

La Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône sont également membres de l'AFCCRE. La Communauté Urbaine de Marseille avait quant à elle adhéré à l'AFCCRE en 2011.

La gouvernance de l'Association est assurée par un Comité directeur, qui élit en son sein un bureau et un(e) Président(e). Elle est présidée par Philippe LAURENT (Maire de Sceaux) qui a succédé, à l'occasion de son Assemblée Générale du 4 juillet 2017, à Alain JUPPE, Maire et Président de Bordeaux Métropole, ancien Premier Ministre.

L'adhésion à l'AFCCRE permet aux collectivités de s'engager dans une dynamique européenne, en participant aux activités européennes et internationales de l'association, et de bénéficier de l'ensemble des services offerts à ses membres :

1- Les formations pour les cadres et les élus sur les questions européennes :

L'AFCCRE a développé une offre de formation professionnelle « en intra » aux collectivités territoriales et leurs groupements, en lien avec l'évolution de leurs compétences et du cadre juridique de leurs interventions. L'AFCCRE disposant de l'agrément ministériel pour la formation des élus, l'ensemble de ces prestations peuvent bénéficier à un public de cadres administratifs ou d'élus. Les sessions peuvent couvrir l'ensemble des thématiques

européennes intéressant les Conseils intercommunaux, et sont co-construites avec les services et les élus en charge de ces questions.

L'AFCCRE contribue notamment à la professionnalisation des équipes et des services impliqués dans la mise en œuvre des programmes financés par les fonds européens structurels et d'investissement (les FESI), en particulier le fonds social européen. Depuis le début du processus d'élaboration des Programmes opérationnels 2014-2020, marqués des exigences renforcées de performance et des contraintes de gestion, l'AFCCRE a ainsi formé près de 1000 agents territoriaux, notamment au sein des Métropoles,

L'AFCCRE est également régulièrement sollicitée pour des formations « d'acculturation » et de sensibilisation des équipes et des élus au cadre institutionnel européen et aux grandes politiques européennes (concurrence et marché intérieur, environnement, politique sociale...).

L'AFCCRE a engagé, en 2016 dans le cadre d'un partenariat avec la Délégation à l'Action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) du Ministère des affaires étrangères et du développement international, un projet de formation des agents des collectivités en matière de financements européens liés à l'action extérieure.

2- L'accompagnement et l'appui dans la mise en œuvre des politiques locales :

- *Une expertise technique :*

L'AFCCRE réalise des missions de conseils afin d'accompagner les collectivités territoriales dans la définition et la réalisation d'actions en lien direct avec leurs compétences européennes. A titre d'exemple, L'AFCCRE fournit une expertise technique aux Conseils communautaires dans la sécurisation de leurs interventions au regard de la réglementation européenne (droit de la concurrence, droit du marché intérieur...).

L'AFCCRE assure en France la promotion de la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale. Elle facilite notamment les échanges de bonnes pratiques et la valorisation des politiques menées dans le domaine de l'égalité.

- *Une animation territoriale sur les questions européennes :*

De par sa connaissance des problématiques territoriales et son lien avec les autres niveaux de collectivités, L'AFCCRE se voit régulièrement confier des missions liées à l'animation territoriale auprès des porteurs de projet sur la programmation des FESI, auprès d'un public d'élus locaux ou d'acteurs du développement (interventions et animations de réunions).

S'agissant de l'information générale des acteurs locaux sur les questions européennes, l'AFCCRE propose également aux collectivités territoriales qui le souhaitent de leur apporter une aide dans l'organisation de réunions d'information sur les politiques européennes intéressant les territoires.

*- Une aide à la définition et la mise en œuvre d'initiatives territoriales de soutien aux échanges européens :*

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence compte 39 communes engagées dans des jumelages et partenariats. Par leur dimension grand public et par l'ouverture qu'ils impliquent, par les compétences et l'expertise qu'ils mobilisent, par les solidarités qu'ils engendrent, ces échanges offrent aujourd'hui des espaces qui favorisent une approche concrète des réalités européennes. Ils contribuent par ailleurs au rayonnement européen et à l'attractivité du territoire.

L'AFCCRE est à la disposition des collectivités territoriales et de leurs groupements qui souhaitent conforter l'action européenne des acteurs locaux et renforcer la dimension européenne des échanges en proposant un soutien à des projets portant sur des thématiques prioritaires ou à des échanges ou événements impliquant des publics prioritaires (jeunesse, lycéens...).

*- La veille et la diffusion d'information :*

En tant que membre de la plupart des différentes instances nationales ayant à traiter des questions européennes et nationales (CNDC, INCOPAP, groupes du CGET sur les FESI, SGAE) et via son réseau européen, le CCRE, L'AFCCRE dispose d'un accès privilégié aux informations liées aux politiques européennes.

L'AFCCRE réalise également pour ses membres des notes d'actualité, des notes d'analyse, ou des dossiers pédagogiques, qui permettent à ses membres d'anticiper un certain nombre d'évolution en matière de réglementation européenne ou d'avoir un point d'actualité sur un dossier européen ou international intéressant les collectivités.

L'AFCCRE publie également un certain nombre d'études et de publications qui permettent de mettre en valeur les initiatives européennes et internationales de ses membres.

L'AFCCRE met enfin à disposition des membres les études européennes de législation ou de politique comparées réalisées notamment par le CCRE, auxquelles elle contribue s'agissant de la situation en France.

3- La participation aux travaux politiques de l'Association

*- Les commissions de travail de l'AFCCRE :*

La qualité de membre de l'AFCCRE ouvre droit à participer à l'ensemble des commissions de travail de l'AFCCRE. Présidées par des élus, ces commissions rassemblent élus et techniciens, et offrent un lieu unique d'échange, de dialogue et de propositions sur les questions européennes entre collectivités territoriales de tout niveau. Les représentants de la Commission européenne, les membres du Parlement européen, des Ministères ou des représentants d'autres associations d'élus en Europe sont régulièrement sollicités pour y intervenir.

Sept commissions de travail ont été mises en place :

- La Commission Europe et Services publics locaux
- La Commission Cohésion territoriale
- La Commission Environnement et Développement durable
- La Commission Emploi et Inclusion sociale
- La Commission Echanges et partenariat
- La Commission Europe Coopération et Développement
- La Commission pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale

Elles se réunissent le plus souvent à Paris mais également à Bruxelles.

*L'Université européenne de l'AFCCRE :*

Chaque année, l'AFCCRE organise une Université européenne à laquelle peuvent participer les cadres et les élus des collectivités territoriales membres. Cette Université alterne sessions politiques plénières, forums de discussion et ateliers de formation et permet aux participants d'échanger et d'approfondir leur connaissance des enjeux européens pour les collectivités territoriales. La Ville de Marseille a accueilli l'édition 2015 de l'Université.

Le présent rapport vise à approuver le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Française du Conseil des Communes

et des Régions d'Europe et à autoriser le paiement de la cotisation d'un montant de 10.000 euros, au titre de l'année 2018.

La cotisation annuelle est calculée au prorata de la population et selon un barème fixé par le Comité Directeur de l'association. La population prise en compte pour le calcul de la cotisation est celle qui correspond à la population totale de la structure intercommunale, déduction faite de la population des communes qui, au sein de cette structure intercommunale, sont déjà membres de l'AFCCRE. L'application stricte de ce mode de calcul aurait dû conduire le nouveau territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à verser un montant de cotisation annuelle de 35.540 euros.

Cependant, au regard du caractère exorbitant de ce montant, il a été décidé d'un commun accord avec le Comité Directeur de l'AFCCRE de prévoir un abattement de 25.540 euros, ramenant ainsi le montant annuel de cotisation à un niveau plus acceptable et cohérent au regard des différents apports d'une participation à ce réseau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération 001-1281/16/CM portant sur l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'AFCCRE.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le développement et le rayonnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence passe par l'inscription de cette dernière dans les réseaux européens de collectivités, dont fait partie l'AFCCRE ;

- Qu'il est essentiel pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de confirmer son intégration à ces réseaux, à l'influence reconnue et dans lesquels se retrouvent l'ensemble des collectivités nationales et européennes qui comptent, permettant ainsi d'appuyer la construction d'une vraie stratégie d'influence au niveau national et européen et contribuant à développer les possibilités de diversification de sources de financement pour les projets de la Métropole ;
- Qu'il est important pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de confirmer son adhésion à une association regroupant plusieurs de ses communes, parmi lesquelles Marseille qui en est l'un des membres fondateurs ;
- Que le montant de la cotisation à verser par la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de l'année 2018 tient compte d'un abattement consenti par le Comité exécutif de l'AFCCRE.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion à l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe ainsi que le versement de la cotisation annuelle au titre de l'année 2018 d'un montant de 10.000 euros.

##### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires au paiement de cette cotisation sont inscrits au budget principal de la Métropole, fonction 051 nature 6281 sous politique B340.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 033-4310/18/BM**

##### **■ Approbation d'une convention-cadre de partenariat 2018-2021 avec Electricité De France (EDF) MET 18/7964/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Impliqués fortement dans le développement du territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Groupe EDF possèdent des intérêts communs qui se sont déjà manifestés au travers de nombreuses collaborations.

C'est dans le cadre de cette mobilisation respective et convergente que tous deux ont décidé de se rapprocher afin de croiser et fertiliser, dans une convention cadre qui fixe leur partenariat sur la période 2018-2021, l'ensemble de leurs actions conjointes et au contenu tourné essentiellement vers l'innovation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence référente sur son territoire en matière de schémas métropolitains de développement économique, mais aussi pour l'immobilier et le foncier économique, l'aide à la création et à la reprise des entreprises, l'animation territoriale et la promotion internationale, l'attractivité et le marketing du territoire, la Métropole est également compétente en matière de définition et mise en œuvre des grands schémas directeurs de cohérence territoriale, de transports et de mobilité, de voirie, d'habitat, de développement urbain, d'environnement, d'énergie ainsi que des programmes de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et aux programmes de recherche mais encore des dispositifs contractuels de développement local et d'insertion par l'activité économique.

En matière d'énergie particulièrement, la loi transition énergétique pour la croissance verte (TECV) affirme le rôle de coordination de la Métropole. C'est pourquoi elle est chargée de l'élaboration du Plan Climat Air-Energie-Climat Métropolitain (PCAEM) qui est l'outil métropolitain de coordination et de mise en œuvre des actions en matière de transition énergétique et climatique.

Ce PCAEM définira, pour son volet énergie, les actions qui permettront à la Métropole de contribuer à l'atteinte de l'objectif fixé par la loi porter les énergies renouvelables à 32 % de la consommation finale en 2030.

Elle a aussi la compétence de gestion des réseaux d'énergie. Elle initie par conséquent, avec l'ensemble des acteurs du territoire, une stratégie globale et transversale des réseaux et de la production d'énergie.

Récemment constituée, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite entretenir et amplifier sa dynamique économique au service de la croissance et au-delà. Certaines faiblesses structurelles, telles que l'inégalité d'accès aux ressources (emploi, logement, culture, transports, éducation) ou le taux de chômage élevé, l'obligent à définir une stratégie plus ambitieuse favorisant un développement économique soutenu, équilibré et durable, au service d'un objectif prioritaire : la conquête de l'emploi pour tous.

A cette fin, Aix-Marseille-Provence dispose de tout le potentiel nécessaire pour devenir une des métropoles les plus compétitives et attractives d'Europe et

s'imposer comme « le » territoire privilégié pour innover et entreprendre de l'Europe du sud.

Le Groupe EDF, un des leaders sur le marché de l'énergie en Europe, est un énergéticien intégré, présent, notamment par l'intermédiaire de ses filiales, sur l'ensemble des métiers de l'énergie : la production, le transport, la distribution, le négoce et la vente. En France, il participe à la fourniture d'énergies et de services de près de 30 millions de clients.

Le Groupe EDF est notamment composé de filiales opérationnelles spécialisées, avec en particulier Citelum pour l'éclairage, Sodetrel dans la mobilité électrique, Dalkia pour les solutions énergétiques locales : réseaux de chaleur et performance énergétique des bâtiments, Tiru sur la valorisation énergétique des déchets, EDF EN pour les projets éoliens ou les fermes photovoltaïques, EDF ENRS pour les projets solaires en toiture.

Avec plus de 735 M€ (2017) confiés aux entreprises de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dont la grande majorité aux entreprises situées sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et plus de 7700 collaborateurs et plus de 400 alternants (EDF SA + Enedis + Dalkia + Citelum + EDF EN), le Groupe EDF a un rôle majeur à jouer dans la transition énergétique et le développement économique.

Premier producteur d'électricité mais aussi premier producteur d'énergie renouvelable, de façon durable de la région Sud, le Groupe EDF accompagne ses clients dans leur propre transition énergétique : ses clients particuliers mais aussi les collectivités locales et les entreprises. A chacun de ces acteurs, EDF et ses filiales veulent proposer des solutions énergétiques performantes dans les domaines situés à l'interface de l'électricité et des nouveaux modes de vie (ville durable, smartgrids, smart home, mobilité électrique, éclairage public, ...).

EDF qui place l'innovation au cœur de sa stratégie œuvre à renforcer ses relations avec les entreprises innovantes de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour faciliter les avancées communes et contribuer au développement de filières industrielles d'excellence, créatrice de valeur sur le territoire, en particulier avec le programme une Rivière un Territoire, le projet Henri Fabre, sa contribution à la réussite du programme Flexgrid.

Globalement, EDF souhaite s'affirmer comme l'énergéticien de référence pour les métropoles bas carbone.

Au vu de leur ambition et objectifs partagés, le partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le groupe EDF se déclinera en priorités communes, actions et moyens qui s'articuleront autour de cinq orientations prioritaires :

- S'affirmer comme une Métropole compétitive
- Devenir une Métropole attractive

- Développer une Métropole facilitant l'entrepreneuriat
- Soutenir la Métropole en tant qu'acteur de l'innovation
- Construire une Métropole solidaire

Toutes ces actions sont déclinées de la Stratégie de développement économique de la Métropole telle que détaillée dans l'Agenda du Développement Economique et approuvé par le Conseil Métropolitain du 30 mars 2017

Les engagements respectifs des Parties pourront être précisés ultérieurement dans des conventions particulières.

La présente convention-cadre et les conventions particulières excluent l'affectio societatis et toute assimilation directe ou indirecte à une société qu'elle qu'en soit la forme.

En raison de son contenu, axé en grande partie sur l'innovation, nécessitant de s'inscrire dans la durée pour obtenir et concrétiser des résultats, il s'établit pour une durée de 3 ans.

Les Parties s'engagent à privilégier les actions à forts impacts avant 2021.

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la convention de partenariat entre la Métropole et EDF.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La délibération ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole relative à l'approbation de l'Agenda de Développement Economique Métropolitain.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de développement économique ;
- Que l'Agenda de Développement Economique Métropolitain constitue la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que la stratégie de développement menée par Electricité de France s'inscrit dans les différents objectifs et axes de l'Agenda de Développement Economique Métropolitain ;
- Qu'il est nécessaire de mettre en cohérence la stratégie de développement économique de la Métropole et celle d'Electricité de France relevant d'un intérêt commun et s'inscrivant dans les objectifs et axes de l'Agenda de Développement Economique Métropolitain ;
- Que dans ce contexte, il convient d'approuver une convention cadre de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Electricité de France pour les années 2018-2021.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention-cadre de partenariat 2018-2021, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Electricité de France, pour les années 2018-2021.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention de partenariat et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

## **Commission "Emploi, Formation professionnelle, Insertion"**

\*\*\*\*\*

**EMP 001-4311/18/BM**

**■ Programme Opérationnel National Fonds Social  
Européen (PON FSE 2014-2020) - Approbation des  
opérations retenues pour la période de  
programmation 2018-2020  
MET 18/8241/BM**

Madame la Présidente de la Métropole  
Aix-Marseille-Provence sur proposition du  
Commissaire Rapporteur soumet au  
Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En sa qualité d'organisme intermédiaire, la Métropole assure pour la période 2018-2020 la gestion et le contrôle d'une subvention globale de Fonds Social Européen (FSE) d'un montant de 14 417 420,06€ pour un coût total éligible de 28 834 840,12 € dédiée à l'emploi et l'inclusion active sur le territoire métropolitain.

Mobilisée sur l'axe 3 du programme opérationnel national FSE 2014-2020 « lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion », cette subvention globale doit permettre de poursuivre trois objectifs spécifiques :

- Augmenter le nombre de parcours d'accompagnement des personnes en vue de leur insertion (cibles attendues pour la période 2018-2020 : 11 115 inactifs et 1 160 chômeurs),
- Contribuer à mobiliser les employeurs et les entreprises dans les parcours d'insertion,
- Développer les projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion.

Les crédits opérationnels visent à soutenir des projets en faveur de l'emploi et de l'inclusion, selon trois orientations :

- augmenter le nombre de parcours intégrés d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi en appréhendant les difficultés rencontrées de manière globale, (Objectif Spécifique 1).

Il s'agit d'actions d'accompagnement renforcé, individualisé et de proximité des participants, en amont jusqu'à la sortie définitive du parcours d'insertion. Sont concernées, les actions visant à identifier les freins périphériques des personnes en parcours d'insertion par des diagnostics partagés, permettant de proposer différentes étapes

:

constitutives du parcours (opérations visant à lever les freins socioprofessionnels à l'emploi).

- mobiliser les employeurs et les entreprises dans les parcours d'insertion, (Objectif Spécifique 2).

Ces actions visent à une mobilisation renforcée des employeurs permettant de faciliter l'accès des publics à davantage de choix professionnels et d'opportunités d'emploi (nouvelles pratiques de collaboration avec les employeurs, soutien aux nouvelles formes d'organisation du travail, définition d'approches et méthodes pour identifier les employeurs volontaires et les mobiliser dans le cadre des parcours d'insertion). Les actions visant au développement de la responsabilité sociale des entreprises pourront également être financées, visant à renforcer la coopération avec les milieux économiques et à créer de nouvelles opportunités d'emploi.

- développer des projets de coordination et d'animation en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire. (Objectif Spécifique 3).

Ces actions visent à améliorer et optimiser les stratégies territoriales d'insertion afin notamment de rendre plus lisible l'offre d'insertion. L'objectif est également de penser collectivement la gouvernance et le contenu de l'offre d'insertion sur le territoire. Il s'agit de proposer une ingénierie et une animation territoriale permettant d'organiser et de construire des parcours vers l'emploi durable.

La sélection des opérations pouvant faire l'objet d'un financement FSE passe par des appels à projet lancés pour chaque objectif spécifique. Trois appels à projet ont donc été publiés le 30 janvier 2018.

A la suite d'une instruction menée par les services compétents de la Métropole, 21 opérations concourant au développement de l'emploi et favorisant les parcours vers l'insertion professionnelle durable ont été sélectionnées.

Pour chacune de ces opérations, l'instruction a permis d'arrêter le coût total éligible des activités retenues ainsi que le montant de la subvention FSE correspondante, calculée sur la base du coût total éligible.

Ces montants figureront dans la convention d'attribution de la subvention FSE qui sera signée par la Métropole Aix-Marseille-Provence et les structures porteuses des opérations sélectionnées. Suite à la signature de la convention, il sera proposé de verser une avance aux structures porteuses calculée sur la base de la subvention FSE attribuée.

Les opérations sélectionnées et les montants attribués sont les suivants

Nom de l'opération	Organisme bénéficiaire	Coût total éligible de l'opération	Subvention FSE attribuée	Avance proposée
<b>Objectif spécifique 1</b>				
Accompagnement à l'emploi du PLIE MP Centre 2018-2020	Emergence(s) Compétences Projets	6 440 275,00 €	3 220 137,00 €	644 027,40 €
Mise en œuvre des parcours intégrés d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi dans le cadre du dispositif PLIE du Pays d'Aix	CT2 - Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du pays d'Aix	2 926 232,25 €	1 463 116,12 €	292 623,22 €
Mise en œuvre d'un accompagnement renforcé et individualisé dans le cadre du PLIE du Pays de Martigues	CT6 - Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du pays de Martigues	1 368 318,81 €	684 159,81 €	136 831,96 €
Accompagnement à l'emploi du PLIE MP Ouest	PLIE MPM OUEST	1 199 882,55€	596 882,55€	119 376,51 €
Accompagnement à l'emploi du PLIE MP EST	CIOTAT EMPLOI INITIATIVES	1 208 064,71€	504 294,71€	100 858,94 €
PLIE Istres Ouest Provence - Construction parcours de retour à l'emploi	Réussir Provence	3 427 196,87 €	1 712 659,19 €	342 531,84 €
JOB ACADEMY	FACE SUD PROVENCE	60 742,72 €	30 371,36 €	9 111,41 €
<b>Objectif spécifique 2</b>				
Mobilisation renforcée des employeurs facilitant l'accès à l'emploi des personnes en difficulté et mise en œuvre des clauses sociales d'insertion	CT2 - Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du pays d'Aix	1 327 604,50 €	663 802,25 €	132 760,45 €
Mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion; mise en œuvre des clauses sociales au sein du conseil de territoire 3	CT 3 Métropole Aix Marseille Provence Territoire du Pays Salonais	100 294,80 €	50 147,40 €	10 029,48 €



Mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion, le Lab'emploi et la mise en œuvre des clauses sociales au sein du conseil de territoire 4	CT4 - Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du pays d'Aubagne et de l'étoile	286 350,00 €	143 175,00 €	28 635,00 €
Relations entreprises et ingénierie	PLIE MPM OUEST	450 900,63 €	200 700,63 €	40 140,13 €
Mobilisation des entreprises dans les parcours d'insertion	CT6 - Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du pays de Martigues	296 114,31 €	148 055,31 €	29 611,06 €
PLIE Istres Ouest Provence - Médiation emploi	Réussir Provence	1 069 952,19 €	534 976,10 €	106 995,22 €
Animation et mobilisation des entreprises - animation des clauses sociales	CIOTAT EMPLOI INITIATIVES	319 155,29 €	136 371,29 €	27 274,26 €
Ingénierie et développement du PLIE MP Centre 2018-2020	Emergence(s) Compétences Projets	2 320 231,01 €	1 160 116,00 €	232 023,20 €
Prospection et relations Entreprises du PLIE MP Centre 2018-2020	Emergence(s) Compétences Projets	1 197 032,00 €	598 516,00 €	119 703,20 €
Développement et mise en œuvre des clauses sociales dans les marchés publics et privés	MAISON DE L'EMPLOI Ouest Provence	356 735,60 €	178 335,60 €	35 667,12 €
<b>Objectif spécifique 3</b>				
Animation du PLIE MP Centre 2018-2020	Emergence(s) Compétences Projets	1 684 986,00 €	842 493,00 €	168 498,60 €
Développement des projets de coordination de l'offre d'insertion dans le champ de l'ESS	CT2 - Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays d'Aix	267 807,40 €	133 903,71 €	26 780,74 €
Animation du PLIE et de la stratégie territoriale	PLIE MPM OUEST	356 767,64 €	178 767,64 €	35 753,53 €

Animation territoriale du PLIE MP EST	CIOTAT EMPLOI INITIATIVES	470 546,00 €	234 950,00 €	46 990,00 €
<b>Total</b>		<b>27 135 190,28 €</b>	<b>13 415 930,67 €</b>	<b>2 686 223.27 €</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;
- Le règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;
- Le Programme Opérationnel National FSE 2014-2020 ;
- Le décret n°2002-633 du Premier ministre du 26 avril 2002 instituant une commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations

cofinancées par les fonds structurels européens, modifié par le décret n° 2003-1088 du 18 novembre 2003 ;

- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014, relatif à la gestion de tout ou partie des Fonds Européens pour la période 2014-2020 ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° EMP 006-482/16/BM du Bureau de la Métropole du 30 juin 2016 portant autorisation accordée au Président de la métropole Aix-Marseille Provence à solliciter les fonds européens ;
- La délibération n° EMP 003-2736/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant la demande d'accréditation de la métropole en tant qu'Organisme Intermédiaire de gestion et de contrôle du FSE pour les années 2018-2020 ;
- La délibération n° ECO 021-14/12/17 BM du 14 décembre 2017 approuvant la subvention globale FSE 2018-2020 de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Les appels à projets FSE Objectif Spécifique 1, Objectif Spécifique 2 et Objectif Spécifique 3 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseil de Territoire.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- L'inscription de l'inclusion active comme une des priorités fondamentales de l'Union Européenne au titre de la stratégie UE 2020 ;
- L'éligibilité au FSE des projets présentés et instruits suite aux appels à projet, publiés le 30 janvier 2018, ainsi que leur adéquation avec les priorités métropolitaines en matière

d'emploi, d'insertion et de développement économique.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées les opérations sélectionnées dans le cadre des appels à projets pour la période 2018-2020 au titre de la gestion de subvention globale pour un coût total éligible de 27 135 190,28 euros dont 13 415 930,67 euros de part FSE.

### **Article 2 :**

Sont approuvées les avances de subventions FSE à verser aux porteurs des opérations conventionnées.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les conventions et avenants attributifs de subventions FSE ainsi que tout document afférent pour les opérations sélectionnées.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **EMP 002-4312/18/BM**

### **■ Approbation d'une convention de partenariat avec Pôle Emploi MET 18/8242/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Malgré un contexte économique favorable, le territoire de la Métropole se caractérise toujours par une demande d'emploi essentiellement jeune (12%) et seniors (25%) avec un faible niveau de qualification, ne permettant pas de répondre aux besoins de main d'œuvre qualifiée nécessaires au soutien et aux enjeux du développement économique du territoire.

Si le retour à l'emploi s'intensifie pour les personnes inscrites depuis peu de temps comme demandeurs d'emploi, la reprise économique ne bénéficie pas aux demandeurs d'emploi les plus éloignés du marché du travail et on observe une forte augmentation du chômage de longue durée (+11,6 pts sur un an et de très longue durée) (+20,1 pts sur un an).

Pour autant, fort de plus de 200 000 entreprises et d'un taux de création d'activité élevé, on compte plus de 730.000 emplois confortant l'idée que le territoire métropolitain dispose d'atouts pour devenir un des

territoires les plus compétitifs, notamment au regard de ces potentiels en matière d'emploi.

Dans ce contexte, la Métropole Aix-Marseille-Provence ambitionne un développement économique destiné à faciliter l'accès à l'emploi et l'inclusion sociale notamment des populations les plus fragiles, et de soutenir les initiatives et les acteurs favorisant cet objectif d'équilibre territorial.

Dans le cadre de la promotion de ses ressources humaines, la Métropole a la volonté de travailler avec l'ensemble des acteurs de l'emploi et de l'insertion, dont un des acteurs incontournables est Pôle emploi.

Cette convention propose de décliner les coopérations concrètes entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Pôle emploi en cohérence avec les orientations du Schéma directeur de l'Insertion, de l'Emploi et de l'Economie Sociale et Solidaire, ainsi que du Plan d'actions métropolitain pour le développement économique et les orientations stratégiques de Pôle emploi.

Elle intègre les partenariats existants et efficaces avec les acteurs territoriaux de l'emploi dès lors qu'ils se situent à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence et s'appuie sur les engagements de Pôle emploi pour les quartiers prioritaires. Cette convention veille au maillage sur l'ensemble du territoire métropolitain et à la continuité des dispositifs et actions déployés par les partenaires.

Cette convention porte principalement sur 3 axes, à savoir, celui de partager l'information et mieux se connaître, celui de coopérer pour le développement économique et l'emploi ainsi que de mieux coordonner les parcours et favoriser les actions innovantes.

De nombreux dispositifs, portés par des structures d'accompagnement à l'emploi tel que les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) ou les Missions Locales permettent le rapprochement de l'offre et de la demande d'emploi sur le territoire métropolitain. La proximité de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec les acteurs du monde économique démontre notre volonté d'être un acteur majeur dans l'impulsion de projets innovants.

La convention présentée a pour objectif de mutualiser les offres de services pour une meilleure déclinaison territoriale, dans le but d'améliorer les conditions d'accès des demandeurs d'emploi aux dispositifs œuvrant dans le champ de l'accès réussi à l'emploi.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec Pôle emploi.

Cette convention est sans incidence financière.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **EMP 003-4313/18/BM**

#### **■ Approbation d'une convention de partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence concernant le projet "Tandem-Hub Mentorat"**

#### **MET 18/8243/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence peut devenir une des Métropoles les plus compétitives, notamment au regard de ses potentiels en matière d'emploi. Dans ce contexte, la Métropole ambitionne un développement économique destiné à faciliter l'accès à l'emploi et l'inclusion sociale notamment des populations les plus fragiles, et de soutenir les initiatives et les acteurs favorisant cet objectif d'équilibre territorial.

Dans le cadre de la promotion de ses ressources humaines, la Métropole a la volonté de faire travailler les acteurs de l'emploi et de l'insertion avec les acteurs de l'économie et les chefs d'entreprise. Dans le cadre de son Schéma directeur Emploi, Insertion et Economie sociale et solidaire, la Métropole promeut et développe des actions auprès des entreprises et organise des actions de partenariat avec des entreprises volontaires pour leur permettre de s'engager en faveur de l'emploi.

De nombreux dispositifs, portés par des structures d'accompagnement à l'emploi, tels que les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) ou les Missions Locales, permettent le rapprochement de l'offre et de la demande d'emploi sur le territoire métropolitain. La proximité de la Métropole avec les acteurs du monde économique démontre notre volonté d'être un acteur majeur dans l'impulsion de projets innovants.

Parmi ces projets, les actions de mentorat permettent une insertion professionnelle de qualité, créant un environnement propice aux demandeurs d'emploi dans leur démarche de retour à l'emploi. Avec un pourcentage de retour à l'emploi qui avoisine les 70%, les actions de mentorat permettent de créer une relation de proximité entre un demandeur d'emploi (mentoré) et une entreprise volontaire (mentor) ; le mentor mettant à la disposition du mentoré son savoir, ses connaissances en matière de compétences professionnelles et/ou son expérience.

Le mentorat est par conséquent un gage de réussite, participant de fait à la réduction des inégalités pour les populations n'ayant pas accès à une insertion professionnelle par le marché classique de l'emploi. Il apparaît donc comme une initiative cohérente, facteur d'intégration professionnelle.

La convention présentée est une déclinaison sur la thématique emploi et insertion de la convention cadre Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence (CCIMP) signée le 20 janvier 2017 et sa convention d'application du 9 février 2017.

La convention a pour objectif la mise en œuvre du projet « Tandem – Hub Mentorat », visant à favoriser le rapprochement des entreprises adhérentes à la CCIMP et les structures d'accompagnement à l'emploi pour une mise en relation type « parrainage ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération ECO 012-1558/17/BM du Bureau de la Métropole du 9 février 2017 portant approbation de la convention cadre entre la Métropole et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention à la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence d'un montant global de 50.000 euros pour la réalisation du projet Tandem – Hub Mentorat.

### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget fonctionnement 2018 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**EMP 004-4314/18/BM**

**■ Approbation d'une convention d'objectifs et de moyens "Agir pour l'Emploi" avec la Mission Locale du Pays Salonais et la Mission Locale Est-Etang de Berre - Année 2018  
MET 18/7138/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du Conseil Communautaire n°033/09 du 23 mars 2009, l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolé Provence » a autorisé la signature d'une convention d'objectifs et de moyens avec la Mission Locale du Pays Salonais et la Mission Locale Est-Etang de Berre pour une durée de trois ans.

Cette convention se déclinait chaque année en plans d'actions annuels, qui ont permis notamment l'organisation de forums emploi favorisant la rencontre directe entre des demandeurs d'emploi et des entreprises en période de recrutement.

Des actions découvertes des métiers ou de secteurs d'activité ciblés étaient également prévues.

Cette convention a été renouvelée en 2012 pour 3 ans par délibération communautaire n°222/11 du 12 décembre 2011, puis en 2015 pour un an par délibération communautaire n°248/14 du 17 novembre 2014, ainsi qu'en 2016 par délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°003-365/16/BM du 30 juin 2016 et en 2017 par une délibération du Conseil de Territoire n°02/17 du 6 février 2017.

La convention d'objectifs arrivant à terme, il convient aujourd'hui de procéder à son renouvellement pour l'année 2018.

Cette convention a pour objet d'apporter un soutien financier et matériel aux deux Missions Locales du territoire, afin qu'elles :

- développent l'offre de services appui et conseil aux entreprises,
- œuvrent pour un rapprochement du public demandeur d'emploi et desdites entreprises,
- favorisent la connaissance des secteurs économiques locaux ainsi que la découverte des métiers et des formations existantes,
- accompagnent également les créateurs d'entreprise et qu'elles luttent pour l'égalité des chances femmes/hommes.

Pour cela les Missions Locales mettent en œuvre tous les outils à leur disposition et notamment, organisent des forums emploi généralistes ou thématiques.

Aussi, afin de permettre aux Missions Locales de poursuivre leurs objectifs sur le Territoire du Pays Salonais regroupant les communes d'Alleins, Aurons, Berre-l'Étang, Charleval, Eyguières, La Barben, La

Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pelissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues, pour l'année 2018, il est proposé le versement d'une participation financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence identique à celle qui était versée les années précédentes par l'ex Communauté d'Agglomération Agglopo Provence soit 95 000 euros, répartie selon les modalités suivantes :

- 34 000 euros pour la Mission Locale Est-Etang de Berre,
- 61 000 euros pour la Mission Locale du Pays Salonais.

Conformément à l'article L 2131-11 du CGCT, il est précisé que M. Serge Andréoni et M. Didier Khelfa ne prennent pas part au vote.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2311-7 et l'article L 2131-11 ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations du 25 avril 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 8 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention globale de 95 000 euros à la Mission Locale du Pays Salonais et à la Mission Locale Est Etang de Berre, répartie entre elles selon les modalités :

- 34 000 euros pour la Mission Locale Est-Etang de Berre,
- 61 000 euros pour la Mission Locale du Pays Salonais.

##### **Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens ci-annexée « Agir pour l'emploi » 2018 à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les Missions Locales précitées.

##### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **EMP 005-4315/18/BM**

#### **■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association WIMOOV et paiement de la cotisation 2018 MET 18/8244/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est forte d'atouts pour devenir une des Métropoles les plus compétitives, notamment au regard des potentiels en matière d'emploi. Dans ce contexte, la Métropole ambitionne un développement économique destiné à faciliter l'accès à l'emploi et l'inclusion sociale notamment des populations les plus fragiles, et de soutenir les initiatives et les acteurs favorisant cet objectif d'équilibre territorial.

Au moment où la Métropole se destine à faire de son territoire un lieu de performance économique, elle doit pouvoir concilier un développement équilibré de son

territoire avec la préoccupation de la solidarité pour devenir également un lieu de performance sociale.

La mobilité apparaît comme un des premiers éléments déterminants dans la réussite du parcours d'insertion, voire un facteur clé d'insertion et d'accès réussi à l'emploi. En effet, un des premiers freins d'accès à l'emploi pour un public en insertion, porte sur des problèmes liés à la capacité de se déplacer d'un point de vue géographique et économique, en raison de son coût, notamment mais également du point de vue des freins psychosociaux qui conditionnent la perception du territoire et de son usage. Par ailleurs, on constate qu'un certain nombre d'employeurs rencontrent des difficultés de recrutement ou même renoncent à pourvoir un emploi à cause de difficultés liées à la mobilité dans des secteurs d'activité comme celui de l'aide à domicile notamment.

Compte tenu du public en difficulté d'insertion sociale et professionnelle, la mobilité doit s'appréhender à la fois comme l'apport de réponses financières et matérielles mais également de réponses pédagogiques, d'information et de conseils, de sorte que, sur le territoire métropolitain, puissent coexister, à côté de l'accompagnement individualisé à l'emploi, en particulier dans le cadre des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des dispositifs d'accompagnement à la mobilité des publics précaires, présentant l'autonomie en matière de mobilité comme le gage d'une insertion socioprofessionnelle réussie.

La mobilité ressort donc comme un des facteurs majeurs de l'intégration sociale et la Métropole souhaite agir en faveur d'une mobilité inclusive, accessible à tous et gage d'une insertion sociale et professionnelle réussie.

L'association WIMOOV est une association chargée d'accompagner tous les publics en situation de fragilité vers une mobilité durable et autonome en présentant des solutions adaptées aux personnes et aux territoires pour que la mobilité ne soit plus un frein à l'insertion professionnelle.

L'association WIMOOV est un acteur national dans le domaine de la mobilité depuis quasiment 20 ans, ce qui lui a permis d'acquérir une expertise reconnue dans le traitement des problématiques de mobilité des publics fragiles et ce, sur des territoires différents : urbains, péri-urbains et ruraux. En 2018, elle porte 27 plateformes de mobilité sur l'ensemble du territoire français avec 109 salariés qui accompagnent chaque année 11 000 personnes.

WIMOOV développe, depuis 2007, une plateforme de mobilité sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et a accompagné depuis sa création près de 7 000 personnes rencontrant des difficultés de mobilité dans leur insertion socioprofessionnelle.

La plateforme de mobilité est un lieu d'accueil et d'accompagnement, qui propose un système de solutions de mobilité, qu'elles soient matérielles (mise à disposition

ou aide à l'achat de véhicules, garages solidaires) ou pédagogiques (ex : formation, coaching mobilité ou conseil en mobilité individualisé), intégré aux moyens présents du territoire et adapté aux besoins de tous les publics en situation de fragilité.

Elle constitue un guichet unique permettant de faciliter et d'accélérer la prise en charge des publics et d'améliorer la visibilité des actions mobilité du territoire pour les publics et les partenaires (prescripteurs et financiers), dans une optique d'accès à l'emploi mais aussi de développement d'une mobilité durable et plus douce (intermodalité, promotion des transports en commun).

WIMOOV affirme sa volonté de pouvoir faire perdurer ses activités sur ses territoires d'intervention et de développer ses activités sur des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence non desservis par des actions de mobilité inclusive.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ENV 011-1453/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association WIMOOV
- La délibération n° EMP 010-2902/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association WIMOOV et paiement de la cotisation 2017

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Délibère

### Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion à l'association WIMOOV au regard de son objet social et le paiement de la cotisation 2018 d'un montant de 20 000 euros.

### Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de fonctionnement 2018 de la Métropole - Sous-politique E 120 - Fonction 65 - Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **EMP 006-4316/18/BM**

### **■ Attribution d'une subvention à l'association France Active PACA - Approbation d'une convention MET 18/8615/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose de réels atouts pour devenir une des métropoles les plus compétitives, notamment au regard des potentiels en matière d'emploi, qui apparaît encore de nos jours, comme une de ses faiblesses. La stratégie de développement économique soutenu et équilibré, au service de l'emploi de ses habitants, doit être maintenue et renforcée, notamment au regard de grands enjeux à plus ou moins long terme, tels que la création d'emplois sur le territoire métropolitain, un développement économique plus équilibré et la promotion d'un entrepreneuriat innovant. L'emploi sur le territoire métropolitain est l'un des sujets majeurs qui doit marquer le rôle important que la Métropole entend jouer dans le développement économique et social des territoires qui la composent, en prenant appui sur l'expertise des différents acteurs publics et privés.

À ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a pour compétence la mise en œuvre des orientations stratégiques dans le cadre des politiques d'inclusion auprès de publics en grande fragilité et en situation d'exclusion professionnelle.

Dans ce contexte, la Métropole Aix-Marseille-Provence ambitionne un développement économique destiné à faciliter l'accès à l'emploi et l'inclusion sociale notamment des populations les plus fragiles, et de soutenir les initiatives et les acteurs favorisant cet objectif d'équilibre territorial. En effet, des enjeux existent en matière d'économie sociale et solidaire en tant que redéploiement

de nouveaux modèles économiques, qui, avec l'ensemble des acteurs de l'économie de proximité représentent de nombreux emplois et entreprises, tous secteurs confondus. La promotion des emplois et des entreprises de ce secteur doivent être accompagnées, notamment en facilitant l'accès aux offres de services du système bancaire classique, et les soutenir dans la communication et la diffusion de leurs activités répondant à des besoins peu ou pas satisfaits dans le système de l'économie traditionnelle.

L'association France Active Provence-Alpes-Côte d'Azur (Économie Solidaire et Insertion Active), a été créée en 2002 par l'État, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Caisse des Dépôts et Consignations et France Active. Elle a pour mission, d'une part, d'expertiser, de financer et d'accompagner les projets des créateurs de petites entreprises et des entrepreneurs de l'Économie Sociale et Solidaire ou engagés dans des démarches de Responsabilité Sociétale des Entreprises et, d'autre part, d'accompagner par une offre de services adaptée, la mutation économique des employeurs associatifs, notamment d'emplois aidés.

France Active PACA s'inscrit pleinement dans le développement économique du territoire métropolitain, en mettant la finance citoyenne au service des jeunes créateurs et créatrices, des femmes, des demandeurs d'emploi, des bénéficiaires de minima sociaux, des structures associatives ou d'insertion, des coopératives ou encore des entrepreneurs de l'économie collaborative ou d'insertion.

De ce fait, France Active PACA participe directement à la viabilité des entreprises, particulièrement celles relevant de l'économie sociale et solidaire.

En effet, la crise économique et sociale fragilise les modèles traditionnels, tout en favorisant l'émergence de nouvelles formes d'entrepreneuriat, plus solidaires, plus responsables.

En 2017, l'activité auprès des structures de l'ESS de la Métropole est significative : France Active PACA a accompagné près de 150 projets (100 sur le DLA, 20 avec CEDRE et 16 en SOS), assuré le suivi de financement de 69 structures et financé 20 projets d'ESS pour lesquels elle a engagé 675 000 € de financements (sur 118 instruits). En 2018, les objectifs sont supérieurs, notamment sur le DLA.

France Active PACA offre aux financements publics un effet de levier significatif de fonds privés : dotée d'un budget annuel de 2 579 000 €, France Active PACA réinjecte sur le territoire régional 8 000 000 € /an d'origine privée, sous forme de prêts bancaires garantis et de prêts en direct, dont 3 500 000 € sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

C'est ainsi que France Active PACA entend renforcer sa contribution à l'emploi et aux territoires et favoriser une finance citoyenne en s'adressant non seulement aux



entrepreneurs fragilisés par la crise et aux structures de l'économie sociale, qui doivent faire évoluer leur modèle économique, mais aussi aux entrepreneurs d'un nouveau genre, ancrés dans leur territoire et dont les aspirations ne sont plus seulement financières mais aussi solidaires. L'objectif étant de consolider les structures d'Economie Sociale et Solidaire du territoire métropolitain et de manière générale l'ensemble des entreprises engagées, notamment celles soutenues par la métropole Aix-Marseille-Provence, en visant les objectifs suivants : renforcer leurs ressources stables, favoriser l'accès aux prêts bancaires, structurer les stratégies à moyen terme et renforcer l'impact des projets sur le développement du territoire.

Pour lui permettre de continuer ses missions en faveur des habitants non mobiles du territoire cité ci-dessus, de pérenniser la structure dans un cadre dynamique et de continuer sa démarche économique, il est proposé au Bureau de la Métropole d'octroyer une aide financière à l'association France Active PACA au titre de l'année 2018.

Cette aide financière, pour la réalisation d'actions sur le thème de l'accompagnement, du financement et de la mise en réseau des projets engagés sur le territoire métropolitain au titre du contrat d'objectifs annexé à la présente délibération, s'élèverait à 60 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention à l'association France Active PACA d'un montant global de 60.000 euros au titre de la subvention de fonctionnement pour son action d'accompagnement, de financement et de mise en réseau des projets engagés sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée à conclure avec l'association France Active PACA.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget fonctionnement 2018 de la Métropole, fonction 65, nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*  
***Commission "Transports,  
Déplacements et Accessibilité"***  
\*\*\*\*\*

**TRA 001-4317/18/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'engagement de l'élaboration du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 18/7454/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de son territoire. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires

institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Situé dans le prolongement et la philosophie de l'Agenda de la Mobilité, le Plan de Déplacements Urbains de la Métropole (PDU) a pour objet de définir l'organisation des déplacements des personnes et des marchandises, sur une période de 10 ans. C'est une démarche de planification imposant une coordination entre acteurs institutionnels et privés.

Son élaboration s'inscrit dans la démarche stratégique du projet Métropolitain et permet notamment de préciser le contenu de certains chapitres de l'Agenda. En effet, selon les dispositions de l'article L1214-1 du Code des Transports, le PDU « détermine les principes régissant l'organisation du transport de personnes et de marchandises, la circulation et le stationnement dans le ressort territorial de l'autorité organisatrice de la mobilité ».

L'engagement de l'élaboration du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence a été adopté en Conseil de Métropole le 14 décembre 2017.

Des objectifs ont été définis, conformément aux objectifs généraux prévus au Code des Transports : équilibre durable entre mobilité et protection de l'environnement et de la santé, cohésion sociale et urbaine, diminution de trafic automobile, développement des transports collectifs, organisation du stationnement et requalification des réseaux, enjeux de cohérence urbanisme / transport / développement économique.

Une démarche projet, transversale et inclusive, est essentielle. Sa mise en œuvre suppose un travail partenarial entre les agences d'urbanisme,

l'association AtmoSUD et les directions de la Métropole et la conduite d'ateliers et de groupes de concertation thématiques, représentatifs, ancrés territorialement. Les actions proposées tiendront compte des logiques de bassins de mobilité et des ressources financières mobilisables. Des moyens de communication innovants seront mis en œuvre dans le but de diffuser, sensibiliser, et mobiliser les publics.

Pour ce faire, la consultation lancée par la Métropole Aix-Marseille-Provence conduira à choisir une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour participer à l'élaboration du PDU composée de bureaux d'experts (élaborations d'études, préparation de la concertation, communication assistance juridique, management de projet, évaluation du PDU).

Le calendrier prévisionnel est le suivant :

Décembre 2017 : Délibération et lancement du PDU Métropolitain

Janvier à juin 2018 : Elaboration du diagnostic, des enjeux et des objectifs stratégiques du PDU

Juillet à décembre 2018 : Construction du projet, et arrêt du PDU

Janvier 2019 à décembre 2019 : Consultation des PPA, enquête publique et approbation du PDU.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
REGION (CRET 2018-2020)	20 %	65.040 € HT
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	80 %	260.160 € HT
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>325.200 € HT</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération TRA 001-3239/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017, portant approbation de l'engagement de l'élaboration du Plan de Déplacements urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération TRA 003-3241/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017, portant création et affectation d'une opération pour des études structurantes de la mobilité métropolitaine;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'engager l'élaboration du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

La recette sera constatée au budget annexe transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Section Investissements - Nature : 1312 - Sous Politique : A 420 - Opération N°2018103600.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 002-4318/18/BM**

**■ Demande de subvention auprès de l'Etat dans le cadre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local 2018 et de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution aux opérations de l'Agenda Mobilité  
MET 18/8128/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En 2016, le gouvernement a créé une dotation exceptionnelle de soutien aux opérations d'investissement pour les communes et les établissements de coopération intercommunale. Reconnue en 2017, elle devient en 2018 une véritable dotation pérennisée et codifiée au Code Général des Collectivités Territoriales à l'article L 2334-42, afin d'accompagner et de favoriser la transformation des territoires. L'objectif de ce dispositif est double : soutenir l'investissement des collectivités territoriales et l'orienter vers les grandes priorités nationales en matière d'équipements des territoires, notamment celles inscrites au Grand plan d'investissement (GPI) présenté par le premier ministre le 25 septembre 2017.

Ce fonds a vocation à accompagner le financement de projets structurants au plan local inscrits notamment dans les priorités d'investissement suivantes :

- rénovation thermique, transition énergétique, développement des énergies renouvelables,
- mise aux normes et sécurisation des équipements publics,
- développement des infrastructures en faveur de la mobilité, ou de la construction de logements,
- développement du numérique et de la téléphonie mobile,
- création, transformation et rénovation des bâtiments scolaires,
- réalisation d'hébergements et d'équipements publics rendus nécessaires par l'accroissement d'habitants.

La Métropole porte un certain nombre d'opérations structurantes qui s'inscrivent dans la stratégie de développement de son territoire et notamment dans son agenda de la Mobilité et qui sont éligibles à cette dotation.

En 2018, le soutien de l'Etat au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local se traduit par la mobilisation d'une enveloppe de 11 millions d'euros pour la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses partenaires, dédiée au développement d'infrastructure de mobilité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a identifié des opérations de l'Agenda Mobilité suffisamment mûres

pour bénéficier de ce financement. Ces opérations, dont les aides financières permettront leur réalisation, sont détaillées en annexe.

A cet égard, la présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de l'Etat et de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer les demandes y afférentes.

Le plan de financement prévisionnel de chaque opération est présenté en annexe ci-jointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi de finances 2018 et notamment son article 157 ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation des opérations de l'Agenda Mobilité, objet de la délibération, éligibles à la Dotation de Soutien à l'Investissement Local

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé

à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation des opérations listées en annexe.

**Article 2 :**

La recette sera constatée au budget annexe transport 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Section Investissements – Nature :1311-1312-1313-1317– Sous politique : C210.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 003-4319/18/BM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de coopération public-public avec le Cerema pour la réalisation des études préalables à la définition du programme de l'opération MétroExpress de l'Agenda de la Mobilité - Projet MétroExpress MET 18/8156/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 15 décembre 2016, le Conseil Métropolitain approuvait l'Agenda de la Mobilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'Agenda de la mobilité présente un programme d'actions avec l'objectif de développer d'ici 2025 un système de mobilité complet et diversifié, répondant aux attentes des habitants et des entreprises pour leur déplacement de proximité ou de plus longue distance.

Parmi ces actions le projet de lignes express par autocars MétroExpress, circulant principalement sur autoroutes, en site réservé là où le trafic le justifie et qui relie les principaux pôles urbains et économiques via des Pôles d'Echanges Multimodaux, constitue l'un des maillons majeurs du système de mobilité de l'Agenda de la mobilité métropolitaine.

Afin de se doter des moyens d'expertise permettant la mise en œuvre d'un tel réseau dans les délais de l'Agenda de la Mobilité, il est nécessaire de se doter des moyens d'expertise et d'accompagnement, s'agissant de projets novateurs. Ainsi, une convention de coopération public-public entre le Cerema et la Métropole Aix-Marseille-Provence a été délibérée lors de la séance du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017.

Afin de parfaire le système de mobilité de MétroExpress et en particulier son articulation avec les réseaux de Transport Premium, il est proposé de modifier le programme de la convention initiale par un avenant, en rajoutant un volet spécifique n°5 portant sur les connexions du réseau MétroExpress avec le réseau de Transport premium, via les Pôles d'Echange Multimodaux. Ce volet vise plus particulièrement les connexions qui revêtent un caractère spécifique et complexe du point de vue technique et réglementaire, telle la connexion entre le Pôle d'échange Multimodal de la gare VAMP et l'Aéroport Marseille Provence.

Cet avenant se traduit par une incidence financière comme suit : le montant global initial de 660 000 euros HT partagés entre la Métropole et le Cerema avec une soulte en faveur du Cerema de 80 000 euros HT est porté à 670 000 euros HT avec une soulte en faveur du Cerema à hauteur de 90 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 est ratifiée par l'article 39 de la Loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant approbation de l'Agenda de la Mobilité de la Métropole ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt général qui s'attache à la mise en œuvre des politiques publiques en matière de mobilité,
- Le caractère essentiel de coopération entre le Cerema et la Métropole pour une parfaite définition des études préalables du programme de l'opération MétroExpress,

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention de coopération public-public entre le Cerema et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la réalisation des études préalables pour l'élaboration du programme des lignes express par autocars MétroExpress, qui porte sur les connexions majeures du réseau MétroExpress aux lignes de transport premium via les pôles d'Echange Multimodaux.

##### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des transports 2018 et suivants de la Métropole : Nature 617 - Sous Politique A420.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 004-4320/18/BM**

##### **■ Etude sur le transport de substitution et son articulation avec le service de transport spécialisé - Approbation d'une convention avec le CEREMA MET 18/8201/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi du 5 août 2015, à travers le schéma directeur d'accessibilité – agenda d'accessibilité programmée, a réaffirmé le besoin de mettre en place des services de substitution pour pallier l'inaccessibilité des points d'arrêts de transports prioritaires en impossibilité technique avérée. Ce service de substitution doit être mis en œuvre dans des conditions analogues au service qu'il remplace (tarif, amplitude horaire, accès, etc.).

L'état des lieux des pratiques a permis de mettre en évidence la confusion fréquente entre les services de substitution et les services de transport spécialisé (auparavant appelés TPRM), non obligatoires pour ces derniers.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire et d'organisation de la mobilité, a réalisé un état des lieux des différents services de transport spécialisé coexistant sur son territoire, préambule à une réflexion globale visant la mise en œuvre d'un service de transport spécialisé harmonisé sur l'ensemble du territoire métropolitain. Dans ce cadre, la Métropole se pose la question du service de substitution tel qu'il est décrit par la loi du 11 février 2005.

Le Cerema, est un établissement public de l'État à caractère administratif (EPA) créé le 1er janvier 2014 par la loi n° 2013-431 du 28 mai 2013 et le décret d'application du 13 décembre 2013, sous tutelle conjointe du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer et du ministère du logement et de l'habitat durable, portant diverses dispositions en matière d'infrastructure et de services de transports. La loi du 28 mai 2013 susvisée expose dans son article 44 que « l'établissement a pour mission notamment :

- de promouvoir et de faciliter des modes de gestion des territoires qui intègrent l'ensemble des facteurs environnementaux, économiques et sociaux ;
- d'apporter à l'État et aux acteurs territoriaux un appui, en termes d'ingénierie et d'expertise technique sur les projets d'aménagement nécessitant notamment une approche pluridisciplinaire ou impliquant un effort de solidarité ;
- de promouvoir aux échelons territorial, national, européen et international les règles de l'art et le savoir-faire développés dans le cadre de ses missions et en assurer la capitalisation. »

Considérant la mission commune de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Cerema en matière de développement de l'accessibilité des transports en commun, les parties ont décidé de recourir au dispositif de coopération public-public prévu par l'article 18 de l'ordonnance du 23 juillet 2015.

En effet :

- d'une part, l'objet de la présente convention est empreint de fortes considérations d'intérêt général. Il porte sur les modalités de mise en œuvre de services de transport offerts à toutes personnes n'ayant pas accès au réseau de transport en raison de sa non-accessibilité pour les personnes handicapées ou à mobilité réduite ;

- d'autre part, le Cerema et la Métropole Aix-Marseille-Provence réalisent sur le marché concurrentiel moins de 20 % des activités concernées par cette coopération (ce seuil est calculé conformément aux dispositions combinées des articles 17- IV et 18 de l'ordonnance du 23 juillet 2015). Le Cerema et la Métropole Aix-Marseille-Provence garantissent le respect de ce seuil.

Cette activité s'inscrit dans un cadre plus large d'expérimentation menée par le Cerema sur le territoire de différentes collectivités territoriales, dont celui de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera ainsi d'un retour d'expérience sur l'ensemble de l'expérimentation.

La convention annexée définit et organise les relations entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Cerema dans le cadre d'une étude sur le transport de substitution et son articulation avec les services de transport spécialisé ( ex TPRM).

En particulier, il s'agira de proposer une optimisation du modèle de service de transport spécialisé envisagé par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le rendre cohérent et complémentaire avec la mise en œuvre d'un service de substitution. Seront également envisagées diverses actions complémentaires destinées à renforcer l'attractivité du réseau « ordinaire », et notamment :

- étudier différentes solutions mobilisables pour constituer une offre de substitution ;
- mettre en place des services d'accompagnement aux premiers voyages sur les réseaux réguliers

Sur le plan national, dans le cadre plus large d'expérimentation menée par le Cerema avec plusieurs collectivités territoriales, la méthode consiste à expérimenter des modalités différentes de mise en œuvre des services de substitution adaptées au territoire, selon que l'AOM a déjà mis en place un transport de substitution, propose déjà une offre de service de transport spécialisé... Elle vise également à évaluer l'efficacité de la substitution ainsi mise en place sur chacun des territoires et proposer des éléments de recommandations.

Des réunions de suivi régulières sont organisées en phase d'exécution du programme de travail afin de constater l'avancement des actions programmées et définir les modalités de capitalisation et de diffusion des résultats. Cette démarche collective, animée au niveau national par le Cerema, mobilisera, au-delà des autorités organisatrices partenaires, l'ensemble des acteurs pertinents à l'échelle nationale et locale. Les résultats produits dans le cadre de la présente convention ont vocation à être rendus publics.

Le coût de l'expérimentation réalisée sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence est de 17 000 € HT. Le principe d'une prise en charge partagée des activités réalisées par le Cerema, objet de la présente convention, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Cerema est retenu. La répartition des coûts entre les deux parties est fixée à 40 % pour le Cerema et 60 % pour la Métropole soit 10 200€ HT.

Les annexes techniques (annexe n°1) et financières (annexe n°2) détaillent l'ensemble des moyens financiers et humains mobilisés par les partenaires. La convention a une durée de deux ans à compter de sa signature.

L'annexe financière (annexe n°2) fixe les modalités de prise en charge des dépenses nécessaires à la coopération.

Les parties peuvent solliciter des participations financières d'autres collectivités ou établissements publics ou d'opérateurs privés en s'informant mutuellement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- La loi n° 2013-43 du 28 mai 2013 portant création du Cerema ;
- La loi n° 2015-988 du 5 août 2015 ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et visant à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap ;
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment son article 18 ;

- Le décret n°2013-1273 du 27 décembre 2013 relatif au Cerema ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de mettre en place une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Cerema pour mener à bien une étude sur le transport de substitution et son articulation avec le service de transport spécialisé.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-jointe, et ses annexes techniques et financières, conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Cerema.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des transports 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 65738.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 005-4321/18/BM**

**■ Mise en œuvre d'un dispositif de traduction pour les malentendants - Approbation d'une convention type avec les communes  
MET 18/8202/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'article 105 de la loi n°2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une république numérique, instaure l'obligation

de fourniture de traduction écrite simultanée et visuelle en langue française, destinée à permettre un accès aux services téléphoniques aux personnes sourdes, malentendantes, sourdaveugles et aphasiques, équivalent à celui dont bénéficient les autres utilisateurs.

Cette obligation d'accessibilité téléphonique s'impose à trois types d'acteurs : les services publics, les services clients des entreprises dont le chiffre d'affaire est supérieur à un certain seuil et les opérateurs de télécommunication .

Compte tenu de l'absence des ressources en interprétariat et transcription nécessaires pour satisfaire à la mise en accessibilité immédiate des services téléphoniques visés et des délais nécessaires à la formation de personnels qualifiés, le décret n°2017-875 du 9 mai 2017 relatif à l'accès des personnes handicapées aux services téléphoniques a précisé les modalités et le calendrier de mise en œuvre de cette obligation.

Ainsi concernant les services publics gérés par les collectivités territoriales, cette obligation doit prendre effet quatre ans après la promulgation de la loi, soit à compter du 7 octobre 2020.

La Métropole Aix-Marseille-Provence se propose d'anticiper le calendrier législatif et de mettre en place au plus tôt le service ACCEO au sein des différents ERP ( Établissements Recevant du Public) dont elle est gestionnaire, manifestant ainsi une volonté politique forte de permettre à l'ensemble des usagers qu'ils soient en situation de handicap ou non, d'accéder aux services.

Le dispositif ACCEO est une application qui permet la totale accessibilité des services et établissements ouverts au public par téléphone mais aussi sur site pour un échange en face à face, aux personnes malentendantes ou sourdes soit 10 % de la population. Il permet donc également de répondre à l'obligation d'accessibilité des ERP métropolitains (pôles d'échanges, boutiques de la mobilité, établissements sportifs, etc . . . ).

Tous les établissements rendus accessibles sont référencés dans l'annuaire d'ACCEO et géo localisables via son moteur de recherche.

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit dans la prestation, la gratuité du service à l'ensemble des communes qui souhaiteraient en bénéficier pour leurs services propres. Ce partenariat sera encadré par une convention.

La convention annexée définit et organise les relations entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, et les communes, en vue du déploiement du système ACCEO sur le territoire métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2143-3 ;
- La loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une république numérique ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2017-875 du 9 mai 2017 relatif à l'accès des personnes handicapées aux services téléphoniques ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Que, l'obligation de fourniture de traduction écrite simultanée et visuelle en langue française destinée à permettre un accès aux services téléphoniques aux personnes sourdes, malentendantes, sourdaveugles et aphasiques, équivalent à celui dont bénéficient les autres utilisateurs est imposée par l'article 105 de la loi n°2016-1321 du 7 octobre 2016.
- Qu'il est nécessaire que les services publics gérés par les collectivités territoriales soient en conformité avec la loi à compter du 7 octobre 2020 ;
- Qu'il convient ainsi de mettre en place une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes métropolitaines qui souhaiteraient bénéficier du service ACCEO



## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention type ci-annexée conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes situées sur le territoire métropolitain, en vue du déploiement du système ACCEO.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les conventions en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **TRA 006-4322/18/BM**

### **■ Approbation d'une convention avec l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration pour la mobilité MET 18/8188/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives, à travers la mise en œuvre de son Agenda de la Mobilité. Cet engagement se concrétise également auprès de publics en situation de précarité et dont l'accès aux offres et services de mobilité est essentielle à leur insertion sociale.

Dans ce contexte, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre la collaboration avec l'Office Français de l'Immigration et de l'Insertion (OFII) en acceptant les bons de transport émis par cet organisme afin de permettre au porteur du bon de bénéficier d'un trajet en car entre l'Aéroport Marseille Provence (Marignane) et la Gare Saint-Charles (Marseille).

A travers cette convention, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend ainsi contribuer à l'insertion des publics en situation de précarité.

Ce dispositif n'a pas d'incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la mesure où le coût du trajet est pris en charge par l'OFII.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Office Français de l'Immigration et de l'Insertion.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 007-4323/18/BM**

**■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention avec la Région relative au déploiement d'abonnements multimodaux sur le territoire de la Métropole et approbation de sa convention d'application entre les deux Autorités Organisatrices et leur exploitant  
MET 18/8452/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ont conclu une convention en vue du déploiement progressif, à compter de 2018, d'une gamme tarifaire multimodale constituée d'abonnements permettant de voyager sur tous les réseaux de transport du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Un abonnement mensuel tout public a été mis en œuvre le 1er février 2018. Il permet à son titulaire, dès lors qu'il s'acquitte de son montant, de circuler sur l'ensemble des réseaux de transport du territoire de la Métropole : parcs- relais, bus, vélos, métro, tramway, autocars et TER.

La convention a ainsi vocation à décrire la gamme tarifaire, les niveaux de prix, les modalités de vente ainsi que les règles de répartition de recette sur un principe forfaitaire de, 65% au profit de la Métropole et, 35% de la Région.

Or, la convention initiale indiquait de manière erronée que la part des recettes du Pass intégral encaissée par les services de la Métropole soit 35% devait être versée à La Région. Or, il s'avère que ces recettes sont la propriété de la SNCF.

Cette erreur matérielle a entaché également l'avenant 1 à la convention passée entre les deux AOT en date du 22 mars 2018. En effet, cet avenant ayant pour objet de contractualiser un module métropolitain de vente à distance du Pass intégral indiquait également que 35% des recettes issue de la vente du Pass Intégral sur ce canal dématérialisé devaient être reversées à la Région.

Par conséquent, il est proposé par un avenant n° 2 à la convention relative au déploiement d'abonnements multimodaux sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence de corriger cette erreur matérielle.

Il est proposé également par le biais d'une convention quadripartite annexée de préciser les modalités d'application du mécanisme financier décrit dans la convention initiale et ses deux avenants.

Cette convention quadripartite d'application à la convention initiale permet de préciser les mécanismes

de collecte, de répartition et de reversement des recettes perçues au titre de la tarification multimodale de type zonale sur le périmètre d'Aix-Marseille-Provence.

La RTM et la SNCF, exploitants de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la Région, sont en effet chargées, sur le fondement d'accords bipartites avec chacune de leur Autorité Organisatrice, de centraliser les recettes et procéder à leur reversement à hauteur de 65% pour la Métropole et 35% pour la SNCF.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération TRA 003-19/10/17 CM de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 octobre 2017 approuvant la convention conclue avec la Région Provence Alpes Côte d'Azur pour le déploiement des abonnements multimodaux
- La délibération TRA 002-3626/18/CM du 22 mars 2018 relative à l'approbation de l'avenant 1 à la convention relative au déploiement d'abonnements multimodaux sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ont

conclu une convention en vue du déploiement progressif, à compter de 2018, d'une gamme tarifaire multimodale constituée d'abonnements permettant de voyager sur tous les réseaux de transport du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- Qu'un abonnement mensuel tout public (Pass Intégral) a été mis en œuvre le 1er février 2018
- Que la convention indique un principe de répartition des recettes de ce titre sur une base forfaitaire de, 65% au profit de la Métropole et, 35% de la Région.
- Que la convention initiale indiquait de manière erronée que la part des recettes du Pass intégral encaissée par les services de la Métropole soit 35% devait être versée à La Région
- Que cette erreur matérielle a entaché également l'avenant 1 à la convention passée entre les deux AOT en date du 22 mars 2018.
- Qu'il est nécessaire d'annexer à l'avenant n°2 une convention quadripartite permettant d'intégrer SNCF et RTM dans le mécanisme financier de traitement des recettes issues du pass métropolitain

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention relative au déploiement d'abonnements multimodaux sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et sa convention quadripartite d'application.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisée à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération et notamment à signer l'avenant et sa convention quadripartite d'application qui lui est annexée

### **Article 3 :**

Les dépenses seront inscrites au budget annexe Transport des exercices 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Section Fonctionnement – Sous Politique : C210- Nature 6287

Les recettes seront constatées au budget annexe Transport des exercices 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Section Fonctionnement – Sous Politique : C210- Nature 7061

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **TRA 008-4324/18/BM**

### **■ Approbation d'une convention relative au déplacement en souterrain d'un réseau de communication électronique pour l'aménagement du pôle d'échange multimodal de la gare de La Ciotat-Ceyreste avec Orange.**

#### **MET 18/8308/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La réalisation du pôle d'échange multimodal (PEM) de la gare de La Ciotat - Ceyreste, inscrite dans le Plan de Déplacements Urbains de la Communauté urbaine de Marseille Provence Métropole en 2013 et reprise dans l'agenda de la Mobilité Métropolitaine est indispensable pour accompagner le basculement du transport routier sur le transport ferroviaire, le développement des modes doux avec l'aménagement de la deuxième phase de la voie douce reliant le centre-ville de La Ciotat à la gare et résoudre la problématique de saturation du parking existant.

La Métropole a acquis en juillet 2017 un terrain qui faisait l'objet d'un emplacement réservé pour la création d'un parc de stationnement. La réalisation de ce parc de stationnement semi-enterré constitue la première phase de l'aménagement du PEM et fait l'objet d'un marché de maîtrise d'œuvre notifié en décembre 2017. Les travaux de construction sont programmés pour l'année 2019.

Préalablement au démarrage des travaux de construction il convient de réaliser l'enfouissement des réseaux aériens existants situés en bordure du terrain et dont la présence n'est pas compatible avec l'aménagement du parking. Il s'agit notamment du réseau de communication électronique appartenant à Orange.

Cette intervention devant se coordonner avec d'autres travaux de réseaux à réaliser sur la même section du chemin Pareyraou avant le démarrage des travaux de construction du parking (extension du réseau d'eaux usées, protection du réseau de transport de gaz), la Métropole souhaite assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux d'enfouissement.

Ainsi il est proposé d'approuver une convention avec Orange afin de définir les prestations assurées par la Métropole et celles assurées par Orange. Il est notamment prévu qu'Orange fournisse les chambres, cadres et tampons et assurer les travaux de câblage. La Métropole assure quant à elle les travaux de génie civil de réseaux en tranchées.

Il sera procédé en même temps à la pose du réseau d'éclairage qui est également à enfouir.

La convention ne comporte pas de transactions financières.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre saisine de la Présidente de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation du pôle d'échange multimodal de la gare de La Ciotat-Ceyreste, et notamment à la création d'un parc de stationnement semi-enterré sur un terrain arboré acquis par la Métropole ;
- Qu'il convient de procéder préalablement au démarrage des travaux de construction du parc de stationnement à l'enfouissement des réseaux aériens existants et notamment du réseau de communication électroniques appartenant à Orange ;
- Qu'il convient que les travaux de génie civil correspondants soit assurée par la Métropole afin de maîtriser la coordination avec les autres interventions préalables ;
- Qu'il convient en conséquence d'approuver une convention avec Orange définissant les prestations de chacun.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée relative aux travaux de déplacement en souterrain d'un réseau de communication électronique.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 009-4325/18/BM**

**■ Approbation d'une convention relative aux travaux de protection d'une canalisation de transport de gaz pour l'aménagement du pôle d'échange multimodal de la gare de La Ciotat-Ceyreste avec GRT GAZ  
MET 18/8116/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La réalisation du pôle d'échange multimodal (PEM) de la gare de La Ciotat-Ceyreste, inscrite dans le Plan de Déplacements Urbains de la Communauté urbaine de Marseille Provence Métropole en 2013 et reprise dans l'agenda de la Mobilité Métropolitaine est indispensable pour accompagner le basculement du transport routier sur le transport ferroviaire, le développement des modes doux avec l'aménagement de la deuxième phase de la voie douce reliant le centre-ville de La Ciotat à la gare et résoudre la problématique de saturation du parking existant.

La Métropole a acquis en juillet 2017 un terrain qui faisait l'objet d'un emplacement réservé pour la création d'un parc de stationnement. La réalisation de ce parc de stationnement semi-enterré constitue la première phase de l'aménagement du PEM et fait l'objet d'un marché de maîtrise d'œuvre notifié en décembre 2017. Les travaux de construction sont programmés pour l'année 2019.

L'emprise du parc de stationnement est comprise dans la bande de 30 m de la servitude d'utilité publique pour la maîtrise de l'urbanisme attachée à la canalisation de transport de gaz située sous le chemin du Pareyraou.

Le parc de stationnement constituant un Etablissement Recevant du Public, avec une capacité de 250 places, il convient d'appliquer l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la

sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques.

C'est dans ce cadre réglementaire que la Métropole a sollicité de GRT Gaz, via le formulaire CERFA spécifique, la transmission des éléments utiles de l'étude de danger relative à la canalisation.

La réponse de GRT Gaz a permis à la Métropole d'établir l'analyse de compatibilité qui a conclu à une acceptabilité du projet sous réserve de la mise en place d'une protection mécanique au-dessus de la canalisation sur une longueur de 97 m afin d'éviter tout risque d'accident lors de travaux ultérieurs, accident pouvant avoir des conséquences lourdes du fait de la présence de public dans le parc de stationnement.

L'avis favorable de GRT Gaz sur cette analyse de compatibilité a été joint au dossier de permis de construire du parc de stationnement comme le prévoit la réglementation et la Métropole a passé commande à GRT Gaz de l'étude préliminaire de la protection mécanique. La mise en service du parking ne pourra être décidée par le maire de La Ciotat que sur la base d'une attestation de GRT Gaz que la protection a bien été mise en œuvre.

L'étude préliminaire a été remise le 19 juin 2018 à la Métropole. Elle a confirmé la faisabilité des travaux de protection et a chiffré le coût de ces travaux et de leur suivi à un total de 145 101,€ HT à la charge de la Métropole.

Ces travaux doivent être réalisés préalablement au démarrage des travaux de construction du parking pour des raisons de coordination au regard de la faible largeur du chemin du Pareyraou. Ils sont réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de GRT Gaz et sont programmés pour les mois de novembre et décembre 2018 sous réserve de la signature d'une convention entre la Métropole et GRT Gaz.

Il est ainsi proposé d'approuver une convention avec GRT Gaz afin de définir les modalités particulières de réalisation et de financement des travaux de protection mécanique de la canalisation de transport de gaz.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, et ses annexes ;
- La délibération HN009-11/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation du pôle d'échange multimodal de la gare de La Ciotat-Ceyreste, et notamment à la création d'un parc de stationnement semi-enterré sur un terrain arboré acquis par la Métropole ;
- Qu'il ressort de l'analyse de compatibilité effectuée conformément à la réglementation relative à l'urbanisation à proximité des canalisations de transport de gaz qu'il est nécessaire de mettre en œuvre une protection mécanique de la canalisation de transport de gaz située à moins de 30 mètres du parc de stationnement ;
- Que l'attestation par GRT Gaz de la bonne réalisation de cette protection sera indispensable pour la mise en service du parc de stationnement ;
- Qu'il convient que les travaux de mise en œuvre de la protection soient réalisés entre novembre et décembre 2018, préalablement à la construction du parc de stationnement ;
- Qu'il convient en conséquence d'approuver une convention avec GRT GAZ définissant les modalités de réalisation et de financement des travaux de protection.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée relative aux travaux de protection d'une canalisation de transport de gaz.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits aux Budgets 2018 et 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature : 2313 - Numéro d'opération : 2010101700 - Sous-politique : C350 – Budget annexe Transports.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **TRA 010-4326/18/BM**

#### **■ Approbation d'une convention relative aux travaux de libération ferroviaire à la gare de La Ciotat avec SNCF Réseau MET 18/8117/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La réalisation du pôle d'échange multimodal (PEM) de la gare de La Ciotat - Ceyreste, inscrite dans le Plan de Déplacements Urbains de la Communauté urbaine de Marseille Provence Métropole en 2013 et reprise dans l'agenda de la Mobilité Métropolitaine est indispensable pour accompagner le basculement du transport routier sur le transport ferroviaire, le développement des modes doux avec l'aménagement de la deuxième phase de la voie douce reliant le centre-ville de La Ciotat à la gare et résoudre la problématique de saturation du parking existant.

La Métropole a acquis en juillet 2017 un terrain qui faisait l'objet d'un emplacement réservé pour la création d'un parc de stationnement. La réalisation de ce parc de stationnement semi-enterré constitue la première phase de l'aménagement du PEM dont les travaux de construction sont programmés pour l'année 2019.

La deuxième phase de l'aménagement concerne la requalification des parkings et voirie existants, notamment le parking Nord en bordure duquel passe une voie ferrée de service qui rejoint l'ancienne ligne RDT 13 reliant la gare au centre-ville.

Cette voie de service V4 et l'ancienne ligne RDT 13, qui a vocation à être aménagée en voie douce par la Ville de La Ciotat, ne sont plus utilisées mais sont encore raccordées au réseau ferré principal.

Afin de gagner de l'espace pour le réaménagement du parking il convient de détacher la voie de service V4 du réseau principal pour éviter tout risque d'accident. Cela implique notamment de supprimer un appareil de voie sur la voie principale, de déposer le caténaire qui alimentait la voie de service V4 et de mettre à jour tous les plans et procédures internes à la SNCF. La dépose des rails et traverses n'est pas forcément nécessaire, ce sont les études de réaménagement du parking qui statueront sur l'intérêt et la capacité à les conserver, de même que ceux de l'ancienne voie RDT13, pour rappeler les anciennes fonctionnalités de l'espace.

Conformément aux dispositions prévues dans la convention de partenariat pour le financement des études et travaux du pôle d'échange notifiée le 4 mai 2018, ces travaux dits de libération ferroviaire sont réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la SNCF avec une prise en charge complète de la Métropole.

Le coût de ces travaux est toutefois inclus dans le montant total de l'opération qui bénéficie d'un cofinancement du Département et de la Région et pour laquelle une demande de financement FEDER est en cours d'instruction.

Ainsi il est proposé d'approuver une convention bipartite entre SNCF Réseau et la Métropole afin de définir les modalités particulières de réalisation et de financement des travaux de libération ferroviaire en application des dispositions préalablement approuvées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération TRA 002-2906/17/BM du 14 décembre 2017 approuvant la convention de partenariat pour le financement des études et travaux du pôle d'échange multimodal de la gare de La Ciotat-Ceyreste ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 16 octobre 2018

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation du pôle d'échange multimodal de la gare de La Ciotat-Ceyreste, et notamment au réaménagement des parkings existants ;
- Qu'il convient de procéder préalablement au démarrage des travaux de réaménagement à des travaux de libération ferroviaire afin de permettre l'utilisation d'espace occupé actuellement par une voie de service ;
- Que ces travaux ne peuvent être réalisés que sous la maîtrise d'ouvrage de SNCF Réseau ;
- Qu'il a été convenu dans la convention de partenariat approuvée par délibération du 17 décembre 2017 que la Métropole assure le financement de ces travaux pour un montant de 275 000 euros HT ;
- Que le coût de ces travaux est inclus dans le montant total de l'opération qui fait l'objet de cofinancements ;
- Qu'il convient en conséquence d'approuver une convention avec SNCF Réseau définissant les modalités de réalisation et de financement des travaux de libération ferroviaire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée relative aux travaux de libération ferroviaire pour un montant de 275 000 euros HT.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits aux Budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Nature : 2313 - Fonction : 518 - Numéro d'opération : 2010101700 - Sous-politique : C350 – Budget annexe Transports

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 011-4327/18/BM**

**■ Pôle d'échanges Multimodal de Martigues - Quartier de l'Hôtel de Ville - Approbation du bilan de la concertation  
MET 18/8345/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice unique des transports et de la Mobilité Durable a approuvé en décembre 2016 son agenda de la mobilité structuré "autour de lignes et de pôles d'échanges Premium, gages de l'attractivité du système de mobilité dans son ensemble", dont celui de Martigues- Hôtel de Ville.

Le Pôle d'échanges de Martigues est un Pôle routier bien établi mais dont l'implantation actuelle, dans l'environnement trop contraint de la Place des Aires, ne permet pas d'envisager les évolutions souhaitées par la Métropole en termes de mobilité. Aussi, le futur pôle, implanté dans le quartier de l'Hôtel de Ville, à proximité du centre administratif et du centre-ville de Martigues, permettra de répondre aux objectifs suivants :

- Favoriser les relations entre les différents modes de déplacement : BHNS, lignes express interurbaines MétroExpress, lignes de bus de desserte locale, navettes maritimes, modes actifs, VL,
- Améliorer l'attractivité des transports en commun en offrant aux usagers des espaces d'accueil de qualité (hall d'attente, billettique, information, services...),
- Disposer de locaux commerciaux et de services adaptés pour le personnel commercial et d'exploitation,

Compte tenu de sa localisation et du montant prévisible des travaux, et en référence avec les seuils de l'article R 103-1 du Code de l'Urbanisme, cette opération est soumise à concertation publique en application du 3° de l'article L. 103-2 du Code de l'Urbanisme.

Aussi, par délibération n° TRA 004-2328/17/CM du 13 juillet 2017, le Conseil de la Métropole a défini les objectifs et les modalités de cette concertation.

## RAPPEL DES OBJECTIFS POURSUIVIS

Les finalités visées de la concertation publique sur le projet du Pôle d'Echanges Multimodal de Martigues sont les suivantes :

- Donner au public une information claire et précise sur le projet,
- Sensibiliser la population aux enjeux et objectifs de la démarche conduite en vue de favoriser l'appropriation du projet
- Permettre au public de formuler des observations et propositions sur ce dernier.

## MISE EN OEUVRE DE LA CONCERTATION

Cette concertation s'est déroulée début 2018 sur plus d'un mois avec plusieurs actions à destination de l'ensemble des habitants du territoire :

- Publication d'un article (une pleine page intitulée « Un bus, un quai ») dans le N°27 de janvier 2018 de « Reflets », le magazine d'information de la Ville de Martigues pour présentation du projet et communication sur la phase de concertation ; ce magazine tiré à plus de 26 000 exemplaires est distribué dans les boîtes aux lettres des habitants de Martigues ainsi que dans les structures municipales (maisons de quartier, centres sociaux...)
- Distribution d'un dépliant d'information sur le projet (3 volets) tiré en 3000 exemplaires diffusés au Conseil de Territoire du Pays de Martigues, à la Mairie de Martigues, dans la boutique ULYSSE du réseau de transport urbain ainsi que dans d'autres établissements publics à proximité du futur pôle d'échanges (médiathèque, office du tourisme)
- Expositions permanentes sur le projet du 15 janvier au 2 février 2018 dans les halls d'accueil du Conseil de Territoire du Pays de Martigues et de la Mairie de Martigues :
  - Sur chaque site, trois panneaux de type « Roll up » ont permis d'exposer une synthèse des principaux éléments du projet : objectifs, périmètre, schéma d'aménagement, données chiffrées, planning et coûts.
  - Les dates, heures et lieux de ces expositions ont été diffusés dans la presse régionale (la Provence et la Marseillaise les 13 et 22 janvier 2018) ainsi que sur la radio locale Radio Maritima (56 spots du 15 au 21 janvier

2018) ; ils ont aussi été précisés sur les sites internet du Conseil de Territoire du Pays de Martigues et de la Ville de Martigues ainsi que par voie d'affichage de format A4 (100 exemplaires) dans les boutiques et bus du réseau ULYSSE de transport urbain.

- Mise à disposition de registres sur les lieux d'exposition, à l'accueil du Conseil de Territoire du Pays de Martigues et de la Mairie de Martigues afin de permettre au public d'y consigner ses observations ou ses propositions pendant toute la durée des expositions.

## BILAN

Lors de cette concertation, la diversité des moyens mis en œuvre et leur nombre ont permis d'informer largement les habitants du territoire de Martigues du projet de Pôle d'Echanges Multimodal porté par la Métropole Aix-Marseille Provence. L'intérêt suscité par ce projet est manifeste au vue du nombre d'administrés ayant consulté les panneaux d'exposition aux accueils du Conseil de Territoire du Pays de Martigues et de la Mairie de Martigues durant près de trois semaines.

Cet intérêt ne s'est néanmoins pas traduit dans les registres d'expression puisque une seule observation a été consignée en mairie de Martigues. Un administré souligne en effet être « favorable » à ce projet qui profitera aussi bien « *aux personnes non véhiculées* » mais aussi incitera les autres « *avec le manque de stationnement, à ne plus utiliser leurs véhicules* ». Il souligne aussi que ce projet s'inscrit pleinement dans la logique du « *développement durable* ». Cette remarque rejoint notre objectif d'amélioration de l'attractivité de nos services de transport, auquel ce Pôle d'Echanges va contribuer, en vue d'attirer de nouveaux usagers. Elle fait aussi clairement le lien entre stationnement et politique de transport public ; ce dont le projet tient compte avec la réalisation d'un parking relais P+R réservé aux usagers des transports publics notamment des lignes interurbaines métropolitaines Premium et qui facilitera l'utilisation de ces dernières.

Il faut souligner enfin que, loin d'une opposition au projet, le public n'a exprimé aucune remarque négative à son encontre ; ce qui s'explique en partie par son implantation dans le quartier de l'Hôtel de Ville, au sein du centre administratif de la Ville (Hôtel de Ville, Hôtel de Police, Office du tourisme, Conseil de territoire du pays de Martigues, pôle judiciaire...) ; tout en restant à proximité du centre-ville.

Au vue de ce qui précède, il est proposé au Conseil de la Métropole de procéder à l'approbation du bilan de la concertation réalisée pour le projet de Pôle d'échanges de Martigues.



Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L103-2 et R103-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° TRA 004-2328/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 approuvant les modalités de concertation publique pour le projet du Pôle d'Echanges Multimodal de Martigues - Quartier de l'Hôtel de Ville
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 11 octobre 2018 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvé le bilan de la concertation publique réalisée dans le cadre du projet de Pôle d'Echanges Multimodal de Martigues tel qu'exposé ci-avant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 012-4328/18/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération de déploiement des Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques - IRVE  
MET 18/8121/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°TRA001-1376/16/CM du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

Face à la mauvaise qualité chronique de l'air du territoire, l'Agenda de la Mobilité s'engage à favoriser le développement de véhicules privés à faibles émissions et identifie comme enjeux numéro 1, le développement à grande échelle d'un maillage d'infrastructures de recharge électrique.

Depuis le 1er janvier 2018, selon l'article L. 5217-2 Partie I – 6° i, cette compétence IRVE « Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables » est exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en lieu et place des communes sur tout son territoire.

Une partie des communes de la Métropole Aix-Marseille-Provence avait initialement transféré cette compétence au syndicat départemental d'Energie du Département des Bouches-du-Rhône (SMED13), mandataire d'un groupement d'achat pour l'acquisition, l'installation et la supervision des IRVE.

Suite au transfert de compétence, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenu membre de droit du groupement de commandes pour les installations et souhaite poursuivre ce programme de déploiement des bornes et étendre cette opération à toutes les communes de son territoire y compris Marseille. Il s'agit, en collaboration avec les communes pour l'identification des sites, de déployer un maillage de bornes en voirie pour créer une véritable offre de service sur tout le territoire de la Métropole.

La planification du SMED13 prévoyait environ 150 bornes sur les communes de la Métropole hors Marseille et hors Istres, Istres ayant déjà un réseau de bornes performant. Cette planification repose sur les besoins exprimés directement par les communes et sur la recommandation de l'ADEME d'installer une borne avec deux points de charge pour 6 000 habitants.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'appuiera sur cette programmation susceptible d'évoluer légèrement en fonction de l'identification des sites et des éventuelles contraintes électriques et d'aménagement de la voirie.

La Métropole souhaite compléter cette planification par un déploiement de 120 bornes environ sur le territoire de la Ville de Marseille soit une borne pour 7 100 habitants environ. Sur Marseille, les sites de déploiement n'ont pas encore été identifiés même si des demandes ont déjà été exprimées par les aménageurs comme Euromed, les mairies de secteurs ou les habitants.

L'opération IRVE prévoit donc un déploiement total maximum de 275 bornes permettant la recharge de 550 véhicules simultanément ainsi que leur infrastructure de supervision.

Les déploiements privilégieront les centres-villes, les zones touristiques, les zones commerciales et les lieux attractifs peu desservis par les transports en commun (les grands pôles générateurs de trafic comme les ZAC) avec des bornes à recharge accélérée. Il est important que le véhicule ne reste pas à occuper la place plus longtemps que le temps de charge (1h30 en moyenne pour une charge complète) pour augmenter le nombre de voitures chargées par équipement.

En 2018, le travail sur l'identification des sites sera réalisé, particulièrement pour la Ville de Marseille, et les premières installations pourront être réalisées.

Les installations se dérouleront jusqu'à fin 2021, avec un effort important de déploiement en 2019 et 2020. L'achèvement total de cette opération est donc prévu pour fin 2021.

Le coût d'installation d'une borne est estimé à 10.500 euros HT en moyenne. Ce coût est susceptible de varier en fonction des coûts d'accès à l'électricité (raccordement ENEDIS, longueur des tranchées...). Soit pour 275 bornes un montant de 2.887.500 euros HT.

Un coût de mise en place de l'infrastructure de supervision des bornes et de son initialisation complète le coût prévisionnel global de l'opération fixé au total à 3.000.000 d'euros HT.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Département des Bouches-du-Rhône et à signer les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE	30 %	900.000 € HT
ETAT DSIL	40 %	1.200.000 € HT
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	30 %	900.000 € HT
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>3.000.000 € HT</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république

- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération n° TRA 010-28/06/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, portant approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, Infrastructure de recharge pour véhicules

électriques - IRVE - Budget annexe des transports publics ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération de déploiement des Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques - IRVE

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

La recette sera constatée au Budget Annexe transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Section d'Investissement – Nature : 1311, 1313 - Sous Politique : C360 - Opération N°2018106700.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 013-4329/18/BM**

**■ Approbation d'une convention de financement avec l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône relative aux études d'aménagement de voies réservées aux transports en commun et à l'élaboration d'un schéma directeur des stations équipées en Gaz Naturel pour Véhicules pour avitailler les bus et cars des voies dédiées sur autoroutes sur le territoire de la Métropole**  
**MET 18/8322/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°TRA001-1376/16/CM du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence porte, à travers son Agenda de la mobilité, le projet ambitieux de développer un réseau interurbain de cars à haut niveau de service pour relier les pôles de la Métropole. Une dizaine de lignes dites « Premium » constitueront le réseau « MetroExpress ». Ces lignes « Premium » se caractérisent par une fréquence élevée (10-15 minutes en heure de pointe), la rapidité et la fiabilité (circulation sur des voies réservées sur autoroutes et routes express), un confort et un faible impact environnemental.

Le CPER 2015-2020 a inscrit 30 millions d'euros, co-financés à parts égales à 25% entre l'Etat, la Région, le Département et la Métropole, pour la mise en œuvre d'études et de travaux d'aménagements de Voies Réservées aux Transports en Commun (VRTC) sur les autoroutes métropolitaines.

Dans ce cadre, les quatre partenaires ont conclu une convention de financement portant sur les trois études suivantes :

- Etude niveau AVP portant sur la mise en place d'aménagements relatifs à une VRTC : cette étude d'avant-projet concerne la création d'une VRTC sur la section autoroutière située entre le convergent A7/A51 et l'échangeur St-Antoine dans les deux sens. Celle-ci doit permettre de préciser les sections aménageables, complétant ainsi la section de voie bus déjà en service sur l'A51, et la section retenue par les études réalisées sur l'axe Marseille-Vitrolles au niveau de l'entrée sur l'A7 en direction de Marseille. L'estimation prévisionnelle de cette étude s'élève à 400 000 euros TTC.
- Etude niveau AVP et PROJET portant sur la mise en place d'aménagements relatifs à une VRTC (terminaison de l'A50 entre l'échangeur Florian et l'entrée sur Marseille) : cette étude d'avant-projet concerne la création d'une VRTC sur la section autoroutière située entre l'échangeur de Florian et la partie terminale de l'A50 dans les deux sens. Celle-ci doit permettre de préciser les sections aménageables. L'estimation prévisionnelle de cette étude s'élève à 150 000 euros TTC.

- Etude visant à élaborer un Schéma Directeur Métropolitain des stations GNV à destination des véhicules circulant sur VRTC : cette étude vise à élaborer un schéma directeur des stations GNV nécessaires pour avitailler les véhicules des flottes de bus et cars qui circuleront notamment sur les voies dédiées des autoroutes sur le territoire de la

Métropole. La maîtrise d'ouvrage de cette étude sera confiée par l'Etat à la Métropole par une convention bilatérale. L'estimation prévisionnelle de l'étude s'élève à 100 000 euros TTC.

La répartition des participations financières est la suivante :

FINANCEURS	Etudes du convergent A7/A51 TTC	Etudes terminaison de l'A50 TTC	Etude schéma directeur stations GNV TTC	TOTAL TTC	PART
Etat	100 k€	37,5 k€	25 k€	162,5 k€	25%
Région	100 k€	37,5 k€	25 k€	162,5 k€	25%
Département	100 k€	37,5 k€	25 k€	162,5 k€	25%
Métropole	100 k€	37,5 k€	25 k€	162,5 k€	25%
TOTAL	400 k€	150 k€	100 k€	650 k€	100 %

Les participations des collectivités co-financeurs seront versées à l'Etat sous forme de fonds de concours, selon l'échéancier indicatif indiqué à l'article 7 de la convention et après que l'Etat a émis à leur encontre les titres de perception.

Pour l'étude visant à élaborer un schéma directeur métropolitain de station GNV à destination des véhicules circulant sur VRTC, l'Etat remboursera à la Métropole les dépenses effectuées sur la base de la convention bilatérale de délégation de maîtrise d'ouvrage.

Le comité de pilotage des voies pour bus présidé par le Préfet de Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur sera garant de la mise en œuvre de la présente convention. Ce comité se réunira en principe au moins une fois par an à l'initiative de son président et aura pour tâche principale de veiller au planning général de l'opération et à la situation financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 17 Mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération n°TRA002-3240/17/CM du Conseil de la Métropole, du 14 décembre 2017, portant sur la Transition énergétique du parc de bus et cars de la Métropole – enjeux et perspectives pour le territoire métropolitain ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de conclure une convention de financement dans le cadre du CPER 2015-2020 avec l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône pour les études d'aménagement de voies réservées aux transports en commun (convergent A7/A51, terminaison de l'A50) et pour l'élaboration d'un schéma directeur des stations équipées en Gaz Naturel pour Véhicules (GNV) pour avitailler les bus et cars des voies dédiées sur autoroutes sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de financement ci-jointe conclue entre l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux études d'aménagement de voies réservées aux transports en commun (convergent A7/A51, terminaison de l'A50) et à l'élaboration d'un schéma directeur des stations équipées en Gaz Naturel pour Véhicules (GNV) pour avitailler les bus et cars des voies dédiées sur autoroutes sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget principal AMP sur EST CT2 2019 et suivants Opération Di556AP(686) – chapitre 20 – nature 204113.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **TRA 014-4330/18/BM**

■ **Approbation d'une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec l'Etat pour l'opération "Elaboration d'un schéma directeur des stations équipées en Gaz Naturel pour Véhicules (GNV) pour avitailler les bus et cars des voies dédiées sur autoroutes sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence"**  
**MET 18/8330/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°TRA001-1376/16/CM du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence porte, à travers son Agenda de la mobilité, le projet ambitieux de développer un réseau interurbain de cars à haut niveau de service pour relier les pôles de la métropole. Une dizaine de lignes dites « Premium » constitueront le réseau « MetroExpress ». Ces lignes « Premium » se caractérisent par une fréquence élevée (10-15 minutes en heure de pointe), la rapidité et la fiabilité (circulation sur des voies réservées sur

autoroutes et routes express), un confort et un faible impact environnemental.

Au-delà des obligations réglementaires, la Métropole entend développer des solutions propres pour alimenter sa flotte de cars Premium. Le conseil métropolitain a ainsi adopté le 14 décembre 2017 une délibération ambitieuse sur la transition énergétique du parc de bus et cars de la métropole. A court terme, le Gaz Naturel pour Véhicules (GNV) et l'électrique apparaissent comme les deux vecteurs les plus prometteurs. De façon schématique, l'électrique devrait être progressivement déployé pour les réseaux de bus des zones urbaines les plus denses, le GNV pour les autres véhicules dont le réseau de cars interurbains de METROEXPRESS.

Dans le cadre des financements CPER, l'Etat, la Région et le Département ont souhaité accompagner la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'élaboration d'un schéma directeur des stations GNV nécessaires pour avitailler les véhicules des flottes de bus et cars circulant sur les voies dédiées des autoroutes sur le territoire de la Métropole.

Cette opération fait l'objet d'une convention de cofinancement de 100 000 euros HT au titre du CPER conclue entre l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence et définissant les modalités de participation financière des parties.

Cette étude vise à élaborer un schéma directeur métropolitain des stations GNV nécessaires pour avitailler les véhicules des flottes de bus et cars qui circuleront notamment sur les voies dédiées des autoroutes sur le territoire de la Métropole.

Etant donné que cette opération relève plus des aspects d'Autorité Organisatrice de la Mobilité que des aspects routiers, l'Etat propose de déléguer pour cette opération sa maîtrise d'ouvrage à la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 17 Mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération n°TRA002-3240/17/CM du Conseil de la Métropole, du 14 décembre 2017, portant sur la Transition énergétique du parc de bus et cars de la Métropole – enjeux et perspectives pour le territoire métropolitain ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de conclure une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage par l'Etat à la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'opération « Elaboration d'un schéma directeur des stations équipées en Gaz Naturel pour Véhicules (GNV) pour avitailler les bus et cars des voies dédiées sur autoroutes sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage par l'Etat à la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'opération « Elaboration d'un schéma directeur des stations équipées en Gaz Naturel pour Véhicules (GNV) pour avitailler les bus et cars des voies dédiées sur autoroutes sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence » ci annexée.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget annexe transport 2019 et suivants de la Métropole

Aix-Marseille-Provence – section de fonctionnement – nature : 617 – Sous-Politique : C360

La recette sera constatée au budget annexe transport 2019 et suivants de la métropole Aix-Marseille-Provence – section de fonctionnement – Nature : 74-71 – Sous-Politique : C360.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 016-4331/18/BM**

**■ Approbation de l'avenant 3 à la convention de délégation de coopération et de délégation avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, et les Communautés d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette et Terre de Provence relative à l'exploitation du système d'Information transports départemental 13 MET 18/8351/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe ») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant eu pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur :

Le système d'information transport départemental, géré jusqu'à ce jour sous autorité du Conseil Départemental, a vocation à être transféré, non seulement à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur mais aussi aux Communautés d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette et Terre de Provence, également Autorités Organisatrices de la Mobilité sur leur ressort territorial.

A ce stade, compte tenu de l'imbrication entre les systèmes d'information départementaux centraux et ceux dédiés aux transports, il n'est techniquement pas possible ni de procéder à l'évaluation du transfert des charges ni de procéder au transfert physique des systèmes.

La convention n° 17-044 délibérée au Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 pour une durée de 1 an a pour objectif :

- de maintenir la continuité du système d'information transports départemental pendant une phase transitoire. A ce titre, la convention définit l'organisation technique de l'exploitation du système d'information transports (modalités de mise en œuvre du système, de mise à jour et d'échanges de données, de missions du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et de leurs exploitants, missions des autres partenaires...), ainsi que les mesures contribuant au transfert et à l'interopérabilité du système d'information existant.

Malgré une forte implication de tous les acteurs au sein de l'ensemble des collectivités et établissements publics concernés, il est nécessaire que le Conseil Départemental continue sa participation au transfert des systèmes billettiques jusqu'au 31 juillet 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TRA 007-1382/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant la convention n° 17/0244 ;
- La délibération n° TRA 015-3253/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant l'avenant 1 à la convention n° 17/0244 ;
- La délibération n° TRA 015-3954/18/BM du 28 juin 2018 approuvant l'avenant 2 à la convention n° 17/0244.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire que le Conseil Départemental poursuive sa participation au transfert des systèmes billettiques jusqu'au 31 juillet 2019.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°3 à la convention relative au système d'information transports départemental, avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, la Région Sud Provence Alpes Côte-d'Azur, et les Communauté d'Agglomération d'Arles Crau Camargue Montagnette et Terre de Provence.

##### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 017-4332/18/BM**

##### **■ Approbation du renouvellement de la convention relative aux modalités d'exploitation et de financement de la gare routière de Marseille Saint Charles MET 18/8430/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Créée le 1<sup>er</sup> janvier 2016 par la fusion de six établissements de coopération Intercommunale, la Métropole Aix-Marseille-Provence, s'est substituée à l'ex Communauté Urbaine de Marseille. En conséquence, celle-ci gère dorénavant la gare routière de Marseille Saint-Charles.

En date du 14 mars 2012, une convention relative aux modalités d'exploitation et de financement de la gare routière de Marseille Saint Charles a été signée entre la Région, la Communauté Urbaine et le Département. Ces deux collectivités sont également utilisatrices de service de billetterie et d'information dans la gare routière.

Cette convention a pour objectif de déterminer les conditions de cofinancement tant en matière de fonctionnement et d'investissement en vue de l'exploitation de la gare routière.

De plus le Département a perdu sa compétence en matière de transports interurbains depuis le 1<sup>er</sup> janvier

2017 au profit de la Région et de la Métropole, pour les services inclus dans le ressort territorial de cette dernière.

Le 31 décembre 2018, cette convention arrive à échéance. A cet effet, il convient de prévoir son renouvellement. Celle-ci sera conclue entre les deux collectivités utilisatrices: la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Région Provence Alpes Côte d'Azur.

- La Métropole Aix-Marseille-Provence assure l'organisation des différents services offerts aux transporteurs et voyageurs
- La Région convient de financer au prorata de son usage le fonctionnement de la gare routière. Ce cofinancement est constitué d'une part forfaitaire versée par les AOM correspondant aux facilités essentielles et prestations assurées par la Métropole et d'autre part des redevances des transporteurs.

Ainsi, il vous est proposé d'approuver la convention ci-jointe relative à l'exploitation et aux conditions de financement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la convention annexée au présent rapport permet de définir les modalités d'exploitation et

de financement de la gare routière de Marseille Saint-Charles

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée pour une durée de 7 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires en dépenses sont inscrits au budget annexe transport 2019 et suivants en Section de fonctionnement – nature 611 – Sous-politique C260.

Les recettes seront constatées au budget annexe transport 2019 et suivants en section de fonctionnement Nature 7472 Sous politique C260.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 018-4333/18/BM**

**■ Approbation de la convention tripartite avec la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et la RTM pour la collecte de fonds issus des recettes billetterie sur le site de la gare routière Saint-Charles**

#### **MET 18/8515/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Créée le 1<sup>er</sup> janvier 2016 par la fusion de six établissements de coopération Intercommunale, la Métropole Aix-Marseille-Provence, s'est substituée à l'ex Communauté Urbaine de Marseille. En conséquence, celle-ci gère dorénavant la gare routière de Marseille Saint-Charles.

Dans le cadre du contrat qui la lie à sa régie, la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié à la RTM, l'exploitation du site de la gare routière de Marseille Saint-Charles. Les modalités techniques précises de l'exploitation sont décrites dans l'avenant n° 2 au contrat d'obligation de service public entre la métropole et la Régie des Transports Métropolitains.



Aussi, il est nécessaire de prévoir des modalités de commercialisation des titres de transport du réseau d'autocars du Conseil Régional sur les sites de la gare routière de Marseille Saint-Charles.

Dans le cadre d'une convention arrivant à échéance le 31 décembre 2018, la RTM procède à la collecte des fonds et au reversement issu des recettes de billetterie des lignes de transports gérées par la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Il est donc nécessaire de procéder au renouvellement de cette convention.

Ainsi, il vous est proposé d'approuver la convention ci-jointe relative à l'exploitation et aux conditions de financement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole
- La délibération DTUP 004-830/11/CC du 09/12/2011 confiant l'exploitation de la gare routière à la RTM

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver les modalités de collecte de fonds issus des recettes de billetterie des lignes de transports gérées par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur en gare routière Marseille Saint Charles.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de collecte des fonds ci-annexée conclue avec la Métropole Aix-Marseille-Provence, la RTM et la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 019-4334/18/BM**

**■ Approbation d'une convention de financement pour l'entretien et la maintenance de l'abri vélo sécurisé de la gare Marseille Saint Charles  
MET 18/7453/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 15 décembre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est dotée d'un Agenda de la mobilité métropolitaine. Véritable feuille de route métropolitaine en matière de mobilité, ce dernier prévoit le développement des stationnements vélos sécurisés notamment au sein des pôles d'échanges métropolitain.

Dans un objectif d'intermodalité avec les transports en commun, il est ainsi prévu de doter tous les pôles d'échange métropolitains d'une solution de stationnement vélos sécurisés d'ici à 2025. L'agenda de la Mobilité affiche un objectif de 3600 places de stationnements vélo au sein d'une cinquantaine de pôles d'échanges métropolitain et dans les principales zones d'activité.

Afin d'atteindre cet objectif, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de l'établissement public national industriel et commercial dénommé « SNCF Mobilités », en sa branche Gares & Connexions, afin d'étudier la possibilité de mise en place d'un abri vélo sécurisé accessible aux usagers des transports au sein du site de la Gare Marseille St Charles.

En effet, conformément aux dispositions de l'article L.2141-1 du Code des Transports, Gares & Connexions s'est dotée avec l'appui de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, compétente en matière de transport ferroviaire régional, de la possibilité de

doter les gares de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur d'abris vélos sécurisés sous réserve du partenariat de l'autorité publique locale compétente. Ainsi, les gares d'Arles, Cannes, Briançon, La Garde, Avignon ou encore St Chamas ont pu être équipées d'abri vélo sécurisé dans le cadre d'une convention de partenariat tripartite impliquant Gares & Connexions, la Région et la collectivité locale compétente.

Ces abris vélos, dont le coût d'achat et de mise en place est en moyenne de 50 000 € HT par site (pour un abri vélo de 20 places environ), sont subventionnés en investissement par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et réalisés sous maîtrise d'ouvrage de Gares & Connexions. Ils sont subventionnés en fonctionnement par la collectivité compétente et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Au vu de l'importance de proposer un service de stationnement vélo sécurisé au sein de la Gare St Charles, il a été convenu de recourir à ce cadre partenarial afin d'installer, sur le parvis du square Narvik, un double abri d'une capacité de 38 places de stationnement sécurisés. Cet abri proposera des casiers de rechargement batterie de vélo à assistance électrique et dépose du matériel du cycliste ainsi qu'un dispositif de gonflage et de réparation. Il sera géré par Gares & Connexions et accessible en réservation via le site Pacamobilité et le site Le Pilote.

Deux abris complémentaires d'une capacité de 20 places seront installés par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le foncier métropolitain aux abords du site de la Gare afin d'augmenter la capacité de stationnement vélo sécurisé et d'offrir un maillage attractif.

Répondant à l'objectif conjoint de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de Gares & Connexions, il est proposé d'adopter la convention de financement pour l'entretien et la maintenance de l'abri vélo sécurisé en gare Marseille St Charles sur le modèle des conventions passées précédemment et d'attribuer une subvention de fonctionnement à Gares & Connexions d'un montant maximal de 5628 € TTC par an pour assurer l'entretien et la maintenance préventive et curative de ce site.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée avec Gares & Connexions et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur accordant une subvention maximale d'un montant de 5628 € TTC à Gares & Connexions pour la maintenance et l'entretien annuel de l'abri.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget transport 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique C360 - nature budgétaire 65738.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 020-4335/18/BM**

**■ Approbation des conventions relatives aux études de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés avec les sociétés Jaguar et Free dans le cadre de l'extension du réseau de tramway de Marseille**  
**MET 18/8087/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger le réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel-Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km. Est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schlœsing jusqu'à la station de métro Sainte Marguerite-Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de télécommunication (téléphonie, fibre) afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway. Ces réseaux sont gérés par différents opérateurs qui sont à ce titre occupants du domaine public.

Il y a lieu en conséquence d'établir une convention ayant pour objectif de définir les modalités ainsi que les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement et de protection des réseaux sous maîtrise d'ouvrage des différents opérateurs, en l'occurrence les sociétés Jaguar et Free, nécessitées par le Projet d'extensions Nord et Sud du tramway.

La réalisation des travaux fera l'objet d'une convention spécifique à l'issue de l'approbation des études d'Avant-Projet par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Les conventions actent le principe de la prise en charge financière des études de déviation de ses réseaux par les différents occupants. La Métropole sera amenée à rembourser tout ou partie des études si le projet est abandonné ou subit des modifications de programme après sa validation par cette dernière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études de la première phase d'extension du

réseau de tramway axe Nord- Sud Gèze - La Gaye pour un montant de 14 100 000 d'euros HT ;

- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway de l'agglomération marseillaise, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway et de parcs-relais ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de télécommunication impactant le périmètre du projet ;
- Que les sociétés Jaguar et Free, opérateurs de réseaux de téléphonie et fibre et occupants du domaine public, sont maîtres d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement de leurs installations et réseaux ;
- Qu'il convient en conséquence d'établir une convention respectivement avec les sociétés Jaguar et Free fixant les modalités et les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement des réseaux impactés.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée avec la société Jaguar définissant les modalités et les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement et de protection des réseaux de l'Occupant nécessitées par le projet d'extension du réseau de tramway de l'agglomération marseillaise, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant création d'un dépôt de tramway.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée avec la société Free définissant les modalités et les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement et de protection des réseaux de l'Occupant nécessitées par le projet d'extension du réseau de tramway de l'agglomération marseillaise, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant création d'un dépôt de tramway.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les présentes conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 021-4336/18/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement auprès du Conseil Régional dans le cadre du CRET pour le financement des études relatives à l'opération Etudes de l'extension du réseau de tramway de Marseille au Nord jusqu'au boulevard capitaine Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye et création d'un site de maintenance et de remisage MET 18/8090/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de lancer la première phase de l'extension Nord-Sud du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km. Le réseau de tramway, associé à un parc relais au niveau de la traverse de la Gaye, sera alors en

interconnexion avec ce futur axe routier structurant. Est également prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schlœsing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la

création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron.

Par délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension Nord- Sud du réseau de tramway de Marseille.

Ce projet figure parmi les objectifs du programme d'investissements en Transports en Commun en Commun en Site Propre de l'Agenda Mobilité métropolitain approuvé par le Conseil de la Métropole en décembre 2016.

En octobre 2017, le groupement de maîtrise d'œuvre en charge des études et du suivi de réalisation du projet a été désigné.

La présente délibération vise à approuver une demande de subvention auprès de la Région PACA, dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence (Axe 4 – Mobilités) signé le 16 février 2018 entre la Métropole et le Conseil Régional, susceptible d'apporter sa contribution financière aux études portant sur la première phase de l'extension Nord-Sud du tramway de Marseille.

Le coût prévisionnel du projet subventionnable a été estimé à 15 000 000 d'euros HT. Ce coût inclut une partie des études relatives à la première phase d'extension Nord-Sud du tramway.

Le Plan de financement prévisionnel de ces études est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur « CRET de la Métropole Aix-Marseille Provence »	33,7 %	5 060 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	66,3 %	9 940 000 euros

Telles

so

nt les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-

Provence ;

- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye pour un montant de 14 100 000 euros HT ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Qu'il convient de solliciter une aide financière auprès de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le financement des études relatives au projet d'extension du réseau de tramway de l'agglomération marseillaise, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant création d'un dépôt de tramway et de parcs-relais.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône (Axe 4 – Mobilités), ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation des études relatives à la première phase du projet d'extension Nord-Sud du réseau de tramway de Marseille.

#### **Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les imputations budgétaires : Budget Annexe Transports - Section Investissement - Opération : 2015110600 - Nature : 1312 - Sous politique : C230.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 022-4337/18/BM**

**■ Approbation d'une convention de partenariat d'affichage publicitaire sur les abris-voyageurs avec le Département des Bouches-du-Rhône  
MET 18/8113/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2017, la Métropole est autorité organisatrice de la mobilité en matière de transports publics routiers non urbains de personnes effectués intégralement sur son ressort territorial ;

Dans le cadre du transfert global du réseau CarTreize exploité sur son territoire, le Département a également transféré à la Métropole le parc d'abribus et les marchés associés de maintenance et d'affichage. Le Département et la Métropole ont convenu de se répartir à parité les espaces d'affichage sur ces mobiliers urbains.

La Métropole est donc propriétaire d'un réseau de près de 179 abribus ex-CarTreize répartis sur son territoire. Ces abribus font partie du domaine public de la Métropole. La collectivité assure l'animation de ce réseau. Dédié au transport public, les abribus sont accessoirement dédiés à la diffusion d'informations sur la collectivité ;

La convention ci-annexée a pour objet de définir les modalités pratiques et financières de mise à disposition du réseau d'affichage des abris voyageurs accordée au Département des Bouches-du-Rhône ainsi que les dispositions pratiques du partage des espaces d'affichages entre la Métropole et le Département.

Le périmètre d'application de la convention correspond au périmètre de la Métropole. La convention s'appliquera jusqu'au 31 décembre 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe, et notamment son article 18 au titre duquel la compétence du Département des Bouches-du-Rhône en matière de transports publics routiers non urbains, est transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à compter du 1er janvier 2017 pour les transports de voyageurs, et à compter du 1er septembre 2017 en matière de transports scolaires (hors transport des élèves handicapés et hors ressort territorial des AOMU) ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la convention correspondant au partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le département des Bouches du Rhône sur l'utilisation conjointe du réseau d'affichage des abris- bus

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention, ci-annexée, relative au partenariat.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention d'affichage publicitaire sur les abris-voyageurs entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Département des Bouches-du-Rhône dans le cadre de la loi Notre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **TRA 023-4338/18/BM**

### **■ Attribution d'une subvention pour l'année 2018 au profit de l'association Collectif Vélos en Ville et approbation d'une convention d'objectifs - Abrogation de la délibération du n°TRA-015-3542/18/BM du 22 mars 2018 MET 18/8300/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n° TRA-015-3542/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 a approuvé l'attribution d'une subvention de 20 000 euros à l'association Collectif Vélos en Ville – CVV- en fonctionnement général.

L'association Collectif Vélos en Ville - CVV a pour objet de sensibiliser, de former et de faire participer le public le plus large possible au développement de la pratique du vélo en ville. Au vu des objectifs de l'agenda de la mobilité en matière de modes actifs et de leur cohérence avec l'objet de l'association, il avait donc été proposé d'accepter la demande de subvention de l'association à hauteur de 20 000 euros.

La convention d'objectifs approuvée par le Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 permettant le versement de ladite subvention mentionnait dans son article 4.1 le budget prévisionnel de l'association. Une erreur matérielle indique un montant de 20 000 euros qui correspond au montant de la subvention accordée et non au budget global prévisionnel de l'association.

Le présent rapport propose de rectifier cette erreur en abrogeant la délibération adoptée par le bureau du 22 mars 2018, d'attribuer une subvention à l'association et d'autoriser la signature d'une convention d'objectifs pour 2018 ci-après annexée à passer entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association CVV. Il convient de noter que la subvention de 20 000 euros représente 9,7% du budget prévisionnel.

La présidence de l'association ayant été modifiée, il est à noter que la nouvelle convention intègre aussi ce changement de présidence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n°TRA-015-3542/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 relative à l'attribution d'une subvention au profit de l'association Collectif Vélos en Ville – CVV- en fonctionnement général.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de régulariser la convention d'objectifs permettant le versement d'une subvention à l'association Collectif Vélos en Ville en fonctionnement général,

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est abrogée la délibération du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 n°TRA-015-3542/18/BM octroyant une subvention à l'association Collectif Vélos en Ville – CVV suite à une erreur matérielle.

#### **Article 2 :**

Est attribuée une subvention d'un montant de 20 000 euros au titre de l'année 2018 à l'association Collectifs Vélos en Ville.

#### **Article 3 :**

Est approuvée la convention ci-annexée.

#### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous documents afférents à ce dossier.

#### **Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget transport 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique C360 nature budgétaire 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 024-4339/18/BM**

#### **■ Approbation d'une convention avec la SNCF Réseau relative à l'étude préliminaire de dépose d'équipements ferroviaires dans le cadre du réaménagement du parking de la gare de Cassis MET 18/6694/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les usagers de la gare de Cassis qui s'y rendent en voiture stationnent à ce jour sur un terrain appartenant à la SNCF qui n'est pas aménagé à cet effet et qui comportent deux bâtiments désaffectés.

La Métropole souhaite donc réaménager ce terrain et profiter de toute la surface disponible en démolissant les deux bâtiments mais aussi en élargissant l'emprise sur une surface occupé à ce jour par deux voies de services que la SNCF a accepté d'abandonner formellement.

Afin de déposer ces équipements ferroviaires (voies, caténaires et aiguillages), il convient que la SNCF Réseau réalise une étude préliminaire, cette étude étant prise en charge par la Métropole pour un montant de 16 200 € HT.

La convention ci-jointe a pour objet de définir les engagements réciproques des parties en ce qui concerne les modalités de financement et d'exécution de cette étude préliminaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;



- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;  
La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder au réaménagement du parking de la gare de Cassis en utilisant toute la surface disponible ;
- Qu'il convient donc de faire déposer par la SNCF des équipements ferroviaires ;
- Que l'étude nécessaire à cette dépose est à prendre en charge par la Métropole.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'étude préliminaire de dépose des équipements ferroviaires de la gare de Cassis.

Le montant pris en charge par la Métropole est de 16 200 € HT.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Nature : 2313 - Numéro d'opération : 2010101600 - Sous-politique : C350 – Budget annexe Transports

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 025-4340/18/BM**

**■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la Ville d'Aix-en-Provence pour la réalisation d'études d'infrastructures favorisant les Transports en Commun du centre-ville d'Aix-en-Provence  
MET 18/8210/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la réorganisation du réseau Aix en Bus lié d'une part à l'arrivée du BHNS et d'autre part au renouvellement de la DSP, certains aménagements destinés à organiser les parcours des bus et cars dans le centre-ville sont à réaliser.

Ces restructurations visent à améliorer les conditions de déplacement sur le territoire du Pays d'Aix et de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans un objectif d'attractivité des transports en commun pour favoriser le report modal.

Pour ce faire, il est prévu d'engager les études d'infrastructures permettant, dans un premier temps de permettre un accès facilité des cars à la gare routière depuis le Nord de la Ville, mais aussi de faciliter le passage des bus sur la Place Narvik. Ces études d'infrastructures visent à déterminer les itinéraires préférentiels des bus et des cars et d'en définir les caractéristiques, en particulier les couloirs réservés aux bus, couloirs d'approche et traitement des carrefours.

La commune d'Aix-en-Provence est compétente en matière de voirie communale et ces aménagements relèvent de son domaine public routier comprenant les voiries communales, l'ensemble des équipements et mobilier qui en sont l'accessoire, certains réseaux sous propriété et gestion directe de la commune (eaux pluviales, eaux potables, eaux usées, éclairage public, signalisation tricolore...), ainsi que d'autres ouvrages exploités par des tiers et occupant le domaine public communal.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, quant à elle, est compétente en matière de transport public et réalise les infrastructures nécessaires à la bonne mise en œuvre de cette compétence.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre des études précitées qui sont de sa compétence, doit en déléguer la maîtrise d'ouvrage à la Ville d'Aix-en-Provence dans le cadre d'un transfert temporaire (TTMO) pour réaliser les études d'infrastructures favorisant les transports en commun rendus nécessaires par la réorganisation des réseaux de transport.

En ce sens, la Ville d'Aix-en-Provence est désignée Maître d'ouvrage unique par convention entre les deux parties pour la réalisation des études.

Ces dispositions entrent dans le cadre d'un transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage (TTMO) en application de l'article 2-II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Le transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville d'Aix-en-Provence porte sur une étude d'infrastructure, évaluée à 45 000 euros HT (dont 16 000 euros HT correspondant à l'étude préalable). Le montant total de l'étude sera réajusté à l'issue de la phase « étude préalable ».

A cette fin, il convient pour la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville d'Aix-en-Provence de conclure la présente convention.

En ce sens, il vous est proposé d'approuver la convention de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la réalisation des études.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée et notamment son l'article 2-II ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la réalisation d'une étude pour un montant total évalué à 45 000 euros HT (dont 16 000 euros HT correspondant à l'étude préalable). Le montant total de l'étude sera réajusté à l'issue de la phase « étude préalable ». La dépense est imputée.

##### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation d'études favorisant les transports en commune dans le centre de la ville d'Aix-en-Provence sur le périmètre joint en annexe de la convention.

##### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires à l'opération sont inscrits au Budget Annexe « Transport » de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Section d'investissement sur l'AP 181070TP - code opération 2018103700 – chapitre 20– Nature 2031.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 026-4341/18/BM**

##### **■ Attribution d'une subvention à l'association Atelier de l'environnement Centre permanent d'initiatives pour l'environnement du Pays d'Aix pour 2018 - Approbation d'une convention MET 18/8085/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des enjeux identifiés par son Agenda de la Mobilité, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives.

Les questions de protection de l'atmosphère et de la qualité de l'air, constituent un des enjeux de la compétence Mobilité, Déplacements et Accessibilité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite favoriser les actions en faveur des mobilités durables, par la mise en place d'un soutien financier.

Ce soutien, qui s'adresse aux associations œuvrant à la mise en place d'outils de conseil et d'orientation favorisant le report modal par l'angle de la protection environnementale, permet à la Métropole de compléter ses missions obligatoires de « conseil en mobilité » pour développer ou promouvoir les mobilités durables.

L'association Atelier de l'Environnement – labellisée CPIE (Centre permanent d'initiatives pour l'environnement) du Pays d'Aix -, créée en 1997, a pour objectif d'initier et développer des projets contribuant à la préservation de l'environnement, à l'aménagement et au développement durable du territoire sur le périmètre du précédent Territoire du Pays d'Aix qui l'entoure,

L'association assure entre autres :

- L'élaboration et coordination de programmes pédagogiques, ainsi que l'animation en milieu scolaire, para et extrascolaire.
- Des opérations de sensibilisation et formation à l'environnement et aux écogestes.
- La conception et réalisation d'outils pédagogiques et d'événements, ainsi que l'assistance à la réalisation de projets pédagogiques.
- L'initiation et accompagnement de projets de développement durable, de communication environnementale, d'écomobilité, de biodiversité, d'aménagement du territoire...

Dans le cadre de son objet, la promotion des activités liées à la protection de l'environnement et du cadre de vie, l'Association prévoit en 2018 de programmer une action spécifique dans le domaine de la Mobilité : la conception d'une « boîte à outils Mobilité Durable », dont les objectifs sont :

- Offrir aux acteurs plusieurs supports de conseil et d'orientation Mobilité
- Créer un outil interactif et modulable pour sensibiliser à la mobilité et aux comportements citoyens
- Apporter de la connaissance, une aide à la décision et recherche de solutions adaptées
- Développer et tester la boîte à outils dans le cadre de PDES (Plans de Déplacements d'Établissements Scolaires).

En cohérence avec la politique de soutien aux associations chargées du développement et de la promotion des mobilités durables, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite apporter une aide de 10.000€ à l'association sous la forme d'une subvention de fonctionnement par le biais d'une

convention annuelle, pour la réalisation de cette action

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole ;
- L'avis favorable de la commission de suivi et cohérence des subventions ;

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de l'amélioration de l'environnement de ses habitants et de la promotion des mobilités durables

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement spécifique de 10 000 euros à l'association Atelier de l'Environnement CPIE du Pays d'Aix.

## **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'Atelier de l'Environnement CPIE du Pays d'Aix

## **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisée à signer cette convention.

## **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget transport 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique C360- nature budgétaire 65738

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **TRA 027-4342/18/BM**

#### **■ Approbation d'une convention relative au financement des travaux de reconstitution des bâtiments de SNCF Réseau à Aubagne MET 18/6273/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence et la SNCF ont signé le 5 janvier 2016 un protocole cadrant la cession des terrains ferroviaires de l'ancienne voie de Valdonne.

La majeure partie des acquisitions foncières ont été réalisées durant l'année 2017, conformément aux conditions fixées lors du protocole signé en 2016. La présente convention de financement doit permettre à la Métropole de se porter acquéreur d'un terrain situé en gare d'Aubagne, nécessaire à la réalisation de projets de Transports en commun en site propre (TCSP) conformément à l'agenda de la mobilité.

Ce terrain est actuellement utilisé par les équipes de maintenance de la SNCF. Dès lors, la cession des terrains nécessite d'effectuer au préalable des travaux en vue de la reconstitution des bâtiments nécessaires au déplacement des équipes de SNCF Réseau. Conformément aux articles L.2111-20 du Code des Transports et L52 du décret n°97-444 du 5 mai 1997 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Réseau, ces travaux seront réalisés par la SNCF et pris en charge par la Métropole.

Le projet conduit par la SNCF consiste à augmenter la capacité du site du Centre de Maintenance pour le Matériel de l'Infrastructure, le « C2MI », situé à proximité de la gare d'Aubagne, en construisant deux nouveaux bâtiments, et en réhabilitant un des bâtiments existants. Le futur site regroupera les équipes SNCF Réseau déplacées par le projet de transport sur Aubagne, celles déplacées du plateau de la gare d'Aix en Provence dans le cadre des travaux réalisés sur la ligne TER Aix-en-Provence – Marseille ainsi que celles basées à Marseille l'Estaque.

Le montant total des travaux est évalué à 2 917 544 euros hors taxes dont 557 794 euros hors taxes (cinq cent cinquante-sept mille sept cent quatre-vingt-quatorze euros HT) à la charge de la Métropole au titre des surfaces utilisées par les équipes déplacées sur la parcelle achetée.

Le planning prévisionnel prévoit une livraison des installations avant la fin du premier trimestre 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites de territoire de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n°97-444 du 5 mai 1997 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Réseau ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée relative au financement des travaux de reconstitution des bâtiments SNCF Réseau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SNCF.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

**Article 3 :**

Les crédits sont inscrits au budget annexe des transports 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille Provence, sous politique C210, nature 678.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 028-4343/18/BM**

**■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Saint Zacharie pour l'opération de création d'une aire de stationnement avenue Frédéric Mistral  
MET 18/8249/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions combinées des lois n° 2004-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la république, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce pleinement la compétence « aires et parcs de stationnement » sur l'intégralité de son territoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Toutefois, par convention de gestion n° FAG 187-3206/17/CM approuvée par délibération du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié à la commune de Saint Zacharie la gestion et l'exploitation de 16 aires de stationnement pour une durée d'un an, afin de finaliser l'ensemble des actes inhérents au transfert des moyens et des services.

Dans le cadre de cette convention, et conformément aux articles 4, 5 de cette dernière, la Métropole peut confier à la commune, par convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, la réalisation de travaux d'aménagement.

Afin de compléter l'offre de stationnement de la commune de Saint Zacharie, il est opportun de procéder à la création d'une aire de stationnement de 8 places avenue Frédéric Mistral.

La réalisation de ces travaux s'étalera sur la période du dernier trimestre 2018.

Le coût de cette opération s'élève à 47 650 euros HT soit 57 180 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 09-011/16 du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau ;
- La convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint Zacharie au titre de la compétence « aires et parcs de stationnement » n° FAG 187-3206/17/CM approuvée par délibération n° 355/17 du 14 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne du 15 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « aires et parcs de stationnement » sur l'intégralité de son territoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.
- Qu'afin de finaliser les actes inhérents au transfert de compétence entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence, celle-ci a confié par convention de gestion en date du 14 décembre 2017, à la commune de Saint Zacharie l'exercice de la compétence parcs et aires de stationnement ;
- Que la création de l'aire de stationnement sise avenue Frédéric Mistral est nécessaire au complément de l'offre de stationnement de la commune ;
- Qu'en égard à la convention de gestion sus visée, la Métropole peut confier par convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, la réalisation de ces derniers à la commune de Saint Zacharie

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint Zacharie concernant l'opération de création d'une aire de stationnement avenue Frédéric Mistral ;

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

### **Article 3 :**

Les crédits sont inscrits au budget état spécial du territoire CT4 – Nature 2031-2315 – Chapitre 20-23 de l'opération 2018401800 « travaux d'aménagement d'une aire de stationnement Saint Zacharie » programme 08 code AP181081BP

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 029-4344/18/BM**

**■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune d'Istres concernant l'opération de travaux d'aménagement sur la partie de l'extension du parking des Carmes MET 18/8151/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions combinées des lois n° 2004-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la république, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce pleinement la compétence « aires et parcs de stationnement » sur l'intégralité de son territoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Toutefois, par convention de gestion n° 17/1352 approuvée par délibération du 21 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié à la commune d'Istres la gestion et l'exploitation des trois parkings en régie : Arnavaux, Victor Hugo et les Carmes pour une durée d'un an, afin de finaliser l'ensemble des actes inhérents au transfert des moyens et des services.

Dans le cadre de cette convention, et conformément aux articles 4, 5 de cette dernière, la Métropole peut confier à la commune, par convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, la réalisation de travaux d'aménagement.

Le parking des Carmes a fait l'objet d'une extension en 2017 nécessitant de nombreuses modifications techniques au sein de l'ouvrage, au regard notamment de la réalisation de logements et d'une zone commerciale au-dessus du parc de stationnement.

Dans ce contexte, il s'avère nécessaire de réaliser des travaux au sein du parking des Carmes pour des raisons de sécurité. Ceux-ci concernent notamment le transfert du poste de contrôle au niveau -1, du réaménagement des vestiaires, de l'élargissement de la gaine ascenseur et de la pose de ce dernier, de la séparation de la partie privative située au R-2 au reste du parc public, de la mise aux normes électriques, PMR, et sécuritaires.

La réalisation de ces travaux s'étalera sur la période du dernier trimestre 2018.

Le coût de cette opération s'élève à 453 916, 82 € HT soit 544 700,18 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Istres au titre de la compétence « aires et parcs de stationnement » n° 17/1352 approuvée par délibération n° 355/17 du 21 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Ouest Provence du 17 septembre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « aires et parcs de stationnement » sur l'intégralité de son territoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.
- Qu'afin de finaliser les actes inhérents au transfert de compétence entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence, celle-ci a confié par convention de gestion le 21 décembre 2017, à la commune d'Istres, la gestion des parkings des Arnavaux, Victor Hugo et des Carmes ;
- Que le parking des Carmes a fait l'objet d'une extension en 2017 nécessitant la réalisation de travaux ;
- Qu'en égard à la convention de gestion sus visée, la Métropole peut confier par convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, la réalisation de ces derniers à la commune d'Istres

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Istres concernant l'opération de travaux d'aménagement sur la partie de l'extension du parking des Carmes à Istres.

**Article 2 :**

Les crédits sont inscrits au budget annexe Parkings Métropole – Nature 2031-2315 – Chapitre 20-23 de l'opération 2018 5 006 00 « Travaux d'aménagement Parkings» programme 08 code AP185081PK.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 030-4345/18/BM**

**■ Approbation d'une convention de cofinancement relative au financement des travaux de la modernisation de ladite ligne de la Côte Bleue section de Martigues à L'Estaque MET 18/8354/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Contrat de Plan Etat-Région affirme les cinq priorités suivantes : Emploi-jeunesse, économie de la connaissance et filières stratégiques, accessibilité multimodale, transition écologique et énergétique, développement solidaire des territoires. Il fait l'objet d'une convention spécifique d'application avec la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui détermine les termes du partenariat financier pour la mise en œuvre du CPER, en termes d'opérations ciblées ou de mesures inscrites dans le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

La priorité III « Dynamiser l'accessibilité multimodale » comporte un volet Opérations ferroviaires. Parmi ces opérations ferroviaires, la modernisation de la ligne 935 000, dite ligne de la Côte bleue, est un enjeu majeur pour le développement de la mobilité au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Elle doit, en effet, permettre de favoriser les déplacements entre les territoires de l'ouest et les zones d'emplois que constituent Martigues/Fos et Euroméditerranée en proposant une amélioration de la qualité de service : régularité, ponctualité et temps de parcours.

Or cette ligne, au patrimoine d'infrastructure hors normes au sein du réseau ferré national (plus de 480 ouvrages dont quelques viaducs emblématiques, de nombreux tunnels et de nombreuses tranchées rocheuses) souffre de ralentissements dus à une dégradation prononcée et une vétusté de son infrastructure. Elle ne permet plus aujourd'hui d'offrir un service de qualité.

Un diagnostic réalisé en fin d'année 2014, a démontré la nécessité d'intervenir massivement sur cette ligne, et cela en premier lieu pour éviter la mise en œuvre d'un ralentissement généralisé à 40 km/h (soit un temps de parcours accru de l'ordre de 20 minutes), et

en second lieu pour lever les ralentissements existants.

Les zones d'interventions ont été définies en fonction de la criticité vis-à-vis des risques ferroviaires et des ralentissements existants ou futurs. Deux zones de priorité ont ainsi été définies :

- Priorité 1, située entre la gare de l'Estaque et la gare de Carry-le Rouet,
- Priorité 2, située entre la gare de Carry-le Rouet et la gare de Martigues.

A cet effet, une enveloppe de 40 M€ courants est inscrite au CPER 2015-2020. Dans sa convention spécifique d'application la part de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élève à 2M€. La signature de la convention de financement de la phase Projet et Travaux Préparatoires le 15/03/2018 (d'un montant de 2,5 M€) a permis le démarrage des études de niveau PRO.

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de financement de l'État, de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Département des Bouches-du-Rhône, et de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour engager la réalisation des travaux de Priorité 1, qui constituent une première étape dans la régénération de la ligne afin de pérenniser la section de l'infrastructure située entre Carry et l'Estaque.

#### Estimation des travaux :

Les résultats d'études de niveau Avant-Projet (ayant fait l'objet d'une convention de financement tripartite Etat-Région-SNCF signée le 23/12/2015 pour un e plan de financement est le suivant :

Phase REA	Clé de répartition %	Besoin de financement Montant en Euros courants H.T.
Etat	24,9685	7 734 000
Région	54,7312	16 953 000
Département des Bouches du Rhône	5,9532	1 844 000
Métropole Aix Marseille Provence	5,9532	1 844 000
SNCF RÉSEAU	8,3939	2 600 000
TOTAL	100,0000	30 975 000

A ces travaux cofinancés, SNCF Réseau ajoute des travaux de modernisation de tunnel ou versant rocheux financés sur fonds propres pour un montant avoisinant 10 millions d'euros courants.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

montant de 1,5 M€ courants) ont été présentés en Comité Technique le 4 avril 2017. Le montant des travaux s'établissait à 41,3 M€ aux conditions économiques de janvier 2016 (soit 43,6 M€ aux conditions économiques de réalisation), avec une réalisation sous fermeture complète de la ligne durant 6 mois.

Le montant des travaux étant supérieur à l'enveloppe prévue au CPER, SNCF Réseau a présenté en Comité Technique du 01/12/2017 le résultat des études de réduction du coût d'opération : le montant des travaux s'établissait alors à 36,2 M€ aux conditions économiques de Janvier 2016 (soit 37,8 M€ courants dont 34,3 M€ pour la phase travaux). Ce montant étant toujours au-dessus de la capacité de financement des parties prenantes (35 M€ courants dont 31 M€ pour la phase travaux), le Comité Technique a souhaité que SNCF Réseau travaille, dans le cadre des études de niveau Projet, sur une optimisation du programme pour respecter l'enveloppe allouée.

Sur la base d'une stratégie d'optimisation des coûts (par l'utilisation de matériaux de réemploi notamment), SNCF Réseau a pu dégager 3 M€ d'économies. Le coût total de l'opération, études et travaux, s'élève aujourd'hui à 34,975 M€ courants. Ce montant est couvert par le financement contractualisé dans le CPER.

L

#### Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;



- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole
- Le Contrat de Plan État-Région (CPER) de 2015-2020 signé entre la Région et l'État le 29 mai 2015, modifié le 18 novembre 2016, suite avenants n°2 et 3 ;
- La convention spécifique d'application du CPER entre l'État, La Région et la Métropole

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient avec l'ensemble des partenaires de poursuivre l'amélioration de l'offre de transport collectif ferroviaire et notamment de desserte ;
- Que la modernisation de la ligne dite de la Côte bleue est un enjeu majeur pour le développement de la mobilité au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que l'État, la Région, le Département des Bouches du Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence se sont engagés au titre du CPER 2015-2020, à financer les travaux de priorité une entre les gare de l'Estaque et de Carry le Rouet ;
- Qu'il convient aujourd'hui de lancer ces travaux de renouvellement de voie sur la section située entre Carry et l'Estaque, afin de conserver cette infrastructure au patrimoine exceptionnel et limiter les ralentissements ;
- Que la Métropole participe à hauteur de 1 844 000 € sur un montant total de 30 975 000€ HT, au titre de la réalisation de ces travaux ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de financement des travaux de la modernisation de la ligne ferroviaire 935000, dite ligne de la Côte Bleue, sur la section de Carry à l'Estaque pour un montant global de 30 975 000 euros TTC, avec une participation financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence à

hauteur de 1 844 000 euros TTC, correspondant à 5,95 % du montant global forfaitaire.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget principal métropolitain fractionné 2019, chapitre 20 – Nature 20441 sous-politique A420.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 031-4346/18/BM**

**■ Approbation d'une convention de cession à titre gratuit d'équipements billettiques entre la Communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette et la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 18/8086/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette procède au remplacement de son système billettique. Les anciens équipements fonctionnaient sur le système billettique commun VIX EBRIO mis en place par le Département en 2012.

Ces équipements sont totalement compatibles avec le système transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence et actuellement en fonction sur les réseaux des territoires de Salon - Etang de Berre - Durance, Ouest Provence, Pays de Martigues et Carreize. Pour faire face à une augmentation de l'offre sur ces réseaux de transport tout en minimisant les coûts, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite récupérer ce matériel.

La Communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette a convenu de céder à titre gratuit leurs anciens équipements à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette s'est engagée à céder gratuitement l'ensemble des équipements billettiques à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence prendra à sa charge les frais d'acheminement des biens jusqu'à son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée par laquelle Communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette s'engage à céder gratuitement à la Métropole Aix-Marseille-Provence l'ensemble des équipements billettiques.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

**Commission "Urbanisme et Aménagement"**

\*\*\*\*\*

**URB 001-4347/18/BM**

**■ Acquisition à l'euro symbolique auprès de la Ville de Marseille des emprises foncières nécessaires à la création des voies nouvelles U236 et U299 à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement - Projet de rénovation urbaine Saint-Joseph. MET 18/8292/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint Joseph - Vieux Moulin à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a programmé la création des voies nouvelles dénommées U236 et U299 et le réaménagement de la traverse du Vieux-Moulin afin de permettre le désenclavement du quartier conformément à l'emplacement réservé n° 14-750 au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de la Ville de Marseille de trois emprises foncières à détacher des parcelles cadastrées Section 895 C numéros 61-79 et 200 pour une superficie totale de 2 263 m<sup>2</sup> environ sises rue Mireille Ponsard à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement en vue de leur intégration dans le domaine public métropolitain.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau concernant les missions foncières ;
- Le protocole foncier ;
- L'avis de France Domaine n°2018-214V0940 du 7 juin 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition auprès de la Ville de Marseille de trois emprises foncières d'une superficie totale de 2 263 m<sup>2</sup> à détacher des parcelles cadastrées Section 895 C numéros 61-79 et 200 permettra de réaliser les voies nouvelles U236 et U299 dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier Saint-Joseph Vieux-Moulin à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel la Ville de Marseille s'engage à céder à l'euro symbolique au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui l'accepte, afin de réaliser les voies nouvelles U236 et U299 à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement les emprises foncières suivantes :

- 472 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 895 C n°79
- 1 336 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 895 C n°200
- La parcelle cadastrée Section 895 C n°61 d'une contenance cadastrale de 455 m<sup>2</sup>.

#### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

#### **Article 4 :**

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 002-4348/18/BM**

**■ Acquisition à l'euro symbolique d'une emprise de terrain auprès de la SCCV De Lattre De Tassigny située avenue De Lattre De Tassigny, nécessaire au projet de création d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) à Marseille 9ème arrondissement  
MET 18/7804/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le projet de création d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre la place de Castellane et le pôle universitaire de Luminy a été approuvé par le Conseil de Communauté le 1<sup>er</sup> octobre 2010.

Par délibération DTM 001-25/09/15 BC du 25 septembre 2015, le Conseil de Communauté a approuvé la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement avec la ville de Marseille et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, relative à la réalisation de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre la place Castellane et le pôle universitaire de Luminy à Marseille (6<sup>ème</sup>-8<sup>ème</sup> et 9<sup>ème</sup> arrondissements).

Le Bus à Haut Niveau de Service permettra notamment d'améliorer la desserte de l'université de Luminy depuis la station de métro de Castellane, mais il sera aussi l'occasion de réaménager les espaces publics le long du tracé :

- Requalification des secteurs traversés avec nouveaux mobiliers urbains,

- Réalisation de cheminements piétons, trottoirs et de stations BHNS accessibles aux personnes à mobilité réduite,
- Création d'itinéraires cyclables,
- Aménagement d'un parking de rabattement afin de faciliter le stationnement des usagers du BHNS.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite obtenir la maîtrise foncière de l'ensemble des terrains nécessaires à la réalisation de l'opération.

Par conséquent, la réalisation de ce projet nécessite l'acquisition d'une parcelle de terrain appartenant à la SCCV De Lattre De Tassigny.

C'est pourquoi, la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert à l'euro symbolique auprès de la SCCV De Lattre De Tassigny, représentée par Monsieur Jean-Claude De Luca, une emprise de 174 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 849 P 0048, grevée d'un emplacement réservé n° 09-142 au Plan Local d'Urbanisme de la ville de Marseille.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant les missions foncières ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain d'une superficie d'environ 174 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée 849 P 0048 permettra le projet de création de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) et de réaménager les espaces publics le long du tracé.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la SCCV De Lattre De Tassigny s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise de terrain de 174 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 849 P 0048 située avenue De Lattre De Tassigny à Marseille 9<sup>ème</sup> arrondissement, à l'euro symbolique.

#### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2015110400 – Sous politique C130 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 003-4349/18/BM**

**■ Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain située 158 chemin de l'Armée d'Afrique à Marseille 10ème arrondissement appartenant à la SCI Marseille La Timone  
MET 18/7865/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La SCI Marseille La Timone est propriétaire de la parcelle 860 E 101, objet de la présente cession.

Le chemin de l'Armée d'Afrique est en partie réservé sous le n° 10-017 au plan local d'urbanisme de Marseille pour l'élargissement de cette voie.

A ce titre, la mairie des 9<sup>ème</sup> et 10<sup>ème</sup> arrondissements de Marseille a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence aux fins d'acquisition de la parcelle 860 E 101 appartenant à la SCI Marseille La Timone.

C'est pourquoi, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée de la SCI Marseille La Timone, représentée par son liquidateur, la société Les Nouveaux Constructeurs.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCI Marseille la Timone, cette dernière a accepté de céder la parcelle ci-dessus désignée à l'euro symbolique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant

délégation au Bureau concernant les missions foncières ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la parcelle objet des présentes est impactée par la réservation 10-017 au Plan Local d'Urbanisme de Marseille pour l'élargissement du chemin de l'Armée d'Afrique.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la SCI Marseille La Timone cède à la Métropole Aix-Marseille-Provence la parcelle cadastrée 860 E 101 située 158 chemin de l'Armée d'Afrique à Marseille 11<sup>ème</sup> arrondissement moyennant un euro symbolique.

**Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire au prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole ainsi que tous des documents y afférents.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2018 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2015110400 - Sous Politique C 130 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 004-4350/18/BM**

**■ Acquisition à l'euro symbolique auprès de Habitat Marseille Provence des emprises foncières nécessaires à la création des voies nouvelles U236 et U299 à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement - Projet de rénovation urbaine Saint-Joseph  
MET 18/7888/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint Joseph - Vieux Moulin à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a programmé la création des voies nouvelles dénommées U236 et U299 et le réaménagement de la traverse du Vieux-Moulin afin de permettre le désenclavement du quartier conformément à l'emplacement réservé n° 14-750 au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition à l'euro symbolique par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de Habitat Marseille Provence de trois emprises foncières à détacher des parcelles cadastrées Section 895 C numéros 57-72 et 76 pour une superficie totale de 7 669 m<sup>2</sup> environ sises traverse du Vieux-Moulin à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement en vue de leur intégration dans le domaine public métropolitain, ainsi que la constitution d'une servitude en tréfonds pour le passage d'un réseau des eaux pluviales.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;

- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau concernant les missions foncières;
- L'avis de France Domaine n°2018-214V0937 du 7 juin 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition auprès d'Habitat Marseille Provence de trois emprises foncières d'une superficie totale de 7 669 m<sup>2</sup> à détacher des parcelles cadastrées Section 895 C numéros 52-72 et 76, et la constitution d'une servitude de passage pour une canalisation d'eaux pluviales en tréfonds de la parcelle cadastrée Section 895 C n°72 permettront de réaliser les voies nouvelles U236 et U299 dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier Saint-Joseph Vieux-Moulin à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel Habitat Marseille Provence s'engage d'une part à céder à l'euro symbolique au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence trois emprises foncières de 1 789 m<sup>2</sup>, 5 692 m<sup>2</sup> et 188 m<sup>2</sup> à détacher respectivement des parcelles cadastrées Section 895 C numéros 57-72 et 76, et d'autre part à constituer en tréfonds de la parcelle cadastrée section 895 C numéro 72 une servitude de passage d'une superficie de 200 m<sup>2</sup> environ afin de réaliser les voies nouvelles U236 et U299 à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement.

**Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

### **Article 4 :**

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 005-4351/18/BM**

**■ Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain située avenue Paul Sirvent, allée Bougainville à Plan-de-Cuques, appartenant à la société Bouygues Immobilier  
MET 18/8291/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans la perspective de régulariser l'acquisition d'une parcelle cadastrée AO 142 d'une superficie d'environ 647 m<sup>2</sup>, sise à Plan-de-Cuques allée Bougainville/avenue Paul Sirvent, la Société Bouygues Immobilier, propriétaire du bien dont il s'agit, s'est rapprochée par courrier en date du 23 août 2016 de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'en régulariser la cession. En effet, la présente partie de la parcelle déjà aménagée et affectée à l'usage de voirie, plus précisément de carrefour giratoire de l'allée Bougainville, n'a pas vocation à rester dans le domaine privé. La société Bouygues Immobilier, propriétaire des biens et droits immobiliers, demande la cession au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence, afin d'intégration dans le domaine public routier métropolitain.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Bouygues Immobilier, cette dernière a accepté de céder la parcelle de terrain cadastrée AO 142 à l'euro symbolique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau concernant les missions foncières ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition de la parcelle AO 142 permettra son intégration dans le domaine public métropolitain.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Société Bouygues Immobilier s'engage à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui l'accepte, la parcelle AO 142 située avenue Paul Sirvent / allée Bougainville à Plan-de-Cuques, moyennant un euro symbolique.

### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets primitifs 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C 130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 006-4352/18/BM**

#### **■ Acquisition foncière à l'euro symbolique des parcelles constituant les périmètres de protection immédiate des forages F1 d'Eyguières et n°1 de Vernègues-Cazan auprès du Conseil Départemental MET 18/8448/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux arrêtés préfectoraux de déclaration d'utilité publique des forages publics d'eau potable F1 d'Eyguières du 19 août 2003 et du forage n°1 de Vernègues-Cazan du 11 mai 2009, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays Salonais souhaite acquérir les terrains constituant les Périmètres de Protection Immédiate (PPI) des forages :

- sur Eyguières, la parcelle cadastrée AH n°216 d'une superficie de 427 m<sup>2</sup>
- sur Vernègues-Cazan, la parcelle cadastrée A n°645 d'une superficie de 142 m<sup>2</sup>

Le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône est propriétaire des terrains qui constituent :

- le PPI du forage F1 à Eyguières,
- le PPI du forage n°1 de Vernègues-Cazan

Par courrier du 7 juillet 2017, Monsieur Jean-Pierre Bouvet, Conseiller départemental Délégué aux routes, indique que ces terrains seront cédés à l'euro symbolique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral en date du 19 août 2003 autorisant le prélèvement des eaux destinées à l'alimentation en eau potable et déterminant les périmètres de protection des captages F1, F2 et F3 situés sur la commune d'Eyguières ;
- L'arrêté préfectoral du 11 mai 2009 autorisant à prélever, à traiter et à distribuer l'eau provenant du captage n°1 de Vernègues-Cazan et déterminant les périmètres de protection du captage ;
- Le courrier du 7 juillet 2017, de Monsieur Jean-Pierre BOUVET, Conseiller Départemental Délégué aux routes, ci-annexé ;
- Le plan de division pour la parcelle AH n°216 sur la commune d'Eyguières,
- Le plan de division pour la parcelle A n°645 sur la commune de Vernègues,
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 8 octobre 2018 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition foncière auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône de la parcelle AH n°216 sur la commune d'Eyguières, d'une superficie de 427 m<sup>2</sup>, et de la parcelle A n°645 sur la commune de Vernègues, d'une superficie de 142 m<sup>2</sup>, à l'euro symbolique.



### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à cette acquisition.

### **Article 3 :**

Les frais d'acte seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section Investissement du Budget Annexe «Eau potable» du Conseil de Territoire du Pays Salonais, opération 2017 3 012 02 – chapitre 21 – nature 2111.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 007-4353/18/BM**

■ **Acquisition à titre onéreux d'une emprise de terrain située 222 rue Saint-Pierre à Marseille 5ème arrondissement, appartenant à Habitat Marseille Provence, nécessaire à la requalification du Jarret**

#### **MET 18/7849/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la requalification du Jarret, la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit d'intégrer le square de la résidence Saint-Pierre dans un projet d'espace public cohérent, ce lieu devant faire écho au parvis requalifié au droit de la Timone.

L'aménagement du square tel qu'envisagé nécessite l'acquisition d'une emprise de terrain d'environ 1 392 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée sous le n° 819 A 115 située 222 rue Saint-Pierre, appartenant à Habitat Marseille Provence et sur laquelle se trouve une partie de la copropriété Saint-Pierre.

Cette acquisition est réalisée moyennant une indemnité de 223 000 euros H.T.

Il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2018-205V0007 du 7 février 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les travaux de requalification du Jarret nécessitent la maîtrise foncière d'une emprise de terrain d'environ 1 392 m<sup>2</sup>.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Habitat Marseille Provence cède à la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise de terrain d'environ 1 392 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée Section 819 A 115 située 222 rue Saint Pierre à Marseille 5<sup>ème</sup> arrondissement, au prix de 223 000 euros conformément à l'avis de France Domaine.

### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole ainsi que tous les documents nécessaires y compris la convention de partenariat avec le Conseil Départemental en vu d'obtenir une subvention pour la réalisation de l'opération citée.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2018 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2015108500 – Sous Politique C311 – Chapitre 4581151085.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 008-4354/18/BM**

#### **■ Acquisition par voie de prescription acquisitive d'une parcelle de terrain en nature de trottoir sise rue Montolieu à Marseille 2ème arrondissement en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain MET 18/7890/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Marseille a signé une vente conditionnelle au profit de la SCCV Marseille Montolieu les 13 et 16 avril 2018.

La vente conditionnelle porte sur un terrain situé sur la commune de Marseille à l'angle de la rue Montolieu et de la rue Malaval, quartier Joliette, cadastré section 810 C numéros 150 et 95 d'une contenance totale de 1 232 m<sup>2</sup> sur lequel est édifié un ensemble de bâtiments à usage de bureaux et annexes avec garages en sous-sol, le tout actuellement muré.

L'immeuble existant sur la parcelle C 150 a été édifié par la société Carmichael qui a obtenu un permis de construire le 27 juin 1960 sous le numéro 60/1629P.

Il résulte notamment de l'arrêté de permis de construire délivré, ce qui suit littéralement retranscrit :

*« 1°) Le terrain nécessaire à l'élargissement de la rue Malaval (cinq mètres de l'axe actuel) devra être cédé gratuitement à la Ville de Marseille à la première demande de cette administration ».*

*[ ... ]*

*3°) La partie en retrait de la rue Malaval devra être aménagée en trottoir.*

*Les tranchées sur trottoirs et chaussées seront réparées par le service de la voirie, sur la demande du constructeur et à ses frais. [ ... ]*

Il apparaît :

- Que le terrain dont la cession à la Ville de Marseille était prévue au 1°) de l'arrêté de permis de construire susvisé correspond actuellement à la parcelle cadastrée section C, numéro 149 pour une contenance de 16 centiares.
- Que la cession de la parcelle cadastrée section C numéro 149 à la Ville de Marseille n'a jamais été régularisée,
- Mais, que depuis plus de trente ans, cette parcelle est aménagée en trottoir et permet le cheminement piéton du public,
- Qu'en outre le trottoir est entretenu comme tel, depuis plus de trente ans, par la collectivité,
- Qu'il a d'abord été entretenu par la Ville de Marseille, puis par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et enfin par la Métropole Aix-Marseille-Provence actuellement compétente en matière de voies ouvertes à la circulation publique.

Il y a lieu par conséquent et par suite d'une possession à titre de propriétaire d'une façon continue et non interrompue, paisible, publique, non équivoque depuis plus de trente ans par la Ville de Marseille puis par suite des transferts de compétence susvisés, par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole puis par la Métropole Aix-Marseille-Provence de faire constater par acte notarié, une prescription acquisitive au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;

- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau concernant les missions foncières;
- Le projet d'acte notarié ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la parcelle cadastrée section 810 C n° 149, sise angle de la rue Malaval et de rue Montolieu à Marseille 3<sup>ème</sup> arrondissement, à usage de trottoir, et d'une contenance de 16 m<sup>2</sup>, permettra son intégration dans le domaine public routier métropolitain.
- Que les conditions exigées par l'article 2 261 du Code Civil sont réunies pour constater la prescription acquisitive au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence de la parcelle en cause.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition par la voie de la prescription acquisitive au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence de la parcelle cadastrée section 810 C n°149 sise angle de la rue Malaval et de la rue Montolieu à Marseille 3<sup>ème</sup> arrondissement en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'acte de notoriété constatant la prescription acquisitive et à engager toutes les démarches nécessaires à l'acquisition de cette propriété.

**Article 3 :**

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte notarié sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 009-4355/18/BM**

**■ Acquisition d'une parcelle de terrain bâtie sise Ilot Migranier, à Marseille 10ème, appartenant à l'Hoirie Augustin nécessaire à l'aménagement des abords du Boulevard Urbain Sud  
MET 18/8285/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le bien sis 2 Bd de Saint Loup à Marseille 13010, cadastré 858L0028, est frappé par un emplacement réservé sous le N° 10-022, pour création de voirie.

Même si dans le cadre de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (BUS) ce bien n'est pas impacté, il convient quand même de l'acquérir.

En effet, la maîtrise foncière de ce bien permettra, dès que la Métropole Aix-Marseille-Provence sera propriétaire de tout l'ilot dit Migranier, la requalification de l'entrée du quartier Saint Loup comme aménagement des abords du Boulevard Urbain Sud.

C'est pourquoi l'accord suivant a été conclu entre les consorts Augustin qui cèdent la parcelle bâtie énoncée ci-dessus, pour un montant de 199 000,00 euros, à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 Juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Bureau concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine en cours de réactualisation ;
- Le protocole foncier ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition de cette parcelle bâtie permettra à la Métropole de requalifier l'entrée du Quartier Saint Loup comme aménagement des abords du Boulevard Urbain Sud.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert auprès de l'Hoire Augustin, une parcelle bâtie 858 L 0028, 2 Bd de Saint Loup, à Marseille 10<sup>ème</sup>, au prix de 199 000,00 euros, nécessaire à la requalification de l'entrée du quartier Saint Loup.

**Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en possession, au 31 décembre suivant, se fera conformément aux dispositions entérinées dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents et actes inhérents à cette acquisition.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence : opération 2015110400 – sous politique C130 – chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 010-4356/18/BM**

**■ Acquisition à titre onéreux auprès de Madame Giraud d'une emprise foncière nécessaire à la réalisation d'un cheminement piéton le long de l'avenue de Provence à Cassis  
MET 18/7887/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence a programmé l'élargissement d'une portion de l'avenue de Provence à Cassis afin de réaliser un trottoir destiné à sécuriser le cheminement des piétons qui sont actuellement contraints d'emprunter la voie de circulation automobile sur 30 mètres linéaires au droit du Domaine de Bagnol.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de Madame Céline Giraud d'une emprise foncière de 35 m<sup>2</sup> environ à détacher de sa propriété cadastrée Section BS n°12 sise 10 avenue de Provence à Cassis pour un montant de 10 000 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau concernant les missions foncières;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition auprès de Madame Céline Giraud d'une emprise foncière d'une superficie de 35 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section BS n°12 permettra de réaliser un cheminement piéton le long de l'avenue de Provence à Cassis.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel Madame Céline Giraud s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise foncière de 35 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section BS n°12 sise 10 avenue de Provence à Cassis au prix de 10 000 euros.

**Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 011-4357/18/BM**

**■ Acquisition à titre onéreux auprès du GFA Domaine du Bagnol d'une emprise foncière nécessaire à la réalisation d'un cheminement piéton le long de l'avenue de Provence à Cassis MET 18/7889/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain la Métropole Aix-Marseille-Provence a programmé l'élargissement d'une portion de l'avenue de Provence à Cassis afin de réaliser un trottoir destiné à sécuriser le cheminement des piétons qui sont actuellement contraints d'emprunter la voie de circulation automobile sur 30 mètres linéaires au droit du Domaine de Bagnol.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès du Groupement Foncier Agricole Domaine du Bagnol d'une emprise foncière de 74 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section BS n° 13 sise 12 avenue de Provence à Cassis pour un montant de 20 000 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant

délégation au Bureau concernant les missions foncières;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition auprès du Groupement Foncier Agricole Domaine du Bagnol d'une emprise foncière d'une superficie de 74 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section BS n°13 permettra de réaliser un cheminement piéton le long de l'avenue de Provence à Cassis.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel le Groupement Foncier Agricole Domaine du Bagnol représenté par Monsieur et Madame Genovesi s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise foncière de 74 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section BS n°13 sise 12 avenue de Provence à Cassis au prix de 20 000 euros.

**Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 012-4359/18/BM**

**■ Acquisition de parcelles complémentaires de l'ancienne Voie de Valdonne - Accord amiable avec la SNCF - Modification de la délibération n° URB 013-3711/18/BM du Bureau de Métropole du 18 mai 2018  
MET 18/8216/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations n°1-0914 et n°32-0715 en date respectivement du 30 septembre 2014 et du 6 juillet 2015, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a acté la mise en œuvre d'un projet de transport performant entre la Bouilladisse et la gare d'Aubagne, en empruntant l'ancienne voie SNCF dite de Valdonne.

Conformément aux dispositions de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 aux intercommunalités fusionnées pour l'ensemble des actes.

Dans ce contexte, et en accord avec la SNCF, il est envisagé d'acquérir des parcelles bâties et non bâties appartenant à la SNCF. Par délibération du 13 juillet 2017, le Conseil métropolitain a validé l'acquisition de 387 778 m<sup>2</sup> pour un montant de 1 748 915,76 euros. Une délibération modificative du 14 décembre 2017, a permis d'acquérir des parcelles complémentaires à la voie de Valdonne pour un montant total de 336 531 euros hors taxes.

Par délibération n° URB 013-3711/18/BM du 18 mai 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a acté l'acquisition de deux parcelles cadastrées AM 427 et AL 318 situées sur Aubagne pour un montant total de 109 000 euros hors taxes. Sur la base de nouveaux relevés d'emprise, les parties ont donc convenu de conclure l'acquisition d'une parcelle de terrain de 1100m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée AM 427 ainsi que l'acquisition d'une parcelle de terrain de 1883m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée AL318.

Il convient donc de procéder à une délibération modificative afin de procéder à des corrections de surface et donc par conséquent du prix d'acquisition. Ces deux parcelles représentent in fine une surface totale de 2983m<sup>2</sup> pour un montant total de 85 220 euros hors taxes.

Ces acquisitions se décomposent comme suit :

- Acquisition de la ligne N° 948 000 d'Aubagne à la barque dite « ancienne voie de Valdonne »,

- Acquisition d'un bien bâti composé d'un ensemble de bâtiments de service, propriété de l'EPIC SNCF RESEAU.

# **1. Acquisition de la ligne N° 948 000 d'Aubagne à la barque dite « ancienne voie de Valdonne**

Section cadastrale	N° de parcelle	Commune	Surface cadastrale (m²)	Surface à acquérir (m²)	Montant total en euros HT
AM	427b	Aubagne	18 000	1100	9 900

## **2. Acquisition d'un bien bâti d'un ensemble de bâtiments de service, propriété de l'EPIC SNCF**

Référence Cadastre	Numéro de Parcelle	Commune	Surface en m²	Surface à acquérir (m²)	Montant total en euros HT
AL	318b	Aubagne	70 976	1883	75 320

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites de territoire de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° URB-002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° URB 035-2205/17/BM du conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 portant acquisition de parcelles sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération n° URB 023-14/12/17 du conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant acquisition de parcelles complémentaires de l'ancienne voie de Valdonne sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération n° URB 013-3711/18/BM du conseil de la Métropole du 18 mai 2018 portant acquisition de parcelles complémentaires de l'ancienne voie de Valdonne sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- L'avis des Domaines n°2017-14V0237 ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'agenda de la mobilité de la Métropole ;
- Que l'acquisition de ce foncier est nécessaire à la réalisation d'un projet de transport performant.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition de parcelles bâties et non bâties appartenant à la SNCF dont l'ancienne voie ferrée de Valdonne listées dans le présent rapport dans l'objectif de réaliser une infrastructure de transport performant pour un montant de 85 220 euros hors taxes.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des actes nécessaires à l'acquisition de ces parcelles.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous l'opération 2017400100, sous politique C210, nature budgétaire 2111

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 013-4358/18/BM**

**■ Acquisition à titre onéreux de plusieurs parcelles bâties et non bâties cadastrées section B n° 2290, 2291, 1474, 2257, 2292, 2293, 2294 et 2295, d'une superficie d'environ 18 547 m², sises Mas de la Tour à Entressen à Istres  
MET 18/7962/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'installation du siège du Symcrau, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit se porter acquéreur de plusieurs parcelles bâties et non bâties cadastrées section B n° 2290, 2291, 1474, 2257, 2292, 2293, 2294 et 2295, pour une superficie d'environ 18 547 m², propriétés des consorts Sardou, situées Mas de la Tour, à Entressen sur la commune d'Istres.

Régulièrement saisi, le Domaine a évalué la valeur vénale de ladite propriété à 650 000 euros.

Les consorts Sardou ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

L'ensemble des frais de notaire lié à cette procédure est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est précisé que les frais de notaire à la charge de la collectivité sont estimés à environ quinze mille euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition de plusieurs parcelles bâties et non bâties cadastrées section B n° 2290, 2291, 1474, 2257, 2292, 2293, 2294 et 2295, pour une superficie d'environ 18 547 m², propriété des consorts Sardou, située Mas de la Tour, à Entressen sur la commune d'Istres, pour un montant de 650 000 euros (six cent cinquante mille euros).

**Article 2 :**

Maître Virginie Hugues, notaire à Salon-de-Provence, est désignée pour la rédaction de l'acte authentique en résultant.

**Article 3 :**

L'ensemble des frais de notaire liés à la présente procédure pour un montant d'environ quinze mille euros (15 000 euros) est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 207501300, nature 2115, code opération 2017501300.

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.



**URB 014-4360/18/BM**

**■ Acquisition à titre onéreux des lots n° 3, 4 et 5 de la copropriété cadastrée section CK n° 536 comprenant 3 studios, située rue Juiverie à Istres, propriété de la SCI Legrol  
MET 18/8000/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La SCI LEGROL, représentée par Monsieur Jean-Pierre Rollandez, est propriétaire des lots n° 3, 4 et 5 de la copropriété existante sur la parcelle cadastrée section CK n° 536 située rue Juiverie à Istres.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a manifesté son intérêt pour l'acquisition à titre onéreux, à son profit, dudit bien immobilier.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale dudit bien immobilier à 144 000 € H.T.

Il est ici précisé que l'ensemble des frais lié à cette transaction foncière est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par courrier du 5 juillet 2018, Monsieur Jean-Pierre Rollandez a donné son accord sur les modalités de cette transaction foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition à titre onéreux des lots n° 3, 4 et 5 de la copropriété existante composée de 3 studios respectivement de 24,07 m², 23,08 m² et 26 m², sur la parcelle cadastrée section CK n° 536 située rue Juiverie à Istres, propriété de la SCI LEGROL représentée par Monsieur Jean-Pierre Rollandez, pour un montant de 144 000 € H.T. (cent quarante-quatre mille euros hors taxes).

**Article 2 :**

Maître Véronique Piombo-Oddoux, notaire à Istres, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

**Article 3 :**

L'ensemble des frais lié à la présente procédure est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole, chapitre 2017501300, nature 2115, code opération 2017501300.

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 015-4361/18/BM**

**■ Transfert de propriété à titre gratuit au bénéfice de la commune d'Istres, des équipements se trouvant sur la commune d'Istres, site du Centre Educatif et Culturel Les Heures Claires, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, cadastrés section CX sous les n° 12, 30 et 52p et DV n° 245 dans le cadre d'un transfert de compétence  
MET 18/8246/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du

Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence a approuvé, par délibération n° 578/15 du 17 décembre 2015, le cadre juridique ainsi que les modalités de mise en œuvre du transfert de propriété des équipements de proximité se trouvant sur la commune d'Istres, site du Centre Educatif et Culturel (CEC) Les Heures Claires, appartenant au SAN Ouest Provence, au bénéfice de la commune d'Istres dans le cadre du retour de compétences inhérent à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

A compter de cette date, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée aux dites intercommunalités dans la continuation et la modification des décisions qu'elles ont actées à la fin de leurs exercices respectifs ainsi que dans leurs droits et obligations au regard du patrimoine transféré lors de sa création.

Dans ce cadre, les équipements sis sur la commune d'Istres, site du Centre Educatif et Culturel (CEC) Les Heures Claires, doivent faire l'objet d'un acte de transfert de propriété au bénéfice de la commune d'Istres. Il s'agit des parcelles cadastrées section CX sous les numéros 12, 30, et 52p et DV n° 245 pour une contenance cadastrale d'environ 2ha 68a 91ca.

Ce transfert à titre gratuit interviendra par acte authentique en la forme administrative, et conformément à l'article L5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, ne donnera pas lieu à indemnités, droits, taxes, contributions ou honoraires.

Ce transfert de propriété étant lié à un transfert de compétence au bénéfice des communes, il est proposé de retenir les valeurs inscrites à l'actif de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de préciser que le transfert comptable desdits équipements sera constaté par certificat administratif contradictoire.

Ce transfert comptable a été validé par la dernière commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) de 2018. Le transfert opérationnel de ce site s'effectuera au 1<sup>er</sup> novembre 2018.

La délibération n° FAG 011-810/16/CM du 19 septembre 2016 a approuvé le principe du transfert des équipements et de l'action des services attachés au site du CEC Les Heures Claires et du réseau des ludothèques au bénéfice de la commune d'Istres.

La délibération n° FAG 048-2304/17/CM du 13 juillet 2017 a approuvé la convention de répartition des agents suite au transfert des équipements et de l'activité du CEC Les Heures Claires et des ludothèques au bénéfice de la commune d'Istres.

La délibération n° FAG 008/2430/17/BM du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole a approuvé la convention relative à la mise à disposition, à titre onéreux, de matériels informatiques, de téléphonie et de véhicules avec la commune d'Istres.

De plus, afin d'organiser les relations entre les différents occupants du CEC regroupant aujourd'hui des services communaux, métropolitains, associatifs ou privés, il sera nécessaire de déterminer précisément la gestion des espaces ainsi que la répartition des charges individualisables au sein d'une convention de gestion propre au site du CEC.

En conséquence, et pour les besoins de la présente cession, la Métropole Aix-Marseille-Provence interviendra en lieu et place du SAN Ouest Provence pour l'exécution de la délibération et des engagements ci-avant mentionnés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 011-810/16/CM du 19 septembre 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le

principe du transfert des équipements et de l'activité du Centre Educatif et Culturel les Heures Claires et des ludothèques au bénéfice de la commune du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;

- La délibération n° FAG 048-2304/17/CM du 13 juillet 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la convention portant répartition des agents suite aux transferts des équipements et de l'activité du Centre Educatif et Culturel les Heures Claires et des ludothèques au bénéfice de la commune d'Istres ;
- La délibération n° FAG 008/2430/17/BM du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole approuvant la convention relative à la mise à disposition, à titre onéreux, de matériels informatiques, de téléphonie et de véhicules avec la commune d'Istres ;
- La délibération n° 578/15 du 17 décembre 2015 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence approuvant le principe du transfert de gestion du site du CEC Les Heures Claires à la commune d'Istres ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 octobre 2018 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le transfert de propriété à titre gratuit au bénéfice de la commune d'Istres, des équipements sis sur la commune d'Istres, site du Centre Educatif et Culturel (CEC) Les Heures Claires, figurant au cadastre de ladite commune à la section CX sous les numéros 12, 30 et 52p et DV n° 245 pour une contenance cadastrale d'environ 2ha 68a 91ca.

Le transfert opérationnel du site s'effectuera au 1er novembre 2018.

**Article 2 :**

Ce transfert interviendra par acte authentique en la forme administrative.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 016-4362/18/BM**

**■ Cession à titre gratuit d'une parcelle de terrain sise rue André Allar, déclassée du Domaine Public, à Marseille 15ème, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Euroméditerranée, nécessaire à la réalisation de l'îlot XXL dans la Zone d'Aménagement Concerté Littoral**  
**MET 18/7857/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Née d'une initiative de l'Etat et des Collectivités Territoriales en 1995, Euroméditerranée est une opération d'intérêt national qui a pour ambition de placer Marseille au niveau des plus grandes Métropoles européennes.

Avec 480 hectares, Euroméditerranée est considérée comme la plus grande opération de rénovation Urbaine d'Europe.

L'extension vers le Nord sur un périmètre de 169 hectares de l'OIN a été décrétée le 22 décembre 2007 par le Premier Ministre. Un protocole opérationnel a été signé entre la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine, le Conseil Général, la Région et l'Etat.

La ZAC Littorale est le premier maillon opérationnel de l'extension d'Euroméditerranée. Elle a pour objet le redéveloppement d'un ensemble urbain situé à la rencontre des 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et 15<sup>ème</sup> arrondissements de Marseille, entre le noyau villageois Bougainville-Les Crottes et le Grand Port Maritime de Marseille et entre le boulevard Ferdinand de Lesseps et l'avenue du Cap Pinède.

Elle ne constitue que la première étape de l'Extension. La mutation des grandes emprises industrielles, avec le secteur dit Les Fabriques (ex-XXL), fait partie des grands enjeux opérationnels de la ZAC Littorale, avec notamment :

- Le nouveau pôle multimodal du Capitaine Gèze et de ses espaces publics,
- La traversée du tramway et le confortement de la rue de Lyon,
- La constitution du quartier démonstrateur Allar,
- La réintégration des Puces de Marseille dans un fonctionnement apaisé.

En tant que premier îlot des Fabriques, l'îlot 04C-2 relève un double défi : d'une part, celui d'impulser une dynamique urbaine en réponse à l'opération Smartseille et d'autre part, de permettre la réalisation de la voie avec comme point de départ le boulevard

André Allar et qui traversera le futur parc des Ayalades.

La réalisation de cette opération immobilière et des aménagements publics nécessite l'acquisition d'une parcelle de terrain déclassée du domaine public métropolitain sise rue André Allar, à Marseille 15<sup>ème</sup>, par Euroméditerranée à la Métropole Aix-Marseille-Provence, d'une superficie d'environ 150m<sup>2</sup> (voir plan ci-joint).

Cette cession est faite à titre gratuit conformément au protocole cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et le protocole opérationnel pour la phase 1 (2011 – 2019 -2020).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Bureau concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine du 15 juin 2018;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'une fois le déclassement du domaine public métropolitain de la parcelle approuvé, la cession de ladite parcelle par la Métropole Aix-Marseille-Provence permettra à l'Etablissement Public Euroméditerranée,

d'engager la phase opérationnelle de l'Ilot 04C-2 (ZAC Littorale).

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la cession à titre gratuit de la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de l'Etablissement Public Euroméditerranée de la parcelle d'une superficie d'environ 150m<sup>2</sup>, déclassée du Domaine Public Métropolitain en cours de numérotation au cadastre, sise rue André Allar, à Marseille 15<sup>ème</sup>, conformément au protocole cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et protocole opérationnel (phase 2011-2020), signé en 2011, les frais inhérents à cette transaction étant à la charge d'Euroméditerranée.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tout document inhérent à cette cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 017-4363/18/BM**

#### **■ Cession à titre onéreux d'une emprise de terrain située traverse des Pionniers à Marseille 11ème arrondissement à Monsieur et Madame Vila MET 18/7828/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En concertation avec la commune de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'infrastructures routières, a procédé à l'aménagement de la voie U430.

Suite à la réalisation de ces travaux, Monsieur et Madame Vila ont souhaité acquérir un délaissé de voirie cadastré Section 870 H 50 situé traverse des Pionniers appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, limitrophe à leur propriété cadastrée section 870 H 119, d'une surface de 78 m<sup>2</sup>.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, Monsieur et Madame Vila acceptent d'acquérir la bande de terrain au prix de 5 000 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette cession.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-211V2442 du 30 janvier 2017 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'aux termes des travaux de l'aménagement de la voie U430, Monsieur et Madame VILA ont souhaité acquérir un délaissé de voirie.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence cède à Monsieur et Madame VILA une bande de terrain d'une superficie de 78 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée Section 870 H 50 située traverse des Pionniers à Marseille 11<sup>ème</sup> arrondissement au prix de 5 000 euros conformément à l'avis de France Domaine.

**Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire au prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole et tous documents y afférents.

**Article 4 :**

La recette correspondante sera constatée sur le budget 2018 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous Politique C 130 – Nature 775 – Fonction 581.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 018-4364/18/BM**

**■ Cession à titre onéreux d'une emprise de terrain à Monsieur et Madame Diociaiuti située chemin des Prud'hommes à Marseille 10<sup>ème</sup> arrondissement  
MET 18/7829/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En concertation avec la ville de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence a procédé à l'aménagement de la voie U430.

Suite à la réalisation de ces travaux, Monsieur et Madame Diociaiuti ont souhaité acquérir un délaissé de voirie cadastré Section 858 H 130 situé chemin des Prud'hommes à Marseille 10<sup>ème</sup> arrondissement, limitrophe à leur propriété cadastrée Section 858 H 32 d'une surface de 125 m<sup>2</sup>.

Après modification du parcellaire cadastral établi par un géomètre, ce délaissé est cadastré 858 H 171.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, Monsieur et Madame Diociaiuti acceptent d'acquérir la parcelle de terrain 858 H 171 d'une superficie de 125 m<sup>2</sup>, au prix de 4 375 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette cession.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 215-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau concernant les missions foncières ;
- L'avis de France Domaine n° 2017-210V1947 du 8 novembre 2017 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'aux termes des travaux de l'aménagement de la voie U430, Monsieur et Madame Diociaiuti ont souhaité acquérir un délaissé de voirie.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence cède à Monsieur et Madame Diociaiuti une parcelle de terrain d'une superficie de 125 m<sup>2</sup> cadastrée 858 H 171 située chemin des Prud'hommes à Marseille 10<sup>ème</sup> arrondissement, au prix de 4 375 euros conformément à l'avis de France Domaine.

#### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole ainsi que tous les documents nécessaires.

#### **Article 4 :**

La recette correspondante sera constatée sur le budget 2018 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous politique C130 – Nature 775 – Fonction 581.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 019-4365/18/BM**

#### **■ Cession à titre onéreux d'une parcelle de terrain sise chemin du Pareyraou, à La Ciotat, à la société Ametis Paca MET 18/8286/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a acquis un ensemble de parcelles cadastrées BZ N° 202, 201, et BZ 842, sis 269 chemin du Pareyraou, à La Ciotat. Ces parcelles sont impactées par un emplacement réservé pour la réalisation d'un parking à proximité de la gare de La Ciotat.

Les études et la réalisation du projet définitif ont permis d'optimiser au mieux les terrains acquis et de laisser apparaître un reliquat non utilisé. C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence projette de céder ledit reliquat d'une superficie de 1300 m<sup>2</sup>, à détacher de la parcelle cadastrée BZ 842, pour un montant de 176 000 euros, correspondant au prix d'acquisition.

La Société Ametis Paca a signé une promesse de vente avec les consorts Caillol-Bonnot portant sur les parcelles voisines dudit reliquat et cadastrées BZ n° 200, 198 et 843 suivant acte reçu le 13 octobre 2017 par Maître Anne-Claire Berthon-Ravel, notaire à La Ciotat.

La Société Ametis Paca projette de réaliser dans un premier temps une opération immobilière sur lesdites parcelles, un permis de construire étant en cours d'instruction auprès de la commune de La Ciotat.

Dans un second temps, un second permis va être déposé sur le terrain objet des présentes, en vue de réaliser une seconde opération immobilière.

Il convient donc de faire approuver le projet d'acte de cession de la parcelle ci-dessus énoncée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 Juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Bureau concernant les missions foncières ;
- Le projet d'acte et l'avis de France Domaine 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la cession de la parcelle de 1300m² environ, à détacher de la parcelle cadastrée BZ 842 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, doit permettre à la Société AMETIS PACA de réaliser une opération immobilière venant en complément de la première réalisée sur les terrains mitoyens.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé le projet d'acte par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à céder à la Société Ametis Paca, une parcelle de terrain de 1300m² (voir plan ci-joint) à détacher de la parcelle cadastrée BZ 842, sise chemin du Pareyraou, à La Ciotat, au prix de 176 000 euros.

##### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en possession, au 31 décembre suivant, se fera conformément aux dispositions entérinées dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

##### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer l'acte authentique et tout document inhérent à cette cession.

##### **Article 4 :**

La recette correspondante sera constatée sur le budget 2018 et suivants de la métropole Aix-Marseille-Provence – sous politique C 130 – Nature 775 – Fonction 824.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 020-4366/18/BM**

**■ Modification de la délibération n° URB 017-3979/18/BM du 28 juin 2018 du Bureau de la Métropole approuvant la cession à l'euro symbolique d'une partie de l'assiette foncière du centre de premiers secours de Miramas, cadastrée section AM n° 32, située 8 avenue du 8 mai 1945 à Miramas au Service Départemental d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône  
MET 18/7966/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :  
Par délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° URB 017-3979/18/BM du 28 juin 2018 l'assemblée délibérante de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la cession à l'euro

symbolique d'une partie de la parcelle supportant le centre de premiers secours de Miramas cadastrée section AM sous le n° 32, sis 8 avenue du 8 mai 1945 à Miramas au profit du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône.

Maître Florence Xiberras, notaire à Miramas, était désignée pour rédiger l'acte authentique.

Or après discussion et afin de réduire les coûts et frais liés à cette transaction, le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) des Bouches-du-Rhône propose de constater cette cession à l'euro symbolique par acte authentique en la forme administrative.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La délibération n° URB 017-3979/18/BM du 28 juin 2018 du Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la modification de la délibération n° URB 017-3979/18/BM du 28 juin 2018 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la cession à l'euro symbolique d'une partie de la parcelle supportant le centre de premiers secours de Miramas cadastrée section AM sous le n° 32, sis 8 avenue du 8 mai 1945 à Miramas au profit du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône.

#### **Article 2 :**

Est approuvée l'authentification de cette cession par acte authentique en la forme administrative reçu par Madame la Présidente du Conseil d'Administration du Service Départemental Incendie et Secours des Bouches-du-Rhône.

#### **Article 3 :**

Les autres termes de la délibération n° URB 017-3979/18/BM du 28 juin 2018 du Bureau de la Métropole demeurent inchangés.

#### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 021-4367/18/BM**

#### **■ Zone d'Aménagement Concerté de la Roque d'Anthéron 2 - Cession du lot B MET 18/7945/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Roque d'Anthéron 2 dont les travaux de viabilisation sont en cours s'étend sur 13ha et permettra de créer 10ha environ de surfaces cessibles. Cette opération dont l'objectif est d'apporter une réponse au besoin en fonciers d'activités pour permettre l'implantation d'activités industrielles et artisanales est réalisée en régie et la Métropole en assure directement la commercialisation.

Ainsi, plusieurs sociétés se sont déjà montrées intéressées pour s'implanter sur la zone d'activités et notamment l'entreprise Transports Biscarat, transporteur routier qui souhaite implanter son siège social et ses locaux.



Cette société a été agréée par le comité de pilotage du 19 septembre 2017, une offre de cession de terrain à 55€HT/m² lui a été transmise par courrier et le Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018 a décidé de lui réserver un lot de 1,5ha.

Aujourd'hui, l'entreprise Biscarat a pu préciser son projet qui vise dans un premier temps à acquérir un lot pour implanter son activité de transport puis dans un second temps, de se positionner sur des lots limitrophes pour y développer la partie logistique.

Ainsi, conformément à la grille de commercialisation de la zone, il est proposé de céder à la société Biscarat le lot B d'une surface totale de 12 153m² au prix de 55€HT/m² conformément à l'avis de France Domaine.

Le cahier des charges de cession de terrain qui impose les règles de cession, de construction et de gestion du lot sera annexé à l'acte de vente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2014\_A051 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'extension de la zone d'activités du Grand Pont à La Roque d'Anthéron ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 007-1781/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le dossier de création, et décidant la création de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°2018\_CT2\_155 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018 approuvant la réservation du lot pour le projet

immobilier de l'entreprise Transports Biscarat;

- La décision du comité d'agrément du 19 septembre 2017 ;
- L'avis de France Domaine n° 7300-SD du 4 septembre 2019;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que le projet de la société BISCARAT entre dans les objectifs de commercialisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 et qu'il a obtenu l'agrément du Comité du 19 septembre 2017.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à céder le lot B situé sur la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 pour un montant de 668 415€HT, soit 802 098€TTC, à l'entreprise Biscarat ou à toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer tout acte relatif à la cession du lot B situé sur la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 à la Roque d'Anthéron.

#### **Article 3 :**

La recette de la cession sera constatée sur le budget annexe de l'aménagement du Territoire du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 022-4368/18/BM**

■ **Cession à titre onéreux des parcelles cadastrées section DD n° 127, n° 129p, n° 210p et DE n° 217p, situées chemin de la Plage à Istres,**

**d'une superficie de 31 m², au profit de Madame Annick Degane  
MET 18/7960/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire des parcelles cadastrées section DD n° 127, n° 129, n° 210 et DE n° 217, d'une surface totale de 1542 m², situées Chemin de la plage à Istres.

Madame Annick Degane a manifesté son intérêt pour l'acquisition à titre onéreux à son profit desdites parcelles, d'une superficie de 31 m², en vue d'une régularisation foncière.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale des parcelles à 4 650 € H.T.

Il est ici précisé que l'ensemble des frais lié à cette transaction foncière est à la charge de Madame Annick Degane.

Madame Annick Degane a donné son accord sur les modalités de cette transaction foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la cession des parcelles cadastrées section DD n° 127, n° 129p, n° 210p et DE n° 217p, sises chemin de la plage à Istres, d'une surface totale de 31 m², au profit de Madame Annick Degane, pour un montant de 4 650 € H.T. (quatre mille six cent cinquante euros hors taxes).

**Article 2 :**

Maître Roland Ceaglio, notaire à Istres, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

**Article 3 :**

L'ensemble des frais lié à la présente procédure est à la charge de Madame Annick Degane.

**Article 4 :**

La recette correspondante sera constatée au budget de la Métropole, chapitre 024, nature 024.

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 023-4369/18/BM**

**■ Cession à titre onéreux d'une partie de la parcelle non bâtie cadastrée section BM n° 27 d'une contenance cadastrale d'environ 2 454 m², située Chemin de la Fortune à Istres, au profit de Madame Amandine Tymrakiewicz  
MET 18/7961/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de la parcelle non bâtie cadastrée section BM n° 27 d'une contenance cadastrale d'environ 3 227 m², située Chemin de la Fortune à Istres.

Madame Amandine Tymrakiewicz a manifesté son intérêt pour l'acquisition à titre onéreux à son profit d'une partie de ladite parcelle en vue d'un projet d'aménagement d'ensemble.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale de 2 454 m² issus de la parcelle BM n° 27 au prix de 243 338 €.

Il est ici précisé que l'ensemble des frais lié à cette transaction foncière est à la charge de Madame Amandine Tymrakiewicz.

Par courrier du 18 juin 2018, Madame Amandine Tymrakiewicz a donné son accord sur les modalités de cette transaction foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la cession de la parcelle non bâtie cadastrée section BM n° 27p, sise chemin de la Fortune à Istres, d'une contenance cadastrale d'environ 2 454 m², au profit de Madame Amandine Tymrakiewicz, pour un montant de 243 338 € H.T. (deux cent quarante-trois mille trois cent trente-huit euros hors taxes).

**Article 2 :**

Maître Véronique Piombo-Oddoux, notaire à Istres, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

**Article 3 :**

L'ensemble des frais lié à la présente procédure est à la charge de Madame Amandine Tymrakiewicz.

**Article 4 :**

La recette correspondante est constatée au budget de la Métropole, chapitre 024, nature 024.

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 024-4370/18/BM**

**■ Cession à titre onéreux de la parcelle cadastrée section DN n° 23p, sise Pic Maurel Nord à Istres, d'une contenance cadastrale d'environ 7 000 m², au profit de la société Frenzy Factory MET 18/7996/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de la parcelle non bâtie cadastrée section DN n° 23 d'une contenance cadastrale d'environ 34 341 m², située Pic Maurel Nord à Istres.

La société Frenzy Factory a manifesté son intérêt pour l'acquisition à titre onéreux à son profit d'une partie de ladite parcelle, d'une superficie d'environ 7 000 m², en vue d'un projet de réalisation d'un pôle ludique de type water jump.

France Domaine a été régulièrement saisi.

Il est ici précisé que l'ensemble des frais lié à cette transaction foncière est à la charge de la société Frenzy Factory.

La société Frenzy Factory a donné son accord sur les modalités de cette transaction foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole au

Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la cession de la parcelle non bâtie cadastrée section DN n° 23p, sise Pic Maurel Nord à Istres, d'une contenance cadastrale d'environ 7 000 m², au profit de la société Frenzy Factory, pour un montant de 250 000 euros H.T. (deux cent cinquante mille euros hors taxes).

**Article 2 :**

Maître Bernard Toulouse, notaire à Istres, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

**Article 3 :**

L'ensemble des frais lié à la présente procédure est à la charge de la société Frenzy Factory.

**Article 4 :**

La recette correspondante est constatée au budget de la Métropole, chapitre 024, nature 024.

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 025-4371/18/BM**

**■ Cession à titre onéreux de la parcelle cadastrée section BS n° 104, située Allée des Joncs à Fos-sur-Mer, d'une surface totale de 3590 m², au profit de la SCI Veralex dont le gérant est Monsieur Mazan**

**MET 18/7957/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de la parcelle cadastrée section BS n° 104, d'une surface totale de 3 590 m², située allée des joncs à Fos-sur-Mer.

La SCI Veralex dont le gérant est Monsieur Mazan a manifesté son intérêt pour l'acquisition à titre onéreux à son profit de ladite parcelle en vue d'une extension de son activité professionnelle.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale de la parcelle à 53 850 € H.T.

Il est ici précisé que l'ensemble des frais lié à cette transaction foncière est à la charge de la SCI Veralex dont le gérant est Monsieur Mazan.

Lla SCI Veralex dont le gérant est Monsieur Mazan a donné son accord sur les modalités de cette transaction foncière.

Il est toutefois précisé, que la collectivité a acquis ce tènement foncier par acte du 26 novembre 2015. Aux termes de cet acte, il a été prévu un pacte de préférence d'une durée de 30 ans, au bénéfice de la société Exxon Mobil. Ce pacte engage la collectivité à notifier en priorité à ladite société, en cas de cession, les mêmes conditions, charges, modalités et prix que proposés à l'acquéreur potentiel de sorte que ladite société puisse exercer son droit de priorité en lieu et place de l'acquéreur désigné. La procédure doit se formaliser par voie d'huissier conformément aux prescriptions dudit acte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la cession de la parcelle cadastrée section BS n° 104, sise allée des joncs à Fos-sur-Mer, d'une surface totale de 3590 m², au profit de la SCI Veralex dont le gérant est Monsieur Mazan, pour un montant de 53 850 € H.T. (cinquante-trois mille huit cent cinquante euros hors taxes).

**Article 2 :**

Est accepté l'exercice du pacte de préférence au bénéfice de la société Exxon mobil, conformément aux prescriptions de l'acte du 26 novembre 2015 de sorte que ladite société puisse exercer son droit de priorité en lieu et place de l'acquéreur désigné.

**Article 3 :**

Maître Nathalie Durand, notaire à Fos-sur-Mer, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

**Article 4 :**

L'ensemble des frais lié à la présente procédure est à la charge de la SCI Veralex dont le gérant est Monsieur Mazan.

## **Article 5 :**

La recette correspondante est constatée au budget de la Métropole, chapitre 024, nature 024.

## **Article 6 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 026-4372/18/BM**

■ **Cession à titre onéreux de foncier sur la Commune de Saint Mitre les Remparts au profit de l'association "établissement catholique d'enseignement Saint Louis - Sainte Marie" pour la réalisation d'un collège**  
**MET 18/8608/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La commune de Saint-Mitre-les-Remparts souhaite favoriser l'implantation sur son territoire d'un collège de l'association « établissement catholique d'enseignement Saint Louis - Sainte Marie ». La commune a identifié un tènement foncier dont les caractéristiques permettent d'accueillir le collège.

Ce tènement se compose des lots 1 à 4 du Parc des Etangs pour une surface de 6 743 m<sup>2</sup> et du lot 42 de la ZAC des Etangs, pour une surface de 2 610 m<sup>2</sup> propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La commune a donc sollicité la Métropole pour que ces lots puissent être vendus à l'association établissement catholique d'enseignement Saint Louis - Sainte Marie en vue de la réalisation dudit projet.

Concernant la cession des lots à 1 à 4 compris dans le « Parc des Etangs », Le Pays de Martigues a approuvé par délibération n° CC 2013-017 du 14 mars 2013 la concession d'aménagement de l'opération du Parc des Etangs sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, signée au 22 avril 2013, avec la Société Publique Locale d'Aménagement du Pays de Martigues Aménagement SPLA PMA à laquelle s'est depuis substituée la SEMIVIM.

Le traité de concession étant arrivé à échéance au 30 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est subrogée de plein droit dans les droits et obligations de l'Aménageur, propriétaire de l'ensemble des biens destinés à être cédés aux tiers et non encore revendus, tenue de reprendre pour l'avenir, l'exécution

de la totalité des engagements pris par l'Aménageur pour l'exécution de sa mission, à l'exclusion de ses salariés.

Le transfert de propriété du foncier entre la SEMIVIM et la Métropole Aix Marseille Provence est en cours de régularisation.

Afin de garantir les équilibres financiers de cette opération, la Métropole entend poursuivre en régie la commercialisation de la zone en maintenant le prix pratiqué sur cette opération depuis son origine soit 69 €/m<sup>2</sup> de terrain aménagé. Pour ce faire la Métropole a saisi les Domaines qui ont confirmé ce prix de cession.

L'association établissement catholique d'enseignement Saint Louis - Sainte Marie souhaite se porter acquéreur des lots 1 à 4 pour une surface de 6 766 m<sup>2</sup> pour un montant de 466 854 €/m<sup>2</sup> HT correspondant aux parcelles suivantes :

- lot 1 – AO 275 pour une surface de 1 174 m<sup>2</sup>
- lot 2 – AO 276 pour une surface de 2 324 m<sup>2</sup>
- lot 3 – AO 278 pour une surface de 1 493 m<sup>2</sup>
- lot 4 – AO 277 pour une surface de 1 775 m<sup>2</sup>

Concernant la cession du lot 42 de la ZAC des Etangs, correspondant à les parcelles cadastrées AO 42 et AO236 , représentant respectivement une surface de 662 M<sup>2</sup> et 2007 m<sup>2</sup>, pour un montant de 184 161 euros conformément à l'avis des domaines.

Il est précisé que l'ensemble des frais de notaire et de géomètre liés à cette procédure est à la charge de l'acquéreur.

L'association « Etablissement catholique d'enseignement Saint Louis - Sainte Marie » souhaite se porter acquéreur de l'ensemble de ces biens pour un montant de 651 015 euros, conformément à l'avis des domaines.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'avis de France Domaine n° ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant

délégation au Bureau concernant les missions foncières ;

- La délibération du Conseil de la Métropole, n°8390, du 18 octobre 2018 approuvant le bilan de clôture de la concession d'aménagement « Parc des Etangs » avec la SEMIVIM ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la cession des lots 1 à 4 du Parc des Etangs et du lot 42 de la ZAC des Etangs permettra l'installation d'un collège sur la commune de Saint Mitre.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la cession des parcelles cadastrées suivantes :

- AO 275 pour une surface de 1 174 m<sup>2</sup>,
- AO 276 pour une surface de 2 324 m<sup>2</sup>,
- AO 278 pour une surface de 1 493 m<sup>2</sup>,
- AO 277 pour une surface de 1 775 m,
- AO 42/AO 236 ZAC de Etangs pour une surface de 2 669 m<sup>2</sup>.

Situées sur la Commune de Saint Mitre les Remparts, Parc des Etangs, au profit de l'Association « Etablissement catholique d'enseignement Saint Louis - Sainte Marie », pour un montant de 651 015 euros, payable compte le jour de signature de l'acte authentique.

#### **Article 2**

L'ensemble des frais liés à cette procédure est à la charge de l'acquéreur.

#### **Article 3**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant et à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir.

#### **Article 4**

Les recettes correspondantes seront inscrites sur le budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'opération DUFE 07/19 - ZA des Etangs - Saint Mitre – chapitre 77.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 027-4373/18/BM**

**■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement avec la Ville de Marseille - Approbation du versement d'une participation financière pour la réalisation de l'Allée des Calanques sur l'avenue de la Jarre en bordure du Parc de la Jarre à Marseille 9ème arrondissement  
MET 18/8343/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par convention signée en octobre 2011 avec l'Agence Nationale de Renovation Urbaine, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille sont engagées dans le programme de renouvellement urbain « Soude Hauts de Mazargues » pour redonner de la cohérence à un territoire situé aux confins sud de la Ville de Marseille et à proximité du Parc National des Calanques.

Le Parc de la Jarre et l'Allée des Calanques sont deux équipements qui ont pour fonction de contribuer à la nouvelle cohérence recherchée.

Le futur Parc de la Jarre, parc public d'environ 28 000 m<sup>2</sup>, sera un équipement de centralité à l'articulation entre les nouvelles constructions de la Zone d'Aménagement Concerté de la Jarre et le futur Boulevard Urbain Sud qui offrira un espace d'accueil et de sensibilisation sur le thème de la transition Ville/Nature et la gestion de l'eau dans les espaces méditerranéens. Il sera réalisé sous maîtrise d'ouvrage de la Ville de Marseille.

L'Allée des Calanques doit contribuer à favoriser les modes de déplacement doux à l'échelle du quartier entre la Soude et la Cayolle. Un premier tronçon a été aménagé par la Métropole dans le cadre des restructurations de l'avenue de la Martheline et de l'avenue de la Barquière

en 2015, suivi de l'aménagement d'un deuxième tronçon dans le cadre du réaménagement de l'avenue de la Soude en 2016. En 2018, la Métropole a engagé les premiers travaux sur le secteur de la Cayolle. Parallèlement la SOLEAM finalise les études et les acquisitions foncières nécessaires à l'aménagement des sections comprises dans la ZAC de la Jarre.

La Ville conduit l'opération du Parc de la Jarre qui comprend les études et les travaux du futur espace vert ainsi que les études et les travaux d'aménagement de la section de l'Allée des Calanques bordant le parc. Les études et les travaux de cette portion comprennent : les réseaux divers, les structures et revêtements de chaussée et trottoir ainsi que l'éclairage public.

L'aménagement de cette section de l'Allée des Calanques se réalisera sur une portion de l'avenue de la Jarre, faisant partie du domaine public métropolitain ainsi que sur une emprise de terrain appartenant à la Ville de Marseille qui sera détachée du futur parc. Ces aménagements seront remis en gestion, après réalisation, à la Métropole.

En effet, la domanialité des sections de l'Allée des Calanques situées en amont et en aval du secteur longeant le futur Parc est de compétence métropolitaine. La prise en gestion par la Métropole de la totalité du linéaire, se révèle indispensable pour la réussite et la bonne appropriation par la population.

La Ville de Marseille et la Métropole se sont concertées afin de coordonner au mieux leurs interventions respectives. Dans un souci d'efficacité technique et financière, la Ville de Marseille et la Métropole ont affirmé leur position favorable à la mise en place d'une maîtrise d'ouvrage unique, qui sera assurée par la Ville, pour la réalisation des travaux relevant de la compétence de chaque collectivité.

Il est proposé de conclure une convention de maîtrise d'ouvrage unique qui permettra de détailler le transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, la participation financière de chacune des collectivités, le transfert du foncier et la gestion des équipements et ouvrages réalisés.

Le coût global de création du Parc de la Jarre y compris la section de l'Allée des

Calanques bordant le Parc est estimé à 3 334 603,03 euros TTC. La participation financière de la Métropole correspondant au coût des travaux relatifs à ses compétences est estimée à 295 262,40 euros TTC arrondie à 300 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la convention de maîtrise d'ouvrage unique entre la Ville de Marseille et la Métropole pour la réalisation de la section de l'Allée des Calanques située en bordure du futur Parc de la Jarre dans le 9<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille.

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement entre la Ville de Marseille et la Métropole pour la réalisation de la section de l'Allée des



Calanques située en bordure du futur Parc de la Jarre dans le 9<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille ainsi que le versement à la Ville de Marseille d'une participation financière de 300 000 euros TTC en 2019 correspondant au coût des travaux relatifs aux compétences de la Métropole.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur l'opération n° 2015119700 « ZAC de la Jarre – Marseille » - - Sous-Politique C140 – Nature 204148.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 028-4374/18/BM**

#### **■ Approbation de l'annexe à la convention de services avec la Ville de Marseille en matière de suivi opérationnel des opérations et dispositifs propres et contractualisés dans le domaine d'intervention lié à l'Aménagement MET 18/8361/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), l'ensemble des droits, biens et obligations de l'ex-MPM ont été transférés à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui s'est substituée de plein droit à celle-ci dans toutes les délibérations et actes pris antérieurement.

Deux vagues successives de transfert d'agents de la Ville de Marseille vers la Métropole Aix-Marseille-Provence, découlant du transfert de plein droit des compétences, définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment en matière d'aménagement de l'espace et de politique locale de l'habitat, ont été entreprises par la Ville de Marseille.

Par délibérations n° 18/0460/UAGP adoptées par le Conseil municipal en sa séance du 25 juin 2018 et par délibération n° URB 018-3980/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 28 juin 2018, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont approuvé la conclusion d'une convention de services

permettant aux agents, ainsi transférés, en charge du suivi des opérations d'aménagement engagées par la Ville de Marseille et ayant trait à l'ambition métropolitaine ainsi que des dispositifs propres relatifs au logement et à l'habitat mis en place par la ville sur son territoire, de continuer à exercer pour le compte de la Ville les missions dans ces domaines afin de veiller à la continuité du service public.

Cependant, suite à une erreur matérielle, l'annexe à la convention prévoyant les pourcentages de temps de travail consacrés par lesdits agents métropolitains aux missions exercées pour le compte de la ville de Marseille, n'a pas été jointe à la convention de services.

Afin de parfaire la contractualisation de cet accord entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence, et afin de permettre à la Ville de Marseille de rembourser à cette dernière les dépenses exposées par la Métropole pour les agents intervenant dans le cadre de cette convention, il y a lieu de proposer au Bureau de la Métropole l'adoption de cette annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FCT 027-1582/15/CC du 21 décembre 2015 ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau concernant les missions foncières ;
- La délibération URB 028-18/10/18 BM du 14 décembre 2017 ;
- La délibération n° URB 018-3980/18/BM du 28 juin 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvée l'annexe à la convention de services entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de suivi opérationnel sur des opérations et dispositifs propres et contractualisés de la Ville de Marseille dans le domaine d'intervention lié à l'Aménagement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 029-4375/18/BM**

**■ Approbation d'un avenant au mandat d'étude avec la Soleam pour l'engagement des études de création de la Zone d'Aménagement Concerté Billard-Bricard à Gignac-la-Nerthe  
MET 18/8282/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de l'article L 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'Aménagement de l'Espace Communautaire et de Développement Economique.

Dans ce contexte, la mobilisation d'une offre foncière et immobilière, au profit du développement d'activités et du soutien à l'emploi est un objectif majeur de la politique économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a engagé en 2002 une démarche visant à identifier des espaces permettant la programmation d'opérations d'aménagement destinées au développement de l'activité économique.

Un secteur d'environ 400 hectares présentant un intérêt majeur pour l'accueil d'activités a été identifié au Nord-Ouest de son territoire sur les communes de Marignane, Châteauneuf-les Martigues, Ensues-la-Redonne, Saint-Victoret et Gignac-la-Nerthe.

En mars 2003, des études de faisabilité préalables ont permis de définir les principes directeurs d'aménagement, sur le secteur Nord-Ouest. Le Conseil de Communauté a approuvé ces principes par délibération du 10 octobre 2003.

Dans ce cadre, ont été créés trois Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) d'intérêt communautaire à vocation d'activités sur le secteur Nord-Ouest dont les programmations économiques sont complémentaires :

- La ZAC des Florides créée par délibération n° URB 4/259/CC du Conseil de Communauté du 30 mars 2006, située principalement sur la Commune de Marignane d'une superficie de 87 hectares et destinée à l'accueil d'activités industrielle, tertiaires et de petite production,
- La ZAC des Aiguilles créée par délibération n° URB 05/260/CC du Conseil de Communauté du 30 mars 2006, située sur la Commune d'Ensues-la-Redonne, d'une superficie de 62 hectares et destinée à l'accueil d'activité de petite logistique,
- La ZAC d'Empallières créée par délibération n° DUFHURBA n° 07/265/CC DU Conseil de Communauté du 8 octobre 2007, située sur la Commune de Saint-Victoret, d'une superficie 28 hectares et destinée à l'accueil d'activités tertiaires et de petites productions.

Afin de poursuivre les initiatives de développement économique sur le territoire Nord-Ouest, la Métropole Aix-Marseille-Provence a choisi d'étudier la possibilité de création d'une ZAC d'activités sur secteur du Billard, Commune de Gignac-la-Nerthe, à proximité de la ZAC des Florides et en complémentarité.

Ainsi, le secteur Billard-Bricard, situé en bordure de la RN 368 et desservi par la A 55 accueille déjà plusieurs entreprises. Il se situe dans la continuité du secteur Sud de la ZAC des Florides. Ce secteur est classé au PLU de Gignac-la-Nerthe en zone AU 2 : à urbaniser, non règlementée, à vocation d'activités économiques

Par délibération du 3 juillet 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a déclaré d'intérêt communautaire l'aménagement du secteur Billard – Bricard et a approuvé un mandat d'étude avec la SOLEAM en vue de conduire les études préalables à la création d'une ZAC à vocation économique.

Des études pré-opérationnelles et de positionnement économique ont permis de définir les premiers éléments de programmation urbaine et fonctionnelle ainsi que de proposer un périmètre pertinent d'aménagement sur une surface de 20 hectares environs.

Toutefois, au titre de ces études, des investigations sur la pollution d'un site de stockage de terres situées au cœur du périmètre de projet ont été menées, mettant en évidence sur ces tenements fonciers la présence de terres polluées provenant de déchets de matériaux du BTP comprenant notamment des fibres d'amiante.

Ce site est pour un tiers de sa surface (soit 1.5ha environ) désormais propriété de la Métropole suite à une acquisition en 2012.

Ainsi, la présence d'un stockage de terres polluées sur le périmètre du projet d'aménagement impactera de manière conséquente le bilan financier de l'opération et le parti d'aménagement proposé.

Compte tenu de ces éléments, il apparaît nécessaire de faire évoluer le mandat d'étude confié à la SOLEAM dans le cadre d'un avenant.

Ainsi, le présent avenant soumis à l'approbation du Conseil Métropolitain propose de prolonger les délais du mandat de 36 mois jusqu'au 22 Juillet 2020 de supprimer certaines missions du mandat initial dont le lancement devient prématuré et de redéfinir les missions confiées en regard du nouveau contexte, à savoir :

- Engager des études pollutions complémentaires sur le site pollué notamment par la pose de piézomètres afin d'évaluer l'impact de la pollution sur la nappe phréatique.
- Assurer les études pour définir le principe de sécurisation du site.
- Engager les études visant à définir les modalités de réhabilitation de ce site au regard des conclusions des études pollutions et des préconisations techniques.
- Compléter les scénarii d'aménagement en intégrant les conditions d'aménagement du site pollué.
- Réévaluer l'enveloppe financière de ces études qui passent globalement de 160 000 euros HT à la somme de 152 478 euros HT.
- Réévaluer la rémunération de la SOLEAM qui passe de 70 000 euros HT à 56 650 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 prenant acte des transferts des opérations d'aménagements ;
- La délibération URB 3/564/CC du 10 octobre 2003 approuvant les principes directeurs d'aménagement d'un pôle d'activités situés sur le secteur Nord-Ouest ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'Aménagement de l'Espace Communautaire et de Développement Economique,
- Que le secteur Billard-Bricard fait partie des derniers espaces fonciers aménageables du territoire,
- Qu'il est nécessaire d'adapter les études confiées par mandat à la SOLEAM sur ce secteur Billard-Bricard.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 au mandat d'études ci-annexé conclu avec la SOLEAM pour la réalisation des études visant à la réhabilitation du site pollué dans le cadre du projet d'Aménagement du secteur Billard – Bricard.

**Article 2**

Le montant des dépenses d'études est évalué à la somme globale de 152 478 euros HT.

**Article 3**

La rémunération de la SOLEAM est modifiée et s'élève à un montant de 56 650 euros HT, soit 67 980 euros TTC.

Cette rémunération sera versée selon les modalités prévisionnelles de règlement suivantes :

8 000 euros HT	en 2018,
18 650 euros HT	en 2019,
5 000 euros HT	en 2020.

#### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

#### **Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 et suivants de la Métropole Aix Marseille Provence – Sous Politique : C140 – Nature : 617 – Fonction : 515.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 030-4376/18/BM**

##### **■ Approbation de l'avenant n°6 à la convention-cadre conclue avec l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise relatif à la modification du montant de la subvention allouée en 2018**

#### **MET 18/7901/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 15 décembre 2000, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a adhéré à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM).

En effet, il est apparu indispensable pour l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale de suivre les évolutions urbaines et de participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement du territoire communautaire.

Ainsi, l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM), association régie par la loi de 1901, a pour mission, de par ses statuts, de suivre les évolutions urbaines, de mener des études concourant à la définition des politiques d'aménagement et de développement, et de préparer les projets à l'échelle de l'agglomération dans un souci d'harmonisation des politiques publiques.

Cette démarche, menée en concertation avec les commissions techniques de la Communauté Urbaine, a permis notamment l'élaboration d'une approche globale du territoire communautaire.

Inscrites dans la durée, les principales thématiques des actions proposées au programme de travail confié à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) portent sur :

- le territoire métropolitain ;

- l'assistance en urbanisme réglementaire avec la gestion des Plans Locaux d'Urbanisme des communes membres;
- les réflexions et approche du projet urbain et des territoires de projet ;
- l'appui et les observations mutualisés aux politiques communautaires.

Dans ce contexte, une convention-cadre n°151744SUB a été passée avec l'Agence, et approuvée par la délibération FCT 003-1386/15/CC du Conseil de Communauté du 23 octobre 2015.

En application de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est substituée de plein droit aux EPCI transformés et l'ensemble des biens, droits et obligations de Marseille Provence Métropole lui est ainsi transféré.

Cette convention, d'une durée de trois années à compter du 1er janvier 2016 définit les règles présidant au fonctionnement entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM), dont notamment les modalités de financement avec l'approbation des subventions annuelles.

Par délibération du 17 décembre 2017, la Métropole avait arrêté le montant de la subvention 2018 à 3 950 000 euros.

L'engagement pris par la Métropole dans le cadre du pacte de confiance conclu avec l'Etat de modérer l'augmentation des dépenses de fonctionnement dès l'exercice 2018 l'oblige à revoir à la baisse le montant de certaines subventions.

Aussi, il est proposé de ramener le montant de la subvention 2018 versée à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise à 3 720 320 euros

Les modalités spécifiques de versement sont précisées dans l'avenant n°6 à la convention-cadre ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 00/057/CC du 15 décembre 2000 relative à l'adhésion de la

Communauté Urbaine à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) ;

- La délibération URB 6/567/CC du 10 octobre 2003, approuvant la modification des statuts de l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) ;
- La délibération FCT 003-1386/15/CC du 23 octobre 2015 approuvant la convention-cadre entre Marseille Provence Métropole et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) pour les années 2016, 2017 et 2018 ;
- La délibération HN009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 024-2939-17/BM du 17 décembre 2017 approuvant l'avenant n°5 à la convention cadre conclue avec l'AGAM

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les missions confiées à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Qu'il convient de d'acter, dans le cadre d'un avenant à la convention initiale, le nouveau montant de la subvention 2018 ;

Délibère

#### **Article 1 :**

La subvention accordée à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM), est ramenée à 3 720 320 euros au titre de l'exercice 2018.

#### **Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n°6 ci-annexé, à la convention-cadre entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) qui précise les nouvelles modalités de financement pour l'exercice 2018.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

#### **Article 4 :**

Par dérogation au Règlement budgétaire et financier, la Métropole Aix-Marseille Provence procèdera au versement de la subvention en douze mensualités.

#### **Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont prévus au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille Provence et sur les Etats Spéciaux de Territoires, sur les lignes budgétaires suivantes :

Budget Métropole : 2 715 173 euros - Nature 65748  
EST CT1 : 755 147 euros - Nature 65748  
EST CT4 : 250 000 euros - Nature 65748

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 031-4377/18/BM**

■ **Approbation de l'avenant n°2 avec la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concertée Pallières 2 aux Pennes Mirabeau MET 18/7989/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création au 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence «définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme», en vertu de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Ce même article précise que l'intérêt métropolitain doit être défini au plus tard deux ans après la création de la métropole, soit au 1er janvier 2018 pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, à défaut, la Métropole exerce l'intégralité des compétences soumises à la définition de l'intérêt métropolitain.

La délibération du Conseil Métropolitain référencée « URB 023-2781/17/CM » du 19 octobre 2017 a défini les critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement. Au vu de ces critères, cette même délibération a reconnu d'intérêt métropolitain des projets et opérations d'aménagement ; ainsi, en accord avec la commune des Pennes Mirabeau, la ZAC Pallières II a été déclarée d'intérêt métropolitain.

Cette opération d'aménagement a été initiée par la commune des Pennes Mirabeau afin d'anticiper une demande croissante de logements. Il a alors été décidé d'étendre l'urbanisation du secteur des Pallières en réalisant une ZAC mixant habitat, commerces de proximité, activités et équipements

publics. Ce projet d'extension est situé entre la partie Est du village déjà urbanisé, la ZAC Pallières I à l'Ouest et la zone commerciale et d'activités au Nord. D'une superficie totale d'environ 33 ha, la ZAC Pallières II a ainsi été créée en 2015 par délibération du conseil municipal des Pennes Mirabeau et concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires le 1<sup>er</sup> juin 2015. Cette concession a été modifiée par un avenant n°1 du 23 novembre 2016.

Par délibération du Conseil de Métropole n° MET 18/7679/CM du 28 juin, le transfert effectif de l'opération à la Métropole actant son périmètre ainsi que la date du transfert de maîtrise d'ouvrage a été décidé. Il convient donc d'adapter le traité de concession en vigueur afin que la Métropole en devienne le concédant. Aussi, afin de garantir l'association et le co-pilotage de l'opération d'aménagement par la Commune et la Métropole, il a été convenu entre les parties qu'un avenant au traité de concession d'une part, substituera la Métropole à la Commune en tant que concédant de l'opération et d'autre part intégrera la Métropole dans les organes de suivi de la ZAC (Comité technique et comité de pilotage) aux côtés de la commune des Pennes Mirabeau et de la SPLA.

Le traité de concession est donc modifié en conséquence et constitue l'avenant n°2 au contrat initial. Les dispositions de l'avenant n°1 ont été intégrées au contrat modifié.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération cadre relative à l'intérêt métropolitain n° MET 17/3162/CM du 30 mars 2017 ;
- La délibération relative à la définition de l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article

L300-1 du Code de l'Urbanisme n° MET 17/4627/CM du 19 octobre 2017 ;

- La délibération du Conseil de Métropole n° MET 18/7679/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation des conditions du transfert patrimonial et financier de l'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain de la ZAC Pallières 2 aux Pennes Mirabeau ;
- L'avenant n°2 au traité de concession ci-joint ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la ZAC Pallières II est une opération d'aménagement d'intérêt métropolitain transférée à la Métropole Aix-Marseille Provence

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 2 au traité de concession de la ZAC Pallières 2.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant ainsi que tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 032-4378/18/BM**

**■ Approbation d'une convention d'avance de trésorerie remboursable avec la SPLA Pays d'Aix Territoires dans le cadre de la concession d'aménagement de la ZAC Pallières II aux Pennes Mirabeau**  
**MET 18/7988/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Cette opération d'aménagement a été initiée par la commune des Pennes Mirabeau afin d'anticiper une demande croissante de logements. Il a alors été décidé d'étendre l'urbanisation du secteur des Pallières en réalisant une ZAC mixant habitat, commerces de proximité, activités et équipements publics. Ce projet d'extension est situé entre la partie Est du village déjà urbanisé, la ZAC Pallières I à l'Ouest et la zone commerciale et d'activités au Nord. D'une superficie totale d'environ 33 ha, la ZAC Pallières II a ainsi été créée en 2015 par délibération du conseil municipal des Pennes Mirabeau et concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires le 1<sup>er</sup> juin 2015. Cette concession a été modifiée par un avenant n°1 en date du 23 novembre 2016.

Par délibération du Conseil de Métropole n° MET 18/7679/CM du 28 juin, le transfert effectif de l'opération à la Métropole actant son périmètre ainsi que la date du transfert de maîtrise d'ouvrage a été décidé. Suite à cette décision, le traité de concession est modifié par un avenant n°2 actant le fait que la Métropole Aix-Marseille-Provence devienne le concédant de cette opération d'aménagement.

Le Conseil d'Administration de la SPLA du 18 avril 2018 a approuvé le compte rendu annuel à la collectivité (CRAC 2017) qui présente un bilan prévisionnel actualisé faisant apparaître les moyens financiers à mobiliser pour lancer les études techniques préalables aux travaux d'aménagement.

En s'appuyant sur les dispositions de l'article 27.6 du contrat de concession, la SPLA Pays d'Aix Territoires sollicite auprès de la Métropole une avance de trésorerie d'un montant de 300 000 euros remboursable avant le 21 décembre 2021, année des premières recettes de cession.

En effet, selon les termes de l'article L.1523-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « le concédant peut consentir des avances justifiées par un besoin de trésorerie temporaire de l'opération ; [...] ces avances font l'objet d'une convention approuvée par l'organe délibérant du concédant et précisant leur montant, leur durée, l'échéancier de leur remboursement ainsi que leur rémunération éventuelle. »

La convention d'avance de trésorerie entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SPLA Pays d'Aix Territoires est jointe en annexe à ce rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L300-4, L300-5, L311-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 fixant les délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération relative à la définition de l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme n° MET 17/4627/CM du 19 octobre 2017 ;
- La délibération du conseil de Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation des conditions du transfert patrimonial et financier de l'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain ZAC Pallières 2 aux Pennes Mirabeau ;
- La délibération du Bureau de Métropole du 20 septembre 2018 relative à l'approbation de l'avenant n°2 à la concession d'aménagement de la ZAC Pallières II ;
  - Le traité de concession et notamment son article n°27.6 ;
- La convention d'avance de trésorerie ci-jointe ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la ZAC Pallières II est une opération d'aménagement d'intérêt métropolitain transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence et qu'un besoin de trésorerie temporaire nécessite une avance remboursable du concédant conformément au traité de concession.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'octroi d'une avance de trésorerie à la SPLA Pays d'Aix Territoires d'un montant de 300 000 euros remboursable avant le 31 décembre

2021 dans le cadre de la concession d'aménagement relative à la réalisation de la Zac Pallières II.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention d'avance de trésorerie ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SPLA Pays d'Aix Territoires.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ainsi que tout document afférent à ce dossier.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au BPMF 2018 Aménagement du CT2 nature 27.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 033-4379/18/BM**

#### **■ Approbation de l'avenant n° 7 à la Concession d'Aménagement de la Maille 2 de la Zone d'Aménagement Concerté du Cours de la Rousse à Miramas MET 18/7992/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 168/09 du 3 avril 2009, le Comité Syndical de Ouest Provence a approuvé la concession d'aménagement entre le SAN Ouest Provence et l'EPAD Ouest Provence pour la réalisation d'une opération d'urbanisme sur le quartier de la Maille II dans le périmètre de la ZAC du cours de la Rousse, conformément au schéma d'aménagement retenu dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine, et ce en application des articles L300-1, L300-5-2 et R311-6 du Code de l'Urbanisme.

Par décision n° 539/09 du 13 novembre 2009, un avenant n° 1 a été approuvé, précisant d'une part, l'état des lieux parcellaires, le périmètre concerné et les modalités de cession et d'autre part, les conséquences sur le bilan financier et le plan de trésorerie, compte tenu de l'avancement du projet.

Par décision n° 108/11 du 4 février 2011, un avenant n° 2 a été approuvé pour préciser le périmètre de la concession d'aménagement afin de prendre en compte le tracé définitif de la liaison routière entre le quartier de la Maille II et l'avenue du 8 mai 1945.

Par délibération n° 358/12 du 8 octobre 2012 un avenant n° 3 a été approuvé précisant les modalités de réalisation du carrefour sur la RN 1569 entre les PR3+1627 et PR5+217, et ajustant le périmètre de la concession d'aménagement de la Maille II, afin d'y inclure notamment l'assiette du futur carrefour.

Par délibération n° 15/14 du 13 février 2014, un avenant n° 4 a été approuvé prorogeant de 3 ans la durée de la concession d'aménagement portant sa durée globale à 8 ans.

Par décision n° 946/14 du 13 octobre 2014, un avenant n° 5 a été approuvé modifiant le bilan prévisionnel de la ZAC et par conséquent le montant des participations publiques.

Par délibération n° URB 041/656/16/CM du 30 juin 2016, un avenant n° 6 a été approuvé prorogeant la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2018 portant sa durée globale à 9 années, 7 mois et 24 jours.

La concession d'aménagement s'achève en décembre 2018, alors même que la commercialisation et les promesses de vente n'ont pas toutes abouties.

Dans ce contexte, il convient de conclure un nouvel avenant afin de proroger jusqu'au 31 décembre 2019 le délai de la concession d'aménagement pour permettre le bon déroulement de la commercialisation des lots.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;



- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 7 à la concession d'aménagement de la Maille 2 de la ZAC du Cours de la Rousse sur la commune de Miramas portant sa durée jusqu'au 31 décembre 2019.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'avenant correspondant à la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 034-4380/18/BM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention relative à l'instruction des autorisations du droit des sols pour le Territoire du Pays d'Aix  
MET 18/8035/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° URB 026-2941/17/BM du 14 décembre 2017, le Bureau de la Métropole a proposé une nouvelle convention cadre relative à l'instruction des Autorisations du Droit des Sols (ADS) des communes du territoire du Pays d'Aix volontaires.

Six communes (Beaurecueil, Meyrargues, Saint-Estève-Janson, Saint-Paul-lez-Durance, la Roque d'Anthéron et Puyloubier) ont signé cette convention.

La convention initiale a pour objet de définir la création d'un service commun et les modalités de la mise à disposition du service instructeur intercommunal pour l'instruction de tout ou partie des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol des communes adhérentes, selon les dispositions proposées par l'article L5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Le service commun d'instruction du territoire est chargé de l'instruction des autorisations du droit des sols par le Maire des communes volontaires, il n'est pas mis à disposition des Communes au sens administratif du terme.

L'article R 423-15 du Code de l'Urbanisme donne la possibilité à l'autorité compétente de charger des actes d'instructions les services d'une collectivité territoriale sans qu'une notion de mise à disposition au sens administratif soit invoquée.

Il convient donc de modifier la convention initiale pour que le service instructeur du territoire soit l'autorité chargée de l'instruction au titre des dispositions de l'article R 423-15 du Code de l'Urbanisme en lieu et place de l'article L 5211-4-2 du CGCT.

La convention relative à l'instruction des autorisations du droit des sols précise notamment les obligations réciproques de chaque partie impliquée dans l'instruction, les conditions de signature des actes concernés, ainsi que les dispositions financières.

Pour des raisons de clarté financière, le présent avenant a également pour objet d'indiquer que les coûts de l'instruction par type d'actes s'entendent toutes taxes comprises.

Enfin, il est précisé dans l'avenant que les nouvelles adhésions ne seront effectives que pour autant que le service instructeur puisse s'appuyer sur des moyens humains et techniques en adéquation avec la charge de travail.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° URB 026-2941/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la convention cadre relative à l'instruction des autorisations du droit des sols pour le territoire du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de maintenir la continuité du service public.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé, à la convention cadre relative à l'instruction des autorisations du droit des sols pour le Territoire du Pays d'Aix.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 035-4381/18/BM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention relative à l'attribution d'une subvention à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix Durance  
MET 18/7902/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etat et la Ville d'Aix-en-Provence, ainsi que d'autres partenaires, sont regroupés dans une association loi de 1901, l'Agence d'urbanisme Pays d'Aix-Durance (AUPA), leur permettant de mener des études, des réflexions, des observations, en toute indépendance et dans l'intérêt commun de chacun, dans l'esprit de l'article L 110 du Code de l'Urbanisme qui dispose notamment : « Le territoire français est le patrimoine commun de la nation . Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences (...). Les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace ».

Le programme d'actions partenariales de l'Agence d'urbanisme du Pays d'Aix-Durance et son financement étaient jusqu'à présent régis par les

termes de la convention cadre 2015-2017 conclue entre l'AUPA et la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix.

Toutefois, en application de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est désormais substituée aux EPCI et l'ensemble des biens, droit et obligations de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix lui ont ainsi été transférés.

Afin de poursuivre le travail engagé et dans l'attente de la création d'une Agence Métropolitaine au 1<sup>er</sup> janvier 2019, il est proposé de maintenir le partenariat avec l'Agence d'urbanisme du Pays d'Aix-Durance en participant financièrement à la mise en œuvre d'outils métropolitains de planification pour l'année 2018.

Inscrites dans la durée, les principales thématiques des actions proposées au programme de travail confié à l'Agence d'urbanisme du Pays d'Aix-Durance et inscrites dans la convention portent sur :

- le territoire métropolitain ;
- l'assistance en urbanisme réglementaire avec la gestion des Plans Locaux d'Urbanisme des communes membres;
- les réflexions et approche du projet urbain et des territoires de projet ;
- l'appui et les observations mutualisés aux politiques communautaires.

Par délibération du 17 décembre 2017, la Métropole avait arrêté le montant de la subvention 2018 à 1 300 000 euros.

L'engagement pris par la Métropole dans le cadre du pacte de confiance conclu avec l'Etat de modérer l'augmentation des dépenses de fonctionnement dès l'exercice 2018 l'oblige à revoir à la baisse le montant de certaines subventions.

Aussi, il est proposé de ramener le montant de la subvention 2018 versée à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix Durance à 1 246 684 euros.

Les modalités spécifiques de versement sont précisées dans l'avenant n°1 à la convention ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du 27 juillet 1994 relative à l'adhésion de la Communauté de Commune du Pays d'Aix à l'AUPA ;
- La délibération HN 009-11/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les missions confiées à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole d'Aix-Marseille Provence;
- Qu'il convient de d'acter, dans le cadre d'un avenant à la convention initiale, le nouveau montant de la subvention 2018 ;

**Délibère**

**Article 1 :**

La subvention accordée à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance est ramenée à 1 246 684 euros au titre de l'exercice 2018.

**Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention ci-annexé entre la Métropole d'Aix-Marseille Provence et l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance qui précise les nouvelles modalités de financement pour l'exercice 2018.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont prévus au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille Provence et sur les Etats Spéciaux de Territoires, sur les lignes budgétaires suivantes :

Budget Métropole : 835 292 euros - Nature 65748  
EST CT2 : 411 392 euros - Nature 65748

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 036-4382/18/BM**

**■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention conclue avec l'agence d'urbanisme du Pays d'Aix-Durance relatif à une participation financière complémentaire pour la mise en œuvre du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole (hors Marseille)**

**MET 18/8069/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En vertu de l'article L132-6 du Code de l'Urbanisme, les agences d'urbanisme sont des organismes de réflexion, d'études et d'accompagnement des politiques publiques des établissements publics de coopération intercommunale qui en composent notamment leurs conseils d'administration.

L'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération marseillaise (AgAM) et l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA) sont appelées à intervenir sur des missions d'étude tant sur des projets de territoire, des documents de planification et des observatoires qui s'inscrivent sur des échelles de territoire différentes et sur des durées dépassant le cadre annuel.

Dans ce contexte, une convention cadre 2015-2017 a été conclue entre l'AUPA et la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, permettant de définir le programme d'actions partenariales ainsi que les modalités de financement.

Toutefois, en application de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014, la Métropole Aix-Marseille-Provence est désormais substituée aux EPCI et l'ensemble des biens, droit et obligations de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix lui ont ainsi été transférés.

Afin de poursuivre le travail engagé, une convention cadre a été conclue entre l'AUPA et la Métropole, approuvée par délibération du 14 décembre 2017.

Par délibération du 19 octobre 2017, la Métropole a approuvé la mise en place d'un dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole (hors Marseille, cette dernière ayant son propre dispositif) et mandaté l'AGAM et l'AUPA.

L'objet du présent avenant n°2 est de définir les missions d'accompagnement spécifiques mises en œuvre par l'AUPA, en collaboration avec l'AgAM, pour bâtir un outil d'observation des copropriétés fragilisées, outil destiné à être compatible avec le

dispositif mis en œuvre sur les copropriétés marseillaises.

Cet observatoire a vocation à s'inscrire dans le dispositif national de Veille et d'observation des copropriétés (VOC) piloté par l'ANAH. Il s'articulera finement avec les outils opérationnels existants et en devenir des différents conseils de territoire et associera les partenaires et les collectivités.

La prestation des agences d'urbanisme est évaluée à 120 092 euros HT sur une période de trois ans. L'ANAH a d'ores et déjà confirmé sa participation à hauteur de 60 000 euros, ramenant ainsi la participation de la Métropole à 60 092 euros. La perception de cette subvention est conditionnée à l'individualisation, par le biais de conventions, des rapports entre la Métropole et ses prestataires.

Cette prestation s'inscrit dans le cadre des actions complémentaires qui peuvent être demandées aux agences.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN009-17/03/16CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEVT 004-2802/17/CM du 19 octobre 2017 portant approbation du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération URB 17/5610/BM du 14 décembre 2017, portant approbation d'une subvention à l'AUPA.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les missions confiées aux agences d'urbanisme contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il convient d'accorder une participation financière exceptionnelle en 2018 au titre de la mise en place d'un dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole (hors Marseille).

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est attribuée à l'AUPA une participation financière complémentaire exceptionnelle de 9 600 euros pour l'année 2018.

##### **Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé à la convention cadre conclue entre la Métropole et l'agence d'urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA) pour la mise en œuvre du dispositif de veille et d'observation des copropriétés (VOC) sur le territoire de la Métropole (hors Marseille).

##### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont prévus au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C110 – Nature 65748 – Fonction 518.

##### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix Marseille Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 037-4383/18/BM

**■ Approbation de l'avenant n°3 au programme de travail pour la période 2018 avec l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance  
MET 18/8036/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, l'État et la ville d'Aix-en-Provence, ainsi que d'autres partenaires, sont regroupés dans une association loi de 1901, l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA), leur permettant de mener des études, des réflexions, des observations, en toute indépendance et dans l'intérêt de chacun, dans l'esprit de l'article L110 du Code de l'Urbanisme qui dispose notamment : « le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences (...). les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace ».

Par délibération n°URB025-2940/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2018, le partenariat avec l'AUPA a été maintenu pour l'année 2018 pour la mise en œuvre des outils métropolitain de planification avec la signature d'une nouvelle convention pour l'année.

Le programme de travail confié à l'AUPA et inscrit dans la convention pour l'année 2018 concerne :

- **à l'échelle métropolitaine** : la participation à l'élaboration des documents stratégiques en matière de planification tel que le Schéma de Cohérence Territoriale ou thématiques comme le Plan de Déplacements Urbains, le Programme Local de l'Habitat, le schéma des zones d'activités économiques, le schéma d'urbanisme commercial, le Plan Climat Air Énergie, le Plan Alimentaire Territorial, etc ...
- **à l'échelle du Territoire du Pays d'Aix** : la participation à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ainsi que le travail sur le PNRU et le suivi des contrats de ville
- **à l'échelle des autres EPCI membres** : participation à l'élaboration des SCOT
- **à l'échelle des communes membres** : accompagnement sur le développement urbain avec la réalisation d'études d'aménagement sur des secteurs spécifiques.

Concernant le PLUi du Territoire du Pays d'Aix, il convient de préciser les missions confiées à l'AUPA pour 2018 en fonction de l'avancée du projet.

Depuis 2016, l'AUPA a accompagné le Territoire du Pays d'Aix dans des travaux préparatoires à l'élaboration du PLUi ce qui a permis d'identifier les objectifs qui guideront son élaboration et qui ont été définis dans la délibération de prescription prise lors du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018.

Dans le cadre de l'élaboration du dossier de PLUi, les travaux suivants ont été confiés à l'AUPA :

- l'élaboration du diagnostic territorial qui sera alimenté par des études complémentaires notamment sur les thèmes agriculture, environnement et risques
- l'accompagnement sur l'écriture du PADD
- la réalisation d'un pré-zonage et d'un pré-règlement à partir d'une analyse typomorphologique
- l'élaboration d'une partie des OAP

Ces premiers travaux montrent que certains points doivent être approfondis notamment :

- l'identification des enjeux du territoire en fonction des éléments du diagnostic
- le travail avec les communes pour identifier et prioriser les secteurs de projet afin d'alimenter le futur PLUi du territoire, par la réalisation d'études d'aide à la décision précises et localisées
- l'analyse des capacités de stationnement
- la définition d'une méthodologie stabilisée pour l'analyse des capacités de densification

Par ailleurs, la réalisation d'un diagnostic sur le volet agriculture a été confiée à la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône principalement sur la partie agriculture productive. Mais dans le cadre des schémas sectoriels de niveau métropolitain notamment le Plan Alimentaire Territorial, d'autres aspects de l'agriculture ont été abordés. Il serait opportun d'aborder ces thématiques au niveau du territoire du Pays d'Aix qui compte plus de la moitié des espaces agricoles de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ces nouvelles missions représentent une charge de travail supplémentaire, il convient de réajuster la subvention versée à l'AUPA sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix pour l'année 2018 à hauteur de 70 000 € ce qui porte la subvention totale à 481 392 €.

L'article L132-16 du Code de l'Urbanisme dispose que « les dépenses exposées par les communes et les établissements publics de coopération intercommunale pour les études, l'élaboration, la modification et la révision de leurs documents d'urbanisme ainsi que pour la numérisation du cadastre sont inscrites en section d'investissement de leur budget ». Il est donc proposé que la subvention versée à l'AUPA pour les missions complémentaires concernant le PLUi soit payée en investissement sur l'imputation comptable 202.

Le présent avenant a donc pour objet de :

- compléter le programme de travail pour l'année 2018
- réajuster la subvention accordée en fonction des nouvelles missions confiées à l'AUPA
- verser le complément de subvention sur l'imputation comptable 202 de la section investissement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération du 27 juillet 1994 relative à l'adhésion de la Communauté de Communes du Pays d'Aix à l'AUPA ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB025-2940/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la convention relative à l'attribution d'une subvention à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA) ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les missions confiées à l'AUPA contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les missions complémentaires confiées à l'AUPA dans le cadre de l'élaboration du

PLUi du Territoire du Pays d'Aix décrites ci-dessus et la subvention complémentaire en découlant à hauteur de 70 000 euros pour l'année 2018 et le paiement de ces dépenses complémentaires sur l'imputation comptable 202 de la section investissement.

#### **Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n°3 à la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'AUPA qui précise les missions confiées à l'agence et les modalités de financement pour 2018.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°3 à la convention et tout document y afférent.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, sur les lignes budgétaires suivantes, nature 6574 – fonction 515.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 038-4384/18/BM**

**■ Approbation de l'avenant n°7 à la convention cadre conclue avec l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise relatif à une participation financière complémentaire pour la mise en œuvre du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole (hors Marseille)**

#### **MET 18/8070/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En vertu de l'article L132-6 du Code de l'Urbanisme, les agences d'urbanisme sont des organismes de réflexion, d'études et d'accompagnement des politiques publiques des établissements publics de coopération intercommunale qui en composent notamment leurs conseils d'administration.

L'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération marseillaise (AgAM) et l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA) sont appelées à intervenir sur des missions d'étude tant sur des projets de territoire, des documents de planification et des observatoires qui s'inscrivent sur des échelles de territoire différentes et sur des durées dépassant le cadre annuel.

Dans ce contexte, une convention-cadre n°151744SUB a été passée avec l'AgAM, et approuvée par la délibération FCT 003-1386/15/CC du Conseil de Communauté du 23 octobre 2015 pour la période 2016-2018.

En application de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014, la Métropole Aix-Marseille-Provence est substituée de plein droit aux EPCI transformés et l'ensemble des biens, droits et obligations de Marseille Provence Métropole lui est ainsi transféré.

Cette convention, d'une durée de trois années à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, définit les règles président au fonctionnement entre la Métropole Aix-Marseille Provence et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise, dont notamment les modalités de financement avec l'approbation de subventions annuelles.

Par délibération du 19 octobre 2017, la Métropole a approuvé la mise en place d'un dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole (hors Marseille, cette dernière ayant son propre dispositif) et mandaté l'AGAM et l'AUPA.

L'objet du présent avenant, n°7, est de définir les missions d'accompagnement spécifiques mises en œuvre par l'AgAM, en collaboration avec l'AUPA, pour bâtir un outil d'observation des copropriétés fragilisées, outil destiné à être compatible avec le dispositif mis en œuvre sur les copropriétés marseillaises.

Cet observatoire a vocation à s'inscrire dans le dispositif national de Veille et d'observation des copropriétés (VOC) piloté par l'ANAH. Il s'articulera finement avec les outils opérationnels existants et en devenir des différents conseils de territoire et associera les partenaires et les collectivités.

La prestation des agences d'urbanisme est évaluée à 120 092 euros sur une période de trois ans. L'ANAH a d'ores et déjà confirmé sa participation à hauteur de 60 000 euros, ramenant ainsi la participation de la Métropole à 60 092 euros. La perception de cette subvention est conditionnée à l'individualisation, par le biais de conventions spécifiques, des rapports entre la Métropole et ses prestataires.

Cette prestation s'inscrit dans le cadre des actions complémentaires qui peuvent être demandées aux agences.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 00/057/CC du 15 décembre 2000 relative à l'adhésion de la Communauté urbaine à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) ;
- La délibération URB 6/567/CC du 10 octobre 2003, approuvant la modification des statuts de l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) ;
- La délibération FCT 003-1386/15/CC du 23 octobre 2015 approuvant la convention-cadre entre Marseille Provence Métropole et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) pour les années 2016, 2017 et 2018 ;
- La délibération HN009-11/16CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEVT 004-2802/17/CM du 19 octobre 2017 portant approbation du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les missions confiées aux agences d'urbanisme contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il convient de d'accorder, dans le cadre d'un avenant n°7 à la convention-cadre initiale conclue avec l'AgAM, une participation financière exceptionnelle en 2018 au titre de la mise en place d'un dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole (hors Marseille).

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise une participation

financière complémentaire exceptionnelle 30 400€ pour l'année 2018.

#### **Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n°7 ci-annexé à la convention cadre entre la Métropole et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) pour la mise en œuvre du dispositif de veille et d'observation des copropriétés (VOC) sur le territoire de la Métropole (hors Marseille).

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont prévus au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C110 – Nature 65748 – Fonction 518.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix Marseille Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 039-4385/18/BM**

#### **■ Approbation de l'avenant n° 1 à la convention de partenariat avec la Ville de Miramas et la Caisse des Dépôts et Consignations pour accompagner la démarche - Démonstrateur redynamisation du centre-ville de Miramas MET 18/7950/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence dans le domaine de l'aménagement, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée dans une réflexion sur la redynamisation du centre-ville de Miramas, et la mise en œuvre d'un projet urbain multi-sites de part et d'autre du réseau ferré et principalement autour de la gare SNCF.

Ainsi, dans un contexte de métropolisation grandissant, d'exigences accrues de la population, d'avancées technologiques toujours plus nombreuses, le positionnement des territoires nécessite de s'adapter à l'une de ces évolutions sociétales.

La diversité et la complémentarité d'un territoire vis-à-vis d'un autre sont sources d'attractivité et de croissance future. Il convient donc d'éviter toute opposition entre territoires et de maintenir et valoriser les spécificités de chacun pour construire un nouvel équilibre.

Les écarts s'amplifient entre les centres des grandes métropoles, attractives et innovantes, et les centres des aires urbaines secondaires. L'enjeu pour les collectivités péri-urbaines ou rurales consiste donc, non seulement, à réduire ces écarts, mais aussi, à créer les conditions des centralités urbaines de demain.

Partenaire historique des collectivités territoriales, la Caisse des Dépôts et Consignations a décidé de s'engager dans cette démarche en développant de manière complémentaire aux dispositifs de droit commun ses propres initiatives en direction des centres des villes moyennes. Cet engagement s'est, notamment, traduit par la conclusion d'un partenariat, en date du 30 mars 2016 et pour une durée de 3 ans, avec l'Association des Maires de France (AMF).

Dans ce contexte, la Caisse des Dépôts a ainsi décidé de soutenir Miramas comme site démonstrateur pour sa politique globale et volontariste de reconquête de son centre-ville et sa vision globale et transversale des problématiques : habitat, espaces publics, sécurité publique, équipement, etc.

La convention cadre signée le 20 octobre 2016 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la ville de Miramas et la Caisse des Dépôts et Consignations accompagne le projet d'aménagement urbain et paysager du site stratégique du pôle d'échanges multimodal Métropolitain de Miramas.

Cette convention prenant fin le 20 octobre 2018, il convient de conclure un avenant afin de poursuivre les actions engagées pour les 24 prochains mois et de consolider le partenariat mis en place.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;



- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 004-771/16/BM du 19 septembre 2016 du Bureau de la Métropole relative à l'approbation d'une convention de partenariat avec la ville de Miramas et la Caisse des Dépôts et Consignations pour accompagner la démarche – Démonstrateur redynamisation du centre-ville ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 1 ci-annexé à la convention de partenariat entre la Caisse des dépôts et Consignations, la ville de Miramas et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour accompagner la démarche « Démonstrateur » redynamisation du centre-ville telle.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 040-4386/18/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Projet Urbain Partenarial de Val de Ricard à Ensues-la-Redonne"  
MET 18/7841/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La zone AU de Val de Ricard, située à l'entrée ouest de la Commune d'Ensues la Redonne, fait l'objet d'une orientation d'aménagement générale inscrite au PADD ayant pour objectif de développer le secteur ouest de la commune permettant la création d'un secteur d'habitat complété par des équipements publics.

Les objectifs poursuivis dans ce cadre, concourent notamment à accroître l'offre de logements, diversifier l'habitat et renforcer la mixité sociale sur la commune tout en respectant les richesses patrimoniales paysagères et environnementales du site.

En cohérence avec ces objectifs, European Homes envisage la réalisation d'une opération de construction de 108 logements dont 44 logements sociaux.

Aussi, en application des articles L332-11-3 et L332-11-4 du Code de l'Urbanisme, et afin d'accompagner le développement du secteur dit de Val de Ricard sur la commune d'Ensues-la-Redonne la Métropole Aix-Marseille-Provence et European Homes se sont rapprochés aux fins de mise en œuvre d'un Projet Urbain Partenarial lié à l'opération de construction envisagée par l'opérateur.

Le Programme des Equipements Publics à réaliser au titre du Projet Urbain Partenarial « Val de Ricard » est fixé par la convention de PUP. Il comprend principalement la réalisation d'une voie nouvelle inscrite au PLU, ainsi que les réseaux secs et humides y afférents de compétence métropolitaine ainsi que des équipements communaux avec la création de 2 classes supplémentaires dans chacun des deux groupes scolaire de la commune d'Ensues la redonne et l'agrandissement du réfectoire de l'école élémentaire. La convention de PUP détermine également les conditions et modalités de prise en charge financière des équipements publics devant être réalisés par la Métropole.

La convention a été conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et European Homes. La commune d'Ensuès-la-Redonne approuvera le programme des équipements publics devant être réalisés relevant de sa compétence.

La date prévisionnelle de démarrage des travaux est fixée au mois de mars 2019 pour une durée d'environ 14 mois. Cette durée pourra être rallongée si les accords financiers avec les propriétaires privés prennent du retard.

La création de l'opération n°HN 045-088/16/CT « Projet urbain Partenarial de Val de Ricard – Commune d'Ensuès-la-Redonne » et l'approbation d'une convention avec European Homes a été délibérée le 24 Juin 2016.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération (hors apport foncier) pour la Métropole est estimé à 1 583 000 euros HT, dont 930 000 euros sont placés à la charge de l'opérateur, European Homes. Le montant restant à la charge de la Métropole représente la somme de 653 582 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel restant à charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	70 %	457 507 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	196 075 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° 045-088/16/CT du 24 juin 2016 approuvant d'une convention avec European Homes par un « Projet urbain Partenarial de Val de Ricard – Commune d'Ensuès-la-Redonne » ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Projet Urbain Partenarial de Val de Ricard à Ensues-la-Redonne.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget principal 2018 et

suivants de la Métropole Aix Marseille Provence.  
Opération : 2013120006 - Chapitre : 23 - Fonction :  
515 – Sous politique : C140.

La recette correspondante sera constatée au Budget  
primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-  
Provence, section d'investissement - Nature 1383 –  
Fonction 515 – Sous politique C140 – Opération n°  
2013120006.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 041-4387/18/BM**

■ **Approbation de la proposition de raccordement  
au réseau public de distribution d'électricité géré  
par ENEDIS relative à l'opération "Projet Urbain  
Partenarial de Val de Ricard à Ensues-la-Redonne"  
- Phase 1**

#### **MET 18/7878/BM**

Madame la Présidente de la Métropole  
Aix-Marseille-Provence sur proposition du  
Commissaire Rapporteur soumet au  
Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La zone AU de Val de Ricard, située à  
l'entrée ouest de la Commune d'Ensues la  
Redonne, fait l'objet d'une orientation  
d'aménagement générale inscrite au  
PADD ayant pour objectif de développer le  
secteur ouest de la commune permettant  
la création d'un secteur d'habitat complété  
par des équipements publics.

Les objectifs poursuivis dans ce cadre,  
concourent notamment à accroître l'offre  
de logements, diversifier l'habitat et  
renforcer la mixité sociale sur la commune  
tout en respectant les richesses  
patrimoniales paysagères et  
environnementales du site.

En cohérence avec ces objectifs,  
European Homes envisage la réalisation  
d'une opération de construction de 108  
logements dont 44 logements sociaux.

Aussi, en application des articles L332-11-  
3 et L332-11-4 du Code de l'Urbanisme, et  
afin d'accompagner le développement du  
secteur dit de Val de Ricard sur la  
commune d'Ensues-la-Redonne la  
Métropole Aix-Marseille-Provence et  
European Homes se sont rapprochés aux  
fins de mise en œuvre d'un Projet Urbain  
Partenarial lié à l'opération de construction  
envisagée par l'opérateur.

Le Programme des Equipements Publics à  
réaliser au titre du Projet Urbain  
Partenarial « Val de Ricard » est fixé par la  
convention de PUP. Il comprend la  
réalisation d'une voie nouvelle inscrite au  
PLU, ainsi que les réseaux secs et  
humides y afférents de compétence  
métropolitaine ainsi que des équipements  
communaux avec la création de classes  
supplémentaires et l'agrandissement dans  
les réfectoires des deux groupes scolaires  
de la commune d'Ensues la redonne. La  
convention de PUP détermine également  
les conditions et modalités de prise en  
charge financière des équipements publics  
devant être réalisés par la Métropole.

La création de l'opération n°HN 045-  
088/16/CT « Projet urbain Partenarial de  
Val de ricard – Commune d'Ensues-la-  
Redonne» et l'approbation d'une  
convention avec European Homes ont été  
délibérées le 24 juin 2016.

Le projet de requalification de la phase 1  
impose l'enfouissement des lignes  
électriques et leur renforcement sur la  
phase 1 du PUP.

La présente délibération vise à approuver  
la proposition de raccordement au réseau  
public de distribution d'électricité géré par  
ENEDIS relative à l'opération « Projet  
Urbain Partenarial de Val de Ricard à  
Ensues-la-Redonne »- Phase 1.

Le montant de cette proposition s'élève à  
9 623,45 euros Hors Taxes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au  
Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-  
après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités  
Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de  
modernisation de l'action publique territoriale  
et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant  
nouvelle organisation territoriale de la  
République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant  
création de la Métropole Aix Marseille  
Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du  
Conseil de la Métropole du 17 mars 2016  
portant délégations du Conseil au Bureau de  
la Métropole ;

- La délibération du Conseil de la Métropole n° 045-088/16/CT du 24 Juin 2016 approuvant d'une convention avec European Homes par un « Projet urbain Partenarial de Val de Ricard – Commune d'Ensuès-la-Redonne » ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les travaux de requalification relatifs au Projet Urbain Partenarial de Val de Ricard sur la commune d'Ensuès-la-Redonne sont réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ENEDIS exerce une mission de service public de distribution et de gestion du réseau d'électricité ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve la proposition de raccordement avec ENEDIS afin de permettre l'enfouissement des lignes électrique et leur renforcement sur la Phase 1 du PUP Val de Ricard.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la proposition de raccordement et le devis des travaux ci annexés entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et ENEDIS relative à l'enfouissement des lignes électrique et leur renforcement.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette proposition de raccordement ainsi que tous les documents y afférents.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget principal 2018 et suivants de la Métropole Aix Marseille Provence. Opération : 2013120006 - Chapitre : 23 - Fonction : 515 – Sous politique : C140.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 042-4388/18/BM**

**■ Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial avec la Commune de Peynier et la société Rognin Pace pour le projet "Quartier Sainte Croix à Peynier"**  
**MET 18/8338/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 23 novembre 2015, le Conseil Municipal de Peynier a instauré un périmètre de Projet Urbain Partenarial sur le Quartier Sainte Croix et approuvé le programme des équipements publics du Projet Urbain Partenarial (PUP), ainsi que le montant des participations. Ces éléments ont été actualisés par délibération du 28 juin 2017.

A l'intérieur de ce périmètre, les propriétaires fonciers ont défini des projets de morcellement de leurs parcelles en plusieurs lots à bâtir destinés à accueillir des maisons individuelles.

Le dossier de PUP comporte le programme des équipements publics à réaliser afin de répondre aux besoins des futurs habitants des constructions à édifier dans le périmètre : il s'agit de la réalisation de travaux de voirie et de réseau électrique. Conformément à l'article L332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le montant des participations du PUP appliqué à chaque projet a été calculé en répartissant le coût des travaux selon les principes de proportionnalité et de nécessité.

Ces participations sont calculées en fonction de la taille des lots destinés à accueillir les maisons individuelles :

- 28 615€/lot pour le morcellement de la parcelle en lots de 700 m² en moyenne ;
- 37 517€/lot pour le morcellement de la parcelle en lots de 1 000 m² en moyenne, dont un lot supportant une maison existante.

Le montant de ces participations a été ramené à un montant global s'élevant à 125€/m² de surface de plancher.

Par ailleurs, en vertu de l'article L332-11-4 du Code de l'Urbanisme, la Commune a décidé d'exonérer de taxe d'aménagement, pendant 6 ans, les constructions édifiées dans le périmètre du PUP.

Deux conventions ont déjà été signées par la commune dans le cadre du PUP Quartier Sainte Croix. La société Rognin Pace sollicite aujourd'hui les collectivités pour la signature d'une convention dans le cadre du découpage des parcelles AE223 et AE263 permettant la création de deux lots à bâtir.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les

compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente depuis le 1er janvier 2018 en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU). En conséquence du transfert de compétence portant sur le PLU, la Métropole est habilitée à compter du 1er janvier 2018 à conclure des conventions de projet urbain partenarial en application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme.

Par délibération du 22 mars 2018 le Conseil de la Métropole a approuvé la poursuite par les communes de la mise en œuvre des PUP dont les périmètres et les conventions ont été approuvés avant le 1er janvier 2018. Il a également été décidé de conclure, le cas échéant, des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans les périmètres des PUP qui comprennent des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage relève de la Métropole et des communes.

Dans le cadre du PUP Sainte Croix, les travaux de la phase 2 relèvent uniquement des compétences de la commune et la convention ci-jointe est similaire aux deux précédentes conventions déjà signées et pour lesquelles les participations ont été perçues par la commune.

Il convient donc aujourd'hui d'approuver la convention de PUP tripartite ci-jointe, qui détermine la participation du constructeur aux équipements publics rendus nécessaires par son programme de construction, et ainsi de poursuivre cette opération d'aménagement. Cette participation, calculée sur la base de 125€/m<sup>2</sup> de surface de plancher, sera précisée dans l'arrêté de permis de construire sur chacun des lots. Cette participation sera versée directement à la Commune de Peynier, les travaux nécessaires relevant de la compétence de la Commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 332-11-3, L 332-11-4 et R332-25-1 à 3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n°URB 012-3646/18C/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 portant la poursuite des opérations engagées par les communes dans le cadre de Projets Urbain Partenarial ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'opération du PUP Sainte Croix a été engagée avant le 1er janvier 2018.
- Que l'opération nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics financés par un PUP.
- Que les travaux réalisés dans le cadre de ce PUP relèvent de la compétence de la Commune.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de Projet Urbain Partenarial entre la Métropole, la Commune de Peynier, et la société Rognin Pace pour la mise en œuvre d'un programme sur les parcelles AE223 et AE263, ci-annexée.

**Article 2 :**

Les constructions édifiées dans le périmètre du PUP sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pour une durée de 6 ans.

**Article 3 :**

La Commune de Peynier percevra la totalité des participations du PUP.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 043-4389/18/BM**

### **■ Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial avec la Commune de Peynier et Monsieur Nedjar sur le quartier Beaulieu MET 18/7943/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de Peynier a instauré un périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) sur le Quartier Beaulieu et a approuvé le programme des équipements publics et le montant des participations.

Ce périmètre, occupé de manière peu dense, permet un développement pavillonnaire d'une douzaine de nouvelles constructions au fur et à mesure de l'équipement de la zone. La taille minimum des parcelles est fixée à 2 000 m<sup>2</sup> par le document d'urbanisme en vigueur.

Conformément à l'article L332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le dossier de PUP comporte le programme des équipements publics à réaliser afin de répondre aux besoins des futurs habitants des constructions à édifier dans le périmètre. Le montant des participations du PUP appliqué à chaque projet a été calculé en répartissant le coût des travaux selon les principes de proportionnalité et de nécessité. Le montant forfaitaire de la participation s'élève à 22 000 € par lot sur la base d'une construction maximale de 250 m<sup>2</sup>.

Par ailleurs, en vertu de l'article L332-11-4 du Code de l'Urbanisme, la Commune a décidé d'exonérer de taxe d'aménagement les constructions édifiées dans le périmètre du PUP durant 6 ans.

Deux conventions ont déjà été signées par la commune dans le cadre du PUP Beaulieu, le propriétaire foncier de la parcelle AT7 sollicite aujourd'hui les collectivités pour la signature d'une convention afin de procéder à un découpage de son terrain et créer 2 lots à bâtir pour la construction de maisons individuelles.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les

compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente depuis le 1er janvier 2018 en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU). En conséquence du transfert de compétence portant sur le PLU, la Métropole est habilitée à compter du 1er janvier 2018 à conclure des conventions de projet urbain partenarial en application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme.

Par délibération du 22 mars 2018, le Conseil de Métropole a approuvé la poursuite par les communes de la mise en œuvre des PUP dont les périmètres et les conventions ont été approuvés avant le 1er janvier 2018. Il a également été décidé de conclure, le cas échéant, des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans les périmètres des PUP qui comprennent des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage relève de la Métropole et des communes.

Dans le cadre du PUP Beaulieu, les travaux ont été réalisés préalablement au 1<sup>er</sup> janvier 2018 et la convention ci-jointe est similaire aux deux précédentes conventions signées pour lesquelles les participations ont été perçues par la commune de Peynier.

Il convient donc aujourd'hui d'approuver la convention de PUP tripartite ci-jointe, qui détermine la participation du constructeur calculée sur la base du montant forfaitaire de 22 000€ par lot. Cette participation, d'un montant total de 44 000€, sera versée directement à la Commune de Peynier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 332-11-3, L 332-11-4 et R332-25-1 à 3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 012-3646/18C/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 portant sur la poursuite des opérations

engagées par les communes dans le cadre de PUP ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'opération du PUP Beaulieu a été engagée avant le 1er janvier 2018.
- Que l'opération nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics financés par un PUP.
- Que les travaux réalisés dans le cadre de ce PUP relèvent de la compétence de la Commune.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de Projet Urbain Partenarial entre la Métropole, la Commune de Peynier, et Monsieur Nedjar pour la mise en œuvre d'un programme sur la parcelle AT7.

**Article 2 :**

Les constructions édifiées dans le périmètre du PUP sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pour une durée de 6 ans.

**Article 3 :**

La Commune de Peynier percevra la totalité des participations du PUP.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention PUP ainsi que tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 044-4390/18/BM**

**■ Constitution de servitudes de cour commune, de tour d'échelle et de vues, sur une parcelle de terrain appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, sise chemin du Pareyraou, à La Ciotat, cadastrée section BZ n° 842  
MET 18/7856/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a acquis un ensemble de parcelles cadastrées BZ N° 202, 201, et BZ 842, sis 269 chemin du Pareyraou, à La Ciotat. Ces parcelles sont impactées par un emplacement réservé pour la réalisation d'un parking à proximité de la gare de La Ciotat.

Les études et la réalisation du projet définitif ont permis d'optimiser au mieux les terrains acquis et de laisser apparaître un reliquat non utilisé. C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence projette de céder ledit reliquat, dès que sa valeur vénale aura été déterminée, à la Société Ametis Paca.

La Société Ametis Paca a signé une promesse de vente avec les consorts Caillol-Bonnot portant sur les parcelles voisines dudit reliquat et cadastrées BZ n° 200, 198 et 843 suivant acte reçu le 13 octobre 2017 par Maître Anne-Claire Berthton-Ravel, notaire à La Ciotat.

La Société Ametis Paca projette de réaliser une opération immobilière sur lesdites parcelles, en complément de la future opération immobilière qu'elle réalisera sur le reliquat appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence. A ce sujet, la Société AMETIS PACA a déposé une demande de permis de construire auprès de la commune de La Ciotat, le 28 décembre 2017, sous le n° PC 13028 17 B 0186 portant sur les parcelles cadastrées BZ n° 200, 198 et 843.

A ce jour, la Société Ametis Paca n'a pas encore obtenu son permis de construire.

Dans le cadre de cette opération immobilière, un bâtiment sera construit en limite de propriété entre les parcelles BZ 842, objet de la promesse consentie à la Société Ametis Paca et la parcelle BZ 843, appartenant à Métropole Aix-Marseille-Provence.

Compte tenu de cette situation et suite à la demande de la Société Ametis Paca, la Métropole Aix-Marseille-Provence a consenti la constitution des servitudes suivantes grevant la parcelle BZ 842 lui appartenant au profit de la parcelle BZ 843, objet de la promesse de vente consentie par les consorts Bonnot-Caillol à la Société Ametis Paca :

- Servitude de cour commune,

- Servitude de vues,
- Servitudes de tour d'échelle.

Les servitudes seront consenties à titre gratuit.

Par courrier du 18 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a saisi les Services de France Domaine pour obtenir l'évaluation desdites servitudes. Etant ici précisé que lesdites servitudes seront constituées par acte authentique suivant acte à recevoir par Maître Mathieu Durand, notaire à Marseille, une fois que la Société Ametis Paca sera effectivement devenue propriétaire des parcelles BZ n° 198, 200 et 843, situées à La Ciotat (13600), chemin du Pareyraou.

Le projet d'acte constitutif des servitudes est demeuré annexé aux présentes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 Juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Bureau concernant les missions foncières ;
- La saisine de France Domaine du 18 juin 2018;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la constitution de servitudes de cour commune, de tour d'échelle et de vues, sur une parcelle de terrain appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, doit permettre à la Société Ametis Paca de déposer des permis de construire aux parcelles mitoyennes.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le projet d'acte par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à constituer des servitudes de cour commune, de tour d'échelle et de vues sur une parcelle lui appartenant.

Fond servant : parcelle BZ 842 au profit du fond dominant : parcelles BZ N° 198, 200, 843, à titre gratuit, les frais inhérents à cette constitution de servitude seront à la charge du propriétaire du fond dominant.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer l'acte authentique et tout document inhérent à cette constitution de servitude.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 045-4391/18/BM**

**■ Approbation d'une convention de servitudes au bénéfice d'Enedis sur la parcelle cadastrée section BD n° 46 sise lieux-dits La Fontaine de Guigue sur la commune de Fos-sur-Mer pour l'installation à demeure de deux canalisations électriques souterraines  
MET 18/8400/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, Enedis envisage la réalisation de travaux qui vont impacter la parcelle cadastrée section BD n° 46, sise lieux-dits La Fontaine de Guigue, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A cet effet, Enedis propose la conclusion d'une convention de servitudes sur ladite parcelle pour l'installation à demeure de deux canalisations souterraines dans une bande de 3 mètres de large sur une longueur totale d'environ 150 mètres ainsi que ses accessoires.



Cette convention de servitudes est conclue à titre onéreux moyennant le paiement d'une redevance unique et forfaitaire d'un montant de 20 euros, pour la durée d'exploitation des lignes électriques souterraines ou de tout ouvrage qui pourrait lui être substitué sur l'emprise de l'ouvrage existant. Etant précisé que les ouvrages ainsi réalisés resteront la propriété d'Enedis durant sa durée d'exploitation et que la Métropole conservera la propriété et la jouissance de sa parcelle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence 17 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de servitudes à constituer au bénéfice d'Enedis sur la parcelle cadastrée section BD n° 46, sise lieux-dits

La Fontaine de Guigue, pour l'installation à demeure de deux lignes électriques souterraines ainsi que leurs accessoires.

#### **Article 2 :**

La présente convention de servitudes est consentie moyennant une indemnité unique et forfaitaire de vingt euros.

#### **Article 3 :**

La recette correspondante est constatée au budget de la Métropole, chapitre 70, nature 70388.

#### **Article 4 :**

Les charges liées aux frais de publication et/ou d'enregistrement de la présente convention de servitudes sont à la charge exclusive d'Enedis.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 046-4392/18/BM**

**■ Constitution à titre onéreux d'une servitude de passage en tréfonds de la propriété de Monsieur et Madame Giroux nécessaire aux travaux de renforcement du réseau d'eau potable de la commune de Carnoux-en-Provence  
MET 18/8293/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière d'eau et d'assainissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence va installer une canalisation d'eau potable d'un diamètre de 400 mm entre le réservoir des Lavandes et le réseau existant situé rue Tony Garnier à Carnoux-en-Provence.

La réalisation de ces travaux nécessite le passage d'une canalisation en tréfonds de la parcelle cadastrée Section AE n°13 sise 11 avenue Savorgnan de Brazza appartenant à Monsieur et Madame Giroux.

Aux termes des négociations entreprises par la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM), agissant pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières, Monsieur et Madame Giroux acceptent la constitution d'une servitude en

tréfonds de leur propriété en vue du passage de ladite canalisation d'eau potable moyennant une indemnité de 467 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette constitution de servitude de passage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau concernant les missions foncières;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la constitution d'une servitude de passage en tréfonds de la propriété de Monsieur et Madame Giroux cadastrée Section AE n° 13 permettra d'y installer une canalisation d'eau potable dans le cadre du renforcement du réseau d'eau potable de la commune de Carnoux-en-Provence.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel Monsieur et Madame Giroux acceptent la constitution, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, d'une servitude de passage d'une superficie de 16,41 m<sup>2</sup> en tréfonds de leur propriété cadastrée Section AE n°13 et l'occupation temporaire pour la durée du chantier d'une emprise de 168,64 m<sup>2</sup> moyennant une indemnité totale de 467 euros (quatre cent soixante-sept euros).

##### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération DEA n°2013105200 – Nature 21-11.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 047-4393/18/BM**

**■ Approbation de l'avenant n° 4 pour la prolongation de la Convention Publique d'Aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Cognets Sud à Istres  
MET 18/7955/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 326/02 du 30 juillet 2002, le Comité Syndical du SAN Ouest Provence a décidé, en application des dispositions de l'article L 300-4 et R 311-6 du Code l'Urbanisme, de confier à l'EPAD la poursuite de la réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté des Cognets-Sud sur la commune d'Istres, et d'approuver les termes de la Convention Publique d'Aménagement correspondante, notifiée le 4 novembre 2002.

Par délibération n° 884/08 du 17 décembre 2008, le Comité Syndical du SAN Ouest Provence a approuvé l'avenant n° 1 à la convention afin de préciser les montants forfaitaires annuels de rémunération de l'EPAD.

Par décision n° 324/12 du 27 avril 2012, le Président du SAN Ouest Provence a approuvé l'avenant

n° 2 à la convention afin d'en proroger la durée de 6 ans.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

Par délibération n° URB 025-2195/17/CM du 13 juillet 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'avenant n° 3 à la convention publique d'aménagement afin d'augmenter le montant maximum d'emprunt autorisé à l'aménageur, fixant la limite d'encours global à 500 000 €.

A ce jour, un ensemble de travaux reste à réaliser ou finaliser, au titre de l'article 2 de la Convention Publique d'Aménagement initiale.

Dans ce contexte, il convient en conséquence de conclure un nouvel avenant afin de proroger de 12 mois supplémentaires les délais d'exécution de la Convention Publique d'Aménagement, pour permettre d'arrêter le projet de la ZAC, ce qui porte à 204 mois la durée totale de la convention, soit 17 ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 octobre 2018.

**Oùï le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 4, ci-annexé, à la convention publique d'aménagement pour proroger de 12 mois la Convention Publique d'Aménagement initiale.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 048-4394/18/BM**

**■ Approbation d'une convention de mise à disposition au bénéfice d'Enedis sur la parcelle cadastrée section BD n° 46 sise lieux-dits La Fontaine de Guigue sur la commune de Fos-sur-Mer pour l'installation à demeure d'une armoire de coupure  
MET 18/8396/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, Enedis envisage la réalisation de travaux qui vont impacter une emprise d'environ 15 m² sur la parcelle cadastrée section BD n° 46, sise lieux-dits La fontaine de Guigue, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A cet effet, Enedis propose la conclusion d'une convention de mise à disposition sur ladite parcelle pour l'installation d'une armoire de coupure et tous ses accessoires alimentant le réseau de distribution publique d'électricité.

Cette convention de mise à disposition est conclue à titre unique et forfaitaire pour un montant de 225 euros, pour la durée de l'installation d'une armoire de coupure ou de tout ouvrage qui pourrait lui être substitué sur l'emprise de l'ouvrage existant. Etant précisé que les ouvrages ainsi réalisés resteront la propriété d'Enedis durant sa durée d'exploitation et que la Métropole conservera la propriété et la jouissance de sa parcelle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence 17 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de mise à disposition au bénéfice d'Enedis sur la parcelle cadastrée section BD n° 46, sise lieux-dits La fontaine de Guigue, pour l'installation à demeure d'une armoire de coupure et tous ses accessoires alimentant le réseau de distribution publique d'électricité.

**Article 2 :**

La présente convention de mise à disposition est consentie moyennant une indemnité unique et forfaitaire de deux cent vingt-cinq euros.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout documents y afférent.

**Article 4 :**

Les charges liées aux frais de publication et/ou d'enregistrement de la présente convention de mise à disposition sont à la charge exclusive d'Enedis.

**Article 5 :**

La recette correspondante est constatée au budget de la Métropole, chapitre 70, nature 70388.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 049-4395/18/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'aménagement des Portes du Mazet sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône  
MET 18/8025/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La Presqu'île du Mazet située au sud de la ville et du port central représente un enjeu essentiel. Elle est constituée de différents types d'occupations foncières ; des zones d'activités pour le nautisme et les produits de la mer, des zones naturelles non occupées ou héritées d'une déprise industrielle. Avec un port de 3 000 bateaux, Port-Saint-Louis-du-Rhône est le second site de plaisance des Bouches-du-Rhône après Marseille.

Le projet d'aménagement des Portes du Mazet s'inscrit dans la continuité de la restructuration du centre urbain autour du port central et la mise en valeur d'espaces publics en bordure de quai et de canal.

Il constituera une porte d'entrée pour les aménagements futurs tournés vers le développement des activités du pôle nautisme et mer «Nautismed».

Ce projet répond à plusieurs enjeux :

- Assurer la mise en valeur de l'entrée d'une zone économique majeure dédiée au Pôle «Nautismed»,
- Répondre à des enjeux urbains en aménageant des espaces publics,
- Renforcer l'attractivité des abords du port central,
- Proposer l'organisation d'un nouvel espace de liaison entre des activités de loisirs, de tourisme et de mise en valeur des produits de la mer.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 2 160 000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Régional Contrat Régional d'équilibre Territorial	20,00 %	432 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	80,00 %	1 728 000 euros
<b>TOTAL</b>	<b>100,00 %</b>	<b>2 160 000 euros</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 Mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° VOI 018-3387/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole créant l'opération 2018500300 rattachée au programme n° 175140BP ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Aménagement des Portes du Mazet ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, opération 2018500300, chapitre 4581185003.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement, chapitre 1322.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 050-4396/18/BM**

**■ Approbation d'un protocole transactionnel portant sur le transfert du projet de la Société AA construction du lot 4 vers le lot 15 du Parc des Etangs à Saint Mitre les Remparts  
MET 18/8609/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La commune de Saint-Mitre-les-Remparts souhaite favoriser l'implantation sur son territoire d'un collège de l'association « établissement catholique d'enseignement Saint Louis - Sainte Marie ».

La commune a identifié un tènement foncier dont les caractéristiques permettent d'accueillir le collège.

Ce tènement se compose des lots 1 à 4 du Parc des Etangs pour une surface de 6 743 m<sup>2</sup> et du lot 42 de la ZAC des Etangs, pour une surface de 2 610 m<sup>2</sup> propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La commune a donc sollicité la Métropole pour que ces lots puissent être vendus à l'association établissement catholique d'enseignement Saint Louis - Sainte Marie en vue de la réalisation dudit projet.

Les lots 1 à 4 sont situés sur le Parc des Etangs dont l'aménagement a été confié à la SEMIVIM dans le cadre d'une concession d'aménagement conclue le 22 avril 2013; la Métropole Aix-Marseille-Provence s'étant substitué en tant que concédant à ce contrat depuis le 1er janvier 2016.

La concession d'aménagement ayant expiré au 30 juin 2018, la Métropole Aix Marseille reprend la gestion en régie de cette opération, et devient propriétaire du foncier acquis par la SEMIVIM. Le transfert de propriété du foncier entre la SEMIVIM et la Métropole Aix-Marseille-Provence fera l'objet de la signature d'un acte authentique dans les meilleurs délais.

Afin de garantir les équilibres financiers de cette opération, la Métropole entend poursuivre en régie la commercialisation de la zone en maintenant le prix pratiqué sur cette opération depuis son origine soit 69 €/m<sup>2</sup> de terrain aménagé. Pour ce faire la Métropole a saisi les Domaines qui ont confirmé ce prix de cession.

Le 18 décembre 2017, la SEMIVIM et la Société AA construction ont signé une promesse de vente sur le lot 4 du Parc d'activité. Afin de libérer le lot 4, la Métropole a proposé à la Société AA construction de transférer son projet sur le lot 15 du lotissement.

Ce transfert se traduit par un impact financier pour la Société AA construction évalué à 47 534 euros et consistant en trois chefs de préjudices tenant :

- Au coût des droits d'enregistrement acquittés au titre de la promesse de vente relative au lot 4 ;
- Aux coûts exposés en pure perte pour le montage du dossier de permis de construire initial, du dossier de permis de construire modificatif, des études de sol, des études de structure et du dossier RT2012 pour l'édification de sa construction sur le lot 4
- Aux dépenses de loyers supplémentaires induites par le décalage de 8 mois de l'achèvement de son projet de construction compte tenu du changement de parcelle.

La Métropole attend indemniser la Société AA construction en prenant en charge ces frais et céder le lot 15 à la société AA Construction.

La Société AA Construction entend renoncer en contrepartie à sa promesse de vente signée sur le lot 4, se porter acquéreur sur le lot 15 et y déposer un permis de construire pour y réaliser son projet.

Pour acter les engagements réciproques de la Métropole et de la société AA il est proposé d'approuver le protocole transactionnel, joint à la présente délibération, fixant l'indemnité transactionnelle pour un montant de 47 534 euros (somme non soumise à TVA) que la Métropole versera à la société AA Construction.

Il convient également de procéder à la cession du lot 15, correspondant aux parcelles AO 297 (13 m<sup>2</sup>), AO 294 (666 m<sup>2</sup>) et AO 296 (1370 m<sup>2</sup>), pour une surface totale de 2 049 m<sup>2</sup> pour un montant de 141 381 euros HT (cent quarante et un mille trois cent quatre-vingt euros), conformément à l'avis des domaines au profit de la Société AA construction.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole donnant délégation au Bureau concernant les missions foncières ;
- La délibération du Conseil de la Métropole, n°8390, du 18 octobre 2018 approuvant le bilan de clôture de la concession d'aménagement « Parc des Etangs » avec la SEMIVIM ;
- L'avis de France Domaine ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 11 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la demande la Métropole, la Société AA Construction a accepté de déplacer son projet du lot 4 au lot 15 du Parc des Etangs à Saint Mitre afin de permettre l'installation d'un collège ;
- Que les parties ont décidé de se rapprocher afin de discuter et de s'entendre sur le montant de la transaction.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé, conclu avec la société AA Construction

**Article 2 :**

Le montant dû à la société AA Construction s'élève à 47 534 euros, somme non soumise à TVA.

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération DUFE 07/19.

**Article 3 :**

Est approuvée la cession à titre onéreux des parcelles cadastrées AO 297 (pour une contenance de 13 m²), AO 294 (pour une contenance de 666 m²) et AO 296 pour une contenance de 1370 m² ; soit une surface de totale de 2 049 m² pour un montant de 141 381 euros HT (cent quarante et un mille trois cent quatre-vingt euros). sous réserve de renonciation préalable de l'acquéreur, dans les conditions prévues au protocole annexé, au bénéfice de la promesse unilatérale de vente portant sur le lot 4 du parc des Etangs.

Les recettes correspondantes seront inscrites sur le budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'opération DUFE 07/19 - ZA des Etangs - Saint Mitre – chapitre 77.

**Article 4 :**

L'ensemble des frais lié à la présente procédure est à la charge de la société AA Construction.

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer le protocole transactionnel et tous les documents en découlant et à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*  
***Commission "Développement territorial, logement, centres anciens, contrat de ville"***  
 \*\*\*\*\*

**DEVT 001-4397/18/BM**

■ **Délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'Habitat - Approbation de l'avenant n°2 à la convention Etat-Métropole 2017-2022  
 MET 18/7993/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Etat a délégué à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour une durée de 6 ans (2017-2022), la compétence pour décider de l'attribution des aides publiques en faveur du logement locatif social (à l'exception des aides de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ANRU) et de la réhabilitation de l'habitat privé dans le cadre de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH).

Trois conventions fixent les conditions de cette délégation : la convention cadre avec l'Etat, une convention de gestion avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et une convention de mise à disposition du personnel de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer pour 3 ans (2017-2019).

Les aides publiques déléguées concernent donc principalement la construction et l'acquisition de

logements locatifs sociaux, ainsi que l'amélioration de l'habitat privé relevant des aides de l'ANAH.

Concernant le logement social, la Métropole assure elle-même l'engagement et le paiement des aides. Pour l'habitat privé, l'ANAH continue, sous l'autorité de la Métropole, d'assurer l'engagement et le paiement des subventions.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 18 mai 2018 a approuvé les objectifs et les moyens alloués par l'Etat à la Métropole pour l'année 2018.

1. Concernant le développement, l'amélioration et la diversification de l'offre de logements sociaux, ont été fixés un objectif de base de 4 800 logements locatifs sociaux et une tranche complémentaire de 1 413 logements. Les droits à engagements que l'Etat délègue à la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvent à 14 700 000 euros (18 267 200 euros si réalisation de la tranche complémentaire). Une enveloppe régionale complémentaire de 2 713 103 euros, spécifique aux opérations d'acquisition-amélioration, peut également être mobilisée par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est proposé, sous réserve de l'accord du Fonds National des Aides à la Pierre, d'intégrer à l'objectif de base une opération de réhabilitation d'une résidence sociale.

La résidence sociale « Pierre LECA » d'ADOMA – groupe CDC HABITAT est située 2 rue Pierre Leca, 13003 Marseille au sein d'un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV).

Il s'agit d'un ancien foyer de travailleurs migrants, transformé en résidence sociale en 2003 sans modification structurelle des logements, qui comporte encore très majoritairement des chambres de petite taille organisées en unités de vie. La résidence actuelle est composée de la façon suivante :

- 271 chambres organisées en unité de vie (12 m<sup>2</sup>),
  - 13 logements de type T1 (12 m<sup>2</sup> à 14.8 m<sup>2</sup>),
  - 57 logements de type T1' (surfaces de 18 m<sup>2</sup> environ),
  - 1 logement de type T1Bis (surface 27 m<sup>2</sup>),
- soit 342 chambres et logements, dont près de 80 % ne sont pas des logements autonomes.

Le projet prévoit (en plus des objectifs d'amélioration des performances énergétiques, de remise en conformité de la sécurité incendie...) l'autonomisation de 100 % des logements pour arriver à la répartition suivante :

- 168 T1 autonomes de 12.5 m<sup>2</sup>
- 164 T1' de 18-20 m<sup>2</sup>
- 10 T1Bis de 30 m<sup>2</sup>

La capacité d'accueil de la résidence sociale est maintenue à l'identique (342 logements).

Le coût prévisionnel des travaux est de 12 millions d'euros HT. Le financement envisagé dans le cadre de la délégation des aides à la pierre s'élève à 10 % du coût des travaux, soit, au maximum, 1 200 000 €.

Afin d'adapter les objectifs 2018 pour prendre en compte cette opération, il convient aujourd'hui d'approuver l'avenant n°2 à la convention de délégation de compétence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat 2017-2022.

2. Concernant la requalification du parc privé, il est proposé de modifier les règles particulières de recevabilité et de conditions d'octroi des aides de l'ANAH, reprises en annexe 2 de la Convention signée entre l'ANAH et la Métropole pour la gestion des aides et de l'avenant numéro 1.

En effet, il semble opportun d'adapter le cadre d'intervention au profit des logements conventionnés avec l'ANAH en social ou très social, pour les propriétaires bailleurs réalisant des travaux de réhabilitation de logement moyennement dégradé.

La modification proposée consiste à augmenter de :

- 25% le plafond de travaux éligibles, le portant à 937,50 €/m<sup>2</sup> au lieu de 750€/m<sup>2</sup> et
- 10% le taux de subvention, le portant de 35% au lieu de 25%.

Ces augmentations complèteraient celles déjà approuvées dans la Convention et son avenant n°1.

Afin d'adapter ce cadre d'intervention, il convient aujourd'hui d'approuver l'avenant n°2 à la convention de délégation de compétence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'ANAH 2017-2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation, et ses articles L.301-3, L.301-5-1, L.301-5-2, L.321-1-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, et notamment le XIII de l'article 61 ;



- La loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion notamment son article 28 ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, notamment son article 122 ;
- La loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, notamment son article 72 ;
- Le plan local d'action pour l'hébergement et le logement des personnes défavorisées (PDHALPD) approuvé le 17 juin 2016 ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération DEVT 001-672/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence engageant le lancement de la démarche du Programme Local de l'Habitat (PLH) métropolitain en date du 30 juin 2016 ;
- La délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence du 30 mars 2017 approuvant les conventions de délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques à l'habitat 2017-2022 ;
- La délibération n° DEVT 002-3861/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence du 18 mai 2018 approuvant l'avenant n° 1 pour l'année 2018 à la convention de délégation de compétence des aides à la pierre signée entre l'Etat et la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention de délégation de compétence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat 2017-2022 du 20 juillet 2017 et son avenant ;
- La convention pour la gestion des aides à l'habitat privé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'agence nationale de l'habitat ANAH 2017-2022 en date du 20 juillet 2017 et son avenant.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la résidence sociale « Pierre LECA » d'ADOMA, située 2 rue Pierre Leca, 13003 Marseille au sein d'un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) est un ancien foyer de travailleurs migrants comportant encore très majoritairement des chambres de petite taille organisées en unités de vie et

qu'il convient de réhabiliter et restructurer ces logements afin d'en améliorer la surface et le confort et de les adapter aux besoins actuels ;

- Qu'il est nécessaire de réajuster les objectifs et les moyens pour l'année 2018 de la convention de délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat signée par la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat ;
- Qu'il est nécessaire de réajuster le cadre d'intervention pour les logements conventionnés avec l'ANAH en social ou très social, pour les propriétaires bailleurs réalisant des travaux de réhabilitation de logement moyennement dégradé

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvés les 2 avenants aux conventions, ci-annexés :

- l'avenant n°2 à la convention de délégation de compétence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat 2017-2022,
- l'avenant n°2 à la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'agence nationale de l'habitat ANAH 2017-2022.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants et tout document y afférent.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole : Sous-politique D210 – opération 2016104500 – nature 20422 et 2047182 – fonction 552.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **DEVT 002-4398/18/BM**

### **■ Approbation d'une convention de partenariat avec Action Logement Groupe MET 18/8003/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière d'Habitat, la Métropole est amenée à développer des

partenariats afin de répondre au mieux aux attentes de sa population. L'élaboration du Programme Local de l'Habitat, la mise en œuvre de la réforme de la gestion de la demande de logements sociaux avec la Conférence Intercommunale du Logement, les divers programmes de rénovation urbaine initiés sur le territoire, ou la prise en compte de la précarité énergétique subie par nombre de nos concitoyens, sont autant de sujets qui nécessitent de s'entourer d'experts en mesure de relayer les contraintes du terrain.

Parmi eux, Action Logement met en œuvre depuis plus de 60 ans, la Participation des Employeurs à l'Effort de Construction (PEEC) et participe ainsi au financement du logement ainsi qu'aux parcours résidentiels des salariés des entreprises assujetties.

Action Logement développe un partenariat avec l'Etat, les collectivités territoriales et, d'une façon générale, avec toutes les institutions régionales ou locales impliquées dans le secteur de l'habitat et du logement.

Action Logement dispose dans chaque région d'un Comité Régional qui a pour principales missions de :

- renforcer les liens avec les acteurs locaux
- mieux connaître les besoins spécifiques de chaque territoire pour développer des solutions adaptées.

Interlocuteur privilégié de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Action Logement a d'ores et déjà participé aux travaux du Programme Local de l'Habitat (PLH) et de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL).

La Métropole et Action Logement Groupe souhaitent aller encore plus loin et formaliser ce partenariat à travers une convention destinée à mobiliser le savoir-faire partenarial d'Action Logement et son expertise. Ce partenariat s'articulera autour de trois thématiques principales :

- développer une connaissance commune des besoins des salariés,
- contribuer à l'attractivité et au développement de l'offre de logements en faveur des salariés,
- faciliter et accompagner le parcours résidentiel et professionnel.

Chaque thématique pourra faire l'objet de déclinaisons opérationnelles dans le cadre de conventions spécifiques.

Cette convention, d'une durée de trois ans à compter de sa signature, sans contrepartie financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains et notamment l'article 55 intitulé « dispositions relatives à la solidarité entre communes en matière de l'habitat » ;
- La loi n°2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 relative à l'orientation et à la programmation pour la ville et la rénovation urbaine ;
- La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et notamment les déclinaisons relatives au PLH et le décret n°2005-317 du 4 avril 2005 modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement ;
- La loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;
- La loi n°2013-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et aux obligations de renforcement des obligations de production de logements sociaux ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite loi "ALUR" et notamment l'article 97, codifié par l'article du code de la construction et l'habitation N° L441-1-5 ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- Le plan local d'action pour l'hébergement et le logement des personnes défavorisées (PDHALPD) approuvé le 17 juin 2016 ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de politique locale de l'habitat ;

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Action Logement Groupe pour une durée de 3 ans

### Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## DEVT 003-4399/18/BM

### **■ Approbation d'une convention de partenariat avec l'Association Régionale des Organismes HLM de Provence-Alpes-Côtes d'Azur et Corse MET 18/8005/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière d'Habitat, la Métropole est amenée à développer des partenariats afin de répondre au mieux aux attentes de sa population. L'élaboration du Programme Local de l'Habitat, la mise en œuvre de la réforme de la gestion de la demande de logements sociaux avec la Conférence Intercommunale du Logement, les divers programmes de rénovation urbaine initiés sur le territoire, ou la prise en compte de la précarité énergétique subie par nombre de nos concitoyens, sont autant de sujets qui nécessitent de s'entourer d'experts en mesure de relayer les contraintes du terrain.

Parmi eux, l'Association Régionale des Organismes Hlm de Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse (AR HLM PACA & Corse) est une référence incontournable en matière de logements sociaux.

La vocation de l'AR HLM PACA & Corse est d'assurer la représentation territoriale du mouvement HLM régional auprès des pouvoirs publics et des partenaires locaux, ainsi que de contribuer au développement professionnel et à l'action inter-organismes.

Ces missions s'articulent avec celles conduites au plan national par l'organisation professionnelle HLM ; l'Association régionale est membre de la Fédération Nationale des Associations Régionales d'organismes d'habitat social (FNAR), composante de l'Union sociale pour l'habitat.

L'Association régionale entretient un partenariat permanent avec les services déconcentrés de l'Etat, les collectivités territoriales et, d'une façon générale, avec toutes les institutions régionales ou locales impliquées dans le secteur de l'habitat et du logement.

Elle est dirigée par un conseil d'administration regroupant 22 organismes, et est animée par une équipe permanente localisée à Marseille.

Interlocuteur privilégié de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'AR HLM PACA et Corse a d'ores et déjà rejoint les personnes publiques associées à l'élaboration du Programme Local de l'Habitat (PLH) et a été désigné comme membre permanent de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) sans voix délibérative.

La Métropole et l'AR HLM souhaitent aller encore plus loin et formaliser ce partenariat à travers une convention destinée à mobiliser le savoir-faire partenarial de l'Association régionale et l'expertise des opérateurs du logement social en faveur du projet métropolitain.

Ce partenariat s'articulera autour de quatre chantiers principaux :

- le Programme Local de l'Habitat,
- les travaux de la Conférence Intercommunale du Logement,
- la rénovation urbaine et la cohésion sociale,
- la précarité énergétique.

Un programme d'actions pluriannuel sera à construire et pourrait se concrétiser entre autre par :  
-des contributions à la formation des acteurs sur le logement et le logement social en particulier pour accompagner une « montée en compétence » des équipes appelées à intervenir dans ce domaine au titre de la Métropole,

-des événements qui pourraient par exemple se traduire par la participation visible des organismes HLM aux *Etats Généraux de l'Habitat* ou l'organisation d'une rencontre du *réseau régional des acteurs de l'habitat* (RRAH),

-des publications communes, des outils, des méthodes : guides techniques à l'image du guide des bonnes pratiques de saisie d'une demande de logement social ; études ponctuelles ; supports de communication valorisant telle ou telle initiative aboutie.

Cette convention, d'une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, donnera lieu au versement d'une participation de la Métropole au bénéfice de l'AR HLM de trente mille euros (30.000 €) par an destinée à

couvrir les frais divers engendrés par ce partenariat, en particulier la mobilisation des experts de l'Association au bénéfice exclusif du projet métropolitain (sous réserve du vote du budget 2019).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains et notamment l'article 55 intitulé « dispositions relatives à la solidarité entre communes en matière de l'habitat » ;
- La loi n°2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 relative à l'orientation et à la programmation pour la ville et la rénovation urbaine ;
- La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et notamment les déclinaisons relatives au PLH et le décret n°2005-317 du 4 avril 2005 modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement ;
- La loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;
- La loi n°2013-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et aux obligations de renforcement des obligations de production de logements sociaux ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite loi "ALUR" et notamment l'article 97, codifié par l'article du code de la construction et l'habitation N° L441-1-5 ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- Le plan local d'action pour l'hébergement et le logement des personnes défavorisées (PDHALPD) approuvé le 17 juin 2016 ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de politique locale de l'habitat ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'AR HLM PACA et Corse pour une durée de 3 ans.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 et suivants de la Métropole – Sous-Politique D 110 – Nature 65748 - Fonction 552, sous réserve du vote du budget.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 005-4400/18/BM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de partenariat avec la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône**  
**MET 18/8397/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM, et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRE, ont modifié en profondeur l'organisation de l'action publique territoriale en instaurant une nouvelle répartition des compétences dévolues aux collectivités territoriales.

Ainsi, l'article L 5217-2-IV du CGCT modifié par l'article 90-I de la loi NOTRE a prévu le transfert ou la délégation de nombreuses compétences du Département au profit de la Métropole, par voie de convention.

A ce titre, le Département des Bouches-du-Rhône (90 communes), du Var (commune de Saint-Zacharie) et du Vaucluse (commune de Pertuis), ont transférés à la Métropole Aix-Marseille-Provence leurs compétences en matière d'attribution des aides financières, sur le territoire métropolitain, au titre du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) en application de l'article 6 de la loi n°90-449 du 31 mai 1990 visant la mise en œuvre du droit au logement, ci-après nommé FSL, compétence reprise en gestion directe par les agents métropolitains au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Par délibération n° DEVT 006-2967/17/BM du 14 décembre 2017, une convention n° 18/116 a été passée avec la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône, afin de lui confier l'exécution, la gestion administrative, financière et comptable du Fonds de Solidarité pour le Logement dans le cadre du traitement des aides financières pour l'accès ou le maintien dans le logement ainsi que les impayés d'énergie.

Il convient, par cet avenant, d'en prolonger la durée, afin de maintenir ce partenariat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°90-449 du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG062-544/16/CM du 30 juin 2016 relative au transfert conventionnel des compétences départementales ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n° DEVT 006-2967/17/BM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une convention de partenariat avec la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône dans le cadre du dispositif Fonds de Solidarité pour le Logement ;
- La convention de partenariat avec n°18/0116, notifiée le 5 février 2018, passée avec la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de prolonger la durée de ce partenariat dans le cadre du dispositif Fonds de Solidarité pour le Logement ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé, relatif à la prolongation de la durée de la convention de partenariat par laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence confie à la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône la gestion administrative, financière et comptable du Fonds de Solidarité pour le Logement dans le cadre du traitement des aides financières pour l'accès ou le maintien dans le logement ainsi que les impayés d'énergie sur l'ensemble du territoire métropolitain.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 006-4401/18/BM**

**■ Approbation d'une convention de service avec la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône pour la consultation de certaines informations**

**MET 18/8399/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM, et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRE, ont modifié en profondeur l'organisation de l'action publique territoriale en instaurant une nouvelle répartition des compétences dévolues aux collectivités territoriales.

Ainsi, l'article L 5217-2-IV du Code Général des Collectivités Territoriales modifié par l'article 90-I de la loi NOTRE a prévu le transfert ou la délégation de nombreuses compétences du Département au profit de la Métropole, par voie de convention.

A ce titre, le Département des Bouches-du-Rhône (90 communes), du Var (commune de Saint-Zacharie) et du Vaucluse (commune de Pertuis), ont transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence leurs compétences en matière d'attribution d'aides financières, sur le territoire métropolitain, au titre du Fonds de Solidarité pour le Logement en application de l'article 6 de la loi n°90-449 du 31 mai 1990 visant la mise en œuvre du droit au logement, ci-après nommé FSL.

Ce transfert est intervenu à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Toutefois, par convention, la Métropole a confié aux Départements concernés, un mandat de gestion pour l'attribution des aides financières du Fonds de Solidarité pour le Logement jusqu'au 31 décembre 2017.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la gestion du dispositif FSL a été reprise en gestion directe par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Les agents métropolitains affectés à l'examen des demandes d'aides financières, relatives à l'accès, aux impayés de loyers, d'énergie et d'eau doivent avoir accès à certaines données personnelles et confidentielles des bénéficiaires de prestations sociales qui ont déposés un dossier. Seule, la CAF dispose de ces données.

De même, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018, les services d'urbanisme de la ville de Marseille ont transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence les compétences liées à la lutte contre l'habitat indigne. Le service en charge de l'accompagnement social des familles, dans le cadre des procédures de relogement liées aux opérations d'urbanisme, de renouvellement urbain et

de lutte contre l'habitat dégradé, est composé d'assistantes sociales. Ce personnel métropolitain doit avoir accès à certaines données, afin d'orienter ces ménages vers un logement en lien avec leurs ressources et la composition familiale. Une vérification de ces informations personnelles et confidentielles est indispensable et ne sont connues que des services de la CAF.

Cette convention a pour objet d'autoriser ces personnels métropolitains à utiliser, via le portail internet de la CAF des Bouches du Rhône, l'outil mis en place et propriété de la CAF. Ces accès seront donnés à titre individuel et personnel et permettra uniquement l'accès aux informations nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°90-449 du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement ;
- La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et en urbanisme rénové ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG062-544/16/CM du 30 juin 2016 relative au transfert conventionnel des compétences départementales ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de donner à certains personnels métropolitains l'accès à des données personnelles et confidentielles pour l'exercice de leurs missions ;

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de service ci-annexée par laquelle la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône, donne accès aux agents métropolitains en charge d'une part, de l'examen, au titre du Fonds de Solidarité pour le Logement dans le cadre du traitement des aides financières pour l'accès ou le maintien dans le logement ainsi que les impayés d'énergie et d'eau sur l'ensemble du territoire métropolitain et d'autre part, au personnel métropolitain en charge du relogement des familles lié aux opérations d'urbanisme, de renouvellement urbain, et de lutte contre l'habitat dégradé.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention de service.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **DEVT 007-4402/18/BM**

### **■ Attribution d'une subvention politique de la ville au Conseil Départemental de l'Accès au Droit des Bouches du Rhône - Approbation d'une convention MET 18/8004/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil Départemental d'Accès au Droit des Bouches-du-Rhône (CDAD 13) est un groupement d'intérêt public doté de la personnalité morale placé sous la présidence du Président de Tribunal de Grande Instance de Marseille, cette structure réunit différents acteurs qui œuvrent pour l'accès au Droit dans le département : les professionnels du droit (avocats, notaires, huissiers de justice, ...), les collectivités locales en charge des politiques sociales, les associations spécialisées et l'État.

Dans le cadre de ses missions, le CDAD 13 organise des permanences de consultations juridiques d'avocat, de notaire et d'huissier. Les personnes qui consultent ont accès gratuitement à ces permanences

aux heures et jours prévus, sans ou avec prise de rendez-vous.

Ce dispositif d'accès au Droit concerne le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (Aix-en-Provence, Bouc-Bel-Air, Gardanne, Les Pennes Mirabeau, Vitrolles) et le Conseil de Territoire du Pays de Martigues (Martigues, Port-de-Bouc). Il se développe au sein de la Maison de Justice et du Droit d'Aix-en-Provence, ainsi que dans celle du Pays de Martigues et se décline également sous forme de permanences dans d'autres structures des territoires concernés.

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur les Territoires concernés, le CDAD 13 sollicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention au titre de l'année 2018 à hauteur de 39 192 euros.

Cette subvention, serait répartie comme suit :

- 30 411 euros pour le Territoire du Pays d'Aix
- 8 781 euros pour le Territoire du Pays de Martigues.

La dépense en résultant sera imputée sur l'état spécial de chaque Territoire concerné, qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations,
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 11 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la volonté politique de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations dans le domaine de l'accès au droit et de l'aide et l'accompagnement des victimes qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique en matière de prévention de la délinquance.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée d'une subvention au Conseil Départemental d'Accès au Droit des Bouches-du-Rhône d'un montant total de 39 192 euros.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs, ci-annexée, à conclure avec le CDAD 13.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole et se répartissent comme suit :

- pour 30 411 euros sur l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix.
- pour 8 781 euros sur l'état spécial du Territoire du Pays de Martigues.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVTE 008-4403/18/BM**

**■ Subvention forfaitaire aux logements T1-T2 au profit de la SA Grand Delta Habitat pour l'opération "Chemin Creux Neuf" à Saint-Chamas MET 18/8450/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L.302-7 du Code de la Construction et de l'Habitation, la somme correspondant aux prélèvements SRU des communes qui n'atteignent pas leurs obligations de 25% de logements sociaux, doit être reversée par l'Etat aux EPCI délégataires des aides à la pierre.

L'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » est devenue délégataire des aides à la pierre le 1er janvier 2014. Les sommes perçues doivent alors être destinées au financement de la réalisation de logements sociaux.

Dans le cadre de sa compétence obligatoire « Equilibre Social de Habitat », l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » a donc mis en place des actions et des aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire.

Les principes de mixité et de développement durable sont des enjeux définis dans le Programme Local de l'Habitat de cet ancien EPCI. Ainsi il s'agit d'encourager la construction de logements sociaux sur le territoire des communes d'Alleins, Aurons, Berre l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues alliant ces deux objectifs.

Ainsi, par délibération communautaire n°124/14 du 26 mai 2014, l'ex Communauté d'Agglomération a développé une aide de 4 000 € par logement PLAI ou PLUS de Type 2 maximum.

Par courrier du 20 juin 2018, la SA Grand Delta Habitat a sollicité auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention forfaitaire aux petits logements T1-T2 pour l'opération de construction de 3 logements locatifs sociaux T1-T2 (1 logement Prêt Locatif Aidé d'Intégration PLAI et 2 logements Prêt Locatif à Usage Social PLUS) sur la commune de Saint-Chamas.

La subvention forfaitaire à la production de petits logements de type T1-T2 s'établit comme suit :

Subvention forfaitaire par logement PLAI/PLUS (T1-T2) : 4 000 € X 3 logements soit 12 000 €



En conclusion, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour une subvention forfaitaire d'un montant total de 12 000 € pour la construction de trois logements T1-T2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment son article L.302-7 ;
- La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;
- La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération communautaire n° 70/10 du 29 mars 2010 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'adoption du Programme Local de l'Habitat (PLH) ;
- La délibération communautaire n° 124/14 du 26 mai 2014 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'aide à la production de logements sociaux et à l'attribution de subvention forfaitaire pour les logements PLAI – PLUS T2 maximum ;
- La lettre de demande de subvention du 20 juin 2018 de la SA Grand Delta Habitat ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 8 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention forfaitaire de 12 000 euros à la SA Grand Delta Habitat, pour l'opération de construction de 3 logements locatifs sociaux T1 et T2 (1 PLAI et 2 PLUS) « Chemin Creux Neuf » à Saint-Chamas.

**Article 2 :**

Le Conseil de Territoire du Pays Salonais sera « délégataire » du/des logements du contingent réservataire.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section Investissement sur la ligne 204 du budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 009-4404/18/BM**

**■ Subvention forfaitaire aux logements T1-T2 au profit de la SA Grand Delta Habitat pour l'opération "Le Domaine de Louise" à Velaux  
MET 18/8453/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L.302-7 du Code de la Construction et de l'Habitation, la somme correspondant aux prélèvements SRU des communes qui n'atteignent pas leurs obligations de 25% de logements sociaux, doit être reversée par l'Etat aux EPCI délégataires des aides à la pierre.

L'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopoie Provence » est devenue délégataire des aides à la pierre le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Les sommes perçues doivent alors être destinées au financement de la réalisation de logements sociaux.

Dans le cadre de sa compétence obligatoire « Equilibre Social de Habitat », l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopoie Provence » a donc mis en place des actions et des aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire.

Les principes de mixité et de développement durable sont des enjeux définis dans le Programme Local de l'Habitat de cet ancien EPCI. Ainsi il s'agit d'encourager la construction de logements sociaux sur le territoire des communes d'Alleins, Aurons, Berre l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues alliant ces deux objectifs.

Ainsi, par délibération communautaire n°124/14 du 26 mai 2014, l'ex Communauté d'Agglomération a développé une aide de 4 000 € par logement PLAI ou PLUS de Type 2 maximum.

Par courrier du 30 novembre 2017, la SA GRAND DELTA HABITAT a sollicité auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention forfaitaire aux petits logements T1-T2 pour l'opération de construction de 4 logements locatifs sociaux T1-T2 (4 logements Prêt Locatif à Usage Social PLUS) sur la commune de Velaux.

La subvention forfaitaire à la production de petits logements de type T1-T2 s'établit comme suit :

Subvention forfaitaire par logement PLAI/PLUS (T1-T2) : 4 000 € X 4 logements soit 16 000 €

En conclusion, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour une subvention forfaitaire d'un montant total de 16 000 € pour la construction de quatre logements T1-T2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment son article L.302-7 ;
- La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;
- La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération communautaire n° 70/10 du 29 mars 2010 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'adoption du Programme Local de l'Habitat (PLH) ;
- La délibération communautaire n° 124/14 du 26 mai 2014 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'aide à la production de logements sociaux et à l'attribution de subvention forfaitaire pour les logements PLAI – PLUS T2 maximum ;
- La lettre de demande de subvention du 30 novembre 2017 de la SA GRAND DELTA HABITAT ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 8 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention forfaitaire de 16 000 euros à la SA GRAND DELTA HABITAT, pour l'opération de construction de 4 logements locatifs sociaux T1 et T2 (4 PLUS) « Le Domaine de Louise » à Velaux.

**Article 2 :**

Le Conseil de Territoire du Pays Salonais sera « délégataire » du/des logements du contingent réservataire.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section Investissement sur la ligne 204 du budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 010-4405/18/BM**

**■ Subvention forfaitaire aux logements T1-T2 au profit de la Semisap Salon de Provence pour l'opération "L'Arceau" à Salon de Provence  
MET 18/8449/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L.302-7 du Code de la Construction et de l'Habitation, la somme correspondant aux prélèvements SRU des communes qui n'atteignent pas leurs obligations de 25% de logements sociaux, doit être reversée par l'Etat aux EPCI délégataires des aides à la pierre.

L'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » est devenue délégataire des aides à la pierre le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Les sommes perçues doivent alors être destinées au financement de la réalisation de logements sociaux.

Dans le cadre de sa compétence obligatoire « Equilibre Social de Habitat », l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » a donc mis en place des actions et des aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire.

Les principes de mixité et de développement durable sont des enjeux définis dans le Programme Local de l'Habitat de cet ancien EPCI. Ainsi il s'agit d'encourager la construction de logements sociaux sur le territoire des communes d'Alleins, Aurons, Berre l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues alliant ces deux objectifs.

Ainsi, par délibération communautaire n°124/14 du 26 mai 2014, l'ex Communauté d'Agglomération a développé une aide de 4 000 euros par logement PLAI ou PLUS de Type 2 maximum.

Par courrier en date du 9 février 2017, Semisap Salon de Provence a sollicité auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention forfaitaire aux petits logements T1-T2 pour l'opération de construction de 9 logements locatifs sociaux T1-T2 (3 logements Prêt Locatif Aidé d'Intégration PLAI et 6 logements Prêt Locatif à Usage Social PLUS) sur la commune de Salon de Provence.

La subvention forfaitaire à la production de petits logements de type T1-T2 s'établit comme suit :

Subvention forfaitaire par logement PLAI/PLUS (T1-T2) : 4 000 euros X 9 logements soit 36 000 euros

En conclusion, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour une subvention forfaitaire d'un montant total de 36 000 euros pour la construction de neuf logements T1-T2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment son article L.302-7 ;
- La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;
- La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération communautaire n° 70/10 du 29 mars 2010 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'adoption du Programme Local de l'Habitat (PLH) ;
- La délibération communautaire n° 124/14 du 26 mai 2014 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'aide à la production de logements sociaux et à l'attribution de subvention forfaitaire pour les logements PLAI – PLUS T2 maximum ;
- La lettre de demande de subvention du 9 février 2017 de SEMISAP SALON DE PROVENCE ;
- La lettre de saisine de la Présidente la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 8 octobre 2018 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention forfaitaire de 36 000 euros à Semisap Salon de provence, pour l'opération de construction de 9 logements locatifs sociaux T1 et T2 (3 PLAI et 6 PLUS) « L'Arceau » à Salon de Provence.

#### **Article 2 :**

Le Conseil de Territoire du Pays Salonais sera « délégataire » du/des logements du contingent réservataire.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section Investissement sur la ligne 204 du budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEVT 011-4406/18/BM**

#### **■ Subvention forfaitaire aux logements T1-T2 au profit de la SA d'HLM Logis Méditerranée pour l'opération "Rossignol" à Salon-de-Provence MET 18/8454/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L.302-7 du Code de la Construction et de l'Habitation, la somme correspondant aux prélèvements SRU des communes qui n'atteignent pas leurs obligations de 25% de logements sociaux, doit être reversée par l'Etat aux EPCI délégataires des aides à la pierre.

L'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » est devenue délégataire des aides à la pierre le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Les sommes perçues doivent alors être destinées au financement de la réalisation de logements sociaux.

Dans le cadre de sa compétence obligatoire « Equilibre Social de Habitat », l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » a donc mis en place des actions et des aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire.

Les principes de mixité et de développement durable sont des enjeux définis dans le Programme Local de l'Habitat de cet ancien EPCI. Ainsi il s'agit d'encourager la construction de logements sociaux sur le territoire des communes d'Alleins, Aurons, Berre l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues alliant ces deux objectifs.

Ainsi, par délibération communautaire n°124/14 du 26 mai 2014, l'ex Communauté d'Agglomération a développé une aide de 4 000 € par logement PLAI ou PLUS de Type 2 maximum.

Par courrier du 12 juillet 2018, la SA d'HLM LOGIS MEDITERRANEE a sollicité auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention forfaitaire aux petits logements T1-T2 pour l'opération de construction de 7 logements locatifs sociaux T1-T2 (3 logements Prêt Locatif Aidé d'Intégration PLAI et 4 logements Prêt Locatif à Usage Social PLUS) sur la commune de Salon-de-Provence.

La subvention forfaitaire à la production de petits logements de type T1-T2 s'établit comme suit :

Subvention forfaitaire par logement PLAI/PLUS (T1-T2) : 4 000 € X 7 logements soit 28 000 €

En conclusion, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour une subvention forfaitaire d'un montant total de 28 000 € pour la construction de sept logements T1-T2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment son article L.302-7 ;
- La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;
- La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération communautaire n° 70/10 du 29 mars 2010 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'adoption du Programme Local de l'Habitat (PLH) ;
- La délibération communautaire n° 124/14 du 26 mai 2014 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'aide à la production de logements sociaux et à l'attribution de subvention forfaitaire pour les logements PLAI – PLUS T2 maximum ;
- La lettre de demande de subvention du 12 juillet 2018 de la SA d'HLM LOGIS MEDITERRANEE ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 8 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention forfaitaire de 28 000 euros à la SA d'HLM LOGIS MEDITERRANEE, pour l'opération de construction de 7 logements locatifs sociaux T1 et T2 (3 PLAI et 4 PLUS) « Rossignol » à Salon-de-Provence.

**Article 2 :**

Le Conseil de Territoire du Pays Salonais sera « délégataire » du/des logements du contingent réservataire.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section Investissement sur la ligne 204 du budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 012-4407/18/BM**

**■ Approbation d'un avenant à la convention relative au remboursement différé du solde de l'avance sur subvention consentie à la copropriété L'Olivade Axe 24 à Miramas  
MET 18/8340/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 391/09 du 25 septembre 2009, le Bureau syndical du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence a approuvé une convention d'OPAH Copropriétés dégradées à pathologies lourdes destinée à permettre la réhabilitation des huit copropriétés situées quartier La Maille 2 à Miramas, simultanément à la mise en œuvre du Programme de Rénovation Urbaine dudit quartier.

Les diverses subventions ont été versées par acomptes, au vu de l'avancement des travaux, et le solde après leur achèvement. Par ailleurs, les avances consenties par l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat (Anah) ne suffisant pas à couvrir les besoins en trésorerie des copropriétés pendant la durée des travaux, il a été nécessaire de mettre en place un dispositif de préfinancement de ces subventions publiques.

Ce dispositif de préfinancement sans intérêt était initialement proposé par les Sacicap (Sociétés Anonymes Coopératives d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété) qui se sont trouvées dans l'incapacité de poursuivre cette mission en raison des difficultés rencontrées au niveau national par le Crédit Immobilier de France dont elles sont les actionnaires uniques.

Dans ce contexte, par délibération n° 94/13 du 28 mars 2013, le Comité syndical du SAN Ouest Provence a approuvé une convention pour la mise en œuvre du préfinancement des subventions publiques attribuées à la copropriété L'Olivade - Axe 24 dans le cadre de son programme de travaux, à hauteur de 130 000 euros.

Les travaux ayant pris du retard, les subventions n'ont été versées que très tardivement. Par ailleurs, certains copropriétaires n'ont pas été en mesure d'acquitter tout ou partie de leur reste à charge. Ces deux phénomènes conjugués ont créé un déséquilibre dans la trésorerie de la copropriété, laquelle n'a été en capacité d'honorer le remboursement de l'avance consentie par Ouest Provence qu'à hauteur de 85 800 euros.

Afin de ne pas aggraver la situation financière difficile de la copropriété au sortir de l'OPAH, le Comité syndical du SAN Ouest Provence, par délibération n° 528/15 du 24 novembre 2015, a approuvé une nouvelle convention avec la copropriété L'Olivade -

Axe 24, fixant les modalités de remboursement différé du solde de l'avance consentie, soit un montant de 44 200 euros.

Au terme de cette convention, le syndicat des copropriétaires s'engage, d'une part à communiquer chaque année le montant des sommes recouvrées auprès des copropriétaires défaillants pour permettre l'émission du titre de recette correspondant et, d'autre part, à rembourser le solde restant dû à l'intercommunalité au plus tard le 30 novembre 2018.

A ce jour, le syndicat des copropriétaires a remboursé à la Métropole la somme de 21 440 euros portant le solde de sa dette à 22 760 euros. Malgré des démarches soutenues, les procédures engagées auprès de deux copropriétaires n'ont pas encore abouti et risquent de se poursuivre au-delà du 30 novembre 2018.

Pour ne pas fragiliser davantage cette copropriété, il est proposé de conclure un avenant prorogeant de deux années supplémentaires le terme de la convention, soit jusqu'au 30 novembre 2020.

Par dérogation à la convention initiale prévoyant une clause de revoyure annuelle, le syndicat des copropriétaires et son représentant s'engageront à transmettre à la Métropole, tous les six mois à compter de la prise d'effet de l'avenant, un bilan des sommes recouvrées auprès des copropriétaires défaillants, et ce, pour permettre l'émission par la Métropole d'un titre de recette correspondant aux sommes ainsi récupérées par le syndicat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 5217-5 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la

Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° 528-2015 du 24 novembre 2015 du Conseil syndical du SAN Ouest Provence approuvant la convention de différé de remboursement du solde de l'avance sur subvention consenti à la copropriété L'Olivade - Axe 24 ;
- La convention du 30 novembre 2015 signée entre le SAN Ouest Provence et le syndicat de copropriété de L'Olivade - Axe 24 représenté par son syndic ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence 17 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la copropriété L'Olivade - Axe 24 ne sera pas en mesure de solder sa dette de 22 760 euros avant le 30 novembre 2018 faute d'être parvenue au terme des procédures engagées à l'encontre des copropriétaires défaillants ;
- Qu'il n'est pas envisageable d'ajouter aux difficultés de cette copropriété en réclamant des sommes qu'elle ne sera pas en mesure d'acquitter ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant ci-annexé à la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Syndicat des Copropriétaires de la copropriété L'Olivade - Axe 24.

#### **Article 2 :**

Le délai de règlement du solde de l'avance sur subvention consentie à la copropriété par l'intercommunalité est prorogé de deux ans, soit jusqu'au 30 novembre 2020.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 013-4408/18/BM**

**■ Approbation d'un avenant à la convention relative au remboursement différé du solde de l'avance sur subvention consentie à la copropriété Les Terrasses Axe 15 à Miramas  
MET 18/8341/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 391/09 du 25 septembre 2009, le Bureau syndical du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence a approuvé une convention d'OPAH Copropriétés dégradées à pathologies lourdes destinée à permettre la réhabilitation des huit copropriétés situées quartier La Maille 2 à Miramas, simultanément à la mise en œuvre du Programme de Rénovation Urbaine dudit quartier.

Les diverses subventions ont été versées par acomptes, au vu de l'avancement des travaux, et le solde après leur achèvement. Par ailleurs, les avances consenties par l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat ne suffisant pas à couvrir les besoins en trésorerie des copropriétés pendant la durée des travaux, il a été nécessaire de mettre en place un dispositif de préfinancement de ces subventions publiques.

Ce dispositif de préfinancement sans intérêt était initialement proposé par les Sacicap (Sociétés Anonymes Coopératives d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété) qui se sont trouvées dans l'incapacité de poursuivre cette mission en raison des difficultés rencontrées au niveau national par le Crédit Immobilier de France dont elles sont les actionnaires uniques.

Dans ce contexte, par délibération n° 92/13 du 28 mars 2013, le Comité syndical du SAN Ouest Provence a approuvé une convention pour la mise en œuvre du préfinancement des subventions publiques attribuées à la copropriété Les Terrasses - Axe 15 dans le cadre de son programme de travaux, à hauteur de 120 000 euros.

Les travaux ayant pris du retard, les subventions n'ont été versées que très tardivement. Par ailleurs, certains copropriétaires n'ont pas été en mesure d'acquitter tout ou partie de leur reste à charge. Ces deux phénomènes conjugués ont créé un déséquilibre dans la trésorerie de la copropriété, laquelle n'a été en capacité d'honorer le remboursement de l'avance consentie par Ouest Provence qu'à hauteur de 47 439 euros.

Afin de ne pas aggraver la situation financière difficile de la copropriété au sortir de l'OPAH, le Comité syndical du SAN Ouest Provence, par délibération n° 527/15 du 24 novembre 2015, a approuvé une nouvelle convention avec la copropriété Les Terrasses - Axe 15, fixant les modalités de

remboursement différé du solde de l'avance consentie, soit un montant de 72 561 euros.

Au terme de cette convention, le syndicat des copropriétaires s'engage, d'une part à communiquer chaque année le montant des sommes recouvrées auprès des copropriétaires défaillants pour permettre l'émission du titre de recette correspondant et, d'autre part, à rembourser le solde restant du à l'intercommunalité au plus tard le 30 novembre 2018.

Au début de l'année 2018, le syndicat des copropriétaires a remboursé à la Métropole la somme de 31 804 euros. Au second semestre 2018, un titre de recette complémentaire a été émis à hauteur de 10 160 euros, portant le solde de la dette à 30 597 euros (sous réserve d'encaissement du montant dû titre).

Malgré des démarches soutenues, les procédures engagées auprès de deux copropriétaires n'ont pas encore abouti et risquent de se poursuivre au-delà du 30 novembre 2018. Par ailleurs, les créances de la copropriété ne se limitant pas aux seules quotes-parts de travaux desdits copropriétaires, sa trésorerie s'est trouvée fortement dégradée. Cette situation a entraîné la désignation par le Président du Tribunal de Grande Instance d'Aix-en-Provence, d'un mandataire ad hoc chargé de dresser un état des lieux et de trouver des solutions visant à rétablir l'équilibre des comptes de la copropriété.

Pour ne pas fragiliser davantage cette copropriété, il est proposé de conclure un avenant prorogeant de deux années supplémentaires le terme de la convention, soit jusqu'au 30 novembre 2020.

Par dérogation à la convention initiale prévoyant une clause de revoyure annuelle, le syndicat des copropriétaires et son représentant s'engageront à transmettre à la Métropole, tous les six mois à compter de la prise d'effet de l'avenant, un bilan des sommes recouvrées auprès des copropriétaires défaillants, et ce, pour permettre l'émission par la Métropole d'un titre de recette correspondant aux sommes ainsi récupérées par le syndicat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 5217-5 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 527-2015 du 24 novembre 2015 du Conseil syndical du SAN Ouest Provence approuvant la convention de différé de remboursement du solde de l'avance sur subvention consenti à la copropriété Les Terrasses - Axe 15 ;
- La convention du 30 novembre 2015 signée entre le SAN Ouest Provence et le syndicat de copropriété Les Terrasses - Axe 15 représenté par son syndic ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de politique de l'Habitat ;
- Que la copropriété Les Terrasses - Axe 15 ne sera pas en mesure de solder sa dette de 30 597 euros avant le 30 novembre 2018 faute d'être parvenue au terme des procédures engagées à l'encontre des copropriétaires défaillants ;
- Qu'il n'est pas envisageable d'ajouter aux difficultés de cette copropriété en réclamant des sommes qu'elle ne sera pas en mesure d'acquitter ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant ci-annexé à la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Syndicat des Copropriétaires de la copropriété Les Terrasses - Axe 15.

#### **Article 2 :**

Le délai de règlement du solde de l'avance sur subvention consentie à la copropriété par

l'intercommunalité est prorogé de deux ans, soit jusqu'au 30 novembre 2020.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEVT 014-4409/18/BM**

**■ Approbation d'un avenant à la convention relative au remboursement différé du solde de l'avance sur subvention consentie à la copropriété La Madrague Axe 14 à Miramas  
MET 18/8342/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 391/09 du 25 septembre 2009, le Bureau syndical du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence a approuvé une convention d'OPAH Copropriétés dégradées à pathologies lourdes destinée à permettre la réhabilitation des huit copropriétés situées quartier La Maille 2 à Miramas, simultanément à la mise en oeuvre du Programme de Rénovation Urbaine dudit quartier.

Les diverses subventions ont été versées par acomptes, au vu de l'avancement des travaux, et le solde après leur achèvement. Par ailleurs, les avances consenties par l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat ne suffisant pas à couvrir les besoins en trésorerie des copropriétés pendant la durée des travaux, il a été nécessaire de mettre en place un dispositif de préfinancement de ces subventions publiques.

Ce dispositif de préfinancement sans intérêt était initialement proposé par les Sacicap (Sociétés Anonymes Coopératives d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété) qui se sont trouvées dans l'incapacité de poursuivre cette mission en raison des difficultés rencontrées au niveau national par le Crédit Immobilier de France dont elles sont les actionnaires uniques.

Dans ce contexte, par délibération n° 91/13 du 28 mars 2013, le Comité syndical du SAN Ouest Provence a approuvé une convention pour la mise en oeuvre du préfinancement des subventions publiques attribuées à la copropriété La Madrague - Axe 14 dans le cadre de son programme de travaux, à hauteur de 145 000 euros.



Les travaux ayant pris du retard, les subventions n'ont été versées que très tardivement. Par ailleurs, certains copropriétaires n'ont pas été en mesure d'acquitter tout ou partie de leur reste à charge. Ces deux phénomènes conjugués ont créé un déséquilibre dans la trésorerie de la copropriété, laquelle n'a été en capacité d'honorer le remboursement de l'avance consentie par Ouest Provence qu'à hauteur de 121 930 euros.

Afin de ne pas aggraver la situation financière difficile de la copropriété au sortir de l'OPAH, le Comité syndical du SAN Ouest Provence, par délibération n° 526/15 du 24 novembre 2015, a approuvé une nouvelle convention avec la copropriété La Madrague-Axe 14, fixant les modalités de remboursement différé du solde de l'avance consentie, soit un montant de 23 070 euros.

Au terme de cette convention, le syndicat des copropriétaires s'engage, d'une part à communiquer chaque année le montant des sommes recouvrées auprès des copropriétaires défaillants pour permettre l'émission du titre de recette correspondant et, d'autre part, à rembourser le solde restant dû à l'intercommunalité au plus tard le 30 novembre 2018.

Malgré des démarches soutenues, les procédures engagées auprès de deux copropriétaires n'ont pas encore abouti et risquent de se poursuivre au-delà du 30 novembre 2018. Par ailleurs, les créances de la copropriété ne se limitant pas aux seules quote-parts de travaux desdits copropriétaires, sa trésorerie s'est trouvée fortement dégradée. Cette situation a entraîné la nomination par le Président du Tribunal de Grande Instance d'Aix-en-Provence, d'un mandataire provisoire chargé de prendre les mesures nécessaires au rétablissement du fonctionnement normal de la copropriété.

Pour ne pas fragiliser davantage cette copropriété, il est proposé de conclure un avenant prorogeant de deux années supplémentaires le terme de la convention, soit jusqu'au 30 novembre 2020.

Par dérogation à la convention initiale prévoyant une clause de revoyure annuelle, le syndicat des copropriétaires et son représentant s'engageront à transmettre à la Métropole, tous les six mois à compter de la prise d'effet de l'avenant, un bilan des sommes recouvrées auprès des copropriétaires défaillants, et ce, pour permettre l'émission par la Métropole d'un titre de recette correspondant aux sommes ainsi récupérées par le syndicat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 526-2015 du 24 novembre 2015 du Conseil syndical du SAN Ouest Provence approuvant la convention de différé de remboursement du solde de l'avance sur subvention consenti à la copropriété La Madrague - Axe 14 ;
- La convention du 30 novembre 2015 signée entre le SAN Ouest Provence et le syndicat de copropriété de la Madrague – Axe 14 représenté par son syndic ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de politique de l'Habitat ;
- Que la copropriété La Madrague – Axe 14 ne sera pas en mesure de solder sa dette de 23 070 euros avant le 30 novembre 2018 faute d'être parvenue au terme des procédures engagées à l'encontre des copropriétaires défaillants ;
- Qu'il n'est pas envisageable d'ajouter aux difficultés de cette copropriété en réclamant des sommes qu'elle ne sera pas en mesure d'acquitter ;

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant ci-annexé à la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Syndicat des copropriétaires de la copropriété La Madrague – Axe 14.

### **Article 2 :**

Le délai de règlement du solde de l'avance sur subvention consentie à la copropriété par l'intercommunalité est prorogé de deux ans, soit jusqu'au 30 novembre 2020.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEVT 015-4410/18/BM**

#### **■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention sur la requalification du Centre Ancien de Marignane dans le cadre du Programme de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés MET 18/8360/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le projet de requalification du centre ancien dégradé de Marignane a été retenu au titre du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD) géré par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) et l'Agence nationale de l'habitat (Anah).

Il s'agit d'un projet transversal qui mobilise toutes les procédures existantes pour résoudre les problèmes de dégradation, d'insalubrité et de vacance qui touchent les immeubles du centre ancien de la ville. Ce volet « habitat » est complété par la rénovation des espaces publics et des équipements, ainsi que par une série d'actions visant à dynamiser le commerce et mettre en valeur le patrimoine.

La convention PNRQAD a été signée le 17 février 2012 entre la Ville de Marignane, l'État, l'ANRU, l'Anah, la Région, le Département, Marseille Provence Métropole, EPCI alors compétent, la Caisse des dépôts et consignations, 13 Habitat et l'UESL.

Le programme total d'un montant de 77,569 millions d'euros TTC prévoyait la réalisation d'opérations majeures telles que la rénovation du Cours Mirabeau et de l'Avenue Jean Jaurès, la création du guichet unique de services publics, un programme de démolition complexe dans le centre historique

médiéval générant de lourds déficits de rénovation, la production de logements diversifiés, des aides à la réhabilitation versés aux propriétaires privés à travers une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH-RU)

Le 15 décembre 2016 la métropole Aix-Marseille Provence a approuvé un premier avenant à cette convention de PNRQAD par délibération du Bureau, pour entériner les évolutions du programme et la réorientation de certaines opérations. Il s'agissait notamment de :

- la suppression de la percée Jaurès/Covet et l'installation au 35, avenue Jean Jaurès de la maison du projet urbain réalisée en régie,
- l'implantation du Musée Raimu dans le bâtiment initialement destiné à la maison du projet urbain,
- l'implantation des services de la Ville et de la Police Municipale Place Camille Desmoulins,
- l'intégration d'un programme de « Baux à réhabilitation » sur le patrimoine municipal avec le PACT 13
- le positionnement des 12 logements sociaux dans l'opération du Vieux Pigeonnier,
- l'extension du périmètre d'OPAH Renouvellement Urbain,
- la suppression de l'opération « city stade » faute de site d'implantation adéquat.

Cet avenant n°1 disposait les modifications de procédure, de calendrier, de maîtrise d'ouvrage et actualisait la maquette financière selon un nouvel échéancier. Le coût total du projet passait de 77,569 à 75,182 millions d'euros TTC dont 70,439 millions d'Euros retenus par l'ANRU.

La participation de la Métropole Aix-Marseille Provence passait d'un reste à charges (subventions partenariales déduites) de 17,127 millions d'euros à 19,634 millions d'euros.

La convention de PNRQAD, d'une durée de 7 ans, marque la date limite d'engagement des subventions de l'ANRU en février 2019. Dans la mesure où le projet contractualisé n'était engagé fin 2017 qu'à hauteur de 33%, la ville de Marignane a sollicité une prorogation de la convention afin de permettre l'exécution physique et financière des opérations. L'ANRU a conditionné cette prorogation à la consolidation du projet urbain ; la ville de Marignane a présenté en avril 2018 en réunion technique partenariale de l'ANRU un projet actualisé priorisant les opérations phares pouvant de manière réaliste être mises en œuvre dans les délais suivants :

- 31 décembre 2019 pour l'engagement des subventions
- 30 juin 2022 pour l'ensemble des demandes de premier acompte ;
- 30 juin 2025 pour les demandes de solde.

Ce projet ayant reçu un avis favorable, l'ANRU a validé le projet d'avenant n°2 valant avenant de

clôture de la convention de PNRQAD en comité d'Engagement du 18 juillet. Cet avenant prévoit notamment, en terme de priorisation et de mode opératoire :

La sortie du champ de la convention de PNRQAD d'opérations différées dans le temps :

- la requalification des îlots dégradés g1, d1 ;
- l'aménagement des espaces publics hors du cœur historique restant à réaliser.
- l'entrée dans la convention de l'aménagement du parking Saint Pierre.

La modification de montages opérationnels pour une meilleure efficience :

- le changement de maîtrise d'ouvrage de l'opération de requalification d'îlot dégradé h1, de la Ville vers SOLIHA et modification du plan de financement de cette opération.
- la mise en place par la Ville d'une concession d'aménagement avec la SPL AREA pour assurer :
- la réalisation de l'école des arts sur l'îlot i1 étendue à l'îlot dégradé c1 avec ajustement des coûts de l'équipement,
- la réalisation de l'opération immobilière d'îlot dégradé « Place de l'Olivier » (anciennement g2, j1, j2), logements et commerce par démolition-reconstruction en lien avec la requalification de l'espace public,

Cette concession inclut une opération immobilière sur l'îlot des Bruyères qui permet une minoration du déficit assumé par la Ville.

- l'actualisation du coût et du plan de financement des requalifications d'îlot dégradé e1 par 13Habitat, a1 et b2 par la Ville.
- l'actualisation du coût et du plan de financement des opérations d'aménagement.
- la fusion des tranches 1, 2, 3, 5 et 6 de la rénovation des espaces publics du cœur historique.

La mise en place d'une nouvelle OPAH de Renouvellement Urbain pour accompagner le Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés de Marignane ; cette opération doit reprendre et poursuivre le dispositif d'incitation à la réhabilitation du patrimoine privé en répondant aux préconisations du rapport d'évaluation de la première OPAH. Il s'agit notamment :

- de contractualiser un protocole d'éradication de l'habitat indigne entre la Ville et l'Etat,
- d'obtenir des réhabilitations plus globales et pérennes à l'immeuble, notamment par des bailleurs vertueux,
- de diagnostiquer les copropriétés fragiles ou inorganisées pour contribuer au redressement des situations et favoriser le maintien des propriétaires occupants traditionnels.

L'avenant actualise par ailleurs :

- le nombre de logements produits et plus particulièrement de la programmation de logement social,

- les valeurs plancher retenues dans le cadre des nouveaux plans de financements des requalifications d'îlot dégradés,

- le planning en accord avec les dates limites de demande de premier acompte et de demande de solde applicables à l'ensemble des opérations programmées selon la réglementation de l'ANRU.

Le coût total du projet passe de 70 439 723 euros retenus par l'ANRU à 56 442 135 euros.

La participation de la métropole Aix-Marseille Provence passe de 19 634 253 euros (subventions partenariales déduites) à 6 145 155 euros pour un engagement budgétaire global de 12 412 228 euros.

Cette diminution est liée pour 3,5 millions d'euros à une baisse du prix de revient des aménagements réalisés par rapport au coût d'objectif évalué, et pour l'essentiel au retrait du PNRQAD d'aménagements dont la programmation est différée dans le temps.

Les autres participations évoluent de la façon suivante :

- Ville de Marignane : de 13 009 957 euros à 19 128 177 euros de reste à charge,
- Bailleurs sociaux : de 6 199 537 euros à 4 579 770 euros de reste à charge,
- Conseil Départemental : de 13 805 712 euros à 14 000 000 euros de subventions,
- Conseil Régional : de 3 579 759 euros à 3 387 926 euros de subventions,
- Etat : de 5 281 625 euros à 5 085 807 euros de subventions,
- ANRU : contribution inchangée de 5 275 000 euros de subventions
- Europe : contribution inchangée de 284 000 euros de subventions

Par ailleurs, l'Agence nationale de l'habitat (Anah) est engagée à hauteur de 3,6 M d'euros pour les opérations de Résorption d'Habitat Insalubre et OPAH RU.

Il s'agit aujourd'hui d'approuver l'avenant n°2 au projet de requalification du centre ancien de Marignane (PNRQAD).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n°15/0001/HN du 9 novembre 2015 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération RNOV 003-666/11/CC du Conseil de Communauté du 21 octobre 2011 approuvant la convention pour le projet de requalification du centre ancien de Marignane dans le cadre du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD) ;
- La délibération du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016 portant « Approbation d'un avenant n°2 à la convention pour le projet de requalification du centre ancien de Marignane dans le cadre du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD) » ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis du Comité d'engagement PNRQAD du 18 juillet 2018
- La convention signée le 17 février 2012 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt de la requalification du centre ancien de la ville de Marignane pour permettre de dynamiser l'attractivité de son cœur historique et participer au renouvellement urbain de la commune et à la diversification de son parc de logements ;
- L'importance d'actualiser les modalités opérationnelles de ce programme de requalification au plus près de l'évolution du projet d'ensemble pour atteindre son parfait achèvement ;

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°2 ci annexé à la convention pour le projet de requalification du centre ancien de Marignane dans le cadre du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEVT 016-4411/18/BM**

**■ Approbation d'un concours financier en faveur de Ouest Provence Habitat pour la production de 72 logements locatifs sociaux sis à Istres, chemin de Capeau  
MET 18/8240/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au cours de sa séance du 12 décembre 2016, le Conseil d'Administration de Ouest Provence Habitat a accepté la réalisation d'une opération, située sur la commune d'Istres, chemin de Capeau, au sein de la ZAC de Trigance.

La demande de concours financier porte sur la réalisation de 72 logements locatifs sociaux collectifs répartis comme suit :

- 50 logements financés en PLUS
- 12 logements financés en PLAI
- 10 logements financés en PLS

Le prix de revient prévisionnel de cette opération se situe à 7 715 640 € TTC et sera financé par un apport en fonds propres de la part de Ouest Provence Habitat, au moyen de plusieurs prêts, et par des subventions de l'Etat et de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, l'augmentation de la TVA de 5,5 % à 10 %, appliquée aux opérations de logements sociaux, représente une charge financière supplémentaire sur le bilan de cette opération.

Aussi, pour préserver l'équilibre financier du projet, Ouest Provence Habitat sollicite le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à hauteur de 150 000 € TTC en rapport du plan de financement prévisionnel suivant :

Prix de revient à financer (TTC TVA 10 %) :  
7 715 640 €

Prêts : 6 872 480 €

Subventions :

- Etat Aide à la Pierre : 93 160 €
- Métropole Aix-Marseille-Provence : 150 000 €

Fonds Propres Ouest Provence Habitat : 600 000 €

En contrepartie, la collectivité bénéficiera de la réservation de 6 logements au sein de la résidence « LOU CANTE », sise à Istres chemin de Capeau, ou, à défaut, au sein du parc de Ouest Provence Habitat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le concours financier en faveur de Ouest Provence Habitat, à hauteur de 150 000 €, dans le cadre de la politique d’accompagnement de la production de logements locatifs sociaux, pour l’opération de construction de 72 logements locatifs sociaux, « LOU CANTE », située à Istres, chemin de Capeau, ainsi que la convention afférente.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention de concours financier et tous les documents en découlant.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, chapitre 4581175011, nature 4581175011, code opération 2017501100.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*  
***Commission "Environnement,  
Développement Durable,  
Agriculture et Forêt"***  
\*\*\*\*\*

**ENV 001-4412/18/BM**

**■ Attribution d'une subvention de fonctionnement pour l'année 2018 à la Commission Locale d'Information de Cadarache - Approbation d'une convention  
MET 18/7822/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application de la circulaire du 15 décembre 1981, des Commissions Locales d'Information (CLI) ont été mises en place, à l’initiative des Conseils Généraux, autour de la plupart des installations nucléaires.

La loi du 13 juin 2006, relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire, a conforté l’existence de ces CLI en leur donnant un statut législatif. Ces Commissions Locales d'Information sont chargées d’une mission générale de suivi, d’information et de concertation en matière de sécurité nucléaire, de radioprotection et d’impact des activités nucléaires sur les personnes et l’environnement pour ce qui

concerne les installations des sites. Les Commissions Locales d'Information doivent assurer une large diffusion des résultats de leurs travaux sous une forme accessible au plus grand nombre.

La loi confirme que la création des CLI incombe au Président du Conseil Départemental. Les Commissions Locales d'Information comprennent, entre autres, des représentants des Conseils départementaux, des Conseils Municipaux et ou des Assemblées délibérantes des groupements de communes.

La CLI Cadarache a été instituée pour représenter les établissements du CEA de Cadarache (sis sur la commune de Saint-Paul-Lez-Durance), d'ITER (sis sur la commune de Saint-Paul-Lez-Durance) et Gammaster (sis sur la commune de Marseille).

L'association qui gère la CLI, comme elle le fait depuis 2009, sollicite au titre de l'année 2018 une subvention auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La demande de subvention est enregistrée sous le numéro 2018-921.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement et notamment son article L.125-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- la loi n°2006-286 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire notamment son article 22 ;
- Le décret n°2008-251 du 12 mars 2008 relatif aux Commissions Locales d'Information auprès des Installations Nucléaires de Base ; l'arrêté pris par le Conseil Général des Bouches du Rhône du 30 avril 2009 portant modification de la CLI Cadarache.
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 16 avril 2016

approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La circulaire du 15 décembre 1981 relative à la mise en place des Commissions Locales d'Information.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 10.000 euros à la CLI Cadarache, répartie comme suit :

- 8.000 euros pour le compte du Territoire du Pays d'Aix,

- 2.000 euros pour le compte du Territoire de Marseille Provence.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure avec la CLI Cadarache.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et toutes autres pièces relatives à ce dossier.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole - chapitre 65, nature 65748, fonction 830 selon la ventilation suivante :

- 8.000 euros sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

- 2.000 euros sur l'État Spécial de Territoire de Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 002-4413/18/BM**

■ **Approbation d'une convention attributive de subvention avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine pour la phase "mise en œuvre" du projet d'innovation "Sirius" à Frais Vallon à Marseille, 13ème arrondissement MET 18/8203/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le programme d'actions «Sirius» conduit par la Métropole via le Conseil de Territoire Marseille-Provence sur le quartier de Frais Vallon à Marseille (13<sup>e</sup> arr.) est lauréat de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) «Ville durable et solidaire» lancé par le Commissariat Général à l'Investissement (CGI) via le Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) «Villes et Territoires Durables».

Frais Vallon est un quartier en renouvellement urbain de 5 000 habitants (1 500 logements).

Il s'agit d'expérimenter un ensemble d'actions en matière d'énergies et de nouveaux services urbains : maîtrise des dépenses énergétiques, développement d'énergies renouvelables, incitations aux éco-gestes et outils de fidélisation au changement.

Cette expérimentation peut être considérée comme le «pendant», pour une opération de rénovation, du projet de construction neuve d'Ecocité portée par l'EPAEM.

L'ensemble des actions du programme Sirius s'articule avec celles financées également par l'ANRU dans le cadre du « Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain » (NPNRU) piloté par la Direction de l'Habitat et Politique de la Ville de la Métropole.

Le système d'octroi des subventions PIA se déroule en deux phases :

- Phase 1 dite de «maturation des projets» : phase d'études complémentaires permettant de préciser les éléments du dossier de candidature déposé en 2015 par la CU MPM (Conseil de Territoire Marseille-Provence depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016),
- Phase 2 dite de «mise en œuvre des projets» : phase de lancement des investissements étudiés et validés lors de la phase précédente.

Cette délibération concerne la phase 2 dite de «mise en œuvre des projets».

Pour cette phase, il y a deux processus de signature :

1. La signature par AMP, en tant que pilote, d'une «convention cadre». Cette convention permet d'acter, entre la Métropole, l'ANRU et le SGPI (qui porte le PIA), les objectifs, le contenu et échéances des actions qui vont être réalisées.

La Métropole signe cette convention avec l'ANRU au nom de l'ensemble des maîtres d'ouvrage du programme d'actions «Sirius».

**Cette convention a été adoptée par le Bureau Métropolitain du 22 mars 2018 par délibération n°ENV 001-3558/18/BM.**

2. La signature par chaque maître d'ouvrage d'une «Convention Attributive de Subvention» (CAS). Ces CAS permettent d'acter le montant des subventions allouées par l'ANRU à chaque maître d'ouvrage.

**La CAS, objet de la présente délibération, permet d'acter les subventions allouées à la Métropole.**

Objet de l'étude ou mission d'expertise	Maître d'ouvrage de l'étude ou de la mission d'expertise	Coût total HT de l'étude ou de la mission d'expertise	Montant de la subvention PIA demandée par la Métropole	Assiette éligible par le PIA	Taux de subv. PIA sollicité	Montant de la subvention PIA accordée par le PIA
AMO pour le suivi opérationnel du projet d'innovation	Métropole AIX-MARSEILLE PROVENCE (AMP)	190 000 €	152 000 € soit 80%	190 000 €	80 %	152 000 €
Poste chargée de mission Environnement et Ecologie urbaine (1 ETP sur 3 ans)	Métropole AIX-MARSEILLE PROVENCE (AMP)	300 000 €	240 000 € soit 80 %	300 000 €	50 %	150 000 €
Création d'une centrale PV en autoproduction / autoconsommation	Métropole AIX-MARSEILLE PROVENCE (AMP)	1 587 000 €	1 269 600 € soit 80 %	529 000 €	45 %	238 050 €
TOTALUX :			1 661 600 €	1 019 000	53 %	540 050 €

Ces trois actions sont d'ores et déjà commencées grâce à une «Autorisation de Démarrage Anticipée» (ADA) accordée par l'ANRU par courriers du 14 décembre 2016 et 17 novembre 2017.

Il s'agit donc de délibérer la CAS de la phase 2 permettant à la Métropole de procéder aux demandes de paiement des subventions (des acomptes notamment).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du bureau de la Métropole du 22 mars 2018 n° ENV 001-3558/18/BM: Approbation d'une convention cadre avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) de mise en œuvre du projet d'innovation "Sirius".

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la signature de cette convention permettra de valider les subventions allouées par l'ANRU à la Métropole dans la cadre de l'expérimentation «SIRIUS» à Frais Vallon (Marseille 13<sup>e</sup>),

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la Convention Attributive de Subvention ci-annexée, fixant les modalités de subventions à la Métropole dans le cadre de la phase 2 du projet «Sirius» par le SGPI par le biais de l'ANRU, gestionnaire de l'enveloppe PIA.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ENV 003-4414/18/BM**

#### **■ Attribution d'une subvention à l'association Air Climat pour l'élaboration d'une méthodologie d'estimation de la séquestration carbone dans le cadre du Plan Climat Métropolitain MET 18/8068/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est soumise à l'obligation de se doter d'un Plan Climat-Air- Énergie territorial, dont la délibération de lancement a été adoptée par le Conseil métropolitain du 17 octobre 2016.

Au titre des diagnostics que la loi du 17 août 2015, relative à la Transition Énergétique pour la croissance verte et son décret du 28 juin 2016, relatif au Plan Climat-Air-Énergie territorial, imposent une analyse de la capacité du territoire à la séquestration du CO2. Cette donnée est essentielle pour pouvoir établir le différentiel entre les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) générées et celles absorbées. Au-delà de la réponse à cette obligation, de fournir le potentiel de séquestration du carbone du territoire, l'intérêt de cette analyse est de définir les enjeux territoriaux, d'identifier les zones susceptibles de jouer un rôle majeur, de cartographier les sites particulièrement intéressants pour les conserver, les développer et améliorer le bilan global du territoire.

Ces données permettront de dégager des informations et des recommandations à verser aux travaux du SCOT métropolitain (Schéma de COhérence Territoriale) et aux PLUi (Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux) des territoires. Elles permettront également d'envisager, dans le plan d'actions du PCAEM, des mesures de préservation de sites, voire de compensation d'équipements, accompagnées d'un guide pédagogique, ainsi que des mesures d'amélioration.



Sur le territoire métropolitain, la communauté scientifique réunie au sein de l'Association pour l'Innovation et la Recherche au service du Climat (A.I.R.) a pour objectif d'informer et alerter les pouvoirs publics sur l'ampleur des changements et l'urgence de les prendre en compte dans les politiques internationales, nationales et locales.

Pour répondre à ces questions, l'Association propose de tester une méthode d'analyse en s'appuyant notamment sur le réseau GREC PACA (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat), quelle porte.

Cette collaboration avec la Métropole a débuté en 2017 dans le cadre d'une première convention de partenariat.

Les premiers travaux réalisés sont :

- la constitution du Groupe de travail technique sur la séquestration carbone et la mobilisation des chercheurs, et le recueil de leurs contributions,
- la prise en main des cartes d'occupation du sol, l'OCCSOL 2014 : comparaisons en cours de la couche d'information avec l'occupation des sols 2017 (OSO) produite par Theia,
- première réflexion sur l'agriculture urbaine et périurbaine à l'échelle de la métropole et sa contribution à la séquestration carbone,
- recherches de références bibliographiques.

Ces travaux ont été repérés par l'ADEME nationale (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie) comme particulièrement innovants et intéressants méthodologiquement. L'ADEME accompagne l'Association AIR par ses outils.

Au cours de l'année 2018, les travaux restants à réaliser vont consister en :

- l'application des méthodes de calculs sur les cartes d'occupation du sol,
- l'élaboration de scénarios prospectifs (changement d'affectation des sols) pour la séquestration du carbone dans le futur, un rapprochement avec les travaux du SCOT sera opéré,
- réflexions sur des pistes et des solutions pour renforcer la séquestration du carbone, à l'échelle métropolitaine, et cibler le potentiel d'amélioration.

Une synthèse sera remise aux services compétents de la Métropole, incluant les méthodes de calculs. Des cartographies seront produites afin d'identifier les zones à forts enjeux ou critiques.

La restitution de cette analyse prendra la forme d'un cahier imprimé, dédié à la séquestration du carbone

dans la Métropole Aix-Marseille-Provence. Il sera intégré dans le diagnostic du Plan Climat-Air-Énergie et une journée de restitution et d'échanges sera organisée. Elle pourra s'ouvrir à d'autres collectivités pour une diffusion au-delà de la Métropole.

Air Climat est à la recherche de sujets permettant aux chercheurs d'approfondir leurs connaissances du changement climatique et de ses conséquences. L'étude de la capacité des sols à la séquestration du carbone n'a pas été explorée à l'échelle d'un territoire aussi vaste et varié dans sa composition que celui de la Métropole. C'est pourquoi le GREC PACA a proposé cette collaboration afin d'affiner ses méthodes de recherche et d'exploration sur un sujet émergent pour lequel l'offre commerciale n'est pas développée. L'ADEME est très intéressée, tant par le caractère innovant des méthodologies scientifiques déployées que par le mode partenarial engagé entre la Métropole et cet acteur associatif.

Cette collaboration présente l'avantage, pour la Métropole, de lui permettre de bénéficier d'une analyse parfaitement adaptée au territoire, réalisée selon la méthodologie de l'étude scientifique, s'appuyant sur les travaux d'un groupe d'experts climatiques locaux. Ce type d'investigation, à la fois scientifique et pratique, car débouchant sur des recommandations en matière d'aménagement et d'urbanisme, représente une première dans ce domaine dans lequel ces travaux ne sont pas encore très répandus et souvent exclusivement théoriques. Cette analyse répond aux caractéristiques de ce Plan Climat qui se veut néanmoins opérationnel, efficace, et pérenne.

Le travail se déroulera sur 2 ans.

Le coût de ces travaux est de 26.000 euros, la participation de la Métropole est estimée à 15.600 euros TTC (pour mémoire, une subvention de 10.400 € TTC a été versée en 2017).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition énergétique et croissance verte ;

- Le décret n°2016-849 du 28-06-2016 relatif au contenu du Plan Climat-Air-Énergie Territorial ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°MET 16/1623/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant sur les modalités et principes pour l'élaboration du Plan Climat-Air-Énergie Territorial de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention à l'association Air Climat pour la réalisation de l'analyse de l'estimation de la séquestration de carbone sur le territoire métropolitain, dans le cadre du Plan Climat-Air-Énergie Métropolitain d'un montant de 15.600 euros TTC.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget correspondant de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 004-4415/18/BM**

**■ Attribution d'une avance sur subvention à la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône au titre de l'exercice 2018 - Approbation d'une convention  
MET 18/8630/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'article 33 du décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique dispose que « *des avances et acomptes peuvent être consentis aux bénéficiaires de subventions* ».

Dans ce cadre et afin de permettre à la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône, précédemment soutenue par la Métropole Aix-Marseille-Provence, d'assurer la continuité de ses actions et de préparer l'organisation de la quatrième édition du Salon des Agricultures de Provence, il est proposé de lui consentir une avance sur subvention d'un montant de 50 000 euros correspondant à 31,25 % du montant alloué l'année précédente.

En effet, l'organisme engage actuellement des dépenses relatives à l'organisation de la manifestation (nombreuses réunions mobilisant le personnel, conception des supports de communication ....)

Il est rappelé que le Salon des Agricultures de Provence a pour ambition de :

- créer un événement d'ampleur et valorisant les différentes formes d'agriculture du département,
- apporter aux agriculteurs l'opportunité d'échanger et de promouvoir leur activité, leurs pratiques et leurs produits,
- encourager les initiatives pédagogiques auprès des plus jeunes,
- réussir le pari d'un Salon intéressant à la fois pour les professionnels, les scolaires et le grand public,
- montrer l'impact économique, environnemental et structurant de l'agriculture locale,
- rapprocher les urbains du rural et du monde agricole.

Avec une moyenne de 45 000 visiteurs, les trois premières éditions du Salon des Agricultures de Provence ont été un réel succès, en particulier grâce au choix du lieu (exploitation agricole, domaine expérimental et centre de formation) et l'accueil sur site.

Cette action concourt à la satisfaction des objectifs d'intérêt général, présente un intérêt local manifeste et un rayonnement particulier pour la collectivité.

Il est précisé que par dérogation au Règlement Budgétaire et Financier, l'avance est versée intégralement sur demande du bénéficiaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des Citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 8 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une avance sur subvention à la Chambre d'Agriculture des Bouches-du- Rhône d'un montant de 50 000 euros.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée relative au versement d'une avance sur subvention entre la métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous documents nécessaires à l'exécution de cette délibération.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Principal de la Métropole fractionné du Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ENV 005-4416/18/BM**

#### **■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole au réseau national Terres en Villes et paiement de la cotisation 2018**

#### **MET 18/8152/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Association paritaire entre élus des collectivités et responsables agricoles, Terres en Villes est un lieu de gouvernance original qui associe l'ensemble de acteurs locaux des territoires autour de la durabilité de l'agriculture, entant qu'activité économique à part entière avec une pris en compte de plus en plus forte de la question des systèmes alimentaires métropolitains.

Chef de file du Réseau National des Projets Alimentaires Territoriaux, dont la Métropole fait également partie, Terres en Villes assure notamment des missions d'échanges et d'expérimentation, de contributions aux débats et rédaction de textes de lois travaillés par les ministères.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'engagement du Projet Alimentaire Territorial de la Métropole et du Pays d'Arles ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération ENV 005-447/16/CM du 15 décembre 2016 portant adhésion à l'association terres en Villes.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'enjeu alimentaire est un des axes prioritaire de la politique publique métropolitaine
- Que bénéficier des effets et retombées du réseau national sur ces questions est important pour la réussite du projet PAT

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole au réseau national Terres en Villes et le paiement de la cotisation 2018 de 15 000 euros.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole - Agriculture – chapitre 6312 – concours divers (cotisations)

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 006-4417/18/BM**

**■ Approbation d'une convention de fonds de concours avec la commune de Senas pour la réalisation d'une étude de faisabilité en vue de la création d'un équipement intercommunal destiné à la restauration collective en circuit court  
MET 18/8184/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par la délibération HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016, le Conseil Métropolitain a adopté le règlement budgétaire et financier qui prévoit au titre IX la possibilité, pour la Métropole, de participer au financement d'équipements au profit des communes membres.

La pratique des fonds de concours prévue à l'article L.5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) applicable aux métropoles par

renvoi de l'article L.5217-7 du code précité, constitue une dérogation au principe de spécialité imposé aux établissements publics de coopération intercommunale.

L'article L.5215-26 dispose : « Qu'afin de financer la réalisation ou la construction d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la Métropole et les communes membres après accord concordants exprimés à la majorité simple du Conseil de la Métropole et des Conseils Municipaux concernés ».

Le montant total de la participation au financement d'équipements ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Conformément au règlement financier approuvé par le Conseil de la Métropole, chaque subvention allouée dans ce cadre doit faire l'objet d'un conventionnement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune bénéficiaire.

Dans l'optique de mutualiser leurs investissements et de mettre en commun leur savoir-faire et la volonté politique d'offrir une consommation de produits locaux dans les assiettes de leurs services de restauration, sept communes du Pays Salonais ont décidé de mettre en œuvre une démarche commune avec pour objectif d'aboutir à la création d'un équipement intercommunal destiné à deux activités : une légumerie et une cuisine centrale.

La commune de Senas en tant que chef de file porte la prise en charge de l'étude de faisabilité préalable nécessaire, qui sera confiée à un cabinet d'études, afin de valider les objectifs économiques, techniques juridiques et financiers du projet.

Le montant de l'étude est de 24.400 euros TTC. La Métropole est sollicitée pour l'attribution d'un fonds de concours.

Ce projet s'intègre parfaitement dans la démarche du Projet Alimentaire Territorial et son caractère intercommunal permettra une mutualisation des coûts.

A ce titre, il est proposé d'allouer un fonds de concours afin d'accompagner les communes pour la mise en œuvre de ce projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que sept communes du Pays Salonais ont décidé de mettre en œuvre une démarche commune, qui s'intègre dans la démarche du Projet Alimentaire Territorial, avec pour objectif d'aboutir à la création d'un équipement intercommunal destiné à deux activités : une légumerie et une cuisine centrale ;
- Que la commune de Senas propose de prendre en charge l'étude de faisabilité préalable nécessaire, qui sera confiée à un bureau d'études, afin de valider les objectifs économiques, techniques, juridiques et financiers du projet ;
- Que le montant de l'étude étant de 24 400 euros TTC, la Métropole est sollicitée pour l'attribution d'un fonds de concours à hauteur de 50%, soit 12 200 euros TTC ; Qu'il convient d'approuver cette participation et la convention correspondante avec la commune de Senas en vue de la création d'un équipement intercommunal destiné à la restauration collective en circuit court ;
- L'exemplarité du projet présenté, les potentialités d'innovation qu'il comporte et sa contribution à l'élaboration du Projet Alimentaire Territorial

Délibère

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de fonds de concours ci-annexée prévoyant le plan de financement suivant en TTC :

Montant de l'étude : 24 400 euros

Participation de la Métropole : 12 200 euros (50%)

Autofinancement de la commune : 12.200 euros (50%)

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole - Aide à l'agriculture.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ENV 007-4418/18/BM**

■ Attribution d'une subvention à l'association du groupement des producteurs de "Brousse du Rove" dans le cadre de la mise en place de l'Appellation d'Origine Protégée auprès de l'Institut National de l'origine et de la qualité - Approbation d'une convention  
**MET 18/8371/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumis au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence s'est engagée dans la mise en place d'un Projet Alimentaire Territorial pour la période 2018-2020 avec le PETR du Pays d'Arles. Ce projet a pour ambition de construire une politique agricole et alimentaire globale sur 5 enjeux majeurs :

- L'économie et l'emploi : permettre aux producteurs de mieux vivre de leur activité, favoriser l'installation d'agriculteurs et la création d'emplois, structurer et consolider les filières en rapprochant offre et demande.
- Urbanisme et aménagement : préserver et dynamiser le foncier agricole afin de maintenir le potentiel productif.
- Environnement : favoriser l'évolution des modes de production vers des pratiques plus respectueuses de l'environnement ; réduire l'empreinte carbone des assiettes.
- Nutrition santé et accessibilité sociale : faciliter l'accès pour tous à une alimentation saine de qualité et locale ; lutter contre le

développement des problèmes de santé publique liés à l'alimentation.

- Identité, patrimoine alimentaire, culturel et touristique : valoriser le patrimoine agricole, alimentaire, gastronomique et paysager.

Dans le respect de ces 5 axes du Projet Alimentaire Territorial, Il est proposé d'établir une convention annuelle d'attribution à l'association du groupement des producteurs de Brousse du Rove dans leur démarche engagée il y a plus de 10 ans pour faire reconnaître la Brousse du ROVE en tant qu'AOP (Appellation d'origine protégée) auprès de l'INAO (l'Institut National de l'origine et de la qualité).

Cette démarche en faveur d'une production de qualité en circuit courts participe au développement de la filière caprine et permettra l'installation de nouveaux agriculteurs pouvant valoriser une production alimentaire de grande qualité reconnue au niveau européen.

La production de Brousse du Rove est une production agricole écologique qui participe à la préservation de l'environnement et développe la biodiversité. Les troupeaux de chèvres du Rove (race traditionnelle) sont adaptées aux pâturages arides et au sous-bois de l'arrière-pays provençal. Elles se nourrissent de plantes rustiques – argelas (*Genista scorpius*) et de chêne kermès (*Quercus coccifera*) – qui donnent à la brousse son goût typique. Les chèvres du Rove apportent une contribution fondamentale à la gestion du territoire : en s'alimentant de feuillages et d'arbustes, elles évitent les accumulations de feuilles qui peuvent rapidement prendre feu. De par leurs faibles exigences alimentaires, elles résistent également s'il y a peu de ressources disponibles.

Cette activité économique entretient le patrimoine pastoral, les paysages, la biodiversité et la protection de la forêt par rapport au risque incendie. La reconnaissance au niveau international de ce produit de terroir valorise l'attractivité alimentaire de la Métropole et ses produits sous signe de qualité. La Brousse du Rove devient la plus petite AOP de France et renforce la filière laitière provençale tout en valorisant le patrimoine gastronomique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Les enjeux attachés à la conclusion de cette convention, afin d'adosser le partenariat de la Métropole avec l'association du regroupement des producteurs de Brousse du Rove.
- Les modalités de suivi et de gestion de cette même convention.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention annuelle d'attribution relative au versement de la subvention de l'année 2018 à l'association du groupement des producteurs de Brousse du Rove.

**Article 2 :**

Est fixé à 10 000 euros le montant global de la subvention allouée au titre de la convention annuelle pour l'année 2018.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif de la Métropole 2018 – Sous-politique G810 – Chapitre 065

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 008-4419/18/BM

■ **Demande de subvention de fonctionnement complémentaire relative à l'opération étude d'opportunité à la création d'une réserve naturelle régionale**

**MET 18/8329/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Depuis les années 2000, le Conservatoire du Littoral intervient sur le Pays de Martigues afin de préserver les espaces littoraux remarquables. Le Conservatoire est ainsi propriétaire de 287 hectares sur les communes de Saint-Mitre-les-Remparts et de Port-de-Bouc.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, compétente en matière de protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie, s'est engagée dès 2011 dans la gestion de l'étang du Pourra, propriété du Conservatoire.

Au titre de la délibération n°HN 157-288/16 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues assure la continuité de l'exercice de la compétence des actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager.

En 2018, le Pays de Martigues en partenariat avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le financement prévisionnel suivant :

Conservatoire du Littoral, conduit une étude d'opportunité à la création d'une réserve naturelle régionale du Pourra.

Après concertation avec les acteurs du territoire, il apparaît pertinent que l'étude de préfiguration concerne un périmètre écologique plus cohérent, intégrant l'étang du Citis ainsi que l'ensemble des parcelles propriétés du Conservatoire du Littoral sur le site Citis-Pourra (n°736).

Le Pays de Martigues a mandaté un bureau d'étude spécialisé pour mener une mission d'accompagnement à l'élaboration du dossier de classement en Réserve naturelle régionale, comprenant une phase d'étude préalable et une phase de concertation et d'animation foncière.

Le Comité Départemental de Gestion, composé du Conservatoire du Littoral, de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, prévoit une enveloppe budgétaire de 5 000 euros pour le secteur du Ranquet-Citis, site du Conservatoire ne bénéficiant pas de structure gestionnaire.

En ce sens, le Conservatoire du Littoral sollicite l'affectation de cette enveloppe au profit du Pays de Martigues afin de réaliser le complément de l'étude de préfiguration à la création de la Réserve naturelle régionale.

Au titre de la convention tripartite liant le Conservatoire du Littoral, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, le montant sollicité auprès de chacun des partenaires financiers pour l'opération de Complément à l'étude d'opportunité d'une Réserve Naturelle Régionale est évalué à 2 500 euros, selon le plan de

<b>Montant des dépenses de l'opération</b> Complément à l'étude d'opportunité d'une Réserve Naturelle Régionale	<b>5 000 euros T.T.C</b>
Subvention Conseil Régional PACA	2 500 euros T.T.C
Subvention Conseil Départemental	2 500 euros T.T.C

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 157-288/04/16/CM en date du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts ;
- La délibération n°2011-139 du Conseil Communautaire en date du 12 décembre 2011 approuvant la convention de gestion entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues et le Conservatoire du Littoral ;
- La délibération n°2017-001 du Conseil de Territoire du Pays de Martigues en date du 2 février 2017 approuvant la demande de subvention initiale pour l'étude d'opportunité à la création de la Réserve naturelle régionale du Pourra auprès de la Région
- La convention 2018-2022 pour la gestion et la mise en valeur des propriétés du Conservatoire du Littoral dans le Département des Bouches-du-Rhône
- La délibération du 17 Mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission Environnement, développement durable, agriculture et forêt,
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 11 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que dans le cadre de l'exercice de la compétence relative à la valorisation des espaces naturels, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues a engagé une étude d'opportunité à la création d'une réserve naturelle régionale,

**Délibère**

### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, pour apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

### **Article 2:**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section de fonctionnement sur le Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Nature : 747 - Fonction : 762.

La recette correspondante sera inscrite au Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section de fonctionnement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ENV 009-4420/18/BM**

**■ Demande de subvention auprès du Conseil Régional dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial pour le co-financement de l'aménagement des sentiers sur les communes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts  
MET 18/7985/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Les communes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts sont bordés par des littoraux différents - l'Étang de Berre, le Canal de Caronte et la mer Méditerranée – et très contrastés avec des secteurs urbains, industriels, résidentiels, portuaires et, sur une majorité du parcours, un littoral naturel typique des rivages méditerranéens.

Sur les trois communes concernées, le sentier littoral existe déjà sur un important linéaire mais, à l'interface des zones naturelles et résidentielles, l'accessibilité au littoral reste difficile. La continuité n'est pas assurée et le promeneur est souvent contraint de s'écarter du



rivage, au détriment de la beauté des paysages et de l'agrément d'un cheminement au bord de l'eau.

La discontinuité du cheminement littoral a incité le Conseil de Territoire du Pays de Martigues à entreprendre un projet d'aménagement de sentiers littoraux et répondre ainsi aux attentes des randonneurs et des familles.

### **Description du projet**

Le projet consiste donc à assurer une continuité des sentiers littoraux en s'appuyant sur les sentiers existants les plus pertinents et en remplaçant les sections urbaines (éloignées du rivage, sans visibilité directe du littoral) par l'aménagement de nouvelles sections, valorisant le littoral, les sites naturels et les paysages.

Selon les sites, le projet aboutira à une création de sentier ou un simple élargissement d'un cheminement existant, soit 1640m sur Martigues, 100m sur Port-de-Bouc et 330m sur Saint-Mitre-les-Remparts, induisant des aménagements complexes et parfois coûteux sur le domaine public maritime, nécessitant aussi une large concertation avec les utilisateurs et les riverains directement concernés par le projet.

### **Opportunité territoriale du projet**

Le projet a comme objectifs principaux :

- Assurer une continuité du cheminement littoral sur l'Étang, le canal de Caronte et la mer Méditerranée afin de valoriser les sentiers existants
- Proposer des parcours touristiques pour les randonneurs et les familles, en veillant à maintenir l'accessibilité PMR tout en préservant la tranquillité des riverains directement concernés par les sentiers
- Valoriser le territoire en intégrant au parcours des informations pédagogiques, des points de vue et de la signalétique
- Intégrer ces sentiers littoraux au PDIPR, envisager l'extension du GR51 vers Arles et renforcer l'intérêt du GR2013 et du sentier de découverte de l'Étang de Berre

Cette initiative, permettant au public de se réapproprier le littoral, est cohérente avec la reconquête de l'étang de Berre (Contrat d'Étang du GIPREB), la réouverture de plages sur l'étang, le maintien d'activités ludiques et nautiques sur des littoraux proches de sites industriels, le développement du tourisme à une échelle régionale,

et plus globalement, le projet de classement de l'Étang de Berre au patrimoine mondial de l'UNESCO.

### **Prise en compte des critères écologiques et énergétiques**

La prise en compte de critères écologiques a été imposée dès la phase de conception du projet.

La nature du terrain impose ainsi le recours à des techniques préservantes pour l'environnement et les propriétés riveraines directement concernées par le projet :

- réutilisation des matériaux extraits sur site
- pas d'atteinte irréversible aux milieux naturels
- utilisation de petits matériels et recours à de l'outillage manuel
- limitation des nuisances de chantier (bruit, poussière) en travaillant par tronçons

### **Coût prévisionnel de l'opération**

Coût prévisionnel global : 480 000 euros HT  
Étude de Maîtrise d'œuvre : 21 800 euros HT  
Travaux d'aménagement : 458 200 euros HT

### **Calendrier prévisionnel de réalisation**

Les études de Maîtrise d'œuvre se déroulent de septembre 2017 à septembre 2018.

Présentation des phases Avant-Projet et Projet : Mars et Juin 2018.

Lancement de la consultation des entreprises : Octobre 2018

Lancement de la phase travaux au 1<sup>er</sup> trimestre 2019

La phase de travaux est programmée en 2019 et 2020.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 480 000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Régional Contrat Régional d'Équilibre Territorial (2018-2020)	60 %	288 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	40 %	192 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° 065-3084 du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n° 166261BP relative à l'opération n°2016611000 sentier mer Méditerranée/Rive Etang de Berre ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° 019-3293 du 14 décembre 2017 approuvant le Contrat Régional d'Équilibre Territorial ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 11 octobre 2018.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de solliciter une aide financière auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, dans le cadre du Contrat Régional d'Équilibre Territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour le

cofinancement du projet d'aménagement des sentiers littoraux sur le territoire des communes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2:**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur l'Etat Spécial de Territoire 2018 et suivants du Pays de Martigues. Opération : n°2016611000 - Nature : 4581166110 - Fonction : 56 – Sous politique : C140.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ENV 010-4421/18/BM**

#### **■ Approbation d'une convention d'attribution pour une subvention au Parc National des Calanques MET 18/8084/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Parc National des Calanques est un acteur majeur du territoire métropolitain, en termes d'aménagement, de protection de l'environnement, de préservation de

la biodiversité terrestre et marine ainsi que pour la recherche appliquée dans le domaine de l'adaptation au changement climatique. Il est l'unique parc national périurbain de France, qui conjugue diverses manières d'habiter, de pratiquer les espaces naturels, d'exploiter la ressource naturelle tout en la préservant et d'illustrer l'attractivité du territoire métropolitain.

Le parc national fait partie d'un réseau naissant d'espaces naturels gérés par des structures idoines, qui ponctuent le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La Métropole assure elle-même un rôle similaire sur certains espaces naturels (gestion, animation Natura 2000, valorisation de sites emblématiques, etc.). C'est à ce titre que la Métropole met en œuvre un partenariat avec les gestionnaires d'espaces naturels présents sur son territoire ; afin de constituer un réseau d'acteurs dense, et de mettre de la cohérence dans ses propres actions, elle souhaite pouvoir mettre en place une coordination partagée des grandes orientations communes de ses partenaires et ainsi mettre en valeur les espaces naturels dont elle a la compétence et la responsabilité.

Les espaces naturels demeurent indissociables des espaces forestiers, des espaces agricoles et des questions de paysage qui les lient à la ruralité provençale et à la ville, tant pour l'aménagement du territoire, que pour la prévention des risques naturels, la préservation des patrimoines et la valorisation des zones naturelles contribuant à l'amélioration du cadre de vie des habitants.

Ce partenariat se construit sur des financements métropolitains au profit des gestionnaires d'espaces naturels, notamment les parcs, en soutien aux actions menées par le Parc National des Calanques. Ces actions sont issues du plan d'action du parc et elles sont sélectionnées en fonction des orientations communes aux deux établissements, et dont les enjeux répondent à ceux du projet métropolitain.

Le programme d'actions 2018 du Parc National des Calanques déploie des axes majeurs recoupant les politiques menées par la Métropole sur l'ensemble de son territoire :

- Biodiversité et Paysage terrestre et sous-marin ;
- Gestion forestière et DFCI ;
- Tourisme, loisirs nature, culture et patrimoine ;
- Education à l'environnement, amélioration des connaissances du territoire et écocitoyenneté ;
- Changement climatique et transition énergétique ;
- Accueil du public dans les espaces naturels.

Un groupe technique de suivi se réunit régulièrement, afin d'arrêter le programme annuel des actions en collaboration entre les deux établissements.

Ce programme est approuvé par les instances délibérantes du Parc national des Calanques et de la Métropole Aix Marseille Provence et peut faire l'objet d'un soutien financier. Le groupe technique de suivi évalue le suivi et l'avancement du programme.

Ce programme d'actions 2018 est évalué à environ 379 000 euros. La part subventionnée par la Métropole Aix-Marseille Provence proposée s'élève quant à elle à 62 200 euros, soit 16,5 %.

Il convient donc d'établir une convention annuelle d'attribution, afin de préciser les modalités de versement de cette subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'avis de la commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions.
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Les enjeux attachés à la conclusion de cette convention, afin d'adosser le partenariat de la Métropole avec le Parc National des Calanques, au cofinancement d'actions en faveur de l'aménagement durable du territoire, de la préservation de la biodiversité et de l'amélioration du cadre de vie des habitants.
- Les modalités de suivi et de gestion de cette même convention.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le programme d'actions annuel tel qu'annexé à la présente.

### **Article 2 :**

Est attribuée une subvention de 62 200 euros au Parc National des Calanques pour l'année 2018.

### **Article 3 :**

Est approuvée une convention annuelle ci-annexée pour le versement de la subvention au Parc National des Calanques.

### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

### **Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget primitif 2018 – Sous-politique G810 – Chapitre 065.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **ENV 011-4422/18/BM**

### **■ Attribution d'une subvention au parc naturel régional de la Sainte-Baume pour la réalisation du contrat de développement - Approbation d'une convention MET 18/7554/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est partenaire associé du Parc naturel régional de la Sainte-Baume. Ce partenariat s'est concrétisé par la signature d'un contrat de développement sur trois ans, qui a été validé par délibération du Conseil métropolitain en juillet 2017. Ce contrat est adossé au plan d'actions triennal 2018 – 2020 du PNR, et il permet d'attacher des financements métropolitains à une sélection d'actions issues de ce plan triennal, en fonction de leur contribution au projet métropolitain dans son ensemble.

Dans le cadre de ce contrat de développement le montant global de subvention au profit du PNR de la Sainte-Baume est évalué à 250 000 euros pour les trois années du contrat.

Un groupe technique de suivi se réunit régulièrement, afin

- D'arrêter le programme annuel des actions qui fera l'objet d'une approbation par chacune des parties et d'un soutien financier de la part de la Métropole Aix Marseille Provence, formalisé par la signature d'une convention annuelle.
- D'évaluer le suivi et l'avancement des actions retenues.

Le programme annuel 2018 des actions retenues s'élève à un montant de 585 380€. La participation de la Métropole proposée est de 90 600 euros, avec une avance possible, sur demande du PNR, qui s'élèvera à 50% du montant annuel 2018, soit 45 300 euros.

Il convient par conséquent d'établir une convention annuelle d'attribution, afin de préciser les modalités de versement de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ENV 007-2402/17/CM du 13 juillet 2017 portant approbation d'un contrat de développement avec le Parc naturel régional de la Sainte-Baume.
- L'avis de la commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions,

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Les enjeux attachés à la conclusion du contrat de développement avec le PNR de la Sainte-Baume.

- Les modalités de suivi et de gestion dudit contrat de développement.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le programme d'actions annuel tel qu'annexé à la présente.

#### **Article 2 :**

Est attribuée une subvention de 90 600 euros au Parc Naturel Régional de la Sainte Baume pour l'année 2018.

#### **Article 3 :**

Est approuvée une convention annuelle d'attribution dans le cadre du contrat de développement avec le PNR de la Sainte-Baume.

#### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

#### **Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget primitif 2018 – Sous-politique G810 – Chapitre 065.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ENV 012-4423/18/BM**

#### **■ Attribution d'une subvention au Parc naturel régional des Alpilles - Approbation d'une convention MET 18/7998/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est partenaire associée du Parc naturel régional des Alpilles. Ce partenariat se construit sur des financements métropolitains au profit des gestionnaires d'espaces naturels, notamment les parcs, en soutien aux actions menées par le PNR des Alpilles. Ces actions sont issues du plan d'action du parc et elles sont sélectionnées en fonction des orientations communes aux deux établissements, et dont les enjeux répondent à ceux du projet métropolitain.

Le programme d'actions 2018 du PNR des Alpilles se déploie sur sept axes majeurs recoupant les politiques menées par ailleurs par la Métropole sur l'ensemble de son territoire :

- Biodiversité et Paysage ;
- Gestion forestière et DFCI ;
- Tourisme, loisirs nature, culture et patrimoine ;
- Agriculture ;
- Education à l'environnement, au territoire et écocitoyenneté ;
- Changement climatique et transition énergétique ;
- Révision de la nouvelle charte de parc.

Un groupe technique de suivi se réunit régulièrement, afin d'arrêter le programme annuel des actions en collaboration entre les deux établissements.

Ce programme est approuvé par les instances délibérantes du PNR des Alpilles et de la Métropole Aix Marseille Provence et peut faire l'objet d'un soutien financier. Le groupe technique de suivi évalue le suivi et l'avancement du programme.

Ce programme d'actions 2018 est évalué à environ 110 000 euros. La part subventionnée par la Métropole Aix-Marseille Provence proposée s'élève quant à elle à 36 000 euros, soit 32%.

Il convient donc d'établir une convention annuelle d'attribution, afin de préciser les modalités de versement de cette subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Les enjeux attachés à la conclusion de cette convention, afin d'adosser le partenariat de la Métropole avec le PNR des Alpilles, au cofinancement d'actions en faveur de l'aménagement durable du territoire.
- Les modalités de suivi et de gestion de cette même convention.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le programme d'actions annuel tel qu'annexé à la présente.

**Article 2 :**

Est attribuée une subvention de 36 000 euros au Parc Naturel Régional des Alpilles pour l'année 2018.

**Article 3 :**

Est approuvée la conclusion d'une convention annuelle d'attribution pour le versement de la subvention au PNR des Alpilles.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

**Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget primitif 2018 – Sous-politique G810 – Chapitre 065.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 013-4424/18/BM**

**■ Approbation d'une convention d'objectifs entre le Réseau des Grands Sites de France et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'organisation d'un séminaire portant sur "L'Esprit des Lieux entre en Métropole. En quoi un Grand Site de France est-il "à part"?"**  
**MET 18/7974/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Labellisé Grand Site de France en 2004 puis en 2010, le Grand Site Sainte-Victoire travaille aujourd'hui au deuxième renouvellement de cette distinction. Entre autres exigences, le Ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire pose la condition d'un projet de territoire.

L'accompagnement de projets autour d'un développement harmonieux et naturel, dans une métropole de près de 2 millions d'habitants est l'une des ambitions du projet de territoire du Grand Site Sainte-Victoire.

Concors – Sainte-Victoire est aussi le seul espace naturel intégralement administré par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la différence des parcs nationaux et régionaux présents sur son territoire.

Pour pouvoir poser un socle commun de langage avec les parties prenantes (élus, professionnels de l'agriculture, de l'élevage, de la forêt, de l'apiculture ou du tourisme, propriétaires, résidents, usagers ...), il est important de qualifier et développer les éléments de ce sentiment d'appartenance à ce territoire, distingué par deux fois pour sa gestion. Il s'agit d'amener les acteurs locaux à partager et porter ces valeurs partagées car ils seront les meilleurs garants et les meilleurs ambassadeurs du Grand Site Sainte-Victoire Grand Site de France.

Ce sont eux qui porteront l'image de qualité et l'« Esprit des Lieux ». Ce sont eux qui incarneront cette distinction d'excellence décernée par l'État pour un espace de nature préservée, le plus vaste du département des Bouches du Rhône, ils seront les passeurs de cette identité Provence à la charnière des univers de Pagnol et de Giono et donneront vie au précepte « l'audace par nature ».

Ce séminaire, qui nécessite un financement de 6.000 euros maximum, concernera jusqu'à une centaine de personnes réparties dans des groupes de 25 participants. Le travail en commun, qui sera interactif, permettra une meilleure appréhension voire une appropriation de valeurs qui sont constitutives d'un Grand Site de France et sont essentielles dans sa labellisation par l'État.

Il se déroulera par sessions d'une demi-journée et le nombre des inscrits déterminera le montant final engagé et qui n'excédera pas le montant cité plus haut.

Il convient de préciser que seul le Réseau des Grands Sites de France est à même de dispenser ce type de formation autour d'un séminaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 relative à la dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire - Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération ENV 005-1856/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative à l'adhésion de la Métropole au Réseau des Grands Sites de France pour le Grand Site Sainte-Victoire et paiement de la cotisation 2017 ;
- La circulaire NOR:DEVL1027436C du 21 janvier 2011 relative à la politique des Grands Sites.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence sera la seule en France à administrer un Grand Site de France selon un projet de

territoire animé autour de valeurs de ces sites d'exceptions.

- Qu'en cette période de renouvellement par l'État du label Grand Site de France pour le Grand Site Sainte-Victoire, il est indispensable de sensibiliser les acteurs locaux à un socle commun de références sur les fondamentaux d'un Grand Site de France et les caractères propres au territoire Concors Sainte-Victoire.

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée avec le Réseau des Grands Sites de France pour l'organisation d'un séminaire « L'Esprit des Lieux entre en Métropole. En quoi un Grand Site de France est-il « à-part » ? ».

##### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires d'un montant maximum de 6.000 euros, sont inscrits au Budget primitif 2018 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, section fonctionnement, nature 611, fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

##### **ENV 014-4425/18/BM**

##### **■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Réseau Régional des Espaces Naturels au titre du Grand Site Sainte-Victoire - Approbation d'une convention MET 18/8023/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Réseau Régional des Espaces Naturels (RREN) fédère les plus grands gestionnaires d'espaces naturels protégés de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et représente près de 700 experts.

Il est copiloté par la Direction Régionale de l'Aménagement et du Logement (DREAL) et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et son animation est assurée depuis sa création en 1985 par l'Agence Régionale pour l'Environnement et l'Ecodéveloppement (ARPE).

Le Réseau est remarquable par sa diversité et par la force qu'il représente du fait de cette diversité. Il rassemble 29 membres en charge des plus grands espaces naturels protégés de la région, territoires non seulement d'expérimentation, mais d'exemplarité qui doivent pouvoir diffuser leurs savoirs faire au-delà de leurs propres frontières.

Depuis 1985, le RREN a évolué et s'est construit une image originale au-travers de différentes étapes :

1. une phase de rencontres entre les différents acteurs,
2. une phase de mutualisation et d'échanges des savoirs et savoir-faire,
3. une phase de transmission vers l'extérieur,
4. une phase de réflexion sur les valeurs qui l'animent.

Dans le contexte actuel (convention sur la biodiversité biologique, stratégie nationale pour la biodiversité, stratégie globale pour la biodiversité de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, schéma régional de cohérence écologique), le réseau a un rôle important à jouer pour l'avenir, pour contribuer au mouvement régional d'ensemble pour la préservation de la biodiversité, à commencer par un rôle d'essaimage de ses valeurs, à la fois en direction des autres espaces, et en direction des élus et de tous les citoyens.

Le Réseau a également un rôle important à jouer en tant que vecteur de sensibilisation, d'éducation ou de formation aux questions environnementales/ liées à la biodiversité.

Il développe, outre les actions d'information, d'échanges et de mutualisation, 2 projets d'action majeurs :

- L'opération « chemins de la biodiversité », projet d'envergure régionale de sensibilisation à la biodiversité via une offre de découverte participative au sein des espaces membres du réseau.
- Le rapprochement des gestionnaires d'espaces naturels protégés avec les entreprises en vue de faciliter et renforcer les partenariats techniques et financiers via, par exemple, l'organisation d'une rencontre annuelle des gestionnaires d'espaces naturels et des entreprises et la mise en place et l'animation d'un club des entreprises du RREN.

Sainte-Victoire, Grand Site de France, est membre du réseau depuis de nombreuses années et une étroite collaboration existe depuis lors entre les deux parties.

Aujourd'hui, il est proposé de renouveler l'adhésion au RREN de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre du Grand Site Sainte-Victoire pour l'année 2018.

Son adhésion se traduit sous forme d'une convention annuelle de partenariat, en annexe.

Le montant de la contribution financière annuelle est fixé par le comité de suivi du réseau et validé en Assemblée Plénière. Elle est basée sur le budget de fonctionnement de l'année (n-2).

Règles de calcul pour déterminer le montant de la contribution financière annuelle au réseau :

Catégorie structures gestionnaires d'espaces naturels protégés

Tranche n°1 : budget de fonctionnement (n-2) < 500 K€ - Contribution financière : 500,00 €

Tranche n°2 : budget de fonctionnement (n-2) 500 K€ < 3.000 K€ - Contribution financière : 1.000,00 €

Tranche n°3 : Budget de fonctionnement (n-2) > 3.000 K€ - Contribution financière : 2.000,00 €.

Sur cette base, la contribution financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, gestionnaire de la Direction Grand Site Sainte-Victoire, s'élèvera pour l'année 2018 à 2.000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ENV 006-1857/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant sur l'adhésion de la Métropole au Réseau Régional des Espaces Naturels pour la Direction Grand Site Sainte-Victoire et paiement de la cotisation 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**



## **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Réseau Régional des Espaces Naturels et le règlement de la cotisation d'un montant de 2000 euros pour l'année 2018.

### **Article 2 :**

Est approuvée la convention de partenariat avec l'Agence Régionale pour l'Environnement et l'Ecodéveloppement, ci-annexée.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix fonction 76 nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **ENV 015-4426/18/BM**

### **■ Attribution d'une subvention au Conservatoire d'Espaces Naturels de Provence-Alpes-Côte d'Azur au titre de l'exercice 2018 - Approbation d'une convention MET 18/7987/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Avec près de 60 % de son territoire couvert par des espaces naturels, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit la mise en œuvre d'actions de valorisation de ce patrimoine naturel et paysager. Elle porte dans son projet l'engagement de développer une politique de préservation de la biodiversité et des espaces naturels en s'engageant à trouver « un juste équilibre entre protection, gestion, valorisation et animation ».

Créé en 1975 le Conservatoire régional d'espaces naturels de Provence-Alpes-Côte d'Azur (CEN PACA) est une association qui œuvre en faveur de la protection et de la conservation de la

nature en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur par des actions de connaissance, de maîtrise foncière et d'usage et de gestion et de valorisation.

Une convention cadre, signée cette année, fixe les axes de partenariat entre les deux structures et notamment pour favoriser la mise en œuvre d'une politique commune d'amélioration de la connaissance sur la biodiversité métropolitaine.

Dans ce contexte et conformément à sa mission d'expertise et d'appui aux politiques publiques, le CEN PACA porte le projet de définir une stratégie en faveur de l'amélioration de la connaissance du patrimoine naturel du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il s'agit :

- d'identifier de la connaissance disponible et les lacunes ;
- d'identifier des outils et des acteurs susceptibles de pallier les manques ;
- de définir et prioriser les actions permettant d'atteindre les objectifs fixés d'amélioration de la connaissance.

Pour réaliser ce projet, l'association sollicite un accompagnement financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 40 000 euros en 2018. Le budget prévisionnel global de l'action pour 2018 est de 50 050 euros. La Métropole Aix-Marseille-Provence propose le financement de cette opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations ,

- La délibération n°ENV102-3749/18/BM du 18 mai 2018 approuvant la convention cadre avec le Conservatoire d'espaces naturels de Provence Alpes-Côte d'Azur.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de disposer d'une connaissance la plus précise possible de sa richesse écologique dans la mise en œuvre de sa politique de valorisation des espaces naturels métropolitain ;
- Le partenariat existant entre le CEN PACA et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer des actions notamment en faveur de la connaissance du patrimoine naturel métropolitain ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 40 000 euros au Conservatoire d'Espaces Naturels de Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'année 2018.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée pour l'année 2018.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits à hauteur de 40 000 euros sur le BPMC de la Métropole pour le budget de la DGA Agriculture, forêts et paysages chapitre 065, service 6DFI, sous-politique G810.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 016-4427/18/BM**

**■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à la Ligue de Protection des Oiseaux Provence-Alpes-Côte d'Azur au titre de l'exercice 2018 - Approbation d'une convention MET 18/8016/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Avec près de 60 % de son territoire couvert par des espaces naturels, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit la mise en œuvre d'actions de valorisation de ce patrimoine naturel et paysager. Elle porte dans son projet l'engagement de développer une politique de préservation de la biodiversité et des espaces naturels en s'engageant à trouver « un juste équilibre entre protection, gestion, valorisation et animation ».

L'association locale de la Ligue pour la Protection des Oiseaux en région Provence-Alpes-Côte d'Azur (LPO PACA) est une association à but non lucratif qui a pour but d'agir pour les oiseaux, la faune sauvage, la nature et l'homme, et lutter contre le déclin de la biodiversité, par la connaissance, la protection, l'éducation et la mobilisation.

Dans ce contexte et conformément à sa mission d'expertise et d'appui aux politiques publiques, la LPO PACA propose une action d'amélioration des connaissances naturalistes. Cette action comprend deux volets :

« Volet Métropolitain » avec la réalisation d'un état des lieux des connaissances naturalistes à l'échelle de l'ensemble du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à travers l'analyse des informations disponibles dans sa base de données « FAUNE-PACA ». Cette démarche débouchera sur l'identification des niveaux d'enjeux des connaissances et sur la mise en œuvre des premières campagnes de prospections collaboratives.

« Volet Pays d'Aix » avec une démarche d'amélioration des connaissances naturalistes du plateau de l'Arbois, secteurs parcourus par l'incendie.

Il s'agit :

- d'améliorer la connaissance naturaliste sur des groupes d'espèces ou espèces ciblées (espèces patrimoniales, espèces bio-indicatrices.....)
- d'animer la réalisation de suivis naturalistes participatifs permettant la mobilisation des observateurs locaux et des populations

- de mettre en œuvre des suivis naturalistes dans le cadre d'évaluation de mesures de gestion

Le budget prévisionnel global de l'action pour 2018 est de 68 750 euros (50 000 euros sur le volet « métropolitain » et 18 750 € sur le volet « Pays d'Aix »). La Métropole Aix-Marseille-Provence propose le financement de cette opération à hauteur de 45 000 euros.

Il sera réparti comme suit :

- 15 000 € pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix sur le volet « Pays d'Aix »
- 30 000 € pour la Métropole Aix-Marseille-Provence (Budget Métropolitain Central / DGA Agriculture, forêts et paysages).

Les crédits seront pris sur les lignes budgétaires de la Métropole présentant les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations,
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de disposer d'une connaissance la plus précise possible de sa richesse écologique;
- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de sensibiliser les habitants de son territoire aux enjeux de préservation de son patrimoine naturel en favorisant leur participation à différentes actions (inventaire, communication, sorties naturalistes, etc.).

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 45 000 euros à la Ligue de Protection des Oiseaux de Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'année 2018, répartie comme suit :

- Territoire du Pays d'Aix : 15 000 euros
- Métropole Aix-Marseille-Provence : 30 000 euros

##### **Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2018 ci-annexée.

##### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits de la manière suivante :

- à hauteur de 15 000 euros sur l'Etat Spécial du Pays d'Aix, fonction 76 ; nature 6574
- à hauteur de 30 000 euros sur le BPMC de la Métropole pour le budget de la DGA Agriculture, forêts et paysages chapitre 065, service 6DFI, sous-politique G810

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 017-4428/18/BM**

**■ Attribution d'une subvention à l'association Colinéo au titre de l'exercice 2018 - Approbation d'une convention  
MET 18/8022/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Colinéo, de type loi 1901, œuvre, depuis plus de 30 ans, en faveur notamment de la protection de sites naturels et paysages, de la préservation de la biodiversité. Elle contribue également de par ses actions et son implication dans les massifs forestiers provençaux et alpins à une amélioration de la connaissance du patrimoine naturel.

Aujourd'hui, l'association souhaite mener une étude de suivi des populations de serpents présentes sur le site Natura 2000 FR 9301603 « Chaîne de l'Etoile – massif du Garlaban », pour lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée à porter l'animation Natura 2000 depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

En outre, la Métropole Aix-Marseille-Provence porte dans son projet la volonté de développer une véritable politique de protection et de valorisation de ses espaces naturels.

Dans ce contexte, elle souhaite soutenir le projet de l'association Colinéo, pour un montant de 10 500 euros, qui a pour vocation de mener cette étude scientifique afin de pallier les manques de connaissance relatifs à la présence et à l'écologie des serpents sur le site « Chaîne de l'Etoile – massif du Garlaban ».

Il est précisé que les modalités de versement de cette subvention se feront conformément au Règlement budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN-021-049/16/CM du 7 avril 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de disposer d'une connaissance la plus précise possible de sa richesse écologique du site Natura 2000 de l'Etoile et du Garlaban.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 10 500 euros à l'association COLINEO pour l'année 2018.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2018 ci-annexée.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits à hauteur de 10 500€ sur le budget principal métropolitain fractionné de la Métropole pour le budget de la DGA Agriculture, forêts et paysages chapitre 065, service 6DFI, sous-politique G810.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 018-4429/18/BM**

**■ Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière du Pays d'Aix - Intervention sur les communes d'Aix-en-Provence, d'Eguilles et de Saint-Cannat  
MET 18/7874/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Sur la base de la Convention cadre d'Intervention Foncière du Pays d'Aix (CIF) avec la SAFER, votée le 29 octobre 2015 par le Bureau de la Communauté du Pays d'Aix, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière : rappel

Cette convention prévoit une information quotidienne des communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (600 € TTC), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'une opération de préemption concernant trois ventes de parcelles avec révision de prix sur les communes d'Aix-en-Provence, d'Eguilles et de Saint-Cannat.

- Aix-en-Provence

⇒ Parcelle(s) : NM 86-88-91; Surface : 5 hectares 35 ares 53 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 590 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 326 000,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Eguilles

⇒ Parcelle(s) : AK 30 – BY 39 – BY 55 ; Surface : 1 hectare 35 ares 10 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 67 550,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 29 417,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Saint-Cannat

⇒ Parcelle(s) : BR 60 ; Surface : 68 ares 03 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 21 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 16 554,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront rétrocédées par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2015\_B531 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 approuvant les termes de la Convention cadre d'Intervention Foncière (CIF) 2016/2018 du Pays d'Aix avec la SAFER ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention avec révision de prix pour la vente de parcelles sur les communes d'Aix-en-Provence, d'Eguilles et de Saint-Cannat.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet des préemptions en révision de prix sur les communes d'Aix-en-Provence, d'Eguilles et de Saint-Cannat, dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

#### **Article 2 :**

La somme de 600 euros TTC sera versée à la SAFER pour ces préemptions, au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, après notification par la SAFER du retrait de la vente des biens par les propriétaires respectifs.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de

fonctionnement, sur la ligne budgétaire du service agriculture 6312/611.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ENV 019-4430/18/BM**

**■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain cadastrée sur la commune de Cuges-les-Pins nécessaire au projet de Zone Agricole Protégée**  
**MET 18/8614/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°01-1213 du 18 décembre 2013, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a approuvé son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT). A travers ce SCoT, la Communauté d'Agglomération s'est engagé à sanctuariser les espaces agricoles et naturels d'intérêts agricoles.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du SCoT a donc clairement affiché un objectif de sanctuarisation des terres nourricières en vue de protéger la ressource foncière agricole à long terme.

Dans cette optique, la commune de Cuges-les-Pins a décidé, par délibération du 19 décembre 2015, d'approuver un projet de Zone Agricole Protégée. Après deux ans d'études et de concertation sous forme de groupes de travail thématiques, et après enquête publique, le préfet des Bouches-du-Rhône a acté la création d'une ZAP sur la commune de Cuges-les-Pins (arrêté préfectoral en date du 16-12-2017)

Cette ZAP, première du Département, est l'aboutissement d'un travail et d'une mobilisation conjoints des élus et des agriculteurs locaux, des habitants de la commune soucieux du devenir de la plaine agricole, et des partenaires institutionnels au premier rang desquels la Chambre d'Agriculture, la SAFER, le Conseil

Départemental, les services urbanisme et agriculture de la commune et de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est aujourd'hui attendu une mise en œuvre concrète de la politique unanimement annoncée, visant à une remise en culture de cette plaine agricole, en plein accord avec la politique métropolitaine de préservation des terres agricoles, de relocalisation de la consommation, de redynamisation de l'activité agricole. Autant d'axes inscrits dans le Projet Alimentaire Territorial métropolitain, copiloté par le

Pays d'Arles et soutenu par l'Etat et le Conseil Départemental.

Pour ce faire, la Métropole se propose donc, avec l'appui de ses partenaires, d'y créer un Espace-test afin d'y installer un ou plusieurs exploitants « en test », soit en première installation, soit désireux d'expérimenter de nouvelles variétés (plantes aromatiques et médicinales, variétés anciennes de produits maraîchers à réimplanter, etc...)  
Cet Espace-test verra également la réalisation, par la Métropole, d'un forage indispensable visant à amener de l'eau sur cette partie de la plaine qui en est pour l'instant dépourvue

C'est pourquoi il est proposé d'acquérir auprès de la SAFER l'îlot constitué pour l'Espace-test, composé des parcelles cadastrées AZ n°154 à 157, pour une surface cadastrale totale de 19064 m<sup>2</sup> et un montant total de 84 580 €. Ce montant comprend l'acquisition du foncier ainsi que les frais de portage de la SAFER auquel il faut ajouter les frais de notaires d'acquisition SAFER.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites de territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°URB-002-617/16/CM du conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au bureau de la Métropole ;
- La délibération n°01-1213 du 18 décembre 2013 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- L'arrêté préfectoral du 16 décembre 2017 arrêtant la création d'une Zone Agricole Protégée sur la commune de Cuges-les-Pins ;
- L'avis des Domaines n°2017-09V1567
- La lettre de saisine du Président de la Métropole au Conseil de Territoire ;

- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 19 mars 2018 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition des parcelles AZ n°154 à 157 situées sur la commune de Cuges-les-Pins permettra la réalisation d'un Espace-Test conformément aux engagements de remise en culture de la plaine agricole contenus dans le projet de la Zone Agricole Protégée ;
- Que cette action s'inscrit pleinement dans les objectifs du Projet Alimentaire Territorial métropolitain

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition d'un îlot de parcelles appartenant à la SAFER, situé sur la commune de Cuges-les-Pins, d'une surface totale de 19 064 m<sup>2</sup> pour un montant total de 84 580 euros auquel il faut ajouter les frais de notaire d'acquisition SAFER.

#### **Article 2:**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des actes nécessaires à l'acquisition de ces parcelles.

#### **Article 3:**

Les crédits nécessaires sont inscrits au BPMF 2018 du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Nature : 2111 – Fonction : 6312 : Aide à l'agriculture

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 020-4431/18/BM**

**■ Attribution d'une subvention à l'Association Forêt Méditerranéenne pour l'organisation d'un séminaire sur le thème de la prévention des incendies- Approbation d'une convention MET 18/8001/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La forêt de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'étend sur 162 000 hectares, soit plus de 50 % de la surface métropolitaine. En raison de la spécificité de ses peuplements (pin d'Alep et chêne vert essentiellement), de son potentiel, du réchauffement climatique, des risques (incendies, aléas climatiques et maladies phytosanitaires) et des besoins locaux en bois (bois énergie, bois de construction, bois industrie), la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris en charge l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » afin d'une part de contribuer à la préservation de ses forêts et d'autre part de mettre en place une politique incitative à la valorisation de ces espaces.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est adhérente de l'association Forêt Méditerranéenne dont l'objectif est de favoriser la diffusion des connaissances et les échanges d'informations sur les espaces naturels et forestiers méditerranéens, afin de mieux faire connaître les spécificités de ces espaces pour une meilleure prise en compte dans les politiques publiques. Elle s'attèle également à animer un réseau pluridisciplinaire méditerranéen pour mieux partager les connaissances et co construire une réflexion partagée.

Pour y parvenir, cette association dispose de plusieurs moyens d'actions :

- La publication d'une revue « Forêt Méditerranéenne », de bulletins complémentaires et de divers autres ouvrages,
- L'organisation de rencontres : séminaires, colloques, journées d'étude, visites...,
- La promotion de toute autre action nécessaire à atteindre son objectif.

Cette association organisera à l'automne 2018 un séminaire sur le thème de la prévention des feux de

forêt et la restauration des terrains incendiés. Cette rencontre permettra de mener une réflexion transversale et globale intégrant les différentes approches de la forêt méditerranéenne avec une entrée « espaces - valorisation - développement économique » qui viendra s'ajouter aux dimensions sécuritaires et prudentielles, et inclura des discussions essentielles sur la mise en valeur de la biodiversité, la politique sylvicole, la valorisation des peuplements, le changement climatique, la perception de la nature, les modes d'utilisation des sols et la restauration des terrains incendiés.

L'objectif de ce séminaire est de rassembler sur le territoire de la Métropole l'ensemble des acteurs de la forêt méditerranéenne (chercheurs, techniciens et ingénieurs des services techniques, élus, associations, sécurité civile, gestionnaires, propriétaires, associatifs, etc...) concernés par ces thématiques. Cette journée permettra, autour de discussions et d'échanges, de mettre en commun des réflexions et d'envisager des perspectives et des propositions.

Cette journée sera organisée et pilotée par un Comité technique qui sera chargé de programmer et de proposer à l'issue de ce séminaire, en fonction des attentes et des besoins des partenaires, un plan d'actions pour les années à venir. Ces travaux feront l'objet de nombreux comptes rendus, aussi bien dans les publications techniques forestières que dans la presse locale régionale. Les comptes rendus intégraux seront publiés dans un numéro spécial de la revue « Forêt Méditerranéenne » et des articles plus généraux paraîtront dans le bulletin trimestriel « La feuille et l'aiguille », éditions pour lesquelles la Métropole Aix-Marseille-Provence est abonnée par le fait de son adhésion à l'association Forêt Méditerranéenne.

Le coût de cette manifestation est évalué à 18 200 euros. La participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée à hauteur de 5000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;



- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ?
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 fixant les délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le séminaire organisé par l'Association Forêt Méditerranéenne sur le thème de la prévention des feux de forêt et la restauration des terrains incendiés représente un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de préservation et de valorisation de la forêt,
- Qu'il convient d'autoriser la signature de la convention ci-annexée,
- Qu'il convient d'autoriser le versement de la subvention pour l'organisation de ce séminaire,

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 5000 euros par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Forêt Méditerranéenne.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Association Forêt Méditerranéenne.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Section de Fonctionnement Nature 6561, Fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ENV 021-4432/18/BM**

#### **■ Demande de subvention d'investissement pour la restauration de Terrains Incendiés en août 2017 sur les communes d'Aubagne et de Carnoux-en-Provence MET 18/8410/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements, qui traduisent les politiques publiques métropolitaines, peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation.

Le 19 août 2017, un incendie a dévasté le sud de la Commune d'Aubagne, touchant également la Commune de Carnoux-en-Provence. Près de 300 hectares ont été détruits. Les dégâts au niveau des espaces forestiers sont importants, détruisant des peuplements adultes de Pins d'Alep, des reboisements communaux et des zones de garrigues boisées.

Aujourd'hui, des travaux de Restauration de Terrains Incendiés sont nécessaires afin de :

- Mettre en sécurité ces zones,
- D'éviter une érosion trop importante des sols par les eaux de ruissellement,
- De faciliter la régénération naturelle du secteur incendié.

Les zones retenues pour réaliser cette opération, compte tenu des exigences du secteur et des contraintes techniques, représentent près de 50 hectares. Les travaux seront réalisés sur des

parcelles communales (Aubagne-Carnoux-en-Provence) ainsi que sur des parcelles privées.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 97 020 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur	40 %	38 808 €
Conseil Général des Bouches-du-Rhône	40 %	38 808 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	19 403.90 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 Novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 Mars 2016 fixant les délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 031-3050/17/CM du 14/12/2017 portant approbation du Budget Principal 2018 de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération FAG 035-2693/17/CM du Conseil de la Métropole du 19/10/2018 créant l'Autorisation de Programme n° 2017404600 relative à l'opération Travaux Divers Forêts ;
- 

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération « Restauration de Terrains Incendiés en août 2017 sur les communes d'Aubagne et de Carnoux-en-Provence »,

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à - solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix Marseille Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Etat spécial CT4 - Opération : 2017404600 - Nature : 4581174046 - Fonction : 76 – Sous politique : G 810.

La recette correspondante est inscrite au Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 1312 – Fonction 76 – Sous politique G810 – Code opération n° 2017404600.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ENV 022-4433/18/BM**

#### **■ Approbation d'une convention de partenariat avec l'Ecole Nationale Supérieure du Paysage pour la réalisation d'études paysagères au cours de l'année scolaire 2018-2019**

### **MET 18/8053/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 14 décembre 2017 (ENV 007-3306/17/CM), la Métropole Aix-Marseille-Provence a défini les modalités d'exercice de la compétence « valorisation des paysages » pour l'ensemble du territoire métropolitain. Cette délibération prévoit notamment « la mise en œuvre de plans de paysages, permettant d'agir en faveur de la qualité des paysages, en particulier pour la protection des paysages emblématiques et pour la restauration de paysages dégradés. »

La Métropole, en lien avec sa compétence « valorisation des paysages » définie par délibération du 14 décembre 2017, souhaite, dans le cadre d'un partenariat avec l'Ecole Nationale Supérieure de Paysage (ENSP) sur son site de Marseille, développer des sujets d'aménagement dans le cadre d'outils pédagogiques dispensés par l'école.

Afin de formaliser cette collaboration, il est proposé de signer une convention de partenariat pour l'année 2018-2019. L'objectif est de mettre en place une relation d'échange entre partenaires pour un bénéfice réciproque pour les paysages méditerranéens métropolitains.

La convention de partenariat 2018-2019 portera sur les outils pédagogiques mis en œuvre sur le territoire métropolitain suivants :

#### **Atelier « conduire le vivant » :**

Atelier réalisé par l'ensemble de la promotion de première année de l'école (environ 60 étudiants de

niveau Licence 3).

La thématique retenue porte sur les relations de la végétation avec le milieu méditerranéen, dans un cadre d'évolution des structures végétales au regard du changement climatique et de la ressource en eau.

Pour l'année 2018-2019, le site d'expérimentation retenu, en accord avec les services de la Ville de Marseille, est le parc de la Campagne Pastré. Les acquisitions de cet atelier ont vocation à être appliquées sur ce site et transposables à l'ensemble des parcs du territoire métropolitain.

Cet atelier se déroule sur 8 semaines (40 jours), dont 16 journées de travail sur site, avec en conclusion la mise en œuvre d'un chantier participatif de 3 jours, permettant de concrétiser les projets issus de l'atelier.

#### **Huit projets de fin d'étude (PFE) :**

Ces travaux individuels sont réalisés par les élèves de 3<sup>ème</sup> année (niveau Master 2) et conditionnent l'obtention du diplôme national de paysagiste (Diplôme d'État).

Ce travail approfondi, sur une durée de 6 mois, permet de finaliser des projets jusqu'à un niveau avancé de pré-opérationnalité (niveau avant-projet).

L'objectif est de positionner des étudiants sur des sites proposés par la Métropole pour leurs enjeux paysagers.

Une liste de sites a été élaborée en ce sens, dans le cadre du projet de paysage métropolitain, réalisé par les agences d'urbanisme, sous la conduite de la mission Paysage de la DGA Agriculture, Forêt et Paysage. La mission paysage proposera dix à douze sites, permettant aux étudiants qui le souhaitent de choisir un sujet dans cette liste.

#### **Valorisation scientifique des productions et capitalisation à portée opérationnelle :**

L'objectif de ce travail est de valoriser dans des revues scientifiques ou techniques et de capitaliser les productions des étudiants réalisées lors de cette première année de partenariat. Il est ainsi confié au laboratoire de recherche de l'ENSP de conduire un travail de synthèse avec un double objectif à la fois méthodologique (montée en généralité) et didactique (diffusion des travaux dans les domaines de l'aménagement) à destination des acteurs de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Un jeune chercheur se verra confier une mission d'écriture et de capitalisation des différents ateliers pédagogiques et établira le lien entre la série de projets proposées par les étudiants, sur un site, et une vision globale et intégratrice de ces propositions.

La participation financière de la Métropole, pour la réalisation de ce partenariat, s'élève à 50 000 € : 35 000 € pour l'atelier pédagogique, 1000 € par sujet de PFE et 7000 € pour la mission de valorisation scientifique des productions. Un détail du financement est fourni en annexe de la convention.

Des subventions pourront être sollicitées par la Métropole, notamment auprès de l'Agence de l'Eau pour un cofinancement de l'atelier pédagogique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération ENV 007-3306/17/CM du 14 décembre 2017 qui définit les modalités d'exercice de la compétence « valorisation des paysages » pour l'ensemble du territoire métropolitain.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de partenariat avec l'École Nationale Supérieure du Paysage (ENSP) pour la réalisation d'études paysagères au cours de l'année scolaire 2018-2019, telles que définies dans le programme ci-dessus.

**Article 2 :**

Est approuvée la demande de financement auprès de l'Agence de l'Eau ou de toute autre institution concernée par les thématiques de ces travaux.

**Article 3 :**

Est approuvée la mise à l'étude d'une convention-cadre, afin de fixer les modalités de partenariat sur une durée de 3 ans (2019-2022).

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 023-4434/18/BM**

**■ Approbation d'une convention de partenariat avec la société Thassalia  
MET 18/8146/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur et de froid urbains. Au regard de l'échelonnement du transfert des compétences prévu par la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit cette compétence depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Par délibération ENV 001-3648/18/CM du 22 mars 2018, cette compétence est gérée à l'échelon métropolitain.

Par ailleurs, si les réseaux de chaleur et de froid peuvent relever du service public (c'est le cas de 5 réseaux sur le territoire métropolitain), ils peuvent également relever d'une initiative privée.

La Métropole assure également une mission de développement d'une stratégie énergétique globale sur le territoire métropolitain dont, notamment, une stratégie pour la distribution de chaleur et de froid à l'échelle métropolitaine, stratégie visant à coordonner et à rationaliser la densification, le développement et la création des réseaux de distribution d'énergies calorifique et frigorifique, qu'ils soient publics ou privés. Par ailleurs, en tant qu'autorité organisatrice de la distribution d'énergie et contributrice à la transition énergétique à travers son Plan climat-air-énergie, la Métropole a un rôle de coordination et de facilitation de la production d'énergie renouvelable (EnR) sur son territoire.

A ce titre, la Métropole cherche à développer sur le Territoire les réseaux de chaud et de froid et favorise le développement de la production et de l'utilisation d'énergie thermique vertueuse :

- Elle doit contribuer à la réalisation des objectifs fixés par la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte promulguée en août 2015 qui établit notamment un objectif national, d'ici 2030, de 38 % d'énergies renouvelables dans la consommation finale de chaleur soit la multiplication par cinq de la quantité d'énergies renouvelables et de récupération livrée par les réseaux de chaleur et de froid d'ici à 2030.
- Par ailleurs et au-delà des objectifs fixés, compte tenu du climat méditerranéen de la Métropole, la production et la distribution de

froid constituent un enjeu plus prégnant ici qu'ailleurs en France.

Aujourd'hui plusieurs difficultés doivent être prises en compte pour atteindre ces objectifs. D'une part, il s'avère complexe d'introduire des énergies renouvelables dans les centres urbains denses faute d'espace disponible et d'une cohabitation potentiellement problématique entre occupation humaine et centre de production d'énergie. D'autre part, le développement des réseaux de chaleur et de froid dans des zones déjà urbanisées est un processus technique et économique complexe et difficile. Il convient donc de rechercher des solutions pour contourner ces difficultés.

Ainsi, le développement de ces réseaux doit nécessairement se faire en coopération opérationnelle avec les opérateurs de réseaux et les partenaires locaux de l'aménagement.

THASSALIA a développé depuis 2015 sur le territoire de la Ville de Marseille (zone Euromed1) des installations permettant la production, le transport et la distribution d'énergies frigorifique et calorifique nécessaires à l'alimentation de bâtiments publics et privés à travers son réseau.

Suivant la convention-cadre de partenariat conclue le 14 octobre 2015 (après le courrier d'accord de principe reçu dès novembre 2013), la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole (alors Communauté urbaine Marseille Provence métropole) et la Ville de Marseille, ont convenu d'accorder une aide financière à THASSALIA dans le cadre de leur partenariat au sein de l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée (EPAEM). Cette aide spécifique s'est ajoutée aux subventions de l'ADEME et du FEDER.

THASSALIA fournit simultanément la totalité des besoins de chaleur et/ou de froid des bâtiments raccordés sur le périmètre d'Euromed1, avec une réduction des émissions de gaz à effet de serre de près de 70%, la production d'énergie étant réalisée à partir de l'énergie puisée dans la mer (géothermie marine ou thalassothermie). La part d'énergie renouvelable livrée atteint plus de 70%. THASSALIA a reçu l'agrément Titre V le 4 mai 2015 du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie et bénéficie du taux de TVA réduite (5,5%) pour ses usagers sur la fourniture de chaleur. Le réseau THASSALIA répond complètement aux prescriptions environnementales définies par l'EPAEM et a fait l'objet d'une coopération privilégiée avec l'ADEME.

La Métropole et THASSALIA ont signé le 4 août 2015 une convention d'occupation du domaine public routier de 35 ans pour le passage et l'occupation des tuyaux de transport et distribution de froid et de chaleur sur le périmètre concerné (convention n°15/1436 autorisée suivant délibération PEDD 012-1061/15/BC), en contrepartie du paiement, par THASSALIA, d'une redevance d'occupation fixée par

la Métropole. Toute extension du réseau THASSALIA fera l'objet d'un avenant à ladite convention d'occupation, dans le respect des dispositions légales en vigueur (notamment au regard de l'ordonnance du 19 avril 2017) et en contrepartie d'une augmentation de la redevance versée par THASSALIA.

Compte tenu de la qualité environnementale des productions de chaud et de froid basées sur la géothermie marine, THASSALIA contribue à la poursuite des objectifs d'énergie renouvelable et de récupération livrée par les réseaux de chaleur et de froid. A ce titre, le développement de ce réseau et, le cas échéant, de nouveaux moyens de production du même type, constituent une opportunité pour le territoire métropolitain.

Dans le cadre de sa politique énergétique, la Métropole souhaite organiser et optimiser sa relation avec les acteurs privés de l'énergie susceptibles d'intervenir sur son territoire à travers des conventions de partenariat. Ces conventions, non onéreuses, fixent les principes de coopération, définissent les rôles et les engagements de chacune des parties afin d'initier les principes d'un développement local concerté et conforme aux attentes et objectifs de développement des réseaux et des énergies renouvelables sur le territoire de la Métropole (questions liées aux échanges d'information, aux objectifs de développement local, à la transmission de données, à la communication, etc.).

En juin 2018, la Métropole a déjà validé un modèle de convention de partenariat entre elle et les développeurs photovoltaïques.

Dans le même esprit, la présente convention concerne le partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société THASSALIA, propriétaire et exploitante du réseau de chaleur et de froid du même nom sur la ville de Marseille. Cette convention de partenariat vient compléter les accords déjà existants entre les deux parties, notamment la convention d'occupation du domaine public routier.

Cette convention, conclue pour une durée de 3 ans et renouvelable sauf dénonciation, fixe les engagements réciproques des deux parties et organise le suivi du partenariat à travers un comité dédié. Elle associe également l'EPAEM à ce partenariat comme un partenaire incontournable du réseau sur son périmètre.

Des conventions de partenariat comparables seront établies et proposées à la signature du Président avec tous les porteurs de réseaux de chaleur et de froid privés qui le souhaiteraient et contribueraient à remplir les objectifs de la Métropole dans le domaine du développement des réseaux et des énergies renouvelables et de récupération.

Aussi, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la convention de partenariat présentée en annexe et d'autoriser le Président ou son représentant à la signer avec la société THASSALIA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°18/6191/HN du 22 mars 2018 actant l'organisation de la compétence Energie au 1<sup>er</sup> janvier 2018

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole est autorité organisatrice de la distribution d'énergie et contributrice à la transition énergétique
- Que la Métropole assure une mission de développement d'une stratégie pour la distribution de chaleur et de froid à l'échelle métropolitaine, stratégie visant à coordonner et à rationaliser la densification, le développement et la création des réseaux de distribution d'énergies calorifique et frigorifique, qu'ils soient publics ou privés
- Que le réseau THASSALIA contribue à la poursuite des objectifs d'énergie renouvelable et de récupération livrée par les réseaux de chaleur et de froid compte tenu de la qualité environnementale des productions de chaud et de froid basées sur la géothermie marine
- Qu'une convention de partenariat permet de fixer les principes d'un développement local concerté et conforme aux attentes et objectifs

de développement des énergies  
renouvelables sur le territoire de la Métropole

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société THASSALIA.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

***Commission "Cadre de vie,  
traitement des déchets, eau et  
assainissement"***

\*\*\*\*\*

**DEA 001-4435/18/BM**

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Acquisition et distribution de bacs à couvercles jaunes pour la collecte sélective en porte à porte" - Programme 2019-2021 MET 18/8447/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Conseil de Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite équiper de nouveaux secteurs du territoire en bacs individuels à couvercle jaune afin de développer la collecte sélective en porte à porte pour les emballages et les papiers/journaux/magazines avec une dotation d'environ 1 000 bacs par an.

Ce projet a fait l'objet d'une candidature à l'appel à projet 2018 de CITEO relatif à l'extension des consignes de tri et peut être subventionné dans le cadre du dispositif de Fonds Départemental de Gestion Durable des Déchets Non Dangereux du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 172 500 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 Dispositif de Fonds Départemental de Gestion Durable des Déchets Non Dangereux	60 %	103 500 euros
CITEO Appel à projet	20 %	34 500 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	34 500 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 064-3083/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n° 2017300300 relative à l'opération Equipements et installations pour la Collecte des déchets ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 8 octobre 2018 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Acquisition et distribution de bacs à couvercles jaunes pour la collecte sélective en porte à porte. CT3 - Programme 2019-2021.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, CITEO ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2019 et

suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.  
Opération : « Equipements et installations pour la Collecte » 2017300300 – Chapitre 4581173003 – Nature : 2158 - Fonction 7212.

Les recettes seront constatées au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement, Opération « Equipements et installations pour la Collecte » 2017300300 – Chapitre 13, Nature 131 : dépenses de subventions d'équipement transférables – Fonction 7212.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 002-4436/18/BM**

#### **■ Approbation de conventions cadres relatives aux occupations du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence par des équipements radioélectriques installés sur les ouvrages d'eau, d'assainissement et sur les sites "déchets" du territoire métropolitain MET 18/7615/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe ») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière d'eau et d'assainissement, ayant pour conséquence un transfert des compétences des communes à la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2018.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est donc, depuis cette date, en charge de la compétence Eau potable et de la compétence Assainissement des eaux usées sur l'ensemble de son territoire.

La valorisation du domaine public consiste à mettre à disposition le domaine public afin de développer la valeur dudit domaine. La gestion optimisée de l'espace public s'entend par la meilleure prise en compte des ressources existantes.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence aborde l'aménagement du numérique de son territoire dans un double objectif : d'une part, celui de l'attractivité de son territoire et d'autre part, sous l'angle d'une gestion optimisée de l'espace public, à savoir, l'harmonisation des pratiques et des procédures au sein de la Métropole.

Pour ce faire, les six Conseils de Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence se sont concertés sur un modèle de convention cadre relative à l'occupation du domaine public par des équipements radioélectriques sur les ouvrages d'eau et d'assainissement.

Il convient donc d'approuver :

- une convention cadre relative à l'occupation du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence par des équipements radioélectriques installés sur les ouvrages d'eau, d'assainissement ;
- une convention cadre relative à l'occupation du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence par des équipements radioélectriques installés sur les sites « déchets ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code des Postes et des Communications Electroniques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2005-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux redevances et droits de passage sur le domaine public ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'information des Conseils de Territoires.

**Où le rapport ci-dessus,**



**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire d'approuver une convention cadre relative à l'occupation du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence par des équipements radioélectriques installés sur les ouvrages d'eau et d'assainissement sur le périmètre du territoire métropolitain ;
- Qu'il est nécessaire d'approuver une convention cadre relative à l'occupation du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence par des équipements radioélectriques installés sur les sites « déchets » sur le périmètre du territoire métropolitain .

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention cadre, ci-annexée, relative à l'occupation du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence par des équipements radioélectriques installés sur les ouvrages d'eau et d'assainissement ;

**Article 2 :**

Est approuvée la convention cadre, ci-annexée, relative à l'occupation du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence par des équipements radioélectriques installés sur les sites « déchets » ;

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ces conventions et tout autre document qui en découleront.

**Article 4 :**

Les recettes correspondantes seront constatées aux Budgets Annexe Eau, Assainissement et Déchets des six Conseil de Territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 003-4437/18/BM**

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Soletanche Bachy / OTV France concernant le marché n°13/052, ayant pour objet la réalisation d'un bassin de rétention place Jules Guesde à Marseille  
MET 18/8194/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le groupement conjoint d'entreprises Soletanche – OTV est titulaire du marché n°13/052 notifié le 7 février 2013, ayant pour objet la réalisation d'un bassin de rétention place Jules Guesde à Marseille. Le montant porté à l'acte d'engagement est de 12 479 293,77 € HT avec la répartition suivante :

- 10 722 993,77 € HT pour Soletanche Bachy France,
- 1 756 300,00 € HT pour OTV.

Il s'agit d'un marché à prix unitaires et le montant définitif du marché est calculé en faisant le produit des prix unitaires par les quantités réellement exécutées.

L'avenant n°1 au marché n°13/052, notifié le 25 novembre 2014, avait pour objet de rendre définitifs les prix nouveaux n°1 à 15 et n°23 à 26 et d'effectuer un premier ajustement de quantités. Il augmentait le montant du marché de + 983 778,78 € HT, pour le porter à 13 463 072,55 € HT, selon la répartition suivante :

- 11 706 772,55 € HT pour Soletanche Bachy France,
- 1 756 300,00 € HT pour OTV.

La réception du chantier a été prononcée avec réserves en date du 3 mars 2015. La levée de toutes les réserves a été prononcée le 4 juin 2015.

L'avenant n°2, notifié le 9 octobre 2015, avait pour objet de rendre définitifs les prix nouveaux n°16 à 22 et n°27 à 37 et d'arrêter les derniers prix nouveaux et les quantités. Il porte le montant du marché à 13 408 153,75 € HT, selon la répartition suivante :

- 12 056 365,16 € HT pour Soletanche Bachy France,
- 1 351 788,59 € HT pour OTV.

A l'issue de l'avenant 2, la part de l'entreprise Soletanche Bachy est augmentée de 1 333 371,39 € HT soit 12,4 % du montant initial.

Par courrier du 31 mars 2016, l'entreprise Soletanche Bachy mandataire du groupement a adressé au Maître d'Œuvre une demande de rémunération complémentaire, à son seul nom, adossée à son

projet de décompte final.

Au moment de la notification du décompte général le 31 mars 2017, l'entreprise a réitéré son mémoire en réclamation pour un montant de 2 295 468,47 €HT. L'entreprise a saisi le Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des différends et Litiges (CCIRAL) en matière de marchés publics de Marseille, le 19 mai 2017.

Le CCIRAL s'est réuni le 31 mai 2018 et a conclu à une rémunération de 863 033 € HT.

Sur la base de l'avis par le CCIRAL, les parties acceptent de faire chacune des concessions réciproques, en vue de mettre un terme définitif et amiable à leur différend.

Il est ainsi proposé d'approuver le protocole transactionnel avec le groupement Soletanche Bachy / OTV France ayant pour objet d'accorder 800 000 euros HT à l'entreprise Soletanche.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le marché n°13/052 notifié le 7 février 2013, ayant pour objet la réalisation d'un bassin de rétention place Jules Guesde à Marseille ;
- La demande de rémunération complémentaire présentée par le groupement Soletanche Bachy / OTV France le 31 mars 2017 ;
- L'avis du CCIRAL du 31 mai 2018 ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 16 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de recourir à la procédure transactionnelle afin de permettre le règlement amiable des sommes dues à la Société Soletanche Bachy mandataire du marché.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le recours à la procédure de transaction avec le groupement Soletanche Bachy / OTV France, afin de mettre un terme définitif et amiable au différend issu de l'exécution du marché n°13-052.

#### **Article 2 :**

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé portant sur une rémunération complémentaire de 800 000 euros HT, à Soletanche Bachy mandataire du marché susvisé.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe Assainissement du Conseil de Territoire Marseille 2018 Nature : 2315 - Fonction : F110 - Numéro d'opération : 2006111900.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 004-4438/18/BM**

**■ Approbation d'une convention avec l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives relative à la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive dans le cadre des projets de la desserte sanitaire et pluviale des quartiers de la Grave et des Médecins et du barrage à sédiments du vallon de la Montade à Marseille 13ème arrondissement  
MET 18/8232/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Desserte sanitaire et pluviale des quartiers de la Grave et des Médecins ainsi que le Barrage à sédiments du vallon de la Montade sont des opérations d'aménagement majeures et complémentaires sur le secteur de Château-Gombert, à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement. Elles visent à apporter une protection vicennale (T = 20 ans) contre les inondations, à permettre la résorption des pollutions liées à l'assainissement autonome et à permettre le développement de ce quartier.

Ces opérations consistent en des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers sur plus de 3 kms, en la création de 5 bassins de rétention et d'un barrage à sédiments, ainsi qu'en l'extension du réseau sanitaire collectif sur plus de 3 kms.

En prévision du démarrage des travaux, par courrier du 6 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a fait une demande anticipée de prescriptions d'archéologie préventive auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC).

Ayant considéré qu'il était nécessaire de mettre en évidence et de caractériser la nature, l'étendue et le degré de conservation des vestiges archéologiques éventuellement présents au droit des bassins de rétention projetés dans le cadre de ces deux opérations, et afin de déterminer le type de mesures dont ils doivent faire l'objet, le Préfet de la Région PACA a pris l'arrêté n° 3414 en date du 19 juillet 2016, portant prescription de diagnostic archéologique sur les emprises des ouvrages.

Ce diagnostic d'archéologie préventive sera réalisé sous la maîtrise d'ouvrage de l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP).

L'intervention de l'INRAP nécessite la conclusion d'une convention spécifiant les modalités techniques et financières de celle-ci. La convention d'intervention prévoit que l'intervention de l'INRAP sera réalisée en 4 tranches successives adaptées au phasage prévisionnel des travaux des deux opérations de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- Tranche 1 – phase 1 : bassin B6 sur 6 368 m<sup>2</sup> : intervention INRAP à partir du 15/10/2018 ;
- Tranche 1 – phase 2 : bassin B4 sur 7 279 m<sup>2</sup> : intervention INRAP à partir du 01/04/2019 ;
- Tranche 2 – bassins B3 sur 9 962 m<sup>2</sup> et B2 sur 5 128 m<sup>2</sup> (courant 2020) ;
- Tranche 3 – barrage à sédiments de la Montade sur 2 900 m<sup>2</sup> (courant 2021) ;
- Tranche 4 – bassin B1 sur 6 995 m<sup>2</sup> (courant 2021).

A ce stade, la convention ne définit que les conditions d'intervention de la Tranche 1.

Les tranches 2 à 4 feront ultérieurement l'objet d'avenants à la convention, pour préciser les dates et délais d'intervention.

Il convient par conséquent d'approuver la présente convention avec l'INRAP, afin de fixer les modalités de réalisation du diagnostic archéologique de la tranche 1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Patrimoine ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°3414 du 19 juillet 2016 prescrivant la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur le périmètre des projets de la desserte sanitaire et pluviale des quartiers de la Grave et des Médecins et du Barrage à sédiments du vallon de la Montade, à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 16 octobre 2018.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- La nécessité de conclure une convention avec l'Institut National de Recherches d'Archéologies Préventives (INRAP), sous peine d'arrêt préfectoral des travaux ;

##### **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention, ci-annexée, conclue avec l'INRAP, relative à la réalisation, en quatre tranches distinctes, du diagnostic d'archéologie préventive sur les emprises des futurs bassins de rétention et barrage à sédiments projetés, dans le cadre des opérations d'aménagement métropolitaines : desserte sanitaire et pluviale des quartiers de la Grave et des Médecins / Barrage à sédiments du vallon de la Montade.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention, ainsi que tous les avenants ultérieurs à cette convention, de sorte à permettre la réalisation des quatre tranches du diagnostic d'archéologie préventive prescrit pour la totalité des deux opérations d'aménagement métropolitaines : desserte sanitaire et pluviale des quartiers de la Grave et des Médecins / Barrage à sédiments du vallon de la Montade, à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEA 005-4439/18/BM**

#### **■ Demande de subvention d'investissement dans le cadre de travaux concessifs pour l'usine de filtration d'eau potable sur la commune de Jouques MET 18/7931/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La ville de Jouques est alimentée en eau potable par le forage de Traconnade. Ce forage, seul site de production en eau potable de la commune, connaît des problèmes récurrents de qualité de sa ressource lors d'épisodes de fortes pluies.

Ces dégradations de la ressource engendrent des pics de turbidité (trouble de l'eau). La turbidité n'est pas traitée par les installations actuelles et la qualité de l'eau distribuée peut atteindre environ 20 NTU, lors d'événements. (Norme de distribution d'eau potable = 1NTU).

Le projet consiste à mettre en place une unité de filtration sur sable au niveau du forage de Traconnade afin de traiter les matières minérales en suspension et ainsi produire de l'eau conforme aux Normes de potabilité.

Dans le cadre du contrat d'affermage entre SUEZ Eau France et la Métropole, le délégataire est en charge de la construction de cette usine de traitement d'une capacité de 70m<sup>3</sup>/h, comprenant un bâtiment de 7m x 6m pour abriter le filtre et ses équipements associés.

Cette opération sera réalisée dans le cadre de travaux concessifs, prévus dans le contrat de délégation de service public. Le contrat prend en compte la subvention obtenue permettant de diminuer le prix de l'eau, le concessionnaire ayant un montant inférieur à amortir.

Les travaux devraient débuter dès le premier semestre 2019 et s'achever en décembre 2019.

Le budget concerné est le budget Annexe Eau en Délégation du Pays d'Aix et Aubagne.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

S'agissant de travaux concessifs, le concessionnaire peut être financé directement. Une convention de transfert d'aide pourra être établie entre l'organisme financeur et la collectivité pour acter le versement direct de l'aide au fermier.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 353.676€HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

<b>ORGANISMES SOLLICITES</b>	<b>TAUX SOLLICITES</b>	<b>MONTANTS SOLLICITES</b>
Agence de l'Eau « Service public de l'eau potable, économies d'eau, gestion quantitative de la ressource »	70 %	247 573 euros
SEERC	30 %	106 103 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de Délégation de Service Public avec la SEERC du 31 août 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de solliciter une subvention auprès de l'Agence de l'Eau pour l'opération dans le cadre de travaux concessifs « Usine de filtration d'Eau Potable » sur la commune de Jouques.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Une convention de transfert d'aide sera établie entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Agence de l'Eau pour acter le versement direct au fermier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 006-4440/18/BM**

**■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention de vente d'eau potable et son annexe (convention de vente d'eau brute) entre la Métropole et la Régie de Plan-de-Cuques  
MET 18/8428/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération PEDD 005-191/14/CC du 26 juin 2014, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, en tant que délégant du service public de l'eau, a approuvé les conventions types de vente d'eau brute et d'eau potable. Ces conventions ont permis de définir les modalités de fourniture d'eau brute et d'eau potable, les règles applicables aux souscriptions, les conditions de mise à disposition de l'eau, des branchements et des compteurs, mais aussi, la détermination des dotations, les conditions de facturation et de règlement des redevances et enfin, leur durée.

Dans ce cadre, la convention de vente d'eau potable (eau brute + eau potable) n° 14/1758 a été conclue le 1er décembre 2014 entre la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la Régie des eaux de Plan-de-Cuques dans les conditions de dotations suivantes :

- Eau brute : 60l/s pour la dotation normale dont 18 l/s pour la dotation normale avant 1956 et 13.33 l/s pour la dotation normale après 1956
- Eau potable : 25 l/s

Or, fin 2017, la production d'eau potable de l'usine des Ambrosis qui permet l'alimentation en eau potable de la ville de Plan-de-Cuques a été arrêtée. Cette disposition a reçu un avis favorable du Comité Technique du 9 octobre 2017. En conséquence, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 l'alimentation en eau de la ville de Plan-de-Cuques se fait exclusivement en eau potable via le feeder de la Croix Rouge.

A ce titre, par délibération n°DEA 046-3354/17/CM, le Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 a approuvé l'avenant n°1 à la convention d'eau potable portant le nouveau niveau de dotation en eau potable à 60 l/s pour être en adéquation avec la dotation d'eau brute.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, pour tenir compte de l'économie d'eau réalisée suite à la fermeture de l'usine des Ambrosis, la dotation en eau potable est portée à 55 l/s.

De même, la convention d'eau brute (annexée à la convention d'eau potable) est modifiée comme suit :

- Eau brute : 55l/s pour la dotation normale dont 18 l/s pour la dotation normale avant 1956 et 22 l/s pour la dotation normale après 1956

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 portant sur l'approbation du contrat de Délégation de Service Public de l'eau et de ses annexes ;
- La délibération PEDD 005-191/14/CC du 26 juin 2014 portant sur l'approbation des conventions type de vente d'eau brute et de vente d'eau potable ;
- La délibération n°DEA 046-3354/17/CM du 14 décembre 2017 qui approuve l'avenant n°1 à la convention de vente d'eau potable entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la régie de Plan-de-Cuques ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 11 octobre 2018.
- La convention n° 14/1758 du 1er décembre 2014, de vente d'eau potable entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et la commune de Plan-de-Cuques.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La nécessité de modifier le niveau de dotation d'eau potable de la régie de Plan-de-Cuques pour tenir compte de l'économie d'eau réalisée suite à l'arrêt de l'usine de production d'eau des Ambrosis

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention de vente d'eau potable et son annexe de la Régie des eaux de Plan-de-Cuques ci-annexé.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 007-4441/18/BM**

#### **■ Approbation d'une convention de fourniture d'eau potable avec Agglopolé Provence Eau et la S.E.E.R.C. MET 18/8434/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Pour répondre aux besoins en eau sur le territoire de la commune de Saint-Chamas, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite organiser les relations techniques et financières entre Agglopolé Provence Eau, la S.E.E.R.C. et la Métropole elle-même dans le cadre d'une convention de fourniture d'eau potable

Par contrat de délégation enregistré en sous-préfecture d'Aix-en-Provence le 24 juillet 2012, Agglopolé Provence, fusionné au sein de la Métropole depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, a confié la gestion de son service public d'eau potable à la société Agglopolé Provence Eau. Ce contrat prévoit, à l'article 13.2 relatif aux achats et ventes en gros, que le délégataire prendra à sa charge l'achat d'eau en gros auprès des fournisseurs d'eau en gros. Il est également prévu que les conventions nouvellement conclues sont tripartites entre la Métropole, le délégataire et le tiers vendeur.

Par contrat de délégation de service public enregistré en sous-préfecture d'Istres le 3 septembre 1990, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle du Nord Ouest de l'Etang de Berre, devenu par la suite Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence, fusionné au sein de la Métropole depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, a confié la gestion de son service public d'eau potable pour les communes d'Istres et de Miramas à la S.E.E.R.C. du Groupe SUEZ. Ce contrat prévoit quant à lui, à l'article 32, la vente d'eau en gros aux services de distribution d'eaux voisins, dans les mêmes

conditions qu'un usager domestique du service d'eau potable des villes d'Istres et Miramas.

Compte tenu de ces éléments contractuels et du caractère voisin des communes d'Istres, Miramas et Saint-Chamas, qu'il n'y a pas d'impact financier sur les budgets de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il est proposé de conclure une convention de fourniture d'eau potable en gros pour un usage courant entre la Métropole, qui se substitue à l'ex-Agglomération Provence, la société délégataire Agglomération Provence Eau et la S.E.E.R.C, en tant que délégataire du service d'eau potable sur la commune de Miramas.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Santé Publique et notamment l'article R1321-2 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 150/12 du 2 juillet 2012 de la Communauté d'Agglomération Agglomération Provence approuvant la convention de délégation de service public avec la société dédiée APE ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du SAN Ouest Provence enregistrée en Sous-préfecture d'Istres le 3 septembre 1990 approuvant la convention de délégation de service public avec la SEERC pour les communes d'Istres et Miramas ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 8 octobre 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée une convention de fourniture d'eau potable ci-annexée pour un usage courant depuis le réseau d'eau potable de Miramas vers celui de Saint-Chamas entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société d'Équipement et d'Entretien des Réseaux Communaux et la société Agglomération Provence Eau.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

**Article 3 :**

Les dépenses liées à l'achat d'eau sont prises en charge dans le cadre de la Délégation de Service Public de l'eau potable du Territoire du Pays Salonais.

Les recettes liées à la vente d'eau sont perçues par le délégataire du Service Public de l'eau potable du Territoire Istres-Ouest Provence conformément au contrat de Délégation de Service Public.

Aucune surtaxe n'est appliquée pour cette vente d'eau pour un usage courant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*  
**Commission "Mer, Littoral et  
Ports, protection et mise en  
valeur des espaces maritimes et  
naturels"**  
\*\*\*\*\*

**MER 001-4442/18/BM**

**■ Attribution d'une subvention pour la mise en  
sécurité des anciens dépôts massifs de scories  
présents sur le littoral des Calanques entre Mont  
Rose et Callelongue à Marseille - Approbation  
d'une convention**

**MET 18/8075/BM**

Madame la Présidente de la Métropole  
Aix-Marseille-Provence sur proposition du  
Commissaire Rapporteur soumet au  
Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'activité industrielle de traitement de minerais de  
plomb a débuté au milieu du XIXème siècle sur le  
littoral sud des Calanques entre Mont Rose et  
Callelongue. Cette activité s'est exercée jusqu'au  
début du XXème siècle. La présence de dépôts  
anciens et massifs de scories métalliques sur ce  
secteur résulte de cette activité industrielle passée.

Certains dépôts massifs affleurent en surface alors  
que les concentrations en métaux et métalloïdes  
parfois très importantes qui ont été mesurées au sein  
de ces dépôts montrent que ces matériaux constituent  
encore aujourd'hui une menace pour l'environnement  
via leur dispersion (envols de poussières,  
ruissellement et transfert à la mer par érosion...) et  
pour la santé des personnes qui résident ou  
fréquentent ce secteur habité et très touristique  
(présence de scories fortement polluées aux métaux  
lourds). Ces risques, pour les enfants et les adultes,  
ont notamment été établis lors de l'analyse des  
impacts sanitaires des dépôts de l'Escalette et de  
Saména par l'Institut de Veille Sanitaire en 2005.

Quelques opérations ponctuelles (confinement par  
confortement mécanique de talus) et parfois  
provisoires (délimitation d'espaces interdits de  
passage comme pour la plage de Saména) ont été  
mises en œuvre au début des années 2000. Ces  
aménagements nécessitent d'être complétés ou  
remplacés, de manière à apporter une solution  
pérenne à cette situation environnementale dégradée.

Dans le cadre de la circulaire du 26 mai 2011 relative  
à la prise en charge de sites pollués dont le  
responsable est défaillant, le Préfet des Bouches-du-  
Rhône a chargé l'ADEME, par arrêté préfectoral du 15  
mars 2012, de la maîtrise d'ouvrage de l'opération de  
conception des travaux de mise en sécurité  
permettant de couper les voies de transferts et de  
supprimer le risque d'exposition des personnes aux  
polluants contenus dans les dépôts de scories.

L'objectif de ce projet de gestion des dépôts massifs  
de scories sur la commune de Marseille est donc de  
prévenir les impacts sanitaires.

Toutefois, en raison de la situation de ces dépôts au  
sein d'un site classé au titre de la loi de 1930 et en  
cœur du Parc national des Calanques, les futures  
opérations de mise en sécurité de ces dépôts doivent  
être menées avec un très haut niveau d'exigence  
environnementale.

Niveau d'exigence qui conduit à une intégration  
paysagère supérieure à ce qui est classiquement et  
communément mis en œuvre pour ce type de travaux  
(mais conforme à la réglementation spécifique à ce  
site).

La prise en compte de ces aménagements paysagers  
dans le montant total des travaux engendre un  
dépassement du budget initialement alloué à  
l'opération (3 M € TTC). Ainsi, en prenant en compte  
les avis/remarques de la DREAL (sites classés) et du  
Parc national des Calanques, le montant global des  
travaux d'aménagement est estimé à environ 4,7M €  
TTC.

Pilotés par la Préfecture des Bouches-du-Rhône, les  
échanges menés en juillet 2017 entre l'ADEME,  
l'ETAT, le Conseil Départemental des Bouches-du-  
Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville  
de Marseille ont permis de définir une clef de  
répartition financière du budget entre ces partenaires  
estimé pour la mise en sécurité de ces dépôts.

Les travaux feront donc l'objet d'un financement  
quadripartite réparti entre l'Etat sur budget  
d'intervention de l'ADEME, le Conseil Départemental  
des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-  
Provence et la Ville de Marseille, selon la répartition  
suivante :

- Etat et ADEME : 1 million d'€
- Conseil Départemental des Bouches-du-  
Rhône : 1,7 million d'€
- Ville de Marseille : 1 million d'€
- Métropole Aix-Marseille-Provence : 1 million  
d'€, correspondant à un montant plafond. La  
contribution de la Métropole ne pourra pas  
excéder cette somme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au  
Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-  
après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités  
Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de  
modernisation de l'action publique territoriale  
et d'affirmation des métropoles ;



- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération DDIP 002-170/12/CC du 13 février 2012 relative à l'élaboration et mise en œuvre
- d'un Contrat de Baie relatif à la préservation du littoral méditerranéen ;
- L'avis favorable du comité de Baie du 9 avril 2015 ;
- La délibération PEDD 014-927/15/CC du 10 avril 2015 portant approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération n°2015-14 du 12 juin 2015 du Comité d'agrément du bassin Rhône-Méditerranée
- La Fiche opération 601 inscrite au Contrat de Baie de la métropole marseillaise

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la restauration des milieux littoraux impactés par les pollutions chroniques et/ou historiques fait partie des enjeux littoraux et maritimes identifiés par la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Que la contribution de la Métropole Aix-Marseille-Provence est fixe et ne pourra pas excéder le montant inscrit dans la présente délibération et la convention
- Que les engagements des partenaires sont fixés dans la convention ci-jointe

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'un million d'euros à l'ADEME pour la mise en sécurité des anciens dépôts massifs de scories présents sur le littoral des Calanques entre Mont Rose et Callelongue.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure entre l'Etat sur budget d'intervention de l'ADEME, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous-politique G610, opération 2018107500, chapitre 204.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*  
**Commission "Voirie, Espaces  
Publics et Grands équipements  
métropolitains"**  
\*\*\*\*\*

**VOI 001-4443/18/BM**

**■ Approbation de l'avenant n°10 au procès-verbal  
initial de transfert du domaine public routier  
n°02/1052 Place Florence Arthaud à Marseille  
8ème arrondissement  
MET 18/6633/BM**

Madame la Présidente de la Métropole  
Aix-Marseille-Provence sur proposition du  
Commissaire Rapporteur soumet au  
Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément au Code Général des Collectivités  
Territoriales et notamment à ses articles L 5218-1  
et suivants, modifiés par la loi n° 2014-58 du 27  
janvier 2014 de modernisation de l'action publique  
territoriale et d'affirmation des métropoles et la loi  
n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle  
organisation territoriale de la République, toutes  
les compétences acquises par la Communauté  
Urbaine Marseille Provence Métropole  
antérieurement à sa transformation sont  
transférées de plein droit à la Métropole.

Les biens meubles et immeubles du Domaine  
Public des communes membres de l'ancienne  
Communauté Urbaine sont affectés de plein droit  
dans la mesure où ils sont nécessaires à l'exercice  
des compétences de la Métropole.

Pour la Communauté Urbaine Marseille Provence  
Métropole, le transfert de propriété du Domaine  
Public Routier appartenant aux 18 communes  
membres a été opéré avant le 31 décembre 2001.

Un procès-verbal constatant la liste des voies  
transférées en pleine propriété à la Communauté  
Urbaine a été signé pour chaque commune par le  
Maire de la Commune et le Président de la  
Communauté Urbaine Marseille Provence  
Métropole.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole exerce  
donc, notamment, la compétence en matière de  
création, aménagement et entretien de l'ensemble  
des voies ouvertes à la circulation publique  
appartenant aux 18 communes membres.

Constatant que le transfert des voies sur la Ville  
de Marseille doit être amendé par suite de la  
modification de la voirie, il est donc nécessaire que  
le Conseil de Métropole habilite Madame la  
Présidente à signer l'avenant n°10 au procès-  
verbal des voies transférées en pleine propriété  
n° 02/1052 portant :

- sur une place, anciennement nommée par  
usage « place Audemar Tibido » sise quartier  
Montredon, dans le 8<sup>ème</sup> arrondissement de  
Marseille, qui a été rénovée, modernisée et mise  
en sécurité par la Communauté Urbaine Marseille  
Provence Métropole en 2015 et dénommée place  
Florence Arthaud par le Conseil Municipal de la  
Ville de Marseille en avril 2015. L'assiette de  
cette place s'arrête à la limite du domaine public  
maritime.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer  
au Bureau de la Métropole de prendre la  
délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités  
Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de  
modernisation de l'action publique  
territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant  
nouvelle organisation territoriale de la  
République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015  
relatif à la création de la métropole d'Aix-  
Marseille- Provence ;
- La délibération N° FAG 7/521/CC du 21  
décembre 2001 portant Transfert en pleine  
propriété au nom de la Communauté Urbaine  
du Domaine Public Routier des 18  
Communes Membres ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du  
Conseil de la Métropole du 17 mars 2016  
portant délégations du Conseil au Bureau de  
la Métropole ;
- La délibération N° 18/0497/UAGP du 25 juin  
2018 du Conseil Municipal de la Ville de  
Marseille portant approbation de l'avenant n° 10  
au procès-verbal de transfert du domaine public  
routier de la commune de Marseille n°02/1052 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la  
Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les immeubles et meubles faisant partie  
du Domaine Public de la Communauté  
Urbaine Marseille Provence Métropole sont

transférés de plein droit en pleine propriété à la Métropole Aix-Marseille Provence.

- Que ce transfert de biens s'est opéré à titre gratuit et n'a pas donné lieu à indemnité, droit, taxe, salaire ou honoraire.
- Qu'il y a lieu de constater par un avenant au procès-verbal n° 02/1052, la modification de consistance du Domaine Public Routier transféré à la Métropole par la Ville de Marseille.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°10 ci-annexé au procès-verbal n°02/1052 constatant l'ajout de la voie :

- Place Florence Arthaud jusqu'en limite du Domaine public Maritime.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

### **Article 3 :**

Le transfert de propriété à intervenir en application de l'article 1 ci-dessus s'opère à titre gratuit.

### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à accomplir toutes les formalités de publicité foncière.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **VOI 002-4444/18/BM**

■ **Approbation de l'avenant n°3 au procès-verbal initial de transfert du domaine public routier 02/1142 - Rue du Ventoux à Gignac La Nerthe MET 18/6508/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et notamment à ses articles L 5218-1 et suivants, modifiés par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, toutes les compétences acquises par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole antérieurement à sa transformation sont transférées de plein droit à la Métropole.

Les biens meubles et immeubles du Domaine Public des communes membres de l'ancienne Communauté Urbaine sont affectés de plein droit dans la mesure où ils sont nécessaires à l'exercice des compétences de la Métropole.

Pour la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, le transfert de propriété du Domaine Public Routier appartenant aux 18 communes membres a été opéré avant le 31 décembre 2001.

Un procès-verbal constatant la liste des voies transférées en pleine propriété à la Communauté Urbaine a été signé pour chaque commune par le Maire de la Commune et le Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole exerce donc, notamment, la compétence en matière de création, aménagement et entretien de l'ensemble des voies ouvertes à la circulation publique appartenant aux 18 communes membres.

Constatant que le transfert des voies sur la commune de Gignac la Nerthe doit être amendé par suite de la modification de la voirie, il est donc nécessaire que le Conseil de Métropole habilite Madame la Présidente à signer l'avenant n°3 au procès-verbal des voies transférées en pleine propriété n° 02/1142 portant :

- sur la rue du Ventoux, située entre deux voies transférées, avenue du Général Charles De Gaulle et rond-point du Mail/Provence, à ajouter au procès-verbal pour une longueur de 53 mètres.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° FAG 7/521/CC du 21 décembre 2001 portant Transfert en pleine propriété au nom de la Communauté Urbaine du Domaine Public Routier des 18 Communes Membres ;
- La délibération N° 2018-08 du 29 mars 2018 du Conseil Municipal de la commune de Gignac La Nerthe portant approbation de l'avenant n° 3 au procès-verbal de transfert du domaine public routier de la commune de Marseille n°02/1142 ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les immeubles et meubles faisant partie du Domaine Public de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole sont transférés de plein droit en pleine propriété à la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Que ce transfert de biens s'est opéré à titre gratuit et n'a pas donné lieu à indemnité, droit, taxe, salaire ou honoraire.
- Qu'il y a lieu de constater par un avenant au procès-verbal n° 02/1142, la modification de consistance du Domaine Public Routier transféré à la Métropole par la commune de Gignac la Nerthe.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°3 ci-annexé au procès-verbal n°02/1142 constatant l'ajout de la voie :

- rue de Ventoux, située entre l'avenue Charles de Gaulle et le rond-point Mail/Provence à Gignac la Nerthe.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

#### **Article 3 :**

Le transfert de propriété à intervenir en application de l'article 1 ci-dessus s'opère à titre gratuit.

#### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à accomplir tout les formalités de publicité foncière.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **VOI 003-4445/18/BM**

#### **■ Déclaration d'intérêt général du projet de liaison routière entre la RD9 et la RD65 sur la commune d'Aix-en-Provence MET 18/7903/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 2014\_A045 du 15 janvier 2014, le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a déclaré d'intérêt communautaire le projet de liaison routière entre la route départementale n°65 (RD65) et la route départementale n°9 (RD9), située au sud de la commune d'Aix-en-Provence, en prolongement Est du pôle d'activités des Milles.

Par convention du 13 mars 2015, le Pays d'Aix a confié à la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » la maîtrise d'ouvrage du projet. Un avenant n°1 a été signé le 18 décembre 2015.

Par délibération n° 2015\_A323 du 17 décembre 2015, la Communauté du Pays d'Aix a approuvé le programme général des travaux ainsi que l'enveloppe prévisionnelle de l'opération.

Le projet de barreau routier s'étend sur un linéaire d'environ 500 mètres, débutant au giratoire actuel de la Baume situé sur la RD9 et rejoignant la RD65 par un carrefour à feux en T dans la courbe du club hippique. Plus précisément, seront réalisés les aménagements suivants :

- la requalification de la rue de l'hippodrome existante,
- la création d'une nouvelle voie entre la rue de l'hippodrome requalifiée et la RD65,

- la création d'un carrefour à feux en T entre la nouvelle voie et la RD65,
- la réalisation d'un ouvrage de franchissement de l'Arc,
- enfin, la réalisation d'un ouvrage de franchissement du bassin de rétention existant.

S'agissant des motifs et considérations qui justifient le caractère d'intérêt général du projet, il convient de rappeler que cette liaison routière a pour objectif de compléter le projet déclaré d'intérêt communautaire en 2014 portant sur le contournement Sud de la commune d'Aix-en-Provence, lequel comprend trois sections :

- la voirie de l'Ensoleillée reliant le giratoire du club hippique au chemin des Aubépines, laquelle a déjà été réalisée,
- la liaison entre la RD65 et RD9, objet de la présente délibération, qui constituera le principal itinéraire reliant le futur quartier de la Constance au nœud RD9/A51,
- la liaison entre la RD9 et RD8N, dans le secteur de la Félicité, en phase d'études.

Inscrite en emplacement réservé dans les documents d'urbanisme depuis 2004, d'abord au Plan d'Occupation du Sol de la ville d'Aix-en-Provence puis reconduite dans le Plan Local d'Urbanisme approuvé en 2015, cette liaison routière représente un intérêt stratégique à plusieurs titres :

- d'abord, compléter la liaison inter-quartiers au Sud et à l'Ouest de la ville lesquels concentrent l'essentiel du développement urbain de la commune d'Aix-en-Provence et qui rencontrent aujourd'hui des difficultés en matière de circulation. Ainsi, au moyen d'un linéaire de voirie très faible qui créera un franchissement de l'Arc supplémentaire, les échanges entre ces secteurs seront facilités ;
- ensuite, répondre à l'accroissement du trafic routier qui sera généré par les importants

projets d'urbanisation projetés dans le secteur dont la zone d'aménagement concerté de la Constance, l'opération d'aménagement Barida ou encore l'ensemble immobilier de la Beauvalle. En effet, ces projets d'aménagement représentent au global la création d'environ 4800 logements et 10 000 m<sup>2</sup> de surface dédiés à des activités commerciales et tertiaires. L'étude de trafic réalisée dans le cadre de l'étude d'impact indique que la non-réalisation de cette liaison routière conduirait à une saturation générale du trafic, notamment sur la RD65 ;

- enfin, faciliter le développement des transports en commun avec la création de voies réservées mais également sécuriser les modes de déplacements doux avec la création de voies piétonnes et cyclables.

En application des obligations réglementaires issues du Code de l'Urbanisme et du Code de l'Environnement, le projet a fait l'objet d'une concertation préalable conformément à l'article L. 103-2 du Code de l'Urbanisme, réalisée entre 3 janvier 2017 et 3 février 2017. Le bilan a été validé par délibération n°2017\_CT2\_195 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Ensuite, sur le fondement de l'article L. 214-3 du Code de l'Environnement, une autorisation au titre de la loi sur l'eau a été délivrée le 22 août 2017 par le Préfet des Bouches-du-Rhône.

En application des dispositions des articles L. 122-1 et R. 122-1 et suivants du Code de l'Environnement, le projet a fait l'objet d'une étude d'impact. S'agissant de la prise en considération de celle-ci, des mesures d'évitements et de réduction de l'impact du projet ont été prises, elles sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

Numéro et type	Intitulé	Période
<b>Mesure d'Évitement</b>		
<b>ME1</b>	<b>Préservation des arbres à chiroptères et de la ripisylve</b>	Balisage Avant travaux
<b>ME2</b>	<b>Préservation des alignements d'arbres et des éléments linéaires végétalisés</b>	Balisage Avant travaux
<b>ME3</b>	<b>Préservation des souches d'arbres coupées avec ampoules fœtales de Grand Capricorne</b>	Déplacement des souches et sanctuarisation sur un lieu prévu avec un tractopelle fourni
<b>ME4</b>	<b>Préservation des plants d'Ophrys de la passion</b>	Balisage Avant travaux
<b>Mesure de Réduction</b>		
<b>MR1</b>	<b>Adaptation du calendrier de travaux en fonction du cycle biologique des espèces contactées (MR1)</b>	Calendrier d'intervention pour les espèces sensibles
<b>MR2</b>	<b>Utilisation d'un éclairage adapté lors des travaux (MR2)</b>	Rédaction + cf suivi de chantier vert , mise en place d'un protocole
<b>MR3</b>	<b>Isolation de la zone de travaux par un grillage à mailles fines (MR3)</b>	Pose d'un filet amphibien le long de la clôture des travaux (environ 600m)
<b>Mesure d'Accompagnement</b>		
<b>MA1</b>	Conception d'habitats favorables pour les reptiles souches et pierrées, rocher à composer sur place : 2 personnes sur 1 journée	En fonction du phasage
<b>MA2</b>	Suivi de Chantier	

Le dossier comprenant l'étude d'impact a été transmis pour avis à l'autorité administrative compétente en matière d'environnement qui en a accusé réception le 7 août 2017. L'autorité environnementale a émis un avis le 6 octobre 2017. Chaque remarque de cette dernière a été prise en compte et a fait l'objet d'une réponse détaillée du maître d'ouvrage qui est annexée à la présente délibération.

Également, en application de l'article L. 122-1 V du Code de l'Environnement, la commune d'Aix-en-Provence a été consultée. La collectivité n'a pas émis d'observation à l'issue du délai réglementaire de deux mois.

Par ailleurs, en application de l'article R. 123-1 du Code de l'Environnement, le projet a été soumis à enquête publique.

Le tribunal administratif de Marseille, par décision n° E17000173/13 du 13 novembre 2017, a désigné Monsieur Charles Vigny en qualité de commissaire enquêteur. L'enquête publique a fait l'objet d'un arrêté n° 17-CT2-102 du Président de la Métropole Aix-Marseille Provence en date du 8 décembre 2017. L'enquête publique s'est déroulée du 5 février 2018 au 9 mars 2018 inclus. L'enquête a permis de recueillir les remarques du public qui sont détaillées dans le rapport du commissaire enquêteur joint à la présente délibération.

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au projet de liaison routière entre la RD9 et la RD65, assorti de la réserve suivante : « le projet doit être conforme au plan local d'urbanisme de la ville d'Aix-en-Provence avant approbation de la déclaration de projet ». Également, trois recommandations ont été

développées par le commissaire enquêteur et sont rappelées ci-après :

- « la prise en compte tant en phase chantier qu'en phase exploitation, des prescriptions de l'étude d'impact sur la préservation de la faune et de la flore et sur les plantations à réaliser,
- en réponse aux observations des habitants de la résidence du parc de l'hippodrome, que soient rappelés dans la déclaration de projet les engagements du maître d'ouvrage concernant l'étude et la réalisation en fonction des contraintes techniques, d'un nombre de places de stationnement supérieur à douze, la plantation de deux pins de taille conséquente en remplacement des pins parasols qui vont être supprimés, l'étude de l'implantation d'un arrêt de bus, la limitation de la vitesse de la circulation à 30 km/h depuis la RD9 jusqu'à l'intersection desservant la nouvelle résidence de 85 logements et la réalisation d'un plateau ralentisseur au niveau de cette intersection, que la mise en œuvre concrète de ces actions sera réalisée en concertation avec les responsables de la résidence du Parc de l'hippodrome à Aix-en-Provence,
- de prendre l'attache des propriétaires du club hippique, situé en rive droite de l'Arc, à proximité immédiate du projet, avant le lancement de l'appel d'offres afin de présenter l'organisation du chantier prévue et prendre en compte les contraintes d'exploitation du club hippique et convenir, en tant que de besoin, d'une convention régissant les relations avec la Métropole pendant les travaux ».

Les conclusions motivées et l'avis du commissaire enquêteur sont joints à la présente délibération.

Le maître d'ouvrage a répondu aux remarques du commissaire enquêteur par courrier du 26 mars 2018 et s'engage sur :

- l'étude et la réalisation, en fonction des contraintes techniques, d'un nombre de places de stationnement supérieur à douze,
- la plantation de deux pins de tailles conséquente en remplacement des pins parasols, le positionnement de ceux-ci pourra être décidé

en concertation avec les représentants des copropriétés voisines,

- l'étude d'opportunité de l'implantation d'un arrêt de bus sera menée par le service des transports de la Métropole lors de la définition du plan de circulation des transports en commun empruntant cette nouvelle voirie,
- la limitation à 30 km/h depuis la RD9 jusqu'à l'intersection desservant la nouvelle résidence et la réalisation d'un plateau ralentisseur au niveau de l'intersection.

Enfin, l'article L. 126-1 du Code de l'Environnement prévoit que lorsqu'un projet public ou privé de travaux, d'aménagements ou d'ouvrages a fait l'objet d'une enquête publique, l'organe délibérant de l'établissement public responsable du projet se prononce, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée.

Par ailleurs, en application des obligations réglementaires résultant des dispositions du Code du Patrimoine et du Code Forestier, le projet fera l'objet d'une demande d'autorisation de travaux, ainsi que d'une demande d'autorisation de défrichement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code du Patrimoine ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° 2014\_A045 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le contournement sud d'Aix-en-Provence ;
- La délibération n° 2015\_A323 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant le programme général des travaux et l'enveloppe prévisionnelle de l'opérateur ;

- La délibération n°2016\_CT2\_246 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 décembre 2016 définissant les modalités de la concertation publique ;
- La délibération n°2017\_CT2\_195 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017 validant le bilan de la concertation ;
- La délibération n°VOI008-2415/17/CM du Conseil de la Métropole en date du 13 juillet 2017 qui autorise son Président à signer les arrêtés d'ouverture et de fermeture d'enquête publique ;
- La concertation élaborée au titre de l'article L. 103-2 du Code de l'urbanisme et son bilan ;
- L'étude d'impact et l'avis de l'Autorité environnementale émis le 6 octobre 2017 ;
- La décision du tribunal administratif de Marseille n° E17000173/13 du 13 novembre 2017 désignant le commissaire enquêteur titulaire ;
- L'arrêté n°17-CT2-102 du Président de la Métropole Aix-Marseille Provence du 8 décembre 2017 visant l'ouverture de l'enquête publique ;
- Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sur le projet du 4 avril 2018 et l'avis favorable émis sur l'intérêt général du projet, assorti d'une réserve et de trois recommandations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole auprès du Tribunal administratif de Marseille pour la désignation d'un Commissaire enquêteur, du 19 octobre 2017 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale, le mémoire en réponse du maître d'ouvrage et l'absence d'observation de la ville d'Aix-en-Provence.
- Le dossier d'enquête publique, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur.
- La nécessité pour la Métropole Aix-Marseille Provence de déclarer d'intérêt général le projet de liaison routière entre la RD9 et la RD65 à Aix-en-Provence.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est déclaré d'intérêt général le projet de liaison routière entre la RD9 et la RD65 avec réalisation d'un ouvrage d'art sur l'Arc, sur la commune d'Aix-en-Provence.

### **Article 2 :**

Sont pris en compte l'étude d'impact ainsi que le résultat de l'enquête publique formalisé par le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur.

### **Article 3 :**

En application des dispositions de l'article R. 126-1 du Code de l'Environnement, la présente déclaration de projet fera l'objet des modalités de publicité et d'affichage suivantes :

- publication au recueil des actes administratifs au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- publication sur internet du projet: <http://www.agglo-paysdaix.fr/>
- affichage en mairie d'Aix-en-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **VOI 004-4446/18/BM**

**■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de financement avec le Département des Bouches-du-Rhône et la Commune de Gréasque - Entrée de ville de Gréasque**  
**MET 18/7982/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence facultative relative aux « Entrées de ville », la Communauté du Pays d'Aix s'était engagée dans la requalification de l'entrée de ville Ouest de Gréasque sur la RD46a – Route de Gardanne, entre le carrefour giratoire de la route du Puits Hely d'Oissel jusqu'au panneau d'agglomération sur la RD46a.

Les études préalables, réalisées en 2014, ont permis de déterminer le programme de l'opération validé par délibération n°2014\_B465 du Bureau communautaire de la CPA du 28 novembre 2014.



L'aménagement projeté a pour objectif, sur le périmètre concerné, la réduction de la vitesse des automobilistes, l'intégration et la sécurisation de l'ensemble des modes de déplacements actifs ainsi que la requalification paysagère de l'entrée de ville.

Il comprend :

- la réduction et la requalification de la voie ;
- la création d'un tourne-à-gauche au niveau de la montée du Serpolet ;
- le traitement des accès privés à la voie publique ;
- la création de trottoirs et de pistes cyclables ;
- le réaménagement des arrêts de bus pleine voie ;
- la sécurisation des traversées piétonnes ;
- le traitement du pluvial de la voie ;
- la requalification paysagère des espaces résiduels ;
- l'adaptation de l'éclairage public et de la signalisation routière.

Le montant estimatif des travaux approuvé par délibération s'élève à 1 320 000 euros TTC.

La mission de maîtrise d'œuvre complète a été confiée au bureau d'études techniques LIVEO.

Au cours des études d'avant-projet, le maître d'œuvre a mis en exergue le mauvais état surfacique de la chaussée existante. Après différents diagnostics, il s'est avéré que la structure de chaussée de la route départementale était défectueuse et devait être refaite en partie. Le Département sollicite donc la Métropole afin de lui confier la maîtrise d'ouvrage de ces travaux de reprise dans le cadre de l'aménagement de l'entrée de ville. Le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône financera les travaux lui incombant.

Ainsi, il est aujourd'hui proposé de valider le projet de convention entre le Département des Bouches-du-Rhône, la Commune de Gréasque et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette convention a pour objet de définir les conditions administratives et financières de la création et de la gestion ultérieure des ouvrages réalisés ainsi que le transfert temporaire de la maîtrise d'ouvrage du Département des Bouches-du-Rhône au Territoire du Pays d'Aix pendant la durée des travaux.

#### Transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage

En application de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée modifiée par ordonnance N°2004-566 du 17 juin 2004, dite loi

MOP, le Département transfère de manière temporaire sa qualité de maître de l'ouvrage à la Métropole pour la réalisation des travaux d'aménagement de l'entrée de ville de Gréasque sur la RD46a – route de Gardanne. En conséquence, la Métropole aura seule la qualité de maître d'ouvrage pour l'ensemble des travaux y afférents.

A l'issue de la réception des travaux, les ouvrages seront remis au Département et la Commune qui retrouveront leurs qualités de maîtres d'ouvrages et de gestionnaires des voies, des trottoirs, des pistes cyclables ainsi que des espaces résiduels.

#### Modalités financières

Les travaux d'aménagement seront financés par le Territoire du Pays d'Aix.

Le Département contribuera à la réfection de la structure de chaussée existante défectueuse pour un montant estimatif de travaux de 105 000€ HT (valeur octobre 2017). Un premier appel de fonds, à hauteur de 15 % du montant de la participation, sera effectué au démarrage des travaux. Les appels suivants seront effectués suivant l'avancement des travaux sans excéder 95 % de ceux-ci. Le solde sera demandé à l'achèvement des travaux.

#### Maintenance, entretien et surveillance des ouvrages

Le Département, en tant que gestionnaire, sera responsable de l'entretien de la chaussée, de ses accessoires et de la signalisation verticale directionnelle prévue au schéma directeur départemental.

La Commune de Gréasque assurera l'entretien des trottoirs et de la piste cyclable, des espaces verts et du réseau d'arrosage, du réseau d'eaux pluviales, de la signalisation horizontale, de la signalisation verticale de police, de la signalisation directionnelle hormis celle prévues au schéma directeur départemental.

Le projet de convention est présenté en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014\_B465 du Bureau communautaire de la CPA du 28 novembre 2014 relative à l'approbation du programme de travaux de l'entrée de ville de Gréasque – RD46a Route de Gardanne ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 validant l'intégration de l'AP Globale des Entrées de Villes pour un montant de 76 M€ ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de financement entre le Département des Bouches-du-Rhône, la Commune de Gréasque et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'aménagement de l'entrée de ville de Gréasque – RD46a Route de Gardanne.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et les différentes pièces afférentes à ce dossier.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal de la Métropole fractionné, dans l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, au service 5A.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 005-4447/18/BM**

**■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de participation financière avec la commune de Saint-Zacharie pour l'aménagement de l'aire de stationnement du cours Louis Blanc  
MET 18/7969/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Depuis le 1er janvier 2018, conformément à l'article L.5218-2 I du CGCT, la compétence parcs et aires de stationnement est exercée par la Métropole dans le cadre de l'aménagement de l'espace métropolitain.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice de la compétence parcs et aires de stationnement transférée, il a été nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes en leur confiant, par convention, la gestion ou la création des équipements ou services relevant l'exercice de cette compétence, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT.

A ce titre, la Métropole a conclu avec la Ville de Saint Zacharie une convention de gestion n°17/1335 portant sur la compétence Parcs et Aires de Stationnement par délibération FAG 187-3206/17/CM du 14 Décembre 2017 - Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Saint-Zacharie transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix Marseille-Provence (MET 17/6027/CM)

L'article 4.2. « Opérations nouvelles ou non décidées à la date du 1er janvier 2018 » de cette convention de gestion prévoit que durant sa période de validité, la prise en charge par la Commune des opérations nouvelles, non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1er janvier 2018 est régie par une convention distincte de

transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage conclue entre la Métropole, la Ville et, le cas échéant, tout maître d'ouvrage compétent à l'égard des travaux ou de l'opération en cause en application de l'article 2 II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique.

Le projet d'aménagement du cours Louis Blanc, porté par la Ville de Saint Zacharie comporte un dévoiement de voirie entraînant la reprise des aménagements de l'aire de stationnement transférée du même cours ainsi que de ses ouvrages et réseaux. Afin que la réalisation des travaux d'aménagement du cours Louis Blanc, qui intéressent par conséquent à la fois la Ville et la Métropole, se passent dans les meilleures conditions possibles en termes de coût et de coordination des prestations, il apparaît que la solution la plus adaptée consiste à ce que la maîtrise d'ouvrage de cette opération soit assurée par la Ville et notamment dans les conditions définies par la convention de gestion 17/1335 précitée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 187-3206/17/CM du 14 décembre 2017 - Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Saint-Zacharie transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix Marseille-Provence (MET 17/6027/CM) ;
- La convention de gestion n°17/1335 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la

commune de Saint-Zacharie au titre de la compétence « aires et parcs de stationnement » ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 octobre 2018.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que les travaux d'aménagement du Cours Louis Blanc impactent l'aire de stationnement transférée à la Métropole,
- Que la convention de gestion n°17/1335 conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Zacharie au titre de la compétence « aires et parcs de stationnement » prévoit le conventionnement pour la réalisation de travaux,
- Que pour la réalisation du projet, il convient d'approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Saint-Zacharie et la Métropole Aix-Marseille-Provence,

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de participation financière conclue entre la Métropole et la Ville.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires à l'opération sont inscrits au Budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'EST du CT1, Section d'investissement - code opération 2014104000- chapitres 45-21- Natures 4581-21728

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

## **Commission "Culture et sport, grands événements métropolitains"**

\*\*\*\*\*

**CSGE 001-4448/18/BM**

**■ Approbation des conventions-types relatives aux manifestations programmées dans le cadre de l'opération "Lecture par nature 2018" et au parcours d'éducation artistique et culturel  
MET 18/8209/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° CSGE 001-3662/18/CM du 22 mars 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le renouvellement, pour 2018, de l'évènement « Lecture par nature », manifestation qui se déploie dans l'ensemble des bibliothèques et médiathèques du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole met donc la lecture publique au cœur de sa politique culturelle. À travers cette manifestation, il s'agit de favoriser l'accès de tous les habitants à des formes artistiques éclectiques dans les médiathèques et bibliothèques, et de rapprocher le livre, la connaissance, le numérique et la culture du grand public.

Pour sa deuxième édition, l'évènement « Lecture par nature » se déroulera du 25 octobre au 18 novembre 2018 et développe différentes propositions artistiques autour d'une grande thématique commune : Demain ; déclinée en sous-thématiques au sein de 7 aires de lecture.

La Métropole organise cette opération avec les communes partenaires de la manifestation. Dès lors, chaque commune qui sera amenée à accueillir une ou plusieurs manifestations sur son territoire devra conclure avec la Métropole, organisateur de l'opération, une convention ayant pour objet de préciser les obligations et responsabilités liées aux conditions d'accueil des spectacles. Le modèle type de la convention à conclure figure en annexe de la présente délibération, il n'entraîne pas de conséquences financières.

Dans le cadre de cette deuxième édition de « Lecture par Nature », 7 opérateurs culturels associés aux bibliothèques et/ou médiathèques du territoire métropolitain, proposeront une programmation forte et novatrice par sous-thématiques qu'ils déclineront sous différentes formes et formats dans les établissements de Lecture publique.

Dans la continuité de cette manifestation, la Métropole souhaite également proposer un projet de parcours d'éducation artistique et culturel qui aura lieu du 19 novembre au 19 janvier 2019.

Ce projet de parcours s'inscrit dans la future mise en place d'un contrat territoire lecture et dans la volonté de la Métropole de développer fortement un axe d'actions entre les bibliothèques et/ ou médiathèques et les écoles pour :

- favoriser une approche de la lecture par le plaisir et le goût de la découverte des livres,
- donner du sens à l'accueil des classes dans les médiathèques/bibliothèques,
- inciter les élèves à s'inscrire dans les médiathèques/bibliothèques,
- créer en médiathèques/bibliothèques des événements créatifs, festifs et participatifs,
- faire découvrir la diversité des fonds des médiathèques/bibliothèques et ces lieux comme « Tiers-lieu ».

Un volet Éducation Artistique et Culturelle construisant les liens médiathèques ou bibliothèques et les scolaires, complètera l'évènement. Ainsi, 7 opérateurs EAC, différents des 7 opérateurs culturels, proposeront chacun un parcours EAC dans les aires de Lecture, en lien avec la programmation artistique.

Trois classes seraient concernées en moyenne par aire de lecture, soit 60 à 90 élèves. Environ 500 élèves seraient impliqués. Ces classes seront déterminées en lien avec les médiathèques et/ou bibliothèques qui souhaitent participer au parcours, la Direction des Affaires Culturelles et les Inspections de l'Éducation Nationale.

Une convention fixant les engagements réciproques des partenaires relatifs à la mise en place du projet d'éducation artistique et culturelle « Lecture par nature » devra être conclue avec chaque opérateur choisi par la Métropole. Une convention type figure en annexe de la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 1511-2 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

- portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la politique culturelle métropolitaine ;
  - La délibération n° CSGE 001-3662/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 relative à l'organisation de l'évènement «Lecture par nature» 2018 ;
  - La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
  - L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt de l'opération «Lecture par nature 2018», événement consacré à la lecture publique, avec les communes partenaires de la manifestation.
- L'intérêt de développer le projet de Parcours d'éducation artistique et culturel sur l'ensemble du territoire de la Métropole.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention type annexée à la présente délibération entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes partenaires, accueillant des manifestations programmées dans le cadre de l'opération « Lecture par nature 2018 ».

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les conventions particulières entre la Métropole et chaque commune partenaire.

**Article 3 :**

Est approuvée la mise en place, en continuité avec la manifestation « Lecture par nature » d'un projet de parcours d'éducation artistique et culturelle qui nécessitera la signature d'une convention particulière entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, L'école /Le Collège/Le Lycée et chaque Opérateur EAC désigné.

**Article 4 :**

Est approuvée la convention type ci-annexée.

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les conventions particulières entre la Métropole, L'école /Le Collège/Le Lycée et chaque Opérateur EAC désigné.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**CSGE 002-4449/18/BM**

**■ Demande de subvention auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial pour la construction d'une nouvelle médiathèque sur la commune d'Istres  
MET 18/7947/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La médiathèque intercommunale d'Istres ne permet plus de proposer une réponse adéquate aux besoins en terme de services ni pour ses usagers ni dans le cadre de la structuration du réseau de lecture public métropolitain. Elle est en effet sous normée, ce dont conviennent parfaitement les services de l'Etat disposés à s'engager dans ce projet de construction avec les partenaires financiers compétents que sont le Département et la Région.

La maîtrise d'ouvrage est confiée à la Métropole Aix-Marseille-Provence s'agissant d'un équipement à vocation métropolitaine par sa dimension, sa thématique « Territoires numériques » et l'étendue du réseau des Médiathèques Istres-Ouest Provence.

La nouvelle Médiathèque consolidera ainsi le réseau intercommunal des médiathèques le plus vieux de France (40 ans) et permettra à ce dernier de répondre aux nouveaux usages des administrés tout en structurant le réseau de lecture publique métropolitain.

Les orientations majeures du projet scientifique et culturel s'appuieront sur une transversalité de la proposition culturelle et des savoirs.

La nouvelle médiathèque prendra toutes les caractéristiques des bibliothèques/médiathèques dites « Troisième lieu » qui, tout en assumant leur rôle fondamental en matière de lecture publique, sont des équipements où l'innovation est au cœur de l'action culturelle proposée (Fablab, Coworking, Multimédias, etc.).

Ainsi, elle sera un véritable centre de ressources numériques en terme de pratiques comme de préservation pour l'ensemble du bassin de vie mais également dans et pour le réseau métropolitain. Elle jouera un rôle majeur dans la configuration d'un réseau et d'un portail documentaire métropolitain.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre du Contrat d'Equilibre Territorial 2018-2020, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 21 000 000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Direction Régionale des Affaires Culturelles	30,00 %	6 300 000 euros
Conseil Départemental « Aide Exceptionnelle »	40,00 %	8 400 000 euros
Conseil Régional Contrat Régional d'équilibre Territorial	10,00 %	2 100 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20,00 %	4 200 000 euros
<b>TOTAL</b>	<b>100,00 %</b>	<b>21 000 000 euros</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° URB 019-3293/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le Contrat Régional d'Equilibre Territorial ;

- La délibération n° CSGE 002/3616/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 créant l'opération 2018500400 rattachée au programme n° 175151 BP.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : construction d'une nouvelle médiathèque sur la commune d'Istres.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter une aide financière auprès du Conseil Régional

Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre du Contrat d'Equilibre Territorial 2018-2020, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, opération 2018500400 – chapitre 4581185009.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - chapitres 1321-1322–1323.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **CSGE 003-4450/18/BM**

#### **■ Attribution d'une subvention à l'association Cité de la Musique pour le développement du Pôle des Musiques du Monde sur le territoire métropolitain - Approbation d'une convention MET 18/8094/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à la délibération sur la politique culturelle votée le 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence se donne notamment comme objectif de soutenir des manifestations culturelles et artistiques métropolitaines à partir des principes suivants :

- La mise en réseau et la mutualisation des ressources culturelles et artistiques ainsi que des moyens à l'échelle métropolitaine et/ou par bassins de vie ;
- ☐ La contribution à l'attractivité du territoire ;
- Le renforcement de l'identité métropolitaine.

Ces projets et leurs opérateurs pourront être soutenus à partir des critères suivants (au moins deux de ces critères sont nécessaires pour solliciter un soutien métropolitain) :

- Le périmètre d'intervention considérant l'implication de plusieurs communes de la Métropole (au minimum 5).
- Les grands événements ou festivals affirmant une identité métropolitaine (programmations déconcentrées privilégiant un équilibre urbain/rural et leur circulation sur plusieurs territoires et bassins de vie à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille Provence).

- Le rayonnement à l'échelle régionale, nationale et/ou internationale, la dimension européenne et/ou méditerranéenne participant à la promotion culturelle et artistique du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de son institution.

L'association Cité de la Musique a pris depuis quelques années une orientation métropolitaine et répond précisément aux principes et critères formulés ci-dessus.

L'objectif de la Cité de la Musique est de créer à Marseille un lieu à vocation régionale et euro-méditerranéenne dédiée à la promotion, à l'accompagnement et au développement des musiques traditionnelles et du monde sous tous ses aspects : création, production, diffusion et transmission. Le Pôle sera aussi créateur d'un réseau, d'un maillage régional pour l'adéquation entre les besoins de la création en matière d'outils de production et de diffusion et la programmation des salles de spectacles.

Ce Pôle permettra de soutenir et d'accompagner les projets de création régionaux sur le plan technique, administratif et financier, il saura aussi répondre au manque de professionnalisation du tissu créatif local. La Cité de la Musique est déjà un acteur important dans ce domaine, il s'agit de formaliser et renforcer les actions entreprises pour le développement des musiques du monde sur le territoire, depuis plusieurs années.

La Cité de la Musique développera une dimension métropolitaine du Pôle des Musiques du Monde. A cet égard, le Pôle des musiques du monde offrira des ateliers dans différents lieux de la métropole (en collaboration avec les conservatoires par exemple), pourra se déplacer en milieu scolaire, et présenter, à travers des représentations à visée pédagogiques et illustratives, la variété des musiques du monde, et notamment méditerranéennes.

Pour réaliser le développement du Pôle des Musiques du Monde sur le territoire métropolitain, l'association sollicite la Métropole à hauteur de 50 000 € en 2018 (n° GU 2018-00967), la Métropole propose un financement à hauteur de 50 000 €. Le budget prévisionnel de l'action pour 2018 est de 312 756 €, il est joint à la convention annexée à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° MET 17/5681/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la politique culturelle métropolitaine.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 50 000 euros à l'association Cité de la Musique.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2018 ci-annexée.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits à hauteur de 50 000 € sur le BPMF du Territoire du Pays d'Aix pour le Budget Culture métropolitain, nature budgétaire 65 748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**CSGE 004-4451/18/BM**

**■ Attribution d'une subvention à l'association ACGD - Théâtre Massalia pour l'organisation du festival "En ribambelle" et la diffusion d'une œuvre en milieu scolaire - Approbation d'une convention  
MET 18/8091/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à la délibération de la politique culturelle votée le 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence se donne notamment comme objectif de soutenir des manifestations culturelles et artistiques métropolitaines à partir des principes suivants :

- La mise en réseau et la mutualisation des ressources culturelles et artistiques ainsi que des moyens à l'échelle métropolitaine et/ou par bassins de vie ;
- La contribution à l'attractivité du territoire ;
- Le renforcement de l'identité métropolitaine.

Ces projets et leurs opérateurs pourront être soutenus à partir des critères suivants (au moins deux de ces critères sont nécessaires pour solliciter un soutien métropolitain) :

- Le périmètre d'intervention considérant l'implication de plusieurs communes de la Métropole (au minimum 5).
- Les grands événements ou festivals affirmant une identité métropolitaine (programmations déconcentrées privilégiant un équilibre urbain/rural et leur circulation sur plusieurs territoires et bassins de vie à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille Provence).
- Le rayonnement à l'échelle régionale, nationale et/ou internationale, la dimension européenne et/ou méditerranéenne participant à la promotion culturelle et artistique du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de son institution.

L'association ACGD – Théâtre Massalia bénéficie du Label ministère de la Culture « Scène conventionnée Art, Enfance et Jeunesse », elle a pris depuis quelques années une orientation métropolitaine.

ACGD – Théâtre Massalia propose en lien avec la Criée – Théâtre national de Marseille « En Ribambelle », un festival des arts de la marionnette et de l'objet pour tous à partir d'un an. Ce temps fort existe depuis 2014.

Le Festival « En Ribambelle » présente sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence une programmation de spectacles issus des arts de la marionnette et de l'objet, en particulier des créations dans leur premier temps d'exploitation. Ce festival a



pour objectif de soutenir les artistes du territoire métropolitain à trouver leur premier public et à permettre aux œuvres d'être vues et prêtes à tourner dans le monde entier.

Il s'agit aussi bien entendu de faire découvrir les arts de la marionnette et de l'objet à un large public de la Métropole.

Une programmation d'une douzaine de spectacles est proposée dans quatre lieux à Marseille, quatre lieux de Scènes et Cinés, le théâtre Comoedia à Aubagne, le théâtre de Fontblanche à Vitrolles, le Forum de Berre l'Etang et l'espace François Mitterrand à Allauch. Des programmations cinématographiques sont associées dans les cinémas des communes concernées. Des ateliers de pratiques artistiques et expositions sont proposées dans certains lieux. La communication et la billetterie sont mises en œuvre en mutualisant les forces des structures partenaires.

En 2017, le festival a touché 5 728 personnes dont 1 717 enfants en scolaires de 3 à 10 ans. Les tarifs sont de 3 à 10 euros pour les familles et de 3 à 6 euros pour les scolaires.

Pour réaliser le festival « En ribambelle » et la diffusion d'une œuvre en milieu scolaire (maternelle) dans différentes communes de la Métropole, l'association sollicite une subvention de la Métropole à hauteur de 25 600 euros en 2018, répartie entre 20 000 euros (n°GU 2018\_00922) pour la déclinaison métropolitaine hors Marseille du festival « En ribambelle » et 5 600 € (n°GU 2018\_00951) pour la diffusion d'une œuvre en milieu scolaire dans des écoles rurales de la Métropole.

La Métropole propose un financement à hauteur de 25 600 euros de subvention. Les budgets prévisionnels des deux actions pour 2018 sont respectivement de 59 710 € pour l'action « En Ribambelle » et de 5 600 euros pour l'action de diffusion d'une œuvre en milieu scolaire, ces deux documents sont joints à la convention annexée à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;

- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération N° HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative au Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° MET 17/5681/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la politique culturelle métropolitaine.

**Oùï le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention à l'association ACGD – Théâtre Massalia d'un montant de 25 600 euros.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2018 ci-annexée.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le BPMF du Territoire du Pays d'Aix pour le Budget Culture métropolitain, nature budgétaire 65 748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **CSGE 005-4452/18/BM**

### **■ Renouvellement de l'adhésion à l'association Cinémascop et paiement de la cotisation 2018 MET 18/7959/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2010-1149 du 30 septembre 2010 relative à l'équipement numérique des établissements de spectacles cinématographiques, a rendu obligatoire, à l'égard des distributeurs d'œuvres cinématographiques de longue durée, de programmes audiovisuels, multimédia et publicitaires, le versement de contributions à la transition numérique représentant partiellement les économies de production que la numérisation leur permet de réaliser (réduction des coûts de tirage, de stockage et de maintenance des copies).

S'agissant plus spécifiquement du cinéma, ces contributions sont dues à chaque exploitant d'un écran présentant un film en sortie nationale ou en seconde semaine d'exploitation. A ce titre, ces contributions doivent figurer au plan de financement de la transition numérique de chaque établissement cinématographique.

Parallèlement, l'association Cinémascop, association pour la coopération des cinémas indépendants, s'est constituée le 13 janvier 2011, à l'initiative du Groupement National des Cinémas de Recherche et de la Ligue de l'enseignement, pour regrouper les exploitants et les titulaires de compte de soutien de cinéma afin de négocier et collecter les contributions à la transition numérique auprès des distributeurs et de les répartir à parts égales entre ses membres sur une base totalement mutualiste, conformément à ses statuts.

L'association Cinémascop, outre le service qu'elle rend aux établissements cinématographiques et aux propriétaires qui en sont membres, vise à regrouper le plus grand nombre de salles de cinéma attachées aux principes de mutualisation et de répartition entre les secteurs de l'exploitation cinématographique (grande, moyenne, petite et art et essai) qui ont guidé jusqu'ici la modernisation permanente du parc de salles français de cinéma, permettant un aménagement équilibré du territoire et garantissant la diversité de la programmation.

Par délibération n° CSGE 006-1889/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à l'association Cinémascop pour l'année 2017.

Pour permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'association Cinémascop, celle-ci souhaite renouveler son adhésion à cette association au titre

de l'année 2018, en sa qualité de propriétaire des établissements cinématographiques suivants :

- Le Coluche : allée Jean Jaurès - 13800 Istres - autorisation n° 7202293,
- L'Odyssée : avenue René Cassin – 13270 Fos-sur-Mer - autorisation n° 7165882,
- Le Comœdia : rue Paul Vaillant Couturier – 13140 Miramas - autorisation n° 7263261,
- Espace Gérard Philipe : avenue Gabriel Péri – 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône - autorisation n° 7321854,
- Espace Robert Hossein : boulevard Victor Jauffret – 13450 Grans - autorisation n° 7183942.

Le montant de la cotisation est fixé pour l'année 2018 à 250 euros (deux cent cinquante euros), soit 50 euros pour chacun des établissements cinématographiques sus-désignés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2010-1149 du 30 septembre 2010 relative à l'équipement numérique des établissements de spectacles cinématographiques ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 031-3050/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant approbation du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - adoption du budget primitif 2018 et des Etats Spéciaux de Territoire ;
- La délibération n° CSGE 006-1889/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant adhésion de la Métropole à l'association Cinémascop.

**Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Que pour permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en sa qualité de propriétaire des établissements cinématographiques situés sur le Territoire Istres-Ouest Provence, de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'association Cinémascop, celle-ci souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2018.
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 250 euros, pour le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2018.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Cinémascop, association pour la coopération des cinémas indépendants, ainsi que le paiement de la cotisation 2018 d'un montant de 250 euros.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence - chapitre 011 - nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **CSGE 006-4453/18/BM**

**■ Régularisation de l'attribution d'une subvention au profit de l'association Board Spirit Marseille pour l'organisation de la Mistral Skate Cup 2018 - Abrogation de la délibération n° CSGE 003-3769/18/BM du 18 mai 2018 et approbation d'une nouvelle convention d'objectifs  
MET 18/7995/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n°CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017 a permis d'intégrer une compétence de politique sportive métropolitaine.

Dans ce cadre, la délibération n°CSGE 003-3769/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 a validé l'attribution d'une subvention de 15.000 € au profit de l'association Board Spirit Marseille pour l'organisation de la Mistral Skate Cup 2018 dont le budget prévisionnel s'élève à 93 000 €.

L'association Board Spirit Marseille (BSM), première association française de skateboard, classée 5ème au niveau mondial, dont l'objet concerne la promotion des sports de glisse et de culture urbaine, organise l'une des étapes de circuit de Coupe du Monde de « street », labellisée par l'Association of International Skateboard (AIS) et constituant également une étape de qualification aux Jeux Olympiques de Tokyo 2020.

Cette compétition, inscrite au classement mondial, s'est tenue pour la 2ème édition au skatepark de la base de loisirs de l'Estéou à Marignane, site reconnu d'intérêt métropolitain par délibération n°CSGE 003-3397/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017.

La convention d'objectifs approuvée par le Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 permettant le versement de la dite subvention mentionne dans son article 4.1 le budget prévisionnel de l'action. Une erreur de plume indique le montant de 210.500 € qui correspond au budget global prévisionnel de l'association et non à celui de la manifestation.

Le présent rapport propose de rectifier cette erreur et d'abroger la précédente délibération, afin de substituer la convention ci-annexée à passer entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association BSM, en indiquant le montant prévisionnel de l'action à 93 000 €. Il convient de noter que la subvention de 15.000 € représente donc 16,13% du budget prévisionnel de la manifestation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016

relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence;

- La délibération n°CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine ;
- La délibération n°CSGE 003-3769/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 relative à l'attribution d'une subvention de 15.000 € au profit de l'association Board Spirit Marseille pour l'organisation de la Mistral Skate Cup 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de régulariser la convention d'objectifs permettant le versement d'une subvention à l'association Board Spirit Marseille pour l'organisation de la Mistral Skate Cup 2018 sur le territoire métropolitain.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est abrogée la délibération du Bureau de la Métropole n° CSGE 003-3769/18/BM en date du 18 mai 2018 accordant une subvention à l'association Board Spirit Marseille pour l'organisation de la Mistral Skate Cup 2018.

**Article 2 :**

Est accordée une subvention de 15 000 € à l'association Board Spirit Marseille pour l'organisation de la Mistral Skate Cup 2018.

**Article 3 :**

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure avec l'association Board Spirit Marseille pour l'organisation de la Mistral Skate Cup 2018.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

**Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2018 de la Métropole, chapitre 65, fonction 30, nature 65748, ligne de crédits 25146.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**CSGE 007-4454/18/BM**

**■ Attribution d'une subvention exceptionnelle d'investissement à l'association Provence Rugby - Approbation d'une convention d'objectifs MET 18/7928/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix avait engagé, depuis 2002 une importante politique sportive permettant de rattraper le retard des infrastructures existantes et de développer la pratique du sport pour tous, de loisir, le sport de compétition et de haut niveau.

Un dispositif de soutien au sport de compétition de niveau national pour les sports collectifs a été délibéré afin de mieux répondre aux besoins constatés tant en matière d'équipement que d'accompagnement de pratiques amateurs et professionnelles.

Le constant soutien financier du Territoire du Pays d'Aix à Provence Rugby depuis des années ainsi que le projet de réaménagement du stade Maurice David ont certainement contribué à l'accession de ce club en Pro D2 (2ème division) pour la saison 2018/2019 et à l'évolution de ses actions de formations.

En effet, Provence Rugby investit dans une structure permanente de formation depuis la saison 2008/2009 afin, d'une part de permettre aux meilleurs joueurs seniors de concilier pleinement leurs études et une pratique sportive de très haut niveau au travers d'un pilotage réglementé de leur « double-projet », et d'autre part d'alimenter l'effectif professionnel en s'appuyant le plus possible sur des joueurs formés au club.

L'association Provence Rugby assure la gestion d'un Centre de Formation et d'une Académie de Rugby. Elle souhaite améliorer l'accueil de son équipe d'encadrement, des jeunes joueurs lors des entraînements, des stages sportifs et des matchs, mais également des familles venant accompagner les jeunes rugbymen ou accomplir des obligations administratives.

Par délibération n°2013\_A150 du Conseil communautaire du 18 juillet 2013, la Communauté du Pays d'Aix (CPA) a confié une mission d'étude à la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » (SPLA) afin d'évaluer la faisabilité d'une modernisation et d'un repositionnement du stade Maurice David, articulé avec une opération d'aménagement du secteur du Jas de Bouffan.

Dans le cadre de cette opération d'aménagement, la construction d'une nouvelle tribune Nord et d'une nouvelle zone d'accueil (parvis, bâtiment, boutique) doivent être livrés en octobre 2018. Ces travaux d'agrandissement du stade devraient porter la capacité du stade à 5575 places assises dont 50 places PMR avec 50 accompagnants, 850 spectateurs debout et 100 personnels hors spectateurs.

Afin de garantir les meilleures conditions d'installation et d'aménagement de l'association dans ces nouveaux espaces d'accueil et réceptifs et de soutenir le développement de ses objectifs au niveau de ses actions de formation, le présent rapport propose de valider l'attribution d'une subvention d'investissement de 65.000 € représentant 38,70% du montant total des acquisitions mobilières estimé à 167.956 € TTC dont le plan de financement est annexé à la convention ci-jointe passée entre l'association Provence Rugby et le Territoire du Pays d'Aix. (Guichet unique n°2018/00985).

Il convient de noter que l'attribution de cette subvention d'investissement à l'association Provence Rugby est soumise aux règles de paiement conformément à l'article 11 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République la délibération cadre n°2014\_A278 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à la politique sportive communautaire au titre du sport collectif de haut niveau ;

- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine.
- La délibération n°2018\_CT2\_067 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018 relative à l'attribution de subventions aux clubs éligibles de sports collectifs et individuels de haut niveau.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention exceptionnelle d'investissement de 65.000 euros à l'association Provence Rugby correspondant à l'acquisition de mobilier de bureau et de matériel sportif et informatique pour un montant total de 167.956 euros TTC en vue de l'aménagement du nouveau bâtiment d'accueil et de ses espaces réceptifs dans la future tribune Nord et du soutien au développement de ses objectifs au niveau de ses actions de formation.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure avec l'association Provence Rugby.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire 2018 ligne de crédit 4422 Chapitre 4581162 / Fonction 325 / Nature 4581.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**CSGE 008-4455/18/BM****■ Demande de subvention d'investissement auprès du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial relative à l'opération de rénovation de la piscine Plein Ciel à Aix-en-Provence  
MET 18/8048/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Concernant ce projet, il s'agit plus particulièrement de pouvoir saisir officiellement le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur qui dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial adopté le 14 décembre 2017a proposé de cofinancer cette opération à hauteur de 15,8% (580 000€).

La piscine « Plein Ciel » d'Aix-en-Provence, construite en 1975 sur le modèle des piscines « Plein Ciel » à couverture ouvrante, ne répond plus aux normes et à la politique sportive aquatique du Territoire du Pays d'Aix, politique initiée par la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix en 2004.

Compte tenu de sa vétusté, une extension des locaux et une rénovation complète s'avèrent nécessaires. Ces travaux doivent permettre d'être conforme aux réglementations actuelles (d'accessibilité notamment) et de répondre aux besoins de la population avec des équipements nouveaux et adaptés.

L'un des principaux enjeux de ce programme est la rénovation thermique, avec une réduction significative des consommations d'énergie à la livraison du bâtiment rénové.

D'un point de vue rénovation thermique, le projet vise à diminuer la consommation énergétique du bâtiment, il participe à la transition énergétique par l'utilisation

d'énergies renouvelables et plus particulièrement au travers des actions suivantes :

- Réduire le besoin du bâtiment : isolation thermique renforcée (par l'extérieur), ensoleillement maximisé.
- Utiliser l'énergie de la manière la plus efficace : équipements techniques à haute performance énergétique, récupération de l'énergie (air et eau), énergie renouvelable (eau chaude solaire) ; Création de bac tampon et rénovation du bassin permettant notamment de traiter les fuites d'eau et donc de réduire les consommations d'eau et de chauffage. Optimisation du système de traitement de l'eau (chlore gazeux, déchloraminateur UV, strippage) réduisant également les consommations. Enfin, la récupération de chaleur sur le réseau des eaux usées ou le raccordement du réseau de chaleur urbain seront étudiés pour cet établissement.

Le programme prévoit également la mise aux normes du bâtiment avec notamment la mise en accessibilité de l'établissement dans l'application de l'agenda d'accessibilité voté par la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix le 25 juillet 2015 suivi d'une approbation par arrêté préfectoral du 8 septembre 2015.

À cet effet, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a attribué un marché de maîtrise d'œuvre en décembre 2015. Les études de conception sont en cours.

Il s'agit d'un projet structurant contribuant à la mise en œuvre de la politique du savoir nager.

Les résultats attendus sont le maintien de la performance dans la durée : exploitation / maintenance performantes avec des ressources expertes, et une qualité des produits durables dans le temps.

Le présent rapport vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 3.676.000 euros HT.

**Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :**

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur (Contrat Régional d'Equilibre Territorial)	15.80 %	580.000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	84.20 %	3.096.000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_A007 du Conseil communautaire de la CPA du 19 février 2015 créant l'Autorisation de Programme n° DI46012AP relative à l'opération de la piscine Plein Ciel ;
- La délibération n°2015\_A011 du Conseil communautaire de la CPA du 19 février 2015 approuvant le programme général pour la restructuration de la piscine Plein Ciel ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine ;
- La délibération n° URB 019-3293/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le Contrat Régional d'Equilibre Territorial.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : la piscine Plein Ciel.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'État, le Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur en particulier dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole. Opération : 46012 - Nature : 2031-2033 - Fonction : 323.

La recette sera constatée au Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole section d'investissement - Nature 132 – Fonction 323 – Code opération n° 46012.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**CSGE 009-4456/18/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial pour la rénovation de la piscine Yves Blanc à Aix-en-Provence  
MET 18/8066/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

L'un des principaux enjeux de ce programme est la rénovation thermique avec une réduction significative des consommations d'énergie à la livraison du bâtiment rénové. Le programme prévoit également la mise aux normes du bâtiment avec notamment la mise en accessibilité de l'établissement dans

l'application de l'agenda d'accessibilité programmée voté par la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix par délibération n°2015\_A131 du Conseil communautaire du 10 juillet 2015, suivie d'une approbation par arrêté préfectoral du 8 septembre 2015.

À cet effet, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a attribué un marché de conception réalisation en novembre 2015.

Le projet lauréat présente une performance énergétique présentant une amélioration de 42% par

rapport la situation initiale du bâtiment avec engagement contractuel du titulaire du marché.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 17 600 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Régional (Contrat Régional d'Equilibre Territorial)	15 %	2 640 000 euros
Etat – FSIPL	11.40 %	1 999 960 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	73.60 %	12 960 040 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2007\_A511 du Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2007 créant l'Autorisation de Programme n° DI452AP relative à l'opération de la piscine Yves Blanc ;
- La délibération n°2015\_A131 du Conseil communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 relative à l'Agenda d'Accessibilité Programmée pour les établissements recevant du public et les installations communautaires ouvertes au public ;
- La délibération n°2015\_B571 du Bureau communautaire de la CPA du 26 novembre 2015 relative à l'autorisation de signer un marché de Conception, Réalisation, Maintenance pour la réhabilitation de la piscine Yves Blanc à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n°CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Rénovation de la piscine Yves Blanc.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'État, le Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur en particulier dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.



**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole. Opération : 452 - Nature : 2031-2033-21758- Fonction : 323.

Les recettes seront constatées sur le Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole section d'investissement - Nature 132 – Fonction 323 – Code opération 452.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

LES DELIBERATIONS

CONSEIL DU 18 OCTOBRE 2018

---

## METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

### Conseil de Métropole

18 OCTOBRE 2018

---

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 19 octobre 2018 et ce, pour une durée d'un mois.



#### ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Serge ANDREONI - Patrick APPARICIO - Philippe ARDHUIN - Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Guy BARRET - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Odile Bonthoux - Michel BOULAN - Frédéric BOUSQUET - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Marie-Christine CALATAYUD - Jean-Louis CANAL - Christine CAPDEVILLE - Laure-Agnès CARADEC - Eugène CASELLI - Martine CESARI - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Gérard CHENOZ - Frédéric COLLART - Monique CORDIER - Jean-François CORNO - Pierre COULOMB - Georges CRISTIANI - Robert DAGORNE - Sandra DALBIN - Monique DAUBET-GRUNDLER - Philippe DE SAINTDO - Sophie DEGIOANNI - Christian DELAVET - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Bernard DESTROST - Nouriat DJAMBAE - Pierre DJIANE - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY- OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Hervé FABRE-AUBRESPY - Nathalie FEDI - Gilbert FERRARI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY- VLASTO - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Jacky GERARD - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Philippe GINOUX - Georges GOMEZ - Jean-Pascal GOURNES - Philippe GRANGE - Albert GUIGUI - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Daniel HERMANN - Eliane ISIDORE - Nicolas ISNARD - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Maryse JOISSAINS MASINI - Nicole JOULIA - Mireille JOUVE - André JULLIEN - Didier KHELFA - Dany LAMY - Eric LE DISSÈS - Stéphane LE RUDULIER - Michel LEGIER - Gisèle LELOUIS - Gaëlle LENFANT - Jean-Marie LEONARDIS - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Hélène LHEN-ROUBAUD - Marie-Louise LOTA - Jean-Pierre MAGGI - Richard MALLIÉ - Joël MANCÉL - Bernard MARANDAT - Rémi MARCENGO - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Régis MARTIN - Bernard MARTY - Marcel MAUNIER - Roger MEI - Danielle MENET - Patrick MENNUCCI - Arnaud MERCIER - Xavier MERY - Yves MESNARD - Michel MILLE - Danielle MILON - André MOLINO - Jean-Claude MONDOLINI - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Yves MORAINÉ - Pascale MORBELLI - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Patrick PADOVANI - Stéphane PAOLI - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Chrystiane PAUL - Christian PELLICANI

- Claude PICCIRILLO - Catherine PILA - Patrick PIN - Marc POGGIALE - Jean-Jacques POLITANO - Gérard POLIZZI - Henri PONS - Véronique PRADEL - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - René RAIMONDI - Julien RAVIER - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Maryse RODDE - Carine ROGER - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Lionel ROYER-PERREAUT - Roger RUZE - Florian SALAZAR-MARTIN - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Monique SLISSA - Jules SUSINI - Francis TAULAN - Dominique TIAN - Jocelyne TRANI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Yves VIDAL - David YTIER - Didier ZANINI - Kheira ZENAFI.

#### ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT représenté par Mireille JOUVE - Christophe AMALRIC représenté par Michel MILLE - Loïc BARAT représenté par Gisèle LELOUIS - François BERNARDINI représenté par Nicole JOULIA - André BERTERO représenté par Patrick APPARICIO - Jean-Louis BONAN représenté par Alain ROUSSET - Patrick BORÉ représenté par Patrick GHIGONETTO - Nadia BOULAINSEUR représentée par Josette FURACE - Valérie BOYER représentée par Mireille BALLETTI - Eric CASADO représenté par Gilbert FERRARI - Bruno CHAIX représenté par Eric LE DISSÈS - Maurice CHAZEAU représenté par Stéphane PAOLI - Jean-David CIOT représenté par Jacky GERARD - Anne CLAUDIUS-PETIT représentée par Marie-Josée BATTISTA - Sandrine D'ANGIO représentée par Jeanne MARTI - Jean-Claude DELAGE représenté par René BACCINO - Sylvaine DI CARO représentée par Francis TAULAN - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI représentée par Marc POGGIALE - Olivier FREGEAC représenté par Joël MANCÉL - Hélène GENTE-CEAGLIO représentée par Philippe GRANGE - Jean-Pierre GIORGI représenté par Roland GIBERTI - Garo HOVSEPIAN représenté par Stéphane MARI - Michel ILLAC représenté par André MOLINO - Nathalie LAINE représentée par Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Laurence LUCCIONI représentée par Catherine PILA - Irène MALAUZAT représentée par Philippe DE SAINTDO - Christophe MASSE représenté par Eugène CASELLI - Florence MASSE représentée par Annie LEVY-MOZZICONACCI - Georges MAURY représenté par Yves BEAUVAL - Marie-Claude MICHEL représentée par Loïc GACHON - Richard MIRON représenté par Frédéric BOUSQUET - Virginie MONNET-CORTI représentée par Monique CORDIER - Roland MOUREN représenté par Jérôme ORGEAS - Roger PELLENC représenté par Robert DAGORNE - Serge PEROTTINO représenté par Rémi MARCENGO - Roland POVINELLI représenté par Georges CRISTIANI - Marie-Laure ROCCA-SERRA représentée par Martine RENAUD - Isabelle SAVON représentée par Frédéric DOURNAYAN - Emmanuelle SINOPOLI représentée par Marie-France DROPY- OURET - Luc TALASSINOS représenté par Roger MEI - Guy TEISSIER représenté par Martine VASSAL - Jean-Louis TIXIER représenté par Danielle MENET - Maxime TOMMASINI représenté par Monique DAUBET-GRUNDLER - Yves WIGT représenté par Olivier GUIROU - Karima ZERKANI-RAYNAL représentée par Alexandre GALLESE.

### **ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :**

Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY - Moussa BENKACI - Jacques BOUDON - Henri CAMBESSEDES - Marie-Arlette CARLOTTI - Michel CATANEO - Roland CAZZOLA - Auguste COLOMB - Laurent COMAS - Michel DARY - Jean-Claude FERAUD - Claude FILIPPI - Michel LAN - Albert LAPEYRE - Antoine MAGGIO - Marie MUSTACHIA - Elisabeth PHILIPPE - Stéphane PICHON - Nathalie PIGAMO - Roger PIZOT - Bernard RAMOND - Jean ROATTA - Eric SCOTTO - Marie-France SOURD GULINO - Philippe VERAN - Frédéric VIGOUROUX - Patrick VILORIA - Karim ZERIBI.

### **ETAIENT PRESENTS ET REPRESENTES EN COURS DE SEANCE :**

Mesdames et Messieurs :

Patrick MENNUCCI représenté à 10h20 par Samia GHALI - Gaëlle LENFANT représentée à 11h30 par Pascale MORBELLI.

### **ETAIENT PRESENTS ET EXCUSES EN COURS DE SEANCE :**

Mesdames et Messieurs :

Danielle MILON à 10h35 - Frédéric COLLART à 10h45 - Roger MEÏ à 10h54 - David YTIER à 11h00 - Monique CORDIER à 11h05 - Roger RUZE à 11h15 - Georges ROSSO à 11h25 - Xavier MERY à 11h25 - Albert GUIGUI à 11h25 - Michel MILLE à 11h30.

\*\*\*\*\*

## ***Commission "Finances et Administration Générale"***

\*\*\*\*\*

**FAG 001-4457/18/CM**

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération de restructuration de 3 villas en 6 logements sociaux "Le Hameau de la Pinède (6)" située Traverse Valette à Marseille - Abrogation de la délibération FAG 006-3777/18/CM du 18 mai 2018 MET 18/8148/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de restructuration de 3 villas en 6 logements sociaux « Le Hameau de la Pinède (6) » située Traverse Valette à Marseille, 13009.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a déjà délibéré le 18 mai 2018 pour l'approbation de la garantie d'emprunt. Des erreurs matérielles ayant été

constatées, il est nécessaire de délibérer à nouveau sur l'opération.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération d'un montant total de 749 100 € est financée par un emprunt de 586 306 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 263 837,70 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 105 389 127,15 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 600 810 766,60€. L'actif net comptable s'élève donc à 504 578 360,55 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 21 883 736,94 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les

emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 72870 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est abrogée la délibération n° FAG 006-3777/18/CM du 18 mai 2018.

**Article 2 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 586 306 € souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 72870.

Ce prêt, constitué d'une ligne du prêt, est destiné à financer une opération de restructuration de 3 villas en 6 logements sociaux collectifs « Le Hameau de la Pinède (6) » située Traverse Valette à Marseille, 13009.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 3 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son

paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 4 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

**Article 5 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

**Article 6 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 002-4458/18/CM**

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération de construction de 27 logements sociaux "Mattéi" située Rue Mattéi Busserine 2 à Marseille  
MET 18/8149/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 27 logements sociaux « Mattéi » située Rue Mattéi Busserine 2 à Marseille, 13014.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération d'un montant total de 4 043 660 € est financée par un emprunt de 2 272 680 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie

d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 022 706 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 105 389 127,15 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 600 810 766,60 €. L'actif net comptable s'élève donc à 504 578 360,55 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 21 883 736,94 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;

- Le contrat de Prêt N° 75756 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 272 680 € souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 75756.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destiné à financer une opération de construction de 27 logements sociaux collectifs « Mattéi » située Rue Mattéi Busserine 2 à Marseille, 13014

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération.

### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 003-4459/18/CM**

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération de construction de 45 logements sociaux "La Tarasque" située ZAC de Sainte Marthe Zone Mirabilis à Marseille**  
**MET 18/8153/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 45 logements sociaux « La Tarasque » située ZAC de Sainte Marthe Zone Mirabilis à Marseille, 13014.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération d'un montant total de 6 983 627 € est financée par un emprunt de 4 740 927 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 2 133 417,15 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 105 389 127,15 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 600 810 766,60€. L'actif net comptable s'élève donc à 504 578 360,55 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 21 883 736,94 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 75755 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## **Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 4 740 927 € souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 75755.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destiné à financer une opération de construction de 45 logements sociaux collectifs « La Tarasque » située ZAC de Sainte Marthe Zone Mirabilis à Marseille, 13014.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quatre logements réservés concernant ladite opération.

### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 004-4460/18/CM**

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration d'un logement social "Saint Louis" située 128 Avenue de Saint Louis à Marseille**  
**MET 18/8155/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition-amélioration de 1 logement social « Saint Louis » située 128 Avenue de Saint Louis à Marseille, 13015.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération d'un montant total de 237 031 € est financée par un emprunt de 165 824 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 74 620,80 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 105 389 127,15 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 600 810 766,60€. L'actif net comptable s'élève donc à 504 578 360,55 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 21 883 736,94 €.



Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 76737 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 165 824 € souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 76737.

Ce prêt, constitué de deux lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition-amélioration de 1 logement social collectif « Saint Louis » située 128 Avenue de Saint Louis à Marseille, 13015.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

**Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

## **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 005-4461/18/CM**

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération de réhabilitation de 70 logements sociaux "Résidence Bon Secours" située Boulevard Bon Secours à Marseille - Abrogation de la délibération FAG 002-2660/17/CM du 19 octobre 2017  
MET 18/8157/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 70 logements sociaux « Résidence Bon Secours » située Boulevard Bon Secours à Marseille, 13014.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a déjà délibéré le 19 octobre 2017 pour l'approbation de la garantie d'emprunt. Le co-garant, la ville de Marseille, n'a pas délibéré dans les temps. Le contrat initial étant caduc, il est nécessaire de délibérer sur l'opération sur la base d'un nouveau contrat émis par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 800 000 € est financée par un emprunt de 800 000 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 360 000 €.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, (créée comptablement au 1<sup>er</sup> janvier 2017 suite à la fusion des SA HLM Phocéenne d'Habitations, SNHM, et Domicil) effectuée à partir des trois bilans 2016 cumulés, met en évidence un actif comptable égal à 1 389 718 392 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 977 724 626 €. L'actif net comptable

s'élève donc à 411 993 766 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 12 493 750 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 78414 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production

équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est abrogée la délibération n° FAG 002-2660/17/CM du 19 octobre 2017.

### **Article 2 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 800 000 € souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 78414.

Ce prêt, constitué d'une ligne du prêt, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 70 logements sociaux collectifs « Résidence Bon Secours » située Boulevard Bon Secours à Marseille, 13014.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

### **Article 3 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

### **Article 4 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trois logements réservés concernant ladite opération.

### **Article 5 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

### **Article 6 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 006-4462/18/CM**

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux "Les Toits de Jade" située 35 Rue Le Chatelier à Marseille**  
**MET 18/8158/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux « Les Toits de Jade » située 35 Rue Le Chatelier à Marseille, 13015.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 1 344 386 € est financée par un emprunt de 1 053 328 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 473 997,60 €.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, (créée comptablement au 01/01/2017 suite à la fusion des SA HLM Phocéenne d'Habitations, SNHM, et Domicil) effectuée à partir des trois bilans 2016 cumulés, met en évidence un actif comptable égal à 1 389 718 392 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 977 724 626 €. L'actif net comptable s'élève donc à 411 993 766 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur

réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 12 493 750 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 77081 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production

équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 053 328 € souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 77081.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux collectifs « Les Toits de Jade » située 35 Rue Le Chatelier à Marseille, 13015.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 007-4463/18/CM**

##### **■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération de réhabilitation de 339 logements sociaux "La Castellane" située Chemin de Bernex à Marseille MET 18/8159/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 339 logements sociaux « La Castellane » située Chemin de Bernex à Marseille, 13016.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 1 200 000 € est financée par un emprunt de 1 200 000 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 540 000 €.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, (créée comptablement au 01/01/2017 suite à la fusion des SA HLM Phocéenne d'Habitations, SNHM, et Domicil) effectuée à partir des trois bilans 2016 cumulés, met en évidence un actif comptable égal à 1 389 718 392 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 977 724 626 €. L'actif net comptable s'élève donc à 411 993 766 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 12 493 750 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 78512 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

##### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 200 000 € souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 78512.

Ce prêt, constitué d'une ligne du prêt, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 339 logements sociaux collectifs « La Castellane » située Chemin de Bernex à Marseille, 13016.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quinze logements réservés concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 008-4464/18/CM**

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération de réhabilitation de 595 logements sociaux "La Solidarité" située 38 Chemin de la Bigote à Marseille**  
**MET 18/8160/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 595 logements sociaux « La Solidarité » située 38 Chemin de la Bigote à Marseille, 13015.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 7 763 227 € est financée par un emprunt de 900 000 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 405 000 €.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, (créée comptablement au 01/01/2017 suite à la fusion des SA HLM Phocéenne d'Habitations, SNHM, et Domicil) effectuée à partir des trois bilans 2016 cumulés, met en évidence un actif comptable égal à 1 389 718 392 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 977 724 626 €. L'actif net comptable s'élève donc à 411 993 766 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 12 493 750 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 78516 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 900 000 € souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 78516.

Ce prêt, constitué d'une ligne du prêt, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 595 logements sociaux collectifs « La Solidarité » située 38 Chemin de la Bigote à Marseille, 13015.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de vingt-sept logements réservés concernant ladite opération.

**Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

## **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 009-4465/18/CM**

#### **■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération de construction de 21 logements sociaux "Bois Fleuri" située 290 Avenue Pierre Doize à Marseille MET 18/8162/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 21 logements sociaux « Bois Fleuri » située 290 Avenue Pierre Doize à Marseille, 13010.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 3 290 546 € est financée par un emprunt de 2 352 437 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 058 596,65 €.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, (créée comptablement au 1<sup>er</sup> janvier 2017 suite à la fusion des SA HLM Phocéenne d'Habitations, SNHM, et Domicil) effectuée à partir des trois bilans 2016 cumulés, met en évidence un actif comptable égal à 1 389 718 392 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 977 724 626 €. L'actif net comptable s'élève donc à 411 993 766 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 12 493 750 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 78051 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

#### **Délibère**



#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 352 437 € souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 78051.

Ce prêt, constitué de trois lignes du prêt, est destiné à financer une opération de construction de 21 logements sociaux collectifs « Bois Fleuri » située 290 Avenue Pierre Doize à Marseille, 13010.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 010-4466/18/CM**

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA d'Economie Mixte Société Nationale Immobilière pour le financement de l'opération de construction de 13 logements sociaux "Le Coteau de Bel Air" située Boulevard du Docteur Léon Perrin à Marseille  
MET 18/8163/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 13 logements sociaux « Le Coteau de Bel Air » située Boulevard du Docteur Léon Perrin à Marseille, 13014.

Portée par la SA d'Economie Mixte Société Nationale Immobilière, cette opération d'un montant total de 1 863 407 € est financée par un emprunt de 1 078 812 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 485 465,40 €.

L'analyse financière de la SA d'Economie Mixte Société Nationale Immobilière effectuée à partir du bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 6 045 500 000 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 4 245 300 000 €. L'actif net comptable s'élève donc à 1 800 200 000 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 93 300 000 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 75901 en annexe signé entre la SA d'Economie Mixte Société Nationale Immobilière et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 078 812 € souscrit par la SA d'Economie Mixte Société Nationale Immobilière auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 75901.

Ce prêt, constitué d'une ligne du prêt, est destiné à financer une opération de construction de 13 logements sociaux collectifs « Le Coteau de Bel Air » située Boulevard du Docteur Léon Perrin à Marseille, 13014.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'Economie Mixte Société Nationale Immobilière dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA d'Economie Mixte Société Nationale Immobilière pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA d'Economie Mixte Société Nationale Immobilière est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA d'Economie Mixte Société Nationale Immobilière opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

**Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA d'Economie Mixte Société Nationale Immobilière.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 011-4467/18/CM**

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Erilia pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux "Coeur Fabrettes" située 402 Avenue de Saint Antoine à Marseille  
MET 18/8165/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux « Coeur Fabrettes » située 402 Avenue de Saint Antoine à Marseille, 13015.

Portée par la SA HLM Erilia, cette opération d'un montant total de 3 609 350 € est financée par un emprunt de 2 685 269 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 208 371,05 €.

L'analyse financière de la SA HLM Erilia effectuée à partir du bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 3 950 788 000 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 2 917 950 000 €. L'actif net comptable s'élève donc à 1 032 838 000 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 53 027 000 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 77542 en annexe signé entre la SA HLM Erilia et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 685 269 € souscrit par la SA HLM Erilia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 77542.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux collectifs « Cœur Fabrettes » située 402 Avenue de Saint Antoine à Marseille, 13015.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Erilia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Erilia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Erilia est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Erilia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Erilia.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 012-4468/18/CM**

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logis Méditerranée pour le financement de l'opération de transfert de patrimoine de 215 logements sociaux "La Visitation" située 80 Avenue des Aigalades à Marseille  
MET 18/8167/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de transfert de patrimoine de 215 logements sociaux « La Visitation (PTP) » située 80 Avenue des Aigalades à Marseille, 13014.

Portée par la SA HLM Logis Méditerranée, cette opération d'un montant total de 8 850 870 € est financée par un emprunt de 8 850 870 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 3 982 891,50 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logis Méditerranée effectuée à partir du bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 279 009 589 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 210 916 467 €. L'actif net comptable s'élève donc à 68 093 122 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 5 019 745 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 77199 en annexe signé entre la SA HLM Logis Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 8 850 870 € souscrit par la SA HLM Logis Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 77199.

Ce prêt, constitué d'une ligne du prêt, est destiné à financer une opération de transfert de patrimoine de 215 logements sociaux collectifs « La Visitation » située 80 Avenue des Aygallades à Marseille, 13014.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logis Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logis Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logis Méditerranée est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logis Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de dix-neuf logements réservés concernant ladite opération.

**Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logis Méditerranée.

## **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 013-4469/18/CM**

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logis Méditerranée pour le financement de l'opération de réhabilitation de 215 logements sociaux "La Visitation" située 80 Avenue des Ayalades à Marseille**  
**MET 18/8168/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 215 logements sociaux « La Visitation (PAM) » située 80 Avenue des Ayalades à Marseille, 13014.

Portée par la SA HLM Logis Méditerranée, cette opération d'un montant total de 4 497 378 € est financée par un emprunt de 4 319 656 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 943 845,20 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logis Méditerranée effectuée à partir du bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 279 009 589 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 210 916 467 €. L'actif net comptable s'élève donc à 68 093 122 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 5 019 745 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 77200 en annexe signé entre la SA HLM Logis Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

## **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 4 319

656 € souscrit par la SA HLM Logis Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 77200.

Ce prêt, constitué d'une ligne du prêt, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 215 logements sociaux collectifs « La Visitation (PAM) » située 80 Avenue des Aygalades à Marseille, 13014.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

## **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logis Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logis Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logis Méditerranée est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logis Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

## **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de dix logements réservés concernant ladite opération.

## **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logis Méditerranée.

## **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer

cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 014-4470/18/CM**

### **■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Grand Delta Habitat pour le financement de l'opération d'acquisition de 27 logements sociaux "Chevalier Roze" située 16 Rue du Chevalier Roze à Marseille MET 18/8169/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition de 27 logements sociaux « Chevalier Roze » située 16 Rue du Chevalier Roze à Marseille.

Portée par la SA HLM Grand Delta Habitat, cette opération d'un montant total de 6 047 915 € est financée par un emprunt de 4 917 015 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 2 212 656,75 €.

L'analyse financière de la SA HLM Grand Delta Habitat, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 206 616 582 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 945 988 652 €. L'actif net comptable s'élève donc à 260 627 930 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 19 947 522 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 76591 en annexe signé entre la SA HLM Grand Delta Habitat et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 4 917

015 € souscrit par la SA HLM Grand Delta Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 76591.

Ce prêt, constitué de trois lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition de 27 logements collectifs « Chevalier Roze » située 16 Rue du Chevalier Roze à Marseille.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Grand Delta Habitat dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Grand Delta Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Grand Delta Habitat est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Grand Delta Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération.

**Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Grand Delta Habitat.

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer



cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 015-4471/18/CM**

#### **■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Grand Delta Habitat pour le financement de l'opération d'acquisition de 17 logements sociaux "Boulevard des Dames" située 23 Boulevard des Dames à Marseille MET 18/8170/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition de 17 logements sociaux « Boulevard des Dames » située 23 Boulevard des Dames à Marseille, 13002.

Portée par la SA HLM Grand Delta Habitat, cette opération d'un montant total de 4 225 764 € est financée par un emprunt de 3 472 620 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 562 679 €.

L'analyse financière de la SA HLM Grand Delta Habitat, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 206 616 582 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 945 988 652 €. L'actif net comptable s'élève donc à 260 627 930 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 19 947 522 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 76609 en annexe signé entre la SA HLM Grand Delta Habitat et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 472 620 € souscrit par la SA HLM Grand Delta Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 76609.

Ce prêt, constitué de trois lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition de 17 logements collectifs « Boulevard des Dames » située 23 Boulevard des Dames à Marseille, 13002.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Grand Delta Habitat dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Grand Delta Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Grand Delta Habitat est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Grand Delta Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Grand Delta Habitat.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 016-4472/18/CM**

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM ICF Sud-est Méditerranée pour le financement de l'opération de réhabilitation de 128 logements sociaux "Saint Barthélémy" située 2-56 Allée Marcel Soulat à Marseille  
MET 18/8171/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 128 logements sociaux « Saint Barthélémy » située 2-56 Allée Marcel Soulat à Marseille, 13014.

Portée par la SA HLM ICF Sud-est Méditerranée, cette opération d'un montant total de 4 511 359,87 € est financée par un emprunt de 2 725 631 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 226 533,95 €.

L'analyse financière de la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée effectuée à partir du bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 046 421 745 € et un passif réel (dettes) correspondant à 578 880 945 €. L'actif net comptable s'élève donc à 467 540 800 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 16 334 798 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 77655 en annexe signé entre la SA HLM ICF Sud-est Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 725 631 € souscrit par la SA HLM ICF Sud-est Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 77655.

Ce prêt, constitué d'une ligne du prêt, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 128 logements sociaux collectifs « Saint Barthélémy » située 2-56 Allée Marcel Soulat à Marseille, 13014.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM ICF Sud-est Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM ICF Sud-est Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM ICF Sud-est Méditerranée est inférieure à douze (mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM ICF Sud-est Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de six logements réservés concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM ICF Sud-est Méditerranée.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 017-4473/18/CM**

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration d'un logement social "Jardin de Flore" située 38 Rue Paul Coxe à Marseille  
MET 18/8174/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition-amélioration d'un logement social « Jardin de Flore » située 38 Rue Paul Coxe à Marseille, 13014.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération d'un montant total de 190 290 € est financée par un emprunt de 127 873 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 57 542,80 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 105 389 127,15 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 600 810 766,60€. L'actif net comptable s'élève donc à 504 578 360,55 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 21 883 736,94 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 76739 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 127 873 € souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 76739.

Ce prêt, constitué de deux lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition-amélioration d'un logement social collectif « Jardin de Flore » située 38 Rue Paul Coxe à Marseille, 13014.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

## **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

## **Article 3 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

## **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

## **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 018-4474/18/CM**

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration d'un logement social "Joli Village" située 135 Rue François Mauriac à Marseille**  
**MET 18/8175/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition-amélioration d'un logement social « Joli Village » située 135 Rue François Mauriac à Marseille, 13010.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération d'un montant total de 241 908 € est financée par un emprunt de 171 726 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 77 276,70 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 105 389 127,15 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 600 810 766,60€. L'actif net comptable s'élève donc à 504 578 360,55 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 21 883 736,94 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;

- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 76736 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 171 726 € souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 76736.

Ce prêt, constitué de deux lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition-amélioration d'un logement social collectif « Joli Village » située 135 Rue François Mauriac à Marseille, 13010.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 019-4475/18/CM**

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration d'un logement social "Le Rabelais" située 69 Rue Rabelais à Marseille MET 18/8176/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition-amélioration d'un logement social « Le Rabelais » située 69 Rue Rabelais à Marseille, 13016.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération d'un montant total de 272 313 € est financée par un emprunt de 185 313 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 83 390,85 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 105 389 127,15 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 600 810 766,60€. L'actif net comptable s'élève donc à 504 578 360,55 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 21 883 736,94 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du

règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;

- Le contrat de Prêt N° 74306 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 185 313 € souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 74306.

Ce prêt, constitué de deux lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition-amélioration d'un logement social collectif « Le Rabelais » située 69 Rue Rabelais à Marseille, 13016.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

##### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront

l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 3 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

**Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 020-4476/18/CM**

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration d'un logement social "Pas de Faon" située 127 Rue du Pas de Faon à Marseille**

**MET 18/8177/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition-amélioration d'un logement social « Pas de Faon » située 127 Rue du Pas de Faon à Marseille, 13015.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération d'un montant total de 285 563 € est financée par un emprunt de 197 563 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 88 903,35 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 105 389 127,15 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 600 810 766,60€. L'actif net comptable s'élève donc à 504 578 360,55 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 21 883 736,94 €. Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 74300 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**



- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 197 563 € souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 74300.

Ce prêt, constitué de deux lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition-amélioration d'un logement social collectif « Pas de Faon » située 127 Rue du Pas de Faon à Marseille, 13015.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

### **Article 3 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 021-4477/18/CM**

### **■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration de 3 logements sociaux "Cap Horizon" située Traverse de la Chèvre à Marseille MET 18/8178/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumis au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition-amélioration de 3 logements sociaux « Cap Horizon » située Traverse de la Chèvre à Marseille, 13015.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération d'un montant total de 579 082 € est financée par un emprunt de 390 560 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 175 752 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 105 389 127,15 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 600 810 766,60€. L'actif net comptable s'élève donc à 504 578 360,55 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 21 883 736,94 €. Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 76734 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 390

560 € souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 76734.

Ce prêt, constitué de deux lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition-amélioration de 3 logements sociaux collectifs « Cap Horizon » située Traverse de la Chèvre à Marseille, 13015.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

**Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 022-4478/18/CM**

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération de démolition et reconstruction de 80 logements sociaux "Savine Ecole" située 99 Boulevard de la Savine à Marseille  
MET 18/8179/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de démolition et reconstruction de 80 logements sociaux « Savine Ecole » située 99 Boulevard de la Savine à Marseille, 13015.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération d'un montant total de 11 867 851 € est financée par un emprunt de 7 770 078 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 3 496 535,10 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 105 389 127,15 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 600 810 766,60€. L'actif net comptable s'élève donc à 504 578 360,55 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 21 883 736,94 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 76043 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 7 770 078 € souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 76043.

Ce prêt, constitué de six lignes du prêt, est destiné à financer une opération de démolition et reconstruction de 80 logements sociaux collectifs « Savine Ecole » située 99 Boulevard de la Savine à Marseille, 13015.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

## **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

## **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de sept logements réservés concernant ladite opération.

## **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

## **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 023-4479/18/CM**

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération de démolition et reconstruction de 65 logements sociaux "Savine Couronne" située 133 Boulevard de la Savine à Marseille  
MET 18/8180/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de démolition et reconstruction de 65 logements sociaux « Savine Couronne » située 133 Boulevard de la Savine à Marseille, 13015.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération d'un montant total de 9 396 304 € est financée par un emprunt de 6 124 214 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 2 755 896,30 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 105 389 127,15 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 600 810 766,60€. L'actif net comptable s'élève donc à 504 578 360,55 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 21 883 736,94 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;

- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 76042 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 6 124 214 € souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 76042.

Ce prêt, constitué de six lignes du prêt, est destiné à financer une opération de démolition et reconstruction de 65 logements sociaux collectifs « Savine Couronne » située 133 Boulevard de la Savine à Marseille, 13015.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de six logements réservés concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 024-4480/18/CM**

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération de démolition et reconstruction de 14 logements sociaux "Terra Lumina" située Allée des Pêcheurs à Marseille  
MET 18/8181/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de démolition et reconstruction de 14

logements sociaux « Terra Lumina » située Allée des Pêcheurs à Marseille, 13009.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération d'un montant total de 2 413 161 € est financée par un emprunt de 1 815 223 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 816 850,35 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 105 389 127,15 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 600 810 766,60€. L'actif net comptable s'élève donc à 504 578 360,55 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 21 883 736,94 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les

emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 76733 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 815 223 € souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 76733.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destiné à financer une opération de démolition et reconstruction de 14 logements sociaux collectifs « Terra Lumina » située Allée des Pêcheurs à Marseille, 13009.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 025-4481/18/CM**

#### **■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération de construction de 23 logements sociaux "Coeur d'Ilot" située 218 Chemin de Sainte Marthe à Marseille MET 18/8182/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 23 logements sociaux « Coeur d'Ilot » située 218 Chemin de Sainte Marthe à Marseille, 13014.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération d'un montant total de 3 541 715 € est financée par un emprunt de 2 338 080 € proposé par la Caisse des

Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 052 136 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 105 389 127,15 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 600 810 766,60€. L'actif net comptable s'élève donc à 504 578 360,55 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 21 883 736,94 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;

- Le contrat de Prêt N° 76731 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 338 080 € souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 76731.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destiné à financer une opération de construction de 23 logements sociaux collectifs « Coeur d'Ilot » située 218 Chemin de Sainte Marthe à Marseille, 13014.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération.

**Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 026-4482/18/CM**

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration d'un logement social "Le Patio du Canet" située 5 Boulevard Louis Bovet à Marseille  
MET 18/8183/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition-amélioration d'un logement social « Le Patio du Canet » située 5 Boulevard Louis Bovet à Marseille, 13014.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération d'un montant total de 271 918 € est financée par un emprunt de 191 548 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 86 196,60 €.



L'analyse financière de la SA HLM Logirem, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 105 389 127,15 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 600 810 766,60€. L'actif net comptable s'élève donc à 504 578 360,55 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 21 883 736,94 €. Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 76735 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 191 548 € souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 76735.

Ce prêt, constitué de deux lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition-amélioration d'un logement social collectif « Le Patio du Canet » située 5 Boulevard Louis Bovet à Marseille, 13014.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

##### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

##### **Article 3 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 027-4483/18/CM**

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération de construction de 51 logements sociaux "Livi" située Traverse La Fuente, Rue Mèradou à Marseille**

#### **MET 18/8185/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 51 logements sociaux « Livi » située Traverse La Fuente, Rue Mèradou à Marseille, 13015.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération d'un montant total de 8 145 843 € est financée par un emprunt de 5 233 190 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 2 354 935,50 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 105 389 127,15 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 600 810 766,60 €. L'actif net comptable s'élève donc à 504 578 360,55 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 21 883 736,94 €. Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 75754 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 5 233

190 € souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et aux conditions du Contrat de Prêt N° 75754.

Ce prêt, constitué de quatre lignes de prêt, est destiné à financer une opération de construction de 51 logements sociaux collectifs « Livi » située Traverse La Fuente, Rue Méradou à Marseille, 13015.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de cinq logements réservés concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 028-4484/18/CM**

#### **■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour le financement de l'opération de construction de 15 logements sociaux "Arc En Ciel" située Chemin du Garoutier à La Ciotat MET 18/8164/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicité pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 15 logements sociaux « Arc En Ciel » située Chemin du Garoutier à La Ciotat.

Portée par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, cette opération d'un montant total de 2 331 373 € est financée par un emprunt de 1 503 129 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de La Ciotat.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 676 408,05 €.

L'analyse financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal effectuée à partir du bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 487 619 273 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 326 522 450 €. L'actif net comptable s'élève donc à 161 096 853 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 20 185 945 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 78090 en annexe signé entre la SA HLM Nouveau Logis Provençal et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 503 129 € souscrit par la SA HLM Nouveau Logis Provençal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 78090.

Ce prêt, constitué de six lignes du prêt, est destiné à financer une opération de construction de 15 logements sociaux collectifs « Arc En Ciel » située Chemin du Garoutier à La Ciotat.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Nouveau Logis Provençal dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Nouveau Logis Provençal est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Nouveau Logis Provençal opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Nouveau Logis Provençal.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 029-4485/18/CM**

### **■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Erilia pour le financement de l'opération d'acquisition et amélioration de 16 logements sociaux "Les Terrasses d'Allauch" située 120 Avenue du Général de Gaulle à Allauch MET 18/8166/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition et amélioration de 16 logements sociaux « Les Terrasses d'Allauch » située 120 Avenue du Général de Gaulle à Allauch.

Portée par la SA HLM Erilia, cette opération d'un montant total de 2 150 090 € est financée par un emprunt de 1 702 090 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville d'Allauch.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 765 940,50 €.

L'analyse financière de la SA HLM Erilia effectuée à partir du bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 3 950 788 000 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 2 917 950 000 €. L'actif net comptable s'élève donc à 1 032 838 000 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 53 027 000 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 78398 en annexe signé entre la SA HLM Erilia et la Caisse des Dépôts et Consignations.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 702 090 € souscrit par la SA HLM Erilia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 78398.

Ce prêt, constitué de deux lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition et amélioration de 16 logements sociaux collectifs « Les Terrasses d'Allauch » située 120 Avenue du Général de Gaulle à Allauch.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt

(durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Erilia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Erilia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Erilia est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Erilia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Erilia.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 030-4486/18/CM**

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 103 logements sociaux "Les Ballons" située Rue des Ballons à Meyreuil**  
**MET 18/7948/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 103 logements sociaux « Les Ballons » située Rue des Ballons à Meyreuil.

Portée par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, cette opération d'un montant total de 15 218 711 € est financée par un emprunt de 8 038 170 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Meyreuil.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 4 420 993,50 €.

L'analyse financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 487 619 273 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 326 522 450 €. L'actif net comptable s'élève donc à 161 096 853 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 20 185 945 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;

- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n°FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération n°FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 78233 en annexe signé entre la SA HLM Nouveau Logis Provençal et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 8 038 170 € souscrit par la SA HLM Nouveau Logis Provençal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 78233.

Ce prêt, constitué de sept lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 103 logements « Les Ballons » située Rue des Ballons à Meyreuil.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Nouveau Logis Provençal dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Nouveau Logis Provençal est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Nouveau Logis Provençal opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de onze logements réservés concernant ladite opération

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Nouveau Logis Provençal.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 031-4487/18/CM**

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 6 logements sociaux "Pierres de Provence" située Rue Paul Arquier à Saint-Cannat  
MET 18/7949/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements sociaux « Pierres de Provence » située Rue Paul Arquier à Saint-Cannat.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération d'un montant total de 1 139 037 € est financée par un emprunt de 834 321 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 458 876,55 €.

L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 369 553 486 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 253 643 820 €. L'actif net comptable s'élève donc à 115 909 666 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 2 718 219 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales; et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n°FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 834 321 € à souscrire par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements collectifs « Pierres de Provence » située Rue Paul Arquier à Saint-Cannat.



**Article 2 :**

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt - Offre CDC				
	PLAI	PLAI Foncier	PLUS	PLUS Foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Montant Ligne du Prêt	179 904 €	107 355 €	342 613 €	204 449 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle			
Taux de la période	0.55%	1.07%	1.35%	1.07%
TEG de la Ligne du Prêt	0.55%	1.07%	1.35%	1.07%
Phase de préfinancement				
Durée	de 3 à 24 mois			
Taux d'intérêt (1)	Livret A - 0,2 %	Livret A + 0,32 %	Livret A + 0,6 %	Livret A - 0,2 %
Règlement des intérêts	Capitalisation			
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Index	Livret A			
Marge fixe sur index	-0.20%	0.32%	0.60%	0.32%
Taux d'intérêt (1)	Livret A - 0,2 %	Livret A + 0,32 %	Livret A + 0,6 %	Livret A + 0,32 %
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement (2)	Amortissements déduit (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalités de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité des échéances (3)	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
Taux plancher de progressivité des échéances	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%

<b>(1) Taux d'intérêt</b>	Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.
<b>(2) Profil d'amortissement</b>	Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.
<b>(3) Taux de progressivité des échéances</b>	de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%.

**Article 3 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au

bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 4 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

#### **Article 5 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

#### **Article 6 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA HLM Famille et Provence, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 032-4488/18/CM**

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM NEOLIA pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 6 logements sociaux "Les Jardins de Saint-Cannat" située Chemin des Fumades à Saint-Cannat - Abrogation de la délibération FAG 010-2266/17/CM du 13 juillet 2017 MET 18/7951/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements sociaux « Les Jardins de Saint-Cannat » située Chemin des Fumades à Saint-Cannat.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 13 juillet 2017 pour l'approbation de la garantie d'emprunt. Le co-garant prévu à l'origine, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, n'ayant pas accordé sa garantie, il est nécessaire de délibérer à nouveau sur l'opération.

Portée par la SA HLM NEOLIA, cette opération d'un montant total de 780 520 € est financée par un emprunt de 288 180 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Saint-Cannat.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la

Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 158 499 €.

L'analyse financière de la SA HLM NEOLIA, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 669 172 467 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 1 224 229 340 €. L'actif net comptable s'élève donc à 444 943 127 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 22 038 160 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales; et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n°FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération n°FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 76984 en annexe signé entre la SA HLM NEOLIA et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est abrogée la délibération n° FAG 010-2266/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017.

**Article 2 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 288 180 € souscrit par la SA HLM NEOLIA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 76984.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements collectifs «Les Jardins de Saint-Cannat» située Chemin des Fumages à Saint-Cannat.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 3 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM NEOLIA dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM NEOLIA pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM NEOLIA est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période

sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM NEOLIA opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 4 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

**Article 5 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM NEOLIA.

**Article 6 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 033-4489/18/CM**

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Grand Delta Habitat pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux "Les Festons 2" située Rue des Festons à Pertuis  
MET 18/7952/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements sociaux « Les Festons 2 » située Rue des Festons à Pertuis.

Portée par la SA HLM Grand Delta Habitat, cette opération d'un montant total de 1 435 566 € est financée par un emprunt de 1 068 601 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 5 % par la ville de Pertuis, et de 40 % par le Conseil Départemental de Vaucluse.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 587 730,55 €.

L'analyse financière de la SA HLM Grand Delta Habitat, effectuée à partir de son bilan 2016, met en évidence un actif comptable égal à 1 206 616 582 €, et un passif réel (dettes) correspondant à 945 988 652 €. L'actif net comptable s'élève donc à 260 627 930 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 19 947 522 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n°FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération n°FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de Prêt N° 75945 en annexe signé entre la SA HLM Grand Delta Habitat et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 068 601 € souscrit par la SA HLM Grand Delta Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 75945.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 10 logements collectifs « Les Festons 2 » située Rue des Festons à Pertuis.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Grand Delta Habitat dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Grand Delta Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Grand Delta Habitat est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une

capitalisation sauf si la SA HLM Grand Delta Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Grand Delta Habitat.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 034-4490/18/CM**

#### **■ Attribution d'un fonds de concours à la commune de Cadolive pour l'aménagement d'un parcours de santé à La Sarriée MET 18/8419/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 24 juin 2015, la commune de Cadolive a sollicité auprès de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, un fonds de concours dans le cadre de son projet d'aménagement d'un parcours de santé à La Sarriée.

Par délibération du 6 juillet 2015, le Conseil communautaire a attribué pour l'aménagement d'un parcours de santé à La Sarriée au sein de la commune de Cadolive, un fonds de concours dont le montant ne pourra excéder la part du financement assurée, hors subventions, par la commune de Cadolive.

Le projet consiste à construire un plateau sportif pour divers utilisateurs, dont notamment les membres des 42 associations du village, les sportifs venus de tous

horizons ainsi que les familles des communes voisines.

Une extension extérieure au droit du gymnase est prévue ainsi que la réalisation d'un parcours santé dotés d'équipements adaptés aux besoins des sportifs mais également des retraités et des familles. Cet équipement complètera les infrastructures déjà présentes mais vieillissantes et offrira un lieu de loisirs au plus grand nombre pour des weekends de détente.

Le coût de l'opération est estimé à 1 100 000 € HT.  
Le fonds de concours alloué par la Métropole est plafonné à 220 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique ;
- La délibération 24 juin 2015 du Conseil municipal de la commune de Cadolive sollicitant un fonds de concours auprès de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération n° 14-0715 Conseil communautaire du 6 juillet 2015 portant attribution du fonds de concours pour l'aménagement d'un parcours de santé à La Sarriée au sein de la commune de Cadolive ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 octobre 2018

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La nécessité pour la commune de Cadolive de pouvoir bénéficier d'un fonds de concours pour l'aménagement d'un parcours de santé.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée l'attribution d'un fonds de concours dont le montant ne pourra excéder la part du financement assurée, hors subventions, par la commune de Cadolive pour son opération d'aménagement d'un parcours de santé à la Sariée, soit un montant plafonné à 220 000 euros.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en section d'investissement - Opération 4581174016.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 035-4491/18/CM**

### **■ Attribution d'un fonds de concours à la commune de Saint Savournin pour la reconstruction de la médiathèque MET 18/8420/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération en date du 14 octobre 2015, la commune de Saint Savournin a sollicité auprès de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, un fonds de concours dans le cadre de son projet de reconstruction de la médiathèque.

Par délibération en date du 26 octobre 2015, le Conseil communautaire a attribué pour la reconstruction de la médiathèque de la commune de Saint Savournin, un fonds de concours dont le montant ne pourra excéder la part du financement assurée, hors subventions, par la commune de Saint Savournin.

Le projet consiste en la reconstruction de la médiathèque. D'une surface utile de 250m<sup>2</sup>, cet espace accueillera l'ensemble des personnes, écoliers ou autres visiteurs souhaitant se rendre à la médiathèque. Il s'articulera autour d'un espace

d'accueil du public, d'un espace de convivialité, des espaces de consultation scindés en deux zones (un espace libre accès adulte / multimédia et un espace libre accès enfants) et enfin un bureau.

Le coût de l'opération est estimé à 895 547 € HT.

Le fonds de concours alloué par la Métropole est plafonné à 176 953 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique ;
- La délibération 14 octobre 2015 du Conseil municipal de la commune de Saint Savournin sollicitant un fonds de concours auprès de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
- La délibération n°5-1015 du Conseil communautaire du 26 octobre 2015 portant attribution du fonds de concours pour la reconstruction de la médiathèque de la Commune de Saint Savournin ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 octobre 2018.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- La nécessité pour la commune de Saint Savournin de pouvoir bénéficier d'un fonds de concours pour la reconstruction de la médiathèque.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée l'attribution d'un fonds de concours dont le montant ne pourra excéder la part du financement assurée, hors subventions, par la commune de Saint Savournin pour son opération de reconstruction de la médiathèque, soit un montant plafonné à 176 953 euros.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en section d'investissement, opération 4581174020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 036-4492/18/CM**

#### **■ Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille Provence - Adoption de la Décision Modificative n°2 de l'exercice 2018 et des Etats Spéciaux de Territoires MET 18/8440/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

nomenclature M57 pour le Budget Principal de la Métropole. Elle enregistre des ajustements et les transferts intervenus dans la gestion depuis le vote du budget supplémentaire, mais également en opérations d'ordre les intégrations du patrimoine des territoires dans les comptes de la Métropole.

Le résultat de ce projet de Décision Modificative est présenté successivement en balance générale qui regroupe par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre. Il fait également l'objet d'une présentation par fonction.

En application des dispositions de l'article L.5218-8-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, les états spéciaux du territoire de Marseille-Provence, du territoire du Pays d'Aix, du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et du territoire d'Istres-Ouest Provence, adoptés en équilibre réel par les Conseils de territoire concernés, sont soumis au vote du Conseil de Métropole en même temps que le projet de budget de la métropole. L'état spécial du Territoire du Pays Salonais ne fait pas l'objet d'une décision modificative n°2 pour 2018.

Chaque territoire s'étant prononcé par l'adoption de son état spécial dans les conditions précisées à l'article L.1612-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé que le Conseil de métropole arrête les états spéciaux de territoire comme suit :

EST du territoire Marseille Provence :

**Section de Fonctionnement- 734 898,00 euros**  
**Section d'Investissement- 6 221 560,00 euros**

EST du territoire du Pays d'Aix :

**Section de Fonctionnement 0,00 euros**  
**Section d'Investissement 0,00 euros**

EST du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

**Section de Fonctionnement 0,00 euros**  
**Section d'Investissement 0,00 euros**

EST du territoire Istres-Ouest Provence :

**Section de Fonctionnement 0,00 euros**  
**Section d'Investissement + 204 734,00 euros**

EST du territoire du Pays de Martigues

**Section de Fonctionnement**  
**Section d'Investissement**

La modification des états spéciaux de Territoire a pour conséquence de modifier comme présenté ci-après les dotations de gestion allouées aux Territoires.

	Fonctionnement	Investissement	Total
<b>Marseille Provence</b>	0,00	- 6 221 560,00	- 6 221 560,00
<b>Pays d'Aix</b>	0,00	0,00	0,00
<b>Pays Salonais</b>	0,00	0,00	0,00
<b>Pays d'Aubagne</b>	0,00	0,00	0,00
<b>Istres Ouest Provence</b>	0,00	+ 204 734,00	+ 204 734,00
<b>Pays de Martigues</b>	0,00	0,00	0,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 031-3050/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le budget primitif 2018 du budget Principal de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 012-3595/18/CM du 22 mars 2018 approuvant la Décision Modificative n° 1 – 2018 du budget principal de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 022-4071/18/CM du 28 juin 2018 approuvant le Budget Supplémentaire 2018 du budget principal de la Métropole ;
- L'adoption par les territoires des modifications apportées aux Etats Spéciaux de Territoire.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Les états spéciaux de territoires sont arrêtés aux chiffres suivants :

L'état spécial du territoire du Pays Salonais ne fait pas l'objet d'une décision modificative.

EST du territoire Marseille Provence :

**Section de Fonctionnement - 734 898,00 euros**  
**Section d'Investissement - 6 221 560,00 euros**

EST du territoire du Pays d'Aix :

**Section de Fonctionnement**  
**Section d'Investissement**

EST du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

**Section de Fonctionnement**  
**Section d'Investissement**

EST du territoire Istres-Ouest Provence :

**Section de Fonctionnement**  
**Section d'Investissement + 204 734,00 euros**

EST du territoire du Pays de Martigues

**Section de Fonctionnement**  
**Section d'Investissement**

#### **Article 2 :**

Sont approuvées les modifications des dotations de gestion 2018 comme suit :

	Fonctionnement	Investissement	Total
<b>Marseille Provence</b>	0,00	- 6 221 560,00	- 6 221 560,00
<b>Pays d'Aix</b>	0,00	0,00	0,00
<b>Pays Salonais</b>	0,00	0,00	0,00
<b>Pays d'Aubagne</b>	0,00	0,00	0,00
<b>Istres Ouest Provence</b>	0,00	+ 204 734,00	+ 204 734,00
<b>Pays de Martigues</b>	0,00	0,00	0,00



### **Article 3 :**

La Décision Modificative n°2 de l'exercice 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence est votée et arrêtée aux chiffres inscrits à la Balance Générale du budget principal.

Elle s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

**Section de Fonctionnement    4 799 502,05 euros**  
**Section d'Investissement     + 2 877 941,80 euros**

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 037-4493/18/CM**

■ **Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille Provence - Adoption de la Décision Modificative n°2 des budgets annexes du Territoire Istres-Ouest Provence**  
**MET 18/8398/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du

Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En cours d'année, la Présidente peut présenter à l'assemblée délibérante une ou plusieurs décisions modificatives. Elles permettent d'ajuster les prévisions budgétaires en recettes et/ou en dépenses et de prendre en compte ainsi des éléments nouveaux, non intégrés dans les documents budgétaires précédents.

Afin de permettre l'exécution de diverses dépenses en sections de fonctionnement et d'investissement sur les budgets annexes, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les décisions modificatives n° 2 suivantes :

- du budget annexe "Régie Action Sociale" ;
- du budget annexe "Traitement des Déchets".

Les mouvements de crédits sont détaillés ci-dessous :

#### **Concernant le Budget annexe "Régie Action Sociale" :**

Recettes de fonctionnement :

- Chapitre 74 - Subventions d'exploitation pour un montant de – 3 336 €
- Chapitre 013 - Atténuation de charges pour un montant de 3 336 €

Au total, l'équilibre de la DM n° 2 pour 2018 de ce budget s'établit comme suit :

	Dépenses	Recettes
Investissement	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00

- Chapitre 013 - Atténuation de charges pour un montant de 42 468 €

Au total, l'équilibre de la DM n° 2 pour 2018 de ce budget s'établit comme suit :

#### **Concernant le Budget annexe "Traitement des Déchets" :**

Recettes de fonctionnement :

- Chapitre 74 - Subventions d'exploitation pour un montant de – 42 468 €

	Dépenses	Recettes
Investissement	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00

Les budgets annexes Eau potable, Assainissement et Entreprises ne font pas l'objet d'une DM n° 2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° FAG 037-3056/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant sur le vote des budgets primitifs 2018 ;
- La délibération n° FAG 016-3599/18/CM du 22 mars 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation de la Décision Modificative n° 1 des budgets annexes du Territoire Istres-Ouest Provence de l'exercice 2018 ;
- La délibération n° FAG 036-4087/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant adoption du budget supplémentaire 2018 des budgets annexes du Territoire Istres-Ouest Provence

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la décision modificative n° 2 du budget annexe "Régie Action Sociale" du territoire Istres-Ouest Provence chapitre par chapitre.

Au total, l'équilibre de la décision modificative n° 2 pour 2018 de ce budget s'établit comme suit :

	Dépenses	Recettes
Investissement	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00

**Article 2 :**

Est approuvée la décision modificative n° 2 du budget annexe "Traitement des Déchets" du territoire Istres-Ouest Provence chapitre par chapitre.

Au total, l'équilibre de la décision modificative n° 2 pour 2018 de ce budget s'établit comme suit :

	Dépenses	Recettes
Investissement	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 038-4494/18/CM**

**■ Participation 2018 du budget principal à l'équilibre du Budget Annexe Ports Ouest Territoires - Compétences transférées à partir de l'exercice 2018  
MET 18/7675/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La compétence de création, aménagement et gestion des zones d'activité portuaire a été transférée à la Métropole pour l'ensemble de son territoire au 1er janvier 2018 dans le cadre de la loi NOTRe.

Cette compétence relève d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC).

Or, les SPIC sont soumis au principe de l'équilibre financier, posé par les articles L.2224-1 et L.2224-2 du CGCT. L'application de ce principe nécessite l'individualisation des opérations afférentes dans un

budget spécifique et son financement par la seule redevance acquittée par les usagers.

Un budget annexe dénommé PORTS OUEST TERRITOIRES a ainsi été créé par délibération du 14 décembre 2017 pour la création, l'aménagement et la gestion de zones d'activité portuaire situées sur le secteur Ouest de la Métropole. Il intègre la gestion des ports de plaisance localisés sur les communes d'Istres (Port des Heures Claires), Berre-L'étang (Port Albert Samson), Saint-Chamas et Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Les tarifs 2018 ont été approuvés par délibération du 14 décembre 2017 sur le principe de la reconduction des tarifs appliqués en 2017.

Le Budget Primitif 2018 a été adopté à cette même séance et ajusté par un Budget Supplémentaire le 28 juin 2018, au vu des éléments de préparation dont disposaient les services de la Métropole et par référence aux documents budgétaires des communes des exercices précédents.

Toutefois, après analyse des conditions d'exploitation du service, les projections budgétaires actualisées font aujourd'hui apparaître un potentiel déséquilibre de l'ordre de 670 000 € sur l'exercice 2018 qu'il conviendra de corriger dès la prochaine décision modificative.

Celui-ci s'inscrit dans la continuité de la gestion précédente des ports de plaisance par les communes, après travaux d'évaluation et de consolidation des charges transférées.

En effet, dans un effort de consolidation, la Métropole a souhaité rattacher à son budget annexe toutes les

charges afférentes à l'exercice de la compétence qui émergeaient précédemment au budget principal des Communes :

#### Consolidation des charges de personnel

Charges de personnel	Effectif affecté ETP	Montant
Comptes Administratifs 2017 des budgets annexes ville	6.00	214 000 €
Evaluation des transferts valorisée 2018	13.25	610 000 €
Augmentation	+ 7.25	+ 396 000 €

#### Consolidation des charges de gestion

L'évaluation des charges de gestion à partir des budgets annexes des communes laisse apparaître un niveau général plutôt faible. Un ajustement pour l'exercice 2018 est nécessaire par référence aux quotités normatives en matière de gestion des ports de plaisance, sur la base d'un complément de 140 000 €.

Ces évaluations pourront bien entendu être réajustées à la lumière des coûts réels.

#### Prise en compte des participations précédentes

Ville d'Istres :

Le Budget Annexe Ports de la ville d'Istres était déjà déficitaire sur les exercices budgétaires de 2014 à 2017 avec versement d'une subvention. Après retraitement des données sur une moyenne de quatre exercices, les conditions du transfert ne permettant pas d'évolution des modalités de gestion, le montant pris en compte pour l'exercice 2018 est de 134 000 €.

#### Synthèse :

Au vu des éléments d'analyse mis en évidence, il apparaît que le fonctionnement du service public a nécessité par le passé la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne pouvaient être financés sans suivant :

Consolidation des charges de personnel	396 000 €
Consolidation des charges de gestion	140 000 €
Prise en compte des participations précédentes par les communes	134 000 €
TOTAL	670 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

augmentation excessive des tarifs. Un certain nombre de charges étaient prises en compte au budget général des communes.

De plus, les conditions du transfert à la Métropole ne permettent pas dans cette première année de faire évoluer les conditions de gestion des équipements portuaires et leur tarification.

Ainsi, dans le budget 2018 du budget annexe PORTS OUEST TERRITOIRES, la structure des recettes propres ne permet pas de couvrir l'ensemble des dépenses du service. Il existe donc des déficits prévisionnels sur ce budget annexe qui nécessitent le recours à une participation du budget principal, tel que prévu par l'article L. 2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, afin de respecter le principe d'équilibre budgétaire posé par l'article L 2412-1 du CGCT.

La participation 2018 du budget principal au budget annexe est déterminée par différence entre l'ensemble des dépenses et recettes réalisées et son versement s'effectuera en fin d'exercice.

Pour information, la participation prévisionnelle à inscrire au budget et permettant d'équilibrer le budget annexe PORTS OUEST TERRITOIRES est de l'ordre de 670 000 €.

Le détail des déséquilibres constaté est le

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 200-3219/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil métropolitain approuvant la création d'un budget annexe pour la compétence transférée « la création, l'aménagement et la gestion de zones d'activité portuaire » ;
- Les travaux d'évaluation de la mission CLECT ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la compétence de création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire relève d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC) ;
- Que les SPIC sont soumis au principe de l'équilibre financier, posé par les articles L.2224-1 et
- L.2224-2 du CGCT ;
- Que l'application de ce principe nécessite l'individualisation des opérations relatives aux SPIC dans un budget spécifique équilibré, au moyen principalement des tarifs payés par les usagers ;
- Que le transfert de la compétence a permis un travail de consolidation des inscriptions budgétaires avec rattachement des charges afférentes à l'exercice de la compétence qui émargeaient précédemment au budget principal des Communes ;
- Que les projections budgétaires consolidées font apparaître un déséquilibre potentiel de 670 000 € ;
- Que l'évolution des modalités de gestion du service ne peut s'inscrire que dans la durée ;
- Que l'article L.2224-2 ainsi que l'instruction budgétaire et comptable M4 précisent que dans certains cas particuliers, le budget principal peut prendre en charge une partie des dépenses du budget annexe ;
- Que le fonctionnement du service public a nécessité par le passé la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne pouvaient être financés sans augmentation excessive des tarifs ;

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvé le principe de la participation 2018 à l'équilibre du Budget Annexe PORTS OUEST TERRITOIRES par le Budget Principal.

Elle sera inscrite en Décision budgétaire Modificative et sera versée en fin d'exercice en fonction des résultats réels de l'exploitation du service.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 039-4495/18/CM**

**■ Modification de la contribution du budget principal au Budget Annexe Assainissement du territoire Marseille-Provence au titre de la gestion unitaire des eaux pluviales  
MET 18/7695/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 19 décembre 2014, le Conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a adopté la méthode de calcul de la contribution de son Budget Principal aux charges « pluvial » de son budget annexe « Assainissement ».

En effet, par arrêt n°349614 du 4 décembre 2013, le Conseil d'Etat a décidé que la compétence « Eau et Assainissement » transférée à la Communauté Urbaine à sa création incluait également la gestion des eaux pluviales urbaines.

Conformément aux dispositions de l'article L.2226-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la gestion des eaux pluviales urbaines constitue un service public administratif contrairement au service de l'assainissement qui, aux termes de l'article L.2224-11 du même code, est un service public à caractère industriel et commercial (SPIC).

Les SPIC doivent être équilibrés en dépenses et en recettes. Le budget annexe de l'Assainissement, dont l'équilibre est assuré à titre principal par les redevances versées par les usagers du service de l'Assainissement, ne peut donc assurer le financement des charges de fonctionnement et d'investissement relatives à la collecte, au transport et

à l'épuration des eaux usées. Ces dernières relèvent du Budget Principal et doivent être couvertes par des ressources fiscales.

La ville de Marseille étant assainie en système mixte, une partie de la gestion du réseau d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales du Territoire de Marseille Provence reste unitaire. Cela se traduit, sur le plan comptable, par l'imputation en totalité sur le budget annexe de l'Assainissement des dépenses la concernant. Afin de respecter les règles de financement des SPIC, une participation du Budget Principal au budget annexe de l'Assainissement a été instituée par délibération du 19 décembre 2014 susvisée afin de compenser les coûts d'exploitation du réseau pluvial unitaire (qui est confondu avec l'assainissement) supportés par ce dernier.

Il a ainsi été décidé de fixer forfaitairement cette contribution à 10% des charges de fonctionnement globales (dépenses réelles + dotations aux amortissements) du budget annexe de l'Assainissement. Ce pourcentage a depuis été utilisé chaque année pour calculer la part de dépenses du budget annexe de l'Assainissement prise en charge par le Budget Principal au titre du « pluvial ».

Ce montant forfaitaire a été déterminé selon des caractéristiques techniques identifiées sur le territoire de la ville de Marseille.

Après trois années de mise en œuvre, il convient de procéder à son actualisation sur la base d'une évaluation des charges fondée sur le Budget Primitif 2018. Les montants pris en charge par le Budget principal seront calculés sur la base du montant mandaté au cours de l'exercice n-1 tels que constatés au Compte Administratif de l'exercice n-1 du Budget annexe de l'Assainissement du Territoire Marseille-Provence. L'évaluation des charges se décompose comme suit :

- Dotation aux amortissements : 3,66% de la dotation, soit, à titre d'information, pour l'année 2018, la somme de 554 871,96 € ;
- Charges financières : 3,66%, soit, à titre d'information pour l'année 2018, la somme de 173 054,67 € ;
- Autres charges de fonctionnement : 10% des charges réelles inscrites aux chapitres 011 – charges à caractère général, 012 – Charges de personnel, 65 – Autres charges de gestion courante et 67 – charges exceptionnelles, soit,

à titre d'information pour l'année 2018, la somme de 786 880,23 €.

Au total, le montant de la contribution 2018 s'élève à 1 514 806,86 € (données CA 2017).

Ces nouvelles modalités de calcul de la contribution entrent en application dès l'exercice budgétaire 2018 et jusqu'à leur révision.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°67-945 du 24 octobre 1967 relatif à l'institution, au recouvrement et à l'affectation des redevances dues par les usagers des réseaux d'assainissement et des stations d'épuration ;
- La circulaire n°78-545 du 12 décembre 1978 relative aux modalités d'application du décret susvisé ;
- L'arrêt n°349614 du Conseil d'Etat du 4 décembre 2013 ;
- La délibération n°FCT 005-533/14/CC du 19 décembre 2014 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole relative à la contribution du Budget Principal au Budget Annexe Assainissement au titre de la gestion unitaire des eaux pluviales ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 16 octobre 2018.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la charge financière que doit supporter le Budget Principal au titre de la gestion des

eaux pluviales doit intégrer les coûts relatifs à la partie « unitaire » du réseau supportés par le budget annexe de l'Assainissement du Territoire Marseille Provence ;

- La nécessité d'actualiser le montant forfaitaire fixé par délibération du 19 décembre 2014 précitée ;

## **Délibère**

### **Article unique :**

A compter de l'exercice budgétaire 2018 et jusqu'à nouvelle délibération, le montant de la contribution annuelle du Budget Principal au budget annexe de l'Assainissement du Territoire Marseille Provence au titre de la gestion unitaire des eaux pluviales sera calculée sur la base de :

- 3,66% de la dotation aux amortissements ;
- 3,66% des charges financières ;
- 10% des charges réelles (chapitres 011, 012, 65 et 67)

du budget annexe de l'Assainissement du Territoire Marseille Provence.

Le remboursement du budget Principal Métropole au budget annexe de l'Assainissement du Territoire Marseille Provence sera calculé sur le mandaté de l'année N-1 tel que constaté au Compte Administratif de l'exercice n-1 du Budget annexe de l'Assainissement du Territoire Marseille-Provence.

La dépense sera constatée sur le budget Principal Métropole, sous politique F180 - nature 62872.

La recette sera constatée sur le budget annexe Assainissement du Territoire Marseille Provence, sous-politique F180, nature 7087.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 040-4496/18/CM**

#### **■ Budget annexe des Transports Métropolitains - Adoption de la Décision Modificative n°3 de l'exercice 2018 MET 18/8442/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, la fusion des services transports des territoires est effective dans un budget unique des transports métropolitains avec le vote au 14 décembre 2017 du budget Primitif 2018.

Comme le Budget Primitif et le Budget Supplémentaire, la Décision Modificative est établie selon la nomenclature M43. Elle permet de réaliser des ajustements de crédits. Le résultat de ce projet de Décision Modificative est présenté successivement en balance générale. Cette balance regroupe par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 032-3051/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le Budget Primitif 2018 du budget annexe des Transports Métropolitains ;
- La délibération n° FAG 013-3596/18/CM du 22 mars 2018 approuvant la Décision Modificative n°1 – 2018 du budget annexe des Transports Métropolitains ;
- La délibération n° FAG 036 – 3806/18/CM du 18 mai 2018 approuvant la Décision Modificative n°2 - 2018 du budget annexe des Transports Métropolitains ;
- La délibération n° FAG 025-4074/18/CM du 26 juin 2018 approuvant le Budget Supplémentaire 2018 du budget annexe des Transports Métropolitains.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

## Délibère

### Article unique :

La Décision Modificative n°3 de l'exercice 2018 du budget annexe des Transports Métropolitains est votée et arrêtée aux chiffres inscrits à la balance générale.  
Elle s'équilibre en dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement + 131 336,00 euros  
Section d'Investissement + 34 223,13 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 041-4497/18/CM**

■ **Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption de la Décision Modificative n°2 de l'exercice 2018 du territoire Marseille Provence**  
**MET 18/8441/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif et le Budget Supplémentaire, la Décision Modificative n°2 est établie selon la nomenclature M57 pour le Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets et pour le budget annexe Opérations d'Aménagement, voté par nature avec présentation fonctionnelle, et selon la nomenclature M4 pour les Budgets Annexes de l'Eau, de l'Assainissement, des Ports de Plaisance, du Marché d'Intérêt National et du Crématorium.

La Décision Modificative n°2 est un budget d'ajustements des crédits. Les résultats de ce projet de Décision Modificative sont présentés successivement en balances générales distinctes pour les Budgets Annexes.  
Ces Balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 033-3052/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le budget primitif 2018 des budgets annexes du territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FAG 014-3597/18/CM du 22 mars 2018 approuvant la décision modificative n°1 - 2018 des budgets annexes du territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FAG 027-4076/18/CM du 28 juin 2018 approuvant le Budget Supplémentaire 2018 des budgets annexes du territoire Marseille Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

**Délibère**

### Article unique :

La Décision Modificative n°2 pour 2018 du territoire Marseille Provence est votée et arrêtée aux chiffres inscrits à la Balance Générale des Budgets Annexes Collecte et Traitement des déchets, de l'Eau, de l'Assainissement, des Ports de Plaisance, du Marché d'Intérêt National et du Crématorium et des Opérations d'Aménagement.  
Elle s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

**Concernant le Budget Collecte et Traitement des Déchets :**

Section de Fonctionnement 32 528,00 euros  
Section d'Investissement 0,00 euros

**Concernant le Budget Eau :**

Section de Fonctionnement 754 639,00 euros  
Section d'Investissement

**Concernant le Budget Assainissement :**

Section de Fonctionnement 281 890,00 euros  
Section d'Investissement 0,00 euros

**Concernant le Budget Ports de Plaisance :**

Section de Fonctionnement 13 255,00 euros  
Section d'Investissement - 15 108,15 euros

**Concernant le Budget Marché d'Intérêt National :**

Section de Fonctionnement 0,00 euros  
Section d'Investissement 0,00 euros

**Concernant le Budget Crématorium :**

Section de Fonctionnement 0,00 euros  
Section d'Investissement 0,00 euros

**Concernant le Budget Opérations  
d'Aménagement:**

Section de Fonctionnement 0,00 euros  
Section d'Investissement 0,00 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 042-4498/18/CM**

**■ Ajustements des montants de trois opérations  
budgétaires dans le cadre de la Décision  
Modificative n°2 du Conseil de Territoire Marseille  
Provence**

**MET 18/8231/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la décision modificative n°2 d'octobre 2018, il est proposé d'ajuster les montants de trois opérations budgétaires conformément aux dispositions suivantes afin de permettre le lancement de procédures de commandes ou d'appel d'offres.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération PEDD 024-708/15/CC du 19 février 2015 portant sur Approbation de l'affectation d'une opération générique nouvelle liée au pluvial sur le territoire communautaire ;
- La délibération PEDD 010-1297/15/CC du 25 septembre 2015 portant sur Approbation de l'affectation d'une opération bassins de rétention – subvention d'équipement du budget principal sur le budget annexe de l'assainissement ;
- La délibération PEDD 002-1627/15/CC du 21 décembre 2015 portant sur l'approbation de l'affectation des opérations nouvelles liées au pluvial sur le territoire communautaire ;
- La délibération DEA 001-3649/15/CM du 22 mars 2018 portant sur l'ajustement des montants de deux opérations budgétaires dans le cadre de la décision modificative 1 du budget 2018 pour le Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 007-4226/18/CM du 28 juin 2018 portant sur l'ajustement des montants de deux opérations budgétaires dans le cadre du budget supplémentaire 2018 pour le Territoire Marseille-Provence ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 16 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à des ajustements de plusieurs opérations budgétaires du budget du Conseil de Territoire Marseille Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés les ajustements des opérations budgétaires suivantes :



Sous politique	Code opération	Commune	Libellé d'opération	AP initiale	Ajustement d'AP	AP globale
F180	2015118900 (ancienne 2015/00189)	CT	Travaux Pluviaux GR	3 780 000	+ 1 650 000	5 430 000
F180	2015100100 (ancienne 2015/00001)	CT	Etudes et Travaux Aménagements Pluviaux	1 220 000	- 318 000	902 000
F180	2015112800 (ancienne 2015/00128)	CT	Bassins de Rétention -RBT part unitaire	21 497 804	-1 332 000	20 165 804
<b>TOTAL F180</b>				<b>26 497 804</b>	<b>0</b>	<b>26 497 804</b>

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget du Conseil de Territoire Marseille Provence 2018 CT1 – Fonction 734 - Chapitres 4581151189, 4581151128 et 4581151001 - Sous Politique F180.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 043-4499/18/CM**

#### **■ Budget annexe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption de la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2018 des Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aix**

#### **MET 18/8017/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole a adopté le 14 décembre 2017, le Budget Primitif 2018 des Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aix.

Ces Budgets Primitifs ont été amendés par le Budget Supplémentaire adopté le 28 juin 2018 par le Conseil de Métropole.

Il convient aujourd'hui de préparer une Décision Modificative n° 1 afin de procéder à des ajustements de crédits en section d'investissement et en section de fonctionnement.

### **1 – Service Public d'Elimination des Déchets (S.P.E.D.)**

Cette décision modificative n° 1 s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

**La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à :  
70 000 €**

**La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à :  
70 000 €**

### **2 – Budgets Annexes de l'Eau et de l'Assainissement**

#### **2.1. Budget Annexe de l'Assainissement en DSP**

Cette décision modificative n° 1 s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

**La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à :  
628 179 €**

**La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à :  
-2 816 233€**

#### **2.2. Budget Annexe de l'Assainissement en Régie**

Cette décision modificative n° 1 s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

**La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à :  
174 244 €**

**La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à :  
1 146 457 €**

#### **2.3. Budget Annexe de l'Eau en DSP**

Cette décision modificative n° 1 s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

**La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à :  
153 701 €**

**La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à :  
-1 844 659 €**

#### **2.4. Budget Annexe de l'Eau en Régie**

Cette décision modificative n° 1 s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

**La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à :  
249 435 €**

**La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à :  
1 919 381 €**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 034-30-53/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le Budget Primitif 2018 des Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FAG 029-4078/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant le Budget Supplémentaire 2018 des Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article unique :**

Sont approuvées les décisions modificatives n°1 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix, par nature, tel que présentés ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 044-4500/18/CM**

**■ Budget annexe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption de la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2018 du budget annexe des Opérations d'Aménagement du Territoire du Pays Salonais**

**MET 18/8445/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'instruction comptable M 57 et M 49, la Décision Modificative a pour objet principal d'ajuster les prévisions de dépenses et les recettes arrêtées lors de l'établissement du Budget qui ont subies des modifications au cours de l'exercice.

La Décision Modificative n°1 du Budget Annexe des Opérations d'Aménagement du Territoire du Pays Salonais, retrace la réévaluation des recettes prévues jusqu'au 31/12/2018.

**• Opérations d'Aménagement :**

	DEPENSES	RECETTES
<b>Section de Fonctionnement</b>	<b>1 420 527.25 €</b>	<b>1 420 527.25 €</b>

	DEPENSES	RECETTES
<b>Section d'Investissement</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>

La décision modificative n°1 détaillée, figure en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;
- La délibération FAG 035-3054/17/CM approuvant le Budget Primitif 2018 des Budgets Annexes du Territoire du Pays Salonais ;
- La délibération FAG 032-4081/18/CM approuvant le Budget Supplémentaire 2018 des Budgets Annexes du Territoire du Pays Salonais ;

**Rapporteur,**

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvée la Décision Modificative n°1 du Budget Annexe des Opérations d'Aménagement du Territoire du Pays Salonais, telle que présentée et annexée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 045-4501/18/CM**

**■ Budget annexe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption de la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2018 du Budget annexe "Réseaux de Chaleur Métropolitain" du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile  
MET 18/8297/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du

Fonctionnement	+31 396,44 €
Investissement	0,00 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays Salonais du 8 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire**

Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Décision Modificative n°1 pour l'exercice 2018 du budget annexe « Réseaux de chaleur Métropolitain » a pour objet de procéder, suite aux observations formulées par le Comptable Public, à des régularisations comptables. Ces observations portent sur la reprise des résultats 2017 au Budget Supplémentaire 2018 adopté par délibération du Conseil Métropolitain du 28 juin dernier.

En effet, le budget annexe « Réseaux de chaleur Métropolitain » couvre, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, les opérations du Réseau de chaleur urbain d'Aubagne et celles du Réseau de chaleur de Coudoux.

Lors de l'adoption du Budget Supplémentaire 2018, les résultats constatés à la clôture de l'exercice 2017 des budgets de ces deux réseaux de chaleur ont été repris de façon cumulée. Or, le Comptable Public souhaite que ces résultats soient repris et affectés de manière distincte. La présente Décision Modificative prévoit les crédits nécessaires à la passation des écritures comptables correspondantes.

L'équilibre de la Décision Modificative n°1 s'établit comme suit :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le budget primitif 2018 adopté le 14 décembre 2017 ;
- Le budget supplémentaire adopté le 28 juin 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 046-4502/18/CM**

#### **■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption de la Décision Modificative n°2 de l'exercice 2018 des budgets annexes Crématorium Métropole, Ports Ouest Territoires, Parkings Métropole MET 18/8443/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018, et selon les dispositions de la loi NOTRe, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce toutes les compétences obligatoires métropolitaines qui étaient jusqu'alors exercées par les communes, à l'exception de la voirie dont le transfert s'effectuera en 2020.

Certaines de ces activités relevant du Service Public Industriel et Commercial, il a été créé pour les gérer des budgets annexes établis selon la nomenclature M4, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et du Code Général des Impôts.

Les services concernés sont la gestion de crématorium, de zones d'activité portuaire et de parcs de stationnement.

Un premier Budget Primitif relatif à l'exercice 2018 a été adopté par délibération du 14 décembre 2017 au vu des éléments de préparation communiqués.

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article unique :**

La Décision Modificative n°1 de l'exercice 2018 du Budget Annexe « Réseaux de Chaleur Métropolitain » du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est votée et arrêtée aux montants suivants. Elle s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après:

Fonctionnement	+31 396,44 €
Investissement	0,00 €

Il convient maintenant de procéder, au moyen d'une Décision Modificative, à des ajustements de crédits pour tenir compte de nouveaux éléments issus de l'arrêté des comptes des budgets communaux clôturés.

La Décision Modificative n°2 pour 2018 est votée et arrêtée aux chiffres inscrits à la Balance Générale des Budgets Annexes Crématorium Métropole, Ports Ouest Territoires et Parkings Métropole.

Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

#### **Concernant le Budget Crématorium Métropole :**

- Section d'Exploitation 0.00 euros
- Section d'Investissement 43 000.00 euros

#### **Concernant le Budget Ports Ouest Territoires :**

- Section d'Exploitation -576 563.00 euros
- Section d'Investissement -459 000.00 euros

#### **Concernant le Budget Parkings Métropole :**

- Section d'Exploitation 0.00 euros
- Section d'Investissement 34 634.00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 200-3219/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant la création de budgets annexes pour les compétences transférées ;
- La délibération n° FAG 199-3218/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le budget primitif 2018 de ces budgets annexes ;
- La délibération n° FAG 044-4097/18/CM du 26 juin 2018 approuvant le budget supplémentaire 2018 de ces budgets annexes.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article unique :**

Sont approuvées les décisions modificatives n°2 pour 2018 des budgets annexes Crématorium Métropole, Ports Ouest Territoires et Parkings Métropole telles qu'elles vous sont présentées ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 047-4503/18/CM**

**■ Budget Annexe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption de la Décision Modificative n°2 Régie des Eaux du Territoire du Pays de Martigues de l'exercice 2018  
MET 18/8262/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'instruction comptable M 49, la décision modificative a pour vocation de réajuster, en cours d'exercice, les prévisions et / ou les affectations budgétaires, sans remettre en cause les équilibres du budget et permettent ainsi de prendre en compte des éléments nouveaux, non intégrés dans les documents budgétaires précédents.

Afin de permettre l'exécution de diverses dépenses et recettes en section d'investissement sur les Budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence Régie des Eaux et Régie d'Assainissement du Territoire du Pays de Martigues, il est proposé au Conseil de la Métropole, d'approuver la décision modificative n°2 suivante du budget eau potable pour un montant de + 4 600,02 euros HT.

Les mouvements de crédit sont détaillés ci-dessous :

Dépenses d'investissement:

Chapitre 16 Dépôts et cautionnement reçus (165) pour un montant de + 4 600,02 HT euros

Chapitre 16 Autres dettes (1687) pour un montant de + 0,02 HT euros

Chapitre 23 Constructions (2313) pour un montant de – 4 600,02 HT euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à des ajustements de plusieurs opérations budgétaires du budget du Conseil de Territoire du pays de Martigues

**Délibère**

### **Article unique :**

Est adoptée la Décision Modificative n°2 du Budget Annexe 2018 de l'eau potable de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la Régie des Eaux et Régie d'Assainissement du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, telle que présentée ci-dessous :

Les mouvements de crédit sont détaillés ci-dessous :

Dépenses d'investissement:

Chapitre 16 Dépôts et cautionnement reçus (165) pour un montant de + 4 600,02 euros

Chapitre 16 Autres dettes (1687) pour un montant de + 0,02 euros

Chapitre 23 Constructions (2313) pour un montant de – 4 600,02 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 048-4504/18/CM**

**■ Budgets Annexes Eau et Assainissement en délégation du Pays d'Aix - Transfert des résultats 2017 de la commune Le Puy-Sainte Réparate suite au transfert de compétences à partir de l'exercice 2018**

### **MET 18/8007/CM**

Budget Annexe Eau Potable	Résultat d'exploitation	87 483.94 €
Budget Annexe Eau Potable	Résultat d'investissement	1 999 679.66 €

Budget Annexe Assainissement	Résultat d'exploitation	197 091.00 €
Budget Annexe Assainissement	Résultat d'investissement	2 234 886.61 €

Deux délibérations ont été prises à cet effet en séance du conseil municipal du 18 juin 2018.

Concernant les résultats d'investissement 2017 présentés par la commune, il est précisé qu'une part conséquente est liée à la mobilisation d'emprunt en 2017, préalablement aux opérations prévues. Cette dette étant transférée à la Métropole, elle en assurera le remboursement dans le cadre de l'exploitation des SPIC.

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les compétences Eau potable et Assainissement ont été transférées à la Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Celles-ci relevant d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC), deux budgets annexes ont été créés par délibération du 14 décembre 2017 pour intégrer la gestion en délégation des communes concernées en Pays d'Aix :

- Budget annexe Eau en délégation – Pays d'Aix et Aubagne ;
- Budget annexe Assainissement en délégation – Pays d'Aix.

De son côté, ayant transféré les compétences, la commune du Puy-Sainte Réparate a procédé à la clôture au 31 décembre 2017 de ses budgets annexes communaux Eau Potable et Assainissement avec intégration à son budget principal de l'actif et du passif et donc des résultats 2017.

S'agissant de SPIC, il est possible de transférer tout ou partie les résultats budgétaires issus du budget annexe, suivant délibération concordante de la commune et de la Métropole.

Considérant les résultats 2017 des sections d'exploitation et d'investissement de ses budgets annexes, les opérations d'investissement prévues et la volonté de garantir le prix du service à l'utilisateur, la commune du Puy-Sainte Réparate a proposé le transfert à la Métropole des résultats 2017 selon :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 200-3219/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil Métropolitain approuvant la création des budgets annexes pour les compétences transférées « Eau Potable » et « Assainissement » gérées en Délégation ;
- Le guide pratique de l'Intercommunalité édité par la Direction Générale des Collectivités Locales, fiche 316 intitulée : les spécificités des transferts des SPIC ;
- La délibération n°2018.06.18/Délib/049 de la commune du Puy-Sainte Réparate du 18 juin 2018 sur le transfert des résultats 2017 du budget annexe Eau Potable ;
- La délibération n°2018.06.18/Délib/050 de la commune du Puy-Sainte Réparate du 18 juin 2018 sur le transfert des résultats 2017 du budget annexe Assainissement.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les SPIC sont soumis au principe de l'équilibre financier,
- Que les opérations d'investissement prévues sur la commune du Puy-Sainte Réparate doivent s'inscrire dans ce principe ;
- Qu'il est admis que les résultats issus du budget distinct communal clôturé, qu'il s'agisse d'excédents ou de déficits, peuvent être transférés en tout ou en partie au budget annexe de l'EPCI exerçant la compétence ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le transfert à la Métropole des résultats 2017 issus du budget annexe Eau Potable par la commune du Puy-Sainte Réparate selon :

Budget Annexe Eau Potable	Résultat d'exploitation	87 483.94 €
Budget Annexe Eau Potable	Résultat d'investissement	1 999 679.66 €

Ces recettes seront affectées au Budget Annexe Eau en délégation – Pays d'Aix et Aubagne.

**Article 2 :**

Est approuvé le transfert à la Métropole des résultats 2017 issus du budget annexe AssainissementT par la commune du Puy-Sainte Réparate selon :

Budget Annexe Assainissement	Résultat d'exploitation	197 091.00 €
Budget Annexe Assainissement	Résultat d'investissement	2 234 886.61 €

Ces recettes seront affectées au budget annexe Eau en délégation – Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 049-4505/18/CM**

**■ Budgets Annexes Eau et Assainissement en délégation du Pays d'Aix -Transfert des résultats 2017 de la commune de Coudoux suite au transfert de compétences à partir de l'exercice 2018**

**MET 18/8008/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les compétences Eau potable et Assainissement ont été transférées à la Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Celles-ci relevant d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC), deux budgets

annexes ont été créés par délibération du 14 décembre 2017 pour intégrer la gestion en délégation des communes concernées en Pays d'Aix :

- Budget annexe Eau en délégation – Pays d'Aix et Aubagne ;
- Budget annexe Assainissement en délégation – Pays d'Aix.

De son côté, ayant transféré les compétences, la commune de Coudoux a procédé à la clôture au 31 décembre 2017 de ses budgets annexes communaux Eau, Stationnement et Assainissement avec intégration à son budget principal de l'actif et du passif et donc des résultats 2017.

S'agissant de SPIC, il est possible de transférer en tout ou partie les résultats budgétaires issus du budget annexe, suivant délibération concordante de la commune et de la Métropole.

Considérant les résultats 2017 des sections d'exploitation et d'investissement de ses budgets annexes, les opérations d'investissement prévues et la volonté de garantir le prix du service à l'usager, la commune de Coudoux a proposé le transfert à la Métropole des résultats 2017 selon :

Budget Annexe Eau	Résultat d'exploitation	53 947.83 €
Budget Annexe Eau	Résultat d'investissement	14 695.31 €

Budget Annexe Station de traitement (eau potable)	Résultat d'exploitation (déficitaire)	-31 153.76 €
Budget Annexe Station de traitement (eau potable)	Résultat d'investissement	98 681.15 €

Budget Annexe Assainissement	Résultat d'exploitation	103 156.10 €
Budget Annexe Assainissement	Résultat d'investissement	67 510.20 €

Trois délibérations ont été prises à cet effet en séance du conseil municipal du 4 juin 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 200-3219/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil Métropolitain approuvant la création des budgets annexes pour les compétences transférées « Eau Potable » et « Assainissement » gérées en Délégation ;
- Le guide pratique de l'Intercommunalité édité par la Direction Générale des Collectivités Locales, fiche 316 intitulée : les spécificités des transferts des SPIC ;
- La délibération n°2018.36 de la commune de Coudoux du 4 juin 2018 sur le transfert des résultats 2017 du budget annexe Eau ;
- La délibération n°2018.40 de la commune de Coudoux du 4 juin 2018 sur le transfert des



résultats 2017 du budget annexe Station de Traitement (eau potable) ;

- La délibération n°2018.44 de la commune de Coudoux du 4 juin 2018 sur le transfert des résultats 2017 du budget annexe Assainissement;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les SPIC sont soumis au principe de l'équilibre financier, posé par les articles L.2224-1 et L.2224-2 du CGCT ;

- Que les opérations d'investissement prévues sur la commune de Coudoux doivent s'inscrire dans ce principe ;
- Qu'il est admis que les résultats issus du budget distinct communal clôturé, qu'il s'agisse d'excédents ou de déficits, peuvent être transférés en tout ou en partie au budget annexe de l'EPCI exerçant la compétence ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le transfert à la Métropole des résultats 2017 issus du budget annexe Eau par la commune de Coudoux selon :

Budget Annexe Eau	Résultat d'exploitation	53 947.83 €
Budget Annexe Eau	Résultat d'investissement	14 695.31 €

Ces recettes seront affectées au Budget annexe Eau en délégation – Pays d'Aix et Aubagne

Est approuvé le transfert à la Métropole des résultats 2017 issus du budget annexe Station de Traitement (eau potable) par la commune de Coudoux selon :

**Article 2 :**

Budget Annexe Station de traitement (eau potable)	Résultat d'exploitation (déficitaire)	-31 153.76 €
Budget Annexe Station de traitement (eau potable)	Résultat d'investissement	98 681.15 €

Ces recettes et dépenses seront affectées au Budget annexe Eau en délégation – Pays d'Aix et Aubagne

Est approuvé le transfert à la Métropole des résultats 2017 issus du budget annexe Assainissement par la commune de Coudoux selon :

**Article 3 :**

Budget Annexe Assainissement	Résultat d'exploitation	103 156.10 €€
Budget Annexe Assainissement	Résultat d'investissement	67 510.20 €

Ces recettes seront affectées au Budget annexe en délégation – Pays d'Aix

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 050-4506/18/CM**

**■ Budgets Annexes Eau et Assainissement en délégation du Pays d'Aix - transfert des résultats 2017 de la commune de Rognes suite au transfert de compétences à partir de l'exercice 2018  
MET 18/8009/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les compétences Eau potable et Assainissement ont été transférées à la Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Celles-ci relevant d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC), deux budgets

annexes ont été créés par délibération du 14 décembre 2017 pour intégrer la gestion en délégation des communes concernées en Pays d'Aix :

- Budget annexe Eau en délégation – Pays d'Aix et Aubagne ;
- Budget annexe Assainissement en délégation – Pays d'Aix.

De son côté, ayant transféré les compétences, la commune de Rognes a procédé à la clôture au 31 décembre 2017 de ses budgets annexes communaux Eau Potable et Assainissement avec intégration à son

budget principal de l'actif et du passif et donc des résultats 2017.

S'agissant de SPIC, il est possible de transférer en tout ou partie les résultats budgétaires issus du budget annexe, suivant délibération concordante de la commune et de la Métropole.

Considérant les résultats 2017 des sections d'exploitation et d'investissement de ses budgets annexes, la commune de Rognes a proposé le transfert à la Métropole des résultats 2017 selon :

Budget Annexe Eau Potable	Résultat d'exploitation	43 422.80 €
Budget Annexe Eau Potable	Résultat d'investissement	150 253.05 €

Budget Annexe Assainissement	Résultat d'exploitation	31 813.78 €
Budget Annexe Assainissement	Résultat d'investissement (déficitaire)	-94 948.66 €

résultats 2017 du budget annexe Assainissement ;

Deux délibérations ont été prises à cet effet en séance du conseil municipal du 29 mai 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La Délibération n°FAG 200-3219/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil Métropolitain approuvant la création des budgets annexes pour les compétences transférées « Eau Potable » et « Assainissement » gérées en Délégation ;
- Le Guide pratique de l'Intercommunalité édité par la Direction Générale des Collectivités Locales, fiche 316 intitulée : les spécificités des transferts des SPIC ;
- La Délibération n°2018.25 de la commune de Rognes du 29 mai 2018 sur le transfert des résultats 2017 du budget annexe Eau Potable
- La Délibération n°2018.26 de la commune de Rognes du 29 mai 2018 sur le transfert des

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les SPIC sont soumis au principe de l'équilibre financier, posé par les articles L.2224-1 et L.2224-2 du CGCT ;
- Que les opérations d'investissement prévues sur la commune de Rognes doivent s'inscrire dans ce principe ;
- Qu'il est admis que les résultats issus du budget distinct communal clôturé, qu'il s'agisse d'excédents ou de déficits, peuvent être transférés en tout ou en partie au budget annexe de l'EPCI exerçant la compétence ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le transfert à la Métropole des résultats 2017 issus du budget annexe Eau Potable par la commune de Rognes selon :

Budget Annexe Eau Potable	Résultat d'exploitation	43 422.80 €
Budget Annexe Eau Potable	Résultat d'investissement	150 253.05 €

Ces recettes seront affectées au Budget annexe Eau en délégation – Pays d'Aix et Aubagne

Est approuvé le transfert à la Métropole des résultats 2017 issus du budget annexe Assainissement par la commune de Rognes selon :

## **Article 2 :**

Budget Annexe Assainissement	Résultat d'exploitation	31 813.78 €
Budget Annexe Assainissement	Résultat d'investissement (déficitaire)	-94 948.66 €

Ces recettes seront affectées au Budget annexe Assainissement en délégation – Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Considérant les résultats 2017 des sections d'exploitation et d'investissement de son activité Eau, les opérations d'investissement prévues et la volonté de garantir le prix du service à l'usager, la commune de Saint Antonin sur Bayon a proposé le transfert à la Métropole d'une partie de son résultat destiné à financer la section d'investissement pour un montant de 49 197.32 €.

## **FAG 051-4507/18/CM**

### **■ Budget Annexe Eau en délégation du Pays d'Aix - Transfert des résultats 2017 de la commune de Saint Antonin sur Bayon suite au transfert de compétences à partir de l'exercice 2018 MET 18/8010/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La compétence Eau potable a été transférée à la Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Celle-ci relevant d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC), un budget annexe dénommé « Budget annexe Eau en délégation – Pays d'Aix et Aubagne » a été créé par délibération du 14 décembre 2017 pour intégrer la gestion en délégation des communes concernées en Pays d'Aix.

De son côté, depuis 2009, la commune de Saint Antonin sur Bayon gère la compétence Eau directement sur son budget général M14. L'activité SPIC était retracée sur un état annexé au budget et au Compte Administratif.

Ayant transféré la compétence, elle a procédé à la clôture au 31 décembre 2017 de son activité SPIC. L'actif et le passif et donc des résultats 2017 figurent au budget général M14.

S'agissant de SPIC, il est possible de transférer en tout ou partie les résultats budgétaires issus de l'activité, suivant délibération concordante de la commune et de la Métropole.

Ce montant correspond à la part communale prévue au plan de financement d'une opération d'extension du réseau d'eau (couplé avec la mise en discrétion du réseau de télécommunication).

Une délibération a été prise à cet effet en séance du conseil municipal du 18 juin 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 200-3219/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil Métropolitain approuvant la création d'un budget annexe pour la compétence transférée « Eau Potable » gérées en Délégation ;
- Le guide pratique de l'Intercommunalité édité par la Direction Générale des Collectivités Locales, fiche 316 intitulée : les spécificités des transferts des SPIC ;
- La délibération n°18.30 de la commune de Saint-Antoni-sur-Bayon du 18 juin 2018 sur le transfert partiel des résultats 2017 de l'activité Eau ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les SPIC sont soumis au principe de l'équilibre financier, posé par les articles L.2224-1 et L.2224-2 du CGCT ;
- Que les opérations d'investissement prévues sur la commune du Saint Antonin sur Bayon doivent s'inscrire dans ce principe ;
- Qu'il est admis que les résultats issus de l'activité SPIC, qu'il s'agisse d'excédents ou de déficits, peuvent être transférés en tout ou en partie au budget annexe de l'EPCI exerçant la compétence ;

**Délibère**

**Article unique:**

Est approuvé le transfert partiel à la Métropole d'une partie du résultat 2017 destiné à financer la section d'investissement pour un montant de 49 197.32 €.

Cette recette sera affectée au Budget annexe Eau en délégation – Pays d'Aix et Aubagne.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 052-4508/18/CM**

**■ Approbation de la durée d'amortissement des biens mobiliers et immobiliers des budgets annexes Assainissement de la Métropole Aix-Marseille Provence - Instruction budgétaire M49 MET 18/8473/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L.2321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales fait obligation pour les groupements de communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants d'amortir certaines de leurs immobilisations et de porter en recettes de leur section d'investissement le produit de leurs amortissements.

Il convient de rappeler que la pratique de l'amortissement permet aux collectivités locales de préserver leur potentiel d'action en dégageant annuellement un montant de recettes de

fonctionnement destiné à rembourser le capital des emprunts et à financer le renouvellement de leurs immobilisations.

Le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que l'assemblée délibérante fixe les durées d'amortissement pour chaque catégorie de biens mobiliers et immobiliers.

L'activité de l'Assainissement est un service public à caractère industriel et commercial qui nécessite un suivi au sein d'un budget annexe soumis à l'instruction budgétaire et comptable M49.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole s'est vue transférer la compétence « Assainissement » gérée, sur le plan budgétaire et comptable, au travers de 7 budgets annexes. Dans un objectif d'harmonisation des procédures, notamment en matière de gestion et de suivi du patrimoine métropolitain, il vous est proposé d'adopter des durées unifiées des biens mobiliers et immobiliers des budgets annexes dédiés à la compétence « assainissement » conformément au tableau joint en annexe.

Les biens immobilisés dont la valeur unitaire est inférieure à 1 000,00 euros HT seront considérés comme de faible valeur et amortis sur une année.

Ces durées s'appliqueront aux biens acquis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. Les durées et tableaux d'amortissement des biens transférés par les communes ne sont pas modifiés.

La dépense correspondante sera inscrite à l'article 6811 de la section de fonctionnement des budgets annexes Assainissement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'instruction budgétaire et comptable M49.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les durées d'amortissement fixées dans le tableau joint en annexe, applicables pour les biens acquis à partir de l'exercice 2019 pour l'ensemble des budgets « assainissement » de la Métropole, à l'exception des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix et du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. Pour ces derniers, les durées sont applicables à compter de 2018.

**Article 2 :**

Les durées et tableaux d'amortissement des biens transférés par les communes ne sont pas modifiés.

**Article 3 :**

Les dotations aux amortissements seront calculées par application de la méthode linéaire.

**Article 4 :**

Les biens immobilisés dont la valeur unitaire est inférieure à 1 000 euros HT seront considérés comme de faible valeur et amortis sur une année

**Article 5 :**

Les crédits correspondants seront inscrits en dépenses de la section de fonctionnement des budgets annexes Assainissement de la Métropole – Nature 6811.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 053-4509/18/CM**

**■ Approbation de la durée d'amortissement des biens mobiliers et immobiliers des budgets annexes Eau de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Instruction budgétaire M49  
MET 18/8474/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L.2321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales fait obligation pour les groupements de communes dont la population est égale ou supérieure

à 3 500 habitants d'amortir certaines de leurs immobilisations et de porter en recettes de leur section d'investissement le produit de leurs amortissements.

Il convient de rappeler que la pratique de l'amortissement permet aux collectivités locales de préserver leur potentiel d'action en dégagant annuellement un montant de recettes de fonctionnement destiné à rembourser le capital des emprunts et à financer le renouvellement de leurs immobilisations.

Le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que l'assemblée délibérante fixe les durées d'amortissement pour chaque catégorie de biens mobiliers et immobiliers.

L'activité de l'Eau est un service public à caractère industriel et commercial qui nécessite un suivi au sein d'un budget annexe soumis à l'instruction budgétaire et comptable M49.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole s'est vue transférer la compétence « Eau » gérée, sur le plan budgétaire et comptable, au travers de 6 budgets annexes. Dans un objectif d'harmonisation des procédures, notamment en matière de gestion et de suivi du patrimoine métropolitain, il vous est proposé d'adopter des durées unifiées des biens mobiliers et immobiliers des budgets annexes dédiés à la compétence « eau » conformément au tableau joint en annexe.

Les biens immobilisés dont la valeur unitaire est inférieure à 1 000,00 euro HT seront considérés comme de faible valeur et amortis sur une année. Ces durées s'appliqueront aux biens acquis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. Les durées et tableaux d'amortissement des biens transférés par les communes ne sont pas modifiés.

La dépense correspondante sera inscrite à l'article 6811 de la section de fonctionnement des budgets annexes Eau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'instruction budgétaire et comptable M49.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les durées d'amortissement fixées dans le tableau joint en annexe, applicables pour les biens acquis à partir de l'exercice 2019 pour l'ensemble des budgets « eau » de la Métropole, à l'exception des budgets des territoires du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et du Pays d'Aix. Pour ces derniers, les durées sont applicables à compter de 2018.

**Article 2 :**

Les durées et tableaux d'amortissement des biens transférés par les communes ne sont pas modifiés.

**Article 3 :**

Les dotations aux amortissements seront calculées par application de la méthode linéaire.

**Article 4 :**

Les biens immobilisés dont la valeur unitaire est inférieure à 1 000 euro HT seront considérés comme de faible valeur et amortis sur une année.

**Article 5 :**

Les crédits correspondants seront inscrits en dépenses de la section de fonctionnement des budgets annexes Eau de la Métropole – Nature 6811. Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 054-4510/18/CM**

**■ Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix - Création et affectation de l'opération d'investissement - Plan Local de l'Habitat MET 18/8518/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'élaboration du Plan Local de l'Habitat, la Métropole a engagé une procédure de commande publique afin d'être accompagnée dans la construction de document de planification. Un marché de prestations intellectuelles a été notifié aux cabinets Sémaphore et Scalp pour un montant de 753 391 euros.

Afin de pouvoir financer cette démarche, une clé de répartition a été mise en place, en retenant pour calcul 1/3 de superficie, du potentiel fiscal et de la population des ex-EPCI.

Sur cette base, le Pays d'Aix est sollicité, par les services centraux métropolitains, à hauteur de 20.8% soit un total de 156 720 euros sur 2 ans.

Pour ces raisons il convient donc de créer et d'affecter une autorisation de programme pour l'opération « Plan Local de l'Habitat » (DI726/EST) pour un montant total de 156 720 euros avec un CP 2018 de 78 360 euros et un CP 2019 de 78 360 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° HN 040-173/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant intégration de la situation des Autorisations de Programme et d'Engagement au 31/12/2015 dans la gestion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n°FAG 030-4079/18/CM. du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 portant ouverture, modification et clôture d'autorisation de programme au Budget Primitif Métropolitain Fractionné, Territoire du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 156 720 euros T.T.C. de l'opération d'investissement DI726 « Plan Local de l'Habitat » afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI726 « Plan Local de l'Habitat » pour un montant de 156 720 euros T.T.C.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.  
L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

CP 2018 : 78 360 € T.T.C.

CP 2019 : 78 360 € T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 055-4511/18/CM**

**■ Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix -  
Création et affectation d'une opération  
d'investissement - SCOT  
MET 18/8519/CM**

Madame la Présidente de la Métropole  
Aix-Marseille-Provence sur proposition du  
Commissaire Rapporteur soumet au  
Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) Métropolitain, la métropole a engagé une procédure de commande publique afin d'être accompagnée dans la construction de document de planification. Concernant le SCOT, 5 marchés de prestations intellectuelles et de services ont été notifiés (Devillier et Associés, Cabinet Adden Avocat et le groupement Acer Campestre) pour un montant de 1 500 000 euros.

Afin de pouvoir financer cette démarche, une clé de répartition a été mise en place, en retenant pour calcul 1/3 de superficie du potentiel fiscal et de la population des ex-EPCI.

Sur cette base, le pays d'Aix est sollicité, par les services centraux de la métropole, à hauteur de 20.8% soit un total de 312 000 euros sur 5 années.

Pour ces raisons il convient donc d'ouvrir et d'affecter une autorisation de programme pour l'opération « SCOT » (DI550AP4/EST) pour un montant total de 312 000 euros avec des CP annuels de 62 400 échelonnés sur les années 2018 à 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° HN 040-173/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant intégration de la situation des Autorisations de Programme et d'Engagement au 31/12/2015 dans la gestion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n°FAG 030-4079/18/CM. du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 portant ouverture, modification et clôture d'autorisation de programme au Budget Primitif Métropolitain Fractionné, Territoire du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 312 000 euros T.T.C de l'opération d'investissement DI550AP4 « SCOT » afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI550AP4 « SCOT » pour un montant de 312 000 euros T.T.C.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération s'établit comme suit :

CP 2018 :	62 400 € T.T.C.
CP 2019 :	62 400 € T.T.C.
CP 2020 :	62 400 € T.T.C.
CP 2021 :	62 400 € T.T.C.
CP 2022 :	62 400 € T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 056-4512/18/CM**

#### **■ Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix - Approbation des révisions des opérations d'équipements MET 18/8520/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

#### **A - Direction Adjointe PLUI et proximité**

Les AP DI719AP « PLUI accompagnement du transfert de la compétence » et DI719AP2 « PLU reprise des procédures communales » ont été regroupées au budget supplémentaire 2018 sur l'AP **DI719AP renommée « Urbanisme » (EST)**.

Suite aux travaux de la CLECT, le coût de la compétence urbanisme a été évalué à 555 000 € par an. Le montant de l'AP a donc été augmenté en conséquence au budget supplémentaire.

L'accord cadre mutualisé pour l'évolution des procédures communales lancé en novembre 2017 a été déclaré sans suite et relancé en juin 2018, il ne sera pas opérationnel avant début 2019. Le marché d'élaboration du PLUi est en cours d'élaboration et devrait être notifié fin 2018. En conséquence, les CP 2018 ont été diminués de - 955 000 € à la décision modificative d'octobre 2018.

Par ailleurs, la subvention versée à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix (AUPA) en contrepartie des travaux effectués dans le cadre du PLUi sera désormais versé en investissement. Elle a été estimée à 600 000 € par an et sera intégrée à l'autorisation de programme « Urbanisme ».

L'opération d'investissement DI719AP « Urbanisme » d'un montant de 4 055 000€, inscrite au budget de l'EST du Pays d'Aix doit être révisée pour un montant de + 4 620 000 € T.T.C.

Cette révision porte le montant de l'opération DI719AP de 4 055 000 € T.T.C à 8 675 000 € T.T.C. et se répartit de la manière suivante :

Opération	Code	Déjà financé	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	RAF
Urbanisme	<b>DI719AP</b>	66 600 €	700 000 €	1 900 000 €	2 080 000 €	1 786 700 €	2 141 700 €

#### **B – Technopole de l'Arbois**

**L'opération DI9045TT « Pérennisation du patrimoine bâti de l'Arbois »**, doit intégrer des travaux de réhabilitation du réseau de sécurité incendie du site, de remplacement de la chaudière et d'accessibilité PMR.

L'opération d'investissement DI9045TT, « Pérennisation du patrimoine bâti de l'Arbois », de 540 000 € inscrite au budget de l'EST du Pays d'Aix doit être révisée pour un montant de + 270 000 € T.T.C..

Cette révision porte le montant de l'opération DI9045TT de 540 000 € T.T.C à 810 000€ T.T.C. et se répartit de la façon suivante.



Opération	Code	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021
Pérennisation du patrimoine bâti de l'Arbois	<b>DI9045TT</b>	398 000 €	212 000 €	150 000 €	50 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° HN 040-173/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant intégration de la situation des Autorisations de Programme et d'Engagement au 31/12/2015 dans la gestion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 030-4079/18/CM. du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 portant ouverture, modification et clôture d'autorisation de programme au Budget Primitif Métropolitain Fractionné, Territoire du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder aux révisions de certaines opérations d'équipements ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les révisions et les affectations des opérations d'investissement suivantes:

- DI719AP «Urbanisme » pour un montant + 4 620 000 € T.T.C

- DI9045TT «Pérennisation du patrimoine bâti de l'Arbois » pour un montant de + 270 000 € T.T.C.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix .

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement des opérations s'établit comme suit

#### **DI719AP « Urbanisme »**

#### **Montant total de l'AP : 8 675 000 € T.T.C**

Déjà financé : 66 600 € T.T.C

CP 2018 : 700 000 € T.T.C.

CP 2019 : 1 900 000 € T.T.C.

CP 2020 : 2 080 000 € T.T.C.

CP 2021 : 1 786 700 € T.T.C.

Reste à financer : 2 141 700 € T.T.C.

#### **DI9045TT « Pérennisation du patrimoine bâti de l'Arbois »**

#### ***Montant total de l'AP 810 000 € T.T.C.***

CP 2018 : 398 000 € T.T.C.

CP 2019 : 212 000 € T.T.C.

CP 2020 : 150 000 € T.T.C.

CP 2021 : 50 000 € T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 057-4513/18/CM

■ Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix -  
Clôtures d'opérations d'investissement  
MET 18/8521/CM

Madame la Présidente de la Métropole  
Aix-Marseille-Provence sur proposition du  
Commissaire Rapporteur soumet au  
Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les autorisations de programme à clôturer suite à des  
fins ou des fusions d'opérations sont les suivantes

Opération fils/ Exécution/ Op Nature	LIBELLE OPERATION	Montant opération 01.01.2018	Mandaté au 31.12.2017	RAF prévisionne l au 31.12.2017
<b>Culture et équipements culturels</b>				
DI481AP	Fonds de concours équipements culturels	5 700 000	3 863 208	1 836 792
<b>Sports et équipements sportifs</b>				
DI471AP	FDC aux communes - Construct. Et rénov. éqpments sportifs	20 000 000	13 795 001	6 204 999
<b>Grand Site Sainte Victoire et Espaces Naturels</b>				
DI260AP	Aides aux communes pour les travaux en forêt communales	270 000	123 946	146 054
<b>Infrastructures mobilité et stationnement</b>				
DI724AP	FDC Voiries/Réseau	1 466 000	1 126 316	339 684
<b>Habitat</b>				
DI712AP4	Aide à la pierre 2009	3 628 435	3 602 867	25 568
DI718AP	Fonds de concours aux communes	12 000 000	9 311 352	2 688 648
DI711AP3	Subventions équipement logeurs 2009	2 033 105	1 840 974	192 131
<b>Urbanisme</b>				
DI550AP2	SCOT concertation/communication	180 000	158 166	21 834
DI550AP	SCOT rapport de présentation	230 000	200 641	29 359
<b>Valorisation territoire ITER</b>				
DI397AP	ITER - subvention d'équipement	75 000 000	75 000 000	0

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au  
Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-  
après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-  
Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° HN 040-173/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant intégration de la situation des Autorisations de Programme et d'Engagement au

- 31/12/2015 dans la gestion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 030-4079/18/CM. du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 portant ouverture, modification et clôture d'autorisation de programme au Budget Primitif Métropolitain Fractionné, Territoire du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la clôture des opérations listées ci-dessus.

**Délibère**

### **Article unique :**

Sont approuvées les clôtures des autorisations de programme du Territoire du Pays d'Aix telles que proposées ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 058-4514/18/CM**

#### **■ Participation au financement d'équipements et approbation d'une convention avec la commune d'Istres pour la réalisation de plusieurs opérations MET 18/8034/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, a été adopté le Règlement Budgétaire et Financier (RBF) qui prévoit au titre IX la possibilité, pour la Métropole, de participer au financement d'équipements au profit des communes membres.

La pratique des fonds de concours prévue à l'article L.5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) applicable aux métropoles par renvoi de l'article L.5217-7 du code précité, constitue une dérogation au principe de spécialité imposé aux établissements publics de coopération intercommunale.

L'article L.5215-26 dispose : « Qu'afin de financer la réalisation ou la construction d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la Métropole et les communes membres après accord concordants exprimés à la majorité simple du Conseil de la Métropole et des Conseils Municipaux concernés ».

Le montant total de la participation au financement d'équipements ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier (RBF) approuvé par le Conseil de la Métropole, chaque subvention allouée dans le cadre du fonds de concours doit faire l'objet d'un conventionnement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune bénéficiaire.

La commune d'Istres a déposé auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence, un dossier de demande de financement pour les opérations suivantes :

- Aménagement du parc de l'Olivier,

- Réhabilitation du château des Baumes,
- Réhabilitation du foyer sénior de Rassuen dit du Castellan,
- Réhabilitation des bâtiments communaux 2018,
- Réhabilitation de bâtiments sportifs 2018,
- Construction du groupe scolaire / crèche de Trigrance,
- Finalisation de la construction du gymnase de Trigrance,
- Construction de la Maison de quartier Trigrance,
- Aménagement de la Maison de quartier Ranquet.

Le coût estimé pour l'ensemble des opérations s'élève à 18 188 000 € HT. La participation sollicitée est évaluée à 3 776 150 €, et est entièrement financée dans le cadre de la dotation affectée au Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande.

Néanmoins, il est précisé que, s'agissant de l'opération de « finalisation de la construction du gymnase de Trigrance », il convient de déroger à l'article 13.2 du RBF approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016.

En effet, en vertu de cet article du RBF, le fonds de concours doit nécessairement avoir pour objet de financer la réalisation d'un équipement.

Il est également indiqué que la notion de réalisation d'équipement limite la possibilité d'attribution de fonds de concours à la construction, la réhabilitation dont les travaux d'aménagement ou d'amélioration et l'acquisition d'un équipement.

Il en résulte que, s'agissant des opérations de construction, seules peuvent en principe être financées par l'attribution d'un fonds de concours les constructions nouvelles, et non les équipements en cours de construction.

Or, en ce qui concerne l'opération de construction du gymnase de Trigrance, celle-ci est en cours de réalisation.

En effet, par délibération n° 295/15 du Bureau syndical du 8 juillet 2015, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence, fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, a approuvé une convention de partenariat entre Ouest Provence et la commune d'Istres relative à l'attribution d'une subvention d'équipement, d'un montant de 1 180 000 €, au profit de la commune pour le financement de l'opération « construction d'un gymnase quartier Trigrance », dont le coût global s'élevait à la somme de 5 100 000 € HT.

Cette convention, conclue le 16 juillet 2015 pour une durée de 3 ans, prévoyait que le versement de la

subvention devait être sollicitée par la commune, sous peine de caducité, dans un délai de 3 ans à compter de la délibération précitée, soit avant le 8 juillet 2018. Les modalités de versement de la subvention étaient les suivantes :

- un premier versement de 50 % du montant total de la subvention : à la réception de la convention signée par les deux parties,
- des acomptes pouvaient être accordés par Ouest Provence dans la limite de 30 % maximum conduisant à un montant cumulé versé de 80 % (avance incluse) et sur production d'un état des dépenses mandatées par la commune sur la section « investissement » du budget communal (hors travaux en régie),
- le versement du solde (au moins 20 % et au plus 50 % de la subvention allouée) devait se faire également sur production d'un état des dépenses mandatées par la commune sur la section « investissement » du budget communal (hors travaux en régie), et visées par le Receveur Municipal.

La commune d'Istres a ainsi reçu un premier versement de 50 % du montant de la subvention à la signature de la convention, ainsi qu'un acompte sur cette subvention en cours d'exécution de la convention.

Néanmoins, au 8 juillet 2018, les travaux de construction du gymnase considéré n'étaient pas achevés, de telle sorte que la commune ne pouvait obtenir le versement du solde de la subvention d'équipement initialement attribuée par le SAN Ouest-Provence.

Cette subvention est donc aujourd'hui atteinte de caducité.

Il est néanmoins précisé qu'à la date de cette caducité, la commune justifiait d'un montant de dépenses mandatées égal aux versements effectués jusqu'alors. Aucun remboursement de trop perçu n'est donc nécessaire.

C'est dans ce cadre que la commune d'Istres a donc déposé auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence son dossier de demande de financement incluant l'opération de « finalisation de la construction du gymnase de Trigance » ; le coût estimé de cette opération de finalisation s'élevant à la somme de 2 100 000 € HT et la participation sollicitée étant évaluée à 359 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 031-3050/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant approbation du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et adoption du budget primitif 2018 et des États spéciaux de territoire.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la participation au financement d'équipements pour la réalisation de l'ensemble des opérations listées ci-dessus sur la commune d'Istres ;
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la participation au financement d'équipements d'un montant de 3 776 150 € à la commune d'Istres pour l'ensemble des opérations listées ci-dessus ainsi que la convention correspondante entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Istres précisant les modalités de versement de ladite participation.

**Article 2 :**

Est précisé que, concernant l'opération « finalisation de la construction du gymnase de Trigance », il convient de déroger à l'article 13.2 du règlement Budgétaire et financier et d'attribuer à la commune d'Istres une participation au financement de cette opération actuellement en cours de réalisation. »

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence en section d'investissement, chapitre 2017501800, nature 2041412, code opération 2017501800.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 059-4515/18/CM**

#### **■ Approbation de la création et de l'affectation des opérations d'investissement, compétences transférées Défense extérieure contre l'incendie à l'Etat spécial de territoire Istres-Ouest Provence MET 18/7994/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, et selon les dispositions de la loi NOTRe, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce toutes les compétences obligatoires métropolitaines qui étaient jusqu'alors exercées par les communes, à l'exception de la voirie dont le transfert s'effectuera en 2020.

Dans un souci de continuité du service public et de respect des engagements envers les habitants, la Métropole a poursuivi les opérations initiées par les communes.

Il convient donc d'affecter les moyens nécessaires pour financer les dépenses engagées.

Dans le cadre du transfert de la compétence de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) à la Métropole Aix-Marseille-Provence, il est proposé d'ouvrir une autorisation de programme.

Les crédits de paiement pour l'exercice 2018 relatifs à cette autorisation de programme sont destinés à couvrir l'ensemble des opérations engagées et transférées.

Le travail de recensement de ces opérations étant toujours en cours, il est proposé d'inscrire dès à présent le montant évalué à titre transitoire à la date du 22 mai par la mission en charge de l'évaluation des charges transférées (CLECT). Ces crédits estimatifs doivent permettre de couvrir les dépenses exigibles à rembourser aux communes et poursuivre les actions engagées. Ces moyens pourront être ajustés lors des

prochaines assemblées délibérantes au vu de l'avancement des procédures de programmation pluriannuelle des investissements qui sont en cours.

Pour ces raisons, il est proposé de créer et d'affecter l'opération d'investissement n° 2018500500, « DECI Transfert », d'un montant de 110 000 € TTC inscrite à l'Etat spécial du territoire Istres-Ouest Provence, enregistrée dans l'autorisation de programme 185183BP du programme 18 Environnement et cadre de vie – DECI de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation de l'opération d'investissement précitée afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

#### **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2018500500, « DECI Transfert », d'un montant de 110 000 € TTC inscrite à l'Etat spécial de territoire Istres-Ouest Provence,

enregistrées dans l'autorisation de programme 185183BP du programme 18 Environnement et cadre de vie – DECI.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits à l'Etat spécial de territoire Istres-Ouest Provence selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement des opérations affectées établi comme suit :  
n° 2018500500, « DECI Transfert », CP 2018 : 110 000 € TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 060-4516/18/CM**

### **■ Approbation de la création et de l'affectation de programme relative aux aménagements divers et l'acquisition de matériel du crématorium de Martigues MET 18/8429/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole est en charge depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, de la compétence relative à la création et à la gestion des crématoriums sur l'ensemble de son territoire, et assure, à ce titre la gestion du crématorium situé sur la commune de Martigues.

Le crématorium métropolitain de Martigues est situé au sein d'un Centre Funéraire qui abrite également le service municipal des Pompes Funèbres. Ce complexe funéraire, propriété de la Ville de Martigues, a donc une double vocation municipale et métropolitaine.

Le crématorium de Martigues assure environ 1000 crémations par an. Pour être en conformité avec la réglementation européenne en matière de protection de l'environnement, le crématorium de Martigues s'est équipé d'une unité de traitement des fumées de filtration dont les travaux ont débuté fin 2017. Ces travaux sont propres à l'activité du crématorium transféré à la Métropole. Il convient donc d'en financer le solde.

Par ailleurs, afin de continuer à offrir aux usagers un service de qualité, il est prévu de réaliser des aménagements et de se doter de matériel et de mobiliers.

Dans ce cadre, il est proposé de créer une autorisation de programme intitulée « Aménagement divers et acquisition de matériel » du crématorium de Martigues pour un montant de 340.000 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 18-146 du Conseil Municipal de Martigues du 25 mai 2018.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour la gestion du Crématorium de Martigues,
- Qu'il convient de réaliser les travaux de conformité et d'amélioration du service public.

### **Délibère**

## **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'autorisation de programme relative aux aménagements divers et l'acquisition de matériel, du Crématorium de Martigues pour un montant de 340 000 € HT.

## **Article 2**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe du Crématorium de Martigues.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

- année 2018 : 193.000 €,
- année 2019 : 147.000 €.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 061-4517/18/CM****■ Information sur la dette métropolitaine  
MET 18/8457/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions législatives, le Rapport d'Orientation Budgétaire 2019, présenté du Conseil de la Métropole du 25 octobre 2018, a défini la trajectoire de gestion de l'exercice 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence. En complément, il est proposé au Conseil de la Métropole de prendre connaissance d'un rapport détaillant plus précisément le niveau d'endettement de la Métropole et l'analyse intrinsèque de la composition de la dette.

Ce document a été rédigé par le Cabinet Finance Active afin que le Conseil Métropolitain soit informé dans la plus parfaite transparence sur le niveau d'endettement de la métropole et sur la structuration de sa dette. Ce rapport reprend la dette consolidée pour le budget principal et l'ensemble des budgets annexes, rétrospectivement à la date du 31 décembre 2017, et affine l'analyse de la dette sur ces budgets. Il dresse un état de la structure de la dette consolidée, par type d'emprunt et par banque et précise l'exposition aux risques selon la typologie de la charte Gissler.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,****Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence doit adopter son Budget Primitif 2019 le 13 décembre 2018

**Délibère****Article unique :**

Est pris acte du rapport sur l'état de la dette de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 062-4518/18/CM****■ Dotations de Gestion 2019 des Territoires -  
Information  
MET 18/8524/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux paragraphes 2 et 3 de l'article L.5218-8 du CGCT, ainsi que les articles 5218-8-1 et 5218-8-2 du CGCT qui précisent le cadre général de la dotation de gestion affectée aux territoires.

Madame la Présidente de la Métropole a consulté les Présidents de Territoire par lettre du 12 octobre 2018 sur le montant de la dotation de gestion de leurs territoires respectifs.

A l'issue de cette consultation, le Conseil de la Métropole est informé par sa Présidente du montant total des crédits que ce dernier propose d'inscrire au titre des dotations de gestion des territoires au budget de la Métropole pour l'exercice 2019.

Le montant des dotations qu'il est envisagé d'attribuer sur cette base à chaque Conseil de Territoire est notifié au Président du Conseil de Territoire par Madame la Présidente du Conseil de Métropole, de façon à ce que chaque Conseil de Territoire puisse ensuite élaborer et adopter son état spécial de territoire en équilibre réel au sens de l'article L. 1612-4 sur la base de ses dotations de fonctionnement et d'investissement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,****Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article unique :**

Le montant total des crédits que Madame la Présidente du Conseil de la Métropole se propose d'inscrire au titre des dotations de gestion des territoires au budget de la Métropole pour l'exercice 2019 est de 615 233 497 euros, se décomposant en 145 868 116 euros pour les dotations de fonctionnement et 469 365 381 euros pour les dotations d'investissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 063-4519/18/CM**

**■ Rapport d'activités annuel retraçant l'activité de la Métropole en application du I de l'article L. 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales au titre de l'exercice 2017  
MET 18/7971/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Créée au 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence regroupe l'ensemble des communes membres de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, de la communauté d'agglomération du Pays d'Aix-en-Provence, de la communauté d'agglomération Salon Etang de Berre Durance, de la communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et de la communauté d'agglomération du Pays de Martigues.

Aux termes du I de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, elle exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux 6 établissements publics de coopération intercommunale susmentionnés, fusionnés en

application du I de l'article L. 5218-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En vertu de l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président de l'établissement public de coopération intercommunale adresse chaque année, avant le 30 septembre, au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement. Ce rapport fait l'objet d'une communication par le maire au conseil municipal en séance publique au cours de laquelle les représentants de la commune à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale sont entendus. Le président de l'établissement public de coopération intercommunale peut être entendu, à sa demande, par le conseil municipal de chaque commune membre ou à la demande de ce dernier.

Les représentants de la commune rendent compte au moins deux fois par an au conseil municipal de l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale

Afin d'apporter une information claire et transparente à l'ensemble des Conseillers Métropolitains, ainsi qu'aux administrés, aux partenaires et aux acteurs locaux, le rapport d'activité annuel retraçant l'activité des différentes DGA de la Métropole au titre de l'exercice 2017 est proposé au vote de l'assemblée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance du rapport d'activités annuel retraçant l'activité de la



Métropole en application de l'article L. 5211-39 et du I de l'article L. 5218-1 du Code Général des Collectivités Territoriales au titre de l'exercice 2017 ;

## **Délibère**

### **Article unique :**

Est pris acte du rapport d'activité annuel ci-annexé retraçant l'activité de la Métropole en application de l'article L. 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales au titre de l'exercice 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 064-4520/18/CM**

#### **■ Rapport sur la situation 2018 en matière de Développement Durable de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/7983/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :  
Le décret n°2011-687 du 17 juin 2011 pris en application de l'article 255 de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite « Grenelle 2 » soumet les collectivités territoriales et les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre, de plus de 50 000 habitants, à la présentation, préalablement au débat sur le projet de budget, d'un rapport sur la situation interne et territoriale en matière de Développement Durable.

Ce document s'inscrit dans un contexte général de transparence et d'information à destination des citoyens, dans le sens d'une plus grande intégration du Développement Durable à tous les niveaux.

La présentation du rapport à l'assemblée délibérante est ainsi l'occasion de remettre au centre du débat démocratique les choix de l'action publique au regard du Développement Durable, de faire évoluer la maquette budgétaire en adéquation avec les enjeux locaux et les orientations stratégiques retenues.

Afin de répondre à cet objectif, le Rapport Développement Durable (RDD) se doit, d'une part, de proposer un tableau le plus exhaustif possible des stratégies et actions portées par la Métropole et ayant un impact au cœur du triptyque : social, économie et environnement.

Il se doit, d'autre part, de proposer des éléments tangibles d'évaluation, qui non seulement doivent

apporter une information quant à la durabilité des politiques portées par la collectivité, mais également, doivent pouvoir être capitalisés, afin de témoigner de la progression de l'engagement sur la durée.

En 2017, le choix a été fait de mettre en exergue dans le Rapport Développement Durable, les politiques initiées par la Métropole, ayant une portée environnementale.

En 2018, il est proposé de mettre en lumière les actions générées par ces politiques, afin de leur donner à la fois une plus grande visibilité, mais également d'apporter de réels éléments d'évaluation.

A cet effet, et pour répondre au mieux aux caractéristiques particulières de la Métropole, il a été proposé d'adosser ce Rapport aux cinq axes de la Stratégie Environnementale Métropolitaine, afin d'apporter une vision cohérente et plus signifiante. Sont également pris en compte les 17 objectifs Développement Durable (ODD) mondiaux déterminés par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

Les cinq axes définis par la stratégie environnementale sont :

- Axe 1 : Renforcer la culture environnementale et favoriser le changement des comportements.
- Axe 2 : Remettre l'Humain au cœur de l'environnement.
- Axe 3 : Préserver et enrichir le Capital Nature.
- Axe 4 : Faire de l'environnement un sujet d'attractivité.
- Axe 5 : Ouvrir la Métropole à la Méditerranée et au Monde.

Cette interactivité entre le Rapport Développement Durable et la Stratégie Environnementale, entre pleinement dans la volonté de la Métropole d'apporter du sens et de la visibilité mais également de la mutualisation y compris dans les outils d'aide à la décision.

Par ailleurs, le RDD prend également en compte, dans la limite des compétences métropolitaines, les 17 objectifs mondiaux du Développement Durable (ODD) développés dans le cadre de l'Agenda 2030 établi par les Etats membres de l'ONU et qui s'inscrivent dans une démarche de progrès et d'équité entre les peuples, les sexes et les générations. Ces ODD, qui sont soutenus et encouragés par le Ministère de la transition écologique et solidaire sont :

- L'éradication de la pauvreté et de ses indignités ;
- La disparition de la Faim et l'accès pour tous à une alimentation de qualité ;

- L'accès à une bonne santé et au bien-être pour tous ;
- Le développement d'une éducation de qualité ;
- L'égalité entre les sexes ;
- L'accès généralisé à une eau propre et potable et un assainissement efficace ;
- Le développement d'une énergie propre et abordable ;
- Un travail décent pour tous et une croissance économique durable ;
- Le développement maîtrisé de l'Industrie, des innovations et des infrastructures ;
- La réduction des Inégalités ;
- La généralisation de villes et de communautés responsables et durables ;
- La recherche d'une consommation et d'une production responsables ;
- La lutte contre le changement climatique ;
- La préservation de la biodiversité aquatique ;
- La préservation de la biodiversité terrestre ;
- Le développement de la Paix, de la Justice grâce à des institutions efficaces ;
- Le développement de partenariats pour la réalisation des objectifs.

La prise en compte des ODD dans les éléments d'évaluation des politiques métropolitaines est un gage de respect territorialisé des engagements mondiaux en matière de Développement Durable.

Afin de pouvoir recueillir les informations nécessaires à ce travail d'évaluation, il a été proposé de mettre en place un outil dédié, afin d'une part, de faciliter la collecte auprès des services, et d'autre part, de rendre plus efficace l'analyse des données.

Le Rapport Développement Durable 2018 est encore en phase d'expérimentation. Pour 2019, il sera parfaitement opérationnel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

- Le décret n° 2011-687 du 17 juillet 2011 pris en application de l'article 255 de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 ;
- L'information des Conseils de Territoire.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Rapport Développement Durable présente un intérêt pour les élus et les citoyens de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Délibère**

**Article unique :**

Il est pris acte de la présentation du Rapport Développement Durable sur la situation interne et territoriale en matière de Développement Durable établi sur la base des données disponibles pour l'année 2018 pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 065-4521/18/CM**

**■ Rapport et débat sur les orientations budgétaires de l'exercice 2019.  
MET 18/8523/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les dispositions des articles L.2312-1, L.5211-36 et L.5217-10-4 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoient que doit se dérouler, dans un délai de dix semaines précédant l'examen du budget primitif, un débat sur les orientations budgétaires de l'exercice.

En conséquence, il est proposé au Conseil de la Métropole un débat sur les orientations générales du budget 2019 sur la base du rapport ci-joint qui fera l'objet d'une présentation en séance.

Il est précisé que deux événements marquants et majeurs pour notre collectivité sont intervenus pendant le temps de l'élaboration du rapport d'Orientations Budgétaires :

- La démission, à la date du 4 septembre 2018, du Président de la Métropole, Monsieur Jean-Claude GAUDIN et l'élection, le 20 septembre 2018, de la nouvelle Présidente, Madame Martine VASSAL ;

- La décision du Premier Ministre de confier à Monsieur le Préfet de la région Provence Alpes Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, par lettre du 10 septembre 2018, une mission de concertation à échéance de la mi-novembre 2018 portant sur la fusion envisagée de la Métropole avec le département des Bouches-du-Rhône.

Le rapport d'Orientations Budgétaires pour 2019 qui vous a été remis ne traduit pas ce changement de gouvernance au travers de nouvelles mesures qui pourraient intervenir à l'occasion de l'examen de la Décision Modificative n°1 pour 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Les éléments de présentation des orientations budgétaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2019 contenus dans le rapport joint.

**Délibère**

#### **Article unique :**

Est pris acte de la tenue du débat sur les Orientations Budgétaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2019, fondé sur le rapport de présentation de la Présidente de la Métropole ci-annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 066-4522/18/CM**

#### **■ Création du Budget Annexe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) MET 18/8655/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018, et selon les dispositions de la loi NOTRe, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce la compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (GEMAPI) par transfert des communes.

Celle-ci est définie par les compétences citées aux 4 alinéas suivants de l'article L.211-7 du code de l'environnement :

- (1°) L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- (2°) L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
- (5°) La défense contre les inondations et contre la mer ;
- (8°) La protection et la restauration des sites.

A partir de l'année 2019, cette compétence pourra bénéficier d'un financement par la taxe sur la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations, instaurée par délibération FAG 019-4068/18/CM du 28 juin 2018. Le produit de cette imposition est exclusivement affecté au financement des charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence GEMAPI.

Celle-ci bénéficiant d'un financement affecté, il paraît opportun de créer un budget annexe spécifique afin d'isoler les opérations du budget général et de suivre l'affectation des recettes.

Les budgets annexes sont un cadre d'autorisation et d'exécution budgétaires de certains services publics gérés par les collectivités. Ils constituent une dérogation aux principes d'universalité et d'unité

budgétaires, justifiée ici par une démarche de transparence. Ils retracent de manière distincte l'ensemble des recettes et des dépenses de l'activité et permettent ainsi d'afficher avec précision les coûts du service.

La GEMAPI relevant d'un service public administratif (SPA), la création de ce budget annexe reste facultative.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5217-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'instruction budgétaire et comptable M57 ;
- La délibération FAG 019-4068/18/CM du 28 juin 2018 instaurant la taxe sur la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations à partir de l'année 2019 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'un budget annexe favorise la transparence budgétaire et permet de restituer une information financière plus précise sur l'évolution du coût du service ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la création du budget annexe « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) » à compter du 1er janvier 2019 suivants les règles budgétaires et comptables applicables dans l'Instruction Budgétaire et Comptable M57.

Les recettes et les dépenses seront enregistrées sur les comptes budgétaires pour un montant TTC.

#### **Article 2 :**

L'actif et le passif comptables de la compétence GEMAPI feront l'objet d'un transfert vers le budget annexe, dès la clôture de l'exercice 2018, sur la base de certificats administratifs établis conformément aux règles définies dans l'instruction budgétaire et comptable.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 067-4523/18/CM**

#### **■ Création du Budget Annexe collecte et traitement des déchets du Pays Salonais MET 18/8656/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole est compétente en matière de collecte et de traitement des déchets ménagers résiduels. Cette compétence a été déléguée, par délibération du 17 mars 2016, aux Territoires. La compétence « Déchets », tout comme celles concernant l'Eau et l'Assainissement, vont nécessairement devoir évoluer pour aboutir à une harmonisation à l'échelle métropolitaine du service public rendu et, par voie de conséquence, des politiques tarifaires pratiquées. Sur le plan budgétaire et comptable, cette harmonisation donnera lieu à la création, pour chaque compétence concernée, d'un budget annexe unique en substitution des budgets annexes actuels.

Les budgets annexes sont un cadre d'autorisation et d'exécution budgétaires de certains services publics gérés par les collectivités. Ils constituent une dérogation aux principes d'universalité et d'unité budgétaires. Ils retracent de manière distincte l'ensemble des recettes et des dépenses de l'activité et permettent ainsi d'afficher avec précision les coûts du service.

A ce jour, la compétence « Déchets » fait l'objet, pour les territoires de Marseille-Provence, d'Aix et d'Istres – Ouest Provence, d'un budget annexe. S'agissant des territoires du Pays Salonais, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et du Pays de Martigues, les inscriptions budgétaires relatives à la compétence « Déchets » sont retracées au sein de leur état spécial de territoire.

Pour parvenir à la création d'un budget annexe unique, il est, dans un premier temps, nécessaire d'isoler au sein de budgets annexes dédiés propres à chaque territoire les compétences actuellement retracées au sein du budget principal.

C'est dans ce cadre que le Territoire du Pays Salonais propose de mettre en place, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, un budget annexe « Collecte et Traitement des déchets » en application des dispositions de l'Instruction Budgétaire et Comptable M57. Y seront individualisées, dans un double objectif de lisibilité et de transparence, les dépenses et les recettes afférentes à la compétence « Collecte, élimination et traitement des déchets ménagers ».

Le périmètre de ce budget intégrera l'ensemble des moyens en régie et des prestations externalisées participant à la collecte, au transfert et au traitement des déchets dont le traitement des personnels affectés à ce service.

En vertu des principes budgétaires de la comptabilité publique, ce budget annexe doit être équilibré. En contrepartie des dépenses inscrites en section de fonctionnement, le financement en sera notamment assuré par la TEOM, les recettes de services de collecte et traitement des déchets ménagers et les recettes d'activités.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles,
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République,
- L'instruction budgétaire et comptable M57

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'un budget annexe favorise la transparence budgétaire et permet de restituer une information financière plus précise sur l'évolution du coût du service ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la création du budget annexe « Collecte et traitement des déchets » du Territoire du Pays Salonais à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 suivant les règles budgétaires et comptables applicables dans l'Instruction Budgétaire et Comptable M57.

Les recettes et les dépenses seront enregistrées sur les comptes budgétaires pour un montant TTC.

#### **Article 2 :**

L'actif et le passif comptable de la compétence « collecte et traitement des déchets » feront l'objet d'un transfert vers le budget annexe, dès la clôture de l'exercice 2018, sur la base des certificats administratifs établis conformément aux règles définies dans l'instruction budgétaire et comptable

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 068-4524/18/CM**

##### **■ Liste complémentaire des associations et fondations exonérées de versement transport pour l'année 2019 MET 18/8324/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En tant qu'autorité organisatrice de la mobilité (AOM), la Métropole Aix-Marseille-Provence perçoit le produit du versement transport collecté par les organismes de recouvrement de la Sécurité sociale (URSSAF). Les redevables du versement transport sont les employeurs publics et privés d'au moins onze salariés installés sur son territoire. Le montant acquitté par chaque employeur résulte du produit du taux de 2% adopté par la Métropole et des rémunérations soumises à cotisations de Sécurité sociale

L'article L. 2333-64 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), qui institue ce versement exonère les fondations et associations, sous réserve qu'elles respectent strictement trois conditions cumulatives :

- la reconnaissance d'utilité publique ;
- le but non lucratif ;
- et le caractère social de l'activité.

Ces conditions ont été précisées par la jurisprudence et plus particulièrement concernant le caractère social de l'exercice de l'activité. Le caractère social

s'apprécie notamment par le biais de plusieurs critères tels que :

- la nature des actions menées à l'égard d'un public spécifique (public fragile, en difficulté et infortuné) et de leur prépondérance budgétaire au sein de l'activité de l'établissement ;
- le large recours au bénévolat ;
- la modicité tarifaire ;
- la provenance extérieure des financements (donations, legs, subventions) ;
- la non-compensation quasi-totale des charges par un organisme public (prix de journée, dotation globale de financement établie par convention).

Conformément à la réglementation, cette liste doit faire l'objet d'une révision annuelle pour prendre en compte l'évolution de la situation de chaque établissement des associations et fondations concernées, et assurer une égalité de traitement entre tous les contribuables. A ce titre, l'ensemble des établissements exonérés ont été contactés depuis 2016 pour mettre à jour leur dossier et apporter toutes les précisions sur leur situation. Il est précisé que l'ensemble des documents et informations nécessaires à l'instruction des demandes doivent être fournis par les associations et fondations pour qu'elles puissent bénéficier d'une exonération de versement transport.

En 2016 et en 2017, suite aux nombreux échanges entre la Métropole et les associations et fondations exonérées, une première analyse a été effectuée et a permis de constater que certains établissements n'étaient pas une association ou une fondation reconnue d'utilité publique. Or les arrêts de la Cour de cassation du 4 mars 1999 et du 1er juillet 1999 précisent clairement que seules les associations reconnues d'utilité publique selon l'article 10 de la loi du 1er juillet 1901 ou les fondations reconnues d'utilité publique peuvent bénéficier de l'exonération. A ce titre, ces établissements ont été retirés de la liste seuls 13 établissements ont bénéficié en 2018 d'une exonération de versement transport.

Pour l'année 2019, les dossiers de renouvellement d'exonérations, ainsi que les nouvelles demandes d'exonération ont dû faire l'objet de nouvelles instructions. L'analyse des premiers dossiers reçus a permis d'ores et déjà de constater que 3 établissements respectent les conditions cumulatives ouvrant droit à l'exonération de versement transport. En conséquence, une délibération du Conseil de Métropole du 18 mai 2018 a exonéré de versement ces trois établissements :

- Association des Paralysés de France, SIRET : 775 688 732 06068 ;
- Association La Maison, SIRET : 397 754 508 00034 ;
- Santé Sud, SIRET : 338 116 189 00014.

La poursuite des instructions et les échanges avec les associations et fondations ont permis d'identifier deux autres établissements respectant les conditions d'exonérations :

- Association Les Petits Frères des Pauvres, se situant 6 rue de Provence 13004 Marseille, SIRET : 775 680 259 0311 ;
- Association La Maison, pour son établissement la Villa d'Izoï, se situant chemin du Père Eugène Seroux 13120 Gardanne, SIRET 397 754 508 00042.

Il est donc proposé au Conseil de Métropole d'exonérer ces deux établissements de versement transport pour l'année 2019.

Tout renouvellement ou demande nouvelle conforme aux conditions légales fera l'objet d'une délibération ultérieure.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article unique :**

Sont exonérés du versement transport pour l'année 2019, les établissements suivants :

- Association Les Petits Frères des Pauvres, se situant 6 rue de Provence 13004 Marseille, SIRET : 775 680 259 0311 ;
- Association La Maison, pour son établissement la Villa d'Izoï, se situant chemin du Père Eugène Seroux 13120 Gardanne, SIRET 397 754 508 00042.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 069-4525/18/CM**

**■ Mise en jeu de la responsabilité personnelle et pécuniaire du régisseur de recettes pour l'encaissement des horodateurs des parkings de surface, des péages à pied sur parking couvert ou de surface, des badges de stationnement, des abonnements parking couvert et des forfaits touristiques à Cassis - Remise gracieuse  
MET 18/8379/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aux termes de l'article 1 du décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs : "Les régisseurs chargés pour le compte des comptables publics d'opérations d'encaissement (régisseurs de recettes) ou de paiement (régisseurs d'avances) sont personnellement et pécuniairement responsables de la garde et de la conservation des fonds et valeurs qu'ils recueillent ou qui leur sont avancés par les comptables publics, du maniement des fonds et des mouvements de comptes de disponibilités, de la conservation des pièces justificatives ainsi que de la tenue de la comptabilité des opérations.

La responsabilité pécuniaire des régisseurs s'étend à toutes les opérations de la régie depuis la date de leur installation jusqu'à la date de cessation des fonctions."

A ce titre, et au vu de ce décret, la responsabilité personnelle et pécuniaire du régisseur est engagée dès lors qu'un déficit en deniers ou en valeurs a été constaté, qu'une dépense a été irrégulièrement payée ou que, par la faute du régisseur, une recette n'a pas été encaissée ou une indemnité a dû être versée par l'organisme public à un tiers ou à un organisme public.

Un déficit d'un montant de 176 749.30 euros a été constaté au sein de la Régie de recettes pour l'encaissement des horodateurs des parkings de surface, des péages à pied sur parking couvert ou de surface, des badges de stationnement, des abonnements parking couvert et des forfaits touristiques à Cassis au cours d'un audit réalisé à compter du 3 octobre 2013 conjointement par la Recette Municipale de Marseille Municipale et la Direction Régionale des Finances Publiques Provence Alpes Côtes d'Azur et du Département des Bouches du Rhône.

Dans ce cadre, la responsabilité personnelle et pécuniaire du Régisseur en place, Monsieur Patrick NEROZZI a été engagée et un ordre de versement a été émis le 28 février 2014 par l'ordonnateur de l'époque Monsieur Eugène CASELLI. Cet ordre de versement ayant été substitué par un arrêté de débet en date du 18 juin 2014 lui-même émis par le Ministre chargé du Budget.

Monsieur Patrick NEROZZI est décédé le 9 novembre 2014 et son conjoint survivant Madame Martine Jeannine Annie BAGARRE veuve NEROZZI ainsi que sa fille Madame Sophie Jacqueline Adèle NEROZZI épouse HOCQUARD ont poursuivi l'instance déposée par Patrick NEROZZI auprès du Tribunal Administratif de Marseille visant notamment à annuler la décision du 28 février 2014 par laquelle la Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole lui avait ordonné le versement de la somme de 176 749.30 euros à annuler la décision explicite rejetant sa demande de sursis datée du 26 mars 2014 et à annuler l'arrêté de débet daté du 18 juin 2014.

Par un jugement en date du 26 décembre 2017, la cour Administrative d'Appel de Marseille a rejeté la requête de Madame Martine Jeannine Annie BAGARRE veuve NEROZZI et de Madame Sophie Jacqueline Adèle NEROZZI épouse HOCQUARD. Ce jugement les condamnant à régler le déficit constaté relaté dans l'ordre de versement et l'arrêté de débet émis à l'encontre de Patrick NEROZZI pour un montant de 176 749.30 euros.

Le 31 juillet 2018, Madame Martine Jeannine Annie BAGARRE veuve NEROZZI a procédé à un versement de la somme de 130 000 euros auprès la Trésorerie Marseille Municipale et a demandé une remise gracieuse le 30 juillet 2018 du montant du débet subsistant soit 46 749.30 euros.

Compte tenu du versement de la somme de 130 000 euros par Madame Martine Jeannine Annie BAGARRE veuve NEROZZI, il est proposé de clôturer définitivement ce dossier et d'accorder une remise gracieuse du débet subsistant soit 46 749.30 euros à Madame Martine Jeannine Annie BAGARRE veuve NEROZZI.

Aussi, Madame la Présidente propose au Conseil de la Métropole d'accorder un avis favorable à la demande de remise gracieuse de Madame Martine Jeannine Annie BAGARRE veuve NEROZZI en date du 30 juillet 2018 pour un montant de 46 749.30 euros et d'accepter de prendre à la charge du budget de l'établissement public la valeur de la remise gracieuses éventuellement accordée par le Ministre du Budget et de l'admettre en non-valeur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- L'Instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le versement de la somme de 130 000 euros par Madame Martine Jeannine Annie BAGARRE veuve NEROZZI, et sa demande de remise gracieuse du débet subsistant soit 46 749.30 euros

**Délibère**

**Article 1 :**

Est émis un avis favorable à la demande de remise gracieuse formulée par Madame Martine Jeannine Annie BAGARRE veuve NEROZZI en date du 30 juillet 2018.

**Article 2 :**

Le Conseil de la Métropole accepte de prendre à la charge de son budget la valeur de la remise gracieuse (46 749.30 euros) éventuelle décidée par le Ministre chargé du Budget, et de l'admettre en non-valeur le cas échéant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 070-4526/18/CM**

**■ Présentation du rapport d'activité 2017 du délégataire de service public pour la gestion du Centre des Congrès Agora à Aubagne  
MET 18/8020/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n°48-1211 du Conseil Communautaire du 7 décembre 2011 de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a approuvé le choix de la SEMAGORA en tant que délégataire de service public pour la gestion par affermage du Centre de Congrès Agora, situé à Aubagne.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen du rapport d'activité 2017 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains, dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 48-1211 du Conseil Communautaire du 7 décembre 2011 de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération FAG 008-1288/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public exécutoire au 20 février 2017 ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2017 jointe en annexe ;
- L'avis de la commissions consultative des services publics locaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**



**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les activités du délégataire doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à celles-ci ;
- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2017 a été remis par le délégataire SEMAGORA ;
- Que ce rapport doit être présenté au Conseil de Métropole.

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel pour l'année 2017 du délégataire pour la gestion du service public du Centre des Congrès AGORA à Aubagne, remis par le délégataire SEMAGORA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 071-4527/18/CM**

**■ Révision des tarifs contractuels et de la contribution forfaitaire annuelle de la délégation de service public par affermage pour le centre des congrès AGORA à Aubagne - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile  
MET 18/8415/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié à la société SEMAGORA, l'exploitation et la commercialisation du Centre des Congrès AGORA situé sur la commune d'Aubagne par contrat d'affermage.

La durée du contrat est de 10 ans. Il a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2012 et prendra fin le 31 décembre 2021.

L'article 27 du contrat d'affermage stipule que les tarifs contractuels et la contribution forfaitaire sont indexés au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année par la formule suivante :

$$P = P0 \frac{SYN}{SYN0}$$

Dans laquelle :

P = prix révisé des prestations exécutées,

P0 = prix prévu dans le contrat au mois "zéro" (janvier 2012),

SYN = indice SYNTEC connu au moment de la révision (juillet 2018) soit 268,5,  
SYN0 = même indice que le précédent au mois zéro (janvier 2012) soit 238,60.

Les tarifs et la contribution forfaitaire annuelle ainsi révisés doivent recueillir l'approbation de l'assemblée délibérante avant leur entrée en vigueur. C'est l'objet de la présente délibération.

Ainsi, la nouvelle grille tarifaire usagers, avant et après révision, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 est annexée au présent rapport.

Par ailleurs, la contribution forfaitaire annuelle au titre de la réservation des salles au profit de l'autorité affermante est fixée à 445 220 € HT en application de l'article 24-3 du contrat d'affermage (dont 84 000 € HT de compensation financière pour la mise à disposition du personnel du délégataire non indexé).

Ce contrat a fait l'objet d'un avenant N°1 ayant pour objet la modification du volume de réservation des locaux au profit de l'autorité affermante approuvé par délibération du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016, entraînant une augmentation de 71 820 € HT de la contribution annuelle.

Le montant de la contribution forfaitaire annuelle modifiée par l'avenant n°1 passe donc de 445 200 € HT à 517 040 € HT (décomposé ainsi soit 361 220 € + 71 820 € + 84 000 €), soit 16,13 % par rapport au montant initial du contrat. La contribution forfaitaire étant indexée dans les conditions prévues à l'article 27 du contrat d'affermage précédemment énoncées, il en résulte une hausse de 54 266.12 € HT de la contribution annuelle au 1<sup>er</sup> janvier 2019. La contribution actualisée au 1<sup>er</sup> janvier 2019 est de 571 306.12 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat d'affermage pour la gestion du Centre des Congrès AGORA à Aubagne en

date du 23 décembre 2011 conclu avec la SEMAGORA ;

- L'avenant N°1 au contrat, approuvé par la délibération N° FAG 008-1288/16/CM du Conseil de Métropole en date du 15 décembre 2016 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'obligation de réviser les tarifs contractuels et la contribution forfaitaire de la délégation de service public au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la révision des tarifs contractuels du Centre des Congrès AGORA situé à Aubagne, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 suivant l'annexe jointe.

**Article 2 :**

Est approuvée la révision de la contribution forfaitaire du Centre des Congrès AGORA situé à Aubagne, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 pour un montant de 571 306.12 euros HT.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Primitif 2019 de l'Etat Spécial de Territoire, section fonctionnement - chapitre 011 - nature 6132.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 072-4528/18/CM**

**■ Approbation de la remise d'ouvrage par Euroméditerranée : ZAC Cité de la Méditerranée Secteur 8  
MET 18/8464/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le périmètre de l'Opération d'Intérêt National, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) a mis en œuvre depuis sa création un certain nombre de secteurs opérationnels et en particulier la ZAC Cité de la Méditerranée.

En ce qui concerne cette ZAC, par délibération du 18 décembre 2006, le Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a donné son accord sur le Programme des équipements publics (PEP) parmi lesquels figurent les ouvrages de voirie financés et réalisés par l'EPAEM à remettre gratuitement.

La création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016 entraîne la reprise de cette gestion dans un cadre métropolitain en fonction de la typologie des ouvrages remis.

En exécution de ces dispositions, l'EPAEM remet gratuitement à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence les ouvrages achevés relevant de sa compétence (voirie et ses accessoires, infrastructures) et facture à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence la part taxable des ouvrages (TVA).

Ainsi, il est proposé au Conseil de Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'acter la remise d'ouvrage de l'aménagement du boulevard du littoral Secteur 8-Esplanade J4, à titre gratuit, par l'EPAEM à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour un montant HT de 7.009.941,32 euros et d'approuver le remboursement de la TVA par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour un montant de 667.640,72 euros sur les ouvrages concernés.

Le procès-verbal de remise d'ouvrages a pour effet de constater la réalisation des ouvrages et de permettre leur entrée dans le patrimoine de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ainsi que de constituer le fait générateur du versement de la TVA par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

En contrepartie de ce versement de TVA à l'EPAEM, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pourra bénéficier du FCTVA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de remise d'ouvrage signé le 17 juillet 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est pris acte de la remise des ouvrages à titre gratuit réalisés par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour l'aménagement de ZAC Cité de la Méditerranée Secteur 8, pour un montant HT de 7.009.941,32 euros et d'une TVA à verser à l'EPAEM d'un montant de 667.640,72 euros.

**Article 2 :**

Est actée l'intégration de ces ouvrages dans la déclaration déposée par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au titre du FCTVA de l'année 2018.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires pour le paiement de la TVA sont inscrits au budget 2018 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Nature budgétaire : 4581131092 – opération 2013109200.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 073-4529/18/CM**

**■ Modalités de dépôt des listes de candidats à la Commission Concession  
MET 18/8294/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article 5 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 un contrat de concession est un contrat conclu par écrit par une personne morale de droit public en vue de confier l'exécution de travaux ou la gestion d'un service à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.

Les contrats de concession sont passés dans le respect des règles procédurales telles que prévues par l'ordonnance précitée et le décret n°2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016.

Conformément à l'article L.1410-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), lequel opère plusieurs renvois législatifs, notamment à l'article L.1411-5 du même Code, une commission, dénommée « Commission Concession » doit être créée.

Celle-ci, aura pour mission d'ouvrir les plis contenant les candidatures ou les offres, de dresser la liste des candidats admis à présenter une offre et ce, après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public d'analyser les offres des soumissionnaires. Au vu de l'avis de cette commission, la Présidente de la Métropole ou son représentant si celui-ci a été investi d'une délégation de fonction et de signature en la matière, pourra engager des négociations avec un ou plusieurs soumissionnaires.

La Présidente de la Métropole saisira le Conseil de la Métropole du choix de l'entreprise auquel la Commission « Concession » aura procédé. Afin que l'assemblée délibérante puisse se prononcer, la Présidente de la Métropole ou son représentant lui transmettra le rapport de la commission « Concession » présentant notamment la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci ainsi que les motifs du choix de la candidate et l'économie générale du contrat.

Conformément au II a) de l'article L.1411-5 du CGCT, la Commission « Concession » est composée de la Présidente de la Métropole ou son représentant et de

cinq membres élus au sein du Conseil de la Métropole au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel. Il est procédé selon les mêmes modalités à l'élection en nombre égal à celui des membres titulaires.

Conformément à l'article D.1411-5 du CGCT, il appartient au Conseil de la Métropole, avant de procéder à l'élection des membres de cette commission, de déterminer les conditions de dépôt des listes.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les conditions de dépôt des listes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n°2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article unique :**

Conformément aux dispositions de l'article D.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, sont approuvées les conditions de dépôt des listes suivantes :

-Chaque liste doit être déposée avant 17H au secrétariat de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence la veille de la date du Conseil de la métropole à l'ordre du jour duquel est prévue

l'élection des membres de la Commission Concession ;

-Chaque liste doit comprendre au maximum 5 titulaires et 5 suppléants. Les listes peuvent néanmoins comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges à pourvoir ;

-En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages ;

-En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 074-4530/18/CM**

**■ Commissions Permanentes de Travail et d'études - Modifications  
MET 18/8339/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération HN 004-032/16/CM du 7 avril 2016, le Conseil de la Métropole a créé douze Commissions Permanentes de Travail et d'Etudes dont la composition a été déterminée par délibération HN 002-135/16/CM du 28 avril 2016.

Certains conseillers communautaires ont émis le souhait de modifier cette répartition initiale afin de privilégier ou de mettre en concordance certaines thématiques d'études.

Ces changements, au sein de mêmes groupes politiques, n'ont pas d'incidence sur la gouvernance globale des Commissions

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération HN 004-032/16/CM du 7 avril 2016 portant création des Commissions permanentes de travail et d'études ;
- La délibération HN 002-135/16/CM du 28 avril 2016 portant composition des Commissions permanentes de travail et d'études.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que certains conseillers communautaires ont émis le souhait de modifier cette répartition initiale afin de privilégier ou de mettre en concordance certaines thématiques d'études.

**Délibère**

**Article unique :**

Est modifiée la délibération HN 002-135/16/CM du 28 avril 2016 comme suit :

- Commission permanente de travail et d'études « Environnement, Développement Durable Agriculture et Forêt »
- Monsieur Patrick Vioria est remplacé par Madame Emmanuelle Sinopoli
- Commission permanente de travail et d'études « Emploi, Formation Professionnelle, Insertion »
- Madame Emmanuelle Sinopoli est remplacée par Monsieur Patrick Vioria
- Commission permanente de travail et d'études « Finances et Administration Générale »
- Monsieur Roland BLUM est remplacé par Monsieur Xavier Mery
- Commission permanente de travail et d'études « Transports, Déplacements et Accessibilité »
- Monsieur Xavier Mery est remplacé par Monsieur Roland BLUM

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 075-4531/18/CM**

**■ Désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein d'organismes extérieurs  
MET 18/8401/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole de désigner ses représentants au sein des organismes extérieurs en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI.

Dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a désigné certains de ses représentants lors de ses séances précédentes. Il est proposé aujourd'hui de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes et de modifier certaines d'entre elles conformément au tableau joint en annexe de la présente délibération.

En effet, des modifications sont à effectuer pour les raisons ci-après :

Tout d'abord, Monsieur Jean-Pierre SERRUS n'étant plus le Vice-Président délégué à la mobilité, aux déplacements et au transport, il convient de procéder à son remplacement au sein des différents organismes, ci-après listés, pour lesquels il a été désigné pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence, et de modifier sur ce point les délibérations afférentes :

- le conseil d'administration de la Régie des Transports Métropolitains (RTM) ;

- le Groupement des Autorités Responsables des Transports (GART) ;

- l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public (AGIR) ;

- le comité de pilotage Marseille Métropole NFC (Near Field Communication) ;

- la commission locale des transports publics particuliers de personnes ;

- le comité de pilotage du projet de navette électrique modulaire à caractère expérimental (projet Demoiselle) entre le Technopôle de l'Arbois et la gare d'Aix TGV ;

Par délibération n°FAG 038-837/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné ses représentants au sein du conseil d'administration de la SPL Façonéo. Cependant, Monsieur Pierre COULOMB, désigné à ce titre, a atteint la limite d'âge, prévue à l'article 16 des statuts de la SPL, pour exercer ces fonctions. Il convient donc de pourvoir à son remplacement. Par ailleurs, et pour les motifs exposés ci-dessus, il convient de pourvoir également au remplacement de Monsieur Jean-Pierre SERRUS et de modifier sur ces points la délibération précitée ;

Enfin, par délibération n°TRA 010-1385/16/CM du 15 décembre 2016, le Conseil de la Métropole a désigné les 15 membres du conseil d'administration de la Régie Départementale des Transports 13 (RDT13) lequel comprend 9 membres du Conseil de la Métropole, 2 personnalités qualifiées, 3 membres représentants du personnel de la régie et un membre représentant les usagers. Suite à la démission de Monsieur Daniel BOUDOUIN, désigné en tant que personnalité qualifiée, il convient de pourvoir à son remplacement. En outre, suite aux élections professionnelles qui se sont déroulées au sein de la RDT13, il convient, pour tenir compte des résultats de ces élections, de modifier les désignations des 3 membres du conseil d'administration représentants du personnel. Enfin, il convient, pour les mêmes motifs que ceux exposés ci-dessus, de pourvoir au remplacement de Monsieur Jean-Pierre SERRUS, précédemment désigné au sein du conseil d'administration en tant que membre du Conseil de la Métropole. L'article 2 de la délibération précitée doit donc être modifié sur ces points.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité ;
- Qu'il appartient ainsi au Conseil de la Métropole de désigner ses représentants au sein des organismes extérieurs en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI ;
- Que dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a désigné certains de ses représentants lors de ses séances précédentes ;
- Qu'il convient de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes et de modifier certaines d'entre elles ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein d'organismes extérieurs telles qu'elles figurent dans le tableau joint à la présente.

**Article 2 :**

Sont modifiées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du conseil d'administration de la Régie des Transports Métropolitains (RTM), du Groupement des Autorités Responsables des Transports (GART), de l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public (AGIR), du comité de pilotage Marseille Métropole NFC (Near Field Communication), de la commission locale des transports publics particuliers de personnes, du

comité de pilotage du projet de navette électrique modulaire à caractère expérimental (projet Demoiselle) entre le Technopôle de l'Arbois et la gare d'Aix TGV, du conseil d'administration de la SPL Façonéo, et du conseil d'administration de la Régie Départementale des Transports 13 (RDT13), telles qu'approuvées par la délibération n°FAG 100-582/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 modifiée, la délibération n°FAG 098-580/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, la délibération n°FAG 071-3090/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017, la délibération n°FAG 025-3608/18/CM du 22 mars 2018, la délibération n°FAG 038-837/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016, et par l'article 2 de la délibération n°TRA 010-1385/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016.

### **Article 3 :**

Sont modifiées, au sein du conseil d'administration de la Régie Départementale des Transports 13 (RDT13), la désignation de l'une des personnalités qualifiées et la désignation des 3 représentants du personnel de la régie, telles qu'approuvées par l'article 2 de la délibération n°TRA 010-1385/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 076-4532/18/CM**

#### **■ Approbation de la convention de mise à disposition d'un agent du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/8514/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Direction des Risques du territoire du Pays d'Aix a pour vocation la mise en œuvre d'une politique de prévention des risques majeurs, naturels et technologiques. A cet effet et sur leur demande, elle accompagne les communes du territoire dans l'élaboration de leur Plan Communal de Sauvegarde (PCS), dans la réalisation de leur Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) et les assiste en cas de situation exceptionnelle. Elle assiste et conseille d'autre part l'établissement pour toutes les problématiques liées aux risques professionnels et bâtimentaires. Enfin, elle se doit d'activer le Plan de continuité des services en cas de pandémie.

A ce titre, le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône met à disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence un officier pour l'assister dans ces missions.

Basé sur le Territoire du Pays d'Aix au sein de la Direction des Risques, cette mise à disposition à temps complet a débuté le 1<sup>er</sup> décembre 2016, et prendra fin le 31 octobre 2018.

Afin de poursuivre cette collaboration, une nouvelle convention de mise à disposition à titre onéreux est conclue à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2018 pour une durée de 3 ans, soit jusqu'au 31 octobre 2021 inclus.

Conformément aux articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et au décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, la mise à disposition d'agents est possible auprès des collectivités territoriales et de leurs établissements publics. La mise à disposition donne lieu à remboursement.

La mise à disposition est la situation du fonctionnaire qui demeure dans son cadre d'emplois ou corps d'origine, est réputé y occuper un emploi, continue à percevoir la rémunération correspondante, mais qui exerce ses fonctions hors du service où il a vocation à servir.

En application des dispositions réglementaires précitées, la durée maximale de la mise à disposition est de trois ans, et peut être renouvelée par périodes ne pouvant excéder cette durée. Aucune disposition ne limite le nombre de renouvellements. Elle peut prendre fin, avant l'expiration de sa durée, à la demande du fonctionnaire, de l'administration d'origine ou de l'administration d'accueil.

La mise à disposition donnera lieu à remboursement, par la Métropole, de la rémunération et des cotisations sociales et contributions afférentes, des personnels mis à disposition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 001-4256/18 CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de la Présidente de la Métropole ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure entre le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant la mise à disposition à temps complet d'un agent auprès de cette dernière du 1<sup>er</sup> novembre 2018 au 31 octobre 2021 inclus.

**Article 2 :**

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre tout acte et tout document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, sur les natures budgétaires 6217 et 6218.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 077-4533/18/CM**

**■ Approbation de l'adhésion au Groupement d'Entreprises (GE) pour la gestion du Restaurant Interentreprises (RIE) de la Tour la Marseillaise - Désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du conseil de gestion du GE et de la commission de contrôle du RIE**

**MET 18/8336/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FCT 020-510/12/BC déposée en préfecture le 30 octobre 2012, la Communauté Urbaine de Marseille Provence, fusionnée au 1<sup>er</sup> janvier 2016 au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a approuvé un bail civil de locaux en état futur d'achèvement dénommé « Tour la Marseillaise » lequel a été signé le 16 novembre 2012.

Cette tour, édifée sur un terrain situé à Marseille (13002), Quai d'Arenc, est composée, de 32 niveaux dont un niveau de sous-sol, un rez-de-chaussée composé des halls d'entrée et de commerces, un étage technique, deux étages de Restaurant Inter-Entreprises (RIE) et 27 niveaux de bureaux.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, substituée à l'ancien établissement public de coopération intercommunale doit aujourd'hui, en sa qualité de preneur à bail et conformément à l'article 12.1 dudit bail, délibérer afin d'adhérer au groupement d'entreprises (GE) créée entre les différents occupants de l'immeuble pour la gestion du RIE, adhésion qui perdure tant que la Métropole conserve la qualité de locataire.

Au regard des différentes catégories d'adhérents, tel que précisé par l'article 2.1 du contrat d'adhésion au GE pour la gestion du RIE, la Métropole Aix-Marseille-Provence, en sa qualité d'établissement locataire de l'immeuble, appartiendra au collège A dès la signature du bulletin d'adhésion.

En effet, la conclusion par la Métropole Aix-Marseille-Provence du bulletin d'adhésion, emporte acceptation sans réserve par celle-ci des termes du contrat d'adhésion au GE pour la gestion du RIE (i) ainsi que ses annexes, de même que (ii) du contrat de prestation de service de restauration (la **Convention de Restauration**) avec la société SODEXO ENTREPRISES, spécialisée dans les prestations de restauration collective, figurant en **Annexe 5, (iii)** du contrat de prestation de service (le **Contrat de Prestation de Services**), et enfin, (iv) du mandat de gestion du Mandataire (le **Mandat**).

Les décisions nécessaires à la bonne gestion du RIE sont prises par un Conseil de gestion dont ses membres sont désignés exclusivement par les



adhérents du collège A selon la répartition suivante : chacun des adhérents dudit collège désigne un représentant qui siège en son nom au sein du Conseil (article 3.1 du contrat d'adhésion). En conséquence de quoi, il appartient à la Métropole de désigner son représentant au sein du Conseil de gestion du GE pour la gestion du RIE.

De plus, l'article 3.4 du contrat précité prévoit également la création d'une commission paritaire de contrôle du RIE composée de représentants des personnels et de représentants des employeurs dont l'objet est de contrôler le fonctionnement du RIE. Chacun des Adhérents du GE est en droit de désigner un représentant employeur et un représentant salarié pour siéger à cette commission.

Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole d'approuver d'une part, l'adhésion au GE pour la gestion du RIE, d'autre part, de désigner son représentant au sein du comité de gestion et ses représentants au sein de la commission de contrôle du RIE.

Dans ce cadre il est proposé aujourd'hui de procéder à la désignation des représentants conformément au tableau joint en annexe de la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FCT 020-510/12/BC déposée en préfecture le 30/10/2012 ;
- La notification n°12/1352 du 16 novembre 2012 - Bail pour la location de locaux en état futur d'achèvement ;
- Le projet de contrat d'adhésion au GE pour la gestion du RIE.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole d'adhérer au groupement d'entreprise pour la gestion du restaurant interentreprises de la tour la Marseillaise
- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole de désigner son représentant au sein du conseil de gestion du groupement d'entreprises
- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole de désigner ses représentants au sein de la commission de contrôle du restaurant interentreprises ;

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée l'adhésion au groupement d'entreprises pour la gestion du restaurant interentreprises de la Tour la Marseillaise.

##### **Article 2 :**

Est désigné comme représentant de la Métropole au sein du conseil de gestion du groupement d'entreprises :

- Monsieur Pascal Montecot

##### **Article 3 :**

Sont désignés comme représentants de la Métropole au sein de la commission de contrôle du restaurant interentreprises :

- Monsieur Laurent Peres

- Monsieur Philippe Godfrin

##### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le bulletin d'adhésion, joint en annexe de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 078-4534/18/CM**

### **■ Abrogation des délibérations FAG 050-3820/18/CM et FAG 051-3821/18/CM du 18 mai 2018 sur la création de commissions territoriales du Comité Technique et du Comité d'hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail au sein de chaque territoire et sur l'approbation du nombre de représentants du personnel MET 18/8234/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de ressources humaines applicable à l'ensemble de ses agents et, afin d'organiser leur représentation au sein des instances représentatives de la Métropole-Aix-Marseille-Provence, le Conseil de la Métropole a, lors de sa séance du 18 mai 2018, approuvé la création, au sein de chaque territoire :

- d'une commission territoriale du Comité Technique de la Métropole (délibération FAG 050-3820/18/CM du 18 mai 2018) ;
- d'une commission du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail de la Métropole (délibération FAG 051-3821/18/CM du 18 mai 2018).

L'organe délibérant s'est par ailleurs prononcé sur le nombre de représentants du personnel, au sein de ces instances, sur les règles instituant le paritarisme ainsi que la décision de recueil de l'avis des représentants de l'établissement.

Or, dans le cadre de l'exercice de son contrôle de légalité, le Préfet des Bouches-du-Rhône a formulé auprès de la Métropole Aix-Marseille Provence plusieurs observations concernant la création de ces commissions territoriales, relatives d'une part, à l'appellation de ces instances, d'autre part, à la désignation et au nombre de ses représentants, demandant ainsi l'abrogation des délibérations précitées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 001-4256/18 CM du Conseil de la Métropole en date du 20 septembre 2018 portant élection de la Présidente de la Métropole ;
- La délibération FAG 050-3820/18/CM du 18 mai 2018 portant création de commissions territoriales du Comité Technique au sein de chaque territoire et approbation du nombre de représentants du personnel et des règles instituant le paritarisme ainsi que décision de recueil de l'avis des représentants de l'établissement au sein de ces commissions territoriales ;
- La délibération FAG 051-3821/18/CM portant création de commissions territoriales du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail au sein de chaque territoire et approbation du nombre de représentants du personnel et des règles instituant le paritarisme ainsi que décision de recueil de l'avis de représentants de l'établissement au sein de ces commissions territoriales ;
- La lettre d'observations du Préfet des Bouches-du-Rhône en date du 14 juin 2018 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est abrogée la délibération FAG 050-3820/18/CM du 18 mai 2018, portant création de commissions territoriales du Comité Technique au sein de chaque territoire et approbation du nombre de représentants du personnel et des règles instituant le paritarisme ainsi que décision de recueil de l'avis des représentants de l'établissement au sein de ces commissions territoriales.

### **Article 2 :**

Est abrogée la délibération FAG 051-3821/18/CM, portant création de commissions territoriales du

Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail au sein de chaque territoire et approbation du nombre de représentants du personnel et des règles instituant le paritarisme ainsi que décision de recueil de l'avis de représentants de l'établissement au sein de ces commissions territoriales.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 079-4535/18/CM**

#### **■ Définition d'emplois permanents et création d'emplois non permanents pour accroissement temporaires d'activité MET 18/8233/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Pour assurer l'adéquation des postes avec les besoins de fonctionnement de l'établissement notamment suite aux transferts d'effectifs, et permettre d'intégrer les compétences professionnelles nécessaires au bon fonctionnement des services métropolitains.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- Le décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;

- Le décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux attachés territoriaux ;
- Le décret n°87-1097 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emplois des administrateurs territoriaux ;
- Le décret n°87-1098 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire applicable aux administrateurs territoriaux ;
- Le décret n°88-145 du 15 février 1988, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2016-201 du 26 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux ;
- Le décret n°2016-203 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire applicable aux ingénieurs territoriaux ;
- La délibération n° FAG 080-4132/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à la définition d'emplois et création d'emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activité ;
- L'avis du Comité technique de la Métropole ;
- L'avis de la Commission des Finances et Administration Générale .

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, sont approuvées les définitions de postes, sur emplois permanents à temps complet, ne donnant pas lieu à création de postes budgétaires correspondants.

Il est précisé qu'en l'absence de candidatures de fonctionnaires correspondant aux profils recherchés, les recrutements sur ces postes se feront en application de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

La rémunération de chacun des emplois sera plafonnée par référence au dernier échelon et au régime indemnitaire afférent du cadre d'emploi précisé dans chaque définition de poste.

En conséquence, il est proposé d'approuver les définitions d'emplois comme suit :

Description des missions et compétences attendues pour chacun de ces postes :

**Pour le Pôle Valorisation et Développement Urbain du Territoire Marseille Provence :**

- Un chargé d'opérations inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : assurer la mise en œuvre technique, administrative et financière, d'actions de la Métropole décidées en matière d'investissement pour la réalisation d'équipements bâtis neufs, ou la réhabilitation d'équipements existants structurant la politique métropolitaine et participant à la pérennité de la qualité des constructions.  
Profil : concevoir et conduire un projet, gérer un budget, connaître les bases du code des marchés publics, esprit de synthèse. Etudes d'ingénieurs bâtiments.

**Pour la Direction Générale des Services Déléguée du Territoire du Pays d'Aix :**

- Un chargé de mission ingénierie de projets inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : assurer le suivi technique et administratif du partenariat EPF : organisation au sein de la Direction du suivi technico-administratif du partenariat en concertation avec la centralité, prestation d'ingénierie de projet auprès des directions opérationnelles.  
Profil : culture générale administrative, connaissances approfondies des procédures réglementaires liées aux codes urbanisme, environnement et patrimoine, Master II en droit public et urbanisme.

**Pour le Pôle Développement Economique Emploi et Innovation du Territoire du Pays d'Aix :**

- Un chargé de mission animation et promotion économique - Technopôle de l'Arbois inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : accompagner les start-ups dans leurs besoins de promotion et leur valorisation, aide au marketing des startups, préparation au concours de startup, organisation de salons professionnels, mettre

en œuvre le programme annuel des manifestations du Technopôle de l'Arbois.

Profil : maîtrise des outils informatiques de mise en forme des documents, connaissances des concours de startup « clean Tech ». Bac +5.

**Pour le Pôle Projets et Réalisations du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile :**

- Un chef de service tourisme et valorisation du patrimoine inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : assurer le fonctionnement de l'office du tourisme sous l'autorité du président et du conseil d'administration, diriger l'établissement dans ses différentes dimensions, veiller au respect des engagements pris envers le conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et la Métropole Aix Marseille Provence.  
Profil : connaissance des politiques de développement touristique, connaissance du milieu institutionnel, sens de l'organisation.

**Pour le Pôle Aménagement de Développement du Territoire du Pays de Martigues :**

- Un chef de service environnement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : mettre en œuvre sur le territoire des orientations en matière d'écologie urbaine, de biodiversité, de patrimoine naturel et forestier, de prévention et gestion des risques, nuisances et pollutions, coordonner et réaliser des différentes actions relations à la gestion, la valorisation et la préservation du patrimoine naturel, en particulier animation du site Natura 2000 et gestion de l'étang du Pourra.  
Profil : cadre réglementaire des politiques environnementales, enjeux du changement climatique, police environnementale, autonomie. Bac+5 en environnement écologie. Expérience minimum de 5 ans.

**Pour le Pôle Cohésion Sociale et Emploi Insertion du Territoire du Pays de Martigues :**

- Un chargé de mission rénovation urbaine inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : assister le directeur de projet et les chefs de projet territoriaux dans la préparation des futurs chantiers, suivre le programme de la rénovation urbaine sur le plan technique, contribuer à l'élaboration de la convention NPNRU et à sa mise en œuvre ainsi que les dispositifs associés (PIA), assurer le suivi des études portées par la Métropole.

Profil : connaissance des questions de prospective territoriale et urbaine. Niveau d'études supérieures ingénieur ou 3ème cycle en aménagement ou urbanisme. Expérience dans le domaine de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du développement durable.

#### **Pour le Pôle Technique du Territoire du Pays de Martigues :**

- Un directeur collecte et traitement de déchets inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : définir la politique générale du Territoire en matière de collecte et de gestion des déchets et les actions qui en découlent, participer à l'élaboration, met en œuvre et contrôle les projets et les opérations de gestion des déchets en régie, être garant de l'évacuation, du traitement et de la valorisation des déchets, en conformité avec la réglementation.  
Profil : fortes connaissances dans le domaine de la logistique, méthodes et outils d'évaluation, d'observation, d'analyse et de prospective, esprit de synthèse et de décision, disponibilité. Bac+5.
- Un directeur adjoint collecte et traitement de déchets inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : piloter et manager les équipes du Service Collecte, participer à l'élaboration, mettre en œuvre et contrôler les opérations de gestion des déchets en régie ou délégués à des prestataires, être garant de la collecte, de l'évacuation, de la valorisation des déchets recyclables et des ultimes, en conformité avec les réglementations.  
Profil : capacités de synthèse et rédactionnelles, méthodique, rigoureux et motivé pour travailler dans le milieu du déchet. BAC+ 5
- Un directeur adjoint de la régie des eaux et assainissement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : participer à la mise en œuvre d'une stratégie globale, technique et financière, en matière d'eau potable et d'assainissement, élaborer la programmation des travaux d'investissement, des missions d'entretien et de contrôle des réseaux, de leurs équipements et des systèmes de traitement, participer à l'élaboration des propositions et des scénarios d'actions en matière de ressources en eau.

Profil : connaissance des procédures de passation des marchés publics, connaissances des règles budgétaires et comptables de la comptabilité publique, techniques d'économie et de recyclage de l'eau, sens du travail en équipe, capacités rédactionnelles. Bac+5.

#### **Pour la Direction Générale des Services de la Métropole :**

- Un secrétaire général inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux.  
Description du poste : Contribuer à la définition des orientations de la collectivité et à l'élaboration, sous l'autorité du Directeur Général des Services, d'un projet partagé par toutes les parties prenantes de l'action publique. Appliquer la stratégie de la Direction Générale et piloter l'organisation interne en cohérence avec les orientations préalablement définies  
Profil : Politiques publiques locales. Environnement territorial, enjeux, évolutions et cadre réglementaire des politiques publiques. Principes du management opérationnel. Méthodes d'analyse et de diagnostic. Une expérience sur le même type de poste est souhaitée.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Ressources Humaines :**

- Un directeur adjoint gestion administrative du personnel inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : coordonner, gérer et contrôler l'ensemble des procédures de gestion administrative du personnel dans le cadre des règles statutaires, assurer l'atteinte des objectifs fixés en matière de gestion administrative du personnel.  
Profil : enjeux de l'absentéisme au sein de la métropole, politique salariale de la métropole, statut de la FPT, fonctionnement du contrôle de légalité. Master RH. Expertise confirmée en RH et principalement en gestion administrative statutaire.
- Un conseiller juridique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : Réaliser des études juridiques en matière de statut de la FPT, d'études approfondies et de dossiers techniques, conseiller les agents et les directions, assurer le contrôle et la sécurisation des actes administratifs, assurer

une veille juridique, suivre l'actualité juridique et rédiger des études juridiques diverses et des notes informatives.

Profil : concevoir des outils et des procédures, évaluer les risques juridiques, capacité d'analyse, capacité rédactionnelle. Formation juridique en droit public. Expérience dans le domaine juridique RH, maîtrise du statut de la Fonction Publique en général et plus particulièrement de la Territoriale

- Un chargé d'études et d'analyse de données inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer l'extraction de données du SIRH au moyen des outils décisionnels disponibles, assurer l'analyse des données extraites et réaliser des études au bénéfice de la direction mais aussi au bénéfice de l'ensemble des services de la DGA RH, intervenir notamment sur les analyses d'impacts des évolutions de masse (RIFSEEP : réévaluation des montants de référence RI).

Profil : travailler en mode projet, maîtriser les logiciels spécifiques au domaine d'activité, connaître l'architecture et les fonctionnalités du système, rigueur, précision.

- Un responsable postes et emplois inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : accompagner les directions dans la rédaction des fiches de poste et assure la cotation des postes conformément au RIFSEEP, se coordonner avec la mobilité et la carrière ainsi que la paie pour tout impact à ce sujet, être en appui du conseil en organisation pour le calibrage des postes avant création en comité technique

Profil : expertise GPEC, maîtrise des métiers de la FPT et des cadres d'emplois, animation d'équipes projets. BAC+3 généraliste ou GPEC ou école de commerce.

- Trois conseillers en organisation inscrits à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : réaliser des diagnostics organisationnels afin d'accompagner les directions dans leur projet de réorganisation, être garant lors des processus de réorganisation du respect des principes définis dans le schéma métropolitain et du référentiel des fonctions.

Profil : concevoir et développer des supports de communication, maîtriser les techniques d'analyse d'une organisation, aptitude à la

communication. Bac +3 Management des organisations, audit.

- Un responsable métier carrière inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : coordonner, gérer et être le garant de l'ensemble des procédures administratives et statutaires dans le domaine de la gestion des carrières, piloter, organiser, contrôler et évaluer l'activité carrière, veiller à la bonne application des dispositions statutaires.

Profil : maîtriser l'outil informatique, rédiger un courrier, un document, un acte administratif, fonctionnement du contrôle de légalité. Master RH. Expérience confirmée en RH et principalement en gestion des Carrières.

- Un chargé du suivi de la masse salariale et de préparation budgétaire inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : préparer et piloter les budgets RH (la prévision, l'analyse fine, le suivi et l'exécution de budgétaire), piloter la masse salariale, effectuer une prévision pluriannuelle, annuelle et des prévisions de dépenses en cours d'exercice, en s'appuyant notamment sur les données des services de la DRH et des directions opérationnelles.

Profil : élaborer des préconisations, gérer les délais impartis, connaître et mettre en œuvre le statut de la FPT. Master I ou II dans les domaines finances, Rh, management public, contrôle de gestion. Expérience dans le domaine du conseil de gestion, des RH et/ou des finances.

- Un chef de division dialogue de gestion inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : veiller à la bonne marche des revues de gestion (dont revues de projets), assurer la bonne coordination entre les demandes des DGA et les directions de la DGA RH, fournir des analyses de données au bénéfice des chefs de projets et du conseil en organisation, participer à la diffusion d'une culture de gestion métropolitaine.

Profil : suivi de revues de projets, connaissances dans les domaines RH, esprit d'équipe. Bac +3 domaine RH.

- Un chargé d'administration fonctionnelle du SIRH inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer une assistance applicative et évolutive des

différents outils composant le SIRH et la garantie de cohérence des référentiels, en collaboration avec le chef de projet informatique, le chef de projet utilisateur et la maîtrise d'ouvrage.

Profil : détecter des dysfonctionnements et proposer une solution, connaître les principes et les outils de GRH, concevoir des outils et des procédures.

- Un coordonnateur marché public inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : garantir la bonne mise en œuvre des procédures d'achats de la DGA-RH, réaliser le recensement et l'évaluation des besoins notamment dans le cadre d'une programmation des achats de la collectivité en lien avec les services demandeurs de la DGA et participer à l'évaluation de la performance des achats RH, l'animation de la démarche d'amélioration continue et qualité des achats RH, assister et encadrer la mise en œuvre des procédures de mise concurrence requises par la réglementation, conseiller et assister sur le plan juridique les Directions sur le choix du montage contractuel approprié, garantir par son contrôle, son expertise et ses observations la régularité juridique de la procédure de mise en concurrence.  
Profil : améliorer les pratiques professionnelles des agents, évaluer les risques juridiques, maîtriser la réglementation des marchés publics, capacité d'analyse et de synthèse, capacité rédactionnelle.

**Pour la Direction Générale Adjointe Développement Urbain et Stratégie Territoriale :**

- Un responsable développement territorial senior inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : participer à la mise en œuvre et à l'élaboration de la stratégie des projets à fort potentiel de développement urbain, dans le cadre d'opérations complexes et/ou à caractère exceptionnel, tels que définis par les politiques publiques, proposer et activer les montages opérationnels adaptés.  
Profil : Piloter un projet complexe / pluri annuel, connaître les métiers relevant du domaine d'activité, connaître les principes de la commande publique, capacité d'adaptation, esprit critique. Etudes supérieures en urbanisme et aménagement, développement territorial, sciences

économiques, droit, sciences politiques. Expérience minimum 10 ans souhaitée.

- Un chef de service projet urbain inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : animer, piloter et contrôler l'activité d'une équipe, assurer l'alimentation au fond des procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme intercommunaux du Territoire Marseille Provence (PLUi, RLPI) ainsi que des procédures connexes (AVAP, SPR...).  
Profil : élaborer et gérer des indicateurs d'activité, répartir la charge de travail au sein d'une équipe, sens des responsabilités.
- Deux chargés d'études inscrits à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : participer à l'élaboration du budget de la DGA des opérations complexes et des budgets annexes en lien avec le chef de service programmation et exécution.  
Profil : rédiger un rapport et rendre compte à sa hiérarchie, maîtriser les finances publiques, capacité d'analyse et de synthèse.
- Un chargé de mission DPU métropolitain inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : mettre en œuvre le Droit de Préemption métropolitain, assurer la mise en place des renonciations expresses des DIA, assurer le lien avec les communes et les CT, assurer la mise en œuvre et la sécurité juridique des périmètres des DPU et des délégations aux différents opérateurs.  
Profil : participer aux réunions de direction, connaissance des principes de la fiscalité de l'immobilier et de l'urbanisme, capacité d'analyse, disponibilité.
- Un chargé d'études droit de préemption inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : organiser la cellule des Droits de Préemption Urbain, mettre en œuvre et suivre les procédures de Droit de Préemption, élaborer et suivre les délibérations relatives à l'exercice des Droits de Préemption.  
Profil : connaître le fonctionnement et l'organisation de l'institution, connaître le domaine de l'action foncière et des Droits de Préemption, force de proposition.
- Un chargé d'opérations inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : assurer la mise en œuvre technique, administrative et

financière, d'actions de la Métropole décidées en matière d'investissement pour la réalisation d'équipements bâtis neufs, ou la réhabilitation d'équipements existants structurant la politique métropolitaine et participant à la pérennité de la qualité des constructions.

Profil : concevoir et conduire un projet, gérer un budget, connaître les bases du code des marchés publics, esprit de synthèse. Etudes d'ingénieurs bâtiments.

- Un responsable régie inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer le suivi des travaux d'entretien et de réparation de l'ensemble des bâtiments réalisés par les Régies, analyser les besoins et coordonner les actions en matière de sûreté et sécurité dans les bâtiments où sont réalisés des travaux par les Régies, superviser et animer le « réseau » des responsables régies référents sur les territoires.

Profil : encadrer et diriger une équipe, connaître la réglementation de la maîtrise d'énergie, réactivité.

- Deux chargés de projets opérations d'aménagement inscrits à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer la conduite des opérations d'aménagement, de renouvellements urbains définis par les politiques publiques, participer à la définition du mode de réalisation, mettre en œuvre et conduire d'opérations d'aménagement à l'échelle territoriale en relation avec les concessionnaires, organiser et coordonne l'action des différents partenaires.

Profil : maîtriser les techniques de conduite d'opération, connaître la réglementation de la commande publique, esprit d'initiative, esprit de synthèse. Diplôme universitaire aménagement-ingénieur – architecte.

- Un chargé de gestion des DSP inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer la gestion des contrats de délégation de service public de la direction et la rédaction de la synthèse du rapport annuel du délégataire, élaborer la délibération tarifaire des ports de plaisance.

Profil : croiser des données pour produire une analyse globale, concevoir et / ou suivre des tableaux de bord, connaître le fonctionnement des instruments financiers. Diplôme d'études supérieures.

- Un chargé de mission inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux.

Description du poste : Conduire les projets en matière de planification urbaine et d'aménagement urbain. Exercer un rôle d'aide à la décision stratégique, notamment en proposant à la collectivité maître d'ouvrage le mode optimal de réalisation.

Profil : Coordonner les diagnostics et études préalables. Concevoir des projets d'aménagement et piloter des études urbaines. Organiser et coordonner l'action des différents partenaires. Veiller à la cohérence des projets avec la politique urbaine de la collectivité.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Développement Economique et Attractivité :**

- Un chef de projet développement et prospection commerces inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Favoriser et permettre l'implantation de nouveaux commerces qualitatifs (y compris commerces éphémères) sur le territoire de la Ville de Marseille en développant différentes actions et outils, en relation avec les services et partenaires concernés.

Profil : concevoir et conduire un projet, analyser les besoins d'organisation, connaître les techniques de marketing territorial, sens de la conviction, de la négociation, esprit d'initiative. Expérience préalable dans l'immobilier commercial ou expérience similaire dans une autre collectivité territoriale serait souhaitable.

- Un chargé de mission inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Élaborer et animer le projet économique du territoire.

Accompagner et instruire, sur un mode partenarial, les projets d'implantation, de création et de développement des acteurs économiques.

Profil : Fournir des argumentaires techniques pour arbitrer et opérer des choix stratégiques en cohérence avec les orientations politiques des élus (modes de gestion, missions, projets, ressources, plans d'actions).

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Culture Sport Stratégie Environnementale :**

- Un chargé de mission risques - plan continuité des activités inscrit à la nomenclature en référence au cadre



d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : contribuer à l'élaboration du Plan de Continuité des Activités de l'établissement, assurer le suivi et la mise à jour des données du Plan Continuité des Activités, et organiser des exercices dans ce cadre.

Profil : connaissance en matière de commande publique, connaissances en méthodes d'analyse et de prise en compte des risques, esprit d'analyse et de synthèse. Master Environnement – Risques. Expérience dans le domaine de la gestion des risques.

- Un chargé de mission environnement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Conduire des études globales et sectorielles à partir de diagnostics. Apporter une aide à la décision stratégique de la Direction.

Profil : connaissance du cadre réglementaire des politiques environnementales, connaissance des partenaires institutionnels et associatifs en matière de financement, de réalisation et d'évaluation des politiques environnementales, connaissance du droit de l'environnement, en écologie, étude des milieux, patrimoine naturel, espèces et écosystèmes, gestion des pollutions et des nuisances

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Commande Publique et Affaires Juridiques :**

- Un juriste marchés publics inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : assister et encadrer la mise en œuvre des procédures de mise en concurrence requises par la réglementation nationale et communautaire, conseiller et assister sur le plan juridique les Directions sur le choix du montage contractuel approprié, garantir par son contrôle, son expertise et ses observations la régularité juridique de la procédure de mise en concurrence et du contrat au regard des textes et solutions jurisprudentielles applicables de la préparation du DCE à la notification du marché ou du contrat.

Profil : améliorer les pratiques professionnelles des agents, évaluer les risques juridiques, maîtriser la réglementation des marchés publics, capacité d'analyse et de synthèse, capacité rédactionnelle.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Mobilité Déplacements Transports Espace Public et Voirie :**

- Un chargé de mission administration système données inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer le maintien en condition opérationnelle et administration de l'ensemble des systèmes d'information transport, superviser l'extraction des données transports de l'ensemble des systèmes d'information transport et les mettre à disposition des directions demandeuses.

Profil : connaissance des réseaux de transport et du territoire métropolitain, connaissance du domaine de la commande publique, sens des responsabilités. Diplôme d'ingénieur.

#### **Article 2 :**

Il est notamment nécessaire de redéfinir les missions de certains postes pour qu'il soit en adéquation avec les besoins identifiés, ces définitions ne donnent pas lieu à la création d'emplois budgétaires, s'agissant d'une modification d'intitulés de postes et de cadre d'emplois comme suit :

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Ressources Humaines :**

Le chef de service qualité et méthodes définit au Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 est redéfini en chef de service qualité méthodes prospectives emploi avec les missions suivantes :

- Un chef de service qualité méthodes prospectives emplois inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et administrateurs territoriaux.

Description du poste : assurer la diffusion du référentiel des fonctions au sein de la métropole ainsi que la pesée des postes en respect des délibérations relevant du régime indemnitaire, être garant de la cohérence de données saisies, participer à la commission emplois en lien avec la direction emplois et compétences, apporter un appui technique à la DGA RH lors des revues de gestion.

Profil : connaissance en modélisation en étoile, animation d'équipes projets.

#### **Pour le Pôle Déplacements et Espaces Publics du Territoire du Pays d'Aix :**

- Un chef de service réhabilitation des zones d'activités inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : animer et organiser le travail du service, assurer la conduite d'opération pour les projets de réhabilitation

des ZA et le portage des opérations liées aux nouvelles ZA.

Profil : bonne connaissance de la réglementation des espaces publics, maîtrise des techniques de VRD et d'infrastructure, rigueur, méthode et organisation.

### **Article 3 :**

Il est nécessaire de redéfinir des emplois pour permettre leur adéquation avec les besoins identifiés, sans création de postes budgétaires :

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Eau Assainissement Déchets :**

(Défini initialement, et par erreur, à la DGA Finances et Budget)

- Un chargé d'études budgétaires inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : assurer et consolider les données lors de l'élaboration des budgets (budget primitif, décisions modificatives, budget supplémentaire), assurer le suivi financier et les équilibres des différents budgets en fonctionnement et en investissement, assurer la programmation pluriannuelle sur l'ensemble des budgets gérés par la DGA.  
Profil : connaître les principes des engagements comptables, connaître les principes budgétaires et la gestion en AP/CP.

#### **Pour le Pôle Dynamiques Urbaines et Développement Durable du Territoire Istres Ouest Provence :**

Le poste de Conseiller info énergie définit dans le rapport Conseil de la Métropole du 17 Mai 2018 change d'intitulé et devient Chargé de mission Rénovation Énergétique.

### **Article 4 :**

Pour absorber un accroissement de l'activité de certains services de la Métropole, il y a lieu de créer 5 emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activité des emplois ci-dessous dans les conditions prévues à l'article 3 de la loi n°84-53 (contrat d'une durée maximale de 12 mois compte-tenu des renouvellements pendant une même période de 18 mois consécutifs).

Ces emplois non permanents sont créés à temps complet. La rémunération de chacun des emplois sera plafonnée par référence au dernier échelon et au régime indemnitaire afférent du cadre d'emploi précisé dans chaque définition de poste.

- Un chargé de mission auprès du Président et des Vice-Présidents du Conseil de Territoire du Pays Salonais (Présidence du Conseil de Territoire Pays Salonais) en référence au

cadre d'emplois des administrateurs territoriaux.

Description du poste : participer aux CODIR, aux bureaux et aux conseils de territoire, conseiller le Président et les vice-présidents du Conseil de Territoire du Pays Salonais, notamment dans le domaine de la politique de la ville, participer à l'élaboration des marchés publics rattachés au projet ANRU de la Ville de Salon de Provence.

Profil : bonnes connaissances en politique de la ville, bonnes connaissances en finances et en marchés publics, aptitude à la négociation et au travail en équipe.

- Quatre comptables (Direction Générale Adjointe Innovation Numérique et Systèmes d'Information) inscrits à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : assurer la gestion administrative et budgétaire de la Direction Générale Adjointe : traitement et suivi comptable des achats ainsi que de l'exécution budgétaire de la direction, suivi financier des marchés publics, gestion des demandes administratives du personnel de la DGA.

Profil : connaître les règles et procédures applicables à la collectivité, connaître et appliquer la réglementation des marchés publics, capacité d'analyse. CAP, BEP avec spécialisation comptabilité.

### **Article 5 :**

Le tableau des effectifs est mis à jour afin de prendre en compte les besoins de la collectivité.

### **Article 6 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 012.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 080-4536/18/CM**

#### **■ Définition des taux de promotion pour les avancements de grades des agents métropolitains MET 18/8638/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article 49 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée, prévoit que chaque collectivité doit définir des taux de promotion pour l'avancement de grade de ses agents, fixés par l'assemblée délibérante après avis du comité technique.

Ces taux de promotion peuvent être fixés entre 0 et 100%, et sont appliqués à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour l'avancement de grade ou l'accès à l'échelon spécial et classe exceptionnelle, pour déterminer le nombre maximum de fonctionnaires pouvant être promus.

Ces dispositions s'appliquent à tous les cadres d'emplois, à l'exception du cadre d'emplois des agents de police municipale et des grades à accès fonctionnel (administrateur général, attaché hors classe, ingénieur général et ingénieur hors classe). Dans ce dernier cas, le taux de promotion est remplacé par un quota d'avancement fixé par chaque statut particulier.

D'une manière générale, les taux de promotion sont déterminés en fonction du nombre d'agents promouvables, de la pyramide du cadre d'emplois, de la taille de la collectivité et des orientations budgétaires en matière de ressources humaines.

Dans le contexte de construction métropolitaine, et étant rappelé que le nombre obtenu après application des taux de promotion demeure un nombre plafond de fonctionnaires pouvant être promus, en fonction des critères de classement tenant compte de la valeur professionnelle, de l'expérience professionnelle, de l'investissement professionnel et de la motivation hiérarchique, il est proposé de retenir, pour l'ensemble des cadres d'emplois représentés au sein de la collectivité, les taux de promotion établis conformément à l'annexe ci-après et d'appliquer une règle d'arrondi à l'entier supérieur.

Le tableau des effectifs fixera le nombre de postes à pourvoir au regard des besoins et possibilités fonctionnelles de l'organigramme des services métropolitains.

Cette orientation permet de tenir compte, d'une part, de la structuration organisationnelle évolutive des services, et d'autre part, de l'enjeu de capitalisation des ressources internes, par la montée en compétences et en responsabilité des collaborateurs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 49 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 007-2007/17/CM du 18 mai 2017 portant approbation des critères de classement des agents promouvables à un avancement de grade ou à une promotion interne
- L'avis émis par le comité technique.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés les taux de promotion applicables, au sein de la collectivité, à l'ensemble des agents remplissant les conditions requises pour pouvoir bénéficier d'un avancement au grade supérieur tel que précisés dans le tableau des taux de promotion annexé ci-après.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Chapitre globalisé 012.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 081-4537/18/CM**

**■ Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes  
MET 18/8459/CM**

Madame la Présidente de la Métropole  
Aix-Marseille-Provence sur proposition du  
Commissaire Rapporteur soumis au  
Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'égalité entre les femmes et les hommes est un principe constitutionnel depuis 1946. Il a été rappelé dans l'article 1<sup>er</sup> de la constitution de 1958 et dans l'article 6 bis de la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligation des fonctionnaires.

Depuis, ce principe a également été précisé dans la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique. Celle-ci dispose en effet que Le Gouvernement présente devant le Conseil commun de la fonction publique un rapport sur les mesures mises en œuvre pour assurer l'égalité entre les femmes et les hommes (article 50). Chaque année, est présenté devant les comités techniques, (...) un rapport relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes comportant, notamment, des données relatives au recrutement, à la formation, au temps de travail, à la promotion professionnelle, aux conditions de travail, à la rémunération et à l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle (article 51).

Le 8 mars 2013, un protocole d'accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique a été signé par l'ensemble des organisations syndicales et les représentants des employeurs publics. Il comporte un ensemble de 15 mesures qui s'articulent autour de 4 axes : le dialogue social comme élément structurant pour parvenir à l'égalité professionnelle, rendre effective l'égalité entre les femmes et les hommes dans les rémunérations et les parcours professionnels de la fonction publique, la meilleure articulation entre la vie professionnelle et la vie personnelle et la prévention des violences faites aux agents sur leur lieu de travail.

Ce protocole rend obligatoire l'élaboration d'un rapport de situation comparée de l'égalité professionnelle, élargissant ainsi à la fonction publique une obligation qui incombait déjà aux entreprises (loi n°83-635 du 13 juillet 1983 portant modification du Code du Travail et du Code Pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes).

La Loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes fait obligation aux collectivités de plus de 20 000 habitants de présenter un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le

fonctionnement de la collectivité, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation. Le contenu de ce rapport et les modalités de son élaboration sont fixés par décret.

Le décret 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, s'applique aux budgets présentés par les collectivités depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016. Il précise le contenu et les modalités d'élaboration de ce rapport. Ce rapport doit faire état de la politique de ressources humaines et comporter un bilan des actions menées et des ressources mobilisées en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Ce rapport doit également présenter les politiques publiques menées par la collectivité sur son territoire en faveur de l'égalité réelle entre les femmes et les hommes. Il décrit les orientations pluriannuelles, les programmes et les actions conduites à cette fin dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques de la collectivité.

Il doit faire état du suivi de la mise en œuvre de la clause d'égalité dans les marchés publics. Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2014, les entreprises condamnées pour discrimination ou qui ne mettraient pas en œuvre leurs obligations en matière d'égalité professionnelle sont privées d'accès aux marchés publics.

Ainsi, la responsabilité des collectivités en matière d'égalité entre les femmes et les hommes comporte le volet de politique de ressources humaines, le volet de ses politiques publiques et le respect de la clause d'égalité en matière de marchés publics.

Dès sa création en janvier 2016, la Métropole a mis en place la clause des marchés publics et exigé des candidats la production d'une déclaration sur l'honneur par laquelle l'entreprise s'engage à :

- Ne pas avoir fait l'objet d'infractions mentionnées à l'article L146-1 du Code du Travail
- Avoir mis en œuvre, avoir réalisé ou engagé la régularisation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes (article L2242-5 du Code du Travail)

Les deux précédents rapports de la Métropole sur l'égalité entre les femmes et les hommes, portant sur les années 2015 et 2016 ont produit une évaluation comparée des données statistiques en ressources humaines concernant l'ensemble du personnel métropolitain. Ces données comparées sont également produites dans le rapport portant sur l'année 2017. Ce rapport est enrichi des perspectives concernant l'engagement en 2018, conforme aux obligations légales, d'un diagnostic métropolitain complet des mesures déjà en place dans les territoires et la définition d'un cadre d'action solide sur

l'ensemble des volets pour intégrer progressivement tous les champs de compétences de la collectivité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ;
- L'avis émis par le comité technique.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte des éléments détaillés du rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes établi sur la base des données disponibles de l'année 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 082-4538/18/CM**

**■ Liste des fonctions portant attribution de logement par nécessité absolue de service sur le territoire Istres-Ouest Provence  
MET 18/7900/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

De plus, l'article L.5218-2 I du même code prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance et intègre dans son patrimoine les équipements correspondants.

Par ailleurs, il est rappelé au Conseil de la Métropole que l'encadrement juridique des attributions de logement de fonction résulte de l'article 21 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990, rendu applicable aux collectivités par la jurisprudence en vertu du principe de parité, et modifié par l'article 28 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015.

Aussi, en modifiant la partie réglementaire du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P), le décret n° 2012-752 du 9 mai 2012 a réformé le régime applicable aux logements de fonction et celui-ci a été complété par un arrêté du 22 janvier 2013 relatif aux concessions de logement accordées par nécessité absolue de service et aux conventions d'occupation précaire avec astreinte pris pour l'application des articles R. 2124-72 et R. 4121-3-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Dès lors, conformément à l'article R.2124-65 du CG3P, « une concession de logement peut être accordée par nécessité absolue de service lorsque l'agent ne peut accomplir normalement son service, notamment pour des raisons de sûreté, de sécurité ou de responsabilité, sans être logé sur son lieu de travail ou à proximité immédiate ».

Dans ce cadre, compte tenu des nouveaux équipements déclarés d'intérêt métropolitain, il convient d'ajuster et de se prononcer sur la liste transmise en annexe des fonctions justifiant l'attribution de logement par nécessité absolue de service sur le Territoire Istres-Ouest Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale, et notamment son article 21 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 portant Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2012-752 du 9 mai 2012 modifiant le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (articles R.2124-64 et suivants) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du 22 janvier 2013 relatif aux concessions de logement accordées par nécessité absolue de service et aux conventions d'occupation précaire avec astreinte pris pour l'application des articles R. 2124-72 et R. 4121-3-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvée la liste jointe en annexe des fonctions portant attribution de logement par nécessité absolue de service sur le Territoire Istres-Ouest Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 083-4539/18/CM**

**■ Approbation d'une convention avec la ville de Marseille pour la mise à disposition d'un agent auprès de la Métropole  
MET 18/8517/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole doit concourir à l'organisation des Grands Evénements internationaux suivants : Congrès Mondial de la Nature 2020, Manifesta 13, Coupe du Monde de Rugby 2023 et Jeux Olympiques et Paralympiques 2024. Cette liste non exhaustive pourra, au fil du temps, être complétée par d'autres grands événements internationaux.

Dans ce cadre, l'ensemble de ces dossiers nécessiteront d'être représentés auprès du Préfet, des Ministères et services de l'Etat, des collectivités locales, des partenaires, et des différentes structures organisatrices de ces événements ou les supervisant : PARIS 2024, SOLIDEO, GIP #FRANCE 2023, UICN, Fondation Manifesta, fédérations sportives, etc.

L'interface technique, permanente entre l'Administration de la Métropole et ses différents intervenants, ainsi que le pilotage des services opérationnels de la Métropole devront être assurés pour garantir les engagements du territoire corrélativement aux compétences de la Métropole. Ces engagements doivent aboutir à la meilleure organisation et desserte possible des événements considérés, dans le respect des programmes, plannings, et coûts annoncés par le territoire.

Le Directeur délégué aux jeux olympiques et aux grands événements doit donc disposer de compétences nécessaires au pilotage de dossiers relevant essentiellement de compétences suivantes :

- l'économie (développement économique lié à la réalisation des infrastructures d'accueil ou d'accompagnement sur l'ensemble de la Métropole de ces événements, au déroulement des événements proprement dits, et à l'attractivité du territoire qu'ils permettront de développer ; application de la charte d'insertion développée par PARIS 2024).

- l'urbanisme, l'aménagement et la cohésion de l'espace métropolitain (prise en compte dans les schémas d'aménagement du territoire des aménagements nécessaires à la réalisation de ces événements ; prise en compte de l'ensemble des potentialités du territoire métropolitain dans l'offre d'accueil des événements).

- les transports et la mobilité (travaux structurants sur les infrastructures de la gare et du métro, mise en accessibilité des stations de métro depuis la surface, extension du réseau de TC et de modes doux,

amélioration de l'accessibilité à et depuis l'aéroport, renouvellement des matériels du métro et des réseaux de bus et tramway, réalisation de voies olympiques). les ports, dont l'aménagement doit permettre l'accueil de 2020 à 2024 des nations venant s'entraîner pour les JO 2024, et dont la gestion/animation doit contribuer à fédérer le mouvement nautique et à recruter les bénévoles nécessaires à la bonne organisation des JO 2024.

- la GEMAPI, et la gestion des déchets, afin de garantir la qualité de l'eau de la rade de Marseille durant les compétitions des JO 2024 ; dans ce cadre, des actions seront intégrées dans le contrat de baie de la Métropole marseillaise, afin de minorer l'impact des épisodes pluvieux sur la qualité de l'eau de baignade, de remettre l'Huveaune dans son lit, et de diminuer les nuisances liées au fonctionnement actuel du réseau d'assainissement de Marseille.

- le développement durable, les espaces naturels, et la biodiversité, afin de respecter la charte de développement durable de PARIS 2024, et de mettre en avant lors du Congrès Mondial de la Nature le très fort engagement de la Métropole sur ces thématiques.

- les équipements culturels et sportifs de la Métropole qui seront investis par ces événements, soit afin de permettre leur déroulement, soit en ce qui concerne les équipements sportifs afin de proposer des camps de base aux équipes étrangères.

Pour ce faire, la Ville de Marseille met un agent, titulaire du grade d'ingénieur en chef, à la disposition de la Métropole pour y exercer au sein de la Direction Générale des Services, la fonction de Directeur délégué aux Jeux Olympiques et Grands événements.

Il conviendrait alors de prévoir alors une convention de mise à disposition par la Ville de Marseille d'un agent auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2018 et pour une période de 3 ans.

Il est en effet indispensable de pouvoir bénéficier de compétences de pilotage portant sur des thématiques complexes.

Le cadre réglementaire est fixé par l'article 61-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008, modifié, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux.

Cette mise à disposition est subordonnée à la signature d'une convention de mise à disposition entre l'administration d'accueil et l'employeur de l'agent intéressé, qui doit recevoir l'accord de celui-ci. La convention est soumise à l'approbation de l'organe délibérant de l'établissement public d'accueil.

Elle doit prévoir la nature des activités confiées à l'agent, ses conditions d'emploi, les modalités de remboursement des rémunérations, charges sociales, frais professionnels et avantages en nature.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2008-580 du 18 janvier 2008, modifié, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 001-4256/18 CM du Conseil de la Métropole du 20 septembre 2018 portant élection de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis de la Commission Finances et Administration Générale

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Que l'organisation de Grands événements Internationaux à laquelle la Métropole doit apporter son concours, ne peut être menée à bien sans des compétences de pilotage et d'interface technique détenues par un agent de la Ville de Marseille.

### **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée, la convention conclue entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence, ci-annexée, pour la mise à disposition d'un agent de la Ville de Marseille auprès de la Métropole.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre tout acte et toute décision pour l'exécution de la présente délibération.

### **Article 3 :**

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le budget chapitre 012 « Charges de personnel ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 084-4540/18/CM**

#### **■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention relative à la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité ou à une obligation de transmission au représentant de l'Etat MET 18/8467/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a fait le choix d'effectuer la transmission de certains de ses actes soumis au contrôle de légalité par voie dématérialisée, comme le prévoit le décret n°2005-324 du 7 avril 2005 relatif à la transmission par voie électronique des actes des collectivités territoriales soumis au contrôle de légalité et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriale.

Aussi, le 28 avril 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu une convention avec la préfecture des Bouches-du-Rhône afin de mettre en place une procédure de télétransmission au représentant de l'État des actes du Conseil de la Métropole et des Conseils de Territoires soumises au contrôle de légalité et leurs pièces annexes.

Toutefois, l'article 3.2.2 de cette convention exclue les actes relevant de la matière 1. Commande Publique.

Les dispositions définies aux articles 22 de la directive 2014/24/UE « marchés publics » du 26 février 2014, 43 de l'ordonnance 2015-8990 du 23/07/2015 relative aux marchés publics et 40 du décret n°2016-360 du

25 mars 2015 relatif aux marchés publics font obligation aux acheteurs de dématérialiser leurs procédures de passation des marchés publics, et ce au 1<sup>er</sup> octobre 2018.

Par conséquent, l'avenant qui vous est présenté a pour objet d'intégrer dans la convention susvisée tous les actes relevant de la commande publique et soumis au contrôle de légalité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La directive 2014/24/UE « marché public » du 26 février 2014 ;
- L'ordonnance n°2015-8990 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- La délibération n°HN 001-134/16/CM du 12 mai 2016 approuvant la convention entre la Préfecture des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité ou à une obligation de transmission au représentant de l'Etat.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient d'étendre le périmètre des actes de la Métropole Aix-Marseille-Provence transmis par voie électronique aux actes relevant de la commande publique, notamment les marchés publics,

#### **Délibère**



### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention pour la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité ou à une obligation de transmission au représentant de l'État, relatif à la télétransmission des actes relevant de la commande publique.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 085-4541/18/CM**

#### **■ Assurances - Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels MET 18/8272/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

**Douze dossiers** de réclamations dont le montant global s'établit à **21 957.21 euros** (Vingt et un mille neuf cent cinquante-sept euros et-vingt-un centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- M. GUIGON Maurice – sinistre du 23 octobre 2017 – montant : 2 029.02 euros
- Mme GEMINI Marie José – sinistre du 06 février 2017 – montant : 3 880.91 euros
- M. LACHCAR Jean Bernard – sinistre du 28 décembre 2017 – montant : 3 785.80 euros

- M. KOPEL Davy – sinistre du 24 septembre 2017 – montant : 2 569.50 euros
- Mme MILLET Dominique – sinistre de juillet 2015 – montant : 1 210.00 euros
- Mme TOMASINI Stéphanie – sinistre du 27 septembre 2017 – montant : 3 353.06 euros,
- Mme Corinne ERYNGEE – sinistre du 28 septembre 2017 – montant 600.00 euros,
- STE FG FERMETURE – sinistre du 04 octobre 2017 – montant : 799.92 euros,
- Mme JOBARD Christine – sinistre du 28 janvier 2018 – montant : 180.00 euros,
- Mme SIDDI Christine – sinistre du 16 janvier 2018 – montant : 2 684.00 euros,
- Mme LUPERI-TOMASSETTO Nicole – sinistre du 15 mars 2018 – montant : 757.30 euros,
- SARL SAN MARCO – sinistre du 26 avril 2018 – montant : 108.00 euros,

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée l'indemnisation des tiers visés au rapport ci-dessus, à hauteur de la somme globale de 21 957.21 euros en réparation des dommages

matériels engageant la responsabilité de la collectivité, tels que décrits dans l'annexe jointe.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- **14 742,77 €** pour le budget principal, sous politique A 160 fonction 020 article 65888.
- **5 814,82 €** pour le budget des Ports de plaisance, sous politique A 160 article 6718
- **600,00 €** pour le budget Collecte, Traitement des déchets, sous politique A 160 fonction 7212 article 65888
- **799,92 €** pour le budget Eau, sous politique A 160 article 6718

## **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 086-4542/18/CM**

■ **Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Aires et parcs de stationnement" et "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune d'Eguilles, transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence MET 18/8364/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont

continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG129-3148/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune d'Eguilles des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Eau pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Aires et parcs de stationnement
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées aux compétences « Aires et parcs de stationnement »

et «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice des compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG129-3148/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune d'Eguilles ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1062 de gestion de la compétence « Aires et parcs de stationnement » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Eguilles.

**Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1065 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Eguilles.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants et tout document y afférent.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 087-4543/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Fuveau, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence MET 18/8366/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG130-3149/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Fuveau des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Eau pluviale
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG130-3149/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Fuveau ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1068 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Fuveau tel qu'annexé à la présente délibération.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 088-4544/18/CM**

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Aires et parcs de stationnement" et "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Gardanne, transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/8367/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG131-3150/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Gardanne des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau pluviale
- compétence eau et assainissement des eaux usées
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Politique de la ville
- compétence Aires et parcs de stationnement
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1<sup>er</sup> janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1<sup>er</sup> janvier 2019, des moyens matériels, humains et

financiers nécessaires à l'exercice des compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1<sup>er</sup> janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n°FAG131-3150/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Gardanne ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1072 de gestion de la compétence « Aires et parcs de stationnement » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gardanne.

**Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1074 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gardanne.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants et tout document y afférent.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 089-4545/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Gréasque, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence MET 18/8368/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG132-3151/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Gréasque des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Eau pluviale
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG132-3151/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Gréasque ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1078 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gréasque.



## **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

## **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 090-4546/18/CM**

■ **Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de La Roque d'Anthéron, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence**  
**MET 18/8370/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG145-3164/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de La Roque d'Anthéron des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Eau pluviale
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire »,

compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG145-3164/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de La Roque d'Anthéron ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1147 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Roque d'Anthéron.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 091-4547/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Lambesc, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence  
MET 18/8372/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux

dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG134-3153/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Lambesc des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence GEMAPI
- compétence Eau pluviale
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG134-3153/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Lambesc ;
- La lettre de saisine de la Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1090 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Lambesc.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 092-4548/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité**

**industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune du Puy-Sainte-Réparate, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence  
MET 18/8373/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG143-3162/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la

commune du Puy-Sainte-Réparate des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Eau pluviale
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la

compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG143-3162/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune du Puy-Sainte-Réparate ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n°17/1137 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune du Puy-Sainte-Réparate tel qu'annexé à la présente délibération.

## **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant et tout document y afférent.

## **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 093-4549/18/CM**

■ **Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Aires et parcs de stationnement" et "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune des Pennes-Mirabeau, transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence**  
**MET 18/8374/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG138-3157/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune des Pennes Mirabeau des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau pluviale
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Tourisme
- compétence Aire et parcs de stationnement
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice des compétences « Aires et parcs de stationnement » et «Création, aménagement et gestion des zones d'activité

industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG138-3157/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre

2017 validant les conventions de gestion avec la commune des Pennes-Mirabeau ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1107 de gestion de la compétence « Aires et parcs de stationnement » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune des Pennes-Mirabeau.

**Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1110 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune des Pennes-Mirabeau.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants et tout document y afférent.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 094-4550/18/CM**

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Aires et parcs de stationnement" et "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Meyrargues, transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/8375/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de

certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG135-3154/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Meyrargues des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau pluviale
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Aire et parcs de stationnement
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice des compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la



compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG135-3154/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Meyrargues ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1093 de gestion de la compétence « Aires et

parcs de stationnement » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Meyrargues.

#### **Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1097 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Meyrargues.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants et tout document y afférent.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 095-4551/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Meyreuil, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence MET 18/8376/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences

prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG136-3155/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Meyreuil des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Eau pluviale
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1<sup>er</sup> janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et

leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1<sup>er</sup> janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1<sup>er</sup> janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;

- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG136-3155/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Meyreuil ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1100 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Meyreuil.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 096-4552/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Mimet, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 18/8378/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG137-3156/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Mimet des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Eau pluviale

- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG137-3156/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Mimet ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

### **Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1104 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Mimet.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 097-4553/18/CM**

■ **Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » de la commune de Pertuis, transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence MET 18/8380/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du

comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG138-3158/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de **Pertuis** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris voyageurs
- compétence Aires et parcs de stationnement
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Politique de la ville
- compétence Tourisme
- compétence Eau pluviale
- compétence GEMAPI
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice des compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger pour une durée d'un an les conventions de gestion des compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG138-3158/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Pertuis ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n°17/1114 de gestion de la compétence « Aires et parcs de stationnement » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Pertuis tel qu'annexé à la présente délibération.

**Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n°17/1115 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Pertuis tel qu'annexé à la présente délibération.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les avenants et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 098-4554/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Peynier, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence MET 18/8381/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficace des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG140-3159/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Peynier des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Eau pluviale
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG140-3159/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Peynier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1123 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Peynier.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 099-4555/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Peyrolles-en-Provence, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence**  
**MET 18/8382/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des



services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG141-3160/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Peyrolles-en-Provence des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Eau pluviale
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG141-3160/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Peyrolles-en-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1129 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Peyrolles-en-Provence.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 100-4556/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Rousset, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence MET 18/8383/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit

aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG146-3165/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Rousset des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Eau pluviale
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Par ailleurs une erreur de saisie du montant de la convention initiale doit être corrigée, en effet le montant évalué par la CLECT était de 71 467€ et non 72 467€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG146-3165/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Rousset ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1151 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Rousset.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 101-4557/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Saint-Cannat, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence MET 18/8384/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG148-3167/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Saint-Cannat des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Eau pluviale
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG148-3167/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Saint-Cannat ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,  
Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1160 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Cannat.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 102-4558/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Saint-Paul-lez-Durance, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence**

**MET 18/8385/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces

procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG151-3170/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Saint-Paul-Lez-Durance des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Eau pluviale
- compétence Eau et assainissement
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG151-3170/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Saint-Paul-Lez-Durance ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1174 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Paul-Lez-Durance.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 103-4559/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Trets, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence  
MET 18/8386/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et

d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG154-3173/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Trets des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Eau pluviale
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié

la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG154-3173/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Trets ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1187 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Trets.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.



## **FAG 104-4560/18/CM**

### **■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Aires et parcs de stationnement" et "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Venelles, transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/8387/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de

certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG156-3175/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Venelles des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau pluviale
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Tourisme
- compétence Aire et parcs de stationnement
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice des compétences « Aires et parcs de stationnement » et «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire

inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 156-3175/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Venelles ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1194 de gestion de la compétence « Aires et

parcs de stationnement » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Venelles.

#### **Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1197 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Venelles.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants et tout document y afférent.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 105-4561/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Vitrolles, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence MET 18/8391/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités

Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG158-3177/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Vitrolles des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Eau pluviale
- compétence GEMAPI
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à

la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG158-3177/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Vitrolles ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1207 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Vitrolles.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 106-4562/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Cabriès, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence MET 18/8362/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG126-3145/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Cabriès des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau pluviale
- compétence Tourisme
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG126-3145/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Cabriès ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1051 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Cabriès.

## **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

## **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 107-4563/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence « Aires et parcs de stationnement » de la commune de Le Tholonet transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 18/8572/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 153-3172/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Le Tholonet des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Aires et Parcs de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice des compétences « Aires et parcs de stationnement » et «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer ces compétences sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Aires et parcs de stationnement » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain
- La délibération FAG 153-3172/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Le Tholonet
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n°17/1181 de gestion de la compétence « Aires et parcs de stationnement » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Le Tholonet tel qu'annexé à la présente.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 108-4564/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence « Aires et parcs de stationnement » de la commune de Ventabren transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 18/8574/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 157-3176/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Ventabren des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme.

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et

leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice des compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer ces compétences sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion relative à la compétence « Aires et parcs de stationnement » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie »

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;



- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain
- La délibération FAG 157-3176/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Ventabren ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n°17/1200 de gestion de la compétence « Aires et parcs de stationnement » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Ventabren tel qu'annexé à la présente.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 109-4565/18/CM**

**■ Approbation de la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire " de la commune d'Aix-en-Provence transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 18/8357/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, depuis cette date, la Métropole exerce sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine

naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

### 3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

### 4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

### 5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

### 6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air ;

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts sont imputées sur les attributions de compensation ; elles sont établies dans le rapport définitif de la CLECT et font l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG 123-3142/17/CM du 14 décembre 2017 il était proposé de conclure avec la commune d'Aix-en-Provence des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris de voyageurs
- compétence Eau et Assainissement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Politique de la Ville
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Le 29 décembre 2017, la métropole notifiait à la commune d'Aix-en-Provence, l'ensemble des conventions de gestion à l'exception de celle relative à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire »

En effet, la commune d'Aix-en-Provence n'avait pas délibéré sur cette convention. L'identification des périmètres de zone d'activités sur la commune n'était pas validée.

Aujourd'hui ces derniers sont clairement définis, il est donc possible de conventionner avec la ville.

Quoiqu'il en soit, et afin de ne pas mettre en péril la sécurité des usagers et d'assurer l'entretien et la conservation des équipements, la commune a assuré depuis le début de l'année 2018 la gestion des zones d'activités.

La convention est proposée en annexe.

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune sont exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Le montant de la compensation n'est à ce jour pas arrêté dès lors que les montants des transferts de charges relatif à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » sur le territoire de la commune feront l'objet d'une évaluation ultérieure par la CLECT. Le remboursement à la Commune interviendra selon les modalités prévues à la convention après que la CLECT se soit prononcée sur le montant des charges transférées.

Les conventions seront conclues pour une durée de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 123-3142/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant les conventions de gestion relatives aux compétences de la commune d'Aix-en-Provence transférées au 1<sup>er</sup> janvier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

### **Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Aix-en-Provence telle qu'annexée à la présente délibération.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 110-4566/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Bouc-Bel-Air, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence MET 18/8359/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°FAG125-3144/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Bouc-Bel-Air des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence PLU et compétences associées AVAP/RLP
- compétence Eau pluviale
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG125-3144/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Bouc-Bel-Air ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/1046 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Bouc-Bel-Air.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 111-4567/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence « Aires et parcs de stationnement » de la commune de Rognes transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 18/8568/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces

compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 144-3163/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Rognes des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme.

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice des compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer ces compétences sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement

est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion relative à la compétence « Aires et parcs de stationnement » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain
- La délibération FAG 144-3163/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Rognes ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n°17/1141 de gestion de la compétence « Aires et parcs de stationnement » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Rognes tel qu'annexé à la présente.

### **Article 2 :**

Madame la "Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 112-4568/18/CM**

#### **■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence « Aires et parcs de stationnement » de la commune de Velaux transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/8569/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les

communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 174-3193/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de **Velaux** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice des compétences « Aires et parcs de stationnement » et «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer ces compétences sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion relative à la compétence « Aires et parcs de stationnement » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain
- La délibération FAG 174-3193/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Velaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 8 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n°17/1276 de gestion de la compétence « Aires et parcs de stationnement » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Velaux tel qu'annexé à la présente.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 113-4569/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "Aires et parcs de stationnement" de la commune de La Fare Les Oliviers transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 18/8571/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont



continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 166-3185/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de La Fare les Oliviers des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Aires et Parcs de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine.

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et

leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, la Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice des compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer ces compétences sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion relative à la compétence « Aires et parcs de stationnement » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie »

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain
- La délibération FAG 166-3185/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de La Fare les Oliviers ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 8 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n°17/1239 de gestion de la compétence « Aires et parcs de stationnement » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Fare les Oliviers tel qu'annexé à la présente.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 114-4570/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence « Aires et parcs de stationnement » de la commune de Mallemort transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 18/8576/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 169-3188/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Mallemort des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme.

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice des compétences « Aires et parcs de stationnement » et «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer ces compétences sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion relative à la compétence « Aires et parcs de stationnement » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie »

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain
- La délibération FAG 169-3188/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Mallemort ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 8 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n°17/1251 de gestion de la compétence « Aires et parcs de stationnement » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Mallemort tel qu'annexé à la présente.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 115-4571/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence « Aires et parcs de stationnement » de la commune de Saint Zacharie transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 18/8573/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 187-3206/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de **Saint Zacharie** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine.

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice des compétences « Aires et parcs de stationnement » et «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer ces compétences sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion relative à la compétence « Aires et parcs de stationnement » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain
- La délibération FAG 187-3206/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Saint Zacharie ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n°17/1335 de gestion de la compétence « Aires et parcs de stationnement » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint Zacharie tel qu'annexé à la présente.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cet avenant et tout document y afférent

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 116-4572/18/CM**

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » de la commune de Peypin transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/8566/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des

services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 184-3203/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de **Peypin** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire.

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice des compétences « Aires et parcs de stationnement » et «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer ces compétences sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, les conventions de gestion des compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie »

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° FAG 184-3203/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Peypin ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n°17/1322 de gestion de la compétence « Aires et parcs de stationnement » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Peypin tel qu'annexé à la présente.

**Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n°17/1325 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Peypin tel qu'annexé à la présente.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants et tout document y afférent.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 117-4573/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence « Aires et parcs de stationnement » de la commune de La Bouilladisse transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 18/8577/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 181-3200/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de La Bouilladisse des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Aires et parcs de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié

la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice des compétences « Aires et parcs de stationnement » et «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer ces compétences sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion relative à la compétence « Aires et parcs de stationnement », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain
- La délibération FAG181-3200/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de La Bouilladisse
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n°17/1310 de gestion de la compétence « Aires et parcs de stationnement » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Bouilladisse tel qu'annexé à la présente.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.



**FAG 118-4574/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence « Aires et parcs de stationnement » de la commune de Roquevaire transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 18/8578/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 185-3204/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de **Roquevaire** des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Eau et Assainissement
- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice des compétences « Aires et parcs de stationnement » et «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer ces compétences sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion relative à la compétence « Aires et parcs de stationnement »

afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain
- La délibération FAG 185-3204/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Roquevaire ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n°17/1327 de gestion de la compétence « Aires et parcs de stationnement » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Roquevaire tel qu'annexée à la présente.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 119-4575/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune d'Aubagne, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence MET 18/8580/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les

personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 176-3195/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune d'Aubagne des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris de voyageurs
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Pluvial
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- compétence Politique de la Ville
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger pour une durée d'un an la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain,
- La délibération n° FAG 176-3195/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune d'Aubagne.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention de gestion n°17/1293 entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune d'Aubagne au titre de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ».

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 120-4576/18/CM**

■ **Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune d'Auriol, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence**  
**MET 18/8581/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont

continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 177-3196/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune d'Auriol des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire,

artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger pour une durée d'un an la convention de gestion de la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° FAG 177-3196/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune d'Auriol ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention de gestion n°17/1298 entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune d'Auriol au titre de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ».

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 121-4577/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Belcodene transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence MET 18/8583/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 178-3197/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Belcodene des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau pluviale

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des

zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° FAG 178-3197/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Belcodene ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention de gestion n°17/1301 entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune de Belcodene au titre de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ».

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 122-4578/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de La Penne-sur-Huveaune transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence**  
**MET 18/8584/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des

compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 183-3202/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de La-Penne-Sur-Huveaune des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Pluvial
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1<sup>er</sup> janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1<sup>er</sup> janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1<sup>er</sup> janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° FAG 183-3202/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de La-Penne-Sur-Huveaune ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 octobre 2018.



Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention de gestion n°17/1320 entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune de La-Penne-Sur-Huveaune au titre de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ».

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 123-4579/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n° 1 à la convention de gestion relative à la compétence « création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » de la commune de Fos-sur-Mer, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence MET 18/8594/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par

l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 190-3209/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Fos-sur-Mer une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire".

La convention a été conclue pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1<sup>er</sup> janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, la Métropole ne pourra pas disposer, au 1<sup>er</sup> janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1<sup>er</sup> janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° FAG 190-3209/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence validant les conventions de gestion avec la commune de Fos-sur-Mer ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 17 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 1 ci-annexé à la convention de gestion n° 17/1348 approuvée par délibération n° FAG 190-3209/17/CM entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Fos-sur-Mer au titre de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ».

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 124-4580/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n° 1 à la convention de gestion relative à la compétence « création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » de la commune de Istres, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence  
MET 18/8595/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du

Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L. 5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 188-3207/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune d'Istres une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire».

La convention a été conclue pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1<sup>er</sup> janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, la Métropole ne pourra pas disposer, au 1<sup>er</sup> janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1<sup>er</sup> janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie. Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° FAG 188-3207/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence validant les conventions de gestion avec la commune d'Istres ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 17 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 1 ci-annexé à la convention de gestion n° 17/1357 approuvée par délibération n° FAG 188-3207/17/CM entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Istres au titre de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ».

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 125-4581/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n° 1 à la convention de gestion relative à la compétence « création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » de la commune de Miramas, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence MET 18/8597/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 192-3211/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Miramas une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire».

La convention a été conclue pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1<sup>er</sup> janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, la Métropole ne pourra pas disposer, au 1<sup>er</sup> janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1<sup>er</sup> janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° FAG 192-3211/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence validant les conventions de gestion avec la commune de Miramas ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 17 octobre 2018.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 1 ci-annexé à la convention de gestion n° 17/1362 approuvée par délibération n° FAG 192-3211/17/CM entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune de Miramas au titre de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ».

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 126-4582/18/CM**

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de gestion relatives aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 18/8567/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du

comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 193-3212/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Port Saint Louis du Rhône des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Tourisme
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire.

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice des compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer ces compétences sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation

s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, les conventions de gestion des compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie »

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n° FAG 193-3212/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Port Saint Louis du Rhône ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Istres-Ouest Provence du 17 octobre 2018.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n°17/1363 de gestion de la compétence « Aires et parcs de stationnement » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Port Saint Louis du Rhône tel qu'annexé à la présente.

**Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n°17/1367 de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Port Saint Louis du Rhône tel qu'annexé à la présente.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants et tout document y afférent.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 127-4583/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence "création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de Martigues, transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole-Aix-Marseille-Provence MET 18/8504/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1er janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n°023-3538/18 du 15 février 2018, la métropole décidait d'approuver une convention de gestion avec la Commune de Martigues portant sur la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ».

La convention a été conclue pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées à la compétence «Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice de la compétence Création,

aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire, compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer cette compétence sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement cette compétence.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Grand Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La délibération n°023-3538/18 du 15 février 2018 approuvant la convention de gestion relative à la compétence « création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » avec la commune de Martigues ;



- La Commission Finances et Administration Générale ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 11 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'afin de garantir la continuité du service public il est nécessaire de conclure un avenant à la convention de gestion avec la commune de Martigues relative à la compétence création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention de gestion approuvée par délibération n° 023-3538/18 du 15 février 2018 entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune de Martigues au titre de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ».

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 128-4584/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence « Aires et parcs de stationnement » de la commune de Saint-Mitre-Les-Remparts transférée au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 18/8575/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du

Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il était donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 196-3215/17/CM du 14 décembre 2017, la métropole décidait de confier à la commune de Saint Mitre les Remparts des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Tourisme.

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an.

La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain, a modifié la date du transfert des compétences « Création, aménagement et entretien de la voirie », « signalisation » et « Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires », et les a reportées au 1er janvier 2020 (article 76). Ces compétences sont étroitement liées aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », et leurs transferts semblent aujourd'hui difficilement dissociables.

Aussi, La Métropole ne pourra pas disposer, au 1er janvier 2019, des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à l'exercice des compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », compte tenu du transfert différé au 1er janvier 2020 des compétences communales relatives à la voirie.

Les déclarations de moyens humains faites par les communes pour exercer ces compétences sont très hétérogènes. Elles comprennent parfois des agents d'exécution sans encadrement, ou souvent, des pourcentages d'équivalent temps plein (ETP) d'agents, largement inférieurs à 1 ETP. Cette situation s'explique par le fait que le personnel d'encadrement est principalement mobilisé sur la compétence voirie non transférée à ce jour. Le transfert en l'état ne permet donc pas d'un point de vue humain et matériel, d'exercer pleinement ces compétences.

Les déclarations de moyens matériels faites par les communes sont, elles aussi, très faibles, voire inexistantes. Là aussi, les moyens affectés aux compétences « Aires et parcs de stationnement » et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » sont largement utilisés pour la compétence voirie.

Aussi il est aujourd'hui proposé de prolonger, pour une durée d'un an, la convention de gestion relative à la compétence « Aires et parcs de stationnement » afin que le transfert effectif soit concomitant au transfert de la compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut du Paris et à l'aménagement métropolitain
- La délibération FAG 196-3215/17/CM validant les conventions de gestion avec la commune de Saint Mitre les Remparts ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n°17/1381 de gestion de la compétence « Aires et parcs de stationnement » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint Mitre les Remparts tel qu'annexé à la présente.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 129-4585/18/CM**

**■ Demande de reclassement de l'Office de Tourisme de Marseille en Catégorie I**

**MET 18/8060/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des articles L.133-10-1 et D.133-20 et suivants du Code de Tourisme, les offices de tourisme peuvent faire l'objet d'un classement. Celui-ci est prononcé par arrêté préfectoral pour une durée de 5 ans sur la base des critères définis. Le classement est réparti en 3 niveaux, les catégories II et III s'adressent à des structures de moyennes et petites tailles tandis que la catégorie I est destinée aux offices de tourisme de type entrepreneurial à compétences élevées.

Le 14 décembre 2012, par arrêté préfectoral, l'Office de Tourisme de Marseille a été classé en catégorie I. Ce classement est arrivé au terme des 5 ans, il convient donc de solliciter un nouveau classement pour une nouvelle période de 5 ans.

En effet, le classement est un gage de qualité de l'offre touristique. Il vise à optimiser la satisfaction de la clientèle touristique présente dans la zone d'intervention de l'Office de Tourisme.

De plus, la commune de Marseille étant classée station de tourisme, il convient que l'Office de Tourisme soit classé en Catégorie 1.

La Ville de Marseille a délibéré en ce sens le 03 avril 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5218-1 et suivants ;
- Le Code du Tourisme et notamment son article D.133-20 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté interministériel du 12 novembre 2010 fixant les critères de classement des Offices de Tourisme ;
- L'ordonnance n°2015-333 du 26 mars 2015 portant diverses mesures de simplification et d'adaptation dans le secteur touristique ;

- L'arrêté interministériel du 10 juin 2011 modifiant les critères de classement des Offices de Tourisme ;
- La délibération Orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°001-2841/17/CM ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le souhait de la Métropole Aix-Marseille-Provence est de permettre le reclassement de l'Office de Tourisme de Marseille en catégorie 1

**Délibère**

**Article unique :**

Est demandé le reclassement en catégorie I de l'Office de Tourisme de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

***Commission "Economie,  
Nouvelles Technologies,  
Enseignement Supérieur"***

\*\*\*\*\*

**ECO 001-4586/18/CM**

**■ Désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial des Bouches-du-Rhône**

**MET 18/8652/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Code de Commerce dispose qu'en matière d'aménagement commercial, les implantations, extensions, transferts d'activités existantes et changements de secteur d'activité d'entreprises commerciales et artisanales doivent répondre aux exigences d'aménagement du territoire, de la protection de l'environnement et de la qualité de l'urbanisme. Ils doivent également contribuer à la modernisation des équipements commerciaux, à leur

adaptation à l'évolution des modes de consommation et des techniques de commercialisation, au confort d'achat du consommateur et à l'amélioration des conditions de travail des salariés.

Pour répondre à ces objectifs, une commission départementale d'aménagement commercial (CDAC) statue sur les demandes d'autorisation qui lui sont présentées (article L751-1 dudit code).

Conformément à l'article L 751-2 du Code de Commerce, les CDAC sont composées de la manière suivante :

1. 7 Représentants élus :

- Le Maire de la Commune d'implantation ou son représentant,
- Le Président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont est membre la Commune d'implantation ou son représentant,
- Le Président du syndicat mixte ou de l'établissement public de coopération mentionné à l'article L143-16 du code de l'urbanisme chargé du schéma de cohérence territoriale dans le périmètre duquel est située la Commune d'implantation ou son représentant ou, à défaut, le Maire de la Commune la plus peuplée de l'arrondissement ou, à défaut, un membre du conseil Départemental,
- Le Président du Conseil Départemental ou son représentant,
- Le Président du Conseil Régional ou son représentant,
- Un membre représentant les Maires au niveau Départemental,
- Un membre représentant les intercommunalités au niveau Départemental.

Lorsque l'un des élus détient plusieurs mandats mentionnés ci-dessus, il ne siège qu'au titre de l'un de ses mandats. Le cas échéant, le ou les organes délibérants dont il est issu désignent son remplaçant pour chacun des mandats au titre desquels il ne peut siéger.

En outre, en vertu de l'article R.751-2 du Code de Commerce, aucun élu de la commune d'implantation ne peut siéger en une autre qualité que celle de représentant de sa commune.

2. 4 personnalités qualifiées :

- 2 en matière de consommation et de protection des consommateurs,

- 2 en matière de développement durable et d'aménagement du territoire.

Lorsque la zone de chalandise du projet dépasse les limites du Département, le représentant de l'Etat dans le Département complète la composition en désignant au moins un élu et une personnalité qualifiée de chaque autre département concerné.

Pour les projets situés sur le territoire de Marseille, la Présidente de la Métropole, qui est élue de la commune de Marseille, ne pourra donc siéger au sein de la CDAC des Bouches-du-Rhône en application de l'article R.751-2 du Code de Commerce précité. Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole de désigner ses représentants au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial pour les 2 catégories de membres suivantes :

- Le Président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont est membre la Commune d'implantation,

- Le Président de l'établissement public de coopération mentionné à l'article L143-16 du code de l'urbanisme chargé du schéma de cohérence territoriale dans le périmètre duquel est située la Commune d'implantation.

Pour les projets situés hors du territoire de Marseille, la Présidente de la Métropole sera appelée à siéger à la CDAC des Bouches-du-Rhône au titre de son mandat départemental. Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole de désigner ses représentants au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial pour les 2 catégories de membres suivantes :

- Le Président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont est membre la Commune d'implantation,

- Le Président de l'établissement public de coopération mentionné à l'article L143-16 du Code de l'Urbanisme chargé du schéma de cohérence territoriale dans le périmètre duquel est située la Commune d'implantation.

Par conséquent, il appartient également au Conseil de la Métropole de désigner ses représentants à ce titre au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial des Bouches-du-Rhône.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Dans le cadre des projets situés sur le territoire de Marseille, sont désignés en tant que titulaires pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence en tant qu'EPCI à fiscalité propre au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) des Bouches-du-Rhône :

- Jean-Louis TIXIER
- Danielle MILON
- Christophe AMALRIC
- Jean-Pierre BERTRAND
- Michel ROUX
- Martial ALVAREZ
- Jérôme ORGEAS
- Henri PONS

#### **Article 2 :**

Dans le cadre des projets situés sur le territoire de Marseille, sont désignés en tant que titulaires pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence en tant qu'EPCI chargé du SCOT au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) des Bouches-du-Rhône :

- Jean-Louis TIXIER
- Danielle MILON
- Christophe AMALRIC

- Jean-Pierre BERTRAND
- Michel ROUX
- Martial ALVAREZ
- Jérôme ORGEAS
- Henri PONS

#### **Article 3 :**

Dans le cadre des projets situés hors du territoire de Marseille, sont désignés en tant que titulaires pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence en tant qu'EPCI à fiscalité propre au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) des Bouches-du-Rhône :

- Martial ALVAREZ
- Solange BIAGGI
- Henri CAMBESSEDES
- Gérard CHENOZ
- Gilbert FERRARI
- Frédéric GUINIERI
- Jérôme ORGEAS
- Didier PARAKIAN
- Henri PONS
- Michel ROUX
- Claude VALLETTE

#### **Article 4 :**

Dans le cadre des projets situés hors du territoire de Marseille, sont désignés en tant que titulaires pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence en tant qu'EPCI chargé du SCOT au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) des Bouches-du-Rhône :

- Martial ALVAREZ
- Henri CAMBESSEDES
- Eric CASADO
- Gérard CHENOZ
- Frédéric GUINIERI
- Jérôme ORGEAS
- Didier PARAKIAN
- Henri PONS
- Michel ROUX
- Claude VALLETTE

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **ECO 002-4587/18/CM**

### **■ Mise en place du Fonds Aix-Marseille-Provence Amorçage pour le soutien aux entreprises innovantes - Approbation d'une convention cadre MET 18/7873/CM**

Madame la Présidente de la Métropole  
Aix-Marseille-Provence sur proposition du  
Commissaire Rapporteur soumet au  
Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Agenda du Développement Economique de la  
Métropole Aix-Marseille-Provence, approuvé par le  
Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, priorise le  
développement des filières d'excellence et le soutien à  
l'innovation, porteurs de création de valeur et  
d'emplois pour le territoire. Tout en se félicitant des  
nombreuses réussites d'entreprises innovantes à  
l'échelle métropolitaine, il semble nécessaire, dans un  
contexte de concurrence avec d'autres métropoles  
françaises voire internationales, d'accélérer davantage  
la dynamique de l'entrepreneuriat innovant et de  
renforcer les outils de soutien à l'innovation.

Le plan d'actions de l'Agenda du Développement  
Economique vise ainsi à faciliter la vie des entreprises  
et à développer « la métropole entrepreneuriale et  
innovante ». Dans ce cadre, et afin de proposer une  
offre d'accompagnement à chaque étape de la vie de  
l'entreprise, la Métropole propose de mettre au point  
progressivement un système d'aides et de dispositifs  
homogènes sur l'ensemble de son territoire.

Déjà riche d'un écosystème de l'Innovation  
différenciant, au-delà des différents outils existants  
dédiés à l'accueil des entreprises innovantes  
(pépinières, technopôles...) et au financement de  
l'innovation (investissements de R&D, plates-formes  
technologiques...), la Métropole a toutefois vocation à  
compléter la chaîne de l'innovation en amont par un  
dispositif adapté.

#### **expérience concluante sur le territoire du Pays d'Aix**

Pour la mise en place du dispositif Aix-Marseille-  
Provence Amorçage (AMPA), il est proposé de  
s'inspirer de l'expérience réussie du Dispositif  
d'Amorçage de Provence (DAP).

Issu d'une politique de reconversion du bassin minier  
mise en place par l'Etat via le Fonds d'Industrialisation  
des Bassins Miniers (FIBM), ce dispositif avait pour  
objectif de soutenir la création d'entreprises  
innovantes à fort potentiel sur le territoire.

En 2012, l'ex-Communauté du Pays d'Aix a décidé  
d'abonder ce fonds, le dispositif ayant alors été étendu  
à l'ensemble du territoire intercommunal.

La mise en œuvre du dispositif avait ainsi été confiée  
dès le départ à un opérateur privé, en l'occurrence

l'association PAD qui avait été retenue par l'Etat. Il  
consistait en des prêts personnels à taux 0 par  
l'association (opérateur) d'un montant plafonné à  
40 000 € et destinés aux porteurs de projet innovant.

Il convient de noter que depuis 2003, 220 dossiers ont  
été présentés en comité, 103 ont été sélectionnés,  
donnant naissance à 83 entreprises et 551 emplois  
par l'octroi de 3.202.195 € de prêts. Ces résultats  
probants laissent augurer des perspectives  
prometteuses pour le territoire métropolitain pris dans  
son ensemble.

#### **2) Le déploiement du dispositif à l'échelle métropolitaine avec la mise en œuvre d'Aix- Marseille-Provence Amorçage (AMPA)**

La Métropole Aix-Marseille-Provence propose de  
déployer sur l'ensemble de son périmètre le dispositif  
afin qu'il puisse bénéficier à l'ensemble des porteurs  
de projets de son territoire. La hausse des dotations  
financières permettrait a minima de doubler le nombre  
d'entreprises créées soit environ une quinzaine par  
an.

Ce déploiement consistera à abonder un fonds, via  
une subvention annuelle par Conseil de Territoire, à  
l'association Pays d'Aix Développement. Cette  
association qui au regard de son objet social et de son  
expertise assurera la gestion et le fonctionnement des  
prêts personnels à un porteur de projet.

Cependant, par rapport au dispositif autrefois mis en  
œuvre par la Communauté du Pays d'Aix, il est  
nécessaire de reconsidérer les modalités de  
fonctionnement du dispositif. Ces ajustements ainsi  
que l'ensemble du dispositif sont présentés en annexe  
1 du présent rapport :

1- La dénomination du fonds sera désormais Aix-  
Marseille-Provence Amorçage (AMPA).

L'objet reste inchangé : le dispositif d'amorçage  
interviendra sous forme de prêt à taux 0 d'un montant  
maximum de 40 000 € versé par Pays d'Aix  
Développement en amont de la création d'une  
entreprise technologique ou innovante, permettant de  
financer notamment la réalisation de prototypes ou  
des dépenses de protection de l'innovation.

2- Le comité de sélection sera désormais animé par  
un représentant technique de la Métropole, assisté de  
l'opérateur. Il rassemblera des experts scientifiques et  
financiers ainsi que les acteurs économiques et  
représentants des territoires concernés (réseau des  
pépinières d'entreprises, partenaires financiers, Pôles  
de compétitivité, représentants de la Métropole, la  
Directe...). Ce comité serait chargé de sélectionner  
les dossiers éligibles sur la base d'un avis technique.

3- Le comité d'engagement, composé des principaux  
financeurs du fonds (Métropole et Etat  
essentiellement), sera désormais co-présidé par un  
élu métropolitain et un représentant de l'Etat.

4- Le fonds AMPA sera alimenté via des subventions versées par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Il est proposé à chaque territoire, via les états spéciaux, d'abonder le fonds en fonction de son « poids économique ». Ce poids est calculé pour chaque territoire en fonction du nombre d'entreprises, du nombre d'emplois et de la CET versée par les entreprises. Ainsi, le CT1 représente 47% du « poids économique » global de la Métropole, le CT2 29%, le CT3 6%, le CT4 6%, le CT5 8% et le CT6 4%.

Pour le budget 2019, il est par conséquent proposé les participations suivantes :

CT1 : 162.000 €  
CT2 : 100.000 €  
CT3 : 20.800 €  
CT4 : 20.800 €  
CT5 : 27.600 €  
CT6 : 13.800 €

Soit au total, une participation financière de la Métropole à hauteur de 345.000 €.

Le fonds sera par ailleurs alimenté par les remboursements des prêts octroyés aux porteurs.

En outre, la Métropole cherche à davantage diversifier les sources de financement du fonds et pour ce faire, ambitionne ainsi de se tourner vers:

- les fonds de revitalisation susceptibles d'être mobilisés par les services de l'Etat
- les participations bancaires (le Groupe Caisse des Dépôts a été sollicité)

Afin de prendre en compte l'ensemble des ajustements évoqués ci-dessus, une convention cadre sera signée entre la Métropole, l'Etat et l'opérateur (annexe 2).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2011\_A193 du Conseil communautaire de la CPA du 15 décembre 2011 approuvant le versement d'une subvention pour le Dispositif d'Amorçage Provençal et l'approbation d'une convention cadre ;

- La délibération n°2015\_B753 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant la nouvelle convention cadre pour le Dispositif d'Amorçage de Provence ;
- La délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 8 octobre 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 octobre 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 octobre 2018 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'ambition de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'affirmer sa vocation de territoire d'innovation et d'expérimentation.
- La pertinence de compléter la chaîne de l'Innovation en amont, par la mise en place d'un fonds d'amorçage qui puisse contribuer à attirer des projets innovants à forte potentialité de développement et à favoriser ainsi l'émergence et l'ancrage territorial d'entreprises nouvelles.
- L'expérience probante menée par le Pays d'Aix dans le cadre du Dispositif d'amorçage Provence.
- L'intérêt de déployer le dispositif sur l'ensemble du territoire métropolitain.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la mise en place du dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA) à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 2 :**

Est autorisé l'abondement de ce fonds par le versement d'une subvention annuelle à l'opérateur

chargé du dispositif par les Conseils de Territoire composant la Métropole.

### **Article 3 :**

Est approuvé le règlement du dispositif et la convention cadre joint en annexe .

### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ECO 003-4588/18/CM**

■ **Approbation des tarifs 2019 relatifs aux montants des loyers et provisions sur charges, aux participations aux frais de gestion du Forum et aux redevances d'occupation du domaine public pour le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée**  
**MET 18/8049/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés.

Le Technopôle ayant intégré la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1<sup>er</sup> Janvier 2017 avec un rattachement au Territoire du Pays d'Aix, il convient de reconduire la grille tarifaire.

Cela concerne :

#### **-1/ Le montant des nouveaux loyers :**

Ne sont pas concernés les baux en cours qui disposent d'une clause d'indexation contractuelle, ainsi que les bâtiments occupés par Aix-Marseille Université (A.M.U) qui bénéficie, depuis l'origine, de conventions d'occupations à titre gratuit sur le loyer conformément aux délibérations du comité syndical du syndicat mixte de l'Arbois : n° 2002-449 (Villemin) du 21 mai 2002 - n° 2002-467 (chalet amagnétique) et n° 2002-470 (Laennec) du 27 juin 2002 - n° 2002-522 (Pasteur) - n° 2005-702 (Trocadero) du 20 juin 2005 - n° 2006-776 (Aster) du 23 juin 2006.

Cette exonération ne concerne pas les charges générales du site auxquelles l'A.M.U participe.

#### **-2/ Les provisions sur charges :**

Des provisions au m<sup>2</sup> occupé sont appelées avec le loyer, puis liquidées au regard des dépenses réelles de l'année précédente.

Un tableau récapitulatif des dépenses est réalisé en fin d'exercice, et un prix réel au m<sup>2</sup> est établi.

En fonction des dépenses de l'année N-1 il convient d'ajuster l'ensemble de ces charges.

#### **-3/ Les participations aux frais de gestion de l'espace de conférence dit « LE FORUM » :**

Outil de promotion du Technopôle, le Forum est un espace dédié à l'animation permettant aux structures technopolitaines et extérieures de réaliser leurs manifestations (colloques ou séminaires...)

#### **-4/ Les redevances d'occupation de l'espace public :**

Ces redevances sont de plusieurs ordres :

##### **-Mise à disposition de terrains nus :**

Généralement de façon provisoire, certaines entreprises peuvent avoir besoin de la mise à disposition d'un terrain nu notamment aux fins de stockage ou d'expérimentation.

##### **-Droits de place pour les camions de type « Food Truck » :**

Afin de diversifier l'offre de restauration au sein du Technopôle, deux Food Truck viennent quotidiennement à l'heure du déjeuner.

##### **-Mise à disposition d'espaces dans les parties communes des immeubles pour l'installation de distributeurs automatiques de produits alimentaires.**

##### **-Mise à disposition d'espaces dans les parties communes des immeubles pour y installer des containers, récupérateurs de piles usagées, toners d'imprimante ou tout autre service permettant le recyclage de produits usagés, ou d'aide aux structures technopolitaines.**

##### **-Mise à disposition d'espaces dans le cadre de tournage de film :**

Au regard des caractéristiques propres du site et de la place disponible nécessaire pour le stationnement des véhicules et matériels, le Technopôle peut accueillir ce type d'activité.

##### **-Mise à disposition d'espaces dédiés à des activités de développement personnel et de bien-être :**

Ce service donne lieu à la mise à disposition de salle entre 12h et 14h et concerne des associations ou personnes exerçant en nom propre pour y dispenser des cours (Yoga, sophrologie, ...)

Les reconductions tarifaires proposées sont les suivantes :



## **1/ Les loyers :**

Chaque bâtiment se voit attribuer un prix de location en fonction de ses caractéristiques. Pour être maintenue, l'attractivité du Technopôle doit tenir compte du prix de bureau médian en Pays d'Aix qui est de 130€ m²/an.

L'offre du Technopôle est comprise entre 110 € m²/ à 160 € m²/an.

Il est proposé de maintenir l'ensemble du parc locatif aux prix déjà délibérés pour l'année 2018.

La tarification locative d'un nouveau bâtiment est à prendre en compte : Le Rifkin.

Ce bâtiment, actuellement en cours de construction par un promoteur privé, sera partiellement loué par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour y accueillir un hôtel d'entreprises et l'extension de la pépinière #Cleantech.

## **2/ Les provisions sur charges locatives :**

Les provisions sur charges sont ajustées chaque année en fonction de la réalité des dépenses effectuées au cours de l'année précédente.

Elles se divisent en trois sous-sections.

### **-1/ Les charges liées au fonctionnement de la ZAC dans son ensemble :**

La modernisation de la gestion de la sécurité actuellement en cours a permis d'installer sur l'ensemble de la ZAC un réseau de caméras.

Elle a permis aussi de sécuriser l'ensemble des bâtiments et des portes d'accès.

L'ensemble de ces mesures génère d'importantes économies ; elles permettent de ne plus renouveler le marché de sécurité par lequel une présence humaine était prévue 24h/24.

Outre la sécurité, sont principalement concernées les charges suivantes : l'entretien des espaces verts, l'entretien de la voirie et les consommations des fluides (éclairage public, consommation d'eau, fonctionnement des brumisateurs de sécurité incendie).

### **-2/ Les charges propres au fonctionnement de chaque bâtiment :**

Sont principalement concernés le ménage des parties communes, les différents abonnements (eau, EDF, ascenseur) et l'entretien courant.

La répartition de ces charges se fait au prorata de la surface louée et reste spécifique à chaque bâtiment.

Il est proposé le maintien du montant des charges existantes au tarif déjà délibéré pour l'année 2018.

## **-3/ Les charges liées à la politique du tri sélectif :**

La répartition de ces charges est calculée sur le nombre de salariés travaillant dans les locaux loués.

Il est proposé le maintien du montant des charges existantes au tarif déjà délibéré pour l'année 2018.

## **3/ Les participations aux frais de gestion de l'Espace de conférence dit « LE FORUM » :**

Il est proposé de les maintenir à l'identique en tenant compte du fait que les structures extérieures paient un tarif plus important que les structures technopolitaines.

## **4/ Les redevances d'occupation de l'espace public :**

Il est proposé de maintenir l'ensemble des redevances à l'identique.

L'ensemble des tarifs 2019 est détaillé dans l'annexe ci-jointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération n°2016\_CT2\_107 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juin 2016 relative à la dissolution du Syndicat Mixte Europôle Méditerranéen de l'Arbois ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole de fixer les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au Technopôle.

## Délibère

### Article unique :

Sont approuvés les tarifs relatifs aux montants des loyers, charges, participations aux frais de gestion du Forum et redevance d'occupation du domaine public du Technopôle de l'Arbois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ECO 004-4589/18/CM**

#### **■ Développement de l'offre immobilière d'entreprise du Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée - Pépinière CLEANTECH et Hôtel d'Entreprises MET 18/8100/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Gérée en régie directe par la Métropole Aix-Marseille Provence, depuis le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, le Technopôle de l'Arbois accueille 12 laboratoires de recherche, 3 Pôles de compétitivité, l'enseignement supérieur (BAC+4 à BAC + 8) d'Aix Marseille Université dans le domaine des Sciences de l'environnement et près de 110 entreprises innovantes travaillant dans l'économie verte : pollution de l'eau, de l'air, des sols, gestion des risques, énergies et efficacité énergétique, mobilité, biodiversité, chimie verte, économie circulaire...

Ces entreprises innovantes sont implantées au sein des 7 Hôtels d'entreprises et de la pépinière #Cleantech du Technopôle de l'Arbois.

Crée depuis le 1er janvier 2017 par la Métropole Aix-Marseille Provence, la Pépinière d'entreprises #Cleantech affiche déjà un taux de remplissage de 100%. La situation est quasiment identique au sein des Hôtels d'entreprises du Technopôle, commercialisés à hauteur de plus de 90 %.

Ce succès cache en réalité une réelle difficulté, puisque la Direction du Technopôle de l'Arbois peine à répondre à la forte demande d'implantation formulée par de nouvelles start-up, mais également à permettre la croissance des start-ups déjà hébergées sur son territoire.

Aussi, au regard des attentes de nouveaux porteurs de projet d'entreprises d'intégrer le Technopôle de l'Arbois, mais également de certaines entreprises déjà implantées de bénéficier de surfaces plus importantes, la Direction du Technopôle de l'Arbois

souhaitait saisir l'opportunité de la réalisation d'un nouveau bâtiment sur le Technopôle pour accroître ses surfaces locatives.

Bénéficiaire d'un bail à construction lancé par le Syndicat Mixte de l'Arbois en 2014, le Groupe ARTEA livrera d'ici le mois de mai 2019 un bâtiment d'une surface de 3 489m<sup>2</sup> répartis sur 5 niveaux. Ce nouveau bâtiment du nom de RIFKIN et qui propose d'importantes prestations environnementales (économie d'eau, d'énergie...) est une réelle opportunité pour permettre au Technopôle de poursuivre sa croissance.

Ainsi, le présent rapport propose que la Métropole Aix-Marseille-Provence puisse occuper et prendre à bail le 1er et le 2ème étage du bâtiment RIFKIN afin d'étendre le potentiels d'accueil du Technopôle de l'Arbois (pépinière et hôtel d'entreprises). Le Rez de chaussée, le 3ème et le 4ème étage étant à ce jours proposés à la société SOCOTEC (3ème et 4ème, soit 1449,32 m<sup>2</sup>) et à la société QISTA (Rez de chaussée, soit 390,36m<sup>2</sup>).

L'extension de la pépinière #Cleantech sur 724,66m<sup>2</sup> au 1<sup>er</sup> étage du bâtiment, permettrait l'accueil de 10 à 15 nouvelles start-up. Là où le 2ème étage, voué à être un Hôtel d'entreprises supplémentaire de 724,66 m<sup>2</sup> également, permettrait d'accueillir entre 3 et 5 entreprises plus matures.

Il convient de noter qu'au regard de la nature « fragile » de ces jeunes entreprises innovantes, le Groupe ARTEA ne bénéficiant pas de garanties financières suffisantes, n'est pas en mesure de contractualiser avec cette typologie d'entreprises. Le rôle de la puissante publique est ici de supporter ce "risque innovation" et permettre aux jeunes entrepreneurs du territoire de trouver les lieux adaptés à la réussite de leur projet.

La Métropole Aix-Marseille-Provence louerait ainsi auprès de la Société AIX ARBOIS filiale du Groupe ARTEA les 2 premiers étages pour une surface de 1449,32m<sup>2</sup> pour un montant annuel 188 411,60 euros H.T. et H.C., sur la base d'un loyer annuel de 130,00 euros H.T. et H.C. par m<sup>2</sup>. A ce loyer s'ajouter 7 500,00 euros H.T. et H.C., par an, pour 15 emplacements de parkings intérieurs, sur la base d'un loyer annuel de 500,00euros H.T. et H.C. par an.

Il convient par ailleurs de noter que lors de la première année de location, afin de permettre à la Direction du Technopôle de l'Arbois de commercialiser ces espaces, un loyer négocié sera appliqué. Ce dernier sera de 130 438,84 euros H.T. et H.C., par an auxquels s'ajoute les 7 500,00 euros HT de parking ; soit 137 938,84 euros H.T. et H.C.

Cette location fera l'objet d'un bail commercial en état futur d'achèvement d'une durée de 15 ans soumise au vote du Bureau de la Métropole.

En face de ce coût, la Direction du Technopôle de l'Arbois sous louera ses espaces aux start-up sélectionnées pour intégrer le Technopôle ou celles déjà présentes et souhaitant se développer. Elle appliquera les tarifs locatifs suivants :

- Pour la pépinière : les loyers et charges applicable seront celles fixées par les délibérations relatives à l'établissement de ces tarifs. Pour rappel, les loyers et charges commence à 85 euros H.T. et H.C. par m<sup>2</sup> et par an pour la première année, à 140 euros HT et HC pour la 5ème année. Le montant des chargées étant de 35 eurosTTC par m<sup>2</sup> et par an.

- Pour l'Hôtel d'entreprises, le tarif sera de 140 euros HT et HC ; ce tarif étant le prix moyen en pays d'Aix de l'immobilier d'entreprises et le tarif appliqué en sortie de pépinière #Cleantech. Le montant des charges sera celui facturé par le bailleur à la Métropole Aix-Marseille Provence. Ce montant estimé par le bailleur est à 20 euros/m<sup>2</sup>/an.

Le delta entre le coût de cette location pour la Métropole Aix-Marseille Provence et l'entrée de recettes locatives sur ce bâtiment a été évalué à 40 000 euros par an. Ce différentiel sera pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ce coût sera forcément indexé au taux d'occupation et de commercialisation des espaces et sera pris en charge par le budget Métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le projet d'extension de la pépinière #Cleantech et de l'Hôtel d'Entreprises sur le Technopôle de l'Arbois au sein du bâtiment RIFKIN par la prise à bail de 2 étages d'une superficie de 724,66m<sup>2</sup> chacun ; soit 1449,32m<sup>2</sup>.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la sous location aux Startup souhaitant s'implanter sur le Technopôle ou se développer au sein du bâtiment RIFKIN :

- pour la pépinière CLEANTECH située au 1<sup>er</sup> étage du bâtiment Rifkin : aux loyers et charges en vigueur et précédemment délibérés ;

- pour l'Hôtel d'entreprises situé au 2ème étage du bâtiment Rifkin : pour un loyer de 140 euros HT. Le montant des charges sera celui facturé par Ale bailleur à la Métropole Aix-Marseille Provence. Ce montant estimé par celui-ci est de 20euros/m<sup>2</sup>/an.

#### **Article 3 :**

Est approuvée la prise en charge du différentiel par la Métropole Aix-Marseille-Provence entre les loyers perçus dans le cadre de l'activité des pépinières et de l'Hôtel d'entreprises et le coût de location des 2 étages.

#### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 005-4590/18/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération "Viabilisation du secteur Sud de la Zone d'Aménagement Concerté du Petit Arbois" à Aix-en-Provence  
MET 18/7977/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Technopôle de l'Arbois a notamment en charge la gestion et l'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Petit Arbois qui a été créée en 1994 sur un périmètre de 75 ha, au sein d'un environnement naturel de grande qualité, sur le site d'un ancien sanatorium. Le site du Petit Arbois

constitue un campus technologique qui accueille des laboratoires de recherche, des centres d'enseignement supérieur, des jeunes entreprises innovantes, des outils d'aide à la création d'entreprises (pépinière et pôles de compétitivité) qui œuvrent dans la performance environnementale et le développement durable.

La création, le développement et l'attraction de nouvelles entreprises et de nouveaux emplois restent un des objectifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cette fonction suppose une constante amélioration et adaptation de l'offre immobilière et foncière pour pérenniser les entreprises et les emplois sur le territoire.

L'opération consistera donc à viabiliser le secteur Sud de la ZAC du Petit Arbois actuellement partiellement aménagé et peu organisé, afin de pouvoir développer une nouvelle offre de locaux dédiés à l'innovation et à l'accueil d'entreprises. Ce secteur occupe un vaste ensemble de 5,5 hectares, il doit être en capacité d'accueillir dans les prochaines années un potentiel de constructibilité d'environ 13 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher, avec une mixité tant dans les formes urbaines que dans la programmation (laboratoires, bureaux, halles technologiques, plate-forme d'expérimentation, etc...).

Pour cela, de nouveaux équipements d'infrastructures (éclairage, réseaux divers, voiries, stationnement, gestion des eaux pluviales, mobilier urbain...) sont nécessaires à la viabilisation de ce secteur, avec une attention particulière sur la trame végétale.

Les objectifs poursuivis sur cette opération sont les suivants :

- Développer une offre de locaux dédiés à l'innovation et à l'accueil d'entreprises, avec une mixité tant dans les formes urbaines que dans la programmation (laboratoires, bureaux, halles technologiques, etc...).
- Offrir un cadre de travail qualitatif en préservant le cadre paysager existant, en créant des espaces publics fédérateurs dans le respect de l'environnement privilégié du site.
- Relier le secteur Sud à l'existant, au moyen d'un maillage viaire privilégiant les déplacements piétons entre les bâtiments. Une attention particulière sera apportée aux accroches avec les autres secteurs aménagés de la zone d'activités au Nord et à l'Ouest.
- S'inscrire dans une démarche de développement durable, en assurant un traitement respectueux des espaces publics, de l'environnement et des paysages, tout en travaillant sur la sobriété énergétique et les espaces tampons de régulation thermique.

Cette opération cadre avec l'Agenda du développement économique métropolitain, dont un

des dix objectifs prioritaires porte sur le développement de l'offre foncière et immobilière pour les entreprises.

À cet effet, l'opération d'investissement relative à la viabilisation du secteur Sud de la ZAC du Petit Arbois à Aix-en-Provence s'élevant à 1 200 000 euros TTC, sera inscrite au budget 2019 et suivants de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Dans le cadre de cette opération, un financement sera alloué par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre du CRET 2018-2020 à hauteur de 275 000 euros Hors Taxes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°URB 019-3293/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le Contrat Régional d'Équilibre Territorial ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 1 200 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

#### **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement « Aix-en-Provence - Viabilisation secteur Sud de la ZAC du Petit Arbois » pour un montant de 1 200 000 euros TTC.

### **Article 2 :**

Les crédits budgétaires relatifs à cette opération devraient être inscrits au BP 2019 et suivants, sous réserves de disponibilités.

L'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2018 : 0 euros TTC  
CP 2019 : 420 000 euros TTC  
CP 2020 : 780 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ECO 006-4591/18/CM**

#### **■ Approbation de la participation de la SEM Ouest Provence Habitat dans la SPL Pôle Aéronautique Istres Etang de Berre MET 18/8120/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de l'article L. 1524-5 alinéa 14 du Code Général des Collectivités Territoriales, toute prise de participation d'une SEM dans le capital d'une société commerciale doit faire préalablement l'objet d'un accord exprès des collectivités territoriales ou des groupements de collectivités territoriales actionnaires disposant d'un siège d'administrateur.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est actionnaire de la SEM Ouest Provence Habitat à hauteur de 25,73 % de son capital, et détient à ce titre 3 postes d'administrateur.

La prise de participation dans le capital d'une société commerciale dont il va être question s'inscrit dans le cadre général du développement économique et plus spécialement, des activités aéronautiques dans le secteur d'Istres. Les projets en cours sont actuellement portés par une SPL, la SPL Pôle Aéronautique Istres Etang de Berre, mais cette forme juridique s'avère maintenant mal adaptée aux enjeux, compte tenu des restrictions que la loi apporte à son activité, et nécessite de la faire évoluer vers la forme d'une société d'économie mixte (SEM).

Le projet de transformation de la SPL Pôle Aéronautique Istres Etang de Berre en SEM implique qu'au moins 15 % de son capital social soit détenu par des personnes autres que des collectivités territoriales ou des groupements de celles-ci.

Dans ces conditions, les actionnaires de la SPL Pôle Aéronautique Istres Etang de Berre ont décidé d'une augmentation de capital réservée à des actionnaires autres que des collectivités, puis, une fois cette augmentation réussie, de transformer la société en SEM.

Ouest Provence Habitat, dont l'activité en matière de logement se complète d'interventions dans le développement local, a été sollicitée pour participer à cette augmentation pour un montant de 2 703 200 euros, représentant 15.3% du capital privé de la future SEM.

Ouest Provence Habitat se verra attribuer un poste d'administrateur de la société Pôle Aéronautique Istres Etang de Berre lorsqu'elle sera devenue une SEM.

Par conséquent, il est proposé à la Métropole actionnaire et administrateur de la SEM Ouest Provence Habitat de donner son accord à la participation de cette dernière à l'augmentation de capital de la société Pôle Aéronautique Istres Etang de Berre en vue d'en devenir actionnaire, pour la réalisation des opérations ci-dessus décrites.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Code du Commerce ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ECO 009-3624/18/CM approuvant le principe de la transformation de la Société Publique Locale Pôle Aéronautique Istres Etang de Berre en Société d'Economie Mixte et de ses différentes étapes ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence du 17 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Le caractère structurant et la valeur ajoutée de la transformation de la SPL Pôle Aéronautique Istres Etang de Berre en SEM pour le territoire ;
- La nécessité de favoriser toute action qui participe à cette évolution.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la prise de participation de la SEM Ouest Provence Habitat dans le capital de la société Pôle Aéronautique Istres Etang de Berre, par souscription à l'augmentation de capital organisée par cette dernière pour un montant de 2 703 200 euros, soit 310 actions d'une valeur nominale de 8720 euros chacune.

#### **Article 2 :**

Les représentants au conseil d'administration de la SEM Ouest Provence Habitat, Messieurs Bernardini, Vigouroux et Raimondi, sont autorisés à voter en faveur de ce projet de prise de participation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **ECO 007-4592/18/CM**

### **■ Approbation d'une convention d'apport en compte courant d'associé avec la Société Publique Locale Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre MET 18/8477/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est actionnaire de la Société Publique Locale (SPL) Pôle aéronautique Istres-Etang de Berre à hauteur de 94,17% du capital.

La SPL Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre a pour objet la réalisation de toutes opérations concourant au développement économique du territoire des actionnaires et notamment de mettre en œuvre le projet de diversification et de développement économiques du «Pôle Aéronautique Istres-Jean Sarrail».

Le développement du «Pôle Aéronautique Istres-Jean Sarrail» constitue l'un des projets structurants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Pour la réalisation de ce projet, un premier programme de travaux consacré à la réhabilitation et la mise aux normes du hall de montage doit être réalisé pour l'accueil des industriels dès le premier trimestre 2019. La hall de montage accueillera notamment les activités suivantes :

- la maintenance aéronautique avec une première surface de 4 500 m<sup>2</sup> prise à bail commercial, une seconde surface de 3 500 m<sup>2</sup> dont le bail commercial entre dans sa phase de négociation ;
- les activités des essais et mesures en conditions réelles de vol avec une première surface de 3 800 m<sup>2</sup> pour l'accueil du démonstrateur du programme industriel de la nouvelle filière des « Dirigeables », le programme « STRATOBUS », ainsi que les essais de deux programmes d'hélicoptères du futur dont les baux commerciaux sont en cours de finalisation.

Le plan de commercialisation du hall de montage est en cours de réalisation, étayé par une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans ce domaine et prévoit à échéance de 2022-2023 l'entrée dans une phase consolidée.

Le plan de financement de l'opération partagé à la fois par les investisseurs et le pool bancaire formalisé, fait apparaître, durant la présente phase d'amorçage, le besoin d'un apport en compte courant d'associé sous forme d'une avance.

En vertu des articles L.1522-4 et L.1522-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, applicables aux SPL par renvoi de l'article L.1531-1 du même code, l'actionnaire d'une SPL peut consentir un apport en compte courant d'associé.

La Métropole souhaite consentir à la SPL, une avance en compte courant d'un montant de trois millions trois cent cinquante mille euros (3 350 000 €) répartie dans les conditions suivantes pouvant par voie d'avenant être augmentée pendant sa durée de validité jusqu'à concurrence de quatre millions trois cent cinquante mille euros (4 350 000 €):

2018 : un million d'euros (1 000 000 €)

2019 : un million trois cent cinquante mille euros (1 350 000 €)

2020 : un million d'euros (1 000 000 €)

Concrètement, un apport en compte courant d'associé est alloué sur la base d'une convention qui prévoit la nature (une avance dans notre cas), l'objet et la durée de l'apport ainsi que les conditions de remboursement, éventuellement de rémunération ou de transformation en augmentation du capital.

L'avance est limitée à une durée maximale de deux ans renouvelable une fois. A l'issue de cette période,

l'apport est soit remboursé à la collectivité, soit transformé en capital.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le rapport établi par le représentant de l'actionnaire au conseil d'administration de la Société Publique Locale Pôle aéronautique Istres-Etang de Berre le 9 octobre 2018 ;
- La délibération du 9 octobre 2018 du conseil d'administration de la Société Publique Locale Pôle aéronautique Istres-Etang de Berre.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est actionnaire de la Société Publique Locale Pôle aéronautique Istres-Etang de Berre ;
- Que l'actionnaire d'une SPL peut consentir à un apport en compte courant d'associé ;
- Que pour la réhabilitation de la mise aux normes du hall de montage, la Société Publique Locale Pôle aéronautique Istres-Etang de Berre requiert un apport en compte courant d'associé sous forme d'avance pour la phase d'amorçage du projet ;
- Qu'il est nécessaire d'approuver la convention d'apport en compte courant d'associé encadrant la nature, l'objet et la durée de l'apport ainsi que les conditions de remboursement, éventuellement de rémunération ou de transformation en augmentation du capital.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé un apport en compte courant d'associé sous forme d'avance à la SPL «Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre» de trois millions trois cent cinquante mille euros ( 3 350 000 €) dans les conditions déterminées par la convention ci-annexée.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'avance en compte courant d'associé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SPL «Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre» ci-annexée.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 27, nature 2745.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 008-4593/18/CM**

**■ Rapport annuel d'activités du délégataire Numéricable pour l'année 2017 relatif à l'exploitation du réseau câblé de vidéocommunication sur le territoire Istres-Ouest Provence  
MET 18/8261/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le SAN Ouest Provence a signé le 21 janvier 1998, une convention avec la Société SUD CABLES SERVICES, reprise par acquisition par la Société UPC-FRANCE, dénommée par la suite NOOS, puis par NC NUMERICABLE.

Un premier transfert de l'ensemble des droits et obligations à la Société UPC-France, découlant de ladite convention avait fait l'objet d'une délibération du Comité Syndical du SAN Ouest Provence le 29 septembre 2000, transfert qui concernait la Société NC NUMERICABLE pour la commercialisation de l'ensemble de ses services sous la marque NUMERICABLE.

NUMERICABLE fait partie des marques qui opèrent dans le segment grand public (B2C) du groupe « NUMERICABLE-SFR » apparu le 27 novembre 2014, rebaptisé « SFR » et depuis cette année « SFR FIBRE SAS ». Ce dernier est aussi présent dans le segment « entreprise » (B2B) et sur le segment de « gros » (Wholesale).

En France, SFR annonce être doté du premier réseau fibre (ftth/fttb) avec 11 millions de prises éligibles au Très Haut Débit (THD) dans 1800 communes.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire a fourni son rapport pour l'année 2017, dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2017 relatif à l'exploitation du réseau câblé de vidéocommunication sur le territoire Istres-Ouest Provence, remis par la Société SFR FIBRE SAS.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 009-4594/18/CM**

#### **■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association ANIMA Investment Network et paiement de la cotisation 2018 MET 18/8466/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'association ANIMA a pour objet de promouvoir l'économie des pays de la zone euro-méditerranéenne et d'améliorer leur image économique et industrielle, de contribuer à faire de la zone euro-méditerranéenne dans son ensemble une destination attractive et sûre pour les investisseurs et les entrepreneurs, et un espace de prospérité partagée. Elle participe à la mise en œuvre d'un panel d'activités destinées aux acteurs publics et privés souhaitant agir en Méditerranée.

L'adhésion à cette association s'inscrit dans l'une des 6 orientations stratégiques de l'agenda du développement économique à savoir « devenir une Métropole attractive et ouverte au monde, au cœur des échanges euro-méditerranéens. En effet, la promotion de la Métropole comme centre de décisions en méditerranée et porte d'entrée sur le Maghreb et l'Afrique constitue un élément essentiel.

L'association se compose de 4 catégories de membres, répartis sous forme de collèges comme défini dans les statuts de l'association (annexe 1):

- Collège des Membres institutionnels : les membres institutionnels sont les Agences de Promotion de l'investissement (API) et Agences de Développement économiques (ADE), agences publiques nationales et territoriales travaillant dans les domaines d'activité de l'Association dans les pays de la zone Euro-méditerranée ;
- Collège des membres actifs : les membres actifs sont toutes les organisations, autres que les membres institutionnels, des pays de la zone Euro-méditerranée qui s'engagent à participer activement et significativement au programme de travail de l'association et à agir dans l'intérêt général
- Collège des membres associés : ce sont les membres situés hors de la zone Euro-Méditerranée qui souhaitent participer aux activités de l'association et coopérer avec ses membres
- Collège des membres bienfaiteurs de l'association : les membres bienfaiteurs sont les membres issus des autres collèges soutenant le programme de l'association à hauteur de 40000 euros minimum par an.

La cotisation pour les différents types de membres est décidée par le Conseil d'Administration sur proposition du Président. Elle varie en fonction du statut de



l'organisation et des avantages choisis parmi ceux proposés par l'association.

Pour être considéré comme membres bienfaiteurs, le seuil minimum du soutien financier annuel à l'association est défini dans les statuts (40 000€). Ce statut les dispense du paiement d'une cotisation (cf règlement intérieur annexe 2).

La Métropole Aix-Marseille-Provence ayant octroyé une subvention d'un montant de 35 000€ par délibération n°ECO 005-3889/18/BM du 28 juin 2018 à ANIMA, elle est désormais considérée comme membre institutionnel et non plus membre bienfaiteur. De ce fait, elle n'est plus exonérée de la cotisation annuelle.

Pour l'année 2018, le montant de la cotisation est de 1000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à ANIMA Investment Network et le paiement de la cotisation 2018, d'un montant de 1 000 euros.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique B330 – Nature 6281 – Fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

## ***Commission "Emploi, Formation professionnelle, Insertion"***

\*\*\*\*\*

**EMP 001-4595/18/CM**

**■ Demande de remise gracieuse de Madame Sabourdy suite à l'émission d'un titre de recettes dans le cadre d'un Contrat Unique d'Insertion MET 18/8337/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a procédé au recrutement d'agents en Contrat Unique d'Insertion Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi (CUI-CAE), afin de les accompagner dans leur démarche d'insertion et d'accès à l'emploi.

C'est dans ce cadre que Madame Thi Du Sabourdy a été employée suivant un premier contrat conclu pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015 inclus puis par un deuxième contrat pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2015 au 31 mars 2016, un troisième contrat du 1<sup>er</sup> avril 2016 au 30 septembre 2016, un quatrième contrat du 1<sup>er</sup> octobre 2016 au 31 mars 2017 et un cinquième contrat du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 30 septembre 2017 en qualité d'agent d'entretien.

Une demande de renouvellement de son contrat CUI-CAE a, dans un premier temps, été accordée par Pôle Emploi pour la période du 1<sup>er</sup> octobre 2017 au 30 mars 2018, puis refusée au regard de l'âge de l'intéressée. Il a donc été mis un terme au contrat de celle-ci le 30 septembre 2017.

C'est dans ce contexte que Madame Sabourdy a perçu à tort un salaire au mois d'octobre 2017.

En conséquence, un titre de recettes n° 3000192 du 24 mai 2018 d'un montant de 682,42 euros a été émis à l'encontre de Madame Thi Du Sabourdy afin d'obtenir de cette dernière le remboursement du salaire trop perçu.

Par courrier du 12 juin 2018, Madame Sabourdy a sollicité le bénéfice d'une remise gracieuse tendant à la décharger de l'obligation de restituer la somme de 682,42 euros mise à sa charge en raison de sa situation personnelle et financière difficile qui ne lui permet pas de s'acquitter de cette dette. En effet, cette dernière ne perçoit à ce jour que 820 euros mensuels. Compte tenu de ses faibles ressources et des charges qui lui incombent, elle ne peut répondre favorablement au titre de recettes qui lui a été adressé.

En application du titre 8 chapitre 2 de l'instruction codificatrice n° 11-022-MO du 16 décembre 2011 relative au recouvrement des recettes des collectivités territoriales et des établissements publics locaux, l'assemblée délibérante peut accorder une remise gracieuse à un débiteur qui invoque tout motif plaidant en sa faveur (situation de ressources, charges de familles, etc.).

Compte tenu de la situation financière de Madame Sabourdy, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à sa demande de remise gracieuse.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- L'instruction codificatrice n° 11-022-MO du 16 décembre 2011 relative au recouvrement des recettes des collectivités territoriales et des établissements publics locaux ;
- Le courrier de demande de remise gracieuse de Madame Sabourdy du 12 juin 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que Madame Sabourdy a été embauchée en qualité d'agent d'entretien dans le cadre d'un contrat CUI-CAE du 1<sup>er</sup> avril 2014 au 30 septembre 2017 ;

- Que Pôle Emploi a, dans un premier temps, accordé le renouvellement du contrat pour la période du 1<sup>er</sup> octobre 2017 au 30 mars 2018, puis refusé au regard de l'âge de l'intéressée ;
- Que par conséquent, il a été mis un terme au contrat de celle-ci le 30 septembre 2017 ;
- Que cette dernière a donc perçu à tort un salaire de 682,42 euros au mois d'octobre 2017 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a émis à son encontre un titre de recettes afin d'obtenir le remboursement de la somme indûment versée à l'intéressée ;
- Que Madame Sabourdy, compte tenu de sa situation personnelle et financière, a sollicité auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'exonération du remboursement de la somme perçue au titre de salaire ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à la demande de remise gracieuse de Madame Sabourdy ;

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la remise gracieuse sollicitée par Madame Sabourdy d'un montant de 682,42 euros correspondant au montant du salaire trop perçu.

##### **Article 2 :**

Le titre de recettes n° 3000192 du 24 mai 2018 d'un montant de 682,42 euros émis à l'encontre de Madame Sabourdy est annulé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*  
***Commission "Transports,  
Déplacements et Accessibilité"***  
\*\*\*\*\*

**TRA 001-4596/18/CM**

■ Réforme nationale de dépenalisation et décentralisation du stationnement payant sur voirie : affectation du produit des forfaits post-stationnement (FPS) reversés par les communes de Marseille, Cassis, La Ciotat, Aix-en-Provence, Aubagne, Salon de Provence et Martigues, à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
**MET 18/8613/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la réforme nationale de dépenalisation décentralisation du stationnement payant sur voirie, consécutive à la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM) du 27 janvier 2014, qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018, les communes membres Marseille, Cassis, La Ciotat, Aubagne, Aix-en-Provence, Martigues et Salon de Provence, compétentes pour réglementer le stationnement et instituer une redevance de stationnement payant sur voirie sur leur territoire, ont instauré, des forfaits post-stationnement (FPS) pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement sur voirie lors de leur Conseils Municipaux respectifs.

En vertu de l'article L2333-87 et de l'article R2333-120-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), dans les Métropoles, les communes ayant institué la redevance de stationnement sur voirie, reversent l'intégralité des recettes forfaitaires post-stationnement (FPS) à son Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), déduction faite des coûts liés à la mise en œuvre du FPS.

Il est par ailleurs précisé, que les communes encore compétentes en matière de voirie, conservent une partie du FPS afin de financer les opérations de voirie sur leur territoire. Tel est le cas des communes d'Aubagne, Aix-en-Provence, Salon de Provence et Martigues.

Les modalités de reversement du produit des forfaits de post-stationnement par les communes concernées par la réforme à la Métropole Aix-Marseille-Provence, intégrant la refacturation des coûts de gestion annuel du forfait post-stationnement, font l'objet de conventions qui seront approuvées par le Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018.

Conformément à la loi, le reversement du produit des forfaits post-stationnement perçu par la Métropole Aix-Marseille-Provence, doit être affecté à la réalisation des « opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation » (article L 2333-87-III du CGCT) sur le même principe que l'affectation de la dotation amendes versée par l'État. La collectivité doit déterminer chaque année, au mois d'octobre, l'affectation de ces recettes aux opérations définies à l'article R2333-120-19 du CGCT.

Toutefois, l'année 2018 est particulière dans la mesure où le montant total du produit des forfaits post-stationnement perçu sur une année pleine ne pourra pas être connu avant premier semestre de l'année 2019.

Les sommes allouées sont dévolues notamment au financement des opérations du budget annexe transport relatives :

- Aux aménagements et équipements améliorant la sécurité des usagers, l'accueil du public, l'accès au réseau, les liaisons entre réseaux et avec les autres modes de transport ;

- Aux équipements assurant l'information des usagers, l'évaluation du trafic et le contrôle des titres de transport ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information des Conseils de Territoire concernés.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que les communes de Marseille, Cassis, La Ciotat, Aubagne, Aix-en-Provence, Salon de Provence, et Martigues compétentes pour réglementer le stationnement et instituer une redevance de stationnement payant sur voirie sur leur territoire, ont instauré des forfaits post-stationnement (FPS) pour non paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement sur voirie ;
- Que le produit des FPS moins les frais de mise en œuvre est reversé à la Métropole-Aix-Marseille-Provence,
- Que les communes d'Aix-en-Provence, Salon de Provence, Aubagne et Martigues compétentes en matière de voirie sur leur territoire conservent une partie du produit des FPS pour financer certaines opérations relevant de cette compétence,
- Que les prévisions pour l'année budgétaire 2018 font apparaître que le solde ainsi reversé

à la Métropole sera nul pour toutes les communes à l'exception de la Ville de Marseille

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence doit affecter annuellement le produit des FPS réellement perçu à des opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation sur son territoire.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée l'affectation du produit des forfaits post-stationnement qui seront réellement perçus au titre de l'année 2018 sur les opérations de transport suivantes :

- Renouvellement des rames du métro de Marseille (opération n° 2013110600) ;
- Tramway nord-sud de Marseille 1<sup>ère</sup> phase (opération n° 2015110600) ;
- Grande révision des boggies du métro de Marseille (opération n° 2013110900) ;

### **Article 2 :**

Le produit réellement perçu au titre de l'exercice 2018 fera l'objet d'une affectation comptable au Compte Administratif 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **TRA 002-4597/18/CM**

**■ Approbation d'une convention relative au reversement du produit des forfaits post-stationnement de la commune de Marseille gestionnaire du stationnement payant sur voirie à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 18/8137/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la réforme de décentralisation et de dépénalisation du stationnement payant sur voirie, applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, consécutive à la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM) du 27 janvier 2014, la commune de Marseille a instauré un forfait post-stationnement (FPS), pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement en surface.

Ce produit est distinct de la redevance payée spontanément. Il résulte en effet de la loi, que les deux recettes que sont le paiement immédiat de la redevance et le paiement du Forfait Post-stationnement (dû en cas d'absence de paiement ou de paiement partiel de la redevance) couvrent des coûts distincts.

En vertu de l'article L2333-87 du CGCT, la commune de Marseille située sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, reverse le produit des forfaits de post stationnement à celle-ci, déduction faite des coûts relatifs à la mise en œuvre de la réforme.

Il est donc nécessaire d'approuver la convention de reversement du produit des forfaits post-stationnement entre la ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le reversement du produit des forfaits post-stationnement émanant de la commune de Marseille, sera affecté à la réalisation des opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur son territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Ville de Marseille a instauré un forfait post-stationnement (FPS) pour non-paiement total ou partiel de la redevance stationnement,
- Que le produit des FPS moins les frais de mise en œuvre est reversé à la Métropole-Aix-Marseille-Provence,

- Qu'il convient donc de définir les conditions et modalités du reversement de ce produit FPS pour les années 2018 et 2019 par voie de convention,
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence affectera cette ressource financière, à des opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation sur son territoire.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée, relative au reversement des forfaits post stationnement émanant de la Ville de Marseille à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les années 2018 et 2019.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ou tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **TRA 003-4598/18/CM**

### **■ Approbation de la convention relative au reversement du produit des forfaits post-stationnement de la commune de La Ciotat gestionnaire du stationnement payant sur voirie à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/8129/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la réforme de décentralisation et de dépénalisation du stationnement payant sur voirie, applicable depuis le 1er janvier 2018, consécutive à la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM) du 27 janvier 2014, la commune de La Ciotat a instauré un forfait post-stationnement (FPS), pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement en surface.

Ce produit est distinct de la redevance payée spontanément. Il résulte en effet de la loi, que les deux recettes que sont le paiement immédiat de la redevance et le paiement du Forfait Post-stationnement (dû en cas d'absence de paiement ou de paiement partiel de la redevance) couvrent des coûts distincts.

En vertu de l'article L2333-87 du CGCT, la commune de La Ciotat située sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, reverse le produit des forfaits de post stationnement à celle-ci, déduction faite des coûts relatifs à la mise en œuvre de la réforme.

C'est à cet effet qu'il est soumis à votre approbation, la convention de reversement du produit des forfaits post-stationnement entre la ville de La Ciotat et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le reversement du produit des forfaits post-stationnement émanant de la commune de La Ciotat, sera affecté à la réalisation des opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur son territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la Ville de La Ciotat a instauré un forfait post-stationnement (FPS) pour non-paiement total ou partiel de la redevance stationnement,
- Que le produit des FPS moins les frais de mise en œuvre est reversé à la Métropole-Aix-Marseille-Provence,
- Qu'il convient donc de définir les conditions et modalités du reversement de ce produit FPS pour les années 2018 et 2019 par voie de convention,
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence affectera cette ressource financière, à des

opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation sur son territoire

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée, relative au reversement des forfaits post stationnement émanant de la Ville de La Ciotat à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les années 2018 et 2019.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ou tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **TRA 004-4599/18/CM**

### **■ Approbation de la convention relative au reversement du produit des forfaits post-stationnement de la commune de Cassis gestionnaire du stationnement payant sur voirie à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/8133/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la réforme de décentralisation et de dépénalisation du stationnement payant sur voirie, applicable depuis le 1er janvier 2018, consécutive à la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM) du 27 janvier 2014, la commune de Cassis a instauré un forfait post-stationnement (FPS), pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement en surface.

Ce produit est distinct de la redevance payée spontanément. Il résulte en effet de la loi, que les deux recettes que sont le paiement immédiat de la redevance et le paiement du Forfait Post-stationnement (dû en cas d'absence de paiement ou de paiement partiel de la redevance) couvrent des coûts distincts.

En vertu de l'article L2333-87 du CGCT, la commune de Cassis située sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, reverse le produit des forfaits de

post stationnement à celle-ci, déduction faite des coûts relatifs à la mise en œuvre de la réforme.

C'est à cet effet qu'il est soumis à votre approbation, la convention de reversement du produit des forfaits post-stationnement entre la ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le reversement du produit des forfaits post-stationnement émanant de la commune de Cassis, sera affecté à la réalisation des opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur son territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Que la Ville de Cassis a instauré un forfait post-stationnement (FPS) pour non-paiement total ou partiel de la redevance stationnement,
- Que le produit des FPS moins les frais de mise en œuvre est reversé à la Métropole-Aix-Marseille-Provence,
- Qu'il convient donc de définir les conditions et modalités du reversement de ce produit FPS pour les années 2018 et 2019 par voie de convention,
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence affectera cette ressource financière, à des opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation sur son territoire.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, relative au reversement des forfaits post stationnement émanant de la Ville de Cassis à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les années 2018 et 2019.

### Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ou tout document y afférent

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## TRA 005-4600/18/CM

### **■ Approbation de la convention relative au reversement du produit des forfaits post-stationnement de la commune d'Aix-en-Provence gestionnaire du stationnement payant sur voirie à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/8131/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la réforme de décentralisation et de dépénalisation du stationnement payant sur voirie, applicable depuis le 1er janvier 2018, consécutive à la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM) du 27 janvier 2014, la commune d'Aix-en-Provence a instauré un forfait post-stationnement (FPS), pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement en surface.

Ce produit est distinct de la redevance payée spontanément. Il résulte en effet de la loi, que les deux recettes que sont le paiement immédiat de la redevance et le paiement du Forfait Post-stationnement (dû en cas d'absence de paiement ou de paiement partiel de la redevance) couvrent des coûts distincts.

En vertu de l'article L2333-87 du CGCT, la commune d'Aix-en-Provence, située sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, reverse le produit des forfaits de post stationnement à celle-ci, déduction faite des coûts relatifs à la mise en œuvre de la réforme.

C'est à cet effet qu'il est soumis à votre approbation, la convention de reversement du produit des forfaits

post-stationnement entre la ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le reversement du produit des forfaits post-stationnement émanant de la commune d'Aix-en-Provence, sera affecté à la réalisation des opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur son territoire.

Toutefois, conformément à l'article L 2333-87 du CGCT, la commune d'Aix-en-Provence compétente en matière de voirie, pourra aussi conserver une partie du forfait post stationnement pour financer certaines opérations inhérentes à cette compétence

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

### **Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Que la Ville d'Aix-en-Provence a instauré un forfait post-stationnement (FPS) pour non-paiement total ou partiel de la redevance stationnement,
- Que le produit des FPS moins les frais de mise en œuvre est reversé à la Métropole-Aix-Marseille-Provence,
- Que la Ville d'Aix-en-Provence est compétente en matière de voirie sur son territoire,
- Qu'elle peut donc conserver une partie du produit des FPS pour financer certaines opérations relevant de cette compétence,
- Qu'il convient donc de définir les conditions et modalités du reversement de ce produit FPS

pour les années 2018 et 2019 par voie de convention,

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence affectera cette ressource financière, à des opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation sur son territoire.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée, relative au reversement des forfaits post stationnement émanant de la Ville d'Aix-en-Provence à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les années 2018 et 2019.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ou tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **TRA 006-4601/18/CM**

### **■ Approbation de la convention relative au reversement du produit des forfaits post-stationnement de la commune de Salon de Provence gestionnaire du stationnement payant sur voirie à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/8135/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la réforme de décentralisation et de dépénalisation du stationnement payant sur voirie, applicable depuis le 1er janvier 2018, consécutive à la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM) du 27 janvier 2014, la commune de Salon a instauré un forfait post-stationnement (FPS), pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement en surface.

Ce produit est distinct de la redevance payée spontanément. Il résulte en effet de la loi, que les deux recettes que sont le paiement immédiat de la redevance et le paiement du Forfait Post-stationnement (dû en cas d'absence de paiement ou de paiement partiel de la redevance) couvrent des coûts distincts.

En vertu de l'article L2333-87 du CGCT, la commune de Salon de Provence, située sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, reverse le produit des forfaits de post stationnement à celle-ci, déduction faite des coûts relatifs à la mise en œuvre de la réforme.

C'est à cet effet qu'il est soumis à votre approbation, la convention de reversement du produit des forfaits post-stationnement entre la ville de Salon et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le reversement du produit des forfaits post-stationnement émanant de la commune de Salon de Provence, sera affecté à la réalisation des opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur son territoire.

Toutefois, conformément à l'article L 2333-87 du CGCT, la commune de Salon de Provence compétente en matière de voirie, pourra aussi conserver une partie du forfait post stationnement pour financer certaines opérations inhérentes à cette compétence

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 8 octobre 2018.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Que la Ville de Salon de Provence a instauré un forfait post-stationnement (FPS) pour non-paiement total ou partiel de la redevance stationnement,



- Que le produit des FPS moins les frais de mise en œuvre est reversé à la Métropole-Aix-Marseille Provence,
- Que la Ville de Salon est compétente en matière de voirie sur son territoire,
- Qu'elle peut donc conserver une partie du produit des FPS pour financer certaines opérations relevant de cette compétence,
- Qu'il convient donc de définir les conditions et modalités du reversement de ce produit FPS pour les années 2018 et 2019 par voie de convention,
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence affectera cette ressource financière, à des opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation sur son territoire.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, relative au reversement des forfaits post stationnement émanant de la Ville de Salon de Provence à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les années 2018 et 2019.

### Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ou tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## TRA 007-4602/18/CM

### **■ Approbation de la convention relative au reversement du produit des forfaits post-stationnement de la commune d'Aubagne gestionnaire du stationnement payant sur voirie à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 18/8134/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la réforme de décentralisation et de dépenalisation du stationnement payant sur voirie, applicable depuis le 1er janvier 2018, consécutive à la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM) du 27 janvier 2014, la commune d'Aubagne a instauré un forfait post-stationnement (FPS), pour non-paiement

total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement en surface.

Ce produit est distinct de la redevance payée spontanément. Il résulte en effet de la loi, que les deux recettes que sont le paiement immédiat de la redevance et le paiement du Forfait Post-stationnement (dû en cas d'absence de paiement ou de paiement partiel de la redevance) couvrent des coûts distincts.

En vertu de l'article L2333-87 du CGCT, la commune d'Aubagne, située sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, reverse le produit des forfaits de post stationnement à celle-ci, déduction faite des coûts relatifs à la mise en œuvre de la réforme.

C'est à cet effet qu'il est soumis à votre approbation, la convention de reversement du produit des forfaits post-stationnement entre la ville d'Aubagne et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le reversement du produit des forfaits post-stationnement émanant de la commune d'Aubagne, sera affecté à la réalisation des opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur son territoire.

Toutefois, conformément à l'article L 2333-87 du CGCT, la commune d'Aubagne compétente en matière de voirie, pourra aussi conserver une partie du forfait post stationnement pour financer certaines opérations inhérentes

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Ville d'Aubagne a instauré un forfait post-stationnement (FPS) pour non-paiement total ou partiel de la redevance stationnement,
- Que le produit des FPS moins les frais de mise en œuvre est reversé à la Métropole-Aix-Marseille Provence,
- Que la Ville d'Aubagne est compétente en matière de voirie sur son territoire,
- Qu'elle peut donc conserver une partie du produit des FPS pour financer certaines opérations relevant de cette compétence,
- Qu'il convient donc de définir les conditions et modalités du reversement de ce produit FPS pour les années 2018 et 2019 par voie de convention,
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence affectera cette ressource financière, à des opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation sur son territoire

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée, relative au reversement des forfaits post stationnement émanant de la Ville d'Aubagne à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les années 2018 et 2019.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ou tout document y afférent

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 008-4603/18/CM**

**■ Approbation de la convention relative au reversement du produit des forfaits post-stationnement de la commune de Martigues gestionnaire du stationnement payant sur voirie à la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 18/8136/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la réforme de décentralisation et de dépenalisation du stationnement payant sur voirie, applicable depuis le 1er janvier 2018, consécutive à la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM) du 27 janvier 2014, la commune de Martigues a instauré un forfait post-stationnement (FPS), pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement en surface.

Ce produit est distinct de la redevance payée spontanément. Il résulte en effet de la loi, que les deux recettes que sont le paiement immédiat de la redevance et le paiement du Forfait Post-stationnement (dû en cas d'absence de paiement ou paiement partiel de la redevance) couvrent des coûts distincts.

En vertu de l'article L2333-87 du CGCT, la commune de Martigues située sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, reverse le produit des forfaits de post stationnement à celle-ci, déduction faite des coûts relatifs à la mise en œuvre de la réforme.

C'est à cet effet qu'il est soumis à votre approbation, la convention de reversement du produit des forfaits post-stationnement entre la ville de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le reversement du produit des forfaits post-stationnement émanant de la commune de Martigues, sera affecté à la réalisation des opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur son territoire.

Toutefois, conformément à l'article L 2333-87 du CGCT, la commune de Martigues compétente en matière de voirie, pourra aussi conserver une partie du forfait post stationnement pour financer certaines opérations inhérentes à cette compétence

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- L'information du Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Ville de Martigues a instauré un forfait post-stationnement (FPS) pour non-paiement total ou partiel de la redevance stationnement,
- Que le produit des FPS moins les frais de mise en œuvre est reversé à la Métropole-Aix-Marseille-Provence,
- Que la Ville de Martigues est compétente en matière de voirie sur son territoire,
- Qu'elle peut donc conserver une partie du produit des FPS pour financer certaines opérations relevant de cette compétence,
- Qu'il convient donc de définir les conditions et modalités du reversement de ce produit FPS pour les années 2018 et 2019 par voie de convention,
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence affectera cette ressource financière, à des opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation sur son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée, relative au reversement des forfaits post stationnement émanant de la Ville de Martigues à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les années 2018 et 2019.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ou tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 009-4604/18/CM**

**■ Approbation d'une convention de mandat pour la perception des recettes au titre de l'exploitation du réseau d'Infrastructure de Recharge des Véhicules Electriques (IRVE) "larecharge"  
MET 18/8141/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Face à la mauvaise qualité chronique de l'air du territoire, l'Agenda de la Mobilité voté le 14 décembre 2016 par le Conseil de la Métropole, s'engage à favoriser le développement de véhicules privés à faibles émissions et identifie comme enjeux numéro 1, le développement à grande échelle d'un maillage d'infrastructures de recharge électrique.

Depuis le 1er janvier 2018, la compétence IRVE « Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables » est exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en lieu et place des communes sur tout son territoire.

Lors du Conseil Métropolitain du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a exprimé la volonté de poursuivre le programme engagé par le SMED13 selon les modalités les plus efficaces et le calendrier le plus rapide et a créé l'opération d'investissement n° 2018106700 « Infrastructures de recharge pour véhicules électriques », de 3 millions d'euros HT inscrite au budget annexe des transports publics. L'opération IRVE prévoit un déploiement maximum de 275 bornes avec leur infrastructure de supervision. Les installations se dérouleront sur tout la durée du marché de groupement de commandes, soit jusqu'en 2021.

Les premières bornes vont être mises en service à l'automne 2018 dans le cadre du réseau « larecharge » (Sous réserve du dépôt du nom du réseau « larecharge » auprès de l'INPI).

Ce service permettra aux automobilistes de recharger leur véhicule moyennant un paiement pour ce service rendu conformément aux tarifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le réseau « larecharge ». et aux conditions d'utilisation approuvés dans le cadre de la délibération prévue au Conseil Métropolitain de septembre 2018.

Le décret n° 2015-1670 du 14 décembre 2015 portant dispositions relatives aux mandats confiés par les collectivités territoriales et leurs établissements publics en application des articles L. 1611-7 et L. 1611-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, étend le champ des recettes dont les collectivités et les EPCI peuvent confier l'encaissement à un organisme public ou privé, aux revenus tirés de l'exploitation d'infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables dans les conditions prévues à l'article L. 2224-37.

En conséquence, la société Bouygues Energies Services (BYES) titulaire du « groupement de commande pour fourniture, installation, maintenance, supervision et exploitation des IRVE » utilisé pour

déployer le réseau « larecharge ».» encaissera au nom et pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence les recettes liées à l'exploitation du service du réseau « larecharge ». Les modalités comptables et financières de ce mandant confié à la société Bouygues Energies Services sont fixées dans la convention annexée au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération n° TRA010-28/06/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, portant approbation d'une convention de mandat pour la perception des recettes au titre de l'exploitation du réseau d'Infrastructure de Recharge des Véhicules Electriques (IRVE) "larecharge" ;
- L'avis favorable du Comptable Public en date du 7 août 2018 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de mandat relative à l'encaissement des recettes liées à l'exploitation du réseau IRVE « larecharge » conclue avec la société Bouygues Energies Services.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 010-4605/18/CM**

##### **■ Approbation de la création de nouveaux tarifs Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques (IRVE) et des conditions générales d'utilisation du service MET 18/8161/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Face à la mauvaise qualité chronique de l'air du territoire, l'Agenda de la Mobilité voté le 14 décembre 2016 par le Conseil de la Métropole, s'engage à favoriser le développement de véhicules privés à faibles émissions et identifie comme enjeux numéro 1, le développement à grande échelle d'un maillage d'infrastructures de recharge électrique.

Depuis le 1er janvier 2018, la compétence IRVE « Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables » est exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en lieu et place des communes sur tout son territoire.

Une partie des communes de la Métropole avait transféré cette compétence au Syndicat départemental d'Energie du Département des Bouches-du-Rhône (SMED13), qui est mandataire d'un groupement d'achat pour l'acquisition, l'installation et la supervision des IRVE. Le SMED13 avait planifié un ambitieux programme de déploiement de bornes sur le Département des Bouches-du-Rhône. Néanmoins, aucune borne n'a été installée par le SMED13 sur le territoire de la Métropole avant le transfert de compétence.

Lors du Conseil Métropolitain du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a exprimé la

volonté de poursuivre le programme engagé selon les modalités les plus efficaces et le calendrier le plus rapide, en s'appuyant sur le groupement de commandes dont elle est de droit devenue membre et a créé l'opération d'investissement n° 2018106700 « Infrastructures de recharge pour véhicules électriques », de 3 millions d'euros HT inscrite au budget annexe des transports publics. L'opération IRVE prévoit un déploiement maximum de 275 bornes avec leur infrastructure de supervision. Les installations se dérouleront sur tout la durée du marché de groupement de commandes, soit jusqu'en 2021.

Les premières bornes vont être mises en service à l'automne 2018 et pour cela il est nécessaire de créer les tarifs qui s'appliqueront au nouveau réseau « larecharge » (Sous réserve du dépôt du nom du réseau « laRecharge » auprès de l'INPI) mis en place par la Métropole.

Dans un souci de simplification des tarifs et d'interopérabilité sur l'ensemble du département des Bouches du Rhône, la Métropole appliquera des tarifs identiques au réseau « Simone » opéré par le SMED13 et la CCBVA sur le reste du département des Bouches du Rhône et permettra aux abonnés du réseau « Simone » de bénéficier d'un coût de la recharge au tarif abonné sur le réseau métropolitain « larecharge »

Les touristes et automobilistes de passage pourront accéder à une recharge au tarif occasionnel via l'application smartphone Alizé et leur carte bancaire.

Enfin les voitures de service de la Métropole, seront dotées d'une carte gratuite permettant une recharge gratuite sur tout le réseau « larecharge »

Les bornes du réseau Electra proposant une recharge lente seront progressivement intégrées au réseau « larecharge » et une tarification dédiée leur sera appliquée pour tenir compte des durées de recharge beaucoup plus longue.

Le réseau Emouv déployé sur le territoire de la Ville d'Istres garde pour l'instant sa tarification spécifique délibérée par le Conseil métropolitain en date du 14 décembre 2017.

Les bornes du réseau seront exploitées et supervisées en temps réel par le titulaire du marché d'exploitation des bornes, Bouygues Energies Services dans le cadre de l'offre de services Alizé. Les services Alizé gèrent en outre les abonnements et les recharges des utilisateurs. Il permettra aussi aux abonnés du service « larecharge » d'utiliser leur carte d'abonné pour accéder à une recharge au tarif occasionnel sur tous les réseaux opérés par cet opérateur.

Il est proposé d'approuver les Conditions Générales d'Utilisation du service ALIZE qui s'appliqueront lors

de l'utilisation des bornes de recharge du réseau « larecharge »

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération du Conseil de Métropole n°16/2355/CM du 15 décembre 2016 portant approbation de l'Agenda de la mobilité métropolitaine ;
- La délibération n°TRA009-3247/17/CM du Conseil de Métropole, du 14 décembre 2017, portant création de nouveaux tarifs et approbation du règlement intérieur – Infrastructure de recharge des Véhicules Electriques (IRVE) ;
- La délibération du Conseil de Métropole n°18/7475/CM du 28 juin 2018 portant approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement IRVE ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est complétée la gamme tarifaire de la Métropole pour créer à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2018 les tarifs IRVE du réseau « larecharge ».<sup>1</sup>:

---

<sup>1</sup> Sous réserve du dépôt du nom du réseau « laRecharge » auprès de l'INPI.

L'abonnement annuel au réseau « larecharge » est fixé à 12€ TTC de date à date.

Les tarifs de recharge sont les suivants :

	<b>Abonné « larecharge » Abonné « Simone »</b>		<b>Utilisateur occasionnel</b>	
	<b>Borne charge 22K</b>	<b>Borne DBT charge lente (Ex Electra)</b>	<b>Borne charge 22K</b>	<b>Borne DBT charge lente (Ex Electra)</b>
Connexion et 1h de charge	1,5€ TTC	Gratuit	3€ TTC	2€ TTC
La minute sup 7h-21h	0,045€ TTC	Gratuit	0,05€ TTC	Gratuit
La minute sup 21h-7h	Gratuit	Gratuit	Gratuit	Gratuit

Le montant par transaction est plafonné à 16€ pour éviter tout problème de contentieux lié à une mauvaise compréhension et/ou utilisation du service

De plus, un abonnement gratuit avec recharges gratuites sur l'ensemble du réseau « larecharge » sera attribué à chaque véhicule électrique de service de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 2 :**

Sont approuvées les conditions générales d'utilisation du service ALIZE applicable lors de l'utilisation des bornes de recharge du réseau « larecharge »

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 011-4606/18/CM**

#### **■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'extension du parking-relais de la Fourragère à Marseille (12ème arrondissement) MET 18/8299/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le prolongement de la ligne 1 du métro de Marseille de la station Timone jusqu'à la Fourragère (12<sup>ème</sup> arrondissement) a été mis en service en mai 2010. Dans le cadre de cette opération, un pôle d'échanges et un parking-relais de 495 places à destination des usagers des transports en commun ont été prévus au niveau de la station terminus de la Fourragère.

Du fait de son emplacement stratégique, le parking atteint régulièrement sa capacité d'accueil maximale, entraînant une occupation généralisée des trottoirs et des espaces verts à proximité ainsi qu'une détérioration d'équipements et de mobiliers par les véhicules. Les conditions de circulation des piétons,

des cycles et des voitures sont pénalisées par ces stationnements sauvages. Le développement de nouveaux services de bus (BHNS B4) et de cars express, dans le cadre de l'Agenda de la Mobilité métropolitaine, va encore accroître l'attractivité de ce pôle d'échanges.

La Métropole AMP a donc lancé des études afin de créer une capacité de stationnement supérieure d'au minimum 800 places pour décongestionner le site. Cette extension se ferait par l'ajout de deux niveaux supplémentaires à créer au-dessus des niveaux du parking existant.

Le coût de l'opération d'extension du parking est évalué à ce stade à 10 millions d'euros.

Il est donc proposé la création d'une opération d'investissement portant sur l'extension du parking-relais de la Fourragère (Marseille, 12<sup>ème</sup> arrondissement), pour un montant de 10 millions d'euros hors taxes.

L'opération d'investissement correspondante inscrite au budget annexe Transports enregistrée dans l'autorisation de programme (à créer) du programme n° 13 de la Métropole doit être affectée.

Cette opération est affectée à hauteur de 10 millions d'euros hors taxes. Ce montant comprend les études techniques préalables (sondages, reconnaissances, topographie, études environnementales), le diagnostic de l'existant, les études de maîtrise d'œuvre, les frais d'assistance à maîtrise d'ouvrage et d'assistance des bureaux de contrôle ainsi que l'enveloppe des travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 01- 003/16/CM du 17 mars 2016 relative à l'élection du Président de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'afin d'optimiser l'utilisation du pôle d'échanges de la Fourragère, favoriser l'accès des usagers aux transports en commun, maîtriser et améliorer les conditions de stationnement et de circulation du quartier, il est nécessaire d'étendre la capacité du parking-relais existant ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 10 millions d'euros hors taxes de l'opération d'investissement portant sur l'extension du parking-relais de la Fourragère ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement portant sur l'extension du parking-relais de la Fourragère (Marseille, 12<sup>ème</sup> arrondissement), pour un montant de 10 millions d'euros hors taxes rattachée au programme n° 13 - autorisation de programme (à créer).

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans les Budgets 2019 et suivants selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée et établi comme suit :

CP 2019 : 1 000 000 euros hors taxes  
CP 2020 : 7 880 000 euros hors taxes  
CP 2021 : 1 120 000 euros hors taxes

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 012-4607/18/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative aux travaux d'aménagement d'une aire stationnement située avenue Frédéric Mistral à Saint Zacharie  
MET 18/8472/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par convention de gestion n° FAG 187-3206/17/CM approuvée par délibération du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié à la commune de Saint Zacharie la gestion et l'exploitation de 16 aires de stationnement pour une durée d'un an, afin de finaliser l'ensemble des actes inhérents au transfert des moyens et des services.

Dans le cadre de cette convention, et conformément aux articles 4, 5 de cette dernière, la Métropole peut confier à la commune, par convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, la réalisation de travaux d'aménagement.

Afin de compléter l'offre de stationnement de la commune de Saint Zacharie, il est opportun de procéder à la création d'une aire de stationnement de 8 places avenue Frédéric Mistral.

La réalisation de ces travaux s'étalera sur la période du dernier trimestre 2018.

Le coût de cette opération s'élève à 47 650 euros HT soit 57 180 euros TTC.

La réalisation de ces travaux s'étalera sur la période du dernier trimestre 2018.

L'opération d'investissement n° 2018401800 « Travaux aménagement d'une aire stationnement Saint Zacharie », de 57 180 euros TTC inscrite sur le Budget Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile enregistrée dans le programme 08 GEI hors projets spécifiques Code AP 181081BP doit être affectée

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de l'opération d'investissement 2018401800 « Travaux aménagement d'une aire stationnement Saint Zacharie » pour un montant total de 57 180 euros TTC sur le Budget Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2018401800 « Travaux aménagement d'une aire stationnement Saint Zacharie » pour un montant de 57 180 euros TTC selon le Budget Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile rattachée au programme 08 GEI hors projets spécifiques Code AP 181081BP.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le Budget Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

CP 2018 : 57 180 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 013-4608/18/CM**

#### **■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative aux travaux d'aménagement des parkings métropolitains MET 18/8266/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par convention de gestion n° 17/1352 approuvée par délibération du 21 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié à la commune d'Istres la gestion et l'exploitation des trois parkings en régie : Arnavaux, Victor Hugo et les Carmes pour une durée d'un an, afin de finaliser l'ensemble des actes inhérents au transfert des moyens et des services.

Dans le cadre de cette convention, et conformément aux articles 4, 5 de cette dernière, la Métropole peut confier à la commune, par convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, la réalisation de travaux d'aménagement.

Dans ce contexte, il s'avère nécessaire de réaliser des travaux au sein du parking des Carmes pour des raisons de sécurité. Ceux-ci concernent notamment le transfert du poste de contrôle au niveau -1, du réaménagement des vestiaires, de l'élargissement de la gaine ascenseur et de la pose de ce dernier, de la séparation de la partie privative située au R-2 au reste du parc public, de la mise aux normes électriques, PMR, et sécuritaires.

Le parking en ouvrage enterré Victor Hugo (84 pl), nécessite des travaux de remise à niveau selon les normes PMR, de voirie et de sécurité. Ceux-ci concernent notamment la réfection des systèmes de vidéo-surveillance, de la ventilation, de l'éclairage, des contrôles d'accès, des cages d'escalier de la sortie de secours, l'escalier extérieur...

Enfin, des travaux d'adaptation sont nécessaires sur les parkings de Sainte Croix et du Verdon à Martigues conformément aux prévisions du nouveau marché public d'exploitation.

L'opération d'investissement n° 2018 5 006 00 « Travaux d'aménagement Parkings », de 1 100 000 euros HT inscrite au budget annexe parkings Métropole, enregistrée dans l'autorisation de programme AP185081PK du programme 08 GEI hors projets spécifiques de la Métropole doit être affectée

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**



Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de créer et d'affecter une opération pour un montant total de 1 100 000 euros HT d'investissement afin de permettre la réalisation des travaux d'aménagement des parkings situés à Istres ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2018 5 006 00 « Travaux d'aménagement Parkings pour un montant de 1 100 000 euros HT selon le budget annexe des parkings métropole rattachée au programme 08 GEI hors projets spécifiques Code AP 185081PK

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe parkings métropole. L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

CP 2018 : 726 000 € HT

CP 2019 : 374 000 € HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 014-4609/18/CM**

**■ Appel à Projets SOLU-MOB pour stimuler l'innovation en faveur des mobilités vers les entreprises : augmentation de la dotation globale destinée aux lauréats  
MET 18/8607/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a adopté le 15 décembre 2016 son Agenda de la Mobilité métropolitaine, acte fondateur et outil stratégique de planification des actions en faveur de la mobilité sur son territoire pour les années à venir.

L'innovation constitue l'un des leviers pour valoriser les mobilités alternatives, les reports modaux, et favoriser l'émergence de nouvelles solutions répondant aux enjeux d'une mobilité durable et efficiente.

Afin de soutenir des projets capables d'apporter ces réponses, la Métropole Aix-Marseille-Provence a lancé en décembre 2018 un appel à projets : Solu-Mob, sur des mobilités innovantes dans des zones d'activités économiques. Cet appel à projets Solu-Mob s'adresse aux entreprises regroupées en associations. L'enveloppe globale d'aide a été fixée dans le règlement de l'appel à projet à 400 000,00 €, à répartir sur un maximum de 5 projets.

Conformément au règlement de l'appel à projets publié sur le site de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une phase de candidature clôturée le 25 mai 2018 a succédé à une phase initiale de manifestation d'intérêt.

Après une phase de sélection des candidatures, d'analyse des projets proposés par les candidats, le Comité de Pilotage réuni le 6 septembre 2018, composé d'élus a sélectionné 5 projets compte tenu de leur qualité.

Néanmoins, le financement de ces projets s'élève à 428 517,20€ dépassant donc de 28 517,20 € le montant de dotation délibéré pour l'appel à projets.

Aussi, il est proposé par la présente délibération de porter le montant des dotations de cet appel à projet à 428 517,20€ afin que la Métropole puisse apporter son concours à la réalisation concrète de ces 5 opérations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole.
- La délibération n° TRA 001-1376/16/CM, portant sur l'approbation de l'Agenda de la Mobilité métropolitaine ;
- La délibération n° TRA 035-3273/17/CM du 14 Décembre 2018 approuvant le lancement d'un Appel à Projets pour stimuler l'innovation en faveur des mobilités vers les entreprises ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que cet appel à projets répond aux enjeux de la mobilité sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence en général, et aux priorités de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine en particulier ;
- Que cet appel à projets Solu-Mob a été lancé en Décembre 2018 sur des mobilités innovantes dans des zones d'activités économiques adressant aux entreprises regroupées en associations, est doté d'une enveloppe globale d'aide de 400 000,00 €, à répartir sur un maximum de 5 projets.
- Qu'après une phase de sélection des candidatures, d'analyse des projets proposés par les candidats, le comité de pilotage réuni le 6 septembre 2018, composé d'élus a sélectionné 5 projets compte tenu de leur qualité.
- Que le financement de ces projets s'élève à 428 517 .20€ dépassant donc de 28 517.20 € le montant de dotation délibéré

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'augmentation de la dotation globale affectée à l'appel à projet SOLUMOB de 28 517.20 € portant son montant à 428 517 .20€

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisée à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération et notamment à signer les conventions d'objectifs correspondantes.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe transport 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous politique A710 - Nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 015-4610/18/CM**

**■ Désignation des lauréats de l'Appel à Projets SOLU-MOB - Attribution des subventions et approbation des conventions correspondantes MET 18/8150/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a adopté le 15 décembre 2016 son Agenda de la Mobilité métropolitaine, acte fondateur et outil stratégique de planification des actions en faveur de la mobilité sur son territoire pour les années à venir.

L'innovation constitue l'un des leviers pour valoriser les mobilités alternatives, les reports modaux, et favoriser l'émergence de nouvelles solutions répondant aux enjeux d'une mobilité durable et efficiente.

Afin de soutenir des projets capables d'apporter ces réponses, la Métropole Aix-Marseille-Provence a lancé en Décembre 2017 un appel à projets : Solu-Mob, sur des mobilités innovantes dans des zones d'activités économiques. Cet appel à projets Solu-Mob s'adresse aux entreprises regroupées en associations et a initialement été doté d'une enveloppe globale d'aide de 400 000 euros, à répartir sur un maximum de 5 projets, montant porté à 428 517.20 euros.

Conformément au règlement de l'appel à projets publié sur le site de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une phase de candidature clôturée le 25 mai 2018 a succédé à une phase initiale de manifestation d'intérêt.

Une phase de notation suivie par un Comité Technique a ensuite permis de déterminer une classification des différents projets.

#### Ont été reçus :

- 31 manifestations d'intérêt
- 28 intentions de concourir effectives

#### Il était demandé pour qu'un dossier de candidature soit recevable :

- Un courrier de dépôt de candidature
- Une note méthodologique descriptive

Une note méthodologique qui nécessitait de décrire :

- La clientèle visée, concurrence, potentiel
- Le contenu, services, et principes du projet
- Le détail financier prévisionnel et les projections
- Le suivi et critères d'évaluation, méthode et indicateurs
- Les résultats attendus et moyens de mesure
- La composition du comité de pilotage et suivi
- La synthèse de la candidature

#### 10 dossiers de candidature ont été déposés

6 dossiers sur 10 n'avaient aucune annexe financière détaillée ;

2 dossiers étaient en tout point complets ;

1 dossier n'intégrait aucune pièce pour la composition du Comité de Pilotage/suivi, ni méthode ou indicateurs d'évaluation.

Le Comité Technique a proposé de faire compléter les pièces aux candidats en complément de la phase d'audition.

La notation des dossiers a permis conformément au règlement, de déterminer les :

- Dossiers retenus pour une audition =  $\geq$  50 points
- Dossier non retenus =  $<$  50 points

2 dossiers sur 10 n'ont à ce stade pas atteint le minimum de 50

Les phases d'audition ont permis de lever d'éventuelles zones d'ombre dans les dossiers retenus et conforter le partage entre candidats.

Une appréciation complémentaire a été portée à l'oral sous forme de points supplémentaires (de 1 à 6) pour chacun des 5 critères principaux (*Caractère innovant, Pertinence avec les objectifs, Qualité Fiabilité, Viabilité et transposabilité du modèle économique, Gouvernance*).

Le Comité de Pilotage réuni le 6 septembre 2018, a validé le palmarès des 5 projets les mieux notés à l'issue de la procédure, pour lequel il est proposé d'attribuer les subventions afférentes en conformité avec le cadre fixé par le règlement de l'appel à Projets.

Les projets ayant concouru, pouvant prétendre à l'affectation d'une subvention dans le cadre de la dotation de l'appel à Projets ainsi que les montants d'attribution et leur ordre de classement sont les suivants :

	ASSOCIATION	NOM DU PROJET	Montant Eligible	Montant de Subvention
1 <sup>ER</sup>	VITROPOLE	Mobilité Partagée	200 000.00 €	100 000.00 €
2 <sup>EME</sup>	LEHV	VAL'IN MOB	189 500.00 €	94 750.00 €
3 <sup>EME</sup>	CAP AU NORD	TACO 2.0	135 041.40 €	66 020.70 €
4 <sup>EME</sup>	MOBILIDEES	@MOBINATUES	195 000.00 €	97 500.00 €
5 <sup>EME</sup>	CITE DES ENTREPRENEURS	EUROMOB	140 493.00 €	70 246.50 €

Compte tenu de ces résultats, ainsi que des conclusions de son Comité de Pilotage, il est proposé d'octroyer aux lauréats les subventions de l'appel à Projets Solu-Mob correspondantes.

Les associations attributaires devront en formaliser la demande en conformité avec la délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole.

Le versement des montants devra faire l'objet d'une convention d'objectifs reprenant les conditions particulières du premier versement du règlement de l'Appel à Projets et tenant compte des échéances propres à chaque projet pour le versement du solde.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les Conseils de Territoire et le Conseil de la Métropole ;
- La délibération n° TRA 001-1376/16/CM, portant sur l'approbation de l'Agenda de la Mobilité métropolitaine ;
- La délibération n° TRA 035-3273/17/CM du 14 décembre 2018 approuvant le lancement d'un Appel à Projets pour stimuler l'innovation en faveur des mobilités vers les entreprises ;
- L'avis favorable de la commission de suivi et cohérence des subventions ;

	ASSOCIATION	NOM DU PROJET
1 <sup>ER</sup>	VITROPLE	Mobilité Partagée
2 <sup>EME</sup>	LEHV	VAL'IN MOB
3 <sup>EME</sup>	CAP AU NORD	TACO 2.0
4 <sup>EME</sup>	MOBILIDEES	@MOBINAUTES
5 <sup>EME</sup>	CITE DES ENTREPRENEURS	EUROMOB

**Article 2 :**

Est attribuée une subvention de :

- 100 000 euros à l'association VITROPLE pour son projet Mobilité Partagée ;
- 94 750 euros à l'association LEHV pour son projet VAL'IN MOB ;
- 66 020.70 euros à l'association CAP AU NORD pour son projet TACO2.0 ;
- 97 500 euros à l'association MOBIL IDEES pour son projet @MOBINAUTES ;
- 70 246.50 euros à l'association CITE DES ENTREPRENEURS pour son projet EUROMOB ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que cet appel à projets répond aux enjeux de la mobilité sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence en général, et aux priorités de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine en particulier ;
- Que cet appel à projets Solu-Mob a été lancé en Décembre 2018 sur des mobilités innovantes dans des zones d'activités économiques s'adressant aux entreprises regroupées en associations, est doté d'une enveloppe globale d'aide de 428 517.20 €, à répartir sur un maximum de 5 projets.
- Que la stimulation et l'expérimentation de solutions innovantes est pertinente au regard des besoins des entreprises et des bassins d'emploi sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que le processus de notation et le respect du règlement de l'appel à Projets ont permis de déterminer valablement un classement ;
- Que le Comité de Pilotage dédié a validé le classement des projets issu de leur analyse et notation ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont désignés lauréats de l'appel à Projets Solu-Mob :

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisée à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération et notamment à signer les conventions d'objectifs correspondantes.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe transport 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous politique A710 - Nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **TRA 016-4611/18/CM**

### **■ Présentation du rapport annuel 2017 du délégataire de service public pour l'exploitation du réseau des Bus de l'Etang de la Métropole Aix-Marseille-Provence passée avec la société des Autobus de l'Etang MET 18/8425/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant le transport et la mobilité.

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 30 mars 2016 mettant fin à l'exercice des compétences du SMITEEB à compter du 31 mars 2016 et transfert des biens, droits et obligations du SMITEEB à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Comité syndical du 20 décembre 2012 n° 595 portant choix du délégataire et autorisation du Président à signer la convention de délégation de service public relative à l'exploitation du réseau de transport « Les Bus de l'Etang » ;
- La délibération du Comité syndical du 20 décembre 2013 n° 647 approuvant l'avenant n°1 à la DSP portant modifications apportées à l'offre de transport au 1<sup>er</sup> septembre 2013 ;
- La délibération du Comité syndical du 26 février 2015 n° 735 approuvant l'avenant n°2 à la DSP portant modifications apportées à l'offre de transport au 1<sup>er</sup> septembre 2014 ;
- La délibération du Comité syndical du 14 décembre 2015 n° 774 approuvant l'avenant n°3 à la DSP portant modifications apportées à l'offre de transport au 1<sup>er</sup> janvier 2015 ;
- La délibération du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016 approuvant l'avenant n°4 à la DSP portant modifications apportées à l'offre de transport au 1<sup>er</sup> septembre 2016 ;
- La délibération du Conseil Métropolitain du 18 mai 2017 approuvant l'avenant n°5 à la DSP portant modifications apportées à l'offre de transport au cours de l'année 2017 ;
- La délibération du Conseil Métropolitain du 28 juin 2018 approuvant l'avenant n°6 à la DSP portant des ajustements apportés à l'offre de transport au cours de l'année 2018
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2017 jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2017 a été remis par la Société Autobus de l'Etang.

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2017, remis par la Société Autobus de l'Etang.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 017-4612/18/CM**

**■ Présentation du rapport d'activité du délégataire de service public pour l'exploitation du réseau de transport de voyageurs Lignes de l'Agglo du 1er janvier 2017 au 26 août 2017**

**MET 18/8192/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération N° 34-0607 du Conseil communautaire en date du 20 juin 2007 a été approuvé le choix de confier au GIE Autobus Aubagnais, le contrat de Délégation de Service Public relatif à l'exploitation du service public de transport urbain de voyageurs sur le territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile, pour une durée de dix ans.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen du rapport d'activité 2017 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains, dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° 34 0607 du Conseil communautaire en date du 20 juin 2007 approuvant le choix de confier au GIE Autobus Aubagnais, le contrat de Délégation de Service Public relatif à l'exploitation du service public de transport urbain de voyageurs sur le territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile, pour une durée de dix ans ;
- La délibération N°26-1008 du Conseil de Communauté du 1er octobre 2008

approuvant l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public relatif à l'exploitation du réseau de transport urbain de voyageurs sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;

- La délibération N°26-0209 du Conseil de Communauté du 4 mars 2009 approuvant l'avenant n°2 au contrat de Délégation de Service Public relatif à l'exploitation du réseau de transport urbain de voyageurs sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération N°07-1209 du Conseil de Communauté du 14 décembre 2009 approuvant l'avenant n°3 au contrat de Délégation de Service Public relatif à l'exploitation du réseau de transport urbain de voyageurs sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération N°29-1210 du Conseil de Communauté du 15 décembre 2010 approuvant l'avenant n°4 au contrat de Délégation de Service Public relatif à l'exploitation du réseau de transport urbain de voyageurs sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération N°10-0911 du Conseil de Communauté du 27 septembre 2011 approuvant l'avenant n°5 au contrat de Délégation de Service Public relatif à l'exploitation du réseau de transport urbain de voyageurs sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération N°28-0213 du Conseil de Communauté du 27 février 2013 approuvant l'avenant n°6 au contrat de Délégation de Service Public relatif à l'exploitation du réseau de transport urbain de voyageurs sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération N°43-0415 du Conseil de Communauté du 14 avril 2015 approuvant l'avenant n°7 au contrat de Délégation de Service Public relatif à l'exploitation du réseau de transport urbain de voyageurs sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération N°24-1115 du Conseil de Communauté du 30 novembre 2015 approuvant l'avenant n°8 au contrat de Délégation de Service Public relatif à l'exploitation du réseau de transport urbain de voyageurs sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération N°TRA-009 2482-17 BM du Conseil métropolitain du 19 octobre 2017 approuvant le protocole de fin de convention, relatif à la Délégation de Service Public pour l'exploitation du réseau de transport urbain de voyageurs sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;

- La synthèse concernant le rapport d'activité 2017 sur la période janvier – août 2017, correspondant à l'échéance du contrat de Délégation de service public, jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le rapport annuel du délégataire du contrat de DSP, pour sa dernière période allant du 1er janvier au 26 août 2017, a été remis par le GIE Autobus Aubagnais

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2017, remis par le GIE Autobus Aubagnais

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 018-4613/18/CM**

**■ Présentation du rapport d'activité du délégataire de service public pour l'exploitation du réseau de transport de voyageurs Lignes de l'Agglo du 27 août 2017 au 31 décembre 2017  
MET 18/8193/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération N° TRA 008-2332-17 du Conseil Métropolitain en date du 13 juillet 2017 a été approuvé le choix de confier à la SPL FACONEO Mobilité associée à la régie des Transports Métropolitains, le Contrat d'Obligation de Service Public relatif à l'exploitation du service public de transport urbain de voyageurs sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, pour une durée de 4 ans et 4 mois.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet

chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen du rapport d'activité 2017 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains, dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- La délibération N°TRA 008-2332-17 du Conseil Métropolitain en date du 13 juillet 2017 approuvant le choix de confier au groupement Façonéo RTM, le Contrat d'Obligation de Service Public relatif à l'exploitation du service public de transport urbain de voyageurs sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, pour une durée de 4 ans et 4 mois ;
- La délibération N°TRA 014-3252-17-CM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation de l'avenant n°1 au Contrat OSP relatif à l'exploitation du réseau de transport urbain de voyageurs sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2017 pour la période du 27 août 2017 au 31 décembre 2017, correspondant au début du Contrat d'Obligation de Service Public, jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Que le rapport annuel du délégataire du contrat OSP, pour sa première période allant du 27 août 2017 au 31 décembre 2017, a été remis par le Groupement FACONEO RTM

### **Délibère**

#### **Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2017, remis par le Groupement FACONEO RTM.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 019-4614/18/CM**

#### **■ Approbation de l'avenant 11 à la délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport public "Aix en Bus" MET 18/8435/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'exploitation du réseau de transports urbains « Aix en Bus » est confiée pour une période de huit ans (2012-2019) à la société Keolis Pays d'Aix, par convention de délégation de service public (DSP).

Le présent avenant après avis favorable de Commission de Délégation de Service Public de la Métropole fixe l'accord des parties sur les conséquences de la décision de l'Autorité délégante de résilier pour motif d'intérêt général la Convention de DSP conclue le 29 juillet 2011. Le présent avenant arrête la date de la résiliation au 3 novembre 2019 et le motif d'intérêt général sur lequel elle repose.

L'avenant 11 arrête également la liste des biens identifiés au 31 août 2018, qui nécessaires à l'exploitation des services délégués font l'objet d'un retour anticipé à titre gratuit dans le patrimoine de la personne publique à l'échéance normale de la convention de DSP : il s'agit des biens dits de retour.

Sur la base de cette liste et sur le périmètre des biens dits de retour, les parties ont convenu d'une primo évaluation de l'indemnisation du préjudice subi par le délégataire du fait de la fin anticipée du contrat,

calculée en application de la jurisprudence du Conseil d'Etat.

Les parties conviennent que cette liste sera mise à jour au fil des acquisitions et mises à disposition validées par l'Autorité délégante jusqu'à la date fixée pour la résiliation au 3 novembre 2019 et fera l'objet d'un inventaire physique dans des délais et dans des conditions précisées par le présent avenant :

- Le présent avenant après avis favorable de la Commission de délégation de service public établit sur la base de cette liste et à la date du 3 novembre 2019 le montant d'indemnisation du préjudice subi par le délégataire, à raison du retour anticipé des biens mobiliers et immobiliers, matériels et immatériels, nécessaires à l'exploitation des services délégués qui n'ont pu être totalement amortis.

Le présent avenant a également pour objet de faire évoluer la convention de délégation de service eu égard à la nécessaire adaptation de l'offre qu'engendre des modifications des conditions d'exploitation :

- Les tarifs scolaires et jeunes de la gamme tarifaire évoluent en raison de l'harmonisation Métropolitaine, le présent avenant fixe le mode de calcul des impacts financiers sur la convention en cours.
- La vente en ligne de ces produits à l'échelle Métropolitaine conduit également les parties à s'accorder sur le mode de calcul de l'impact économique de cette évolution sur la convention en cours.

#### **1/ Historique du contrat de DSP « Aix en Bus »**

##### A/ Consistance de l'offre de transports urbains

##### Activités principales de la DSP Aix en Bus

##### Le périmètre géographique et les prestations ont été élargis :

- Le périmètre urbain desservi comprend les communes d'Aix-en-Provence, Le



Tholonet, Saint-Marc Jaumegarde et l'intégration de Venelles,

- 500 000 Kms supplémentaires parcourus chaque année avec de nouveaux quartiers mieux reliés entre eux (soit un total d'environ 6 300 000 kilomètres par an),
- Une vidéosurveillance dans les bus pour améliorer la sécurité des usagers et des conducteurs,
- Un parc de véhicules considérablement rajeuni (véhicules neufs au 1er janvier 2012 et un âge moyen de 3 ans, contre 7 ans dans l'ancienne DSP),
- Une agence commerciale prévue en centre-ville, ainsi qu'une agence mobile pour aller au plus près des habitants de tout le territoire compris dans le périmètre de la DSP,
- En fin de convention, le(s) dépôt(s) construit(s) par le délégataire, accueillant l'ensemble du matériel roulant, des bureaux et des ateliers, revenant en pleine propriété à la collectivité ; investissement de 12,6 M€ sur la durée du contrat, pour environ 1,575 M€ / an en moyenne,

#### Activités connexes intégrées au contrat de DSP

Cette convention met à la charge du délégataire plusieurs nouvelles prestations précédemment effectuées au travers de marchés publics distincts :

- exploitation et le gardiennage des parcs-relais existants et à venir,
- lignes de Diablines du centre-ville d'Aix,
- services scolaires de Luynes, Les Milles, La Duranne, Les Granettes et Puyricard.
- Parcs relais

#### B/ Modifications intervenues au contrat : avenants passés entre 2012 et 2017

- L'avenant n°1 à cette DSP, approuvé lors du Conseil de Communauté du 12 juillet 2012, a porté sur la modification des statuts de la société Keolis Pays d'Aix, et la prise en compte de services

supplémentaires (lignes régulières, scolaires et services Diablines),

- L'avenant n°2, approuvé lors du Conseil de Communauté du 28 mars 2013, a validé les modifications des modalités de règlement du délégataire, l'impact du changement du taux de TVA (passage du taux réduit applicable aux transports de 5,5 % à 7%), ainsi que les incidences de modifications de la gamme tarifaire des réseaux CPA.
- L'avenant n°3, ainsi qu'un accord transactionnel approuvés lors du Conseil de Communauté du 10 octobre 2013, validaient un certain nombre de modifications d'offres intégrées au nouveau réseau, pour répondre à la demande des usagers ainsi que leurs incidences financières,
- L'avenant n°4, approuvé lors du Conseil de Communauté du 03 juillet 2014, a validé des ajustements de l'offre commerciale, l'ouverture du Parc relais Plan d'Aillane, les modalités de l'alternative abonnement (en cas de PV pour fraude), des restrictions horaires pour les abonnements scolaires et la prise en compte de l'évolution du taux de TVA à 10%,
- L'avenant n°5, approuvé lors du Conseil de Communauté du 19 février 2015, entérinait l'augmentation de la gamme tarifaire au 1<sup>er</sup> Mars 2015, la compensation du ½ tarif Etudiant accordé sur les P+R, la libre circulation entre les réseaux du SMITEEB et de la CPA, les ajustements de l'offre commerciale, les modifications de la centrale de réservation Flexibus, les coûts de communication et les Parcs Relais.
- L'avenant n°6, approuvé par le Conseil de Communauté du 7 juillet 2015, modifiait l'offre commerciale, restructurait les transports scolaires du secteur de Luynes, permettait l'adaptation du plan marketing pour renforcer les moyens de communication et prendre en compte les opérations événementielles, actait la gestion directe par la collectivité du P+R Krypton (travaux d'agrandissement et construction d'un pôle d'échanges),

organisait le regroupement des activités de centrale d'appel téléphonique pour les services de transport à la demande (TAD), dont le service Flexibus.

- L'avenant n°7, approuvé par le Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, modifiait l'offre commerciale, afin de prendre en compte divers aménagements en Centre-Ville notamment sur les deux places de la Madeleine et de Verdun. Cet avenant achevait également la rationalisation des transports scolaires par le maintien dans le contrat des seuls doublages scolaires et actait des conséquences techniques et financières de la mise en service du P+R Krypton et de son pôle d'échanges. Enfin, une adaptation pérenne du plan marketing était nécessaire avec une enveloppe supplémentaire de 35K€ HT/an pour mettre à niveau les moyens de communication avec la mise en service du SAE-IV et accompagner la modernisation des dispositifs d'information voyageurs jusqu'à la fin du contrat.
- L'avenant n°8, approuvé par le Conseil Métropolitain du 18 mai 2017, modifiait l'offre de services pour répondre aux besoins des usagers et rationaliser les nouveaux flux de déplacements générés par la mise en service P+R du Krypton notamment au niveau des établissements du second degré situés à proximité, mais également au niveau des facultés. Au cœur de ville l'offre de services est plus directe avec l'itinéraire de la Diabline B desservant l'hôtel de ville, les arrêts de la ligne 4 sont adaptés et les passages par le Cours Sextius des lignes 3 et 13 sont optimisés. En périphérie, les fréquences de la ligne 14 impactée par les travaux du centre de détention – Zac de Lenfant sont optimisées, les horaires de la ligne 6 sont revus afin d'améliorer le cadencement de la ligne 141 desservant Vauvenargues. Enfin l'avenant 8 prend en compte à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2017 et jusqu'à une date butoir établie au 31 mars 2019, les conséquences des travaux d'aménagement du BHNS qui vont perturber les conditions de circulation rendant plus difficiles les services opérés sur des lignes importantes du réseau urbain.

In fine l'avenant n°8 avec une variation de + 2,78% des kilomètres commerciaux induisant une valorisation de l'offre de + 1 251 425€/HT toutes sujétions incluses pour les adaptations courantes et

de + 2 686 838€/HT de coûts supplémentaires induits par les travaux du BHNS ainsi qu'une baisse de l'engagement de recettes du délégataire de 937 250€/HT, conduisait à une évolution cumulée du poids des avenants successifs de + 13,437%.

- L'avenant n°9, approuvé par le Conseil Métropolitain du 21 octobre 2017, avait pour objet principal d'encadrer l'hypothèse d'une résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général en application de l'article 46 de la convention de délégation de service public et conformément à l'article 55 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et de l'article 36 de son décret d'application du 1<sup>er</sup> février 2016. Ainsi actant du principe que cette hypothèse est à prendre en compte dès lors que ni la consistance ni les conditions de la mise en service du Bus à Haut Niveau de Service à la date prévue du 1<sup>er</sup> septembre 2019, n'étaient pas décrits dans la convention et notamment dans les termes de la clause de réexamen de son article 51. Au titre de l'avenant 9 ont ainsi été actés les diverses actions à engager en vue de cette hypothèse de résiliation pour motif d'intérêt général, en ce compris la mise en oeuvre des conséquences financières patrimoniales économiques et opérationnelles et les délais pour y parvenir. L'avenant 9 comportait également des adaptations courantes de l'offre visant la ligne 15, un dispositif incitant l'usage des transports en commun en cas de déclenchement du niveau d'alerte 2 pour pollution de l'air, des mesures destinées à accélérer le câblage billettique des matériels roulants au SAIEV, le premier produit lançant le processus d'harmonisation Métropolitain ainsi que de nouveaux produits à visée dissuasive contre la fraude des jeunes à intégrer à la gamme tarifaire.

In fine l'avenant 9, conduisait à une évolution cumulée du poids des avenants successifs de + 13,47%, portant le coût du contrat pour l'Autorité délégante à 275 182 815 €HT ;

- L'avenant n°10, approuvé par le Conseil Métropolitain du 22 mars 2018, tirait en premier lieu les conséquences du jugement du Tribunal Administratif du 6 décembre 2017 annulant suite à un recours pour excès de pouvoir délibération n° 2013-A-179 du 10 octobre 2013 d'approbation de l'avenant 3. Sans attendre que le juge soit saisi eu égard à l'avenant, les parties convenaient de retirer l'article à l'origine de l'annulation. L'offre commerciale était également ajustée pour adapter le service de transport au calendrier événementiel de l'Arena Pays d'Aix. L'avenant 10 harmonisait les indemnités forfaitaires applicables aux contrevenants au

règlement de transport en vertu des textes en vigueur pour la lutte contre la fraude et les incivilités dans les transports en commun et mettait à jour la gamme tarifaire pour les Titres Diablines, pass groupe/partenaires et Titres Prioribus. L'avenant 10 portait le taux de modification cumulé du contrat à 13,51%, portant le coût du contrat à 275 274 115€HT.

## **2/ Indemnisation du préjudice du délégataire en raison de la fin anticipée du contrat au 3 novembre 2019**

Le présent avenant arrête la date de la fin anticipée de la convention de DSP au 3 novembre 2019.

La décision de résiliation unilatérale est prise pour motif d'intérêt général, en application de l'article 46 de la convention de délégation de service public et conformément à l'article 55 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 et de l'article 36 de son décret d'application du 1er février 2016.

- Le présent avenant expose le motif d'intérêt général tiré du principe de continuité sans faille du service public délégué et des conséquences de la mise en service du BHNS au 1er septembre qui ne peut être confié au délégataire sans bouleversement substantiel de l'économie du contrat.

L'avenant 11 porte également sur les conséquences patrimoniales et financières de la jurisprudence du Conseil d'Etat Communauté de communes de la vallée de l'UBAYE du 29 juin 2018 qui est venue confirmer et éclairer la définition des biens de retour et des conditions de l'indemnisation du délégataire de la valeur non amortie en cas de fin anticipée du contrat notamment.

- Il expose les conséquences financières et patrimoniales, résultant de l'accord des parties après examen des inventaires comptables à la date du 31 août 2018. A la lumière de la définition des biens nécessaires au service public donnée par la jurisprudence du conseil d'état et explicitée par les conclusions des rapporteurs publics (2012 Commune de Douai – 2018 Vallée de l'Ubaye) les listes des biens qualifiés de biens de retour sont arrêtées au 31 août 2018 et les montants de l'indemnisation du délégataire sont établis à raison des VNC prévisionnelles qui seront comptabilisées pour la période du 4 novembre au 31 décembre 2019.

Dans les mois qui précèdent la fin anticipée du contrat et au titre des rapports annuels à restant à établir, ces listes et ses montants seront mises à jours et affinés,

puis en application de l'article de la convention soumis à expertise. Les conclusions financières de l'avenant 11 ne prennent pas en compte les montants sus visés qui sont donnés à titre informatif.

En conséquence de ce qui précède, l'avenant 11 fixe l'accord des parties sur les clauses encadrant les matériels roulants, biens nécessaires au service public qui dès lors qu'ils sont mis à disposition du service public et acquis durant l'exécution de la délégation de service public appartiennent à la personne publique.

- Dans ce cadre, le présent avenant encadre les conditions d'un éventuel transfert des contrats de location financière avec option d'achat au nouvel exploitant, conditions reposant en premier lieu sur l'approbation expresse de l'Autorité concédante d'un tel projet qui, dès lors qu'il vise des biens nécessaires au service public, emporte approbation véhicule par véhicule de l'affectation exclusive de ces derniers au futur réseau concédé. Cette faculté de transfert après agrément des bailleurs du délégataire a été portée à la connaissance des candidats au renouvellement de la délégation de service public dont la procédure de mise en concurrence est en cours au moment de la conclusion de l'avenant. Les conditions de ce transfert s'exercent sans préjudice des stipulations du projet de concession mis en concurrence et en respect des lois et règlements applicables aux flottes de véhicules de transport en commun.

## **3/ Ajustement de l'offre commerciale**

Les parties sont également convenues, pour opérer des services de transports adaptés aux besoins des usagers et aux conditions urbaines de l'exploitation :

- De déporter le terminus de la ligne 6/141 de la gare routière Aix Centre au quai de l'avenue Mouret pour optimiser l'exploitation de la gare, il en résulte un impact kilométrique pour la période considérée de + 12 601,02 kms commerciaux sans impact sur le haut le pied.
- De rétablir l'itinéraire initial de la ligne 7, déviée temporairement pour la création du BHNS, aucun impact financier de ce rétablissement.
- De modifier le tracé des lignes 4, 14,18 (le dimanche) et 20dont l'itinéraire est impacté pour une durée significative par les travaux d'aménagement du centre du

village des Milles, il en résulte un impact kilométrique total de 9316,60 kilomètres commerciaux sans impact sur le haut le pied.

Les conséquences financières de ces modifications d'offre sont de 22 614 euros pour 2018 et 67 840 euros pour 2019, soit au total 90 454€ de charges d'exploitation supplémentaires.

#### 4/ Mise à jour de la gamme tarifaire et vente en ligne

Dans l'objectif de simplification et d'harmonisation de la tarification Métropolitaine et d'attractivité des transports en commun, les tarifs du service public accessibles aux ayants droit scolaires et aux étudiants sont modifiés à compter du 9 juillet 2018 par décision du Conseil Métropolitain du 18 octobre 2018 :

- Nouveau titre scolaire Métropolitain à 60 euros pour voyager sur l'ensemble des lignes régulières et scolaires de la Métropole sauf Marseille (RTM), 7 jours sur 7, y compris pendant les vacances scolaires.
- Suppression des titres scolaires Aix en bus à 50 euros et des titres jeunes plus à 100 euros
- L'élargissement de la durée de validité entraîne une baisse à prévoir de la vente des titres 10 voyages prisés par les scolaires durant les périodes de vacances
- Les scolaires usagers du réseau Aix en Bus et domiciliés dans les communes du périmètre géographique de la DSP, bénéficient d'une nouvelle possibilité d'adhésion à ces titres via la vente en ligne sur le site Métropolitain. Le délégataire doit être compensé de ces ventes en direct dont ses recettes commerciales seront affectées.

Le présent avenant acte de l'accord des parties sur les modalités de calcul de l'impact financier prévisionnel de ces changements de tarifs et mode de vente.

Soit une réduction de l'engagement de recettes du délégataire à hauteur de -82 652€HT pour 2018 et de - 247 955€HT pour 2019.

#### 5/ Vente des nouveaux titres étudiants par l'agence commerciale du réseau Aix en Bus

Accessible sans condition de résidence aux moins de 26 ans, étudiants, stagiaires de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique, les ventes du délégataire devraient en toute probabilité capter une clientèle nouvelle et plus large.

L'impact financier de l'élargissement des points de vente du titre accessible aux moins de 26 ans devrait améliorer l'engagement de recettes prévisionnel du délégataire à hauteur de + 59 925€HT pour 2018 et de + 179 775€HT pour 2019.

L'ensemble de ces prévisions est pris en compte dans le compte prévisionnel de la délégation (CEP – Annexe 20), les montants prévisionnels sus visés feront toutefois l'objet d'un rapprochement avec les réalisations, vérifiées en fin de chaque année sur la base de requêtes sur les logiciels billettique et Pégase. Les écarts en plus ou en moins seront appliqués à la régularisation annuelle d'avril à mai de n+1.

#### 6/ Impacts financiers de l'avenant 11

Sur la durée restante du contrat, l'ensemble des impacts financiers des éléments du présent avenant est récapitulé ci-dessous et représente une augmentation des charges de 90 454 € (valeur avril 2011) et une augmentation de l'impact recettes de 90 907€ compensée au délégataire recettes de 128 187€ compensée au délégataire.

Impact CA:total coûts (€valeur avril 2011)	2018	2019	Cumul
Modification d'offre	22 614	67 840	90 454
Total CA/coûts	<b>22 614</b>	<b>67 840</b>	<b>90 454</b>
Impacts recettes (€valeur avril 2011)	2018	2019	Cumul
Compensations recettes Mise a jour gamme tarifaire	-82 652	-247 955	-330 607
Compensations perte recettes	82 652	247 955	330 607
Modification points de vente	<b>22 727</b>	<b>68 180</b>	<b>90 907</b>
Impact contribution financière (€valeur avril 2011)			
Total avenant 11	113	340	<b>453,00 €</b>

La contribution forfaitaire financière globale avec une augmentation en valeur absolue de + 453€ par rapport au dernier avenant est très faiblement impactée passant 205 262 647€ à 205 262 194€ sur la durée du contrat.

En intégrant les effets des avenants précédents et du protocole transactionnel de 2013 l'augmentation globale du contrat passe ainsi de 242 515 000 €/HT à 275 364 569 €/HT, soit une progression de +0,04% par rapport au dernier avenant (+13,51%) retracée dans le tableau ci-après.

Evolution CA DSP Aix en Bus 2012-2019		
	Euros	%
Contrat initial	242 515 000	-
Avenants précédents (1-10) yc protocole	32 759 115	13,51%
Avenant 11	90 454	0,04%
Protocole 2013	8 473 289	3,49%
Cumul avenants 1-10	32 849 569	13,55%

Le tableau ci-après retrace l'évolution des impacts des avenants sur le chiffre d'affaires de l'exploitant.

**CONTRAT AIX EN BUS : IMPACTS FINANCIERS**  
**PROTOCOLE ET AVENANTS 1 A 11**

	Montant HT Global Total sur les 8 ans du contrat	Montant HT Global Moyen par mois sur la durée du contrat	Montant HT Global Moyen par an sur la durée du contrat
Contrat initial	242 515 000	2 526 198	30 314 375
Protocole	9 243 832	96 290	1 155 479
Protocole : effets recettes	-770 543	-8 026	-96 318
Protocole : montant global retenu	8 473 289	88 263	1 059 161
Contrat protocole inclus	250 988 289	2 614 461,34	31 373 536
Impact protocole	3,49%	3,49%	3,49%
Avenant 1	438 556	4 568,29	54 820
Avenant 2	0	0	0
Avenant 3	19 014 432	198 067	2 376 804
Avenant 4	-515 506	-5 369,85	-64 438
Avenant 5	96 966	1 010,06	12 121
Avenant 6	-113 595	-1 183,28	-14 199
Avenant 7	1 211 403	12 618,78	151 425
Avenant 8	3 982 235	41 481,61	497 779
Avenant 9	80 035	833,70	10 004
Avenant 10	91 300	951	11 412
Avenant 11	90 454	942	11 307
Avenants 1+1+2+3+4+5+6+7+8+9+10+11	24 376 280	253 920	3 047 035
Impact des avenants en %	10,05%	10,05%	10,05%
Contrat avenant inclus	266 891 280	2 780 118	33 361 410
Cumul Protocole et Avenants	32 849 569	342 183	4 106 196
Contrat, protocole et avenants inclus	275 364 569	2 868 380,93	34 420 571
Impact global ( Protocole + Avenant 1,2,3,4,5,6,7,8,9,10,11)	13,55%	13,55%	13,55%
Nota bene : Avenants 8,9,10 et 11 prenant en compte l'hypothèse d'une fin anticipée du contrat au 31 mars 2019 ; Un avenant 12 prendra en compte les conséquences financières de la résiliation décidée au 3 novembre 2019.			

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la commission de délégation des services publics ;
- L'information au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°11 ci-annexé à la convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du réseau de transports urbains « Aix en Bus ».

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 020-4615/18/CM**

**■ Lancement d'une étude de préfiguration d'une Zone à Faibles Emissions dans la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 18/8222/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Selon « Santé Public France », 48 000 décès prématurés par an étaient directement liés à la pollution atmosphérique en France en 2016 et le coût de la pollution atmosphérique est évalué entre 68 et 97 milliards d'euros selon le rapport du Sénateur Husson de 2015. Les enjeux liés à la qualité de l'air au niveau national et local sont sanitaires, économiques et réglementaires.

La France fait l'objet de deux procédures précontentieuses européennes pour non-respect des valeurs limites de particules (PM10) et azote (NO2) et insuffisance des plans d'actions. L'agglomération Aix-Marseille est visée par ces deux contentieux.

La pollution chronique correspond à des niveaux de polluants dans l'air durant des périodes de temps relativement longues. Elle s'exprime généralement par des moyennes de concentrations sur une année. Il s'agit de niveaux de pollution auxquels la population est exposée le plus longtemps et auxquels il est attribué l'impact sanitaire le plus important.

Selon AtmoSud 12 % des habitants de la Métropole (227 000 personnes) sont exposés à des teneurs supérieures aux valeurs limites (polluants NO2 et PM10). Les secteurs les plus sensibles sont le centre urbain de Marseille avec 220 000 personnes exposées et les quartiers sud-ouest d'Aix en Provence avec 7 000 personnes; les autoroutes et axes à forte circulation, la proximité des pôles industriels.

Les zones à faibles émissions sont des territoires dans lesquels, une interdiction d'accès est instaurée, le cas échéant sur des plages horaires déterminées, pour certaines catégories de véhicules qui ne répondent pas à certaines normes d'émissions et donc qui ont un impact nocif sur la santé des résidents de l'ensemble du territoire. Ce type de mesure vise à réduire la pollution chronique et le nombre d'habitats exposés. Les zones à faibles émissions reposent sur le système des vignettes Crit'Air.

Il est actuellement possible de mettre en œuvre ce dispositif selon l'article L.2213-4-1 du CGCT et le décret 2016-847 du 28 juin 2016, sous l'appellation « zone à circulation restreinte (ZCR) ». Le gouvernement a prévu de proposer dans le cadre de la future loi d'orientation des mobilités de remplacer ce terme par « zone à faibles émissions » sans modifier le cadre réglementaire de mise en œuvre.

Les étapes obligatoires afin de dimensionner une telle zone aux enjeux locaux de la qualité de l'air du territoire sont les suivantes :

- ✓ Une étude de préfiguration
- ✓ L'élaboration du projet d'arrêté
- ✓ La consultation obligatoire du public et des parties prenantes sur le projet

Selon le décret d'application 2016-847 du 28 juin 2016, l'étude justifiant la création d'une ZCR comporte notamment un résumé non technique, une description de l'état initial de la qualité de l'air sur la zone concernée ainsi qu'une évaluation :

1. De la population concernée par les dépassements ou le risque de dépassement des normes de qualité de l'air ;
2. Des émissions de polluants atmosphériques dues au transport routier sur la zone concernée ;
3. De la proportion de véhicules concernés par les restrictions et, le cas échéant, les dérogations prévues ;
4. Des réductions des émissions de polluants atmosphériques attendues par la création de la zone à circulation restreinte.

La future loi d'orientation des mobilités porte l'ambition de voir ces zones se déployer rapidement dans les villes françaises, en particulier celles dont les seuils de concentration de polluants atmosphériques sont régulièrement dépassés. Elle devrait donner aux collectivités les moyens de les mettre en œuvre facilement et de manière adaptée à chaque situation locale.

De plus, l'ADEME vient de sortir un AAP ZFE visant à accompagner financièrement les Métropoles et les EPCI pour préfigurer la mise en place d'une ZFE en identifiant les conditions de réussite de sa mise en œuvre. L'objectif est d'approfondir la connaissance sur les impacts et de mieux prendre en compte les spécificités locales.

En tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité et soucieuse de lutter efficacement et durablement contre la pollution atmosphérique locale liée au trafic routier, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à mener une étude de préfiguration pour évaluer les impacts à l'échelle du territoire de la Métropole d'un projet de mise en place d'une Zone à faibles Emissions notamment dans le centre urbain de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte – article 48, créant l'article L. 2213-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2016-847 du 28 juin 2016 relatif aux zones à circulation restreinte ;
- L'information des Conseils de Territoire.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de lutter efficacement et durablement contre la pollution atmosphérique locale liée au trafic routier,

**Délibère**

**Article 1 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à mener une étude de préfiguration pour évaluer les impacts d'un projet de mise en place d'une Zone à faibles Emissions notamment dans le centre de Marseille.

**Article 2 :**

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à demander des subventions auprès de tout organisme ou collectivité susceptible d'apporter sa contribution à l'opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 021-4616/18/CM**

**■ Approbation de la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et de son affectation**

**MET 18/5543/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015, le Conseil de la Communauté urbaine MPM a approuvé la création et l'affectation d'une opération d'investissement pour les études de la première phase de l'extension du réseau de tramway axe Nord Sud, pour un montant de 14 100 000 euros hors taxes.

Cette première phase d'extension comprend :

- au Nord, un prolongement du réseau de tramway de 1,8 km entre le terminus existant d'Arenc et Gèze ;
- au Sud, un prolongement du réseau de 4,2 km entre Castellane et La Gaye ainsi que la réalisation d'un ouvrage en superstructure sur le site de Dromel-Montfuron accueillant un parking relais ainsi qu'un centre de remisage des tramways.

Ce projet présente un intérêt stratégique pour l'agglomération à plusieurs titres. Il contribue à créer une liaison de transport en commun en site propre sur un axe Nord-Sud à Marseille pour :

- connecter des quartiers denses ou en devenir (au Nord, sur le périmètre d'aménagement d'Euroméditerranée ; au Sud les quartiers du Rouet, La Capelette, Dromel, les hôpitaux et le pôle d'activités attenants) ;
- mailler le réseau de transport en commun en site propre avec la desserte des pôles d'échanges de Gèze, Castellane, Sainte Marguerite-Dromel et La Gaye.

Cet investissement est inscrit au Plan de Déplacements Urbains 2013-2023 approuvé par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole. Il est inscrit comme un objectif prioritaire du programme d'investissements TCSP à l'horizon 2025 de l'Agenda Mobilité métropolitain approuvé par le conseil de Métropole en décembre 2016.

La création d'une opération portant sur les études a permis le lancement du concours de maîtrise d'œuvre. Le marché de maîtrise d'œuvre de l'opération a été notifié le 9 octobre 2017 au groupement Egis Rail / Carta et Associés / Stoa. Le maître d'œuvre a remis ses études d'Avant-Projet, en cours de validation par le maître d'ouvrage.

Le montant de l'opération affecté pour le lancement des études à hauteur de 14 100 000 euros hors taxes comprend les études de maîtrise d'œuvre, les études techniques préalables (sondages, reconnaissances, topographie, études environnementales), les frais

d'assistance à maîtrise d'ouvrage et d'assistance des bureaux de contrôle. Cette enveloppe ne comprend ni le coût des acquisitions foncières ni le coût des conventions avec les concessionnaires de réseau.

Le programme de l'opération prévoit une enveloppe de travaux de 240 millions d'euros hors taxes, dont 203,658 millions d'euros pour les travaux d'infrastructure et 36,342 millions d'euros pour les travaux du bâtiment du Site de Maintenance et de Remisage.

Afin de permettre la poursuite du projet, il y a lieu de réviser le montant de l'opération afin d'intégrer le montant des travaux, les coûts liés aux acquisitions foncières et à la libération des emprises, les coûts de déviation des réseaux à la charge du maître d'ouvrage, les frais de maîtrise d'ouvrage portant sur la phase réalisation. Le montant total de l'opération est ainsi arrêté à 320 000 000 d'euros hors taxes.

L'opération d'investissement n° 2015110600 - Extension du réseau de tramway de Marseille Nord-Sud première phase, d'un montant de 14 000 000 euros hors taxes inscrite au budget annexe Transports enregistrée dans l'autorisation de programme 151431TP du programme n° 43 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 305 900 000 d'euros hors taxes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 01- 003/16/CM du 17 mars 2016 relative à l'élection du Président de la Métropole
- La délibération de ce même Conseil de Communauté DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye pour un montant de 14 100 000 euros HT ;



- La délibération de ce même Conseil de Communauté DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 16 octobre 2018.

Mandaté antérieur : 1 168 754,83 euros hors taxes

CP 2018 : 5 522 226,00 euros hors taxes  
 CP 2019 : 7 713 000 euros hors taxes  
 CP 2020 : 30 000 000,00 euros hors taxes  
 CP 2021 : 77 000 000,00 euros hors taxes  
 CP 2022 : 117 000 000,00 euros hors taxes

CP 2023 et suivants : 81 596 019,17 euros hors taxes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Les études d'Avant-Projet ont été remises par le Maître d'œuvre et sont en cours de validation ;
- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 305 900 000,00 d'euros hors taxes de l'opération d'investissement n° 2015110600 - Extension du réseau de tramway de Marseille Nord-Sud première phase, correspondant à l'enveloppe nécessaire à la réalisation des travaux d'un montant de 240 000 000 d'euros hors taxes ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 305 900 000 d'euros hors taxes de l'opération d'investissement n° 2015110600 - Extension du réseau de tramway de Marseille Nord-Sud première phase.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2015110600 - Extension du réseau de tramway de Marseille Nord-Sud première phase entre Arenc et Gèze et Castellane-La Gaye afin de prendre en compte le coût des travaux pour un montant de 305 900 000,00 d'euros hors taxes rattachée au programme n° 43 - autorisation de programme n° 151431TP.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le Budget 2019 selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée et établi comme suit :

**TRA 022-4617/18/CM**

■ **Approbation du bilan de la concertation préalable relative à la première phase de l'extension Nord-Sud du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et la création d'un dépôt tramway et de parcs-relais**  
**MET 18/8248/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a pris la décision de lancer la première phase de l'extension Nord-Sud du réseau de tramway de Marseille, au Nord de la station Arenc jusqu'à Gèze et au Sud de Castellane jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer le partage modal des déplacements au profit des transports en commun.

Par délibération DTM 009-583/14CC du 19 décembre 2014, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la constitution d'un dossier de saisine de la Commission Nationale de Débat Public (CNDP), se rapportant à l'opération de prolongement du réseau de tramway de Marseille du Nord au Sud.

Dans le cadre de la procédure prévue à l'article 121-8 du Code de l'Environnement, par courrier du 22 juin 2015, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a saisi la CNDP sur la procédure de concertation à mener en vue de l'extension du réseau de Tramway. Cette dernière a recommandé dans sa décision du 2 juillet 2015 une concertation sous l'égide d'un garant et a désigné M. François Nau en cette qualité.

Par délibération DTM 019-767/15CC du 19 février 2015 ce même Conseil de Communauté a approuvé la création et l'affectation de l'opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord

Sud, Gèze-La Gaye, pour un montant de 14 100 000 euros HT.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, ce même Conseil de Communauté a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye, incluant création d'un dépôt de tramway et d'un parc relais sur le site Dromel/Montfuron ainsi que d'un parc relais au niveau de l'intersection avec le Boulevard Urbain Sud à La Gaye.

Ce projet présente un intérêt stratégique pour l'agglomération à plusieurs titres.

Il entre pleinement dans l'objectif de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de développement de son réseau de transports collectifs en site propre (TCSP) et contribue au rééquilibrage de la desserte des populations sur une aire urbaine plus vaste.

Il accompagnera l'extension de 170 hectares, vers le nord de Marseille, du périmètre de l'opération d'intérêt national portée par l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée et dont l'objectif majeur est d'étendre le grand centre-ville de Marseille. Ce projet contribuera également au rayonnement du Pôle d'échanges de Gèze.

Il permettra vers le sud, la desserte de la ZAC de la Capelette et des hôpitaux et désenclavera certains des quartiers les plus densément peuplés de la ville. D'autre part l'extension du réseau de tramway au sud contribuera à la création de deux pôles d'échanges multimodaux, l'un à la station Sainte-Marguerite Dromel, l'autre à la jonction avec le projet de Boulevard Urbain Sud, boulevard de la Gaye.

Cette extension augmentera le rayonnement et l'efficacité de l'ensemble du réseau de TCSP de l'agglomération.

La desserte Nord/Sud, essentielle pour un développement harmonieux du territoire marseillais, sera améliorée. La croissance du réseau de tramway s'articulera avec la mise en service du Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) Nord jusqu'à l'hôpital Nord, et du BHNS Sud jusqu'à Luminy.

La part modale des transports en commun sera augmentée, la circulation automobile sera apaisée, l'espace urbain gagnera en qualité.

Le centre-ville étendra son rayonnement et son accessibilité sera largement améliorée.

Ce projet a été retenu dans sa phase 1, du Boulevard Capitaine Gèze à Arenc et de Castellane à La Gaye, dans le cadre de l'appel à projets Transports Collectifs et Mobilité Durable de l'Etat.

Par ailleurs, il s'intègre dans les objectifs du Plan de Déplacements Urbains d'agglomération pour la période 2013 à 2023. Il figure également parmi les

objectifs prioritaires du programme d'investissements en Transports en Commun en Site Propre de l'Agenda Mobilité métropolitain approuvé par le Conseil de la Métropole en décembre 2016.

Le prolongement évoqué porte sur la phase 1 de l'extension et représente :

- pour le Nord un linéaire supplémentaire de : 1,8 km (Arenc – Gèze)
- pour le Sud un linéaire supplémentaire de : 4,2 km (Castellane-La Gaye)

Cette double extension implique l'augmentation de la flotte de matériel roulant tramway afin de maintenir le niveau de service en TCSP. De nouvelles rames seront mises en service. Afin de permettre leur remisage et leur maintenance, il est nécessaire de réaliser un nouveau dépôt, celui de St Pierre ne pouvant en accueillir davantage. Il est ainsi prévu de construire un centre de remisage supplémentaire sur le site de Montfuron, au nord de la station de Métro Sainte-Marguerite Dromel, le long du boulevard Schlösing.

Par délibération TRA 001-368/16/BM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le lancement de la concertation préalable de ce projet.

Le public a été informé de cette procédure par voie de presse et d'affichage ainsi que par la mise en ligne de l'information sur le site internet de la Métropole.

La concertation s'est déroulée du jeudi 31 mai 2018 au lundi 2 juillet 2018, selon les modalités prévues par la délibération de lancement.

Une réunion publique de lancement de la concertation et de présentation du projet s'est tenue le mercredi 30 mai 2018 au siège de la Métropole AMP au Pharo, 58 boulevard Charles Livon, 13007 Marseille. Une deuxième réunion publique s'est tenue le lundi 2 juillet 2018 en Mairie des 15<sup>ème</sup> et 16<sup>ème</sup> arrondissements, 246 rue de Lyon, 13015 Marseille.

Des expositions publiques des panneaux présentés lors de la réunion du 30 mai 2018 se sont tenues dans les mairies de secteur des 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> arrondissements, 6<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> arrondissements, 9<sup>ème</sup> et 10<sup>ème</sup> arrondissements et 15<sup>ème</sup> et 16<sup>ème</sup> arrondissements, ainsi qu'au siège de la Métropole. Des dépliants de présentation du projet étaient également disponibles sur les lieux d'exposition. Les moyens d'expression proposés au public étaient les suivants :

- Des temps d'échanges ménagés lors des deux réunions publiques ;
- Des registres mis à disposition du public sur les lieux d'exposition ;
- Des courriers et courriels adressés directement au garant de la concertation.

Par ailleurs, à l'issue de sa mission, le garant rend compte de la concertation dans un rapport rendu public et figurant en annexe du bilan de la concertation préalable.

La concertation sur le projet s'est déroulée dans de bonnes conditions. Les courriers et courriels transmis au garant, ainsi que les observations retranscrites sur les registres de concertation montrent à l'évidence que le projet d'extension du tramway représente un consensus favorable aux yeux des habitants. Au vu du déroulement de la concertation, il n'y a pas eu de rejet du projet qui a été présenté.

Le bilan de la concertation préalable de la première phase du projet d'extension Nord-Sud du tramway, qu'il convient d'approuver conformément à l'article L103-2 du Code de l'Urbanisme (ancien article L300-2), est joint en annexe au présent rapport. Les conclusions de ce bilan ont conforté la Métropole dans ses intentions de poursuivre les études sur le projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole DTM 009-583/14CC du 19 décembre 2014 approuvant la constitution d'un dossier de saisine de la Commission Nationale de Débat Public, se rapportant à l'opération de prolongement du réseau de tramway de Marseille du Nord au Sud ;
- La délibération de ce même Conseil de Communauté DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze-La Gaye pour un montant de 14 100 000 euros HT ;
- La délibération de ce même Conseil de Communauté DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 approuvant le programme de

l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence TRA 001-368/16/BM du 30 juin 2016 approuvant le lancement de la concertation préalable de la première phase du projet d'extension Nord-Sud du tramway ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 16 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la concertation préalable relative à la première phase du projet d'extension Nord-Sud du tramway s'est effectivement déroulée du 31 mai 2018 au 2 juillet 2018 ;
- Qu'il y a lieu d'approuver le bilan de cette concertation dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le bilan de la concertation préalable de la première phase du projet d'extension Nord-Sud du tramway tel qu'annexé à la présente délibération.

Ce bilan sera tenu à la disposition du public à la Direction Métro-Tramway de la Métropole Aix-Marseille-Provence, 10 place de la Joliette – Les Docks Atrium 10.6 – 2<sup>ème</sup> étage, 13002 Marseille.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à lancer toutes les procédures administratives nécessaires à la poursuite de l'opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 023-4618/18/CM**

**■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Observatoire Régional des Transports de Provence-Alpes- Côte d'Azur - Désignation d'un représentant  
MET 18/8200/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Observatoire Régional des Transports (ORT) de Provence-Alpes-Côte d'Azur s'inscrit juridiquement dans le cadre d'une Association de type loi de 1901.

C'est un lieu d'échanges, d'information et de réflexion sur la situation et l'évolution du secteur des transports en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il regroupe les professionnels et les utilisateurs des transports de marchandises et de voyageurs, les Institutions, les services de l'Etat et toute personne morale intéressée par l'activité des transports dans la région. Il recueille, traite et diffuse des statistiques et des études.

Un centre de documentation économique est à la disposition de ses membres.

L'Observatoire Régional des Transports de Provence-Alpes-Côte d'Azur a un triple but :

- Être un lieu d'échanges entre les professionnels et les utilisateurs des transports de marchandises et de voyageurs, les Institutions, les services de l'Etat, et toutes personnes morales intéressées par l'activité des transports dans la région.
- Recueillir, traiter et diffuser des statistiques et des études.
- Constituer un centre de documentation économique à la disposition de ses membres.

Par ailleurs, pour développer des outils de connaissance et d'information et offrir à ses membres les éclairages utiles à leurs missions, l'association met en place un système d'informations réciproques et organise des actions de collecte statistique, de traitement d'information et de diffusion d'études et de recherches.

Dans ce but, l'ORT assure :

- La publication trimestrielle d'une revue, "Le Journal des Transports" ;
- La publication annuelle d'un dépliant "Les Chiffres clés des transports" ;
- L'organisation de courts débats thématiques ;
- L'organisation de journées semestrielles de présentations d'études ;

- L'animation de groupes de travail thématiques.

L'association bénéficie du financement de l'Etat, du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de ses membres.

En adhérant à l'ORT en tant que membre actif, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de l'ensemble du cadre de dialogue, d'échanges, d'études et de documentation de l'association, pour l'ensemble des études, orientations stratégiques et observatoire de la mobilité, pilotés par la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt général qui s'attache à la mise en œuvre des politiques publiques en matière de mobilité,
- L'intérêt et la nécessité des échanges de données et d'information dans le domaine partagé du transport de fret et de voyageur

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence en tant que membre actif à l'Observatoire Régional des Transports Provence-Alpes-Côte d'Azur et paiement de la cotisation 2018.

## **Article 2 :**

Monsieur le Vice-Président Délégué à la Mobilité, aux Transports et Déplacements est désigné en qualité de représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'assemblée générale de cet organisme.

## **Article 3 :**

Les crédits nécessaires, soit 750 euros sont inscrits au budget annexe des transports 2018 de la Métropole - Chapitre 011- Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

## ***Commission "Urbanisme et Aménagement"***

\*\*\*\*\*

**URB 001-4619/18/CM**

**■ Approbation d'une délibération cadre pour un dispositif harmonisé de suivi de la mise en œuvre des cinq Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) exécutoires sur le périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 18/8314/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée le 1<sup>er</sup> janvier 2016, par fusion des 6 intercommunalités existantes : les Communautés d'agglomération du Pays d'Aix, d'Aggloprovence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, et du Pays de Martigues, le Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence, et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit la compétence en matière de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), conformément à l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Il s'agit d'une compétence exclusive du Conseil de la Métropole AMP (article L. 5218-7 du CGCT).

L'article 39 de la loi NOTRe impose à la Métropole AMP d'engager l'élaboration d'un SCOT métropolitain avant le 31 décembre 2016. Celui-ci a été engagé le 16 décembre 2016, par délibération du conseil métropolitain (URB 001-1405/16/CM).

A la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, son territoire était couvert par cinq SCOT exécutoires :

- Le SCOT de Marseille Provence Métropole, approuvé le 29 juin 2012 par l'ancienne Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM),
- Le SCOT de l'Aggloprovence, approuvé le 15 avril 2013 par l'ancienne Communauté d'agglomération Aggloprovence,
- Le SCOT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et de la commune de Gréasque, approuvé le 18 décembre 2013 par l'ancien Syndicat mixte chargé des études, de l'élaboration et du suivi du SCOT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et de la commune de Gréasque,
- Le SCOT Ouest Etang de Berre, approuvé le 22 octobre 2015 par l'ancien Syndicat mixte du SCOT Ouest étang de Berre,
- Le SCOT du Pays d'Aix, approuvé le 17 décembre 2015 par l'ancienne Communauté d'agglomération du Pays d'Aix.

Jusqu'à l'approbation du futur SCOT métropolitain, prévue mi-2022, ces cinq SCOT existants sont exécutoires.

Le Code de l'Urbanisme prévoit (art L 143-28), qu'un SCOT doit procéder, six ans au plus tard après son approbation, à une analyse des résultats de son application, notamment en matière d'environnement, de transport et de déplacement, de maîtrise de la consommation de l'espace et d'implantations commerciales.

La Métropole va donc établir le bilan de chacun des cinq SCOT exécutoires, 6 ans après leur approbation, conformément à l'article du code de l'urbanisme cité ci-dessus. Ces bilans seront alimentés par les analyses conduites par la Métropole et ses Territoires.

Chaque bilan devra, en outre, s'appuyer sur les dispositifs de suivi définis spécifiquement dans chacun des cinq SCOT (rapport de présentation). Ces dispositifs sont un peu différents d'un SCOT à l'autre. Par exemple, un SCOT identifie uniquement des indicateurs environnementaux ; certains SCOT présentent leurs indicateurs par grands axes du PADD, d'autres les déclinent par thématiques.

Au-delà de l'obligation réglementaire, ces cinq bilans doivent aussi permettre de tirer des enseignements de l'application des SCOT. Ainsi, ils doivent aider à servir à évaluer l'efficacité d'une prescription, l'atteinte d'un objectif chiffré ou les conséquences d'une orientation. Ces enseignements permettront ainsi d'alimenter le futur SCOT métropolitain, en cours d'élaboration. Ces analyses de bilans assureront au prochain document de planification à la fois un bon niveau d'analyse diagnostique, mais aussi des orientations et des objectifs adaptés, harmonisés et efficaces.

C'est pourquoi, il est nécessaire que ces cinq bilans soient réalisés dans un esprit commun, assurant un socle d'analyse harmonisé à l'échelle métropolitaine. C'est l'objet de la présente délibération.

Pour cela, il est attendu dans les bilans une analyse quantitative des résultats, au regard des objectifs fixés dans chacun des SCOT. Cette partie doit ainsi permettre de traiter à minima les indicateurs suivants, en privilégiant les indicateurs traitant d'une évolution des situations entre 2 périodes :

- Démographie, en s'attachant à la population dans son ensemble, mais aussi, quand c'est possible en ciblant certaines catégories (par âge, catégorie socio-professionnelle...) ;
- consommation d'espace, en distinguant, dans la mesure du possible, certains types d'espaces et leurs fonctions ; en l'associant, quand les données le permettent, à la densité habitable ;
- offre d'habitat et de logements, en ciblant certains types de logements selon les situations (par exemple : logements locatifs sociaux au regard de la loi SRU, logements vacants...) ;
- emploi, activité économique et commerciale, analysés au travers de données sur les emplois, et/ou sur les entreprises, en identifiant les filières économiques, les types d'espaces selon les données disponibles ;
- offre de transports (par exemple : nombre de km, axes, pôles d'échanges...), pouvant inclure, si possible, des analyses sur les temps de déplacements, et globalement sur la mobilité (modes doux notamment) ;
- espaces et activités agricoles, en identifiant certaines filières ou certaines fonctions agri-environnementales, en analysant les surfaces, quand les données existent ;
- trame verte et bleue et continuités écologiques, avec des approches adaptées au niveau de précision de chaque SCOT, incluant des analyses sur les espaces protégés, et pouvant être croisées avec des analyses sur les ressources naturelles ;
- construction dans les secteurs à risques, à partir d'indicateurs permettant d'identifier la part des secteurs soumis.

Cette liste n'est pas exhaustive. Selon les SCOT, d'autres indicateurs pourront être analysés, notamment au regard de l'environnement (ressources, paysages, énergie, nuisances, déchets...).

En complément, une analyse qualitative doit être produite portant sur des secteurs de projet identifiés explicitement, ou non, dans les SCOT. Sur ces secteurs, l'analyse doit traiter des grandes thématiques suivantes : accessibilité ; développement économique ; développement urbain ; cadre de vie et environnement. Une analyse croisée est, en outre, importante pour comprendre les évolutions globales sur ces secteurs de projets.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
- La loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU) ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération (n°AEC-009398/12/CC) de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 29 juin 2012 approuvant son Schéma de cohérence territoriale.
- La délibération (n°082/13) de la communauté d'agglomération Agglopol'Provence du 15 avril 2013 approuvant son Schéma de cohérence territoriale.
- La délibération (n°01-1213) du Syndicat mixte chargé des études, de l'élaboration et du suivi du SCOT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et de la commune de Gréasque du 19 décembre 2013 approuvant le Schéma de cohérence territoriale.
- La délibération (n°14/15) du Syndicat mixte du SCOT Ouest étang de Berre du 22 octobre 2015 approuvant le Schéma de cohérence territoriale Ouest étang de Berre, couvrant les Territoires d'Istres Ouest Provence et Pays de Martigues.
- La délibération (n°2015-A304) de la communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 21 décembre 2015 approuvant son Schéma de cohérence territoriale.
- La délibération n° HN 010-143/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole proposant la délimitation du périmètre du

Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- L'arrêté préfectoral du 13 octobre 2016, pris conjointement par le préfet des Bouches-du-Rhône, le préfet du Var et le préfet du Vaucluse, portant délimitation du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération (n° URB 001-1405/16/CM) du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole prescrivant le lancement de la procédure d'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) sur l'ensemble de son périmètre,
- Que les cinq SCOT approuvés sont exécutoires sur son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser les bilans des cinq SCOT exécutoires, 6 années après leur approbation.

**Article 2 :**

Les bilans de la mise en œuvre de chacun des cinq SCOT exécutoires sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence seront organisés à partir des orientations de la présente délibération-cadre. Ils répondront aussi aux spécificités de chacun des cinq dispositifs de suivi ainsi qu'aux objectifs du Code de l'Urbanisme.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 002-4620/18/CM**

**■ Approbation du bilan du suivi de la mise en œuvre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de Marseille Provence Métropole MET 18/8315/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée le 1<sup>er</sup> janvier 2016, par fusion des 6 intercommunalités existantes : les Communautés d'agglomération du Pays d'Aix, d'Agglomération Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, et du Pays de Martigues, le Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence, et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit la compétence en matière de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), conformément à l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Il s'agit d'une compétence exclusive du Conseil de la Métropole AMP (article L.5218-7 du CGCT).

L'article 39 de la loi NOTRe impose à la Métropole AMP d'engager l'élaboration d'un SCOT métropolitain avant le 31 décembre 2016. Celui-ci a été engagé le 16 décembre 2016, par délibération du Conseil Métropolitain (URB 001-1405/16/CM).

A la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, son territoire était couvert par cinq SCOT exécutoires :

- Le SCOT de Marseille Provence Métropole, approuvé le 29 juin 2012 par l'ancienne Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM),
- Le SCOT de l'Agglomération Provence, approuvé le 15 avril 2013 par l'ancienne Communauté d'agglomération Agglomération Provence,
- Le SCOT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et de la commune de Gréasque, approuvé le 18 décembre 2013 par l'ancien Syndicat mixte chargé des études, de l'élaboration et du suivi du SCOT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et de la commune de Gréasque,
- Le SCOT Ouest Etang de Berre, approuvé le 22 octobre 2015 par l'ancien Syndicat mixte du SCOT Ouest étang de Berre,
- Le SCOT du Pays d'Aix, approuvé le 17 décembre 2015 par l'ancienne Communauté d'agglomération du Pays d'Aix.

Jusqu'à l'approbation du futur SCOT métropolitain, prévue mi-2022, ces 5 SCOT existants sont exécutoires.

Le Code de l'Urbanisme impose un bilan de la mise en œuvre du SCOT 6 ans après son approbation. Il s'agit d'une analyse des résultats de son application notamment en matière d'environnement, de transport et de déplacement, de maîtrise de la consommation de l'espace et d'implantation commerciales.

Il impose aussi que chaque SCOT, dans son rapport de présentation, définisse « les critères, indicateurs et

modalités retenus pour l'analyse des résultats son l'application ». L'ancienne Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, intègre ce point dans son SCOT et avait fait le choix de délibérer, le jour de l'approbation du SCOT, pour lister les indicateurs de suivi de sa mise en œuvre.

Dans ce contexte, par délibération **N° 8314** du 18 octobre 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence propose de définir un dispositif commun harmonisé de suivi de la mise en œuvre de chacun des cinq Schémas de Cohérence Territoriale couvrant le territoire de la Métropole. L'objectif de ce dispositif commun est de permettre des évaluations comparables des cinq SCOT et d'alimenter les orientations du SCOT métropolitain en cours d'élaboration. Ce dispositif commun se compose d'une analyse quantitative des résultats, au regard des objectifs fixés dans chacun des SCOT. Elle traite à minima l'évolution des huit indicateurs communs. Il est complété par une analyse portant sur des secteurs de projet des SCOT.

Ainsi, chaque SCOT en vigueur doit faire l'objet d'une délibération sur le bilan de sa mise en œuvre. En 2018, le premier SCOT concerné par ce bilan est celui de MPM, approuvé en 2012. C'est l'objet de la présente délibération.

Fin 2015 à la veille de la création de la Métropole AMP, l'ancienne Communauté Urbaine avait fait le choix d'établir un bilan d'étape du SCOT trois ans après son approbation (délibération AEC 001-1586/15/CC du 21 décembre 2015). Celui-ci se composait de 3 parties. La première présentait le niveau d'avancement de MPM dans l'élaboration de ses documents de planification et de programmation, lesquels doivent être compatibles avec le SCOT. La seconde partie analysait les indicateurs de suivi retenus dans la délibération votée le 29 juin 2012. La troisième partie présentait l'évolution des territoires de projets et des centralités métropolitaines, identifiés par le SCOT comme des secteurs d'enjeux particuliers.

Le présent bilan reprend les trois parties de la délibération sur le bilan d'étape.

**La première partie de ce bilan concerne l'élaboration des documents de planification et de programmation.** Ils ont été élaborés par l'ancienne Communauté Urbaine après l'approbation de son SCOT. La Métropole exerce à présent de plein droit ses compétences sur ces documents de planification.

Le Plan Climat Energie Territorial a été adopté en octobre 2012. Le Programme Local de l'Habitat (PLH) a été voté en décembre 2012 et couvre la période 2012-2018. Le Plan de Déplacements Urbains (PDU) a été adopté par MPM en juin 2013. Le Document d'Aménagement Commercial (DAC) a été voté en juin 2013. La Métropole s'est à présent engagée dans l'élaboration de ces documents à l'échelle métropolitaine.

Enfin, plusieurs PLU ont été révisés depuis juin 2012. Leur élaboration a été conduite parallèlement à celle du SCOT de MPM sur lequel ils ont été adossés. Le PLU de Plan-de-Cuques a ainsi été approuvé dès juin 2012. Le PLU de Sausset-les-Pins a fait l'objet d'une révision

simplifiée approuvée le 14 décembre 2012. La révision du PLU de Roquefort-la-Bédoule a été approuvée le 22 mars 2013 ainsi que celle d'Allauch. Enfin, les révisions des PLU de Marseille et de Gémenos ont été approuvées le 28 juin 2013. L'Aire de mise en valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) de Marseille a été créée le 28 Juin 2018 par la Métropole Aix –Marseille Provence. Le PLUI à l'échelle du territoire de Marseille Provence a été engagé par l'ancienne Communauté Urbaine. Celui-ci a été arrêté le 28 juin 2018 en Conseil Métropolitain. La compatibilité de ces procédures avec le SCOT a été assurée.

Complément indispensable à la mise en œuvre d'un document de planification, une stratégie foncière s'est mise en place au sein de Marseille Provence Métropole depuis 2012. Elle concerne plusieurs axes forts du projet de territoire : le soutien à la politique agricole, l'accompagnement de certains projets économiques, la mise en place d'une convention multi-sites habitat, l'analyse de la mutabilité des zones économiques, mais aussi résidentielles dans certains territoires de projet du SCOT ou encore la création d'un observatoire foncier partagé. Ils constituent autant d'outils créés par MPM au service de cette stratégie.

**La seconde partie de ce bilan concerne le suivi quantitatif du SCOT.** C'est-à-dire l'analyse des indicateurs chiffrés.

Ce suivi est réalisé à partir de neuf indicateurs. Ils sont déclinés en plusieurs sous-indicateurs. Le bilan analyse des évolutions sur des dates antérieures à l'approbation du SCOT de MPM et les données disponibles après sa date d'approbation.

Concernant les données **d'évolution de la population**, les plus récentes datent de 2014 où le territoire de Marseille Provence compte près de 1 054 000 habitants. Sa croissance démographique repose essentiellement sur un solde naturel positif. Le rythme de croissance a connu un ralentissement passant de + 0,58% sur la période 1999-2014 à **+0.29% sur la période 2009-2014**. Cette tendance reflète celles observées à l'échelle nationale et métropolitaine.

Entre 2009 et 2014, Marseille voit sa population se stabiliser à hauteur d'un peu plus de 858 000 habitants. Les taux de variation annuels les plus importants sont sur les 3<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> arrondissements. En revanche, ils sont en baisse sur six arrondissements, dont trois centraux.

Sur les bassins de vie Centre et Ouest, la croissance est plus importante dans les communes périphériques que dans les villes centre. Châteauneuf-les-Martigues et Allauch enregistrent les augmentations de population les plus significatives.

Dans l'ensemble du territoire de Marseille Provence, les six communes en perte de population voient cette tendance s'accroître.

Concernant le solde migratoire, il est négatif pour le bassin Centre et particulièrement sur Marseille.

**Les tendances récentes d'évolution de la population sont légèrement inférieures aux objectifs fixés par le SCOT de MPM. Elles montrent un infléchissement de**



**l'attractivité des villes centres, notamment, dont les orientations du futur SCOT métropolitain devront tenir compte.**

En 2014, le territoire Marseille Provence est occupé à 56% par des espaces naturels et 4% par des espaces agricoles. Les espaces urbains denses représentent 22% de l'occupation du sol et les zones d'activités représentent 6%.

En termes **de consommation d'espace** entre 2006 et 2014, environ 290 hectares d'espaces agro-naturels (54% agricoles et 46% naturels) ont été artificialisés, soit une moyenne annuelle de 32 hectares. Cette artificialisation du sol s'est faite à 31% au profit de tissus mixtes denses et 14% de tissus diffus. Le développement économique représente une consommation importante : de l'ordre de 28% de l'artificialisation des sols. Enfin, les 27% restant ont été destinés aux infrastructures de communication, aux équipements, aux ports, aux chantiers et carrières, etc.

La part élevée consommée en tissu dense (essentiellement logement) montre une tension foncière sur le territoire. Cette tendance semble indiquer une augmentation de la densité dans la production du logement. Toutefois, elle nécessite d'être affinée par des données complémentaires.

**Le futur SCOT métropolitain devra définir des orientations afin de rationaliser la consommation d'espace dédiée au développement économique. L'enjeu de consommation d'espace est particulièrement important à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le territoire de Marseille Provence ne représente que 18% de la consommation d'espace à l'échelle métropolitaine. Ce pourcentage reste faible alors que ce territoire concentre 56% la population et 55% de l'emploi de la Métropole.**

**L'évolution de la densité habitable** s'évalue à travers la dynamique de construction de logements dans les zones d'extension et les tissus constitués. Elle permet des analyses plus fines au sein de Marseille Provence. Sur plus de 36 000 logements autorisés sur la période 2011-2015, près de 34 000 l'ont été au sein des tissus urbains (94%). Cette situation met en évidence l'influence majeure de Marseille qui concentre à elle seule 84% des autorisations en tissu urbain.

A l'intérieur du bassin Centre, 99% des logements autorisés sont situés dans le tissu urbain. Dans les bassins de vie Ouest et Est, La situation est assez différente. La part des logements réalisés dans les zones d'extension représente dans le bassin Est plus du tiers des autorisations. Cette tendance est portée par La Ciotat avec 621 logements autorisés dans des zones à urbaniser, contre 577 dans le tissu urbain. Dans le bassin Ouest, se sont plus de 40% des autorisations délivrées dans les zones d'extension urbaine. La commune de Châteauneuf-les-Martigues est la plus concernée, avec 900 logements autorisés en extension contre 557 dans le tissu urbain. Cette commune connaît un essor

démographique et son développement impacte fortement son bassin de vie.

**Les orientations du SCOT métropolitain devront veiller à proposer un développement urbain équilibré autour de secteurs bien desservis en transports collectifs et notamment dans la continuité des villes centres, en particulier dans le bassin Ouest de Marseille Provence.**

Les autorisations de **production de logements** entre 2011 et 2015, sur Marseille Provence, sont supérieures à 7200 logements annuels et dépassent largement l'objectif SCOT. Cette dynamique positive est induite par Marseille, avec plus de 6100 autorisations par an. Elle représente sans surprise 85% de ces autorisations. Dans chaque bassin de vie de MPM, le volume de construction est fortement conditionné par une commune "locomotive". Pour les bassins Centre et Est, ce rôle revient à la commune centre, respectivement Marseille et La Ciotat. Cependant dans le Bassin Ouest, ce n'est pas le cas, la locomotive restant Châteauneuf-lès-Martigues.

La part de logements collectifs représente 88% des autorisations pour le territoire de Marseille Provence. Cette tendance est donnée par le volume des autorisations de logements collectifs à Marseille qui atteint 93%. Dans les bassins Est et Ouest la part des logements collectifs est supérieure à 50%.

Entre 2010 et 2014, la part des **logements sociaux** dans l'ensemble du parc a augmenté dans toutes les communes de Marseille Provence avec environ 6 420 logements sociaux financés (ratio de 1 logement financé pour 6 logements autorisés). Ces ratios sont supérieurs dans les bassins Est et Ouest avec respectivement 1/3 et 1/4. Les taux de logements sociaux restent en 2014, encore en-deçà des objectifs législatifs actuels.

Par ailleurs, à l'échelle de Marseille Provence, les 3/4 de la production de logements sert à stabiliser la population et un quart permis d'accueillir de nouveaux ménages.

**Le SCOT de la Métropole, en cohérence avec le PLH métropolitain en cours d'élaboration, devra fixer ses objectifs démographiques et de production de logements en tenant compte des tendances récentes.**

Concernant l'évolution de l'emploi, le Territoire a gagné entre 1999 et 2014 plus de 15% d'actifs occupés. Toutefois entre 2009 et 2014, la tendance s'est inversée, avec une perte de 324 actifs occupés par an. Sur cette période, l'évolution de l'emploi n'est pas identique sur les 3 bassins de vie du Territoire. Le bassin Centre maintient son niveau d'emplois. L'évolution est faible sur le bassin Est avec +0.18% d'emplois et un peu plus importante sur le bassin Ouest avec + 1.8 %.

Toutefois, l'analyse de l'emploi salarié privé indique une progression de sortie de crise. En effet, depuis 2011, les effectifs progressent dans cette catégorie. Cette progression est plus marquée à partir de 2014, notamment dans les secteurs des services et du commerce.

L'évolution des surfaces des zones d'activités témoigne de la localisation du **développement économique** dans le territoire de Marseille Provence. Entre 2012 et 2018, les espaces consacrés aux activités ont augmenté de 103 hectares. Le bassin Ouest est le plus concerné par cette augmentation avec 92 hectares supplémentaires consacrés au développement économique.

Concernant le développement des surfaces commerciales, les autorisations de la CDAC entre 2012 et 2016 représentent un total de 104.000 m<sup>2</sup>. Le potentiel d'augmentation de ces grandes surfaces représente 16% du stock des surfaces commerciales comptabilisées dans l'ensemble des pôles régionaux et structurants du territoire. Marseille est la commune la plus concernée avec un nombre de m<sup>2</sup> annuel autorisé de dix à cent fois supérieur à celui autorisé dans les autres communes. A partir de 2013, cette tendance s'infléchit et certains projets n'ont pas vu le jour.

**Le futur SCOT métropolitain devra veiller à favoriser le développement économique en cohérence avec de bonnes conditions d'accessibilité. En accord avec le futur Schéma de Développement et d'Urbanisme Commercial (SDUC), le SCOT doit veiller à ce que le développement commercial ne rentre pas en concurrence avec le développement des activités économiques productives et par ailleurs à ce que celui-ci n'affecte pas le dynamisme commercial des centres villes et des quartiers.**

Les **transports collectifs en site propre** se sont développés sur le territoire de Marseille Provence. Cette progression est liée à la mise en service à Marseille de la troisième ligne de tramway (T3) et des BHNS B2 (Bougainville – Vallon des Tuves), B3A (Malpassé – St-Jérôme) et B3B (La Rose – Château-Gombert) et en dehors de Marseille du Zénibus (Marignane-Les Pennes-Mirabeau) ligne métropolitaine qui dessert les territoires de Marseille Provence et du Pays d'Aix. Ces mises en service représentent un total de 30 Km de lignes nouvelles. Il faut y ajouter l'ouverture de la gare d'Arenc début 2014 sur la voie ferrée littorale et la troisième voie ferrée dans la vallée de l'Huveaune, inaugurée fin 2014.

L'ouverture de ces nouvelles lignes a permis d'augmenter la part de population du bassin Centre située à moins de 500m d'un arrêt de transport collectif structurant. Elle atteint 36.5% en 2015. La cohérence entre le développement urbain et celui des transports est en progression avec plus de 16 000 logements, soit 44 % dans la dans un rayon de 500 m autour d'une station de transport collectif structurant. Les constructions dans la zone de bonne desserte s'inscrivent dans une logique vertueuse de densité avec une part de logements collectifs de 97%.

A Marseille, l'ouverture des nouvelles lignes a créé un « effet réseau » qui a permis d'augmenter de 28% la fréquentation globale des transports en commun structurants entre 2012 et 2017. La fréquentation du tramway a notamment doublé et celle du métro a progressé de 8%.

**Le futur SCOT métropolitain devra s'attacher à poursuivre le développement d'un réseau de transport urbain et interurbain performant au-delà de Marseille et en lien avec les autres territoires métropolitains. Il devra veiller à la cohérence entre ce réseau et les lieux d'habitat et d'emplois existants et futurs.**

Concernant **l'évolution des surfaces agricoles**, après une perte de 120 hectares entre 2012 et 2015 dans le territoire de Marseille-Provence, la tendance s'est légèrement inversée. En 2017, on constate un regain de près de 50 hectares de zonage agricole dans les documents d'urbanisme. Dans le bassin de vie Ouest, la diminution des surfaces agricoles a concerné essentiellement 3 communes. Les pertes ne seront compensées qu'en partie à partir de 2015. La situation est différente sur les autres bassins où presque toutes les communes ont accru leurs surfaces agricoles dès 2012. Le gain est de 107 hectares pour le bassin Centre et de 38 hectares pour le bassin Est.

**Le futur SCOT métropolitain devra s'appuyer sur le Projet alimentaire territorial (PAT) et les enjeux de la trame verte et bleue auxquels les surfaces agricoles participent. Il devra définir des orientations pour préserver et développer les ressources agricoles de Marseille Provence en cohérence avec celles des autres territoires métropolitains.**

**L'évolution de la trame verte et bleue et des continuités écologiques** peut être approchée à partir de la progression des surfaces naturelles et agricoles, ainsi que les différentes protections de boisement des documents d'urbanisme. Cependant, ce constat a des limites car le SCOT de MPM et les documents d'urbanisme n'intègrent pas toutes les modalités des lois Grenelle. Il n'y a donc pas eu de traduction de la trame verte et bleue dans ces documents.

En 2017, les zonages naturels et agricoles représentent environ 45 300 hectares, soit 75% de la surface totale du territoire du SCOT. Le bilan du zonage favorable à la protection de la trame verte et bleue a augmenté d'environ 230 hectares, notamment en ce qui concerne les espaces naturels qu'elle impacte. Ce bilan positif indique une progression de la protection des cœurs de nature. Il est dû à une augmentation des surfaces naturelles dans les bassins de vie Centre et Ouest, alors que la celle du bassin Est a baissé.

Les liaisons écologiques, de par leur caractère linéaire, traversent une plus grande variété de zonages et de protections et sont soumises à de fortes pressions. On constate une baisse des protections de boisement en zone urbaine impactant les liaisons écologiques, telles qu'elles ont été schématisées dans le SCOT de MPM.

La trame verte et bleue a été prise en compte dans le projet arrêté de PLUI de Marseille Provence. La traduction des liaisons écologiques a été adaptée à une réalité plus fine du terrain et à une meilleure fonctionnalité des liaisons écologiques, en s'appuyant également sur le Schéma Régional de Cohérence Ecologique approuvé en

2014. De plus, le PLUI a pris soin de renforcer les niveaux de protection et de zonages favorables pour préserver la trame verte et bleue.

**Le futur SCOT métropolitain devra définir une trame verte et bleue, en tenant compte du Schéma Régional de Cohérence Ecologique et en intégrant la continuité de cette trame à l'échelle métropolitaine, voire au-delà.**

Concernant la **prise en compte des risques**, un total de 9 plans de prévention des risques (PPR) ont été approuvés depuis 2012 sur le territoire de Marseille Provence. La construction dans les secteurs à risques entre 2012 et 2015 représente un total de 298 logements par an pour le risque incendie, de 232 en zone de risque inondation, de 7 dans des secteurs soumis au risque mouvement de terrain et aucun dans les zones à risque technologique. Il faut rappeler que, à l'exception des secteurs soumis au risque technologique, il est possible de construire sous condition dans les secteurs soumis au risque mouvement de terrain et dans certains secteurs soumis au risque inondation ou incendie.

**Le futur SCOT métropolitain devra bien sûr prendre en compte ces zones de risque dans les potentiels de développement.**

**La dernière partie de ce bilan concerne le suivi qualitatif des territoires de projets et des centralités métropolitaines.** Il se nourrit d'analyses produites sur plusieurs années et sur l'ensemble des projets structurants pour le territoire. Sont concernés 7 grands sites stratégiques, qui regroupent, selon les cas, une ou plusieurs centralités métropolitaines et un territoire de projets : Le Grand Centre-Ville de Marseille, la Vallée de l'Huveaune, le territoire de Saint Antoine à la Rose, la Façade Maritime Nord, le territoire du boulevard Urbain Sud, la plaine de Châteauneuf-lès-Martigues, la centralité de la Ciotat.

**Le Grand Centre-Ville de Marseille** comprend deux centralités métropolitaines : l'hyper-centre et Euroméditerranée. Elles bénéficient de plans guides qui ont permis d'apporter de la cohérence dans leur développement. Ainsi, la mise en œuvre du SCOT sur ces centralités avance particulièrement bien. Elles ont notamment bénéficié des effets de « Marseille Provence 2013 », capitale européenne de la culture et du Plan guide du Vieux-Port. Ce dernier est mis en œuvre en parallèle de l'opération Grand Centre-Ville qui permet des avancées telles que la réhabilitation de logements, le développement d'équipements de proximité et la requalification d'espaces publics.

Parallèlement, les chantiers d'Euroméditerranée se poursuivent avec la volonté de mieux prendre en compte ses franges.

Au-delà de ces deux centralités, le reste du territoire du Grand Centre-Ville progresse également. L'ANRU à Saint-Mauront et les projets engagés dans le cadre de la charte-ville port ont bien avancé. Le projet Quartiers Libres (Belle

de Mai) avance mais n'est pas encore en phase opérationnelle.

**Une étude à une échelle globale, intégrant le périmètre d'Euroméditerranée, ses franges et le centre-ville doit donner des pistes pour optimiser les interactions des projets sur ce vaste secteur, en lien avec l'ANRU. Le futur SCOT métropolitain devra s'appuyer sur les réflexions en cours, notamment en termes de rééquilibrage global du développement commercial.**

Le site stratégique de **la Vallée de l'Huveaune** inclut les centralités de Valentine-Barrasse et de Prado-Michelet-Capelette. Dès les premières analyses, les difficultés de mise en œuvre du SCOT ont été constatées sur ce site. Un diagnostic partagé, puis un Schéma de référence ont été réalisés, permettant de construire une vision cohérente et prospective. L'objectif était de permettre le développement et le renouvellement urbain de ce corridor économique métropolitain.

Le Schéma de référence a fourni des pistes de réflexions riches, dont certaines concernent le long terme. Elles portent notamment sur la revalorisation de l'image de la vallée, en faisant des contraintes naturelles des atouts de cadre de vie, sur la complémentarité des différentes séquences, sur le besoin de restructurer le pôle commercial de la Valentine, en proposant le développement de la mixité urbaine.

**Le futur SCOT métropolitain devra intégrer ces réflexions pour proposer des orientations à l'échelle de ce territoire d'enjeux métropolitains, en intégrant les enjeux du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile voisin.**

**Le territoire de projet de Saint-Antoine à la Rose** est dominé par la présence de logements sociaux, dont un nombre important fait l'objet de projets dans le cadre de l'ANRU. Ce territoire connaît des avancées essentiellement centrées autour de l'habitat, tels que la ZAC de Sainte Marthe, la Montée de l'Etoile, Bessons-Giraudy ou encore des projets ANRU. Ces nouvelles réalisations ne sont pas toujours suffisamment coordonnées au développement des transports. L'abandon du barreau U4d, qui devait permettre la liaison du futur Linea à l'autoroute A7, implique de repenser la hiérarchisation de la voirie dans l'ensemble du secteur.

Par ailleurs, le territoire Saint-Antoine à la Rose n'a pas la cohérence nécessaire pour s'appuyer sur les potentiels de développement économique situés autour du technopôle de Château-Gombert ou de l'Hôpital Nord. Ces deux sites sont trop excentrés pour avoir des effets leviers à l'échelle de ce vaste territoire. Ainsi, Saint-Antoine à la Rose manque de pertinence et ne s'inscrit pas dans une dynamique métropolitaine. Les enjeux sont liés à des dynamiques locales à l'échelle des différents quartiers qui le composent.

**Le futur SCOT métropolitain devra intégrer ces réflexions d'échelle locale et positionner au bon niveau ces secteurs dans sa future armature urbaine.**

**La Façade Maritime Nord** s'étend depuis les franges d'Euroméditerranée jusqu'à l'Estaque. Ce territoire intègre la centralité de Saint-Antoine. Il s'agit d'un territoire d'enjeu économique lié en particulier à la proximité du Grand Port Maritime de Marseille, mais aussi à celle d'Euroméditerranée dans sa partie sud. La mise en œuvre de la Charte ville-port a engagé une collaboration multi partenariale avec un cadre propice à un développement urbain plus cohérent. Ce site concentre des projets d'envergure métropolitaine, tels que le terminal de Mourepiane, ou le développement de la ligne ferrée littorale et ses gares. Par ailleurs, les parcs d'activités continuent à se développer. Les avancées sont significatives en termes de développement urbain, avec des opérations mixtes à dominante d'habitat livrées ou en cours, ainsi que la poursuite des opérations dans le cadre de l'ANRU comme à la Castellane.

**Les orientations du SCOT en termes de renouvellement pour ce territoire devront intégrer les grands projets, les interfaces avec l'OIN Euroméditerranée et la dimension habitat autant qu'économique, dans une approche d'ensemble.**

**Le territoire de projet du Boulevard Urbain Sud** s'organise autour de l'infrastructure indispensable au désenclavement des quartiers sud de Marseille. Beaucoup de projets restent en attente de la réalisation de ces travaux. Le BUS reliera à terme des quartiers et des pôles importants comme les hôpitaux sud déjà bien développés. Si le Boulevard Urbain Sud peut encourager l'intensification urbaine sur la base du foncier mobilisable, il n'y a pas de projets d'envergure métropolitaine dans ce secteur. Beaucoup de projets concernent les transports tels que le Métro Saint-Loup, les pôles d'échanges en lien avec les futurs BHNS et le tramway sud, qui contribueront au désenclavement du sud de Marseille.

**Le futur SCOT métropolitain pourra difficilement retenir ce site comme un secteur à enjeux métropolitains. Il devra toutefois intégrer ces réflexions d'échelle locale et positionner au bon niveau ce secteur dans sa future armature urbaine.**

La plaine de Châteauneuf-lès-Martigues inclut la centralité de Marignane. Ce site stratégique fonctionne en lien étroit avec l'ensemble de l'Etang de Berre, mais aussi le Pays d'Aix. Il s'équilibre entre des projets orientés vers l'amélioration de son cadre de vie en lien avec le littoral de l'Etang de Berre, la redynamisation du plus grand espace agricole de Marseille Provence et un développement industriel dynamique de niveau métropolitain, notamment autour de l'aéronautique. L'équilibre du projet Henry Fabre s'articule entre développement économique, habitat et transports collectifs. Il rayonne à l'échelle métropolitaine et au-delà.

Dans ce contexte, le positionnement de la centralité de Marignane doit être analysé finement. Elle doit trouver l'équilibre de son développement en cohérence avec les autres agglomérations bordant l'est l'Etang de Berre, notamment vis-à-vis de Vitrolles ou encore de Châteauneuf-lès-Martigues qui a principalement répondu

à la croissance du logement et de la population pour ce site.

**La plaine de Châteauneuf-lès-Martigues s'intègre dans un secteur plus vaste autant en termes de développement économique que de pratiques urbaines. Le futur SCOT métropolitain devra mieux positionner ce territoire à enjeux métropolitains.**

**La Ciotat** est une centralité qui s'inscrit dans une dynamique de développement économique comme de l'habitat, en adéquation avec son rôle de centralité à l'échelle du bassin Est. Ce développement se fait en grande partie vers le nord du territoire, tandis que des efforts ont été portés pour reconquérir le centre-ville. Ce développement pose la question des déplacements internes à la commune, comme des déplacements externes avec notamment une gare excentrée. La vigilance sur l'articulation nécessaire du développement avec les transports collectifs est mise en œuvre grâce à une déclinaison du PDU dans le bassin de déplacement de la Ciotat en articulation avec les communes voisines.

**La Ciotat est une centralité dont le rôle est incontestable vis-à-vis d'une partie des communes du bassin Est de Marseille Provence et de Saint-Cyr dans le département du Var. Le futur SCOT métropolitain devra intégrer et repositionner cette centralité dans sa future armature urbaine.**

Ce bilan à 6 ans conforte les tendances observées dans le précédent bilan d'étape réalisé fin 2015. Les actions enclenchées ou renforcées par le SCOT de MPM commencent à porter leurs fruits et doivent, bien entendu, être poursuivies. Le bilan alimente ainsi le diagnostic du futur SCOT métropolitain et ses orientations.

Toutefois la mise en place d'une vision métropolitaine questionne le positionnement de Marseille-Provence et en particulier sur les enjeux des territoires charnières tels que la plaine de Châteauneuf-lès-Martigues, la Vallée de l'Huveaune ou la Façade Maritime Nord. La place et le rôle du centre de Marseille sont aussi repositionnés. Au regard des actions engagées à l'échelle métropolitaine, le présent bilan confirme les enjeux sur ces secteurs stratégiques en les repositionnant parfois sur des territoires plus vastes. A l'inverse, certains secteurs réinterrogés à travers le prisme métropolitain présentent des enjeux plus locaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU) ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La délibération URB/03/254/CC du 19 octobre 2001 portant sur la demande au Préfet des Bouches-du-Rhône de créer un périmètre de Schéma de Cohérence Territoriale sur le territoire de l'ancienne Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- L'arrêté préfectoral du 23 février 2004 portant publication du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale de l'ancienne Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération URB/02/280/CC du 24 mars 2005 d'engagement de l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale de Marseille Provence Métropole ;
- La délibération AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 d'approbation du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de Marseille Provence Métropole ;
- La délibération AEC 010-399/12/CC du 29 juin 2012 d'approbation des indicateurs de suivi de la mise en œuvre du Schéma de Cohérence Territoriale de Marseille Provence Métropole ;
- La délibération AEC 001-1586/15/CC du 21 septembre 2015 du suivi de la mise en œuvre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de Marseille Provence métropole – Bilan d'Etape ;
- La délibération n° HN 010-143/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole proposant la délimitation du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 13 octobre 2016, pris conjointement par le préfet des Bouches-du-Rhône, le préfet du Var et le préfet du Vaucluse, portant délimitation du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération (n° URB 001-1405/16/CM) du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole prescrivant le lancement de la procédure d'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale(SCOT) de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que depuis le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) sur l'ensemble de son périmètre ;
- Que le SCOT de Marseille Provence Métropole approuvé est exécutoire sur le territoire Marseille Provence ;
- Que dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du Schéma de Cohérence Territoriale de Marseille Provence Métropole et en application des dispositions du Code de l'Urbanisme, il est nécessaire de délibérer dans les 6 années suivant l'approbation.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le bilan du suivi de la mise en œuvre du Schéma de Cohérence Territoriale de Marseille Provence Métropole, 6 ans après son approbation.

**Article 2 :**

A partir de ce bilan, la Métropole Aix-Marseille-Provence décide de ne pas engager l'évolution du SCOT de Marseille Provence Métropole. Ce bilan alimente le SCOT métropolitain engagé le 15 décembre 2016.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 003-4621/18/CM**

**■ Règlement Local de Publicité intercommunal  
sur le Territoire Marseille Provence - Débat sur les  
orientations générales  
MET 18/8320/CM**

Madame la Présidente de la Métropole  
Aix-Marseille-Provence sur proposition du  
Commissaire Rapporteur soumet au  
Conseil de la Métropole le rapport suivant :

**Contexte réglementaire et métropolitain**

Le Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) est un document qui édicte des prescriptions à l'égard de la publicité, des enseignes et pré enseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique. Ces règles, plus restrictives que le règlement national édicté par le Code de l'Environnement, peuvent être générales ou applicables à des zones spécifiques.

La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (dite loi ENE) a entièrement refondu la procédure d'élaboration du Règlement Local de Publicité. Les RLP sont élaborés conformément aux dispositions qui régissent l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), soit les articles L153-11 et suivants du Code de l'Urbanisme.

La loi ENE poursuit de plus des objectifs de mise en valeur du paysage et de protection du cadre de vie, tout en affichant la nécessité de respect de la liberté d'expression, du commerce et de l'industrie. La réglementation nationale de la publicité, codifiée aux articles L581-1 et suivants du Code de l'Environnement, a donc été mise à jour et les RLP approuvés antérieurement à la loi ENE doivent être mis en conformité avant le 12 juillet 2020, sans quoi ceux-ci deviendraient caducs.

Ainsi, par délibération n°URB 025-2364/17/CM, la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé l'élaboration d'un RLPi sur le Territoire Marseille Provence. Ce RLPi devra poursuivre les objectifs suivants :

- Assurer un traitement cohérent de la question de la publicité extérieure à l'échelle du Territoire Marseille Provence ;
- Identifier les espaces à protéger pour des raisons paysagères, patrimoniales, etc. et les protéger ;
- Revoir le contenu des zones réglementées en fonction de la réglementation nationale à la suite de la réforme introduite par la loi Grenelle II et ses évolutions ultérieures ;
- Réinterroger les zones de publicité autorisée instituées par certains RLP communaux au regard de l'évolution des communes concernées et des nouvelles orientations.

Conformément à l'article L153-12 du Code de l'Urbanisme, la procédure d'élaboration d'un PLU prévoit la tenue d'un débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable (PADD), pièce constitutive du PLU dans les conseils municipaux et dans l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent.

Le RLPi n'étant pas constitué d'un PADD en tant que tel, les conseils municipaux ont souhaité débattre des orientations générales du RLPi.

Ainsi, plusieurs débats sur ces orientations générales du RLPi ont d'ores et déjà eu lieu :

- En conférence intercommunale des maires, le 5 juillet 2018 ;
- Dans les conseils municipaux des communes du Territoire Marseille Provence ;

La tenue d'un débat en Conseil de la Métropole est donc la dernière étape afin de valider ces orientations générales. Elles s'appuient sur un état des lieux et un diagnostic réalisé sur l'ensemble du Territoire Marseille Provence et guideront l'élaboration du règlement écrit et graphique.

Le diagnostic et les orientations du RLPi ont été présentés aux Personnes Publiques Associées (PPA) lors d'une réunion qui s'est tenue le 31 mai 2018 ainsi qu'aux personnes ayant demandées à être consultées, lors d'une réunion le 09 juillet 2018.

**Synthèse des conclusions du diagnostic**

Un état des lieux de l'affichage publicitaire a été réalisé sur le Territoire Marseille Provence en fin d'année 2017. Ont ainsi été recensés près de 2500 supports, sur les axes principaux des 18 communes du Territoire.

Cet état des lieux a permis d'élaborer le diagnostic, élément constitutif du rapport de présentation du RLPi. Il porte sur l'impact paysager des différents dispositifs de publicité, d'enseignes et de pré enseignes. De plus, le projet de PLUi, notamment son PADD, a permis d'alimenter le diagnostic et d'assurer la cohérence future entre les deux documents. Ainsi, le diagnostic du RLPi :

- identifie les spécificités des différents secteurs du territoire, notamment ceux soumis à une forte pression publicitaire ;
- analyse la conformité de certains dispositifs avec la réglementation nationale de la publicité et, s'il existe, avec le RLP de la commune concernée ;
- détermine des critères de pollution visuelle au regard des enjeux patrimoniaux et paysagers ;

- propose des pistes de réflexion et d'action afin de traiter les principales thématiques.

Ainsi, les objectifs poursuivis par le RLPI peuvent être complétés comme suit :

- assurer la qualité des grands espaces paysagers du territoire, notamment le Parc National des Calanques et le Parc Naturel Régional de la Sainte-Baume ;
- soigner l'image des grandes entrées du territoire, que ce soit par voie maritime à travers ses côtes et ports, par voie aérienne par l'Aéroport Marseille Provence ou par voie routière ;
- prendre en compte les innovations en matière d'affichage publicitaire, notamment sur la question de l'affichage numérique ;
- accompagner le développement et assurer la pérennité des commerces de centre-ville, tout en maintenant la qualité patrimoniale des centres historiques ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement, notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme notamment les articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant

délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération n°URB 024-2363/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 juillet 2017 définissant les modalités de collaboration avec les communes dans le cadre du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPI) ;
- La délibération n°URB 025-2364/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 juillet 2017 prescrivant l'élaboration du RLPI et définissant les objectifs et les modalités de la concertation ;
- La délibération n° URB 026-2365/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs Présidents respectifs pour la procédure d'élaboration du RLPI ;
- La délibération cadre n°URB 007-15/02/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à l'élaboration et à la révision des règlements locaux de publicité (RLP) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.
- La conférence intercommunale qui s'est tenue le 05 juillet 2018, et le compte rendu établi lors de cette conférence ;
- Les débats qui se sont tenus en Communes sur les orientations définies pour le Règlement Local de Publicité intercommunal ;
- La délibération du Conseil de Territoire du 16 octobre 2018 émettant un avis sur la tenue d'un débat sur les orientations générales du Règlement Local de Publicité intercommunal en Conseil de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que, dans ce cadre législatif contraint, la Métropole Aix-Marseille-Provence a défini les modalités de collaboration avec les communes et engagé la procédure d'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPI) du Conseil de Territoire Marseille Provence, dans le cadre de deux délibérations prises le 13 juillet 2017 ;

- Que par une lecture combinée des articles L.581-14-1 du Code de l'Environnement et L.153-12 du Code de l'Urbanisme et suite à la volonté des communes membres du Territoire Marseille Provence de respecter le cadre juridique, les orientations générales du Règlement Local de Publicité intercommunal font l'objet d'un débat en Conseil municipal ;
- Que la conférence intercommunale des maires du Territoire Marseille Provence réunie le 5 juillet 2018 a permis aux Maires d'échanger sur les orientations et de débattre de celles-ci ;
- Qu'il a été proposé aux Conseils Municipaux des 18 communes du Territoire, compte tenu des enjeux issus de l'inventaire des dispositifs et du diagnostic territorial réalisés, de poursuivre l'élaboration du RLPi selon les quatre orientations générales suivantes :

Orientation A – Conforter l'attractivité du territoire  
 Orientation B – Valoriser les paysages porteurs des identités locales  
 Orientation C – Améliorer le cadre de vie sur l'ensemble du territoire  
 Orientation D – Assurer la lisibilité des activités économiques et culturelles

- Que les communes ont débattu des orientations générales citées ci-dessus ;
- Que le Conseil de la Métropole a débattu des orientations générales citées ci-dessus ;

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Le Conseil de la Métropole prend acte, dans le cadre de l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) du Territoire Marseille Provence, du débat sur les orientations générales de ce document qui s'est tenu en son sein.

### **Article 2 :**

Les objectifs poursuivis dans le cadre de l'élaboration du RLPi sont ainsi complétés :

- assurer la qualité des grands espaces paysagers du territoire, notamment le Parc National des Calanques et le Parc Naturel Régional de la Sainte-Baume ;
- soigner l'image des grandes entrées du territoire, que ce soit par voie maritime à travers ses côtes et ports, par voie aérienne par l'Aéroport Marseille Provence ou par voie routière ;

- prendre en compte les innovations en matière d'affichage publicitaire, notamment sur la question de l'affichage numérique ;
- accompagner le développement et assurer la pérennité des commerces de centre-ville, tout en maintenant la qualité patrimoniale des centres historiques ;

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 004-4622/18/CM**

### **■ Création de la Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables d'Aix-en-Provence - Désignations des représentants MET 18/8037/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine et le décret d'application n°2017-456 du 29 mars 2017 institue en lieu et place des secteurs sauvegardés, des aires de mises en valeur de l'architecture et du patrimoine et des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, les sites patrimoniaux remarquables.

De même, ces textes modifient la composition des anciennes commissions locales du secteur sauvegardé. Il s'avère donc nécessaire de créer les nouvelles commissions locales des sites patrimoniaux remarquables.

Parallèlement, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce désormais depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Le législateur ayant reconnu la spécificité de l'organisation spatiale du territoire métropolitain divisé en territoires sur la base de l'article L.5218-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, il conviendrait de tenir compte de cette particularité pour organiser les nouvelles commissions locales des sites patrimoniaux remarquables de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'échelle des territoires de la Métropole.

Trois territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont concernés par des sites patrimoniaux remarquables : le Territoire de Marseille-Provence, le Territoire du Pays d'Aix et le Territoire Istres-Ouest Provence.



Il conviendrait donc de proposer la création des nouvelles commissions locales des sites patrimoniaux remarquables pour chacun des Territoires concernés, voire pour chacune des communes concernées si elles présentent des particularités, par des délibérations spécifiques du Conseil de la Métropole.

En ce qui concerne le Territoire du Pays d'Aix, seule la commune d'Aix-en-Provence dispose d'un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur pour son centre historique.

Il est donc proposé que cette spécificité soit prise en compte afin de créer une commission locale des sites patrimoniaux remarquables propre à la commune d'Aix-en-Provence qui concerne le périmètre de l'ancien secteur sauvegardé d'Aix-en-Provence et l'ancienne zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager d'Entremont Saint Donat.

En accord avec Madame le Maire d'Aix-en-Provence, Madame Maryse Joissains Masini, il est proposé de créer une commission locale des sites patrimoniaux remarquables d'Aix-en-Provence.

Outre les membres de droit de la commission qui sont le Président de la commission, le Maire d'Aix-en-Provence, le Préfet, le Directeur Régional des Affaires Culturelles et l'Architecte des Bâtiments de France, le décret n°2017-456 du 29 mai 2017 prévoit la constitution de trois collèges : un collège d'élus, un collège d'associations du patrimoine, un collège d'experts.

Après avoir consulté Monsieur le Préfet qui a agréé la proposition de composition de cette nouvelle commission locale des sites patrimoniaux remarquables d'Aix-en-Provence, il est proposé d'adopter la composition suivante pour la création d'une commission locale de neuf membres titulaires et neuf membres suppléants :

#### **Collège des élus**

- Monsieur Alexandre Gallese (membre du bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, conseiller de la Métropole, adjoint au maire d'Aix-en-Provence) ; suppléant Monsieur Stéphane Paoli (conseiller de la Métropole Aix-Marseille-Provence, adjoint au maire d'Aix-en-Provence)  
- Madame Marie-Pierre Sicard-Desnuelle (conseillère de la Métropole Aix-Marseille-Provence, adjoint au maire d'Aix-en-Provence) ; suppléant Madame Odile Bonthoux (conseillère de la Métropole Aix-Marseille-Provence, adjoint au maire d'Aix-en-Provence)  
- Monsieur Philippe De Saintdo (conseiller de la Métropole Aix-Marseille-Provence, conseiller municipal d'Aix-en-Provence) ; suppléant Monsieur Jacques Boudon (conseiller de la Métropole Aix-Marseille-Provence, conseiller municipal d'Aix-en-Provence)

#### **Collège des associations**

- Monsieur Pierre Dussol (président de l'Association pour la Restauration du Patrimoine Aixois) ; suppléant Monsieur Philippe Coutiaux (membre de l'Association pour la Restauration du Patrimoine Aixois)  
- Madame Marie-Ange Rater-Carbonel (délégue régionale de l'Association Vieilles Maisons Françaises) ; suppléant Madame Odile De Pierrefeu (membre de l'Association Vieilles Maisons Françaises)  
- Monsieur Emmanuel Sechiari (délégué régional de l'Association Demeure Historique) ; suppléant Monsieur Jean Hauger (délégué régional adjoint de l'Association Demeure Historique)

#### **Collège des experts**

- Madame Nuria Nin (archéologue) ; suppléant Monsieur Michel Fraisset (directeur de l'office de tourisme d'Aix-en-Provence)  
- Monsieur Régis Roudil (architecte) ; suppléant Monsieur Patrick Cohen (architecte du patrimoine)  
- Monsieur Denis Coutagne (conservateur honoraire du patrimoine, commandeur des arts et des lettres, ancien directeur du musée Granet) ; suppléant Madame Marie-Christine Gloton (docteur en histoire de l'art)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- Le décret n°2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables ;
- La Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager d'Entremont Saint-Donat créée par arrêté préfectoral du 8 août 1998
- L'arrêté ministériel du 17 décembre 1964 portant création du Secteur Sauvegardé d'Aix-en-Provence ;

- Le Plan de Sauvegarde et de Mise en valeur d'Aix-en-Provence approuvé par arrêté préfectoral du 27 juin 2012 ;
- L'avis favorable de Monsieur le Préfet,
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le site patrimonial remarquable du centre historique d'Aix-en-Provence et la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager d'Entremont Saint-Donat nécessitent la création d'une nouvelle commission locale des sites patrimoniaux remarquables d'Aix-en-Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la création de la Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables d'Aix-en-Provence.

**Article 2 :**

Sont désignés les membres suivants de la commission locale des sites patrimoniaux remarquables d'Aix-en-Provence :

**Collège des élus**

- Monsieur Alexandre Gallese - titulaire
- Monsieur Stéphane Paoli - suppléant
- Madame Marie-Pierre Sicard-Desnuelle - titulaire
- Madame Odile Bonthoux - suppléant
- Monsieur Philippe De Saintdo - titulaire
- Monsieur Jacques Boudon - suppléant

**Collège des associations**

- Monsieur Pierre Dussol - titulaire
- Monsieur Philippe Coutiaux - suppléant
- Madame Marie-Ange Rater-Carbonel - titulaire
- Madame Odile De Pierrefeu - suppléant
- Monsieur Emmanuel Sechiari - titulaire
- Monsieur Jean Hauger - suppléant

**Collège des experts**

- Madame Nuria Nin - titulaire
- Monsieur Michel Fraisset - suppléant
- Monsieur Régis Roudil - titulaire

- Monsieur Patrick Cohen - suppléant
- Monsieur Denis Coutagne - titulaire
- Madame Marie-Christine Gloton - suppléant

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 005-4623/18/CM**

**■ Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur de la commune d'Aix-en-Provence - Engagement de la procédure de modification n°1  
MET 18/8039/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Préfet envisage très prochainement d'engager une modification du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence dans la perspective de définir les prescriptions d'intégration patrimoniale d'un projet d'équipement muséographique dans un des quartiers emblématiques du centre historique d'Aix-en-Provence.

Les évolutions envisagées concernent l'instauration de plusieurs prescriptions graphiques au Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence afin d'assurer une occupation qualitative et respectueuse du patrimoine aixois par cet équipement muséographique. Ces modifications ne remettent pas en cause l'économie générale du document et relèvent d'une procédure de modification.

A cet effet, Monsieur le Préfet sollicite l'avis du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'engagement de cette procédure de modification n°1 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence, conformément à l'article R.313-16 du Code de l'Urbanisme.

La Métropole Aix-Marseille-Provence étant compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de ses territoires, il lui impartit effectivement de donner son avis sur la prescription d'une procédure d'évolution d'un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Les articles L.313-1 du Code de l'Urbanisme dans leur rédaction issue de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, et R.313-1 et suivants dans leur rédaction issue du décret n°2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables ;
- L'arrêté ministériel du 17 décembre 1964 portant création du Secteur Sauvegardé d'Aix-en-Provence ;
- Le Plan de Sauvegarde et de Mise en valeur d'Aix-en-Provence approuvé par arrêté préfectoral du 27 juin 2012 ;
- Le courrier de Monsieur le Préfet portant consultation de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la base de l'article R.313-16 du Code de l'Urbanisme ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence nécessite une procédure de modification à l'initiative des services de l'État en vue de définir les prescriptions d'intégration patrimoniale d'un projet d'équipement muséographique dans le centre historique d'Aix-en-Provence.

**Délibère**

#### **Article unique :**

Il est donné un avis favorable à l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur d'Aix-en-Provence par le Préfet de Région en vue de définir les prescriptions d'intégration patrimoniale d'un projet d'équipement

muséographique dans le centre historique d'Aix-en-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 006-4624/18/CM**

#### **■ Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence - Approbation de la modification n°1 MET 18/8040/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1<sup>er</sup> janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération n°2015-349 du 23 juillet 2015 la commune d'Aix-en-Provence a approuvé son Plan Local d'Urbanisme. Les orientations fondamentales définies dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence ont montré toute leur pertinence dans leur application au territoire.

Une procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence a toutefois été engagée afin d'intégrer la possibilité d'envisager des extensions et des annexes pour les constructions d'habitation situées en zone agricole (A) et naturelle (N), mais aussi de parachever les critères qualitatifs d'insertion urbaine en zone urbaine et d'apporter des améliorations de rédaction du règlement du Plan Local d'Urbanisme.

Les pièces du Plan Local d'Urbanisme qui font l'objet de modifications sont le règlement et les documents graphiques du règlement, ainsi que l'actualisation du rapport de présentation. Ils sont adaptés pour prendre en compte les évolutions proposées.

La procédure de modification s'inscrit dans les

dispositions de l'article L.153-36 du code de l'urbanisme :

*« Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L.153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions. »*

Par délibération n°2017-596 du 13 décembre 2017, le conseil municipal d'Aix-en-Provence a donné son accord pour la poursuite de cette procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le Conseil de la Métropole a confirmé la poursuite de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence par délibération n°URB 011-3569/18/CM du 15 février 2018.

Le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence a été transmis pour avis aux personnes publiques associées et consultées. La Mission Régionale de l'Autorité environnementale a émis un avis en date du 13 mars 2018 sur le projet de modification n°1 assorti de plusieurs recommandations portant majoritairement sur les possibilités d'extension des constructions d'habitation ou d'annexe en zone naturelle et agricole prévues par la modification n°1. La Métropole Aix-Marseille-Provence a adressé une réponse à cet avis en date du 27 avril 2018. La Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers, saisie au titre des extensions des constructions d'habitation en zone naturelle et agricole, a émis son avis en date du 16 mars 2018.

La modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme a été soumise à enquête publique dans le cadre des dispositions réglementaires de l'article L.153-41 du code de l'urbanisme en ce qu'elle modifie les possibilités de construire.

Cette enquête s'est déroulée du 22 mai 2018 au 29 juin 2018, soit pendant 39 jours consécutifs, dans le cadre d'une enquête publique unique regroupant plusieurs procédures d'évolution du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence. Les modalités d'organisation de l'enquête publique unique ont été fixées par arrêté du Vice Président de la Métropole n°18-CT2-017 du 27 avril 2018.

Durant l'enquête, le dossier et un registre ont été mis à disposition de la population afin de permettre de consulter le projet, mais également d'émettre des observations. Neuf permanences de la commission d'enquête ont été assurées. De plus, la totalité des documents était consultable sur le site Internet du Pays d'Aix avec la possibilité de déposer à l'enquête publique par courrier électronique.

Sur les 470 observations déposées dans le cadre de l'enquête publique unique, près de 235 remarques ont été émises sur ce projet de modification n°1. Parmi

ces remarques, il est à relever qu'une cinquantaine d'observations concerne les extensions et annexes en zones A et N, dont 25, soit la moitié, est favorable aux possibilités d'extension ou d'annexe prévues par la modification n°1 en zone naturelle et agricole. Une centaine d'observations concerne les questions de formes urbaines, une cinquantaine d'observations concerne les emplacements réservés et 70 observations concernent l'écriture réglementaire des risques naturels.

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête désignée à cet effet ont été reçus le 26 juillet 2018. La commission d'enquête a signalé dans son rapport que les moyens mis à disposition, tant au niveau matériel que pour l'information du public, ont permis le déroulement de l'enquête publique dans de bonnes conditions. Elle a également souligné que la fréquentation du public avait été importante.

Elle a étudié le projet de modification n°1 et l'ensemble des observations déposées par le public dans son rapport. Son analyse du projet de modification et des observations a abouti à l'expression d'un avis favorable au projet de modification accompagné de 10 recommandations.

Il convient de présenter cette analyse sur les principaux objectifs de la présente modification n°1, analyse qui prend en compte autant les observations du public que celles émises par la commission d'enquête, ainsi que les avis émis par les personnes publiques consultées.

A l'issue de l'enquête publique, les observations et avis émis peuvent se regrouper dans les cinq catégories suivantes :

- les extensions et annexes des constructions d'habitation en zone agricole et naturelle
- l'adaptation du règlement au projet urbain en matière de formes urbaines, de déplacement et d'équipement
- le changement de zonage au sein des zones à vocation urbaine
- les emplacements réservés
- les dispositions réglementaires relatives aux risques naturels

Seules certaines d'observations ne sont pas reprises dans cette analyse :

- celles qui auraient modifié substantiellement le projet de modification et auraient donc nécessité une nouvelle enquête publique, ce qui est le cas par exemple d'un changement de zone au sein des zones à vocation urbaine,
- celles qui ne relèvent pas du champ d'application d'une procédure de modification au regard du code de l'urbanisme.

### **1. La possibilité d'envisager des extensions, une annexe et une piscine pour les constructions d'habitation situées en zone agricole (A) et naturelle (N) du Plan Local d'Urbanisme**

Des évolutions législatives, notamment la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt, dite LAAAF, ont reconsidéré la question de la gestion du bâti d'habitation existant dans les zones naturelles et agricoles.

Comme cela avait été évoqué au moment de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, la possibilité d'envisager des extensions des constructions d'habitation existantes en zone naturelle et agricole sous certaines conditions est intervenue par le biais de la loi LAAAF entre la date d'arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme et l'enquête publique sur le projet de Plan Local d'Urbanisme. Lors de l'enquête publique de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme, nombre de personnes avait demandé l'application de cette nouvelle législation.

Cependant, cette évolution du Plan Local d'Urbanisme après enquête avait été jugée comme modifiant substantiellement le projet et aurait donc nécessité une nouvelle enquête publique retardant l'approbation finale du document. Il a donc été annoncé qu'une procédure de modification serait nécessaire après approbation du Plan Local d'Urbanisme pour pouvoir intégrer la loi LAAAF.

Depuis, la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite « Macron » est venue compléter la loi LAAAF en autorisant, en plus des extensions des bâtiments d'habitation en zones A et N, la construction d'annexes dès lors que cela ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

Ces problématiques peuvent désormais être intégrées dans le Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence qui avait été élaboré sous l'égide de la loi dite ALUR qui appréhendait de façon plus contraignante ces aspects.

Dans ces espaces de « campagne habitée », l'idée est de conjuguer la qualité résidentielle des ménages qui y vivent et celle du cadre de vie qu'ils occupent qui est un bien commun pour tous.

Conformément au code de l'urbanisme, cette modification des zones A et N du Plan Local d'Urbanisme fixe la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions et annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole et forestier du site.

En cohérence avec l'orientation 3.1 du PADD du Plan Local d'Urbanisme visant à « *préserver la grande campagne aixoise, l'écrin paysager qui fonde l'attrait et l'identité du territoire* » mais aussi l'objectif 3.4 qui vise à « *maintenir le potentiel cultivable des sols et de développer l'agriculture périurbaine de qualité* », le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme prévoit la possibilité de réaliser une extension, une annexe et une piscine à condition que la construction

existante à usage d'habitation fasse au moins 60 m<sup>2</sup> de surface de plancher.

Le diagnostic a effectivement permis de constater que l'espace habitable moyen en zone A et N est effectif à partir de 60 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Ce seuil permet d'éviter la transformation de bâti léger ou isolé de type cabanon, voire la création de logements supplémentaires dans des espaces agricoles ou naturels qui n'ont pas vocation à recevoir une population nouvelle.

La taille maximale de l'extension est de 40 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Etant destinée à l'habitation, elle doit demeurer accessoire au bâtiment d'habitation principal. Cette taille est adaptée aux besoins inhérents à l'évolution des ménages pour réaliser une pièce de plus sans créer de nouveaux logements. Cette extension unique ne nécessite pas la mise en place d'un « plafond » de surface de plancher totale à ne pas dépasser.

L'extension ne devra pas représenter plus de 20% de l'emprise au sol du bâtiment principal d'habitation existant afin d'empêcher la consommation d'espaces agricoles et naturels grâce à la compacité du bâti. L'emprise au sol est une règle qui va permettre de maîtriser la consommation d'espace en limitant l'étalement des constructions et l'imperméabilisation des sols.

La zone d'implantation de 20 mètres autour de l'habitation vise quant à elle à :

- garantir le maintien du potentiel agricole en faisant en sorte que la consommation d'espace se fasse sur des espaces déjà artificialisés et dès lors optimisés et non pas sur des espaces agricoles ou naturels.

- conditionner le regroupement des annexes et piscines autour des habitations principales en évitant l'éparpillement des constructions à l'ensemble de l'unité foncière et en limitant l'impact paysager.

Le projet de modification n°1 permet la réalisation d'une seule piscine et d'une seule annexe de 30 m<sup>2</sup> maximum ne créant pas de surface de plancher et n'étant pas contiguë au bâtiment d'habitation principal. Dès lors si, à la date d'approbation du Plan Local d'Urbanisme, il existe déjà une piscine ou une annexe, il ne sera pas envisageable d'en avoir une deuxième sur une même unité foncière.

De plus, l'annexe et la piscine devront être réalisées dans une zone de rayon de 20 mètres autour du bâtiment principal d'habitation. Ce rayon de 20 mètres correspond à la distance moyenne observée actuellement dans ces zones. Il correspond à des espaces autour de l'habitation déjà artificialisés et garantit la préservation des espaces agricoles et naturels.

Enfin, concernant les conditions de hauteur, le choix est fait de ne pas favoriser des hauteurs trop importantes afin de ne pas compromettre la qualité paysagère des sites et d'encadrer l'évolution des

habitations existantes en compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone. Ainsi, la hauteur des constructions à destination d'habitation est limitée à 7 mètres et celle de l'annexe à 4 mètres.

Il est précisé qu'aucune modification n'est apportée concernant les constructions à destination agricoles.

### **1.1 Les observations et avis portant sur la possibilité d'envisager des extensions et des annexes pour les constructions d'habitation situées en zone agricole (A) et en zone naturelle (N) du Plan Local d'Urbanisme**

Une cinquantaine d'observations déposées à l'enquête publique porte sur cet objet de la modification n°1. Il est notable que la moitié y est favorable.

Le reste des observations y est également favorable, mais tend à demander d'élargir le champ d'application de ces possibilités d'extension ou d'annexe prévues par la modification n°1. Certaines observations notamment portent sur une demande d'abaissement ou de suppression du seuil minimal de 60 m<sup>2</sup> de surface de plancher à partir duquel les extensions et l'annexe et la piscine sont possibles. D'autres demandent d'augmenter les possibilités d'extension notamment en supprimant ou en augmentant les 20% d'emprise au sol, ou en rapportant les possibilités d'extension à la surface de plancher existante, à la taille des terrains ou encore à un plafond maximum de surface de plancher. D'autres souhaitent élargir le périmètre de la zone d'implantation de 20 à 30 ou 50 mètres, ou encore, réaliser plus d'une annexe.

Enfin, quelques observations s'interrogent sur les incidences paysagères et environnementales d'un assouplissement des règles de constructibilité dans les zones A et N.

La Mission Régionale de l'Autorité environnementale, dans son avis n°2018APACA11 sur le projet de modification n°1 en date du 13 mars 2018, émet six recommandations sur les possibilités de réaliser une extension, annexe et piscine pour les constructions d'habitation en zone agricole et en zone naturelle. La Métropole Aix-Marseille-Provence a adressé une réponse à cet avis en date du 27 avril 2018.

La Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers, saisie au titre des extensions des constructions en zone naturelle et agricole, a émis un avis favorable en date du 16 mars 2018 assorti de trois réserves consistant à :

« - délimiter des sous-secteurs homogènes afin de limiter les dispositifs de création d'extension et d'annexe aux sous-secteurs les plus habités des zones A et N

- limiter en zone A et N la surface de plancher totale (construction initiale + extension) à 250 m<sup>2</sup>,

- se conformer aux recommandations formulées par la MRAE dans son avis du 13 mars 2018 ».

### **1.2 Les conclusions de la commission d'enquête concernant les extensions et annexes en zones naturelles et agricoles**

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme, la commission d'enquête a présenté ses conclusions favorables en estimant que :

« - Pour les modifications du règlement concernant la possibilité d'extensions, d'annexes et de piscines en zones A et N, le projet est en accord avec les prescriptions des lois dites LAAF du 13/10/2014 et Macron du 06/08/2015 ainsi qu'avec les objectifs du PADD visant à la qualité de vie dans ces zones où sont implantées de nombreux bâtiments à usage d'habitation et sans lien avérés avec le monde agricole ; elles pénalisent toutefois les occupants des habitations les plus petites par des conditions d'emprise au sol,

- Il en est de même pour les prescriptions tendant à limiter la consommation d'espace énoncées au projet, restrictions portant sur le nombre, l'implantation, la taille et la hauteur des extensions, annexes et piscines et l'impact limité de leur implantation sur l'environnement et la biodiversité,

- Quel que soit le chiffre retenu dans le calcul des surfaces impactées, le pourcentage de zone agricole, naturelle ou humide impacté n'est pas de nature à nuire « compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site » vu le faible pourcentage des sols agricoles ou naturels impactés, cet impact étant réparti sur tout le territoire communal et non d'un seul tenant,

- Après avoir étudié les recommandations de la MRAE et les réponses en partie satisfaisantes apportées par les rédacteurs du projet à cet avis et considérées ces dernières comme satisfaisantes.

[...] Il est à noter que la CDPENAF a émis un avis favorable sous réserve « de se conformer aux prescriptions de la MRAE, notamment en ce qui concerne la limitation des nouveaux droits à construire dans les sous-secteurs les plus peuplés des zones A et N ; elle recommande de limiter la surface de plancher totale, extension comprise à 250 m<sup>2</sup>. »

Les conclusions de la commission d'enquête sont assorties des recommandations suivantes :

« Dans le but de ne pas léser les occupants des habitations de plus petites tailles qui ont un plus grand besoin d'extension, modifier le règlement de façon à autoriser une extension d'une surface maximale de 40 m<sup>2</sup> dans le prolongement du bâti existant pour tout local à usage d'habitation d'une surface comprise entre 50 à 200 m<sup>2</sup>, sans condition de limitation d'emprise au sol. Pour ces derniers, autoriser une extension uniquement par surélévation.

*A noter que la surface minimum dans le cas des bâtiments de plus de 200 m<sup>2</sup> serait de 240 m<sup>2</sup>, inférieure aux 250 m<sup>2</sup> préconisés par la CDPENAF ».*

*Porter la plus grande attention à l'exercice de ces nouveaux droits à construire dans les secteurs Ap. »*

### **1.3 Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique**

Le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme donne la possibilité de réaliser une extension, une annexe ou une piscine à condition que la construction existante à usage d'habitation fasse au moins 60 m<sup>2</sup> de surface de plancher.

L'idée de supprimer ou d'abaisser ce seuil ne serait pas cohérent avec les objectifs du PADD 3.1 visant à « *préserver la grande campagne aixoise, l'écrin paysager qui fonde l'attrait et l'identité du territoire* » et 3.4. visant à « *maintenir le potentiel cultivable des sols et développer une agriculture périurbaine de qualité* ». Le principe en zone A et N est de ne pas augmenter la population en créant de nouveaux logements qui seraient sans rapport avec les seules activités agricoles ou forestières autorisées. La notion de « *bâtiments d'habitation existants* » est donc une condition nécessaire pour éviter la transformation de bâti léger ou isolé de type cabanon assimilable par ailleurs à un changement de destination non autorisé dans les zones A et N, voire la création de logements. L'idée de supprimer ou d'abaisser le seuil serait donc de nature à renforcer le mitage du paysage et le nombre d'habitants.

Ce seuil de 60 m<sup>2</sup> correspond à la superficie de plancher qui caractérise l'espace habitable moyen pour un logement. On pourra dès lors parler « *d'extension de bâtiment d'habitation* » conformément à l'article L.151-12 du code de l'urbanisme qui précise que « *les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extensions [...]* ».

De même, ne pas conditionner la possibilité d'annexe ou de piscine à l'existence d'un bâtiment d'habitation de plus de 60 m<sup>2</sup> risquerait de renforcer le mitage et la consommation d'espaces naturel et agricole. L'autorisation d'une piscine ou d'une annexe à partir de l'existence d'un hangar ou d'un simple cabanon serait incohérente avec les objectifs de préservation du PADD, voire non conforme à l'article L.151-12 du code de l'urbanisme qui précise que « *les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet [...] d'annexes* ».

Pour ces raisons, il n'est pas souhaitable de modifier la règle du seuil conditionnant la réalisation d'une extension, d'une annexe ou d'une piscine.

De plus, en cohérence avec l'orientation 1.1.3 du PADD visant à « *limiter le développement de la construction diffuse dans la grande campagne aixoise au nom du principe d'économie d'espace et de coût* », le projet de règlement limite l'évolution du bâtiment d'habitation principal à une seule extension de 40 m<sup>2</sup>

maximum de surface de plancher supplémentaire. La taille maximale de cette extension est très significativement inférieure à celle des bâtiments d'habitation existants. Une extension de 40 m<sup>2</sup> représente en effet un supplément d'à peine 16% de la surface de plancher moyenne observée en zone A et N qui est de 250 m<sup>2</sup>. En n'autorisant qu'une seule extension, il ne peut y avoir d'extensions successives qui nécessiteraient un « *plafond* » à ne pas dépasser. Le projet d'extension doit demeurer accessoire, quelle que soit la taille du bâtiment existant auquel il n'est volontairement pas fait référence.

Sur cette question, la proposition de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestier d'instaurer un plafond de 250 m<sup>2</sup> de surface de plancher ne semble pas pertinente, les possibilités de construction étant déjà limitées à une seule extension d'une surface de plancher maximale de 40 m<sup>2</sup>. Si un plafond de 250 m<sup>2</sup> de surface de plancher était instauré, les constructions d'habitation existantes de 60 m<sup>2</sup> de surface de plancher, par exemple, pourraient réaliser 90 m<sup>2</sup> de surface de plancher supplémentaires, ce qui ne relève plus de la catégorie d'une extension. Le forfait maximum de 40 m<sup>2</sup> de surface de plancher permet de garantir que la création de surface de plancher supplémentaire puisse être qualifiée d'extension.

Par ailleurs, le projet prévoit que l'extension ne devra pas représenter plus de 20 % de l'emprise au sol du bâtiment principal d'habitation existant pour empêcher la consommation d'espace agricole et naturel grâce à la compacité du bâti. Par conséquent, en dessous de 200 m<sup>2</sup> d'emprise au sol existant, le nombre maximum de m<sup>2</sup> mobilisables au sol sera inférieur à 40 m<sup>2</sup> ce qui devrait favoriser l'extension par surélévation pour les plus « *petits* » bâtiments à usage d'habitation où les besoins sont a priori les plus importants. Ce seuil est plus restrictif qu'en zone UR, par exemple, où il s'applique à la surface des terrains. L'emprise au sol est une règle qui va permettre de maîtriser la consommation d'espace en limitant l'étalement des constructions et l'imperméabilisation des sols en cohérence avec l'orientation 3.4 du PADD concernant le maintien du potentiel agricole et naturel ainsi que l'orientation 1.4.1 visant à la réduction de l'imperméabilisation des sols. En augmentant ce pourcentage d'emprise au sol à 30 ou 40% la règle n'est plus opérante que pour les bâtiments d'habitation allant de 130 à 100m<sup>2</sup>. Pour ces raisons, il n'est pas souhaitable de modifier la taille maximale autorisée pour les extensions et la règle d'emprise au sol.

Le périmètre de la zone d'implantation répond au cas général et correspond à la distance moyenne observée dans les zones A et N entre annexe et/ou piscine vis-à-vis du bâtiment d'habitation. La règle des 20 mètres est donc réaliste. Elle correspond à des espaces déjà artificialisés autour de la maison. Cette règle vise à la compacité des unités d'habitation, évite le mitage et la réduction d'espaces naturels ou

agricoles. Pour ces raisons, il n'est pas souhaitable de modifier le périmètre de la zone d'implantation.

Ainsi, en ce qui concerne les conditions encadrant la possibilité de réaliser une extension en zone A et N, la recommandation de la commission d'enquête visant à privilégier une extension de 40 m<sup>2</sup> uniquement pour les constructions existantes à usage d'habitation d'une surface comprise entre 50 à 200 m<sup>2</sup> et sans condition de limitation d'emprise au sol en imposant un plafond de 240 m<sup>2</sup> de surface de plancher, ne nous semble pas répondre ni au critère de la qualification d'une maison d'habitation en abaissant le seuil des constructions à 50 m<sup>2</sup>, ni au critère de la réduction de la consommation d'espace en supprimant la condition de limitation d'emprise au sol. Quant à cette dernière hypothèse visant à supprimer la règle d'emprise au sol, elle n'est pas compatible avec l'article L.151-12 du code de l'urbanisme qui prévoit que « *le règlement précise [...] les conditions [...] d'emprise de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone* ».

De même, la recommandation de la commission d'enquête visant à imposer un plafond maximum de 240 m<sup>2</sup>, extension comprise, ne semble pas pertinente dans la mesure où elle recommande de conserver le forfait d'une seule extension de 40 m<sup>2</sup> de surface maximale qui constitue déjà une limitation de l'extension en surface.

Enfin, la recommandation de la commission d'enquête de conditionner les bâtiments existants de plus de 200 m<sup>2</sup> à la réalisation d'une extension de 40 m<sup>2</sup> uniquement en surélévation n'apparaît pas non plus pertinente dans la mesure où, d'une part, la zone d'implantation de 20 mètres située autour du bâtiment constitue déjà un espace artificialisé et n'augmente pas la consommation d'espace naturel ou agricole, et d'autre part, la surélévation systématique n'est pas forcément la réponse la plus opportune en termes d'insertion paysagère.

En ce qui concerne les conditions encadrant la possibilité de réaliser une annexe, l'idée de pouvoir réaliser plus d'une annexe ne paraît pas compatible avec l'orientation 3.1 du PADD visant à « *préserver la grande campagne aixoise, l'écrin paysager qui fonde l'attrait et l'identité du territoire* ». La multiplication d'annexes de 30 m<sup>2</sup> ou de 50 m<sup>2</sup> en deux emplacements différents serait de nature à renforcer le mitage du paysage. L'hypothèse que cette annexe soit close par des murs n'est pas compatible avec le fait que l'annexe ne doit pas constituer de surface de plancher. Pour ces raisons, il n'est pas souhaitable de modifier la règle du nombre d'annexe, ni l'impossibilité d'y constituer de la surface de plancher.

Enfin, en ce qui concerne les observations qui remettent en cause de manière générale la modification n°1 en s'interrogeant notamment sur les incidences paysagères et environnementales d'un assouplissement des règles de constructibilité dans

les zones A et N, il est précisé que la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme a fait l'objet d'une évaluation environnementale complétant celle réalisée lors de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme approuvé en 2015.

Cette évaluation des incidences de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence sur l'environnement a confirmé que ce projet de modification n'entraîne pas d'incidences notables sur les espaces naturels ou agricoles, sur l'environnement et la santé ou sur un site Natura 2000. En termes de consommation d'espaces naturels et agricoles, la possibilité d'envisager une extension, une annexe et une piscine pour les constructions d'habitation situées en zone agricole et naturelle n'aurait qu'un impact potentiel d'1,2 hectare sans incidences notables pour l'environnement et la santé et ne remettant pas en cause l'objectif de modération de la consommation d'espace fixé par le projet communal. Par ailleurs, la mise en œuvre de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme n'entraînera aucune incidence significative susceptible de remettre en cause la fonctionnalité écologique globale des sites Natura 2000 et aucune incidence significative sur l'état de conservation des milieux naturels et des espèces faunistiques et floristiques ayant justifié de la désignation de ces sites au réseau européen Natura 2000.

L'ambition du Plan Local d'Urbanisme, à travers son PADD, est de tendre vers un équilibre entre le développement urbain maîtrisé, le respect du patrimoine historique, et la préservation des espaces naturels et agricoles et de leurs valeurs écologiques ainsi que des terres cultivées dont l'exploitation a été pérennisée.

Trois orientations fortes du projet communal ont guidé l'écriture des nouvelles règles concernant les extensions et annexes des bâtiments d'habitation existants en zone agricole et naturelle :

- ne pas compromettre l'activité agricole, ne pas compromettre la qualité paysagère du site,
- assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone,
- limiter la consommation d'espaces agricoles et naturels.

Dans cette optique, les nouvelles règles proposées limitent suffisamment l'évolution du bâti existant autant de façon quantitative que qualitative.

Les recommandations émises par la Mission Régionale de l'Autorité environnementale dans son avis n°2018APACA11 sur le projet de modification n°1 en date du 13 mars 2018 ont fait l'objet d'une réponse détaillée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 27 avril 2018.

Les trois recommandations principales de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale visent à :



- reprendre la méthode d'analyse des incidences du projet en termes de consommation d'espace ;
- restreindre de manière conséquente les droits à construire relatifs aux extensions, annexes et piscines afin de limiter leurs incidences sur la consommation d'espace ;
- fournir un état des lieux des systèmes d'assainissement non collectifs dans les zones A et N et évaluer les incidences de nouveaux besoins associés aux extensions d'habitation et aux piscines, en termes de pression sur la ressource en eau et de risques sanitaires.

Il apparaît que la réponse donnée à l'analyse de ces trois principaux points aboutit à :

- confirmer la fiabilité et la cohérence de la démarche d'évaluation environnementale du Plan Local d'Urbanisme et le bien fondé des résultats obtenus ;
- préciser que les conditions d'encadrement des possibilités d'extension ou de réalisation d'une annexe ou d'une piscine sont suffisantes pour éviter une potentielle consommation d'espaces naturels ou agricoles. Le projet de modification n°1 propose pas moins de 11 conditions réglementaires dans les zones A et N qui limitent l'évolution du bâti existant de façon quantitative et qualitative. L'ensemble de ces directives a donc pour effet de réduire au maximum un éventuel impact environnemental et paysager des possibilités d'évolution du bâti existant sur les espaces agricoles et naturels, et de le limiter fortement aux espaces libres déjà artificialisés existants autour des habitations.
- rappeler que les modifications du règlement concernant les possibilités d'extension et de création d'annexe et/ou de piscine des bâtiments d'habitation au sein des zonages A et N du Plan Local d'Urbanisme ne permettent pas la création d'habitations supplémentaires et donc de nouveaux besoins ou risques sanitaires. De ce fait, à l'échelle de temps du Plan Local d'Urbanisme, la consommation en eau et les rejets d'eaux usées caractérisés dans le Plan Local d'Urbanisme approuvé de 2015 ne devraient pas varier significativement. Le Plan Local d'Urbanisme prend en compte le zonage d'assainissement de la commune. L'état des lieux des systèmes d'assainissement non collectifs ne relève pas des prérogatives d'un document d'urbanisme, mais de celui du Service Public d'Assainissement Non Collectif dans son rapport annuel.

Les recommandations de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale n'emportent donc pas de modification du projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme, ni sur la méthode d'évaluation environnementale, ni sur les conditions encadrant les droits à construire relatifs aux extensions, annexes et piscines en zone agricole et naturelle qui sont déjà suffisamment contraignantes pour éviter des incidences paysagères et environnementales, notamment sur la consommation d'espace.

Le résumé non technique du rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence sera simplement actualisé pour intégrer les possibilités d'extension de construction d'habitation, d'annexe et de piscine telles que prévues par la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme.

En ce qui concerne la recommandation de la commission d'enquête sur l'attention à porter à l'exercice des possibilités d'extension, d'annexe et piscine dans les secteurs Ap, il apparaît que toutes les précautions ont déjà été prises en termes d'exigence de regroupement du bâti et d'insertion paysagère dans le règlement du Plan Local d'Urbanisme actuellement en vigueur.

Le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme relatif aux extensions de construction d'habitation, annexe et piscine en zone A et N est donc maintenu tel qu'il a été présenté au dossier d'enquête publique.

## **2. Une meilleure adaptation du règlement au projet urbain en matière de forme urbaine, de déplacement et d'équipement**

La modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme consiste également à apporter des améliorations dans la rédaction du règlement afin de clarifier certaines interprétations.

### **2.1 Une meilleure adaptation du règlement au projet urbain en matière de forme urbaine**

En matière de forme urbaine, l'objectif de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme est de mieux faire comprendre et respecter les orientations générales du Plan Local d'Urbanisme en matière d'insertion urbaine des futures constructions dans les zones urbaines (UI, UM, UD, UR et UC). Ces exigences qualitatives sont retranscrites dans le règlement des zones du Plan Local d'Urbanisme sous formes de critères quantitatifs afin de faciliter leur mise en application à travers les futurs projets de construction, et ce, tout en améliorant leur qualité. En effet, les projets ne contribuent pas assez à la valorisation des espaces de nature en ville relégués dans les prospects. L'utilisation du terrain d'assiette se fait d'abord au bénéfice du bâtiment en limitant les emprises dédiées aux circulations et stationnements.

Pour conforter les espaces de respiration des projets et ainsi maintenir le caractère aéré de la couronne urbaine, il est proposé de :

#### **- mieux faire respecter la proportionnalité du recul du bâtiment vis-à-vis des voies par rapport à la hauteur du bâtiment**

Cet objectif a été traduit par l'insertion d'une notion de proportionnalité entre les espaces en interface avec l'espace public et la hauteur des bâtiments, de sorte que plus les bâtiments sont hauts, plus le retrait vis-à-vis de la voie publique est important.

**- mieux intégrer le projet dans son contexte en termes d'emprise au sol**

La modification a effectivement pour but d'améliorer les exigences en termes de forme urbaine liée à l'intégration et à la qualité architecturale et paysagère tout en maintenant le processus de densification des tissus urbains de la couronne aixoise. Dans cette optique, il a été proposé d'instaurer, en plus de la règle de recul, une disposition réglementant l'emprise au sol des projets d'habitation de plus de 500m<sup>2</sup> de surface de plancher. Le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme soumis à enquête publique propose une emprise de 35% pour la zone UM, une emprise de 25% pour la zone UD et de 15% pour le secteur UDh.

**- préserver au sein des espaces libres un espace « commun et paysager »**

En cohérence avec les orientations 1.4 et 3.3 du PADD visant à « *assurer la qualité durable du cadre de vie* » et préconisant « *le renforcement du rôle du végétal comme élément majeur de la qualité paysagère* », il a été proposé d'intégrer dans les espaces libres la création d'un espace commun et paysager afin de maintenir le caractère aéré de la couronne urbaine. Ainsi, dans les zones UM et UD, au minimum 15% de la superficie des espaces libres devront constituer un espace commun et paysager.

**- renforcer la préservation du couvert végétal existant et notamment les arbres de haute tige**

Afin de mieux préserver le couvert végétal existant et notamment l'intégration des arbres de haute tige au projet, il est proposé de compléter l'article 5 de la zone UI ainsi que celui des zones UM et UD. Un espace de pleine terre devra être respecté pour assurer la pérennité et/ou le développement des arbres de haute tige.

**- améliorer l'insertion des constructions, par leur aspect et leur volumétrie**

Il s'agit de faire en sorte que les nouveaux projets s'insèrent mieux dans le contexte urbain, en référence à des séquences de façade ou des longueurs de bâtiment. En zone UI et UM, des séquences de façade doivent être recherchées le long des linéaires de gabarit pour les façades présentant un linéaire supérieur à 20 mètres, et il est également proposé qu'une longueur de bâtiment maximale de 35 mètres soit observée en zone UD, et de 25 mètres pour les secteurs UDh.

Par ailleurs, en cohérence avec l'orientation 1.1.2 du PADD qui vise à « *permettre l'évolution mesurée des tissus peu denses dans le respect de la typologie des espaces urbains de la deuxième couronne urbaine et des villages* », mais également par cohérence avec les dispositions nouvelles des zones UM et UD pour permettre aux habitations individuelles d'évoluer raisonnablement, il s'agit également de redonner des possibilités d'évolution aux constructions existantes dans les zones urbaines de rattrapage (UR) et de campagne (UC).

Le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme propose à ce sujet que:

- en zone UR, les règles d'urbanisme s'appliquent dorénavant sur la parcelle telle qu'elle résulte de la division et non sur l'unité foncière d'origine
- les conditions de construction d'une annexe et piscine (UR et UC) soient précisées

Pour ce qui est des clôtures, il a été mis en exergue dans le Plan Local d'Urbanisme le rôle joué par les espaces situés en interface des espaces publics en termes paysagers ; ils constituent des espaces de respiration, permettant la perception de la trame végétale des formes urbaines discontinues. Depuis la rue, la clôture constitue le premier plan structurant du paysage urbain. C'est pourquoi, le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme propose une meilleure adaptation au projet urbain des dispositions réglementaires portant sur les clôtures.

**- mieux adapter certaines prescriptions graphiques au projet urbain**

Il est apparu pertinent d'ajuster certaines prescriptions graphiques de hauteur afin de correspondre au mieux à la forme urbaine pressentie de certains sites. De même, quelques linéaires de gabarit sont adaptés afin d'assurer une meilleure insertion du renouvellement urbain dans le contexte spécifique de plusieurs îlots urbains.

**- mieux adapter certains zonages au projet urbain**

Il est également apparu pertinent d'effectuer quelques reclassements de zone urbaine vers un secteur de cette même zone urbaine, par exemple d'une zone UD vers un secteur UDh, afin de s'ajuster au mieux au contexte urbain.

**2.1.1 Les observations portant sur l'adaptation du règlement au projet urbain en matière de forme urbaine**

Une centaine d'observations déposées lors de l'enquête publique porte sur l'adaptation du règlement au projet urbain en matière de formes urbaines, et si la plupart de ces observations partage la volonté d'une meilleure intégration des projets en termes de forme urbaine proposée dans le cadre de cette modification du Plan Local d'Urbanisme, certaines remarques portent même plus loin cette préoccupation en souhaitant modifier la forme urbaine à l'échelle d'un village ou d'un quartier.

Plus particulièrement, une trentaine d'observations remet en cause la forme urbaine définie sur le village de Puyricard et une vingtaine d'observations remet en cause la forme urbaine sur un secteur très localisé du quartier Saint Jean de Luynes. Ces observations sont déposées en réaction à des projets de construction. Quelques observations concernent la forme urbaine du quartier Brunet, des Tamaris ou encore de la Gare.

Après étude de ces dépositions, il en ressort que la remise en question de la forme urbaine à l'échelle d'un village, d'un quartier ou encore d'un îlot urbain

entier ne font pas partie des objectifs de la modification n°1 en matière de forme urbaine et représenterait de surcroît une modification substantielle du projet de modification présenté à l'enquête publique.

Par ailleurs, quelques observations portent sur des ajustements de linéaires de gabarit. D'autres observations portent sur le renforcement de la prise en compte des arbres et du sous-sol ou encore la définition des espaces libres, et notamment la conservation d'espaces en pleine terre. Certaines observations portent sur des éléments de patrimoine bâti.

### **2.1.2 Les conclusions de la commission d'enquête concernant le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme en matière de forme urbaine**

En ce qui concerne les objectifs en matière de forme urbaine de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme, la commission d'enquête a présenté ses conclusions favorables en estimant que :

*« - Les mesures envisagées contribuent à une meilleure compréhension et à une meilleure lisibilité du projet,*

*- Les mesures projetées en faveur d'une meilleure adaptation du projet urbain en matière de formes urbaines [...] sont également aptes à rendre les objectifs du PADD par une traduction réglementaire plus explicite et de mieux faire comprendre et donc respecter les orientations générales du [Plan Local d'Urbanisme] PLU des futures constructions et de traduire dans le règlement les mesures qualitatives souhaitées.*

*- Le classement en zone 1AU2-UD de deux terrains dans le secteur de Sainte-Anne Bouenhoure ne paraît pas cohérent avec une politique d'aménagement d'ensemble ».*

La commission a assorti ses conclusions des recommandations suivantes :

*« Revoir le zonage des terrains de Sainte Anne-Bouenhoure et le classer en zone UD puisque leurs caractéristiques ne correspondent pas à celles de la zone 1AU2-UD »*

*« Uniformiser le classement des deux zones différentes de [Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager] ZPPAUP frappant une même parcelle et au sein de cette parcelle un même bâtiment d'habitation ».*

### **2.1.3 Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique portant sur l'adaptation du règlement au projet urbain en matière de forme urbaine**

Les dispositions prévues par le projet de modification n°1 en matière de forme urbaine sont conservées telles qu'elles ont été présentées dans le dossier d'enquête publique. Il apparaît toutefois pertinent, au

regard des résultats de l'enquête publique, d'apporter quelques dispositions complémentaires à ce projet d'amélioration de la forme urbaine.

Ainsi, dans l'objectif de mieux adapter certaines prescriptions graphiques au projet urbain prévu par la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme, il apparaît que l'adaptation des linéaires de gabarit est souhaitable en zone UI, lorsqu'ils viennent en conflit avec d'autres prescriptions réglementaires du Plan Local d'Urbanisme, notamment les éléments éco-paysagers et patrimoniaux. Il est donc proposé d'inscrire une exception à la règle d'alignement sur le linéaire de gabarit en zone UI pour permettre une meilleure adaptation des linéaires de gabarit aux seuls cas où leur application serait rendue incompatible avec la prise en compte des éléments éco-paysagers et patrimoniaux ou avec les prescriptions liées à la sécurité pour la gestion de l'espace public, et dans la limite maximale d'un recul de 2 mètres afin de conserver la forme urbaine continue de la zone UI.

En ce qui concerne les aménagements paysagers et les éléments de cheminement constitutifs des bastides, tels les murs de clôtures qui bordent les bastides, il semble important de pouvoir les restituer en permettant ainsi la mise en valeur des éléments patrimoniaux qui participent de la cohérence d'ensemble de l'élément patrimonial bastidaire. Il convient donc prévoir une disposition dans les prescriptions particulières relatives aux éléments de patrimoine bastidaire qui permette la restauration de ces éléments, notamment les murs d'enceinte des domaines bastidaires.

Dans l'objectif de préserver au sein des espaces libres un espace « commun et paysager » et de renforcer la préservation du couvert végétal existant prévu par la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme, il apparaît enfin pertinent de préciser le pourcentage d'espaces libres en pleine terre en complément des prescriptions pour le maintien des arbres de hautes tiges et d'emprise au sol. Pour cela, il est proposé que le projet de règlement soit être adapté pour permettre une meilleure intégration des projets dans leur environnement en précisant un quota de pleine terre à conserver parmi les espaces libres de toute occupation dans les zones privilégiées du renouvellement urbain UM et UD. Cette disposition permettrait de garantir la qualité paysagère des espaces libres et le développement des arbres à haute tige. Il est donc proposé d'imposer un quota minimum de 20 % d'espace de pleine terre en zone UM et UD, comme c'est déjà le cas en zone UI.

Enfin, afin de mieux adapter certains zonages au projet urbain, le reclassement en zone UD assortie d'une prescription de hauteur de 7 mètres de deux unités foncières bâties actuellement classées en secteur 1AU2-UD dans le quartier de Sainte Anne-Bouenhoure apparaît pertinent, dans la mesure où l'obligation de réaliser une opération d'aménagement d'ensemble sur la totalité du secteur 1AU2-UD ne paraît pas adaptée à la configuration de ces deux

bâtiments situés à l'extrême Est du secteur. Le reste du secteur conservera en revanche son classement en secteur 1AU2-UD, car il rentre parfaitement dans la logique d'aménagement d'ensemble sur la totalité de ce secteur. Cette modification de zonage après enquête publique va également dans le sens de la recommandation émise à ce sujet par la commission d'enquête. De plus, il convient d'ajuster le périmètre de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°17 Sainte Anne-Bouenhoure en cohérence avec cette modification de zonage qui n'a plus lieu de se situer dans le périmètre de cette Orientation d'Aménagement et de Programmation.

Le rapport de présentation de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme ainsi que le résumé non technique du rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme seront actualisés pour intégrer ces dispositions d'adaptation du règlement au projet urbain en matière de forme urbaine.

En ce qui concerne la recommandation de la commission d'enquête au sujet de l'uniformisation du « *classement des deux zones différentes de ZPPAUP frappant une même parcelle et au sein de cette parcelle un même bâtiment d'habitation* », il est précisé que la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager d'Entremont-Saint Donat est une servitude d'utilité publique dont l'évolution ne relève pas d'un document d'urbanisme tel que le Plan Local d'Urbanisme, mais d'un Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine.

## **2.2 Une meilleure adaptation du règlement au projet urbain en matière d'équipement**

La modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme prévoit plusieurs adaptations de zonage, d'emplacements réservés ou encore du règlement du Plan Local d'Urbanisme afin de tenir compte du niveau d'équipement existant ou des besoins en matière d'équipement.

Elle a notamment pour but de faciliter la réalisation d'opérations liées aux services publics ou d'intérêt collectif. En ce sens, un nouvel article est inséré dans les dispositions générales du règlement afin d'introduire une possibilité de dérogation à certaines des prescriptions du règlement selon des motifs liés aux caractéristiques techniques ou fonctionnelles de l'opération sous certaines conditions, notamment de ne pas porter atteinte au site dans lequel elle s'insère.

De plus, l'implantation des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dans les marges de recul prévu à l'article 10 des dispositions générales du règlement est étendue à l'ensemble des zones, sous certaines conditions.

La modification n°1 concerne également la possibilité de réaliser des constructions à destination de service public ou d'intérêt collectif dans le secteur d'attente d'un projet global d'aménagement au Jas de Bouffan

en lien avec la future ligne de Bus à Haut Niveau de Service.

### **2.2.1 Les observations portant sur l'adaptation du règlement au projet urbain en matière d'équipement**

Près d'une cinquantaine d'observations a été déposée à l'enquête publique au sujet des adaptations relatives aux emplacements réservés. Certaines concernent des emplacements réservés visés dans le projet de modification n°1. D'autres, proposent la création, la suppression ou l'adaptation d'emplacements réservés non concernés par cette modification n°1.

En ce qui concerne l'emplacement réservé n°7 à destination d'un parc public dans le quartier de la Torse, qui fait l'objet d'une légère réduction dans le cadre de la modification n°1, des observations contradictoires ont été déposées : une vingtaine d'observations demandent le maintien de la totalité de cet emplacement réservé, tandis qu'une autre vingtaine d'observations -consignées par un unique dépositaire- demande la suppression totale de cet emplacement réservé afin de rendre constructible l'ensemble des terrains destinés à la création du parc public.

Quelques observations ont été déposées lors de l'enquête publique concernant les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, en soulignant le caractère positif de ces modifications tout en plaçant pour un principe de dérogation plus complet, notamment dans les zones 1AU et 2AU.

Enfin, une observation porte sur l'inadéquation des dispositions réglementaires applicables au secteur d'attente de projet du Pont de l'Arc destiné à une réorganisation du site de la régie des transports en vue de la mise en place du Bus à Haut Niveau de Service.

### **2.2.2 Les conclusions de la commission d'enquête concernant le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme en matière d'adaptation du règlement au projet urbain en matière d'équipement**

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme, la commission d'enquête a présenté ses conclusions favorables en estimant que :

« - *Le projet concernant les équipements va dans le sens d'une meilleure implantation et d'un fonctionnement amélioré des équipements par leur adaptation aux réalités du terrain et à leur usage* ».

La commission d'enquête a assorti ses conclusions des recommandations suivantes :

« *Etablir un calendrier des travaux d'extension du réseau d'eau potable permettant le raccordement du secteur NS6 occupé par le CIAM.*

*« Conserver à l'emplacement réservé n°7 sa vocation à participer à l'extension du Parc de la Torse et à la protection des bastides sans possibilité d'implantation ou d'aménagement de quelque sorte que ce soit. »*

*« Procéder à une étude concernant les bâtiments servant à la fois d'habitation et de siège d'une activité libérale en cas de cessation par exemple ainsi que sur la possibilité d'implantation d'une telle activité dans des locaux à usage d'habitation existants. »*

*« Répondre favorablement aux demandes de la SEMEPA concernant l'implantation des CINASPIC et à la demande de modifier la zone de projet pour permettre la construction des bâtiments destinés à l'exploitation du BHNS. »*

### **2.2.3 Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique portant sur l'adaptation du règlement au projet urbain en matière d'équipement**

En ce qui concerne l'emplacement réservé n°7 dans le quartier de la Torse, il est rappelé qu'il s'agit d'un projet de parc public dans un secteur aux enjeux écologiques et paysagers forts dus à la présence :

- de cours d'eau et de ses ripisylves
- de vastes espaces naturels à proximité (collines de Bibemus) en lien direct avec le site de la Sainte Victoire
- d'un parc public particulièrement bien situé car proche à la fois de la ville historique et des espaces naturels reliés à ceux de la Sainte Victoire
- de grands équipements publics sportifs en lien direct avec le parc public

L'un des objectifs de ce secteur est l'extension des promenades de la Torse et la mise en relation du parc de la Torse avec les espaces naturels de la colline de Bibemus afin d'assurer une coulée verte et une continuité écologique en ville. C'est pour cela que les espaces non urbanisés font l'objet d'emplacements réservés au bénéfice de la commune pour étendre le parc de la Torse jusqu'aux collines de Bibemus en prenant comme axe de développement les ruisseaux des Pinchinats et Baret.

L'emplacement réservé n°7 est inscrit sur les domaines de deux bastides, celle dite de la Cortésine et celle dite du Roc Fleuri, protégées toutes les deux au titre des éléments de patrimoine bâti, ainsi que sur les berges des ruisseaux des Pinchinats et Baret.

Son périmètre nécessite d'être affiné pour mieux prendre en compte les particularités complexes du site, à savoir :

- la topographie des berges du ruisseau des Pinchinats, qui nécessite un élargissement partiel du périmètre de l'emplacement réservé pour inclure la totalité des pentes dont les escaliers permettant la mise en relation du cours d'eau avec le reste du futur parc,

- les espaces proches des bastides, qui ne feront pas parties du futur parc, il convient que leurs abords proches soient conservés de façon à les mettre en valeur. En effet, le périmètre précédent de l'emplacement réservé était partiellement trop proche de ces deux bastides ainsi que de leurs annexes, et n'avait pas un périmètre régulier permettant une mise en valeur correcte de leurs abords proches,

- une partie de l'emplacement réservé située traverse de la Cortésine, constituée essentiellement de broussailles, qui se trouve être au-dessus de la ripisylve du ruisseau Baret et donc en dehors des continuités écologiques, qui est un des axe du développement de la coulée verte.

L'adaptation de l'emplacement réservé n°7 dans la modification n°1 concerne uniquement une réduction de 2990 m<sup>2</sup> sur sa partie Nord-Est, soit une réduction représentant seulement 8 % de la surface totale de l'emplacement réservé, et il est confirmé que l'ensemble du périmètre conservé de ce même emplacement réservé est destiné à la réalisation du parc public.

Le maintien de l'adaptation de l'emplacement réservé n°7 tel qu'il est prévu dans le cadre de la modification n°1 et donc forcément le maintien de l'affectation de cet emplacement réservé à la réalisation d'un parc public va ainsi également dans le sens de la recommandation de la commission d'enquête.

En ce qui concerne l'objectif d'élargir les possibilités d'implantation de constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dans le cadre de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme, il est proposé de permettre leur implantation dans les zones 1AU et 2AU sous certaines conditions, notamment d'être compatible avec l'aménagement d'ensemble des zones à urbaniser. La possibilité de réaliser sous condition des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dans les zones à urbaniser va ainsi également dans le sens de la recommandation de la commission d'enquête.

Dans ce même cadre, la rédaction de l'article UR-2 mérite également que l'on précise que les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif soient autorisées en zone UR sous certaines conditions. Cette précision permet de conserver à l'article UR-1 une interdiction générale de toute destination qui ne serait pas autorisée sous condition à l'article UR-2, la zone UR étant une zone de rattrapage en matière d'équipement qui ne peut supporter un développement trop important en termes d'activités.

Enfin, il apparaît nécessaire de rendre compatible le régime du secteur d'attente de projet du Pont de l'Arc avec les projets d'intérêt général en lien avec l'amélioration des transports en commun. Il convient ainsi d'augmenter le plafond de surface de plancher réalisable pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif à 1000 m<sup>2</sup> en lien avec les nouveaux besoins du

centre de contrôle du réseau de Bus à Haut Niveau de Service. La possibilité de réaliser sous condition des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dans le secteur d'attente de projet du Pont de l'Arc va ainsi également dans le sens de la recommandation de la commission d'enquête.

Le résumé non technique du rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme sera actualisé pour intégrer l'adaptation du règlement au projet urbain en matière d'équipement.

En ce qui concerne la recommandation de la commission d'enquête d'« *établir un calendrier des travaux d'extension du réseau d'eau potable permettant le raccordement du secteur NS6 occupé par le CIAM* », il est à noter que cet équipement est actuellement alimenté par une usine d'eau potable sur site gérée et entretenue par la régie de l'eau. De plus, l'article N-4 du règlement applicable aux zones naturelles précise que toute construction ou installation doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable lorsqu'il existe. Par conséquent, lorsqu'une extension du réseau public d'eau potable sera envisagée au droit du Centre International des Arts en Mouvement, cette structure aura l'obligation de se raccorder au réseau public d'eau potable.

En ce qui concerne la recommandation de la commission d'enquête de procéder à une étude concernant les bâtiments servant à la fois d'habitation et de siège d'une activité libérale, il ne semble pas nécessaire de procéder à une telle étude dans la mesure où l'activité libérale reste une destination accessoire de la destination principale d'habitation, et que dans ce cas, la destination accessoire prend la destination principale, conformément à l'article R.151-29 du code de l'urbanisme.

Le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme portant sur l'adaptation du règlement au projet urbain en matière d'équipement est donc légèrement modifié après enquête publique par les dispositions présentées ci-dessus relatives aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

### 2.3 Une meilleure adaptation du règlement au projet urbain en matière de déplacement

Des adaptations du règlement en matière de déplacement sont réalisées par la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme. Ces adaptations ont pour effet de modifier, supprimer ou créer des emplacements réservés dans ce but.

#### 2.3.1 Les observations portant sur l'adaptation du règlement au projet urbain en matière de déplacement

Plusieurs observations proposent la création, la suppression ou l'adaptation d'emplacements réservés

ou de servitude de cheminement piéton qui ne concernent pas cette modification n°1.

D'autres observations concernent la problématique du stationnement privatif ou public. Il est notamment demandé de limiter le report sur le domaine public des stationnements inhérents aux nouvelles constructions.

#### 2.3.2 Les conclusions de la commission d'enquête concernant l'adaptation du règlement au projet urbain en matière de déplacement

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme, la commission d'enquête a présenté ses conclusions favorables.

#### 2.3.3 Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique portant sur l'adaptation du règlement au projet urbain en matière de déplacement

Le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme portant sur l'adaptation du règlement au projet urbain en matière de déplacement est conservé tel qu'il a été présenté au dossier d'enquête publique.

Il apparaît toutefois pertinent, au regard des observations déposées à l'enquête publique relatives à la problématique du stationnement, d'apporter une disposition complémentaire à l'adaptation du règlement au projet urbain en matière de déplacement en matière de stationnement de surface dans certaines zones urbaines.

En effet, le constat de besoins en stationnement générés par les logements nouveaux, notamment au regard des usages occasionnels, suppose le traitement d'une partie du stationnement en surface. Pour cela, il est souhaitable d'adapter le projet de règlement pour augmenter le pourcentage de places de stationnement en surface dans les zones UM et UD en imposant un quota de 20 % de places de stationnement en surface.

### 3. L'amélioration de la rédaction du règlement afin de clarifier certaines interprétations

La modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme a également pour objectif la clarification de l'écriture du règlement afin d'améliorer la lecture de ce document et de clarifier certaines de ses dispositions.

La rédaction des dispositions applicables aux zones est effectivement améliorée notamment en ce qui concerne les dispositions relatives aux accès et à la voirie, aux règles d'implantation et de gabarit, aux clôtures et de composition des espaces libres. Plusieurs définitions du règlement portant notamment sur des notions de gabarit, de limites séparatives et d'espaces libres sont également améliorées.

Les dispositions particulières relatives au risque inondation sont clarifiées notamment en ce qui concerne la distribution entre les dispositions communes et les dispositions particulières applicables

dans chacun des secteurs d'inondation, ou encore en ce qui concerne des précisions sur la vulnérabilité.

Les dispositions particulières relatives à l'aléa feu de forêt sur clarifiées dans leurs dispositions communes et les conditions de desserte des terrains exposés à l'aléa feu de forêt.

### **3.1 Les observations portant sur l'amélioration de la rédaction du règlement afin de clarifier certaines interprétations**

Près de 70 observations portent sur la clarification des dispositions particulières relatives aux risques naturels dont la moitié concerne le risque inondation, et l'autre moitié l'aléa feu de forêt.

Une trentaine d'observations porte ainsi sur le risque inondation, principalement en ce qui concerne l'intégration dans le Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence du « porter à connaissance » de l'Etat du 25 août 2016 sur l'étude d'aléa inondation de l'Arc, d'autres souhaitant une adaptation du niveau de risque sur leur parcelle.

Une trentaine d'observations concerne les modalités de reconstruction d'un bâtiment après sinistre visées à l'article 7 des dispositions générales du PLU. Certains demandent la suppression de l'interdiction de reconstruction, d'autres la précision des conditions autorisant la reconstruction au regard de l'aléa feu de forêt, et certains estiment que le délai de deux ans appliqué pour la reconstruction après sinistre, plus particulièrement en zone naturelle est insuffisant. Quelques observations estiment qu'il est nécessaire d'intégrer au Plan Local d'Urbanisme la classification des indices « F1 » et « F2 » du risque incendie.

Quelques observations portent également sur la clarification du règlement des zones ou des définitions du règlement et plus précisément sur :

- les définitions des limites séparatives, des linéaires de gabarit et des espaces libres ;
- l'écriture de l'exemption de l'emprise au sol des bassins de piscine au regard des espaces libres qui ne paraît pas suffisamment explicite ;
- les dispositions sur le stationnement en zone UI qui ne mentionnent pas l'obligation d'intégrer 50%

### **3.2 Les conclusions de la commission d'enquête concernant le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme sur la clarification du règlement**

En ce qui concerne la clarification du règlement du Plan Local d'Urbanisme, la commission d'enquête a présenté ses conclusions favorables en estimant que :

*« - Les mesures envisagées contribuent à une meilleure compréhension et à une meilleure lisibilité du projet, [...] »*

*- Les dispositions des porter à connaissance des services de l'Etat concernant les risques feux de forêt sont intégrés au projet de [Plan Local d'Urbanisme] PLU pour mieux en tenir compte ; toutefois, l'interdiction de reconstruction après sinistre édictée à l'article 7 est trop restrictif ».*

La commission a assorti ses conclusions des recommandations suivantes :

*« Procéder à une nouvelle rédaction de l'article 7 des dispositions générales du règlement qui restreint le droit à reconstruire après sinistre pour le mettre en cohérence avec les textes législatifs et réglementaires en vigueur et la jurisprudence des juridictions administratives ».*

*« Uniformiser la définition de l'emprise au sol figurant dans le règlement du Plan Local d'Urbanisme en vigueur et celle figurant au titre IV du règlement de la modification n°5 ».*

### **3.3 Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique concernant l'amélioration de la rédaction du règlement afin de clarifier certaines interprétations**

En ce qui concerne la clarification du règlement en matière de risque inondation, il est rappelé que les modifications proposées dans la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme n'ont pas de rapport avec le « porter à connaissance » de l'Etat du 25 août 2016. Ce « porter à connaissance » de l'Etat qualifie des aléas inondation dont l'intégration au Plan Local d'Urbanisme relève des cartographies de synthèse des aléas et des cartographies des risques d'inondation dénommées les planches CRI dans la procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme.

La modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme vise uniquement à clarifier les dispositions écrites particulières du règlement relatives au risque inondation sans apporter aucun changement graphique en termes de qualification des aléas et risques inondation. Les clarifications du règlement écrit consistent à supprimer les redites, compléter les rédactions pour mieux assurer leur compréhension et préciser la définition de la vulnérabilité.

Par conséquent, les observations déposées à l'enquête qui estiment nécessaire de modifier les dispositions particulières du règlement du Plan Local d'Urbanisme relatives au risque inondation au regard du « porter à connaissance » de l'Etat du 25 août 2016 ne sont pas pertinentes puisque ce seront les services de l'Etat qui élaboreront prochainement leur propre règlement dans le cadre du Plan de Prévention des Risques Inondation de l'Arc. L'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques d'Inondation par débordement de l'Arc et de ses principaux affluents sur la commune d'Aix-en-Provence a effectivement été prescrite par arrêté préfectoral du 9 avril 2018.

En ce qui concerne la clarification des dispositions applicables dans les secteurs de risques naturels du

Plan Local d'Urbanisme, il est pertinent de réglementer les démolitions et reconstructions uniquement dans les secteurs repérés en rouge et non dans les dispositions communes, puisque par nature ces contraintes ne sont applicables que pour les secteurs qui n'autorisent pas les constructions neuves et donc dans les seuls secteurs rouges.

Il est également précisé que la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme ne porte pas sur la réécriture de l'article 7 des dispositions générales du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 23 juillet 2015.

Il est simplement rappelé qu'aux termes de L.111-3 du Code de l'Urbanisme : « *La reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit ou démoli depuis moins de dix ans est autorisée nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire, sauf si la carte communale, le plan local d'urbanisme ou le plan de prévention des risques naturels prévisibles en dispose autrement, dès lors qu'il a été régulièrement édifié* ». De plus, la rédaction de l'article 7 des dispositions générales du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 23 juillet 2015 a été validée par la juridiction administrative.

Par conséquent, la recommandation de la commission d'enquête visant à procéder à une nouvelle rédaction de l'article 7 des dispositions générales du règlement qui restreint le droit à reconstruire après sinistre pour le mettre en cohérence avec les textes législatifs et réglementaires en vigueur et la jurisprudence des juridictions administratives, ne semble pas pertinente, d'une part, car la modification n°1 ne porte pas sur ce sujet, et d'autre part, car sa rédaction actuelle est cohérente avec l'article L.111-3 du Code de l'Urbanisme et la jurisprudence actuelle en la matière.

Par ailleurs, en ce qui concerne les indices « F1 » et « F2 » du « porter à connaissance » de l'Etat sur le risque incendie, ils ont été intégrés dans les planches C « Aléa feu de forêt » du Plan Local d'Urbanisme lors de son approbation en 2015 et qualifiés en tant que secteurs de sensibilité au feu de forêt. Les modifications proposées par la commune dans la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme visent à clarifier les dispositions particulières du règlement relatives à l'aléa feu de forêt et non à apporter un changement graphique aux planches C « Aléa feu de forêt » du Plan Local d'Urbanisme.

En revanche, suite aux observations portant sur la clarification du règlement, il est effectivement pertinent de clarifier les prescriptions relatives au stationnement en zone UI, et plus précisément la règle du quota de 50% de places de stationnement exigé dans le volume de la construction : il sera ainsi précisé que cette règle s'applique dans les deux cas, en présence de linéaire de gabarit et en l'absence de linéaire de gabarit.

Une clarification du règlement est également nécessaire pour la définition des limites séparatives et du linéaire de gabarit au regard des limites séparatives, ce qui amène également à préciser l'écriture des règles de la zone UI.

Enfin, l'écriture sur les espaces libres mérite d'être précisée, notamment afin de clarifier le fait de ne pas comptabiliser les bassins de piscine dans les emprises bâties, ou encore d'améliorer la définition sur les espaces communs paysagers et les espaces libres.

En ce qui concerne la recommandation de la commission d'enquête visant à « *uniformiser la définition de l'emprise au sol figurant dans le règlement du Plan Local d'Urbanisme en vigueur et celle figurant au titre IV du règlement de la modification n°5* », il convient de préciser que la définition de l'emprise au sol, telle qu'elle est modifiée dans le cadre de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme, sera rendue opposable lors de l'entrée en vigueur ultérieure de l'approbation de la modification n°5. La définition de l'emprise au sol figurant dans la modification n°5 sera donc identique à celle approuvée lors de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme.

Le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme portant sur l'amélioration de la rédaction du règlement afin de clarifier certaines interprétations est donc légèrement modifié après enquête publique par les dispositions présentées ci-dessus.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents



- d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du conseil municipal n°2015-349 du 23 juillet 2015 approuvant le Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence ;
- La délibération du conseil municipal d'Aix-en-Provence n°2017-596 du 13 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence par la Métropole Aix-Marseille-Provence au-delà du 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°URB 011-3569/18/CM du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence ;
- La consultation des personnes associées et consultées sur le projet modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence conformément aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme ;
- L'avis de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers en date du 16 mars 2018 ;
- La décision n°CU-2017-93-13-30 du 19 octobre 2017 de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale après examen au cas par cas soumettant la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme à évaluation environnementale ;
- L'avis n°2018APACA11 de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale sur le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence en date du 13 mars 2018 ;
- La réponse adressée par la Métropole Aix-Marseille-Provence le 27 avril 2018 aux recommandations émises par la Mission Régionale de l'Autorité environnementale dans son avis n°2018APACA11 sur le projet de modification n°1 du 13 mars 2018 ;
- La décision n°18000041/13 en date du 5 avril 2018 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant la commission d'enquête ;
- L'arrêté du Vice Président de la Métropole n°18-CT2-017 du 27 avril 2018 portant ouverture et organisation de l'enquête publique unique portant sur plusieurs procédures d'évolution du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, dont la modification n°1 ;
- Le rapport et les conclusions du 26 juillet 2018 portant avis favorable de la commission d'enquête assorti de 10 recommandations

sur le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'avis favorable de la commission d'enquête assorti de 10 recommandations.
- Que les remarques issues des résultats de l'enquête publique unique justifient des adaptations mineures du projet de modification n°1 du Plan Local d'urbanisme.
- Que des modifications sont apportées au projet de modification n°1 suite aux observations formulées pendant l'enquête publique, à l'avis de la commission d'enquête et aux avis des Personnes Publiques Associées et Consultées susmentionnées.
- Que le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence modifié dans l'ensemble de ses composantes, ainsi que le rapport et les conclusions de la commission d'enquête ont été mis à disposition des conseillers de Territoire au format numérique et au format papier au siège du Territoire du Pays d'Aix et à la Direction Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix, ainsi que des conseillers métropolitains au format numérique et au format papier au siège de la Métropole afin qu'ils puissent en prendre connaissance.
- Que le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence est prêt à être approuvé.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, telle qu'annexée à la présente.

**Article 2 :**

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R.153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :

- affichage pendant un mois au siège de la Métropole et à l'Hôtel de Ville d'Aix-en-Provence
- mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département

### **Article 3 :**

Le dossier de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence est tenu à la disposition du public en mairie d'Aix-en-Provence 12, rue Pierre et Marie Curie, rez-de-chaussée, service Accueil – Renseignement du Plan Local d'Urbanisme, à la Direction Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix et à la Préfecture du Département des Bouches-du-Rhône aux jours et heures habituels d'ouverture au public, conformément à l'article R.153-21 du Code de l'Urbanisme.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 007-4625/18/CM**

#### **■ Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence - Approbation de la révision allégée n°1**

#### **MET 18/8041/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération n°2015-349 du 23 juillet 2015 la commune d'Aix-en-Provence a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Une procédure de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence a été engagée par délibération du Conseil Municipal d'Aix-en-Provence

n°2016-503 du 10 novembre 2016 portant sur l'ajustement de façon ponctuelle de la trame végétale à la réalité des plantations, la réduction de quelques zones N et A en les adaptant à la réalité géographique et paysagère du territoire et la réduction d'une protection du patrimoine bâti.

Cette révision ne portant pas atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, elle s'inscrit dans le cadre de la procédure de révision « allégée » prévue par les dispositions de l'article L.153-34 du Code de l'Urbanisme :

*« lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 ».*

Le projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence a fait l'objet d'une concertation préalable dont le bilan a été tiré par délibération du Conseil Municipal n°2017-358 du 20 juillet 2017 et le projet de révision allégée n°1 a été arrêté lors de cette même séance. Il a fait l'objet d'un examen conjoint des personnes publiques associées le 6 septembre 2017.

Les pièces du Plan Local d'Urbanisme qui font l'objet de modifications sont le règlement et les documents graphiques du règlement, ainsi que l'actualisation du rapport de présentation. Ils sont adaptés pour prendre en compte les évolutions proposées.

La Mission Régionale de l'Autorité environnementale a émis un avis n°17APACA54 du 27 octobre 2017 sur le projet de révision allégée n°1 assorti de plusieurs recommandations. La Métropole Aix-Marseille-Provence a adressé une réponse à cet avis du 27 avril 2018. La Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers, saisie au titre des réductions des espaces naturels et agricoles, a émis un avis favorable tacite.

Le Conseil Municipal d'Aix-en-Provence a donné son accord pour la poursuite de cette procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence au-delà du 1er janvier 2018, date du transfert de la compétence « Plan Local d'Urbanisme » à la Métropole, par délibération n°2017-596 du 13 décembre 2017.

Le Conseil de la Métropole a confirmé la poursuite de la procédure de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence par délibération n°URB 010-3568/18/CM du 15 février 2018.

La révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme a été soumise à enquête publique dans le cadre des dispositions réglementaires de l'article L.153-41 du Code de l'Urbanisme en ce qu'elle modifie les possibilités de construire. Cette enquête s'est déroulée dans le cadre d'une enquête publique unique regroupant plusieurs procédures d'évolution du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence. Les modalités d'organisation de l'enquête publique unique ont été fixées par arrêté du Vice-Président de la Métropole n°18-CT2-017 du 27 avril 2018.

Durant l'enquête, le dossier et un registre ont été mis à disposition de la population afin de permettre de consulter le projet, mais également d'émettre des observations. Neuf permanences de la commission d'enquête ont été assurées. De plus, la totalité des documents était consultable sur le site Internet du Pays d'Aix avec la possibilité de déposer à l'enquête publique par courrier électronique.

130 remarques environ ont été émises sur ce projet de révision allégée n°1. Il est à relever que parmi ces observations, près de 70 observations concernent la trame végétale, une dizaine d'observations concerne le Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées du Domaine de Tournon, et près de 80 observations concernent des demandes de reclassement de zone à vocation naturelle ou agricole en zone à vocation urbaine. Une vingtaine de remarques porte sur les éléments de patrimoine et quelques observations concernent Plan d'Aillane.

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête désignée à cet effet ont été reçus le 26 juillet 2018. La commission d'enquête a signalé dans son rapport que les moyens mis à disposition, tant au niveau matériel que pour l'information du public, ont permis le déroulement de l'enquête publique dans de bonnes conditions. Elle a également souligné que la fréquentation du public avait été importante.

Elle a étudié le projet de révision allégée n°1 et l'ensemble des observations déposées par le public dans son rapport en les regroupant sous forme de thématiques.

Son analyse du projet de révision et des observations a abouti à l'expression d'un avis favorable au projet de révision allégée n°1 accompagné d'une réserve et de deux recommandations.

Il convient de présenter cette analyse sur les principaux objectifs de la présente révision allégée, analyse qui prend en compte autant les observations du public que celles émises par la commission d'enquête, ainsi que les recommandations de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale.

A l'issue de l'enquête publique, les observations et avis émis peuvent se regrouper dans les trois catégories suivantes :

- la trame végétale
- le Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées du Domaine de Tournon

- les demandes de reclassement de zones à vocation naturelle ou agricole en zone à vocation urbaine

## 1. La protection de la trame végétale

Dans la lignée de l'orientation 3.2 du PADD du Plan Local d'Urbanisme prévoyant de « *Renforcer le rôle du végétal comme élément majeur de la qualité paysagère, y compris dans les zones urbaines et « Intégrer la trame végétale (masses boisées, ripisylves, haies et arbres d'alignement) comme élément structurant du projet urbain* », la révision allégée a pour objectif d'ajuster certaines prescriptions graphiques de protection des éléments naturels pour mieux assurer leur valorisation et leur pérennité.

Il s'agit d'ajuster la localisation graphique des protections de la trame végétale à la réalité des plantations, par le biais d'une modification ou d'une réduction d'espaces boisés classés ou de protections édictées en raison de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels lorsque les sujets ont été mal identifiés et d'instaurer ces mêmes protections sur les sujets à protéger réellement.

En effet, il s'avère que des incohérences ont effectivement été constatées et se sont révélées avec l'utilisation des documents graphiques du règlement : la délimitation de certaines protections n'a pas été tout-à-fait exacte au regard de la réalité du terrain dans certains cas, et une protection mieux délimitée sera plus efficace puisqu'elle protégera effectivement les sujets les plus intéressants. Ces rectifications ne concernent que quelques protections graphiques.

### 1.1 Les observations et avis portant sur des demandes d'adaptation de la trame végétale (modification, suppression, adaptation d'espaces boisés classés, masses boisées, haies)

Une demande récurrente a fait l'objet de plus d'une quarantaine de dépôts : il s'agit de remarques sur la diminution de l'espace boisé classé, prévue dans la présente révision allégée, situé dans le quartier de la Torse à proximité de l'emplacement réservé n°7 destiné à un projet de parc public.

Par ailleurs, parmi la trentaine de demandes d'adaptation ponctuelle de la trame verte, seules quelques dépositions s'avèrent pertinentes et correspondent aux objectifs de cette procédure qui tendent à ajuster certaines prescriptions graphiques de protection des éléments naturels pour mieux assurer leur valorisation.

La Mission Régionale de l'Autorité environnementale recommande de fournir une évaluation quantitative de l'état des lieux des superficies déclassées des espaces boisés classés et des masses boisées. Elle recommande également de justifier le déclassement des espaces boisés classés, l'intérêt du classement de nouveaux espaces boisés classés, et préciser les incidences de ces modifications, notamment en termes de biodiversité et de continuité écologique.

## 1.2 Les conclusions de la commission d'enquête relatives aux demandes d'adaptation de la trame végétale

En ce qui concerne ce sujet de la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme, la commission d'enquête a présenté ses conclusions favorables en estimant que :

*« -La protection de la trame verte est en cohérence avec le PADD ; il est rappelé que l'analyse paysagère effectuée dans le PLU sur le paysage, a montré l'importance du végétal dans les perceptions du territoire aixois qui joue un rôle d'accompagnement paysager au sein de chacune des unités paysagères. Cette révision s'attache à ajuster la localisation graphique des protections de la trame végétale à la réalité des plantations, au titre des [espaces boisés classés] EBC, voire de celles édictées par la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ; [...]*

*-La proposition de réductions [d'espaces boisés classés] d'EBC, suite à redéfinition sur les secteurs de : Torse-Cortésine, Golf Aix Marseille, Torse Roc Fleuri, Les Bornes (EBC), le quartier Saint-Mitre, La Souque, Route du Tholonet (haies), Cuques (masses boisées), qui par erreur n'étaient pour la plupart que des zones de broussailles, voire de friches classées à tort « EBC », remplacées à la faveur de cette révision, (en contre partie) par de réelles zones boisées non prises en compte dans l'EBC, semble-t-il par mesure d'équilibre. Dans d'autres cas, tels que sur le Pole d'Activité Aix-en-Provence (PAAP) de Pichaury, et Traverse des Dominicaines, l'emprise de la servitude étant supérieure à la réalité du domaine paysager ont nécessité une régularisation ;*

*La révision allégée a donc permis la prise en compte de ces réalités avec ajustement du paysager et du renforcement du rôle végétal en conformité avec les orientations du PADD.*

*-Les engagements de protection et de sauvegarde du site « La bastide Bel Air », bonne initiative quant à l'adaptation de servitude de culture, assortie de la prescription de hauteur maximum de 7 mètres. Elle répondra pleinement à l'objectif de protection et de sauvegarde du site » ;*

Les conclusions favorables de la commission d'enquête sont assorties de la recommandation suivante : *« Une meilleure et plus juste définition des espaces boisés classés afin d'éviter toutes interrogations de bon sens ».*

## 1.3 Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique

En ce qui concerne la réduction de l'espace boisé classé dans le quartier de la Torse prévue par la révision allégée n°1, il est confirmé que cette réduction est pertinente au regard de la végétation

présente sur cet espace qui ne participe pas aux berges du ruisseau et de sa ripisylve, et n'est donc pas de nature à nécessiter une protection particulière. Il s'agit de taillis et de broussailles, certes denses, mais hors des continuités écologiques puisque positionnés largement au dessus des berges et talus du ruisseau.

La présente révision allégée n°1 envisageait également la suppression de deux éléments éco-paysagers de haie à Plan d'Aillane, dans le secteur classé en 1AU1-UEc, et il apparaît que dans ce même secteur, d'autres haies qui jouaient auparavant le rôle de haie bocagère dans un contexte agricole ne présentent plus cette fonction en se situant au cœur d'un secteur à urbaniser. Il est proposé de supprimer ces protections de haie tout en instaurant des prescriptions de haies à planter en interface avec les espaces agricoles situés en périphérie du secteur à urbaniser.

En effet, lors de la réunion d'examen conjoint du projet arrêté de révision allégée n°1, la chambre d'agriculture a préconisé l'instauration d'un espace planté d'une largeur minimale de 5 mètres qui joue le rôle de protection physique en cas d'utilisation de produits phytosanitaires sur les champs cultivés qui se situent à proximité d'espaces susceptibles d'accueillir des établissements recevant du public. L'implantation d'une haie sur cet espace tampon permettrait d'accompagner la protection recherchée.

Pour le secteur de Plan d'Aillane, il est donc proposé de modifier les documents graphiques du règlement du Plan Local d'Urbanisme en supprimant les quatre éléments éco-paysagers de haie et en inscrivant une prescription de « plantation à créer », à l'Est du secteur 1AU1-UEc, sur toute l'interface avec les espaces agricoles.

Par ailleurs, parmi les observations déposées à l'enquête quelques corrections de trame végétale identifiées au Plan Local d'Urbanisme sont envisageables de façon ponctuelle, en cohérence avec les objectifs de la révision allégée n°1 qui tendent à ajuster certaines prescriptions graphiques de protection des éléments naturels pour mieux assurer leur valorisation. Il s'agit donc uniquement d'adapter la localisation graphique des protections de la trame végétale à la réalité des plantations lorsque les sujets ont été mal identifiés ou d'instaurer ces mêmes protections sur les sujets à protéger réellement.

Ainsi, une prescription d'espace boisé classé inscrite au document graphique du Plan Local d'Urbanisme sur une grande partie d'un terrain dans le quartier du Pignonnet recouvre en réalité en partie des espaces déjà artificialisés à la date de l'arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme. Cette incohérence en termes d'affectation réelle du sol amène à redéfinir la prescription d'espace boisé classé sur ce terrain en l'adaptant à la réalité des boisements existants sur le terrain. Cette correction va dans le sens de la recommandation de la commission d'enquête

souhaitant « *une meilleure et plus juste définition des espaces boisés classés afin d'éviter toutes interrogations de bon sens* ».

De même, dans le quartier Baret-La Torse, une masse boisée a été inscrite au titre des éléments éco-paysagers à préserver. Or, il apparaît qu'une partie de la masse boisée recouvre des espaces artificialisés aux abords du bâti existant. Il s'agit donc de réduire cette prescription de masse boisée autour du bâti existant et sur l'emprise des voies afin de correspondre à la réalité des boisements à préserver.

Dans le quartier Bd Sextius/Bd République, une haie traversant deux propriétés été identifiée au Plan Local d'Urbanisme au titre des éléments éco-paysagers à préserver. Il est cependant constaté que celle-ci ne correspond pas à la réalité des boisements existants et recouvre en partie du bâti. Il apparaît pertinent de supprimer la prescription de haie sur ces terrains bâtis.

Dans le quartier Saint-Jérôme, des boisements situés dans une copropriété ont été identifiés au Plan Local d'Urbanisme au titre des éléments éco-paysagers de haie à préserver. Or, il apparaît que la prescription de masse boisée est plus adéquate pour la protection de ces boisements que la prescription de haie qui est une prescription linéaire. Il est donc proposé de supprimer la prescription graphique de haie traversant la copropriété en son milieu et de la remplacer par une protection de masse boisée sur les boisements réellement existants situés en bordure Est de la copropriété, le long de l'Avenue de Craonne et préservant la végétation de cœur d'îlot.

Enfin, sur recommandation de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale, le rapport de présentation de la révision allégée n°1 est actualisé par l'évaluation quantitative de l'état des lieux des superficies déclassées et classées de la trame végétale, ainsi que le résumé non technique.

## **2. La création de deux Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées**

La révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme prévoit d'encadrer le développement d'activités économiques situées en zone agricole ou naturelle, car il s'agit d'activités représentatives du dynamisme et de l'image de notre territoire (hôtelleries, golfs...). Le développement de ces activités est donc limité dans le respect des objectifs de préservation des espaces naturels et agricoles ainsi que du patrimoine bâti par la création de deux Secteurs de Taille et Capacité Limitées.

### **2.1 Les observations et avis en lien avec les Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées**

Une dizaine d'observations fait référence à la création d'un Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil

Limitées dans le cadre de la présente révision allégée n°1 sur le Domaine de Tournon situé route des Pinchinats. La plupart de ces dépositions exprime le rejet de cette création. Deux observations visent à la création de nouveaux Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées en zone agricole.

La Mission Régionale de l'Autorité environnementale, dans son avis en date du 27 octobre 2017 sur le projet de révision allégée n°1, recommande de justifier « *les choix en matière d'ouverture à l'urbanisation dans les STECAL* », en particulier le secteur « Domaine du Tournon » au regard des enjeux environnementaux présents.

### **2.2 Les conclusions de la commission d'enquête relatives aux Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées**

En ce qui concerne ce sujet de la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme, la commission d'enquête a présenté ses conclusions favorables en les assortissant de la réserve suivante : « *La création du [Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées] STECAL Tournon ainsi que l'extension de 300 m<sup>2</sup> supplémentaire de surface de plancher au titre de probable « mise aux normes » ne constitue pas une raison crédible admissible* ».

En effet, pour la commission d'enquête « *à l'analyse du fait qu'autrefois ce lieu d'accueil à vocation « hôtellerie », sur une zone naturelle accueillant quelques activités à l'image du patrimoine d'Aix-en-Provence, est actuellement à l'abandon et qu'il est proposé de permettre une extension future de l'activité d'hébergement hôtelier limitée à 300 m<sup>2</sup> supplémentaire de surface de plancher, un permis de construire ayant déjà été accordé en 2015 pour 2360 m<sup>2</sup>, la commission d'enquête émet un avis avec réserve, pour la création du [Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées] STECAL Tournon avec l'extension de 300 m<sup>2</sup> supplémentaire de surface de plancher dans le cadre de cette révision allégée n° du PLU car il n'y a pas d'assurance qu'une activité hôtelière soit créée et se développe* ».

-Le [Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées] STECAL Set Club, ce STECAL proposé entre bien dans la définition requise « *Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées* » est conforme à l'orientation 3 du PADD et la recommandation formelle de la [Mission Régionale d'Autorité environnementale] MRAe ».

### **2.3 Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique**

En ce qui concerne le Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées du Domaine de Tournon A3, sa création permet la mise en valeur du site du Domaine de Tournon en accompagnant l'activité développée dans le respect des objectifs de préservation des

espaces naturels et agricoles ainsi que du patrimoine bâti en cohérence avec les orientations du PADD et, notamment l'orientation 3 qui vise à la « *préservation du patrimoine naturel, agricole et urbain, un héritage prestigieux garant de l'identité aixoise* ».

Il ne semble donc pas pertinent d'aller dans le sens de la réserve de la commission d'enquête qui souhaite que ne soit pas validée la création de ce Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées ni les possibilités de réalisation de 300 m<sup>2</sup> de surface de plancher dans ce même secteur A3.

Il est confirmé à cet effet que la mise en valeur de ce site emblématique de la campagne aixoise suppose une évolution maîtrisée dont l'encadrement le plus adapté relève du Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées.

Il est également rappelé que, dans la réponse de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 27 avril 2018 à la Mission Régionale de l'Autorité environnementale, il a été précisé que, du point de vue environnemental, le projet de règlement ne vient autoriser que 300 m<sup>2</sup> d'extension supplémentaire de l'hôtel existant, sur un sol qui est d'ores et déjà artificialisé et donc dépourvu de fonctionnalités écologiques. De ce fait, au regard du caractère déjà artificialisé de ces 300 m<sup>2</sup>, ce projet d'extension n'entraînera aucune incidence vis-à-vis de l'environnement et notamment des milieux naturels ou agricoles et de la fonctionnalité écologique globale du secteur.

De plus, le règlement prévoit des dispositions visant à intégrer les enjeux paysagers du secteur. En effet, le règlement protège ce domaine au titre d'élément bastidaire d'intérêt patrimonial (dispositions particulières) en encadrant strictement son évolution afin que celle-ci, notamment en termes d'urbanisme, ne vienne pas porter atteinte aux éléments constitutifs du domaine ayant justifié de son classement en tant qu'élément patrimonial. Le projet n'est donc pas de nature à engendrer des incidences négatives sur la biodiversité et le paysage.

En ce qui concerne le Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées Ns3-1, il constitue également l'encadrement réglementaire le plus adapté pour maîtriser la réalisation d'un équipement en lien direct avec les activités de sport ou de loisirs de plein air du golf en préservant le caractère naturel du site.

Le Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées limité en l'occurrence à 600 m<sup>2</sup> de superficie permet de localiser précisément l'implantation du projet sur un site déjà artificialisé dont les enjeux paysagers sont relativement faibles.

La capacité d'accueil de cet équipement est limitée à 300 m<sup>2</sup> maximum de surface de plancher et à une hauteur maximale de 7 mètres (soit en R+1) dans le cadre de la création de ce Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées.

Ces conditions visent, d'une part, à assurer une bonne insertion du projet dans le site en imposant une hauteur maximale limitée, et d'autre part, à réduire la consommation d'espace, en limitant la surface de plancher à 300 m<sup>2</sup>, le projet n'engendrant ainsi qu'une consommation potentielle de 150 m<sup>2</sup> sur deux niveaux.

Par ailleurs, la destination de la surface de plancher autorisée est précisée afin de bien encadrer l'usage d'une future construction dans le cadre des activités sportives de plein air du golf.

Le rapport de présentation de la révision allégée n°1 et le règlement de la zone N sont actualisés afin de préciser les conditions de création du Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées du Domaine de Tournon (A3) et du Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées du Golf (Ns3.1), ainsi que le résumé non technique du rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme .

En ce qui concerne les observations exprimant le souhait de voir créer sur leurs terrains classés en zone A un Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées en vue de bâtir de nouvelles constructions, il est rappelé que la création de Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées se doit d'être exceptionnelle et que leur multiplication ne serait pas compatible avec le PADD visant à « *préserver la grande campagne aixoise, l'écrin paysager qui fonde l'attrait et l'identité du territoire* ».

Le projet de révision allégée n°1 portant sur la création la création du Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées du Domaine de Tournon (A3) et du Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées du Golf (Ns3.1) est donc maintenu tel qu'il a été présenté au dossier d'enquête publique.

### **3. Les réductions de zones A et N**

Parmi les objectifs de la révision allégée n°1, il a été constaté que le développement de certains quartiers ou hameaux nécessite à leur marge une adaptation de zonage. Il s'agit de donner plus de cohérence à leur développement notamment en matière d'équipement public. Il s'agit notamment de permettre la création d'une école primaire sur la Duranne basse sur un secteur qui avait déjà été identifié par un emplacement réservé.

#### **3.1 Les observation et avis concernant le reclassement de zones à vocation naturelle ou agricole en zones à vocation urbaine**

Près de 80 observations déposées à l'enquête concernent le reclassement de zone agricole ou naturelle en zone urbaine. Parmi ces observations, la plupart émet simplement un avis sur les propositions de modification de zonage prévues par la révision allégée n°1.

Il est à noter, qu'un sujet particulier ressort de l'analyse des observations : une quarantaine de dépôt

d'observations concernant une parcelle de la traverse de la Cortésine pour laquelle, une vingtaine de demandes de constructibilité ont été formulées et une vingtaine d'observations s'opposent au passage de zone N en zone U de ce terrain, reclassement qui n'est pas prévu dans le cadre de la révision alléguée n°1,

La Mission Régionale de l'Autorité environnementale recommande d'explicitier comment l'ouverture des droits à construire permettront néanmoins de préserver les principales caractéristiques du « paysage aixois à protéger » identifié par le Plan Local d'Urbanisme.

### **3.2 Les conclusions de la commission d'enquête relatives au reclassement de zones à vocation naturelle ou agricole en zones à vocation urbaine**

En ce qui concerne ce sujet de la révision alléguée n°1 du Plan Local d'Urbanisme, la commission d'enquête a présenté ses conclusions favorables en estimant que :

*« -Le passage zone A en zone UD-La Duranne : l'inscription d'un emplacement réservé identifié n°141, pour équipement scolaire et périscolaire, à proximité du quartier la Duranne, correspond bien à une nécessité au regard de la croissance de la population, en prévision des besoins qui en découleront.*

*-Le passage secteur Ap en zone UR-Puyricard : il est proposé que la zone UR soit étendue vers l'Est, au Nord sur le chemin de Maliverny, au sud-ouest sur la limite de la zone d'urbanisation future (1AUA-UD), au nord-est sur la limite des espaces visuels Bourgogne et Gavelles. Une servitude de plantation à réaliser serait inscrite à l'est de la zone UR matérialisant la frange de cette limite ».*

La commission a assorti ses conclusions de la recommandation suivante : « *Bien observer la caractéristique de la définition du village provençal, par une application douce du règlement, vivement souhaité par les habitants de Puyricard* ».

### **3.3 Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique**

Il est tout d'abord rappelé que parmi les observations déposées à l'enquête, la demande de constructibilité du site de la Torse ne concerne pas la révision alléguée n°1. Cette requête représenterait une modification substantielle du projet de révision présenté lors de l'enquête publique et serait de nature à remettre en cause l'économie générale du projet.

Les observations restantes -la plupart étant déposées plusieurs fois de façon identique- concernent des demandes ponctuelles ressortant de particuliers désireux de voir leurs terrains, actuellement classés en zone agricole ou naturelle, reclassés en zone

urbaine. Ces requêtes représenteraient une modification substantielle du projet de révision présenté lors de l'enquête publique et seraient de nature à remettre en cause l'économie générale du projet.

En ce qui concerne la recommandation de la commission d'enquête de bien observer les caractéristiques du village provençal, par une application douce du règlement, vivement souhaité par les habitants de Puyricard, elle relève essentiellement de l'application du règlement.

La recommandation de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale au sujet de « *l'ouverture des droits à construire* » pointe plus particulièrement le secteur de la Bastide Bel Air aux Platanes. Il est rappelé sur ce point, comme cela a été fait dans le cadre de la réponse de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 27 avril 2018, que le secteur étant d'ores et déjà « mité », il s'agit simplement d'adapter les droits à construire afin d'optimiser ce secteur artificialisé et d'éviter l'ouverture à l'urbanisation sur des secteurs avoisinants et vierges de toute artificialisation. Les caractéristiques du « paysage aixois à protéger » identifié par le Plan Local d'Urbanisme correspondent sur ce secteur à « l'écrin paysager », situé aux abords de la Bastide Bel Air et non au tissu urbain pavillonnaire existant, qui n'a pas vocation à être préservé mais à être densifié. Le projet de révision préserve clairement l'ensemble bastidaire (bastide, bâtiments annexes, jardins, arbres d'alignement, boisements et cheminements qui sont autant d'éléments emblématiques de la campagne aixoise) en instaurant, de plus, une prescription graphique de hauteur maximale à 7 mètres. Celle-ci garantit une intégration paysagère des constructions à venir, en concordance avec la volumétrie générale du bâti environnant.

Le projet de révision préserve donc bien le « paysage aixois à protéger » et non les tissus pavillonnaires avoisinants dont la densification représente une plus-value environnementale évidente.

Le projet de révision alléguée n°1 portant sur les deux reclassements de zone à vocation naturelle ou agricole en zone urbaine reste donc inchangé après l'enquête publique.

## **4. Les éléments de patrimoine bâti**

Dans le cadre de la révision alléguée n°1, il est apparu nécessaire de supprimer l'identification comme élément patrimonial du mur d'enceinte Est de facture moderne de l'ancienne usine des Allumettes actuellement occupée de la bibliothèque Méjanès qui fait l'objet d'un réaménagement dans l'objectif d'ouvrir plus largement le site sur la ville.

#### **4.1 Les observation concernant les éléments de patrimoine bâti**

Dans le cadre de l'enquête, trois observations font remarquer qu'une maison individuelle édifiée dans les années 1970, route du Seuil, a été identifiée à tort comme un élément patrimonial de type bastide sous l'identifiant EB-024, appellation "Château Boule", comportant également "fontaine, hangar agricole, ferme".

#### **4.2 Les conclusions de la commission d'enquête relatifs aux éléments de patrimoine bâti**

En ce qui concerne ce sujet de la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme, la commission d'enquête a présenté ses conclusions favorables en estimant que « *le retrait du mur de clôture de la cité du livre de la liste du patrimoine bâti est une bonne décision, sa reconstruction dans les années 1990, n'ayant plus de cohérence historique, s'est en effet avéré nécessaire. Ainsi, sera préservé l'intérêt patrimonial exclusif de l'usine des allumettes, élément ponctuel d'identifiant EP108* ».

#### **4.3 Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique**

Il apparaît souhaitable, en sus de la modification prévue initialement par la révision allégée n°1 sur l'élément de patrimoine EP-108, de corriger l'erreur matérielle d'identification d'une maison individuelle des années 1970 route du Seuil au titre d'un élément patrimonial de type bastide appellation "Château Boule" par la suppression de cet élément patrimonial EB-024 au Plan Local d'Urbanisme.

### **5. La dérogation à la loi Barnier à Plan d'Aillane**

L'étude de dérogation à la loi Barnier à Plan d'Aillane montre que l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°11 de Plan d'Aillane et le règlement du secteur UEc permettent d'assurer la qualité de l'intégration architecturale et paysagère du projet à implanter en recul de 35 mètres le long de la route départementale n°9 au lieu du recul de 75 mètres prévu par la loi Barnier.

#### **5.1 Les observation et avis concernant la dérogation à la loi Barnier à Plan d'Aillane**

Une déposition signale que, dans le cadre de l'opération d'aménagement envisagée à Plan d'Aillane, le parti d'aménagement de ce secteur a été précisé sous forme de schéma intentionnel.

La Mission Régionale de l'Autorité environnementale recommande de garantir sous forme de zonage spécifique la qualité de l'intégration paysagère de la Zone d'Aménagement Concerté de Plan d'Aillane, la maîtrise de la qualité des masses d'eau et l'absence

d'impact sanitaire négatif des évolutions proposées sur les populations concernées.

#### **5.2 Les conclusions de la commission d'enquête relatives à la dérogation à la loi Barnier à Plan d'Aillane**

En ce qui concerne ce sujet de la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme, la commission d'enquête a présenté ses conclusions favorables sans les assortir de réserve ou de recommandation. Elle a précisé dans ses conclusions que « *l'orientation 2.2.2 du PADD consistant au développement de Plan d'Aillane, compte tenu de l'enjeu économique et l'intérêt de tout premier plan du pôle d'échange, nécessite de compléter le rapport du [Plan Local d'Urbanisme] PLU permettant de déroger aux dispositions de la loi Barnier.* »

#### **5.3 Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique**

Il est pris note de la précision déposée à l'enquête sur le parti d'aménagement intentionnel du site de Plan d'Aillane à intégrer dans le rapport de présentation de la révision allégée n°1. Le rapport de présentation de la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme sera donc actualisé sur le projet de dérogation à la loi Barnier à Plan d'Aillane.

En ce qui concerne la recommandation de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale, il est rappelé que les dispositions actuelles du Plan Local d'Urbanisme permettent d'assurer la qualité de l'intégration architecturale et paysagère du projet.

De plus, en ce qui concerne la maîtrise de la qualité des masses d'eau et l'absence d'impact sanitaire négatif des évolutions proposées sur les populations concernées, il est confirmé que l'article UE-4 du règlement du Plan Local d'Urbanisme impose une obligation de raccordement aux réseaux public d'assainissement et d'eau potable ainsi que le fait que les aménagements doivent garantir l'écoulement normal des eaux pluviales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;



- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l’Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d’urbanisme (Plan d’Occupation des Sols et Plan Local d’Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil Municipal n°2015-349 du 23 juillet 2015 approuvant le Plan Local d’Urbanisme d’Aix-en-Provence ;
- La réunion d’examen conjoint du projet de révision allégée n°1 arrêté par les personnes publiques associées du 6 septembre 2017 ;
- L’avis n°2017APACA54 en date du 27 octobre 2017 de la Mission Régionale de l’Autorité environnementale sur le projet de révision allégée n°1 ;
- La réponse adressée par la Métropole Aix-Marseille-Provence du 27 avril 2018 aux recommandations émises par la Mission Régionale de l’Autorité environnementale dans son avis n°2017APACA11 sur le projet de révision allégée n°1 du 27 octobre 2017 ;
- L’avis favorable tacite de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers ;
- La délibération du conseil municipal d’Aix-en-Provence n°2017-596 du 13 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite de la procédure de révision allégée n°1 du Plan Local d’Urbanisme d’Aix-en-Provence par la Métropole Aix-Marseille-Provence au-delà du 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°URB 010-3568/18/CM du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure de révision allégée n°1 du Plan Local d’Urbanisme d’Aix-en-Provence ;
- La décision n°18000041/13 du 5 avril 2018 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant la commission d’enquête ;
- L’arrêté du Vice Président de la Métropole n°18-CT2-017 du 27 avril 2018 portant ouverture et organisation de l’enquête publique unique portant sur plusieurs procédures d’évolution du Plan Local

d’Urbanisme d’Aix-en-Provence, dont la révision allégée n°1 ;

- Le rapport et les conclusions en date du 26 juillet 2018 portant avis favorable de la commission d’enquête assorti d’une réserve et de deux recommandations sur le projet de révision allégée n°1 du Plan Local d’Urbanisme ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L’avis du Conseil de Territoire du Pays d’Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L’avis favorable de la commission d’enquête assorti d’une réserve et de deux recommandations.
- Que les remarques issues des résultats de l’enquête publique unique justifient des adaptations mineures du projet de révision allégée n°1 du Plan Local d’urbanisme.
- Que des modifications sont apportées au projet de révision allégée n°1 suite aux observations formulées pendant l’enquête publique, à l’avis de la commission d’enquête et aux avis des Personnes Publiques Associées et Consultées susmentionnées.
- Que le projet de révision allégée n°1 du Plan Local d’Urbanisme d’Aix-en-Provence modifié dans l’ensemble de ses composantes, ainsi que le rapport et les conclusions de la commission d’enquête ont été mis à disposition des conseillers de Territoire au format numérique et au format papier au siège du Territoire du Pays d’Aix et à la Direction Urbanisme du Territoire du Pays d’Aix, ainsi que des conseillers métropolitains au format numérique et au format papier au siège de la Métropole afin qu’ils puissent en prendre connaissance.
- Que le projet de révision allégée n°1 du Plan Local d’Urbanisme d’Aix-en-Provence est prêt à être approuvé.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la révision allégée n°1 du Plan Local d’Urbanisme d’Aix-en-Provence, telle qu’annexée à la présente.

## **Article 2 :**

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R.153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :

- affichage pendant un mois au siège de la Métropole et à l'Hôtel de Ville d'Aix-en-Provence
- mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département

## **Article 3 :**

Le dossier de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence est tenu à la disposition du public en mairie d'Aix-en-Provence 12, rue Pierre et Marie Curie, rez-de-chaussée, service Accueil – Renseignement du Plan Local d'Urbanisme, à la Direction Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix et à la Préfecture du Département des Bouches-du-Rhône aux jours et heures habituels d'ouverture au public, conformément à l'article R.153-21 du Code de l'Urbanisme.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 008-4626/18/CM**

#### **■ Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence - Approbation de la modification n°3 MET 18/8042/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération n°2015-349 du 23 juillet 2015 la commune d'Aix-en-Provence a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Une procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence a été engagée afin d'ouvrir à l'urbanisation une partie de la zone 2AU du quartier Saint-Hilaire.

Les pièces du Plan Local d'Urbanisme qui font l'objet de modifications sont les planches A72 et A80 des documents graphiques du règlement. Ils sont adaptés pour prendre en compte les évolutions proposées.

La procédure de modification s'inscrit dans les dispositions de l'article L.153-36 du Code de l'Urbanisme :

*« Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L.153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions. »*

Conformément à l'article L.151-38 du Code de l'Urbanisme, l'ouverture à l'urbanisation d'une zone 2AU doit préalablement être motivée par une délibération :

*« Lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée de l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou du conseil municipal justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones. »*

Ainsi, par délibération n°2017-276 du 23 juin 2017, la commune d'Aix-en-Provence, a approuvé les motivations justifiant l'ouverture partielle à l'urbanisation de la zone 2AU du secteur de Saint-Hilaire.

Cette zone 2AU fait partie des espaces identifiés au Plan Local d'Urbanisme comme pouvant faire l'objet d'une ouverture à l'urbanisation dans le cadre des objectifs de réduction de la consommation d'espace naturel ou agricole fixés à 30 à 40 hectares par an par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

A travers le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du Plan Local d'Urbanisme, la commune d'Aix-en-Provence s'est engagée prioritairement en faveur du renouvellement urbain. La ville d'Aix-en-Provence a fait le choix d'un scénario de développement apaisé et équilibré. D'ici 2030, la ville pourra compter environ 155.000 habitants par la création moyenne de 900 logements et d'un millier d'emplois par an. L'analyse de la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis établie en 2015 lors de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme avait montré que d'ici 2030 à peu près 170 hectares de foncier seraient

susceptibles d'être mobilisables au sein des espaces urbanisés et 18 ha au sein du pôle d'activités d'Aix-en-Provence.

L'analyse des projets autorisés met en évidence qu'en termes quantitatif, le renouvellement urbain produit ses effets pour l'instant. En revanche, en termes qualitatif, le renouvellement urbain ne permet pas en l'état de répondre aux besoins de mixité des fonctions et des entreprises. En effet, dans un marché concurrentiel d'une offre élargie et renouvelée, l'immobilier se développe préférentiellement sur de l'offre de logements au sein des zones urbaines mixtes. Au regard des projets autorisés, l'offre à destination d'activités trouve plus naturellement sa place au sein des espaces dédiés aux activités qui se situent essentiellement au Sud d'Aix-en-Provence, le long de la RD9.

Près de deux ans après l'approbation du Plan Local d'Urbanisme, une quinzaine de projets seulement ont été autorisés en zone UE, créant près de 17000 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Seules quelques dents creuses ont été remplies, le reste correspondant à des extensions ou surélévations de bâtiments d'activités existants. Enfin, les zones à urbaniser 1AU, qui par ailleurs ne peuvent être considérées comme des zones déjà urbanisées vu leur faible densité, n'ont pas été mobilisées depuis l'approbation du Plan Local d'Urbanisme. Elles requièrent en effet une urbanisation sous forme d'opération d'ensemble et leur superficie varie de 4 hectares à plus de 20 hectares.

L'ouverture à l'urbanisation partielle de la zone 2AU de Saint-Hilaire concerne environ 6 hectares sur la partie Sud du secteur qui comprend au total une trentaine d'hectares. Elle entend permettre le regroupement sur le site unique de Saint-Hilaire de deux unités actuellement réparties sur deux sites au sein du pôle d'activités d'Aix-en-Provence.

Pour ces raisons, il est souhaitable d'ouvrir à l'urbanisation une partie de la zone 2AU de Saint Hilaire pour permettre la réalisation d'un projet économique d'envergure.

Le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence a été transmis pour avis aux personnes publiques associées et consultées. La Mission Régionale de l'Autorité environnementale a décidé, après examen au cas par cas, de ne pas soumettre la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme à évaluation environnementale par décision n°CU-2017-93-13-32 en date du 19 octobre 2017.

Le Conseil Municipal d'Aix-en-Provence a donné son accord pour la poursuite de cette procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence au-delà du 1er janvier 2018, date du transfert de la compétence « Plan Local d'Urbanisme » à la Métropole, par délibération n°2017-596 du 13 décembre 2017.

Le Conseil de la Métropole a confirmé la poursuite de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence par délibération n° URB 011-3569/18/CM du 15 février 2018.

La modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme a été soumise à enquête publique dans le cadre des dispositions réglementaires de l'article L.153-41 du Code de l'Urbanisme en ce qu'elle modifie les possibilités de construire. Cette enquête s'est déroulée dans le cadre d'une enquête publique unique regroupant plusieurs procédures d'évolution du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence. Les modalités d'organisation de l'enquête publique unique ont été fixées par arrêté du Vice Président de la Métropole n°18-CT2-017 du 27 avril 2018.

Durant l'enquête, le dossier et un registre ont été mis à disposition de la population afin de permettre de consulter le projet, mais également d'émettre des observations. Neuf permanences de la commission d'enquête ont été assurées. De plus, la totalité des documents était consultable sur le site Internet du Pays d'Aix avec la possibilité de déposer à l'enquête publique par courrier électronique.

8 remarques ont été émises sur ce projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme.

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête désignée à cet effet ont été reçus le 26 juillet 2018. La commission d'enquête a signalé dans son rapport que les moyens mis à disposition, tant au niveau matériel que pour l'information du public, ont permis le déroulement de l'enquête publique dans de bonnes conditions. Elle a également souligné que la fréquentation du public avait été importante.

Elle a étudié le projet de modification n°3 et l'ensemble des observations déposées par le public dans son rapport.

Son analyse du projet de modification et des observations a abouti à l'expression d'un avis favorable au projet de modification n°3 accompagné de deux recommandations.

Il convient de présenter cette analyse sur les principaux objectifs de la présente modification, analyse qui prend en compte autant les observations du public que celles émises par la commission d'enquête.

A l'issue de l'enquête publique, les observations et avis émis peuvent se regrouper dans les trois catégories suivantes :

- les demandes d'élargissement de l'ouverture à l'urbanisation du quartier Saint-Hilaire ;
- les demandes d'éclaircissement des conditions d'ouverture partielle à l'urbanisation de ce quartier ;
- la remise en question du projet d'ouverture à l'urbanisation du quartier Saint-Hilaire.

## **1. L'ouverture à l'urbanisation partielle du quartier Saint-Hilaire**

L'objet de la présente modification du Plan Local d'Urbanisme est d'ouvrir partiellement à l'urbanisation la zone 2AU du site de Saint-Hilaire. Ce quartier se situe au Sud-Ouest de la commune d'Aix-en-Provence, en frange Sud du Pôle d'activités des Milles, dans le prolongement de l'opération des Grottes de Pichaury. Le secteur de Saint Hilaire se trouve ainsi à l'interface de deux secteurs à vocation économique : le Pôle d'Activités d'Aix-Les Milles et l'Europarc de Pichaury.

Le site, qui jouxte le Campus Pichaury, bénéficie ainsi d'une desserte, déjà constituée, par la voie aménagée le long de la limite Est du Campus, à la différence du nord de la zone 2AU où les chemins de Vera et Faisanderie ne présentent pas actuellement les capacités suffisantes.

Le quartier de Saint Hilaire est classé au Plan Local d'Urbanisme en vigueur en zone 2AU (zone à urbaniser différée) afin de permettre de répondre aux besoins de développement économique. Outre son implantation dans le prolongement de la zone UE, le secteur est délimité au Sud par une zone naturelle boisée qui correspond aux collines de Pichaury dont les boisements forment la limite d'urbanisation.

La délimitation de la nouvelle zone à urbaniser 1AU s'appuie sur une continuité avec le Parc Pichaury au Sud-Ouest permettant une extension cohérente de l'Europarc. Elle bénéficie directement des infrastructures routières et donc d'une accessibilité aisée qui la rattache aux constructions du Parc.

Le secteur de Saint-Hilaire fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation n°18 Saint-Hilaire.

Pour ouvrir partiellement le secteur de Saint-Hilaire à l'urbanisation, parmi les secteurs de la zone à urbaniser 1AU du Plan Local d'Urbanisme, le secteur 1AU1-UE est apparu le plus adéquat, car :

- sa vocation correspond à une zone mixte à dominante d'activités économiques favorisant le développement du tissu économique existant et la diversification des activités par densification du tissu urbain.
- il permet de perpétuer une continuité urbaine depuis le Campus Pichaury, en maintenant des formes et une ambiance urbaines similaires à l'Europarc de Pichaury classé en zone UE (50% d'emprise au sol, 10% d'espaces verts, hauteur de 13 mètres à l'égout du toit, règles relatives à l'aspect architectural, obligations de stationnement, règles de retrait...).
- il conditionne l'urbanisation du secteur à la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble permettant de créer un niveau de desserte suffisant et en cohérence avec sa capacité d'accueil

Il est donc proposé de reclasser une surface de 6 hectares en secteur 1AU1-UE. Les dispositions relatives aux masses boisées et aux éléments

paysagers « alignements d'arbres » prévues au Plan Local d'Urbanisme sont maintenues, et l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°18 Saint-Hilaire ne fait pas l'objet de modification.

### **1.1 Les observations portant sur l'élargissement de l'ouverture à l'urbanisation du quartier Saint-Hilaire**

Un tiers des dépositions souhaite pouvoir bénéficier de l'ouverture à l'urbanisation, soit par un reclassement en zone 2AU d'une zone N située à proximité, soit par un élargissement de l'ouverture à l'urbanisation partielle de la zone 2AU de Saint-Hilaire.

### **1.2 Les conclusions de la commission d'enquête relatives à l'ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone 2AU du secteur de Saint-Hilaire**

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme, la commission d'enquête, n'a pas émis de recommandations ni de réserves à ce sujet, son avis étant favorable à l'ouverture à l'urbanisation uniquement de la partie faisant l'objet de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme.

Dans son rapport, la commission d'enquête a commenté que « *l'ouverture à l'urbanisation ne peut être envisagée uniquement si les réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées, sont proches et si, bien sûr ils sont en capacité de supporter un surcroît de branchements avec une arrivée supplémentaire de flux. C'est le cas pour la partie de la zone 2AU concernée* ».

### **1.3 Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique**

La modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme envisage d'ouvrir à l'urbanisation une partie de la zone à urbaniser différée 2AU de Saint-Hilaire. Cette zone 2AU fait partie des espaces identifiés au Plan Local d'Urbanisme comme pouvant faire l'objet d'une ouverture à l'urbanisation dans le cadre des objectifs de réduction de la consommation d'espace naturel ou agricole fixés à 30 à 40 hectares par an par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

En revanche, il serait incompatible avec le Projet d'Aménagement et de Développement Durables d'aller au-delà de la consommation d'espace fixée par le Plan Local d'Urbanisme.

Par conséquent une demande supplémentaire d'ouverture à l'urbanisation d'une zone N, quand bien même elle se situerait à proximité de la zone 2AU de Saint-Hilaire, serait incompatible avec le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence.

Par ailleurs, seule la partie de la zone 2AU de Saint-Hilaire qui présente des conditions de desserte et d'équipement suffisantes au regard du projet est

ouverte à l'urbanisation. En effet, les réseaux publics de distribution d'eau potable et d'assainissement des eaux usées existent sur le chemin de la Faisanderie situé en contrebas et permettent un raccordement gravitaire. En termes de desserte, le site pourra bénéficier des voies de desserte du Campus Pichaury depuis la rue Pierre Simon Laplace.

En revanche, en ce qui concerne l'ouverture à l'urbanisation du reste de la zone 2AU de Saint-Hilaire, l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°18 Saint-Hilaire du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence indique *« que l'aménagement de ce secteur est conditionné au recalibrage du chemin Vera qui devra supporter un trafic supplémentaire et surtout permettre la circulation des bus »*.

Ce recalibrage n'étant pas réalisé ou programmé, toute demande visant à ce qu'une partie du reste de la zone 2AU de Saint-Hilaire soit incluse dans l'ouverture à l'urbanisation projetée par la modification n°3 est incompatible avec l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°18 et serait de nature à compromettre un aménagement global et cohérent du secteur de Saint-Hilaire.

Le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme n'est donc pas modifié quant au périmètre du secteur qui fait l'objet de l'ouverture à l'urbanisation.

## **2.1 Les observations portant sur les demandes d'éclaircissement des conditions d'ouverture partielle à l'urbanisation du quartier Saint-Hilaire**

Les dépositions qui souhaitent des éclaircissements sur les conditions d'ouverture à l'urbanisation du quartier Saint-Hilaire portent sur :

- la demande d'une étude prospective de la circulation sur l'impact de la zone à urbaniser sur les entrées d'Aix-en-Provence au Sud, l'A51, Luynes, Les Milles et la Pioline, la RD9 et la RD8n
- la consommation d'espaces naturels ou agricoles
- la trame végétale
- la prise en compte du ruissellement en cas de fortes pluies

## **2.2 Les conclusions de la commission d'enquête relatives aux conditions de l'ouverture à l'urbanisation d'une partie du quartier Saint-Hilaire**

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme, la commission d'enquête a émis les conclusions favorables suivantes en estimant que :

*« Si l'on considère que cette modification prend en compte :*

- *Le développement d'une zone située entre deux pôles d'activités non polluantes, permettant une*

*continuité urbaine et paysagère, avec l'opportunité de créer de nombreux emplois,*

- *Les conditions suffisantes d'équipement avec un accès aux voies de desserte qui longent le Campus Pichaury, des réseaux publics de distribution d'eau potable et d'assainissement des eaux usées, existant en contrebas et permettant un raccordement gravitaire pour les eaux usées,*

- *L'environnement avec le maintien de la trame végétale, espaces boisés classés et éléments écopaysagers de masses boisées, au Sud et au Nord du secteur ouvert à l'urbanisation, et la présence d'une « bande tampon », constituée d'une prairie méditerranéenne pouvant être aménagée avec des revêtements perméables,*

- *Les risques d'incendie avec une attention plus particulière sur les accès viaires les interfaces entre les espaces boisés et bâtis,*

- *La gestion du ruissellement pluvial, la zone n'étant pas soumise à l'aléa inondation. Il est noté dans le rapport de présentation que « toute surface aménagée fera l'objet de mesures de compensation de l'imperméabilisation.*

*La commission d'enquête émet un avis favorable à la modification n°3 ».*

Elle a assorti ses conclusions des deux recommandations suivantes :

- *« la trame végétale soit bien préservée »,*
- *« une réflexion plus globale de l'aménagement avec les problèmes de voirie ».*

## **2.3 Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique**

L'ouverture à l'urbanisation partielle de la zone 2AU de Saint-Hilaire concerne environ 6 hectares sur la partie Sud du secteur qui comprend au total une trentaine d'hectares. Elle entend permettre le regroupement sur le site unique de Saint-Hilaire de deux unités actuellement réparties sur deux sites au sein du pôle d'activités d'Aix-en-Provence.

En termes de flux, le projet ne présente donc pas un apport significatif de véhicules, ni sur le pôle d'activités, ni sur les entrées d'Aix-en-Provence au Sud de façon plus générale. Par ailleurs, le maillage viaire du site de Saint-Hilaire bénéficie d'une desserte déjà constituée d'une voie d'accès de 7 mètres depuis le Nord-Ouest du terrain.

Par conséquent, une étude globale de l'impact de l'ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone 2AU de Saint-Hilaire sur la circulation n'est pas nécessaire en l'espèce, contrairement à ce que préconise la commission d'enquête. Une réflexion plus globale de l'aménagement du reste de la zone 2AU sera réalisée préalablement à l'ouverture à l'urbanisation du reste de cette zone 2AU, tel que cela est prévu par l'Orientation d'Aménagement et de

Programmation n°18 Saint-Hilaire, notamment sur la problématique du niveau d'équipement des voiries, à savoir l'aménagement du chemin Vera.

En termes de consommation d'espaces naturels ou agricoles, il est rappelé que la zone 2AU de Saint-Hilaire a déjà été instaurée dans le Plan Local d'Urbanisme approuvé en 2015. La modification n°3 ne porte donc pas sur l'institution d'une nouvelle zone 2AU. L'impact sur l'environnement de la zone 2AU de Saint-Hilaire a été intégré lors de l'évaluation environnementale du Plan Local d'Urbanisme approuvé en 2015. Dans le cadre de la présente procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme, la Mission Régionale d'Autorité environnementale a décidé, après examen au cas par cas, de ne pas soumettre cette modification à évaluation environnementale.

L'analyse de l'occupation des sols montre que l'ouverture à l'urbanisation partielle de la zone 2AU n'impactera essentiellement que des espaces déjà artificialisés correspondant à du bâti diffus et n'aura aucun impact sur des espaces agricoles : sur les 6 hectares ouverts à l'urbanisation, seuls 2 hectares d'espaces naturels sont potentiellement consommables.

La consommation potentielle d'espace naturel est donc limitée dans le cadre de l'ouverture à l'urbanisation de cette zone 2AU.

En ce qui concerne la préservation de la trame végétale, il est précisé que l'ouverture à l'urbanisation partielle de la zone 2AU de Saint-Hilaire concerne environ 6 hectares sur la partie Sud du secteur, dont plus de 50% sont couverts par des espaces boisés classés ou un élément éco-paysager de masse boisée. La trame végétale est donc maintenue au Sud par les espaces boisés classés, doublée d'une bande tampon gérée écologiquement et jouant un rôle d'interface entre espaces boisés et bâti, pour la gestion du risque incendie. La masse boisée repérée au règlement graphique, au Nord du secteur ouvert à l'urbanisation, est, elle aussi, préservée et valorisée.

Enfin, la notion de bande tampon à gérer écologiquement est explicitée dans le rapport de présentation de la modification n°3 puisqu'elle « *pourra être constituée d'une prairie méditerranéenne et/ou d'essences coupe-feu ou ignifuges locales (oliviers, chênes lièges, amandiers, vignes, agaves, cactus, etc.) ou encore aménagée avec des revêtements perméables (graviers, sable...)* ». Il est également précisé que cette bande tampon est composée d'une bande d'espaces boisés entretenue et d'une interface de gestion du risque incendie débroussaillée isolant les constructions des espaces boisés conformément aux dispositions particulières applicables dans les secteurs de sensibilité aux feux de forêt du Plan Local d'Urbanisme.

La trame végétale est donc préservée et valorisée autant en termes de gestion écologique que de

prévention du risque incendie dans le règlement et l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°18 Saint-Hilaire du Plan Local d'Urbanisme.

Il apparaît toutefois que, d'un point de vue paysager, les haies bordant la partie Nord du secteur ouvert à l'urbanisation méritent d'être préservées et confortées. Il est donc proposé d'identifier ces haies ainsi que la prolongation escomptée de ces haies par un élément éco-paysager de haie au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme. La confortation de la préservation de la trame végétale dans le secteur ouvert à l'urbanisation va ainsi également dans le sens de la recommandation de la commission d'enquête.

Enfin, il est confirmé que le secteur Sud de la zone 2AU de Saint-Hilaire n'est pas soumis à l'aléa inondation ruissellement urbain comme l'indique le rapport de présentation de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme. Seule la partie Nord de la zone 2AU de Saint-Hilaire, non concernée par l'ouverture à l'urbanisation, est soumise à l'aléa inondation cours d'eau. Nonobstant, toute surface aménagée fera l'objet de mesures de compensation de l'imperméabilisation conformément au zonage d'assainissement pluvial et aux dispositions réglementaires du Plan Local d'Urbanisme applicables dans les secteurs issus du zonage d'assainissement pluvial. En l'occurrence, il s'agit du secteur 3 « Centre-ville, Jouine, Ouest et Pinchinats », dans lequel le dimensionnement des ouvrages doit pouvoir accueillir un minimum de 1200m<sup>3</sup>/hectare de surface aménagée hors espaces verts pour un débit de fuite de 10 litres/seconde/hectare de bassin versant.

Par conséquent, le règlement du Plan Local d'Urbanisme approuvé en 2015 prend bien en compte l'aléa inondation en imposant des mesures de compensation de l'imperméabilisation.

Le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme est donc légèrement modifié après enquête publique en le complétant par la préservation et la confortation de la trame végétale bordant la partie Nord du secteur ouvert à l'urbanisation sous forme de protection d'éléments éco-paysagers au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme.

### **3.1 L'observation portant sur la remise en question du projet d'ouverture à l'urbanisation d'une partie du quartier Saint-Hilaire**

Une déposition estime que le projet d'ouverture à l'urbanisation d'une partie du quartier Saint-Hilaire ne respecte pas le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, notamment l'objectif de mixité des fonctions.

### **3.2 Les conclusions de la commission d'enquête relatives au rejet de l'ouverture à l'urbanisation d'une partie du quartier Saint-Hilaire**

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme, la commission d'enquête n'a pas émis de remarques particulières, son avis étant favorable à l'ouverture partielle à l'urbanisation de la zone 2AU du quartier Saint-Hilaire.

### **3.3 Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique**

Le rapport de présentation de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme établit très clairement la cohérence de ce projet de modification au regard des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, et notamment des orientations relatives au développement d'une urbanisation nouvelle complémentaire en lien avec les pôles urbains existants (orientation 1.3), offrant des capacités d'accueil en matière économique pour garder l'ambition de la réussite (orientation 2.2), tout en renforçant le rôle du végétal comme élément majeur de la qualité paysagère, y compris dans les zones urbaines (orientation 3.2).

L'ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone 2AU de Saint-Hilaire répond aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, tant en termes de réduction de la consommation d'espace, de développement économique, que de la préservation de la trame végétale.

Le projet de modification n°3 portant sur l'ouverture partielle à l'urbanisation du secteur de Saint-Hilaire est donc confirmé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renouvelé ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du conseil municipal n°2015-349 du 23 juillet 2015 approuvant le Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence ;
- La délibération du conseil municipal n°2017-276 du 23 juin 2017 approuvant les motivations justifiant l'ouverture partielle à l'urbanisation de la zone 2AU du secteur de Saint Hilaire ;
- La décision n°CU-2017-93-13-32 en date du 19 octobre 2017 de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale, après examen au cas par cas, ne soumettant pas la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme à évaluation environnementale ;
- La délibération du conseil municipal d'Aix-en-Provence n°2017-596 du 13 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence par la Métropole Aix-Marseille-Provence au-delà du 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°URB 011-3569/18/CM du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence ;
- La consultation des personnes associées et consultées sur le projet modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence conformément aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme ;
- La décision n°18000041/13 en date du 5 avril 2018 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant la commission d'enquête ;
- L'arrêté du Vice Président de la Métropole n°18-CT2-017 du 27 avril 2018 portant ouverture et organisation de l'enquête publique unique portant sur plusieurs procédures d'évolution du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, dont la modification n°3 ;
- Le rapport et les conclusions en date du 26 juillet 2018 portant avis favorable de la commission d'enquête assorti de deux recommandations sur le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'avis favorable de la commission d'enquête assorti de deux recommandations.
- Que les remarques issues des résultats de l'enquête publique unique justifient des adaptations mineures du projet de modification n°3 du Plan Local d'urbanisme.
- Que des modifications sont apportées au projet de modification n°3 suite aux observations formulées pendant l'enquête publique et à l'avis de la commission d'enquête.
- Que le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence modifié dans l'ensemble de ses composantes, ainsi que le rapport et les conclusions de la commission d'enquête ont été mis à disposition des conseillers de Territoire au format numérique et au format papier au siège du Territoire du Pays d'Aix et à la Direction Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix, ainsi que des conseillers métropolitains au format numérique et au format papier au siège de la Métropole afin qu'ils puissent en prendre connaissance.
- Que le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence est prêt à être approuvé.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, telle qu'annexée à la présente.

#### **Article 2 :**

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R.153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :

- affichage pendant un mois au siège de la Métropole et à l'Hôtel de Ville d'Aix-en-Provence
- mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département

#### **Article 3 :**

Le dossier de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence est tenu à la disposition du public en mairie d'Aix-en-Provence 12, rue Pierre et Marie Curie, rez-de-chaussée, service Accueil – Renseignement du Plan Local d'Urbanisme, à la Direction Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix et à la Préfecture du Département des Bouches-du-Rhône aux jours et heures habituels d'ouverture au public, conformément à l'article R.153-21 du code de l'urbanisme.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 009-4627/18/CM**

#### **■ Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence - Approbation de la modification n°5 MET 18/8468/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB001-3559/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération n°2015-349 du 23 juillet 2015 la commune d'Aix-en-Provence a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Une procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence a été engagée afin d'adapter la forme urbaine dans les quartiers de la Duranne Haute et de la Duranne Basse, et d'intégrer les nouveaux aléas inondation dans le Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence.

Les pièces du Plan Local d'Urbanisme qui font l'objet de modifications sont le règlement de la zone UZD et les planches A62 et A71 des documents graphiques du règlement, ainsi que l'actualisation du rapport de



présentation. Ils ont été adaptés pour prendre en compte les évolutions proposées.

La procédure de modification s'inscrit dans les dispositions de l'article L.153-36 du Code de l'Urbanisme :

*« Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L.153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions. »*

Le conseil municipal d'Aix-en-Provence a donné son accord pour la poursuite de cette procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence au-delà du 1er janvier 2018, date du transfert de la compétence « Plan Local d'Urbanisme » à la Métropole, par délibération n°2017-596 du 13 décembre 2017.

Le Conseil de la Métropole a confirmé la poursuite de la procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence par délibération n° URB 011-3569/18/CM du 15 février 2018.

Le projet de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence a été transmis pour avis aux personnes publiques associées et consultées. La Mission Régionale de l'Autorité environnementale a décidé, après examen au cas par cas, de ne pas soumettre la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme à évaluation environnementale par décision n°CU-2017-93-13-34 en date du 19 octobre 2017.

La modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme a été soumise à enquête publique dans le cadre des dispositions réglementaires de l'article L.153-41 du code de l'urbanisme en ce qu'elle modifie les possibilités de construire. Cette enquête s'est déroulée dans le cadre d'une enquête publique unique regroupant plusieurs procédures d'évolution du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence. Les modalités d'organisation de l'enquête publique unique ont été fixées par arrêté du Vice Président de la Métropole n°18-CT2-017 du 27 avril 2018.

Durant l'enquête, le dossier et un registre ont été mis à disposition de la population afin de permettre de consulter le projet, mais également d'émettre des observations. Neuf permanences de la commission d'enquête ont été assurées. De plus, la totalité des documents était consultable sur le site Internet du Pays d'Aix avec la possibilité de déposer à l'enquête publique par courrier électronique.

Un peu plus de 200 remarques ont été émises sur ce projet de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme pendant l'enquête publique.

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête désignée à cet effet ont été reçus le 26 juillet 2018. La commission d'enquête a signalé dans son rapport que les moyens mis à disposition, tant au

niveau matériel que pour l'information du public, ont permis le déroulement de l'enquête publique dans de bonnes conditions. Elle a également souligné que la fréquentation du public avait été importante.

Elle a étudié le projet de modification n°5 et l'ensemble des observations déposées par le public dans son rapport en les regroupant sous forme de thématiques.

Son analyse du projet de modification et des observations a abouti à l'expression d'un avis favorable au projet de modification n°5 accompagné de deux recommandations.

Il convient de présenter cette analyse sur les principaux objectifs de la présente modification, analyse qui prend en compte autant les observations du public que celles émises par la commission d'enquête.

Au cours de cette enquête, parmi les 200 observations portant sur cette modification n°5, déposées sur le registre soit directement par écrit, soit par mail ou par courrier, près de 160 observations portent sur la Duranne.

Parmi celles-ci, une quarantaine sont favorables au projet de modification n°5, soit dans son ensemble, soit sur des thèmes comme la création d'un esprit villageois à la Duranne Basse, la diversification des constructions, un réaménagement des espaces publics ou bien la mise en valeur des éléments patrimoniaux. Sur les quelques 120 observations restantes, 45 sont identiques et ont été déposées par les habitants du quartier sur les mêmes thématiques. Une quarantaine d'observations concerne le risque inondation.

A l'issue de l'enquête publique, les observations et avis émis peuvent se regrouper dans les trois catégories suivantes :

- l'adaptation de la forme urbaine à la Duranne Haute,
- l'adaptation de la forme urbaine à la Duranne Basse,
- le risque inondation.

### **1. Le projet d'adaptation de la forme urbaine à la Duranne Haute**

Le quartier de la Duranne, situé au Sud-Ouest de la commune d'Aix-en-Provence à 7 kilomètres du centre-ville sur les franges du plateau de l'Arbois, fait partie de la Zone d'Aménagement Concerté du Parc de la Duranne.

Les grandes orientations relatives à la forme urbaine de ce quartier qui avaient été définies préalablement à l'approbation du Plan Local d'Urbanisme paraissent répondre à la fois à une volonté architecturale et urbanistique bien définie, mais ce sont avérées ne pas produire la forme urbaine escomptée, ni permettre une bonne insertion du projet dans son environnement.

Le projet de modification n°5 vise, en premier lieu, à réadapter les formes urbaines du projet à l'identité aixoise. L'ambition est de retrouver des formes urbaines et des espaces publics dans l'esprit des typologies urbaines aixoises. Le projet propose une diversité de formes et de hauteurs pour chaque îlot. La volonté est de rompre avec la monotonie architecturale en proposant un séquençage varié, autant dans la morphologie des bâtiments que dans les façades. Les cœurs d'îlots sont perméables, traversés par des venelles facilitant la circulation douce.

Il s'agit de sortir de l'urbanisme géométrique pour s'adapter au site. Le projet ainsi redéfini a pour ambition de réussir la couture avec l'environnement urbain et paysager qui l'entoure afin de lui garantir une intégration harmonieuse.

En effet, le projet se doit d'être respectueux du site et de la nature environnante et du paysage, et suppose ainsi une adaptation de l'implantation des constructions à la topographie.

Il est proposé de restructurer l'espace public par des constructions qui, si elles peuvent être denses, doivent nécessairement pouvoir être séquencées de façon à retrouver une diversité de façades, de hauteur, d'alignements qui recompose l'espace public urbain à l'échelle du quartier.

Les espaces publics se veulent plus intimes et à taille humaine, abritant une diversité d'ambiances tout en conservant la qualité des revêtements, matériaux, mobiliers urbains, espaces verts.

Parallèlement, le schéma de voirie se veut à la fois mieux adapté au site, à la topographie et aux formes urbaines aixoises, tout en maintenant un bouclage viaire assuré par des voies principales à double sens sur lesquelles s'organise le transport en commun.

Le réseau de voies secondaires desservira les habitations du quartier par des voies à sens unique donnant à ces axes une ambiance apaisée tout en améliorant la sécurité et en réduisant les nuisances sonores. Enfin de nombreux cheminements piétons irriguent les îlots traversants et de multiples aires de stationnement publiques ponctuent le quartier.

La constructibilité générale du quartier n'est pas modifiée de façon significative.

L'ensemble des équipements publics qui avaient été envisagés est maintenu (école, collège, espace polyvalent, espaces verts, jeux d'enfants, places...), sa répartition pouvant être néanmoins différente à l'intérieur du quartier.

En termes de traduction réglementaire, il apparaît nécessaire d'utiliser d'autres outils que le plan masse figurant dans le Plan Local d'Urbanisme en vigueur qui n'offre pas la souplesse nécessaire pour l'adaptation du projet au site.

Il s'agit de définir les grandes lignes de l'aménagement de la zone (voirie, équipements publics) et de conserver une certaine latitude dans l'implantation du bâti, qui devra s'effectuer dans le respect du nouveau règlement de la zone UZD.

### **1.1 Les observations portant sur la forme urbaine de la Duranne Haute**

Des observations interrogent sur la densité et la forme urbaine, notamment en termes de hauteur et d'espaces libres végétalisés, de stationnement et de diversité des fonctions.

### **1.2 Les conclusions de la commission d'enquête relatives à la forme urbaine de la Duranne Haute**

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme, la commission d'enquête a présenté ses conclusions favorables en estimant que :

*« - Le passage d'une zone UPM à une zone UZD est de nature à favoriser une meilleure réalisation du projet visant à améliorer l'urbanisation du secteur en permettant des prescriptions architecturales et ornementales que ne permettait pas le règlement d'une zone UPM trop rigide, de façon à parvenir à ce qui a été appelé une « identité aixoise » éloignée des alignements actuels (articles UZD 6, 8 et 11) ;*

*- Le changement de zone ne change ni la surface de plancher maximale de 185000 m<sup>2</sup> ni les hauteurs même si celles-ci ne sont plus exprimées en niveau mais en mètres dans le nouveau règlement (article UZD 10) ;*

*- La problématique du stationnement est moins importante que ne le laissent croire les observations puisque trois parcs de stationnement sont ou seront aménagés, proposant environ 500 places, en plus des prescriptions de nombre d'emplacements privés imposés (article UZD 12) ;*

*- Les vues depuis les bâtiments existants ne seront pas impactées de manière significative puisque les hauteurs des futures constructions seront compensées par la topographie en pente du terrain. De plus, l'axe de vue sur la Montagne Sainte-Victoire est conservé ;*

*- Un bâtiment à usage de commerces est actuellement en construction et qu'il accueillera également des services, qu'un espace de jeux pour enfant est déjà opérationnel, qu'un parc paysager est prévu à l'emplacement d'un espace jusque là réservé au stationnement, que l'aménagement des pentes, des plantations d'arbres sont également programmées, que de nombreux services (crèches, école, ...) existent déjà ;*

*- L'article UZD 5 impose des obligations d'aménagement et de végétalisation des espaces libres ;*

- *Le risque inondation a été pris en compte en actualisant les prescriptions du PLU en vigueur en tenant compte du porter à connaissance de 2016 ;*

- *Cette modification reste dans le prolongement du projet initial ayant amené à la création de ce quartier.*

Les conclusions favorables de la commission d'enquête sont assorties de la recommandation suivante :

*« Malgré les parcs de stationnement publics ou privés déjà créés ou prévus, revoir à la hausse le nombre d'emplacements en tenant compte que deux véhicules sont très souvent la propriété des occupants d'un logement et qu'il faut prévoir des places visiteurs. L'observation faisant une suggestion de définir le nombre de place selon la taille du logement ne paraît pas incohérente ».*

### **1.3 Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique**

Le projet de modification n°5 sur la Duranne Haute propose des règles de hauteur maximale des bâtiments cohérentes avec les règles jusqu'alors applicables. L'ancien règlement de la zone UPM2 faisait référence à un nombre de niveaux maximal (R+4) avec des émergences en R+5 pour 25% de la surface de plancher des îlots de la zone. Dans le nouveau règlement UZD, les constructions conservent les mêmes proportions mais les hauteurs sont exprimées en mètres, allant de 16 à 19 mètres, sauf prescriptions graphiques de hauteur spécifique allant de 13 à 16 mètres. Des émergences ponctuelles restent possibles pour 25% de la surface de chaque îlot favorisant ainsi un épannelage articulé à l'image des toits d'Aix-en-Provence.

Ensuite, le rapport de présentation et le règlement graphique (planches A62 et A71) font mention de prescriptions spécifiques de hauteur moindre (13 à 16 mètres), positionnées en partie haute de la zone UZD afin de préserver les vues sur le grand paysage. Ces prescriptions ne font que reprendre et respecter les hauteurs déjà présentes dans le plan masse et qui prenaient en compte les perceptions paysagères. La modification n°5 n'apporte donc pas de changement de ce point de vue là. Il est par ailleurs précisé à l'article 11 du règlement de la zone UZD que les constructions doivent s'adapter à la topographie, à l'orientation du terrain, ainsi qu'aux lignes de force du paysage.

Enfin, le projet de modification puise son inspiration dans la composition urbaine et architecturale aixoise caractérisée par le centre ancien d'Aix-en-Provence. Dans cette logique, le règlement de la zone UZD impose des couvertures en tuiles canal de terre cuite pour être plus cohérent avec l'image des toits traditionnels d'Aix-en-Provence.

Concernant le pourcentage d'espaces libres, le règlement de la zone UZD du projet stipule que, lorsqu'ils existent, l'ensemble des espaces libres est

aménagé et végétalisé, avec des plantations en pleine terre. La végétation doit être mise en œuvre sur une épaisseur de terre végétale de 0,80 mètre minimum, contre 0,50 mètre dans le règlement précédent. Dans les espaces urbanisés, les espaces publics viennent souvent compenser la densité des îlots urbains en proposant des parcs et des jardins publics. Le programme des équipements de la Zone d'Aménagement Concerté du Parc de la Duranne comporte une offre d'espaces verts à travers le traitement des bordures de voies (plantations,...), la création de parcs publics arborés identifiés sur la planche A du Plan Local d'Urbanisme nommés « *localisation des équipements publics* » et un secteur NS pour le parc, la création de nombreuses places publiques végétalisées, ainsi que l'accès aux vastes espaces naturels à proximité immédiate du secteur.

En matière de stationnement, le Plan Local d'Urbanisme souhaite « *favoriser une ville plus apaisée en privilégiant les alternatives à la voiture pour se déplacer* » (orientation 1.2.3 du PADD). La politique de stationnement doit donc rester cohérente avec les objectifs de limitation des déplacements automobiles. Le règlement fixe un quota minimum de stationnement automobile. Selon les opérations envisagées dans ce quartier, il conviendra de prévoir le stationnement proportionné aux besoins de ces opérations, et donc si nécessaire, un nombre de stationnement supérieur au quota minimum prévu par le règlement de la zone UZD.

Il n'apparaît pas non plus pertinent de définir le nombre de places de stationnement selon la taille du logement comme cela est suggéré par la commission d'enquête, car l'application de cette règle ne pourrait pas être vérifiée lors de l'instruction des autorisations de droit des sols. En effet, le code de l'urbanisme n'oblige pas systématiquement à déclarer, ni le nombre de logements, ni la taille des logements, parmi les pièces exigées dans le cadre d'un dossier de demande de droit des sols. Il convient donc de conserver une unité de mesure en rapport à la surface de plancher pour pouvoir calculer et contrôler le quota de places de stationnement. Enfin, les équipements publics tels que les parking publics sont prévus dans le cadre des équipements publics de la Zone d'Aménagement Concerté du Parc de la Duranne. Le règlement de la zone UZD est donc suffisamment adapté et souple en matière de stationnement à la Duranne Haute puisqu'il s'agit d'un quota minimum, et il n'apparaît pas nécessaire de le modifier après enquête publique.

En ce qui concerne la diversité des fonctions, le projet de modification n°5 répond à cet objectif en permettant dans le règlement de la zone UZD l'accueil de tout type de fonctions, sauf les activités industrielles, car elles peuvent présenter des nuisances incompatibles avec un tissu urbain dense et la présence de l'habitat). La zone UZD a donc pour vocation de favoriser la mixité des fonctions urbaines et notamment d'accueillir de nouveaux commerces.

Aussi, dans le cadre de la livraison des nouveaux programmes immobiliers dans le secteur, il est bien prévu l'ouverture de petits commerces de proximité, afin de créer une centralité commerciale au cœur du quartier de la Duranne Haute et répondre ainsi à une demande des habitants. Environ 5.000 m<sup>2</sup> de commerces sont prévus dans le programme de la Zone d'Aménagement Concerté du Parc de la Duranne.

Le projet de modification n°5 portant adaptation de la forme urbaine à la Duranne est donc maintenu tel qu'il a été présenté dans le dossier d'enquête publique.

## **2. Le projet d'adaptation de la forme urbaine à la Duranne Basse**

Le projet de modification n°5 propose une évolution des règles sur le secteur de la Duranne Basse pour donner au quartier des allures de village provençal, toujours selon le même principe de densification insufflée par le Plan Local d'Urbanisme dès 2015. La zone UI, prévue dans le cadre de la modification n°5 est une zone urbaine mixte, dans laquelle il est prévu que se développe du pavillonnaire et du logement collectif en R+2, avec une hauteur maximale de 10 mètres.

Le parti pris d'aménagement consistant à créer une morphologie de type villageoise, à savoir une forme urbaine continue le long des voies structurantes, se décline à travers des linéaires de gabarit avec des hauteurs de 10 à 13 mètres maximum (R+2, R+3). Les linéaires de gabarit permettent d'organiser l'implantation et le gabarit du bâti. L'espace public est délimité par ces mêmes linéaires de gabarit. Par exemple, des hauteurs R+2 ou R+3 sont imposées pour marquer l'angle de la place et créer une continuité bâtie le long du parcours piéton de liaison entre les espaces publics.

Le projet permet, d'une part, de raccrocher l'opération au centre bourg et d'autre part, de lui conférer un esprit de « village provençal » : par un ordonnancement imposé des constructions de hauteurs variées, par la création d'espaces publics adaptés et par la mise en valeur du patrimoine historique et végétal du lieu. Le projet engagé sera ouvert vers le quartier. La disposition des constructions, l'agencement des perspectives, les circulations, garantiront ce lien indispensable avec le reste de la Duranne.

Depuis la bastide, en direction du Sud, un jeu de restanques paysagères permet une remontée piétonne douce vers l'avenue Arago créant une troisième porte pour le village. Ce point d'accroche permet une connexion optimale avec les transports en commun qui pourraient très facilement s'arrêter en sécurité sur l'ancienne esplanade d'informations. Au-delà du front bâti, l'urbanisation est plus lâche et apaisée comme le serait le contour d'un village.

### **2.1 Les observations portant sur la forme urbaine à la Duranne Basse**

Des observations interrogent sur la densité et la forme urbaine, notamment en termes de hauteur et de linéaires de gabarit, sur la desserte du secteur, sur la préservation du patrimoine bâti et de la trame végétale.

### **2.2 Les conclusions de la commission d'enquête et avis relatifs à la forme urbaine à la Duranne Basse**

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme, la commission d'enquête a présenté ses conclusions favorables suivantes en estimant que :

*« - Le passage de la zone UD en zone UI est en cohérence avec un développement raisonné de l'urbanisation pour insuffler un style villageois au quartier et qu'il n'empêchera pas le logement individuel même si de petits collectifs sont autorisés comportant des quotas de logements type T3 ou T4 et de logements sociaux.*

*- Le projet met en valeur des éléments patrimoniaux tels que la bastide et son parc tout en les mettant à la disposition de tous par des aménagements de service public et qu'il crée une liaison entre ce qui est amené à devenir le centre du village et une esplanade au sud qu'il est prévu de dédier aux transports en commun.*

*- La future voie de contournement sera de dimensions inchangées et devrait générer peu de trafic routier supplémentaire et donc amener peu de nuisances supplémentaires et que de plus cet axe est bordé en partie par la zone agricole non habitée.*

*- Le long de cet axe des servitudes de plantations seront imposées et viendront augmenter l'aspect végétal et que les éléments paysagers sont protégés et mis en valeur.*

Les conclusions favorables de la commission d'enquête sont assorties de la recommandation suivante : « Revoir à la baisse les hauteurs maximales autorisées en zone UD de façon à ne pas provoquer un effet de tunnel dans les ruelles où la construction est projetée ».

### **2.3 Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique**

Le principe de densification de la Duranne Basse n'est pas nouveau. Il a été établi lors de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme en 2015, puisque ce secteur avait été classé en zone UD dont le règlement stipule que la zone concerne des secteurs essentiellement composés d'un tissu urbain pavillonnaire où l'objectif est de maintenir la forme urbaine dans les proportions existantes afin de ne pas altérer les qualités paysagères de la zone, tout en permettant d'évoluer raisonnablement en concordance avec les capacités de desserte. Il s'agissait d'une zone urbaine mixte, où peuvent se développer du pavillonnaire et du logement collectif en R+2, avec une hauteur maximale de 10 mètres.

Le projet de modification n°5 propose une évolution des règles sur le secteur de la Duranne Basse pour donner au quartier des allures de village provençal, toujours selon le même principe de densification insuflée par le Plan Local d'Urbanisme dès 2015.

Comme dans la zone UD, en l'absence de linéaire de gabarit et de prescription de hauteur spécifique, la hauteur maximale des constructions ne peut excéder 10 mètres en zone UI.

Le parti pris d'aménagement consistant à créer une morphologie de type villageoise, à savoir une forme urbaine continue le long des voies structurantes, se décline à travers des linéaires de gabarit avec des hauteurs de 10 à 13 mètres maximum (R+2, R+3). Les linéaires de gabarit permettent d'organiser l'implantation et le gabarit du bâti. L'espace public est délimité par ces mêmes linéaires de gabarit. Par exemple, des hauteurs R+2 ou R+3 sont imposées pour marquer l'angle de la place et créer une continuité bâtie le long du parcours piéton de liaison entre les espaces publics.

Dans le projet, les hauteurs des constructions s'échelonnent du rez-de-chaussée à R+3. Les constructions les plus hautes ne sont pas à proximité immédiate des constructions existantes situées au Nord-Ouest, rue Isaac Newton. A proximité de ces dernières, l'urbanisation prévue est plus lâche et plus apaisée comme le serait le contour d'un village, avec des hauteurs maximales à 10 mètres pour assurer une bonne transition avec les habitations existantes de la zone UM.

Il n'apparaît donc pas pertinent de revoir à la baisse les hauteurs maximales des constructions en les uniformisant à la hauteur de 10 mètres, de façon similaire à celles autorisées en zone UD, comme le recommande la commission d'enquête. En effet, les gabarits prévus ne provoqueront pas un « *effet de tunnel* », car les hauteurs des constructions sont proportionnées avec les largeurs des emplacements réservés de voirie qui dépasseront largement la taille d'une ruelle.

Le projet de modification n°5 ne remet pas en cause la diversité de l'offre d'habitation existante. D'une part, parce que l'ensemble du secteur de la Duranne basse est marqué par une offre résidentielle déjà variée avec de l'habitat individuel, de l'habitat individuel groupé et des collectifs. D'autre part, parce que moins d'une dizaine d'habitation serait susceptible d'être impactée par le projet de modification à l'échelle de l'ensemble de la zone de la Duranne Basse.

Concernant les linéaires de gabarit, un ajustement du tracé d'un linéaire sur le secteur de la Duranne Basse a été retenu sur la base des observations déposées à l'enquête publique afin d'améliorer l'accroche du front bâti villageois au niveau du rond-point (avenue Arago/rue Newton).

En ce qui concerne la desserte du secteur de la Duranne Basse, comme indiqué dans le rapport de

présentation concernant le schéma viaire de ce secteur, le Conseil Départemental 13 souligne de façon pertinente le fait que l'extension de l'urbanisation de la Duranne Basse devra s'accompagner d'un réaménagement du point d'échange n°4 avec la RD9. Des études complémentaires vont donc être réalisées pour aménager et sécuriser au mieux cet échangeur.

Par ailleurs, les circulations inhérentes au développement de ce quartier n'impacteront pas de manière significative le cœur du secteur de la Duranne Basse. Les futurs habitants bénéficieront de la proximité immédiate entrée/sortie par la D9 sans devoir traverser tout le secteur de la Duranne Basse. La voie de contournement du village provençal entre la rue Lambert et la rue Newton permettra de raccorder les différents accès au village provençal et sera dédiée uniquement à la desserte locale.

Enfin, l'impact en matière de pollution sonore ou de l'air sera moindre car il n'y aura que peu de transit de véhicules à l'intérieur même du futur village provençal. Comme indiqué dans le rapport de présentation, le projet prévoit d'apaiser la circulation, avec la création :  
- d'un cœur de quartier piétonnier et organisé en rues, ruelles, esplanades, places ou allées plantées gravitant autour de la Bastide et de son bassin ;  
- de cheminements doux desservant l'ensemble du quartier et facilitant l'accès aux commerces et services de transport à proximité.

En ce qui concerne les éléments de patrimoine liés à la bastide de la Grande Duranne avec ses annexes, situées dans le secteur de la Duranne Basse, le Plan Local d'Urbanisme l'identifie au titre d'un élément du patrimoine bâti. La bastide du 17<sup>e</sup> siècle est accompagnée de six autres éléments patrimoniaux référencés : bergerie, chapelle, pigeonier, maison, bassin, allée. L'ensemble est accompagné d'un jardin d'agrément avec une allée plantée de platanes, un deuxième bassin, des murs en pierres et mur de soutènement, des escaliers et un portail. Ce riche patrimoine bâti et paysager doit à la fois être préservé et être le vecteur de l'identité du quartier.

Pour cela, le projet entend organiser la composition urbaine du quartier autour de la bastide de la Grande Duranne et de son bassin pour qu'ils deviennent l'épicentre historique du village. De plus, autour de la bastide, un emplacement réservé a également été institué dans le règlement graphique du Plan Local d'Urbanisme (emplacement réservé n° 563) pour l'aménagement de la voirie et de l'espace public.

Le projet a donc bien pour objectif de préserver et de mettre en valeur ces éléments forts du patrimoine de la Duranne Basse. Dans un souci de valorisation, la bastide pourrait même être destinée à accueillir des services publics.

Concernant la trame végétale, la masse boisée autour de la bastide identifiée au Plan Local d'Urbanisme est bien conservée pour préserver les éléments existants

et notamment les platanes aux abords des bassins. Dans un souci de valorisation des espaces verts, le projet ajoute dans le règlement graphique du Plan Local d'Urbanisme des plantations supplémentaires à réaliser pour végétaliser davantage le secteur.

Le risque inondation a été pris en compte concernant le projet de modification n°5 de la Duranne basse. De plus, en cohérence avec les dernières connaissances de l'aléa et l'orientation 1.4.1 du PADD visant à « *Mieux prendre en compte les risques et les nuisances* », il a été réalisé une carte des aléas actualisés sur le territoire communal. Le Plan Local d'Urbanisme a souhaité intégrer cette actualisation de l'aléa et mettre à jour les cartes du risque inondation du Plan Local d'Urbanisme (planches CRI).

En conclusion, le projet d'adaptation de la forme urbaine à la Duranne Basse fait donc l'objet uniquement d'une modification au regard des observations déposées à l'enquête publique concernant l'ajustement du tracé d'un linéaire de gabarit afin d'améliorer l'accroche du front bâti villageois au niveau du rond-point (avenue Arago / rue Newton).

### **3. Le projet d'actualisation du risque inondation**

Il est rappelé que le « porter à connaissance » de l'Etat qualifie des aléas inondation dont l'intégration au Plan Local d'Urbanisme relève des cartographies de synthèse des aléas et des cartographies qualifiant les risques d'inondation dénommées les planches CRI.

Ce « porter à connaissance » actualise la connaissance de l'aléa en prenant en compte :

- une topographie plus précise (relevé LIDAR),
- une pluie de référence nouvelle (juin 2010 Var),
- une nouvelle notion de crue exceptionnelle pour la prise en compte des aléas résiduels,
- une grille d'analyse nouvelle des aléas (harmonisation des grilles Pluvial et Ruissellement)

La méthodologie mise en œuvre pour l'actualisation des aléas figurant dans le Plan Local d'Urbanisme a été la suivante:

- reprise des aléas de la crue de référence de l'Arc issus du « porter à connaissance » ;
- recueil des données brutes (hauteurs et vitesses) de simulation des différents modèles de la commune ;
- établissement de la cartographie des aléas par croisement des hauteurs/vitesses selon la nouvelle grille d'aléa du PAC ;
- travail de raccordement au niveau de chacune des confluences avec l'Arc et la Touloubre ;
- lissage des aléas déterminés et reprise de la cartographie

Afin de produire les cartes de risques correspondantes à ces nouveaux aléas, la même méthodologie a été employée que celle effectuée dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme. Les aléas ont été croisés avec les enjeux, mais au regard de la nouvelle grille d'aléa unifiée.

La mise à jour de la qualification du risque inondation a été réalisée en association constante avec les services de l'Etat.

En ce qui concerne le bassin versant de la Touloubre, la même méthodologie de mise à jour des aléas et des risques inondation a été utilisée que pour le bassin versant de l'Arc.

### **3.1 Les observations portant sur le risque inondation**

Une quarantaine d'observations portent sur les dispositions particulières relatives aux risques naturels, principalement en ce qui concerne l'intégration dans le Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence du « porter à connaissance » de l'Etat du 25 août 2016, d'autres souhaitant une adaptation du niveau de risque sur leur parcelle.

### **3.2 Les conclusions de la commission d'enquête relatives au risque inondation**

En ce qui concerne ce sujet de la modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme, la commission d'enquête a présenté ses conclusions favorables en estimant que :

*« le risque inondation a été pris en compte en actualisant les prescriptions du Plan Local d'Urbanisme en vigueur en tenant compte du porter à connaissance de 2016 ».*

### **3.3 Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique**

Comme cela a été rappelé ci-dessus, la mise à jour de la qualification du risque inondation a été réalisée en association constante avec les services de l'Etat. La méthodologie a donc été entérinée par les services de l'Etat et ceux-ci n'ont pas estimés nécessaire de l'exprimer dans le cadre d'un avis sur cette procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme suite à leur consultation en date du 26 juillet 2017.

Ainsi, les observations déposées à l'enquête qui estiment nécessaire de modifier les dispositions particulières du règlement du Plan Local d'Urbanisme relatives au risque inondation au regard du « porter à connaissance » de l'Etat du 25 août 2016 ne sont pas pertinentes, puisque ce seront les services de l'Etat qui élaboreront prochainement leur propre règlement dans le cadre du Plan de Prévention des Risques Inondation de l'Arc. L'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques d'Inondation par débordement de l'Arc et de ses principaux affluents sur la commune d'Aix-en-Provence a effectivement été prescrite par arrêté préfectoral du 9 avril 2018.

Le projet de modification n°5 portant sur l'actualisation du risque inondation est donc maintenu tel qu'il a été présenté dans le dossier d'enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du conseil municipal n°2015-349 du 23 juillet 2015 approuvant le Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence ;
- La délibération du conseil municipal n°2017-276 du 23 juin 2017 approuvant les motivations justifiant l'ouverture partielle à l'urbanisation de la zone 2AU du secteur de Saint Hilaire ;
- La décision n°CU-2017-93-13-34 du 19 octobre 2017 de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale, après examen au cas par cas, ne soumettant pas la modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme à évaluation environnementale ;
- La délibération du conseil municipal d'Aix-en-Provence n°2017-596 du 13 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite de la procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence par la Métropole Aix-Marseille-Provence au-delà du 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°URB 011-3569/18/CM du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence ;
- La consultation des personnes associées et consultées sur le projet modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence

conformément aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme ;

- L'avis du département des Bouches-du-Rhône en date du 13 décembre 2017 ;
- La décision n°18000041/13 en date du 5 avril 2018 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant la commission d'enquête ;
- L'arrêté du Vice-Président de la Métropole n°18-CT2-017 du 27 avril 2018 portant ouverture et organisation de l'enquête publique unique portant sur plusieurs procédures d'évolution du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, dont la modification n°5 ;
- Le rapport et les conclusions en date du 26 juillet 2018 portant avis favorable de la commission d'enquête assorti de deux recommandations sur le projet de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'avis favorable de la commission d'enquête assorti de deux recommandations.
- Que les remarques issues des résultats de l'enquête publique unique justifient des adaptations du projet de modification n°5 du Plan Local d'urbanisme.
- Que des modifications sont apportées au projet de modification n°5 suite aux observations formulées pendant l'enquête publique, à l'avis de la commission d'enquête et aux avis des Personnes Publiques Associées et Consultées susmentionnées.
- Que le projet de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence modifié dans l'ensemble de ses composantes, ainsi que le rapport et les conclusions de la commission d'enquête ont été mis à disposition des conseillers de Territoire au format numérique et au format papier au siège du Territoire du Pays d'Aix et à la Direction Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix, ainsi que des conseillers métropolitains au format numérique et au format papier au siège de la Métropole afin qu'ils puissent en prendre connaissance.
- Que le projet de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence est prêt à être approuvé.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la modification n° 5 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, telle qu'annexée à la présente.

### **Article 2 :**

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R.153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :

- affichage pendant un mois au siège de la Métropole et à l'Hôtel de Ville d'Aix-en-Provence
- mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département

### **Article 3 :**

Le dossier de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence est tenu à la disposition du public en mairie d'Aix-en-Provence 12, rue Pierre et Marie Curie, rez-de-chaussée, service Accueil – Renseignement du Plan Local d'Urbanisme, à la Direction Urbanisme du territoire du Pays d'Aix et à la Préfecture du Département des Bouches-du-Rhône aux jours et heures habituels d'ouverture au public, conformément à l'article R.153-21 du Code de l'Urbanisme.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 010-4628/18/CM**

### **■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde - Approbation de la modification n°1 MET 18/8438/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération n°2017-18-DELIB-2-1 du 21 mars 2017, la commune de Saint-Marc-Jaumegarde a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Par délibération n°2017-108-DELIB-2-1 du 11 décembre 2017, la commune de Saint-Marc-Jaumegarde a lancé la procédure de modification n°1 de son P.L.U. Elle a ensuite délibéré le 11 décembre 2017 (délibération n°2017-110DELIB-2-1), pour que cette procédure soit poursuivie et achevée par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 15 février 2018, délibération URB 011-3569/18/CM pour poursuivre la modification n°1 du PLU de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde.

Cette procédure de modification a été sollicitée afin de :

- Augmenter de 105 ha des Espaces Boisés Classés,
- Intégrer le règlement du Porter à Connaissance feux de forêt actualisé
- Modifier la rédaction du règlement,

Les pièces du PLU qui font l'objet de modifications sont :

- la notice de présentation
- le règlement
- les documents graphiques du règlement
- le risque feux de forêt.

Les documents ont été adaptés pour prendre en compte les évolutions proposées.

Ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du Plan Local d'Urbanisme relèvent du champ d'application de la procédure de modification telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

Le projet de modification a été notifié aux Personnes Publiques Associées le 26 avril 2018 et deux ont répondu formellement.

Par arrêté n° 18\_CT2\_020 du 25 mai 2018, le Vice-Président de la Métropole Aix Marseille Provence a prescrit l'ouverture et organisé les modalités de l'enquête.

Le commissaire enquêteur a été désigné par décision du Président du Tribunal Administratif de Marseille le 12 avril 2018 ; l'enquête s'est déroulée du 29 juin 2018 au 30 juillet 2018, soit pendant 32 jours consécutifs.



Durant toute la période de l'enquête, un dossier était consultable :

- au siège de l'enquête publique, à savoir à la mairie de Saint-Marc-Jaumegarde, localisé place de la Mairie – 13100 Saint-Marc-Jaumegarde, du lundi au vendredi de 08h00 à 12h00, hors jours fériés ;
- au siège du Territoire du Pays d'Aix, situé Hôtel de Boadès, 8 place Jeanne d'Arc, 13100 Aix-en-Provence, du lundi au vendredi de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, hors jours fériés.

Durant toute la période de l'enquête, un dossier était consultable en mairie et au siège du Territoire qui comportait les éléments suivants :

- DOSSIER PRINCIPAL :
  - a. pièce n°1 **notice de présentation**
  - b. pièce n°2 projet d'aménagement et de développement durable
  - c. pièce n°3 orientations d'aménagement et de programmation
  - d. pièce n°4.1 **règlement**
  - e. pièce n°5.a **zonage - planche globale**
  - f. pièce n°5.b **zonage - zoom sur la partie urbanisée**
  - g. pièce n°5.c zonage – planche des risques
- ANNEXES :
  - a. 6.1 Annexes sanitaires
  - b. 6.2 Servitude d'utilité publique
  - c. 6.3 Annexes à titre informatif
  - d. plan des périmètres reportés à titre informatif
  - e. 6.3.a Risque sismique et mouvement de terrains
  - f. 6.3.b Risque retrait gonflement des argiles
  - g. 6.3.c Régime forestier
  - h. 6.3.d Réglementation relative au débroussaillage
  - i. **6.3.e Risque feux de forêt**

*N.B. : les pièces en gras sont celles objet de la modification*

Cinq permanences ont été tenues :

- vendredi 29 juin de 9h à 12h
- vendredi 6 juillet de 14h30 à 17h30
- jeudi 12 juillet de 9h à 12h
- vendredi 20 juillet de 14h30 à 17h30
- lundi 30 juillet de 14h30 à 17h30 (clôture de l'enquête)

Le dossier était également consultable sur le site internet du conseil de Territoire du Pays d'Aix à l'adresse suivante : <http://www.agglo-paysdaix.fr> et sur le site internet de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde : <http://www.saint-marc-jaumegarde.fr>

Pour s'exprimer, le public avait la possibilité de :

- consigner ses observations sur les registres d'enquête à disposition en complément du dossier de modification ;
- adresser par voie postale un courrier à l'attention de Monsieur le Commissaire Enquêteur en Mairie de Saint-Marc-Jaumegarde ; ou,
- écrire un mail à l'adresse suivante : [enqpub.smj.modifplu@ampmetropole.fr](mailto:enqpub.smj.modifplu@ampmetropole.fr)

71 observations ont été déposées, dont 3 courriels et 4 courriers envoyés par voie postale. 7 visites sans observation ont été enregistrées par le commissaire enquêteur.

Au total 100 personnes ont « participé » à l'enquête publique.

### **OBSERVATIONS DU PUBLIC ET REPONSES**

A l'issue de l'enquête publique, les observations / avis émis par le public peuvent se regrouper dans les 5 catégories suivantes :

Thème 1 : Hors objet de l'enquête Publique :

12 observations sont totalement hors objet, 8 le sont partiellement.

Thème 2 : Favorable à la modification, satisfaits /communication : 36 observations sont favorables au projet et satisfaits de la communication.

Thème 3 : Avis défavorable, insatisfaits sur la communication : 11 observations sont défavorables au projet et critiquent la communication.

*Ces trois catégories de remarques ne relèvent pas de l'objet de la modification et n'ont donné lieu à aucun ajustement du projet de modification N°1 du PLU de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde.*

Thème 4 : Proposition de modification du règlement ou de la cartographie des EBC :

Dans 7 observations s'expriment des demandes de rectification du règlement ou des demandes de modification des EBC (réduction, agrandissement, rajouts supplémentaires).

*Les demandes formulées ne répondent pas aux critères identifiés pour la redéfinition des EBC. Elles n'ont donné lieu à aucun ajustement du projet de modification N°1 du PLU de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde, sauf en limite communale Ouest (limite avec Aix-en-Provence) afin d'assurer une continuité avec le boisement préservé sur la commune voisine.*

Thème 5 : Demande de clarification sur la reconstruction après sinistre

Dans au moins 6 observations s'exprime la préoccupation d'une clarification des règles sur la reconstruction après démolition et sur l'impact du risque feu de forêt dans une éventuelle interdiction de reconstruire.

*Afin de lever toute ambiguïté, l'article 4 des dispositions générales du règlement est complété afin de préciser que la reconstruction à l'identique ne pourra pas entraîner une augmentation de la surface de plancher et d'emprise au sol. Il est également précisé que dans les secteurs soumis à un risque feux de forêt, des mesures visant à réduire la vulnérabilité devront être prises, telles que par exemple, l'emploi de certains matériaux pour la construction (listés notamment à l'annexe B de la pièce n°6.3E sur le risque feux de forêt du PLU).*

#### **OBSERVATIONS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES (PPA) ET REPONSES :**

L'Agence Régionale de Santé (ARS) PACA a émis un avis favorable sur le projet de modification N°1 du PLU de Saint-Marc-Jaumegarde par courrier en date du 23 avril 2018.

Le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône a émis son avis sur la modification N°1 du PLU de Saint-Marc-Jaumegarde par courrier en date du 6 juin 2018. Il formule une remarque concernant les Espaces Boisés Classés (EBC) situés le long du CD10, dans le secteur d'aménagement de la future piste cyclable : Le Conseil Départemental demande que la trame des EBC soit réduite dans ce secteur afin que les EBC soient implantés à 20 mètres minimum de l'axe de la RD 10.

#### **AVIS MOTIVE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR**

Le commissaire enquêteur a remis son rapport et ses conclusions motivées en date du 29 août 2018. Il a émis un avis favorable assorti de deux réserves et une recommandation.

« 1/ Réserve que soit rétabli l'EBC existant au POS et supprimé par le PLU, en limite nord ouest de la commune et en bordure de la zone verte d'Aix-en-Provence, suivant son tracé initial,

2/ Réserve que soient intégrées dans la planche graphique du PLU une cartographie des Espaces Boisés Classés intégrant la demande du Conseil Départemental de Bouches-du-Rhône pour la réalisation de la piste cyclable, les modifications que la commune a accepté d'apporter et la modification objet de la réserve précédente.

3/ Recommandation de modifier le règlement qui permette en zone Nh pour les maisons de petite surface (limites à fixer) la réalisation d'une extension supérieure à 30 % (par exemple 50 %). »

La recommandation formulée propose de modifier le règlement de la zone Nh afin de permettre la réalisation d'une extension supérieure à 30% pour les maisons de petite surface.

*Il n'est pas possible de prendre en compte cette recommandation dans le cadre de la présente procédure de modification. En effet, toute modification*

*des extensions des habitations autorisées en zone A et N doit être soumise à avis de la CDPENAF (Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers) et relève d'une procédure différente d'évolution du document d'urbanisme.*

#### **LE PROJET DE PLU PROPOSE APRES ENQUETE PUBLIQUE**

Le projet de modification n°1 du PLU de Saint-Marc-Jaumegarde soumis au conseil métropolitain fait l'objet d'évolutions afin de prendre en compte les résultats de l'enquête publique.

Il est proposé de répondre de la façon suivante aux observations formulées sur le thème de la reconstruction après sinistre. L'article 4 des dispositions générales du règlement est complété afin de préciser que « la reconstruction à l'identique ne pourra pas entraîner une augmentation de la surface de plancher et d'emprise au sol ». Il est également précisé que « dans les secteurs soumis à un risque feux de forêt, des mesures visant à réduire la vulnérabilité devront être prises, telles que par exemple, l'emploi de certains matériaux pour la construction (listés notamment à l'annexe B de la pièce n°6.3E sur le risque feux de forêt du PLU) ».

Il est proposé de répondre de la façon suivante à la première réserve du commissaire enquêteur et à l'avis de Conseil Départemental. Les EBC nouvellement créés dans le cadre de la modification N°1 sont ajustés dans le secteur de projet de la future piste cyclable. Comme demandé par le Conseil Départemental et repris dans les conclusions du commissaire enquêteur, ils sont positionnés à 20 mètres de l'axe de voie départementale.

Enfin, il est proposé de répondre de la façon suivante à la deuxième réserve du commissaire enquêteur sur les EBC en partie Nord Ouest de la commune. Les EBC du POS dans le secteur Nord Ouest de la commune sont rétablis de manière sensiblement équivalente afin d'assurer une continuité avec le boisement préservé sur la commune voisine d'Aix-en-Provence. Des ajustements ponctuels sont toutefois réalisés afin que les EBC ne concernent que la zone N du PLU en vigueur et afin d'exclure le périmètre des Permis d'Aménager accordés et faisant l'objet d'un ajustement de zonage dans le cadre de la Révision Allégée N°1 en cours par ailleurs. En effet, les boisements situés au sein de ces Permis d'Aménager ne présentent pas d'enjeux paysagers et environnementaux et sont principalement constitués de pins d'Alep vulnérables au risque feux de forêt.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde en vigueur ;
- La délibération n°2017-108-DELIB-2-1, la Commune de Saint-Marc-Jaumegarde du 11 décembre 2017 engageant la procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération n°2017-110-DELIB-2-1 de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde du 11 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure engagée ;
- La délibération n°URB 011-3569/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune du 11 décembre 2017 ;
- L'arrêté n° 18\_CT2\_020 du 25 mai 2018 du Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence prescrivant l'organisation de l'enquête publique relative au projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La notification du projet de modification n°1 aux Personnes Publiques Associées conformément aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme ;
- L'avis du commissaire enquêteur favorable sur le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'avis favorable du commissaire enquêteur assorti de deux réserves et d'une recommandation.
- Que les remarques issues des résultats de l'enquête publique justifient des adaptations du projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme.
- Que des modifications sont envisagées concernant le projet de modification n°1 suite aux observations formulées pendant l'enquête publique.
- Que le projet de modification n°1 du Plan Local d'urbanisme de Saint-Marc-Jaumegarde est prêt à être approuvé.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint-Marc-Jaumegarde, telle qu'annexée à la présente délibération.

**Article 2 :**

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R.153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :

- affichage pendant un mois au siège de la Métropole et à la mairie de Saint-Marc-Jaumegarde.
- mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département

**Article 3 :**

Le dossier de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Marc-Jaumegarde est tenu à la disposition du public en mairie Saint-Marc-Jaumegarde, localisé place de la Mairie – 13100 Saint-Marc-Jaumegarde, à la Direction Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix et à la Préfecture du Département des Bouches-du-Rhône aux jours et heures habituels d'ouverture au public, conformément à l'article R.153-21 du Code de l'Urbanisme.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 011-4629/18/CM**

### **■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde - Révision allégée n°1 - Bilan de la concertation et arrêt du projet MET 18/8052/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de révision allégée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération n°2017-18-DELIB-2-1 du 21 mars 2017, la commune de Saint-Marc-Jaumegarde a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Par délibération n°2017-109-DELIB-2-1 du 11 décembre 2017, la commune de Saint-Marc-Jaumegarde a prescrit une procédure de révision allégée n°1 ayant pour objet la rectification d'erreur matérielle de zonage. En effet, certaines erreurs ponctuelles de classement de parcelles majoritairement bâties et desservies par tous les réseaux, aujourd'hui classées en zone N ou Nh du PLU nécessitent un reclassement en zones urbaines.

Par délibération n°2017-110-DELIB-2-1 du 11 décembre 2017, la commune a demandé à la Métropole Aix -Marseille -Provence de poursuivre la procédure entamée.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 15 février 2018, délibération n°URB 010-3568/18/CM pour poursuivre la révision allégée n°1 du PLU de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde.

Lors de la délibération de prescription de la révision allégée susmentionnée et conformément à l'article L103-2 du Code de l'Urbanisme, la commune a défini les modalités de concertation suivantes :

- mise à disposition en Mairie d'un registre destiné à recueillir toutes les observations du public
- mise à disposition des documents en mairie au fur et à mesure de leur état d'avancement
- parution d'au moins un article dans la presse ou dans le journal municipal ou sur internet

### **BILAN de la CONCERTATION**

Entre décembre 2017 et octobre 2018, un dispositif d'information et d'échanges reposant sur les outils suivants a été mis en œuvre :

- Mise à disposition en Mairie d'un registre destiné à recueillir toutes les observations du public ;
- Mise à disposition des documents d'études en mairie, sur le site internet de la commune et du territoire du Pays d'Aix, du 18 juillet au 28 septembre 2018 ;
- Parution d'un article dans le journal municipal (Le Petit Saint Marçais N°33) et distribution dans toutes les boîtes aux lettres de la commune par un agent municipal assermenté ;
- Information par courrier et communication par mailing sur la procédure de révision allégée N°1 du PLU.

### **1/ LES MOYENS D'INFORMATION**

La commune de Saint Marc Jaumegarde et la Métropole Aix Marseille Provence ont mobilisé les moyens suivants afin de communiquer sur le projet de Révision allégée N°1 PLU.

#### **LE BULLETIN MUNICIPAL**

Le bulletin municipal, «Le Petit Saint Marçais » N°33, distribué dans toutes les boîtes aux lettres de la commune par un agent assermenté, a été mobilisé afin d'informer la population sur la révision allégée en cours.

#### **LA MISE A DISPOSITION DES DOCUMENTS D'ETUDES EN MAIRIE ET SUR LE SITE INTERNET**

Une publication sur le site internet communal (<http://www.saint-marc-jaumegarde.fr/>) et sur le site internet du territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr/>) a permis aux habitants de prendre connaissance du dossier de révision allégée (notice de présentation du projet).

Le document a également été mis à disposition en mairie.

#### **L'INFORMATION PAR COURRIER ET PAR MAILING**

Afin d'assurer une large information des habitants de la commune, un courrier de Monsieur le Maire a également été rédigé à l'attention des habitants et une information a également été réalisée par mailing.

### **2/ LES MOYENS D'EXPRESSION**

La commune et la Métropole ont recueillis les remarques des habitants sur le projet de Révision Allégée N°1 du PLU de Saint Marc Jaumegarde via la mise à disposition d'un registre de la concertation en mairie tout au long de la procédure d'élaboration, et via la réception de courriers et de mail.

Au total 20 observations ont été formulées :

- 14 dans le registre mis à disposition en mairie de St Marc Jaumegarde,
- 1 Mail
- 5 Courriers

### 3/ SYNTHÈSE THÉMATIQUE DES REMARQUES FORMULEES ET ANALYSE AU REGARD DU PROJET DE REVISION ALLEGEE N°1 DU PLU

Les remarques ont porté sur les thèmes suivants :

Zonage (13 demandes) :

- 7 portent sur des demandes de reclassement de parcelles en zone constructible du PLU
- 1 porte sur une demande de reclassement en zone Nh autorisant l'extension mesurée des constructions
- 3 concernent le refus de reclassement en zone constructible de parcelles sur le secteur Prignon
- 2 concernent des remarques d'ordre général sur la procédure

Analyse au regard de la procédure de révision allégée N°1 du PLU de Saint Marc Jaumegarde :

Les changements de zonage réalisés concernent uniquement la rectification d'erreurs d'appréciation dans le PLU approuvé : il s'agit de reclasser en zone U des secteurs faisant déjà l'objet de Permis d'aménager déjà accordés dans le cadre du POS (secteurs Prignon) et de parcelles déjà desservies par l'assainissement collectif au stade de l'approbation du PLU en vigueur.

La révision allégée N°1 n'a pas vocation à prendre en compte des évolutions de contexte qui seraient survenues après approbation du PLU.

Concertation (3 remarques) :

- 2 portent sur le manque de communication alors que la troisième souligne que la concertation est satisfaisante.

Analyse au regard de la procédure de révision allégée N°1 du PLU de Saint Marc Jaumegarde :

La concertation mise en œuvre est conforme aux modalités définies dans la délibération de prescription de la révision allégée du 11 décembre 2017.

Etudes diverses et assainissement collectif (1 remarque) :

- Cette remarque pointe une manque de justification des modifications opérées, un manque d'évaluation des incidences sur l'environnement et une absence de mise à disposition du schéma d'assainissement.

Analyse au regard de la procédure de révision allégée N°1 du PLU de Saint Marc Jaumegarde :

Les changements de zonage réalisés sont motivés dans la notice de présentation au regard d'erreurs d'appréciation dans le PLU approuvé : il s'agit de reclasser en zone U des secteurs faisant déjà l'objet de Permis d'aménager déjà accordés dans le cadre du POS (secteurs Prignon) et de parcelles déjà desservies par l'assainissement collectif au stade de l'approbation du PLU en vigueur.

La révision allégée fait l'objet d'une évaluation environnementale jointe au dossier et sera soumise à avis de l'autorité environnementale.

Le schéma directeur d'assainissement n'est pas une pièce obligatoire du PLU (seul le zonage d'assainissement l'est).

Les autres remarques apparaissent hors champ de la révision allégée :

- questions sur la prise en compte des risques (1 concernant le feu de forêt et l'autre le risque d'inondation sur le secteur du Prignon)
- question sur la réglementation des annexes
- questions diverses sur le tout à l'égout

### 4/ BILAN DE LA CONCERTATION

Conformément à l'article L 103-2 du Code de l'urbanisme, la Municipalité et la Métropole ont organisé la concertation pendant toute la durée de l'élaboration du projet de révision allégée N°1 PLU de Saint Marc Jaumegarde.

Les moyens de concertation et d'information déclinés ont permis d'informer les habitants et les acteurs du territoire et ont garanti la transparence de la démarche d'élaboration du projet.

L'implication des habitants et des élus a permis de recueillir des avis et remarques qui ont été pris en compte dans le projet de révision allégée N°1 PLU.

Les avis exprimés démontrent l'intérêt des habitants pour la préservation de leur cadre de vie.

Ces avis ne remettent pas en cause le projet de révision allégée N°1 PLU.

La Métropole et commune de Saint Marc Jaumegarde se sont prononcées sur les choix et ont finalisé la révision allégée N°1 du PLU en tenant compte de l'ensemble des remarques.

Ainsi il convient donc de dresser un bilan favorable de la concertation.

Le Conseil de la Métropole est appelé à arrêter le projet de révision allégée n°1 du PLU, tel qu'il est présenté à l'Assemblée délibérante.

Ce projet arrêté sera, par la suite, soumis à une enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2017-109-DELIB-2-1 de la Commune de Saint-Marc-Jaumegarde du 11 décembre 2017 engageant la procédure de révision allégée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération n°2017-110-DELIB-2-1 de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde du 11 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure engagée ;
- La délibération cadre n° URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 010-3568/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune en date du 11 décembre 2017 ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le bilan de la concertation.
- Le projet de Plan Local d'Urbanisme annexé.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le bilan de la concertation tel que présenté ci dessus.

**Article 2 :**

Est arrêté le projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint -Marc -Jaumegarde tel qu'annexé à la présente délibération

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 012-4630/18/CM**

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Gréasque - Approbation de la modification n°1 MET 18/8045/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolice Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Gréasque a été approuvé par délibération n°1 du 13 mars 2017. Ce Plan Local d'Urbanisme a fait l'objet, par la suite, d'une mise à jour par arrêté du Maire n°2017-345 du 19 octobre 2017.

Par délibération n°9 du 12 décembre 2017, la Commune de Gréasque a lancé la procédure de modification n°1 de son PLU.

Par délibération n°10 du 12 décembre 2017, la Commune a demandé à la Métropole de poursuivre et d'achever cette procédure.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 15 février 2018, délibération n°URB 011-3569/18/CM,

pour poursuivre la modification n°1 du PLU de la Commune de Gréasque.

Cette procédure de modification a été sollicitée afin d'apporter au document d'urbanisme les adaptations, corrections et compléments suivants :

1. mise en compatibilité du PLU de la Commune de Gréasque suite à la Déclaration d'Utilité Publique du 30 mai 2016 liée à la construction d'une ligne électrique souterraine de 63 000 volts entre Rousset et Saint-Savournin ;
2. correction d'erreurs matérielles et prise en compte de demandes d'administrés ;
3. adaptation du règlement et du zonage : compléments d'information et reformulations permettant une meilleure lisibilité des règles d'urbanisme, et, modification de zonage afin de répondre aux besoins de production de logements.

Les pièces du PLU qui font l'objet de modifications sont :

- le règlement écrit ;
- les documents graphiques du règlement ;
- la liste des emplacements réservés ;
- le plan des servitudes d'utilité publique.

Ces documents ont été adaptés pour prendre en compte les évolutions proposées.

Ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du Plan Local d'Urbanisme relèvent du champ d'application de la procédure de modification telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

Le projet de modification a été notifié aux Personnes Publiques Associées le 30 mai 2018 et aucune réponse n'a été reçue par le Conseil de Territoire.

Par arrêté n° 18\_CT2\_024 du 25 mai 2018, Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a prescrit l'ouverture et organisé les modalités de l'enquête publique.

Le commissaire enquêteur a été désigné par décision du Président du Tribunal Administratif de Marseille le 2 mai 2018 ; l'enquête s'est déroulée du 19 juin 2018 au 19 juillet 2018 inclus, soit pendant 31 jours consécutifs.

Durant toute la période de l'enquête, un dossier était consultable :

- au siège de l'enquête publique, à savoir au Service de l'Urbanisme de la Commune de Gréasque, localisé boulevard Marius Ollive – 13850 Gréasque du lundi au vendredi de 08h30 à 12h00 et de 15h30 à 17h30, hors jours fériés ;
- au siège du Territoire du Pays d'Aix, situé Hôtel de Boadès, 8 place Jeanne d'Arc, 13100 Aix-en-Provence, du lundi au vendredi de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, hors jours fériés.

Ce dossier comportait les éléments suivants :

- le rapport de présentation de la modification n°1 du PLU (pièce 1.1)
- le règlement écrit modifié (pièce 4)
- les plans de zonage Nord et Sud (pièces 4.1 et 4.2)
- le plan annexe « voies bruyante, DUP, mixité sociale » modifié (pièce 4.3)
- le plan annexe : Zone PLU et risque incendie modifié (pièce 4.4)
- les plans annexes : Zone PLU et synthèse aléa inondation (pièces 4.5 à 4.7)
- la liste des emplacements réservés modifiée (pièce 5)
- le plan des servitudes d'utilité publique modifiée (pièce 7.2)

**Un dossier complémentaire comprenant :**

- la prise en compte des dispositions de l'article R123-8 du Code de l'Environnement
- la note de présentation du PLU
- la note concernant les textes régissant l'enquête publique
- l'avis des personnes publiques associées (aucun avis)
- les parutions presse qui ont eu lieu, 15 jours au moins avant le début de l'enquête, soit le 1<sup>er</sup> juin 2018 et rappelé dans les 8 premiers jours de l'enquête, soit le 22 juin 2018,
- la délibération de prescription de la modification n°1
- l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique
- l'avis d'enquête publique, attestation d'affichage, etc.
- l'avis d'enquête avec l'erratum ainsi que la parution presse de la Provence de l'erratum en date du 9 juillet 2018, et de la Marseillaise en date du 7 juillet 2018.

*N.B : les pièces en gras sont celles objet de la modification*

Cinq permanences ont été tenues :

- mardi 19 juin de 14h00 à 17h00
- samedi 30 juin de 09h00 à 12h00
- mercredi 4 juillet de 14h00 à 17h00
- lundi 9 juillet de 09h00 à 12h00
- jeudi 19 juillet de 14h00 à 17h00 (clôture de l'enquête).

Le dossier était également consultable sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix à l'adresse suivante : <http://www.agglo-paysdaix.fr> et sur le site internet de la commune de Gréasque : <http://www.ville-greasque.fr>.

Pour s'exprimer, le public avait la possibilité de :

- consigner ses observations sur les registres d'enquête à disposition en complément du dossier de modification ;
- adresser par voie postale un courrier à l'attention de Monsieur le Commissaire Enquêteur en Mairie de Gréasque ; ou,

• écrire un mail à l'adresse suivante :  
modifplu.greasque@ampmetropole.fr.

Au total, 20 personnes sont venues en mairie, 15 observations ont été déposées sur le registre, 3 mails ont été adressés au commissaire enquêteur via la boîte mail dédiée et enfin, 5 courriers ont été adressés au commissaire enquêteur.

### **OBSERVATIONS DU PUBLIC ET REPONSES**

À l'issue de l'enquête publique, les observations émises par le public peuvent se regrouper dans les quatre catégories suivantes :

1. les observations hors champs de la modification, représentant 6 observations inscrites dans le registre et 1 mail.
2. les observations portées sur la création de l'Emplacement Réservé n° 43 chemin des plaines (point n°29 de la modification), représentant 5 observations inscrites au registre et 2 courriers
3. les observations portées sur la correction d'erreur matérielle dans l'EBC pour la prise en compte de la DUP valant mise en compatibilité du plan (point n°19 de la modification), représentant 1 observation dans le registre, 1 courrier et 2 mails
4. les remarques diverses formulées sur le calcul des hauteurs des bâtiments, les emplacements réservés et la reformulation de l'article 4.2.1 de la zone 2AU, représentant 3 observations inscrites dans le registre et 2 courriers.

### **AVIS MOTIVE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR**

Le commissaire enquêteur a remis son rapport et ses conclusions motivées du 27 juillet 2018. Il a émis un avis favorable au projet de modification n°1 du PLU de Gréasque, sous la réserve suivante : *« le maître d'ouvrage devra modifier l'article 2AU 4.2.1 « desserte par les réseaux » afin que la construction de logements nouveaux nécessite obligatoirement un raccordement au réseau public d'assainissement. »*

### **LE PROJET DE PLU PROPOSE APRES ENQUETE PUBLIQUE**

Le projet de modification n°1 du PLU de Gréasque soumis au conseil métropolitain fait l'objet d'évolutions afin de prendre en compte les résultats de l'enquête publique.

Il est proposé de répondre de la façon suivante aux observations formulées sur le point n°29, portant sur la création d'un emplacement réservé n°43, au chemin des Plaines. Sous la préconisation du commissaire enquêteur, l'emplacement réservé sera réduit d'un mètre dans sa largeur. Il sera donc porté à 4m au lieu de 5m.

Il est proposé de répondre de la façon suivante à l'unique réserve, portant sur la rédaction de l'article 2AU 4.2.1 «desserte par les réseaux » émise par le commissaire enquêteur. Cette réserve sera levée en

apportant les compléments nécessaires dans le corps du règlement. Dans le cadre des extensions des constructions existantes, entraînant la création de nouveaux logements, le raccordement du projet au réseau public d'assainissement sera rendu obligatoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Gréasque en vigueur ;
- La délibération n°9 de la commune de Gréasque du 12 décembre 2017 engageant la procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération n°10 de la commune de Gréasque du 12 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure engagée par délibération le même jour ;
- La délibération n°URB 011-3569/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune du 12 décembre 2017 ;
- L'arrêté n°18\_CT28024 du Président du Territoire du Pays d'Aix, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, du 25 mai 2018 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Gréasque ;
- La notification du projet de modification n°1 aux Personnes Publiques Associées conformément aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'Urbanisme ;
- L'avis du commissaire enquêteur favorable sur le projet de modification n°1 du Plan



Local d'Urbanisme de la commune de Gréasque ;

- La délibération n°1 du Conseil Municipal de Gréasque du 25 septembre 2018 donnant un avis favorable sur le Projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'avis favorable du commissaire enquêteur assorti d'une réserve.
- Que les remarques issues des résultats de l'enquête publique justifient des adaptations du projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme.
- Que des modifications sont envisagées concernant le projet de modification n°1 suite aux observations formulées pendant l'enquête publique.
- Que le projet de modification n°1 du Plan Local d'urbanisme de Gréasque est prêt à être approuvé.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Gréasque, telle qu'annexée à la présente délibération.

**Article 2 :**

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :

- - affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en mairie de Gréasque.
- - mention de cet affichage sera inséré dans un journal diffusé dans le département.
- - sera tenue à la disposition du public ainsi que le dossier relatif à la modification conformément à l'article L.153-22 du Code de l'Urbanisme.

**Article 3 :**

Le dossier de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme sera tenu à la disposition du public en

mairie de Gréasque et à la direction de l'urbanisme du Territoire du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 013-4631/18/CM**

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eguilles - Approbation de l'engagement de la modification n°1  
MET 18/8044/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eguilles a été approuvé le 21 mars 2017.

Par courrier en date du 9 août 2018, la commune d'Eguilles a saisi la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement d'une procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme concerné afin de procéder notamment à des adaptations réglementaires et des modifications graphiques ponctuelles sur les secteurs suivants :

- Les Plantiers
- Le chemin des Colombiers
- La création d'un sous secteur sur les Lampies
- Les Fourques et la Cébo

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eguilles en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La demande de la commune d'Eguilles.
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de modification.

**Délibère**

**Article unique :**

Est sollicité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eguilles.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 014-4632/18/CM**

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres  
- Engagement de la procédure de modification simplifiée n° 3  
MET 18/7991/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, de Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par la délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville d'Istres a été approuvé par délibération du Conseil municipal n° 231/13 du 26 juin 2013, et a fait l'objet d'une annulation partielle, de deux mises à jour approuvées par arrêtés municipaux n° 877/15 du 15 juillet 2015 et n° 1610/2016 du 9 novembre 2016, de deux modifications simplifiées approuvées par délibérations du Conseil municipal n° 36/15 du 20 février 2015 et n° 189/2016 du 10 février 2016 et d'une modification approuvée par délibération du Conseil municipal n° 39/16 du 2 mars 2016.

Par courrier de la commune d'Istres, puis par délibération du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter du Président, l'engagement d'une procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné afin d'autoriser l'implantation de photovoltaïque en zone UEI et la création d'un secteur à plan masse au sein du secteur UAb.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres en vigueur ;
- Le courrier de la commune d'Istres sollicitant du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme (ou du POS) ;
- La délibération du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 octobre 2018 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite du Président l'engagement de la modification simplifiée n° 3 du PLU d'Istres ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la commune d'Istres a sollicité le Conseil de Territoire afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n° 3 du Plan Local d'Urbanisme pour permettre l'implantation de photovoltaïque en zone UEI et la création d'un secteur à plan masse dans le secteur UAb ;
- Que conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire, il convient que le Conseil Territoire Istres-Ouest Provence saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence le 17 octobre 2018 ;
- Que les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée ;

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est sollicité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n° 3 du Plan Local d'Urbanisme d'Istres.

##### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 015-4633/18/CM**

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts - Bilan de la mise à disposition du public - Approbation de la modification simplifiée n°1  
MET 18/7968/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de

l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération du 11 décembre 2017, le Conseil Municipal a prescrit la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts et défini les modalités de la mise à disposition au public.

Cette procédure de modification simplifiée a été engagée afin de rectifier une erreur dans la rédaction du règlement du Plan Local d'Urbanisme concernant le point altimétrique de référence pour la mise hors d'eau des constructions. En effet, il est stipulé que la mise hors d'eau des constructions nécessite la surélévation du premier plancher à + 0,50 m (ou + 1 m) minimum au-dessus du point le plus haut du terrain d'assiette de la construction. Toutefois le « terrain d'assiette » est sujet à interprétation et peut être considéré comme l'unité foncière. Cette modification intervient donc pour clarifier cette notion, la réglementation portant sur la hauteur du premier plancher par rapport à l'assiette foncière d'implantation du bâtiment.

Seul le règlement du PLU fait l'objet d'une modification.

Ces évolutions relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée telle que le prévoit le Code de l'urbanisme.

Par délibération du 11 décembre 2017, le Conseil Municipal de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts a également donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours de modification simplifiée n° 1 de son Plan Local d'Urbanisme.

Par délibération du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a décidé la poursuite de la procédure engagée par la commune en date du 11 décembre 2017.

Le dossier de projet de modification simplifiée du PLU a été adressé aux Personnes Publiques Associées par courriers des 19 et 20 décembre 2017. Il a donné lieu à un avis favorable de la commune de Berre l'Etang et un avis technique sur une rédaction plus compréhensible proposée par le pôle risque naturel de la Direction Départementale des Territoires et de la

Mer (DDTM) qui a été intégrée au dossier mis à disposition.

#### **Bilan de la mise à disposition du public :**

Celle-ci s'est déroulée du 2 mars 2018 au 3 avril 2018 selon les modalités suivantes :

- la mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n° 1 et d'un registre d'observations aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie de Saint-Mitre-les-Remparts ;

- une mise en ligne sur le site internet de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts de l'avis au public mentionnant la mise à disposition du projet de modification simplifiée n°1 en mairie.

- un avis au public est paru dans les annonces légales de « la Provence » les 19 février et 3 mars 2018.

Cette mise à disposition du projet de modification a recueilli une lettre d'observations comportant trois remarques dont l'une remet en cause la bonne prise en compte du risque inondation dans le projet de modification simplifiée.

En réponse, il est rappelé que les hauteurs minimales de plancher demeurent inchangées et que ce sont celles du PLU approuvé ayant obtenu un avis favorable de l'Etat.

De plus, la nouvelle rédaction présentée par la modification simplifiée n°1 découle d'une proposition formulée par les services de l'Etat eux-mêmes.

Les deux autres remarques sont sans rapport avec le projet de modification simplifiée.

Par conséquent, aucune modification n'a été apportée au projet de modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts suite aux observations formulées pendant la mise à disposition du public et aux avis des Personnes Publiques Associées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts du 11 décembre 2017 engageant la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme et définissant les modalités de la mise à disposition au public ;
- La délibération de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts du 11 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure engagée par délibération du Maire en date du 11 décembre 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune du 11 décembre 2017 ;
- L'avis de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts sur le projet de modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme du 25 juin 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 11 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le bilan de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée est ci-dessus exposé ;
- Qu'aucune modification n'a été apportée au projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts suite aux observations formulées pendant la mise à disposition du public et aux avis des Personnes Publiques Associées susmentionnées.

## **Délibère**

### **Article unique**

Est approuvée la modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint-Mitre-les-Remparts.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 016-4634/18/CM**

**■ Approbation d'un périmètre de sursis à statuer - secteur Frais-Vallon - la Rose - Petit-Séminaire à Marseille 13ème arrondissement  
MET 18/7918/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Situé dans le Nord-Est de Marseille, 13<sup>ème</sup> arrondissement, le secteur Frais-Vallon / la Rose / Petit Séminaire, qui s'étend sur près de 150 hectares, constitue un secteur à forts enjeux en termes de renouvellement urbain.

En effet, ce secteur héberge des habitants ayant des indicateurs de fragilité sociale sensiblement supérieurs à ceux des QPV Marseillais, avec un sous-emploi et une sous qualification significative. Il connaît des dysfonctionnements urbains majeurs, avec un grand nombre de coupures urbaines qui compliquent les déplacements, un patrimoine HLM considérable (3 475 logements) qui va nécessiter des interventions lourdes, une offre d'équipements et services à réadapter. Autant de difficultés qui justifient l'engagement d'un projet de renouvellement urbain visant à améliorer le cadre de vie, augmenter la mixité sociale et mieux intégrer ces quartiers à la Ville.

Le Quartier Politique de la Ville (QPV) Frais-Vallon – Le Clos –La Rose a été identifié d'intérêt national dans l'arrêté du 29 avril 2015 relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville

présentant des dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPRU).

Par ce Protocole de Préfiguration des Projets de Renouvellement Urbain approuvé par délibération le 19 octobre 2017, la Métropole a choisi de porter une intervention de renouvellement urbain sur un secteur élargi qui comprend le QPV de Frais-Vallon – Le Clos – La Rose et le QPV du Petit Séminaire.

Mandaté par la Métropole, Marseille Rénovation Urbaine a lancé la démarche d'élaboration du Projet de Renouvellement Urbain (PRU) sur ce secteur élargi, confiant respectivement à Urbanact et à Espacité des missions de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale ayant conduit à établir en 2017 un diagnostic urbain et social de ce secteur et à proposer en avril 2018 des orientations d'aménagements qui ont été présentées aux directions concernées de la Métropole, à savoir :

- diversifier l'habitat, y compris le patrimoine construit,
- adapter la densité du quartier à son environnement et aux différentes fonctions urbaines,
- favoriser la mixité fonctionnelle et consolider le potentiel de développement économique,
- renforcer l'ouverture du quartier et la mobilité des habitants,
- viser efficacité énergétique et contribuer à la transition écologique,
- réaliser des aménagements urbains et des programmes immobiliers de qualité prenant en compte les usages, les enjeux de gestion et de sûreté.

Ces orientations ont également été présentées au public le 22 juin 2018 à l'occasion d'ateliers animés par la Compagnie des Rêves Urbains (missionnée pour mener la concertation liée au PRU), en présence de la Vice-présidente de la Métropole AMP - déléguée au logement, à la rénovation urbaine et à la politique de la ville et de la Préfète déléguée à l'égalité des chances.

Dans l'attente de la déclinaison de ces orientations en un projet de renouvellement urbain et de la définition d'une stratégie d'aménagements urbains garantissant le renouvellement de ce secteur dans une logique de cohérence territoriale, il est proposé au Conseil de la Métropole d'instituer un périmètre de sursis à statuer en application de l'article L424-1 du Code de l'Urbanisme afin de ne pas compromettre ou rendre

plus onéreuse la mise en œuvre du projet de rénovation urbaine à l'échelle de ce secteur.

Le périmètre du sursis à statuer est précisé sur le plan joint en annexe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.424-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Que le secteur Frais-Vallon / la Rose / Petit Séminaire doit faire l'objet d'un projet de rénovation urbaine dans le cadre du NPRU.
- Que des études de maîtrise d'œuvre urbaines et sociales conduites en 2017 et 2018 ont permis d'établir un diagnostic urbain et social et de proposer des orientations d'interventions qui ont été présentées au public et vont conduire à la définition d'une stratégie d'aménagement qui sera actée par une convention pluriannuelle de renouvellement urbain avec l'ANRU dont la signature est envisagée au deuxième semestre 2019.

- Qu'il convient de ne pas compromettre la faisabilité du projet public d'aménagement du secteur.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée l'instauration d'un sursis à statuer sur le périmètre joint en annexe.

### **Article 2 :**

En application des articles L.424-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, le sursis à statuer pourra être opposé aux demandes d'autorisations concernant des travaux, constructions ou installations susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreux le projet d'aménagement du secteur Frais-Vallon – la Rose – Petit Séminaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 017-4635/18/CM**

### **■ Approbation d'un périmètre de sursis à statuer - Pôle Chape à Marseille 4ème arrondissement - Opération Grand Centre Ville MET 18/7923/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la Ville de Marseille et l'EPCI ont approuvé un engagement renforcé pour le Centre-Ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Par délibération n°10/1142/SOSP du 6 décembre 2010, le Conseil Municipal a approuvé la convention de concession avec la SOLEAM pour la mise en œuvre de l'opération « Grand Centre-Ville ».

La concertation publique relative à l'opération Grand-Centre-Ville a été lancée en mai 2011.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est concédante de l'Opération « Grand Centre-Ville » mise en place dans ce cadre pour le renouvellement urbain avec pour objectifs :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,
- la production de locaux d'activité et d'équipements,

- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif d'aides aux propriétaires,

- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement des espaces publics existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

Cette opération concerne 35 pôles d'intervention qui vont faire l'objet d'un traitement par réhabilitation, restructuration ou démolition-reconstruction.

Dans les 25 pôles prioritaires du périmètre de l'opération figure le pôle « Chape » délimité par le boulevard de la Libération, la rue d'Oran, le cours Franklin Roosevelt, la rue Monte Cristo et la rue Camoin Jeune. L'intervention au cœur de ce pôle, d'une surface d'environ 73 000 m<sup>2</sup>, a pour objectif la réduction du trafic de transit, l'amélioration des espaces publics conformément au plan d'urbanisme et le renforcement du caractère résidentiel et éducatif du quartier.

Aussi la Métropole a-t-elle demandé à son concessionnaire, la SOLEAM, d'engager une réflexion et des études visant à définir un programme d'intervention basé sur la création de logements, de places de stationnements et d'équipements sur des parcelles mutables à moyen terme dans une zone de bonne desserte en transports en commun et sur l'aménagement des espaces publics répondant également à des objectifs de requalification urbaine ainsi qu'aux contraintes topographiques du site.

Dans l'attente de la déclinaison de ces orientations en un Projet de Renouvellement Urbain et de la définition d'une stratégie d'aménagements urbains garantissant le renouvellement de ce secteur dans une logique de cohérence territoriale, il est proposé au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'instituer un périmètre de sursis à statuer en application de l'article L424-1 du Code de l'Urbanisme afin de ne pas compromettre ou rendre plus onéreuse la mise en œuvre du projet de rénovation urbaine à l'échelle de ce secteur.

Le périmètre du sursis à statuer est précisé sur le plan joint en annexe à la présente délibération.

Ce sursis à statuer pourra être opposé à toute demande d'autorisation concernant les travaux, les constructions ou installations susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation du projet de requalification urbaine du pôle Chape dans le cadre de l'opération « Grand Centre-Ville ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.424-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le secteur Chape dans le 4<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille doit faire l'objet d'un projet urbain dans le cadre de l'Opération « Grand Centre-Ville »,
- Qu'il convient de ne pas compromettre la faisabilité d'un projet public d'aménagement à définir.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'instauration d'un sursis à statuer sur le périmètre joint en annexe.

**Article 2 :**

En application de l'article L 424-1 du Code de l'Urbanisme, le sursis à statuer pourra être opposé aux demandes d'autorisation concernant des travaux, constructions ou installations susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation du projet d'aménagement de l'îlot Chape dans le cadre de l'opération « Grand Centre-Ville ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 018-4636/18/CM**

**■ Projets de Déclaration d'Utilité Publique en vue de la réalisation d'une opération de logement social et de la maîtrise du foncier par voie d'expropriation - 9 rue Jean Roque à Marseille 1er arrondissement - Opération Grand Centre-Ville - Pôle Bédarrides  
MET 18/7963/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la Ville de Marseille et l'EPCI ont approuvé un engagement renforcé pour le Centre Ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est concédante de l'Opération « Grand Centre Ville » mise en place dans ce cadre pour le renouvellement urbain de 25 pôles prioritaires, avec pour objectifs

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,

- la production de locaux d'activité et d'équipements,

- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif d'aides aux propriétaires,

- le ravalement des immeubles le long d'axes emblématiques – Canebière, Athènes, Rome, Jean Jaurès, Puget, National, Tourette,

- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement des espaces publics existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

Cette opération d'aménagement est concédée à la société publique locale d'aménagement SOLEAM par convention n°T1600914CO (ex-n°11/0136).

L'un des objectifs de l'Opération Grand Centre Ville est donc la production de logements nouveaux diversifiés par acquisition-amélioration ou démolition-reconstruction. La diversification de l'offre doit répondre à l'engagement municipal pour le logement de la ville de Marseille et aux orientations du Programme Local de l'Habitat (PLH) en vigueur, qui prônent le développement de l'accession à la propriété, de l'habitat adapté (personnes vieillissantes, jeunes travailleurs, étudiants, etc.) ainsi que du logement locatif à loyer conventionné.

Le 1er arrondissement de Marseille, avec 15% de logements locatifs sociaux, présente un taux inférieur au taux de 25 % imposé par la loi. Par délibération du 21 décembre 2015, Marseille Provence Métropole,



EPCI alors compétent, a approuvé le principe d'accélérer l'intervention sur le parc privé existant par la majoration de ses aides sur fonds propres à l'acquisition-amélioration visant un objectif de production de 775 logements acquis-améliorés sur l'objectif annuel global visé de 2 500 logements locatifs sociaux.

L'intervention sur le parc privé existant offre l'intérêt de traiter les immeubles dégradés et/ou vacants, notoirement présents dans les centres-villes des communes, pour remettre sur le marché des logements de qualité à loyers maîtrisés.

C'est dans ce contexte qu'a été repéré l'immeuble sis 9, rue Jean Roque, objet du présent rapport. Il est situé dans le quartier Noailles, au cœur du 1<sup>er</sup> arrondissement, sur lequel la SOLEAM a conduit, en 2014-2015, une étude urbaine multi-thématique sur cinq pôles d'intervention de l'Opération Grand Centre Ville.

Cet immeuble de 10 logements, entièrement loué, nécessite d'être réhabilité de manière complète et pérenne. Il a été expertisé dans le cadre du dispositif opérationnel de lutte contre l'habitat indigne sans permettre d'obtenir un traitement par voie négociée. Compte tenu de son mauvais état général, il est proposé d'engager sa maîtrise foncière en vue de réaliser les travaux nécessaires.

L'engagement d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique approuvé le 17 octobre 2016 sur l'immeuble mitoyen sis 11, rue Jean Roque, entièrement vacant depuis 2009 suite à un sinistre, offre l'opportunité de mener un projet coordonné sur les deux immeubles. Ce projet d'ensemble permet notamment de gérer les relogements via une opération tiroir, tout en réalisant des économies d'échelle.

Compte tenu de l'intérêt général que représente l'acquisition-amélioration de l'immeuble 9, rue Jean Roque pour produire du logement social, il est proposé de recourir à une expropriation pour cause d'utilité publique répondant à cet objectif.

A cette fin, il est proposé d'autoriser le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence à solliciter auprès de Monsieur le Préfet l'ouverture de l'enquête préalable aux Déclarations d'Utilité Publique et de l'enquête parcellaire conjointe au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou de son concessionnaire agissant au titre de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme, en vue de maîtriser cet immeuble pour mettre en œuvre une opération de logements sociaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'opération d'aménagement « Grand Centre Ville » concédée à la SOLEAM est transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 sous le n° de convention T1600914CO (ex-n°11/0136) et relève d'une logique de renouvellement urbain ;
- Qu'il convient de maîtriser l'immeuble sis 9, rue Jean Roque (parcelle n°201803 B0175) pour mettre en œuvre une opération de logements sociaux dans le cadre d'une politique locale de l'habitat ;
- Qu'il convient de demander au Préfet l'ouverture de l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et de l'enquête parcellaire conjointe au profit de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou de son concessionnaire ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée, dans le cadre de l'opération « Grand Centre Ville » concédée à la SOLEAM, la réalisation d'une opération de logements sociaux sur l'immeuble sis :

- 9, rue Jean Roque (n°201803 B0175), repéré sur plan en annexe, quartier Noailles, dans le 1<sup>er</sup> arrondissement de Marseille.

Cette opération, qui sera réalisée dans le cadre d'un projet commun avec l'immeuble mitoyen du 11, rue Jean Roque également concerné par une procédure de déclaration d'utilité publique pour production de logements locatifs sociaux, répond aux objectifs du Programme Local de l'Habitat en vigueur, aux obligations prévues par la loi en la matière et participent à la rénovation urbaine du centre-ville de Marseille.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter auprès de Monsieur le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, l'ouverture de l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et de l'enquête parcellaire conjointe, prévue aux articles L.110-1, R.112-4, R.131-1 et suivants du Code de l'Expropriation, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou de son concessionnaire, en vue de la maîtrise du bien nécessaire à la mise en œuvre de l'opération objet de l'article 1.

#### **Article 3 :**

Le bénéficiaire de la déclaration d'utilité publique est habilité à solliciter, au terme des enquêtes, l'ensemble des actes subséquents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 019-4637/18/CM**

#### **■ Requalification du Centre Ville de Marseille - Opération de restauration immobilière concernant des immeubles de l'OPAH RU multisites grand centre ville à Marseille 1er et 2ème arrondissements - Deuxième programme de travaux à déclarer d'utilité publique MET 18/8347/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations conjointes les 9 février 2009 et le 19 février 2009, la Ville de Marseille et l'EPCI Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le centre-ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille Provence est concédante de l'opération « Grand Centre Ville » mise en place dans ce cadre pour intervenir en renouvellement urbain sur 25 pôles prioritaires, avec pour objectifs :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,

- la production de locaux d'activité et d'équipements,

- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif d'aides aux propriétaires,

- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement des espaces publics existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

Pour répondre à l'objectif d'améliorer 2 000 logements privés pendant la durée de la concession, la SOLEAM a conduit une étude pour cibler une première tranche opérationnelle.

Elle a abouti à la mise en place de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) multisites « Grand Centre-Ville » à volet copropriétés dégradées, exécutoire depuis le 25 janvier 2016.

Signée pour une durée de cinq ans entre l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah), les collectivités et l'Etat, l'OPAH-RU multisites porte sur cinq pôles situés en hypercentre : Opéra, Mazagran, Coutellerie, Fonderie-Vieille, Korsec-Velten.

Elle a pour vocation d'inciter les propriétaires et les copropriétaires privés à contribuer au programme de renouvellement urbain en les aidant à réhabiliter leur propre patrimoine par le biais d'un dispositif d'accompagnement financier et technique.

Après plusieurs mois d'animation de l'opération, il est apparu que le volet incitatif de l'OPAH-RU ne suffit pas à déclencher les décisions de travaux de la part des propriétaires privés concernés. Afin d'obtenir la réhabilitation des immeubles le nécessitant, il a été acté de recourir à la restauration immobilière prévue aux articles L.313.4 et suivants du Code de l'Urbanisme au sein du périmètre de l'OPAH-RU multisites « Grand Centre-Ville » à volet copropriétés dégradées. La procédure de restauration immobilière impose un programme de travaux déclaré d'utilité publique, visant à la restauration en parties communes sur le clos et le couvert – y compris structurelle – ainsi que l'amélioration de l'habitabilité des logements et leur mise aux normes. Ce programme de travaux est à réaliser dans un délai fixé sous peine d'expropriation des propriétaires défaillants.

Ce recours à la restauration immobilière a fait l'objet d'une concertation publique au titre de l'article L103.2 du Code de l'Urbanisme dont le bilan a été approuvé

par délibération du Conseil de Métropole du 18 mai 2018.

Un premier programme de travaux sur quinze immeubles dégradés de l'OPAH RU multisites « Grand centre-ville » a été approuvé par délibération URB 024-4183/18/CM du Conseil de Métropole le 28 juin 2018.

Pour poursuivre le traitement des immeubles les plus dégradés, il est proposé d'engager la procédure pour obtenir du Préfet la déclaration d'utilité publique d'un deuxième programme de travaux sur treize autres immeubles dégradés de l'OPAH RU multisites « Grand centre-ville » :

- 13, rue Fare 13001
- 15, rue Mazagran 13001
- 18, rue Mazagran 13001
- 21, rue Fonderie Vieille / 11, impasse Fonderie Vieille 13002
- 29, rue Coutellerie 13002
- 29, rue Francis de Pressensé 13001
- 30, rue des Petites Maries 13001
- 35, rue Mazagran 13001
- 37, rue Mazagran 13001
- 52, rue d'Aix 13001
- 75, rue Longue des Capucins 13001
- 4, rue Saint Pons 13002
- 7, rue Pressensé 13001

L'objet du présent rapport est d'habiliter Monsieur le Président de la Métropole, ou son concessionnaire, à solliciter auprès de Monsieur le Préfet l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique, la délivrance de l'arrêté déclarant d'utilité publique les travaux de restauration immobilière qui en découlera sur avis de commissaire enquêteur, et à solliciter alors les actes subséquents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Impôts ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal 09/028/DEVD du 9 février 2009 ;
- La délibération du Conseil Communautaire FCT 008-1929/02CC du 19 février 2009 ;
- La convention d'OPAH-RU multisites à volet copropriétés dégradées « Grand Centre-Ville » notifiée le 25 janvier 2016 sous le n°2016-80171 ;
- La délibération URB 005-379/16/BM du 30 juin 2016 concernant les dispositions relatives à la concertation publique dans le cadre de l'Opération Grand Centre Ville concédée à la SOLEAM ;
- La délibération du Conseil de Métropole URB 012-3286/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant les modalités de la concertation publique dans le cadre de l'OPAH RU multisites Grand Centre Ville ;
- La délibération du Conseil de Métropole URB 015-3854/18/CM du 18 mai 2018 approuvant le bilan de la concertation publique relative au recours à la restauration immobilière sur des immeubles de l'OPAH RU multisites Grand Centre Ville ;
- La délibération du Conseil de Métropole URB 024-4183/18/CM du 28 juin 2018 déclarant un premier programme de travaux sur quinze immeubles de l'OPAH RU multisites « Grand centre-ville » d'utilité publique ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'opération d'aménagement « Grand Centre Ville » concédée à la SOLEAM relève d'une logique de renouvellement urbain et affiche parmi ses objectifs l'incitation à la réhabilitation de 2000 logements privés par l'animation d'opération d'amélioration de l'habitat (OPAH) ;
- Que le recours à la procédure de restauration immobilière est nécessaire pour atteindre les objectifs de l'OPAH Renouvellement Urbain multisites Grand Centre Ville à volet copropriétés dégradées, et nécessite une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publiques par le Préfet des travaux de restauration ;

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le programme de travaux de restauration immobilière ci-annexé concernant treize immeubles de l'OPAH-RU multisites « grand centre ville » – 1er et 2ème arrondissements de Marseille – en vue d'obtenir sa déclaration d'utilité publique au titre de l'article L313-4 du Code de l'Urbanisme.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son concessionnaire, est autorisé à demander à Monsieur le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, l'ouverture de l'enquête publique préalable en vue d'obtenir l'arrêté Déclarant d'Utilité Publique la réalisation du programme de travaux de restauration de ces immeubles, au profit de la Métropole ou de son concessionnaire.

### **Article 3 :**

Le bénéficiaire de la déclaration d'utilité publique est habilité à solliciter l'ensemble des actes subséquents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 020-4638/18/CM**

### **■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement Saumaty Séon à Marseille 16ème arrondissement - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 20 à la convention de concession MET 18/8318/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de Saumaty Séon a été créée par délibération du Conseil Municipal de Marseille n°87/398/UCV du 10 juillet 1987 et son dossier de réalisation approuvé le 11 mars 1988 par délibération n°88/114/UCV.

La réalisation de l'opération a été confiée par la Ville de Marseille en concession à Marseille Aménagement (anciennement SOMICA), devenue depuis SOLEAM, par délibération n°88/598/UCV du 8 novembre 1988 approuvant la convention (traité et cahier des cession) n°89/017 notifiée le 13 janvier 1989.

L'avenant n°15 à cette convention notifiée le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL

SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 novembre 2013.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 déc. 2015 par arrêté préfectoral du 28 déc. 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 18 à la convention de concession d'aménagement N° T1600905CO en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

La ZAC de Saumaty -Séon, qui s'étend sur 60 ha dans les quartiers Nord de Marseille (13016) a pour objectif de promouvoir le développement d'activités industrielles, artisanales et tertiaires sur les friches des tuileries de Marseille localisées aux abords des noyaux villageois de Saint André, Saint Henri et l'Estaque, tout en permettant la production limitée de logements en frange immédiate de ces noyaux villageois.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) a été modifié à trois reprises, par délibérations du Conseil Municipal de Marseille n°91/519/U du 30 septembre 1991 et n°98/272/DUC du 20 juillet 1998 et par délibération du Conseil de Communauté Marseille Provence Métropole n°AEC 003-482/11/CC du 8 juillet 2011.

La dernière modification du PAZ a principalement permis d'adapter ou supprimer des emplacements réservés pour espaces publics (voiries, places et cheminements piétons) et pour équipements publics (école, jardin, etc.) dont la réalisation n'était plus nécessaire et de modifier les zonages de plusieurs terrains pour adapter leur constructibilité à leur environnement urbain.

La ZAC de Saumaty-Séon a été intégrée au PLU dont la révision n°3 a été approuvée par délibération n° URB 021-2360/17/CM du Conseil de la Métropole Aix Marseille Provence du 13 juillet 2017. Les zonages spécifiques de la ZAC ont été remplacés par des zonages de droit commun du PLU en maintenant la répartition entre secteurs dédiés à l'activité et aux logements.

Les objectifs du programme de construction sont de 200 000 m2 SDP dont 140 000 m2 de locaux d'activité et 60 000 m2 de logement

La convention de concession a fait l'objet de plusieurs prorogations de durée. L'avenant n°19 approuvé par délibération du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 a prorogé la durée de la concession de deux

années, jusqu'au 13 janvier 2019. L'avenant n°20, soumis à l'approbation du présent Conseil de la Métropole, prévoit de proroger la concession de deux années supplémentaires, jusqu'au 13 janvier 2021.

#### AVANCEMENT DE L'OPERATION :

Les objectifs de la ZAC sont quasiment atteints.

Les équipements publics sont réalisés à plus de 95%.

##### - Maîtrise foncière :

La SOLEAM doit encore acquérir à titre gratuit environ 1700 m<sup>2</sup> de foncier auprès de la Métropole en vue de leur commercialisation.

Les emprises foncières appartenant encore à la SOLEAM correspondent aux terrains d'assiette de voies publiques qu'elle a aménagées au titre du programme des équipements publics de la ZAC et qui n'ont pas encore pu être rétrocédées à la Métropole et à 4 terrains restant à commercialiser.

##### - Procédures en contentieux en cours :

Résolution judiciaire de la vente à la SCI AWAL - immeuble n° 63-65 rue Condorcet : La SOLEAM doit mener à son terme la procédure, la SCI AWAL ayant fait appel du jugement du TGI du 14 mars 2017 prononçant la résolution de la vente.

Copropriété du 121 Condorcet : assignation d'HSBC France du 15/10/2015 pour modification du règlement de copropriété du 121 Condorcet suite aux travaux d'élévation d'une partie de l'immeuble par le copropriétaire SCI SMPG Immobilier – mise en état en cours.

Epoux Vitali : Assignation en expertise judiciaire du 8 septembre 2016 pour désordres sur leur maison imputés aux travaux d'aménagement de la voie U250 réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole AMP.

##### - Commercialisation des terrains porteurs de droits à construire :

La commercialisation des terrains est en cours d'achèvement. La SOLEAM ne détient plus que 3 400 m<sup>2</sup> de terrains à bâtir répartis entre 4 tènements fonciers de petite taille. La constructibilité de ces terrains est estimée à 2 700 m<sup>2</sup> sdp.

Le cumul des commercialisations engagées a permis la construction d'environ 167 900 m<sup>2</sup> de surface de plancher (soit 84% de l'objectif de 200 000 m<sup>2</sup> sdp), dont 112 900 m<sup>2</sup> pour de l'activité (soit 81% de l'objectif de 140 000 m<sup>2</sup> sdp) et 55 000 m<sup>2</sup> pour du logement (soit 92% de l'objectif de 60 000 m<sup>2</sup> sdp).

##### - Aménagement des équipements publics :

La quasi-totalité des équipements publics de la ZAC a été réalisée avec notamment les voies de desserte et réseaux de la zone, un stade, un parc public, une Maison pour Tous, des parkings et places publics.

Il ne reste plus qu'à réaliser les derniers travaux de parachèvement des voies et d'aménagement nécessaires à l'amélioration de la trame circulatoire du secteur et permettant de poursuivre les remises d'ouvrages à la Métropole AMP.

Le dernier CRAC (Compte Rendu Annuel à la Collectivité), approuvé par le Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017, est celui arrêté au 31 décembre 2016.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil de la Métropole le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017.

#### ACTIVITE DE LA CONCESSION SUR L'EXERCICE ECOULE :

##### - Maîtrise foncière :

Les acquisitions prévues, à titre gratuit, auprès de la Métropole, des terrains à bâtir du n°1 impasse Guichard et du Mail des écoles de Saint Henri n'ont pu aboutir en 2017.

##### - Commercialisation de terrains :

La cession à la Logirem des emprises du terrain "ex Rouvière" devant accueillir un projet d'habitat participatif porté par l'association Corail s'est concrétisée avec la signature d'un compromis de vente en 2017.

##### - Etudes :

Les études de maîtrise d'œuvre relatives aux travaux de parachèvement des voies publiques du secteur « Saumaty » ont été terminées en 2017.

##### - Aménagement des équipements publics :

Les travaux de parachèvement des voies publiques du secteur « Saumaty » (traverse du Cerisier, traverse Va à la Mer, cheminement piétonnier prolongeant la traverse Saumaty et voie de liaison entre traverse du Cerisier et rue J.J.Vernazza) ont démarré fin 2017 et se termineront au 2<sup>ème</sup> semestre 2018.

##### - Permis de Construire :

- Activité : 2 permis de construire ont été déposés en 2017 par les sociétés Tosolini et Sunbird pour une sdp totale de 642 m<sup>2</sup>, en extension de locaux existants.

- Logement : 2 permis de construire ont été déposés en 2017 par la LOGIREM et un particulier pour une sdp totale de 991 m<sup>2</sup>.

- Programmes immobiliers livrés en 2017 :

Trois programmes d'Activité ont été livrés en 2017 : SCI SGP-Pages (extension des locaux), SCI Rabelais-Lazard Group (nouveaux locaux) et ARI-Arche Jean Vannier pour une sdp totale de 3 579 m<sup>2</sup>

- Programmes immobiliers en cours de construction en 2017 :

Deux programmes d'Activité étaient en cours de travaux en 2017 (Villa Flor 4 et Jaguar) pour une sdp totale de 7 763 m<sup>2</sup>. Leur livraison est prévue en 2018.

#### ACTIVITE DE LA CONCESSION PREVUE SUR LES DEUX PROCHAINES ANNEES (2018 et 2019) :

- Maîtrise foncière:

La SOLEAM prévoit :

- en 2018 / 2019 : l'acquisition, auprès de la Métropole, des terrains à bâtir du Mail des Ecoles de Saint Henri (1 130 m<sup>2</sup>) et du n°1 impasse Guichard (500 m<sup>2</sup>) ainsi qu'une bande de terrain de 86 m<sup>2</sup> à céder à Madame Celik en complément des terrains qui lui ont déjà été cédés en 2012

Ces acquisitions sont conditionnées par le transfert préalable des biens concernés de la Ville de Marseille à la Métropole.

- en 2019 : acquisition du 63/65 rue Condorcet auprès de la SCI AWAL, au terme de la procédure de résolution judiciaire

- Commercialisation de terrains :

La SOLEAM projette de commercialiser les derniers terrains à bâtir de la ZAC, d'une contenance globale de 3 400 m<sup>2</sup> et portant une sdp potentielle de 2 700 m<sup>2</sup> :

- 2018 : signature d'un compromis de vente pour terrain à bâtir du n°1 impasse Guichard (440 m<sup>2</sup>)

- 2018 : signature compromis de vente pour terrain à bâtir de la rue Henri et Antoine Maurras (907 m<sup>2</sup>)

- 2018 : signature compromis de vente pour terrain à bâtir du n°42 traverse Bruno Razzoli (932 m<sup>2</sup>)

- 2019 : signature compromis de vente pour terrain à bâtir du Mail des écoles de Saint Henri (1 130 m<sup>2</sup>)

- Etudes:

Les études de maîtrise d'œuvre relatives aux travaux de parachèvement de la rue Henri et Antoine Maurras et de maillage de cette voie avec la contre-allée de

l'Avenue André Roussin (secteur « Séon »), seront finalisées en 2018.

- Aménagement des équipements publics :

La Soleam va réaliser en 2018-2019 les derniers travaux de VRD et de parachèvement des voies de la ZAC :

- en 2018 : secteur « Saumaty » - achèvement des travaux de requalification des voies publiques : élargissement et requalification de la traverse Va à la Mer, aménagement d'un cheminement piétonnier dans le prolongement de la traverse Saumaty, réfection des revêtements de chaussée et trottoirs de la voie sans nom entre la traverse du Cerisier et la rue J.J. Vernazza,

- en 2018 et 2019 - secteur « Séon »: réfection du revêtement des trottoirs de la rue Henri et Antoine Maurras et maillage de cette rue avec la contre-allée André Roussin,

- en 2019 - secteur « Séon » : élargissement du trottoir du carrefour Rabelais / Pelas au droit du terrain à bâtir du n°1 impasse Guichard.

- Travaux de démolition :

en 2019, démolitions des constructions existantes des n°1 impasse Guichard et 63/65 rue Condorcet (après résolution judiciaire de la vente SCI AWAL)

- Permis de Construire :

En 2018 :

PC 18 00404 – Financière du littoral / Lazard – Bd du Littoral (en contre-bas de la falaise de Mourepiane) - 8060 m<sup>2</sup> sdp de bureaux

PC n° 18 00037 - AMETYS – bd Jean Labro - 5016 m<sup>2</sup> sdp de logements collectifs et 468 m<sup>2</sup> sdp de services collectifs

En 2019 : les permis de construire restant à déposer sur les emprises des 4 terrains à bâtir devant être commercialisés par la SOLEAM

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 s'établit comme suit :

#### DEPENSES:

\* Sur l'exercice écoulé:

Sur l'exercice 2017, les dépenses s'élèvent à 204 225 euros TTC, inférieures de 1 164 670 euros aux prévisions du bilan précédent.



Cet écart résulte principalement :

- d'une baisse des dépenses de travaux et honoraires techniques (- 754 401 euros) consécutive :

- au décalage dans le temps des études de maîtrise d'œuvre relatives aux derniers travaux de VRD (- 67 944 euros),
- au décalage dans le temps des travaux de parachèvement des voies des secteurs Saumaty et Séon : report au 4<sup>ème</sup> trimestre 2017 du démarrage des travaux sur secteur Saumaty (- 348 663 euros), report en 2018 des travaux de requalification / maillage de la rue Henri et Antoine Maurras sur secteur Séon (-268 940 euros) et la consommation partielle de la provision pour travaux de parachèvement des VRD avant remise des ouvrages à la Métropole (-39 392 euros).

- d'une baisse du budget foncier Métropole (- 260 000 euros) en raison du report en 2018 des acquisitions, auprès du Concédant, des terrains à bâtir du Mail des écoles de St Henri (- 180 000 euros) et du n°1 impasse Guichard (-80 000 euros),

- d'une baisse du budget foncier (-110 489 euros) qui s'explique principalement par le report du versement des indemnités de résolution de la vente SCI AWAL (suite à l'appel de la SCI AWAL du jugement annulant la vente),

- d'une baisse des dépenses annexes (-11 915 euros) résultant d'une réduction des charges de gestion et d'un report d'une partie des frais de commercialisation suite au décalage des cessions dans le temps,

- d'une baisse des rémunérations de la SOLEAM (-27 865 euros) résultant de la baisse des dépenses et des recettes par rapport aux prévisions.

#### Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2017:

Au 31 décembre 2017 le montant cumulé des dépenses TTC, TVA résiduelle comprise, s'élève à 39 117 734 euros, soit 95% du montant des dépenses figurant au bilan prévisionnel de la ZAC.

Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- dépenses foncières : 9 987 341 euros, soit 96% du budget foncier à terme figurant au bilan prévisionnel de la ZAC,

- dépenses travaux (honoraires techniques + mise en état des sols + Travaux): 17 993 250 euros, soit 93% du budget travaux figurant au bilan prévisionnel de la ZAC,

- dépenses annexes (Charges de gestion + Impôts fonciers + Dépenses non rémunérables + Frais de commercialisation + TVA non récupérable) : 2 638 349 euros, soit 97% du budget des dépenses annexes figurant au bilan prévisionnel de la ZAC,

- rémunérations de la Soleam: 2 499 433 euros, soit 89% du budget des rémunérations figurant au bilan prévisionnel de la ZAC,

- frais financiers : 4 263 112 euros, soit 100 % du budget des frais financiers figurant au bilan prévisionnel de la ZAC, l'intégralité des emprunts étant à ce jour remboursée,

- TVA Résiduelle: 1 736 249 euros, soit 109% de la TVA Résiduelle à terme figurant au bilan prévisionnel de la ZAC (euros). La Soleam prévoit un encaissement du trop versé de 137 974 euros étalé sur 2018, 2019 et 2020.

#### Au terme de l'opération:

Le montant prévisionnel total des dépenses, TVA résiduelle comprise, s'élève à 41 181 753 euros. Il se répartit principalement entre :

- budget "foncier" : 10 381 639 euros (soit 25%),

- budget "travaux" : 19 408 083 euros (soit 47%),

- budget "dépenses annexes" comprenant les charges de gestion, les impôts fonciers, les dépenses non rémunérables, les frais de commercialisation et la TVA non récupérable : 2 728 180 euros (soit 6,5%),

- budget "rémunérations de l'aménageur" : 2 802 464 euros (soit 7%),

- budget "Frais financiers" : 4 263 112 euros (soit 10,5%),

- et TVA résiduelle : 1 598 275 euros (soit 4%)

Cette répartition reste très proche de celle du bilan prévisionnel précédemment approuvé.

Les dépenses prévisionnelles augmentent de +19 873 euros, soit + 0,05%. Cette faible augmentation s'explique principalement par:

- une hausse du budget foncier (+10 931 euros HT) consécutive à une augmentation du montant des études générales,

- une hausse du budget Dépenses Annexes (+ 39 117 euros HT) correspondant à des actualisations des charges de gestion et des taxes foncières consécutives à la prorogation de la concession d'aménagement de deux années.

- une hausse des rémunérations de la Soleam (+ 51 858 euros HT) correspondant à une actualisation des rémunérations sur dépenses et recettes,

Ces hausses sont en grande partie compensées par une baisse du budget travaux (- 83 653 euros HT) correspondant principalement à des réajustements

des montants des travaux d'aménagement par rapports aux estimations des maîtres d'œuvre ou aux montants des marchés.

Il est à noter que le montant des postes "parachèvement des ouvrages avant rétrocession" a été maintenu au niveau du bilan prévisionnel du CRAC au 31 décembre 2016 (305 584 euros TTC) pour le cas où des interventions de remise en état seraient demandés par les services métropolitains gestionnaires de la voirie publique.

#### RECETTES :

##### Sur l'exercice écoulé

Sur l'exercice 2017 le chiffre d'affaire s'élève à 41 135 euros, inférieur de 417 337 euros aux prévisions du bilan précédent.

Cet écart s'explique principalement par :

- le report de l'apport foncier de la Métropole (-260 000 euros) suite au retard pris par la procédure de transfert des biens de la Ville de Marseille à la Métropole,

- une réduction du budget Cessions Activité (-95 769 euros) due au report de la commercialisation des derniers terrains à bâtir de la ZAC à destination d'activité,

- une réduction du budget Cessions Logement (-62 550 euros) principalement due au report de la commercialisation du terrain à bâtir du Mail des Ecoles de St Henri suite au retard pris par la régularisation foncière de ce bien.

##### Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2017 :

Au 31 décembre 2017, le montant cumulé des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et en apport foncier), s'élève à 39 846 301 euros, soit 97 % du montant total des recettes figurant au bilan prévisionnel de la ZAC (41 181 753 euros). Ce montant se répartit essentiellement entre les postes suivants :

- cessions de terrains pour créer de l'activité : 17 602 259 euros, soit 97,5 % de ce poste à terme,

- cessions de terrains pour construire de logements : 5 080 032 euros, soit 81% de ce poste à terme,

- subventions FEDER: 121 319 euros, soit 100% de ce poste à terme,

- participations constructeurs aux équipements: 169 015 euros, soit 100% de ce poste à terme,

- produits de gestion : 1 404 516 euros, soit 100 % de ce poste à terme,

- produits financiers: 303 872 euros, soit 100% de ce poste à terme,

- participations du Concédant (initialement la Ville puis la Métropole) à l'équilibre du bilan, en apport foncier et en numéraire: 14 518 544 euros, soit 102% de ce poste à terme.

##### Au terme de l'opération:

Le montant prévisionnel total des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et en apport foncier), s'élève à 41 181 753 euros. Il se répartit principalement entre :

- cessions pour activités : 18 057 186 euros, soit 44% du montant total des recettes,

- cessions pour logements : 6 250 591 euros, soit 15% du montant total des recettes,

- recettes diverses : 2 157 687 euros, soit 5% du montant total des recettes. Les recettes diverses comprennent les participations constructeurs (0,5%), les participations autres et autres taxables (0,5%), les produits de gestion (3,5%) et les produits financiers (0,5%),

- participations de la Ville de Marseille et de la Métropole à l'équilibre du bilan de l'opération : 14 228 513 euros, soit 34,5% du montant total des recettes,

- le solde de 487 776 euros correspondant à des cessions autres déjà encaissées et à la subvention versée par le FEDER.

Cette répartition est très proche de celle du bilan prévisionnel précédent.

Les recettes prévisionnelles augmentent de + 19 873 euros, soit + 0,05%, Cette faible augmentation s'explique principalement par une hausse du budget « cession Logements » consécutive à l'attribution de 5 500 m2 SDP à Ametys générant une recette de 559 200 euros (PC n° 18 00037 – boulevard Jean Labro) en grande partie compensée par une baisse de 550 031 euros de la participation en numéraire du Concédant à l'équilibre du bilan.

##### PARTICIPATIONS CONSTRUCTEURS :

Il est prévu de laisser aux propriétaires en place, qui n'auraient pas acquis leurs terrains de l'aménageur, la possibilité de réaliser une opération immobilière.

Les constructeurs concernés, non redevables de la part communautaire de la taxe d'aménagement, participent au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention de participation passée avec le Concédant ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L.311.4 du Code de



l'Urbanisme, de mettre à leur charge une part du coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

Au 31 décembre 2017, l'aménageur a perçu auprès des constructeurs un montant cumulé de participations de 169 015 euros.

L'aménageur n'attend plus de versements de participations constructeurs.

#### PARTICIPATION DE LA METROPOLE A L'EQUILIBRE DU BILAN:

La participation en numéraire du Concédant à l'équilibre de l'opération, correspondant à l'écart entre dépenses et recettes s'élève à 10 700 969 euros. Elle est en baisse de - 550 031 euros par rapport aux prévisions du dernier CRAC approuvé.

Au 31 décembre 2017 la Ville de Marseille (autorité concédante jusqu'au 31/12/2015) a déjà versé à la SOLEAM 11 251 000 euros.

Le CRAC au 31 décembre 2017 prévoit le reversement par la Soleam à la Métropole d'un trop-perçu de 550 031 euros de participations.

L'opération étant déficitaire, la Ville de Marseille a apporté gratuitement son foncier. La participation en apport foncier de la Ville à l'équilibre de l'opération s'élève à 3 267 544 euros.

Le CRAC au 31 décembre 2017 prévoit en 2018 et 2019 un apport foncier par la Métropole estimé à 260 000 euros, inchangé par rapport au CRAC précédent.

#### CONVENTION D'AVANCE :

Il n'est pas prévu d'avance financière sur cette opération.

#### SOLDE DE TRESORERIE :

Au 31 décembre 2017, le solde cumulé de trésorerie est positif et s'élève à 728 567 euros. Ce niveau de trésorerie est plus élevé que celui qui était prévu au CRAC au 31 décembre 2016 (59 387 euros).

#### EMPRUNTS :

L'aménageur a remboursé l'ensemble des emprunts à long et court terme et il n'est pas prévu de nouvel emprunt.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement passée avec Soleam.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité ci-annexé relatif à la ZAC de Saumaty Séon établi au 31 décembre 2017 par la Soleam et comprenant un bilan financier prévisionnel.

#### **Article 2:**

Est approuvé le nouveau montant de la participation en numéraire du Concédant à l'équilibre du bilan qui est ramené de 11 251 000 euros à 10 700 969 euros. La participation en numéraire ayant déjà été intégralement versée par la Ville de Marseille lorsqu'elle était autorité concédante, un remboursement à la Métropole du trop-perçu estimé à ce jour à 550 031 euros est prévu en fin de concession.

#### **Article 3:**

Est approuvé l'avenant n° 20 à la convention de concession d'aménagement T1600905CO ci-annexé

dont l'objet est de ramener le montant de la participation en numéraire du Concédant à 10 700 969 euros et de proroger de deux années la durée de la concession (date d'échéance reportée au 1 janvier 2021).

#### **Article 4:**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 021-4639/18/CM**

#### **■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement de la Valentine à Marseille 11ème arrondissement MET 18/8346/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Zone d'Aménagement Concerté de la Valentine a été créée, à l'initiative de la Ville de Marseille, par arrêté préfectoral du 12 mars 1974.

Le dossier de réalisation a été adopté par délibération du Conseil Municipal n° 78/261/U du 19 mai 1978.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) a été approuvé par arrêté préfectoral du 30 juin 1980.

Le programme des équipements publics a été approuvé par arrêté préfectoral du 26 mai 1981.

Par convention de concession d'aménagement adoptée par délibération du Conseil Municipal 79/645/U du 28 janvier 1980 et approuvée par arrêté préfectoral du 24 juin 1981, la Ville de Marseille a confié à la SOMICA (Société Mixte Communale d'Aménagement et d'équipement), devenue par la suite Marseille Aménagement puis SOLEAM, la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC de la Valentine.

L'avenant n°14 à cette convention notifiée le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession d'aménagement de la ZAC de la Valentine à la SPL SOLEAM, suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 novembre 2013.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la

compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la suite de l'opération. Dans ce cadre un avenant à la convention de concession d'aménagement en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

La ZAC de la Valentine qui s'étend sur 229 ha dans les quartiers Est de Marseille (11ème arrondissement) avait pour objectif de créer une zone d'accueil d'activités économiques d'envergure afin de proposer une offre d'emplois conséquente dans un secteur géographique où celle-ci était peu développée. Le choix de cette zone a été guidé par la qualité de la desserte viaire, dans un couloir entre Marseille et Aubagne. Sa vocation était initialement à dominante industrielle et artisanale. Elle a ensuite été diversifiée en s'ouvrant aux commerces et aux bureaux.

Les objectifs en terme de production de surfaces de locaux à vocations diverses ayant été atteints, le programme de travaux quasi réalisé et les terrains propriété de l'Aménageur totalement commercialisés ou pré-commercialisés, la ZAC de la Valentine a été supprimée par délibération du conseil de Métropole du 17 octobre 2016 n°URB 019-1099/16/CM. Cette suppression est entrée en vigueur le 6 décembre 2016 à l'issue des formalités légales de publicité et d'affichage.

L'opération d'aménagement de la Valentine est quant à elle maintenue pour permettre de compléter le programme initialement fixé dans la ZAC. Sa réalisation est poursuivie par le Concessionnaire en ayant recours aux procédures de droit commun prévues dans le Code de l'Urbanisme. Un avenant 17 à la convention de concession d'aménagement en date du 22 mars 2017 est venu prendre en compte les modifications intervenues et préciser les missions d'aménagement à poursuivre par Soleam, correspondant notamment à l'achèvement des études et travaux engagés et à réaliser les remises d'ouvrages.

#### **AVANCEMENT DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT DE LA VALENTINE :**

##### **- Maîtrise foncière :**

Les emprises foncières appartenant encore à l'aménageur correspondent principalement :

- aux terrains d'assiette des voies publiques qui ont été aménagées par la Soleam dans le cadre du programme des équipements publics de la ZAC mais n'ont pas encore été rétrocédés à la Métropole.

- aux terrains que la SOLEAM a acquis pour l'aménagement des derniers ouvrages d'infrastructure.

- Commercialisation des terrains porteurs de droits à construire :

Tous les terrains constructibles et valorisables de la Soleam ont été commercialisés pour une SDP autorisée d'environ 70 000 m<sup>2</sup> exclusivement dédiée à l'Activité.

Plus de 80% (la majorité) des programmes immobiliers (Activité et Logement confondus) sont issus d'initiatives privées, sur du foncier non maîtrisé par l'Aménageur.

Le cumul des commercialisations engagées (surfaces de planchers autorisées dans le cadre des cessions et des conventions de participations constructeurs) représente environ 378 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher.

- Aménagement des équipements publics :

Quasiment toutes les voies publiques (y compris les réseaux) nécessaires à la desserte de la ZAC ont été aménagées et sont ouvertes à la circulation publique.

Parmi les dernières réalisations figurent la voie de desserte du "château Saint Antoine" et du parc d'activité "Redman" mitoyen qui a été réalisée en 2016 ainsi que la dernière phase des travaux de prolongement Est de la Montée du Commandant de Robien jusqu'à la rue de la Vallée Verte qui a été ouverte à la circulation en décembre 2017.

Il reste à réaliser des travaux ponctuels de requalification d'ouvrages existants ne répondant plus aux critères qualitatifs actuels de l'espace public, et portant sur le chemin de St-Menet aux Accates et la voie de desserte du parc d'activité de la Valentine.

-Réflexions en cours :

La Soleam a lancé une étude de déplacement / trafic / circulation, confiée à la société SCE, portant sur le périmètre de la ZAC de la Valentine élargi aux axes routiers traversant ou jouxtant la ZAC et aux connexions avec les échangeurs les plus proches de l'autoroute A50. Cette étude devrait permettre de proposer un programme d'interventions pour améliorer la trame viaire existante et ses connexions avec les axes de communication les plus proches. Les modalités de réalisation de ces travaux (concession d'aménagement actuelle, nouvelle opération, maîtrise d'ouvrage Métropole), seront précisées selon le calendrier des interventions restant à valider par la Métropole.

Pour mémoire, cette étude de déplacement / trafic / circulation a été engagée pour compléter et nourrir une étude urbaine et paysagère réalisée en 2013 par le groupement NSL Architectes / Atelier Lefevre Petrini, pour la Soleam. Cette étude urbaine avait

débouché sur un diagnostic du secteur de la Valentine. Les aménagements de l'espace public qu'elle préconisait sont restés en attente de validation faute d'une connaissance suffisante du trafic traversant la ZAC.

Le dernier Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) approuvé par le Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 est celui arrêté au 31 décembre 2016.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil de la Métropole le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017.

ACTIVITÉ DE LA CONCESSION SUR L'EXERCICE ÉCOULÉ :

- Maîtrise foncière :

Les acquisitions foncières ont été achevées en 2017, comme prévu :

- acquisition auprès de "Valentine Vallée Verte", à l'euro symbolique, des terrains d'assiette du dernier tronçon de la voie de bouclage de la Montée du Commandant de Robien (phase 3).

- acquisition auprès du Ministère de la Justice (Etablissement Pénitencier pour Mineurs) de 688 m<sup>2</sup> de terrains nécessaires à l'élargissement du bd Jules Sébastianelli dans le cadre de la 1<sup>ère</sup> phase d'aménagement de la voie de desserte du secteur du château St Antoine.

- Commercialisation des terrains :

La commercialisation du foncier avec autorisation de SDP est achevée depuis 2015 et aucune nouvelle commercialisation n'est programmée jusqu'à la clôture de la concession d'aménagement.

Il reste uniquement à effectuer des cessions de terrains liées à des ouvrages non gérés par la Métropole (privé ou SNCF).

En 2017, l'aménageur a cédé le lot F du plan de division du parc d'activité du château St-Antoine correspondant à l'accès au site réalisé par Soleam en continuité de la voie publique Jules Sebastianelli.

- Études :

Poursuite de l'étude de déplacement trafic.

- Travaux d'aménagement des équipements publics :

Finalisation et ouverture aux usagers de la voie de desserte du château St-Antoine et du parc d'activité St-Antoine (bd Jules Sébastianelli, phase 1).

Réalisation et ouverture aux usagers du prolongement de la montée du Commandant de Robien jusqu'à la rue de la Vallée Verte.

Réaménagement de l'espace public et des réseaux viaires de l'avenue de St-Menet, au droit du magasin Décathlon.

#### ACTIVITÉ DE LA CONCESSION PRÉVUE SUR LES PROCHAINES ANNÉES:

##### - Maîtrise foncière :

Des acquisitions foncières restent à budgétiser en prévision des aménagements de la desserte du terrain SBM.

##### - Commercialisation de terrains :

Cession des emprises et des ouvrages de la voie "Ouest", à Yvan Gouchon Investissement. Cette voie, aménagée par la Soleam, n'a plus vocation à être intégrée au domaine public routier de la Métropole, suite à l'évolution du tracé de la voie de bouclage de la Montée du Commandant de Robien à la rue de la Vallée Verte. Cette cession a fait l'objet d'un acte et le paiement sera échelonné sur l'année 2018.

Cession à la SNCF des emprises foncières utilisées pour la réalisation de la 3<sup>ème</sup> voie de la ligne Marseille-Aubagne

##### - Etudes :

En 2018, poursuite de l'étude de Déplacement – Trafic - Circulation (SCE) en vue d'identifier les voies et aménagements devant favoriser le désengorgement du secteur et le développement de modes de déplacements alternatifs, dont la desserte du site SBM.

##### - Travaux d'aménagement des équipements publics :

En 2018 et 2019 réalisation des études de maîtrise d'œuvre et des travaux de requalification du chemin de Saint Menet aux Accates entre la route des Camoins et la traverse de la Buzine (tronçon central aménagé en liaison dédiée aux modes de déplacements doux).

A l'horizon 2019-2020, en fonction de la décision de la Métropole et du calendrier retenu, étude de maîtrise d'œuvre et travaux de prolongement Sud de la voie de desserte du secteur du château Saint Antoine jusqu'à la rive droite de l'Huveaune et aménagement d'un ouvrage de franchissement de l'Huveaune entre le parc d'activités de la Valentine et le secteur du château Saint-Antoine.

En 2018, des travaux de requalification de la voie de desserte du parc d'activité de la Valentine (secteur

Métro) en prévision de sa rétrocession et en coordination avec les décisions qui seront prises sur la desserte du château Saint-Antoine (phase2-franchissement de l'Huveaune).

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 est analysé ci-après :

#### DEPENSES :

##### • sur l'exercice 2017 écoulé :

Les dépenses réalisées s'élèvent à 1 355 455 euros, soit une augmentation de 463 053 euros par rapport aux prévisions, due principalement à la réalisation plus tôt que prévue en 2017 (au lieu de 2018) des travaux de bouclage entre la montée de Robien et la rue de la Vallée Verte.

##### • état d'avancement cumulé au 31 décembre 2017 :

Le montant total des dépenses s'élève à 43 939 428 euros hors coût de la TVA résiduelle, soit un taux d'avancement de 90 % par rapport au budget prévisionnel actualisé.

Les dépenses réalisées se répartissent de la manière suivante :

- dépenses foncières : 10 252 526 euros, soit 100 % du budget foncier à terme.

- études : 1 770 176 euros soit 94 % du budget à terme

- dépenses de travaux d'aménagement : 23 857 425 euros, soit 85 % du budget travaux à terme.

- dépenses annexes : 2 031 375 euros, soit 95 % du budget à terme.

- rémunération de l'aménageur : 3 082 989 euros, soit 89% de réalisation par rapport au budget à terme.

- frais financiers à court et long termes : 2 946 501 euros, soit 100 % du budget Frais Financiers à terme. Pour mémoire, l'intégralité des emprunts à long terme est à ce jour remboursée.

##### • Au terme de l'opération :

Le montant total des dépenses envisagées, au terme de l'opération s'élève à 48 703 659 euros TTC hors coût de la TVA résiduelle dont le montant prévisionnel s'élève à 1 709 210 euros.

Il se répartit selon les postes suivants :

- Foncier : 10 250 963 euros, soit 21% du coût de l'opération

- Études : 1 875 457 euros, soit 4% du coût de l'opération

- Travaux : 28 032 707 euros, soit 58% du coût de l'opération

- Dépenses annexes : 2 135 036 euros, soit 4% du coût de l'opération

- Rémunérations : 3 462 995 euros, soit 7% du coût de l'opération

- Frais financiers : 2 946 501 euros, soit 6% du coût de l'opération

Le montant total des dépenses à terme est en baisse de 1 261 euros HT. Mais on peut constater quelques évolutions différentes par poste :

- une diminution de 14 884 euros du budget foncier liée à la restitution d'une partie des frais de notaire sur les cessions de terrain de Valentine Vallée Verte.

- une augmentation de 32 625 euros du budget études s'expliquant par la réalisation d'études de géomètre non prévues (concernant le chemin de St-Menet aux Accates et l'étude de faisabilité du franchissement de l'Huveaune) ainsi que l'augmentation légère du coût de l'étude de trafic et déplacement.

- une diminution de 15 048 euros du budget de l'ensemble des travaux comprenant notamment une diminution du montant des aléas (-91 994 euros), un surcoût lié au remboursement non prévu des frais de désamiantage du château Saint-Antoine (85 020 euros) pris en charge par l'aménageur suite à un accord transactionnel avec l'acquéreur et une augmentation des travaux de desserte de Valentine Vallée Verte (+ 24 344 euros).

- une diminution de 4 985 euros de rémunérations de l'aménageur,

- une stabilité des dépenses annexes et des frais financiers.

#### RECETTES:

##### • Sur l'exercice 2017 écoulé :

Le montant des recettes perçues s'élève à 545 645 euros, soit une diminution de 473 029 euros par rapport aux prévisions. Cet écart s'explique principalement par le report de remboursement de la voie dite « ouest » consécutif aux actes de cession signés avec Yvan Gouchon Investissement ainsi que par le report de la signature des actes de cession de terrain à céder à la SNCF dans le cadre de l'aménagement de la 3<sup>ème</sup> voie.

##### • Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2017 :

Le montant cumulé des recettes (hors participations à l'équilibre du bilan) s'élève à 42 489 791 euros, soit 98 % du montant des recettes figurant au bilan prévisionnel de l'opération. Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- 21 334 916 euros de cessions de terrains, soit 98 % du budget prévisionnel à terme.

- 18 943 334 euros de participations constructeurs, soit 100% du budget prévisionnel à terme.

- 2 211 541 euros de produits financiers et recettes diverses soit 100% du budget prévisionnel à terme.

##### • Au terme de l'opération :

Le montant prévisionnel total des recettes (hors participations à l'équilibre du bilan) s'élève à 42 964 414 euros.

Il se répartit principalement entre participations constructeurs (soit 44%), cessions de foncier (51%) et le cumul de divers postes tels que produits financiers, produits et remboursements divers (5%).

Le montant prévisionnel total des recettes connaît une baisse de 1 261 euros hors taxe par rapport au bilan prévisionnel arrêté au 31 décembre 2016, correspondant à des produits divers et financiers.

#### PARTICIPATIONS CONSTRUCTEURS

La suppression de la ZAC par délibération du 17 octobre 2016 a pour effet la suppression du régime de participations constructeurs et le rétablissement de la taxe d'aménagement.

Les dernières conventions de participations signées en 2016, avant la suppression de la ZAC font l'objet d'un solde de paiement en 2017 de 24 234 euros. Ces participations correspondent aux projets d'extension de 45 m<sup>2</sup> de Casino et d'installation de l'enseigne Burger King.

#### PARTICIPATION A L'ÉQUILIBRE DE L'OPÉRATION :

La participation d'équilibre correspondant à l'écart entre dépenses et recettes à terme est inchangée, soit 7 448 455 euros.

5 440 297 euros ayant déjà été versés par la Ville de Marseille, précédent concédant, le solde de participation de 2 008 158 euros sera versé par la Métropole à la Soleam en 2019 et 2020.

#### SOLDE DE TRESORERIE :

Au 31 décembre 2017, le solde cumulé de trésorerie est positif et s'élève à 1 352 811 euros.

## EMPRUNTS :

4 573 471 euros d'emprunts ont été contractés pour financer la ZAC. Ces emprunts ont été intégralement remboursés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017.

**Délibère**

## **Article unique :**

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (ci-annexé) relatif à l'opération d'aménagement de la Valentine établi au 31 décembre 2017 par la Soleam et comprenant un bilan financier prévisionnel avec une participation d'équilibre inchangée au regard du CRAC précédent et s'élevant à 7 448 455 euros, dont 2 008 158 euros restent à reverser selon l'échéancier suivant : 1 500 000 euros en 2019 et 508 158 euros en 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 022-4640/18/CM**

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement pour l'opération de restauration immobilière du Centre-Ville de la Ciotat conclue avec la Soleam - Approbation de l'avenant n°16 à la concession d'aménagement  
MET 18/8283/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de La Ciotat s'est engagée en 1997 dans une politique de réhabilitation et de requalification de son Centre ancien par la mise en œuvre d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) complexe en partenariat avec l'Etat et l'ANAH.

En 2001, la Ville de La Ciotat a souhaité associer à cette OPAH un nouveau dispositif de nature à dynamiser le processus de réhabilitation.

A cet effet, par délibération n° 02 du 25 février 2002, le Conseil Municipal a confié à Marseille Aménagement la mise en œuvre et le suivi de l'opération de restauration immobilière du centre-Ville de La Ciotat, dans le cadre d'une convention publique d'aménagement telle que prévue aux articles L.300-1 et le L.300-4 du code de l'Urbanisme.

Par délibération des 26 juin 2006 et 23 octobre 2015 n° FAG 5/5/19/CC et FCT008-1420/15CC, le Conseil de la communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.

Dans ce cadre, et compte tenu des évolutions législatives liées aux lois n° 2014-58 du 27 Janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, l'objet de la concession d'aménagement –opération de restauration immobilière du centre-Ville de La Ciotat relevait dès lors de la compétence exclusive de la Communauté urbaine.

Aussi, par délibération n° 10 du 6 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de La Ciotat a approuvé en application de l'article L 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, que l'opération d'aménagement relevait de la compétence de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et suite au porté à connaissance du Préfet le 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes le 21 décembre 2015, n° FCT 030-1585/15/CC en approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 Décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 Décembre 2015.

A compter de sa création, le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence exerce les compétences de la CU Marseille Provence Métropole, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28 décembre 2015.

Dans ce cadre, un avenant n° 11 à la concession d'aménagement en date du 3 juillet 2015 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix Marseille Provence à la Ville de La Ciotat en qualité de concédant.

Les missions initiales confiées à la SOLEAM ont été complétées dès 2002 en matière d'animation et de suivi d'OPAH ainsi que la réalisation d'études pré-opérationnelles pour programmer la restauration immobilière.

A la suite, une OPAH à volet Renouvellement Urbain (RU I) a été mise en place en 2004. Dans ce cadre les missions de la SOLEAM ont été étendues par l'avenant n°6 de 2007 afin de permettre le recensement et le suivi des locaux commerciaux vacants à l'intérieur du périmètre du PRI en vue de leur remise sur le marché dans le cadre des actions de la collectivité pour l'attractivité commerciale du centre-ville.

Elle a été poursuivie par une seconde OPAH RU II qui est arrivée à échéance le 19 mai 2015.

L'avenant n° 9 de 2014 intègre une augmentation de 135 000 euros de la participation de la Ville de La Ciotat ainsi que la modification de la rémunération du concessionnaire.

L'avenant n° 10 a quant à lui intégré de nouvelles orientations et l'augmentation de la participation publique ainsi que le versement du solde de la subvention d'équilibre de 97,926 000 euros en fin d'opération.

La durée de la concession a été prolongée de 2 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

L'avenant n° 11 a approuvé le transfert du contrat à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

L'avenant n° 13, approuvé par délibération n° URB 027-642/16/CM, a redéfini les missions de la SOLEAM jusqu'à la fin de la concession :

- Contrôle de la réalisation et de la conformité des travaux effectués par les propriétaires subventionnés par la Ville, l'ANAH et la Région lors des dernières années de l'OPAH RU II; constitution des dossiers de demande de paiement auprès des organismes financeurs ;

- Commercialisation des biens ne présentant pas un intérêt stratégique pour la poursuite de l'opération: recherche de prospects, démarches commerciales, rédaction des compromis de vente, exécution de toutes démarches préalables aux réitérations par actes authentiques ;

- Poursuite de la maîtrise foncière des îlots dégradés et de leurs abords (hors procédures de DUP) tel l'îlot CASTEL;

- Mise en sécurité des biens acquis ;

- Suivi des actes de gestion courante du patrimoine ainsi qu'une rémunération forfaitaire annuelle de 35 000 euros afin de lui permettre de compenser ses charges que 2 ans.

L'avenant n° 14 a approuvé l'augmentation de la participation financière de la Métropole Aix Marseille Provence à l'équilibre du bilan d'un montant de 409 986 euros.

Parallèlement, par délibération du 20 novembre 2015, la Métropole a approuvé une convention d'intervention foncière tripartite avec la ville de La Ciotat et l'Etablissement public Foncier PACA sur le périmètre du centre ancien de La Ciotat, afin que l'EPF PACA assure une veille foncière sur ce périmètre et intervienne en négociation foncière sur les îlots pré opérationnel RENAN et Portes du Temps. Par avenant approuvé le 19 octobre 2017, la DUP a été confié à l'EPF sur les îlots Renan et portes du temps.

L'avenant n° 15 à la concession d'aménagement et de restauration immobilière du Centre ancien de la Ciotat approuvé par délibération du 19 octobre 2017 a redéfini les missions jusqu'à la fin de la concession fixée au 31 décembre 2021 à savoir

- Sur le plan opérationnel d'assurer la sortie opérationnelle sur les îlots :

- CASTEL : Démolition de l'îlot et cession à un opérateur pour la réalisation d'un programme de 14 logements

- RENAN et Porte du temps : Objectif de créer une nouvelle perméabilité entre le vieux Port et le quartier à damier et la rue des Poilus. Recomposition des îlots avec réhabilitation de bâtis et construction neuves qui sera confiée à un opérateur désigné suite à un appel à projets. Réalisation par la SOLEAM des démolitions, de l'aménagement de la place publique sur une partie de l'îlot RENAN et de l'aménagement du passage sous porche sur l'îlot Portes des Temps.

- Modifier le montant et le versement de la subvention d'équilibre

Compte tenu de ces nouvelles opérations dans le périmètre du centre ancien de la Ciotat, le montant de la participation à l'équilibre de la Métropole, collectivité concédant, est porté à 2 953 194 Euros. Les dépenses relatives aux interventions d'aménagement sur les îlots RENAN

et Portes du temps est compensé par une participation de la Métropole aux équipements d'un montant de 1 102 500 euros HT, soit 1 323 000 Euros TTC repart sur la durée de la concession.

Le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 s'établit comme suit :

### **1/ Les Dépenses**

A / Les dépenses sur l'exercice écoulé :

Sur l'exercice 2017, les dépenses sur le budget acquisition hors îlots opérationnels sont nulles

Les dépenses sur le budget Travaux hors îlots opérationnels s'élèvent à 13 302 euros TTC, elles correspondent à des dépenses liées aux diagnostics sur l'îlot Philippa avant démolition ainsi qu'à des charges de gestion sur des copropriétés (appel de fond et assurances) et des travaux d'entretien pour sécuriser les accès aux locaux, propriétés de la SOLEAM. Ces dépenses sont légèrement en dessous des prévisions pour 2 558 euros.

En ce qui concerne le budget sur les îlots opérationnels (Espaces publics), les dépenses s'élèvent à 66 769 Euros, correspondant à l'acquisition par la SOLEAM auprès de la ville de la salle PELLOUTIER au droit de l'îlot CASTEL sur la parcelle AD 290 pour un montant de 60 000 euros, ainsi que les frais d'acquisition et de relevé topographique et de déplacement d'un ouvrage basse tension.

Pour le budget annexes, le réalisé est de 9980 euros, constitué pour une grande part (9910 euros) par les impôts fonciers et pour le reste par des charges de gestion et assurances. La baisse de ce poste par rapport aux prévisions, soit environ 30 000 euros résulte essentiellement de l'absence de dépenses pour imprévus.

Le budget Rémunérations a été réalisé conformément au prévisionnel, s'agissant d'une rémunération fixe de 35 000 euros.

Les frais financiers représentent une somme de 4 854 euros; ils correspondent à des frais financiers Court Terme auprès de la caisse d'Epargne Provence Alpes Côte d'azur. La baisse de ce poste soit 5 617 euros résulte d'une amélioration de la trésorerie sur 2017.

Ainsi, la somme des dépenses pour l'exercice 2017 représente 129 905 euros TTC, soit une minoration de 36 315 euros par rapport au CRAC 2016.

B / Dépenses cumulées sur l'opération au 31 décembre 2017

Concernant le budget Foncier (4.6 M d'euros) et Travaux (2.3 M d'euros) hors îlots opérationnels, les

dépenses cumulées sont proches des 100% par rapport aux dépenses à terme de l'opération.

Concernant les acquisitions et travaux sur les îlots opérationnels (Espaces publics), les dépenses réalisées au 31 décembre 2017 soit la somme de 1,3M d'euros représente 27 % du montant des dépenses prévisionnelles de l'opération.

Concernant les dépenses annexes, rémunérations et frais financiers, elles représentent la somme globale de 4 969 747 Euros soit 95 % du montant à terme de l'opération.

C / Evolution des dépenses à terme

La variation des dépenses concernent essentiellement le poste travaux sur les îlots opérationnels qui augmentent de 99 756 euros TTC. Cette variation est dû essentiellement à l'augmentation du poste des acquisitions foncières et des démolitions sur les îlots d'espaces publics (373 000 euros), compensé en cela par une baisse des acquisitions foncières hors espaces publics ( -289 000), et par une augmentation des postes rémunération et frais financiers (14 000 euros).

### **2 /Les Recettes:**

A / Les recettes hors participation sur l'exercice écoulé :

Les recettes hors participation des collectivités représentent la somme de 4143 Euros correspondant à des recettes de produits locatifs.

B /Recettes cumulées hors participation sur l'opération au 31 décembre 2017

A la fin de l'exercice 2017, le montant des cessions réalisées représentent la somme de 5.7 M d'euros soit 84 % des recettes prévisionnelles à terme de l'opération.

Les recettes diverses, notamment liées aux produits de gestion locative représentent une somme de 460 024 euros soit près de 100 % des recettes attendues.

C / Evolution des recettes à terme hors participation

Les recettes prévisionnelles à terme de l'opération baissent de 400 000 euros HT car les recettes de charges foncière aux opérateurs ont été réévaluées à la baisse au regard des équilibres des opérations et une recette de cession d'un bien porté par la SOLEAM à la ville de la Ciotat (110 000 euros) a été différée suite à une sinistre.

### **3/ Perspectives 2018 et années suivantes:**



Sur l'îlot CASTEL, entièrement maîtrisé par la SOLEAM, des actions préalable à la libération du terrains ont été conduite en 2017 afin de procéder à la cession du Foncier pour un programme de 14 logements dont le permis de construire a été déposé fin 2017.

En 2018, la SOLEAM procèdera à la démolition de l'îlot et assurera le confortement des mitoyens avant cession à l'opérateur choisi pour la réalisation du programme de logements.

En complément de l'action foncière menée sur le périmètre du Centre ancien de La Ciotat par l'Etablissement public foncier PACA, sur les îlots RENAN et Portes du temps, la SOLEAM assurera le à partir de 2019 le rachat des biens à l'EPF dans l'objectif de développer un projet mixte visant à la requalification de l'habitat et de l'espace public. Ainsi la SOLEAM procèdera aux travaux de démolition sur l'îlot RENAN dès 2020 et cèdera une partie du foncier à l'opérateur qui aura été choisi lors de l'appel à projet et aménagera la place publique sur l'autre partie de cette îlot. Elle réalisera par ailleurs le traitement de surface du passage sous porche sur l'îlot porte des Temps.

L'opération d'aménagement du centre ancien de La Ciotat s'inscrit donc dans un projet global de requalification du vieux La Ciotat porté par la ville et la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cette requalification s'appuie désormais sur plusieurs volets et notamment sur la revitalisation commerciale, artisanale et culturelle. Ainsi, un appel à projets a été lancé par la ville en direction d'artisans et d'artistes afin de leur permettre d'occuper des locaux vacants du centre ancien. A ce titre, une convention d'objectifs est signée avec les artisans ou artistes retenus et des baux tri annuels sont conclus. Dans ce cadre, la SOLEAM procèdera en 2018 à la cession auprès de la ville de nombreux locaux acquis en rez de chaussée d'immeubles pour un montant global de 151 721 euros, locaux qui seront mis à la disposition des artisans dans le cadre de ce dispositif.

Concernant l'opération programmée d'amélioration de l'habitat et renouvellement urbain (OPAH – RU II), cette dernière est arrivée à échéance le 19 mai 2015. Pour autant la SOLEAM finalise les dossiers menés postérieurement à l'échéance de la concession d'OPAH – RU et qui concerne la préparation de la mise en paiement des dossiers du :

- 4 rue des Poilus/10 Rue Vignol
- 7 Rue des Frères Blanchard

Ainsi le bilan global de la concession évolue comme suit :

Le montant total des dépenses passe de 17 022 288 euros TTC à 17 206 654 euros TTC  
Le montant total des recettes passe de 7 223 276 euros TTC à 6 754 804 euros TTC

Le montant des participations publiques à l'opération passe de 9 799 012 euros à 10 451 850 euros.

#### **4 / Les participations à l'équilibre de l'opération :**

Le montant global de ces participations se décompose comme suit :

Ville de La Ciotat :

5 522 818 euros inchangée

Métropole Aix-Marseille Provence :

.Participation aux aménagements : 2 195 386 euros au lieu de 1 323 000 euros

.Participation à l'équilibre : 2 733 646 euros au lieu de 2 953 194 euros

Le montant des participations publiques des collectivités restant à verser au titre du Crac établi au 31 décembre 2016 s'élevait à :

- Par la part de la ville de La Ciotat, à un montant de 97 872 euros correspondant à une charge
- du par la ville avant le transfert de l'opération à la Métropole. Cette participation sera versée par la ville à la SOLEAM en 2018.
- Par la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour la subvention d'équilibre de l'opération à la somme de 2 953 194 euros dont 409 986 versé en 2017 et le solde restant d'un montant global de 2 543 208 euros
- Par la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour la participation aux équipements publics, la somme globale de 1 323 000 euros TTC

L'Avenant N° 16 à la concession

L'avenant n° 16 à la concession d'aménagement et de restauration immobilière du Centre ancien de la Ciotat sur

- La modification du montant et l'échéancier du versement de la subvention d'équilibre et de la participation aux équipements publics
- Ajustement de la rémunération prévue pour la réalisation des équipements publics du fait de l'ajout de l'aménagement du passage sous porche de l'îlot portes du Temps.

Ainsi, les dépenses relatives aux interventions d'aménagement sur les îlots Renan et portes du Temps sont compensées au titre de la présente concession par une participation aux équipements publics d'un montant réévalué à la somme de 2 195 386 euros TTC, soit 872 386 euros TTC supplémentaires au regard du précédent Crac de 2016.

Cette réévaluation se justifie du fait de l'augmentation du poste travaux d'aménagement sur les îlots Renan et Portes du Temps ainsi que de l'évaluation du cout des travaux d'aménagement du passage sous porche sur l'îlot Portes du Temps qui n'avait pas été jusqu'à présent budgétisé.

De plus cette réévaluation s'explique par l'affectation du cout du foncier d'assiette au cout des équipements

publics pris en charge par la Métropole à hauteur de 219 548 euros.

Cette cession du foncier d'assiette des équipements publics à la Métropole permet par contre de réévaluer à la baisse d'un montant équivalent (219 548 euros) la subvention d'équilibre de l'opération qui passe désormais d'un montant de 2 953 194 euros à la somme de 2 733 646 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 21 décembre 2015 n° FCT 030.1585/15/CC approuvant le transfert de l'opération ;
- Les délibérations des 26 Juin 2006 et 23 Octobre 2015 n) FAG 5/519/cc et FCT 008-1420/15/CC le conseil de la communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'approuver une délibération portant sur l'approbation du compte rendu annuel à la collectivité de la concession d'aménagement sur l'opération de restauration immobilière du centre-ville de La Ciotat établi au 31 décembre 2017.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le compte rendu annuel à la collectivité ci annexé relatif à la concession – opération de restauration immobilière du Centre-ville de La Ciotat établi au 31 décembre 2017.

**Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n° 16 à la convention de concession ci annexé ayant pour objet de modifier le montant et l'échéancier de versement de la subvention d'équilibre et de la rémunération prévue pour la réalisation des équipements publics due par le concédant et l'ajustement de la rémunération prévue pour la réalisation des équipements publics du fait de l'ajout de l'aménagement du passage sous porche de l'îlot portes du Temps.

**Article 3 :**

Est approuvée la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan d'un montant global de 2 733 646 euros dont 409 986 euros versé en 2017 et le solde qui sera perçu en 2018 pour 1 400 000 euros et 2019 pour 923 660 euros.

**Article 4 :**

Est approuvée la participation de la Métropole aux équipements d'un montant de 2 195 386 euros qui sera versé en 2019 pour 332 655 euros en 2020 pour 1 397 046 euros et 2021 pour 465 685 euros.

**Article 5 :**

Est approuvé la modification de l'article 22 de la concession sur la rémunération du concessionnaire comme suit :

Pour les missions de réalisation de l'équipement public, le concessionnaire sera rémunéré sur la base de 5% du montant HT des dépenses soit :

- Démolition 959 160 euros HT
- Travaux projet place 200 000 euros HT
- Travaux aménagement passage 185 000 euros HT
- Rémunération 67 208 euros imputée au compte de l'opération en fonction des dépenses payées HT.

**Article 6 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signé cet avenant

## **Article 7 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 – opération 2015/000214- imputation : Chapitre 204,21 ,23 – Fonction : 515

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 023-4641/18/CM**

#### **■ Approbation du Compte Rendu Annuel aux Collectivités 2017 de la Zone d'Aménagement Concerté des Vigneaux à Cuges les Pins - SEM Façonéo MET 18/8056/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article 17 de la concession d'aménagement confiée par l'ex Communauté d'agglomération à la SEM Façonéo pour la réalisation de la ZAC des Vigneaux à Cuges-les-Pins, et afin de permettre à la collectivité d'exercer son droit de contrôle, la SEM Façonéo a transmis à la collectivité le compte rendu d'activité 2017, annexé à la présente délibération.

Ce compte rendu fait état de l'avancement physique de l'opération à ce jour en reprenant les principaux éléments qui ont impactés la mise en œuvre de l'opération d'aménagement et fait le point sur la situation financière de l'opération au regard de son avancement.

De ce compte-rendu, il ressort pour l'année 2017 les principaux éléments suivants :

- Les travaux d'aménagement se sont poursuivis, la finalisation des espaces publics et des VRD interviendront avant la livraison des premiers logements.
- Des premières cessions de lots ont été réalisées :
  - BPD MARIGNAN pour le lots D en décembre 2017, correspond à du logement en accession,
  - Quatre lots libres.
- Des permis ont été déposés :
  - Lot C1 : AGIR PROMOTION a déposé son PC en octobre 2016 une opération de 2400 m<sup>2</sup> de SDP abritant 41 logements. Cet opérateur a obtenu son permis début 2017.

- Sur le lot E, la SEM FAÇONÉO va réaliser une opération immobilière en VEFA pour la construction de 47 logements collectifs sociaux avec parkings en sous-sol et commerces en pied d'immeuble. La demande de permis de construire a été déposée le 25 mai 2017.

Sur les neuf lots de la ZAC, il reste trois lots à céder.

Le bilan financier présenté dans le CRAC ne fait pas apparaître d'évolution de nature à remettre en cause l'équilibre générale de l'opération.

Au vu de ces éléments, il est donc proposé d'approuver le compte rendu d'activité de la SEM Façonéo ci- annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment son article L.300-5
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le traité de concession d'aménagement de la ZAC des Vigneaux signé le 22 septembre 2009 ;
- Le CRAC 2017 transmis par la SEM Façonéo ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 octobre 2018.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Considérant que le CRAC remis par la SEM Façonéo fait état d'une gestion cohérente de l'opération d'aménagement qui leur a été confiée.

#### **Délibère**

### **Article unique :**

Est approuvé le compte rendu d'activité 2017 présenté par la SEM Façonéo relative à l'opération d'aménagement de la ZAC des Vigneaux à Cuges-les-Pins.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 024-4642/18/CM**

#### **■ Approbation du Compte Rendu Annuel aux Collectivités 2017 de la Zone d'Aménagement Concerté de la Chapelle à La Bouilladisse - SPL Façonéo MET 18/8055/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article 25 de la concession d'aménagement confiée par l'ex Communauté d'agglomération à la SPL Façonéo pour la réalisation de la ZAC de la Chapelle à La Bouilladisse, et afin de permettre à la collectivité d'exercer son droit de contrôle, la SPL Façonéo a transmis à la collectivité le compte rendu d'activité 2017, annexé à la présente délibération.

Le programme de construction de la ZAC prévoit la réalisation de 350 logements dont 30% de locatif social, des commerces, d'un complexe aqua ludique et d'un Lycée.

Ce compte rendu fait état de l'avancement physique de l'opération à ce jour en reprenant les principaux éléments qui ont impactés la mise en œuvre de l'opération d'aménagement et fait le point sur la situation financière de l'opération au regard de l'avancement.

Il ressort des éléments présentés dans le CRAC les principaux éléments suivants :

- Depuis fin mars 2017, la Commune n'étant plus couverte par un Plan Local d'Urbanisme approuvé, c'est le Règlement National d'Urbanisme qui s'applique jusqu'à l'approbation d'un PLU intervenu en décembre 2017. L'EPF PACA, qui assure le volet foncier de cette opération, a déposé fin 2016 le dossier de Déclaration d'Utilité Publique en Préfecture comprenant l'enquête parcellaire et la mise en compatibilité du document d'urbanisme, en vue de l'organisation de l'enquête publique conjointe préalable à l'arrêté de DUP en septembre 2017. Etant donné que la Commune n'était plus couverte par un document d'urbanisme à cette période, il a été décidé de ne pas lancer l'enquête publique et de retirer le

dossier de DUP qui emportait la mise en compatibilité du dit document d'urbanisme. Un nouveau dossier de DUP devra être déposé prenant en compte les dispositions du PLU approuvé en décembre 2017.

- Au vu des incertitudes sur les délais, liées à la maîtrise foncière, un arrêt temporaire de mission a été notifié au groupement de maîtrise d'œuvre de la ZAC. La mission redémarrera au lancement de l'enquête publique pour la DUP.

Afin de prendre en compte le décalage de la maîtrise foncière, le déroulement financier de l'opération a été décalé d'un an par rapport au dernier CRAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L.300-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le traité de concession d'aménagement de la ZAC de la Chapelle signé le 22 janvier 2014 ;
- Le CRAC au 31 décembre 2017 transmis par la SPL Façonéo ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 octobre 2018.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Considérant que le CRAC remis par la SPL Façonéo fait un état d'une gestion cohérente de l'opération d'aménagement qui leur a été confiée.

#### **Délibère**

### **Article unique :**

Est approuvé le compte rendu d'activité 2017 présenté par la SPL Façonéo relative à l'opération d'aménagement de la ZAC de la Chapelle à La Bouilladisse.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 025-4643/18/CM**

#### **■ Approbation du Compte Rendu Annuel de la Collectivité au 31 décembre 2017 de l'opération "Zone d'activités Napollon Baronnette" à Aubagne MET 18/8349/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article 18 de la concession d'aménagement confiée en 2003 par la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile à la SEM Façonéo pour la réalisation de l'opération « Zone d'activités Napollon Baronnette » à Aubagne et afin de permettre à la Métropole, qui s'est substituée à la communauté d'agglomération, d'exercer son droit de contrôle. La SEM Façonéo a transmis à la Collectivité le compte rendu d'activité 2017, annexé à la présente délibération.

Cette opération consiste à réaliser l'aménagement d'une zone artisanale sur un ensemble de terrain d'une superficie d'environ 1,8 hectares sur la Commune d'Aubagne située entre la ZAC de Napollon et la ZAC de la Baronnette (citéràma).

Ce compte rendu fait état de l'avancement physique de l'opération à ce jour en reprenant les principaux éléments qui ont impactés la mise en œuvre de l'opération d'aménagement et fait le point sur la situation financière de l'opération au regard de son avancement.

De ce compte-rendu, il ressort les principaux éléments suivants :

- Les travaux d'aménagement sont achevés depuis juin 2013. La rétrocession du réseau d'assainissement et du poste de relevage a été effectuée. Elle est effective depuis le 22 janvier 2014.
- Les 5 lots ont été vendus.
- Les statuts de l'ASL du parc de la Baronnette ont été publiés au journal officiel de décembre 2014.

La clôture de cette opération pourra être envisagée une fois les dernières formalités foncières liées à la

vente du foncier des assiettes des équipements collectifs (voirie, bassin de rétention) à l'ASL seront effectuées.

Le bilan financier présenté dans le CRAC ne fait pas apparaître d'évolution de nature à remettre en cause l'équilibre générale de l'opération.

Au vu de ces éléments, il est donc proposé d'approuver le compte rendu d'activité de la SEM Façonéo ci- annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment son article L.300-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le traité de concession d'aménagement confié à la SEM Façonéo signé le 15 juillet 2003 ;
- Le CRAC au 31 décembre 2017 transmis par la SEM Façonéo ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 octobre 2018.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Considérant que le CRAC remis par la SEM Façonéo fait état d'une gestion cohérente de l'opération d'aménagement qui leur a été confiée.

#### **Délibère**

### **Article unique :**

Est approuvé le compte rendu d'activité au 31 décembre 2017 présenté par la SEM Façonéo relative

à l'opération d'aménagement « Zone d'activités Napollon Baronnette » à Aubagne.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 026-4644/18/CM**

#### **■ Concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté du Vallon de Regny à Marseille 9ème arrondissement - Approbation de l'avenant 12 à la convention de concession MET 18/8344/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Située dans le 9ème arrondissement en limite avec le 10ème arrondissement et entre les trois grands équipements que constituent le Parc de Maison Blanche, l'hôpital Salvator et le collège Gyptis, la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Vallon Régnys couvre un territoire d'environ 34 hectares.

Le projet urbain porté par la ZAC est centré sur quatre objectifs principaux :

- créer un nouveau quartier d'habitat mixte en y intégrant une fonction économique,
- constituer un cœur de quartier regroupant l'ensemble des fonctions propres à une centralité de proximité (commerces, équipements scolaires, maison de quartier),
- s'appuyer sur les axes structurants que constituent le boulevard Urbain Sud et la traverse Régnys pour organiser une trame viaire classique (rues, places, mails),
- laisser une place importante au végétal dans un site très fortement marqué par la présence de grands espaces paysagers : le parc de Maison Blanche et le parc de l'hôpital Salvator.

Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par délibération du Conseil Municipal de Marseille 07/0243/TUGE le 19 mars 2007

L'aménagement en a été confié, après mise en concurrence, à la SEM Marseille Aménagement par convention de concession approuvée par délibération

06/0205/TUGE du Conseil Municipal de Marseille le 27 mars 2006.

Cette opération a depuis été transférée à la SPL SOLEAM conformément à la délibération n°13/1077/FEAM du Conseil Municipal de Marseille du 7 octobre 2013 et la Métropole s'est substituée à la Ville en tant que concédant par avenant n° 9 à la convention de concession.

Le présent avenant a pour objet de modifier les conditions de rémunération de l'aménageur.

Il est proposé d'appliquer la grille tarifaire approuvée par le Conseil d'Administration de la SPL SOLEAM en ce qui concerne la rémunération opérationnelle liée aux recettes de commercialisation et de location et de porter ainsi le taux de rémunération de 5% à 7%.

Pour la mission de liquidation, le traité de concession prévoit, après l'expiration de la concession, le versement d'une rémunération forfaitisée à 25 000 euros.

Il est proposé de modifier ces conditions et d'appliquer la grille tarifaire de la SOLEAM qui stipule que l'aménageur percevra comme rémunération de clôture un forfait correspondant à 0,5% de la demi-somme des dépenses hors taxes et des recettes hors taxes à l'exclusion de sa propre rémunération, des frais financiers et des participations du concédant telles que figurant au budget initial prévisionnel approuvé par le concédant.

Par ailleurs, la SOLEAM qui réalisera les équipements scolaires conformément au programme des équipements publics modifié, approuvé par le Conseil de Métropole du 17 octobre 2016 percevra à ce titre une rémunération de 5% sur les dépenses HT.

Cette rémunération qui a déjà été approuvée, sera prise de manière forfaitaire, sur la base d'un budget prévisionnel total de 12 345 000 euros HT pour le premier groupe scolaire à réaliser, soit 617 260 euros HT selon le calendrier suivant qui doit être approuvé :

10% au choix du Maître d'œuvre :	61 726 euros
10% à l'approbation de l'APS :	61 726 euros
10% à l'approbation de l'APD :	61 726 euros
10% à l'approbation du PRO :	61 726 euros
10% au démarrage des travaux :	61 726 euros
40% pendant la phase travaux :	246 904 euros

5% à la réception : 30 863 euros  
5% à l'achèvement de la mission : 30 863 euros

La rémunération sera ajustée au montant réel des dépenses en fin de travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°12 à la convention de concession d'aménagement passée avec la SOLÉAM.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°12 à la convention de concession d'aménagement ci-annexé, ayant pour objet :

- de modifier les conditions de rémunération de l'aménageur pour les missions de commercialisation, de gestion locative et de liquidation pour les mettre en conformité avec la grille tarifaire de la SOLÉAM,
- de préciser l'échéancier de prise de rémunération pour la réalisation des équipements scolaires.

**Article 2:**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 027-4645/18/CM**

**■ Projet d'extension de la Zone d'Activités Economiques du Val de Durance à Peyrolles-en-Provence - Lancement de la procédure de Zone d'Aménagement Concerté - Définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation  
MET 18/7941/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Val de Durance est un territoire à enjeux en raison de sa situation « charnière » entre l'aire métropolitaine d'Aix-Marseille et les Alpes. Son économie s'appuie notamment sur la présence du CEA Cadarache et des retombées liées à son développement, l'installation du projet ITER et de la Cité des Energies, enfin par les actions menées par le pôle de compétitivité Capenergies. Parallèlement, des besoins intrinsèques existent en Pays d'Aix et dans le Val de Durance. Il s'agit principalement de TPE PME déjà implantées qui cherchent à s'agrandir dans le périmètre de leur lieu d'implantation, à proximité des lieux de vie de leurs salariés. Globalement l'offre en terrain à bâtir et en immobilier d'entreprises est rare sur le Pays d'Aix et particulièrement dans le Val de Durance notamment en ateliers productifs. C'est dans ce cadre que l'extension de la zone d'activités économiques du Val de Durance présente une opportunité pour répondre aux besoins des entreprises.

Située à proximité du convoi ITER au nord de la commune, la ZAC actuelle de 12,6 hectares est entièrement commercialisée et ne permet plus d'accueillir des entreprises alors même que des demandes sont enregistrées. L'extension de la zone d'activités sur environ 8,6 ha a été étudiée afin de déterminer la faisabilité technique de l'opération, compte tenu des différentes contraintes, et sa pertinence économique. Ce projet a d'ailleurs été initié et co piloté avec la mission ITER de la Préfecture.

L'étude a tout d'abord permis d'affiner le positionnement économique de l'opération. En proposant une typologie de lot adaptée, l'opération permettra d'assurer d'une part le développement de l'économie locale et son développement endogène et

d'autre part de valoriser sa proximité avec les sites du CEA et d'ITER en offrant à moyen terme des solutions pour accueillir des entreprises liées au développement de la filière énergie sur le territoire du Val de Durance. Le schéma d'aménagement proposé en fonction de ces éléments permet la viabilisation d'environ 7 hectares cessibles. Les études préalables réalisées sur le périmètre d'étude ont ainsi validé la faisabilité technique du projet et les principes de la programmation économique de la zone permettant d'aboutir à un schéma d'aménagement préférentiel et à la déclaration d'intérêt communautaire par le Pays d'Aix en décembre 2015.

Le secteur d'extension situé en continuité immédiate au sud de la zone existante a été inscrit au Plan Local d'Urbanisme de la commune en concertation avec la chambre d'agriculture comme future zone d'urbanisation destinée au développement économique. Une Orientation d'Aménagement et de Programmation en détermine les grands principes de fonctionnement et d'aménagement. Cette zone est également identifiée dans le Schéma de Cohérence Territorial du Pays d'Aix comme espace d'activités de proximité à développer afin de conserver le dynamisme économique du Pays d'Aix, de développer l'emploi local et de diminuer les déplacements.

Aujourd'hui, face à la nécessité de poursuivre le développement économique du territoire métropolitain conformément aux documents d'orientation et d'urbanisme et afin de donner suite aux demandes d'implantation des entreprises, il convient en accord avec la commune de mener une opération publique pour l'aménagement de cette zone. A cet effet, une équipe pluridisciplinaire a d'ores et déjà été retenue pour réaliser notamment le dossier de création de ZAC.

Pour mener à bien la mise en œuvre du projet et de ses objectifs, Il est donc proposé d'engager une procédure de ZAC et de définir les modalités de la concertation.

## **I – Les objectifs de la ZAC**

Cette opération d'aménagement poursuit un certain nombre d'objectifs en matière de développement économique et urbain :

- Ce projet d'aménagement s'inscrit dans les objectifs du SCOT du Pays d'Aix.
- La vocation de la future zone est d'accueillir des entreprises artisanales locales et industrielles génératrices d'emplois et d'apporter une réponse locale aux demandeurs d'emplois de la commune.
- De proposer du foncier d'activités afin de favoriser l'ancrage de la filière énergie sur le territoire compte tenu de la proximité immédiate du CEA et du projet ITER.

- La création de ce nouvel espace économique s'inscrit dans une démarche d'aménagement globale du secteur. En effet, l'opération de ZAC associée à une réflexion plus générale de requalification et de densification de la zone existante permettra de créer un ensemble urbanisé cohérent et plus efficient.

La présente délibération acte le lancement de la procédure de ZAC dont le périmètre sera précisément défini dans le cadre du dossier de création.

## **II – Les modalités de la concertation**

L'article L300-2 du Code de l'Urbanisme prévoit la mise en œuvre d'une concertation préalablement à l'arrêt du projet, c'est à dire avant la création de la ZAC. Il convient donc de définir les objectifs poursuivis et les modalités de cette concertation qui doivent être fixés par l'organe délibérant de la collectivité.

La concertation doit permettre tout au long de l'élaboration du projet d'associer les habitants et toutes les personnes concernées par le projet.

Pour ce faire, les modalités suivantes sont proposées :

- Mise en place d'une exposition permanente à la Mairie de Peyrolles-en-Provence et au siège du Territoire du Pays d'Aix, accompagnée d'un registre permettant à la population d'y consigner ses observations ou ses propositions pendant toute la durée de la procédure de concertation.
- Publication d'articles dans les magazines de la commune pour informer la population de l'état d'avancement du projet, ainsi que des différentes manifestations liées au projet.
- Publication d'articles sur le site internet de la Métropole et de la commune.
- Mise à disposition du public d'un dossier de concertation comprenant un plan de situation et une notice explicative, ainsi que la présente délibération. Ce dossier sera consultable en Mairie de Peyrolles-en-Provence et au siège du Territoire du Pays d'Aix.
- Présentation à la population des objectifs et du contenu du projet lors de deux réunions publiques.

L'information de la population précisant toutes les dates, les lieux et heures de réception du public se fera par voie de presse et affichage.



Le bilan de la concertation sera présenté au Conseil de la Métropole. L'adoption du dossier de création qui en découlera sera l'acte créateur de la ZAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L300-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'extension de la zone d'activités du Val de Durance ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le besoin en foncier d'activités du Territoire et les objectifs du projet qui s'inscrivent dans les orientations du SCOT du Pays d'Aix et du PLU de la commune de Peyrolles-en-Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés les objectifs du projet d'extension de la zone d'activités économiques du Val de Durance tels que définis dans l'exposé, ainsi que le principe de lancement d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté.

**Article 2 :**

Sont approuvées les modalités de la concertation telles que décrites ci-dessus.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à procéder à toutes les formalités à venir dans le cadre de la procédure de Zone d'Aménagement Concerté ainsi que dans le cadre de la concertation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 028-4646/18/CM**

**■ Approbation du périmètre de Projet Urbain Partenarial du quartier Les Ribas à Venelles - Durée d'exonération de la taxe d'aménagement MET 18/7944/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I, du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU).

En conséquence du transfert de compétence portant sur le PLU, la Métropole est habilitée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 à conclure des conventions de projet urbain partenarial en application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme.

La Commune de Venelles a sollicité la Métropole pour l'accompagner dans l'opération de renouvellement urbain qu'elle engage dans une partie de sa zone d'activités proche du centre-ville.

Au Plan Local d'Urbanisme opposable, le secteur concerné est classé UEb à vocation mixte d'habitat et d'activités hors commerces. Les programmes d'habitat comporteront une part significative de

logements locatifs sociaux. Une Orientation d'Aménagement et de Programmation a par ailleurs été établie sur ce secteur.

Pour la mise en œuvre de ce programme, l'établissement public foncier EPF PACA, a engagé les acquisitions foncières qui permettront d'organiser les futurs îlots de construction sur la base de la convention habitat multi sites conclue entre la Métropole et l'EPF PACA et à laquelle la commune de Venelles a adhéré par délibération en date du 20 juin 2018.

De plus, ce secteur est concerné par le risque d'inondation et un emplacement réservé n°21 y est inscrit pour la réalisation d'un bassin de rétention.

La faisabilité des projets dans ce secteur nécessite d'engager une réflexion sur les équipements publics à mettre en place pour organiser la nouvelle urbanisation de manière cohérente en prenant en compte, les paramètres urbanistiques, techniques, environnementaux et économiques de l'aménagement. L'étude hydraulique en cours montre notamment que l'emprise prévue initialement pour le bassin de rétention, n'est pas totalement pertinente et doit être adaptée avec des conséquences sur l'organisation du projet urbain.

Afin de garantir une localisation optimale du bassin et des autres équipements publics en attente de la fin des études, la commune de Venelles va prendre en considération le futur projet d'aménagement du Quartier Les Ribas. Cette délibération est inscrite à l'ordre du jour du Conseil Municipal de septembre 2018. Cette décision de prise en considération est valable 10 ans à compter de son entrée en vigueur. En conséquence, durant cette période, les demandes d'autorisations situées dans le périmètre d'études peuvent faire l'objet d'un sursis à statuer.

Il est proposé, en parallèle d'instaurer un périmètre de PUP. Le Projet Urbain Partenarial, objet des articles L.332-11-3 à 4 et R.332-25-1 à 3 du Code de l'Urbanisme, qui permet aux collectivités de réaliser les équipements publics nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagements et de constructions avec la participation financière des propriétaires fonciers, des aménageurs ou des constructeurs, paraît en effet, être l'outil le plus adapté dans le contexte de l'opération d'aménagement du Quartier Les Ribas.

Le périmètre retenu, d'une emprise de 53,681 m<sup>2</sup>, comprend la partie sud de la zone Ueb, une petite partie de la zone Uea, ainsi que la partie nord de la zone UE mitoyenne. Les parcelles comprises dans ce périmètre sont section BR numéros 18, 19, 20, 21, 118, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 158, 159, 160, 161, et BV numéros 36, 40, 49, 55, 130, 140, 152, 153, 214, 215, 217, 218, 220, 221, 222, 223, 224 et 225. Ce périmètre est pertinent à la fois sur le plan urbanistique avec un fort enjeu de cohérence aux abords du projet culturel à proximité immédiate du

périmètre, en cours d'élaboration et sur le plan technique, au regard notamment des préoccupations hydrauliques et du risque inondation.

En plus des aspects hydrauliques, les études sont en cours pour déterminer précisément la totalité des équipements publics à réaliser, leur coût et leur financement. Dès que ces éléments seront établis, le programme des équipements publics de l'opération d'aménagement pourra être approuvé ainsi que les participations de PUP qui pourront être affectées aux équipements.

En effet, dans ce périmètre, les propriétaires des terrains, le ou les aménageurs et le ou les constructeurs devront conclure une convention de PUP prévoyant la prise en charge financière de tout ou partie des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre ou, lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci.

En vertu de l'article L.332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans un périmètre de PUP sont exonérées de la taxe d'aménagement. La durée d'exonération de la taxe d'aménagement concernant les constructions réalisées dans le périmètre du projet urbain partenarial sera de 10 ans à compter du certificat d'affichage de la mention de la signature de la convention PUP.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 332-11-3, L 332-11-4 et R332-25-1 à 3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de réaliser l'opération de logements dite « PUP Le Ribas » en vue de respecter les orientations du PLU de la commune de Venelles.
- La nécessité de préserver l'avenir au regard du résultat des études hydrauliques concernant la localisation du bassin de rétention.
- La nécessité de réaliser les travaux d'équipements publics dont le programme reste à définir qui permettront l'accueil des projets de construction dans le périmètre précité, qui vont bénéficier aux futurs habitants et usagers des programmes immobiliers à venir.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la délimitation du périmètre du Projet Urbain Partenarial Quartier Le Ribas, sur la Commune de Venelles.

**Article 2 :**

Les constructions édifiées dans le périmètre du PUP seront exclues du champ d'application de la Taxe d'Aménagement durant 10 ans dès que le programme des équipements publics à mettre en place dans ce périmètre, ainsi que leur financement, seront arrêtés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 029-4647/18/CM**

**■ Clôture de l'opération "Zone d'Aménagement Concerté de la Gare à Aix-en-Provence", suite à la dissolution de la société publique locale "TERRA 13" - Approbation du bilan de clôture  
MET 18/8444/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 4 novembre 2010 la Société Publique Locale (SPL) « TERRA 13 » a été créée par le Département et le Syndicat Mixte de l'Arbois.

Par délibération du 24 juin 2013, le Syndicat Mixte de l'Arbois (SMA) a décidé de désigner la SPL « Terra 13 » en qualité de concessionnaire et de lui confier, en application des dispositions des articles L 300-4 et L 300-5 du Code de l'Urbanisme, la réalisation de l'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté dite « ZAC de la Gare ».

Par arrêté du 17 octobre 2016, il a été mis fin à l'exercice des compétences du Syndicat Mixte de l'Arbois dont la liquidation a été prononcée par arrêté du 29 mai 2017.

Ce même arrêté a transféré l'ensemble de l'actif et du passif du Syndicat mixte à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui est alors devenu d'une part, second actionnaire de la SPL « Terra 13 » et d'autre part concédant de la concession d'aménagement de la ZAC de la Gare dont la SPL « Terra 13 » est le concessionnaire.

En raison de la baisse importante d'activité de la SPL « Terra 13 », il a été décidé par délibération du Conseil Départemental du 30 mars 2018, de dissoudre cette société après avoir réuni toutes ses actions en une seule main, conformément à l'article 1844-5 du code civil.

Compte tenu de l'enjeu métropolitain que représente la ZAC de la Gare, la Métropole a résilié par délibération du 22 mars 2018, d'un commun accord avec le Conseil Départemental, son contrat de concession d'aménagement avec la SPL « Terra 13 » préalablement à la dissolution de cette société, afin de récupérer la mise en œuvre de cette opération en régie.

A compter de l'expiration de la concession, la SPL « Terra 13 » a l'obligation de procéder aux opérations de liquidation : transferts des contrats, des biens, de l'actif et du passif et arrêté des comptes de l'opération d'aménagement permettant aux parties de prendre acte de la situation financière et comptable définitive de l'opération d'aménagement et d'arrêter le solde d'exploitation.

Le 13 avril 2018, l'Assemblée Générale extraordinaire de la SPL «TERRA 13» a constaté le rachat par le Département de l'intégralité des actions de la SPL et acté sa dissolution. La disparition de la SPL « TERRA 13 » et la transmission universelle de son patrimoine au profit du Département sont intervenues le 30 juin 2018, soit 30 jours après la publication de cette décision dans un journal d'annonces légales.

Or, le bilan financier de l'opération d'aménagement dite « ZAC de la Gare à Aix-en-Provence », n'a pas pu être acté avant cette date, bien que l'opération ait fait l'objet d'un protocole de résiliation amiable notifié par la Métropole à la SPL le 11 juin 2018.

Il ressort de ce bilan que :

- Le traité de concession a été notifié pour un montant de 27 460 000 € HT

- SPL a perçu 5 000 000 € correspondant aux avances versées par le Syndicat Mixte de l'Arbois dont 3 697 177,25 € ont été consommés.
- Le bilan fait donc apparaître un solde d'exploitation de 1 302 822,81 € résultant des avances non consommées.

Ce solde sera restitué à la Métropole Aix-Marseille-Provence par le Conseil Départemental.

Par ailleurs, dans le cadre de l'opération, la SPL TERRA 13 s'est portée acquéreur, pour une monte de 808 650 euros :

- de deux parcelles de terrain situées à Aix en Provence, 13090, La Bastide Neuve cadastrées LB 342 et 345, d'une surface totale de 12 ha 29 a, 61 ca,
- d'un ensemble de terrains situés à Aix en Provence, 13090, La Bastide Neuve constituant plusieurs unités foncières distinctes, cadastrées LB 263, 265, 267, 269, 270, 272, 214, 279, 29, 79, 219.

Le Conseil Départemental, qui a repris l'ensemble de l'actif et du passif de la SPL est désormais propriétaire de ces parcelles. Toutefois celles-ci doivent être, dans le cadre de la clôture de la concession d'aménagement, transférées à la Métropole comme prévu au contrat de concession. Ce transfert se fera sans contrepartie financière. S'agissant d'opération de nature comptable cette transaction n'entre pas dans le périmètre de compétence des missions du Domaine.

Dans cette perspective, il sera établi un acte notarié constatant la transmission de ces parcelles ayant appartenu à la SPL « TERRA 13 », vers le Conseil Départemental, puis un acte notarié constatant le transfert de propriétés de ces parcelles par le Conseil Départemental à la Métropole Aix Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération du Conseil de Métropole du 22 mars 2018 relatif à la Résiliation du contrat de concession d'aménagement ZAC

de la Gare entre la SPL "Terra 13" et la Métropole Aix-Marseille-Provence

- Le dossier de Clôture de la concession d'Aménagement « ZAC de la Gare »
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix .

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le bilan de l'opération fait état d'un solde de trésorerie de 1 302 822,81 euros ;
- Que le Conseil Départemental, a repris l'ensemble de l'actif et du passif de la SPL Terra 13.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le bilan de clôture de la concession d'aménagement de la ZAC de la Gare, annexé au présent rapport. Ce Bilan fait état d'un solde d'exploitation de 1 302 822,81 euros qui sera restitué par le Département à la Métropole.

La recette correspondante sera constatée au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, opération DUFE 05/19, chapitre 13

#### **Article 2 :**

Est donné quitus de sa gestion à la SPL Terra 13 pour cette concession.

#### **Article 3 :**

Est approuvé le transfert par le Conseil Départemental à la Métropole, des parcelles situées à AIX EN PROVENCE, 13090, La BASTIDE NEUVE cadastrées LB 342, 345 263, 265, 267, 269, 270, 272, 214, 279, 29, 79, 219

#### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à la réalisation et au suivi de ce dossier et à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'acte notarié se rapportant au transfert de propriété.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 030-4648/18/CM**

#### **■ Clôture de la concession d'aménagement avec la SEMIVIM dans le cadre de l'opération d'aménagement du Parc des Etangs à Saint-Mitre-les-Remparts MET 18/8390/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Pays de Martigues a approuvé par délibération n° CC 2013-017 du 14 mars 2013 la concession d'aménagement de l'opération du Parc des Etangs sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, signée au 22 avril 2013, avec la Société Publique Locale d'Aménagement du Pays de Martigues Aménagement SPLA PMA à laquelle s'est depuis substituée la SEMIVIM. Le changement de concessionnaire a fait l'objet d'un avenant n°1 au traité de concession

Le Parc des Etangs représente une superficie de 2.9 hectares avec 15 lots à la vente d'une superficie comprise entre 1 100 m<sup>2</sup> et 1 400 m<sup>2</sup>. La commercialisation est en cours.

Le traité de concession étant arrivé à échéance au 30 juin 2018, il importe à la collectivité d'en approuver le protocole d'accord de clôture qui en précise les conditions et de donner à son concessionnaire quitus de sa mission.

Depuis l'expiration de la concession d'aménagement, la Métropole Aix-Marseille-Provence est subrogée de plein droit dans les droits et obligations de l'Aménageur, propriétaire de l'ensemble des biens destinés à être cédés aux tiers et non encore revendus, tenue de reprendre pour l'avenir, l'exécution de la totalité des engagements pris par l'Aménageur pour l'exécution de sa mission, à l'exclusion de ses salariés.

La Métropole Aix-Marseille-Provence et la SEMIVIM signeront dans les meilleurs délais un acte constatant le transfert de propriété des biens acquis dans le cadre de cette concession et non commercialisés à ce jour, qui sera réalisé en contrepartie du versement d'un prix correspondant au coût de revient.

Un bilan de clôture a été arrêté par la SEMIVIM pour déterminer la situation financière patrimoniale et comptable définitive de l'opération d'aménagement.

A l'arrêt des comptes, au 30 juin 2018 par la SEMIVIM le bilan financier de l'opération présente :

- En dépenses, un montant de : 1 371 999, 72 euros
- En recettes, un montant de 188 960,94 euros

Le bilan de clôture est annexé au présent rapport.

Compte tenu des mouvements restant à réaliser jusqu'au 31 décembre 2018, un solde d'exploitation est constaté à la clôture de l'opération. Ce solde, équivalent à 1 234 616 euros sera reversé par la Métropole à la SEMIVIM

Il intègre :

- Le cout d'acquisition des terrains non commercialisés par la Métropole :  
1 201 541 €,

Etat Foncier Parc des Etangs			
lots	surfaces	références cadastrales	état commercial
1	1174	AO275	A vendre
2	2324	AO276	A vendre
3	1775	AO277	Promis
4	1493	AO278	Promis
5	2362	AO279	A vendre
6	1572	AO280	A vendre
7	1973	AO281	Promis
8	1698	AO282	Promis
9	1478	AO283	Promis
10	1391	AO284	A vendre
11	1711	AO285	A vendre
12	2419	AO286	vendu
13	1273	AO287	A vendre
14	2225	AO293/AO288	A vendre
15	2049	AO296/AO294/AO297	A vendre
Voirie 16	3835	AO298/AO295	

S'agissant d'opération de nature comptable cette transaction n'entre pas dans le périmètre de compétence des missions du Domaine.

- Les dettes (prestataires, taxe foncière, frais financiers) qui seront acquittées par la SEMIVIM au second semestre 2018 : 22 255 €
- Créances fiscales encaissables par la SEMVIM : 6 906 €
- Avances Acquéreurs remboursables par la Métropole : 17 816 €

La Métropole Aix-Marseille-Provence assurera en régie la gestion de cette zone et la commercialisation des lots. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° CC 2013-017 du 14 mars 2013 du Pays de Martigues approuvant la concession d'aménagement de l'opération du Parc des Etangs sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts,
- Le bilan de clôture de la concession ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le Traité de Concession étant arrivé à échéance au 30 juin 2018

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole de clôture de la concession d'aménagement ci-annexé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SEMIVIM. Compte tenu des mouvements restant à réaliser jusqu'au 31 décembre 2018, un solde d'exploitation est constaté à la clôture de l'opération. Ce solde, équivalent à 1 234 616 euros sera reversé par la Métropole à la SEMIVIM

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisée à signer le protocole d'accord de clôture de la concession joint au présent rapport et tous les documents y afférents.

### **Article 3 :**

Est donné quitus de sa gestion à la SPL Terra 13 pour cette concession.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération DUFE 07/19.

### **Article 5**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à la réalisation et au suivi de ce dossier et à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir.

### **Article 6 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer l'acte notarié se rapportant à cet transfert de propriété.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 031-4649/18/CM**

#### **■ Approbation de la clôture de la convention publique d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté du Mazet II à Fos-sur-Mer**

### **MET 18/8002/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par arrêté préfectoral du 20 mars 1989, la ZAC du Mazet II a été créée au Nord de la zone agglomérée de la commune de Fos-sur-Mer.

Par délibération n° 264/03 du 25 avril 2003, le Bureau Syndical de Ouest Provence a approuvé une Convention Publique d'Aménagement confiée à l'EPAD Ouest Provence, sur la ZAC du Mazet II à Fos-sur-Mer pour y réaliser une opération d'urbanisme à usage mixte d'activités et habitat, en conformité avec les dispositions des articles L.300-4 et R.311-6 du Code de l'Urbanisme.

Cette opération visait à poursuivre le processus de développement de l'urbanisation de la commune de Fos-sur-Mer. Elle a une vocation exclusivement résidentielle.

La Convention Publique d'Aménagement avait été initialement conclue pour une durée de 10 années.

Par délibération n° 884/08 du 17 décembre 2008, un avenant n° 1 a été conclu afin de préciser les montants forfaitaires de rémunération de l'aménageur.

Par décision n° 325/12 du 27 avril 2012, un avenant n° 2 a été conclu afin de proroger la durée de cette convention au regard des aménagements à effectuer et de leur financement, la portant à 15 années, soit une fin au 13 août 2018.

Par ailleurs, le SAN Ouest Provence et trois de ses communes membres à savoir Cornillon-Confoux, Miramas et Fos-sur-Mer, ont approuvé la création d'une Société Publique Locale dénommée « Aménagement Développement Ouest Provence » (SPL ADOP).

Par délibération n° 584/15 du 17 décembre 2015, un avenant tripartite n° 3 a été conclu afin de transférer la Convention Publique d'Aménagement et ses avenants, initialement confiés à l'Epad, à la SPL Aménagement Développement Ouest Provence en vue de poursuivre l'opération d'aménagement de la ZAC du Mazet II.

Les terrains cessibles ont été aménagés et le programme de l'opération a été mené à bien.

Par conséquent, il revient au Conseil de la Métropole d'approuver le bilan de clôture et le solde d'exploitation de la Concession d'Aménagement présentés par l'aménageur la SPL ADOP.

Le Conseil d'Administration du 25 juin 2018 a entériné le changement de dénomination sociale de la Société Publique Locale « Aménagement Développement Ouest Provence » qui devient Société Publique Locale « Sens Urbain », modification enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Salon-de-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 23 juillet 2003 confiant à l'Epad Ouest Provence la Convention Publique d'Aménagement sur le secteur de la ZAC du Mazet II pour y réaliser une opération d'urbanisme à usage mixte d'activités et habitat ;
- La délibération n° 884/08 du 17 décembre 2008 approuvant la rémunération forfaitaire de l'aménageur ;
- La décision n° 325/12 du 27 avril 2012 approuvant la prolongation de la durée de la Convention Publique d'Aménagement de 5 ans ;
- La délibération n° 584/15 du 17 décembre 2015 approuvant le transfert de la Convention Publique d'Aménagement à la SPL ADOP ;
- Le changement de dénomination sociale de la SPL ADOP devenue la SPL Sens Urbain ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la clôture de la Convention Publique d'Aménagement et les documents présentés par

l'aménageur SPL ADOP devenue Sens Urbain annexés à la présente délibération d'où résulte un solde d'exploitation pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un montant de 429 697 euros.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférent à cette clôture.

**Article 3 :**

Les recettes seront constatées au Budget Principal de la Métropole, chapitre 77 – nature 7788.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 032-4650/18/CM**

**■ Approbation de la création de l'affectation de l'opération d'investissement - Acquisition de foncier stratégique sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile  
MET 18/7403/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aubagne dispose d'un panel d'outils de planification : le SCoT approuvé le 18 décembre 2013, le Plan Local de l'Habitat approuvé le 26 février 2014 ainsi que les Plans Locaux d'Urbanisme des communes. A travers ces documents, les orientations d'aménagement et de développement pour le territoire du Pays d'Aubagne sont actés et territorialisés pour les 20 prochaines années.

La mise en œuvre de ces documents de planification nécessite notamment de mettre en place une gestion cohérente du foncier afin de répondre aux besoins identifiés sur notre territoire.

Ainsi, l'acquisition de foncier permettra d'anticiper et d'agir en faveur des politiques du territoire que ce soit en matière d'habitat, de développement économique, de transport etc...

Il convient donc de créer une opération d'investissement permettant d'engager l'acquisition du foncier sur les sites stratégiques du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

L'opération d'investissement 2018400400, « acquisition de foncier stratégique sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile », pour un total de 1 850 000 euros, inscrite au budget principal métropolitain fractionné enregistrée dans l'autorisation de programme 184064BP du programme 06 de la Métropole doit être affectée.



Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 031-3050/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le budget 2018 de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 1 850 000 euros de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2018400400, « acquisition de foncier stratégique » pour un montant 1 850 000€ rattachée au programme 06 « urbanisme et foncier » Code AP 184064BP.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal métropolitain fractionné 2018 en dépenses

d'investissement au chapitre 20, sous politique C130, nature.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération s'établit comme suit :

CP 2018 : 1 050 000€ T.T.C

CP 2019 : 800 000€ T.T.C

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 033-4651/18/CM**

**■ Bilan de concertation pour le projet d'aménagement, extension et revalorisation du port de plaisance des Heures Claires  
MET 18/8265/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La ville d'Istres a saisi la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les problématiques de saturation que connaît le port de plaisance des Heures Claires ; sur l'adaptation indispensable aux exigences de sûreté et de sécurité imposées par les normes en vigueur ; sur la nécessaire amélioration de la gestion des déchets et l'entretien des bateaux pour répondre aux normes de la certification européenne Ports propres.

La Métropole a répondu favorablement à la demande de la ville et a engagé, en application de l'article R103-1 du Code de l'Urbanisme, une concertation sur l'augmentation de la capacité du port et le volet terrestre.

Le projet a été soumis à la concertation pendant la période de fréquentation du port la plus importante soit du 29 juin 2018 au 31 août 2018.

Les moyens d'information et les modalités offertes au public pour s'exprimer ont été les suivantes :

- information sur le site internet du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence,
- information sur le site internet de la commune d'Istres,
- mise à disposition du dossier complet de concertation et des aménagements projetés accompagné d'un registre à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, allée de la Passe-Pierre, Bât. Trigance 4, ZAC de Trigance à Istres,
- mise à disposition du dossier complet de concertation et des aménagements projetés accompagné d'un registre à l'Hôtel de ville d'Istres, 1 esplanade Bernardin Laugier 13800 Istres,

- publication d'un article d'information dans la presse locale le 9 juillet 2018.

Outre les mesures d'information décrites ci-dessus, une vidéo du projet d'extension du port a été mise en ligne sur le site web de la mairie. Ce film a également été mis à disposition, à la capitainerie du port des heures claires, à l'attention de toute personne sollicitant des informations sur le sujet.

Cette concertation n'a généré aucune remarque écrite dans les registres de concertation, ni aucun courrier.

Il résulte de cette concertation un avis positif sur le projet.

A l'issue de cette concertation, ce bilan doit être soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5217-2, L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 134-11 et suivants et également L. 103-2 et R. 103-1 ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences de la Métropole aux Conseils de Territoire ;

- La délibération Cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- Les arrêtés de délégation du Président du Conseil de la Métropole aux Présidents des Conseils de Territoire, Vice-présidents de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- Le SCoT Ouest Étang de Berre approuvé le 22 octobre 2015 ;
- Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville d'Istres approuvé par délibération du Conseil municipal n° 231/13 du 26 juin 2013, et, ayant fait l'objet d'une annulation partielle, de deux mises à jour approuvées par arrêtés municipaux n° 877/15 du 15 juillet 2015 et n° 1610/2016 du 9 novembre 2016, de deux modifications simplifiées approuvées par délibérations du Conseil municipal n° 36/15 du 20 février 2015 et n° 189/2016 du 10 février 2016 et d'une modification approuvée par délibération du Conseil municipal n° 39/16 du 2 mars 2016 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istre-Ouest Provence du 17 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le projet d'aménagement du port de plaisance des Heures Claires a fait l'objet d'une concertation du 29 juin 2018 au 31 août 2018 ;
- Qu'il convient d'en tirer le bilan ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Le bilan de la concertation, organisée par application de l'article R103-1 du Code de l'Urbanisme portant sur l'augmentation de la capacité du port et le volet terrestre, s'avère positif.

Il permet d'organiser la poursuite de la réalisation du projet de réaménagement, l'extension et de valorisation du port de plaisance des Heures Claires.

## **Article 2 :**

Une copie de la présente délibération sera adressée à Monsieur le Préfet et fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et à la mairie d'Istres pendant le délai d'un mois. La mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera également publiée au recueil des actes administratifs.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 034-4652/18/CM**

#### **■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement " Réaménagement et valorisation du Port des Heures Claires et de ses abords sur la commune d'Istres" MET 18/7501/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce ces compétences.

A compter de cette date, la Métropole est notamment en charge de la compétence « Création, aménagement, et gestion de zones d'activité portuaire » sur l'ensemble de son territoire.

C'est ainsi qu'en janvier 2016 la gestion des ports de plaisance gérés par l'ex-Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a été transférée à la Métropole alors que pour les 3 autres EPCI littoraux, cette compétence restait communale.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, quatre ports communaux sont devenus métropolitains. Ils sont situés à Berre l'Etang, Saint-Chamas, Istres et Port Saint Louis du Rhône au sein des Territoires Istres-Ouest Provence et Pays Salonnais. Un cinquième sis à Saint-Chamas devrait les rejoindre dans le courant de l'année.

Les ports contribuent fortement à l'image du territoire, à son attractivité et à la qualité de vie de ses habitants. Ils constituent également pour le territoire métropolitain et ses acteurs un atout majeur de rayonnement participant au développement économique et touristique

La commune d'Istres a décidé l'engagement d'une opération visant à la revalorisation du port des Heures Claires et de ses abords.

Par délibération du 15 février 2018 a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence l'opération de réaménagement et de valorisation du port des Heures Claires et de ses abords, sur la commune d'Istres.

Il s'agit d'étendre le port et de requalifier les espaces situés à l'intérieur et aux abords du port avec la mise aux normes de l'aire technique de carénage, la création d'un embarcadère pour la navette maritime de l'étang, la requalification des VRD (notamment promenade urbaine et aménagement touristique), et de construire un ensemble de bâtiments afin d'accueillir la capitainerie, des équipements publics dont la base nautique ainsi que des commerces.

A cet effet, il convient de créer une opération d'investissement « Aménagement et revalorisation du Port des Heures Claires et de ses abords sur la commune d'Istres » afin que la Métropole Aix-Marseille-Provence puisse réaliser les travaux susmentionnés sur le Budget Annexe Port Ouest Territoires.

Le Budget Annexe sera ici mandataire du Budget principal pour la partie relevant de la compétence Aménagement.

L'opération d'investissement 20181060000, « Réaménagement et valorisation du Port des Heures Claires et de ses abords sur la commune d'Istres », d'un montant de 12 750 000 euros HT, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 181064BP du programme 06 doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Le financement de l'opération sera assuré par :

- des subventions des partenaires
- l'autofinancement du budget principal au titre de la compétence Aménagement (crédits inscrits sur le Territoire Istres Ouest Provence) à hauteur de 4 880 000 € H.T correspondant aux dépenses lui incombant ;
- l'autofinancement du budget annexe ports, qui sera financé par une augmentation des recettes liée à l'agrandissement du port et à une augmentation tarifaire maximum de 30 % pour garantir l'équilibre du budget annexe, si nécessaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° HN 01/003/16 CC du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 15 février 2018 approuvant le transfert de l'opération d'investissement ;
- L'information au Conseil de Territoire d'Istres-Ouest Provence du 17 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 12 750 000 euros HT de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;
- Que le budget annexe devra disposer des crédits nécessaires pour préfinancer l'opération avant recouvrement des subventions et remboursement par le budget général des dépenses lui incombant ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées, selon le plan de financement annexé, la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°20181060000 « Réaménagement et valorisation du Port des Heures Claires et de ses abords sur la commune d'Istres » pour un montant de 12 750 000 euros HT, enregistrée dans l'autorisation de programme 181064BP du programme 06.

**Article 2 :**

Sont inscrits aux budgets 2018 et suivants les crédits de paiement nécessaires.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Année 2018 :	400 000 euros
Année 2019 :	2 000 000 euros
Année 2020 :	2 000 000 euros
Années suivantes :	8 350 000 euros

**Article 3 :**

Est approuvée la mise en œuvre d'une avance budgétaire remboursable consentie par le budget général de la Métropole Aix-Marseille Provence au profit du budget annexe Port Ouest-Territoires, pour un montant plafonné à 2 500 000 euros.

Le remboursement de celle-ci se fera au regard des recettes encaissées par le budget annexe au gré du recouvrement des subventions et remboursement par le budget général des dépenses lui incombant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 035-4653/18/CM**

**■ Approbation de la convention relative à la gestion du site du Centre Educatif et Culturel Les Heures Claires (CEC) avec la commune d'Istres  
MET 18/8611/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence a approuvé, par délibération n° 578/15 du 17 décembre 2015, le cadre juridique ainsi que les modalités de mise en œuvre du transfert de propriété des équipements de proximité se trouvant sur la commune d'Istres, site du Centre Educatif et Culturel (CEC) Les Heures Claires, appartenant au SAN Ouest Provence, au bénéfice de la commune d'Istres dans le cadre du retour de compétences inhérent à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

A compter de cette date, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée auxdites intercommunalités dans la continuation et la modification des décisions qu'elles ont actées à la fin de leurs exercices respectifs ainsi que dans leurs droits et obligations au regard du patrimoine transféré lors de sa création.

Ainsi, par délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 011-810/16/CM du 19 septembre 2016, rendue exécutoire le 5 octobre 2016, il a été approuvé le principe du transfert des équipements et de l'action des services attachés au site du CEC Les Heures Claires et du réseau des ludothèques au bénéfice de la commune d'Istres.

Dans ce cadre, les équipements sis sur la commune d'Istres, site du Centre Educatif et Culturel (CEC) Les Heures Claires, doivent faire l'objet d'un acte de transfert de propriété au bénéfice de la commune d'Istres. Il s'agit des parcelles cadastrées section CX sous les numéros 12, 30, et 52p et DV n° 245 pour une contenance cadastrale d'environ 2ha 68a 91ca.

Ce transfert à titre gratuit interviendra par acte authentique en la forme administrative, et conformément à l'article L. 5217-5 du Code Général des collectivités territoriales, ne donnera pas lieu à indemnités, droits, taxes, contributions ou honoraires. Le transfert opérationnel s'effectuera à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2018.

Au regard de l'imbrication des bâtiments sur ce site, une convention relative à la gestion des charges de fonctionnement était conclue entre la commune et le SAN Ouest Provence par délibération n° 408/09 en date du 25 septembre 2009.

Afin d'organiser les nouvelles relations entre les différents occupants du CEC regroupant aujourd'hui des services communaux, métropolitains, associatifs ou privés, il est nécessaire de déterminer précisément la gestion des espaces ainsi que la répartition des charges communes et non individualisables au sein d'une nouvelle convention de gestion propre au site du CEC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La délibération n° 408/09 du 25 septembre 2009 du Bureau Syndical du SAN Ouest Provence relative à la convention de gestion du CEC ;
- La délibération n° 19/10 du 5 février 2010 du Bureau Syndical du SAN Ouest Provence relative à l'avenant n° 1 de la convention de gestion du CEC ;
- La délibération n° 496/15 du 24 novembre 2015 du Bureau Syndical du SAN Ouest Provence relative à l'avenant n° 2 de la convention de gestion du CEC ;
- La délibération n° 578/15 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence du 17 décembre 2015 approuvant le principe du transfert de gestion du site du CEC Les Heures Claires à la commune d'Istres ;
- La délibération n° FAG 011-810/16/CM du Conseil de la Métropole, du 19 septembre 2016 approuvant le principe du transfert des équipements et de l'activité du Centre Educatif et Culturel les Heures Claires et des ludothèques au bénéfice des communes du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 octobre 2018 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée, relative à la gestion du site du Centre Educatif et Culturel « Les

Heures Claires » entre la commune d'Istres et la Métropole Aix-Marseille-Provence suite au transfert de propriété dudit site.

#### **Article 2 :**

Les dépenses relatives à la convention sont inscrites au budget de la Métropole 62875, chapitre 011.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisée à signer cette convention ci-annexée et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 036-4654/18/CM**

■ **Désaffectation et déclassement d'une emprise du domaine public d'une surface de 14 mètres carrés aux fins de régularisation foncière dans le cadre de la réalisation du réseau d'assainissement collectif et reprise des voiries sur le quartier Taussane à Miramas**

#### **MET 18/7832/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la réalisation du réseau d'assainissement collectif et reprise des voiries sur le quartier de Taussane à Miramas, le programme global de l'opération nécessite de détacher une parcelle de terrain d'une superficie de 14 m<sup>2</sup> relevant du domaine public métropolitain.

Il convient de rappeler que, préalablement à la cession éventuelle de l'emprise foncière susvisée, et conformément aux dispositions de l'article L.2141-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, son aliénation ne sera possible qu'après avoir constaté sa désaffectation et avoir procédé à son déclassement. Par ailleurs et par dérogation audit article, le déclassement pourra intervenir de manière anticipée, la désaffectation étant décidée mais ne prenant effet qu'ultérieurement (article L.2141-2 CGPPP).

Il convient de constater sa désaffectation par anticipation et d'approuver son déclassement du domaine public ainsi que son incorporation dans le domaine privé de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Il est précisé que la désaffectation effective du bien interviendra dans le délai maximal de trois ans à compter de l'acte de déclassement.

L'emprise concernée consiste en un terrain nu partiellement clôturé et garni d'un revêtement en enrobé d'une superficie de 14 m<sup>2</sup> à prendre sur le domaine public, tel que figuré sur le plan de géomètre ci-annexé et décrit comme suit :

- Classement au Plan Local d'Urbanisme de Miramas en zone 1 AUDd
- Contenance de l'emprise à détacher : 14 m<sup>2</sup>
- Affectation actuelle de l'emprise à détacher : Domaine Public - Chemin en cours de requalification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 octobre 2018.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la désaffectation par anticipation d'une emprise d'une superficie de 14 m<sup>2</sup> à prendre sur le

domaine public tel que figuré sur le plan de géomètre ci-annexé et comme suit :

- Classement au Plan Local d'Urbanisme de Miramas en zone 1 AUDd
- Contenance désaffectée : 14 m<sup>2</sup>

#### **Article 2 :**

Est déclassée l'emprise décrite ci-avant à l'article 1 du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour être incorporée à son domaine privé.

#### **Article 3 :**

La désaffectation effective de ladite emprise interviendra dans le délai maximal de trois ans à compter du présent acte de déclassement.

#### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 037-4655/18/CM**

■ **Approbation des conditions du transfert patrimonial et financier de l'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain "Aménagement des Rives de l'Etang de Berre" sur la commune de Saint Chamas - Création et affectation de l'opération d'investissement MET 18/7990/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création au 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme », en vertu de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Ce même article précise que l'intérêt métropolitain doit être défini au plus tard deux ans après la création de la métropole, soit au 1er janvier 2018 pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, à défaut, la Métropole exerce l'intégralité des compétences soumises à la définition de l'intérêt métropolitain.

La délibération du Conseil Métropolitain URB 023-2781/17/CM du 19 octobre 2017 a défini les critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement. Au vu de ces critères, cette même

délibération a reconnu d'intérêt métropolitain des projets et opérations d'aménagement ; ainsi, en accord avec la commune de Saint Chamas, l'opération d'aménagement « Aménagement des Rives de l'Etang de Berre » a été déclarée d'intérêt métropolitain.

Il convient donc de fixer les conditions matérielles dans lesquelles s'effectuera le transfert effectif de l'opération ainsi que le périmètre et la date du transfert de charges, de produits et de responsabilités qui en découlent. Une délibération concordante de la Commune de Saint Chamas sera prise pour acter ces conditions.

#### **I. Présentation de l'opération**

La commune de Saint Chamas a engagé la requalification et la valorisation des rives de l'Etang de Berre qui représentent un fort potentiel patrimonial et naturel pour la Commune et pour le territoire Métropolitain.

L'Etang de Berre constitue à l'échelle métropolitaine un enjeu majeur en matière d'environnement, de paysage, d'écologie et également d'attractivité du territoire (économique, touristique, loisir...).

Le projet, portant sur 5,7 hectares, consiste à recréer du lien entre la Commune et l'Etang de Berre et dans le but notamment de permettre une appropriation des rives par la population. Il s'agit donc de réaménager les espaces publics, de redéfinir un plan de circulation, d'aménager un sentier du littoral, de créer un espace plage et un nouveau pôle d'activités nautiques relié à l'activités des ports de pêche et de plaisance.

#### **II. Les marchés en cours**

La commune a engagé dès 2016 un concours de maîtrise d'œuvre afin de réaliser les aménagements nécessaires répondant aux enjeux énoncés ci-dessus.

Le marché de maîtrise d'œuvre a été attribué au groupement AMT SARL et des contraitants Géodice/Vicarini/PNG/OTEIS.

L'aménagement des rives de l'Etang de Berre fait l'objet de trois phases de réalisation :

- phase 1 : valorisation des voiries desservant les rives de l'Etang de Berre
- phase 2 : aménagement de l'espace plage et du pôle nautique
- phase 3 : réaménagement des espaces publics et des chemins piétons permettant de favoriser le lien entre le centre-ville de la commune et les rives de l'Etang de Berre.

Le marché est composé de 2 tranches fermes et deux tranches conditionnelles.

Les deux tranches fermes correspondent à la réalisation de l'avant-projet sur l'ensemble de l'opération et la réalisation des travaux de la phase 1.

Les travaux de la phase 1 démarrant au 3<sup>ème</sup> trimestre 2018, la commune poursuivra l'exécution de la phase 1 du projet.

La Métropole aura à charge la réalisation des phases 2 et 3 du projet global.

Au titre de l'article L5217-5 du CGCT, la Métropole est substituée de plein droit pour l'exercice des compétences transférées, aux communes membres [...], dans l'ensemble des droits et obligations attachés aux biens mis à disposition [...] ainsi que pour toutes leurs délibérations et tous leurs actes.

La Métropole devient ainsi titulaire du marché, mentionné ci-dessus, pour l'exécution des tranches conditionnelles 2 et 3.

Il convient de créer une opération d'investissement métropolitaine d'un montant de 4 100 000 € TTC « Aménagement des rives de l'étang de Berre » à St Chamas afin que la Métropole Aix-Marseille-Provence puisse poursuivre la mise en œuvre de ce projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération cadre relative à l'intérêt métropolitain n° MET 17/3162/CM du 30 mars 2017
- La délibération relative à la définition de l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme n° MET 17/4627/CM du 19 octobre 2017 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 8 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole a défini les critères de l'intérêt Métropolitain
- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 4 100 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé, en accord avec la commune de Saint Chamas, le transfert de l'opération d'aménagement « Aménagement des rives du bord de l'Etang » à la Métropole dont le périmètre figure en Annexe de la présente.

#### **Article 2 :**

Est acté le transfert effectif de cette opération à compter de la date la plus tardive du retour du contrôle de légalité des délibérations de la Commune et de la Métropole.

#### **Article 3 :**

Sont approuvées, la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2018107400 « Aménagement des Rives de l'Etang de Berre » pour un montant de 4 100 000 € TTC, enregistrée dans l'autorisation de programme 181064BP du programme 06.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

CP 2019 : 650 000  
CP 2020 : 2 035 000  
CP 2021 : 1 415 000

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 038-4656/18/CM**

**■ Acquisition d'actions par la Métropole à la SPL SOLEAM - Modification de la composition du conseil d'administration - Désignation des représentants - Approbation du projet des statuts modifiés  
MET 18/8395/CM**



Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine (SOLEAM), créée le 10 mars 2010, a notamment pour objet de mener des actions ou opérations d'aménagement exclusivement sur le territoire de ses actionnaires et pour leur propre compte.

Le capital social de 5 000 000 euros est actuellement détenu à 74,79 % par la ville de Marseille, à 24,16 % par la Métropole Aix-Marseille Provence, le solde étant à part égale réparti entre les communes de Cassis, Gémenos, la Ciotat, Tarascon et Aubagne (0,21% chacune).

A ce jour, conformément à l'article 6 des statuts, la répartition actuelle du capital de la SOLEAM est la suivante :

- Ville de Marseille 37 389 actions 74,78 % pour une valeur de 3 738 900 €
- Métropole 12081 actions 24,16 % pour une valeur de 1 208 000 €
- Cassis 106 actions 0,21 % pour une valeur de 10 600 €
- Gémenos 106 actions 0,21 % pour une valeur de 10 600 €
- Tarascon 106 actions 0,21 % pour une valeur de 10 600 €
- La Ciotat 106 actions 0,21 % pour une valeur de 10 600 €
- Aubagne 106 actions 0,21 % pour une valeur de 10 600 €

Total 50 000 actions valeurs nominales de l'action 100 €

Les villes de Tarascon et Marseille ont fait part de leur volonté de céder leurs actions à la Métropole Aix-Marseille Provence. C'est pourquoi, par délibération du 20 septembre 2018, le conseil municipal a approuvé la cession des 106 actions détenues par la Commune de Tarascon à la Métropole, à la valeur nominale de 100 € l'unité.

Par ailleurs, par délibération du 8 octobre 2018, le conseil municipal de la ville de Marseille a approuvé la cession à la Métropole Aix-Marseille-Provence de 27.389 actions sur les 37.389 qu'elle détient à la valeur nominale de 100 € l'unité.

La participation capitalistique de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'établira donc après acquisition à 39 576 actions pour une valeur de 3 957 600 €

- Métropole Aix-Marseille Provence : 79,16% soit 39 576 actions pour une valeur de 3 957 600 €
- Ville de Marseille : 20% soit 10 000 actions pour une valeur de 1 000 000 €
- Ville d'Aubagne: 0,21% soit 106 actions pour une valeur de 10 600 €
- Ville de Cassis: 0,21% soit 106 actions pour une valeur de 10 600 €
- Ville de Gémenos: 0,21% soit 106 actions pour une valeur de 10 600 €
- Ville de La Ciotat : 0,21% soit 106 actions pour une valeur de 10 600 €

Cette nouvelle répartition du capital de la société induit également une modification de la répartition des sièges au sein du conseil d'administration de la SPL qui doit être proportionnelle au capital détenu tout en assurant la représentativité de chaque actionnaire, conformément aux articles L.1524-5 du CGCT et L.225-17 du Code de Commerce.

Dès lors, le nouveau le conseil d'administration sera composé de 18 sièges répartis comme suit :

- Métropole Aix-Marseille Provence : 11 sièges d'administrateurs
- Ville de Marseille : 3 sièges d'administrateurs
- Ville d'Aubagne: 1 siège d'administrateur
- Ville de Cassis: 1 siège d'administrateur
- Ville de Gémenos: 1 siège d'administrateur
- Ville de La Ciotat : 1 siège d'administrateur

Ainsi, il est proposé :

1. d'acter le rachat des actions aux villes de Tarascon et Marseille de La Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine (SOLEAM) soit 27 495 actions ventilée à 106 actions de Tarascon et 27 389 actions de Marseille, pour une valeur nominale de 100 € l'action soit un total de 2 749 500 €

2. d'approuver la modification des statuts de la SPL relative à la répartition du capital social et à la composition du Conseil d'administration.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Commerce ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de désigner les mandataires/administrateurs représentant la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du conseil d'administration de La Société Locale d'Equiptement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine (SOLEAM)–

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le rachat des actions aux villes de Tarascon et Marseille de la Société Locale d'Equiptement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine (SOLEAM) soit 27 495 actions ventilée à 106 actions à Tarascon et 27 389 actions de Marseille, pour une valeur nominale de 100 € l'action soit un total de 2 749 500€ aboutissant à la ventilation du capital comme suit :

- Métropole Aix-Marseille Provence : 79,16% soit 39 576 actions pour une valeur de 3957 600 €
- Ville de Marseille : 20% soit 10 000 actions pour une valeur de 1 000 000€
- Ville d'Aubagne: 0,21% soit 106 actions pour une valeur de 10 600 €
- Ville de Cassis: 0,21% soit 106 actions pour une valeur de 10 600 €
- Ville de Gémenos: 0,21 soit 106 actions pour une valeur de 10 600 €
- Ville de La Ciotat : 0,21% soit soit 106 actions pour une valeur de 10 600 €

#### **Article 2 :**

Est approuvée la nouvelle composition du Conseil d'administration comme suit :  
Nombre de sièges 18  
Actionnaires 6

- Métropole Aix-Marseille Provence : 11 sièges d'administrateurs
- Ville de Marseille : 3 sièges d'administrateurs
- Ville d'Aubagne: 1 siège d'administrateur
- Ville de Cassis: 1 siège d'administrateur

- Ville de Gémenos: 1 siège d'administrateur
- Ville de La Ciotat : 1 siège d'administrateur

#### **Article 3 :**

Est approuvée la nouvelle rédaction des statuts de la SPL ci-annexée.

#### **Article 4 :**

Sont désignés comme mandataire/administrateur représentant la Métropole :

- ☐ Béatrice ALIPHAT
- ☐ Michel AZOULAI
- ☐ Jean-Pierre BAUMANN
- ☐ Sylvia BARTHELEMY
- ☐ Laure-Agnes CARADEC
- ☐ Gérard CHENOZ
- ☐ Jean-David CIOT
- ☐ Philippe GINOUX
- ☐ Frédéric GUINIERI
- ☐ Nicolas ISNARD
- ☐ Yves MORAIN

Sont désignés comme représentant la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'assemblée générale de la SOLEAM

- Béatrice ALIPHAT
- ☐ Michel AZOULAI

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les documents et actes relatifs à cette acquisition et notamment les ordres de mouvement.

#### **Article 6 :**

Les crédits nécessaires à l'acquisition de ces actions seront inscrits sur le budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 039-4657/18/CM**

#### **■ Instauration du droit de préemption urbain sur le Territoire de la commune d'Auriol MET 18/8422/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1<sup>er</sup> janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six

intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'article L.211-22<sup>ème</sup> alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que « lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale est compétent de par la loi ou ses statuts pour l'élaboration des documents d'urbanisme et la réalisation des zones d'aménagement concerté, cet établissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Prémption Urbain ».

Par délibération du 20 février 2012, la commune d'Auriol a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

L'adoption du nouveau Plan Local d'Urbanisme nécessite l'instauration d'un nouveau périmètre de Droit de Prémption Urbain.

En effet, le Droit de Prémption Urbain peut être instauré en vue de réaliser les actions ou les opérations d'aménagement d'intérêt général mentionnées à l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme ou pour permettre la constitution des réserves foncières en vue de la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement conformément aux articles L.221-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, souhaite instaurer le Droit de Prémption Urbain sur les périmètres des zones urbaines et à urbaniser de la commune d'Auriol, afin de lui permettre de mener à bien sa politique foncière et de favoriser l'aboutissement de ses projets.

Cette délibération propose d'instituer un Droit de Prémption Urbain sur les périmètres des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) au Plan Local d'Urbanisme en vigueur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du conseil municipal d'Auriol du 20 février 2012 approuvant le Plan local d'urbanisme, modifié le 29 juin 2015 et le 10 juillet 2017 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Auriol approuvé le 20 février 2012, modifié le 29 juin 2015 et le 10 juillet 2017 ;
- Que l'adoption du PLU nécessite l'instauration du droit de prémption urbain sur la commune d'Auriol ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instaurer le droit de prémption urbain sur la commune d'Auriol.

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvée l'instauration d'un Droit de Prémption Urbain (DPU) sur les périmètres des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) du Plan Local d'Urbanisme en vigueur de la commune d'Auriol.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 040-4658/18/CM**

**■ Instauration du droit de prémption urbain sur le Territoire de la commune de Cadolive  
MET 18/8423/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du

Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1<sup>er</sup> janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'article L.211-2 alinéa 2 du Code de l'Urbanisme dispose que « lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale est compétent de par la loi ou ses statuts pour l'élaboration des documents d'urbanisme et la réalisation des zones d'aménagement concerté, cet établissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain ».

Par délibération du 22 mars 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le Plan Local d'Urbanisme de Cadolive.

L'adoption du nouveau Plan Local d'Urbanisme nécessite l'instauration d'un nouveau périmètre de Droit de Préemption Urbain.

En effet, le Droit de Préemption Urbain peut être instauré en vue de réaliser les actions ou les opérations d'aménagement d'intérêt général mentionnées à l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme ou pour permettre la constitution de réserves foncières en vue de la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement conformément aux articles L.221-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, souhaite instaurer le Droit de Préemption Urbain sur les périmètres des zones urbaines et à urbaniser de la commune de Cadolive, afin de lui permettre de mener à bien sa politique foncière et de favoriser l'aboutissement de ses projets.

Cette délibération propose d'instituer un Droit de Préemption Urbain sur les périmètres des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) au Plan Local d'Urbanisme en vigueur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du conseil métropolitain du 22 mars 2018 approuvant le Plan local d'urbanisme de Cadolive ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 octobre 2018.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Que le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cadolive a été approuvé le 22 mars 2018 ;
- Que l'adoption du PLU nécessite l'instauration du droit de préemption Urbain sur la Commune de Cadolive ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instaurer le droit de préemption Urbain sur la commune de Cadolive.

### **Délibère**

#### **Article unique :**

Est approuvée l'instauration d'un Droit de Préemption Urbain (DPU) sur les périmètres des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) du Plan Local d'Urbanisme en vigueur de la commune de Cadolive.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 041-4659/18/CM**

**■ Mise en œuvre de l'avenant n°9 à la convention du 18 décembre 1972 relative à la gestion et à l'extension du Marché d'Intérêt National de Marseille - Travaux dans divers bâtiments  
MET 18/7868/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Marseille a confié la création la construction du marché d'intérêt national (MIN) et l'exploitation du marché implanté sur le site des Arnavaux à la SOMIMAR par convention 73/53 du 18 décembre 1972 pour une durée de 30 ans.

L'avenant n°6 du 5 octobre 1987, a reporté la fin de la convention au 4 avril 2037 pour permettre la réalisation et l'amortissement d'une nouvelle unité industrielle sur le site.

Le marché d'intérêt national (MIN) a été transféré de la Ville de Marseille à MPM depuis le 1er janvier 2001.

Par avenant n°9 approuvé par délibération du Conseil Métropolitain 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été substituée à la communauté Urbaine Marseille Provence Métropole dans les droits et obligations de la convention relative à la gestion et à l'extension du MIN, et de ses avenants.

La Métropole et la Somimar se sont engagées dans un processus de positionnement du MIN permettant la diversification SOMIMAR et la densification de ses filières.

Dans ce contexte, l'avenant n°9 permet à la SOMIMAR de réaliser les actions nécessaires au développement du site, conformément à la convention dont elle est titulaire, et à la Métropole de l'indemniser des dépenses correspondantes.

Les actions visées par l'avenant n°9 article 2 sont la résiliation de convention d'occupation de terrain repris pour un nouvel usage et les travaux nécessaires dans les bâtiments existants et repris sur les dits terrains.

En application de l'avenant n°9, par délibération du 22 mars 2018, le Conseil de Métropole a approuvé :

- La convention d'indemnisation signée avec la société Laura pour le montant de 920.000 euros,
- La convention d'indemnisation signée avec la société Lutoma pour le montant de 350.000 euros,
- Le dossier des travaux visant à installer les mareyeurs de SAUMATY sur le site des Arnavaux, dans des bâtiments repris aux sociétés Laura, Lutoma et Sauria, avec le

versement de la somme 254.655 euros à valoir sur le montant des dits travaux.

Postérieurement, la Métropole a été amenée à opter pour le maintien des mareyeurs sur le site de Saumaty.

Dès lors, les travaux prévus par la SOMIMAR ont changé d'objet, et la SOMIMAR a présenté à la Métropole un nouveau dossier de travaux.

Pour ce dossier, la SOMIMAR demande au titre de l'avenant 9 une avance d'un montant de 180.051 euros.

En effet, selon l'avenant 9, il est prévu le versement par la Métropole, à valoir sur le montant total de l'indemnisation des travaux visés, d'une avance pour les opérations dont la SOMIMAR aura justifié du préfinancement (sans que le montant de cette avance ne puisse excéder 30 % du montant total de l'indemnité définitive).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention n°73.053 du 18 décembre 1972 relative à la gestion du Marché d'Intérêt National de Marseille ;
- L'avenant 9 à la convention n°73.053 du 18 décembre 1972 (conclu par délibération FCT 016-1454/15/CC du 20 novembre 2015) relative à la gestion du Marché d'Intérêt National de Marseille ;
- La délibération URB 013-3647/18/CM du Conseil Métropolitain du 22 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt du service public que constitue le Marché d'Intérêt national de Marseille ;
- La nécessité pour le MIN de pouvoir procéder à l'optimisation de la gestion du site.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est retirée de la délibération URB 013-3647/18/CM du 22 mars 2018, l'indemnisation des travaux, d'un montant de 254.655 euros, visant à installer les mareyeurs de Saumaty sur le site des Arnavaux.

**Article 2 :**

Est approuvé un nouveau dossier, ci-annexé, établi par la SOMIMAR, relatif à l'indemnisation des travaux dans divers bâtiments sur le site des Arnavaux.

**Article 3 :**

Est approuvé le versement à la SOMIMAR de 180.051 euros à valoir sur le montant des travaux dans divers bâtiments sur le site des Arnavaux.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole, chapitre 2011 1 10600.

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce dossier et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 042-4660/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n° 10 à la convention du 18 décembre 1972 relative à la gestion et à l'extension du Marché d'Intérêt National de Marseille - Relations financières entre la Métropole et la Somimar  
MET 18/8458/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le décret en Conseil d'Etat n° 68.646 du 8 juillet 1968 a confié à la "Société d' Economie Mixte pour la Construction et l'Exploitation du Marché d'Intérêt National de MARSEILLE" (SOMIMAR), l'aménagement et la gestion du Marché d'Intérêt National de Marseille, et a approuvé ses statuts (articles 5 et 6 du décret).

Les travaux de construction achevés et le marché section fruits et légumes ouvert le 20 mars 1972 à l'issue d'une première convention de 1964, une convention (N° 73-053) définissant les rapports contractuels entre la Ville et la SOMIMAR et relative à la gestion et à l'extension du M.I.N a été adoptée par le Conseil Municipal par délibération n°72.1013-SC du 18 décembre 1972.

La durée de la concession fixée à 30 ans par l'article 8 de la convention à compter de son approbation et prorogée ensuite successivement jusqu'au 4 avril 2013 par l'avenant n°5 puis jusqu'au 4 avril 2037 par l'avenant n° 6.

La SOMIMAR assure sa mission dans le cadre des dispositions des articles R.761-1 et suivants du Code du Commerce et met à la disposition des usagers, à titre précaire et révocable, différents types d'emplacements sur le M.I.N. de Marseille.

En cette qualité, la SOMIMAR a accordé différentes autorisations d'occupation du domaine public à des entreprises usagers, sis sur le MIN, jusqu'au 4 avril 2037.

Les travaux de la rocade L2, déclarés d'utilité publique et urgents par décret du 12 novembre 2010, destinés à créer une continuité autoroutière entre l'A7 au Nord de Marseille et l'A50 à l'Est de Marseille, ont conduit l'Etat, maître d'ouvrage de l'opération L2, à présenter au Conseil d'Administration de la SOMIMAR le 9 septembre 2010, une solution de restructuration du marché selon un schéma de réorganisation du MIN qui permette la réalisation de l'autoroute tout en préservant l'avenir du MIN et de ses entreprises et dont l'Etat a confié la maîtrise d'ouvrage dans l'enceinte du MIN à la Communauté urbaine Marseille Provence (ci-après MPM ) aux droits de laquelle vient désormais la Métropole Aix Marseille Provence.

Une convention cadre financière pluriannuelle relative aux opérations d'accompagnement de la L2 du 25 octobre 2011 entre l'Etat, la Région, le département des Bouches du Rhône et MPM fixe à 24,666M€ HT (valeur Juin 2010) le montant de l'opération « restructuration du marché des Arnavaux ».

Cette convention été a suivie par deux conventions d'application conclues entre l'Etat et MPM, à savoir :

- le 14 mars 2012, une convention d'application « études de restructuration du marché des Arnavaux » n° 12/1169, pour un montant de 3,85 M€ HT ;
- le 16 décembre 2012, une convention d'application « Travaux de restructuration du Marché d'Intérêt National des Arnavaux », pour un montant de 19,9 M€ HT

Par délibération du 20 décembre 2015 du Conseil de MPM, une convention unique d'un montant égal à 24,666 M€HT (valeur juin 2010), des 1er et 29 décembre 2015 s'est substituée à ces deux dernières.

Dans ce contexte :

- La SOMIMAR a notifié aux entreprises directement impactées par le processus le retrait de leur autorisation d'occupation du domaine public, conformément à la demande de MPM, maître d'ouvrage de la construction de toutes les installations qui vont être édifiées afin de reloger les entreprises ;
- Un protocole d'accord tripartite a été régularisé les 11 juin et 9 août 2012 entre la SOMIMAR, l'Etat et MPM visant notamment à déterminer les engagements de MPM et de la SOMIMAR relatifs au processus de restructuration du M.I.N.

Ce protocole met à la charge de SOMIMAR différentes obligations dont celle visée à l'article 2 dernier alinéa de « *délivrer aux sociétés relocalisées listées en annexe 4 des autorisations d'occupation du domaine public* » dont la durée « sera égale à la durée restant à courir de la concessions ».

Ce protocole prévoit également sous l'article 3 dernier alinéa que « *MPM s'engage à proposer à SOMIMAR un avenant à la concession qui les lie afin de prendre en compte les modifications induites par la restructuration, et notamment la gestion des nouveaux bâtiments* » ;

Ce protocole a fait l'objet de deux avenants, du 18 mars et 20 juillet 2015.

Un avenant 8 a en conséquence été conclu, dont la signature a été autorisée par délibération du Conseil de MPM n° DCT 016-1454/15/CC du 20 novembre 2015, et dont les stipulations ont été appliquées avec succès pour la construction des deux bâtiments du pôle logistique ainsi que de la déchetterie du MIN.

Un avenant n°9 a été conclu le 6 décembre 2017 pour poursuivre cette démarche de restructuration en organisant un mécanisme de remboursement par la Métropole, sur justification des dépenses exposées, au titre tant des indemnités versées à la suite de la

résiliation avant terme de conventions d'occupation que des travaux réalisés ensuite sous maîtrise d'ouvrage de la SOMIMAR dans l'objectif d'optimisation du site.

Le mécanisme de remboursement s'étant toutefois avéré peu adapté au financement des dépenses supportées par la SOMIMAR, les parties sont convenues d'arrêter de nouvelles modalités de versement par la Métropole à la SOMIMAR de l'indemnisation due au titre des travaux de restructuration du MIN suite au passage de la L2.

Ainsi au titre de l'avenant 10, la Métropole s'engage à verser à la SOMIMAR une avance dite « recomplétable ». Au fur et à mesure de la consommation de cette l'avance pour financer l'exécution du programme de travaux, la Métropole réapprovisionnera celle-ci par des versements complémentaires à concurrence de son montant initial, sur justifications des paiements auxquels la SOMIMAR aura procédé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La convention n°73.053 du 18 décembre 1972 relative à la gestion du Marché d'Intérêt National de Marseille ;
- L'avenant 9 à la convention n°73.053 du 18 décembre 1972 (conclu par délibération FCT 016-1454/15/CC du 20 novembre 2015) relative à la gestion du Marché d'Intérêt National de Marseille ;
- La délibération URB 0 13-3647/18/CM du Conseil Métropolitain du 22 mars 2018

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt du service public que constitue le Marché d'Intérêt national de Marseille ;
- La nécessité pour le MIN de pouvoir procéder à l'optimisation de la gestion du site.
- La nécessité d'arrêter les nouvelles modalités de versement par la Métropole à la SOMIMAR de l'indemnisation due au titre des travaux de restructuration du MIN suite au passage de la L2.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant 10, ci-annexé, conclu avec la SOMIMAR.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y concourant.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole - Sous-Politique F330 – Chapitre 23 - Opération 2011110600 « Restructuration du Min – Site des Arnavaux – Etudes et Travaux »

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 043-4661/18/CM**

**■ Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement relative à l'opération "restructuration du MIN - Site des Arnavaux"**

**MET 18/8311/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les travaux de construction de la rocade L2 ont conduit l'Etat, maître d'ouvrage de l'opération L2, à présenter une solution de restructuration du Marché d'Intérêt National sis aux Arnavaux -13014 Marseille,

qui permette la réalisation de l'autoroute tout en préservant l'avenir du Marché d'Intérêt National et dont l'Etat a alors confié la maîtrise d'ouvrage à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

La convention cadre financière relative aux opérations d'accompagnement de la L2, dont fait partie la restructuration du Marché d'Intérêt National, approuvée par délibération VOI 017-462/11/CC du Conseil de Communauté du 8 juillet 2011, a été suivie par deux conventions d'application entre l'Etat et la Communauté Urbaine :

- une convention relative aux études, approuvée par délibération DEV 005-719/11/CC du 21 octobre 2011
- une convention relative aux travaux, approuvée par délibération DEV 001-627/12/CC du 26 octobre 2012

Par délibération DEV 002-1493/15/CC du 13 février 2012, le Conseil de Communauté a résilié les deux conventions d'application initiales, et lui a substitué une convention unique.

Par délibération DEV 005-124/12/CC du 13 février 2012, le Conseil de Communauté a approuvé l'autorisation de programme pour la restructuration du Marché d'Intérêt National, pour un montant de 29 500 000 euros.

Après une première phase de travaux qui a permis de libérer fin 2015 la bande de terrain destinée à la construction de la rocade L2, la restructuration du MIN se poursuit.

Cependant il est apparu que l'enveloppe allouée par l'Etat est insuffisante pour mener à bien dans l'enceinte du MIN l'ensemble des chantiers rendus nécessaires par la réalisation de la L2.

Le solde disponible sur l'autorisation de programme est de 8 800 000 euros en tenant compte du fait que la Métropole a réglé 600 000 euros de dépenses que l'Etat n'a pas remboursé (renfort de l'alimentation en eau dont le réseau se situe à l'extérieur du site, et indemnisation des entreprises OPA et KISSAO du fait du chantier).

Afin de pouvoir assumer les frais inhérents à la reconfiguration du site, l'opération d'investissement n°2011110600 inscrite au budget pour un montant initial de 29 500 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 141153BP du programme 15, doit être affectée d'une revalorisation de 10 800 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 40 300 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :



**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Communauté n°DEV 005-124/12/CC du 13 février 2012 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la revalorisation pour un montant total de 10 800 0000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées dans l'autorisation de programme 141153BP, la revalorisation et l'affectation de l'opération d'investissement n°2011110600 « Restructuration du MIN – Site des Arnavaux », pour un montant de 10 800 000 euros TTC portant ainsi le nouveau montant de l'opération d'investissement à 40 300 000 euros TTC.

**Article 2 :**

Les crédits de paiement nécessaires seront inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2018 :	11 200 000 euros TTC
Année 2019 :	10 111 811 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 044-4662/18/CM**

**■ Désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de la commission de suivi de site ayant pour objet l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) militaire relatif au dépôt de munitions sis sur la commune de Miramas - Approbation des modalités de concertation avec les habitants, les associations locales et les autres personnes intéressées**  
**MET 18/8620/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône a saisi la Métropole Aix-Marseille-Provence du projet d'arrêté ministériel prescrivant l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour du dépôt de munitions sis sur les communes de Miramas et d'Istres, exploité par l'établissement principal munitions Provence-Méditerranée.

Tout d'abord, le Préfet a décidé d'instituer une Commission de Suivi de Site relative à ce dépôt de munitions.

Dans ce cadre, en application de l'article R.125-8-2 du Code de l'Environnement, le Préfet demande à la Métropole Aix-Marseille-Provence de désigner un membre titulaire et un membre suppléant pour siéger au sein de cette commission au titre du collège « élus des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale concernés ».

Il convient donc de procéder à ces désignations.

Par ailleurs, conformément au II de l'article R.515-40 du Code de l'Environnement, Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône demande à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur les modalités de concertation avec les habitants, les associations locales et les autres personnes intéressées prévues par le projet d'arrêté ministériel prescrivant l'élaboration du PPRT autour de ce site.

L'article 5 du projet d'arrêté ministériel prévoit à ce titre que :

*« Conformément à l'article R.515-50 alinéa III, pour les installations relevant du ministre des armées ayant fait l'objet d'une décision ministérielle en matière de protection du secret de la défense nationale, le projet de plan de prévention des risques technologiques n'est pas soumis à enquête publique et les mesures d'information et de consultation prévues au livre V titre 1<sup>er</sup> chapitre V section VI sous-section I du code de l'environnement ne sont pas effectuées.*

*La concertation consiste en au moins deux réunions de la commission de suivi de site. La première comprend la présentation de l'arrêté de prescription du PPRT. La deuxième comprend la présentation du projet de plan de prévention des risques technologiques.*

*Les réunions de la commission de suivi de site ayant pour objet le PPRT ne sont pas ouvertes au public. Le bilan de la concertation n'est pas rendu public ».*

Eu égard au classement du dépôt de munitions de Miramas comme infrastructure militaire réalisée dans le cadre d'opération secrètes intéressant la défense nationale, cet arrêté fixe ainsi des modalités de concertation particulières, en prévoyant une concertation organisée autour de réunions de la commission de suivi de site.

Compte tenu de la composition de la commission de suivi de site, qui doit comprendre cinq collèges dont un collège de riverains de l'installation ou d'associations de protection de l'environnement dont l'objet couvre tout ou partie de la zone géographique pour laquelle la commission a été créée, il est proposé d'émettre un avis favorable sur les modalités de concertation prévues par le projet d'arrêté ministériel.

En revanche, concernant les personnes et organismes associés à l'élaboration du PPRT, il est proposé qu'un organisme supplémentaire soit ajouté.

En effet, l'article 4 du projet d'arrêté prévoit que sont associés à l'élaboration du PPRT :

- Madame la Ministre des armées ou son représentant ;
- Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant ;
- Monsieur le Maire de la commune de Miramas ou son représentant ;
- Monsieur le Maire de la commune d'Istres ou son représentant ;
- Monsieur le Directeur de l'établissement principal des munitions Provence-Méditerranée ou son représentant ;
- Monsieur le Président de la Commission de Suivi de Site ou son représentant, commission à créer autour de l'établissement précité.

Il est proposé d'y ajouter le Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau (SYMCRAU) au regard de son expertise sur le fonctionnement de cet aquifère qui est la ressource principale en eau potable d'un grand nombre de communes (11) de la Métropole Aix-Marseille-Provence et qui pourrait se trouver impactée par le site.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le courrier du Préfet des Bouches-du-Rhône en date du 9 juillet 2018 ;
- Le projet d'arrêté ministériel de prescription du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour du dépôt de munitions de Miramas exploité par l'établissement principal munitions Provence-Méditerranée sur les communes de Miramas et d'Istres ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

- Qu'il convient de procéder à la désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein la Commission de Suivi de Site (CSS) pour le dépôt de munitions de Miramas exploité par l'établissement principal munitions Provence-Méditerranée ;
- Que la Ministre des armées envisage de prescrire l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour de ce site ;
- Qu'il convient d'émettre un avis sur les modalités de la concertation prévues par le projet d'arrêté ministériel prescrivant l'élaboration de ce PPRT ;

- Qu'il convient, en outre, de proposer que soit ajouté le Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau (SYMCRU) à la liste des personnes et organismes associés à l'élaboration du PPRT ;

## Délibère

### Article 1 :

Sont désignés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de la Commission de Suivi de Site (CSS) pour le dépôt de munitions de Miramas exploité par l'établissement principal munitions Provence-Méditerranée, au titre du collège « élus des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale concernés » :

- Madame Maryse Rodde - Titulaire ;
- Monsieur Eric Casado - Suppléant.

### Article 2 :

Est émis un avis favorable sur les modalités de la concertation prévues par le projet d'arrêté ministériel prescrivant l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour du dépôt de munitions de Miramas, exploité par l'établissement principal munitions Provence-Méditerranée sur les communes de Miramas et d'Istres.

### Article 3 :

Est approuvée la proposition d'intégration du Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau (SYMCRU) à la liste des personnes et organismes associés à l'élaboration du PPRT, telle que prévue à l'article 4 du projet d'arrêté ministériel précité.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*  
**Commission "Développement  
 territorial, logement, centres  
 anciens, contrat de ville"**  
 \*\*\*\*\*

DEVT 001-4663/18/CM

■ Approbation de l'avenant n°3 au traité de concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis  
 MET 18/7940/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'opération d'aménagement du cœur de ville de Pertuis, est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis décembre 2010. Elle poursuit le programme de réhabilitation de logements et d'espaces publics engagé dans le cadre d'opérations d'aménagement antérieures.

En 2014, un avenant a prolongé la durée de la concession de 6 années (2014 à 2020) permettant de poursuivre le programme d'aménagement et de réhabilitation engagés sur les îlots dégradés. Cet avenant avait également pour objet d'élargir le périmètre d'intervention afin d'intégrer l'aménagement des espaces publics autour du pôle culturel de la médiathèque des Carmes.

La concession actuelle doit donc se clôturer à la fin de l'année 2020. Toutefois, au regard des travaux d'aménagement restant à réaliser, de l'évolution du programme confié à la SPLA et validé dans le CRAC 2017, et afin de finaliser la cession du stock foncier, il est nécessaire de proroger la durée de la concession de trois ans, la portant ainsi à treize ans.

L'augmentation de la durée de la concession engendre une rémunération supplémentaire du concessionnaire sur 3 ans à hauteur d'environ 500 000€. L'optimisation des postes de dépenses de l'opération permet de compenser en partie le montant de cette rémunération.

Ainsi, le prolongement de la durée de la concession ne nécessitera qu'une augmentation de 150 000 € de la participation du concédant étalée sur trois ans, soit 50 000 € par an de 2021 à 2023.

Il s'agit donc de modifier les articles suivants :

- Article 1- Objet de la concession

Il s'agit d'ajuster le programme de la concession.

- Article 6 – Durée de la concession d'aménagement.

La convention est prorogée de trois années supplémentaires, jusqu'au 31 décembre 2023.

- Article 24 – Modalités de cession, de concession ou de location d'immeubles.

es prix de cession des îlots, objets du programme sont ajustés, notamment les îlots Durance et d'Astion qui seront cédés à titre gratuit pour la réalisation de logements sociaux.

- Article 27.3- Participation du concédant au coût de l'opération.

La participation numéraire du concédant est augmentée de 150 000 € et s'élève dorénavant à 11 180 846€..

- Article 32 – Rémunération du concessionnaire.

La rémunération du concessionnaire, pour la nouvelle période de 2018 à 2023, s'élève à 197 167€ par an, soit 591 501€ pour les 3 années de prorogation de la concession.

Le projet d'avenant n°3 a été présenté et validé par le comité de pilotage de la concession du 5 juillet 2018.

Les autres articles du traité sont inchangés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2010\_A194 du Conseil communautaire de la CPA du 10 décembre 2010 déclarant d'intérêt communautaire la convention de concession d'aménagement relative à la rénovation du cœur de ville de Pertuis ;
- La délibération n°2011\_B056 du Bureau communautaire de la CPA du 8 mars 2011 adoptant l'avenant n° 1 à la concession et le principe de la participation en nature par apport du stock foncier à l'opération centre ancien de Pertuis ;
- La délibération n°2013\_A284 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant l'avenant n°2 à la concession modifiant son périmètre et son programme d'intervention ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 28 juin 2018 approuvant le CRAC 2017 de la concession d'aménagement relative à la rénovation du cœur de ville de Pertuis ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Les missions restant à réaliser sur l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°3, ci-annexé, au traité de concession de l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis à conclure avec la SPLA Pays d'Aix Territoires.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant ainsi que tout document afférent à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 002-4664/18/CM**

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement de la Résorption de l'Habitat Insalubre Saint Mauront-Gaillard à Marseille 3ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation de l'avenant 13 à la convention de concession  
MET 18/7930/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le périmètre de Résorption de l'Habitat Insalubre (RHI) (2 hectares) est constitué de 32 immeubles (90

logements) et 4 terrains libres. Une soixantaine de familles y a été recensée fin 2006.

Cette opération a pour objectif la résorption des immeubles et logements insalubres ou obsolètes et d'aménager le site pour :

- la reconstruction d'un parc d'habitat de 120 à 130 logements dont au moins 100 à 110 logements sociaux,

- la requalification des voies et réseaux, l'amélioration de la desserte et l'aménagement d'espaces publics, en lien avec les constructions projetées.

Il est rappelé que les missions dévolues à SOLEAM sont notamment :

- les acquisitions amiables ou par voie d'expropriation,
- la gestion transitoire des biens acquis,
- le relogement et l'accompagnement des ménages,
- les études techniques nécessaires à la réalisation du projet,
- la démolition et la mise en état des sols,
- l'aménagement des dessertes des futures constructions,
- l'obtention de financements auprès de l'État (circulaire RHI du 5 mai 2003), de l'ANRU et des collectivités,
- l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération.

- **Rappel Historique**

- L'opération a été confiée en concession à Marseille Aménagement par la Ville de Marseille après consultation, conformément aux articles L300-4 et suivant du Code de l'Urbanisme. La convention publique d'aménagement a été notifiée le 30 octobre 2006.

- La fusion absorption de la SEM Marseille Aménagement par la SPL SOLEAM a été approuvée par délibération n° 13/0674/FEAM du 17 juin 2013 du conseil municipal et le transfert à la SOLEAM de tous les contrats de concession et de mandat octroyés à Marseille Aménagement a été approuvé par délibération n° 13/1077/FEAM du 7 octobre 2013 du conseil municipal.

- Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26

juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 11 à la convention de concession d'aménagement N° T1600907CO (N° Ville 06/1405) en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

-L'opération inscrite en en ZUS a permis la contractualisation dans le cadre du PRU Saint Mauront du financement de la voirie de desserte de l'opération par l'ANRU au bénéfice du concessionnaire aménageur.

- L'avenant 1 a permis d'ajuster la participation de la Collectivité à l'équilibre de l'opération, et l'avenant n°2 a permis de gérer le versement d'une avance remboursable au démarrage de l'opération.

- **Historique des précédents Comptes Rendus Annuels à la Collectivité :**

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2008 et son avenant, approuvés par délibération n°09/1274/SOSP du 14 décembre 2009, ont porté le budget prévisionnel global de la concession de 7 380 584 euros TTC à 8 030 608 euros TTC suite à l'ajustement des dépenses et à une forte augmentation du poste TVA résiduelle. La participation prévisionnelle de l'État a été fortement réduite. En conséquence la participation d'équilibre de la Ville a été portée de 1 522 085 à 3 012 014 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2009 et son avenant, approuvés par délibération n°10/1021/SOSP du 25 octobre 2010, ont acté la prorogation de la concession d'une durée de 3 ans jusqu'au 30 octobre 2014 et porté le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 3 559 149 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2010 et son avenant, approuvés par délibération n°11/0643/SOSP du 27 juin 2011, ont précisé l'extension du périmètre et porté le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 4 181 537 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2011 et son avenant, approuvés par délibération n°12/0632/SOSP du 25 juin 2012, a porté

le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 4 671 310 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2012 son avenant, approuvés par délibération n°13/0578/SOSP du 17 juin 2013, ont prorogé la concession d'une durée de 3 ans jusqu'au 30 octobre 2017 afin de permettre l'aboutissement d'une DUP d'aménagement nécessaire pour finaliser la maîtrise foncière, porté le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 5 340 713 euros et validé une avance de trésorerie de 1 000 000 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2013 et son avenant, approuvés par délibération n°14/0618/SOSP du 10 octobre 2014, ont validé l'extension du périmètre pour améliorer les accessibilités Nord et Sud et désenclaver le cœur du secteur ainsi que les nouveaux aménagements à créer (placette et escalier) et acté la prorogation de la concession d'une durée de 2 ans jusqu'au 30 octobre 2019. En conséquence le budget prévisionnel global de la concession a été porté à 11 897 909 euros TTC et le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 6 199 046 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2014 et son avenant, approuvés par délibération n°14/0488/UAGP du 29 juin 2015, ont acté la prorogation de la concession d'une durée de 1 an jusqu'au 30 octobre 2020.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2015 son avenant, approuvés par délibération du conseil de la Métropole AMPM n° DEVT 004-1118/16/CM du 17 Octobre 2016, ont porté le budget prévisionnel global TTC de la concession à 12 283 920 euros TTC, arrêté le montant de la participation déjà versée par la Ville à 4 914 000 euros et fixé le montant prévisionnel de la participation de la Métropole à 1 602 036 euros totalisant une participation des collectivités à l'équilibre d'un montant de 6 516 036 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2016 approuvé par délibération du conseil de la Métropole AMPM n° DEVT 010-2391/17/CM du 28 Juin 2017 a ramené le budget prévisionnel global TTC de la concession à 12 241 031 euros TTC et maintenu la participation de la Métropole à 1 602 036 euros.

#### Avancement de l'opération :

- Maîtrise foncière : L'opération en partie nord est achevée dans son volet Foncier. Pour la partie sud, l'année 2017 est marquée par l'obtention de l'arrêté de DUP d'aménagement avec mise en compatibilité du PLU en date du 11 juillet 2017 suivi par l'arrêté de

cessibilité le 13 juillet et son modificatif le 27 novembre 2017 permettant une maîtrise foncière totale au premier trimestre 2019.

- Subventions : Pour la voirie et les placettes (PRU St Mauront), un acompte de 15 100,01 a été versé par l'ANRU en août 2017. 580 787 euros d'acompte ont donc déjà été perçus de 2012 à 2017 (ANRU, MRU,MPM) sur un total de 1 411 606 euros HT, soit 41 %.

Pour le déficit foncier, l'Etat a versé 195 060 euros en septembre 2017 (solde subvention opérationnelle Partie nord). 650 199 euros (correspondant à la partie opérationnelle nord achevée) a déjà été versé de 2014 à 2017 par l'État sur un total attendu de 2 782 209 Euros soit 23 %. Un acompte de 243 310 euros a été demandé par Soléam à l'Etat en juin 2017 pour la partie pré opérationnelle sud mais le montant n'a pas encore été versé. Un acompte de 42 276,35 euros a été versé par la Région en mai 2016 sur un total attendu de 87 075 Euros soit 49%. Pas de subvention de déficit foncier demandée à la Région en 2017, Soléam la sollicitera en 2018.

- Social et relogement : 53 ménages ont été suivis. 50 sont maintenant relogés définitivement dont 25 sur site (14 dans la résidence Gaillard livrée en 2011 et 11 dans la résidence Amidonnerie livrée en 2015), 25 hors site (dont 3 en logement autonome dans le parc social toujours en attente de l'application du droit de priorité au retour sur site). 3 ménages sont actuellement relogés de façon temporaire en résidence Adoma. Il reste donc 6 ménages en plan de relogement susceptibles d'exercer leur droit de priorité au retour sur le site dans la future résidence Bons Voisins. A l'issue l'expropriation pour cause d'utilité publique, Soléam deviendra propriétaire des derniers lots non maîtrisés. 8 ménages supplémentaires intégreront alors le plan de relogement. Cela fera donc un total de 14 ménages qui pourront être positionnés sur la résidence Bons Voisins dont la livraison est prévue en 2020.

- Etudes techniques et travaux : l'année 2017 a été marquée par la livraison de deux espaces de convivialité temporaires en octobre 2017 et la levée des dernières réserves concernant des aménagements définitifs de la voirie de l'îlot Amidonnerie.

- Communication/participation des habitants : la gestion par la Maison pour Tous du « passage jardinier » et ses jardins partagés créée en 2014 est très satisfaisante et l'expérience est concluante. Une réflexion est toujours en cours pour permettre de déplacer cet espace temporaire avant le démarrage des travaux de démolition en partie sud. La gestion par l'association « le fil à initiative » des espaces de convivialité livrés en 2017 va reprendre le même principe que le « passage jardinier » sur la base d'une charte d'engagement.

- Cession : Il n'y a pas eu de cession en 2017.

• Sur les 2 ans à venir, l'activité prévisible est la suivante :

- Maîtrise foncière : il est prévu un dernier protocole foncier avec la Ville en 2018. L'acquisition du 10 Gaillard reste toujours conditionnée à la relocalisation de la mosquée prévue sur une emprise communale au 27 rue Auphan Dans le cadre de la DUP d'aménagement, 10 propriétaires restent concernés pour 19 lots. Une prise de possession totale de Soléam est prévue en mars 2019.

- Subventions : des versements d'acomptes par l'ANRU et les Collectivités locales pour les aménagements et par l'État et la Région pour le déficit foncier sont attendus.

- Social et relogement : accompagnement des 8 ménages qui intégreront le plan de relogement à l'issue de la maîtrise foncière via la DUP d'aménagement.

- Etudes techniques et travaux : concernant les 2- 6-8-10-12 Gaillard, les démolitions seront réalisées à partir de fin 2018 jusqu'au premier trimestre 2019. Concernant les immeubles de la rue Guichard, le début des travaux est programmé au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019.

- Espaces publics transitoires : il est prévu de déplacer le « passage jardinier » sur l'espace dédié place Arzial à l'angle du boulevard National et de la rue Felix Pyat à l'automne 2018.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 qui s'établit comme suit :

• Dépenses :

• Sur l'exercice 2017, les dépenses s'élèvent à 351 129 euros, soit une baisse de 611 895 euros (- 63%) par rapport aux prévisions annoncées au CRAC précédent. Cet écart s'explique principalement par :

- une baisse des dépenses foncières (- 468 200 euros) résultant essentiellement du décalage à 2018 des acquisitions dans le cadre de la DUP d'aménagement,

- une diminution des études et travaux (- 43 242 euros) essentiellement lié à des économies par rapport au prévisionnel qui était légèrement surestimé,

- une diminution des dépenses de TVA (- 93 765 euros) liées à un non-paiement de TVA non récupérable en 2017.

• Au 31 décembre 2017, le montant cumulé des dépenses s'élève à 9 141 799 euros soit 76 % des dépenses prévisionnelles au terme de l'opération. Ce montant se répartit entre les postes fonciers (4 366 796 euros soit 88% des dépenses prévisionnelles), travaux (2 475 616 soit 54% des dépenses prévisionnelles), dépenses annexes (994 908 euros soit 83% des dépenses prévisionnelles), frais de relogement (119 261 euros soit 60% des dépenses prévisionnelles), frais financiers (352 739 euros soit 100% des dépenses prévisionnelles) et rémunération de l'aménageur (832 479 euros soit 72% des dépenses prévisionnelles).

• Au terme de l'opération, le montant prévisionnel total des dépenses s'élève à 12 159 154 euros, déduction faite de la TVA résiduelle, soit une diminution de 81 927 euros (0,67 %) par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2016 s'expliquant essentiellement par un léger ajustement à la baisse du poste foncier. Il se répartit entre budget foncier (4 976 418 euros soit 41 %), travaux (4 552 981 euros soit 37 %), dépenses annexes (1 201 873 euros soit 10 %), les frais de relogement (171 851 euros soit 1,6 %), frais financiers (352 737 euros soit 3 %) et rémunération de l'aménageur (1 149 504 euros soit 9%). Cette répartition est très proche de celle du bilan prévisionnel précédent.

• Recettes :

• Sur l'exercice 2017, les recettes s'élèvent à 474 973 euros, montant inférieur de 60 % au prévisionnel, essentiellement car le solde de 446 232 euros de la subvention pré opérationnelle de l'Etat a été rejeté au motif que le relogement n'a pas été en totalité réalisé. Un acompte de moindre montant a été demandé mais n'a pas encore été payé.

• Au 31 décembre 2017, le montant cumulé des recettes (hors participation du concédant à l'équilibre du bilan) s'élève à 2 246 204 euros soit 42 % des recettes prévisionnelles au terme de l'opération. Ce montant se répartit entre recettes de cession (352 067 euros soit 29 % des recettes prévisionnelles), subventions/participations des collectivités et de l'Etat aux espaces publics de l'ANRU (580 787 euros soit 41% des recettes prévisionnelles), subventions de l'État et de la Région au déficit foncier (1 260 855 euros soit 42 % des recettes prévisionnelles) ainsi que produits financiers et de gestion (52 495 euros soit 100 % des recettes prévisionnelles).

• Au terme de l'opération, le montant prévisionnel total des recettes s'élève à 5 643 068 euros (hors participation d'équilibre), soit une baisse de 81 925 euros (-1,4 %) au regard du bilan approuvé en 2016

s'expliquant par une révision à la baisse de la subvention de déficit foncier de la Région et un ajustement des produits financiers. Les recettes se répartissent principalement entre cessions de charges foncières (1 197 881 euros soit 21 %), subventions/participations des collectivités et de l'Etat aux espaces publics dans le cadre de l'ANRU (1 411 606 euros soit 25 %), subventions de l'Etat et de la Région au déficit foncier (2 981 354 euros soit 53 %) le reste du chiffre d'affaires (52 227 euros soit 1 %) provenant de produits financiers et produits divers.

- Participation à l'équilibre du bilan :

La participation d'équilibre correspondant à l'écart entre dépenses et recettes à terme représente 6 516 036 euros, inchangée par rapport au CRAC au 31 décembre 2016. 4 914 000 euros ont déjà été payés par la Ville au 31 décembre 2015, avant le transfert de l'opération à la Métropole. 960 000 euros ont été payés par la Métropole au 31 décembre 2017.

Le versement du solde, d'un montant prévisionnel de 642 036 euros à la charge de la Métropole est prévu selon l'échéancier suivant :

157 704 euros en 2018

155 055 euros en 2019

329 277 euros en 2020

- Le solde de trésorerie cumulé au 31 décembre 2017 est positif de 353 597 euros, en diminution par rapport aux prévisions du bilan précédent à 553 509, essentiellement lié à la diminution des recettes en 2017 par rapport au prévisionnel. Au 31 décembre 2017, SOLEAM prévoit une trésorerie cumulée positive de 608 059 euros. Le remboursement de l'avance de 1 000 000 euros est toujours prévu en fin d'opération.

- Subvention de la Métropole dans le cadre du PRU Saint Mauront

La Métropole subventionne les voiries primaires et les placettes réalisées par la Soléam dans le cadre du Programme de Rénovation Urbaine de saint Mauront à hauteur de 243 602 euros. A ce jour, 86 269 euros ont déjà été versés. Le versement du solde, d'un montant prévisionnel de 157 333 euros à la charge de la Métropole est prévu selon l'échéancier suivant :

129 403 euros en 2019

27 930 euros en 2020

- Avenant à la convention de concession d'aménagement

Au regard des contraintes de planning pesant sur la libération d'une partie du terrain d'assiette du futur programme Bons Voisins Est, liées notamment à la relocalisation de la mosquée, il est proposé de proroger cette concession d'aménagement de 1 an soit une échéance reportée au 30 octobre 2021. Cette variation du planning nécessite un avenant à la convention de concession d'aménagement en 2017. Bien que la participation financière de la Métropole (1 602 036 euros) à l'équilibre de l'opération soit constante, les conditions de son échéancier de versement sont également ajustées en conséquence.

- Avance de trésorerie

Une avance de trésorerie de 1 million d'euros a été versée par la Ville en 2014 afin d'éviter un nouvel emprunt.

Un avenant n°1 a acté en 2014 le versement de cette avance à SOLEAM après fusion- absorption de Marseille Aménagement.

Un avenant n°2 a permis de différer le remboursement de l'avance au terme de la concession prorogée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ; La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le compte-rendu annuel à la collectivité de l'opération RHI Saint Mauront-Gaillard au 31 décembre 2017.

**Délibère**



### **Article 1 :**

Sont approuvés le Compte Rendu d'Activités de la concession de la RHI "Saint Mauront - Gaillard" arrêté au 31 décembre 2017, le bilan financier et le plan de trésorerie actualisés.

### **Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n°13 de la concession de la RHI "Saint Mauront - Gaillard" qui proroge sa durée d'une année soit une échéance au 30 octobre 2021.

### **Article 3 :**

Est approuvée la participation financière inchangée à l'équilibre du bilan de l'opération d'un montant de 6 516 036 euros dont 4 914 000 euros ont déjà été versés par la Ville de Marseille avant transfert de l'opération et 960 000 euros ont déjà été payés par la Métropole au 31 décembre 2017. 642 036 euros restent à la charge de la Métropole, versés selon l'échéancier suivant :

2018 : 157 704 euros

2019 : 155 055 euros

2020 : 329 277 euros

### **Article 4 :**

Est approuvé le subventionnement par la Métropole de certains équipements publics pour un montant de 243 602 euros au titre du PRU St Mauront selon l'échéancier suivant :

86 269 euros déjà versés,

129 403 euros en 2019

27 930 euros en 2020

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 003-4665/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°3 à la concession Renouvellement urbain des centres anciens du**

### **Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Rectificatif d'une erreur matérielle de la délibération 007-2805/17/CM du 19 octobre 2017 MET 18/8605/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°007-2805/17/CM du 19 octobre 2017, le Conseil de Métropole a délibéré pour approuver l'avenant n°3 de la concession renouvellement urbain des centres anciens de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. Celui-ci faisait référence à un avenant de reconduction de la concession comme suit : « *la reconduction a été formalisée par l'avenant du 6 avril 2017* ».

Cet avenant de reconduction permettait simplement d'acter la reconduction telle que prévu dans le traité initial. En effet, la concession prévoyait dans ses termes que « *la concession d'aménagement est conclue pour une durée initiale de 5 ans renouvelable une fois. Elle peut être prorogée par avenant en cas d'inachèvement de l'opération. Le pouvoir adjudicateur doit se prononcer par écrit au moins 3 mois avant la fin de la durée de la concession ; la reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai* ».

Cet avenant n'est rattaché à aucune délibération et n'a donc pas de portée juridique. C'est l'avenant n°3 qu'il convient de prendre en compte. Ce dernier prévoit que la concession est prorogée, réajuste les missions du concessionnaire, fixe le planning prévisionnel ainsi que la rémunération de la concession au regard de l'achèvement de l'opération.

A ce titre, il convient de rectifier l'erreur matérielle apparaissant sur l'avenant n°3 délibéré le 19 octobre 2017 en supprimant la référence à cet avenant de reconduction du 6 avril 2017 en approuvant un nouvel avenant n°3.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°3 , ci-annexé, à la concession renouvellement urbain des centres anciens du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

**Article 2 :**

Madame la Présidente, ou son représentant, est autorisé à signer l'avenant à la concession renouvellement urbain dument modifié.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*  
***Commission "Environnement,  
Développement Durable,  
Agriculture et Forêt"***  
\*\*\*\*\*

**ENV 001-4666/18/CM**

**■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Forêt Méditerranéenne et paiement de la cotisation 2018 - Désignation d'un représentant  
MET 18/7917/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La forêt de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'étend sur 162 000 hectares, soit plus de 50 % de la surface métropolitaine. Disposant d'un caractère très méditerranéen, elle se compose en grande partie de peuplements résineux (pin d'Alep essentiellement), de feuillus (chêne vert essentiellement), de peuplements

mélangés et de Landes, et est propice aux incendies, aux aléas climatiques et aux maladies phytosanitaires.

Cette superficie considérable s'étend sur plusieurs types de propriétés, privées à 70 % et publiques à 30 %, qui ne disposent pas toutes d'outils de gestion permettant de mettre en œuvre des dynamiques sylvicoles nécessaires à la valorisation économique et à la préservation de ces espaces (Plan Simple de gestion pour les propriétés privées et Plan d'Aménagement pour les forêts publiques).

Pourtant, en raison de la spécificité de ses peuplements, de son potentiel, du réchauffement climatique, des risques et des besoins locaux en bois (bois énergie, bois de construction, bois industrie), la structuration de la filière forêt apparaît nécessaire et répond totalement aux trois fonctions de la forêt, à la fois économique, environnementale et sociétale.

C'est dans ce contexte que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris en charge l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » afin d'une part de contribuer à la préservation de ses forêts et d'autre part de mettre en place une politique incitative au développement de sa filière forêt.

De son côté, l'association Forêt Méditerranéenne a pour objectif de favoriser la diffusion des connaissances et les échanges d'information sur les espaces naturels et forestiers méditerranéens.

Ses moyens d'actions sont :

- l'organisation de rencontres (séminaires, colloques, journées d'étude, visites, formations, etc...);
- la publication d'une revue francophone d'information générale et technique « Forêt Méditerranéenne », dont l'objectif est de mettre en lumière les grands thèmes concernant les espaces naturels et forestiers méditerranéens ; des numéros spéciaux rendant compte des manifestations organisées par l'association sont régulièrement publiés.
- la publication d'un bulletin d'information trimestriel intitulé « la feuille et l'aiguille » qui concerne un large public ; il donne des informations générales d'actualité sur la forêt méditerranéenne, fait part des activités de l'association et de celles de ses partenaires.
- la publication d'autres ouvrages ;
- l'organisation de groupes de travail ;
- la promotion de toute autre action nécessaire à atteindre son objectif.

Cette structure associative rassemble un public varié et entretient un réseau constitué d'acteurs institutionnels, socio-professionnels, associatifs, du

scientifique au simple amateur, en passant par les professionnels des milieux de la gestion et de la protection de la forêt méditerranéenne (plus de 4000 contacts en France, mais aussi dans les autres pays méditerranéens).

Afin de bénéficier de la mise en réseau avec les différents acteurs de la filière forêt, des échanges de bonnes pratiques, de la diffusion d'informations sur les actions mises en place, le tout contribuant à la structuration de la filière forêt bois et à la valorisation des espaces forestiers, la Métropole Aix Marseille Provence a décidé d'adhérer à cette association pour un coût annuel de 220 €. Le montant de cette participation couvre à la fois les frais d'adhésion et les frais de six abonnements aux revues éditées par l'association Forêt Méditerranéenne.

Conclue au titre de l'année 2018, elle pourra être renouvelée chaque année après délibération du Bureau de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les actions de l'Association Forêt Méditerranéenne représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-

Provence en matière de préservation et de valorisation de la forêt,

- Qu'il convient d'autoriser le règlement de la cotisation au titre de l'exercice 2018,

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Sont approuvés l'adhésion à l'Association Forêt Méditerranéenne et le paiement de la cotisation 2018 à l'Association Forêt Méditerranéenne d'un montant de 220 euros.

##### **Article 2 :**

Est désignée pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'Association Forêt Méditerranéenne :

- Madame Danièle Garcia

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2018 de la Métropole Aix Marseille Provence, Section de Fonctionnement Nature 6561, Fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ENV 002-4667/18/CM**

**■ Adhésion de la Métropole Aix Marseille Provence à l'Association des Communes Forestières des Bouches-du-Rhône et paiement de la cotisation 2018 - Désignation d'un représentant  
MET 18/7919/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La forêt de la Métropole Aix Marseille Provence s'étend sur 162 000 hectares, soit plus de 50 % de la surface métropolitaine. Cette forêt, qui a un caractère très méditerranéen, se compose en grande partie de peuplements résineux (pin d'Alep essentiellement), de feuillus (chêne vert essentiellement), de peuplements mélangés et de Landes.

Cette superficie est considérable et s'étend sur plusieurs types de propriétés, privées à 70 % et publiques à 30 %, qui ne disposent pas toutes d'outils

de gestion permettant de mettre en œuvre des dynamiques sylvicoles capables de répondre :

- Aux besoins du marché de bois de trituration,
- Aux besoins actuels et futurs du marché en bois énergie,
- Aux besoins du marché en bois de construction et plus particulièrement depuis la récente normalisation du pin d'Alep pour être utilisé en bois de construction,
- A la protection des forêts contre les incendies,
- Aux revenus des sylviculteurs nécessaires pour l'entretien de leur forêt.

Pour la forêt privée, les études réalisées démontrent que peu de Plans Simples de Gestion, pourtant nécessaires pour envisager des travaux de valorisation et de protection du patrimoine forestier, ont été élaborés par les propriétaires forestiers privés.

Pour la forêt publique, les Plans d'Aménagement ne sont pas tous actualisés ou sont inexistant sur certaines communes propriétaires de forêts.

La structuration économique de la filière forêt métropolitaine apparaît comme une nécessité, tout à la fois en raison du potentiel existant, des partenariats possibles et du risque incendie, et cela dans une logique globale de gestion incluant économie, environnement et ouverture au public. Le volume exploitable durablement et dans des conditions économiquement rentables est évalué à 75 000 tonnes par an et concerne tout à la fois le secteur de l'énergie, de la pâte à papier et du bois d'œuvre.

La demande en bois, de toutes catégories, pourrait évoluer rapidement, en même temps que le risque incendie lié au réchauffement climatique et à la sécheresse induite, favorisant les risques de dépôts et de propagations de feux sur le territoire métropolitain. Il semble donc opportun de se préparer à ces changements futurs, aussi bien économiques qu'environnementaux, en adoptant des stratégies de soutien et de développement des modes de gestion des propriétés forestières.

Afin de partager les expériences, les compétences et les réseaux nécessaires à son ambition, la Métropole Aix Marseille Provence souhaite adhérer à l'Association des Communes Forestières des Bouches-du-Rhône (CODOR 13). Cette adhésion permettra aux élus des communes de la Métropole Aix Marseille Provence de bénéficier de conseil et d'accompagnement sur les questions relatives à la valorisation des forêts et en particulier des forêts communales souvent en manque d'exploitation, à la gestion de ces espaces et à la mobilisation des bois

en lien d'une part avec la fourniture et la production d'énergie et d'autre part le développement de la filière « construction bois » en s'appuyant sur les maîtrises d'ouvrages publiques et en, cohérence avec la démarche Bâtiment Durable Méditerranéen

En effet, cette association a pour objet de représenter, de conseiller et d'accompagner les 90 communes du département dans l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers », compétence transférée aujourd'hui à la Métropole en lieu et place des 92 communes membres.

Pour atteindre ses objectifs, et conformément à l'article 3 de ses statuts, l'association a pour but principal :

- La représentation des communes auprès de l'ensemble des instances traitant des questions forêt bois, permettant d'être ainsi un outil d'accompagnement et d'aide à la décision, et de répondre aux sollicitations de la Métropole et de ses communes membres,
- La recherche des voies et des moyens d'assurer la gestion forestière durable et sa promotion,
- La représentation des communes auprès de l'agence départementale de l'Office National des Forêts pour la mise en œuvre des outils de partenariat entre l'ONF et les communes (charte de la forêt communale, contrat Etat/ONF, etc...),
- L'étude et la recherche de la meilleure utilisation économique et sociale des produits issus de la forêt,
- La conduite des actions auprès des pouvoirs publics et des autorités compétentes sur toutes mesures écologiques, économiques, financières, fiscales, administratives et législatives pouvant intéresser la mise en valeur de l'espace forestier et de ses produits ainsi que sa protection,
- La promotion, l'accompagnement et le suivi du développement des politiques forestières territoriales, en contribuant notamment aux expertises techniques des projets et différentes études portées par la Métropole, dont la rédaction de la Charte Forestière Métropolitaine, la relecture du cahier des charges de l'étude sur les gisements bois et dessertes, ainsi que tous autres travaux envisagés par la Métropole ayant un impact sur l'organisation de la filière forêt-bois, mais également par l'apport de données et d'éléments méthodologiques d'intégration et de valorisation de la forêt et du bois, en particulier des documents d'urbanisme

(SCOT, PLUi), du Plan Climat Energie Territorial, etc...

- L'élaboration des études et enquêtes sur tous les éléments qui concourent à l'exploitation forestière et à la qualification de ceux qui y travaillent, afin d'apporter son concours pour développer une ingénierie permettant notamment de contribuer à la création de zones d'activité dédiées au bois et favoriser ainsi l'installation de professionnels tels que scieurs et entreprises de transformation du bois,
- La diffusion d'informations utiles à ses adhérents (élus métropolitains et leurs techniciens notamment) pour l'exercice de leurs compétences, notamment par la fourniture de données forestières disponibles dans le cadre de l'Observatoire de la Forêt Méditerranéenne (à travers une convention spécifique de mise à disposition et d'utilisation des données), ou encore par la mise en place de rencontres thématiques sur le bois d'œuvre et le bois énergie et l'organisation de déplacements sur des sites pertinents,
- L'organisation de formations utiles à ses adhérents (élus métropolitains et leurs techniciens notamment) pour l'exercice de leurs compétences, et plus particulièrement sur l'ensemble des thématiques proposées par les communes forestières, notamment :
  - l'utilisation du bois local dans les constructions des bâtiments publics,
  - l'accès aux parcelles boisées et l'intégration des dessertes forêts dans les documents d'urbanisme,
  - le développement du bois énergie dans les communes,
  - la gestion durable des forêts et la certification PEFC,
  - la gestion des forêts communales et la production de bois,
  - la réalisation des Obligations Légales de Débroussaillage, d'un plan communal pluriannuel de débroussaillage, et plus généralement la défense des forêts contre l'incendie. Il est à noter que ces sessions seront délocalisées sur l'ensemble du territoire métropolitain.
- D'établir des relations privilégiées avec tout organisme et associations en lien avec la

gestion des espaces forestiers des Bouches-du-Rhône,

- De mener à bien toute action ayant un lien direct ou indirect avec la forêt et sa valorisation.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 44 867,25 € pour l'année 2018. La présente adhésion est conclue au titre de l'année 2018.

Conformément à l'article 4 des statuts de l'association, le représentant de la Métropole Aix Marseille Provence au sein de l'association est de droit le Président, qui peut désigner tout autre élu de la Métropole pour en être le représentant permanent. Une deuxième personne du Conseil Métropolitain sera désignée comme suppléant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ?
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain ;

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Que les actions de l'Association Départementale des Communes Forestières des Bouches-du-Rhône (COFOR 13) représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix Marseille

Provence en matière de préservation et de valorisation de la forêt,

- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 44 867,25 €, pour l'adhésion de la Métropole Aix Marseille Provence à l'Association Départementale des Communes Forestières des Bouches-du-Rhône (COFOR 13) correspondant à la prise en charge des adhésions des 90 communes membres du département des Bouches-du-Rhône, au titre de l'année 2018,
- Qu'il convient également de procéder à la désignation des représentants de la Métropole Aix Marseille Provence au sein de cette association,

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix Marseille Provence à l'Association des Communes Forestières des Bouches-du-Rhône (COFOR 13) ainsi que le règlement de la cotisation 2018 d'un montant de 44 867,25 euros.

#### **Article 2 :**

Sont abrogées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'Association des Communes Forestières des Bouches-du-Rhône (COFOR 13) telles qu'approuvées par la délibération n°FAG 097-580/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016.

#### **Article 3 :**

Sont désignés pour représenter la Métropole Aix Marseille Provence au sein de l'Association des Communes Forestières des Bouches-du-Rhône (COFOR 13) :

- Madame Martine Vassal - Titulaire,
- Monsieur Olivier Fregeac - Suppléant.

#### **Article 4 :**

Les crédits sont inscrits au budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Section Fonctionnement - Nature 6561- Fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ENV 003-4668/18/CM**

#### **■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Forêt Modèle de Provence et paiement de la cotisation 2018 MET 18/7914/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La forêt de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'étend sur 162 000 hectares, soit plus de 50 % de la surface métropolitaine. Disposant d'un caractère très méditerranéen, elle se compose en grande partie de peuplements résineux (pin d'Alep essentiellement), de feuillus (chêne vert essentiellement), de peuplements mélangés et de Landes, et est propice aux incendies, aux aléas climatiques et aux maladies phytosanitaires.

Cette superficie considérable s'étend sur plusieurs types de propriétés, privées à 70 % et publiques à 30 %, qui ne disposent pas toutes d'outils de gestion permettant de mettre en œuvre des dynamiques sylvicoles nécessaires à la valorisation économique et à la préservation de ces espaces (Plan Simple de gestion pour les propriétés privées et Plan d'Aménagement pour les forêts publiques).

Pourtant, en raison de la spécificité de ses peuplements, de son potentiel, du réchauffement climatique, des risques et des besoins locaux en bois (bois énergie, bois de construction, bois industrie), la structuration de la filière forêt apparaît nécessaire et répond totalement aux trois fonctions de la forêt, à la fois économique, environnementale et sociétale.

C'est dans ce contexte que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris en charge l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » afin d'une part de contribuer à la préservation de ses forêts et d'autre part de mettre en place une politique incitative au développement de sa filière forêt.

De son côté, l'association Forêt Modèle de Provence s'est fixé pour objectifs de redynamiser le territoire en rendant leur place aux forêts, le but étant de contribuer à la création d'un espace forestier ouvert, géré, valorisé et produisant de multiples biens et services appréciés et rémunérés à leur juste valeur. Ainsi, Forêt Modèle de Provence doit être considéré comme un espace d'échanges générateurs d'actions et amplificateurs de démarches en cours, sur la base du partenariat et de la gouvernance participative, visant à apporter des réponses aux enjeux prioritaires du développement durable des territoires forestiers provençaux.

Pour ce faire, l'association a pour objectif d'agir au niveau local par la mise en œuvre d'actions concrètes à valeur démonstrative sur son territoire de référence, qui se construit autour des massifs de l'Étoile, du

Garlaban, de la Sainte-Baume et des Maures, périmètre suffisamment vaste pour représenter la diversité des valeurs et des intérêts portés par différents acteurs de la région, tout en concentrant des problématiques communes et emblématiques de la forêt régionale.

Pour redynamiser l'économie forestière, Forêt Modèle de Provence ambitionne en particulier de redécouvrir les qualités des bois locaux et d'accompagner l'émergence de nouvelles filières. L'ensemble des actions de l'association aura pour objectifs de faire perdre définitivement à la forêt son image d'espace à faible valeur économique à l'abandon et dévolue au passage répété du feu. C'est dans cet esprit que par "nouvelle économie", l'association entend trouver des solutions apportant de la valeur économique à la forêt (valorisation de la biomasse en énergie et bois d'œuvre, valorisation des productions forestières non ligneuses - apiculture, pignons, plantes sauvages comestibles, médicinales et ornementales, champignons, gemme etc. - et promotion sociale de la gestion forestière durable - développement du tourisme vert et sensibilisation du public à la richesse du patrimoine naturel et culturel des territoires).

Ses principales missions sont :

- La réalisation et la promotion de travaux de recherche et développement,
- La mise en œuvre d'actions à valeur démonstrative,
- La coopération avec des partenaires étrangers et entre acteurs du territoire,
- La sensibilisation des populations locales,
- La capitalisation et la diffusion de bonnes pratiques et acquis obtenus au niveau local, régional, national et international,
- Les échanges avec les Réseaux International et Méditerranéen de Forêts Modèles.

La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile s'est beaucoup investie pour le développement de l'association Forêt Modèle de Provence. Elle a d'abord contribué à son processus partenarial constitutif entre 2008 et 2013. Ensuite, elle est devenue l'un de ses 23 organismes fondateurs et de ses 12 administrateurs. Puis, elle a œuvré à son développement en renouvelant chaque année son adhésion et surtout en menant des actions concrètes favorables à la valorisation des espaces forestiers.

En parallèle, en 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a souhaité elle aussi participer au partenariat grandissant de l'association en y adhérant.

Depuis, la Métropole Aix-Marseille-Provence poursuit ce même engagement et ce positionnement prend tout son sens par le fait que :

1. l'association a un ancrage fort sur le territoire métropolitain avec ¼ de ses « massifs de référence » qui y sont situés, où elle doit mettre en œuvre des actions à valeur démonstrative ;
2. l'association a également pour missions de diffuser les résultats d'études, d'expériences locales et internationales et de ses propres actions à l'échelle régionale, et de collaborer avec d'autres pays étrangers afin d'apporter des réponses utiles à la valorisation forestière provençale ;
3. l'association est le seul organisme associatif de Provence ayant pour mission à la fois de « constituer une force de proposition, sensibiliser aux enjeux du développement durable des massifs forestiers, réaliser des études de recherche-développement, impulser et soutenir des projets innovants, capitaliser, communiquer, échanger, diffuser les expériences existantes et les acquis obtenus ainsi que de promouvoir la coopération entre les acteurs du territoire en matière de gestion et valorisation de la forêt.

Aujourd'hui, l'association est implantée et reconnue dans le secteur forestier régional, ses adhérents étant passés du nombre de 17 à 44 dont 39 personnes morales. Son processus partenarial en faveur du développement durable des espaces forestiers provençaux est bien en cours. Pour rappel, une Forêt Modèle est « forum de gouvernance neutre, représentatif, participatif, transparent et responsable basé sur des activités partagées en réseau visant la gestion durable des ressources naturelles en milieu forestier ».

Afin de bénéficier de la mise en réseau avec les différents acteurs de la filière forêt, des échanges de bonnes pratiques, de la diffusion d'informations sur les actions mises en place, le tout contribuant à la structuration de la filière forêt bois et à la valorisation des espaces forestiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à cette association pour un coût annuel de 900 euros.

Conclue au titre de l'année 2018, elle pourra être renouvelée chaque année après délibération du Bureau de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles, dite loi MAPTAM ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération ENV 011-1453/16/CM du 15 décembre 2016 portant adhésion de la Métropole Aix Marseille Provence à l'association Forêt Modèle de Provence.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les actions de l'association Forêt Modèle de Provence représente un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de préservation et de valorisation de la forêt ;
- Qu'il convient d'autoriser le règlement de la cotisation au titre de l'exercice 2018.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Forêt Modèle de Provence et le paiement de la cotisation 2018 d'un montant de 900 euros.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires à cette dépense seront pris sur le budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Section de Fonctionnement Nature 6561, Fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 004-4669/18/CM**

**■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Fédération Nationale des Communes Forestières et paiement de la cotisation 2018 - Désignation d'un représentant MET 18/8012/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La forêt de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'étend sur 162 000 hectares, soit plus de 50 % de la surface métropolitaine. Disposant d'un caractère très méditerranéen, elle se compose en grande partie de peuplements résineux (pin d'Alep essentiellement), de feuillus (chêne vert essentiellement), de peuplements mélangés et de Landes, et est propice aux incendies, aux aléas climatiques et aux maladies phytosanitaires.

Cette superficie considérable s'étend sur plusieurs types de propriétés, privées à 70 % et publiques à 30 %, qui ne disposent pas toutes d'outils de gestion permettant de mettre en œuvre des dynamiques sylvicoles nécessaires à la valorisation économique et à la préservation de ces espaces (Plan Simple de gestion pour les propriétés privées et Plan d'Aménagement pour les forêts publiques).

Pourtant, en raison de la spécificité de ses peuplements, de son potentiel, du réchauffement climatique, des risques et des besoins locaux en bois (bois énergie, bois de construction, bois industrie), la structuration de la filière forêt apparaît nécessaire et répond totalement aux trois fonctions de la forêt, à la fois économique, environnementale et sociétale.

Le réseau des Communes forestières constitue un outil de représentation et de lobbying pour défendre les intérêts des communes et intercommunalités propriétaires de forêts. Présentes dans la plupart des régions françaises, elles se distinguent par l'importance de la superficie boisée de leur territoire. Elles sont confrontées par conséquent à des problématiques particulières d'aménagement, de sécurité, de valorisation de ce patrimoine, qui nécessitent une représentation à plusieurs niveaux :

- Auprès des pouvoirs publics, Départements, Région, Ministères et administrations,
- Dans les diverses instances traitant de la forêt,
- Parmi les différents partenaires de la filière forêt bois.

Interlocuteurs incontournables des pouvoirs publics, le réseau des Communes forestières concourt à la définition de politiques forestières ajustées aux besoins des territoires ruraux. Il propose aux maires des communes et présidents d'EPCI propriétaires de



forêts des conseils et retours d'expériences sur des démarches cohérentes de valorisation des forêts communales sur les territoires.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, le réseau des Communes forestières promeut et accompagne le développement des territoires autour de projets forestiers, et est à l'origine du Réseau régional des chartes forestières de territoires qu'elles animent en partenariat avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

La Fédération Nationale des Communes Forestières intervient à travers plusieurs actions :

- Information / Formation des élus,
- Appui aux projets forestiers territoriaux pilotés par les intercommunalités ou les Pays (ex. : Charte forestière de territoire),
- Accompagnement de l'idée à la mise en place et appui pour le fonctionnement des chaufferies bois énergie,
- Appui à l'engagement dans la certification de la gestion durable des forêts PEFC,
- Accompagnement pour l'exercice des responsabilités en lien avec la prévention des incendies (particulièrement pour le débroussaillage),
- Appui personnalisé sur toutes les questions forêt bois.

Au niveau régional, c'est l'Union Régionale des Communes Forestières Provence-Alpes-Côte d'Azur (URCOFOR PACA) qui accompagne les exécutifs locaux dans l'exercice de leurs responsabilités de propriétaires de forêts communales, d'aménageurs du territoire, de maîtres d'ouvrage de bâtiments et de responsables de la sécurité, pour tous leurs projets liés à la forêt et au bois.

Par la nature de ses missions, l'Union Régionale des Communes Forestières Provence Alpes Côte d'Azur (URCOFOR PACA) participe et suscite la mise en place de partenariats avec :

- Les collectivités territoriales (Départements et Région) et l'Etat, dans le cadre de la définition et de la mise en œuvre de leurs politiques en matière de forêt et de valorisation du bois local,
- L'Office National des Forêts, pour la mise en œuvre du régime forestier, qui confie la gestion des forêts communales à l'opérateur ONF,
- Les membres de la filière, dans le cadre de son développement et de la structuration interprofessionnelle régionale,
- D'autres organismes (associations d'élus, ADEME, ...), dans le cadre de projets et pour le développement de la filière forêt-bois.

De plus, dans le cadre du partenariat étroit qui la lie à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'Union Régionale des Communes Forestières Provence Alpes Côte d'Azur (URCOFOR PACA) développe et co-anime l'Observatoire Régional de la Forêt Méditerranéenne (OFME), dispositif de recensement, d'analyse et de diffusion de l'information forêt-bois, et outil d'aide à la décision au bénéfice des élus locaux.

A l'échelon départemental, le réseau est représenté par les Associations Départementales des Communes Forestières (ADCOFOR) qui constitue l'échelon de proximité pour la représentation et la défense des communes du département dans la gestion de leurs forêts. Pour le département du Vaucluse, dans lequel est située la commune de Pertuis, commune membre de la Métropole Aix Marseille Provence, l'Association Départementale est en cours de création.

Aussi, afin de partager les expériences, les compétences et les réseaux nécessaires à la valorisation de la forêt de la Commune de Pertuis, la Métropole Aix Marseille Provence propose d'adhérer à la Fédération Nationale des Communes Forestières (FNCOFOR).

Cette adhésion permettra notamment de donner de la cohérence aux gestions communales et métropolitaines menées dans les forêts publiques situées sur le territoire de la commune de Pertuis.

Cette adhésion est conclue au titre de l'année 2018

Compte tenu du barème de cotisations voté par la Fédération Nationale des Communes Forestières (FNCOFOR), le coût de cette adhésion est de 300 euros (cf. barème en annexe 1).

Conformément à l'article 7 des statuts de la FNCOFOR, il convient de désigner le représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de cette association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les actions de la Fédération Nationale des Communes Forestières (FNCOFOR) représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de préservation et de valorisation de la forêt ;
- Qu'il convient d'adhérer à la FNCOFOR et d'autoriser le règlement de la cotisation au titre de l'exercice 2018.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés pour l'année 2018 l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Fédération Nationale des Communes Forestières (FNCOFOR) et le paiement de la cotisation pour un montant de 300 euros.

**Article 2 :**

Est désignée pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de la Fédération Nationale des Communes Forestières (FNCOFOR) :

Madame Danièle Garcia

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Section de Fonctionnement Nature 6561, Fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 005-4670/18/CM**

**■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Communes Forestières du Var - Agence des politiques énergétiques du Var - Désignation de représentants et paiement de la cotisation 2018  
MET 18/8013/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La forêt de la Métropole Aix Marseille Provence s'étend sur 162 000 hectares, soit plus de 50 % de la surface métropolitaine. Disposant d'un caractère très méditerranéen, elle se compose en grande partie de peuplements résineux (pin d'Alep essentiellement), de feuillus (chêne vert essentiellement), de peuplements mélangés et de Landes, et est propice aux incendies, aux aléas climatiques et aux maladies phytosanitaires.

Cette superficie considérable s'étend sur plusieurs types de propriétés, privées à 70 % et publiques à 30 %, qui ne disposent pas toutes d'outils de gestion permettant de mettre en œuvre des dynamiques sylvicoles nécessaires à la valorisation économique et à la préservation de ces espaces (Plan Simple de gestion pour les propriétés privées et Plan d'Aménagement pour les forêts publiques).

Pourtant, en raison de la spécificité de ses peuplements, de son potentiel, du réchauffement climatique, des risques et des besoins locaux en bois (bois énergie, bois de construction, bois industrie), la structuration de la filière forêt apparaît nécessaire et répond totalement aux trois fonctions de la forêt, à la fois économique, environnementale et sociétale.

Le réseau des Communes forestières constitue un outil de représentation et de lobbying pour défendre les intérêts des communes et intercommunalités propriétaires de forêts. Présentes dans la plupart des régions françaises, elles se distinguent par l'importance de la superficie boisée de leur territoire. Elles sont confrontées par conséquent à des problématiques particulières d'aménagement, de sécurité, de valorisation de ce patrimoine, qui nécessitent une représentation à plusieurs niveaux :

- Auprès des pouvoirs publics, Départements, Région, Ministères et administrations,
- Dans les diverses instances traitant de la forêt,

- Parmi les différents partenaires de la filière forêt bois.

Interlocuteurs incontournables des pouvoirs publics, les Communes forestières concourent à la définition de politiques forestières ajustées aux besoins des territoires ruraux. Elles proposent aux maires des communes et présidents d'EPCI propriétaires de forêts des conseils et retours d'expériences sur des démarches cohérentes de valorisation des forêts communales sur les territoires.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, elles promeuvent et accompagnent le développement des territoires autour de projets forestiers, et sont à l'origine du Réseau régional des chartes forestières de territoires qu'elles animent en partenariat avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Intégrées dans un réseau national, les Communes forestières Provence-Alpes-Côte d'Azur accompagnent les exécutifs locaux dans l'exercice de leurs responsabilités de propriétaires de forêts communales, d'aménageurs du territoire, de maîtres d'ouvrage de bâtiments et de responsables de la sécurité, pour tous leurs projets liés à la forêt et au bois.

Elles interviennent à travers plusieurs actions :

- Information / Formation des élus,
- Appui aux projets forestiers territoriaux pilotés par les intercommunalités ou les Pays (ex. : Charte forestière de territoire),
- Accompagnement de l'idée à la mise en place et appui pour le fonctionnement des chaufferies bois énergie,
- Appui à l'engagement dans la certification de la gestion durable des forêts PEFC,
- Accompagnement pour l'exercice des responsabilités en lien avec la prévention des incendies (particulièrement pour le débroussaillage),
- Appui personnalisé sur toutes les questions forêt bois.

Par leur nature d'organisation d'élus et leur mission d'accompagnement, les Communes forestières participent et suscitent la mise en place de partenariats avec :

- Les collectivités territoriales (Départements et Région) et l'Etat, dans le cadre de la

définition et de la mise en œuvre de leurs politiques en matière de forêt et de valorisation du bois local,

- L'Office National des Forêts, pour la mise en œuvre du régime forestier, qui confie la gestion des forêts communales à l'opérateur ONF,
- Les membres de la filière, dans le cadre de son développement et de la structuration interprofessionnelle régionale,
- D'autres organismes (associations d'élus, ADEME, ...), dans le cadre de projets et pour le développement de la filière forêt-bois.

Enfin, dans le cadre du partenariat étroit qui les lie à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les Communes forestières développent et co-animent l'Observatoire régional de la forêt méditerranéenne (OFME), dispositif de recensement, d'analyse et de diffusion de l'information forêt-bois, et outil d'aide à la décision au bénéfice des élus locaux.

Afin de partager les expériences, les compétences et les réseaux nécessaires à la valorisation des forêts, et en particulier des forêts communales souvent en manque d'exploitation et de connaissance de la gestion des espaces forestiers, l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux associations départementales des Communes Forestières intervenant sur son territoire semble essentielle.

La commune de Saint Zacharie étant située à la fois sur le territoire de la Métropole Aix Marseille Provence et sur le département du Var, il est ainsi proposé d'adhérer à l'Association des Communes Forestières du Var - Agence des politiques énergétiques du Var (COFOR 83).

Cette adhésion permettra notamment de donner de la cohérence aux gestions communales et métropolitaines menées dans les forêts publiques.

Cette adhésion est conclue au titre de l'année 2018. Elle pourra être renouvelée chaque année après l'établissement d'un bilan afin de s'assurer de l'intérêt de son renouvellement. Le coût de cette adhésion est de 100 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 6 des statuts de l'association, il convient de désigner les représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de cette association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération n° ENV 002-880/16/CM du 19 septembre 2016 portant désignation du représentant de la Métropole Aix Marseille Provence au sein de l'association des Communes Forestières du Var ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les actions de l'Association des Communes Forestières du Var - Agence des politiques énergétiques du Var représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix Marseille Provence en matière de préservation et de valorisation de la forêt,
- Qu'il convient d'autoriser le règlement de la cotisation au titre de l'exercice 2018,

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Communes Forestières du Var - Agence des politiques

énergétiques du Var et le paiement de la cotisation 2018 pour un montant de 100 euros.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires inscrits au budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Section de Fonctionnement Nature 6561, Fonction 76.

**Article 3 :**

Sont désignés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'Association des Communes Forestières du Var - Agence des politiques énergétiques du Var :

- Madame Danièle Garcia - Titulaire

- Monsieur Olivier Fregeac - Suppléant.

**Article 4 :**

Est abrogée la désignation du représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'Association des Communes Forestières du Var, telle qu'approuvée par la délibération n° ENV 002-880/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 006-4671/18/CM**

**■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Travaux divers forêts"**

**MET 18/7831/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'opération d'investissement n° 2017404600, Travaux divers forêts, d'un montant de 268 000 € TTC, inscrite sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, enregistrée dans l'autorisation de programme AP 174232BP du programme 21 Agriculture et forêts, paysages doit être révisée pour un montant de 100 000,00 € TTC.

Cette révision s'explique par l'impact de la dissolution du Syndicat Mixte du Garlaban (PIDAF) qui nécessite un supplément de crédits important pour faire face à l'absorption de cette activité sur l'EST et le service gestionnaire forêt en particulier.

Cette révision porte le montant de l'opération N° 2017404600 de 268 000,00 € TTC avant révision à 368 000,00 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 035-2693/17/CM du 19 octobre 2017 de création de l'opération

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 368 000,00€ TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 368 000,00€ TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2017404600, travaux

divers forêts, pour un montant de 368 000,00 TTC rattachée au programme 21 Agriculture forêts paysages – Code AP 174232BP.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

Mandaté antérieur : 101 796,48 euros TTC

CP 2018 : 250 000 euros TTC

CP 2019 : 16 203,52 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 007-4672/18/CM**

**■ Création d'un Atlas Métropolitain de la Biodiversité et participation à l'appel à manifestation d'intérêt 2018 de l'Agence française pour la biodiversité  
MET 18/8027/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence se caractérise par un patrimoine naturel méditerranéen d'une valeur exceptionnelle, certainement le plus important de toutes les métropoles françaises. Les espaces naturels couvrent près de 60 % du territoire métropolitain. 75 % de ceux-ci bénéficient d'une protection et/ou d'une gestion. Il s'agit d'un Parc National, de 4 Parcs Naturels Régionaux, de 3 Réserves Naturelles et de 29 sites Natura 2000.

Au regard de la valeur de ce patrimoine, les menaces qui pèsent sur sa conservation sont également importantes. La périurbanisation ou l'accumulation d'aménagements viennent artificialiser l'espace et couper les continuités écologiques. La diminution, voir la disparition, des activités agricoles et pastorales dans nos grands massifs naturels contribue à leur banalisation paysagère et écologique, ainsi qu'à leur fragilité au regard du risque d'incendie.

Conscient de ce constat et de sa responsabilité, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite

développer une politique de protection et de valorisation de ses espaces naturels. Cela passe par le soutien aux structures de gestion présentes sur les sites emblématiques et par la prise en compte des espaces de nature plus « ordinaires ».

La définition de ce schéma directeur métropolitain de protection et de valorisation de la biodiversité nécessite au préalable de réaliser un état des lieux des richesses et des enjeux. Il s'agit donc de créer un Atlas Métropolitain de la Biodiversité. Cet « état initial » de la biodiversité permettra de suivre l'évolution de l'état de conservation du patrimoine naturel. Il constituera un outil d'évaluation des politiques publiques mises en œuvre. Enfin, il sera un lieu de partage et de diffusion de l'information afin de faciliter la prise en compte des enjeux écologiques au sein de l'institution et des politiques qu'elle développe.

Un premier projet avait été approuvé par délibération en date de 19 octobre 2017. N'ayant pas été retenu

dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt 2017 de l'Agence Française pour la Biodiversité, il convient de renouveler cette démarche en 2018.

Le coût de ce projet s'élève à 280 000 euros HT sur trois ans (2018-2020).

L'Agence Française pour la Biodiversité a lancé auprès des territoires engagés pour la biodiversité un nouvel Appel à Manifestation d'Intérêt en 2018 pour participer au financement de projets de création d'Atlas de la Biodiversité à l'échelle communale et intercommunale.

Dans le cadre de l'opération Capitale française de la biodiversité 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a candidaté au Label « Ville-Nature » au regard de son ambition et des arguments dont elle dispose.

Plan de financement prévisionnel de l'opération :

Nature de la prestation	Coût estimé prévisionnel	Métropole Aix-Marseille-Provence	Subventions Agence Française de la Biodiversité
Volet n°1 : Etat des lieux de la connaissance naturaliste	60 000 €	60 000 €	0 €
Volet n°2 : Inventaire faune, flore, habitats	90 000 €	50 000 €	40 000 €
Volet n°3 : Définition des enjeux naturalistes	60 000 €	50 000 €	10 000 €
Volet n°4 : Sensibilisation et communication	70 000 €	20 000 €	50 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>280 000 €</b>	<b>180 000 €</b>	<b>100 000 €</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La délibération n°ENV-002-2809-17 en date du 19 octobre 2017 approuvant le premier projet de création d'un Atlas Métropolitain de la Biodiversité.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de mettre en place cet Atlas de la Biodiversité Métropolitaine pour répondre aux ambitions du projet métropolitain en matière de valorisation des espaces naturels.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la création d'un Atlas Métropolitain de la Biodiversité.

### **Article 2 :**

Est approuvée la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'appel à manifestation d'intérêt 2018 de l'Agence Française pour la biodiversité concernant la création d'Atlas de la Biodiversité.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour cette opération.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Central Métropolitain chapitre 011 compte 6228 fonction 76 .

Les recettes seront constatées au Budget Central Métropolitain.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **ENV 008-4673/18/CM**

### **■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'aide exceptionnelle aux communes pour la restauration de terrains forestiers sinistrés MET 18/8666/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Au cours de l'été 2016, plusieurs communes membres de la métropole Aix Marseille Provence ont une nouvelle fois été touchées par des sinistres qui ont détruit au total plus de 4000 ha de forêt et de végétation, des habitations et entreprises, des équipements scolaires ou des biens mobiliers

Lors de sa séance du 19 septembre 2016, le conseil métropolitain a décidé de voter une aide exceptionnelle d'un million d'euro destinée à la réparation des dommages subis et à la restauration des terrains.

Les dossiers de demandes d'aide reçus ont été instruits en collaboration avec les services du conseil départemental et de la Région.

Cette instruction a permis de valider le principe de mise en place des premières aides, pour les dossiers complets, dans le cadre de plans de financement laissant une part d'autofinancement à la charge des communes à hauteur de 20%. Ces dossiers ont été examinés lors des séances du conseil métropolitain du 30 mars du 13 juillet et du 21 septembre 2017.

L'opération d'investissement 2018 4 019 00 d'un montant de 608 069 euros inscrite au budget métropolitain enregistrée dans l'autorisation de programme 23 2 du programme 23 de la Métropole doit être affectée pour l'aide exceptionnelle aux communes pour la restauration de terrains forestiers sinistrés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 608 069 euros T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2018 4 019 00 - aide exceptionnelle aux communes pour la restauration de terrains forestiers sinistrés pour un montant de 608 069 euros TTC rattachée au programme 23 Code AP 23 2.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

CP 2018 : 208 763 euros T.T.C

CP 2019 : 168 888 euros T.T.C

CP 2020 : 230 418 euros T.T.C

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ENV 009-4674/18/CM**

#### **■ Création de la commission consultative paritaire par le Syndicat d'Electrification Vauclusien (SEV) - Désignation d'un représentant MET 18/8204/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte a prévu la création d'une commission consultative paritaire entre les syndicats exerçant la compétence d'autorité organisatrice de la distribution d'électricité (AODE), mentionnée au deuxième alinéa du IV de l'article L. 2224-31, et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre totalement ou partiellement inclus dans le périmètre du syndicat.

Le Syndicat d'électrification vauclusien (SEV) détient cette compétence d'AODE sur une partie du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en l'occurrence le périmètre de la commune de Pertuis. Le comité syndical a donc voté, le 31 mai 2018, la constitution de cette commission ainsi que son règlement intérieur. La délibération et le règlement intérieur sont annexés au présent rapport.

Conformément à l'article L 2224-37-1 du CGCT, cette commission, présidée par le Président du SEV, se

réunit au moins une fois par an, à l'initiative de son président ou de la moitié au moins de ses membres. Elle coordonne l'action de ses membres dans le domaine de l'énergie, met en cohérence leurs politiques d'investissement et facilite l'échange de données.

Elle permet également de prendre en compte les initiatives des différentes collectivités en ce qui concerne la production d'électricité à partir de sources renouvelables, les actions de maîtrise de la demande d'énergie, celles en faveur du développement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques ou pour l'élaboration de Plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET).

Cette commission comprend un nombre égal de délégués du syndicat et de représentants des EPCI ; chacun de ces établissements disposant d'au moins un représentant.

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole de prendre acte de la création de cette commission consultative paritaire du SEV et d'y désigner un représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 31 mai 2018 du Comité syndical du SEV, relative à la constitution de la commission consultative paritaire, conformément à l'article L 2224-37-1 du CGCT ;
- L'information au Conseil de Territoire du pays d'Aix.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**



## Considérant

- Que la création d'une commission consultative paritaire, entre le syndicat exerçant la compétence d'autorité organisatrice de la distribution d'électricité (AODE) et les établissements publics de coopération intercommunale totalement ou partiellement inclus dans le périmètre du syndicat, est prévue la loi
- Que le syndicat d'électrification vauclusien (SEV) est compétent pour créer cette commission
- Qu'une partie du périmètre métropolitain est inclus dans le périmètre de compétence du SEV pour la compétence d'AODE

## Délibère

### Article 1 :

Est pris acte de la création de la commission consultative paritaire du Syndicat d'Electrification Vauclusien (SEV)

### Article 2 :

Est désigné pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de la commission consultative paritaire du Syndicat d'Electrification Vauclusien (SEV) :

- Monsieur Roger Pellenc

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

## ***Commission "Cadre de vie, traitement des déchets, eau et assainissement"***

\*\*\*\*\*

DEA 001-4676/18/CM

■ Rapport annuel 2017 sur le Prix et la Qualité du Service Public de prévention et de gestion des Déchets Ménagers et Assimilés de la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 18/8465/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

### 1 - Rappel du contexte

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, par décret 2015-1085 du 28 août 2015, l'ex Communauté Urbaine de Marseille et les cinq ex Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de Salon-Etang de Berre-Durance, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Istres-Ouest Provence, de Martigues, ont été regroupées et intégrées à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### Compétence en matière de déchets :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de prévention et gestion des déchets.

Par délibération n° HN 088-219/16/CM, le Conseil de Métropole du 28 avril 2016 a délégué aux Conseils de Territoire l'exercice de la compétence gestion des déchets ménagers et assimilés. Le schéma de prévention et de gestion des déchets de la Métropole reste une compétence de la Métropole.

Dans ce cadre, chaque Conseil de Territoire a élaboré un rapport d'activité pour 2017.

Le présent document reprend en synthèse le contenu des rapports des six Territoires joints en annexe afin de retranscrire l'activité déchets à l'échelle de la Métropole.

### Évolution sur le contenu réglementaire du rapport annuel :

La loi du 17 août 2015, relative à la transition énergétique, a instauré de nouvelles dispositions en matière de prévention et de gestion des déchets.

Le décret N°2015-1827 du 30 décembre 2015 s'inscrit dans cette loi en précisant les nouveaux indicateurs techniques et financiers devant figurer dans les Rapports annuels sur le Prix et la Qualité du Service public de Prévention et de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés (RPQSPGDMA).

Le présent rapport présente des indicateurs techniques et financiers tenant compte de cette évolution réglementaire en termes de performance technique et économique du service public.

Cela se traduit par un ensemble d'indicateurs techniques et par l'expression des coûts dans une matrice de référence utilisée par l'ADEME. Tous les indicateurs de référence sont basés sur des populations INSEE en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Conformément aux dispositions notamment de l'article L2224-5 du CGCT, il appartient au Président de l'EPCI de présenter ce rapport d'activité à son assemblée délibérante. Ainsi, le rapport annuel d'activité 2017 métropolitain est présenté en Conseil de Métropole.

## **2 - Contenu du rapport annuel 2017**

Le rapport contient des informations techniques et financières relatives à la compétence de la Métropole en matière de déchets ménagers notamment :

- la présentation des Territoires constituant la Métropole, leur population, les actions en matière de prévention et gestion des déchets, l'organisation des services et les agents,
- les actions en terme de prévention des déchets dans le cadre du Programme Local de Prévention des Déchets,
- les services, les équipements et les indicateurs techniques de la collecte des déchets ménagers résiduels, de la collecte sélective, des déchèteries, des collectes spécifiques et du traitement en ISDnD et par incinération des déchets résiduels,
- les mesures prises en compte pour atténuer les effets préjudiciables à la santé de l'homme et à l'environnement des opérations de gestion des déchets,
- les indicateurs financiers de l'activité de la gestion des déchets à l'échelle de la Métropole.

## **3 - Les chiffres et indicateurs d'activité de 2017**

### 3.1 : Indicateurs de moyens : territoire desservi, moyens humains, matériels et installations

La Métropole Aix-Marseille-Provence regroupe 92 communes et compte plus de 1,8 millions d'habitants soit 93 % de la population des Bouches du Rhône.

Pour assurer les services de proximité à la population, ce sont environ 2 400 agents en régie et environ 1 000 véhicules et matériels techniques qui sont déployés sur tout le Territoire.

Le parc de contenants de pré-collecte comprend environ 481 000 bacs, 8 600 dispositifs aériens pour

collecter les recyclables et les ordures ménagères, 1 820 dispositifs majoritairement enterrés et quelques bacs gros volumes implantés.

Sur l'ensemble de la Métropole 58 déchèteries offrent un service de proximité basé sur l'apport volontaire des habitants.

19 centres de transfert répartis sur tout le territoire métropolitain permettent d'optimiser les coûts de transport des déchets et ainsi d'agir en faveur de l'environnement.

Les centres de tri utilisés pour trier les recyclables issus des différentes collectes sélectives des six Territoires sont au nombre de 4 installations situées sur le périmètre de la Métropole et aux alentours.

Les centres de traitement utilisés pour les déchets résiduels (enfouissement et/ou incinération), sont au nombre de 7, situés sur le périmètre métropolitain et aux alentours.

### 3.2 : Indicateurs de tonnages pris en charge

Au total, sur le territoire de la Métropole, ce sont plus de 1 175 150 tonnes de déchets ménagers et assimilés qui sont pris en charge par les différents services des Territoires, soit 627 kg/habitant/an.

Le tableau suivant présente le bilan des déchets ménagers et assimilés gérés sur le Territoire métropolitain.

Sur l'ensemble de ces tonnages :

- 35 % partent en valorisation matière et organique,
- 30 % partent en valorisation énergétique,
- 35 % partent en enfouissement.

	Bilan des déchets ménagers et assimilés (DMA)				
	Tonnages collectés	Tonnage valorisé matière	Tonnage valorisé organique	Tonnage valorisé énergie	Tonnage enfoui
Tonnages d'ordures ménagères	694 824	8090	51 065	341 552	294 117
Tonnages de la collecte sélective	69 630	63 587	0	416	5 627
Tonnages de la collecte séparative	4 065	3 481	584	0	0

Tonnages des déchèteries	349 468	190 073	70 010	4 697	84 687
Tonnages des encombrants collectés et apports divers sur sites de traitement	57 162	18 598	6 922	1 229	30 413
Aix-Marseille-Provence Métropole	1 175 150	283 830	128 580	347 895	414 845

### 3.3 : Répartition des tonnages pris en charge

La répartition des tonnages pris en charge par la Métropole est la suivante :

- 59 % sont constitués d'ordures ménagères soit 371 kg/hab/an,
- 6 % sont issus de la collecte sélective et séparative soit 39 kg/hab/an,
- 30 % sont issus des collectes en déchèteries soit 186 kg/hab/an,
- 5 % sont constitués des collectes des encombrants au porte à porte et d'autres apports divers et/ou issus des services techniques acheminés directement ou indirectement (hors tonnages des professionnels) vers les différentes installations et unités de gestion des déchets, soit 30 kg/hab/an.

### 3.4 : Indicateurs financiers

La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique, en particulier le décret de décembre 2015, a instauré obligation de transparence des coûts en demandant de préciser de nouveaux indicateurs financiers dans le rapport annuel. Le décret impose l'expression des coûts par flux dans une matrice de référence similaire à celle de l'ADEME.

La matrice, fondée sur une méthode de comptabilité analytique, permet de restituer les coûts sous forme de ratio en euro par tonne et en euro par habitant pour chacun des différents flux pris en charge par le service public des déchets.

Depuis 2016, les six Territoires utilisent cette méthode afin de constituer la matrice métropolitaine. Ainsi, un premier travail d'harmonisation sur la présentation des coûts a pu être mené.

Le coût complet global de la compétence sur le territoire de la Métropole est de 181 € TTC/habitant/an ou de 272 € TTC/tonne.

Le coût aidé est un coût qui laisse apparaître le « reste à financer » du service par l'impôt (TEOM), la redevance spéciale, l'emprunt et le budget général.

Sur l'ensemble de la Métropole, le coût aidé de la compétence 168 € TTC/habitant/an ou de 253 € TTC/tonne.

## **4 - Les actions fortes en 2017**

A l'échelle de la Métropole, les faits marquants concernent essentiellement l'approbation du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets par délibération DEA 018-2836/17/CM du Conseil de Métropole du 19 octobre 2017. Ce schéma définit la politique générale de la Métropole relative à la gestion des déchets selon les quatre axes suivants : en termes de prévention des Déchets, en termes de valorisation matière et organique, en termes de traitement des Déchets et en termes de principes généraux.

Pour pouvoir atteindre ces objectifs et permettre la coordination de la politique générale, il est nécessaire que la mise en œuvre se fasse par les Territoires. C'est donc dans ce cadre que les principales actions ont été menées durant l'année 2017.

Plus précisément,

**> Sur le Territoire de Marseille Provence** : l'année a été marquée par le renouvellement des marchés de collecte de plusieurs arrondissements de Marseille et la préparation des marchés de plateformes de réception et tri pour la valorisation de végétaux, gravats, encombrants et pneus ainsi que la préparation des marchés de collecte sélective des colonnes d'apport volontaire. La Direction a poursuivi les actions d'implantation de conteneurs enterrés, de promotion du tri sélectif et de déploiement du compostage individuel et collectif et de la valorisation énergétique du Biogaz de La Crau permettant la production d'électricité.

**> Sur le Territoire du Pays d'Aix** : l'année a été marquée par la poursuite des actions menées en termes d'amélioration de la performance du tri avec la finalisation du basculement en mode biflux de la commune d'Aix en Provence, en termes de réhabilitations des dispositifs enterrés pour les déchets ménagers résiduels et recyclables, de

réduction des bio-déchets, d'aide pour les structures de réemploi et de ressourceries avec la mise en place de caissons dédiés au réemploi, de sensibilisation auprès des étudiants et de communication institutionnelle aux bons gestes de tri. Concernant les travaux, finalisation des travaux de requalification de la déchèterie de La Parade et de rehausse du bassin du site de l'Arbois et la gestion de la totalité des lixiviats sur le site de l'Arbois.

**> Sur le Territoire du Pays Salonais :** Concernant la collecte sélective, poursuite du déploiement du porte à porte sur Rognac et Salon-de-Provence. Concernant les déchèteries, poursuite du déploiement de la collecte des DEA et travaux d'amélioration de la déchèterie de Rognac avec la mise en place de garde-corps à basculement permettant le bennage des gravats. Concernant les actions de communication, sensibilisation et promotion du tri et du compostage lors de la tenue de stands au Salon des agricultures et aux forums des associations de Charleval, Berre l'Etang et Salon-de-Provence.

**> Sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile :** Poursuite des actions de réemploi en partenariat avec Evolio dans un projet de Ressourcerie « Le Dirigeable » permettant ainsi de valoriser les tonnages d'encombrants. Poursuite de la densification du parc de conteneurs enterrés ayant fait l'objet d'aide de Citéo dans le cadre du projet PAC. Afin d'assurer, d'une part la collecte des ordures ménagères dans les conditions optimales de sécurité et d'autre part d'améliorer la propreté des points de ramassage, des travaux de génie civil ont été engagés en partenariat avec les communes sur plusieurs points de collecte du territoire.

**> Sur le Territoire d'Istres Ouest Provence :** les principales actions menées concernent la mise en place de colonnes dédiées aux cartons auprès de foyers contribuant ainsi à la performance de la valorisation des recyclables, le retrait progressif des bacs de tri collectifs remplacés par des bornes de tri sur Fos sur Mer. Mise en place de la collecte des cartons, par le biais d'un marché d'insertion, sur les villes d'Istres, Fos-sur-Mer et Port-St-Louis-du-Rhône. Elle est effectuée quatre fois par semaine (les mardis, mercredis, vendredis et samedis). La collecte des cartons est effectuée par un prestataire privé sur les communes de Miramas, Grans et Cornillon.

**> Sur le Territoire du Pays de Martigues :** les principales actions menées concernent la poursuite des actions en termes de prévention avec la distribution de composteurs, la mise en place de colonnes enterrées pour les ordures ménagères et les recyclables (les plans d'implantation sont consultables sur le site internet du Territoire) pour les centres villes de Martigues et de Port de Bouc. Obtention de la certification ISO 14 001 pour les déchèteries de La Couronne et de Croix Sainte.

A l'échelle de la Métropole, de nombreuses mesures sont prises en compte pour atténuer les effets préjudiciables à la santé de l'homme et à l'environnement des opérations de gestion des déchets. Ces actions présentes sur tous les Territoires, regroupent des actions de lutte contre le réchauffement climatique, de préservation de la biodiversité, de plan d'actions réduisant les accidents du travail et améliorant les conditions de travail des agents, des démarches ISO pour certaines installations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets ;
- La délibération n° HN 088-219/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences pour la gestion des déchets ménagers et assimilés du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 9 octobre 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que ce rapport doit être présenté au Conseil de Métropole et mis à la disposition du public

- Que le service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés doit faire l'objet d'un rapport annuel relatif au prix et à la qualité de ce service.

## **Délibère**

### **Article unique :**

Sont approuvés le Rapport Annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses six annexes, ci-annexés, pour l'exercice 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEA 002-4677/18/CM**

#### **■ Réforme de véhicules d'exploitation du Centre de Transfert d'ordures ménagères de la Parade à Aix-en-Provence MET 18/7938/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la modernisation du quai de transfert de la Parade à Aix-en-Provence, prévue en novembre 2018, les deux compacteurs de quai vont être remplacés par quatre trémies destinées à recevoir des remorques à fond mouvant alternatif pour le transfert des déchets.

De ce fait, les remorques à compaction seront devenues obsolètes et inutilisables.

Les remorques reformées seront proposées à la vente par le Commissariat aux Ventes des Domaines de Marseille. Un expert mandaté par les Domaines fixera le prix de vente et répartira les véhicules en trois catégories :

1. Remorques pouvant rester en circulation.
2. Remorques non ré-immatriculables vendues pour pièces détachées (vente aux récupérateurs de pièces détachées).
3. Remorques à faire détruire par un ferrailleur agréé (non vendues par les Domaines).

La Direction Nationale d'Interventions Domaniales sera rémunérée par la perception d'une taxe forfaitaire

de 11% payée par l'adjudicataire en sus du prix d'adjudication.

À l'issue de la vente aux enchères, les remorques invendues ainsi que les remorques classées à détruire seront proposées, après consultation, au ferrailleur agréé le plus offrant pour dépollution et destruction.

Compte-tenu de la modernisation du quai de transfert de la Parade et de la vétusté des remorques, il est nécessaire de les retirer de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il est nécessaire de prononcer la réforme des remorques à compaction devenues inutilisables après la modernisation du quai de transfert de la Parade.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvés la réforme et le retrait des remorques listées, dans le tableau ci-annexé, de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Article 2 :**

Est confiée la procédure de vente de tout ou partie de ces remorques au Commissariat aux Ventes des Domaines.

### **Article 3 :**

La recette sera constatée au Budget Annexe SPED de la Métropole – Territoire du Pays d'Aix - Nature 775 et Fonction 7212.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 003-4678/18/CM**

**■ Réformes d'engins, de poids lourds, de véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 18/8369/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de prononcer la réforme des engins, des poids lourds, des véhicules légers et des équipements mentionnés dans le tableau ci-dessous, compte tenu de leur ancienneté et de leur kilométrage important,

**Délibère**

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers et d'équipements lui permettant d'exercer ses compétences dans les domaines variés de la propreté urbaine, de la voirie, de la circulation...

Compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains de ces véhicules et de certains de ces équipements, il est nécessaire de les retirer de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Article 1 :**

Sont approuvés la réforme et le retrait des véhicules et équipements, indiqués dans le tableau ci-dessous, de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

N° symbolique	Immatriculation	N° de série	Type	Marque	Libellé véhicule	Date mise en circulation
<b>Matériel de propreté et divers</b>						
BA0203	SANS	NA4M380054	EURO IV	MATIS	BAVL MATIS-COMPACTE MILLENIUM 4m3	11/02/2009
BA0211	SANS	NA4M390107	EURO IV	MATIS	BAVL MATIS-COMPACTE MILLENIUM 4m3	27/11/2009
AC5008	EH-869-SN	VF7ZAAMRA17251 096	MCT5203EG69 6	CITROEN	ACVL CITROEN JUMPER	22/05/2003
BA0167	SANS	WSVS2V2S161701 978	225	SCHMIDT	BAVL SCHMIDT-SWINGO	26/07/2006
BA0183	SANS	WSVS2R2S171702 301	225	SCHMIDT	BAVL SCHMIDT-SWINGO	23/11/2007
BA0186	SANS	NA4M370003	EURO IV	MATIS	BAVL MATIS-COMPACTE MILLENIUM 4m3	07/02/2008
BA0204	SANS	NA4M380056	EURO IV	MATIS	BAVL MATIS-COMPACTE MILLENIUM 4m3	26/02/2009
BA0209	SANS	NA4M390105	EURO IV	MATIS	BAVL MATIS-COMPACTE MILLENIUM 4m3	23/10/2009
BA0222	SANS	NA4M3A0131	EURO IV	MATIS	BAVL MATIS-COMPACTE MILLENIUM 4m3	21/06/2010
BA0227	SANS	NA4M3B0169	EURO IV	MATIS	BAVL MATIS-COMPACTE MILLENIUM 4m3	28/09/2011
<b>Matériel de collecte</b>						
CF5121	EG-168-KM	VWASGFF2471016 137	SGFF24	NISSAN	BOM 4M3 PROVENCE BENNE	18/07/2007
CF5128	EG-796-KN	VWASGFF2471021 098	SGFF243525	NISSAN	BOM 4M3 PROVENCE BENNE	11/09/2007
CF5135	EG-836-EW	VWASGFF2471022 630	SGFF243525	NISSAN	BOM 4M3 PROVENCE BENNE	18/09/2007
CF5136	EG-795-KN	VWASGFF2471024 914	SGFF24	NISSAN	BOM 4M3 PROVENCE BENNE	24/09/2007
CF5137	EG-116-KN	VWASGFF2471034 420	SGFF24	NISSAN	BOM 4M3 PROVENCE BENNE	24/06/2008
BO0649	EG-122-KM	VF644ACA0000152 53	44ACA5CC30	RENAULT	FAUN 12M3 + MIDLUM 220.16	20/02/2006
BO0658	EF-078-XN	VF644ACA0000170 20	44ACA5	RENAULT	FAUN 12M3 + MIDLUM 220.16	04/08/2006
BO0673	EF-132-XN	VF644AHL0000007 06	44AHL7	RENAULT	FAUN 12M3 + MIDLUM 240.16	31/07/2007

**Article 2 :**

Est confiée la procédure de vente de tout ou partie de ces véhicules et équipements au Commissariat aux Ventes des Domaines.

La recette sera constatée au Budget de la Métropole  
CT1 – Sous politique G120 – Nature 7788

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 004-4679/18/CM**

**■ Approbation d'un contrat avec l'éco-organisme Eco-Mobilier au titre de la Responsabilité Elargie du Producteur pour les Déchets d'Eléments d'Ameublement  
MET 18/7049/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Selon le principe de la responsabilité élargie des producteurs (REP), la gestion des Déchets d'Eléments d'Ameublement (DEA) doit être assurée par les metteurs sur le marché et les distributeurs d'éléments d'ameublement. Pour remplir leurs obligations, ces derniers doivent mettre en place un système individuel approuvé ou adhérer à un éco-organisme titulaire d'un agrément. Ce dispositif a pour vocation d'optimiser la gestion de ces déchets, mais aussi de prévenir la production des déchets et, en amont de cette gestion, favoriser l'éco-conception des éléments d'ameublement.

A l'échelle de la Métropole, tous les Territoires ont déjà conclu des contrats avec l'éco-organisme Eco-mobilier agréé en 2013 pour la période 2013/2017. Suite à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence en 2016, les contrats existants ont été regroupés en contrat unique en maintenant l'ensemble des engagements existants.

L'échéance du contrat unique est arrivée à terme au 31 décembre 2017. Toutefois, Eco-mobilier poursuit ses engagements opérationnels d'enlèvement jusqu'au 30 septembre 2018.

L'état a agréé de nouveau le 26 décembre 2017 l'éco-organisme Eco-mobilier. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 entre en application le cahier des charges de ce nouvel agrément relatif à la filière des DEA.

Les enjeux du nouvel agrément s'inscrivent dans la continuité de la Loi de Transition Energétique (LTE) d'août 2015.

Ces contrats apporteront à la Métropole Aix-Marseille-Provence la prise en charge opérationnelle des DEA collectés séparément, et le versement de soutiens :

- pour les tonnages de DEA collectés séparément,
- pour les tonnages de DEA collectés en mélange (uniquement si la collecte séparée est impossible),
- pour une partie des tonnages d'encombrants collectés en porte à porte,
- à la communication.

Ces engagements couvrent la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi de Transition Energétique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- L'arrêté du 26 décembre 2017 portant agrément d'Eco-mobilier ;
- L'adhésion à Eco-mobilier approuvé par délibération AGER 022-429/13/CC ;
- L'information des Conseils de Territoires.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'afin de bénéficier de la prise en charge opérationnelle et des soutiens financiers apportés par l'éco-organisme agréé, le contrat de gestion des DEA doit être signé,

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le contrat, ci-annexé, de collecte du mobilier conclu avec l'Eco-organisme agréé Eco-mobilier jusqu'au 31 décembre 2018.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce contrat par voie dématérialisée ou électroniquement et toutes les pièces relatives à ce dossier et à prendre toutes dispositions y concourant.

**Article 3 :**

Les recettes correspondantes seront constatées sur les budgets aux comptes correspondants.



Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 005-4680/18/CM**

**■ Approbation des tarifs aux apporteurs particuliers de déchets sur l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de l'Arbois pour l'année 2019  
MET 18/7937/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDnD) de l'Arbois ne reçoit que des déchets produits sur le Territoire du Pays d'Aix ou des communes limitrophes ; les résidus qui y sont éliminés sont en grande majorité des déchets des ménages pris en charge par le Service Public mais également des déchets apportés par des clients extérieurs dont l'élimination est prise en charge par les entreprises productrices. Il convient de fixer, pour l'année 2019, les tarifs d'élimination ainsi que le quota annuel des déchets apportés par ces clients extérieurs, accepté par le Territoire du Pays d'Aix.

Le volume d'activité annuel de l'ISDnD de l'Arbois est fixé à 150.000 tonnes, toutes natures de déchets confondues, ainsi le volume maximal de déchets octroyé aux apporteurs extérieurs correspondant à la différence entre ce quota et les prévisions de déchets des ménages à éliminer.

Le bilan prévisionnel réalisé pour 2018 montre que, compte-tenu de la politique appliquée, plus ou moins 135.000 tonnes de DIB devraient être éliminées sur l'ISDnD de l'Arbois.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé de fixer le quota 2019 octroyé aux clients extérieurs à 15.000 tonnes.

Il est à noter que :

- Ce quota est fixé à un niveau raisonnable correspondant à 10 % de la capacité totale, permettant ainsi de garantir la priorité de l'utilisation de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux pour les besoins propres du Territoire en terme d'élimination des Ordures Ménagères Résiduelles ;
- Les recettes supplémentaires liées à l'augmentation du quota permettront de compenser une partie des surcoûts de tri des encombrants ; en effet, afin de répondre aux exigences réglementaires en matière de

valorisation des déchets et de limitation des quantités de déchets enfouis, le Territoire du Pays d'Aix s'est engagé dans une démarche de tri des encombrants. Ainsi près de 8.000 tonnes d'encombrants, qui jusque-là étaient éliminés sur l'ISDnD de l'Arbois, seront envoyés en filière de valorisation et non plus en stockage.

Il est important que l'offre faite aux clients extérieurs soit cohérente avec le niveau des prix pratiqués dans le département. En effet la politique tarifaire doit être suffisamment compétitive pour permettre l'atteinte des objectifs.

Compte-tenu de la croissance importante des tonnages de déchets éliminés dans le département des Bouches-du-Rhône due notamment à l'import massif de déchets en provenance des départements limitrophes (liées à la fermeture de site etc), il est vraisemblable que les tarifs de stockage de déchets augmentent sensiblement.

Il est donc proposé d'augmenter les tarifs d'élimination appliqués aux DIB, aux ordures ménagères ou aux encombrants des clients extérieurs de 15€ par tonne, ce qui représente une hausse de tarif de plus de 20 %.

De plus, conformément à l'arrêté 117-2017-PC du 26 juin 2017, le Territoire du Pays d'Aix est autorisé à réceptionner des mâchefers d'incinération. Ces derniers sont des sous-produits du processus d'incinération de déchets non dangereux qui, selon leur nature, doivent être éliminés en ISDnD. Après consultation des représentants des sites autorisés à accepter ces déchets afin de ne pas être trop attractifs, il est proposé d'aligner les tarifs pratiqués sur ceux de la concurrence locale et donc de baisser le tarif appliqué aux mâchefers.

NB : la quantité annuelle maximale de mâchefers acceptable sur le site correspondra à la différence entre la capacité autorisée du site (180.000 t/an) et le volume moyen d'activité du site (150.000 t/an). En conséquence, selon les hypothèses de fonctionnement définies, elle ne pourra pas excéder 30.000 t/an.

La mise en œuvre de ces considérations aboutit aux propositions de tarification suivantes :

	Apporteur ≤500t/an	Apporteur >500t/an	Apporteur ≤500t/an	Apporteur >500t/an
Catégories de déchets	€ HT*/tonne	€ HT*/tonne	€ HT*/tonne	€ HT*/tonne
DIB	67	65	82	80
OM	67	65	82	80
Encombrants	67	65	82	80
Gravats Valorisables	22,5	22,5	37,5	37,5
Gravats Non Valorisables	17,5	17,5	17,5	17,5
Mâchefers non Valorisables	22	22	40	40

Apporteur ≤500t/an	Apporteur >500t/an
%	%
22,39%	23,08%
22,39%	23,08%
22,39%	23,08%
66,67%	66,67%
0,00%	0,00%
81,82%	81,82%

\* Les tarifs s'entendent hors toutes taxes (TVA + TGAP). La TGAP et la TVA en vigueur en 2019 s'appliqueront aux déchets traités.

Les mesures prises devraient permettre au Territoire du Pays d'Aix de bénéficier en 2019 de recettes nettes (TVA et TGAP déduites) voisines de 1.300.000 € par an.

Il convient de noter que cette politique tarifaire ne modifie pas le montant de la prestation d'enfouissement prévue dans le marché 2017-002U en date du 27 juin 2017 conclu entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société DELTA DÉCHETS pour l'exploitation du site de l'Arbois. La totalité des recettes est intégralement acquise au Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi Grenelle 2 du 12 juillet 2010 ;
- La loi de transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015 ;
- L'arrêté 117-2017-PC du 26 juin 2017 relatif à l'autorisation de réceptionner pendant 2 ans les mâchefers de l'incinérateur de Fos du Mer pour les utiliser en matériaux de couverture sur l'ISDnD de l'Arbois.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient d'approuver les tarifs aux apporteurs particuliers de l'ISDnD de l'Arbois pour l'année 2019.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accepté un quota de 15.000 tonnes par an de déchets pour les clients extérieurs sur l'Installation de Stockage des Déchets non Dangereux de l'Arbois pour l'année 2019.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la grille tarifaire présentée ci-après, qui sera appliquée aux clients extérieurs à l'Installation de Stockage des Déchets non Dangereux de l'Arbois.

	Apporteur ≤500t/an	Apporteur >500t/an	Apporteur ≤500t/an	Apporteur >500t/an	Apporteur ≤500t/an	Apporteur >500t/an
Catégories de déchets	€ HT*/tonne	€ HT*/tonne	€ HT*/tonne	€ HT*/tonne	%	%
DIB	67	65	82	80	22,39%	23,08%
OM	67	65	82	80	22,39%	23,08%
Encombrants	67	65	82	80	22,39%	23,08%
Gravats Valorisables	22,5	22,5	37,5	37,5	66,67%	66,67%
Gravats Non Valorisables	17,5	17,5	17,5	17,5	0,00%	0,00%
Mâchefers non Valorisables	22	22	40	40	81,82%	81,82%

#### **Article 3 :**

Ces tarifs seront applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2019 et seront au préalable notifiés à l'entreprise exploitante de l'Installation de Stockage des Déchets non Dangereux de l'Arbois.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **DEA 006-4681/18/CM**

### **■ Présentation du rapport annuel d'activité 2017 du délégataire de service public portant sur la valorisation énergétique du biogaz produit sur le Center de Stockage des Déchets de la CRAU MET 18/8296/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération N°AGER 004-862/11/CC du 9 décembre 2011, la Métropole a délégué, par contrat de concession, la valorisation énergétique du biogaz produit sur le Centre de Stockage des Déchets (CSD) de La Crau, y compris l'entretien, le réglage du biogaz et le traitement des lixiviats, au groupement solidaire d'entreprises constitué des sociétés VERDESSIS France devenue Dalkia Biogaz et GRS Valtech. Ce contrat a pris effet le 13 février 2012 pour une durée de 17 ans.

Conformément à l'article 27 du Contrat de Délégation de Service Public (DSP), la société La Crau Energies Vertes s'est substituée de plein droit au groupement solidaire d'entreprises susvisé, à la date de son immatriculation, soit à compter du 2 mai 2012.

Comme convenu à l'article 19 de la convention liant la Métropole à la Société La Crau Energies Vertes, le délégataire doit remettre chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel permettant d'apprécier les conditions d'exécution du service public. L'examen du rapport technique et financier 2017 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Ce rapport a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont une synthèse est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°AGER 004-862/11/CC du 9 décembre 2011, approuvant le choix du Délégataire et le Contrat de Délégation de Service Public n°12/024
- Le contrat de Délégation de Service Public et ses annexes administratives, techniques et financières;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que ce rapport doit être présenté au Conseil de la Métropole et mis à la disposition du public ;
- Que le rapport annuel technique et financier du délégataire, pour l'année 2017, a été remis par la société La Crau Energies Vertes conformément à l'article 19 de la convention n°12/024.

**Délibère**

### **Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel technique et financier du délégataire pour l'année 2017, remis par la société La Crau Energies Vertes relatif au contrat de DSP n°12/024 portant sur la valorisation énergétique du biogaz produit sur le Centre de Stockage des Déchets de La Crau.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **DEA 007-4682/18/CM**

### **■ Approbation du rapport annuel 2017 sur le Prix et la Qualité des Services Publics de l'assainissement et de l'eau potable MET 18/8247/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°95-101 du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement, a introduit diverses réformes dans la gestion des services publics de l'eau et l'assainissement.

Cette loi s'inscrit dans une perspective de transparence vis-à-vis des élus et des consommateurs ; L'article 73 de ladite loi, et le code général des Collectivités Territoriales (CGCT) dans ses articles D2224-1 à D2224-5 et ses annexes V et VI, prévoient la réalisation d'un rapport annuel du Président sur les prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Pour l'année 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a réalisé le rapport annuel sur les prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement suivants :

Un rapport de synthèse Métropolitain commun sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour la Métropole Aix-Marseille-Provence avec ses annexes :

- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire de Marseille-Provence ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays d'Aix ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays Salonais ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays de Martigues ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire Istres-Ouest-Provence ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Ces rapports ont pour objet de préciser les missions et les objectifs des services publics de l'eau potable et de l'assainissement. Ils détaillent un certain nombre d'indicateurs d'activités des services et sont construits le cas échéant en prenant compte l'analyse des rapports d'activité des délégataires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1820 du 29 décembre 2015 relatif aux modalités de transmission du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement.
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 relatif à la fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du 2 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur les prix et la qualité des services publics d'eau et d'assainissement ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que le service public de l'eau et de l'assainissement de la Métropole doit faire l'objet d'un rapport annuel relatif aux prix et à la qualité de ce dit service ;
- Que ce rapport et ses annexes (RPQS des six Territoires) doivent être présentés au Conseil de Métropole et mis à disposition du public.

#### **Délibère**

### **Article unique :**

Sont approuvés le Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité du Service de l'eau potable et de l'assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses six annexes, ci-jointes, pour l'exercice 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEA 008-4683/18/CM**

#### **■ Présentation des rapports annuels d'activité 2017 des délégataires de l'eau et de l'assainissement du Territoire Marseille Provence MET 18/8119/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

La Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), titulaire du contrat de délégation du service public de l'eau pour l'ensemble des communes du territoire Marseille Provence à l'exception de la commune de Plan-de-Cuques et de la partie villageoise de la commune de Gémenos, gérées en Régies, a remis son rapport annuel pour l'exercice 2017.

De la même manière, le Service d'Assainissement Marseille Métropole (SERAMM), délégataire du service de l'assainissement zone Centre, la Société d'Assainissement Est Métropole (SAEM), délégataire du service de l'assainissement zone Est et la Société d'Assainissement Ouest Métropole (SAOM), délégataire du service de l'assainissement zone Ouest ont remis leur rapport annuel pour l'exercice 2017.

Ces rapports, dont une synthèse est jointe en annexe, sont analysés et contrôlés par les services de l'eau et l'assainissement et sont pris en compte pour la rédaction du Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau et de l'assainissement (RPQS) 2017 pour le territoire Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FCT 001-804/17/CT du 13 juillet 2017 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service de l'eau attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération AGER 002-607/13/CC du 31 octobre 2013;
- La convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service d'assainissement Zone Centre attribuée à la SERAM par délibération AGER 002-608/13/CC du 31 octobre 2013;
- La convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service d'assainissement Zone attribuée à la SEM par délibération AGER 004-610/13/CC du 31 octobre 2013 ;
- La convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service d'assainissement Zone Ouest attribuée à la SEM par délibération AGER 003-609/13/CC du 31 octobre 2013 ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Que les rapports annuels des délégataires pour l'année 2017 ont été remis par :
  - La Société Eau de Marseille Métropole (SEMM) pour le contrat de délégation du service public de l'eau,
  - Le Service d'Assainissement Marseille Métropole (SERAMM), la Société d'Assainissement Ouest Métropole (SAOM) et la Société d'Assainissement Est Métropole (SAEM) pour chacun des

contrats de délégation du service public de l'assainissement.

de délégation du service de l'assainissement zone Est pour les communes de Cassis, Ceyreste, La Ciotat et Roquefort-la-Bédoule.

## Délibère

### Article 1 :

Est pris acte de la présentation du rapport annuel du délégataire pour l'exercice 2017, remis par la Société Eau de Marseille Métropole, attributaire du contrat de délégation du service de l'eau pour l'ensemble des communes du territoire communautaire à l'exception de la commune de Plan-de-Cuques et de la partie villageoise de la commune de Gémenos.

### Article 2 :

Est pris acte de la présentation du rapport annuel du délégataire pour l'exercice 2017, remis par le Service d'Assainissement Marseille Métropole (SERAMM) attributaire du contrat de délégation du service de l'assainissement zone Centre pour les communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Marseille, le Rove, Septèmes-les-Vallons et la zone industrielle de Gémenos.

### Article 3 :

Est pris acte de la présentation du rapport annuel du délégataire pour l'exercice 2017, remis par la Société d'Assainissement Ouest Métropole attributaire du contrat de délégation du service de l'assainissement zone Ouest pour les communes de Carry-le-Rouet, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gignac-la-Nerthe, Marignane, Saint-Victoret et Sausset-les-Pins.

### Article 4 :

Est pris acte de la présentation du rapport annuel du délégataire pour l'exercice 2017, remis par la Société d'Assainissement Est Métropole attributaire du contrat

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## DEA 009-4684/18/CM

### ■ Présentation des rapports annuels d'activité 2017 des délégataires des services publics de l'assainissement et de l'eau potable du Territoire du Pays d'Aix MET 18/8062/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Les titulaires des contrats de délégation des services publics d'eau et d'assainissement sur les communes du Territoire du Pays d'Aix ont remis leurs rapports pour l'exercice 2017.

Le tableau ci-après détaille les titulaires par commune

Commune	Compétence Eau	Compétence Assainissement
Beaurecueil	SEM	SEM
Bouc-Bel-Air	SEM	SEM (réseau)
Cabriès	SEM	SEM
Châteauneuf-le-Rouge	SEM	Régie
Coudoux	SEM	SEM (réseau)
Eguilles	SAUR	CEO
Fuveau	SEM	SEM (réseau)
Jouques	SEERC	SEERC
La Roque d'Anthéron	SEM	SEM

Lambesc	SEM	SEM
Le Puy-Sainte-Réparate	SEM	SEM
Le Tholonet	CEO	CEO
Les Pennes Mirabeau	SEM	SEM
Meyrargues	SEM	SEM
Meyreuil	SAUR	SAUR
Peynier	SEM	SEM
Peyrolles en Provence	SEM	SEM
Puylobier	SEM	SEM
Rognes	SEERC	SEERC
Rousset	SEM	SEM (réseau STEP)
Saint-Antonin-Sur-Bayon	SEM	
Saint-Cannat	SEERC	SEERC
Trets	SEM	SEM
Vauvenargues	SEM	SEM
Ventabren	SEM	SEM (réseau)
Vitrolles	SEM	SAUR

Quatre stations d'épuration sur le territoire du Pays d'Aix font par ailleurs l'objet d'un contrat de délégation de service public spécifique :

- STEP de Bouc-Bel-Air : exploitée par la SEM (2017-2029),
- STEP de Coudoux : exploitée par la SEM (2012-2020),
- STEP de Fuveau : exploitée par la SEM (2006-2019),
- STEP industrielle Rousset : exploitée par le GER (groupement OTV SUD AFRIQUE/ SEM (2012-2024).

Ces rapports ont pour objet de préciser les activités et travaux réalisés par le délégataire ainsi que les résultats financiers relatifs aux contrats de délégation. Ils détaillent pour chaque commune les indicateurs d'activités du service.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et le décret n°2016-86 en date du 1er février 2016, spécifiant les règles relatives au contenu du rapport annuel élaboré par les délégataires de service public ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les activités des délégataires des services publics de l'eau et de l'assainissement doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à leurs activités.
- Que les rapports annuels des délégataires pour l'année 2017 ont été remis par les sociétés CEO, SEM, SAUR, SEERC et GER.
- Que ces rapports doivent être présentés au Conseil de la Métropole ;
- Qu'il convient de prendre acte des rapports annuels remis par les délégataires des services d'eau potable et d'assainissement collectif du Territoire du Pays d'Aix, conformément à l'article L 1411-3 du CGCT.

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte des Rapports Annuels des Délégataires des Services Publics de l'eau et de l'assainissement du Territoire du Pays d'Aix pour l'exercice 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 010-4685/18/CM**

**■ Présentation des rapports annuels d'activité 2017 des délégataires des services publics de l'assainissement et de l'eau potable du Territoire du Pays Salonais  
MET 18/8236/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité déléguée un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Agglopolo Provence Eau, titulaire du contrat de délégation du service public de l'eau sur les 17

communes du Territoire du Pays Salonais, a remis son rapport annuel pour l'exercice 2017.

Agglopolo Provence Assainissement, titulaire du contrat de délégation du service public de l'assainissement collectif sur les 17 communes du Territoire du Pays Salonais, a remis son rapport annuel pour l'exercice 2017.

Ces rapports ont pour objet de préciser les activités et travaux réalisés par les délégataires ainsi que les résultats financiers relatifs aux contrats de délégation. Ils détaillent les indicateurs d'activités du service.

Ces rapports sont analysés et contrôlés par les services de l'eau et l'assainissement et sont pris en compte pour la rédaction du Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau et de l'assainissement (RPQS) 2017 du Territoire du Pays Salonais.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 relatif à la fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et le décret n°2016-86 en date du 1er février 2016, spécifiant les règles relatives au contenu du rapport annuel élaboré par les délégataires de service public ;
- La délibération n° 149 du 2 juillet 2012 portant attribution du contrat de délégation de service public de l'assainissement à la société Agglopolo Provence Assainissement ;
- La délibération n° 150 du 2 juillet 2012 portant attribution du contrat de délégation de service public de l'eau à la société Agglopolo Provence Eau ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;



- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 8 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les activités des délégataires des services publics de l'assainissement et de l'eau doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à leurs activités ;
- Que les rapports annuels des délégataires pour l'année 2017 ont été remis par Agglopolé Provence Eau et Agglopolé Provence Assainissement ;
- Que ces rapports doivent être présentés au Conseil de la Métropole ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est pris acte de la présentation du Rapport Annuel du Délégataire du Service Public de l'eau du Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Agglopolé Provence Eau, ci-annexé pour l'exercice 2017.

**Article 2 :**

Est pris acte de la présentation du Rapport Annuel du Délégataire du Service Public de l'assainissement collectif du Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Agglopolé Provence Assainissement, ci-annexé pour l'exercice 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 011-4686/18/CM**

**■ Présentation des rapports annuels d'activité 2017 des délégataires des services publics de l'eau potable du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile**

**MET 18/8298/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet

chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

La SAUR, titulaire du contrat de délégation du service public de l'eau sur la commune d'Auriol du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a remis son rapport annuel pour l'exercice 2017.

Veolia SVAG, titulaire du contrat de délégation du service public de l'eau sur la commune de Saint Zacharie du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a remis son rapport annuel pour l'exercice 2017.

Ces rapports ont pour objet de préciser les activités et travaux réalisés par les prestataires et les délégataires ainsi que les résultats financiers relatifs au contrat de délégation ou de gestion. Ils détaillent les indicateurs d'activités du service.

Ces rapports sont analysés et contrôlés par les services de l'eau et l'assainissement et sont pris en compte pour la rédaction du Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau et de l'assainissement (RPQS) 2017 du Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 relatif à la fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et le décret n°2016-86 en date du 1<sup>er</sup> février 2016, spécifiant les règles relatives au contenu du rapport annuel élaboré par les délégataires de service public ;
- L'avis de la commission consultative des services publics locaux ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les activités des délégataires des services publics de l'eau et de l'assainissement doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à leurs activités ;
- Que les rapports annuels des délégataires pour l'année 2017 ont été remis par : la SAUR et VEOLIA SVAG.
- Que ces rapports doivent être présentés au Conseil de la Métropole ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est pris acte de la présentation du Rapport Annuel du Déléataire du Service Public de l'eau du Territoire du Pays d'Aubagne et de L'Etoile de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la SAUR, ci-annexé pour l'exercice 2017.

**Article 2 :**

Est pris acte de la présentation du Rapport Annuel du Déléataire du Service Public de l'eau du Territoire du Pays d'Aubagne et de L'Etoile de la Métropole Aix-Marseille-Provence, VEOLIA SVAG, ci-annexé pour l'exercice 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 012-4687/18/CM**

**■ Présentation des rapports annuels d'activité 2017 des délégataires des services d'eau potable et d'assainissement collectif du territoire Istres-Ouest Provence  
MET 18/8058/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du

Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, dès la communication du rapport mentionné à l'article 52 de l'ordonnance du 29 janvier 2016 susmentionnée, son examen est mis à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Les services publics d'eau potable et d'assainissement des communes qui composent le territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, délégués par affermage, sont exploités par :

- la Société des Eaux de Marseille (SEM) pour les communes de Grans et Cornillon-Confoux ;
- la Société SUEZ pour les communes d'Istres, Miramas, Fos-sur-Mer et Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Dans ce cadre, conformément à l'article 52 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, le délégataire produit chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services. Lorsque la gestion d'un service public est déléguée, ce rapport permet en outre aux autorités concédantes d'apprécier les conditions d'exécution du service public, et notamment les travaux exécutés au cours de l'année.

Afin de répondre à cette obligation légale, ces rapports ont été remis par les sociétés délégataires auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.1411-3 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;

- La délibération n° 138-90 du 28 juin 1990 approuvant le contrat d'affermage avec la SEERC (SUEZ) pour l'exploitation du service d'eau potable des communes d'Istres et Miramas ;
- La délibération n° 139-90 du 28 juin 1990 approuvant le contrat d'affermage avec la SEERC (SUEZ) pour l'exploitation du service d'assainissement des communes d'Istres et Miramas ;
- La délibération n° 482-03 du 30 juin 2003 relative au transfert du contrat d'affermage du réseau d'assainissement collectif de la ville de Port-Saint-Louis-du-Rhône confié à la SEERC (SUEZ) au SAN Ouest Provence ;
- La délibération n° 880-08 du 17 décembre 2008 approuvant le projet de concession confié à la SEERC (SUEZ) pour la construction et l'exploitation du système épuratoire de la ville de Port-Saint-Louis-du-Rhône ;
- La délibération n° 966-03 du 19 décembre 2003 relative au transfert des services d'eau potable et d'assainissement de la commune de Fos-sur-Mer au SAN Ouest Provence – Transfert des contrats d'affermage existants entre la commune de Fos-sur-Mer et la SEERC (SUEZ) ;
- La délibération n° 539-15 du 24 novembre 2015 approuvant le contrat d'affermage avec la Société des Eaux de Marseille pour l'exploitation du service public d'assainissement collectif des communes de Grans et Cornillon-Confoux ;
- La délibération n° 540-15 du 24 novembre 2015 approuvant le contrat d'affermage avec la Société des Eaux de Marseille pour l'exploitation du service public d'eau potable des communes de Grans et Cornillon-Confoux ;
- La délibération n° 541-15 du 24 novembre 2015 approuvant le contrat d'affermage avec la SEERC (SUEZ) pour l'exploitation du service de l'eau potable de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 17 octobre 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de prendre acte des rapports annuels remis par les délégataires des services d'eau potable et d'assainissement collectif du territoire Istres-Ouest Provence, conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est pris acte du rapport annuel de la Société SUEZ relatif aux services publics d'eau potable et de l'assainissement collectif pour les communes d'Istres, Miramas, Fos-sur-Mer et Port-Saint-Louis-du-Rhône pour l'année 2017.

### **Article 2 :**

Est pris acte du rapport annuel de la Société Eaux de Marseille relatif aux services publics d'eau potable et de l'assainissement collectif pour les communes de Grans et Cornillon-Confoux pour l'année 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **DEA 013-4688/18/CM**

### **■ Approbation des dégrèvements sur facture d'eau, suite à une fuite d'eau sur les installations privées à Gémenos Village MET 18/7711/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2011-525 du 17 mai 2011 et son décret d'application n°2012-1078 du 24 septembre 2012, prévoient dans le cas d'une surconsommation d'eau potable due à une fuite après compteur pour un local d'habitation, que l'abonné sur présentation d'un justificatif, peut demander un plafonnement de sa facture.

En effet, cette loi précise que l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de consommation excédant le double de la consommation moyenne s'il présente au Service de l'eau Potable, dans un délai d'un mois à compter de l'information prévue au II de l'article 1er du décret n°2012-1078, une attestation d'une entreprise de plomberie indiquant qu'il a fait procéder à la réparation d'une fuite sur ses canalisations.

Le décret du 24 septembre 2012 fixe la date d'entrée en vigueur de ces dispositions et précise que ne sont prises en compte que les fuites de canalisations d'eau

potable après compteur, à l'exclusion des fuites dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage, l'abonné devant également fournir une attestation d'une entreprise de plomberie précisant que la fuite a été réparée en indiquant la localisation de la fuite et la date de la réparation.

Ce décret prévoit également que lorsqu'un abonné bénéficie d'un écrêtement de sa facture d'eau dans les conditions énoncées précédemment, les volumes d'eau imputables aux fuites de la canalisation après compteur n'entrent pas dans le calcul de la redevance assainissement.

Par délibération AGER 005/2127/10/CC du 28 juin 2010, le Conseil de Communauté a souhaité que les demandes de dégrèvement correspondant à des volumes supérieurs à 500m<sup>3</sup> soient approuvées par l'assemblée délibérante.

Sur ces bases, deux demandes de dégrèvement sont présentées au Conseil de Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi Warsmann du 17 mai 2011 et son décret d'application du 24 septembre 2012 relatif à la facturation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 018-1471/16/CM du 15 décembre 2016 portant sur la modification du calcul des dégrèvements consécutifs à une fuite d'eau à Gémenos Village ;
- Le règlement de service de l'eau de la commune de Gémenos Village.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que les dégrèvements supérieurs à 500 m<sup>3</sup> doivent être approuvés par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvés, les dégrèvements de plus de 500m<sup>3</sup> suivants sur les factures d'eau 2017 à Gémenos Village :

- Madame Saliotti Juliette (facture 2018-1-2433) pour laquelle le dégrèvement est de 3115.56 euros HT soit 3321.83 euros TTC (2339.59 euros HT soit 2468.27 euros TTC sur le budget annexe eau et 775.97 euros HT soit 853.57 euros TTC sur le budget annexe assainissement) sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un montant total de 3248.70 euros HT soit 3464.69 euros TTC.
- Monsieur Cagnac Stéphane (facture 2017-1-451 du 2eme semestre 2016) pour lequel le dégrèvement est de 2 915.79 euros HT soit 3 109.18 euros TTC (2 182.12 euros HT soit 2 302.13 euros TTC sur le budget annexe eau et 733.68 euros HT soit 807.05 euros TTC sur le budget annexe assainissement) sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un montant total de 3 207.14 euros HT soit 3 421.21 euros TTC.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits :

- au budget annexe de l'eau 2018 –Natures 678- Sous Politique F 170 – Code 3 DEAEAG.
- au budget annexe de l'assainissement 2018 – Natures 678-Sous Politique F110 Code 3DEAAG.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 014-4689/18/CM**

**■ Approbation des dégrèvements sur des factures d'eau 2018 suite à une fuite sur les installations privées à Plan de Cuques  
MET 18/8221/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2011-525 du 17 mai 2011 et son décret d'application n°2012-1078 du 24 septembre 2012, prévoient dans le cas d'une surconsommation d'eau potable due à une fuite après compteur pour un local d'habitation, que l'abonné sur présentation d'un justificatif, peut demander un plafonnement de sa facture.

En effet, cette loi précise que l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de consommation excédant le double de la consommation moyenne s'il présente au Service de l'eau Potable, dans un délai d'un mois à compter de l'information prévue, une attestation d'une entreprise de plomberie indiquant qu'il a fait procéder à la réparation d'une fuite sur ses canalisations.

Le décret du 24 septembre 2012 fixe la date d'entrée en vigueur de ces dispositions et précise que ne sont prises en compte que les fuites de canalisations d'eau potable après compteur, à l'exclusion des fuites dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage, l'abonné devant également fournir une attestation d'une entreprise de plomberie précisant que la fuite a été réparée en indiquant la localisation de la fuite et la date de la réparation.

Ce décret prévoit également que lorsqu'un abonné bénéficie d'un écrêtement de sa facture d'eau dans les conditions énoncées précédemment, les volumes d'eau imputables aux fuites de la canalisation après compteur n'entrent pas dans le calcul de la redevance assainissement.

Par délibération n°DPEA 4/416/CC du 13 mai 2005, le Conseil de Communauté a souhaité que les demandes de dégrèvement correspondant à des volumes supérieurs à 500m<sup>3</sup> soient approuvées par l'assemblée délibérante.

Sur ces bases, deux demandes de dégrèvement sont présentées au Conseil de Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi Warsmann n°2011-525, du 17 mai 2011 et son décret d'application du 24 septembre 2012 relatif à la facturation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuite sur les canalisations d'eau potable après compteur ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°DPEA 4/416/CC du 13 mai 2005 du Conseil de Communauté portant sur la méthode de calcul des dégrèvements sur factures d'eau suite à des fuites sur les installations privées sur la commune de Plan-de-Cuques ;
- Le règlement de service de l'eau de la commune de Plan-de-Cuques.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les dégrèvements supérieurs à 500m<sup>3</sup> doivent être approuvés par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés les dégrèvements suivants sur facture d'eau à Plan de Cuques :

- Monsieur Cid Jean-Yves pour lequel le dégrèvement est de 1 595,41 euros HT soit 1 716,22 euros TTC (860,77 euros HT soit 908,11 euros TTC sur le budget annexe eau et 734,65 euros HT soit 808,11 euros sur le budget annexe assainissement) sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un montant total de 1 679,47 euros HT soit 1 806,08 euros TTC.
- Monsieur Riorda Basso Claude Jeanne pour lequel le dégrèvement est de 2 712,66 euros HT soit 2 918,71 euros TTC (1 449,29 euros HT soit 1 529,00 euros TTC sur le budget annexe eau et

1 263,37 euros HT soit 1 389,71 euros sur le budget annexe assainissement) sur une facture préalablement établie et faisant apparaître un montant total de 2 925,29 euros HT soit 3 145,90 euros TTC.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe de l'eau 2018 du Conseil de Territoire de Marseille – Nature 678 – Sous Politique F170 Code 3 DEAP et au budget annexe de l'Assainissement 2018 du Conseil de Territoire de Marseille: Nature 678 –Sous Politique F110 Code 3 DEAP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEA 015-4690/18/CM**

■ **Approbation de l'assiette et du montant des redevances d'occupation du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence par des équipements radioélectriques installés sur les ouvrages d'eau, d'assainissement et sur les sites « déchets » du territoire métropolitain**  
**MET 18/7553/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière d'eau et d'assainissement, ayant pour conséquence un transfert des compétences des communes à la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est donc, depuis cette date, en charge de la compétence Eau potable et de la compétence Assainissement des eaux usées sur l'ensemble de son territoire.

L'article L.2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P) pose le principe selon lequel toute occupation ou utilisation privative du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. Ainsi, les emplacements occupés par des opérateurs font l'objet d'une redevance au titre de l'occupation du domaine.

En outre, le montant de la redevance peut également être fixé de manière unilatérale par la collectivité propriétaire, chargée de la gestion du domaine. Il relève en principe dans ce cas de la compétence de

l'organe délibérant de la collectivité propriétaire du domaine de fixer le montant de cette redevance.

A cet effet, les six Conseils de Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence se sont concertés sur le montant de la redevance d'occupation du domaine public par des équipements radioélectriques sur les ouvrages d'eau, d'assainissement et sur les sites « déchets » afin d'assurer une harmonisation du montant de la redevance d'occupation du domaine public sur le périmètre du territoire Métropolitain.

Les enjeux sont :

- l'harmonisation des tarifs sur le périmètre du territoire métropolitain,
- le bon fonctionnement de la téléphonie mobile,
- l'attractivité du territoire,
- la prise en compte des besoins des concitoyens.

Ces redevances seront revalorisées au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année par une augmentation annuelle de 1.5%.

Dans la mesure, où il n'y a pas lieu de distinguer les opérateurs entre eux, il est proposé d'harmoniser les conditions financières :

### **1/ OPERATEURS ECONOMIQUES :**

Le montant annuel de la redevance est de 11 000 € TTC forfaitaire par an.

Ce forfait comprend l'ensemble des équipements techniques suivants :

Une surface jusqu'à 20 m<sup>2</sup> environ permettant d'installer :

- 1 à 3 mât(s) ou 1 pylône;
- 1 à 3 antenne(s) par mât ;
- 1 faisceau Hertzien ;
- Equipements techniques associés : implantation d'armoires électriques, systèmes de balisage et d'éclairage, systèmes de sécurité conformément à la législation en vigueur (protections des intervenants et délimitation des zones de travail), système de climatisation / ventilation y compris leurs protections contre le vandalisme et l'intrusion, un cheminement de fibres optiques, un boîtier d'épissurage optique...

En cas d'ajout d'équipements supplémentaires, il sera appliqué le montant de redevances comme suit:

- 200 €/unité/an par technologie ajoutée, à savoir, antennes ou faisceaux hertziens

Les frais de dossier pour toute autorisation d'occupation sur les ouvrages d'eau, d'assainissement et sur les sites « déchets » s'élèvent à 500€ TTC.

### **2/ SPIC :**

Le montant annuel de la redevance est de 5 500 € TTC forfaitaire par an.

Ce forfait comprend l'ensemble des équipements techniques suivants :

Une surface jusqu'à 20 m<sup>2</sup> permettant d'installer :

- 1 à 3 mâts ou 1 pylône ;
- 1 à 3 antenne(s) par mât ;
- 1 faisceau Hertzien ;
- Equipements techniques associés : implantation d'armoires électriques, systèmes de balisage et d'éclairage, systèmes de sécurité conformément à la législation en vigueur (protections des intervenants et délimitation des zones de travail), système de climatisation / ventilation y compris leurs protections contre le vandalisme et l'intrusion, un cheminement de fibres optiques, un boîtier d'épissure optique...

En cas d'ajout d'équipements supplémentaires, il sera appliqué le montant de redevances comme suit:

- 100 €/unité/an par technologie ajoutée, à savoir, antennes ou faisceaux hertziens.

Les frais de dossier pour toute autorisation d'occupation sur les ouvrages d'eau, d'assainissement et sur les sites « déchets » s'élèvent à 250 € TTC.

### **3/ SPA / COMMUNES / COLLECTIVITES / ASSOCIATIONS :**

En vertu de l'article L 2221-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, les personnes publiques gèrent librement leur domaine public sous réserve de respecter le principe d'égalité, les collectivités territoriales déterminent donc librement les conditions de mise à disposition de leur domaine public.

A cet effet, l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public peut être délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole d'approuver le nouveau montant des redevances d'occupation du domaine public par des équipements radioélectriques installés sur les ouvrages d'eau, d'assainissement et sur les sites « déchets » sur le périmètre du territoire métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code des Postes et des Communications Electroniques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2005-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux redevances et droits de passage sur le domaine public ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'information des Conseils de Territoires.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de fixer l'assiette et les tarifs des redevances pour l'occupation du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence par les équipements radioélectriques installés sur les ouvrages d'eau, d'assainissement et sur les sites « déchets » sur le périmètre du territoire métropolitain.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvés l'assiette et les tarifs des redevances pour l'occupation du domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence par les équipements radioélectriques situés sur les ouvrages d'eau, d'assainissement et sur les sites « déchets » sur le périmètre du territoire métropolitain, comme suit :

#### **1/ OPERATEURS ECONOMIQUES :**

Le montant annuel de la redevance est de 11 000 € TTC forfaitaire par an.

Ce forfait comprend l'ensemble des équipements techniques suivants :

Une surface jusqu'à 20 m<sup>2</sup> environ permettant d'installer :

- 1 à 3 mât(s) ou 1 pylône;
- 1 à 3 antenne(s) par mât ;
- 1 faisceau Hertzien ;
- Equipements techniques associés : implantation d'armoires électriques, systèmes de balisage et d'éclairage, systèmes de sécurité conformément à la législation en vigueur (protections des intervenants et délimitation des zones de travail), système de climatisation / ventilation y compris leurs protections contre le vandalisme et l'intrusion, un cheminement de fibres optiques, un boîtier d'épissurage optique...

En cas d'ajout d'équipements supplémentaires, il sera appliqué le montant de redevances comme suit:

- 200 €/unité/an par technologie ajoutée, à savoir, antennes ou faisceaux hertziens

Les frais de dossier pour toute autorisation d'occupation sur les ouvrages d'eau, d'assainissement et sur les sites « déchets » s'élèvent à 500€ TTC.

## **2/ SPIC :**

Le montant annuel de la redevance est de 5 500 € TTC forfaitaire par an.

Ce forfait comprend l'ensemble des équipements techniques suivants :

Une surface jusqu'à 20 m<sup>2</sup> environ permettant d'installer :

- 1 à 3 mât(s) ou 1 pylône;
- 1 à 3 antenne(s) par mât ;
- 1 faisceau Hertzien ;
- Equipements techniques associés : implantation d'armoires électriques, systèmes de balisage et d'éclairage, systèmes de sécurité conformément à la législation en vigueur (protections des intervenants et délimitation des zones de travail), système de climatisation / ventilation y compris leurs protections contre le vandalisme et l'intrusion, un cheminement de fibres optiques, un boîtier d'épissurage optique...

En cas d'ajout d'équipements supplémentaires, il sera appliqué le montant de redevances comme suit:

- 100 €/unité/an par technologie ajoutée, à savoir, antennes ou faisceaux hertziens.

Les frais de dossier pour toute autorisation d'occupation sur les ouvrages d'eau, d'assainissement et sur les sites « déchets », s'élèvent à 250€ TTC.

## **3/ SPA / COMMUNES / COLLECTIVITES / ASSOCIATIONS :**

En vertu de l'article L 2221-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, les personnes publiques gèrent librement leur domaine public sous réserve de respecter le principe d'égalité, les collectivités territoriales déterminent donc librement les conditions de mise à disposition de leur domaine public.

A cet effet, l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public peut être délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

### **Article 2 :**

Les recettes correspondantes sont constatées sur les budgets indiquées ci-dessous :

#### **Conseil du Territoire Marseille Provence :**

Eau :

Sous Politique F 170 – Nature 7588

Assainissement :

Sous Politique F 110– Nature 7588

Déchets : Sous Politique G 110 - Nature 70388

Fonction :7213

Service : 3DTDA

#### **Conseil du Territoire Pays d'Aix :**

Eau :

Chapitre 75 – Nature 7588....

Assainissement :

Chapitre 75 – Nature 7588....

Déchets : Sous Politique G 110 - Nature 70388

Fonction :7213

Service : 3DTDA

#### **Conseil du Territoire Pays Salonais :**

Eau :

Chapitre 75 – Nature 752

Assainissement :

Chapitre 75 – Nature 752

Déchets : Nature 752 Fonction : 7213

#### **Conseil du Territoire Pays d'Istres :**

Eau :

Chapitre 75 – Nature 7588

Assainissement :

Chapitre 75 – Nature 7588

Déchets : Chapitre 70 - Nature 70388

#### **Conseil du Territoire Pays d'Aubagne :**

Eau :

Chapitre 75 – Nature 7588 sous politique F170



Assainissement :  
Chapitre 75 – Nature 7588 Sous politique F110

Déchets :  
Sous Politique G110 - Nature 70388 Fonction :  
7213  
Service :Déchets

### **Conseil du Territoire Pays de Martiques :**

Budget annexe de l'Eau :  
Sous Politique F 170 – Nature 758  
Budget Annexe de l'Assainissement :  
Sous Politique F 110– Nature 758

### **Article 3 :**

Ces redevances seront revalorisées au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année par une augmentation annuelle de 1.5%.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEA 016-4691/18/CM**

■ **Extension du périmètre de la régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée Régie des Eaux et de l'Assainissement du bassin minier et du Garlaban aux communes de Plan-de-Cuques et de Gémenos - Modifications des statuts de la régie**

### **MET 18/8427/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et de la loi n°

jour de sa création :

- Gréasque,
- Mimet,
- Saint Savournin,
- Cadolive,
- Peypin,

Elle a également pour mission d'assurer le service de l'assainissement sur le périmètre métropolitain défini comme suit au jour de sa création :

- Gréasque,
- Mimet,
- Simiane-Collongue

2015-991 du 7 août 2015 relative à la nouvelle organisation de la République (NOTRe).

Aux termes du I de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est énoncé que « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de l'article L.5218-1 du présent Code », et ce, sans préjudice de l'exercice des compétences dévolues de plein droit par le législateur aux métropoles et énumérées à l'article L.5217-2 du même Code, à l'exception, néanmoins, des compétences d'autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages énoncées au k du 6° du I du même article L.5217-2 et à l'article L.2124-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, qui ne relèvent pas des compétences d'attribution de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par ailleurs, le même article précise que les communes continuent d'exercer les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux EPCI fusionnés jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à l'exception de deux compétences.

Dès lors, au 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences obligatoires attribuées à toutes les métropoles dont celle relative à la gestion des services « Assainissement et eau », ce qui a notamment motivé l'arrêté préfectoral de fin d'exercice des compétences du syndicat intercommunal du Bassin minier, dit SIBAM.

Compte tenu de cette échéance, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé, au 1<sup>er</sup> janvier 2018, une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban », dont le siège est fixé à l'adresse suivante : Quartier Bédelin, Auberge neuve, 13 124 PEYPIN.

La Régie a pour mission d'assurer le service public de la distribution d'eau potable sur le périmètre métropolitain défini comme suite au

- La Destrousse,
- La Bouilladisse,
- Belcodène,
- Simiane-Collongue
- Roquevaire

La régie exerce ses missions dans le cadre et en stricte conformité avec les schémas directeurs de l'eau et l'assainissement métropolitains. La politique tarifaire et patrimoniale de la régie s'inscrit également

dans ce cadre et est discutée avec la Métropole avant toute mise en œuvre.

Un contrat d'objectifs, qui devra être approuvé avant la fin de l'année 2018, viendra par ailleurs préciser les relations entre la Métropole et la Régie.

La présente délibération a pour objet d'étendre le périmètre de la régie aux communes de Plan-de-Cuques et de Géménos partie villageoise au 1<sup>er</sup> janvier 2019 pour le service public de la distribution d'eau potable et d'assainissement et par conséquent de modifier ses statuts, notamment son article 3.

A cet effet, les biens nécessaires à l'activité de la Régie lui seront affectés sans transfert de propriété par une opération d'ordre non budgétaire.

Le Conseil d'administration est composé de 21 membres, répartis de la manière suivante :

- Représentants de la Métropole : 11 représentants
- Personnalités qualifiées : 10 représentants des communes sur le territoire d'intervention de la Régie, et demeure indentique.

Il peut être procédé à la désignation dans les mêmes conditions d'un nombre égal de délégués suppléants des personnalités qualifiées, appelés à siéger en lieu et place d'un titulaire absent ou empêché.

Dès lors, il est proposé au Conseil de la Métropole de désigner les nouveaux membres au sein du Conseil d'Administration de la Régie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEA 09-3357/17/CM du 14 décembre 2017 relative à la création d'une régie dotée de la personnalité juridique et de

l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban » ;

- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 29 novembre 2017 ;
- L'avis du Comité Technique du 5 décembre 2017 ;
- L'avis du Comité Technique du 12 juin 2018 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il convient d'étendre le périmètre de la régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban » ;
- Qu'il convient d'approuver les modifications des statuts de la Régie ci-annexés.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée l'extension du périmètre de la régie personnalisée à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban », aux communes de Plan-de-Cuques et Géménos partie villageoise au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

##### **Article 2 :**

Est approuvée la modification de l'article 3 « Objet » des statuts de la Régie ci-annexés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

##### **Article 3 :**

L'affectation des biens nécessaires à l'activité de la régie au 1<sup>er</sup> janvier 2019 ainsi que les opérations d'ordre non budgétaires y afférentes sont approuvées.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 017-4692/18/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°3 au contrat de délégation du service public sur le Territoire du**

**Pays Salonais pour la gestion du service de l'assainissement collectif  
MET 18/8237/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2013, le service public de l'assainissement collectif sur le territoire du Pays Salonais est exploité par la société Agglopoie Provence Assainissement (APA), filiale de la société SAUR, par contrat de délégation qui arrive à échéance le 31 décembre 2024.

Afin de préciser l'avenant n°2 qui fixait les modalités de facturation des sommes dues par les abonnés du service d'assainissement non raccordés au réseau d'eau potable, il est proposé d'ajouter un article dans le règlement de service permettant à APA de procéder à la facturation.

Par ailleurs, les arrêtés d'application de la loi dite du « Grenelle II » relatifs à la réforme Construire Sans Détruire, postérieurs à la signature du contrat de délégation, entraînent une augmentation des charges du délégataire de 55 010 € HT sur la durée restante du contrat. Le nombre de branchements renouvelés par an sera diminué de 26 branchements pour compenser la plus-value due à cette réforme. Cette réforme, impactant aussi les travaux de branchements neufs, et la mise en œuvre de redevance d'occupation du Domaine public par certaines communes nécessitent la création de nouveaux prix au Bordereau des Prix Unitaires.

D'autre part, en conformité avec l'article 1.3 du « contrat initial », la Collectivité a fait évoluer le périmètre d'affermage en procédant à l'intégration de dix postes de relevage, deux régulateurs de débit et

une nouvelle station d'épuration. Ces évolutions ont entraîné une modification significative des charges d'exploitation incombant au Délégitaire (+ 245 000 € HT sur la durée restante du contrat),

Il a été également convenu de réaffecter un montant de 444 370 € HT initialement prévu pour les travaux détaillés dans l'annexe 5 du contrat initial, à la réalisation de travaux de renouvellement et de mise aux normes des installations nécessaires à la continuité du service.

En complément, l'article 17.2 du contrat de délégation intégrera les dispositions suivantes, relatives aux délais d'instruction des documents d'urbanisme : « Ce délai sera prorogé en fonction des retards imputables à la consultation de services tiers. Il pourra dans des cas exceptionnels, être réduit sur demande expresse de la collectivité. »

Enfin, en raison de la loi du 15 avril 2013 dite « loi Brottes », interdisant la coupure d'eau dans une résidence principale pour cause d'impayés, une clause de révision financière est ajoutée en cas d'augmentation de plus de 10% du montant des mises en non-valeurs.

Conformément à l'article 33 du « contrat initial », le niveau des rémunérations du Délégitaire doit être révisé en raison de modification substantielle des conditions d'exploitation consécutive à un changement de réglementation et à une évolution du périmètre d'affermage. Il est proposé que la rémunération du délégataire soit modifiée comme suit :

Tranche annuelle	Ancien Prix appliqué P <sub>0</sub> en euros par mètre cube	Prix avenant 2 appliqué P <sub>0</sub> en euros par mètre cube	Nouveau Prix appliqué P <sub>0</sub> en euros par mètre cube avenant 3	Augmentation suite avenant 3 relativement à l'avenant n°2	Augmentation cumulée depuis le début du contrat
Tranche 1 : 0-60 m <sup>3</sup>	0,5950	0,6297	0,6379	1,30%	7,21 %
Tranche 2 : 61-180 m <sup>3</sup>	0,6545	0,6927	0,7017	1,30%	7,21%
Tranche 3 : A partir du 181 <sup>ème</sup> mètre cube	0,7200	0,7619	0,7719	1,30%	7,21 %

Par conséquent, il est proposé de modifier le règlement de service et d'établir un avenant n°3 au contrat de délégation du service public de l'assainissement collectif conclu le 23 juillet 2012 entre l'Ex Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance et la Société SAUR à laquelle s'est

substituée la société Agglopoie Provence Assainissement le 1er janvier 2013.

Cet avenant est sans impact financier sur le budget de la collectivité. L'évolution de la rémunération du délégataire est équivalente à 0,0086 € HT/m<sup>3</sup> sur une

facture type INSEE, soit +1.14 €TTC sur une facture de 120 m<sup>3</sup>.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 dite « Grenelle II » ;
- La Loi du 15 avril 2013 dite « loi Brottes » interdisant la coupure d'eau dans une résidence principale pour cause d'impayés ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de délégation du service public d'assainissement conclu le 23 juillet 2012 et transmis à la Sous-préfecture d'Aix-en-Provence le 24 juillet 2012 entre l'ex Communauté d'agglomération Salon-Etang de Berre-Durance et la société SAUR S.A.S à laquelle s'est substituée la société Agglopolo Provence Assainissement le 04 janvier 2013 ;
- L'avenant n°1, signé le 28 décembre 2012 et visé en Sous-préfecture d'Aix-en-Provence le 4 janvier 2013 ;
- L'avenant n°2, signé le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et visé en Sous-préfecture d'Aix-en-Provence le 4 juillet 2014 ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 8 octobre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°3 ci-annexé au contrat de délégation du service public pour la gestion du service de l'assainissement collectif conclu avec la société Agglopolo Provence Assainissement.

**Article 2 :**

Est approuvé le règlement de service public d'assainissement sur le Territoire du Pays Salonais modifié, ci annexé.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes les dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 018-4693/18/CM**

**■ Vente aux enchères d'une hydrocureuse de la Régie des Eaux et Assainissement du Pays de Martigues  
MET 18/8260/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, fusionnée au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, a approuvé par délibération n°2012-194 du 20 décembre 2012, la mise en place par la Société « AGORA Store » d'une plateforme de vente aux enchères en ligne de biens mobiliers et matériels devenus obsolète.

Ainsi, un véhicule a été mis en vente sur le site internet « [www.paysdemartigues.fr](http://www.paysdemartigues.fr) ».

Le montant final de cette vente aux enchères a dépassé le seuil de 4 600 euros, montant au-dessus duquel l'accord préalable du Conseil de la Métropole est obligatoire conformément à la délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole en date du 17 mars 2016.

Il appartient donc au Conseil de la Métropole

d'autoriser la vente du véhicule suivant :

Désignation véhicule	Référence	Année d'acquisition	Compteur kilométrique	Mise à prix	Vente fin d'enchères
Hydrocureuse Mercedes	EM 282 ZJ	21/11/2000	224 678	15 000,00 euros TTC	45 207,29 euros TTC

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n° HN 010-012/16 CM du 17 mars 2016 donnant au Président les délégations prévues à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la vente de l'hydrocureuse Mercedes Immatriculée EM 282 ZJ pour un montant de 45 207,79 euros TTC (37 673,16 euros HT) à Monsieur AOUSSAR Mustapha (64160 Saint-Castin).

Désignation véhicule	Référence	Année d'acquisition	Compteur kilométrique	Mise à prix	Vente fin d'enchères
Hydrocureuse Mercedes	EM 282 ZJ	21/11/2000	224 678	15 000, 00 euros TTC	45 207,29 euros TTC

**Article 2 :**

Les recettes seront constatées au Budget Annexe de la Régie d'assainissement du Pays de Martigues nature 775.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*  
**Commission "Mer, Littoral et  
Ports, protection et mise en  
valeur des espaces maritimes et  
naturels"**  
\*\*\*\*\*

**MER 001-4694/18/CM**

■ **Approbation de la création et de l'affectation de  
l'opération relative à la "Mise en sécurité des  
anciens dépôts massifs de scories - Littoral des  
Calanques"**

**MET 18/8319/CM**

Madame la Présidente de la Métropole  
Aix-Marseille-Provence sur proposition du  
Commissaire Rapporteur soumet au  
Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'activité industrielle de traitement de minerais de  
plomb sur le littoral sud des Calanques de Marseille,  
entre Mont Rose et Callelongue a débuté au milieu du  
XIXème siècle, pour s'achever au début du XXème  
siècle.

La présence de dépôts anciens et massifs de scories  
métalliques sur ce secteur résulte de cette activité  
industrielle passée.

Afin de prévenir les impacts sanitaires liés à ces  
dépôts, quelques opérations ponctuelles et parfois  
provisoires ont été mises en œuvre au début des  
années 2000, mais ces aménagements nécessitent  
d'être aujourd'hui complétés ou remplacés.

Ainsi, afin d'apporter une solution pérenne à cette  
situation environnementale dégradée, le Préfet des  
Bouches-du-Rhône a chargé l'ADEME de la maîtrise  
d'ouvrage de l'opération de conception des travaux de  
mise en sécurité des dépôts massifs de scories.

Ces travaux d'aménagement, qui devront être  
réalisés sur une période de quatre ans, et dont le  
montant global est estimé à environ 4 700 000 euros  
TTC feront l'objet d'un financement quadripartite  
réparti entre l'Etat sur budget d'intervention de  
l'ADEME, le Conseil départemental des Bouches-du-  
Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville  
de Marseille.

Dans ce cadre, la participation financière maximale de  
la Métropole Aix-Marseille-Provence aux travaux de  
mise en sécurité est fixée à 1 000 000 euros TTC.  
Ainsi, il convient de créer une opération  
d'investissement « Mise en sécurité des anciens  
dépôts massifs de scories – Littoral des Calanques »  
afin que la Métropole Aix-Marseille-Provence puisse  
honorer sa participation financière au coût des travaux  
de mise en sécurité du site.

L'opération d'investissement 2018107500 « Mise en  
sécurité des anciens dépôts massifs de scories –  
Littoral des Calanques », d'un montant de 1 000 000  
euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans  
l'autorisation de programme 181261BP du programme  
26 doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au  
Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-  
après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-  
Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités  
Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de  
modernisation de l'action publique territoriale  
et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant  
nouvelle organisation territoriale de la  
République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015  
portant création de la Métropole d'Aix-  
Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre  
2015 portant fixation des limites des  
territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-  
Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour  
un montant total de 1 000 000 euros TTC de  
l'opération d'investissement afin de permettre  
sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices  
budgétaires concernés d'inscrire les crédits  
de paiement y afférents ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées au Budget Principal Métropole la  
création et l'affectation de l'opération d'investissement  
n°2018107500 « Mise en sécurité des anciens dépôts  
massifs de scories – Littoral des Calanques » pour un  
montant de 1 000 000 euros TTC, enregistrée dans  
l'autorisation de programme 181261BP du programme  
26.

## **Article 2 :**

Sont inscrits aux budgets 2020 et suivants les crédits de paiement nécessaires.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2020 : 1 000 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **MER 002-4695/18/CM**

#### **■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative aux "Ports Ouest - Acquisition matériels" MET 18/8331/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce ces compétences.

A compter de cette date, la Métropole est notamment en charge de la compétence « Création, aménagement, et gestion de zones d'activité portuaire » sur l'ensemble de son territoire.

C'est ainsi qu'en janvier 2016 la gestion des ports de plaisance gérés par l'ex-Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a été transférée à la Métropole alors que pour les 3 autres EPCI littoraux, cette compétence restait communale.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, quatre ports communaux sont devenus métropolitains. Ils sont situés à Berre l'Etang, Saint-Chamas, Istres et Port Saint Louis du Rhône au sein des Territoires Istres-Ouest Provence et Pays Salonnais. Un cinquième sis à Saint-Chamas devrait les rejoindre dans le courant de l'année.

Les ports contribuent fortement à l'image du territoire, à son attractivité et à la qualité de vie de ses habitants. Ils constituent également pour le territoire métropolitain et ses acteurs un atout majeur de rayonnement participant au développement économique et touristique.

Ainsi, il convient de créer une opération d'investissement « Ports Ouest – Acquisition matériels » afin que la Métropole Aix-Marseille-Provence puisse procéder à l'acquisition du matériel et de l'outillage nécessaire à l'exploitation de ces ports devenus métropolitains.

L'opération d'investissement 2018107600 « Port Ouest – Acquisition de matériels », d'un montant de 300 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 181020BP du programme 02 doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

##### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 300 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

## Délibère

### Article 1 :

Sont approuvées au Budget annexe Port Ouest, la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2018107600 « Ports Ouest – Acquisition de matériels » pour un montant de 300 000 euros TTC, enregistrée dans l'autorisation de programme 181020BP du programme 02.

### Article 2 :

Seront inscrits aux budgets 2019 et suivants les crédits de paiement nécessaires.  
L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2019 :	50 000 euros
Année 2020 :	100 000 euros
Années suivantes :	150 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **MER 003-4696/18/CM**

### **■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative aux "Ports Ouest Entretien et Réparations"**

#### **MET 18/8333/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce ces compétences.

A compter de cette date, la Métropole est notamment en charge de la compétence « Création, aménagement, et gestion de zones d'activité portuaire » sur l'ensemble de son territoire.

C'est ainsi qu'en janvier 2016 la gestion des ports de plaisance gérés par l'ex-Communauté urbaine

Marseille Provence Métropole a été transférée à la Métropole alors que pour les 3 autres EPCI littoraux, cette compétence restait communale.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, quatre ports communaux sont devenus métropolitains. Ils sont situés à Berre l'Etang, Saint-Chamas, Istres et Port Saint Louis du Rhône au sein des Territoires Istres-Ouest Provence et Pays Salonnais. Un cinquième sis à Saint-Chamas devrait les rejoindre dans le courant de l'année.

Les ports contribuent fortement à l'image du territoire, à son attractivité et à la qualité de vie de ses habitants. Ils constituent également pour le territoire métropolitain et ses acteurs un atout majeur de rayonnement participant au développement économique et touristique.

Ainsi, il convient de créer une opération d'investissement « Ports Ouest – Entretien et réparations » afin que la Métropole Aix-Marseille-Provence puisse procéder à l'ensemble des travaux nécessaires à l'exploitation de ces ports devenus métropolitains.

L'opération d'investissement n°2018107700 « Port Ouest – Entretien et réparations », d'un montant de 500 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 181020BP du programme 02 doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**



**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 500 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées au Budget annexe Port Ouest la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2018107700 « Port Ouest – Entretien et réparations » pour un montant total de 500 000 € TTC, enregistrée dans l'autorisation de programme 181020BP du programme 02.

**Article 2 :**

Sont inscrits aux budgets 2018 et suivants les crédits de paiement nécessaires.  
L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2018 :	120 000 euros
Année 2019 :	150 000 euros
Années suivantes :	230 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

***Commission "Voirie, Espaces  
Publics et Grands équipements  
métropolitains"***

\*\*\*\*\*

VOI 001-4697/18/CM

■ Approbation du bilan de la concertation préalable concernant la requalification du Cours Lieutaud à Marseille (1er et 6ème arrondissements)  
MET 18/8317/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° VOI 001-710/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre pour la requalification du Cours Lieutaud à Marseille. Le groupement Tangram Architectes/Artelia Villes et Transports/Laterale/Donjerkovic a été désigné lauréat. Sur la base des premières études techniques, une concertation préalable a été organisée du vendredi 20 avril 2018 au vendredi 18 mai 2018.

Les modalités de cette concertation préalable ont fait l'objet d'un avis de presse en date du 12 avril 2018 dans les annonces légales du journal « La Provence » et « La Marseillaise »

Trois expositions permanentes, d'une durée de quatre semaines et utilisant comme supports six panneaux de concertation se sont tenues :

- Au siège institutionnel du Conseil de Territoire de la Métropole,
- En mairie des 1<sup>er</sup> et 7<sup>ème</sup> arrondissements
- En mairie du 6<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> arrondissements.

Outre les six panneaux exposés, une plaquette éditée en 3 000 exemplaires présentant l'opération, était disponible sur les lieux d'exposition, ainsi qu'un registre mis à la disposition du public afin de recueillir les avis.

Une réunion publique de lancement de la concertation préalable a également été organisée afin de présenter le projet à la population le jeudi 19 avril 2018 à 17h00 au siège institutionnel du Conseil de Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au Palais du Pharo.

Les observations portées sur les registres sont très variées et peuvent être regroupées suivant les thèmes suivants :

- L'intérêt du projet,
- La conception géométrique du projet,
- Circulation – stationnement – transports en commun,
- Les différents usages
- Les modes doux
- Le traitement des façades,
- Les arbres,
- Les conteneurs enterrés – bacs gros volumes,

- Observations diverses.

Les commentaires formulés apparaissent très variés.

Les remarques exprimées au cours de cette consultation ont été étudiées et analysées et constituent le bilan de la concertation préalable qui est joint au présent rapport. Elles ne remettent pas en cause les objectifs généraux, ni ses caractéristiques.

Le maître d'ouvrage va poursuivre l'opération de requalification du Cours Lieutaud, tout en prenant en considération l'impact des travaux d'aménagement sur l'activité économique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° VOI 001-710/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le bilan de la concertation préalable pour la requalification du Cours Lieutaud à Marseille
- Qu'il s'avère nécessaire de poursuivre l'opération de requalification du Cours Lieutaud à Marseille.

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvée le bilan de la concertation préalable portant sur la requalification du Cours Lieutaud à Marseille

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 002-4698/18/CM**

**■ Approbation du bilan de la concertation préalable concernant la requalification de la Rocade du Jarret à Marseille (4ème, 5ème et 10ème arrondissements)  
MET 18/8392/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° VOI 001-1035/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole a approuvé le lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre pour la requalification de la rocade du Jarret à Marseille. Le groupement « DEVILLERS et Associés/TANGRAM Architectes / Réussir l'Espace public / 8'18" / INGEROP Conseil et Ingénierie » a été désigné lauréat. Sur la base des premières études techniques, une concertation préalable dont le lancement a été approuvé par la délibération n° VOI 001-2408/17/CM du 13 juillet 2017 du Conseil de la Métropole, a été organisée du vendredi 29 juin 2018 au vendredi 27 juillet 2018.

Les modalités de cette concertation préalable ont fait l'objet d'un avis de presse en date du 12 juin 2018 dans les annonces légales des journaux « La Provence » et « La Marseillaise ».

Trois expositions permanentes, d'une durée de 4 semaines et utilisant comme supports cinq panneaux de concertation se sont tenues :

- Au siège institutionnel du Conseil de Territoire de la Métropole ;
- En mairie des 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> arrondissements ;
- En mairie du 9<sup>ème</sup> et 10<sup>ème</sup> arrondissements.

Outre les cinq panneaux exposés, une plaquette éditée en 3 000 exemplaires présentant l'opération était disponible sur les lieux d'exposition, ainsi qu'un registre mis à la disposition du public afin de recueillir les avis.

Une réunion publique de lancement de la concertation préalable a également été organisée afin de présenter le projet à la population le vendredi 29 juin 2018 à 17h00 au siège institutionnel du Conseil de Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au Palais du Pharo.

Les observations formulées sur les registres sont au nombre de deux et portent sur les thématiques suivantes :

- Le coût
- La circulation
- L'aménagement de l'espace public
- Les nuisances sonores

Les remarques exprimées au cours de cette consultation du public ont été étudiées et analysées et constituent le bilan de la concertation préalable qui est joint au présent rapport. Elles ne remettent pas en cause les objectifs généraux du projet, ni ses caractéristiques.

Le maître d'ouvrage va donc poursuivre, sur ces bases, l'opération de requalification de la rocade du Jarret.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° VOI 001-1035/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n° VOI 001-2408/17/CM du 13 juillet 2017 du Conseil de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le bilan de la concertation préalable pour la requalification de la rocade du Jarret à Marseille ;
- Qu'il s'avère nécessaire de poursuivre l'opération de requalification de la rocade du Jarret à Marseille.

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvé le bilan de la concertation préalable portant sur la requalification de la rocade du Jarret à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 003-4699/18/CM**

**■ Approbation des révisions des opérations d'investissement de la Voirie et de l'Espace Public, destinées aux opérations de voirie sur les voies métropolitaines et leurs dépendances sur le Territoire Marseille-Provence  
MET 18/8439/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à la délibération HN 56-187/16/CM du 28 avril 2016, le Conseil de la Métropole a délégué au Conseil de Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, l'exercice de sa compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

Dans le cadre de la seconde décision modificative de l'année 2018, sont inscrites deux opérations d'investissement qui nécessitent une révision de leurs opérations d'investissement respectives.

Ces révisions permettront, pour l'une, le lancement de l'opération revalorisée, le mandatement et le paiement de factures, en attente de crédits sur cette opération (opération 2015118300), et pour l'autre, une rationalisation des autorisations de programmes ouvertes (opération 2018106200).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de réajuster le montant des opérations d'investissement indiquées ci-dessous.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les révisions des opérations d'investissement suivantes rattachées au programme 14 Voirie métropolitaine Codes AP 151141BP et 181141BP :

SOUS-POL.	N° D'OPE.	LIBELLE	Montant de l'AP existante	Montant de la revalorisation demandée	Montant de l'AP revalorisée	MONTANT DES CREDITS DE PAIEMENT 2018
C310	2015118300	CEYRESTE - CREATION D'UN CHEMINEMENT MODES DOUX PIETONS / VELOS LE LONG DU CHEMIN DES PEUPLIERS	685 000	+ 315 000	1 000 000	20 000
C310	2018106200	CARRY - AMENAGEMENT IMPASSE BOCOUMAJOUR	50 000	- 50 000	0	0
<b>TOTAL DES REVALORISATIONS D'AP :</b>				<b>+ 265 000</b>		

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix Marseille Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :  
Opération 2015118300 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :  
Opération 2015118300 - Nature 4582 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 004-4670/18/CM**

**■ Déclassement du domaine public routier d'une emprise désaffectée de la rue André Allar à Marseille 15ème arrondissement  
MET 18/8018/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Née d'une initiative de l'Etat et des collectivités territoriales en 1995, Euroméditerranée est une Opération d'Intérêt National (OIN) qui a pour ambition

de placer Marseille au niveau des plus grandes métropoles européennes.

Avec 480 hectares, Euroméditerranée est considérée comme la plus grande opération de rénovation urbaine d'Europe.

L'extension vers le nord, sur un périmètre de 169 hectares de l'OIN, a été décrétée le 22 décembre 2007 par le Premier Ministre. Un protocole opérationnel a été signé entre la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine, le Conseil Général, la Région et l'État.

La ZAC Littorale est le premier maillon opérationnel de l'extension d'Euroméditerranée vers le nord. Elle a pour objet le développement d'un ensemble urbain situé à la rencontre des 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et 15<sup>ème</sup> arrondissements de Marseille entre le noyau villageois Bougainville-Les Crottes et le Grand Port Maritime de Marseille et entre le boulevard Ferdinand de Lesseps et l'avenue du Cap Pinède.

Elle ne constitue que la première étape de l'extension. La mutation des grandes emprises industrielles, avec le secteur dit « Les Fabriques » fait partie des grands enjeux opérationnels de la ZAC Littorale, avec notamment :

- Le nouveau pôle multimodal du Capitaine Gèze et de ses espaces publics
- La traversée du tramway et le confortement de la rue de Lyon
- La constitution du secteur « démonstrateur Allar »
- La réintégration des Puces de Marseille dans un fonctionnement apaisé

En tant que premier îlot des Fabriques, l'îlot concerné relève un double défi : d'une part, celui d'impulser une dynamique urbaine en réponse à l'opération Smartseille et, d'autre part, de permettre la structuration de la première partie de la rue André Allar qui traversera le futur parc des Aigalades.

La réalisation de cette opération immobilière et des aménagements publics nécessite le déclassement du domaine public routier métropolitain d'une emprise désaffectée depuis de nombreuses années, issue de la rue André Allar.

La rue André Allar conservera sa fonction de liaison à double sens entre le chemin de la Madrague-Ville et la rue de Lyon. Une bande cyclable sera créée sur chacun des deux trottoirs aménagés qui comporteront également des arbres d'alignement.

Conformément au Code de la Voirie Routière, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

En conséquence, il convient de déclasser du domaine public routier métropolitain l'emprise

désaffectée de la rue André Allar qui n'est pas accessible à la circulation.

La superficie totale à déclasser est de 150 m<sup>2</sup> environ, portée sur le plan de déclassement joint.

L'objectif de ce déclassement est de céder à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée l'emprise concernée.

Les sociétés concessionnaires et les intervenants sur la voie publique ont été interrogés sur les contraintes que pourrait créer, pour leurs réseaux et infrastructures, la cession de ces espaces. Les servitudes qui en découlent seront inscrites sur le titre de vente de l'acquéreur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Voirie Routière
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N° FAG 7/521/CC du 21 décembre 2001 portant Transfert en pleine propriété au nom de la Communauté Urbaine du Domaine Public Routier des 18 Communes Membres.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La ZAC Littorale dans le périmètre d'Euroméditerranée.
- La désaffectation de l'emprise issue de la rue André Allar.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est constatée la désaffectation d'une emprise de la rue André Allar -quartier Les Crottes - à Marseille 15<sup>ème</sup> arrondissement.

## **Article 2 :**

Est approuvé le déclassement du domaine public routier métropolitain d'une emprise de la rue André Allar pour une superficie de 150 m<sup>2</sup> environ dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille.

## **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à accomplir toutes les formalités de publicité foncière.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **VOI 005-4671/18/CM**

#### **■ Approbation de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la création de la voie U304 - Les olives à Marseille (13ème arrondissement) MET 18/8103/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le projet de trame viaire du site compris entre l'avenue de la Croix Rouge et l'avenue des Olives prévoit de reprendre et compléter une trame viaire posant des problèmes en termes d'accessibilité dans ce quartier et permettre son développement.

Le projet de voirie présentement retenu dans ce cadre, a pour objectif d'assurer la desserte correcte des existants du secteur des Baudillons en organisant l'échange, actuellement régulièrement saturé jusqu'à bloquer l'avenue des Olives, et la circulation à partir de l'avenue des Olives autour du chemin des Martégaux et de la traverse des Baudillons.

L'opération consiste en une création de voie reliant la traverse des Baudillons à l'avenue des Olives. Le carrefour avec l'avenue des Olives sera aménagé pour fonctionner :

- avec le carrefour à feux avenue des Olives – chemin des Martégaux,
- avec la mise en sens unique de la traverse des Audillons, située entre le chemin des Martégaux et la traverse des Baudillons.

L'opération d'investissement 2017104200 de création de la voie U304, s'élevant à 1 080 000 € TTC, doit être affectée dans sa totalité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 1 080 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

### **Délibère**

## **Article 1 :**

Est approuvée l'affectation de l'autorisation de programme de l'opération d'investissement 2017104200, création de la voie U304 - Les Olives à Marseille (13<sup>ème</sup> arrondissement), pour un montant de 1 080 000 € TTC, rattachée au programme 08 GEI hors projets spécifiques Code AP 171082BP

## **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches du Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

## **Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2018 et suivants du Territoire Marseille Provence - Nature : 4581171042 - Fonction : 851 - Sous-Politique : C311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **VOI 006-4702/18/CM**

#### **■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Boulevard Urbain Sud à Marseille"**

#### **MET 18/8106/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :  
Par délibération VOI 4/155/CC du 15 février 2002, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de l'aménagement du Boulevard Urbain Sud.

D'une longueur totale de 8,5 km, le projet du Boulevard Urbain Sud (BUS) constitue une opération essentielle pour l'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise. En reliant le secteur de la Pointe-Rouge à l'autoroute A50 et à la rocade L2 au niveau de l'échangeur Florian, il vise à compléter la trame viaire en raccordant les quartiers Sud de la ville aux réseaux structurants de l'agglomération marseillaise.

D'une logique de contournement du centre-ville sous forme de voie rapide urbaine, le projet a évolué progressivement vers un boulevard urbain, plus conforme aux préoccupations d'insertion environnementale, de desserte en transports en commun et de développement des modes doux. Inscrit dans les documents d'urbanisme depuis plusieurs décennies, d'abord au Plan d'Occupation des Sols puis au Plan Local d'Urbanisme (PLU) et au

Plan de Déplacements Urbains (PDU), le Boulevard Urbain Sud représente un intérêt stratégique à plusieurs titres :

- Il constitue un projet de voirie structurant pour le territoire marseillais et la desserte des quartiers sud-est de l'agglomération,
- Il s'agit d'un projet permettant le développement des transports en commun en site propre (TCSP) car il s'accompagne de la création de voies dédiées à un Bus à Haut Niveau de Service, constituant un mode de transport attractif, en connexion avec les futurs projets structurants de transports (tramway, métro, BHNS),
- Il contribue au développement des cheminements doux par la création de pistes cyclables et de cheminements piétons larges, confortables et sécurisés,
- Il s'agit d'un projet environnemental développant le concept d'un boulevard urbain de qualité qui vise une intégration paysagère optimale, une prise en compte des eaux pluviales (sur le plan quantitatif et qualitatif) et des zones inondables, ainsi qu'une réduction des nuisances sonores,
- Il permet la desserte de nombreux équipements et de zones économiques.

Dans le cadre de cette opération importante et afin de partager l'ambition du cœur de Métropole, un partenariat ambitieux avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône est mis en place. La présente délibération vise ainsi à approuver une demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de la première phase de cette opération est estimé à 161 000 000 euros HT pour la section Florian/Saint Marguerite.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département : Subvention sollicitée	108 192 000€ (67,2%)
Métropole	52 808 000€ (32,8%)
Total financement	161 000 000€

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté Préfectoral n°2016-41 du 8 septembre 2016 déclarant l'Utilité Publique de l'opération du Boulevard Urbain Sud ;
- La délibération HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole approuvant la délégation de compétences de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération relative Boulevard Urbain Sud à Marseille.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, des communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement en dépense sur l'état spécial de Territoire sur le Budget 2018 et suivants de la Métropole Aix Marseille - Opération : Boulevard Urbain Sud à Marseille - Nature : 458115108400 - Fonction : 851 - Opération : 2015108400 – Sous-politique : C311.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement au budget 2018 suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au chapitre 13, nature 1323 - Fonction : 851 - Sous-politique : C311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*  
**Commission "Culture et sport,  
 grands événements  
 métropolitains"**  
 \*\*\*\*\*

**CSGE 001-4703/18/CM**

**■ Présentation du rapport annuel d'activité 2017 du délégataire de service public pour l'exploitation de l'Aréna du Pays d'Aix  
 MET 18/8127/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

#### **1. Rappel du cadre juridique et des réalisations**

Par délibération du 18 mai 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a attribué au candidat Lagardère Sport, la Délégation de Service Public (DSP) relative à l'exploitation aux frais et risques de ce dernier de l'Aréna du Pays d'Aix. D'une durée de 7 ans, ce contrat a pour objet l'exploitation d'un équipement multi-fonctionnel. Il est prévu contractuellement que le délégataire accueille le club du PAUC Handball comme résident au sein de l'Aréna. L'exécution du contrat est confiée à la société dédiée LAGARDERE ARNEA 13 (LA13), issue du groupe Lagardère Sports. Le contrat a été signé et mis en œuvre à compter du 5 juillet 2017.

Les critères de choix du délégataire portaient sur trois points :

- la qualité et la cohérence du projet d'exploitation,
- la qualité et la cohérence de l'exploitation technique de l'ouvrage,
- la cohérence du compte d'exploitation prévisionnel et du montant des contributions publiques sollicitées.

Pour la réalisation de ce contrat, il est prévu que la Métropole compense à hauteur de 4.050.000 euros la contrainte de service public imposée au délégataire, à savoir principalement l'accueil du club de handball comme résident, la participation à la mission de conception / réalisation et de suivi des périodes de garantie. Cette somme est valorisée sur la durée du contrat à hauteur de 750.000 euros en 2017, de 525.000 euros en année pleine (2018 à 2023) et de



150.000 euros en 2024, pour les 6 derniers mois d'exécution du contrat.

En outre, afin que l'équipement de l'Aréna réponde au projet d'exploitation développé par le futur lauréat, il a été décidé de ne pas l'équiper en mobilier à priori, mais de subventionner le projet d'équipement du délégataire. Ainsi, une subvention de 1.798.502,84 euros pour la réalisation de cet investissement a été versée au délégataire en 2017.

Pour sa part, le délégataire versera une redevance fixe d'occupation domaniale à la Métropole pour un montant de 3.510.000 euros sur la durée du contrat, soit 135.000 euros pour les années 2017 et 2024 et 540.000 euros en année pleine (2018 à 2023).

Une redevance variable est également prévue au contrat. Elle est égale à :

- 10 % du résultat du résultat annuel avant impôt du délégataire compris entre 100 000 euros et 500 000 euros ;
- 15 % du résultat du résultat annuel avant impôt du délégataire compris entre 500 000 euros et 750 000 euros ;
- 20 % du résultat du résultat annuel avant impôt au-delà de 750 000 euros ;

## 2. L'activité 2017 de la DSP (rapport en annexe)

Il est à préciser que l'activité du délégataire porte uniquement sur 6 mois en 2017 (juillet à décembre). En effet le contrat de DSP est notifié en date du 5 juillet 2017. L'exploitation de l'Aréna par LA 13 n'a effectivement débuté qu'à compter de la réception du bâtiment par la Métropole, à savoir le 22 septembre 2017, cette date marquant également la remise des clefs au délégataire.

Conformément aux engagements de LA13 en phase de négociation du contrat, l'Aréna a accueilli un premier événement le 11 octobre 2017 (match de handball PAUC / Chambéry), soit 3 semaines après la remise de l'ouvrage.

### 2.1. Le compte rendu technique

#### Suivi patrimonial :

- LA13 a procédé à 90 % de son programme d'investissement. Le reliquat sera réalisé en 2018.
- Des travaux d'aménagements des bureaux et d'une loge ont été opérés afin d'améliorer l'attractivité de la salle pour les artistes.

#### Suivi d'exploitation :

Les obligations mises à la charge du délégataire dans le contrat de DSP, à savoir, la fourniture de l'état des effectifs, les obligations en matière de sécurité, la

transmission des contrats souscrits, sont respectées pour la partie exploitation.

Aucun incident de fonctionnement majeur n'est signalé sur cette période de 3 mois d'exploitation. A noter que LA13 prend une part active au suivi de la garantie de parfait achèvement de l'ouvrage (41 signalements en 2017).

#### Exécutions quantitatives du service :

17 événements ont été organisés dans l'Aréna entre le 22 septembre et le 31 décembre 2017, soit 31 jours d'occupation, 35.000 visiteurs accueillis et plus de 5 millions de téléspectateurs.

Exception faite du nombre de téléspectateurs, ces éléments sont légèrement inférieurs aux prévisions faites dans l'offre remise par le candidat, mais témoignent néanmoins de son dynamisme : en étant désignée uniquement 3 mois avant la remise de l'ouvrage, LA13 est parvenue à proposer un contenu de programmation, là où généralement 1 année à minima est nécessaire pour contractualiser avec des tourneurs. L'Aréna a accueilli notamment un concert télévisé en « prime-time » sur TF1 (« Enfoirés Kids »).

### 2.2. Le compte rendu financier

Les produits sont valorisés à hauteur de 998.761 euros dont 77 % sont constitués par la compensation pour contrainte de service public versée par la Métropole.

Les charges d'exploitation pour leur part sont égales à 857.929 euros.

Le résultat brut d'exploitation s'élève à 117.128 euros et génère donc un intéressement variable de la Métropole de 1 951 euros.

Le résultat net est de 78.271 euros pour l'exercice 2017.

### 2.3. Analyse de la qualité du service et du respect des objectifs

La période d'activité (3 mois) ne permet pas une prise de recul suffisante pour proposer une analyse étayée de la qualité du service.

Néanmoins, LA13 a initié dès cette première année d'exploitation des actions en faveur du rayonnement culturel (« Enfoirés Kids »), du développement sportif (convention PAUCH) et du dynamisme économique (séminaires d'entreprise).

## 3. Perspectives

En conclusion du rapport d'activité, LA13 précise les points impactant négativement l'exploitation de l'Aréna :

- absence d'UGIS (Unités de Gestion des Issues de Secours) (travaux en cours),

- insuffisance de couverture WIFI et GSM (travaux en cours),
- consommations en fluides nettement supérieures au prévisionnel fourni,
- contrainte liée à la mise en configuration handball,
- accessibilité à l'Aréna.

L'ensemble des points ci-dessus évoqués fait l'objet de travaux en cours (avenant au marché de conception / réalisation voté en Conseil de Métropole de décembre 2017) ou d'étude afin de minimiser les pertes d'exploitation.

#### 4. Commentaires sur le rapport

Ce premier rapport d'exploitation de la délégation publique de l'Aréna donne des indications partielles, du fait d'un exercice tronqué à trois niveaux :

- la désignation du délégataire de service public est intervenue uniquement 3 mois avant l'ouverture de l'Aréna ne permettant pas la réalisation d'une offre de programmation optimale. Pour mémoire, la programmation d'une salle du type de l'Aréna s'effectue 12 mois plus tôt,
- un exercice comptable qui porte sur 6 mois dont uniquement 3 mois de réelle exploitation, la remise de l'ouvrage étant intervenue le 22 septembre 2017,
- une mise en exploitation forcée 3 semaines après la remise de l'ouvrage pour l'accueil du premier match de handball le 11 octobre 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2005-236 du 14 mars 2005 relatif au rapport annuel du délégataire de Service Public Local;
- La délibération n°CSGE 001-2103/17/CM du Conseil de Métropole du 18 mai 2017 relative au choix du délégataire ;

- Le contrat de concession signé entre la « Métropole Aix-Marseille-Provence » et la société Lagardère Aréna 13 notifié le 5 juillet 2017 ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article unique :**

Est pris acte du rapport du délégataire 2017 et du rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels, produits au titre de la délégation de service public pour l'exploitation aux frais et risques du délégataire de l'Aréna du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **CSGE 002-4704/18/CM**

**■ Approbation du choix du délégataire et du contrat de Délégation de Service Public relatif à l'exploitation et la gestion de la Salle de Musiques Actuelles de la Constance  
MET 18/8130/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le présent rapport concerne l'approbation du choix du délégataire et du contrat de délégation de service public relative à l'exploitation de la salle des musiques actuelles de la Constance, équipement public majeur de la future Zac de la Constance à Aix-en-Provence, opération publique d'aménagement à vocation de logements et d'activités tertiaires développées sur 100 ha environ.

Le planning de réalisation prévoit l'achèvement du chantier en décembre 2018 pour une livraison du bâtiment en janvier 2019.

Afin d'assurer la gestion de cet équipement, une procédure de consultation en vue de l'attribution d'un contrat de délégation de service public a été lancée le 9 juin 2015 avec la parution d'un avis d'appel public à la concurrence.

Les candidats DUNE, IRIS, LE GENERATEUR et MAC ont été admis à la négociation lors de la séance

de la commission de délégation de service public du 7 juillet 2017.

A l'issue des négociations et de l'analyse des offres négociées, il est proposé de retenir le candidat DUNE qui apparaît comme ayant présenté l'offre la plus intéressante au regard des critères du règlement de la consultation exposés dans le présent rapport.

#### ● **Déroulement de la procédure**

Le Conseil communautaire de la CPA a approuvé par la délibération n°2015\_A113 du 21 mai 2015, le principe de la gestion déléguée pour l'exploitation et la gestion de la salle de musiques actuelles « La Constance » par voie d'affermage, après avis favorables de la Commission consultative des Services Publics Locaux du 20 mai 2015 et du Comité Technique Paritaire du 25 mars 2015.

Conformément aux dispositions de l'article R.1411-2 du Code général des collectivités territoriales, un avis d'appel public à candidature a été inséré dans les journaux et revues suivants :

JOUE : 9 juin 2015  
B.O.A.M.P : 12 juin 2015  
La Lettre du Spectacle : 12 juin 2015

À la date limite de réception des candidatures a été fixée au 16 juillet 2015 à 16 h. Quatre plis ont été reçus.

La Commission de délégation de service public, réunie le 24 juillet 2015, a procédé à l'ouverture de ces plis et a enregistré leurs contenus.

La Commission de délégation de service public s'est réunie le 31 juillet 2015 pour établir la liste des candidats admis à présenter une offre, et a décidé de retenir les candidatures de l'association le Générateur et de la SCIC IRIS et a décidé de rejeter les candidatures des associations MAC et Dune, au motif que ces associations n'avaient pas la capacité juridique pour candidater.

L'association MAC a déposé un référé pré-contractuel contre cette décision.

L'ordonnance du Juge des référés du 16 septembre 2015 ayant annulé la décision de la Commission de délégation de service public du 31 juillet 2015, la Commission de délégation de service public s'est réunie à nouveau le 5 octobre 2015 et a décidé de retenir les candidatures de la SCIC IRIS SARL, l'association Dune, l'association MAC et l'association Le Générateur.

La date limite de réception des offres a été fixée au 2 mars 2016, puis repoussée au 1<sup>er</sup> août 2016.

Le 16 septembre 2016, les membres de la Commission de service public ont procédé à l'ouverture des offres reçues dans les délais requis

des candidats : SCIC IRIS SARL, l'association Dune, l'association MAC et l'association Le Générateur.

Le 7 juillet 2017, après avoir pris connaissance du rapport d'analyse des offres, la commission de délégation de service public a invité le Président ou son représentant à négocier avec les candidats suivants : SCIC IRIS, l'association Dune, l'association MAC et l'association le Générateur.

Une première série de questions a été adressée aux candidats le 2 octobre 2017.

Les réunions de négociations se sont tenues le 19 février 2018 avec le même temps imparti à chaque candidat. A l'issue, les candidats ont été invités par courrier à remettre une nouvelle offre.

Après analyse de ces réponses et améliorations, il est possible de formuler les conclusions suivantes sur les offres des candidats au regard des critères mentionnés dans le règlement de la consultation.

#### ● **Proposition de choix du candidat**

##### a. **Rappel des critères de jugement des offres**

Conformément à l'article 11 du règlement de consultation, les critères de jugement des offres sont les suivants :

##### 1) Pertinence projet artistique et culturel équipement

Ce critère a pour objet d'apprécier l'aptitude du projet des candidats (Projet Culturel et Projet de Mise en Réseau et d'Emergence des Musiques Actuelles) à répondre aux objectifs prioritaires du service public tels que définis à l'article 9 de la Pièce n°2 du dossier de consultation [Projet de Contrat de Délégation] hors volet tarification qui est apprécié dans le cadre du critère 4 ci-dessous.

Les objectifs prioritaires assignés par le Personne Publique au Déléataire sont les suivants :

- aboutir à un positionnement spécifique en matière d'équipements comparables par rapport à l'offre existante sur le territoire du Pays d'Aix et de la Région Provence Alpes Côte d'Azur ;
- rapprocher ce territoire d'autres agglomérations où des structures similaires permettent l'expression de choix artistiques ambitieux dans le domaine des musiques actuelles à travers ses diverses expressions : rock, jazz, musiques du monde, musiques et expressions urbaines, musiques électroniques ... ;
- rester attentif à l'émergence et la novation, tout en respectant un nécessaire équilibre dans la diversité et la pluralité des expressions et styles musicaux représentés, ceci à travers la programmation ainsi que

pour toutes les activités et formes d'accueil proposés par le site ;

- intégrer une réelle part des activités de l'établissement en termes de diffusion, d'accueil comme de résidences pour ces opérateurs, à l'usage direct ou en collaboration étroite ;
- garantir l'accès du public le plus large du Pays d'Aix et de la Région Provence Alpes Côte d'Azur par la mise en place d'une politique tarifaire adaptée ;
- rechercher, par des actions significatives de communication et de médiation, l'élargissement de la base des publics potentiels, notamment en direction du public jeune. Développer en ce sens des actions spécifiques en direction du public étudiant et de l'université.

La mise en œuvre des objectifs prioritaires doit se traduire par un minimum de 100 événements sur les deux salles dont une part significative de coproductions avec des opérateurs locaux, et un nombre d'accueil et de mise à disposition qui ne pourra être inférieur à 15% des activités de diffusion réalisées sur les deux salles

Des locations et formules de collaboration incluant rétribution avec des producteurs privés extérieurs seront encouragées dans une proportion minimum de dix (10%) du total des manifestations proposées.

Des résidences d'artistes seront proposées dans la SMAC, ceci à travers l'usage des studios et des scènes des deux salles.

Priorité sera accordée aux artistes émergents et en particulier aux projets d'accompagnement d'artistes issus du territoire.

## 2) Qualité de l'exploitation technique de l'Ouvrage et des Equipements

Ce critère a pour objet d'apprécier l'aptitude des candidats à assumer les obligations mises à sa charge par le projet de Contrat en termes (i) d'entretien, de maintenance et de renouvellement, (ii) de sécurité et de gardiennage.

## 3) Cohérence du compte d'exploitation prévisionnel et montant des contributions publiques sollicitées de la Personne Publique

Ce critère a pour objet d'apprécier la cohérence de l'approche économique des candidats s'agissant (i) de l'estimation des produits et des charges d'exploitation et (ii) de l'utilisation des deniers publics (subventions de la Personne Publique prévues aux articles 29.2.1 à 29.2.4 de la Pièce n°2 du dossier de consultation [Projet de Contrat de Délégation]).

## 4) Pertinence des propositions tarifaires (article 30 du projet de Contrat)

Ce critère a pour objet d'apprécier la pertinence de la tarification proposée par les candidats afin de

permettre l'appropriation de la SMAC par un large public d'usagers (spectateurs) et d'utilisateurs (objectif d'ouverture aux acteurs et opérateurs du tissu musiques actuelles du Pays d'Aix tel que défini à l'article 9 de la Pièce n°2 du dossier de consultation [Projet de Contrat de Délégation]).

## b. Présentation synthétique de l'analyse des offres

Ces critères sont conçus afin de permettre à l'issue d'une procédure de mise en concurrence, le choix de l'offre à la fois la plus attractive en terme de projet culturel et la plus maîtrisée (cohérente) au regard des critères.

L'analyse des offres définitives des quatre candidats s'établit en synthèse comme suit :

**Le candidat DUNE** propose un projet culturel innovant remplissant les objectifs minimaux fixés au cahier des charges du projet culturel. Le candidat s'attache à développer un projet culturel tourné vers la création artistique, l'implication dans le territoire, qui s'articule autour des musiques et des identités, dans la diversité des expressions, des modes de médiation et des publics (« agora créative dans une Mediterranean Valley »).

La programmation respecte les équilibres attendus entre diffusion d'artistes connus et émergents, l'organisation de concerts par l'exploitant, l'ouverture aux producteurs privés et l'accueil d'opérateurs du territoire. Le candidat utilise de manière très équilibrée la grande salle et la salle club, et réalise une utilisation judicieuse des espaces annexes, patio et hall – quoique le volume des locations paraisse important. Pour les studios, l'offre présente une bonne amplitude d'ouverture et de diversité pour les usagers. Par ailleurs, il propose la meilleure offre de résidence notamment aux opérateurs métropolitains.

La candidature DUNE, portée par un ensemble d'acteurs pour l'essentiel issus du territoire métropolitain, développe une stratégie convaincante sur la coopération entre opérateurs du territoire, la diffusion et l'accompagnement. Il prévoit la création d'une instance de coordination destinée à rassembler les acteurs métropolitains pour aborder les aspects d'équilibre du marché, de la diffusion et de l'accompagnement et des collaborations.

Les aspects novation et mutations de la scène sont très précisément décrites et sont traités à partir de l'apport du numérique dans le renouvellement de la relation artistes - publics, ainsi que sur les outils de production pour la création et la diffusion. Cette stratégie s'appuie en bonne part sur des partenariats précis avec la French Tech, les start up et les PME du numérique.

Les volets de collaboration avec les acteurs éducatifs et l'enseignement supérieur sont complets et documentés avec un projet pédagogique très complet pour Enseignement primaire et secondaire et les dispositifs de relation avec Aix Marseille Université sont détaillés et très concrets.

Concernant le volet exploitation du bâtiment, DUNE présente une offre détaillée avec des prestations de bonne qualité, qui sont correctement traduits budgétairement. Le volet économique et financier est cohérent au regard de l'ensemble des éléments décrits aux Critères 1, 2 et 4. L'approche prudentielle du chiffre d'affaires sur la durée de la délégation est pragmatique. Les charges exposées au Compte d'Exploitation Prévisionnel sont cohérentes avec l'ambition du projet.

L'équipe opérationnelle, ainsi que l'équipe de direction sont correctement dimensionnées. La politique tarifaire de location présente un niveau de prix très satisfaisant et se distingue par une plus grande simplicité dans la structure des grilles. Enfin les tarifs proposés s'inscrivent pour les studios, les locations et la billetterie en pleine cohérence avec les standards de salles comparables sur le territoire métropolitain ou national, en phase avec les attentes du délégant. Le candidat respecte les montants des contributions publiques exigées dans le DCE après négociations. Le montant de la subvention d'investissement demandée par le candidat est en adéquation avec l'estimation réalisée par le délégant.

**En conclusion, le candidat Dune présente une offre équilibrée, conforme au cahier des charges et cohérente au regard des différents critères du DCE.**

**Le candidat IRIS** respecte les objectifs minimaux fixés au cahier des charges du projet culturel. Le candidat formule une offre ambitieuse présentée comme un « hub artistique et culturel » des musiques actuelles. Le projet prend en compte la diversité et la pluralité des expressions, la création, l'émergence et la novation, avec une dimension pluridisciplinaire affirmée. Les coopérations avec l'Enseignement Supérieur engagent une démarche de recherche-action qui constitue un axe original du projet. Enfin, la forte ambition artistique et créative, le niveau de la programmation et la diversité des activités répondent aux attentes du cahier des charges.

La proposition de programmation, initialement très dense, a été réduite lors des négociations. La répartition de l'activité présente cependant des déséquilibres, avec une part relativement faible d'utilisation des deux salles et une part peu importante de locations aux producteurs privés, au profit de l'usage du patio et du hall. Pour les studios le candidat propose une bonne amplitude d'ouverture et de services.

L'équipe opérationnelle, ainsi que l'équipe de direction sont bien dimensionnées. Cependant les charges salariales, qui sont les plus élevées des quatre offres, ne sont équilibrées dans le Compte d'exploitation prévisionnel que par un niveau de produits élevé sinon optimiste. Ce point, ainsi que les déséquilibres constatés dans la programmation fragilisent la crédibilité du modèle économique sur lequel repose le projet.

Concernant le critère d'exploitation technique, entretien-maintenance, sécurité et sûreté des événements, le candidat avance des prestations de bonne qualité, avec une bonne traduction budgétaire.

La proposition tarifaire d'IRIS satisfait aux standards du marché et aux attentes du cahier des charges - à l'exception notable du secteur locations des salles. Ce dernier secteur est handicapé par une complexité importante nuisant à la lisibilité du niveau réel de tarifs, lesquels s'avèrent, comparativement, les plus onéreux des offres concurrentes.

Le candidat respecte les montants des contributions publiques exigées dans le DCE après négociations. Le montant de la subvention d'investissement demandée par le candidat est cohérent avec l'estimation réalisée par le délégant.

**En conclusion, l'offre IRIS demeure handicapée par des déséquilibres dans la programmation, mais surtout, par un modèle économique fragile, dont l'équilibre repose sur un chiffre d'affaires qui dépend de recettes d'exploitation ambitieuses - lesquelles semblent compenser des charges salariales importantes - et enfin par une tarification complexe au niveau des locations de salles.**

**Le candidat LE GENERATEUR** respecte les objectifs minimaux fixés au cahier des charges du projet culturel. Le candidat ambitionne de faire de la Salle un équipement ressource pour les opérateurs du territoire. La candidature est portée par un ensemble conséquent d'associations, artistes et opérateurs locaux, issus pour l'essentiel du territoire métropolitain. Le projet du Générateur est très participatif. Il est très clairement tourné vers le soutien de la scène émergente, des artistes, ainsi que des acteurs de la production locaux et régionaux. Un important volet d'actions pédagogiques, culturelles et d'éducation artistique irrigue le projet et souligne un intérêt fort d'ouverture aux publics les plus divers et éloignés.

La programmation est très centrée sur l'exploitation de la salle club au détriment de la grande salle. Les différents secteurs de la programmation s'en trouvent de ce fait très déséquilibrés. L'accueil des productions nationales dans le cadre de tournées est négligé. Pour les studios, le candidat offre une amplitude d'ouverture insuffisante.

L'équipe proposée par Le Générateur pour assurer le fonctionnement de l'équipement paraît sous-dimensionnée.

Concernant le volet exploitation de l'équipement, l'offre du Générateur s'est améliorée mais demeure trop peu structurée, notamment au titre de l'entretien-maintenance. Le compte d'exploitation est ainsi caractérisé par des estimations très basses des postes entretien, maintenance, gardiennage.

La proposition présentée dans le cadre du critère 4 repose sur des hypothèses très fragiles au titre des tarifs publics, ainsi que sur un niveau de tarifs de location qui paraît trop faible à la fois au regard du marché concurrentiel et du coût des services liés aux

forfaits décrits. De ce fait, demeurent des doutes portant sur la soutenabilité du modèle économique sur lequel repose le projet. Particulièrement, la capacité à mobiliser un niveau de produits suffisant à l'équilibre budgétaire interroge au regard des événements programmés et des niveaux de tarifs pratiqués. Concernant la subvention AMP, après négociations, le candidat respecte les montants maximums des contributions publiques fixé dans le DCE, il est en deça pour les autres contributions publiques. Le montant de la subvention d'investissement apparaît sous-dimensionnée au regard des impératifs d'équipement du bâtiment.

**En conclusion, le modèle économique du Générateur est fragile. Le grand nombre d'événements destiné aux opérateurs locaux au détriment des productions nationales interroge sur l'adaptation du projet artistique à la jauge de l'équipement. Ce déséquilibre, ainsi que le faible niveau des tarifs publics et des locations, interrogent la capacité du projet à réaliser un montant de recettes satisfaisant le niveau des charges nécessaire à l'équilibre d'exploitation. Le faible montant du poste « achat de spectacles » ainsi que des postes assumant le fonctionnement technique de l'équipement renforcent cette analyse.**

**Le candidat MAC** respecte les objectifs minimaux fixés au cahier des charges du projet culturel. Le candidat décrit un projet dont l'ambition vise l'excellence au sein des circuits nationaux et internationaux des musiques actuelles. Le candidat définit son projet comme une « SMAC 3.0 » en phase avec les mutations du marché de la création et de la diffusion.

Le programme prévisionnel du candidat est adapté au contexte métropolitain. La programmation s'attache à la diversité des expressions et des esthétiques musicales, tout en restant attentive à la création. La répartition de la programmation entre les deux scènes est équilibrée. Le candidat prévoit dans l'activité globale, une part importante de location à des producteurs privés - dont une part significative de locations hors concerts. Le candidat justifie ceci par l'évolution du marché, dans lequel les producteurs nationaux privilégient maintenant la location. Comparativement, la part relative d'accueil des opérateurs du territoire est la plus faible parmi les

offres. Il en est de même pour la part des résidences destinées aux artistes du territoire.

Pour les studios, le candidat assure une ouverture sept jours sur sept, ainsi qu'une offre de services de très bon niveau.

Concernant le volet d'élargissement des publics, le candidat reste au niveau des intentions. Il ne décrit pas de dispositif particulier d'action culturelle. Les collaborations possibles sont esquissées et la mise en œuvre renvoyée après la notification.

Malgré les précisions apportées en cours de négociation, les outils et moyens mis en œuvre pour mettre en place une stratégie de coopération active avec les opérateurs et lieux de diffusion à l'échelle de la Métropole restent en retrait par rapport aux offres concurrentes. L'exposé de la stratégie au regard du numérique et notamment en lien avec la French-Tech reste imprécis. L'expertise du futur chef de projet et de l'équipe pressentie sont systématiquement mis en avant comme décisives pour la résolution de chacun des points restant à l'état d'esquisse.

La direction et l'équipe opérationnelle sont bien dimensionnées et organisées. Sur le critère d'exploitation technique, entretien-maintenance, sécurité et sûreté des événements, le candidat détaille des prestations de bonne qualité, mais avec une traduction budgétaire qui demeure sous-évaluée sur les consommations. L'offre financière du candidat est cohérente, avec toutefois une masse salariale importante sur la durée de la délégation.

Le candidat respecte les montants des contributions publiques exigées dans le DCE après négociations. Le montant de la subvention d'investissement demandée par le candidat est la plus importante des quatre candidats.

**En conclusion : MAC présente une offre complète et globalement conforme au cahier des charges, avec toutefois des incohérences budgétaires significatives sur l'exploitation technique du bâtiment. L'approche du contexte métropolitain reste assez fragile, le traitement de la mise en réseau renvoyé à la phase 1 de préfiguration, ainsi qu'à l'expertise du chef de projet - laquelle est systématiquement avancée comme solution opérationnelle afin de traiter les points esquissés ou restant en suspens**

- Concernant les flux financiers des quatre candidats sur la durée de la délégation :

La synthèse des subventions est la suivante :

	<b>DUNE</b>	<b>IRIS</b>	<b>GENERATEUR</b>	<b>MAC</b>
Subvention d'exploitation Métropole AMP SUR UNE ANNEE PLEINE	880 000 €	909 942 €	884 000 €	884 000 €
Subvention d'exploitation hors Métropole AMP SUR UNE ANNEE PLEINE	300 000 €	300 000 €	240 000 €	300 000 €
Sous-total subvention d'exploitation SUR UNE ANNEE PLEINE	1 180 000 €	1 209 942 €	1 124 000 €	1 184 000 €
Pré-Exploitation et exploitation (sur la durée du contrat)	6 160 000 €	6 255 357 €	5 746 000 €	5 945 544 €
Investissement	1 897 845 €	1 900 424 €	1 326 178 €	2 318 949 €
Total subvention Métropole AMP sur la durée du contrat (investissement + pré exploitation + exploitation)	8 057 845 €	8 155 781 €	7 072 178 €	8 264 493 €
Total subvention hors Métropole AMP sur la durée du contrat (de 2019 à 2025)	2 025 000 €	1 950 000 €	1 440 000 €	1 800 000 €
Total des subventions sur la durée du contrat (Métropole AMP et hors Métropole AMP)	10 082 845 €	10 105 781 €	8 512 178 €	10 064 493 €

A compter de la mise à disposition de l'équipement, le titulaire s'acquitte d'une redevance d'occupation domaniale de 120 000 euros par an.

**Le candidat Dune présente l'offre la plus équilibrée et la plus cohérente des quatre candidatures au regard de l'ensemble des critères : projet culturel attractif et équilibré, rigueur du modèle économique, du cadre tarifaire et de l'exploitation technique de l'équipement.**

**A l'issue des négociations et de l'analyse des offres négociées, il est ainsi proposé de retenir le candidat DUNE qui apparaît comme ayant proposé l'offre la plus intéressante au regard des critères du règlement de la consultation.**

- **Économie générale de la délégation de service public**

- a. **Durée de la délégation**

La délégation prend effet à compter de sa date de notification et se termine le 30 juin 2025. La durée du contrat est de 6 ans et 8 mois.

- b. **Modalités d'exploitation**

Le délégataire assurera l'exploitation de la salle à ses frais et risques conformément au projet d'exploitation qu'il a proposé et dans le respect des stipulations du contrat.

Les objectifs prioritaires assignés par la Personne Publique au Délégataire sont les suivants :

- Aboutir à un positionnement spécifique en matière d'équipements comparables par rapport à l'offre existante sur le territoire du Pays d'Aix et de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

- Rapprocher ce territoire d'autres agglomérations où des structures similaires permettent l'expression de choix artistiques ambitieux dans le domaine des musiques actuelles à travers ses diverses expressions: rock, jazz, musiques du monde, musiques et expressions urbaines, musiques électroniques, etc.

- Rester attentif à l'émergence et la novation, tout en respectant un nécessaire équilibre dans la diversité et la pluralité des expressions et styles musicaux représentés, ceci à travers la programmation ainsi que pour toutes les activités et formes d'accueil proposées par le site.

- Intégrer une réelle part des activités de l'établissement en termes de diffusion, d'accueil comme de résidences pour ces opérateurs, à l'usage direct ou en collaboration étroite.

- Garantir l'accès du public le plus large du Pays d'Aix, de la Métropole et de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur par la mise en place d'une politique tarifaire adaptée.

- Rechercher, par des actions significatives de communication et de médiation, l'élargissement de la base des publics potentiels, notamment en direction du public jeune. Développer en ce sens

des actions spécifiques en direction du public étudiant et de l'université.

- La mise en œuvre des objectifs prioritaires doit se traduire par un minimum de 100 événements sur les deux salles dont une part significative de coproductions avec des opérateurs locaux, et un nombre d'accueils et de mises à disposition qui ne pourra être inférieur à 15% des activités de diffusion réalisées sur les deux salles.

- Des locations et formules de collaboration incluant rétribution avec des producteurs privés extérieurs seront encouragées dans une proportion minimum de dix (10%) du total des manifestations proposées.

- Des résidences d'artistes seront proposées dans la Salle de Musiques Actuelles, ceci à travers l'usage des studios et des scènes des deux salles. Priorité sera accordée aux artistes émergents et en particulier aux projets d'accompagnement d'artistes du territoire métropolitain.

- Pour les studios, il sera recherché une ouverture maximale en termes d'horaires, de diversité des expressions et de typologie des musiciens accueillis (des amateurs aux professionnels).

- c. **Obligation en matière d'entretien et gros renouvellement**

La Collectivité assure les grosses réparations et le renouvellement du clos et du couvert au sens de l'article 606 du Code civil.

Tous les autres travaux de quelque nature qu'ils soient, seront supportés par le Délégataire à ses frais et risques.

Le Délégataire prend en charge l'ensemble des dépenses liées au renouvellement des biens mobiliers mis à disposition par la Collectivité et des biens mobiliers acquis par lui et figurant en annexe du contrat de délégation de service public.

Notamment le Délégataire s'engage à supporter à ses frais, la charge des réparations de quelque nature qu'elles soient et de l'entretien de l'Ouvrage et des Équipements ainsi que le renouvellement à l'identique en termes de capacité technique de l'Ouvrage et des Équipements.

Il assure l'entretien et la maintenance préventive et corrective de l'Ouvrage et des Équipements correspondant aux niveaux de maintenance 1 à 3 de la norme FDX60.000 à l'exclusion des opérations et interventions qui relèveraient de la responsabilité des constructeurs dans le cadre des garanties légales et pendant la durée desdites garanties.

- d. **Principaux éléments financiers**

Le délégataire assume à ses frais et risques l'exploitation de la salle de spectacles et est autorisé à cet effet à percevoir les recettes auprès des usagers ainsi que les produits de subventions d'autres collectivités, de sponsoring et de mécénat privé.

Pour 2018, la collectivité versera au délégataire une subvention de pré exploitation de 200 000€, et de 470 000 € en 2019.



Pour 2019 ; le montant de la subvention à l'émergence des pratiques de musiques actuelles est de 430 000 €.

De 2020 à 2024, une subvention forfaitaire d'exploitation annuelle s'élève à 880 000 €.

Pour l'année 2025, la subvention forfaitaire d'exploitation est de 660 000 €.

Le montant de la redevance d'occupation domaniale est fixé à 120 000 €. Elle sera appliquée au prorata temporis à compter de la mise à disposition de l'équipement.

Une subvention d'équipement de 1 897 845 euros sera attribuée au délégataire pour financer le programme d'équipement qu'il a présenté à la Collectivité.

La politique tarifaire est détaillée en annexe au contrat d'exploitation.

#### **e. Contrôle du délégataire**

Compte tenu des enjeux de la délégation, un dispositif de contrôle a été précisément défini dans le contrat sur les points suivants :

Par l'institution d'un comité de suivi associant des représentants de la Métropole Aix-Marseille Provence et du délégataire.

Par la production d'un rapport annuel, comprenant un compte rendu technique, un compte rendu financier ainsi qu'une analyse de la qualité du service. Ils portent sur l'exécution de la convention sur la dernière saison écoulée et, pour le compte-rendu financier, au titre de la dernière année civile.

#### **f. Création d'une société dédiée**

Pour l'exécution de la délégation, le candidat DUNE créera une société dédiée sous forme de SCIC. Les caractéristiques essentielles de cette société sont définies en annexe au projet de contrat.

L'article 42 du projet de contrat impose la constitution par le délégataire d'une garantie bancaire à première demande.

#### **• Pièces jointes au rapport :**

- Procès-verbal de la commission de délégation de service public d'ouverture des candidatures du 24 juillet 2015
- Procès-verbal de la commission de délégation de service public d'admission des candidatures du 31 juillet 2015 et 5 octobre 2015
- Procès-verbal de la commission de délégation de service public d'ouverture des offres du 16 septembre 2016
- Procès-verbal de la commission de délégation de service public du 7 juillet 2017 dressant la liste des candidats admis à la

négociation et intégrant le rapport d'analyse des offres initiales

- Rapport d'analyse des offres après négociations
- Projet de contrat de délégation de service public (et ses annexes mises à disposition)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'avis du comité technique paritaire du 25 mars 2015 ;
- L'avis de la Commission consultative des services publics locaux du 20 mai 2015 ;
- La délibération n° 2014\_A227 du 14 octobre 2014 du Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2007 approuvant le programme général et les charges prévisionnelles de fonctionnement de la Salle de Musiques Actuelles de la Constance ;
- La délibération n° 2015\_A103 du 21 mai 2015 du Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2007 approuvant le principe de la gestion déléguée pour l'exploitation et la gestion de la Salle de Musiques Actuelles ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 approuvant le règlement Budgétaire et Financier ;
- Le rapport de la Commission de délégation de service public du 24 juillet 2015 ;
- Le rapport de la Commission de délégation de service public du 31 juillet 2015 ;
- Le rapport de la Commission de délégation de service public du 5 octobre 2015 ;
- Le rapport de la Commission de délégation de service public du 16 septembre 2016 ;
- Le rapport de la Commission de délégation de service public du 07 juillet 2017 ;
- Le rapport de la Commission de délégation de service public du 19 février 2018 ;
- Le projet de délégation composé d'un contrat d'exploitation et de gestion de la SMAC de la Constance et de ses annexes ;

- Le rapport sur le choix du délégataire et sur l'économie générale du contrat de délégation.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de désigner un délégataire pour la gestion et l'exploitation de la SMAC de la Constance.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le contrat de délégation de service public pour l'exploitation et la gestion de la SMAC de la Constance.

**Article 2 :**

Est approuvé le choix du candidat DUNE comme titulaire de la délégation de service public pour l'exploitation et la gestion de la SMAC de la Constance.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le contrat de délégation de service public visé ci-dessus, ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Sont attribuées au délégataire DUNE une subvention de pré exploitation et une subvention d'exploitation telles que prévues au contrat de délégation annexé.

**Article 5 :**

Est attribuée une subvention d'équipement de 1 897 845 € HT au délégataire, telle que prévue au contrat de délégation annexé.

**Article 6 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement sur l'opération budgétaire 4581162486, nature 4581 en fonction 317 et en section de fonctionnement, LC 1636, fonction 311, nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.